R. P. FRANCISCI

SUA REZ

E SOCIETATE IESU

OPERA OMNIA.

TOMUS DECIMUS SEXTUS COMPLECTENS

COMMENTARIA IN SECUNDAM SECUNDE D. THOMÆ. SCHILET, OPERIS DE RELIGIONE TRES ULTIMOS TRACTATUS, VIII DE REGULA, IX DE VARIETATE RELIGIONUM, X DE SOCIETATE IESU.

CUM INDICIBUS NECESSARIIS.
R. P. FRANCISCI

SUAREZ

E SOCIETATE JESU

OPERA OMNIA

EDITIO NOVA, A CAROLO BERTON,

CATHEDRALES ECCLESII AMBIANCES VICARIO,

INNUMERIS VETERUM EDITIONUM MENDIS EXPURGATA, ADNOTATIONIBUSQUE
IN ULTIMUM TOMUM RELEGATIS ILLUSTRATA,

REVERENDISSIMO ILL. DOMINO SERSCENT, EPISCopo CORSOPITENSI, DICATA.

TOMUS DECIMUS SEXTUS.

PARISIIS

APUD LUDOVICUM VIVÉS, BIBLIOPOLAM EDITOREM,

Via vulgo dicta Delambre, 5.

MDCCCLX.
Il a paru à Bruxelles, en 1857, une édition in-folio, non du volume entier que nous publions, mais du dernier des trois traités qu’il renferme, c’est-à-dire du traité relatif à la Compagnie de Jésus. Cette édition in-folio est l’œuvre posthume du P. de Reverseaux, membre de la même Compagnie, lequel a corrigé les anciennes éditions sur beaucoup de points, et a facilité ainsi notre tâche pour une partie considérable du présent volume. C’était pour nous un devoir d’indiquer toutes les leçons nouvelles que nous lui empruntions, celles mêmes qu’il nous eût été facile de trouver si nous avions été réduit à nos propres forces. Nous avons scrupuleusement rempli ce devoir, et on trouvera, dans le commentaire souvent annoncé, les témoignages de notre respect pour le droit de priorité.

Quoique la circonspection, peut-être excessive, dont nous avons donné les motifs dans la préface du volume précédent, n’ait pas cessé de nous guider dans la correction de celui-ci, l’exemple du P. de Reverseaux était fait pour dissiper nos scrupules touchant les volumes qui ont paru, et pour nous encourager à modifier désormais le texte, chaque fois qu’il s’y présente l’un de ces défauts duquel nous nous bornons d’ordinaire à proposer la correction. Le P. de Reverseaux est, en effet, beaucoup plus hardi que nous ne l’avons jamais été, et dans une foule de cas nous n’avons osé le suivre. Notre commentaire indiquera les modifications souvent plausibles qu’il a introduites, et que leur manque de certitude nous a empêché d’admettre.
Outre les corrections évidemment bonnes qui s'imposaient à notre jugement, et les corrections simplement probables qui éveillaient notre défiance, le P. de Reverseaux s'est permis une troisième catégorie de changements, qui doit être l'objet, non plus seulement de nos réserves, mais d'un blâme formel. Dans sa hardiesse à modifier le texte, il a passé des corrections manquant de certitude aux corrections destituées de fondement, puis des corrections injustifiables et inutiles aux corrections erronées, lesquelles vont plus d'une fois jusqu'à former des contre-sens. Nous le prouverons tout à l'heure par quelques exemples; on en trouvera de plus nombreux dans le commentaire qui clora cette publication.

Ajoutons que le P. de Reverseaux, quand il change le texte, que ce changement soit fait avec raison, ou sans raison, ou contre toute raison, s'abstient quelquefois de prévenir.

Ce qu'il y a d'étrange, c'est que, malgré tant de corrections répréhensibles à divers degrés, le P. de Reverseaux n'a pas changé assez. Rien pourtant n'est plus vrai. Il a conservé des anciennes éditions un grand nombre de fautes palpables, que nous avons dû faire disparaître. Nous le prouverons aussi tout à l'heure par des exemples. Sans doute les bonnes corrections du P. de Reverseaux sont cause que celles dont nous avons pris l'initiative sont moins nombreuses dans ce volume que dans les précédents; mais on verra que néanmoins il nous a fallu faire des changements assez nombreux encore, lesquels évidemment, dans les pages publiées par le P. de Reverseaux, ne portent que sur des fautes qui lui ont échappé.

Ces observations critiques, et celles que l'on pourrait ajouter, soit sur la ponctuation ancienne trop fidèlement gardée, soit sur les sommaires totalement refaits à neuf, et dont l'exactitude minutieuse ne compense peut-être pas la prolixité; toutes ces observations manqueraient leur but si elles donnaient à penser que le travail du P. de Reverseaux est sans mérite. Nous avons déjà dit, et nous aimons à répéter qu'il est en somme beaucoup meilleur que ce qui existait. Les bonnes corrections y sont plus nombreuses que les corrections répréhensibles à divers titres, en joignant même à ces dernières les corrections omises. Des notes placées au bas des pages, des éclaircissements préliminaires et supplémentaires, dont notre commentaire indiquerait le détail, témoignent d'études patientes, et ajoutent à la valeur que tire le volume de son luxe typographique. Enfin, nous avons été heureux de voir le P. de Reverseaux pratiquer, en corrigeant le texte, une méthode qui nous a été reprochée. Il a pu se tromper quelquefois en l'appliquant, mais il a eu raison de s'en servir, et nous applaudissons sans réserve au ju-
glement qu’il porte sur les vieux éditeurs de Suarez: Enimvero nimium saxa
dormitantab pluragulum hujus operis emendatores 1.

**EXEMPLES DES FAUTES AJOUTÉES PAR LE P. DE REVERSEAUX 2.**

P. 849, l. 8 de 45, le texte porte: societati le P. de Reverseaux met: societatis.
P. 854, l. 42 de 44, quibus qui illis.
P. 865, l. 6 de 36 fin, his is.
P. 873, l. 9 de 5 fin, effectum affectum.
P. 954, l. 21 de 18, affectibus effectibus.
P. 1004, l. 49 de 45 fin, exteriori interiori.
P. 1065, l. 20 de 10 fin, vian vitam.
P. 1070, l. 22 de 16 fin, sed seu.

**EXEMPLES DES FAUTES CONSERVÉES PAR LE P. DE REVERSEAUX, ET QUE NOUS AVONS DU CORRIGER 3.**

P. 481, l. 14 de 4, il y avait: omisisse nous avons mis: emisses.
P. 585, l. 9 de 7, seu sed.
P. 754, l. 8 de 1 fin, ab iis aliis.
P. 888, l. 13 de 17 fin, patinam palmam.
P. 895, l. 5 de 12, ad hoc adhuc.
P. 933, l. 23 de 16, omnium ovis.
P. 936, l. 4 de 4 fin, aliqua aliqua.
P. 960, l. 12 de 16 fin, interpellare interpolare.
P. 1054, l. 4 de 8, derogari eorgan.

**EXEMPLES DES CORRECTIONS QUE NOUS CROYONS NÉCESSAIRES, MAIS QUE NOUS N’AVONS PAS OSÉ INTRODUIRE DANS LE TEXTE 4.**

P. 415, l. 23 de 44, il y a: idem il faudrait: video.
P. 381, l. 14 de 4 fin, non ut donec.
P. 420, l. 20 de 13, naturale temporales.
P. 421, l. 13 de 18, surer parere.
P. 424, l. 17 de 23 fin, debent pendent.
P. 441, l. 8 de 9, illa constilla.
P. 447, l. 19 de 18, veri viri.
P. 454, l. 7 de 6, secundum duplex.
P. 526, l. 16 de 6 fin, simulque simulque.
P. 530, l. 15 de 6 fin, unde inde.
P. 543, l. 17 de 18, nulla nonnulla.
P. 619, l. 20 de 15, illud illuc.
P. 665, l. 2 de 4, quia qua.

1 Page 419.
2 Parmi les fautes comprises dans cette catégorie, il y en a quelques-unes que le P. de Reverseaux a empruntées à des anciennes éditions, et que cependant on peut regarder comme ajoutées, parce que toutes les anciennes éditions ne les contiennent pas.
3 On aura une idée de la certitude de ces corrections, quand on saura qu’elles portent presque toutes sur des citations que nous avons vérifiées.
4 Voir les motifs, dans la préface du volume précédent.
Ailleurs, il faudrait changer des phrases entières. Par exemple, p. 448, l. 24 et 20, au lieu de obedientiam, ita hic vult regulam......, il faudrait obedientia, ita hic vult regula...... Ainsi encore, p. 462, l. 3 et 12, avant vita, il faudrait ajouter: vita contemplativa cum activa, sed de comparatione......
R. P. N.

MUTIO VITELLESCO

SOCIETATIS JESU PRÆPOSITO GENERALI

OPUS SUARII DE RELIGIONE

EX EADEM SOCIETATE BALTHASAR ALVAREZ D. ET C.

Postremum hunc et germanum, quamquam posthumum Suarii de Religione factum, quem ipse jam conceptum dixi parturierat, in meo sinu hactenus inclusum, in lucem tandem editurus, paulisper hasi dubius quo sub sidere nascentem emitterem. Nefas quippe esse ducebam partum illustrissimum adeo obscure, expectatissimum adeo temere in vulgus prodire, quin prius astrum haberet natalitium, quod et illius dignitatem augeret, et faustum ac fortunatum exitum portenderet. Circumspexi igitur, neque ullam mihi aut splendidius aut benignius occurrit, quam tu, universa Societatis nostræ et parentes et columnæ singularis, qui in Romano cælo tua ipse luce conspicuus, oculos et animum ad te convertisti, imo rapuisti. Vidi, ac prævidi illicum, quam bene et fauste casurus ortus; pignusque accepi felicitatis futuræ, et in tanto fulgore spes praæluxit bona fortuna, quæ animum altius erexit et mirifice confirmavit. Visum mihi sicut et sublum, et honestum, quæ etiam gloriosum, occasione pulcherrima oblata uti, illum tibi nascentem dicare consençareque, te illi sidus natalitium assignare, cui feliciter praesideas, quem humaniter soveas, quem benignè inteasaris. Idque vel maxime, quod et rationi consentaneum, et operi utile, et dignitati tuae decorum fore putavi. Rationi consentaneum, quia cum toti Societati, velut sol universo orbi præsis, astronomia lex et ratio postulat ut nostrum tibi Mercurium adjungas, qui ut sapientiae symbolum est, ut cum sole, ut observant astrologi, incredibili modo consentit. Operi utile, quia tui siders miti, facili et benigno aspectu fœtus noster adolescet, confirmabitur, correbo-nititur, quin a pestifero aliejuus astri oculo sideretur. Dignitati tuae decorum, quia, quemadmodum soli gloriosum est quod astra reliqua ab eo lucem mutuentur, ita decorum tibi erit quod tantum sidus a te fœneretur splendorem. Sed, omissis verborum involucris, abjecto fuco lenocinioque dicendi, rem nudam sincere investigemus. Pluri-mis igitur justissimusque de causis censeo Suarium hoc tibi unum ex omnibus opus, que illi etiam opem, fidem et patrocinium debuisse, ita ut eodem mutui officii nexu vaciamini. Quam est æquum ut quod opus vir in tota hac tua familia maximus in lucem edit, tibi ejusdem familiae parentis maximo conscençetur! Quam conveniens ut quos beatissima nostri soli plebe fructus tulit, tibi cultori et domino agri reddantur! Quam consentaneum ut quas plenissimus sapientiae fluvius aquas evoluit, ad te fontis caput iterum redeant! Sunt quidem hæc altius repetita, illa videamus quæ et e re ipsa magis
nascuntur. Opus de religione Societatis, quod in toto hoc volumine præcipuum eminet, ex monito ac præscripto R. P. D. Claudii Aquavivæ Suarius conficiendum suscepit; nonne res ipsa postulat ut, quoniam a Claudio principium acceperit, ad te (qui in ejus locum, neque nomine, neque factis inferior successisti) tanquam ad terminum et finem referatur? Omnia certe cæterorum fœtuum Suarii, quos tu cum per otium legeres, pulcherrimum judicasti; nonne hoc nomine tuus est, parens Societatis optime, cui jure optima quæque debentur? Nonne praeterea ejus hoc titulus opus tibi vindicas, ut cujus doctrinam olim (quod ingenuæ confitteris) amplexus es, modo tueris? Et quem vivum magistrum habuiisti, mortuum hoc saltem patrocinii officio prosecuris? Jam vero, quod hujus libri scopus sit nostra Societas, adeo tuae reddit opus, ut nemini, te praeter unum, convenire posse videatur. Quapropter existimo, et ita credere par est, hanc mihi mentem ab ipso Suarii animo jam Beato immissam fusisse, qua me violentius impelli sentiebam, et cui tandem post varios sollicitudinum aestus acquevi. Quippe qui nutricis more fœtus curam suscepiisse, sedulo aluissem, et in sinu hactenus contentum nollem exponere fortunæ arbitrio, sed tutori fidelissimo quasi pupillum exhibere, et in tutissimo alicujus gremio collocare, qui tantum pignus, quantum ego ceperam, et caperet et sustineret. Quanquam enim Suarii opera non rudia et inchoata, sed absoluta et perfecta sint, adeo ut existimem divino consilio factum esse, ut tot libri post ejus mortem mature satis in lucem ederentur, quo omnibus palam fieret, nihil in iis rude, nihil informe esse, quod parentis lima aut lingua ursi more formaretur; tamen, et praetulam mihi fore videbatur, et illi salutare, si eum illi patronum adhiberem, qui non modo protegeret, sed efferret; non modo susciperet, sed illustraret; non modo defenderet, sed etiam nobilitaret. Hac enim ego ratione abunde mihi satisfactum putabo, quoniam illum laboris et industriæ in hoc fœtu alendo et nutriendo fideliter collocatæ fructum accepi, ut te tutorem optimum relinquuerem ejus fœtus, qui parente optimo orbatus esse. Suscipe igitur illius curam, et tua in eo Societatis imaginem, non factis adumbratum, sed veris expressam coloribus contemplare, et sive parentis, ad ejus nos similitudinem effingito; sive imperator, ad hoc vexillum expicatum evocato; sive magister, hoc nobis vitæ et morum castigatissem exemplar imitantum proponito; sive pastor, nos intra hos legem et rationum carceres et septa continet; sive sol, hoc nos lumine illustrato, et hanc facem nobis inspiciendum objicit, ut in ea aciem mentis nostræ experiamur, et irretortis oculis, firmaque obtutu desíxi, generosos nos esse aquilæ magnarum alarum, id est, parentis Ignatii pullos, et tibi, et omnibus vere probemus. Vale, Societatis nostræ Parens observandissime.
AD LECTOREM.

Hoc de religione postremo volumine fidelis tibi pro Suario solvimus, studiose lector; habes quo avidum expleas animum, fastidio procul exulante. Excusa prius typis nec diffiteor, plerisque de Societatis Jesu instituto acceperis, sed non prius exarata calamino. Nam quadripartitum atque elaboratum de Religionis opus ante annos fere 18 in suavissimis auctor Suarius. Acceperis ante deam admodum explanata, qua eodem legesque nostrae familiae referuntur; sed qua ad splendorem illius faciant, qua ad refellendos impugnatores conferant, non alibi prius data, non accuratus elucubrata. Neque vero quod de aliis religiosorum ordinum institutis pressius dizerit Suarius, invicem sibi jure conflagravit; brevitatem quippe indixit provector aetas, qua suo fluxu ad occasum metamque properabat, ac par erat ut, explicatis obiter alienis (omnino enim praeterire, proposita ab initio tractandi serie minime patiatur), de seae religionis institutione ac documentis, qui scopus fuerat a parente Claudio prefexus, latius dissereret. Nam hic probanda erant ex antiquitate, quae inducti quidam nova esse obiectebant; hic absolvenda argumenta quibus variis Societatis gradus acerbe impetebant: hic proferenda calumniae quibus non bene in ipsam animati odiosem vulgo atque irriam redere non; quom plane laborem non frustra suscepisse Suarium speramus; ino fore ut, cum ad manus legentium venerit, discant, ac sibi demum persuadeant, haec Societatis nostrae regulam appositissimam esse, qua professores suos ad religiosae vite perfectionem ducat, ad proximorum salutem procurandam instruat, et ad Ecclesiam Catholicam fines propagandos obarmet. Illud tantum moneo addidisse nos huic operi prae morem Suarii) allegationes quasdam magis peculiares, indicatis scilicet capitulis ac numeris in quibus aut jam dixerat, aut dicturus quippeam erat. Nimimum quantum id impendio temporis prospecit, tantum legentibus gratum esse solet. Vale.
INDEX

TRACTATUUM, LIBRORUM ET CAPITUM QUIE IN HOC QUARTO TOMO CONTINENTUR.

TRACTATUS OCTAVUS

DE OBLIGATIONIBUS RELIGIOSORUM EX REGULA, PRELATIONE, ET SUBJECTIONE REGULARI PROVENIENTIBUS.

LIBER I.

DE PROPRIS OBLIGATIONIBUS RELIGIOSORUM, QUATENUS SUB PROPIA REGULA VIVENT, VEL SPECIALIBUS JURIBUS UTUN-

TUR.

CAP. I. Quid et quotuplex regula Religiosa sit, et quomod o a constitutione differat. 2

CAP. II. Quam obligationem indicat regula religiosan, et quomodo cognoscatur, quanti sit talis obligatio. 5

CAP. III. Quomodo dignoscatur regulam obligare, quando id non exprimit. 11

CAP. IV. Utrum religiosus tenetur sub præcepto ad non contemnendum regulam, et consequenter, an teneatur ad progradendum in via perfectionis secondum regulam. 17

CAP. V. Utrum teneatur religiosus non dimittere suum habitum. 29

CAP. VI. Utrum religiosi ad clausuram servandam non egrediente clausuram proprio et rigore præcepto teneantur. 34

CAP. VII. An rigoreo etiam præcepto teneantur religiosi ad clausuram, non admitting externos. 40

CAP. VIII. De clausura monialium quodam non egrediendum et monasterio. 45

CAP. IX. Quis posset in predicta clausura monialium dispensare. 53

CAP. X. De altera parte clausura monialium, quod ingressum, scilicet in eorum monasteria. 60

CAP. XI. Utrum omnem actionem sacras, vel profanae, et in universum omnes pravae sint religiosis specialiter prohibita. 72

LIBER II.

DE RELIGIOSIS QUATENUS PRELATI SUNT, ET EORUM OBLIGA-

TIONIBUS, UT SIC.

CAP. I. An in religioso statu necessarius sit aliquis Praлатus iurisdictione pollensa, et unde illam habeat. 77

CAP. II. Quotuplex sit religiosis Praлатus, et quem inter se ordinem servent. 84

CAP. III. De electione supremae Praлатi in religione, de qua conditionibus ex parte ipsius requisitis ut legitime eligatur. 95

CAP. IV. De conditionibus eligendum dictum Generaliter. 100

CAP. V. De forma predictae electionis Generaliter. 109

CAP. VI. De electione aliorum Praлатorum infrascript Gen-

eraliter. 119

CAP. VII. An pra-latia religionis perpetua sit; quondam durum est debat. 129

CAP. VIII. An pra-latia religionis potestatem habeat obligandis subditos in conscientia, quondam et quomodo. 133

CAP. IX. An in Praлатis religionis sit potestas coercitiva, tum in universum, tum specialiter ad paesan spirituales. 144

CAP. X. An in eisdem sit talis potestas ad paesan corporales. 159

CAP. XI. An religiosi possint a sententiis et præceptis suorum superiorum appellari. 154

CAP. XII. An in Praлатis regularibus sit potestas dispensandi, et ad quam materiam se extendat. 169

CAP. XIII. Quibus Praлатis et qua ratione potestas dispensandii cum suis subditis sit concessa. 177

CAP. XIV. Quae persona a Praлатis religionis dispensari queant. 183

CAP. XV. An in Praлатis religionum sit potestas, tum ad absolvendum suos subditos a culpis non reservatis, tum ad delegandum alius talem potesta-

tem. 187

CAP. XVI. An in alius etiam, praterquam in ipsius Praлатis religionem vel eorum delegatis, detur potesta-
s titios absolvendi. Ubi de bulla Cruciatu. 190

CAP. XVII. An salltem pro religiosis peregrinis ac novitiis absolvendi detur in alius dicta potestas. 196

CAP. XVIII. An in varias reservationem culpars in religione statuertii Clemens VIII. 202

CAP. XIX. Quis possit absolvere religiosos a culpis res-

servatis. 206

CAP. XX. An Praлатi regulares habeant potestatem abol-
solendi suos subditos a censuris. 214

CAP. XXI. Quibus censuris et paes suis possint Praлатi regulares absolvere suos subditos, per privilegia religionibus præsertim mendicantis concessa. 218
INDEX TRACTATUM LIBRORUM ET CAPITUM.

LIBER I.

DE RELIGIONIS DESEREBITUR VEL MUTANDUM ALIQUO MODO STATUM SUCCH, ET DE OBLIGATIONIBUS FORVM.

CAP. I. Quaevit religiosus sit fugitivus vel apostata censendus, et quaesum ob tale crimine incurrit. 278

CAP. II. Expedientiatur aliquid dubia circa doctrinam cupitis praeconitis. 289

CAP. III. De culpa, obligatione ac pensa cooperantium modo aliquo ad alienos apostasiam. 290

CAP. IV. An religiosus professus justi possit a religion expellere. 307

CAP. V. Ad quod teneatur professus e religionis ejec.

LIBER II.

DE RELIGIONUM IN GENERE QUAM IN SPECIE.

CAP. IX. Quoet sint ordinies clericorum regulare. 480

CAP. X. An religiones monasticas a viro sub religionibus, atque etiam inter se distinguantur. 484

CAP. XI. De receptione novitatis monasticis, cum campanis professione cum cernentur vel. 488

CAP. XII. De observantia monasticis, tamen quod substantiatis vasa, quam quoddam subjectationem erat Praes, nos ac regulam. 494

TRACTATUS NONUS.

DE RELIGIONUM IN GENERE QUAM IN SPECIE.

CAP. I. Quoet sint ordinies monachorum Orientis, eorum praeposita qui sub regula Basili militare. 489

CAP. II. Quoet religionis S. Benedicti institutio et progressio. 502

CAP. III. Quoet religiones monachorum in Benedictina quia sint, et a sint sua illa distincta. 508

CAP. IV. An ordo Cottanensis sit perfectus monachorum religio. 512
CAP. IX. An religio eremitarum S. Augustini, quae habuit in Ecclesiis, et quae habuit in saeculo. 596

CAP. X. An acerer ordo Carmelitarum unus ex Mendicantibus eorum, quamquam in institutionem habuerit. 597

TRACTATUS DECIMUS.

DE RELIGIONE SOCIETATIS IESU IN PARTICULARI.

LIBER I.

DE RELIGIONE SOCIETATIS IESU, QUAD INSTITUTIONEM, ET INSTITUTUM EN GENERALI.

CAP. I. Sine Societas Iesu vera religio, et cur ita appelleatur. 584

CAP. II. De sine unst processus. 585

CAP. III. De mediis quibus haec religio utitur ad sacram etiam praeportium. 586

CAP. IV. An Societas Iesu religio conveniunt etiam cum societate praeportia. 587

CAP. V. An Societas Iesu sit per se religio clericae, non solum habitis, sed etiam re ipsa, et quamvis proprie perstat? 588

CAP. VI. An Societas Iesu perspicuit, quae potest actioam etiam complacitatur. 589

CAP. VII. In quo gradu perfectionis Societas Iesu in instiuita sit? 590

CAP. VIII. Satisfict prima objectioni capitatis praeceditit. 591

CAP. IX. Satisfict secunda objectioni. 592

LIBER II.

DE INGRESSIS IN SOCIETATE, ET UBIQUE, NUMQUE INSTITUTUM, TUM QUI ILLOM ANTECEDIT, TUM ETIAM QUE SEQUITUR.

CAP. I. Recte instituta sint aliquae pura aedificationes substantiales etiam egressis in institutionem Societatis, et quamuis illas sint. 618

CAP. II. De quomodo aetate praeportiu ex defecto originis. 619

CAP. III. De incepta aedificationes accidentiis, esse quas conditiones servaditas sint, quamvis probatio anteecessit debeat, ut aliquae institutionem in societatem Jesu recipiatur. 620

CAP. IV. An ibi ingressis jam Societate pro secunda probatione seu perviciit conveniens sit aequinatum. 621

CAP. V. De experimentis hujus secunda probationis in Societate Jesu. 622

LIBER III.

DE ADHIBITIONE NOVITIORUM IN SOCIETATE IESU PER TRIA VOTA SIMPLICIA IN COMMUNI, ET Eorum Dissolutione, etc.

CAP. I. Proposuntur argumenta, quibus in Societatem admissi per vota simplicia perperam impugnata sibi; supponunturque nonnulla per certitute stabilienda. 650

CAP. II. Vera resolutio superioris capitatis, aigue impugnationum ibidem adductarum. 654

CAP. III. An haec scholastica approbat, 590ve admissio in Societatem Jesu, seum religiosum constitutum. 591

CAP. IV. Convivaria tria sine conclusione, secundo superioris capitatis conclusiones deducuntur. 592

CAP. V. An praedicta scholastica approbat, admissio in Societatem dicenda sit professio. 593

CAP. VI. Quo conditiones requiratur ex parte voluntatis, ut praedicta scholasticae vota sunt validi. 594

CAP. VII. Quo conditiones requiratur ex parte religionis, ut eadem vota scholasticae validi sint. 595

CAP. VIII. An iacita voltemm emissionem seu incorporati, in scholasticum Societatis locum habeat. 596

CAP. IX. An scholasticum vota tolli possint per commutationem, aut dispensationem, aut irrigationem. 597

LIBER IV.

DE VOSI CASSITATIS, PAUPERATIS ET OBEDIENTI, PROUT IN SOCIETATE HABIBITUR.

CAP. I. An simplex castitatis vitam, quod in Societate dictat, dirimat matrimonium postea contractum. 690

CAP. II. An praedictum vitam dirimat etiam prorescedes matrimonium. 691

CAP. III. Quibus mediis Societas jubet et suis subditis ad votum castitatis servandum. 692

CAP. IV. Votum paupertatis scholastici Societatis Jesu, neque illus reddere domini incapaces, neque id pugnare censeri religiones statum. 693

CAP. V. Quomodo paupertas a scholasticis Societatis, ex vi regula servanda sit in distributione suororum honorum. 694

CAP. VI. Quomodo a scholasticis Societatis servanda sit, ex vi eorum paupertas in distributione suis bonis. 695

CAP. VII. Ad quem sumus eum exercitium paupertatis ex vi regula obligatur singuli religiosis Societatis Jesu. 696

CAP. VIII. Ad quem sumus eum exercitium idem religiosis obligatur ex vi eum. 697

CAP. IX. De paupertate in communis aliquorum professed Societatis Jesu. 698

CAP. X. An explicata superioris capitatis paupertas conveniens sit Societatis professed. 699

CAP. XI. De paupertate in communis collegitatorum Societatis, ad dominus probationis. 700

CAP. XII. An ex eis eorum obligatio possit religiosis Societatis in quacumque materia. 701

CAP. XIII. De consilio obedientia in Societate quoddam perfectionem exequionis. 702
LIBRORUM ET CAPITUM. XV

LIBER VII.

DE PROFESSIONE TRIMUM VOTORUM, AC FORMATIS COADUTO-

RIBUS.

CAP. I. Cur hac professio in Societate admittatur, et
ad quem finem.

CAP. II. Cur Coadutores spirituales Societatis Jesu
solemnia volo non emitant, et in quo a professis et
scholaribus differant.

CAP. III. An convenerit Coadutores temporales
in Societate admittit, et quibus votis incorporen-
tur.

CAP. IV. Generalis ilatio de gradibus personarum So-
icetatis.

LIBER VIII.

DE MEDIS QUIBUS AD SPIRITUALE PROFECTUM ET PERFEC-

TIONEM SUORUM RELIGIOSORUM SOCIETAS UTUR.

CAP. I. An et quantum debant religios Societatis ex
vit sui instituti ministribus exercitii vacare.

CAP. II. An religiosi Societatis ad aliquas orationes
vocales ex vit sui instituti teneantur.

CAP. III. An ad frequentem celebrandum vel communi-

candum religiosi Societatis specialiter obligen-
tur.

CAP. IV. An confessionis usus et frequentia convenien-
tur in Societate instituta sit, ac primum de genera-

libus confessionibus.

CAPUT V. An reservatio peccatorum, qua in Societate
sit, sit consimili.

CAP. VI. De charitate universum, tam erga Deum
quam erga proximum, quam Societas Jesu a religio-
sis explet.

CAP. VII. De modis in particulari pro charitate erga
proximos, domesticos, seu fratres, ac primum de
negativis, consistensionibus in omissione.

CAP. VIII. De modis positivis, seu qua in actione con-
stituant.

CAP. IX. De modis quibus ad solidas virtutes infra
theologales, perfectamque animi moderationem, reli-
giosae Societatis promoveantur.

LIBER IX.

DE MEDIS SEU MINISTERIIS QUIBUS AD PROXIMORUM EXTER-

NORUM SALUTEM SOCIETAS UTIT.

CAP. I. Quid possint ac debant religiosi Societatis
prastare in ministerio praedicandi.

CAP. II. Quid possint ac debant idem religiosis pra-

stare in administratione sacramenti pontificii.

CAP. III. Quid possint ac debant prastare in admi-

nistratione Eucharistiae.

CAP. IV. Quid talem religiosi possint in aliorum sac-

ramentorum administratione.

CAP. V. De spiritibus exercitii, et primum quid
sint, et quam sanam doctrinam continant.

CAP. VI. De arte seu methodo exercitiorum.

CAP. VII. De prudencia in hoc exercitiorum operae a

B. Ignatio servata, et eorum usu, a nostris vel ex-
ternalis hominibus servando.

CAP. VIII. De medio juvandi proximis, conversando
familiariter cum ipsis.

CAP. IX. De medio peculiari cura juvandi proximis
in periculo mortis.

LIBER V.

DE SOCIETATE TUM SCHOLARIUS QUANTUM AD PROPRIUM
IPEROM STUDIUM HURUS, PROFECTUREM IN LITTERIS,
TUM ETIAM DE PUBLICIS EISCHOLIS PRO EXTERNIS.

CAP. I. An in Societate Jesu status aliqua religiosa
ad litterae discendas merito destinetur.

CAP. II. An Societatis religiosi in philosophiae studi-
ia et humanioribus litteris diligentius insinuendi
modo sit.

CAP. III. Utrum ratio professandi in litteris convenienti
modo, et per apta media in Societate Jesu instituit.

CAP. IV. An conveniens fuerit religiosi Societatis pub-
lica studia et universitates habere, et in eis do-
cere.

CAP. V. An puerorum eruditio convenientior per reli-
giosos litteris in universitatis Societatis.

CAP. VI. An ad externos scholasticos erudientes conven-
ieniens mediis utatur Societas Jesu.
INDEX TRACTATUM LIBRORUM ET CAPITUM.

LIBER X.
DE REGIMINE SOCIETATIS, TAM IN GENERE QUAM IN PARTICULARI, ET CONSEQUENTER DE IPSIS PRÆLATIS.
CAP. I. An Societas per modum monarchiae gubernetur convenienter. 1058
CAP. II. An expedit in Societate Generalem perpetuam institut. 1063
CAP. III. An convenienti modo reliqui Praiati Societatis instituantur. 1065
CAP. IV. De suprema potestate jurisdictionis in Societate Jesu. 1072
CAP. V. De potestate jurisdictionis infra supremam. 1078
CAP. VI. An Societatis Praiati ad particulare subditarum regimen merito ab eis exigent rationem conscientiam. 1081
CAP. VII. Regimen Societatis per ipsius regulum denounced aliis non defectus, ut a quibusdam impugnetur, et ut a nobis defendenda sit. 1089
CAP. VIII. Praemittitur generalis doctrina denunciationis, ut ostendatur quousque in Societate locum habeat. 1098

LIBER XI.
DE HIS QUI RELIGIUM STATUM A SOCIETATE MUTANT.
CAP. I. Utrum professus possit a Societate expelli, et quas ob causas. 1140
CAP. II. Utrum professus in Societate possit ad aliam religionem transmitti, et quomodo. 1151
CAP. III. Ad quid teneatur professus et Societate executus, vel qui modo alto ab illa decretif seu mutatur. 1158
TRACTATUS OCTAVUS

DE OBLIGATIONIBUS RELIGIOSORUM

EX REGULA, PRELATIONE ET SUBJECTIONE REGULARI PROVENIENTIBUS.

INDEX CAPITUM LIBRI PRIMI

DE PROPRIIS OBLIGATIONIBUS RELIGIOSORUM, QUATENUS SUB PROPRIA REGULA VIVUNT, VEL SPECIALIBUS JURIBUS UTUNTUR.

CAP. I. Quid et quotuplex regula religiosa sit, et quomodo a constitutione differat.
CAP. II. Quam obligationem inducat regula religiosa, et quomodo cognoscatur quanta sit talis obligatio.
CAP. III. Quomodo dignoscatur regulam obligare, quando id non exprimit.
CAP. IV. Utrum religiosus teneatur sub præcepto ad non contemnendum regulam, et consequenter, an teneatur ad progrediendum in via perfectionis secundum regulam.
CAP. V. Utrum teneatur religiosus non dimittere suum habitum.
CAP. VI. Utrum religiosi ad clausuram servandam non egrediendo claustrum, proprio et rigoroso præcepto teneantur.
CAP. VII. An rigoroso etiam præcepto teneantur religiosi ad clausuram non admittendo externos.
CAP. VIII. De clausura monialium quoad non egrediendum e monasterio.
CAP. IX. Quis possit in predicta clausura monialium dispensare.
CAP. X. De altera parte clausuræ monialium, quoad ingressum scilicet in carum monasteriæ.
CAP. XI. Utrum omnes actiones sæculares, vel profane, et in universum omnes prææ sint religiosis specialiter prohibitæ.
Liber Primus

De

Obligationibus Religiosorum

Quatenus sub propria regula vivunt, vel specialibus juribus subduntur.

Post explicationem essentiam et substantiam vincula status religiosi, dicendum superest de obligationibus, quae ad omnes pertinent, quatenus religiosi sunt. Et quoniam, tractando de votis quibus religiosi efficiuntur, simul diximus de obligationibus quae ex illis nascentur, et in religiosis potissime sunt, ideo solum hic superest dicendum de regula, et propriis statutis seu constitutionibus religiosis, et obligationibus quae ex eis nascentur directe, vel etiam indirecte, seu consequentia quadam, ratione ipsius religiosi status, ut in sequentibus constat. Hoc ergo primo libro dicemus de vi ac potestate regulae et constitutionis religiosae, ac obligationibus ex eis directe consurgentibus, etiam illis quae jure canonico sunt impositae; postea vero de indirecte consurgentibus ex statu ipso, seu officio.

Caput I.

Quid et quotuxplex regula religiosa sit, et quomodo a constitutione differat?

1. Regula significatio multiplex.—Ut obligationem directe provenientem personae religiosae ex sua regula vel constitutione intellegamus, oportet ut quid ipsa regula, quidve constituto sit, et an discrimen inter se habeant, exponamus. Regula (inquit Isidorus, lib. 6 Etymologiar., cap. 16, et referatur cap. 2, d. 3.) dicta est eo quod ducit, nec aliquando alterum trahit, et subjungit: Alii dixerunt regulam dictam, vel quod regat, vel quod normam recte vivendi praebet, vel quod distortum pravumque corrigat. Aliter jurisconsultus, l. 4, ff. de Reg. juris: Regula est (inquit) quae rem quae est breviter narrat; non ut ex regula jure sumatur, sed ex jure quod est regula fiat. Unde constat vocem hanc equivocam esse, nam interdum significat instrumentum artis ad dirigendas aliqusa actiones inventum, ut ex communi usu constat, et inde videtur derivata ad significandum principium aliquod inventum ad dirigendas operationes morales, et sic apud iurisperitos regulae frequentissimae appellatur brevis et compendiosa praecipio ex jure collecta, ut sit veluti norma aliquarum actionum. Sic inscribuntur tituli de Regulis juris; sic etiam dicitur in l. 9, ff. de juris et facti ignorantia: Regula juris est, ignorantiam juris nocere, facit vero non, et sic de aliis. Ex quo tendem in jure canonico regula soleat pro lege seu jure sumi; nam lex est, quae maxime dirigat operationes morales, et in hoc sensu videtur sumpta ab Iisdore, citato loco; ubi etiam ait regulam latine idem esse quod canonem graecé; canonem autem communi usu jam vocamus canonicas leges. Nihilominus tamen nomen regulae, etiam in hac significacione ecclesiastica sumptum, non significat rigorosum praecptum, obligans in conscientia, sed simplicem ordinationem mores hominum dirigentem: sicut regulae artis appellantur praecipitane in unaquaque servanda, ut opus artificialio fiat. Hoc ergo modo quasi per antonomasiam applicata est illa vox ad significandum regulam religiosam, quia strictiori et perfectiori modo religiosorum actus dirigat, ut bene notavit Umbertus, in expositione regulae Augustini, c. 7, unde ab illa ipsi religiosi regulares sunt appellati, quia ad vivendum secundum regulam aliquam estringuntur, ut constat ex rubrica de Regularibus, ubi Panormitanus et aliis id notant. Sicut olim clerici in communi et religioso viventes a canone canonici dicti sunt. Postea
vero canonici regulares sunt appellati, quia nomen canonici generalis est, ut optime notavit Navarrus, comment. 1 de Regular., num. 2 et 3, ubi optime defendit geminatam illam vocem a calumniis Ludovici Vives, nam canonici simpliciter dicuntur clerici, qui sub aliqua communitate et regula vivunt, quamvis religiosi non sint, sed proprium habebant; canonici autem regulares appellantur, qui non utcumque communiter vivunt, sed alia insuper obligatione astringuntur, quod recte etiam notavit Covar., in Clement. Si furores, part. 1, in princip., num. 1, ubi adverdit etiam sanctimoniales virgines in hac significatione a Chrysostomo Canonicae appellari, id est, regulares.

2. Regula pro insituto vitem, seu collectione multarum regularum specialium, quadruplex etiam tantummodo. — Ulterius autem, ut secundae parti tituli satisfaciamus, advertere potest interdum appellari regulam quamcumque singularem ordinationem, quia, ut legem, ita ut nomen regulae commune sit; interdum vero esse hoc nomen collectivum, significans normam vivendi secundum perfectionem evangelicam; quo modo una regula continet in se plures regulas priori modosumptas, et utroque modo est frequens unus hiscose bei praesenti materia; praecipe tamen loquimur posteriori modo. Aique ita distinguo solet ab auctoris quadruplex regulae religiosa specialiter ab Ecclesia approbata, sicut Basili, Augustini, Benedicti (de quibus fit mentio, et earum approbatum suppositur in cap. Pernicosam, 18, q. 2, ex Concilio Romano sub Innocentio II, cap. 26 et 27), et regulae S. Francisci, ab Honorio III approbata, sub quibus regulae multae religiones vivunt, ut sub regulae S. Benedicti militant omnes ordinis monachales, praeter Carthusianos, qui habent statuta pro regula, ut notat Sylv., verb. Religio, 1, q. 7, ut proprii Benedictinii, qui in jure monachi nigris appellantur, Cistercienses, Camaldulenses, et alii praterea fere omnes ordinum militares Hispaniae. Sub regula S. Basili dicuntur militare fere omnes Orientis monachi, et idem dicit Anton., tertia part., tit. 16, cap. 1, § 8, de Carmelitibus; sed de hoc postea n. 6 videbimus, nam illius Ordinis auctores non facile hoc admittant, sed suam regulam esse volunt ab omnibus praedictis diversam, et ante Honorium etiam approbatam. Sub regula vero Augustini militare omnes canonici regulares, et eremitae, qui Augustiniani et Predicatores, et plures alii, qui, ut Anton., Sylvest., et alii aitae, licet in regula conveniant, constitutionibus inter se differunt.

3. Discutitur predicta quadruplex divisio regulae. — Ut autem hoc explicamus, et cur ille tantum quatuor regulae numerentur, et approbatæ dicantur, quæri potest quid inter regulam et constitutiones differat. Nam si regula singulariter sumatur, quælibet constitutione religiosa, regula est; si autem summatur collective, regula uniuscujusque religioes comprehendit omnes constitutions ejus, quia ex omnibus consurgit norma vivendi in illa religione, et quia non est major ratio cur subcollectione regulae quædam constitutions potius quam alia comprehendantur. Confirmatur et declaratur, quia quando religiosi promittunt obedientiam secundum regulam, necesse est ut sub regula constitutions comprehendant, alias non tenerentur secundum illas obedienti, nec ad majorem vel strictiori obedientiam obligarentur fratres Prædicatores, verbis gratia, quam canonici regulares, quia omnes obligantur ab obedientiam secundum eamdem regulam, si per regulam sola Augustinii regula intelligenda est; consequens est aperte falsum; ergo opero ut in unaque religione proprie constitutions sub illius regula comprehendantur. Quod si hoc ita est, sine causa distinguuntur tantum quatuor regulae approbatae, sed to distinguuntur sunt, quos sunt in Ecclesia religions approbatae; quia nulla esse potest religio sine propria regula in eo sensu sumpta, alias non haberet in quo distinguenter ab alia, nec potest esse religio approbata, quia regula ejus approbata sit, cum tuta perfectione et substancia religionis (ut sic dicam) pendeat ex regula, seu ex ordine ad illam.

4. Enucleatur sum ipsa divisio. — In hoc potest solum esse quostio de vocabulis, et ideo illa, vel illorum usum distinguere oportet, et ita constat an in re sit aliqua differentia. Non est ergo dubium quin, loquendo de regulajusta significational explicatam, pro norma recte et perfecte vivendi, omnes constitutiones religiosas, quæ in illa habent vim legis, sub regula comprehendantur, quia in illis omnibus consistit norma perfecte vivendi in tali religione, et hoc convincit ratio facta. Videtur autem in aliquibus religionibus quasi per antonomasi vocari regula, quædam specialis normæ seu preceptrorum collectionem a primo aliquo fundatore religiosi status tradita, quaæ a ceteris sumpta est tanquam
fundamentum sua religionis, seu modi vi-
vendi; et hujusmodi fuerunt tres illae antiquiores regulae Basili, Augustini et Benedicti, quae si attente inspicientur, adeo breves sunt, ut non continent omnia quae in communia-
tate religiosa necessaria vel utilia esse pos-
sunt, sed tamen precipua et substantia, et praesertim regula Basili, quam nunc ex ejus operibus colligere possumus, vel ex reg-
gulis breviores aut fastius disputatis, vel ex con-
stitutionibus monasticis, vel ex epistola ejus ad Gregorium Theologum, quae incipit: "Agnovi litteras tuas, quae est de forma hone-
ste vitae; ex his (inquam) locis solum colligi-
guntur generalia quoad consilia ad viam per-
fectionis instituendam, non vero omnia quae ad plenam institutionem monasterii, vel totius reipublicae religiosis necessaria sunt; et idem fere observari potest in alios duobus. Unde orton est ut semper illis regulis addita sint aliqua constitutiones, vel nova statuta, quae temporum necessitas ostendit esse nec-
cessaria. Item, factum est ut intra latitudi-
nem status religiosi ad diversos fines sit una-
queque ex illis regulis applicata, vel ad eum-
dem sub diversis ceremoniis et observantias, juxta diversas vocationes, aut pios affectos quos Deus fundatoribus, aut potius reforma-
toribus, vel moderatoribus aliquorum religio-
num inspiravit. Atque hoc modo dicuntur varie religiones sub una vel altera illarum regularum militare, quia illam regulam quasi pro fundamento sumperunt, et propria ob-
servantias addiderunt, de illis etiam proprias ordinationes faciendo, quas, ut ab illa prima-
raria regula distinguenter, constitutiones vel
statuta appellanunt. D. autem Franciscus nul-
lem illarum regularum pro fundamento sua
religionis sumpsit, sed propria consecut, ejusque peculiarem approbationem obtinuit, et ideo quarto loco inter approbatas nomina-
tur, sub qua militant etiam variae religiones, vel potius familiae Minorum, praesertim tres, Observantiae, Conventualitatis, et Capuccino-
rum, quae sub distinctis Generalibus proprias etiam habent constitutiones, seu statuta a
propria regula S. Francisci distincta.

5. Primum corollarium, quo respondetur tertia parti tituli.—Ex his ergo satas constat quomodo differat constitutio a regula in his religionibus ubi hae distinguuntur; non enim per se differunt ex obligatione quam indu-
cunt; utraque enim esse potest, vel ad culpam mortalem aut venialem, vel ad solam ponam, juxta intentionem instituentium aut ac-
ceptantium talem regulam, vel constitutiones; et secundum utramque debent Prælae
uniuscujusque religionis subditos gubernare, et potest ciss impugnare ex vi obidientiae, ut probatum est. Differentia vero solum videtur accidentaria in origine, et in hoc quod regula est quasi generalis et communis, constitutiones autem speciales et proprie. Aliquii existi-
mant etiam differre alium modo in majori
perpetuitate, proveniente ex specialiori Pontificis approbatione seu confirmacione; nam regula non potest sine Pontificis auctoritate
mutari, quia est jure communi, vel a Pontifi-
ce specialiter confirmata; constitutiones autem sicut per religionem factae sunt, ita per cem mutari possunt; ita D. Anton., tertia part,
tit. 16, cap. 4, § 4, ex Joan. Andrea, in Novellis. De qua differentia mihi satis non constat, et ideo consulenda censeo singula instituta, et quod sensu et modo unaqueque talam regulam sumpsit ac profituerat; nam de tribus antiquioribus regulis non habemus ita expressam Pontificum aut juris communis approbationem. Nam Innocentius II, in dict. cap. Pernicieux, obiter tamen illarum men-
tionem faciit, et suscipit potius antiquam apro-
bationem, quae scripta non habetur, sed potius traditione et usu facta videtur, quan-
vis de regula S. Benedicti legitur specialis S. Gregorii approbatio in hae verba: Ego Gregorius, S. R. E. Prasul scripsi vitam B.
Benedicti, et legi regulam, quam ipsus Sanctus
manu propria scripsit; laudavi eam, et confir-
mari in sancta Synodo; ita referatur ad finem
illis regulis post commentarios Turrecrea-
tae, in quodam antiquo volumine de eis auctoritate mihi satis non constat. Deinde non constat illas regulas ita esse confirmatas a Pontificibus, ut non possint a religionibus, quas illas profitentur, communis consensu et
auctoritate mutari. Loquimur autem de mu-
tatione quod aliquas particularis partes reg-
gulam, nam mutare total, jam esset mutare
religionem, et substantiam ejus, quod religio
facere non potest, alias destrueret seipsum.
Hoc tamen modo, etiam non potest talis reli-
gio auctoritate sua mutare omnes constitutiones
simul sumptas, quibus quasi constituitur in
esse talis religionis; quia hoc esset des-
truere suam specialem professionem; non
videtur ergo esse in hoc magna differentia.
Præsertim quia etiam constitutiones appro-
batarum religionum solent esse a Sede Apo-
stolica confirmata, et nihilominus ab eadem
Sede habet religion poestate alle ad mutationem
CAP. II. QUAM OBLIGATIONEM INDUCAT REGULA RELIGIOSA, ET C.


6. Secundum corollarium. — Verificatur plane de Carthusianis, et Societate, at alius. — Secundo, sequitur ex dictis, multas esse religiones approbatis que non habent regulam in eo sensu sumptam, id est, a constitutionibus distinctam, aut ex aliquo antiquo Patriarcha religionum sumptam, non tamen potestera carent regula propriisimse dicta; vere enim ac proprie regulares sunt; habent ergo suas constitutiones pro regulae: ita sentient de Carthusiensiis Antoninus, Sylvest. et alii, qui putant usque ad sua temporae nullam aliam religionem approbatis fuisse, que aliquam ex prædictis regulis non profiteretur. Et sane Innocentii II, in dict. cap. Peruicizem, satis significat usque ad sua temporae omnes vero religiones sub aliqua trium antiquarum regularem militasse; sic enim ait de quibusdam mulieribus: Quae, licet neque secundum regulam B. Benedicti, neque Basilii et Augustini vivant, sanctoniala tamen vulgo conscribendar; quasi tacite supponendo illas feminas non potuisse, nisi sub aliqua ex his regulis, veram religionem profiteri. Nihilominus tamen Carmelitarum ante Innocentii II vere religiosi erant, et tacitum saltem approbationem habebant, ut colligitur ex cap. Unico, § Sane, de Relig. domini, in 6, et infra laius dicemus; et tamen ipsimet darent se nullam ex dictis regulis profiteri, sed propriam; non ergo religiones omnes approbatæ vivebant sub aliqua illarum. Antonin, autem, et alii ad hoc respondent, Carmelitarum regulam a Basilio duxisse originem, et ita sub illa comprehendi; quod licet aliquibus non placeat, mihi videtur necessarium, propter textum citatum Innocentii II. lseque ad tempora ergo Honorii III, facile concedendum nullam fuisse religionem approbatam, quæ suas constitutiones quas pro primaria regula habuerit, preter Carthusianæ, de quibus dicit Antonin. supra, quod habent sua statuta pro regula, et habetur in magna veneratione in Ecclesia. Post Hono-

rium vero Societas in hoc imitata est Carthusianos, nullam enim ex antiquioribus regulis profiteretur, sed Constitutiones, quas a suo fundatore S. Ignatio accepit, habet pro regula a Sede Apostolica approbata, ut infra videbimus. Ordo etiam Minimorum dicitur habere propriam regulam, a suo institutore S. Francisco de Paula editam, et a Sexto IV et Alexandro VI approbatam.

7. Tertium corollarium. — Tertio sequitur, nunc plures esse in Ecclesia quam quatuor regulas approbatas. Nam, præterquam quod religio Carmelitarum suam propriam regulam approbatam habere contendit, Carthusienses, et Minimi, et Societas, et fortasse alii habent suas, quia nec esse possunt sine regulæ, ut dixi, nec potest religio esse approbata sine sua regula; he autem religiones approbatæ sunt, ut supponimus, et non profitteretur supra dictas regulas; ergo unaquaeque habet suam approbatam. Neque enim in illis priusibus quatuor major aut diversae rationis approbatio cogitanda erit; nullo enim fundamento hoc dixi potest, cum, eadem auctoritate Pontificia, et eisdem verbis etiam etiam haec posteriores regulæ approbatae et confirmata sint; de quo videbimus pluris in particulari infra tractando de approbatione Societatis. Non omittam etiam advertere, in nono tomo operum D. Hieronymi haberis regulam monachorum ex scriptis D. Hieronymi a Lupo de Oliveto, Generali ejudem Ordinis, collectam, ibidemque referit litteras Apostolicas Martini V., quibus eam approbavit, ut monachi illius ordinis, qui prius secundum regulam B. Augustini profitebantur, sub propria regula, D. Hieronymi nuncupata, deincoeps profiterentur. Extat etiam regula S. Pachomii, quem ab Angelo dictante accepisse Hieronymus referit, et sub ea multis Aegypti monachos vixisse.

CAPUT II.

QUAM OBLIGATIONEM INDUCAT REGULA RELIGIOSA ET QUOMODO COGNOSCAT QUANTA SIT TALIS OBLIGATIO.

4. Duplex modus condendi regulam cum jurisdictione, aut sine illa. — Supponimus hanc regulam habere aliquam vim et rationem legis, ut constat ex usu, et sensu omnium religionum, et petebit magis ex diecendis. Ad quod explicandum adverto, statum religionis, ut sepe dixi, dupluciter posse considerari, vel seclusa jurisdictione ecclesiastica a Pontifici-
bus collata Praelatis, vel toti communitati religioso; vel adjuncta huicusmodi jurisdictione. Et utroque modo intelligi potest in eo esse regulam; eto in principio religionum videntur regulae hoc modo institutae, et prius potius per modum instructionis et doctrinae, quam per modum legis, ut videre licet in multis ex constitutionibus, seu regulis S. Basili; postea per modum cujusdam statuti conventionalis, quod non est proprie lex, sed habet vim in mutua promissione et pacto; addita vero jurisdictione per Ecclesias, confirmatur religiosa regula (sub qua semper constitutiones et statuta comprehendimur), ut habeat veram et propria rationem legis. Est autem praeterea adventurus nonnullas esse leges datas regularibus, vel omnibus, vel certis religionibus, immediate ab ipsis Pontificibus Summis, quam iliumque continentur in iure canonicum sub titulis de Regular., et de Statu monach., de Religionis dominibus, et nonnulla sub titulis de Voto, de Sentent. exomm., et alii; aliquae vero sunt extra corpus iuris in Bullario, seu collectione Constitutionum Pontificialium, et aliiis Motibus proprio, qui extra illud opus vagantur; de quibus legibus in hoc capite non agimus, tum qua non pertinent ad regulam, sed potius ad jus canonicum, quo interdum praeparavit laicus, interdum clericis, interdum secularibus, interdum vero regularibus. Tum etiam qua non est dubium quin illeque obligent in conscientia; modus autem et gradus obligationis ex verbis et materia sumendus est, atque etiam ex poena, presenti quando habent censuram annexam: et que istam ipsa jure imponunt, explicate a nobis sunt in to. 5 de Censuris. Praeter has ergo leges regulae ipsae religiosa per Pontificem confirmatur, ut vmm habeat legis non tantum conventualis, sed etiam jurisdictionalis (ut sic dicam); et simul statuta vel constitutiones, quatenus a religione fiunt per potestatem a Pontifice acceptam, veram rationem legis habent.

2. Regula religiosa plus obigat quam consilium. —Ex his sequitur, regulam religiosam necessitatem aliquam operandi imponere; hoc enim est de ratione legis, et per hoc differt a puro consilio, ut ex propria materia, lib. 5 de Legib., cap. 4, suppono. Regula autem religiosa non est merum consilium, quia praeter illam sunt multa alia, quae ex consilio possunt religiosi facere; nam, ut recte dixit S. Benedictus, in cap. ultimo sue regulae, non tota perfectio in sola regulae est; et nihilo minus religiosus omittens alia consilia supra suam regulam, non censetur deesse suo muneri et statui; si autem suam regulam praeremitur, deficere censetur a sua obligatione; ergo talis regulae respectu illius plus est quam consilium; ergo aliquam necessitatem imponit. Et confirmatur ex dictis, quia talis regulae ex jurisdictione procedit; ergo ab illa habet vim et dirigendi et cogendi, quia est moralis necessitas. Hec autem duplex solet esse in legibus: una sub obligatione ad culpam; alia sub reatu poena, quas non directivam et coactivam appellamus, licet aliqui soleant utramque sub coactione comprehendere. Si ergo locumur de possibilium, utraque locum habere potest in regula religiosa, quia jurisdictione Praeclarum perfecta est, et ad utrumque actum dirigendi et cogendi se extendit, ut tomo superiori ostensum est. Imo, secussa jurisdictione, in statuto conventionali possit intelligi utraque necessitas, conscientiis in virtute pacti et promissione, si per statutum fides data exigatur; poena autem ex eodem capite, quamvis coactio et exactio non possit esse tam rigorosa, secussa jurisdictione, ut supra etiam declaratum est.

3. Potestque primo obligare ad mortale in materia gravi. — Potest secundo ad veniale solum obligare. — Potest autem primo lex, praesertim ecleesiastica, interdum obligare ad culpam mortalem; quam efficaciam posse etiam habere regulam religiosam dubium non est, si cum postestate, quae non deest, concurrat institutionem voluntas, et materia regulae gravis sit, et capax tante obligationis. Deinde secundo potest interdum regulae obligare ad solam veniale culpam; et quod etiam in re est clarem, quando materia non est capax majoris obligationis, quamvis de nomine sit quidquam an talis regulae mereatur nominem praepetit vel legis. Qui enim utam pectatum veniale non esse contra legem vel praepetum, consequenter dicent talem regulam quoad hanc partem non esse legem vel praepetum, sed simplicem ordinance; Imo Scotus, in 2, distinct. 21, quest. x, vult comprehendi sub consiliis; tamen ut dixit questio est de nomine, et simpliciter loquendo melius appellatur praepetum, licet ratione materiali dimensionem obligationem induceat, et in ordine ad charitatem conservandam non sit praepetum simpliciter necessarium, de quo videri potest Cajetanus 2. 2, quest. 186, art. 9, et Opus. 23, tract. 4; Vega, lib. 14 in Tridentini, cap. 13; Navar., in cap. Negotium, de Poenit., distinct. 5, num. 7.
CAP. II. QUAM OBLIGATIONEM INDUCAT REGULA RELIGIOSA, ETC.

4. An de materia gravi positi fori preceptum lege.—Vera resolutio probatur ratione et auctoritate.—Difficultius autem dubium est, si materia precepti sit capax obligationis sub mortali, an sit in potestate instituens regulam non imponere tantam obligationem, imponere tamen aliquam in conscientia, ita ut illa transgressio ex vi regula sit peccatum veniale. Aliqui enim, in quibus sunt Bellarminus, lib. 3 de Laicis, cap. 41, ad fin.; Medius, 1, 2, quest. 96, art. 4; Vasquez, 1, 2, disputat. 158, cap. 4, putant non esse hoc in potestate legislatoris, quia vel praecipit, vel non (inter hec enim non potest dari mediocriter); si autem praecipit, praecptum naturae sua infert obligationem proportionatam materiæ, nam hoc ex natura rei sequitur, nec potest per voluntatem hominis impediri. Ceterum, verius existimatum circa eadem materiam posse imponi regulam obligandum ad mortalem, et nihilominus posse autorem regulam moderari postea intentione suam, et obligare tantum ad veniale. Hoc probavì in tractatu de Legibus, lib. 3, cap. 27; sequuntur Sanchèz, lib. 4 de Matrim., disputat. 9, num. 6; Valentiæ, tom. 2, disputat. 7, quest. 8, punct. 6, quest. 2 et 3, et alii, quos citato loco allegaverunt. Nam tota obligatio positivi precepti pendet ex voluntate ferentis, et nulla est necessaria, etiam supposuit voluntate praecipiebat; quia in hacmet voluntate, et in ipso precepto potest intelligi latitudine, ut sentire videntur qui mandatum a precepto distinguunt, non solum in materia, sed etiam in modo jubendi, ut videre licet et Sylvæst., verb. Lex, quest. 8, et verbo. Preceptum, quest. secunda; Navar., in Summ., cap. 23, numero quadragésimo octavo et sequente referente D. Thom. in Quodlib. 1, quest. 9, articulo vigesimo, ubi multum favel huic sententiae, ut statim videbimus. Eam etiam supponunt omnes auctores, qui dixerunt leges humanæ non obligare ad mortalem etiam in materia gravi, sed tantum ad veniale, quando verba plús non indicant, ut late refert Gutier, lib. 1, cap. septimo, numero vigesimo; Henrici, lib. 41, cap. decimo tertio, numero 2, in fine; Gerson, in tract. de Vita spirituali animæ, lect. 5, alphab. 63, lit. G, et seq., ubi ita videtur interpretari difficilium opinionem, quam habuerant in eodem tractatu, lect. 4, peccatum veniale sollem dixisse a mortali ex misericordia Dei, non ex natura rei; esset enim minus improbaibiles illa sententia, si intelligatur de misericordia Dei, non quidem dissimulante aut non puniente malitiam talis peccati, ut gravem, quamvis revera talis sit; hic enim sensus omnino cavendus est; sed de misericordia non praecipieni vel prohibendi tales actus cum totò illo rigore quo posset, ex quo fit ut de facto, et reipsa tantam non habeat malitiam; quia sensu non est ita improbabiles illa sententia, licet vera non sit in legibus divinis, quia, si positiva sint, nobis non constat per specialem revelationem de tali moderatione voluntatis Dei, nisi quatenus materia ipsa eam postulat; si vero sint naturales, obligant per modum naturae, ac proinde quantum possunt, juxta materias capacitates. In humanis autem preceptis, quamvis non sit universalis, quia interdum non potest legislator humanus obligare ad mortale, etiam velit, propter incapacitatem materias, et contrario tamen potest legislator humanus nolle obrigare quantum potest in aliqua materia, et hanc voluntatem suam satis explicare. Et hanc differentiam inter preceptum hominis et Dei indicavit aperte D. Thomas 2, 2, quest. 105, art. 2, ubi propertea dicit, inobediéntiam contra Deum esse majorem, quo majus est bonum omum vel malum commissum; quia intentio Dei accòmodatur materiae, ut sic dicam; inobediéntiam vero hominis non semper esse majorem, licet contra majus bonum, quia alid minus bonum potest esse magis de intentione praecipientis. Vult ergo peccatum contra legem humanam in graviori materia posse esse levius ex intentione praecipientis; ergo eadem ratione poterit esse leve peccatum, etiam materia sit gravis, ex intentione praecipientis, ab illo enim totum hoc negotium pendet. Poiet ergo in materia gravi legem, vel simplicem ordinationem imponere, quae obliget in conscientia, solum tamen ad veniislem culpam. Atque hoc indicare voluit Martinus V, in approbatione regulæ monachorum S. Hieronymi, ubi in fine declarat transgressores illius non propertea mortales peccati vinculo ligari, non quia materia sit inacapax illius obligationis, sed quia illam imponere non vult; sic enim sit, Volumina, etc.; non excludit autem minores obligationem in conscientia, tum quia non sine causa dixit non ligari ad mortalem culpam; tum etiam quia subdit, ut pro modo culpa pro hujusmodi transgressionibus puniantur. Et ideo etiam in nostra Societate declaratum est, regulas non obligare ad peccatum mortale, vel veniale, 6 part. Const., cap. 5, quia poterat ad unum vel alterum
tantum obligare, et ita habent multarum religionum regulam; est ergo possibilis talis obligatio, de qua re plura dixi in tractatu de Legibus citato.

5. Potest tertio ad solam penam, et non ad culpam obligare.—Tertio etiam potest dari regulam quae nullam obligationem in conscientia, etiam ad culpam venialem inducet, sed solum ad penam obliget; hoc enim multi putant sufficiere ad veram rationem legis. Alii solum volunt haec appellare legem conventionalem. Sed non est in nominibus immorandum; certum est enim posse Praetatum, habentem ecclesiasticam jurisdictionem, ex vi illius, et secluso alio pacto, imponere hanc necessitatem operandis sub reatu talis penae, vel (ut etiam hujus vocis invidia tollatur) sub tali gravis, mine, non imponendo immediate obligationem ad culpam respectu actus immediate imperati. Probatur, quia hic modus necessitatis non involuit repugnantiam, nec excedit humanam jurisdictionem, quia multo major est necessitas sub obligatione ad culpam; et quia princeps potest non permettere aliquam actum, nisi cum tali onere. Potest ergo hic necessitas imponi ex vi jurisdictionis humanae. Illud autem imperium ex hac parte sufficienter est ad rationem legis, quia jam imponit aliquam necessitatem, et excitat rationem consilii, et ide a multis dictur lex pure penalis.

6. Semper tamen involvit aliquam obligationem in conscientia.—Addimus vero necessario involvere aliquam obligationem in conscientia, seu in illam tandem resolvi, quia sine illa, nec vera ratio legis subsisteret, nec vera necessitas moralis induci potest. Declarat, quia si talis regula imponit penam transgressoriibus, obligat illos in conscientia, saltem ut patientur penam; dat enim jus superiori ad puniendum talem actum, quem punire juste non possit, nisi regula illum sic prohibens posita fuisset; ergo necesse est ut obliget subditum etiam in conscientia ad pararendum superiori talem penam imponendi, id est, ad non resistendum illi violenter, si poena consistat in passione, vel ad exequendam illam, si consistat in actione, etstricto preceptu. Unde Martinus V supra adjunxit: *Per suos superiores pro eorum excessus et transgressiones, ac modo culpa injusti vel saeclum sanctuarium, quam succipere, et adimplere tenaeur. Quocirca etiam regula non taceat certam penam, co ipso quod regula est, subjicit hoc modo transgressorem justa penem, sive immediate, sive mediante aliqua culpa, aliquan quin non haberet in quo a mero consilio distinguetur, ut significavit Hieronymus, lib. I contra Jovinianam, dicens: Quod praecipitum, imperatur; quod imperatur, necessitatem est servire, quod si non fiat, penam habet; et infra: Ubique constantia datur, offerentis constantia est; ubi praecipitum, necessitas est servientis, habelur in cap. Quisquis, 14, quest. 1. Ut ergo regula a mero consilio distinguatur, optet ut necessitatem aliquam, saltem ad pe- nam, inducat.

7. Quo ex tribus dictis modis regula religiosa obliget.—Cum ergo hi tres modi obligandi possibles sint in regula religiosa, non positum in communiter statuere quodomodo de facto obliget; quia nullus ex dictis modis est simpliciter necessarius ad regulam religiosam ut sic, et in particulari potuerunt institutores religionum eligere unum vel alium modum obligandi. Propter quod graves Doctores difficiles putant definire de regula religiosa, quod modum obliget. Verumtamen in communi loquendo (ut dixi), nihil aliud respondere possunt, nisi obligare aliquo ex illis tribus modis, et ad nullum eorum necessario determinari. In quo est advertendum, quod tomo precedentem, lib. 10, dixi, votum obedientiae non obligare immediate ad servandam regulam, nisi regula ipsa verius satiss expressis exigat vot obligationem. Et ideo non recte censent, qui putant regulam religiosam ex genere suo obligare ad mortale, quod senerunt Henricus, et alii, ex illo fundamento, quod voti obligatio ex genere suo obligat sub mortali, et obligatio regulae est obligatio voti. Falsum est autem hoc fundamentum, quia votum non obligat ad servandam regulam, sed ad obedientiam secundum regulam; et ideo prorsus obligatio regulae, ut sic, non ex voto obedientiae sed ex prorsus ratio legis, et ex principiis ejus colligenda est, et hec de prima parte tituli.

8. Asignatur principia ad dignoscendum quod ex quibus sit obligatione regularum.—Notatim quadruplicis modi seque regulae. — Difficultas ergo superest, quomodo in particulari cognoscetur an aliqua regula religiosa obliget ad culpam gravem, vel levem, vel solam ad pe- nam. Quod quidem judicabitur facilius ponderando et expendendo verba uniuscujusque regulae, et considering communem sensum, et consequendum uniuscujusque religionis; et fortes comminato, tractando de varietate religionum, in 2 tractatu, aliquid de
singalis attingemus. Nunc vero generalia quedam principia vel regulae proponenda sunt. Quatuor ergo modis potest se habere quoad hanc partem aliqua regula vel institutum religiosum. Primo, ut in eo distincte, et (ut aiunt) in actu signato explicetur mentem religionis esse obligare in vi praeciput quantum potest juxta uniuscujusque materie capacitatem. Secundo, ut explicet sodem modo obligare ad veniale tantum, et nunquam ad mortale ex vi regulae, nisi ubi specialibus verbis fuerit majorior praeciput expresse declaratur. Tertio, ut sodemus modo explicitor in regulae non obligare in conscientia ad aliquam culpam etiam venialem, sed solum reddere transgressorem reum peene. Quarto, ut nihil horum in regulae declaratur, sed absolute feratur ordinando, statuendo, aut praepiciendo quo agenda sunt.

9. De primo modo ferendi regulam.—Ex his modisprincipum videtur possere accommodari ad regulam S. Francisci; nam (ut dicitur in Clem. Exivi de Paradiso) ubi eniique in illa regula ponitur nomen praepiciandi, aut hoc verbum secuntur, aut reque alius censetur obligare sub mortali. Verum est tamen in regulae in ipso primitiva hoc non explicheri sub his formalibus verbis; tamen a Pontificibus ita declaratum est, quia consentudo ipsius religionis ita etiam regulam declaravit, quod est signum hanc fuisse mentem institutoris, et a principio ita fuisse intellectament. Juxta hanc ergo interpretationem regulam illa obligabit ad mortale, ubi eniique fuerit constituta per modum praeciput, et materia capax sit. Aliae vero regulae, quae non habent huicmodi verbum, obligabunt juxta modum infra explicandum circa quartum membrum supra positum, quod ariad cam partem nihil speciale declaratum est. Quocircum in nullis nullem inveniendum regulam, in qua universalis obligatione pro tota illa explicata sit illo primo modo supra declarato. Et juxta doctrinam D. Theomes, dict. Quodlib. 4, art. 20, talis modus regulae non esse conveniens, alias status religiosus esset religiosis in lege mens peccati mortali, quod vix aut nunquam posset declarari.

10. De secundo modo bipartito.—Reposition unus pars. — Secundus modus regulae suavior est, et ad tollenda pericula cautior, et ad invitandum ad perfectionem sufficiens. Duo autem continet partes. Una est negativa, scilicet non obligare ad mortale, et hoc est frequentes in multis regulis, ut supra citatum est do regulae S. Hieronymi, ex Martino V, et de aliis infra in terto modo dictetur. Solum adverto, aliquando ponit illam declarationem sine ulla exceptione, ut in dicto Brevi Martini V. Nichilominus tamen subintelligenda necessario est exceptione aliqua. Prima, nisi regulae aliqua continuat materiam voti, ut est, verbi gratia, quae prohibet habere proprium, quae, licet ex vi regulae non obliget sub mortali, obligat tamen ex vi voti. Secunda, nisi aliqua regula in particulari expresse declarat talem obligationem, nam, ut habet regulae 34 juris, in 6, generi per speciem derogatur. Oportet tamen ut verba legis non possint alteri explicari; quando enim illa generalis declaratio est in regulae, non sufficient simplifica verba quantivm praeceptiva, ut, teneratur, praeceptus, etc., ad inducendam dictam obligationem, quia propter haec et similia verba ponitur illa declaratio, alias nullum fere haberet effectum; necesse est ergo ut addatur aliud speciale signum indicans intentionem legislatoris esse obligare sub culpa gravi, non obstante dictata generalis declaratio. Hoc autem signum juxta communem usum duplex est. Unum, quando additur, in virtute obediendae; nam tunc expressa significatur actum illum constitut intra proprium et rigorosum materiam votei obedientiae, seu egressi a religioso proprium obedientiae debitum, quod ex genere suo obligat sub mortali. Alterum signum est, quando additur pena excommunicationis majoris ipsa facta incurrrede, quia talis censura non incurretur nisi pro peccato mortali. Dixi autem, ipsa facta incurrrede, quia, si solum esse infeanda, licet alias sint opiniones, an hoc sit signum obligationis ad mortale, quas late examinavimus, lib. 4 de Legib., cap. 18, a num. 16, in presenti caso non debet censeri sufficiens; nam, cum supponatur generalis declaratio, quod regulae non obligat ad mortale, ut in particulari oppositum fiat, necesse est addi signum certissimum, et omni exceptione majoris; illud autem non est huinmodi, quia comminatio excommunicationis ferenda, et sepe sitit in sola comminacione, et referri potest ad ipsos Praetatos, ut ipsi cogant excommunicationem ad regulam servandam; et tunc non erit obligatio ad mortale, donec Praetatus ponat praeciput ab homine sub illa rigorosa obligatione.

11. Reposition altera pars ejusdem secundus modi.—Circa aliam partem affirmavitam de obligatione ad veniale, advertemus est dupliciter contineri posse in regulae: primo explicita, quia, scilicet, utrique pars expresse
declaratur; et tunc res est clara quantum ad generalem intentionem insituentis, licet dubitari possit an extendatur ad omnes et singulae regulae, in quo ipsa verba talis declarations praeceptus consideranda sunt; et deinde materia aut modus regularum; nam, ut significat D. Thomas, dict. Quodlib., et infra, in cap. sequenti, explicabimus, in regula nonnulla miseri solent, quae sunt pura consilia, in qua nulla obligatio in conscientia cadit etiam ad veniale; quod locum habet, non obstante predicta generali declaratione, quia illa intelligitur fieri juxta materialiam proportionatam, hujusmodi autem est quidquid in regula habetur per modum praecepti, vel statuti; aut ordinationis, non vero id quod solum ponitur per modum consilii; quia illa declaratio non fit ad ponendam obligationem, ubi ex vi verborum non postulatur, sed ad limitandam illam, ubi ex modo regulae postulatur. Tunc ergo in tali materia,quantumcumque gravissit, obligationis est sub veniali; erit tamen major in graviori materia, semper tamen intra illam latitudinem. Alio modo potest illa pars contineri in regula solum tacite, su praemissive, quia scilicet, solum obligatione ad mortalem negetur, de altera vero tactetur, ut fit in dicta declaratioe Martini V.; nam per hoc admissi seu relinquui videtur; jueta cap. Nonne, de Presumptionibus, quae praemium frit evidenter, si in regula ipsa expresse supponatur in generali obligatione in conscientia; nam cum haec duplex tantum sit, excluse una, tantum relinquuit altera. Si autem illa generalis declaratio non habetur, res est magis dubia, quia datur tertium membrum, quo possit regula obligare, ut supra diximus. Nihilominus, quia illa duo membra incompatibiliti non sunt, imo valde germanae, scilicet obligare ad culpam venialem, et ad aliquam poenas, ideo quae praece diexcludit obligationem ad culpam mortalem, videtur plane to tam etiam obligationem, quae ex vir legis infieri potest, admittere; quod probabilius fiet ex his que in qua quarto puncto dicemus.

42. De tertio modo. — Hinc ergo ortus est tertius modus ferendi, et expresse declarandis regulam, ut neque ad veniale, neque ad mortale peccatum obliget; ita fit in religione Preceptorum, ut reperiet D. Thomas, 2. 2, q. 186, art. 9, ad 1, et significat suo tempore suisse hoc singulare in illa religione; nam cum de alius religionibus dixisset, regulam obligare saltem ad venialem culpaem (quod infra declarabimus) substitit: In aliqua tamen religione, scilicet ordinis fratrum Preceptorum, transgressio talis vel omissio, ex suo generi, non obligat ad culpam, neque mortalem, neque venialem, sed solam ad poenas taxatam sustinendum. Ubi Cætanus addit, hanc declarationem non fuisse in illo ordine a principio ejus, sed factae esse in secundo capitulo generali anno 1237. Non exponit autem an declaratio illa cadat etiam in regulam D. Augustini, quatenus eam dicta religio profiteetur, vel solum in propriis constitutione ejusdem religiosis. Nam si vera est differentia inter regulam et constitutiones, quam supra, cap. 1, n. 5, ex Antonino et aliis retuli, non potuit illa religio regulae obligationem moderari, sed solum suarum constitutionem; et hoc videtur sonare verba que Cætanus refert: Nolumus quod statuta nostra obliget ad culpam, sed solam ad poenas. Verum tamen existimo declarationem illam extendi etiam ad ipsum regulam. Nam D. Thomas de ipsa regula loquitur, et ratio eadem est in illa; et probabiliter existimo esse in tota religione potestatem ad hanc declarationem seu moderationem faciendum, etiam in regula, ut supra dixi.

13. Ex obligatione directa ad solam poenam resultat per consequentiam obligatio aliqua in conscientia. — Notanda sunt etiam illa verba, sed solam ad poenam taxatam sustinendum. Circa que Cætanus dubitavit an hcec sit obligatio in conscientia, necne; et negative responsoud, quia declaratio regulae excludens ab illa obligatione in conscientia universalis est; ergo nec circa sustinendum poenas, illam relinquuit. In quo videtur contrarius his que supra, num. 6, diximus; sed non est; quia loquitur precisae, et ex vi regulae, et de directa obligatione ejus; nos autem locuti sumus de obligatione consequente ex natura rei, vel ex praecipio superioris. Itaque si regula imponat poenam ipsa facto a subito exsequandam, et non infligatur a Prelato (id enim facere poext test et solet, ut ibidem Cætanus reperiet), non magis obligat in conscientia ad exsequandam poenam, quam ad non committendam transgressionem; quia declaratio universalis est, ut recte Cætanus argumentasit; si autem poena per Prelatum imponenda est, vel consistit in actione exequenda ab ipsomet subito ad preceptum Prelati, et tune juxta modum praecipit erit modus obligationis; unde, si praeciput fuerit rigorose positum, erit quidem obligatione ex vi praecipit, non ex vi solius regulae. Vel poena solum passive sustinenda est a subito, et tune non habet locum directa obligatio in
conscientia, quia haec non est ad patiendum, sed ad agendum, quamvis intelligi possit obligationis ad non resistendum violenter, ad quod videtur teneri subditus ex vi subjectionis et obedientiae. Dices: nulla ergo obligationis oritur ex hac legi penalis, nam tale haec oritur ex vi obedientiae debite Praelato. Respondetur: regula tunc facit ut illa penalitas per modum suppliant et vindicationis sit materia obedientiae juste imposita; nam sine tali causa non posset Praelatus juste vel rigorose precipiere talem actionem, vel cogere ad talem passionem. Et ita obligationis in conscientia, quas ibi intervenire potest, radicaliter fundatur in regula, et in declaratione ejus, prout a D. Thomas etiam insinuatur; dicit enim regulam non obligare ad culpam, sed ad penam; loquitur enim de obligatione in conscientia; sentit ergo in ordine ad penam oriri aliquam obligationem in conscientia, quae non videtur posse esse alia, nisi quae a nobis explicata est.

14. Hic tertius modus forendi regulam distincte habetur in Societate.— Et juxta haec (ut Cajetanus etiam dicit) intelligenda est omnis alia regula, quae similem habuerit declarationem, qualem habet nostra Societas distinctissimam, et tollentem omnem dubitationem, 0 part. suarum Constit., cap. 8, ubi dicitur, universas constitutiones, declarationes, aut ordinationes, exceptis tanti Societatis votis, non inducere obligationem ad peccatum mortale vel veniale, nisi adduntur expressa signa luju obligationis, ubi ponuntur haec duo, in nomine Domini nostri Jesu Christi, vel in virtute obedientiae, tanquam specialia religiosis. Supponitur autem alium signum de penae excommunicationis, ut generale ex vi juris communis, quo interdum etiam utuntur constitutiones Societatis, ut infra videbimus. Est autem peculiare in illa declaratione, ut nulla mentio in ea fiat obligationis ad penam, et in tota regula Societatis hoc specialiter observavi potest, ut rarissima penae aliqua taxetur, neque illius comminatio fiat, sed simpliciter, que agenda sunt, statuuntur. Quod non ideo fit, quia ex regulis ipsis non sequitur obligationis ad aliquam penam; hoc enim, ut diximus, et ex natura rei sequitur, et ad disciplinam religiosam necessarium est, quae in Societate exacte retinetur, appositis per superiores poenitentiae pro levisissimis etiam contra regulam transgressionibus; sed voluit nobis significare S. P. N. Ignatius, primo, alumnus suos amore potius quam timore regendos esse; unde in citato loco concludit: Et loco timoris offensae succedat amor, et desiderium omnibus perfectionis, et ut major gloria et laus Christi Creatoris ac Domini nostri consequatur. Deinde voluit ut, quando contigerit aliquem in regulis observatione deficiere, non solum patienter sustinuerit peena, sed etiam voluntarie ac studiose procurretur; et ideo part. 3 Const., cap. 1, § 28, et in Summ. const., § 54: Aliquoties (inquit) sinqulis annis omnes a superiore sibi poenitentias injungi propter defectum observationis regularum putant, ut hoc cura indicium sit illius, quam de suo profecto spirituali in via Dei quiesque habet.

CAPUT III.

QUOMODO DIGNOSCATUR REGULAM OBLIGARE, QUANDO ID NON EXPRIMIT.

4. Arguitur hunc quartum modum semper importare gravem obligationem. — Quartus modus forendi regulam religiosam propositum precedenti cap., n. 8, atque in præsentii separatim tractandus, quia ubiorem doctrinam continet, usitatus fuit ab antiquis Patribus; simpliciter enim regulam constituebat, et modum obligationis ejus non declarabant; et ideo difficile est judicare quam obligationi ex tali regula nascitur in profitentibus illam, non ratione voti adjuncti (de hoc enim jam supra dictum est), sed ratione sui, quatenus est quodam lex talis communitatis, quam servare tementur qui efficientur membros ejus. Et etsit in dubii, quia regula est vera lex, ut supra dixi, et utitur propriis verbis praecipitatis; ergo obligat cum omni rigore legis, id est, ad peccatum etiam mortale, quando materia est capax. Consequentia probatur ex declaratione Pontificis in dicta Clemen. Hieigit, ubi, ex eo quod S. Francisci, in sua regula, ad quodam apponit verbum praepos, vel equipollentiam, eolligit obligationem ejus sub culpa gravi. Minor autem petet ex regula Augustini, in cuius initio ponit: Hoc sunt, quae ut observetis praecepimus in monasterio constitutis; et in fine ait: Ubi vos invenieritis ea, quae scripta sunt, facientes, agile gratias Domino; ubi autem sibi quicquumque vestrum videt aliquid deesse, dolet de pretorio, caveat de futuro, orans ut debitum dimittatur, in quibus verbis significat hunc defectum in regula non esse abesse culpam coram Deo. Et S. Benedictus in Prologo sue regulae sic incepit: Auscula, o fili, praeposeta magistri, etc.; et de illa sic scribit Bernar-
LIB. I. DE OBLIGATIONIBUS RELIGIOSORUM, ECC.

dus, libr. de Precepto et dispensatione, cap. 2: Universa Benedicti instituta non proficientibus quidem monita tantum, seu consilia sensenda sunt, nec gravant non observata, cum tamen proficientibus in precepto, pravariaristasibus in criminis font. Regula etiam S. Pachomii sic incipit: Hac sunt praecepta vitalia a tribus majoribus tradita.

2. Prima opinio in praeenti capitale. — Dicta opinionis nullius auctor express. — In hac re tres possunt esse sententiae. Prima est, hujusmodi regulam vi sua, et ex prioria intentione institutionem, obligare ad culpam, quantum potest juxta vim verborum et capaciaturam materie. Pro qua sententia citari possunt Henricus, et Joannes de Nepoli, quos supra retulimus, qui magis videntur loqui ratione voti, quam in virtute legis. Hanc vero sententiam circa regulam Augustini ferre sequitur Antonius, 3 part., tit. 16, cap. 4, § 6; et de regula S. Benedicti ex parte idem tenet Turrecrem., tract. 5 et 6 in illam, ubi ponderat verba Prologi: Augesta, o fili, precepta magistri, et admonitionem tu patria liberalis exer. Ex quibus colligit regulam obligare quoad praecepta cum toto rigore, quamvis quoad admonitiones non ita obliget. Quoad modum autem distinguendo, obscurae loquitur, quia non ex verbis, sed ex materia putat esse distinguenda; nam si continente finem regulae, vel sint essentialiter necessaria ad illum, non putat esse praecepta, etiamsi per modum praecepti ferantur. Ex qua declaratione, si recte attendatur, nihil firmum colligii potest, sed potius ex illa sequitur regulam ut regulam non inducere obligationem, sed res ipsas, que continentur in regula, aliquando afferre obligationem, vel ex natura sua, vel ratione voti. Et in idem fere redit sententia Antonini, unde nulium iniuvium auctorem qui hanc sententiam expressa asserat, quamvis multis Canonistae illi faveant, dum asserunt regulam religiosam, si utatur verbi praeceptivis aut equivalentibus, et materia alias gravis sit, obligare ad mortale, nullam fere in hoc differentiam facientes inter praecepta regulas religiosas, et quaelibet alia praecepta juris canonici, ut videre licet in Panorm., in cap. Nam concupiscantiam, de Constat., et in cap. Relatum, No clerici vel monachi; Felino, in dict. cap. Nam concupiscantiam, num. 9, et aliis quos refereunt, putantque esse sententiam D. Thom. 2, quest. 186, art. 9, quia ibi ait regulam obligare ad mortale ratione praecepti, si in ea sit expressum; quia tum pertinet regula ad substantialia religionis, scilicet ad votum obedientiae, quod est fundamentum dictorum auctorurn. Non declarat autem D. Thomas quando regula continet praeceptum. Et eodem fere modo loquitur in Quodlib. primo, articulo vigesimo, ubi distinguat in regula tria, praecepta, statuta seu ordinationes, et monitiones seu consilia; et quoad praecepta affirmat obligare sub mortali, quando alia negat; non tamen declarat quomodo obligent statuta aut monitiones, nec quomodo illa tria sint in regula distinguenda, an ex verbis, vel ex rebus.

3. Secunda opinio bipartita. — Secunda ergo opinio esse potest, regulam religiosam, si de obligatione ejus nulla fiat in ea generalis declaratio, nullam obligationem ad mortale pecatum inducere, quantumcumque verbis praeceptivis utatur, nisi vel alio modo speciali vel ostendat ferre praeceptum sub virtute voti obedientie, vel talem addat posnam que plene indicet lapsum gravem, vel nisi consuetudo ita fuerit regulam interpretata; nihilominus tamen obligare ad omnia que in ipsa continentur sub veniali. Prior pars probatur primo ex discursus D. Thomae in illo Quodlib., nam Sancti Patres, qui religiones instituerunt, noluerunt hominibus injicere damnationis laqueum, sed potius viam salutis ita ordinare, ut illius periculum esse non posset; ergo non habuerunt intentionem multiplicandi praecepta obligantia ad mortale, nam illa non sent non esse in laqueum respectu totius communitatis, in qua plures firmos et fragiles esse necessis; ergo quoties verba omnia non cogunt ad intelligendum hujusmodi fuisse intentionem fundatoris, presumenda non est. Secundo, id colligit potest ex ipso nomine regulae, quod de se nou vendicat rigorosam vim praecepti, sed dirigendi et instructendi. Unde, licet sub generalis regulae in aliquibus particularibus posuerit verbum imperandi, vel in acu signato, ut, praeconius, mandamus, vel in actu exercito, ut, omnes hoc faciant, cavanant, etc., non est sufficientium signum rigorosi praecepti, nam sepe uti solemus illis verbis ad explicationem simplicem ordinationem, sicet pater imperat filio sine intentione rigorose obligandi in conscientia; vel, sicut dicitur Matth. 7: Præceps non cui dicam. Sic etiam Clemens 1, epist. 5: Doctrinis inquit et exemplis Apostolorum obídite praecepistis, quod explicit Glossa, id est, monemus, in cap. Dilectissimis, 2, q. 4. Vel saltem est certum sub illa voce etiam monitiones comprehendi, quia in Apostolorum doctrinis et exemplis, tam pre-
cepta quam consilia continentur. Igitur ex subjecta materia et circumstantiis lenitur sepe rigor illius vocis. Unde Navar., cap. 23 Summ., num. 50, dixit, illa verba ex originaria significantio non indicare obligationem ad mortale, et in dubio potius interpretanda esse de veniali, praesertim si aliqua conjectura adjuvatur, quae in presenti sunt: Primum, quod talia verba ponuntur sub generali titulo regulae, et non rigorose legis. Secundum, quod codem tenore ponuntur in rebus leviioribus. Tertium, quod ad finem intentionem per regulam nec necessaria, nec conveniens est talis obligatio.

4. Arguitur item ratione. — Prima. — Secunda. — Altera vero pars de obligatione ad veniale colligitur ex D. Thom., d. q. 186, art. 9, ad 1, ubi ait, omnia, quae fiunt contra regulam, et non rigorose neque ex voto precipiantur, esse peccata venialia; et idem sentit in alio loco, Quodlib. i, quoad eam parwen regulae, quam dicit continere ordinationes seu statuta. Idemque intelligit de omni regulis, in qua expressa non declaratur intentionem fundatorum esse hanc obligationem excludere. Et Cajetanus, d. art. 9, circa ad secundum, in fine, et tom. 1 Opusc., tract. 25, q. 1, ait regulam Augustini ex se obligare ad veniale ratione verbi praeceptorius, in principio ejus positi. Quod etiam sentitium umbertos, et Jo. Dominicus, in expositione ejusdem regulae, quos refert Anton. supra, § quinto et sexto, quamvis concedat aliqua esse in regulae, que sunt tantum consilia. Eodem fere modo sentit Turrecrem. de regula S. Benedicti, quem Anton., § 7, late refert. Ac demum auteors omnia citati in precedenti opinione a fortiori hoc sentiant. Et D. Bernardus, lib. de Precipitato et dispensat., cap. 42 et seq., ubi hanc regulam constituit: Univerorum quae per se aut propera se nec bona, nec mala sunt, aut divina institutione, aut proprio cujusque professioni seca non sunt, non justa quiddem, licite, utremlibet, vel admissitur, vel omititur; justa vero sine culpa non negligantur, sine crimina non comprehenduntur. Sentit ergo, que sunt in regulae (de his enim tractato), seculo contempta, sine mortalis omitti; hoc enim vocat crimen; non tamen sine aliqua culpa, etiamque exigulentia fiat, que ad minimum erit venialis. Ratio esset potest, prima, ex D. Thoma, quia transgressio regulae est quedam dispositio ad transgredienda principalia vota, nam ad illorum observantiam ordinantur regulae, et omnia instituta regulae; ergo illa transgressio est quedam dispositio ad peccandum mortaliter; ergo est peccatum veniale, nam propria ratio ejus est, ut sit dispositio ad mortale. Secunda, quia verba regulae sunt praeciputae, vel ordinativa; ergo vi sua inducunt aliquam obligationem, et intentio legislators quaod hanc paratem resumitur conformis significationi verborum, quia cessant conjectura omnes factae de obligatione sub mortali, nam huc minor obligatio est satis consentanea fini regulae et institutoris ejus, et est valide intrinsecus ex vi talis modi ordinandi; ergo, nisi expressa et quasi reflexa intentione exclutatur, semper inest ex vi regulae.

5. Tertia opinio, ejusque fundamentum. — Suadetur primo. — Secundo. — Tertio. — Tertia sententia est, regulam religiosam simplicer latam, sive ordinativam, sive precceptivam veris, de non obligare ad culpam mortalem aut veniam, nisi quando vel in ipsa regulae hoc specialiter declaratur, vel ex aliis circumstantiis id colligitur, vel consequetude incepit ac interpretatum est. Fundamentum hujus sententiae esse debet, quia intentio ferentis talem regulam non est hujusmodi obligationem imponere, sed solum directionem et instructionem tradere, justa quam religiosi vivere et gubernari debeant. Conjectura autem hujus intentionis est primo, quia hoc sufficit, et est magis accommodatum ad finem regulae. Secundo, quia vel illa obligatione oriret ex voto, vel ex jurisdictione: non ex jurisdictione, quia regulae factae sunt ab institutoribus religionem, priusquam propriam jurisdictionem ecclesiasticam habuerent, ut constat de S. Benedicto, et de S. Augustino, qui regulam fecisse creditur priusquam esset Episcopus. Et licet Episcopi vel Pontifices tales regulas postea approbarerint, non tamen ideo addiderunt vnum preceptum, sed solum approbarunt, et confirmarunt illas, ut observantias regulares aptas ad consequendam perfectionem, ut in similii dixit Navar., Comment. 4, de Regular., num. 29 et seq. Neque etiam oritur ex voto obedientiam; quia, ut supra dixit, religiosus non vover servare regulam, sed obediere secundum regulam; et ideo, donec Praetati preceptum accedat, non obligat regula in conscientia, nisi ad huc solum, et religiosus sit paratus subjici disciplinam religiosa secundum regulam. Unde argumentor tertio, quia non magis obligat regula scripta, quam Praetati jusso; sed Praetatus cum jubet aliquid ordinario modo, sive utatur verbo mandandi, sive alius simplicioribus, non obli-
6. Auctoris opinio quantum ad gravem obligationem. — Inter has sententias difficile est ferre judicium, quia difficile est intentionem auctoris uniusquisque regulae conjunctari; nam simplicia verba revera ad hoc non sufficiant, ut generaliter dixit Navar., dict. c. 23 Summae, num. 50, et in religiosa regulae propter specialia rationes maxime locum habet, ut omnia adducta declarant. Hæc autem ipsa difficultas satis persuadet, quod ad obligationem peccati mortalis attinet, admittere non esse in regulæ nisi vel aperte contineat materiam voti, ut est apud Augustinum illa: Non dicatis aliquid proprium, sed sin tu nobis omnia communia; vel nisi contineat materiam alias per se necessarium, ut illud est apud cunctem Augustinum: Ubique faxina sunt, invicem vestram pudicitiam custodite; et illud: Qui consitit, vel malecitio, vel criminiis objectualium laxit, meminerit satisfacti- nem, quantocum curare quod fecit; et ille, qui lexus est, sine disceptatione dimittere. Vel demique nisi speciali aliquo signo, aut spirituali poena, necessitas præcepti sub gravi culpa aperte signifiquet; cujus membrit exemplum in materia alias non necessaria (ut verum factum) in regulis Basilii, Augustini, aut Benedicti non invenio, neque in regulis Pachomii, neque in illis quæ circumferuntur nomine Hieronymi; neque in regulæ Carmelitarum alia verba invenio, praeter hoc: Debeatis, non liceat, fejument, etc., quæque etiam in rigorosis seut proprie dictis legibus non solent gravem obligationem indicare.


8. Item ejusdem opinio quantum ad lecram obligationem culpa venialis qua. — Qua modo in varis religiosis discernatur regula a me- ro consilio. — Quod vero spectat ad obligationem peccati venialis, non est multum con- tendendum: quia vix potest separari venialis culpa a transgressione regule, ut statim dicam n. 12. Et ideo vivissime est, ubi expresso non excluditur hæc obligatio, induci per pro- pria statuta et constitutiones regule. Dico au- tem, per propria statuta, propter distinctionem D. Thomæ, quæ valde notanda est, quia in regulis misericordia solent alia, quæ sunt pura consilia, quæ, ex omnium sententia, nullam obligationem inducent, sicut in lege Evange- lica sunt consilia nullam obligationem indu- centia, ut praeter Hieronymum supra citatum explicat Augustinum, de Sancta virginitate, cap. 4. Et optime Chrysostomus, tom. 4 Ho- mil., in id, Salutat Priscillum et Aquilam, que habetur post commentarium in Epist. ad Rom. Discernere autem illa duo interdum est facile ex verbis, ut clarius patet in regula Francisci quam in alios; interdum vero ex materia, et ex modo doctrine, que potius praeponitur per modum recordationis quam ordinacionis, ut est in regula Benedicti, sta- tim in principio: Abbas semper meminisse de- bet, etc., et alia multa similia sunt in illa re- gula, et nonnulla in regula Augustini, quam-
vis in ea frequentius ordinando et statuendo loquitur. In regula autem Basilii, prout in ejus operibus nunc habetur, etiam quaeam habebant nomen regularum, et aliae Constitutionum, omnes traduntur magis per modum doctrine et consiliorum, quam statutorum; tamen in regula Carmelitarum, quae censetur esse Basilii, distincte ponuntur prâs statuta, et postea exhortationes, quae ut plurimum tantum continent consilium, vel commemo- rationem Evangelicae doctrine. Hec ergo consilia et exhortationes per se nullam obligationem inducunt, praeter eam, quam ex natura rei vel ex Evangelio habent res, de quibus fuant. Statuta vero videntur inducere obligationem saltem sub veniali culpa, ubi aliquid non explicatur. Quamvis multum in hoc valeat consuetudo et communis sensus religiosior; nam ad interpretandam legem pluri- num valet, et ideo potest ei adhicerre obligationem vel tollere.

9. Quomodo in religioni Praedicatorum idem discernatur. — Atque huc distinctio inter statuta et consilia notari etiam potest in illis regulis, quae exsude exclusit obligationem ad culpam etiam venialem; nam statuta illa- rum obligabunt ad penam: mera autem consilia neque etiam ad penam videntur obli- gare, quia nullam omnino necessitatem inducunt, alias non habebant in quo ab statutis talis regulae distinguenterunt. Imo in religioni Praedicatorum videtur non incurri debitum poenae, nisi per transgressionem regulae impo- nentis et taxantis illam; quia declaratio generale est, ut regula solum obliget ad sustinendam penam taxam in ea. Unde solum illa capita regulae, et Constitutiones, quae sub penam aliquo modo taxata aliqua ordina- virent, habebant rationem statutorum; reliqua vero erunt mera consilia, nisi ex eis, vel ex usu constet propter eorum transgressionem solere Praelatos poenitentias injungere suo arbitrio taxandas, nam hoc satis erit ut habentiam vim statutorum.

10. Quomodo item in Societate. — Temperatur proxima dicta de Societate. — Unde in Societate cum nulla sit ordinaria obligationis ad culpam, nec taxam poenae comminatio, om- nes regulae et constitutiones censentur esse non tantum consilia, sed statuta, quia de omnibus exigitur perfecta observantia in eisdem met Constitutionibus, sexta part., cap. quinto, et part. decima, § decimo tertio, et pro requisitumque transgressione possunt Praelati accommodatam poenitentiam injungere. Qua-
peccatum. Nam, eo ipso quod aliquis est membrum alius, Reipublicae, obligatur in conscientia ad servandas leges ejus; sed statuta et constitutiones sunt leges huic religionis; ergo, eo ipso quod quis est membrum religionis, obligatur in conscientia ad servandas illas; ergo non potest vitare peccatum saltem veniale in earum transgressione, nisi ex dispensatione, vel justa epifikia. Confirmatur, nam Turpis est pars, quae discordat a toto; quae disproportionis sufficit ad culpam venialam, juxta vulgarem sententiam Augustini communiter receptam in materia de legibus; sed hanc improportionem incurrirt religiosus qui, religiosum transgressorem quodcumque statutum regule, etiam minimum, non excusari a culpa venialae, quantumcumque institutor expresse declarat regulam non obligare etiam ad veniale. Quia, licet per se et directe obligare non potest, non potest excludere naturalem obligationem, quae indirecte sequitur, posita lege. Sicut legislator, quantumcumque notit se obligare, tenet servare legem a se latam, ex illo principio naturali: Patere legem quam ipso tuleris. Vel sicut dispensatus in legi positiva valide et sinea causa, peccat, saltem venialiter, indutio dispensatione, ratione illius principii, Turpis est pars, etc.

12. Contraria sententia vera. — Quomodo vera sit haec sententia in commissione contra regulam. — Sed haec sententia mihi non placet, quia repugnat menti et intentioni talium religionem et auctorum eorum, et inutilis reddid conatus eorum; quid enim refert, propter majorem securitatem, et ad tollendos laqueos nolle directe obligare ad culpam venialam, si eo ipso necessario incidit in eadem obligationem alicuius tituli, prorsum iure sine sufficienti fundamento dicatur, ut ostendam? Dico ergo, facile intelligi posse in hac transgressione, se per loquendo, non esse culpam venialam, licet per accidens frequenter incurrar. Declaro utrumque, distinguendo duplicem transgressionem, per commissionem, vel omissionem, et in utraque distinguendo duo, scilicet opus, et quod sine licentia fiat, et omittere petitionem licentiae ad id faciendum. Quando ergo actus, qui fit, est prohibitus per regulam, et supponitur non malus de se, nec per ecclesiasticam prohibitionem (aliaquin habebit aliunde malitiam, non ex regulae), tunc considerandum est motivum propter quod fit talis actus; nam si illud revera est honestum, actus nullum peccatum erit, quia sola oppositio ad regulam, vel omissione petitionis licentiae, non est circumstantia sufficienti ad viandum actum, cum non sit talis prohibito quae ex intentione prohiben sit actum malum, quia hoc ipse declarat cum dicit nolle obligare in conscientia. Quia vero raro contingit religiosum operari ex motivo honesto, quando operatur contra regulam, sed ex aliqua otiosisitate vel dolectatione, idque frequenter hoc non fit sine culpa veniali.

13. Quomodo item vera in omissione regular. — Idem cum proportione dicendum est de omissione regulae contrariae, nam ex illo capite non est mala solemn quia prohibita, et ideo non est per se mala; per accidens autem erit ex voluntate, quia est voluntaria. Quod duobus modis esse potest, scilicet, vel in actum positivo, qui est causa ejus, vel in se. Prior modo judicandae est juxta qualitatem actus; ut si quis omittat orationem, hoc tempore inunctionem per regulam, propter studio, considerandum est quon liquitavit deterent studio; nam si sit honestum, et cum alius circumstantiis intrinsecus requisitissim ad talum actum, ex solo capite illius omissionis non est malum, quia ipsa omissione per se mala non est, et ulla nullum ibi intervenit peccatum. Quia vero motivum honestum non inducit ad agendum contra regulam, ideo frequenter talis actus est culpabilis ratione extrinseci fini. Quod si omissioni consideretur ut in se voluntaria, subdistinguendum est, nam potest esse voluntaria tantum indirecte, quia non advertit, quamvis posset; et tunc censeo semper excusari omne culpam in tali omissione, etiam quam interveni et alia negligientia in considerando; quia haec ipsa negligientia, licet sit minus perfecta, non est mala, quia nec est intrinsecum mala, neque intervenit prohibito quae reddat illam malam. Imo, licet illa inadvertentia vel negligentia proveniit ex precedinge occupatioine alias culpabilis, non fit inde omissione mala; quia illa praecedens culpa non est causa talis omissionis, et licet sit causa ejus, non inde aggravatur in malitia sua, cum aliumdum ipsa omissione in se mala non sit. Postenque ipso omissione esse directe et in se voluntaria, ut si quis nolit, verbi gratia, orare; et tunc licet objectum illius volitionis non sit malum, quia illa omissione in se mala non est, de ipso tamen actum volendi seu nolendi, prout in individuo fit, judicandum est juxta motivum ejus, nam si sit honestum, etiam voluntas erit honesta; si autem sit turpe, erit voluntas
CAP. IV. UTRUM RELIGIOSUS TENEATUR SUB PRÆCEPTO, ETC.

mala; si denique sit indifferens, ut delectatio aliqua, vel fuga aliquus laboris, actus erit in individuo otiosus, et consequenter peccatum veniale. Et hujusmodi frequentius esse so- lent tales omissiones; siunt enim ex quadam animi tepiditate ad superandum aliqua diffi- cultatem; et ideo practice vix siunt sine ali- qua culpa veniali, non propter obligationem regne, sed propter irrationalisem volendi vel volendi modum in individuo. Quod patet, nam in actibus etiam consiliaorum contingere potest hic modus peccandi venialiter, ut si quis di- recte nolit esse religiosus, otioso et sine ulla ratione causa habendo hunc actum.

14. Quomodo deni quis sit vera in omissione licitaria petenda. — Idem judicium est de omissione petendi licentiam, quae semper con- jungiatur cum hujusmodi regulae transgres- sione: imo in illa maxime consistit. Nam, si actus praeceptus a regula omittatur, vel contraria fieret cum licentia Praelati, non est transgressio; ergo si quid malitiae est in tali actu, videtur maxime consistere in non petenda licentia. Considerandum ergo est quomodo omissurum ejus petitio, an directe vel indirecte, et applicanda est doctrina tra- dita; nam hoc etiam omissum in se mala non est; cum obligatio ad tales licentiam petendo- duum solum sit ex regula que ad culpam non obligat, ut supponimus. Potest etiam inter- dictum contingere ut, petita licentia, et non ob- tenta, quis operetur vel omittat contra regu- laem; et tunc est nonnullum periculum con- temptus, de quo statim disputabusimus sequenti capite; secluso autem contemptu, etiam tunc non est per se mala illa operatio vel omissio, sed judicandum de illa est juva motuum operandi, et regulae positas, quia etiam tunc actus non est intrinsecus malus, neque etiam intervenit sufficiens prohibito, quod illum ro- ddat malum; suppono enim Praeletum negando licentiam non imponere novum preceptum obligans in conscientia, nam tunc est novam obligatio, sed non ex vi regulae.

15. Ad rationem dubitandi in num. 11.—Ad confr. ibid. — Ad rationem ergo dubitandi respondetur, membro communitatis obli- gari quidem ad servandas leges communis, non tamen aliter quam illis obligant; si ergo ille ita sunt impositae, ut in conscientia non obligant, nemo suspecti majorem obligationem eo quod talem statutum profiteatur. Ad confirmationem respondet, cum dicitur ture- pus esse partem, etc., si per hoc significet operatio contra rectam rationem, intelligen-
esset. Quod aperiit declarat in solutione ad tertium, dicens: Tunc aliquis transgrediuntur ex contemptu, quando voluntas ejus resuit subjici regula, et ea hoc procedit ad faciandum contra regulam. Sentit igitur D. Thomas hunc actum, Nolo servare regulam, in religioso esse peccatum mortale, et consequenter teneri religiosum ex vi sua professionis ad habendum propositum servandi suam regulam; quem obligationem fundat in voto, quod religiosus facit, regularis vitae. Et hinc, q. 184, art. 8, ad secundum, dictum religiosum non profittere se esse perfectum, sed tendere ad perfectionem, et ideo non esse mendacem, licet imperfectus sit; committere autem mendaciam et simulationem, ea eo quod ab intenteione perfectionis animum revocat. Et quamvis non declararet illud mendacium esse peccatum mortale, tamden id plane sentiret, quia tale mendacium est contra voto in materia gravi. Unde Cajetaanus ibi: Tales (inquit) videntur in statu peccati mortalis in littera hoc ponit tangam mendaces et simulatores facti. Et infra declarat, ut non revocetur animus religiosi ab intentione profectionis, necessarius esse ut religiosus habeat intentionem vivendi secundum regulam et constitutionem, ideoque satis esse, quamvis in multis interdum delinquet. Sequitur hanc doctrinam Astensionis, lib. 6 Summ., tit. 47, quam refert et sequitur Angel. vel. Religionis, num. 27; Armill. vel. Religio, num. 3; Tabienia, num. 4. Et idem sentit Navarrus, Comment. 1 de Regularib., numero decimo.

2. Primum argumentum pro hac parte affirmante. — Potestque haec sententia affirmari primo, ex modo vivendi multarum religiosorum. Nam, juxta regulam S. Benedicti, ec. 58, qui profitteretur, promittit stabilitatem suam, et conversionem morum suorum, et obedientiam coram Deo et Sanctis ejus. Ubi Turrecrem, adverterit tria substantialia mosaistica professionis ibi tangi, sicut scilicet, stabilitatem, conversionem morum, et obedientiam. Hac autem conversione morum, quam etiam Carthusienses et alii promittunt, ut tomo precedentii annotavinus, semper intelligitur secundum regulam, quia religiosus non tenetur ad eoe mores supererogationis, qui non continetur in sua regula, vel ad ilam non rediuncanunt, ut codem tomo tractando de obedientia diximus, et in particulari de Minoribus explicuerunt Nicolaus Papa, in c. Ewiri, vers. Qwem intellectum, de Verb. signif., in 6; et Clemens, in Clement. Ewiri, § Nos circa, cod. tit. et in forma profiitendi S. Francisci ita fit promissio servandi regulam fratrum Minorum, vivendo in obedientia, sine proprio, et in castitate; ergo ex vi taliis professionis tenetur religiosus habere propositum servandi regulam, nam hoc ipsum est propositum tendendi ad perfectionem, quia non tenetur aliter tendere quam servando regulam, ut notavit Cajetaanus, dict. art. 9.

3. Secundum argumentum. — Confirmatur ex modo loquendi Patrum. Nam Hieronymus, epist. 1 ad Heliodorum: Tu igitur perfectum te fore pollicitus es, nam cum, derelicta milite (scilicet seculi), te castrasti propter regulum calorum, quid aliquid quam perfectam secutus es vitam? perfectus autem servus Christi nihil propter Christum habet, aut si propter Christum habet, perfectus non est; et si perfectus non est, cum se perfectum fore Deo pollicitus est, ante Deum mentius est; os autem, quod mentitur, occidit animam. Unde idem Hieronymus, epist. 8 ad Demetriadem, dicit, non progressi in via perfectionis, regredi esse. Quomodo loquitur etiam Bernardus, serm. 2 de Purificat. Hoc eum ideo verum esse potest in eo qui desistit ab intentione progressi; nam in executione ipsa non possems semper prospere. Unde idem Bernardus, epist. 233: Monache, inquit, non vise proficere, ergo vise deficere.

4. Tertium argumentum. — Ultimo confirmari potest haec sententia, quia regulis religionis inducit ex suo genere aliquam obligationem in conscientia, ut capite precedentium dictum est; ergo, licet illam transgredi in singulis semper sit in executione tantum peccatum veniale, quia materia est levis, intentione et proposito totam illam contemnere, erit peccatum mortale, quia objectum illud est materia valde gravis. Quae ratio magis urgere videtur pro iis religionibus quorum regulae obligant non solum ad peccata, sed etiam ad aliquam culpam.

5. Pars negans. — Probatur haec sententia argumento trimembri. — Primum membrum. — Secundum membrum. — Nihilominus esse potest secunda sententia, negans esse peccatum mortale habere animum libere vivendi abaque observazione vel cura aliqua servandii regulam, nisi in his tantum rebus, in quibus ipsa obligat sub peccato mortali, id est, in tribus substantialibus votis, vel in quolibet alio, si forteasse in particulari religioni fit, et in specialibus praecipitios rigorosus et gravibus, si que fuerint expressa in regula, juxta priu-
CAP. IV. UTRUM RELIGIOSUS TENENAT SUB PRECEPTO, ETC.

quia capite superiori posita. Nam si malum propositum seu contemptus ad hæc etiam extendatur, manifestum est esse peccatum mortale, non solum ex modo, sed etiam ex objecto; imo non tantum simplex mortale, sed virtute multiplex, utpote contrarium multis voce et praepositis. Cun predicta vero limitatione illud propositum esse non peccatum mortale, probatur primo, quia neque est contra rotum, nec contra praeposito aliquod divinum aut humanum. Prima pars probatur, quia in professione religionis, per se ac præae locundo de statu religionis, ut sic, tantum fiunt tris vota, nam illa tantum sunt de substantia illius status. Unde, licet promittatur conversio morum, non est illa promissio intelligenda tanquam votum distinctum ab illis tribus, sed tanquam confusa et quasi collective continens illa tris. Quia non promittit quisiam conversationem, nisi qui exercetur servando paupertatem, castitatem et obedientiam. In quia obedientia regula includitur, quia non est specialis promissio servandi regulam, nisi quatenus sub obedientiam cadit, vel, quod perinde est, solum fit promissio obedientiae secundum regulam. At vero illud propositum non est contra aliquod ex his tribus votis, ut ex objecto et limitatione ejus a nobis explicata constat; ergo. Secunda pars probatur, quia vel illud jus est divinum positivum, et hoc ostendi non potest; vel est naturale, et hoc non, quia illud propositum non habet ex objecto intrinsecam malitiam, praesertim moralem, quia non est de actibus per se malis, sed vel de indifferentibus, vel etiam de bonis, quamvis minus perfectis; imo interdum includere potest actu perfectiones, quam in regula contingentur vel permettantur, ut si quis proponat jejunare etiam quando regula prohibit vel vigilare, quando præcipient dormire. 6. Ecceo refellitur. — Tertium membrum. Hic, supponita professione, et incorporatione in religionem, que per illam fit, esse contra rationem naturalenolle vivere secundum regulam ejus. Sed contra, nam in precedentibus capite ostensum est, hane obligationem non esse majorem quam ex ipsa regula nascatur; nam ratio naturalis solum precipit servare regulas communis in eo gradu obligationis, in quo ipsa late fuerint; sed tota regula etiam collective sumpta non est posita esse obligatione ad mortale; ergo nec ratio naturalis obligat illo modo ad servandam illam. Probatur minor, quia in tota collectione regularem non est alia obligatio, nisi que consurgit ex singulis particularibus regulis; quia auctor regulis non intendit unam obligationem pro tota regula collective sumpta, et singulas in singulis regulis, sed per unamquamque regulam imponit suam obligationem, ex quibus consurgit totius regulae obligatio, que revera non est una, sed es multitudine obligationum particularium. In illa autem multitudine nulla in particulari est que sit sub mortalii, ut supponimus, quia vel in regula non est, vel, si est, non includitur in illo proposito. Ex multitudine autem obligationum levium, praestim diversarum et rationum non consurgit una obligatio gravis in conscientia. Quod est evidens, quando singula regula neque ad veniale obligat; nam, cum in singulis nulla sit obligation in conscientia, omnes etiam simul non habet obligationem in conscientia; ergo multo minus possunt efficere unam obligationem gravem. Idem vero est, etiamsi regulis singulis obligent sub veniali, quia multa venalia non efficient unum mortale, juxta doctrinam certam f. 2, q. 88 et 89; transgressiones autem talium regularum tantum sunt plura peccata venialia, nec inter se cohaerent quasi ad componentem unam obligationem, ut dixi, sed tantum multituidinem discretam; ergo neque unam culpam gravem efficere possunt, sed multituidinem levium. Nec refor in quod illa multa levia uno proposito apprehendidur, quando inter se non uniurient in una materia gravi ejusdem vitii, ut sunt multa furta levia; quia alias non efficient unum objectum, a quo illud propositum habeat unam malitiam gravem, sed haeet plures leves ex variis objectis, ut virtute apprehendit. Imo, licet fingatur illa esse una malitia, erit tantum venialis ex vi regulae; quia, ut supponimus, auctor regulae simpliciter noluit per illam obligare ad mortale in quacumque materia etiam alias gravi, et nihil distinctixt inter singulas regulas, vel totam collectionem earum. Et hinc probata manet tertia pars de lege humana, quia in præsenti non intervenit alia nisi regula, nam ex vi illius præcise loquor; sed regula non affect hane obligationem, ut ostensum est; ergo. 7. Confirmatur primo sedem pars negans. — Et confirmatur hic discursus, nam si illud propositum formale esset peccatum mortale, etiam per solam executionem ac diuturnam consuetudinem licentiose vivendi sine observatione regulae perveniretur ad statum peccati mortalii, quod admittere durum et perniciosem esset; ergo. Propter hoc fortasse Cajetanus, dict. 2, 3, q. 184, art. 3, diligenter ad-
vertit, loqui D. Thomam de intentione, ut distinguatur ab executione; quia defeceret (inquit) a perfectione executive, non est simulare aut mentiri; defeceris autem ex intentione, est simulare aut mentiri, et ita virtute negati dicitam illationem. Rationem autem illius differentiae reddid, quia status Ecclesiasticus significat directe intentionem existentiam in statu, et non executionem. Quod inde colligit, quia status ille a principio habet suam significacionem, cum tamen a principio non possit significare executionem, sed solam intentionem. Sed imprimis probatur nostra sequela, quia in moralis perinde valet consensus virtualis et indirectus, ac formalis et directus; sed qui sciens et videns, longo tempore defect ab observatione totius regulae, habet plus quam virtualem consensum non proficiendi in perfectione secundum illam regulam; ergo si formalis consensus est peccatum mortale, etiam ille est peccatum mortale; et committeretur tunc peccatum mortale, quando quis incipit praevidere suum statum, et non vult remedium adhibere, sed voluntarie continuare; sicut dici solet de illo, qui, levia farta committens, praevidere incipit jam consurgere materiam gravem. Deinde illa differentia a Cajetano assignata nimis speculativa et voluntaria videtur; nam exterior habitus vel status magis debet significare exteriorem vitam quam statu; vel cur potius hanc quam executionem? Nam a principio significabit initium executionis, et deinceps progressum ejus. Et praterea, admissa differentia, et illo mendacio, non esset mortale ex objecto, quia non est mendacium contra vatom, ut ostendimus; nec etiam est mendacium perniciosum; cui enim nocumuntum infert, per so loquendo? Tandem nullum profecto mendacium esse videtur, quia exterior habitus vel status nec intentionem, nec executionem per se significat, sed obligationem regulae accomodatam.

8. Confirmatur secundo.—Quod declaratur et confirmatur, nam alias sequitur etiam Episcopos peccare mortaliter, si habeant intentionem non vivendi perfecte, nec exercendi opera supererogationis, sed tantum servandi præcepta, et rigorosa obligationes voti aut officii; consequens est falsum; ergo. Sequelam admittit Cajetanus, quia D. Thomas ibi indifferenter loquitur de religiosis et Praelatis, et de utrique ait mendacium et simulationem committere, si deficient ab intentione perfectionis. Consequens autem est incredibile, tum quia nullum apparat fundamentum talis peccati mortalis, et asserendum non est, nisi uli ratio aut lex cognitur; tum etiam quia hoc esset dammare quamplures, vel fortasse ordinarium modum vivendi Praelectorum; satis enim fccisse putant, si singulis preceptis et obligationibus justitie, misericordiae, castitatis, et similibus satisfaciant, nec prudentes et pi etiam confessores plus ab illis exigit. Imo, si ilia ratio simulationis aut mendacii sufficeret ad peccatum mortale, non solum deficiendo ab intentione, sed etiam ab executione perfectionis, peccaret mortaliter. Quin etiam profitiendo illum statum sine perfectione, mortaliter peccaret. Probatur, quia ille non est status acquiriendi perfectionem, sed hominum jam perfecti, ut supra declaratum est; ergo quia accepit illum statum, cum non sit perfectus, simulat et mentitur, quia ille status non significat intentionem proficiendi, sed virum jam perfectum.

9. Confirmatur ultimo.—Tandem confirmatur, quia alias sequitur esse in statu peccati mortalis illum religiosum, qui habet delibera-tum animum non servandi unam, duas aut tres ex suis regulis, etiamsi ceetera servare studaret ordinario modo. Consequens etiam est durum et incredibile: suppono enim illas regulas non obligare ad culpam, vel non ad mortalem. Sequela patet, primo ex eadem doctrina Bernardi; nam frangere quamcumque regulam ex contemptu illius est peccatum mortale; ille autem est contemptus talis regulae; si enim propositum non servandi totam regulam collective est contemnere illam, propositum etiam non servandi hanc regulam, verbi gratia, jejunandi sexta fera, aut examinandi conscientiam quotidie, est contemnere illas singulares regulares: ergo est peccatum mortale. Probatur item sequela, quia illud sufficit ut aliquis deficiat ab intentione proficiendi secundum regulam, vel quia illae sunt tam necessaria ad perfectionem, ut moraliter non possit acquiri sine observatione illarum, et est regulae de quotidiana oratione, vel conscientiae examinatione, et similae; vel certa quia totum et perfectum juxta Philosophum idem sunt. Qui ergo non habet intentionem servandi totam regulam, sed potius contrarium, plane non intendit esse perfectus secundum illam; ergo.

10. Duplex præsentim difficilis evadatur, ac tota controversia per partes dissolutur. — Primum pronuntiatum. — Sylvester placitum. — Hece sunt quae difficilem reddunt doctrinam illam D. Thomae; in qua explicanda desidero nec laqueum religiosis injicere, imponendo.
periculum pecandi mortaliter, ubi revertere non sit; neque etiam eis occasioneum tribuere ut remisse vivant, et veris periculis pecandi mortaliter se exponant. Duo ergo explicanda sunt. Primum, de obligatione habendi intentionem proficiendi aut vivendi secundum regulam. Secundum, de transgressione regulae ex contumtui. Circa priorem partem dico imprimis, religiosum absolute teneri ad progre- diendum aliquo modo in via perfectionis. Probatur, quia ex vi sua professionis tenetur velle servare statum qui secundum se est in consilio tantum, et non in precepto; sed hoc ipsum est intrinsecus velle tendere ad perfectionem; ergo. Explicatur minoris, quia, ut tendatur ad perfectionem, non est necessit ut omnis mediis utilioribus ad charitatem ob- tinendum, sed satia est uti aliquibus de se non preceptis; nam uti omnis vix est moraliter possibile, vel saltem est rariissimum. Unde Sylvester, verb. Religio, i. quest. 3, postquam proposuit doctriam S. Thome, subdit habere locum, quando religiosus omnia media ad ilium finem sibi vult abdicare; nam si unum retinae, non est extra statum salutis; quia, licet teneatur ad intentionem tendendi, non tamen currendi ad perfectionem. Indicit au- tem necessarium esse ut retinae preceptum intende auti aliquo medio, quod non sit in precepto. 

11. Explicatur et admititur in bono sensu. Hoc autem potest intelligi, vel quod secundum se spectatum non sit in precepto, et sic verissimum, quia via perfectionis debet aliquid addere ultra communem viam magnetorum. Alio vero modo potest intelligi de precepto etiam respectu ipsius religiosi, ita ut praeter ea, quae ratione vоторum, vel ex rigoroso precepto regulae aut superius facere tenetur, debeat necessario intendere aliquid sibi non praeceptum adjuvare. Et hunc sensum videtur ille auctor intendere. Difficile autem probari potest, quamvis id peculiare opus nimirum onerosum non sit; nemo enim est tam dissolutorius, qui non solet aliquid supererogationis facere. Sed nihilominus in rigore cum nulla sit obligatio intendendi magis unum opus quam alium, neque omnia simul, neque aliquod determinate ex his, quae huic personae precepta non sunt, non appareat unde teneat ad intendendum aliquod in confuso, vel suo arbitrio eligendum. Praeterea, quamvis religiosus per vomtum efficac sibi preceptum, quod alius erat consilium, nihilominus, servando vomtum illud, implet etiam consilium, et tendit per viam perfectionis; alias servare castiitatem, et paupertatem religioso voto confirmatam, non esset tendere ad perfectionem, quod plane absurdum est. Igitur ad implementam obligationem in assertione positam, satis esse videtur quod religiosus intendat servare sua vota integre, prout in tali regula flunt, et cetera omnia specialia precepta suae religionis, prater communia. Patet, quia si hoc faciat, vere tendit ad perfectionem; ergo si hoc precise intendet, etiam intendit tendere ad perfectionem, etiam non intendet currere, ut aiebat Sylvester.

12. Secundum pronunciatum bipartitum. Dico ergo secundo, per se loquendo et ex vi objecti, non teneri religiosum sub peccato mortali habere propositum servandi omnia, vel aliqua ex his quae nec promissit, nec sibi specialiter precepta sunt; quamvis, moraliter loquendo, vix fieri possit ut habeat debitam intentionem salutis proprie, quin hoc etiam intendet.

Swadetur prior pars. Prior pars videtur sequi ex proxe dictis circa precedentem assertionem, et convinci argumentis secundo loco fastis; non enim possimus imponere obligationem sub peccato mortali sine voto, vel precepto, de quo satis constet. Item, cum illo propositioni stat amor Dei super omnia; quia relinquit hominem cum affecto de se efficace non recedendi a Deo, ut ab ultimo fine, proper ullam rem mundi, quod satis est ad amorem super omnia; ergo illud propositioni non est peccatum mortale ex objecto suo. Nam peccatum mortale evidenter pugnat cum amore Dei super omnia. Posterior pars probatur, quia vix potest moraliter contingere uthomo etiam secularis habere firmum propositionum nunquam pecandi mortaliter, quin consequenter nonnulla opera supererogationis faciat, et habeat formale vel virtuale propositionum illa faciendo; quia, sicut substantia creata non potest sine omnibus accidentalibus conservari, ita nec substantialis charitas et amicitia Dei potest sine aliquibus operibus, quae sint extra substantiam ejus, existere. Ergo, servata proportione, non potest religiosus habere firmum propositionum servandi omnia ad chari- tatem et ad perfectionem ejus necessaria in tali statu, quin paratus sit multa in particu- lari agere bona et honesta, quae precepta non sunt; quia non possunt moraliter hec ab illis omnino sejungi. Quod notavit Gerson, dialogo de Perfectione cordis, p. 2, alphab. 68, lit. H, ubi cum dixisset, qui statuit servare precepta, et non consilia, non esse in malo.
statu, quia uemo consiliis ligatur, addit: Quamvis raro fiat ut hominum praecipita strenue compleant, quin quodammodo supererogent, et misceantur consilii.

13. Tertium pronuntiatum. — Unde probatur primo. — Secundo. — Dico tertia: quando regula religionis ad nullum peccatum obligat, sed tantum ad penam, non peccat mortaliter, nisi quum animum no servandis quacunque regulis, dummodo paratus sit ad sustinendum penam. Probatur primo ex rationibus factis, quia in objecto illius actus non est materia contraire aliqui voto vel precepto. Secundo, quia ille vult subjacere regula eo modo quo ipsa lata est; quia illa solum ordinat ut hoc vel illud religious faciat, aut poenas subjaccet; ille autem vult non facere quod ordinatum est, cum suo discrimine; ergo sufficienter subjicitur regulae, saltem quod quidem non ladeantem consentiam, iste imperfectissimus sit. Unde si quis vellet ita esse liber a juro regulae, ut paratus non esset sustinere penam, quantumcumque Praelatus eam preciperet, vel ei resistere si necesse sit, ille sine dubio esset in malo statu, et peccaret mortaliter, tum quia habet dispositionem directe contrariam voto obedientie; tum etiam quia resistit regulae, non tantum ut mera lex poenalis est, sed etiam ut resolvitur in obligationem conscientiae ex suo genere gravem, scilicet, non resistenti Praelato jure suo utenti, et observationem regulae procuranti. At vero si quis ita remissus, ut secum statutum non servare regulam quoties occulte potuerit, vel aliter poenam vitare, vel certe quoties majus non sse serit in servanda regula quam in sustinenda pocuitentia, non appare in hoc actu malitiae mortalis ex objecto. Maxime si alia prophesia non peccare etiam veualiter, dum regulam non exequitur, sed in alius actibus honestis suis suaviloribus se exercere.

14. An obligatus ad solam penam regulas peccet in proposito non servandis regulam, statuendo tamen subire penam. — Opinio consensu esse veniale. — Sed quare in eo actu sit saltem culpa venialis, nam ex dictis videtur sequi nullam esse. Nam in objecto illius actus ita circumspecti et limitati non est in sinecra malitiae, etiam venialis, nec prohibitio in conscientia etiam sub veniali; ergo neque actus ipse per se culpabilis est venialiter. Dicunt aliqui, illud esse peccatum veniale, quia oritur ex proposito non operandi quod melius est, quod habet intrinsecam deordinationem, quia, licet in particulari non facere quod melius est, non semper sit peccatum, tamen generatim proponere in actionibus vitae non facere quod melius est, videtur esse intrinsecus peccatum; quia est ponere obiicum Spiritui Sancto et gratia Dei, quod sensit Cajet., 2. 2, q. 166, art. 2, non solum de religiosis, sed etiam de quibuscumque. Declarat autem non esse peccatum mortale, sed veniale tantum, quia in rigore non exclusitur distinctione Dei super omnia. At vero religiosus voles illo modo non servare regulam, vult non operari quod melius est; quia licet regula non obliget ad culpam, servare illam melius est. Sed hoc non obstat quominus actus possit a veniali culpam ex vi objecti excusari. Primo, quia resisterat gratia Spiritus Sancti vacanti ad meliora, non videtur esse peccatum, si alia sit propositionem obsequi illi in necessariis; quia Spiritus Sanctus, vocando ad opus consiliis, non ponit praeciputum sequenti vocationem. Et ideo Christus ad perfectionem vocabat illius verbis: Qui vult venire post me, vel, si eis perfectus es. Dices: licet non teneatur obediencie huic gratiae, tenemur tamen non ponere illi quasi antecedentem obiciem; per illud autem propositionem ponitur obex Spiritui Sancto, ne vos vocet ad meliora.

15. Ostenditur multipliciter nec veniale esse ex se dictum propositionem. — Primo. — Secundo. — Tertio. — Quarto. — Quinto. — Sed contra, quia nec de hoc potest ostendi tale praecipuum, cum totum hoc pertineat ad bona supererogationis. Item alias peccare, qui debent etiam animo statutum non esse religious, quia ponent obiciem antecedentem vocationis divinam. Praeterea revera ille non est obex, quia Spiritus Sanctus voce ad mutandum illud propositionem, et sepe efficaciter operatur. Accedit praeterea quod religious, de quo agimus, non vult semper resistere divinae gratiae et vocationis, sed solum vult vivere suaviter (ut sic dicas) secundum suum statum, per quod non exclut quin, si a Deo fortius tangatur, mutaturus sit propositionem. Praeterea non vult nunquam operari quod melius est, vel nunquam servare regulam, sed vult non semper esse addictus regulae, vel perfectionibus consiliis; quae quoque diversa suut, sic cut contraria vel contradictoria, et multo magis inordinatum est velle semper transgressi regulam, quam velle non semper et in omnibus servare regulam. Et si moraliter loquaturum, inveniri non potest religious ita rectus in substantialibus sequi necessarii ut illa illa
servare statuat, qui in reliquis sit ita remissus, ut intendat nullam omnino regulam servare, aut semper in omnibus transgressi; quod vix contingere potest sine contemptu, ut infra declarabo. Potest autem facile iuveniri. religiosus sit remissus, ut, contentus necessarioris, nolit de illis esse sollicitus, et ideo statuat non semper regulam servare, sed quando disciplina ipsa et ordo religiosus necessitate quadam moralis compuleret; vel quando sine gravamine et diff salute fieri possit. Denique quam hoc proposito etiam stat, quod talis religiosus velit in aliquibus actibus vel secundum regulam, vel ultra illam multa opera supererogationis et meliora facere. Et ad minimum cum illa vites relaxatione stat, ut velit intensionis et frequentissimam amare Deum quam teneatur: quod etiam pertinet ad opera consiliis, et vix omissi potest ab eo qui efficaciter statuit Deus amorem omnium, ut notavit Augustus, in suis Moralibus, c. 8, § Dierchorum focium, concl. 4. Igitur in illa intentione per se et ex vi objecti nullum peccatum committere deditur.

16. Quartum pronuntiatum bimembre.—Ostenditur prius membrum.—Dico quarto: ubi regula obligat ad veniam vulpam, et non ad mortalem, grave peccatum veniale est propriè frangere illam, si occasio tulerit; tamen, secluso periculo gravioris lapsus et contemptu, non est peccatum mortale. Prior pars evidens est ex suppositione talis regulae, quia in particulari transgressio illam est peccatum veniale; ergo et id proponere; ergo gravior est confusio et indefinita indiderit, quia in illo objecto major malitia includitur quam in qualibet particulari transgressione. Imo (ut supra dicebam), dubitari potest an illa malitia sit una vel multiplex, quia videntur ibi esse tot malitiae quot sunt regulae diversarum virtutum; quia omnium transgressio implicite ibi continetur et admissitur: quod satis esse videtur ad omnium malitias contrahendas, quod fortasse ita est. Facile tamen defendi potest esse um quam tantum contra generalis rationem obiendi legi. Sicut enim observationes omnium regularum conveniunt in hac generali ratione, ita transgressio regula, ut sic, precise oppositum illi generali rationi, et quando intento voluntatis in eam precise tendit, ab illa sumit um quam specificum malitiam, ut latius in 1. 2 explicatur.

17. Ostenditur posteriorius.—Et nihilominus (ut secundum partem probemus) in omnes transgressiones, quae sub illa generica conveniuntia apprehenduntur, veniales tantum sunt, et secundum propria rationes non concurrunt proprie ad unam materiam gravis peccati componentem, sicut concurrunt plura furtorum levia, sed solum concurrunt secundum rationem communem, in qua conveniunt, quae censetur gravius objectum, quia in potentia et confusia includit specificas malitias; hae autem gravis non quanquam potest esse tanta ut constitut peccatum mortale. Confirmatur, nam hac ratione in homine seculari non est peccatum mortale, cum proposito servandis omnibus rigorosa praeccepta habere animum non cavendi venialia, vel facile committendi illa, prout esse ostulatit occasio, secluso tamen periculo gravioris lapsus, et contemptu, in quo omnes fere conveniunt, ut ex 1. 2, quest. 88, constat; ergo idem est cum proportione de religioso in dicto casu, quia omnes obligationes ejus ex regula non excedunt peccatum veniale, vel, si quae sunt maiores, supponimus illum habere propositum servandi eas; est ergo eadem proportio.

18. Exponitur limitatio, nisi detur periculum incidendi in mortale.—Prior vero limitatio hujus posterioris partis de exclusione periculi gravioris lapsus, fundatur in illo principio, quod in moralibus expressum peccandi est peccatum; nam qui amat periculum peribit in illo: peccatum autem veniale est dispositio ad mortale, ut dicit Thom., citato loco, et magis explicat 1. 2. quest. 88, art. 3, dicens veniale ex sola levitate materiae, vel ex defectu sufficientis deliberationis, directe disponere ad mortale circa eamdem materiam; peccatum autem veniale ex generis indirecte saltatem et removinge prohibit dispositio ad mortale peccatum. Si ergo supponatur regula obligans sub veniali, intentio frangendae illam est virtualis intentio se disponendi ad graviorum lapsum, non tantum remotae, sed etiam proxime: quia, licet unum vel aliud veniale sit tantum dispositio remota, tamen frequentia illorum, et presentem cum deliberatione negligentia illa, facile esse potest proxima dispositio ad mortale. Sed circa banc partem advertere operat, raro aut nunquam peccavi mortaliter ob hujusmodi periculum, nisi in particulari materia et specie peccati mortalis illud periculum versetur, et aliqua certa ratione et experimento constet ex remissis modo vivendi in observatione talis regulae, vel in vito talibus culpis levioribus sequi illud periculum; quia alias non est
occasio proxima, sed remota, quae non sufficit ad speculam culpam mortalem ex illo titulo; et ideo existimo raro contingere, ut illa remissio animi in servandis regulis levisioremibus, etiam directe voluntat, sit ex hoc solo titulo peccatum mortale; quia illa negligentia, per se loquendo, tantum est dispositio remota, nisi accedant aliquae particulae circumstantiae quae in aliqua materia consummum occasional nem proximam.

19. Expositur altera limitatio: nisi interventi contempts. — Sententia D. Thomae attributa, quando interventi contempts in proposito frangendi regulam. — Expenditur hoc sententia. — Altera limitatio, quae erat de contempus, petit alteram partem superius propositam in num. 10, ex qua pendet maxime intelligentia opinionis D. Thomae; quia ipsa plane intelliget non peccari mortaliiter in illa remissione animi circa intentionem servandi regulam, nisi perveniat ad contempts. Primum ergo difficile est explicare quis sit iste contempts; et deinde an semper sit peccatum mortale, et ob quam causam. Dicunt erts aliqui, Ipsam intentionem vel propositum non servandi regulam, eo ipsi esse contempte, quamvis nullam aliem circumstantiam habeat. Quod significare videtur D. Thomas, dict. q. 186, art. 9, cum ait: Tunc committit aliquid, vel transgressum ex contempto, quando voluntas ejus remuit subjici ordinatio legis vel regulam; ergo contemnere est renuere subjici regulae: renuere autem subjici nihil aliud esse videtur quam nolle servare regulam. Sed hoc si intelligatur de contempto, qui sit mortale peccatum, non potest esse verum, nisi in illo objecto includatur aliqua subjectio, ad quam homo teneatur sub mortali. Quod manifeste convincitur rationibus supra factis, quia propositum non subjiciendi se regula in his quo graviter non obli gant, neque ex objecto, neque ex voto aliquo, aut ex speciali prohibitione habet malitiam mortale. Dico autem: Nisi in objecto includatur subjectio gravis, seu in re gravi; quia, ut supra, num. 13, dicebam, si qui proponeret non subi regulae, etiam resistendo superiori volenti ipsum cogere, vel juste punire, in malo statu esset, ut mortaliiter peccaret. Et fortasse hoc totum includit D. Thomas, et ita erit facilis et clara ejus sententia. Nec immerto potest dici talis actus verae contemptus tam regula quam Prelati; nam, ut Bernardus ait, de Precepto et dispensatione, cap. 12: Contemptus tumor superior est; superbia autem maxime repugnat huic subjectioni, juxta doctrinam ejusdem D. Thomae 2. 2, q. 162, art. 5 et 6. At vero si religiousem semper retineant intentionem servandi omnia necessaria ex voto vel precpesto, et subiicendi se Prelato et religioso discipline, non potest dici contemnere saltum gravior, etiam si habet intentionem non servandi regulam in religouis. Atque ita sentit etiam Cajetanus, dict. q. 186, art. 2.

20. Distinctio Cajetani circa proxime dicit. — Quando verum sit primum distinctionis membrum. — Addit vero ibidem Cajetanus illud propositum ex objecto quasi materiali esse contemptom leuem, qui non excedit venialem culpam; quia est contempts spiritualis perfectionis, non vero est contemptus Dei; ex objecto autem formalis fieri peccatum mortale: Ut si quis (inquit) refugiet subjici divisio consilia ut consilia, et projectus chartitatis ut perfectio iuris. Ratio ejus est, quia contemptus Dei est peccatum mortale, ex Div. Thomae, quaest. 15, de Veritate, articulo quintio; sed tunc intervenit contemptus Dei, quia nolles subjici divinae regulae, est contemnere Deum; ergo. Sed utraque pars indiget majori explicatione. Prior enim erit quidem vera, si regula obliget sub veniala culpa, aliqui si ad nollem culpam obliget, vel si sit tantum consilia, de quibus magis ibi Cajetanus loquitur, non video quomodo ex objecto materiai illae actus sit peccatum veniale, cum in objecto nulla malitia sit; erit erts indifferens actus ex sua specie. Cujuis etiam signum est, quia potest honestari ex fine. Unde etiam ex vi materialis objecti non necessario includitur contemptus in illo actu; quia semper contemptus bona actus et perfecti inordinationem dicit. Tunc ergo dici poterit aliquas contemptus, quando quis ex sola inercia et remissio animi sine ullo justo titulo negligit illa opera per directam intentionem; et ita sine dubio locutus est Cajetanus; et tunc verum est talem actum non excusari a culpa veniali.

21. Arguitur contra secundum membrum ejusdem distinctionis. — In altera vero parte vix potest intelligi quid sit velle transgredi consilia, ut consilia Dei sunt; aut nolles profectum chartitatis, ut perfectior via est. Nam sit sensus reduplicativus, seu causalis, scilicet nolle sequi consilia, quia consilia Dei sunt, et nolles profectum chartitatis, quia perfectior via est, hic posterior actus videtur impossibilis, quia perinde est ac nolle bonum quia bonum, vel
quia melius est; quod tam repugnat, quam velle malum quia malum est. Prior autem at

tas licet non sit impossibilis, est tamen adeo rarus et extraordinarius, ut vix credibile sit

proper illum solum toties repeti a Doctoribus esse peccatum mortale transgressi regulam vel

legem ex contempitu. Imo ille actus non vides
tur posse oriri nisi aut ex errore aliqio in fide, con
temnendo consilia Dei tanquam minus bona seu vera; vel ex odio Dei, noniendo sequi

consilium ejus in despectu illius; qui modus operandi magis videtur esse damnati hominum

quam viatoris. Quod si hic non est sensus, vix intellegitur quid sit renuere subdi consiliis, ut

consilia Dei sunt, nam, seclusa dicta causali
tate in consilio ut consilio, solum manet id in

quo distinguitur a precepto, scilicet quod non

imponit necessitatem. Hoc autem sensu nolle

subdi consiliis, ut consilia Dei sunt, non auget,

sed extenuat inordinemam, nam inde habet

actus ille, ut non sit intrinuee et per se ma-

lus; quia non est de objecto probito, sed solum

consilium repugnante. Siquidem qui vult com-

mittere peccatum aliquod quia veniale est, sumpta causali in dicto sensu, non aggravat

culpam; imo directe preservat, ne peccatum illud mortale sit.

23. Decisio spectator quod contemptum consi
ilorum Dei, ut Dei sunt, viae contingem-

m. — De alio duplci modo contemptus magis con

nata. — Expetitior prior modus, ejusque

causa. — Ad haud difficultatem fator trans-
gredi consilia ex contemptu non posse esse

peccatum mortale, nisi vel supposito errore in

intellectu prave sentiente de consiliis divinis, vel

tam prave affectu in voluntate, ut velit

deum ipsam spernere, aut res divinas seu gra-

tiam ipsam pro nilio habere. Unde si tantum

in hoc sensu dicitur religiosus peccare morta-

ter transgressi regulam ex contemptu, verum et

eacile erit: parum autem ad praxim deservit,

quia vel nullus est religiousius ita

prave affectus circa Deum et res divinas, vel si

quis est, ille solum non intendet regulam

transgressi quod consilia seu simplices ordi

nationes, sed etiam quod rigorosa precepta

et vota. Alio autem modo potest intelligi con-

temptus in religioso, vel respectu Prae
ti sei

religionis, vel respectu ipsius regulae. De

priori videtur maxime loqui Bernardus, dict.

di. De Precepto et dispensatione. Nam, c. 12,

distinguit mandatum a mandante, et gravita
tem praeceptum constituit in contempu man-
dantis. Eritque hic actus, si quis nolit obedere

Praelato, ut ostendat se illum pro nilio du-

cere, quae intentio sine dubio est peccatum

mortale ex genere suo. Et simile esset si quis,
ex odio aut ira contra suum religionem vel

personas ejus, intenderat quasi conculcere vel

profanare regulam; nam tunc transgressio

minima regulae, hac intentione facta, esse peccau-

tum mortale. Et hic modus operandi rarus

etiam est, non tamen tam insolitus sicut pre-

cedens.

23. Expeditus posterior, et ejus causa ape-
ririunt. — Respectu vero regulae possed esse

proprius contemplus, si quis formaliter eam
despicierat tanquam minus utilem ad suam

perfectionem, et ob eam rem illam transgre-
deretur. In quo modo operandi non videtur

necessario miseric error contra fidem, siet de

contempta consiliorum diecehamus; quia, licet regulam sit approbata, solum undue habe-
tur, et non continere aliquid contra bonos

mores, et ex se continere viam alienam ad

perfectionem utilem; non tamen inde sequi-
tur vel cuicumque personae in indiviso fore

utilem, quia potest aliquid habere naturam illi

repugnament; nec sequitur esse utiuliorem

aliis regulis vel mediis ad perfectionem; ergo

si religiosus concipiat contemptum suum re-

gulam, vel solum comparatione suse personae,

vel solum per comparationem ad alia mediis,

que ipse sibi exequit, et credit sibi fore uti-

liora, non se opponit approbatione Pontificis,

nec directe errat in doctrina fidei ex vi illius

contemptus. Neque etiam ex affectu odii aut

vindictae, aut alio similii videtur esse in illo

actu, per se loqueando, malitia gravis; et idem

in transgressione regulam ex hujusmodi con-

temptu non apparat malitia mortalis ex illa

circumstantia, si allundone sit. Esse tamen

potest magnum periculum illusionis et decep-

tionis, prout Sancti passim aduentunt. Unde

Rich. de S. Victore, cap. 9, super Cantica:

Vigilia (inquit) et orationes sunt ibi iusti-

les, si singularitatem quosdam in his tenes,

per quam communia, et ad quos magis teneris

omillas. Et Cassianus, lib. 14 de Institut., c.

18 : Quidquid (ita) in consideratione fratum

minime communis usus recipit, vel exercet, omi-

ni studio, ut sancti dictum declinemus, etc.;

et D. Augustinus, serm. 13 de Verbis Aposto-

laci : Mutilus (inquit) claudus in via quam cur-

sum prater viam. Que sententia licet de apo-

statis ab Augustino dicta sit, optimae in prae-

senti accommodatur; nam modus quidam apat-

tasiae est communem relinquere regulam pro-

pter propriam adinventionem. Aliquando etiam

oriri possit ex nimia presumptione et super-
bía, quae tunc attinget rationem peccati mortalis, quando justa prudentis arbitrium exponit religiosum periculo retrocedendi, vel deficiendi in necessariis ad statum suum, et nihilominus in suo judicio et affectu perseverat. Denique intetio generalis non so subjeiciendi regulae, etiam si tantum sit ex amore proprio et accidia, quidem contemptus regulae est virtualis, potius quam formalis. Si tamen quis non solum intendat non esse sollicitus in observatione regulae, sed etiam nunquam illam servare, quamvis facile possit, dispositio haec vel est peccatum mortale, vel certe magna dispositione ad illud, et vix sine formalis contemptu haberis potest.

21. Satis est argumentus ad initio capitis propositi. Superest ut rationibus utriusque partis in principio capitatis factis satisfactuus, ne resolutioni a nobis datae ostrea videantur. Sentientia ergo ilam D. Thomae, et communem num. 4 propostam, intelligendam censio, vel quando intetio non vivendi secundum regulam talis est, ut vel simpliciter totam regulam, nihil distinguendo inter gravia et levia, substantialia et accidentalia, despicat; vel quando talis est ut omnino quis statuat nec servare regulam, nec subjecere religiosae discipline; vel certe quando quis ita despicit regulam, ut non solum non intendat totam servare, sed etiam quasi positive intendat totam, illam non servare, ne illi subjectus appareat; extra hos vero casus non est peccatum mortale, nisi per accidens ratione percipi.

25. Ad primum argumentum in num. 2. — Ad secundum argumentum in num. 3. — Neque plus probant confirmationes ibi adductae. Nam prima, in num. 2 sumpta ex modo profitten di, promittendo conversionem morum, aut observantiam regulae, solum probat esse necessarium intentionem subjeciendi se in eo grado, in quo ipsa proponitur; nam, ut supra diximus, per professionem vel vota ejus, non aliam obligationem aliquid sibi imponit, preter eam quam auctor regulae imposuit, sed solum profitteretur se subjiciere illi. Secundae autem confirmationes, ex modo loquendi Sanctorum, in num. 3, respondetur, verba ulla Hieronymi accommodate intelligenda esso; nam cum ait: Te perfectum fore pollicitus es, non intelligit aliquem promittere se consecuturum perfectionem, sed in statu perfectionis permansum, ad quem statum spectat nihil preter Christum habere, id est, nec proprium aliquid, nec seculi aut matrimonii curas, neque aliam voluntatem, nisi ejus qui Christum referrentat. Quae in tantum cadunt directe sub promissione, in quantum pertinent ad tria substantialia vota religionis; et hoc modo intentio servandi regulam, quatenus haec continet vel determinat secundum peculiarem modum suum, est de necessitate precepti; reliqua vero sunt ad melius esse, vel in eo gradu necessaria, in quo per regulam proponuntur. Atque haec intentio sufficit ut quis habeat propostum proficiendi substantialiter, ut sic dicam, et consequenter ad non deficiendi substantialiter, et sepe erit defectus venialis, non autem substantialis defectus.

26. Ad proloquium Sanctorum in eodem n. 3. — Illa vero sententia: In via Dei non proficiere est deficiere, vel, Non proficiere est regredi, quae frequentior est apud Bernardum quam apud alios Patres, intelligi potest vel formaliter et rigorose, vel causaliter seu consecutivae ad morali modo. Prior sensus non est verus, quia etiamis quis in gratia non crescat, si non peccet, non ideo regrediatur in via Dei. Unde formalius dixit Augustinus, serm. 45 de Verbis Apostoli: Semper adda, semper ambla, semper profice, nulli in via remanere, nulli retro redire, nulli deviare. Remanet qui non proficet; retro redit qui ad ea revertemur, unde jam abscesserat; devitae, qui apostat. Secundus ergo sensus est intetius a Bernardo; nam, quia in hac vita non potest homo carere omni operatione, ideo necesse est per eam aut deficiere aut proficiere. Sicque dixit idem Bernardus, epist. 91, et epist. 341: In hac vita mortalis nihil in eodem statu permanet; aut ascendens necesse est, aut descendens. Unde illa sententia non est religiosorum propria, sed omnibus justis communis est. Dum autem sic dicitur deficiere qui non proficit, non intelligitur de defectu mortalis culpae, imo nec de diminutione ipsius charitatis in seipsa, quae diminuit nullo modo potest; sed intelligitur de defectu alque venialis culpae, vel de defectu in acquirendo aliquo morali vitio, aut de augmento alque inordinatae affectus,que cursum vel facilitatem virtutis impedit. Atque ita intellecta illa sententia nihil ad presentem causam facit. Adhuc etiam, præsertim intendere dictos Patres docere, periculum esse in hac vita existimare aliquid, se satis
profectisse, et ideo desistere a cura et solici tu- dine proficiendi. Sic dixit Bernardus dicta epist. 533: Nunquam justus arbitratur se comprehendiisse, nunquam dicti: Satis est; sed semper esriat stilique justitiam. Et ita in terius subdit: Si studere perfectione esse perfectum est, profecto nolle proificere, desicere est, utique a perfectione, non statim a gratia; nisi tanta sit superbia, vel animi relaxatio, ut ho- minem in eo periculo constitut. Quo sensu dixit etiam Augustinus, dict. srm. 15: Semper ti- bi disiplicat, quod est, si vis pervertere ad id quad nondum es; nam ubi tibi placuiisti, tibi remansisti; si autem dizeris: Sufficit, et peristi.

27. Ad tertium argumentum in num. 4. — Ad ultimam confirmationem jam responsum est, regulam religiosam, de qua agimus, vel non obligare ad aliquam culpam, vel solum ad venialem; neque ex confusa illa et gene- rali ratione non servandi hujusmodi regulam, insurgere materiam gravis culpae, secluso contemptu et periculo, ut satis explicatum est.

28. Ad primam probationem partis negan- tis, in n. 5 et 6. — Ad primam confirmationem is srm. 7. — Ad rationes de altera parte factas respondetur: imprimit optime probare illud propositum non esse peccatum mortale, nisi vel gravem contemptum includat, vel hominem mortali periculo mortalitatis peccandi exponat. Utrumque autem quando contingat, jam explicatum est; nec de toto primo discer- su in n. 5 et 6, aliquid amplius dicere necesse est. In prima vero confirmatione in n. 7, addo, recte etiam probari, propter solam rationem mendacii vel simulationem hoc non esse peccatum mortale, nisi propositum extendatur ad transgressionem voti; quam transgressionem mendacium vocat Hieronymus in loco citato, et de illo dicit occidere animam. Illo autem secluso, nullam rationem mortalis pecc- atum in hoc invento; imo nec veram rationem mendacii, aut formalis simulationis, nisi quis directe intendant decipere alios. Unde etiam in ipsam professio, si quis intendant vere pro- fiteri, non habeat tamen intentionem serv- soni regulam, apud homines non mentitur, quidquid sit apud Deum, quia vere intendit quod per verba profert. Quod si audientes plus concipient, non est ex vi actionis vel pro- lationis exterioris; sed quia bene praesumat de assume talem statum, dum contrarium non apparat; alter autem eos non decipit, li- ret deipi sinat, quod non semper mendacium est. Unde etiamsi religiousus male vivat, non mentitur deferens habitum, etsi ratione illius ab alios creditur honeste vivere, quia non tene- tur se prodere, etiamsi alii falluntur. Maxime quia in factis et vestibus principalis finis non est significatio, ut in verbis, sed usus; et ideo frequenter sine mendacio assumptur propoter usum, etiamsi alii in significazione falluntur. Cum ergo D. Thomas ait committere quem- piam mendacium vel simulationem, cum ab intentione perfectionis deficit, praecipe intel- ligendum puto respectu Dei, quia non inten- dit servare quod et promittis, sic ete Hiero- nymo dicebamus. Si autem exponatur etiam re- spectu hominum, intelligendus erit, si quis directe intendant simulationem et hypocresim, alioquie erit tantum materialis simulatio.

29. Ad secundam confirmationem in n. 8. — In secunda confirmatione adnoto, verissimum esse Episcopos non esse in peccato mortali, eo quod non intendant conseqeci perfectionem charitatis per opera consiliorum et superero- gationis, seculo contemptu, et morali periculo non servandi que illis preceptae sunt, propt hae sunt a nobis explicata; nam omnia, qua- diximus, majori ratione habent locum in Epi- scopis; quia ipsa nullum votum faciunt tenden- di ad perfectionem, vel servandi consilia, praet- ter castitatem: quod non habent ut Episcopi, sed ut clerici in sacris. Secluso autem voto, il- la ratio mendaci, quae in eis consideratur, vel nullius, vel parvi momenti est, ut declaravi. Quia vero ratione status obligatur specialiter ad quaedam opera perfectissima, ut ad ponen- dam animam pro ovibus, et ad subveniendum illis in necessitatis spiritualibus et corporali- bus, ideo tenetur esse in præparatione animi ad hoc opera saltum pro temporibus et opportu- nitateibus in quibus sub obligationem cadunt; tunc ergo essent in stato peccati mortalis, quando haberent intentionem huic præparationi animi contrarium, quam non esset intentiono non servandi consilia, verum etiam nee pre- ceptae. Sic ergo tenetur Episcopi ex vi status habere intentionem perfecte vivendi, id est, perfectissima opera charitatis et justitiae exe- quendi, quando fuerint necessaria; et quia per consiliorum observationem ad hoc bene dispo- nentur, recte faciunt illa observando; non pos- sumus tamen illis attribuere præceptum hab- bendi hoc propositum, cum fundamento, nisi ad tollendum contemptum vel periculum mo- rale, ut explicatum est.

30. Ad ultimam confirmationem in n. 9. — Feultima confirmatione, jam constat per se non esse peccatum mortale deliberatum pro- position non servandi unam vel aliam regu-
LAM, neque illud sufficiere ad contempmum, nisi includat obstinatum animum non parendi regulari discipline in transgressione talis regulae, vel nisi includat alid genus periculi et contumptus a nobis expositi. Est autem hoc discrimen inter generale propositionem circa totem regulam, vel particularia circa unam aut aliam, quod facilius potest illa generalis dejectio animi vertgere in contempum, vel constitvere hominem in gravi periculo, ut per se claram videtur. Et hanc etiam solam differentiam invenio inter illam intentionem generalem, et executionem in frequenti transgressione regulae; nam hoc moraliter contingit ex sola fragilitate, et ex particularibus affectibus, vel negligentias, quae in diversis occasionibus occurrunt; et ideo in illa non est tanta occasio pervenieni ad contempum, sicut est in formali deliberatione aut proposito.

**CAPUT V.**

**UTRUM TENEATUR RELIGIOSUS NON DIMITERE SUUM HABITUM.**

1. Prima suppositio, morem certi habitus esse religiosis ab antiquo usitatum. — Occurrebat primo dicendum hoc loco de monachorum habitu singulari, an convenienter introductus sit, et ex quo tempore, et qua ratione ac fructu. Nam hereditarii hujus temporis sicut religiosorum statum odio habent, ita in corum habitum et ceremo majorer vehementer invehuntur. Verumtamen hoc labore liberavit nos eruditissimus Bellarminus, qui lib. 2 de Monachis, c. 40, rem hunc diligentier expedierit; et ex his, quae adductae, constat morem hunc ab initio nascentis Ecclesiae incepisse. Imo, si antiquiora etiam tempora inspiciamus inveniems Eliam, Joannem Baptistam, ac alios, qui austerius vitae genus professi sunt, in exteriori habitu id demonstrasse. Unde Chrysostomus, homil. 69 in Matth., dicit monachos habuit imitari Eliam et Joannem. Et Dionysius, c. 6 Ecclesiast. hierarch., commemorat antiquum morem mutandi habitum in professione monachatus: Sacerdos (inquit) signo crucis eum consignatum tondet, omnique veste detracta, eum allia induit. Cassianus, lib. 1 de Institut. renunciant, per multa capita habitum monachorum describit, et per singulas ejus partes mysticas illius rationes reddit. Tractat etiam Basilius in regulis fusius disputatis, c. 22, attingens politus rationes morales, vel, ut ita dicam, usuales illi statui accommodatas.

2. Secunda suppositio de causis predicti mortis. — Duplex enim est præcipua causa, ob quam peculiaris habitus religiosis tribuit est. Una comprehendit varias rationes morales, silicet, usus paupertatis, ut tantum consultur decentie, et conservationi naturae, non abundantie et superfluitate, justa illud Pauli: Habentes alimenta, et quibus tegamur, ut optime ad hoc propositionem expendit Basilius, reg. 22, ex fusius disputatis. Alia est corporis mortificatio et penitentia, quae non parum exercetur in vestitus asperitate. Altera est professio humilitatis et abjectionis, quae in exteriori habitum multum ceruitur. Et hae rationes, ac similes, communes sunt omnibus religiosis, uniuque justa finem et institutum suum. Alia vero causa, quam mysticam vocamus, est significatio aliqua quae aliquando est in colore, ut vestis alba significare solet canorem mentis. Vel e converse fuscam vestem ait Augustinus, epist. 199, significare continentiam; et de cuculla ait Cassianus significare simplicitatem et innocentiam; et sic de aliis. Moralis autem ratio, quae ex ratione etiam signi sumitur, est, ut monachus ab hominis aliorum statum, silicet a laici et clericis secularibus, distinguatur; et quia monachorum religiones variæ sunt, exterior etiam habitus diversus distinctioeun inter eas notam facit. Quæ ratio maxime locum habet in religionibus monachorum. Nam religio clericorum habere potest habitum alii clericis communem, ut inferiori suo loco de Societate dicemus.

3. Proponitur quæstio, et ratio dubitandi uiríaque. — Quæstio vel propóni potest de dismissione habitus vel de spoliatione. — Hec ergo supposito, quœstion est an religiosus, qui ex regulam peculiarem habitum defert, teneatur sub culpa gravi non desedere vel mutarealem habitum. Et ratio dubitandi est, quia regularis religiosus, ut supponimus, non obligat ad culpam, vel gravem culpam; sed religious solum tenetur deferre habitum suum ex vi regulæ; ergo ad illum retinendum solum tenetur regulari obligatione, non autem rigoros et sub mortali. Minor probatur, quia religious non se obligat ex voto ad deferendum habitum, vel tournam, de qua eadem est questioni, magis quam ad observandas alias ceremonias ordinis; ergo solum superest illi obligatio ex regula; et ial sentit Panormitanus, in c. Deus qui, de Vita et honest. Cleric., n. 2, circa pri-
CAP. V. UTRUM TENEAUT RELIGIOSUS NON DIMITTERE SUUM HABITUM. 29

nam glossam, ubi non videtur facere differentiam inter hanc observantiam, et alias, quae sunt ex regula. In contrarium autem est, quia, juxta traditionem omnium religionum et communem exstitionem, gravis culpa in religioso consequatur suum habitum deserere. Est igitur adversandum in proprietate sermonis alius esse spoliare se sen nudare habitu, alius deserere aut mutare habitum. Nam primum fieri potest ad breve tempus, et sine assumptione alterius habitus, ad dormientium, verbi gratia, ad balneum sumendum, vel natandum, vel ob alia similis causas. Secundum vero proprie significat relinquere religiosum habitum ad induenium alium. Quod fieri potest, vel ad vivendum diu aut perpetuo in alio habitu assumpto, et illud est proprie renuntiare habitum; vel solum ad breve tempus, et illa dicitur mutatio habitus, quamvis hec vox generalior sit. Potest etiam mutatio esse vel in habitum secularem, vel in alium habitum religiosum.

4. Prima assertio de demissione habitus pecuniosa gravior. — Probatur. — Confirmatio prima. — Confirmatio secunda. — Dico ergo primo teneri religiosum sub mortali pecatooo retinere, id est, non mutare proprium religionis habitum. Hanc assertionem ut certam supponunt omnes Doctores, quos nunc omnino, quia infra, lib. 3, a principio, tractando de apostasia a religione, referendi sunt; nam unus modus et frequentior apostatandi est per desertionem habitus. Et sufficienter probatur ex cap. 2, Ne cleric. vel monach., in 6, ubi furtur excommunicatione ipso jure in quemlibet religiosum professum temere dimittentem religionis suae habitum; excommunicatione autem major supponit peccatum mortale. Confirmatur, nam clericus secularis tenetur sub mortali non deserere vel mutare clericalem habitum, ut constat ex toto titulo de Vita et homestate clericorum; ergo idem dicendum est de religiosis, nam quoad hoc equiparantur in iure. Unde confirmatur per argumentum ab speciali, ex cap. Deus qui, de Vita et honest. cleric., ubi Innocentius III concedit quibusdam monachis et religiosis diversorum ordinum, ut in unum honestum habitum se conforment, ut possint melius uniri, vel scandaum auferre ad Evangelium predicandum; ergo supponitur in illo textu non posse religiosos, per se locundo, licite mutare habitum. Optime hoc confirmat c. Clerici, 2, de Vit. et honest. cleric., ibi: Pontifices autem in publico et in Ecclesia superindumentis insigni omnes ulintur, nisi monachi fuerint, quos oportet ferre habitum monachalem, ubi clare supponitur hec obligatio; imo etiam ex illo tempore recte probatur teneri religiosum ad deferendum habitum suum patentem, cum non permittatur etiam per Episcopalia indumenta occultari. Quae etiam est ibi communis opinio, quam expresso quoque docuit Navarrus, in consiliis de Regularibus infra citandas.

5. Ex jure naturali, supposito voto, nasci habere obligacionem videtur. — Non esse hanc causam sufficientem sumpserim per se solam. — Sed difficulitas est, unde nascatur hec gravis obligatio non deserendi habitum, seu quo jure hoc preceptum introductum sit; et imprimit dici potest esse de jure naturali, supposito tali voto, et statu, et institutione ac fine talis habitus. Nam, ut num. 2 diximus, hic habitus non solum datar ad humanum usum, sed tanquam insigne proprie professionis. Eo autem ipso quo quis assumit aliquod munus vel statum cum perpetua obligacione sustinendi illud, consequenter obligatur ad non deponendum proprium signum publice institutum et datum ad talem professionem significandum, nam illa est virtualis quedam defferio ab illa obligatione. Quo ratio manifeste convincit, quando habitus deponentur animo retrocedendii ab statu; nam tunc plane commitmentur apostasia vitium, quod, supposito voto, contra legem divinam et naturalem est, ut significatur in Concilio Carthaginensi IV, cap. ult., habetur in c. 1, 27, q. 1, et idem habetur in cap. De viudis, et cap. Viduas, cum aliis, cad. caus., et 9, cap. 2, 20, q. 3, ex Concil. Tolet. VI, c. 6; tunc autem precise agimus de sola depositione habitus. Posset autem intelligi aliquem velle retainere statum, et servare substantialia ejus, non autem uti tali habitu, quod posset facilis in monialibus contingere. Ergo non satis est obligatio ad statum, nisi addatur specialis obligatio ad deferendum in habitu proprium signum talis status. Ad hoc vero dicit posset, quamvis hae duo speculative (ut sic dicam) sint separabilia, practice in tali materia non posse separari, quia vel religiosus dimittit habitum relinquendo etiam monasterium, seques ab obedientia suorum Praetoriorum subtrahendo, vel sub illa manens. Priori modo retrocedit ab statu in quo perseverare tenetur, et est apostata, ut infra citato lib. 3 videbimus; posteriori autem modo impossibile moraliter est ut habitum mutare permittatur. Qua ratio probat quidem optime, quando mutatio habitus
diuturna est, et quando per modum status assumitur; tamen etiam de illa non probat in universum, sed ut in plurimum. Nam in religione militari, verbi gratia, potest aliquid nunquam deferre habitum, dissimulantibus et conniventiis Praetatis, vel forte ignorantibus; et in monasterio monialium niam relaxato possit aliqua deponere velum, et seculares modo ornari, in ceteris servando integritatem sui status. In quibus casibus si id contingat, non desinit religiosus peccare mortaliter propter negligentiam vel ignorantiam Praetatorum non adhibitionem coactionem; et praeterea hoc peccatum non solum committitur in stabili mutatione habitus, sed etiam in causae fit ad breve tempus, ut ex dict. cap. 2, Ne clericis vel monach., in 6, sentit Navarrus, cons. unico de Apostatis, n. 6; et tamen ratio facta in eo casu non procedit.

6. Completa causa predicta gravis obligationis traditur.—Necessarium ergo est ut, praeter rationem naturalem et necessariam connexionem moralis cum statu et obedientia Praetatorum, sit aliqua positiva lex, quae directe obliget ad reiudandum habitum religiosum, quam semel quis professus est. Aliquo qui non crite se gravis malitia in contraria dimissione, sed solum ex adjunctis, vel per accidentes, ratione scabre. Dico ergo habere religiosos positivum ius peccatum, quo ipso obligatetur. Proper difficultatem autem in num. 3 positam, addendum est hoc ius peccatum non tantum in speciali regulae, quam supponi (cum proportione) ad omnem regulam. Est enim hoc tamquam generale quodam jus status religiosi, ut unusquisque in sua vocatione, et consequenter in proprium habitum suum vocansionis perenneat. Quod jus, quattuor extenditur ultra id quod mere naturale est, potest dici non scriptum, id est, communi consensu et traditione omnium religionum receptum. Potest etiam dici jus communes canonica, quia in decresis supra citatis, auctoritate Pontificium et Conciliorum generalium confirmatum est.

7. Responsio Cajetani quod primam dubii partem.—Sed quare etiam restat ad dimissio vel mutationis habitus sempersit peccatum mortale. Quod dubitari potest primo ex modo peccki, secundo ex parte materie. Quod primum, Cajetanus, in Summ., verb. Clericorum poecicta, significat religiosum non peccare mortaliter, nisi temere dimitatur suum habitum; num indo probat quasi a fortiori clericum non peccare mortaliter dimitto suum, nisi te-}

meme id faciat; quid autem sit temere dimittere, explicavit idem Cajetanus, 2. 2, q. 53, art. 3, dicens, tementatem esse inordinantem ex contemptu; et infra dicit esse speciem praecipitationis contemptum addentem. Et in illo rigore dicit esse interpretandos canones imponentes poenas temere delinquentiis, aludens inter alia ad c. 2, Ne cleric. vel monach., in 6, ubi excommunicatur monachus temere dimittens habitum. Ergo jungendo omnia, sentit non esse peccatum mortale dimittere habitum, nisi fiat ex contemptu.

8. Rejicitur Cajetanus.—Vera resolutio.—Quod si hae doctrina vera est, non magis obligatur sub mortali religioso ad non dimittendum habitum, quam ad non transgrediendum quamcumque regulam; quaeque enim transgressio est mortalis, si fiat ex contemptu, et non alia. Hoc autem repugnat his, quae hactenus diximus, et communi modo sentiendi et loquendi Doctorum; censeunt enim multum majorem esse obligationem ad non dimittendum habitum, quam ad alias particularis observantias regularis. Quocirca, licet temeraria dimissio in illo rigore explicata a Cajetano necessaria forte sit ad incurrandam censuram, sed in dict. c. 2, de qua re in proprio loco diximus, tom. 5, in 3 p., disp. 23, sect. 4, tamen ad peccandum mortaliter non est necessarius contemptus, sed ex parte modi peccandi sufficit quaelibet libertas, qua ad alia peccka mortalia satis est, sive sit mista cum ignorantia culpabili, sive cum passione et prae affecto vagandi per aliquod tempus, fornicandi, percutiendi aliquem, etc., qui esse potest sine proprio contemptu. Ratio est, quia hae materia est gravis ex eo genere, et est stricte prohibita per sacros canones, non solum in dict. cap. 2, sed etiam in antiquioribus, et communis traditio et consensus declarat illam rigorose et potissimum legem prohibitum; ergo, ut transgressio ejus sit peccatum mortale, non est necessarius formalis contemptus, sed sufficit virtualis inclusus in libera voluntate faciendi actum legi contrarium. Et hae est communis sententia Doctorum etiam explicantium illam particularis temere, in dict. cap. 2; dicunt enim temere dimittere, quoties sine causa rationabili dimittitur, ut notavit Sylvester, verb. Excommunication, 9, numero quingentesimo primo.

9. Exspectatur posterior pars dubii.—Quod secundam partem, certum videtur posse hoc peccatum esse aliquando veniale ex parte materie, quod aperte sentit Sylvester, verb. Ex-
CAP. V. UTRUM TENEATUR RELIGIOSUS NON DIMITTERE SUUM HABITUM.

precipue est observandum, ne religiosus habitus sit ex parte minuatur, ut ex religioso cogno- sci non possit an talis persona religiosas sit, nec ne; jam enim illa materia erit semper sufficiens ad peccatum mortale; quia in ea consumma- tur transgressio legis, et quoad materiam, et quoad finem ejus. Quin potius, licet quis exuendo exteriori externum habitus, retinet internum, et superinduet secularem habitum ne religiosus appareat, ratione materia nor exsuscipit gravem culpam; quia illa pars cum illius circumscriptionis est satis gravis materia, et quia religiosus tenet exteriori habitum suum retinere, ut colligitur ex cap. Deus qui, de Vit. et honest. cler., et seniunti ibi glosa, Joan. Audr., Antun., et Panormit., Navarr., consil. 76, de Regularibus, in nova impressione. Sivi vero pars habitus, quae retinet, externus apparit, et est proprium signum talis status, non pecchabit quis saltem graviter contra prohibitionem dimittendis habitum; quia revera non dimitit neque occultat proprium status. Unde, si assumpt pariter alias habitus, quae proprium non occultat, peccare quidem poterit contra decontinentem religiosam, vel contra canones prohibitens clerics vel monachis laicem vel indecetem vestitum, non tamen contra obligationem non dimit- tendi habitum. Dixi autem, si sit sufficiens signum proprii status, quia non satis est quod sit signum religiosi status in communi, quia religiosus tenet deferre peculiare habitum suas religionis, ut Navarrus supra notat, et sufficiens probatur rationibus adductis.

12. Quomodo item nihil proprii habitus mutando, sed alium superinduendo. — Quaeri autem hic potest an occultatio habitus nihil de proprio exuendo, sed alium superinduendo, sit mutatio sufficiens ad pecatum mortale. Sed hoc dubium tractavi latius in 8 tomo terrae partis, in loco citato, in num. 8, et mihi semper videtur ex vi materiae non esse illam mutationem de qua loquuntur iura, quia revera non est dimissio habitus; neque etiam intrinsecus esse mendacium, vel quia occultare veritatem non semper est mendacium, vel quia vestis assumpta non est principaliter ad significandum, sed ad alium usum, propter quom accipit potest sine mendacio, etiamsi alii decipi permittantur. Praeterea, licet illa sit ficta simulatio, quando sine rationabili causa fit, nihilominus non videtur ex objecto mendacium ita perniciosum, ut sit pecatum mortale; judicandum ergo erit ex fine, nam si id fiat ex intentione mortalit, erit mortal,
et multo magis si fiat animo apostatandi, vel fugiendi a religione; quia illa intentio et est mortalis, et multum proportionata illi actioni. Idemque timendum est si fiat animo libere vagandi per multum tempus, quia illa est virtualis depositio religiosi habitus.


14. Instans contra proxime dicta dilutur. — Dices, hoc ad summum habere locum quando necessitas praeoccupat hominem, non vero quando homo se ingerit actioni vel itineri habeat necessitatem illam, vel periculum an- nexum. Respondeo, in priori casu de necessitate praeoccupante, semper hoc procedere, etiamsi contingat occasio illam ex antecedente peccato oriri, quia illud est per accidentem, et hic et nunc judicandum est de humana necessitate prout jam in re existit. In posteriori autem casu de se ingerente, pensanda est necessitas vel utilitas aggregiendi opus vel iter quod sine mutatione habitus religiosi commode fieri non potest; nam si illa fuerit sufficiens, non est relinquendum opus propter illam circumstantiam, ut recte sensit Navarr., consil. 70, de Regularibus, in secunda impres- sione, addens judicium de legitima causa in hoc negotio relinquiri arbitrio boni viri, cum non sit juris determinatum, argument. cap. De causis, § 4, de Officio deleg., et l. 1, ff. de Jure deliberandi. At vero, quando ratio aggregiendi opus est iniqua, vel non necessaria, tune, licet fieri non possit sine periculo vitae vel infamiae absque mutatione habitus, nulla est excusatio, sed dupliciter in eo facto peccatur, primo in intentione justa malitiam ejus, deinde in medio assumpto ad excusandum periculum non immeminent, nec necessarium, sed voluntaria assumptum.

15. Secundo, potest carere omni peccato ex dispensatione. — Alia quoque ratione potest fieri licta haec mutation habitus per justam dispensationem. Cum enim haec observantia non sit de substantia status religiosi, certum est admittisse dispensationem ex justa causa, quae etiam relinquitur arbitrio prudenter dispensatoris. Non requiritur vero tanta, ut per se sufficiat excusare, quia illa non esset dispensatio, sed interpretatio. Neque etiam est necessaria ingenue et extraordinaria causa, quales ad dispensationem in ipso statu religiosi, vel in substantialibus eis necessariae est, quia minor effectus minorum causam requirit. Et eadem proportione, quo mutatio futura fuerit major vel diuturnior, eo majorum causam postulat; ut si datur dispensatio ad totam vitam, sed solum ad tempus studii, vel ad agendum negotium, aut iter. Et similiter plus requiritur ut mutetur habitus monachalis in laicalem quam in clericalem, et plus ut in clericalem quam in alium monachalem, quia magis receditur a lege, seu regula.

et ex jure communis); ergo et in delatione habitus, quia ejusdem sunt obligationis, ut patet cap. seq. Atque ita sentire videtur, et hae duo separare Navar., dict. cons. 70, n. 8 et 9. nihilominus teneo solum Papam posi, hanc dispensationem concedere, proprii legendo. Quod ita declaro, nam alius est dare licentiam ad opus quod sine mutatione habitus commode exerceri non potest, alius vero dispensare per se et directe in gestatione habitus. Primum facere potest Praetatus, et facit quod vit, et illa loquitur Navarr., ut constat ex casu quem tractat. Illa vero non est dispensatio in hac obligatione, sed facultas ad aede- dam opus religiosum, quae non est necessaria ad opus propter dispensationem, sed propter subordinationem et obedientiam religiosam; posita autem illa facultate ad opus, altera obligatio si cessat ratione occurrence causae, junta supra dicta in num. 13 et 14. Proprie autem dispensatio esset, quando opus, ad quod datur facultas, sine periculo vitae, vel iuris, vel alicuius scando, potest exerceri in proprio habitu religioso, et daretur specialis licentia ad non defерendam habitum illo tempore; et hoc modo nec posse Praetatum dare hanc dispensationem. Hancque differentiam constitut inter Pontificem et Praetatum. Ratio se movens est, quia hyster dispensatio non tam est in regula quam in jure communem, ut ex dictis num. 6 constat, et potestas ad illam concedendam nullibi inventur data Praetatis; neque etiam continetur in generali facultate quam habent dispensandi in jure communem, quia illa solum extenditur ad res quae ordinari et frequentor occurrent, et ad dispensationes morales necessarias ad ordinarii vivendi modum; hae autem dispensatio non est hujusmodi, sed est ad extraordinaria, et nullius exorbitans, ideoque suprema Pontificis potestatem militi postulare videtur, quavis hoc in terminis disputatum non insinuaverit. Atque hane etiam differentiam considero inter existentiam extra clausum, et mutationem habitus, quod illa est frequentor necessaria, et habet ordinarias causas, hae vero minime, et ideo prior censetur concessa Praetatu in generali potestate, non autem posterior. Item est alia ratio optima, quia facultas existendi extra clausum quasi per se et directe pertinent ad jurisdictionem Praetati, ut posse illi suo subdito, ali ille indiguerit, vel ei praebuerit ministerium extra clausura, quando opportunum judicaverit; mutatio vero habi- tius per se non spectat ad executionem ob- dentiae religiosae. Non ergo est similis ratio, neque illa duo equiparantur, nisi quando ex facultate ad aliquid opus necessaria est utra- que circumstantia. In quo etiam est differen- tiea, quia circumstantia loci moratoris est per se intenta, et intrinsecus postulatur in ipsu facultate; alia vero est omnino per accidentes, sequiturque ex causa extrinsecis, et ideo non est etsi directe intenta.

17. Instantia contra datum resolutionem.— Dicitur. — Dices: interdum religiosus, ha- bens facultatem a Praebato ad aliquid iter vel ministerium agendum, dublat un expedit vel licet mutare habitum, et sua auctoritate non audet, et de licentia Praetati sequitur facit; ergo signum est posse Praetatum directe et per se hanc licentiam dare. Respondeo, illam mag- gis esse authenticam interpretationem quam dispensationem; nam in rigore illud dubium posset determinari per prudens arbitrium, considerata causa; si vero potest fieri recur- sus ad superiorem, merito fit, quia ad illum ex officio spectat declarare al lex obliget in caso dubio, et sua auctoritate adiungit practi- cam certitudinem. Quod si quis ilam vocet dispensationem, non contendo de voce, quia solum loquimur, quando constat obligationem non dimittendi habitum non cessare ob extrinsecas causas, et per se tollitur a superiore; et hoc dicimus pertinere ad solum Pontificem. Unde infero, regulariter ac moraliter loquent, per solam licentiam Praetati non posse di- mitter habitum pro tota vita, nec pro tempore diuturno, et quasi stabilis modo, sed solum occasione alienus actionis, et pro tempore quo durat; quod secus est de dispensatione Ponti- fices, ut per se constat. Et ideo dico, regula- riter loquendo; quia si religiosisum mittatur a Praebato in predicandum Evangelium, ubi non potest sine periculo facere nisi mutando habitum, etiam poterit longo tempore, et per totam vitam in licentia uti, quia est conse- quens ad predictum ministerium, quod tota illo tempore sancte exercetur.

18. Assertio seconda: Religiosum ecceo se aboque animo deserendi habitum, non esse pec- catum, scelusca regula vel extrinsecus circum- -stanstia. — Ostenditur assertio. — Sentire vi- detur Sylvester semper pecore religionum ecceo se aboque rationabilis causa. — Accedit arietis ex parte Navarrum. — Sustinetur ta- men assertio potest. — Hactenus a num. 4 dixi- mus de dimission et mutatione habitus; nunc de spoliation breviter dicendum est, nihil do illae esse statutum jure communem, quia cap. 2,
LIB. I DE OBLIGATIONIBUS RELIGIOSORUM, ETC.

Ne cleric. vel monach., in 6, non loquitur de spoliatione, ut in § tom., tertia parte, num. 8 allato, dixi. Et omnia alia jura magis loquuntur de mutatione habitus, cum qua status relinquuit, quam de spoliatione, ut supra nотavi. Unde ex vi juris communis hoc prohibetur non esse; neque etiam ex natura rei, aut ratione voti, seu status religiosi. Consulenda ergo est religiosa regula, tanta enim erit lucem obligationis, quanta in illa fuerit imposita. Unde nisi ex aliis circumstantiis lucem transgressio fiat culpabilis, vel mortale pecatum, non est talis, nisi juxta regulam obligationem. Ait tamen Sylvester, verb. Namcommunicatio, 9, num. 52, nunquam dimitti (etiam hoc modo) a religioso professo sine rationabili causa absque peccato: Quia aedoe (inquit) est annexus ossibus monachorum, quod in quocumque loco consistentes, sine in lecto quiescentis, constantur co uti debent; citat cap. Vidua, 20, quest. 4, ubi concilium Toletanum X, loquens de virginibus sacris quae religionem prolatentur, ait: Tunc accepta a Sacerdote, vel ministro, apsilis religiosis professione veste, esse in lectulo quiescens, sine in quocumque loco consistent, constantur ea utatur. Et Concilium Carthaginense IV, cap. 41, dicit: Sanctimonialis virgo cum ad consecrationem suo Episcopo offeritur, in talibus vestibus applicetur, qualibet sequer ura est, professioni et sanctimonie aptis; habetur in cap. Sanctimonialis, 23 dicto. Imo indicat præterea Sylvester hoc pecatum esse mortale, si ex rationabili causa non fiat, ut si ex lascivia (inquit) et illicita sensibilitate dormiendo quietius in hospitio extra monasterium. Et Navarrus, in consil. de Apostatis, significat religiosum, qui spoliatur habitu ad liberius fornicandum, peccare mortaliter, non solum contra temperamentam, sed etiam exuenendo habitum, quamvis apostata non sit. Nihiilominus ex vi juris communis certum existimo non esse in hoc obligationem sub peccato mortali, quia neque in citatia decretis sunt verba quae indicent rigorosum preceptum. Nam in cap. Vidua solum dicitur, constantur ea utatur; in alio vero, qualibet sequer ura est, quae non sunt verba rigorose preceptiva, ut per se constat; nec communis usus et consuetudine ita sunt interpretata. Nec dicti auctores oppositi sentiunt; nam Sylvester expresse dicit, licet monachi debantem sequerurum habitu uti, tamen hoc debuit esse honestatis, non necessitatis. Et in hanc sententiam refert Archidiaconum, et Joan. Andream; solum ergo volunt ex circumstantiis extrinseca possu illud pecatum esse mortale. Unde in predicto casu intemperantis religiosi non erit, per se loquendo, duplex malitia mortalis in illo actu, una fornicationis, alia spoliationis habitus, nisi fortasse ex speciali regula talis prohibito cum eo rigore facuta sit; semper enim jura specialia excipimus, quem consuendum et observanda sunt. Alia de decentia, quam religiosa in vestibus servare debent, legi possunt apud Navarr., Comment. 4, de Regul., numero vigesimo septimo, ubi late expedit Clemen. 4, de Consist., de qua aliqua dicemus in cap. undecimo.

CAPUT VI.

UTRUM RELIGIOSI AD CLAUSURAM SERVANDAM NON EGREDIENDI CLAUSTRUM PROPRIO ET RIGOROSO PRECEPTO TENGANTUR.

Circa clausuram major est et specialis monialium obligationi, et ideo que in generi dicemus, de viris præcipue intelligenda sunt; postea in cap. 8 et 9, quod feminis fuerit particularis addendum. Postet autem religiosa clausura in duas partes distribuit: una est observatio clausati, non egrediendi extra illud; alia est ejsudem clausati observatio, non admitting personas extraneas seculares vel laicas intra illud.

4. Argumentum pro sententia neg.— Prima pars argumenti urgeatur. — Circa priorem partem clausurae in hoc capite propositae, quae est an habeant religiosi specialis preceptum non egrediendi extra clausum sine legittima facultate, et consequenter an talis essursum ex suo genere sit pecatum mortale. Ratio dubitandi est, quia hec obligation non oritur ex voto, nec ex precepto ecclesiastico; ergo ad summum oritur ex regula; ergo non est major quam sit communis obligation regulum; non est ergo, ut se loquendo, et ex genere suo, peccatum mortale. Prima pars antecedens probatur, quia religiosa directe non volet clausuram, quia ordinariae solum vovent tria substantialia vovent; neque etiam indirecte in his continetur clausura, nisi in quantum in virtute obedientiæ preci potest; ergo, donec ita præcipiatur per regulam vel Praetatum, non est talis obligation ex vi votii. Neque obstat quod aliqui dicuntur profitteri expresse hoc modo: Promitio Deo, et Sanctis ejus, et vobis, Domino Abbati, me perpetuam continentiam servaturum in hac domo, vel monasterio, ut ex Speculatore refert Navar. 
CAP. VI. UTRUM RELIGIOSI AD

statim citandum, tum quia illud speciale est, et
et nulli non constat in qua religionis servetur;
utum etiam quia intentio illorum verborum
et non pro timere nuncupex ex unum si
etiam non de permanentia in clausuro, ut sic, sed in
ordine ad abstinendum a functionibus ecclesiasticis loquuntur, quando verbis utuntur
praeceptivis, ut patebit unum vel aliud attingendo.
Primum est c. Placuit; secundum, 16,
q. 1, ubi Eugenius Papa nuntiavit: Placuit communis
excurse Concilium, ut nullus monachorum pro
in terra re gloriae monasteriorum exire nefandissimo
ausu. Et infra: Sit clausuro suo
status; quia sicut quis sine quaerere vitat,
ae monasterio monachus. Unde Bernardus,
serm. 1 de S. Andrea, monasterii
compacti stagnis a quibus piscis non habent
fringitur facultatem. In quibus verbis priores,
quae majorem regorem continent, non sunt
abruptae, sed cum illis limitationibus, pro in-terre terrena, et nefandissimo ausu, ex quibus
status non simpliciter prohiberi exitum, sed
aliamque finem, vel ad actions vel ministri-um monachis prohibita, qua ibi statim recensentur
juxta illius temporis consuetudinem. Posteriora autem verbis non continunte
praecepta, sed monitionem et recordationem pro-
principis status, ut patet etiam ex subjunctis verbis: Sicut itaque solitarius, et tacet, quia
ex mortuis est, Deus autem vivit. Quomodo
etiam dicit Concilium Nicenum, in c. Placuit,
eodem quod: Placuit omnibus residenti-
is in sancta Nicene Synodo, ut monachis
census accretus et vita sequenda etymologia
vestitus et omnibus discrepet (monachus enim
esse, latina singularis dictor), unde monas-
chus per omnia singulariter agere oportet. Per
ces verbis sui status illum admonet; et postea
absumunt praeceptum in his decretis (quo
praeculis habendum est) intentionem; agunt
num de monachis antiquis, qui ex vi status
etiam non erat sacerdotes, neque ad ministeria ec-
clasticia ordinabantur, sed ad vitam separa-
tem et contemplativum agendum; directe ergo
prohibentur exire ad illa ministeria circa pc-
pulum prædica, non vero novum præcep-
tum circa eorum status em imponitur. Isto,
in dict. c. Placuit, 1, in fine, aperte supponi-
tur monachos posse exire seu peregrinari, nam
dictur ut non sepelliant nisi monachum in
monasterio secum commorantem, eti fortuito
quemquam adventitium fratum ibi mori
contigerit. Per illam vero comparationem pis-
cis declarator utilitas vel necessitas clauspri
vi status, non ex speciali præcepto canoni-
co. Aliud decretum est in cap. Monachi, 2,
eaedem quas., sed constat manifeste ibi non
exitum, sed ecclesiasticum ministerium egre-
dienti prohiberi, et praeterea addi, sine imperio
Abbatis. Idem potest respondi ad c. Juxta,
et c. Qui verum, ibid.

3. Probantur consequentiae argumenti n. 1
illata. — Consequentia autem in num. 1 illata
probantur a sufficienli partium enumeratione,
quae non est aliud principium unde posset
oriri hic obligatio, nisi regula, quae quoan
hanc observantium non furtur majori rigore,
nec verbis magis indicantibus præceptum,
quam in alio, ut videre licet in Regula Aug-
stini, cap. 10, alias 29; quod hanc partem
solum dicitur: Qui habet aliquo undi necessi-
satem, cum quibus Praepositus jusserit, ire
debitat. Dixerat enim in capite precedenti, et
in c. 16, alias 8, ut nunquam soli incendat,
duo vel tres simul; hic autem subjunxit,
socium debere a praelato designari; unde a
tortori supponere videtur, potius quam dispou-
nere, ut petatur liceat a Praeposito, si quo
eundum est: hae autem regulae non plus
obligant quam religique. Basilium autem in sua
regula nullum peculare præceptum de hac
re posuit; solum, in reg. 35, ex fusoribus,
indicat utilitatem magnam manendi intra
clausura. Et in c. 8 Consit. monast., mon-
net graviter religiosos ut in assignato sibi ad
habitantum loco fortiter et quiete permaneant,
et non facile luc illuque discurrat. Subdit
vero statim: Negque vero tamen propterea per-
petuo est tanguam in custodia permanendum,
se quandocumque et res possit, et conscientia
non reprehendit, liber est fidemterque produne-
dum, ita tamen ut in prodendoe modus tena-
tur, et prava omnia suspicio evitatur. In regula
autem Carmelitarum (quae creditur esse Bas-
sii), capite sexto, dicitur: Maneant singuli
in cellulis suis, vel juvta eas die ac nocte in
lege Domini mediantes, etc. Ex quibus a for-
tiori sequitur oblagatio manendi in claustru.
Sed illa regula non plus obligat quam alii,
et certum est minus obligare quam præcep-
tum non eexuui extra clausrum; gravius
enum peccaret religiosus Carmelita extra
LIB. I. DE OBLIGATIONIBUS RELIGIOSORUM, ETC.

clastrum sine licentia exiens, quam extra cellam. In regula etiam D. Benedicti nihil expressum de hac re invenitur, nam, licet cap. vigesimo novo supponatur esse grave delictum egredi monasterium, tamen sermo ibi est de egressu per apostasiam, vel fugam, quod longe diversum est. In cap. autem 51, prohibet comedere extra monasterium sine imperio Abbatis, de exitu autem nihili dicit. Neque etiam S. Franciscus in sua regula; solum enim de volentibus ire ad infideles, disponit in c. ult., ut non eant sine licentia Ministri Provincialis. Denique in Regula S. Pachomii, c. 36, 47 et 72, prohibetur exitus sine licentia, sicut prohibetur etiam locutio, aut deambulatio in monasterio, vel aliud simile. Non apparat ergo unde in hac re sit rigorosa precepti obligatio.

4. Primum præmissum in hac questione certum. — Secundum præmissum. — Tertium præmissum. — Ut separamus certa ab incertis, supponendum est exitum in monasterio animi apostatandi, vel fugiendi ab obedientia Prelatorum, esse insinuus malum, suppositurus professione, et ex genere suo peccatum mortale, quia directe repugnat obligatione que ex professione nascitur. De qua re infra, in lib. 3, a c. 1, ubi de mutatione religiosi status, dictur sumus; hic enim non agimus de permanentia in statu, et recessu illi contrario, sed de permanentia in loco materiali monasterii, ut sic dicam, et hanc vocamus clausura, cui opponitur egressio tantum localis extra septa totius monasterii. Secundo, certum est hanc clausuram non esse ita preceptam monachis seu religiosis, ut nulla ratione gris licet extra clausuram exire; nam de licentia legittimi Prelatii exire licet, ut supponunt monches regulas religiosarum, et jus commune non repugnat, communique consuetudo confirmat. Certum est etiam clausuratis communi et ordinaria potestate posses dare hanc licentiam, nisi ubi aliquod jus proprium alicujus religiosis ostenderet. Tertio, suppono esse in religiosis aliquam obligationem non ex eundi et clausuro sine licentia Prelati, hoc enim etiam constat ex regulis et ex usu. Intelligencem est autem de religiosis infra Prelatum, nam ipse Prelatus sibi poterit facere facultatem, ut per se constat, quamvis in modo possit excedere, ut infra attingam. Loquimur etiam de religiosis qui profiteantur vitam communem seu conobiiticam, prot prouc sunt in Ecclesia; nam si status religiosus consideretur ut fuit in Apostolis, vel prout esse potest in vita solitaria vel privata, non postulat necessario hanc observantiam. Duo ergo alia videntur posses dubitari. Unum est, qualsit obligatio religiosi non exundi extra clausuram sine licentia; alium est, an hanc licentiam dari possit a Prelato per modum ordinariae facultatis, vel solum per modum dispensationis.

5. Datur obligatio ad clausuram. — Circum primum, videtur sane dicendum hanc obligationem ex genere suo non esse tantum ex simplici ordinatione regulae obligantis ad pœnam, et non ad culpam, sed esse in conscientia, et in rigore proprii precepti obligantis juxta materiam capacitatem; ita scilicet Navarrus supra, qui non parum laborat in inveniendo hoc precepto, et tandem illud praecipe reducit ad consuetudinem et usum omnium religionum. Quamvis enim hanc observatia a principio incipserit ex directione regulae, postea vero usuo videtur recepta tanquam res gravis, et intrinsecus necessaria ad custodiam et convenientem disciplinam illius status. Nonnihil etiam potuerunt conficere Conciliorum et Pontificum decreter ad introductionem hujus precepti, maxime illud Concilii Chalcedon., c. 4, quod refertur in d. c. Qui eorum, ibi: In locis, in quibus se semel Deo dedicateurus, permanentes; et subditur infra: Preterea siemero vero hanc decrevissem extra communionem esse, ne nomen Domini blasphemat. Et alud Alexandrii II., in d. c. 2: Iuxta Chalcedonensis tenorem optimi Concilii monachis quamvis religiosis ad normam S. Benedicti intra clausuram morari prohibimus, vicos, castella, civitates peragrare prohibemus. Quamvis enim verum sit hanc el similia fausse precepta ad illum finem, ut non usurparet ecclesiastica ministeria, tamen ei occasione videtur eis precepta aliqua permissa in clausuro, vel saltem ipsi usui in eis sensu est illa lex recepta. Et eodem modo licet illa loquatur de solis monachis, et secundum antiquam institutionem, que ad actione erga proximos non ordinaturus, nihilominus quod hanc partem videtur ab omnibus religiosis recepta, nam in omnibus dtlicium in conscientia existimatur, clausuram frangere predicto modo. Unde Innocentius III in c. Quando, de Offic. ord., de omnibus locuons, inquit: Ad audientiam nostram no veris perennis, quod monachi, canonicis, et alii regulares tua provincia, cum debera potius in clausuro iuxta regularia instituti dicinis obsequi vigilate, clausuram attor
CAP. VI. UTRUM RELIGIOSI AD CLASURAM SERVANDAM, ETC.

reales per curias principum discurrent, etc. Et similis habentur in Clem. 1, § Quia vero, de Statu monach., in quibus juribus directe quidem non præcipient clausura, sed prohibetur divagatio et discursus ad curias principum, maxime sine licentia Prelatorem, et usurpando bona religiosa; supp connexion tamen regularum obligationem ad clausuram servandam. Hujus autem rei fundamentum magis explicabitur declarando graduem culpae qua in transgressione hujus obligationis committit potest.

6. Hec obligatio per se est gravis. — Casus nonnulli certi gravitatis hujus materiae. — Dico ergo secundo: hæc obligatio ex genere sui talis est, ut contra illam possit mortaliter pecari, ex eo solum quod materia in illo genere gravis sit. Hæc asserio sequitur ex precedentibus, nam hæc lex vel traditio obligat in conscientia, et per specialem voluntatem legislatoris non limitatur solum ut obliget sub ve- niali; uti enim est hæc limitatio? Nuncupem enim presumitur, nisi explicetur. Cum autem in pressenti hæc obligatio, ut est in conscientia, maxime nitatur ant legibus canonici, aut consuetudine, deberet per illas explicari, quod non int quae in decretis citatis, nec per consuetudinem; ergo relinquitur hæc obligatio in ordinario et quasi naturali modo obligationis legis humanae; conditio autem hujus legis est, ut obliget quantum potest justa capacitatem materiae, et consequenter ut in materiae gravissime obliget sub mortaliter; ergo talis est praenex obligatio. Materia autem gravissima respectu hujus obligationis potest variis exemplis explicari. Primum, si quis absque licentia clausuram egregiat, ut extra illud ei et quasi stabilis modo vivat, etsi non habet animum nunquam revertendi, vel omnino relinquenti religione; nam talis fuga, ex communis sensu omni religiosorum, gravissime transgressio est; imo, ergo existimo id non fieri sine culpa apostasie, quando intenditur mora multum diuturna, de quo infra, in lib. 3, suo loco diecim. Multi autem, inter quos videtur esse Cajetanum et Navarrem, existimant non esse apostasiam, nisi sit cum animo non revertendi, et nihilominus pro certo habent esse grave peccatum mortale, quod tamen est in materia clausurae. Imo idem censendum est de quacumque propria fuga, qua occulta sit, aut quasi violenter, invitro Prelato, ad vagandum aliquo tempore, etiam si nec tempus sit multum diuturnum, neque vagatio sit ad peccandum mortaliter; et a posteriori signum hujus gravitatis est scanda-
Insecio Praelato; nam, si discensus sit diuturnus quoad moram, privatrum quodammodo Praelatu potestate imperandi, in materia gravi, qua ratione fuga serva, qui tenetur esse sub potestate domini, ex suo genere gravis culpa est; religious autem, quoad hoc, suo modo equiparatur servo, ut tomo precedentii dictum est. Si autem discursio sit ad modicum tempus quoad quantitatem, grave autem quoad qualitatem, ut sic dicam,quia nimimum est tempus requirens magorem custodiam et permanesionem sub potestate Praelati, ea ratione etiam tollitur Praelato subjecto seu debito illi in materia gravi; ut si filia furium discedat a domo paterna, quasi tempore nocturno, nam, licet alias in individuo fingamus non pecceare mortaliter neque ex intentione, neque ex periculo, ex injuria quam facit domui paterna, et fidelitati illi debita, graviter peccabit; non est autem minus religiosa casitas et decentia servanda. Et juxta hanc ponderationem explicata lice obligatio videri potest non mere positiva, sed naturalis et divina, supposula professione religiosa in tali statu, pertinentisque vel ad justitiam legalem respectu totius communis, vel reduci etiam ad volupt obediendie respectu Praelati; nam hoc votum (quod est notandum) non tantum obligat ad actum obedientium, quando actu praecipitur, sed etiam ad persistendum quasi in proxima subjectione ut mandari quis possit, quam ex natura rei secum affert obedientiam, etiamsi distincte non praecipitur. Unde furtiva discursus a clausuro sic considerata non tantum esse peccaminosa graviora ob materiam egressum a terminis localibus clausuri, quam ob subtractionem a subjectione et potestate Praelati, que cum illa conjuncta est. Sic ergo satis probabiliter explicitur radix hujus obligationis. Quod si aliquibus nihilominus videatur non omnino demonstrari obligationem mere naturalem, negari salem non poterit, et ostendere sufficientem gravitatem in illa materia ad gravem etiam obligationem legi positiue, et convenientissime impositam esse religiosis hanc obligationem, sive per legem canonicam scriptam, sive per consequentiam et quasi traditionem.

9. Dico tertio: nihilominus exire de clausuro sine licentia Praelati non est adeo grave peccatum, quin in individuo possit esse veniale ex levitate materia. Et quidem assertionem ipsum, quantum ad levitatem culpae, expresse docet Nav., dict. Comm. 4, num. 38. Sed videtur amplius velle, nimimum hoc peccatum per se tantum esse veniale, licet, per accidentis, ex scandalo vel nocendo posit fieri mortale. Ratio ejus est, quia, licet jus commune conferetur, non tam id facit addendo vii praecipiti, sed vi generalis statuti, ita quod non fiat de observantia praecipitum, sed de observantia regulis particularis observantiae legis generalis. Cumus rationis vin et sensem non satis percipio, quia vel intendit canones ecclesiasticos nullam huic regulae addidisse obligationem, sed solum facies ut quae erat regulae particularis unius vel alterius religionis, esset universalis omnium; et hoc repugnat his quae hactenus diximus, et veris canonum, quae praecipita sunt, et multo magis consuetudini, quam ipse non negat praetam quem si id verum esset, neque ad peccatum veniale per se obligaret talis prohibito, quia simplicius regulae generalis sumpta non obligat in conscientia, nisi inducat veram rationem legis. Vel intelligsit jus commune addidisse vii statuti generalis obligatius in conscientia cum limitatione ad veniale ex intentione canonum seu auctororum eorum, et interrogo unde constet de hac intentione, cum verba praecipita absoluit sint.

10. Contrarium placitum auctoris. — Probatur. — Dico ergo peccatum hoc non esse veniale ex limitata voluntate legislatoris, sed posse fieri veniale ex levitate materia, quia erit, ut opinor, si duo religiosi per commenem januam sine licentia exant consueto modo, paulo post reversuri; scelus enim mortale intentione in tali exitu, et scelus speciali praecetto alicujus religionis, si forte sit, per et ex viiasus, hoc non est peccatum mortale; quia et prudenti existimatione ut tale apprehendit communi consuetudine; neque illa est tractatio notabilis a subjectione Praelati, nec potest dicit fugae a monasterio, vel alicui simile. Quamvis ergo ille sit grauis defectus intra latitudinem disciplinarum, et excussi non possit a culpa venia, quia aliquo modo etiam clausuram et custodiem religiosam, tamen non possumus illud ut peccatum mortale damnare, quia in illo genere non continent gravem deordinationem. Possumus id confirmare exemplo servi supra adducto; nam, licet fugiendo graviter pecet (quod gratia exempli suppono), si tamen ad horam se subtrahat, ut proprius vacet voluntari, etiam cum aliquo incommodo domini, non peccabit plus quam venialiter ob materiam levitatem; ita ergo in presenti. Denique cujuscumque fere legis transgressio potest esse
CAP. VI. UTRUM RELIGIOSI AD

CLASURAM SERVANDAM, ETC. 39

venialis ex levitate materie; ergo etiam huc, quia nulla est specialis ratio, quae obstet.  
11. Declaratur et swadetur ascetorum. — Tan-
dem dicendum est, non obstante hac obligatione, possit interdum exitum hunc extra
clastrum fieri licite sine licentia ex justa
causa. Non loquimur de exitu vel apostatismo, 
vem simpliciter fugitivo a tota religioni, et om-
nia Praefatus ejus; ad hunc enim nulla pot-
estesse justa causa; est enim inextricabilis
mala, utpote voto contrarium et ideo honestari non potest, ut infra suo loco videbimus. 
Loquimur ergo de exitu, qui licitus esset, si de licentia fieret. Hic ergo praeassertim ad breve
tempus interdum esse potest necessarissimum ex
charitate proximi ad defendendum illum, vel 
jam moriendi per absolutionem subveniendum, 
vel quod simile et tunc licet petenda sit li-
centia, si quidem possit, si tamen instet necessitas, licentiam exire ad opus charitatis
necessary. Verum est in his et similibus casu-
bus intervenire presumptum, suet tacitam licen-
tiam, qui in his rebus sufficit, ut in super-
rioribus dictum est. Potest igitur accedere ut
peitis licentia negeretur, et tunc oriri videtur
perplexitas quaedam; verum tamen usitata re-
gula sequenda est, ut, si res fuerit dubia, reli-
giuous sequatur judicium Praefatus, et suam lo-
cere observet; et autem de necessitate pro-
unciationi ac proinde de obligatione charitatis cer-
tum sit, et Praeptus procedat vel ex falsa prae-
sumptione, vel ex prave affectu, et res possit
ieri sine scandalibus, et infamia religionis, tunc
nullam committetur peccatum in tali egresso;
interdum cadere poterit sub obligatione, 
quamvis tot requirantur circumstanciis ut vix
causa sit moralis, nisi in exitu quasi momentaneo, qui moraliter quasi pro nilo reputau-
tur. Ite autem occurrerent quoslibet, an hic
exitus ad longum iter agendum possit aliquan-
dum esse licitum animo eundum ad superem
Praefatum pretexitus propriae defensionis; sed
huc dicem commodius infra, cit. lib. 3, 
tactando de apostasia religiosisorum. 

12. Sententia Naccari. — Prima pars vera
revelatio. — Per hoc satis videtur explicata
hac obligatione, et satisfactum rationibus du-
hibantibus in principio n. 1 positis. Superest ta-
men declarandum quibus licentia necessaria
sit, ut hic exitus licete fiat. Navarrus enim su-
per seinit licentiam hanc esse necessariam pro
modum dispensationis, et consequenter non
posse dari licite nisi ex justa causa, necve
subdiam liberari a violatione clausurae per
licentiam sine rationabilib causae obtentam, si-
out supra dicebamus de usu paupertatis. Sed
distinguendum censeo inter rigorosam pra-
cepti obligationem, quae hic confessum esse ex
jure communi, vel naturali, et inter observan-
tiam regulum. Priori modo acceso, per licen-
tiam Praefatus sine fraude et vi ab illo obten-
tum semper excussari a culpa mortali clausurae
violationem, etiam si licentia imprudenter et
sine ullo causa detur; imo (quod gravius est),
etiam si Praefatus per suam regulam sit prohib-
itus eam dare. Probatur, quia talis exitus
non est apostasia, neque fuga, neque etiam
furtiva egressio; quia nec fit indeo Praefato,
nee extra obedientiam iuss; seclusus autem
illis tribus capitibus, et seclusis isque sunt
per accidens, scilicet scandalum, contemptum,
etc., non apparat in hac re materia gratias
culps ex vi solius clausurae. Confirmatur, et
declaratur ratio a priori, quia licentia Praefatu
in praeenti non est dispensatio in jure com-
munio, sed potius est quasi materia et conditio
ipsisium praecpti, quia huc lex non prohibet
exitum simpliciter, sed exitum sine licentia.
Neque talis lex ex sua speciali ratione postulat
ut licentia prudenter detur, sed huc supponit
et officio Praefato; neque imponit subdito onus
hoc examinandi, id enim neque ex lege cons-
tat, neque ex consuetudine, nec multum ra-
tionis consonat. Praeassert quia finis hujus
prohibitions, ut dixi, magis est ut religiosus
non discedit a Praefato, quam ut non discedit
a loco; quotiescumque autem discedit sub vol-
untate Praefati, non discedit a Praefato, etiam
si Praeptus talem voluntatem immotis habat.

13. Instantia. — Responsio. — Dices hoc
discursi probari religiosum nec venialiter
peccare utendo tali facultate; quod videtur
plane falsum, cum id irrationabile sit. Sequela
vero patet, quia nullo modo violat legem clau-
surae quantum ad materiam ejus, ut explicata
est. Responsio concedendo sequelam ex vi il-
lius legis clausurae; ut si quis habet praecep-
tum non comedendi sine licentia, et petat ac
obstatem illam, et comedat sine ullo necessi-
tate propter solam voluptatem, nihil peccabit
contra dictum praeceptum, quia in nullo vio-
latium materiam ejus, licet peccet contra tem-
perantium, intempestivo vel sine causa comed-
dendo; sicut non violat legem jejunii, qui de
cibus non prohibitis nimium comedid tempore
permissu, licet alias intemperatos sit. Ita ergo
in presenti casu nihil peccat religiosus con-
tra communi jus clausurae, licet peccare pos-
sit vel petendo licentiam, qui juste dari non
potest, vel otiose tempus contunderet, vel malum exemplum davo, vel alio simili modo; qua peccata frequenter erunt venalia, mortale vero vel nunquam, vel rarissime, nisi intendo exuendi sit ad peccandum mortaliiter, vel cum aliquo gravi scandalo, que omnis accidentia sunt. Hae vero intelligenda sunt de ordinario egresso ad breve tempus, vel ad aliquod iter agendum. Nam si loquamur de facultate ad habitandum extra monasterium, hae dari non potest nisi per modicum dispensationis ex causa legitima; quia quod hoc prohibito est absoluta, ut consuetudo ipsa declarat, ut infra tractando de mutationibus religiosorum latius dicemus.

14. Ilatum de egressu ipsius superioris. — Ex quibus inferro, Prelatum, qui in tali loco non habet superioriorem, exuendo sine justa causa, non habet clausuram, liceat alias fortasse pecct. Probatur, quia non exit sine licentia; quam enim potest aliis dare, potest etiam sibi sumere; vel certe lex illa, que in suam materiam includit licentiam Prelati, loquitur solum ad subditos, relinquens Prelatum in libertate quam habet ex vi sui munere; nec imponit illi speciem obligationem, ut illa irrationabiliter non utatur, quia de hoc nihil loquitur, sed relinquit naturali obligationi. In quo ultimo puncto oppositum sentit Navarrus supra, n. 32, non tamen dicit peccare mortaliter, sed forte venaliter, ex illo principio: Patro legem quam ipso tuleris. Cum autem nos dixerimus ex vi legis clausurae etiam subditos non peccare egrediam sine causa, dummodo non sine licentia, potius sequitur ex illo principi, Prelatum etiam non peccare propter transgressionem illius legis, liceet fortasse aliiusque id non faciat sine peccto.

15. Secunda pars resolutionis. — Exempla juris seu regula variorum religionum. — At vero, loquendo ex vi regule, non possimus doctrinam generalsem tradere nisi sub conditione proportionata uinculique regule. Nam si aliqua regula obligat ad speciem clausuram prater communem haecemus explicatam, et directe prohibet vel Prelatis eam licentiam dare, nisi ex justa et necessaria dispensatione, vel subditis absolute interdiicet violationem ejus, tunc licentia data sine justa causa non reddet religiosum tutum in conscientia intra gradum obligations regule, id est, si regula obligat sub mortali, non excusabil illud; si ad veniale, similiter; si vero ad solam peccat, hae jam non est propri in conscientia, et idoe apud ipsum Prelatum, qui dedit facultatem, fortasse excusabit, non tamen apud superiorem Prelatum, si tam clara sit iniquitas licentiae, ut non possit subditum ignorantiam vel auctoritas Prelati excusare. Ratio est, quia tunc non sufficit simplex licentia, sed dispensatio necessaria est, ut supponitur, ex vi regul; illa vero dispensatio sine causa rationabili non tantum est iniqua, sed etiam nulla, quia est ab inferiori in lege superioris; regula enim est superior Prelato, et ab altiori jurisdictione seu potestate. Exemplum hujus rei est, quod Navarrus supra adducit de clausura Carthusianorum, qui per statuta prohibentur egredi clausurn sine licentia Prioris Generalis, nisi in raris casibus in eorum constitutionibus numeratis. Et simile fere exemplum est in religioni Camaldulensi. Et omnes pene religiones monachales majorem clausuram ex vi sua regule profinunt, quam Mendicantes, quia non profinuntur mendicitatum, aut ministeria que sine egressa a claustrum commodo fieri non possunt. Et eter ipsas monachales que dam observant strictior clausuram; imo intra eadem religionem quendam monasteria ex peculiari constitutione vel consuetudine strictior clausuram, ut in religioni S. Benedicti, Cassinense monasterium in Italia, et Montis Serrati in Hispania; et inter Canonicos regulares illustris conchohium S. Crucis in hac urbe Comibrices, et sic de aliis monasteriis, in quibus gradus et modus obligationis juxta propriae uniussisque constitutiones attendendo sunt; multum etiam consuetudo consideranda, nam in his rebus magnam vim habet, ut Navarrus averdit.

CAPUT VII.

AN RIGOROSO ETIAM PRÆCEPTO TENEBANT RELIGIOSI AD CLAUSURAM NON ADMITTENDO EXTERNOS.

1. Jus commune ingressum externorum in monasteria non vetat. — Ha decentia tamen, et ob vitandum scandalum, si speciale jus non datur, quoeque sine arcend? — Superest decendum de altera parte hujus clausurae, que est, ut seculares vel externi non permittant in gredi monasteria religiosorum. De qua re nihil invenio generali legem canonica statutum in corpore juris, neque quod vivorum, neque quod seminorum ingressum in talia monasteria. Extra jus vero est quidam Motus pro-
CAP. VII. AN RIGOROSO ETIAM PRECEPTO TENEANTUR RELIGIOSI, ETC.

Prius Pii V, et alii Gregorii XIII, de quibus statim dicemus. Prius ergo suppennendum est in hoc servandas esse regulas vel constituti
ones singularum religionum, in quibus si nihil sit pertinens ad prohi-bitionem lovius ingressus viorum vel feminarum, nulla quidem erit circa hoc specialis obligatio positiva, sed sola naturalis, qua nasci potest vel ex decen-
tia religiosa, vel ex necessaria cura vitandi scandalum, tam ilud quod secularis religiosis dare possant, quam etiam illud quod a re-
ligiosis possunt iudem secularum capere, etiam sepe sine culpa illorum, ut eleganter prosee-
quitur Basilii, in Consist. monast., cap. 7: Quod negescit est (dixit Ambrosius, licet aliqui agens in Offic., cap. 20) dare secularibus ob-
tricandi locum? Quocirca ex vi sui muneri tenentur Prelati, etiamsi peculiaris regulas nihil inungat, convenientem uniuscujaque statui in hac parte cautione adhibere, ut in se facile personas secularas intrum产业集群, et praepi-que ad eus interoia loca in-
gredi permit-tantur; quia quies a strepitu saecularium separata religiosis animis maxime necessaria est, testatur Bernardo, epist. 78. Quod quem magis necessarium est his qui vitam pare contemplativam profitentur, quam his qui miscent activam; quibus nihilominus debita etiam moderatio necessaria est, ne et a secularibus contemnentur, et ad secularia sinia eorum familiaritate trahantur. Cum debita tamen moderatione et prudencia id seque fuit prohibitum, ut patet ex Basilio supra, ubi in fine capitatis sit, etiam ad mensam posse admissi, si pia, prudentes et bene affecti sint. Et reg. 312 et 313, ex breviriibvs, et reg. 29 ex fusionibus, id supponit, cum de-
clarat quomodo hospites, vel alii, qui ad nos visitandos veniant, recipiendi et tractandi sint. Et D. Ambrosio dicto lib. Officior., cap. 29, significavit, si secularis indigent nostra ope et ministerio, potius expedire ut illi ad nos veniant, quam nos ad ipsos. Hoc tamen non sedem modo de feminis ac de viris accipien-
dum est; nam circa illas multo major cautio est abhinda, ne regulariter in monasteria religiosis ingressi permit-tantur, proper periculum et scandalum. De qua re multa sumi possent ex Basilio, cap. 4 Consist. monas-
t., et ex Ambrosio supra.

2. Ubis specialis regula non admissendi exter-
tem datur, tria in ea sunt attendenda. —

Primum. — Secundum. — Si autem specialis consti-tutio religionis preceipit hanc clausu-
ram, prohibendo ingressum secularium, tria
in illa consideranda sunt. Primum, de quibus personis loquatur; nam frequentius prohibebit tantum ingressum feminarum; si autem aliqua ex parte ad viros etiam extendatur, servanda est. Intelligetur autem extendi, quo-
ties de secularibus in communi, vel per verba masculini generis loquitur, nam haec verba comprehendunt utrumque sernum, licet non e converso, maxime ubi dispositio eamdem rationem habet in feminis ac in viris, ne dum quando habet majorem, ut in praesenti. Se-
cundo, est considerandum de quibus locis fiat prohibitio, nam ordinariae non fit de ecclesia, etiam pro feminis. Carthusiani autem dicuntur habere hanc prohibitio, unde etiam solent jannam ecclesiae habere intra septa seus muros totius monasterii; in aliis vero reli-
gionibus solet prohiberi feminis ingressus intra totum clausrum, non vero in ecclesi-
iam; et solet dubitari quid nomine ecclesiab tunc intelligatur. Videtur autem vox illa ex-
ponenda juxta cap. Si civitas, de Sent. ex-
com., in 6, seciliet, ut comprehendat sacris-
tiam, et capellas illi continguenas, ad quas per ipsamnet ecclesias patet immediatus ingressus, nam omnia illa censeuntur partes ejusdem ecclesiae; loca vero magis disjuncta, et claus-
rum ipsum, etiamsi per ecclesiam ad illud immediate intrari possit, omnino ad ecclesi-
am non pertinent, nec ejus appellatione ven-
ire possunt. In nonnullis vero religionibus, ex vi suarum constitutionum permittitor fe-
minis ingressus, etiam a clausrum inferius, vel semper, vel quibnasdum certis diebus, et occasione aliquarum solemnitatum; et in eis quid nomine clausri intelligatur, et ubi ter-
minetur, ita ut ultra progradi non liceat, ex uniuscujaque loci siti, forma, consuetudine, et praepiue ex Prelatorum declamatione, que esse debet intentioni constitutionum, et custodiis religiosae conformis, sumendum est. Pro viris autem nunquam videtur esse gene-
ralis prohibitio ingredienti intra clausra, quamvis major vel minor ingressus pro va-
riatric religionem permittatur, in quo una-
queque consulat suas leges, nihil enim certius dicere possimus.

3. Tertium. — Tertio,expendenda est ratio et modus obligationis, nam haec etiam, cum non sit de jure communi, non est eadem in omnibus, et ideo verba etiam et consuetudino declarabunt gradum obligationis. Est autem in hoc considerandum obligationem hanc di-
recte cadere posse in ipso religiosos, vel Prae-
latos eorum, quia constitutio religionis non
LIB. I. DE OBLIGATIONIBUS RELIGIOSORUM, ETC.

potest secularis obligare, et ideo si per illam tantum hic ingressus est prohibitus, peccabunt quidem religiosi admittendo, vel permitting ingressum, unusquisque pro ratione sui sinneris; seculars autem ipsi non peccabant ingrediendo, nisi vel quia inducunt alios ad pecandum, aut cooperando peccato eorum, vel quia per vim aut furtive ingrediuntur, quod videtur esse contra justitiam, et in tali materia erit contra religionem, propter sanctitatem loci. Præter hoc vero per induita Pontificia solent religiones habere potestatem directe imponendi hanc prohibitionem ipsas securitibus, etiam sub censuris ipso facto incurrentis. Et propter hanc obligationem emanantur a Sede Apostolica varia privilegia, per quæ nonnullis feminis illustris conceditur, ut possint ingredi monasteria virorum, quocomque modo talis ingressus prohibitus sit.


illegis se peccantes incurrant poenas illicis positas, anto omnem sententiam.

5. Pro primo dubio usum pronuntiatur.— Alterius pronuntiatur.— Ad primum dicendum videtur primo non extendi prohibitum ad mulieres, que hujusmodi facultates nuncu quam habuerunt. Probatur, quia in textu expressit restringi prohibendo mulieribus praedictas facultates et licentiae pretendendiuis. Et Gregorius XIII ait: Inhibentes eisdem quisillas obtinuern. Quae verba restricta sunt, et ideo extendi non debent, tum quia lex penalis est, tum quia esset contra proprietatem illorum. Neque obstat si quis obiectat similitudinem rationis, tum quia hæ extensio per similitudinem non admitteretur in legis, praesertim penalibus, in quibus ratio eis voluntater legislatoris non operatur; tum etiam quia facile negari poest similitudo rationis,quia ha personæ solent esse nobiliores et potenteriores, et propter usum fortasse ingrediendi difficillius possint contineri per solam revocationem privilegiorum, nisi adderetur prohibito. Secundo dicitur, ex vi verborum non comprehendit omnes mulieres etiam habentes tale privilegium; nam, licet prius dictatur, mulieribus eusscumque status, gradus, ordinis, conditionis, et eusscumque dignitatis, ac praeminentia prædicta, statim additur, etiam comitissis, marchionissis, ducissis. Unde videntur hi gradus assignari tantum supraemum renum feminarum, que i bi comprehenduntur; ergo ilia, que superiores fuerint, ut reginae et filiae eorum, imperatrixes et eorum filiae, non comprehenduntur. Quæ interpretatio juxta tenorem decreti Pii V videtur juridica; tamen, juxta tenorem Gregorii, qui sic habet: Quietatis, etiam comitis, marchionissis, ducis, ac alii eusscumque status et conditionis mulieribus, non videtur procedere; nam particula et alii, etc., non videtur posita ad diesemendum, sed ad ascendentum ut patet ex progressu præcedentium verborum. Nihilominus eisdem personis loquitur uteque Pontifex; neque est verisimile Gregorium in specie nominasse illos gradus personarum, et reginas, etc., sub generali clausula comprehendisse; maxime quia paulo inferioris, ubi reges et reginas comprehendere voluit, nominavit. Denique hic a fortiori locum habet regula juris, sub generali clausula non comprehendit, que specialissimam rationem habent, que procedit evidentius, quando in clausula generali additur specificatio inferioris notae.

6. Objectio ex Gregorio XIII et declaratione
Cardinalium. — Responso. — Contra hoc vero obici solut declaratio ejusdem Gregorii XIII et Congregationis Cardinalium, quam moderni referunt. Cum enim religio Minimorum in suis constitutionibus habeat concessionem, ut mulieres de stirpe regia et fundatricies suorum monasteriorum, volentes cum decepti comitatu ingredi suas domos, tolerari possint, consuluerunt Patres illius ordinis Summum Pontificem, an illi concessioni per predictas constitutiones derogatorem sit. Responditque Pontifex ex sententia Congregationis non esse derogatorem quoad reginas vel fundatrices dumtaxat. Quae declaratio confirmat ex parte data tam expositionem, sciocet, quoad reginas, et extendit illam quoad fundatrices, sive hoc extensio denuo concessa sit ab ipso Summo Pontifice, sive juxta commune jus data; nam illae personae tam peculiares habent rationem, ut non debuerint sub generali prohibitiione comprehendi, tum quia quas Patroni est valide privilegiatum in iure; tum etiam quia fundatrices sunt quasi dominae suorum monasteriorum, et idoneo non debuerunt eadem generalitate qua extraneae ab illis exclusi, nam quoddam ingratiudinis genus esse videbatur. Quod alia vero repugnat nobis illa declaratio; quia, propter reginas, in quibus imperatrix sine dubio comprehendetur, sunt aliae majoris dignitatis quam sint ducissa; ut utile regnum, vel etiam neptes, quae vulgari sermone Infantas, vel Princessas (si primogenetia sint) appellari solent. Ad quod respondemus, potuisse Pontificem suam mentem ita exposuisse, nam sepe Pontifices in his declarationibus aliquid de novo addunt suae potestate, et si de illa declaratione satis constet, illi standum erit. Mibi tamen non constat illam fruisse universaliter; fortasse enim pro illa religioni, propter speciales observantiam ejus, voluit Pontifex regulam illam ita coactare. Est enim alius valde considerandum in illa declaratione, quod nimium extendit dictam revocationem Pontificem ad regulas ipsas, vel constitutiones religiosorum; quod sane non videbatur ita dicendum ex vi et tenore ipsorum indultorum; quia (ut in principio dixi) prohibito ingrediendi hac monasteria fit per constitutiones religionum approbatisPontificibus, et facultates ingrediendi dantur supposita prohibitione. Pius autem V volum revocavit facultates ac licentias ingrediendi monasteria quibuscumque feminis concessas, quae facultates supponunt prohibitionem, ut dixi; ergo si ipsamet constitutio religionis non prohibet ingressum, nulla est facultas ad illum necessaria, nec videtur proprie dici facultas concessa feminis ipsamet constitutio permittens illarum ingressum. Sed hoc difficulitas attingit dubium secundumpropositum.

7. Secundum dubium, an illi Motus proprii vetat absolut ingressum feminarum in monasteria virorum.—Arquitur pro parte affermante, ex declaratione Cardinalium.—Item ab absurdo.—Auctoris resolutio.—Excluditur a latum absurdom.—Erat igitur secunda dubitatio, quam in distinct. 22, de Cens. sect. 6, a num. 11, tractavi, an per has constitutiones prohibebatur absolutie hic ingressus mulieribus, ita ut quamvis nec per constitutiones alieijus religionis, nec per consuetudinem esset prohibitus, ex vi harum legum prohibebatur. Nam ex declaratione proxime citata videtur sequi factam esse prohibitionem absolutam, cum censeatur revocata positiva permissionis, qua per constitutiones Minimorum fiebat, excepit solis casibus specialibus, quos has constitutiones non comprehendunt. Item, quia alias nullus fere esset fructus illarum constitutionum, qua tanto consilio et verborum ponderatione factum sunt. Nihilominus dicendum imprimis est, ibi non prohiberi ingressum simplicitor omnibus feminis. Probatur, quia ostensum est constitutionibus illas non loqui cum omnibus, sed cum habentibus tales facultates. Et hinc fit conjectura, etiam illis non imponi speciallem prohibitionem absolutam, quia quoad hoc non est in eis specialis ratio, nec debent esse pejoris conditionis. Solum ergo prohibentur ne predictis facultatibus uti tentent, et virtute illarum ingredi, quasi contemnentem Pontificiam revocationem. Quod indicavit Pius V in illis verbis: Prohibentes mulieribus predictas facultates et licentias praestenditibus, ne monasteria ingredi audeant, etc., utique fundate in dicta pretensione. Quod evidentius declarant verba Gregorii: Inhibentes eadem, qui illas obtinuerunt, ne ipsarum licentiarum praestant, etc. Nec propter hoc finunt inutilis illas constitutiones, quia finem earum non videtur finisse addere novam eius historicam monasteria virorum, propter eam ad quam singula ex suis institutis tenentur, sed conservare illa in sua integritate et indemnitate contra importunitates feminarum potentium, et de suis privilegiis confidentium.

8. Ad declarationem predictam Cardinalium multiplex responso.—Ad illam autem declarationem imprimiti dico me non vidisse illam, et ideo de illius sensu non mihi satis constare;
fortasse enim (ut num. 6 dicebam) fuit solum pro tali religione per modum extensionis, et forte ad petitionem ejus. Dici etiam potest in illa religione prohibitum esse ingressum feminarum ex vi regulae; exceptionem autem in ea factam reputari licentiam tali jure concessam talibus feminis ad ingrediendum, et ideo censeri revocatum per has constitutiones, non tamen esse additam speciali prohibitionem praedictis feminis, sed relicta esse ut comprehendantur in prohibitio regulae; et ideo solum pecere contra hanc constitutionem, et ejus censuram incurrere, si praetexta permissionis regulae ingredi velint. Unde, si ali modo per vim vel fraudem ingreditur, licet fortasse gravius peccet, non incurrat hanc censuram, quia hae non imponit pro quocumque delicto in tali ingressu, sed pro speciali contumacia contra hanc leget.

9. *Instantia ex Navarro expeditorius.* —Refert tamen Navarrus, Comment. 4, de Regularib., num. 62, Pium V declarasse mentem suamuisse comprehendere omnes feminas, etiam alia ratione quam virtute praedictarum facultatum ingredientes, imo etiam omnes carentes talibus facultatibus, et ita servari in Pretorio Poenitentiaria. Quae declaratio (si revera fuit) non pura videtur declaratio, sed extensio; et ideo donec sit sufficienter promulgata (ad quod sola relatio Navarri non satis est), non obligat. Preseritum cum in eisdem constitutionibus dictatur: *Postquam harum notitiam habuerint.* Hujus autem declarationis non habetur sufficienti notitia, quas per se ad obligandum requiritur; et ideo ubi non sit alio sufficienti modo promulgata, vel consuetudine recepsta, non existimo obligare, nisi secundum simplicem tenorem dictarum constitutionum. Et hoc etiam per argumentum ab speciali confirmat alia declaratio data, ab eodem Pio V, ordini Minorum in particulari, quam referat Emmanuel Rodriguez, 4 tom. Quaestionum regularium, quest. 48, art. 3, de qua per indulta authentica eadem religioni constituiri, et ita receptione est. In ea vero facta est eadem extensio ad omnes feminas, et ad quemcumque ingressum sine pretexitu facultatum; aliunde vero facta est limitatio, et facultas concessa ingrediendi clausura monasteriorum causa divinorum officiorum, processionum, concionum, funerum, seu suffragiorum pro defunctis, ut ibi latius videri potest. Quae declaratio quod hanc secundam partem non est pura interpretationi, ut per se notum videtur, sed fuit concessio vel additio quaedam; idem ergo est de priori parte. Et utraque peculiariter directa fuit ad illam religionem, quapropter non teuntur aliae religiones priorem extensionem, que rigorem afferit, admittere, nisi eis nathen tice constet mentem Pontificis suisse de omnibus loci. Posteriori autem concessione sine scrupulo omnes uti possunt, vel quia quod illam partem est favor ampliandus, et quasi privilegium, in quo est communicatio; vel certe, quia si priorem rigorem non recipiunt, ec ipso sunt eis omnia illa permissa, quia non sunt prohibita; si autem prohibitionem ut communem omnibus admitiant, cum suis exceptionibus possunt illam recipere, et non aliter. Ceterum, quamvis unjusta praedictas constitutiones Gregorii XIV et Pii V, veram sentiam traditam doctrinam, silicet, feminas ingredientes alia monasteria virorum diversa ad monasteris Minorum, non pretexitu facultatum, etc., non comprehendi, vel subjici posse praedictarum constitutionum, nec religiosas illas admettentes, sicut jam docueram tom. 3 in tertiam partem, disput. 32, sect. 6, num. 11; nihilominus, postquam hae scripseras, ad meam notitiam devenit alius Motus proprius Pii V, editus anno 1570, die Julii 16; qui incipit, *Romanum Pontificem*, ubi eisdem poenitentiae quascumque feminas virorum monasteria ingredientes, ac religiosas illas ingrediente permittentes, etiam sine ullo pretexitu facultatum ingrediantur et admissantur. Quid Motum proprium ad verbum referat Consuetudinum in privilegiis ordinum Mendicantium inter litteras Apostolicas, fol. 179. Quapropter nulius jam superest dubitandi locus, ponens priorum constitutionum per hanc ultimam ad omnes feminas virorum monasteria ingredientes, et ad religiosas illas ingrediente permittentes, suisse extendas.

10. *De tertio et quarto dubio in num. 4 postposit.* —De tertio dubio eadem est proportionalis ratio in monasteriorum virorum et monialium, et idee in cap. 10 simul explicabilitur. In quarto autem dubio, certum est censuras suspensionis et excommunicationis statim incurri ante omnem sententiam, quia verba sunt expressa, et in censuris sine ulla dubitatione hoc operantur. Ex illis autem censuras suspensioni, que a solo Pio V furtur, non habet clausulas reservationes; Gregorius vero, qui excommunicationem addidit, cum dicat: *Sub eadem excommunicatione,* videtur plane eam reservare, quia tales erat excommunicatione qua precessaret; quomodo autem per privilegia tolli possit, supra declaratum est, et iterum
CAP. VIII. DE CLAUSURA MONIALIUM QUOD NON EGREDIENDUM, ETC.

inferius lib. 2, a cap. 20. Quoad alias vero poenas, probabile est necessarium esse sententiam declaratoriam ad incurreadas illas, juxta communiolem doctrinam in materia de legibus.

CAPUT VIII.

DE CLAUSURA MONIALIUM QUOD NON EGREDIENDUM ET MONASTERIO.

1. Discutitur et resolvitur clausura haec monialium. — Superest ut explicemus ea, quae speciali sunt monialibus circa clausuram, tam quod egressum quam iuxta ingressum, quae sine dubiou strictior est. Loquor autem de monialibus proprie, ut nunc omittam alias, quas in tractatu sequenti, lib. 1, cap. 4, in fine, commemorabo. Primo ergo circa egressum, in hoc cap. inquirendum est, an et unde tenantur moniales, sub gravii obligationes ad culpam, ad servandam clausuram non egressi et suis monasteriis. Constat enim imprima non esse de intrinseca necessitate status religiosi in feminis specialis clausura, vel proprio voto promissa, vel per jus positivum imposita, tum quia ostensum est, tomo superiorti, et infra etiam dictetur in num. 11, olim sacras virgines solitas saepe fuisset in propriis domibus religionem profiteri; et proterea est ostensum in codem tomo, tria voa substantiaali sufficere ad statum religiosum, et ratione ibi factae de utroque sexo probant; non est ergo simpliciter necessarium quantum vo- tum clausurae. Neque atiam ualla extrinseca lex determinata est de intrinseca ratione talis status, quia licet potestas praepiciendi sit de ratione illius, quatenus respondet subjectione, quae fit per votum obedientiae, determinata lex vel preceptum humanum pendet ex prudencia et arbitrio; et ideo nullum determinatum dicie potest esse de substantia talis status. Denique sine tali legi vel votum potest servari castitas, et regulis religiosa, vel modus viven- di secondum consilia Evangelica; ergo non sunt simpliciter necessaria adalem statum. Non potest tamen dubitari quin haec clausura convenientissima sit ad statum religiosum femininarum, praepiciue quando ilium profitaentur in communi, seu conventualis vita, ut nunc est in usu Ecclesiae, qui veritatem hanc satis confirmanet, et ex naturali conditione et fragilitate

sexus feminie, id est per se manifestum, et patebit amplius ex dicendis.

2. Primum illatum ex proxime dictis. — Atque hiunc colligimus potuisse Ecclesiam ita institucre religiosum statum feminarum, ut prohibuerit illum profiteri in proprius domibus, sed tantum in sacris domiciliis et monasteriis ad hoc per ipsam Ecclesiam deputat'et approbat. Quia, licet hoc non sit absolute de substantia, liberum est Ecclesia non admittere professionem, nisi cum haec circumstantia, ut substantia religiosa melius servetur. Et ita fecisset saltem quod ordinarium et frequentiorem modum hujus status, constat ex usu Ecclesiae, quem antiquissimum esse constat ex Concilio Carthaginensi III, can. 33. Et licet nunc etiam non sit de substantia professionis, ut professio in monasterio seu intra claustra fiat, argumento dicti cap. Insinuante, tamen certum est de ratione ejus in talibus religionibus esse, ut professio in ordine et cum obligatione ad illum modum vivendi fiat. In eo tamen modo vivendi in communi potest adiuc esse latitudine in modo et obligatione servandae clausuram.

3. Secundum illatum. — Unde ulterius po- test etiam Ecclesia non admittere aliquam feminam ad religiosam professionem, nisi simul voceat, vel se obliget ad non exequendum et monasterio in quo stabilitatem profitaetur, sine legitima Ecclesiae dispensatione; quia, licet hoc ex natura rei non sit de substantia illius status, tamen est ita conjunctum cum illo, et necessarium ad decentiam ejus, ut possit Ecclesia merito non acceptare pactum professionis sine illa conditione. Dices: ergo possit Ecclesia prohibere ne feminae in privatis domibus vovenat statum continetionis, quin etiam se obligent ad aliquam clausuram, quia haec videtur moraler repugnare cum illo modo vivendi, et ideo posse Ecclesiam prohibere ne in illo fiat simile votum. Responsa- tur non esse simul de professione religiosa et de voto simplici; nam per professionem constituitur virgo in publico et solemni statu Ecclesiae, et est peculiari modo membro ecclesiasticis sui status, cujus institutio et regim- men speciali ratione est sub providentia Prae- latorum Ecclesiae; per votum autem simplux continentis non constituitur status ecclesiasticus, sed est actio mere privata, quae non pendet etiam ex acceptatione Ecclesiae, sed inter Deum et solum hominem transitit; et ideo uniuscujusque consilio et arbitrio relinquitur, quamvis si votum illud sit aliquo

1 Cap. Insinuante, Qui cler. vel voven.; Concilium Illibertin., cap. 27.
modo publicum, ad providentiam Pastorum Ecclesiae pertinat nec proculare, ut decenter observetur; de qua re multa ex canonibus et Patribus antiquis in superioribus adduximus.

4. Tertium illatum de fundamento obligatoriae clausurae. — Tertio ex dictis colligitur, obligationem precisam ad servandam clausuram non egrediendi monasterium, dubos vel tribus tantum modis intelligi posse in sanctimoniali. Voco autem obligationem precisam, ut illam augeam supra ordinaria clausuram virorum, quia non includit in objecto seu materia illam conditionem, non exceindii sine facultate praetali aut Abbatissem, sed absolute non exceindii. Nam, licet haec negatio non excludat justam dispensationem, nihilominus multum differt dispensatio a simplici facultate, ut dixi in cap. 6, a num. 42, et ideo illa vocatur absoluta obligationi. Prima ergo radix hujus obligationis esse potest quartum votum monialis specialiter de hoc objecto emissum. Non est enim dubium quin haec esse possit conveniens materia voti, quatenus illa clausura ad divinum cultum ordinatur, et ad observantium castitatis, ac in universum ad spiritualem profectum multum conferre potest. Ubi ergo de tali voto constiterit, obligationi clara est, et materia ejus extendetur justa declarationem regulae, vel communes observantiam monasterii. Multumque refert seire an haec obligatio oriatur ex voto, vel aliunde, tum ad gravitatem ejus, tum ad modum dispensationis, ut infra dicam. Advertere etiam operet non esse necessarium ut hoc votum explicite fiat; satis est enim si fiat implicite, ut si ex regula vel ex ordinatione Ecclesiae jam constet hanc obligationem includi in ipsa professione, sicut in superioribus dicebam. Astra vota semper fieri in professione, quamvis sepe non exprimatur nisi obdivietiis votum; vel sicut votum castitatis fit in susceptione ordinis sacri.

5. Secundo potest haec obligationi oriri ex pacto, sen promissione mere humana facta monasterio, quod sub ea conditione vult recipere talem personam, et non aliena. Hac ergo conditione sine dubio est justa, et alienum contractus ille utrique libre fiat; ergo potest ex parte monasterii imponi illud gravamen; ergo si acceptetur, oritur obligatio servandii illud, quia pacta justa servanda sunt. Ut antem talis obligation insurget, operet ut ea condition in principio sufficienter proponatur, alias non erit voluntaria; intellegitur autem sufficienter proponi, si in regula continentur, ut professio ita fiat, vel consuetudine ita receptum sit; nam unusquisque intendit profferi secundum regulam, et probatam consuetudinem religionis. Ilic autem secundus modus moraliter a precedenti non separat, quia in professione non intelligitur fieri pactum mere humanum, cum de illo servando Deo fiat promissio; et quia eadem clausura non promittitur homini, nisi in quantum perficit ad cultum Dei, et ita Deo principalius promittitur. Atque hoc etiam redicitur omnis obligatione orta directe ex regula, si in illa tale praecipit continentur; quia tunc etiam illa obligatio oritur ex voto obdiviete. Totam ergo hanc obligationem ex voto seu ex professione appellamus.

6. Ultimus ergo hujus obligationis modus esse potest ex positio Ecclesiae praecepto supraaddito professione; et de hoc fuit aliquando controversia, an possit Summum Pontificem hoc praeceptum imponere monialis, quae per professionem ad clausuram se non obligaverunt. Videtur enim non posse, quia neque ex vi jurisdictionis ecclesiasticae, neque enim non se extendit ad opera consiliorum, inter quae sine dubio computanda est perpetua clausura; neque etiam ex vi voti obdiviete, quia, ut supra vidimus, solum potest ex vi illius praecipi secundum regulam; ergo ubi clausura non est de regulae, neque explicite promissa est, non potest imperari. Atque ita tenuit Oldrad., consil. 96, et propendet Felix, dicens ejus rationem esse equissimam, in cap. Ad nostram, de Appellat., num. 6. Erat autem ratio Oldrdi, quia frustra daretur aninus probationis ad experientias austeritatem regularis ante professionem, si post factam professionem possunt novae austeritates praecipi, quas novitiis nec expertus est, nec cogitavit. Didacum nihilominus, possit hoc praecipit imponi, non solum per Pontificem Summum, sed etiam per Praelatos religionis.

7. Probatur primo ex usu, quia ita factum est in cap. unico., de Statu regularium, in cap. num. 6, et aliis, quae infra referemus. Responderi posset, Pontificem per illam legem obligasse omnes feminas, quae post illam proficiere cetera religionis, quia per illam sufficienter est ipsis proposita conditio, cum qua recipierunt; non tamen obligasse jam tunc professas; sicut lex continentiae sacrorum clericoorum cum primum lata est, non obligavit jam ordinatos, sed ordinandos, ut supra vidimus. Hanc tamen evasionem excludit Pontificem, dicent, universas et singulas moniales, praen-
CAP. VIII. DE CLAUSURA MONIALIUM QUOD NON EGREDIENDUM, ETC.

tes atque futuras. Ubi glo, verb. Præsentari, difficultatem hujus praecipit expendit, et tandem resolvit, licet Summus Pontifex non possit fideles cogere ad statum perfectionis, tamen postquam illi voluntarie illum sumpserunt, posse illis obligare ad arctiorem et perfectiorum vitam. Quomodo loquitur etiam glossa, in c. Quod omnes, de Regulis juris, in 6, et in cap. Gesta, 74 d.; Innocentius in c. Super et, de Regul.; et idem videtur sentire Abb.; in c. Ad nostram, de Appellat., num. 4 et 5, ubi Felin.; Decius et ali codem fere modo loquentur. Sed hoc cum grano salis intelligendum est, quia non possunt religioso praecipri austeritates, que nullo modo ad regulam pertinent, ut in superioribus visum est tractando de obedientiis voto; sed praecipri possunt ea, que directe, vel indirecte, seu implicite, in talia statu vel regula continentur, qualia sunt omnia que, licet in regula non sint expressa, tamen secundum rectam prudentiæ rationem, vel ad decentiam talis status, vel ad puritatem ejus et ad observantium moralitatem sunt vel necessaria, vel certe convenientissima, ut late citato loco ex communi doctrina probatum est, et per se est manifestum; quia in omnia statu bene instituto est hujusmodi potestas in Praetato necessaria.

8. Unde utroque titulo supra insinuato potest Pontifex hoc præceperit ponere. Primo, ex situs jurisdictiónis, supposito statuo jam voluntarie assumpto; multa enim sunt que absolute non possent praecipri personis ecclesiasticis, nisi talem statum assumpserint; illo autem supposito, juste imperantur, et constat ex titulis de Vita et honesta. cleric.; et de Cohabit. cleric. et multierum, et Ne cleric. vel monachi, cum similibus. Et ratio est, nam qui assumit aliquid statum, virtute se obligat ad quæque expendi vel decent in tali statu, quorum determinatio nec semper est certa et sufficiens ex sola natura rei, nec relinquui debet uniuscunque arbitrio; ergo ad eum, qui praest in tali statu, ratione sui jurisdictiónis convenit posse ea praecipere, que ad conservationem et observantium talis status necessaria sunt. Sed in praestanti materia, clausura monialium est moraliæ necessaria ad puritatem status quem professe sunt, non solum proper observantium castitatis (quamvis hec forasse sit præcipua ratio), sed etiam ad tollenda multa impedimenta tendendi ad perfectionem, quod etiam Praetati jure suo facere possunt: ergo. Et hanc rationem insinuavit Bonifacius VIII, in dict. c. unic., dum ait, periculo et detestabilis quorumdam monialium status prævertere salubriti cupientes, etc., ubi statum monialium sine observantia clausura periculosum et detestabilem vocat; quod ex effectibus et abusu ibidem ostendit, et inde recte colligit, ad suam providentiam et jurisdictometown spectare huic incommodo provide re. Alius titulus, est obedientiæ votum, qui codem modo explicandus est, nam ratione ilius potest Praetatus præcipere austertatem, vel rigorem in regula non expresse conten tium, si ad observanda ea, que in regula continentur, et maxime si ad vota substantialia in sua integritate conservanda, sint moraliter necessaria, vel ita utilia, ut difficile possit religio aliter contineri: talis autem est clausura respectu monialium, ut dictum est. Atque hoc modo recte procedit doctrina Canonistarum supra adducta, quam ita explicuit Nav., Comment. 4 de Regularibus, num. 40 et sequentiibus; et insinuat Anton., tertia part., tit. 16, cap. 7, § 3; Sylvest., Religio, 7, quest. 16; Angel., verb. Religiosus, § 30.

9. Ad argumentum in num. 6. — Ad rationem ergo dubitandi responsum jam est, negamus enim assumptum. Unde clausura respectu monialium, etiam ante præceperum impositionum, non potest reputari ex illis bonis supererogationibus, quæ proprie dicuntur de consilio, sed est unum ex mediis adeo convenientibus ad finem illius status, ut sit apta materia praecipui positiva. Imo est tam consentaneum rationi naturali, ut Navarrus supra plures proponat conjecturas, quæ suadere videntur ex natura rei esse præceperum, supposita obliga tione status ex voto talium personarum, quæ licet non persuadeant, ut ipsæ fatetur, ostendunt saltem sufficieren esse aptam materiam humani præceperi. Ad rationem aetem Olidra di respondet Felinus, annum probationis non dari solum ad experientiam in specie tam religionem, sed proprio etiam aptitudinem sui ipsius ad religionem in genere; nam per professionem videtur religiosus se subjecere omni alterationi et dispositioni Superioris, de qua potest eo tempore unuisquisque cogitare, et ideo non potest dici deceptus. Sed hoc non recte dictum est, vel juxta limitationem supra dictam intelligendum est, licet dicta vera vix illam patiantur. Dico ergo annum probationis solum concedi propter experimentum illius religionis, in quo facienda est professio. Sic autem diximus potestate Praetati extendi ad ea, quæ virtute vel indirecte continentur in regula, ita qui per annum prou-
tionis experitum talcum regulam, virtute experitum omnia que continetur in illa; experitum (inquantum) vel saltam usiimae preparatione et de-liberatione; intelligent enim per illud experimentum fore per professionem subjiciendum.

10. Expedientiur nonnulla dubia circa prae-sens caput. — Querendum vero superest an hae obligatio insit de facto omnibus ac solis monialibus, et ex quo principio ex dictis, et quam rigorosa sit; ultimo quis posit in ea dispensare, quod in sequens caput reservamus. Explicabimus vero tantum quid judicavit Pontificio servandum sit, nam singularum carum regulam explicare non possum. Nec nihili constat quernam illarum emitting quantum votum clausurum, aut ex uti se regulae, aut post Pontificia praecipua. Priori enim modo dicuntur illud emittere religiosae S. Clarae, justa regulam ab Urbano IV approbatam et ideo justa modum et mensuram praescritam a regula, tenebuntur ex uti clausuram servare. Aliqua etiam monasteria, licet ex prima institutione non haberent clausuram, post Ecclesiae praecipua non solum illam admittent, sed etiam promittant; quod an sit necessarium ex uti praecipua, infra attingam. Certum est autem illud votum per se non ad-dere obligationem extendivam (ut sic dicam), sed solum intensivam, id est, novum titulum obligationis ad eundem rem. Et explicata materia praecipua, erit explicata materia hujus voti.

11. Quo gradu egregio monialium ante Boni-facium fuerit vetita. — Primus omnium Bonifacius dicat egregiorem stricte vetui. — Primo ergo dicendum est tenei moniales omnes ex praecipuo Ecclesiae ad observandum clausuram quantum ad cavendum exitum ab illa. Primus, qui hoc praecipuum posuit, videturuisse Bonifacium VIII, in cap. unico, de Statu regular., in 6. Nam, licet in antiquis canonibus multa sint hujus clausurae praecipua, nullibi tamen erat absolute injuncta, sed dependenter fero a legitima facultate Abbatisse, unde paulo majoris feminis quam viris imponebat. Canon enim 33 Concilii III Carthaginiensis, qui primus in hac materia esse videtur, prius permitebat virgines sacras a parentibus in suis domibus custodiri: Postquam vero illis privata fuerint (ait), Episcopi providentia in monasterio virginum, vel gra-vioribus feminis commendentur, ut simul ha-biantes invicem se custodiant, ne passim vagantes Ecclesiae tedant existimationem. Ubi etiam virgines orbatae parentibus non coguntur in monasterio claudi, nam poterant gra-vioribus feminis commendari, et de virgini-bus habitantibus in monasterioris non dicitur ut nunquam exeat, sed ne passim vagen-ter, et ut invicem se custodiant. Postea vero in can. 46 Trullan, qui sexto Synodo attinuit, sic statum est: Quae viam exercita-toarium (id est, religiosam) eligunt, et in mo-nasteriis sunt constitutae, ne omnino progre-diantur, quae prohibi videret esse absoluta (quoniam de efficiacia illius canonicis ad obligandum non satis constet). Statim vero subjudicet: Si qua autem inexorabilis neecessi-tas ad hoc trahit, cum benedictiones, et permis-sione ejus quae praebet, hoc agant, tumque non sola per se, sed cum aliqua et aliis, et quae in monasterio prima sit, cum mandato ejus quae Prefecta est; eis autem omnino extra cun-bare non licet. Unde constat non fuisse absolutam prohibitionem, sed cum subordina-tione ad licentiam Abbatisse. Et in Concilio Cabilon. II, can. 63, similiter dicitur: Sancti-meniales, nisi forte Abbatisse suam pro aliqua necessitate incumberta illas mittem, negqua- quam de monasterio egrediatur. De ipsa vero Abbatisse dicitur, in cap. 57, ut non exeat sine ne licentia Episco, nisi in quibusdam casibus. Constat itaque antiquis canonibus non fuisse hanc clausuram rigorose praecipua. Primum igitur Bonifacius Papa illam absolutae praecipua, nulla relicta egrediendi facultate, quamcumque ratione vel causa, una tantum addita exceptione infra explicanda; qua excep-tio magis confirmatur prohibitionem ipsam quoad omnes alios casus, quia, ut est vulga-tum axioma, exceptio formet regulam in con-trarium. Unde existimo ex uti illius legis nullum exitum licuisse, nisi per modum rigorose dispensationis, et salis dubium esse an possit aliquis prater Summum Pontificem illam concedere, quia in lege Superioris adeo absoluta non potest inferior dispensare.

12. Hae Bonifacii prohibito vel recepta non fiu, vel dissuetudine cessavit. — Illud tam- men decretum usus receptum non fuit, vel per contrarium consuetudinem fuit antiquam, ut indicat Concilium Trident., sess. 25, c. 5, de Regularibus, licens: Bonifacii VII consecutio nenveus Sancta Synodus; et intra: Praepsium ubi clausura violata fuerit, diligenter restituui; et auctores passim testan-
CAP. VIII. DE CLAUSURA MONIALIUM QUOD NON EGREDIENDUM, ETC.

Tor, et experientia nobis in Hispania constat, et de Gallia referit Joannes Andreas, super illud caput. Et ob hanc fortasse causam dixit Cajetanus, in Summ., verb. Monachi, excusari moniales circa clausuram indicatum a jeure, si nuncum fuit acceptata, et Episcopi sic semper gubernarant dano eis licentiam exenundo, quoniam jura non recepta tanto tempore infirma sunt. Idemque est si forte alicubi in principio acceptata fuit et postea per contrariam consuetudinem revocata. Quae consuetudo non ad hoc tantum praevale potuit, ut licentia Episcopi sufficeret, sed etiam licentia Abbatisse; quia utrumque est tantum contra jus humanum, quod post per legitimam consuetudinem contrarium tolli. Potuit autem jus illud sic abrogari in una provincia, et non in alia, et in extra eadem provinciam in una religione, et non in alia; imo et in uno monasterio ejusdem religionis, et non in alio, quia sunt communia species diversae, et una postea non recipere legem, vel prescrivere contra illam, licet aliam recipiat et observet. Nihilominus tamen quattuor illius legum per posteriores temperatut est, poterunt omnia monasteria ea modulatione uti, etiam ante legem illam integre servarent.

13. Tridentinium renovat decretum Bonifacii. — Concilium ergo Tridentinum sess. 25, cap. 3, de Regularibus, innovando dictam constitutionem, hunc modum observat, quod prius praecepit universis Episcopis sub obestatione divini iudicii, et intermersione maledictiosis aeternae, ut in omnibus monasteriis sibi subjectis, ordinaria, in alius vero Sedis Apostolicae auctoritate, clausuram sanctimonialium, ubi violata fuerit, diligenter restituant; et ubi iniziata est, conservari maxime procurant. Postea vero explicando hanc clausuram et obligationem ipsarum monialium, ait: Neminem autem sanctimonialium licet post professionem exire et monasterio, etiam per breve tempus, quoqucumque pretestu, nisi ex aliqua legione causa ab Episcopo approbato, indultus et privilegio quisquecumque non obstantibus. Quod decretum si attente expetatur, in aliquibus aequale est decreto Bonifacii, ut max estendamus, et in aliquo strictius, ut num. 33 constabit; ac in aliquo suavius, prout in capite sequentis videbimus. Est ergo aequale primo in materia, prohibit enim omne exitum monialium a monasterio; et ita praecepit et innovavit perpetuum clausuram. Quod autem in hac parte addit Concilium, etiam ad breve tempus, non fuit restrictio, sed major explicatio, nam in absoluta negatione hoc continebatur; et quod ait, quocumque pretestu, perinde est atque illud, quod dicitur a Bonifacio, quacumque ratione. Secundo est aequale in universaliitate personarum quas obligat; comprehendit enim omnes et singulas totius orbis, et cujuscumque ordinis moniales; ita enim expressa loquitur Bonifacius VIII, et idem est sensus Concilii, tum quia innovavit decretum Bonifaci; tum etsi quia universaliter loquitur: Neminis sanctimonialium, etc.; tum quia praecepit universis Episcopis, et de monasteriis sibi subjectis, et non subjectis; ergo comprehendit omnes. Unde utrumque decretum comprehendit omnes religiosas tacite vel expresse professas; sic enim expressa distincti Bonifaci. Concilium autem licet distinctionem omiserit, innovavit, et satis esse censuit dicere: Neminis licet post professionem; nam utrque, tam tacita quam expressa, est profesio simpliticiter.

14. Comprehendit eos quae ante non teneretur ad clausuram.—Denique ostenditur ex praxi et auctoribus.—Et quia in utroque decreto nihil aliud postulatur, ideo utrumque comprehendit omnes professas, sive antea vovissent, vel servassent clausuram, sive non; non enim possimus nos limitationem addere, quan lex non posuit. Præsertim quia Bonifacius expressa tuli legem ad comprimendas moniales, quas clausuram non servabant, et expressa dixit, moniales presentes atque futuras, et cujuscumque religionis vel ordinis; ergo evidenter voluit omnes obligare, etiam quan non profitebantur clausuram. Denique, non praecepit ut suam pristinam obligationem servare compellantur, sed ex sui legis obligationem ipse imponit, dicens: Præsenti constitutione perpetuo irrefragabili valuita sancti mus. Ex quibus verbis constat, et legem esse novam, et de se non supponere obligationem, sed imponere. Concilium autem Tridentinum, innovando Bonifaci constitutionem, et nulam quod hoc addendo limitationem, evidenter locutum est in eodem sensu, imponendo eadem obligationem legis ecclesiasticæ eisdem professis omnibus in eadem universalitate simplici. Et ideo praecepit Episcopos ut ubi clausura servata fuerit, ilium retineri faciant; ubi autem violata fuerit, restituant; violatam enim censet, ubicunque non servabatur, propter legem Bonifaci VIII, nam non dicitur violatio, nisi sit contra aliam obli-
LIB. I. DE OBLIGATIONIBUS RELIGIOSORUM, ETC.

gationem vel legem. Et ideo monasteria, quae non profitebantur clausuram, non possent proprie dicere violasse illam, si ad illam non tenerentur. Quia vero ex lege Bonificii obligabantur, ideo eorum etiam non observatio, violatio censetur, nam per violationem saltem incept. Concilium ergo, utsens illa disjunctio, satis distincte voluit constitutionem Bonificii in sua universalitate restitucere. Quod etiam in ultimis verbis, pro que revocat indulta, hoc satis declaravit, ut statim exponam. Et clarissime, in cap. 22 ejusdem sessionis, explicuit omnia et singula decreta de monilibus edita, intelligi de monasteris quarium-cumque monialium, virginum ac viduarum, quocumque nomine appellentur, etiamsi vi-
vant sub gubernio militarum, etiam Hiero-
solymitane, sub quacumque regula, etc.; quae ibi videri possunt, et amplissima sunt, et acque ampliante hoc decretum de clausura, ac si in illo specifica addita essent, licet in finem sint reservata, ne sepius illa repertae esset necesse. Non est ergo dubium quin hoc fuerit mens Concilii; et ita etiam supponunt evidentior Pius V et Gregorius XIII, in decre-
tis infra citandis, ac prorsus in praxi serviari vidimus et statui Salmantici in Concilio Com-
postellano, anno 1456. Tradit denique Navarr.
us, in Comment. 4, de Regularib., num. 4, et late, et docto Emmanuel Rodriguez, tom. 1 Questionum regular., quest. 44, art. 2. Ha-
bet autem specialem difficillatem, an conversa sub hac generalitate comprehendantur, de quo dicemus melius post sequens punctum, in numero decimo septimo.

13. Ultimo, commune est utrique decreto, ut non comprehendant nisi moniales profes-
sas; ita docent omnes, et explicuit Congrega-
tio Cardinalium circa Concilium Tridentinum, agens de monialibus Tertiae, seu de Penni-
tentia, quas si professionem emiserint, dicet cogendas esse ad clausuram; si vero profes-
sionem non emiserint, servandam esse con-
stitutionem Pii V. Circa Pastoriais officii, que est 8 in Bullario Romano, ubi dicit, hu-
justi modi feminas monendas esse a Praelatis, ut professionem emitant, et postea clausu-
rum servent; quod si induci non potuerint ad professionem emitendarum, prohibeantur ne in posterius alius in suum congregationem recipiant. In qua constitutione manifeste etiam supponitur, eas omnes, que in religioni a-
probata tria vota substantialia non emiserunt, hac lege non comprehendi. Ratio autem im-
primis est, quia dicta juris expresso limitant suum praeceptum ad professas tacite vel ex-
presse, et hujus limitationis ratio fuit, quia illae sunt tantum proprie religiosae, et Eccles-
ia solum pro religiosae feminis habe curam clausurae adhibuit. Quapropter, quantumvis
virgines sint per votum virginitatis consecra-
tae Deo, et collegialiter vivant, et sub obe-
dientia vel spontanea, vel etiam privato voto aut pacto promissa, si non habent statum ab
Ecclesia pro religioso approbatum, et in eo tria vota substantialia emiserunt, non oblig-
abantur hoc praecipue clausurae, licet circa eas
observanda sit constitutio Pii V, et ita in spe-
cie de quadam congregatione feminarum re-
solvit Navarrus, cons. 6, de Statu monach.

10. An novitia, interruppes clausuram, interruppat etiam novitiatum. — Ex quibus
infertur primo, novitias non obligari hac lege, quia religiosae non sunt. Solum potest dubi-
tari an, si novitia semel extat a monasterio, eo ipso disini esse monialia eo modo quo
antea erat, id est, desinat esse novitias, et consequenter interrupat novitiatum. In quo
breviter certum mihi est, si exeat sine licen-
tia Abbatissae, interrupmi annum, et conse-
quenter amittere priorem qualemunque sta-
tum, etiamsi habitum non exuatur, ut a fortiori
patet ex dictis tomo superiori de anno pro-
bationis in genere. Si autem exeat cum li-
centia Abbatissae, vel superiorum monasterii,
ad quos hoc pertinet, et ex justa causa data,
certum est et licere, et non interrumpere no-
vitiatum. Ita enim intelligo quoddam respon-
sum Congregationis Cardinalium, si novitia,
morbi curandi causa, de licentia Superiorum,
eum et eo habitu qui ipsis videbitur, ante professionem exeat, et postea sanitate recu-
perata, redire voluerit, posse et ad habitum et ad professionem recipi. Intelligo enim sensum
esse, posse recipi eadem tempore et modo
ac si intra monasterium suam professionem
continue peregisset; quia non intelligebam eam
interrupisse, sub eadem semper obedientia
vivens, et habitum non temere dimittens.
Aliqua si novus annus esset necessarius, ni-
hil deserviret declaratio; nam, licet dimis-
sit omnino religionem et habitum, volens re-
verti, posset recipi ad habitum, et persever-
ando in novitiatu, etiam ad professionem.
At vero si egressus novitiae sit de licentia Ab-
batissae, male tamen concessa, res videtur
dubia, quia perinde videtur exire cum tali li-
centia ac sine ulla; quia illa licentia nulla
est, cum Abbatisa non possit illam dare; et
idem dicam de Praelato, si absque causa legi-
CAP. VIII. DE CLAUSURA MONIALIUM QUOD AD NON EGREDIENDUM, ETC.

lima illum det. Nihilominus censores per talem exitum non impune res amittit novitatum, quia nulla est lex quae irrexit illum. Imo, neque invenio legem juris communis quae prohibeat directe hujusmodi exitum, aut Abbas inesse possint banc licentiam dare, sed ex regulis et prohibitionibus Superiorum hoc pendet; et ideo, nisi expresse declaratum sit in aliquo monasterio,illum continuationem clausurae esse de substantia novitatus, nulla ratione dicit potest per illum exitum interruptri. Estque clara differentia inter illum exitum, ab eo qui est sine licentia; nam quando est sine licentia, est quaedam retrocessio ab obedientia, et consequenter ab unitate cum tali monasterio; quando autem fit cum licentia, semper retinetur unio et permanentia in eadem religionem quantum ad illum gradum; ad quod facere possunt quae tractat Navar., conc. 39, de Regularibus.

17. Secundo ex dictis resolvi dubium supra, in fine num. 14, relicturn, de monialibus conversis, utrum ad clausuram teneant; nam si professionem trium vortonum non emittent, non tenentur ad clausuram, quia non comprehensuntur sub illa lege, et alicuius tituli non tenentur; suppono enim illum non noveresse nec promittere. Si autem emittunt tria voa, ad illum obligantur ex vi hujus decreti, ut satis potest ex dictis; et quia in substantia religiosis non possunt differre ha conversab, si aliis, sed solum in ministerio; quia conversae dicuntur, quae deputantur ad servitut sive ministeria corporalia, aliae vero ad chorum; unde etiam differunt in habitu, saltem quoaud hoc quod conversae non dererunt nigrum vel lunam cibit aliae; unde etiam inferioribus sunt in quodam gradu honoris, seu dignitatis, per quae omnina non minuerunt eis religio, sed ageri potest; et ideo nec clausurae obligatio minor in eis esse debet. Dixi autem, ex vi illorum decretorum, quia Pius V, in sua constitutione 8, Circa pastoralis, quamdam in hoc limitationem seu exceptionem permitit! Scilicet, ut in monasteriis quae ad suam sustentationem indigent eleemosynas fideiim, quae per conversae colligende sunt, si illae fuerint professae, possint extra monasterium degere cum his conditionibus. Prima, ut sint etatis annorum 40; secunda, ut in domo contigua monasterio degant; tertia, ut non ingrediantur clausuram monialium, nisi in casibus in suis constitutionibus expressa; quarta, ut de suis domibus non excent ad colligendas eleemosynas, nisi de licentia Ordinarii et Superiortum. Gregorius autem XIII, in constit. 13, Dee sacris, cupiens hanc exceptionem auferri, injungit Ordinariorum ut, quacumque ratione cognoverint posse convenienter conventum moniales sustentari sine hac eleemosynarum collectione, easdem conversas sub easdem clausura cum aliis monialibus reducant, neque amplius a suis monasterios exire permettant.

18. Dubium bipartitum circa conversarum professionem et clausuram. — Prima dubii pars. — Secunda pars. — Duo autem ex illis constitutionibus circa has conversas orientur dubia. Primum est, an possint jam veram professionem emittere, et ad clausuram obligari. Nam Pius, post superioria verba, subjungit: Et de cetero nulla aliis professae conversae recipi amplius etiam de consensu suorum Superiorum cui Praetorium possint; quod si adversus hanc nostram prohibitionem recepta fuerint, illorum receptio nulla, irrita, et inani sit, prout ex nunc nullam ac irritum facimus et annullamus. Responderi potest, Pontificem prohibere ut non recipiantur conversae professae, quae extra monasterium maneant, sed ut, finitis illis quae tunc erant, collectio fieret per conversas non professas. Sed obstat, quia Gregorius XIII contrario potius modo declarat illam prohibitionem, dicens: Quod autem idem Pius statuit de cetero nullas alias conversas professae recipi amplius posse, ita esse intelligendum declaramus, prater illas conversas, quae extra monasterium domibus continuis degerent. In quo potius significat illas recipi posse, non vero alias, quae intra monasterium degant; quod videtur incredibile, ut statim dicam. Secundum dubium est, an possint nunc in monasterios esse conversae non professae. Nam Gregorius expresso dicit: Conversae vero non professae, et profeteri nolentes, dimissi habitu, domum remitent, neque alias in futurum, nisi professorem suo tempore emissuras, alicue sub perpetua clausura manuera, in monasteria hujusmodi recipi permittant. In contrarium vero est, quia haec prohibito videtur priori prohibitioni repugnare, vel ex utraque sequi nullas conversas esse posse in monasteriis monialium, quiad admitti non potest.

19. Opinio Navarrii ad hoc dubium, non posse nunc dari in monasteriis conversas professas. — Circa hoc dubium, Navarrus, comment. 4, de Regularibus, num. 56, existimat prohibitum esse monialibus recipere conversas quae professionem emitiant, et intra mo-
nasteria maneat; et quod amplius est, dicit consulsuisse de hac re Gregorium XIII, et ipsum alias interpretatum esse mentem Pii V et suam. Veruntamen de interpretatione viva voce data ab ipso Gregorio XIII mihi non ita constat, ut tenean illi nunc adhaerere. Nam, licet certo credam Navarrum veritatem reperre, nescio tamen an satis verba Gregorii perceperit aut intellexerit. Mihi tamen persuadere non possum dictos Pontifices id prohibuisse. Primo, propter rationes optimas quas idem Navarrus adduxit, ut verisimili non sit talis prohibitio, quia nullo titulo necessaria aut utilia vel conveniens apparat: neque per se sese ad statum religiosum vel perfectionem ejus; cur enim hoc magis pertinet ad perfectionem monialium quam monachorum, qui ubique habent conversos professos, seu veros religiosos, etiam maximam perfectionem et rigorem vitae profiteantur. Neque ad finem clausurae quam in illis indulgentiae præcipue intundit, dicti Pontifices, et ubi solum ea occasione aliquid de his conversis statuunt; si autem illas ad perpetuam clausuram obligantur, quid potest nocere clausurae earum professio? Aliunde vero earum auxilium est moraliter necessarium cæteris monialibus, quam proprie monachæ vocantur, et divinis officiis magis vacare debent, et multo majus inconvenientia esset recipere intra clausuram conversas, quam nunquam profiteantur. Accedit praeterea, quod per talem prohibitionem impeditur status perfectionis multum pauperioribus feminis, quæ ad gradum monacharum recipi non possunt. Esset denique talis prohibito contra receptam et fere universalem consuetudinem, quam verisimile non est voluisse dictos Pontifices abrogare sine urgentissima causa, quæ hic non apparet; nam ita postulat sequitas legis humanæ ecclesiasticae, præsertim cum illa consuetudo honesta et sancta videatur.

20. Secundo mover propter expressa verba Gregorii XIII, precipiunt conversas non professas in monasteriis tune repertas, aut profiteri, aut abire, neque alias (inquit) in futuro, nisi professionem suo tempore ossituras, atque in perpetua clausura masuras, in monasterio hujusmodi recipi permittant. Ex quibus verbis evidenter constat ipsum non simpliciter prohibuisse receptionem conversarum, tantumque abesse ut professionem vetuerit, quod potius hanc posuit tanquam conditionem necessarium, ut conversæ admitterantur, cum qua expresse voluit ut permutantur. Quorum verborum vis non latuit Navarrum, nihil tamen ad illa responded, nec declarat quomodo potuerit Gregorius XIII sine expressa contradicitione mentem suam aliter viva voce declarare.

CAP. IX. QUIS POSSIT IN PREDICTA CLAUSURA MONIALIUM ISPENSARE.

...tem Pii V., sed voluit illum ex parte mutare, concedens uti ubi necessaria fuerit hæc collectio, possint alique conversæ ad professionem recipi propter illud ministerium; quia, servatis circumstantiis a Pio V positis, videtur moralist e fieri posse sine inconvenienti, et sperari quod per eas ministerium fideler et diligentius fiat. Denique neuter ex dictis Pontificibus disponit, an possint monasteria monialium habere alique conversas, seu oblatas non professas, quæ extra septa monasteriæ in domibus propinquis degant. Tamen, eo ipso hæc non prohibent, relinquitur hoc juri communi, vel naturali, aut speciali uniuscujusque religionis; constat autem ex natura rei hoc non esse malum, sed posse esse religiosum et sanctum, sicut est in religionibus virorum; neque etiam invenio decretum aliquod juris communis quod hæc prohibeat. Relinquendum ergo est juri religionis, vel receptæ consuetudini, dummodo his conversis ingressus ad monasterium non patent, nisi juxta dicenda in cap. 40, circa alteram partem hujus clausurae, ad quam hæc obligatio pertinet. Et hæc de conversis.

22. In quo decretum Concilii sit strictius, quam Bonificii. — Praeter dicta autem de clausura, Concilium Tridentinum addit reversionem privilegiorum, dicens: Indulgentiam, quibuscumque et privilegii non obstantiis. Et in cap. 22, fit amplior magisque specifica revocatio: Non obstantiis eorum (id est, regularium) omnium et singulorum privilegii, sub quibuscumque formulae verborum conceptis, ac Magno magnum appellatis, etiam in fundatione obtinent, necnon constitutiones et regulis etiam juratis, atque etiam consuetudines vel praescriptionibus, etiam immemorabilibus. Quo que revoxing ad predictam legem applicanda est; nam idem Concilium ait, cadere in omnia precedentia et singulas ejus partes; ergo maxime in hanc, qua est una ex principalioribus partibus. Et quod hanc partem est rigorosior hæc lex Concilii quam fuerat Bonificii. Nam ille nullam expressam reversionem privilegiorum vel consuetudinum addidit, et ideo, licet ex universali et exaggeratione verborum, et ex circumstantiali litterâ possit fortasse colligi, non tamen ita clare et aperte, praestitam ad revocandas immemorabiles consuetudines, vel specialia privilegea, praestitam in ipsam fundatione monasteriorum obtenta; quia juxta commune jus, lex non solet hujusmodi derogare, nisi satis expresse id declaretur, juxta cap. 1 de Const., in 6. Nunc vero per hoc decretum, ut latum est a Concilio Tridentino, certam est nullum genus privilegii vel consuetudinis posse impedire hanc obligationem. 23. Ex his ergo satis declarata sunt tria puncta supra, num. 10, proposita, sic illec hanc obligationem omnibus et solis monialibus professis esse impositar, et oriri, non quidem ex veto generàlum loquendo, sed ex precepto ecclesiasticam jam a nobis declarato. Dico, generàtum loquendo, quia alique moniales, ut S. Clare, et fortasse alie, emittunt hoc votum, in quibus additur (ut sic dicam) obligatio intensiva, non extensa, quia hæc revera non potest esse major. Nam quando personas hoc preceptum extenditur ad omnes religiosas, ut dictum est; quod locum seu actum prohibet omnem exitum extra clausuram, etiam ad ecclesiam quam seculares intrant, et extra januam clausurae, etiam nisi sit intra aliquam, quæ patere solet secul Saribus, ut Gregorius XIII, in suo Motu, distinctius preceptum, et Navarrus, dict. Comment. 4, num. 57, declaravit. Quod tempus vero suo occasione exeundi, comprehendit omnes, tantum necessarius exceptionibus adhibitis, ut mox declarabimus. Non potest ergo esse major extensio hujus obligationis. Non cogit autem preceptum hoc moniales ut votum clausurae emittant, quia neque in aliqua constitutione hoc declaratur, neque sub hac ratione preceptum est illud preceptum, sicut contingit in continentia clericorum; et ideo non est quod hanc obligationem imponamus. Et ita etiam patet quam rigorosa sit hæc obligatio.

CAPUT IX.

QUIS POSSIT IN PREDICTA CLAUSURA MONIALIUM DISPENSARE.

1. Ut ultimum punctum ex propositis in cap. precedentii, num. 10, expediamur, oporet explicare moderationem quam Concilium Tridentinum addidit huic precepto, nisi ex aliqua legitima causa ad Episcoporum approbationem, per quam tempemur, ut eodem cap., n. 13, dicebamus, rigor precepti Bonificii. Quia (ut ibi notavi) absolutam reliquit prohibitionem, et unicum exceptionem addidit, per quam magis videbatur coarctari generalis prohibitio. Quod fecit consultissime Concilium, ut facilius possent moniales induci ad servandum preceptum quod tanto tempore recusaverat. Circa illam vero moderationem non-
nulla explicanda sunt. Primum, quae sit illa legitima causa; secundum, quis possit licentiam dare.

2. Dubium primum de legittima causa ergodiendi clauseuram. — Causa sufficiens velinquitur arbitrio ordinarii justa Tridentinum. — Circa primum dicendum est, ex vi Concilii relictum hoc esse prudenti arbitrio Episcopi. Probatur, quia talis causa nullo jure definita est, nec Concilium illam determinat; ergo reluqnit arbitrio Episcopi, cui approbationem committit. Dices: jam fuerat hoc causa a Bonificacio definita, scilicet laborare tali morbo, ut non possit cum alis absque gravi periculo seu scandalo communicare; causa autem legitima idem est ac causa per legem statuta; ergo de haec loquitur Concilium, et hanc vult esse recognitam et approbatam ab Episcopo. Sed non est hunc mens Concilii, neque illa comuniter intellectum aut communem receptum est, et constat etiam ex constitutionibus Pii et Gregorii, ut statim videbimus, et ex multis declarationibus Cardinalium, et ex vi et proprietate verborum. Nam legitima causa indefinite significat causam rationabilem, quae legenter rationis conformis est; non ergo recte limitatur ad particularem causam illo antiquo jure indicatam.

3. Pius V tres causas limitat. — Auctor cum Navarro dictum decretum ad causas non solum proprie similae, sed etiam in quibus ratio Pontificis militat. — Advertendum est autem Pium V, in consist. 100. Decori, causam hanc intra certos limites praescipisse, cum majori quidem amplectenti quam Bonificacium, cum magna tamen (ut appareat) restrictione Concilli. Sic enim ait: De certo etiam insemissit se aliquorum monasteriorum occasione et praetextu, nisi ex causa magni incidit, aut insemissit lepra, aut epidemicam, a monasterii praefatis eis, sed neque in predictis casibus extra illa, nisi ad necessarium tempus, staret licebit. Ubi aperte causam legitimam restringit ad illos tres casus. Ex quibus duo postremi continentur sub causa a Bonificaco expiata, imo plurum videtur Bonificacius comprehendisse, nam plurum videntur esse morbi contagiosi, qui communiter grave periculum vel scandalum affere possunt, quos omnes Bonificacius sub generali voce complexus est. Navarres autem, in dict. Comment. 4 de Regularibus, num. 48, aut, hos casus Pii V extendendo esse ad similis; quod variis conjecturis confirmat, juxta quam interpretationem manifestum est totum, quod Bonificacius in sua exceptione comprehendit, contineri in dubius infirmitatibus a Pio V in specie positis. Presentim quis verisimilis est nomen epedima, non rigorosum sumi ibi pro illa, quae pestis dicitur, id est, pro morbo qui ita grassatur, et per contagium communicatur, ut majorem hominum partem, quos ferit, intermat; sed ut latius dicitur de quolibet morbo communii ita contagiosi, ut ab uno facile ad alios diffundatur, si cum illo communicet. Cum enim illa le quad hanc partem restrictiva et odiosa sit, verba ejus in mitori significatione propria interpretata sunt; certum est autem, juxta usum peritorum artis medicae, vocem epidemia, absolute dictam, hanc habere significationem. Juxta illam ergo intellegenda est haec, et ita non per similitudinem, sed etiam per proprietatem comprehenduntur omnes morbi vere contagiosi, qui communilati grave periculum vel scandalum affere possunt. Et nihilominus verum existimo Navarri dictum, in illis scilicet casibus comprehendi quoscumque alios ita similis, ut in eis cadem ratio, quae in predictis, militat. Ponit ipse exemplum in periculo helli imminenti; nam tunc licet monialibus fugam capere, propter similitudinem rationis cum primo casu incidendi, quod etiam admissit Gutierrez, lib. 4 Practicarum quest., cap. 24. num. 9, ubi alios refert. Iam erit si, monasterio juxta flumen existente, inundatio vel ruina totius monasterii nimium crescente fluvio repente timeatur, et sic de similibus, qui materialiter, non formalis ratione sunt ab incendio diversi.

4. Num praeter dictas causas egressus aliae sint admittendi. — Ratio partis negantis. — Difficulis ergo est, an in aliquo casu liceat hujusmodi licentiam dare moniali propter aliam causam praeter has tres numeratas a Pio V, ut a nobis sunt cum Navarro proxime exposita. Ratio dubitandi est, quia Pontificis ponit regulam universam prohibentem, et addit illas exceptiones; ergo firmat regulam in contrarium; nullam ergo aliam exceptionem permittit. Confirmatur primo, quia statim gravem adjungit pœnam adversus aliter concedentes hujusmodi facultates, volens illum esse quasi formam substantiam illius facultatis concedendae; ergo facultas aliter concessa nulla est. Confirmatur secundo, quia

1 Vide Gal., in lib. 4 de Ratione victus in morbis acutis, comment. 9, et lib. 3 de Morbis popularibus, p. 3, comm. 20.
CAP. IX. QUIS POSSIT IN PRAEDICTA

ex illis tribus causis numeratis a Pio V, evidentius constat illum solum considerasse commune detrimentum conventus, ut hæc licentia legitima esse possit. Vel ergo alia causa talis est, ut simile detrimentum communitati affravit, et ita non est alia causa, nec similis proprion, sed eadem, ut explicatum est; si vero non vergit in damnun communitate, plane non est reputata a Pontifice sufficiens; quo modo ergo poterit ab aliquo inferiori sufficiens reputari? Atque ita definit hoc dubium Guttierrez, lib. 1 suarum Practic. quest., cap. 44; et Cenedus, in Collectaneis, ad 6, collect. 31, numer. 2; Emman. Rodrig., tom. 4 Questionum regularium, quest. 49, art. 3.

5. Contrarium sentit Nacarrus in dubius casibus. — Aliquando sentientiam tenet Navar., Comment. 4 de Regular., num. 49, ubi duos causarum poniit, in quibus videtur hoc liceere præter numeratos a Pio V. Primus est, quando monialis unius monasterii eligitur in Abbatisam alterius, nam Episcopus potest hanc causam exuendi a suo monasterio, ut sufficientem approbare; et in hoc etiam consentit Guttierrez, inquit illud extendit ad quacumque rationabilem causam, propri quam auctoritate et precepto Praelectorum monialis mutatur ab uno monasterio, ut in alio habetur. Quia hoc non ideo licet solum quia causa est justa, licet distincta; sed quia ille exitus non est de quo loquitur Pius V, quia non est (inquit Guttierrez) ad manendum extra monasterium, sed ad transseundum ad alium: Pius autem loquitor de exitu ad manendum aliquo tempore in seculo. Quæ ratio non videtur omnino satisfacere, quia etiam prohibetur a Pio V exitus ads transseundam extra monasterium per aliquod breve tempus, sine illa mora, aut detentione in aliquo loco; ino, etiam si fingatur causa rationabilis exuendi per unam januam monasterii ad ingrediendum statim per aliam, incedo recta via, et sine illa mora, id non esset licitum; ergo, quod alter egressus sit solum ad iter agendum usque ad alium monasterium, non sufficit quominus sit materia hujus prohibitionis. Nihilominus casum illum censeo esse verissimum, nam consenstudo, quæ est optima legum interpres, ita illum approbat et interpretata est. Necessarium autem est ad rationem redendam dicere, vel ex benigna, seu praesumpta interpretatione illum non reputari exitum a monasterio, quia, eo ipso quod exit ab uno, censeetur moraliiter transire ad alium eo modo quo potest, viamque intermediam moraliiter non reputari; vel (quod mihil magis placet) hic habet locum regula juris, quod species derogat generi, etiamsi species antecedat. Hic autem casus specificus est in jure expressum, et novissime in Concilio Trideriano, sess. 25, cap. 7, de Regular., ubi statuit, ut in casu necessitatis possit eligi Abbatissa ex alio monasterio. Qui autem unum concedit, etiam approbat necessarium medium ad illud. Pius autem V sine dubio noluit revocare hanc legem: ejus ergo universalis prohibito per illam specialem legem limitatur. Confirmari potest a simili ex dict. cap. unico, § Verum, de Statu regularium, in 6, ubi in speciali casu conceditur, ut Abbatisa cum honesta et decenti societate possit exire ad fideltatis sacramentum præstandum alia principi, cui illud debet. Quæ lex specialiter non revocatur, et ideo limitare censeetur generalem prohibitionem: ergo similiter, etc.

6. Quorumdam extenso dicti casus non admissit. — Aliqui tamen hoc extendunt ad quacumque mutationem monialium ab uno monasterio in alium propter varias causas, ut ad fundandum monasterium, vel ad alium ministerium ibi peragendum, licet non sit Praelectione certe juxta dicta videntur probabilia; tamen a Congregazione Cardinalium hoc responsum datum invenio: Monialis non potest transire de uno ad alium monasterium, etiam de consenso Episcopi, sine licentia Sedis Apostolicae, etiam translatio stat ad alium ejusdem Ordinis. Et infra dicitur, Sedem Apostolicum aliquando hoc concedere ex causa, de consensu Superiorem, etiam ad monasterium alterius obedientie. Et nuper in hoc Lusitaniae regno vidi ad transerendam monialium ab uno monasterio ad alium ejusdem Ordinis, et sub eodem Generali, et interveniente suis gravi causa salutis, expectabam fuisse licentiam Sedis Apostolicae. Ita ergo servandum judico, quotiescumque causa mutationis talis non fuet, quæ vel in jure sit specialiter expressa, ut dictum est de officio Abbatisse (idemque ceneseo, si oporteat toto monasterium alio transferri, juxta decreta Concilii Tridentini, sess. 25, de Regularibus); vel nisi per équiparationem rationis possit causa ad numeratas ad Pio V reduci, 1juxta ea quæ statim dicemus; ut est, verbi gratia, quando oporteat ob pravos mores monialium allo transferre, nam illa causa non, immerso contagioso morbo comparatur, vel scandalo communi, pro quo vitando Bonifacius etiam egressum concessit.
7. Secundus casus, quem Navarrus probat quadrupliciter. — Alter vero casus et difficilior est, si monialis gravi labore segregutus, ut in morali periculo mortis constitutur, nisi extra monasterium euretur; et tunc etiam existimat Navarrus esse sufficientem causam justae facultatis, etiamor morbus ille ceteris monialibus contagiosus non sit. Fundatur primo, qui illa causa esset sufficiens, justa Concilium Tridentinum. Pius autem V non videtur voluisse derogare Concilio, nam potius dicit se velle renovare et stabilire ilud. Idemque argumentum sumit ex decreto Bonifacii, quia in hac parte est strictius quam Concilium, imo etiam quam Constitutione Pii, quatenus non exprimit casum incendii, et nihilominus, non obstante illo decreto, erat legitima illa causa judicio omnium prudentium, et communis usu. Tertio, adducit Navarrus leges juris civilis, in quibus prohibitus alia fit cum certo numero exceptionum, et nihilominus justa communes interpretationes admissa et quando recta ratio docet esse admittendas. Quarto argumentum ex conjurata mente legislatoris, quia non est verisimile voluisse privare hominem defensione propriae vite, qua sit naturalis est.

8. Contrarium sentit Gutierrez. — Ad hoc argumenta respondet late Gutierrez supra, nondo in specie esse licitam facultatem in eo casu. Et quamvis aliae responiones probable sint (quas brevitate causa omittit), in ea mihi non satiscat, in qua admissit, non obstante decreto Bonifacii in sua vi permanente, posse licentiam dari in eo casu, et negat posse fieri juxta constitutionem Pii V, cum revera magis restrictiva sit exceptio Bonifacii quam Pii, ut ponderari; vel saltem in hoc convenient, quod etiam Bonifacius in sua exceptione solum respetit ad causam, quae ad totam communitatem pertineat; quod est fundamentum potissimum sui sententiae. Unde, consequenter loquendo, idem dicendum esse de decreto Bonifacii, nisi fuisset consuetudine derogatum, vel per Concilium Tridentinum amplificatum. Et hanc sententiam esse communem ait Emmanuel Rodrig., primo tom. Quaestionum regul. q. 49, art. 3, citans Collectores Mendicantium, et Cordubam in Additionibus ad Compendium, et ipso indicat esse sequendum in judicando et consulendo, cum tamen in art. 2 dixisset, in monasterii existentibus in desertis locis, ad quae non possunt medici frequenter accedere quantum necessae est, sufficientem causam hujus licentiae insurgere posse ex aegritudine privatae personae, non obstante Motu proprio Pii V, quem limitandum putat quod illa monasteria. Sed certe si limitatio admittenda est, non est precise proper situm monasterii, nec certissimum est illud absolute sub lege comprehendat, sed est proper necessitatem occasione illius situs subortam; et ergo illa sufficit, quamvis sit unius tantum personae, et ex aegritudine, sufficit, ex quamcumque alia causa nascatur, quia hoc ad vim et rationem praecepti materiale est.

9. Navarri placitum suadetur primo. — Ego igitur non possum discernere a pia sententia Navarri, proper nonnulla quae ultra illum breviter expendam. Primum, quod leges humanae non obligant ad sui observationem cum gravi periculo mortis, nisi ubi honor fidei vel religionis, vel maga necessitas boni communis intercedat; nihil autem horum in presenti intervenit; ergo non tenetur monialis cum tanto periculo parere huic praecepto ecclesiastico. Minor supponitur ex facto, nam revera moraliter ita potest facile contingere. Ad majorem autem respondi potest esse verum, nisi ex circumstantiis legis aperte constet intentionem praeceptoris esse obligare cum illo periculo, ut hic constare videatur. Sed contra hoc est, quia illud principium, sicut communiter receptum est, ita etiam communiter non solet fundari in solo defectu voluntatis, sed etiam in defectu potestatis; quia leges hominum debent esse tolerabilia et humanae, et ita non possunt imponere tali grave onus exponendi se gravi periculo mortis, nisi ex causa proportionata, quae non est, nisi necessitas communis boni temporalis aut spiritualis. Quamvis autem hoc praeceptum sit propter bonum commune et spirituale religionis, tamen hoc bonum non periculat, nec patitur grave noncumentum propter licentiam concessam in illa extrema necessitate. Et quamvis demus legem hanc nonuisse futurum injustam, in eo sensu tamen negari non possit quin esset gravissima et durissima, quod presumendum non est de pia mente Pontificis; et ita procedit optime ultima ratio Navarri.

10. Unde argumentum secundo in hunc modum, quia duobus vel tribus modis consectetur possimus illum casumuisse omissum a Pontifice. Primo, quia non venit in actualent considerationem ipsius; et hoc insinuat Navarrus, et ita quasi per epiekeiam interpretationem nonuisse voluntatem ejus illum exclusae.
CAP. IX QUID POSSIT IN PREDICTA

CLARUSURA MONIALIUM DISPENSARE.

Adducit. Confirmaeatur et declaratur; ponamus enim, periculum ægnitudinis, quod in una supponimus, grassari per omnes vel quamplurima moniales monasterii, non propter contagium ipsarum inter se, sed propter novam loci insalubritatem, vel aliam extrinsicum occasionein illius loci peculiarem; certe tunc causa illa æquiparatur incidendo respectu totius monasterii, quia jam periculum tangit omnes; ergo pari modo respectu singularum talis causa æquiparatur incidendo uniuscujusque; ergo, scilicet periculum incidendi unius sufficit ut illa sola existit ire, ita utiam infirmitas ex loco proveniens, quae illi soli vitalitatem eripit. Hoc denique confirmat quodam responsio Cardinalium, quae sic habet: Curando valetudinis causa ad balneum monialium exire posse Sede Apostolica conceesse, dum tamen est cum honesto comitatu personarum, quem Ordinarius dandum consuevit: atque tam eundum quam redouente, nullum ad locum extra ext igitur, nego dixitius maneant apud ipsa balsa, quam ad curandum infirmatam necesse fuerit. Non declaratur autem ibi an illa fuerit dispensatio cum aliqua moniali in particulari, vel generalis declaratio juris. Tamen ex tenore verborum hoc posterius magis colligitur.

12. Objectio contra proxime dicta diluitur. — Dices, rationes has nimium probare, scilicet posse in huismoqui caso monialium sine facultate, imo et invisi Prelatis, exire, quia non obligatur lege clausure, ut prima et secunda ratio probare conantur; et quia in casu incendii, cui hunc æquiparamus, non est necessaria facultas. Respondetur negando sequelam, simpliciter loquendo, quia lex, quae non obligat ob periculum mortis, solum exsustum quantum ad vitandum periculum necessarium est; huc autem lex simpliciter prohibet exire sine legitima facultate, et in caso quem tractamus, ad vitandum periculum, non est necessarium exire sine legitima facultate et approbatione Superiorum. Et in hoc etiam est dissimilis æquiparatio incendii, quia ibi periculum non dat locum petendi facultatem, nec causa indiget approbatione superioris, quia per se est evidentissima. Cum ergo extensionem habemus per æquiparationem rationis, in eo tantum fieri debet, in quo est paritas; in re quod vero potius est æquiparatio faciendo cum aliis casibus in eadem lege positis, in quibus approbatio Episcopi requiritur, etiam si infirmatas contingemus sit. Quod tamen semper intelligitur, nisi esset evidens periculum
in mora, ut si acuta pestis repente invaderaet monasterium, et Episcopus multum distaret; tunc enim equi paraetur hic casus incendio. Quia vero adeo est rarius ut non sit moralis, non commemoratur in lege. Solum posset urgeri casus, in quo monialis constituta in dicto periculo mortis, petita facultate, eam obiinare non possit; tunc enim non videtur obliganda ad servandum legem cum tanto periculo vitae. Tamen, quia res morales periculii expositi sunt, non est hujusmodi casus admissendus, nec talis libertas concedenda, tum quia non potest hic tam evidentior constare de periculo, sicut in incendio; et ideo, si Prelatus informatus non approbat necessitatem, praesumendum est non esse sufficientem; tum etiam quia nunquam id fieri posset sine magno scandalo et infamia religiosis, atque ita militat ibi ratio servandi legem humanam, etiam cum vita periculo, propter commune bonum suam religiosam.

43. Secundum dubium, a quo et quomodo, supposita causa, danda sit licentia. — Dispensationem proper sumptam solus Papa concedere potest jure ordinario, quoad clausuram. — Quid Tridentinium et Pius V pro facultate simplici requirant. — Emmanuelis placitum expetendum. — Ex his ergo declaratum relinquitur ultimum punctum in fine num. 1 propositionis, quia, siclicet, et quomodo possit in hoc precepto dispensare. Possumus autem hic distinguere facultatem a dispensazione modo in superioribus adnotato. Nam facultas est pars materie ipsius legis, quia prohibito ipso est ingrediendi absque tali facultate ex tali causa concessa; et ideo cum talis facultas datar, revera non dispensatur in lege, sed juxta illam fit; dispensatio autem propria esset, si daretur licentia egrediendi sine causa et facultate in lege requisitum. Dispensationem ergo in hoc rigore et propriete sumptam solus Papa concedere potest, quia solus ipse potest in suis legibus dispensare jure ordinario. Nec fingi potest casus, in quo ex accidenti sit necessaria dispensatio Episcopi, quia in eo sufficiet facultas quam ipsa lex permettit, et erta cessabit ratio dispensationis in ipsa proprietate sumpta. Loquendo autem de facultate, Concilium Tridentinum dixit legitimam causam ab Episcopo esse approbandum; et Pius V dixit hoc esse intelligendum etiam de monasterii exemptis a jurisdictione Episcoporum, et vult approbationem dari in scriptis, expresse, et causa cognita, et posse subditi: Alter autem, quam ut profertur, ingerent, etc. Ex quibus verbi colligitur, omnes illas conditiones necessarias esse ad vi tandam culpam et censuram. Extendit tamen nomen Episcopi, dicens: Per Episcopum, seu aliquo loci Ordinariam. Quod intelligo de Ordinario habente jurisdictionem Episcopalem: hoc enim significare solet Ordinarii nomen, quando agitur de actu pertinente ad jurisdictionem fori contentiosi, et maxime in materia tam gravi. Et hac non est addito, sed interpretationi Concilii Tridentini, quia nomen Episcopi, in his rebus extendit solet ad Ordinarium habentem jurisdictionem Episcopalem. Et forte ab ob hanc causam congregatio Cardinalium in nonnullis responsis de hoc materia semper utitur nomine Episcopi, quamvis sine dubio non recedat a mente Pii V. Quereri autem potest an hac approbatio et licentia Episcopi sufficiat. Ad quod respondendum est, in monasterii subjectis Episcopo sufficiere, quia ibi ipse est Episcopus, et Prelatus religionis. In exemptis vero necessaria preterea est licentia proprii Prelati, Provincialis, siclicet, vel Generals, juxta uniuscaucus institutum; hanc enim licet Concilium non requirat, non exclusid, sed potius supponit ut iure communi necessarium; semper enim loquitur secundum jus, quando illud non immutat: et ita expresse declaravit Pius V, et dicta Congregatio Cardinalium in multis responsis. Et uteque, tam superior regularis quam Episcopus, debet approbare legitimum causam, ut Pius V dixit. Emmanuel autem Rodrig., d. quest. 49, art. 6, ait hoc non esse in usu in Hispania, et ideo sine scrupulo sufficiere in illa licentiam Provincialis habentis jurisdictionem Episcopalem, quia ipse etiam est Episcopus et Ordinarius talis monasterii; et constituto Pii vel est intelligenda, quando Prelatus monasterii non habet jurisdictionem Episcopalem, vel per non usum amissit vim obligandi. Sed quod ad jus attinet, prior expositio violenta est, nam Pius expresse requirit, preter altos Ordinum superiores, approbationem Episcopi vel Ordinarii, etiamsi monasteria exempta sint; et declarationes Cardinalium expresse requirunt consensus superioris regularis et Episcopi diocesani; et declarant Episcopos posses per censuras compellere quoscumque superiores religionum ad hoc observandum, non obstantibus privilegis. Quod vero attinet ad non usum, res est facti, que mihi non satis constat. Illud tamen scio, legem ecclesiasticam non pendere ex acceptione, nec amittere vim suam, nisi post
CAP. IX. QUIS POSSIT IN PRÆDICTA MONIALIA dispenser.

longissimam prescriptionem, presentim quando dat jurisdictionem, contra quam prescribendum est.

15. Dubium, an monialis cum facultate sine legitima causa data, egredi possit. — Sed quid si erect licentiam sine causa legitima eritina tuta in conscientia ipsa monialis? Respondetur: minime, per se loquendo; nam ipsa, bona fide procedendo, semper debet presumere Prælatos legitime agere, etiam in eo caso opinabile vel dubio, quia hoc est ordinarium jus superiorius, et in presenti maxime juvat, si duo tam graves Prælati concordent. Si tamen ei constet in conscientia causa non subesse, et favere vel alio modo licentiam obtineat, nec culpam nec censuram excusat; quia et illa facultas in reipsa nulla est, et eam non latet; et quia Pius V dicit: Aliter autem, quam ut preceptur, egredientes; predictum autem fuerat ut sine legitima causa et probata non exeat. Quae porro sit hic causa legitima, satis jam explicantur et; ut autem ex omnibus dictis regulam summam colligamus, non censeo hoc esse absolute relinquendum prudenti arbitrio Episcopi aut Prælatorum, ut ex vi Concilii relinquerebat; quia Pius V illam legitimam causam vel limitavit, vel declaravit; juxta quam limitationem, prout a nobis exposta est, videtur posse generaliter dici banc causam consurgere vel ex necessitate præcisa ad propriam vitam tuendam, vel ex necessitate vitandi contagium seu damnum alienum monialium. Quæ profecto est satis magna restrictio, ita vero scripta est.


16. Quod si et contra subit causa, sed approbatio ejus, vel licentia negetur. — Quereri vero ulterioris potest quid dicendum sit, si et contrario causa legitima in re subsit, Episcopus autem vel Prælatus nolit illam approbare. Respondens, duo hic intervenire, quæ videntur distinguenda: approbatio causa, et licentia exspectanda, nam revera separabilita sunt, ut de approbatione quoque et facultate ad confessiones audiendas in tomo de Penitentia notavimus; quia, quamvis nullus det licentiam quin approbet, moraliter ac prudenter loquent, tamen et converso ad aliquem pertinere potest approbatio causa, quæ consistit in judicio de sufficiencia illius, absque potestate dandi licentiam. Atque hoc modo videtur pertinere approbatio ad Episcopum quod monasteria exempta: et ita Concilium nihil aliud dixit, nisi causam ab Episcopo approbandam; et Pius V, ut causa cognita, et in scriptis expressa approbata sit. Sine approbatione ergo causa exiri non potest, juxta praedictas leges, etiamsi injuste negetur; quia hic iura requirunt ut de facto approbatio praecedat, extra casum incendii, vel similis; licentia vero proprii superioris ex vi status religiosi necessaria est. Quocircum, si monasterium est subjectum Episcopo, et ipse negat approbationem, et consequenter negat licentiam exspectanda, nullo modo licet exire,quia utrumque jure obstat, et per modum defensionis, aut justæ executionis id fieri non posset sine magno scandalo, et in casu potius factum quam morali, ut supra in simili dicebam, in num. 12. Quando autem monasterium est exemptum, et Episcopus non vult approbare causam, Prælatus autem proprius licentiam præbet, et causam approbat, si injustitia Episcopi evidens sit, videtur in conscientia posse excusari monialis; quia tunc ratio religionis proprie non obligat, et alto quin lex positiva non videtur in eo casu obligare; quia tunc reipsa impletur quod lex intendit, quamvis exterior solemnitas desit, ad quam non videtur obligare cum tanto dispensio, licet fortasse in foro exteriori aliud presumat. Si autem et contrario Episcopus approbet, et Prælatus resistat, et nolit licentiam dare, permittendum non est exitus (mo- raliter loquor), quia tunc et hic lex ostat, et inintrinsecטה obligatio religionis, sen obedient.
L. I. DE OBLIGATIONIBUS RELIGIOSORUM, ETC.

et quia tune vix potest vitari grave scandalum, et apostasiam periculum, vel speciea, cum infamia religiosis. Quod maxime urget, quando clausura speciali voto promissa est, quia in objecto seu materia ejus includitur semper licentia Praetati. Et ideo quod hoc multum referre potest, quod hoc obligatio nascatur ex voto, vel solum ex lege humana. Sic etiam referre potest ad hoc, ut dispensatio concessa sine legitima causa, etiam a Romano Pontifice, invalida sit.

17. De positis monialium clausuram frangentium. — Ultimo, notari possunt poena, que in dictis constitutionibus feruntur contra moniales frangentes clausuram. Concilium enim Trinitarium nullam in hoc casu minuit, sed solum contra magistratus seculares, qui negant auxilium Episcopis necessarium ad clausuram instaurandam, ponit poenam excommunicationis ipso facto; et eadem ponit inferioris contra ingredientes in monasteria monialium, de quibus maxime dicemus. Contra ipsas vero moniales ingredientes illegitimes nullam ponit censuram vel poenam, sed simplicem prohibitionem. Pius vero V, in Motu proprio qui incipit : Decreti et honestati, excommunicationem posuit ipso facto, et alias poenas, quas extendit etiam ad recipientes, comitantes, et dantes illis auxilium. De quorum interpretatione legi potest Navar. in dicto Comment. 4, et que infra dicemus de poenis apostatarum, ne oporteat eadem repetere; nam in his omnibus eadem fere est proportio; imo in rigore sufficit applicare generales regulas de censuris, et de aliis legisbus penalibus, quas lectorem non ignorare suppono.

CAPUT X.

DE ALTERA PARTE CLAUSURAE MONIALIUM, QUOD INGRESSUM SCHILCET IN EARCUM MONASTERIA.

4. Juro antiquo prohibito omnem ex parte non fitur ingredi in monasteria monialium. — Non minus necessarium est ad virginum custodiam et religiosos mores, ut seculares vel extranei intra earum clausura non ingrediantur, quam ut ipse inde non egrediantur; et ideo sacri canones non minus hoc quan illud prohibuerunt. Ex antiquioribus hoc prohibent Concilium Metamisonense I, cap. 2, et Concilium Aurelense IV, cap. 7. Quibus locis non videtur facta absoluta prohibito, sed cum aliquis limitationibus ex parte personarum, vel ex parte actionum. Nam quod primum additur in dict. cap. 7 haec limitatio : Nisi aut patera, aut germana necessitudo probetur admittetur; quamvis haec non pro ingressu, sed pro accessu addita videatur; que duo quod modo distinguantur, patebit ex dicendis : quod primum vero permitterit ibi ingressus ad dicendas Missas, quod postea mutatum est. In septima etiam Synodo, sess. 7, can. 20, prohibetur fieri duplex monasterium, id est, ex feminis et viris constantes; et explicantur regulae Basilii, secundum quam talia monasteria permittebantur, ita esse servanda, ut ab uno monasterio ad aliud aditus non pateat. Et quando necessaria vita (inquit) a parte virorum ad regulares deferuntur, extra portam hoc suspiciat Abbatissae monasterii feminarum cum aliquo vetula monarcha. Ante septima vero Synodum, in Concilio Agathensi, cap. 28, praecipuum fuerat monasteriaquelorum longius a monasteriis monachorum, aut propter insidias diabolih, aut propter obsoluciones hominum, collocari. Quae referat Gratian., cap. Definitionum, et cap. Monasteria, 18, q. 2, ubi plura alia decreta de hac materia referit. In illis tamen omnibus non invenio absolutam prohibitionem hujus ingressus, quoad omnes personas, tam viros quam feminas non professas, in tali monasterio.

2. A Bonificio integra prohibitor primo manavit.—Num in tali prohibitione comprehendatur pueri ante usum rationis. — Primum ergo quia hanc clausuram integro praecipuit Bonifacius VIII, in dict. cap. unico, de Statu regular., in 6 : Nulli (inquit) aliquatenus in honore personae, neque etiam honesta, nisi rationabilis et manifesta causa existat, ac de illis, ad quem pertinuerit, speciali licentia, ingressus, vel accessus patetur ad eadem. Quod praecipuum constat quod personas universales esse, quia sub voce personas honestas, tam feminas quam viri, et tam laici quam clerici vel monachi, et Episcopi comprehendendantur. Id vero claris declaravit Concilium Trinitarium, sess. 25, de Regular., cap. 5,icens : Ingradi autem infra septa monasterii feminis licet, cujuscumque generis aut conditionis, sexus vel aetatis fuerint. In quibus verbis dubium oriri potest circa illam particulam, cujuscumque aetatis, an comprehendendentur pueri ante usum rationis. Sed manifestum est eos ex parte sua non comprehendi, quia non sunt capaces praecipi ; lex autem illa directe refertur ad ipsos ingredientes, cum tenor ejus sit : In gradi feminis licet. Et non potest comprehendere pueros pro ea etate, in qua nihil potest
CAP. X. DE ALTERA PARTE CLAUSURÆ MONIALIUM, QUOD INGRESSUM, ETC.

61
cis esse illicitum; ex parte vero introducti-

tum vel admittendum ipsos posset magis du-

bitari. Sed de hoc genere cooperatorum ad

hunc ingressum, etiam pro his personis qui-

bus est illicitus, nibil Concilium Tridentinum

locutum est; neque in Motibus Pii V, 8, 22,

aut 100, neque in Motibus Gregorii XIII, 13,

36 aut 75, qui sunt de hac clausura, aliquid

circa has personas specialiter expressum in-

venio, praterquam in 36 Gregorii, ibi: Novo

moniales sub eisdem panis illas altere admitt-

tere presumunt. Sed constat ex contexto, re-

lativum illos, solum referre quasdam pers-

ones ibi nominatas, quae praetextu quaram-

dam facultatum, alias legitimarum pro arti-

culis necessitatis, volunt ingredi, etiam quando

nulla est necessitas. Unde potius sumitur

ab speciali argumentum, cum in alios locis

haec additio non fiat, non extendi preceptum vel

posuas ejus ad hujusmodi personas. Talis

ergo cooperatio in tantum erit prohibita, in

quantum ipsa de se fuerit mala, supposita

culpa in ingrediensibus; quia cooperatio ad

culpam per se mala est, et consequenter eodem

precepto prohibita, etiam ad incurren-

dam ejus penam non sufficit. In predicto

ergo casu, de puere ante usum rationis, cum

ex parte illorum nulla sit culpa, ex parte ad-

mittendum ipsos nulla est cooperatio ad cul-

pam; cumque prohibito directe non cadat in

ipsos infantes, non potest indirecte redundare

in admittentes ipsos; ergo ex neutra parte

hic ingressus prohibitus est.

3. Nam grandiores, sed tamen perpetuo

amantes.—Sed insurgit difficilis, nam se-

quirit idem esse dicendum de perpetuo

amantibus, qui nunquam usum rationis ha-

buerunt, etiamis grandioris status sint; con-

sequens videtur esse contra bonos mores, et

contra intentionem Concilii. Ergo. Sequela

patet, qua illi non peccant ingrediendo, nec

sunt prohibiti, quia non sunt capaces pre-

cepti; ergo nec moniales prohibitus sunt ad-

mittere, vel introducere illos, neque in hoc

peccant. Minor probatur, quia inde possunt

sequi eadem incommoda, vel majora, quan-

si illi haberent usum rationis, qualia sunt in-

decentes ioci, impudici tactus, et similia, ex

quibus constat talem ingressum directe esse

contrarium intentioni illius legis.

4. Ad hoc Varrac, d. Comment. 4, num.

59, quem sequitur Emmanuel Rodrigr., 1 tom.,

quest. 46, art. 1, Thom. Zerola, in praxi

Episcopali, part. 1, verb. Moniales, ad 8,

quaeestium, vers. 4, negat admittendum esse

sequelam, quia fatui (inquit) licet non pos-

sint peccare, possunt tamen ad peccandum

incitare, tumulum facere, turpiter jocari, et

similia monasterio nocentia asportare. Quae-

ratio probat quidem bene peccare moniales

contra legem naturae, vel contra suam regu-

lam hos admittendo, vel certe etiam contra

votum castitatis, si mala intentione, vel cum

decussi periculo lesionis ejus, illos admittant.

Quamodo etiam poterunt peccare admittendo

parvulos, præsertim grandiosulos, licet non-

dum ratione utantur; quia, licet ipsi non

possint peccare, neque active ad peccandum

incitare, possunt esse materia peccandi, et

objective movere, vel occasionem praebere

ad faciendum tumultum, vel turpiter jocan-

dum, vel aliud pejus. Non videtur autem

probare illa ratio illud esse peccatum contra

prohibitionem Concilii, tum propter replicam

factam, quia etiam quoad illam rationem est

similiduo in puere; tum maxime quia, ut

lex obliget, non satis est finis legis, nisi in-

terveniat etiam materia legum. Quamvis enim

lex jejunii hodie obliget propter talem finem,

quamvis idem finis, vel eadem necessitas sit in

me alio die, non obligabit me lex jejunii, si

pro illo die non est posita. Sic ergo, cum haec

lex non sit posita pro his personis ratione ca-

rentibus, licet in aliquibus earum ratio et

necessitas legem eadem sit, obligatio non erit

eadem, præsint quia, cum haec lex non

obliget moniales nisi indirecte, urget semper

ratio, quod cessante obligatione directa circa

alios, nulla posit in ipsa redundare.

5. Nibilominus sententia illorum autorum

mihi placet, censeoque esse peccatum grave

contra prohibitionem Concilii admittere has

personas. Rationem vero esse existimo, quia

praecipsum illud per se et uti sua illas etiam

personas obligat, quamvis ex accidenti ex-

cusetur; aliud enim est non obligari, alud

excusari a lege, ut ex materia de legibus

suppono. Hanc ergo differentiam invenio in-

ter infantern, et adultum perpetuo stolidum,

quod infans per se est incapax precepti, et

ideo ad illum nullo modo dirigitur; adultus

vero est capax, per se loquendo; quod autem

in tali etate per se sufficiente ad usum ratio-

nis habeat impedimentum ejus, per accidenta

est; et ideo tale impedimentum excusat qui-

dem personam a transgressione precepti,

non tamen excludit quominus preceptum in

illam cadat. Ideoque si talis persona admitt-

tatur vel introducatur in monasterium, licet

ipsa non peccet, peccant aliae, quia illo in-
gressus est contra præceptum, qui licet non sit liber homini amens, alius est liber, et ideo non excussatur, licet ille excussaret. Declara-}


tur exemplo, si homo dormiens vel ebrius introductur, nam ipse non peccabit, et alii sine dubio peccabant; quia in illo carentia culpæ est solum per excusationem, et non quia non sit materia præcepti; que tamen excusatio in alius locum non habet. Sicet etiam, qui facit ut alius cometad carnes in die prohibito, illo forte non peccante propter oblivionem vel ignorantiem, peccat contra præceptum Ecclesie, quia licet alius excusetur, actus ipse est contra præceptum Ecclesie, et ipse est voluntaria causa ejus. Multo ergo magis dicendum est in presenti casu, in quo ipsemet actus materialis (ut sic dicam) ingreditur, licet ab ingrediente non fiat moraliter, habet eadem incommoda que lex vitare intendent; et tune habet optime locum congruentiae a Navarro adducte. Fa- vet tandem forma hujus præcepti, prout hab- betur in dict. cap. unice, de Statu regular., in 6: *Nulli aliquatenus in honore persona, nec etiam honesto ingressus patet*, etc. Nam hæc verba non solum ad ingredientes dirigir videntur, sed etiam ad omnes quibus cura inincumbit talis clausura, et passive magis quam active feruntur, ut non tantum ingrediendi actionem moralem, sed etiam permissionem seu admissionem comprehendere videantur. Nomiæ autem inhoneste personæ in omni proprietate comprehendit hos amen- tes, non vero infantes, quibus vix etiam nom- en personæ tribuitur, juxta communiorem usum.

6. *Explicatunt limites clausura.* — Sed explicandum superest quis sit terminus localis (ut sic dicam) hujus ingressus, in quo con- summatur violatio hujus præcepti. In quo, generatim loquendo, dicendum est, in omni monasterio feminarum seipsumentum aliquod vel murum necessario designandum esse per totum circuitum ejus, ut infra illud censatur esse clausuram monasterii; intra quem terminum contineri debent, et loca omnia, seu cubicula, et officines interiores, et claustrum, et horous etiam si quis fuerit monialium, ac denique omnia loca in quibus ipse ordinaria versatur, comprehendi debent; hoc enim supponunt omnia dicta jura, et Pontifices, quoties de hac materia loquuntur, et est per se evidens, supposita necessitate clausurae. Qui ergo intra illum murum vel Januam ejus ingreditur, eo ipso præceptum hoc transgre- ditur, et quamdiu intra illum non est, præ- ceptum hoc non violavit. Unde qui animo in- grediendi ascendit murum, licet intentione et attentatione graviter peccaverit, non incurrit censuram Concilii, si non intrat; qui autem sine tali intentione ascenderet tantum ob cu- riositatem, vel aliam causam, non peccaret contra hanc legem, sed aliiunde juxta scan- dalum, nocumentum, vel injuriar illatam.

7. *An positi dari locus communis, ad quem possint egredi moniales, et ingredi externi sine fractions clausura.* — Est autem practicum dubium, an omnis locus, ad quem possunt egredi moniales, censendus sit intra clausura- rum, quam non possint ingressi seculares. Et ratio dubitandi est, quia usum retentum vide- tur, non obstante Concilio, ut juxta interio- rem januam monasterii sint aliqua recepta- cula, seu cubicula, ad quæ secales, preser- tum feminæ ingreditur, quamvis illuc etiam moniales egrediantur; quod non esset per- mittendum, si per Concilium intelligeretur prohibitum. In contrarium est, quia vel illa loca sunt intra clausuram, et extra; non extra, alias non liceret monialibus ad illa egredi; ergo sunt intra clausuram; ergo licet monialibus illa ingredi. Respondi potest, eamdem clausuram posse habere duplices terminos, vel potius unum terminum communem, qui sit quasi intraeunctus utrique extræmo, id est, loco clausuræ, et externo, et ideo ingredientibus et eidgentibus licet simul attingere talem terminum. Neque enim hic terminus mathematico modo indivisibilis est, sed aliquam extensionem habet, et plu- res personas capere potest, et per impositionem quodam moraliter designandus est. Potest ergo spatialium illud, quod est inter duas janas, tanquam terminus communis designati. Sicet enim paulo anteas in num. 6 di- cebamus, eum, qui ascendit murum, nondum violasse clausuram ingreditio, ita etiam religiosius, vel religiosa, licet ascendet murum ad egrediendum, nondum censetur consummatis peccatium violati clausuram per egressum, donec extra septa monasterii egres- sio fiat, ut significavit etiam Clemens VIII, in decreto de reservatione casuum regularium. Ita ergo intelligitur dari terminus communis, in quo possint simul esse secularis et relig-iosus, sine ingressu unius et egressu alte- rius.

8. *Respondeo nihilominus, dari talia loca communia (ut sic dicam), esse contra men- tem Concillii, et contra legem ejus. Primum
patet, quia hoc est quod precipue intendunt vitare canones, ne, scilicet, moniales cum secularibus in cismis receptaculis seu locis possint convenire. Quod adeo verum est, ut hac ratione prohibuertur moniales egregi, vel habere ianuam ad ecclesiam exteriorem, ad quam intret secularis. Et ex ratione et fine precepsi constat hoc esse imprimit necessar-rium. Et confirmatur, quia alia etiam virislicheret ingredi talia cubicula, quod per se statim apparebat absurdisse. Unde ille usus, vel potius abusus, qui in contrarium affertur, nullibi ad viros amplificatus est. Nullo autem colore fit in hoc distinctio inter viros et femi- nas, quia prohibito aequalis est pro omnibus, et pro eisdem locis, seu pro eadem clausura. Unde probatur altera pars, primo ex verbis Bonifacii: Nolite aliquatenus ingressus pat- teat ad eadam, scilicet moniales; quomodo igitur non patet ingressus ad eadem, si licet ingredi adiquod receptaculum, ad quod ipsae moniales communiter egregiuntur? Concilium autem atque etiam Pius V renovant decretum illud Bonifacii. Et preterea Concilium ait: Ingressi intra septa monasterii ne- minim licet. Septa autem monasterii non appellation cubiculum aliquod, sed murus quo habitatio monialium clauditur, ut constat ex communis usu vocis. Nec potest negari quin talia loca sint intra septa. Primo, quia sunt intra ianuam illam, quam semper clausum moniales aliquti custodit, extra quam egregi piaculum est. Deinde quia in illis locis resi- dent communiter moniales, presentem jani- trices, et socii earum, quae omnes intra clausuram semper contineri necesse est.

9. Ad consecutudinem pro parte contraria adductam in num. 7. — Ad ecocationem ibidem allatam. — Quapropter ad consecutudinem num. 7 adductam respondeo, et raram esse, et ubi permissa est, ex aliqua ignorantia esse orton, non esse tamen permittemus, sed ubolendum, quia est juri contraria, et non est rationabilis, quia multum etiam derogat religioso custodiae disciplinae; et quamvis esset tolerata, non est tam antiqua, nec tam communis, et nota superioribus, ut potuerit canonicae legi, et adeo gravi derogare. Ad ob- jectionem aliam respondetur, totam illam esse fraudem legit, et sophisticam argumenta- tioniem. Unde cum eadem proportione dicitur, quamvis locus dividentis locum clausuri ab externo non sit mathematicae indivisibilis, mo- raliter tamen debere esse indivisibilem, et non amplum quoddam cubiculum seu rece- ptaculum ad mutuum confabulationem sine ulla murorum divisione addicandum. Quod autem supra murum, vel in ipsamet ianua possint simul due personas conjungi sine ingressu unius, vel egressu alterius, non consi- deratur a lege; quia et est nimis acciden- tarium, et quia leges communes non pos- sunt ad hec minima et particularia descendere; et ita non potest inde argumentum su- mi ad congressum in eodem cubiculo, quod de se possent sufficiere ad simul habitandum.

10. Quis possit licentiam dare ad ingressum in monasteria monialium. — Prima notatio, solum Papam posse licentiam dare sine causa ingressione. — Illo justo removetur. — Su- perest ut explicemus restrictionem seu mo- derationem hujus legis; hactenus enim am- plitudinem et veluti substantiam ejus decla- ravimus. Addit ergo Concilium Tridentimum, sess. 25, de Regular., cap. 5: Sine Episcopi vel superioris licentia in scriptis obtenia; et infra: Dare autem tantum Episcopos vel su- perior licentiam debet in casibus necessariis: neque alius ullo modo posse, etiam vigore alicu- jus facultatis vel indulto hacemus concessi, vel in postero concedendi. Bonifacius autem VIII etiam dixerat: Nisi rationabilis et justa cau- sa existat, ac de illius, ad quam pertinuerit, speciali licentia. Circa quam moderationem primum noto, solum Pontificem posse dare hanc facultatem sine causa necessaria ad ta- lem ingressum, quia omnes inferiores Prae- lati solum id possunt circa hanc legem, quod eis concessum est; et quidquid non est con- cessum, est prohibitum, quia ipsi de se non habent potestatem derogandi legi Pontificie vel Conciliari; ibi autem solum eis concedi- tur, ut possint dare facultatem ex causa necessaria; ergo solus Papa amplius potest. Unde fit, si Episcopus det facultatem sine lo- gita causa, non solum peccare, sed etiam nihil agere, quia excidit potestatem sibi con- cessam; et ideo cui talis facultas datur, non potest illa uti tuti conscientia, per se lo- quendo, quia non impetetur conditio posit a Concilio, et illa non impleta, obligat prohibiti- tio ejus; possit tamen ignorantia excusare adhibendo fidem superiori; quod habebit locum quando substitus bona fide procedit, et non est certus de defectu causa. Sequitur etiam inde, solum Papam proprius posse in hac lege dispensare, quia inferior Praefatus, si dat facultatem ob necessitatem, non dispensat, sed implet legem: si vero dat sine necessita- te, nihil facit. Dices: sequitur Pontificem
nullam posse licite dispensare, quia dispensatio sine causa, neque a suprmo Principe licite datur, etiamsi data valeat. Respondetur negando sequelam, nam potest dari causa sufficientes ad justum dispensationem, quae non esset sufficientes ad facultatem ab Episcopo dandum. Nam Episcopus solum potest eam concedere in casibus necessariorum, utique monasterio, seu monialibus. Pontifex autem potest juste illam concedere ob qualitatem personae, vel ob insignem beneficentiam, supposita aliunde decentia, moderatione, et aliis circumstantiis.


12. Potest item superior regularis quoad moniales subditas. — Quod monasteria vero exempta, et immediate subdata subjectaria, certum est Prelatum regularem possidem facultatem dare, quia ille est superior talis monasterii. Item est certum ex vi Concilii pro hujusmodi monasterioris hanc facultatem sufficer: quia Concilium absolu disjunctio utitur, et ad veritatem disjunctiva, atque adeo ad observantium disjunctivi prece-
facultatem ad Summum Pontificem, non derogarentur per decreatum Concilii, tum quia per generalarem legem non derogantur statuta particularia, quorum mentio non fit, preserverim quando eorum rigor magis favet intentioni legis; tum etiam quia ipsummet Concilium, cap. 22, declaravit non esse mentem suam per superiora decreta arctiorum regulas aliqua ex parte relaxare. De Praelato vero inferiori seu conventuali videri potest iusta mentem Concilii non posse habere hanc potestatem, quia cum Concilium sub disjunctione ponat Episcopum et superiorem, videtur cum proportione locui de superiore, qui habet locum Episcopi quoddam jurisdictionem, quia quod hoc est equalitas rationis; Praelati autem conventuales non habent jurisdictionem Episcopalem, simpliciter loquendo, ut in superioribus ostensum est. Propter quam rationem hec pars videtur satis probabilis et tutior; unde saltem cenoso actum non pertinere ad ordinariam jurisdictionem talis muneri, saltem in ordinibus Mendicantibus; si tamen Provincialis vel Generalis voluerit committere hanc potestatem Praelato conventualii, qui alis sit etiam immediatius Praelatus ordinarius monialium, non repugnat Concilio, ut ex dicendis constabit.

14. Quosnam a danda facultate Tridentinum excitavat. — Addit enim Concilium, postquam dicit Episcopum vel ordinarius liciantiam hanc dare debere in casibus necessariis: Neque alius ullo modo possit, etiam viro cuiuscumque facultatis, vel indulti hacius concessus, vel in posterum concedendus. Ubique imprimis exclusit ne Abbatissa possit hanc licentiam dare, nomen enim masculini generis etiam feminas complectitur, ut est vulgaris regulae. Et esse hanc communem sententiam, etiam juxta cap. unicum, refert Navares, Comment. 4, de Regulari, numer. 59. Ratio autem quam adducit ex Dominico, Franco, et aliosis, scilicet non sufficere licentiam Abbatisse, quia et illi imponitur clau- sura, hanc (inquam) ratio miri non satisfacit. Quid enim repugnat servare clausuram sibi impositam, et habere potestatem dandi licentiam ad ingressum in casibus necessariis? Et fortasse illa ratio apparentius probaret de licentia ad egressum, quoniam in illa propria subjecta est Abbatisa, et ideo ad eundem Praelatum videtur pertinere dare illi aut alii facultatem. Quoquam neque hoc sit simpliciter necessarium ex vi illius rationis, sed quia jura expresse postulant licentiam Episcopi. Unde, considerato tenore dicti cap. unici: Ae de illius, ad quem pertineat, speciali licentia, non video cur non posset sub illis comprehendi Abbatisa, si antea aut ex regula, aut ex consuetudine ad illam hoc pertinebat; quia ibi etiam sub masculino comprehendi potest femininum; at Concilium revocat omnem similem consuetudinem vel privilegium, aut quemcumque alium titulum. Unde existimo non posse Praetatum committere Abbatisse hanc potestatem, quia Concilium revocat omnes facultates, etiam in posterum concedendas. Et eadem ratione existimo non posse Praetatum illam committere alicui, qui non sit superior simpliciter talis conventus; quia Concilium aperte vult solos superiores posse habere hanc facultatem. Denique si aliqua personae ex speciali privilegio, etiam Pontificio, poterant illam facultatem concedere, ibi revocata est; non tamen voluit Concilium auferre a Pontifice potestatem illam in posterum concedenda, si vellet; sed per illa verba explicuit voluntatem, quia Ecclesia habuit, et Sedes Apostolica confirmavit, ut talia indulta non concedentur; quam voluntas non facile a posterioribus Pontificibus revocatur. Et hanc vim et energiam habent illa verba respectu Sedis Apostolicae. Ambiguum autem esse postest an illa revocatio se extendat ad facultates vel indulta ingendiendi monasteria; nam longe diversum est habere indultum ad dan- dam licentiam ingendiendi, vel habere indultum dans licentiam ad ingendiendum. Concilium autem tantum de prioribus loqui videatur, considerato tenore verborum. Aliqui tamen volunt verba extendere ad utrumque, in quo non immoror, quia illa revocatio situs per Pium V et Gregorium XIII facta est; de qua supra satis est dictum.

15. An saltem Episcopus veniant nomine superioris, etiam respectu monialium subjectorum regularium. — Aliud dubium est, an Episcopus possit dare hanc facultatem in monasteriis exemptis suis dioecesis. Et ratio dubitandi esse potest, quia Concilium sub disjunctione dicet: Episcopus, vel superior. Sed ex his verbis nullum argumentum sumitur, alioquin eodem modo dicit posset, regularis Praelati licentiam sufficere in monasterio Episcopi, quia etiam ibi posset applicari disjunctiva locutio. Sicut ergo ibi nihil potest Praetatus, quia non est ibi superior, etc., debet intelligi respectice, ita Episcopus ex vi Concilii nihil potest in hac parte circa illa
monasteria sibi non subjecta, quia disjunctiva
illa debet intelligi cum partitione accommoda;
alias posset Episcopus concedere hanc licen-
tiam renuente Praelecto religiosis, quod est
ccontra debito ordinem, supposita exemp-
tione quam Concilium in hac parte tollere
noluit, nam idem addidit illam particulam,
vel superioria. Per quam etiam signifieavit non
esse satis esse Episcopum, nisi sit superior
monasterii, ad hanc licentiam dandam; e con-
trario vero superiorem sufficere, ut declara-
tum est. Additur vero in quadam Declarad-
tione Congregationis Cardinalium, ubi post
Concilium fuerit consuetudo introducta, ut
Ordinarius det hanc licentiam in monasteriis
regularium subjectis, observandam esse. Sed
id profecto non erit ex vi Concilii, sed ex vi
consuetudinis, quae potest jurisdictionem da-
re vel privilegium tollere. Sicut etiam ibidem
dicitur, ubi fuerit consuetudo introducta, ut
Episcopus habeat superidentium aliquam
super concessione talium licentiarum, ut ver-
bi gratia, quod debeat apud eum registrari,
observandam esse, quamvis Episcopus non
possit tunc licentiam improbare. Quando ve-
ro ha licentia dantur feminis, vel alis per-
sonis, aut clericis secularibus Episcopo sub-
jectis, poterit Episcopus ex parte illarum in-
gressum prohibere, si justam et rationabilem
causam ad hoc habeat; quod magis habere
potest locum in accessing quae ingressu in ta-
lia monasteria, quia ingressus non tam facile
permititur. Observandum est autem, quod
Concilium præcipit, ut talis licentia in scriptis
detur. Necesaria enim videtur haec circum-
stantia ad vitandum excommunicationem a
principio positam, sic enim ait: Sine licentia
in scriptis obtenta sub excommunicationis
pena.
16. Quæ causa requirantur ad predictam
licentiam? — Quæ causa a Bonifacio, quæ
a Tridinito, postulatur. — Jam quæ sit caus-
a legitima dicendum. Sed haec a Bonifacio
per duas tantum conditiones explicatur, sci-
licit, quod sit rationabilis et manifesta. Con-
cilium vero Tridinimum addidit, quod tan-
tum detur in casibus necessaria. Et ita vide-
tur priore conditionem a Bonificio positam
coarcasse, nam rationabilis causa multo la-
tius patere videbatur. Nam quod mater in-
grediatur ad visitandum filiam, rationabilis
causa appellari poterat, et tamen juxta te-
orem Concilii sine dubio non est sufficiens,
quia illa congruita simpliciter non est neces-
sitas. Qui autem sensendi sint causas neces-
sarii, explicatur a glossa, in dict. cap. unic.,
verb. Causa, his exemplis: Sicut in medie
barbitorum, autoribis, carpenteris, cum
eguerint, et similibus. Intelligit ergo casus ne-
cessarios ad vitam humanam. Tamen, licet
hi frequentiores sint, non est ad illos arctan-
da constituto Concilii, ut ex dicendis patebit.
Quanta vero debet esse necessitas, Concilii
nihil dixit, sed simpliciter, in necessariis.
Gregorius autem XIII, in constitutione supra
tractata, Ubi gratia et indul. addidit: Sed
necessitates urgentibus dantur ad ingredit.
Sed per illam particulam nihil addidit Concilio
quoad gradum necessitatis, sed observantium
et. executionem ejus providit, statuens, sub
ejusdem penae ipso facto incurrendas, ne quis-
quam, praetextu licentiae datae pro casibus ne-
cessariis, ingrediatur, nisi tunc quando vere
urget necessitas; non ergo vult necessitatem
esse majorem, sed ut vere insitn usi ipsius li-
centiae; et ad hoc addit poenas quas Concilium
non posuit.
17. Necessitas, quæ a Tridinum postulatur,
duplex est. — Est autem advertendum, hanc
necessitatem duplicem esse posse, unam com-
umem et ordinaria, aliæ extraordinariae
pro multis repentinis vel inopinatis eventi-
bus, qui non possunt per ordiniam provi-
dentiam praeveneri. De priori videtur tantum
locuta glossa supra citata; sed sine dubio
textus, quem exponit, multo latius loquitur,
absolute loquens de causa rationabilis. Ila er-
go necessitas ex natura rei excitatur in tali
lege, et in omni regula monialium. Sed in illa
necessitate potest esse latitudine, ut quod plu-
res medici ingrediantur ad visitandam infir-
man, vel unus sufficient, et similia. Et propter
hanc determinationem necessarium est pru-
dens arbitrium Praelati, neque alia regula pro
tali necessitate assignari potest. De posteriori
etiam necessitate dicendum est, considera-
tam esse a Concilio; et fortasse ob illam pra-
cipue illa verba, in necessariis, possuise; nam
alia per se nota erant. Gradus autem seu men-
sura hujus necessitatis prudenti etiam arbit-
trio ejusdem Praelati relinquitur, quia nulla
alia regula assignari potest. In hoc autem judi-
cio prestante facile unusquisque intelligit
majorem necessitatem postulandum esse ad
ingressum viri quam feminae, et ad ingressum
nocturnum quam diurnum, et sic de aliis cir-
cumstantiis. Pro his etiam necessitatibus ex-
traordinariis, quæ sub generali facultate com-
prehendi commode non possunt, ubi Praelati
longe distant a monasteris, necesse est ut
C. X. DE ALTERA PARTE CLAUSURÆ MONIALIUM, QUOD INGRESSUM, ETC.

alicui committant vices suas, qui in repenti-

nias casibus, quando est periculum in mora,

possit hujusmodi licentiam dare, non cogatur

Abbatissa uti epíkeia, quæ etiam in hâc leg

locum habeat, si revera moralis necessitas

superveniat, et Praelatus consulî non possit; 

näm hâ leges moralitates intelligenda.

18. Dubium primum circa hâc necessitate-

tem. — Primum pronuntiatum pro hoc dubio. 

—Sed primum hic non nunca dubia. Primum

est, an possit Praelatus dare hanc facultatem

non solum ad ingrediendum ad brevem tem-

pus, sed etiam ad habitandum, seu diu per-

manendum ibi, si necessitas moralis id postu-

let. Hoc maxime locum habet in servitici-

bus, si non inventiüntur sufficientes quae ve-

lint profiteri, nec in perpetuum monasterio

offerit, an possit seculares esse. Quorum

necessitas esse potest vel pro toto conventu, 

vel pro aliqua particulari moniali. In quo pri-

mo dicendum est, ex vi Concilii non esse pro-

hibitum, si casus reversa censetur necessa-

rias. Probatur, quia Concilium non limitavit

ingressum ad brevem vel longum tempus, sed

absolute de illo loquuntur, in casibus necessa-

riis; ergo si necessitas postulât diuturnam

moram, vel habitationem post ingressum, 

Concilium illam non prohibit. Deinde nullum

est alius decreetum juris communis, quod hoc

probât, vel quod distinguât in hac parte 
inter ingressum et habitationem. Neque etiam

post Concilium inventî constitutionem Pouti-

ficiam hoc expresso prohibentem. Imo, si ve-

rum esset quod Navarrus sentit, Pium V et

Gregorium prohibuissent conversarum profes-

sionem, tacite in hoc permisissent servitices 

seculares; quia verisimile non est voluisse

Pontifices, ut in monasteriis Sanctimonialium

culisse sint feminas, quæ in rebus et servititis

necessariis ad humanam vitam eis fœmen-

latur, cum, moraliter loquant, illis maxime

indigent. Quia vero certius credimus non 

esse prohibitum monialibus habere professus

conversa, ut cap. 8, a num. 19, ostendimus,

ideo necessitas famularum secularium multo

rarior esse potest.

19. Secundum pronuntiatum. — Unde se-

cundò dicitur licentiam pro his famulibus

dari non posse, nisi vera necessitate existen-

te, et sub conditione servandi clausuram, ita

ut nunquam egrediantur, et si semel egressum

erunt, nunquam amplius ingrediatur. Ra-

tio prioris partis est, quia cessante necessitate,

cessat casus de quo Concilium loquitur; ces-

sabit autem necessitas, quoties per conversa

professas sufficienter potuerit monasterio mi-

nistrari. Unde si non desit occasio moralis

recipendi illas, non erit liberum Praelatis da-

re potius licentiam ad ingressum secularium

servientium, quam ad recipiendas conversas

professionem emissuras. Et hoc maxime con-

firmat constitutio 13 Gregorii XIII, quæ pro-

hibet, ut conversæ non profassè, si profassè 

noluerint, in domum remittantur, et in futu-

rum non recipiantur, nisi suo tempore pro-

fessionem emissuræ; quæ prohibitiio adeo

est rigorosa, ut videoatur excludere omnino a

monasteriis monialium usum serviticii se-

cularium; nam si prohibit tenere conversas 

non professas, multo magis servientes omni-

no seculares; quia conversæ magis accedunt 

ad statum religiosum, minusque videtur

posse obstare clausurae, aut aliis religiosis 

observantibus monialium. Nihilominus tamen,

quia expressa loquitur de conversis, non ex-

tendam prohibitionem rigorosam ultra casum

expressum ob similitudinem rationis, cui facile

responderi potest. Intelliegó igitur Gregorii

mentem fuisse, ut necessarium ministerium

monialium stat per conversas professus, et

ideo si possit haber copia earum, non po-

treunt admirati famulas seculares, ut etiam ci-

tato cap. 8 diximus, ex mente Concilii. Si au-

tem desit earum copia, non existimo prohibi-

tum esse a Gregorio, ne talia ministeria pos-

sint per famulas fieri de licentia Praelaturn,

et cum aliis conditionibus debitis; quia non

est verisimile voluisse in hujusmodi eventu 

relinquü monasteria sine remedio. Tunc au-

tem potius recipiendas sunt seculares quam

converse non professæ, quia hoc est expresso 

prohibitum, et non illud. Et ratio esse potuisse,

quia famulas dimittit possunt quoties se ebe 

obtulerit occasio recipiendi novitas conversa

professionem emissuras; quod in aliis oblati

vel conversis non ita fieri possat. Item, quia

in monasteriis monialium nulla apparat nece-

cessitas vel utilitas harum conversarum non 

professarum; nam si sunt utiles ad ministeri

a, et volunt se concearere Deo per profes-

sionem, non est cur non acceptarant; si au-

tem profiseri nonant, non est cur ad alium ge-

neris obligationis vel perpetui contractus reci-

piantur. Altera vero pars colligor ex mente 

Concilii et Gregorii XIII, et ex declarationi-

bus Cardinalibus, quas statim numero se-

quenti referemus. Et ratio est, quia hæc fa-

cultas danda est cum minima lesione clau-

surae quod fieri possit, quia est dispensatio 

in re gravi, qua coercenda est. Præsertim,
quia per se et ex natura rei est id necessarium ad custodiam et honestos mores monialium.

20. Tertium pronuntiatum. — Ultimo dicitur, hanc facultatem dari posse pro communi necessitate monasterii, non vero pro particulari servitio unius vel alterius monialis. Hoc etiam a fortiori colligitur ex declarationibus Cardinalium. Est enim consentaneum professionis religiosa, aliquo singulae moniales proprias famulas habere vellet, quod esset contra decorem, et religionem monasterii. Ratio vero est, quia ille non est casus necessitatis, cum per monasterii communes servi- trices seu coadjutrices possit sufficienter singularum necessitatibus provideri. Quod si existat casus (id enim frequentem contingere potest) in quo aliqua monialis indigeat particulari cura, et ministerio aliquijus famule vel socie, ad curam Prelate, vel Abbatissae, spectat aliquam ex servitibus huic ministerio omnino applicare. Unde ob hujusmodi necessitates licitum erit facultatem dare ad augendum numerum servitricium secularium, si conversa professae, vel aliae moniales ex junioribus juxta usum et consuetudinem monasterii, non sufficiant. Tunc autem revera non datur facultas ut aliqua admiratur ut famula aliquijus particularis moniales, sed ut pro servitio monasterii ingrediatur; applicatio autem ad tale ministerium fit ex Abbatissae voluntae.


no. Iliae autem conditiones in alius explicatur. Prima, ut nullas secum afferant vel baebant ancillas; secunda, ut exeire non possint, nisi non reversae; tertia, ut obligato sint ad clausuram et ad cœtera sicut moniales; quarta, ut in eo vestitu incendiat, qui virginali modestia et pudori conveniat; quinta, ut ibi esse non permittatur ultra aestas suae annum vigesimum quintum; sexta (que ex 9 declaratione a dicto auctore allata colligitur) est, ut facuetas babeant, vel parentes a quibus postea dotari in matrimonio, vel in alio monasterio possint; septima, ut hoc non extendatur ad viduas, etiamsi velint perpetuo in monasterio vivere, nisi velint fieri moniales, quia (dicitur in declaratione undecima) in ipsis nulla aestas causa necessaria; quod verbum notandum est pro his quae dicemus; et quia in alio casibus necessarius, etiam mulieres maritata permittuntur ibi recipi ad tempus, declaratione decima tertia et decima quarta; octava conditio sumi potest ex decima sexta declaratione, ut femine, quibus talis facultas datur, inhoneste non vixerint, praesertim si non consuevit monasterium hujusmodi feminas admittere; nona, ut hoc non repugnet institutis seu consuetudini monasterii; decima, ut Abbatissae et monialium consensus accedat.

22. Quae in Cardinalium declarationibus obscura sint.—In quo notanda sunt verba cujusdam interrogatio et responsio ejusdem Congregationis Cardinalium, quem mihi ambigua visa sunt; scilicet: Utrum possit ipsis caeteris personaliter capriata monasteria, ad hoc ut educetur ibi etiam abscissa licentia Ordinarii quoad monasteria regularibus subjecta. Respondent Congregatio possit, obtinent tamam litteras ab ipsa congregate in forma prescripta; non autem ex sola licentia superiorum regularium. Dubium enim mihi est (cujus perfectam intelligiorem Rome procuravi vellem) quae sit illa congregate, cujus litterae requiruntur. Nam si sit ipsam Congregatio Cardinalium, ut vocis similidum indicat, repugnat hoc alius reponi, in quibus sepe dicitur sufficiere licentiam Prelati, juxta tenorem Concili. Item non constat congregatio etiam habere jurisdictionem, sed solum ministerii pertinens (ut sic dicam) ad clavem scientiæ. Denique non constat quin illa littera necessarie, vel quae sit forma prescripta earum. Si autem sit sermo de congregatio ipsius monasterii, primum insitutatix est modus loquendi, nam significari potius
MONIALIUM, QUOD INGRESSUM, ETC. 63

solet nomine monasterii aut conventus. Deinde, licet ejus consensus requiritur, non tamen scripta licentia; ergo nec litterae sub aliqua certa forma. Nec minus obscurum est quod ibidem consequenter subditur: Neeque etiam de licentia Ordinarii, et Superiorum, illa, que habuitur regularem suscipere vult, et ibi permanerque, potest ibidem commorari per aliquot dies, ut magis perspecisse possit monasterii et ordinis regulam, nisi obtiens litteras ab ipse congregatio. In quo response valoris quidem probabile mihi est non possis Prelatos dare licentiam, ut que volunt moniales fieri, prius ante susceptionem habitus novitiamur, per aliquot dies intra monasteria recipiuntur; quia ille non est casus necessitatis, tum quia ad hoc datur annus probationis, ut regula et monasterii mores perecipiantur; et tiam quia extra monasterium potest regula videri, et sufficiens informatio sumi. Et praeterea, quia illo titulo possent plures ingredi, et postea exire ante receptionem habitus, quod esset occasio et fingendi similis occasionem, et perturbandi moniales. Quod autem ibi adjungitur, nisi obtenis litteras ab ipse Congregatione, non satis intelligo. Tandem ex his declaracionibus colligo, casum necessitatis, quem Concilium requirit, non limitari ad necessitates ipsius monasterii, vel monialium, sed extendi etiam ad necessitates proximarum, id est, mulierum quarum gravi necessitati spirituali, vel corporali per illum ingressum, vel habitationem subveniri potest sine incommodo, vel violatione regule monasterii; in hoc enim principio fundantur omnes declarationes relative, quia non sunt quasi relaxationes rigoris Concili, sed veram ejus interpretationem continent.

23. Dubium tertium. — Vera resoluto. —
Tertio, dubitari potest an hæc prohibito vel coactato extendatur ad ipsos Prelatos, qui suo jure possunt ingredi monasteria monialium; cujusmodi sunt omnes, et soli illi qui possunt facultatem ingrediendi aliis dare; quia certum est eos non indigere speciali licentia Pontificia, sed ipsum jure illam habere ratione suae muneris, cuius proinde aliqua praestare. Videntur ergo posse uti hoc jure, suo arbitrio, rationabili quidem, tamen sine precisa limitatione ad causas necessarios a Concilio posita; quia Concilium solum dixit de Episcopis vel superioribus, quam licentiam dare non possint; non autem dixit, non possint accipere, vel non valcant sua potestate uti. Denique dare licentiam non dicitur pro prie respectu sui ipsius; ergo illa lex non est extendenda, cum in hac parte sit rigorosa. Nihilominus Gregorius XIII, constitutione sua 75, dubii emergentibus ad hoc specialiter edita, declaravit Concilium comprehendere etiam hos Prelatos, ut ingredi non possint, nisi in casibus necessariis: Et in eis (inquit Gregorius) ut ingrediantur, a paucis, iaque seniores personae comitati. Unde dare licentiam intelligitur Episcopus, etiamsiibi ipsi illam faciat; nam in hoc etiam in generali lege quodammodo dispensat, et ideo eadem seu proportionata causam requirit. Et hanc suam mentem satis explicuit idem Concilium, dum infra, cap. 7, praecipit ut is, qui electioni Abbatis praest. Episcopus, seu superior, clausura monasterii non ingreditur, sed ante consecrationem sancta vota singularum audiat vel accipiat. Si quis enim ingressus videri poterat rationem aliquam habere, maxime ad electionem faciendam, et tamen, quia non habet necessitatem, declarat Concilium in eo non licere ingressum. Inde tamen commutata ratione intelligi potest, si aliquis casus occurrat quod, propter perturbationem monialium, vel alias causas, necessarium sit superiorem ingredi ad electionem faciendam, non esse prohibitum id facere; quia Concilium per posteriorius decreto non revocavit prius, sed declaravit solam electionem non esse casum necessitatis; ergo quacumque ratione accidat fieri casum necessitatis, habet locum prius decreto, ut recte notavit Navarrus, dict. comment. 4, num. 59, et in Summa, cap. 27, num. 124.

24. An ingressus tantum vel an etiam accessus ad dicta monasteria sit prohibitus. —
Ingressus et accessus distinguuntur. — Ultimo tractati potest, utrum hæc prohibito extendatur etiam ad accessum ad monasteria monialium. Quod difficultatem nullam habet (mea sententia) spectato solo Concilio Tridentino, nam in eo nulla fit mentio accessus, sed solius ingressus. Et ita censeo certum omnino que disponit, ad solum ingressum pertinere, nec per alium actum violari propositionem ejus aut incurri censuram. Dubium ergo ortur ex decreto Bonifaci, quia hæc duo distinguishing, dicens: Nullique in honesta persona, nec etiam honesto, ingressus, vel accessus patet ad easdem. Et eodem modo loquentur nonnulla antiqua decreta, que statim indicabimus. Nec videtur dubium quin ille due voces diversos actus significent, tum quia sub
disjunctione ponuntur quasi ad augendum preceptum. Quia in cap. Monastiria, de Vita et honest. cleric., prohibetur frequenter ad monasteria Sanctimonialia; per frequentiam autem non intelligitur frequens ingressus, qui usitatus non est; ergo intelligitur accessus; igitur accessus nomine intelligi debet, quod vox in proprietate significat, ad tum ad monasteria monialium, visitandi vel colloquendi gratia. Unde non est sermo de accessu ad eorum ecclesias, sed ad eam colloquia et aspectum. In hoc ergo sensu videtur Bonifacius prohibuisse accessum, etiam sine ingressu, cum illa vero limitatione, nisi rationabili, et manifesta causa existat, et de illius, ad quem pertinuerit, speciali licentia.


monialibus ex monasteris suis egredii, aut ulti suis oculis quomque sequis aut ordinis persona ad eas ingressi liceat. In novis ergo decretis non invenio specialem prohibitionem canonicam de hujusmodi accessum. Et ideo non possimus cum sufficienti fundamento assorere esse malum quia prohibitum; sed ex circumstantiis et modo judicandum est. Semper tamen sacra canones hujusmodi accessum aversati sunt, ut videre licet in cap. In decima, et cap. De finibus, et alii, 18, q. 2.

27. Resoluto secunda: mortale non est, per se loquendo, accessus ad colloquendum cum monialibus. — Ad secundum dubium hinc constat, ex vi solius prohibicionis Ecclesiae hoc non esse peccatum mortale, quia nulla talis est. Non dubito tamen quin decretum Bonifatii ex suo genere illam inducem; et tamen illud consuetudinem derogaret est, affirmare non possimus hoc esse peccatum mortale ex suo genere, quia nullum apparebat alius jus positivum, quo distribebat prohibitor, seclusa frequentia, quam satis gravior prohibit dict. cap. Monasteria, quod dici non potest consuetudine derogat. Ablato autem jure positivo, ex natura rei non est intrinsecum malitiae, praesertim gravis, in hujusmodi accessum. Erit autem mortalis culpa, primo ex prava intentione; secundo, ex materia locutionis; tertio, ex scandallo, vel respectu monialis, si ei occasio peccandi detur, vel respectu sui ipsius, si quis secat se inde constituit in periculo peccandi, vel respectu aliorum, si inde rumor vel mala suspicione oriatur. Unde quarto potest esse gravis culpa propter injuriam quae fit monasterio, et aliqua infantia inde oriatur. Unde addo quinto, omnem accessum furtillum ad moniales esse peccatosins. Voco autem furtillum omnem illum, qui fit sine licentia Abbatisse, vel ejus ad quem pertinet illam dare, et regulariter esse peccatum mortale, etiam si ad mortalem finem non ordinetur, quia est contra jus monasterii et Abbatisse, et contra bonum nomen ejus, nam inter seculares furtum accedere ad colloquendum cum virgine existente sub cura parentum, ex suo genere est gravis injuria; multo ergo magis in virgine sacra. Erit autem gravior huc culpa, si accessus sit ad loquendum per loca insita, quia tanto est major injuria, et periculum scandalii. Sexto denique, solet hoc Episcopi per generales sententias prohibere, et Sylvester refert synodalibus excommunicationes, sub quibus solet hoc prohiberi; quae sine dubio sunt justissimae, et obligant gravior etiam in individuo, in quo interdum cessare possent incommoda, vel ratio gravis malitia; quia lex non cessat in particulari, etiam si ratio legis ibi cessaret videatur. Talis ergo excommunicatione in universalis obligat, Imo invenio quoddam responsum Congregations Cardinalium, datum 9 die Aprilis, anno 1587, quod sic habet: Regularum de adventu monasteria monialium sine licentia Episcopi, incidunt in penam excommunicationis, quam Episcopus suo edicto propositur, nisi regulares illi haberent ex privilegio, quod non possint excomunicari; et tunc deberent puniri a suis superioribus aliqua pena. Qui regularis sic excommunicati non possunt absolvri a suis superioribus, sed ab Episcopo, qui sibi hanc absolutionem reservavit. Ex quibus satis colligitur quam grave judicetur hujusmodi peccatum a predicta Congregatione. Quaude autem accessus non est furtivus, sed cum facultate ejus ad quem pertinet dare, licet fortasse sit sine necessitate, vel causa sufficiente, imo, licet sit ex causa ficta, non erit peccatum mortale secluso scandallo, et prava intentione, et nuncia frequentia; quia non videtur res ex objecto gravis, nec specialiter prohibita per jus positivum, ut declaratut est.

28. Resoluto tercia, de scirpione epistolarum. — Eadem est resoluzio ad tertiam interrogationem, nullum enim invenio jus de illa re specialiter constitutum. Imo etiam cap. Periculo, quavis esset in sua viridi observatione, non esset extendendum ad hunc casum; quia scribere litteras in rigore non est accedere, et lex non est extendens ultra proprietatem terminorum. Unde Navarrus, dict. Comment. 4, num. 61, refert prohibitionem, seu edictum factum Romae de hujusmodi scirpione, quod dict non obligare extra urbem, quia non fuit lex Pontificia. Et cons. 19, de Sentent. excomm., refert aliam specialsem prohibitionem factam quibusdam religiosis a Gregorio XIII, sub pena excommunicationis, quae illos obligat, non aliis. Itaque de hac re nulla est prohibito legis positiva, sed de illa judicandum est juxta circumstantias et finem actionis, et cum proportione fere applicari possunt, que de accessu diximus num. praecedenti.
CAPUT XI.

1. TRUCUM OMNES ACTIONES SECULARES VEL PROFANÆ, ET IN UNIVERSUM OMNES PRÆVÆ, SINT RELIGIOSI SPECIALITER PROHIBITÆ.

4. Puncta duo tractanda hoc in capite.—In hoc capite non agimus de sola obligatione regula, sed de quavis alia, ex quoquecumque jure nascatur, vel naturali, vel positio. Duo autem sunt quae interrogantur. Unum est, an religiosis aliqua actiones specialiter prohibite sint, quæ alii non prohibentur. Alium est, an illa eadem, que religiosis cum alii communiter prohibita sunt, habent in religiosis specialiter prohibitionem vel gravitatem. Quod ad priorem parlem supponimus non esse sermonem de actionibus contrariis votis monasticis, nam de illis constat esse specialiter prohibita religiosis. Specialiter (inquam) quantum est ex vi status, quia religiosis per se convenit talis obligatio, seu prohibitio, non vero alii, qui illum statum non profutterent. Potest autem interdum similis obligatio inventari in persona non religiosa, quia votum aliquod habet in quo et religiosis convenit. Sed hoc et est accidentarium, et ibi jam intervenit participatio quædam status religiosi. Deinde non tractamus de speciali prohibitione orta ex regula; nam, sic etiam constat multa esse posse specialiter prohibita religiosis. Sed de hac obligatione in genere satis dictum est a cap. 1; in particulari vero uniusquaque regulam suam consultat. Preterea non agimus de prohibitione ex vi juris naturalis aut divini; sic enim nihil est specialiter prohibito, religioso, praeter ea que intrinsecus ex voto et traditione facta religioi sequuntur, ex quibus etiam dictum est in tomo superiori; nulla enim alia ratio aut causa excogitari potest, unde similis prohibito naturalis aut divina oriatur, cum in his personis nihil specialic inveniatur, pro se loquendo et ut religiosi sunt; nam si habeant alia ministeria vel officia, ratione illorum poterunt alias obligationes habere; sed illa accidentaria sunt ad religiosum statum.

2. Resolutio puncti quadra prohibitio commune religiosi cum ecclesiasticis secularibus. — Igitur solum superest dicendum de jure communi canonico. In quo ulteriori considerandum est; quædam dicit posse specialiter prohibita religiosis, ut distinguantur a personis omni inicis, sen non Ecclesiasticis, vel specialissime prout tam a laicis quam a secularibus clericis distinguuntur. Priori modo sunt jure canonico prohibita religiosis, multa que numeratur in cap. 1 et sequent., Ne cleric. vel mon., et in cap. A crupula, cap. Clerici, 1 et 2 de Vita et honestat. cleric., et Clemen. 1, de Statu monach., et Concil. Trident., sess. 22, cap. 4, de Reform., et sess. 24, cap. 12, in fin., que ibi videri possunt, nihil enim habent quod specialiter ad religiosis pertineat, et hic tractanda non sunt, quia omnis clericis sunt communia; habeant enim, si Deus dederit, suum proprium locum in tractatu de Ordine. Et multa ex ilib probitibus sunt per se mala, ut ebrietates, libid., usura, et similia; alia pertinent ad decen-tiam habitus clericales, de quibus quantum ad religiosis spectat, satis in cap. 3 dictum est. Alia denique specialiter prohibentur propter decorum talis status, et quia multum impedit fim ejus. Inter que numerantur imprimis negotiato temporalis Iuris causa, forenses causas agere, preservit in causa sanguinis, conductores secularium rerum aut procuratores esse, et hujusmodi, que, licet per se mala non sint, periculum habent, et implicant hominem negotii secularibus, juxta cap. 1 et 2 de Cleric. venat. Quibus denique accedunt alia, que de se magis indifferentia videntur, ut sunt aliamud ludus, venatio, canes et aves insequendo, et vociferando; de quibus videri potest Navar., Comment. 4, de Regular., num. 26 et sequenti-bus, ubi specialiter agit de venatione prohibita religiosis, quam non putat esse peccatum mortale, secluso scandalo, et aliquando ex justae recreationis causa, et servatis alios debitis circumstantiis, possib fieri significat; quod verum existimo. Et idem dixit de ludo idem Navarrus, in Summ., cap. 19, numer. 3, quando ludus alias non est ex jure prohibitus, ut notavit etiam Bernardus Diaz, in Practica, cap. 70, ubi Salzedo alios referit, et attigit Soto, lib. 4 de Justitia, quod. S., artic. 2. Maxime tamen cavendum est ne votum paupertatis ut ludo violentur, quod maxime potest hujus actionis militiam aggravare, eunue, qui a religioso aliquid lucratur, ad restitutionem obligare, juxta principia superius posita de materia paupertatis.

3. Resolutio ejusdem puncti quadra prohibitions religiosorum propria. — Posteriori modo inveniuntur in jure specialis prohibitions factae religiosis, quas fore omnes late exposui in tom. 5, tractando de excommunicatio-
CAP. XI. UT RUM OMNES ACTIONES 

SÆCULARES, VEL PROFAN.F, ETC.

nibus juris in particulari, in disput. 22 et 23, et de suspensionibus propriis religiosorum, disput. 31, sect. 6, easque breviter recenset Sylvest., verb. Religio, 6, quest. 15 et 16, et Religio, 7, quest. 13; et Angel, verb. Religiose, 66. Quibus locis multis ponunt, quæ non sunt omnibus religiosis communia, sed eorum propria qui monachi nigrì in jure appellantur; et adhuc inter illa multa non sunt rigorosa præcepta, ut in superioribus tactum est, explicando etiam cap. Cum ad monasterium, de Statu monach. Multa etiam ex his, quæ numerantur, pertinent vel ad non alienandam bona religiosam, quæ lib. 2, a cap. 26, tractabo, vel ad modum faciendi et acceptandi electiones, quod attigimus tomo superiore, explicando obediéntiam eum, et tractando modum creandi Praelatos. Reliqua dicemus quæ spectant ad Praelectiones intra religionem, eodem lib. 2, a cap. 3, nam de aliis, quæ sunt extra illam, in priori loco tomilsuperioris est dictum, et dicemus plura infra, lib. 3, tractando de mutuatione status religiosi, ubi etiam tractabimus de his quæ pertinent ad prohibendam apostasiam, et omnem illicitationem mutationem status religiosi. Solum ergo desiderari poterat explicatio præcepti psalliendi in choro Horas canonicas, quod ad regulares etiam Ecclesias extenditur in Clem. 1, de Regular. Sed hoc præceptum unamquamque religionem obligat iuxta modum sui institut; unde Societatem non obligat, quia sub tali modo instituta et approbata est; cujus rei rationem infra, tract. 10, lib. 1, cap. 8, reddemus. Unde autem oratur obligation, quam singuli religiosi professi habent ad recitandas Horas canonicas, et tota communia ad publice canendas et recitandas illas in choro, tom. 2, lib. 4, cap. 17, de Horis canonicis, dictum est, Et ideo de oneribus status religiosi in communi nihil dicendum superest.

4. Quod secundum partem est commune dubium, an peccatum religiosi, caeteris partibus, gravius sit quam non religiosi, et consequenter an idem præceptum commune religioso et non religioso magis obliget religiosis. Quam rem disputat D. Thomas 2. 2, q. 286, art. 10, ubi, si attende legatur, resolutio ejus non solum est negativa, verum potius significat levius esse peccatum religiosi, per se locuendo. Ex tripplici enim accidente (ut si) potest peccatum religiosi esse gravius, scilicet, vel quia est contra voto, vel quia est ex contemptu, vel quia fit cum scandalo; quae tria constat esse accidentaria, et extra propriam rationem et obligationem particularium præceptorum. Idem tenet Sylvest., Religio, 6, q. 14; Gregor. Lopez, glos. 8, in l. 25, tit. 4, part. 4, cum Joann. Andrea, in cap. Accusatus, de Hæret., in 6. Extra hos vero tres casus, ait D. Thomas peccatum religiosi esse levius in eodem genere peccati. Quia si sit levæ (inquit) quasi absorbetur ex multis bonis operibus, quæ facit, si vero sit mortale, facilius ab eo resurgit. Sed hee rationes etiam sunt ab extrinsecis effectibus sumpte, et solum probant peccatum religiosi facilius remedium habere, non tamen esse in se levius.

5. Prima assertio pro auctoris resolutione. — Quocirca dicendum censeo, præcepta communia religiosa et non religiosa, quantum est de se, æqualiter illos obligare. Probatur, quia præceptum indistincte loquitur, et postest præcipiens æqualis est respectu omnium; voluntas etiam generalis est et indifferens; ergo etiam obligation æquae ad omnes descendit, per se loquendo. Neque enim ex parte subjectorum considerari potest aliquid quod reddat unam ex his personis magis obnoxiam buic obligationi, quam aliam; suppuno enim præceptum non pertinent ad statum religiosi, ut sic, alias non esset commune non religiosa; ergo status hominis religiosi per se neque auget, neque minuit obligationem talis præcepti. Unde fit ut ex hac parte, et consequenter ex vi materiae, nec gravius, nec levius religiosus peccet, sed juxta exigeniam virtutis, ad quam pertinent tales præceptum. Dices, eo ipso quod persona est sacra, ex circumstantia personæ aggravari quamlibet culpam, ideoque ipsum magis obligari ad non transgediendam quodlibet præceptum. Respondet idem argumentum fieri posse de clerico comparatione laici, et de fidei seu baptismate comparatione infidelis. Item solent idem argumentum fieri de loco sacro, de quo certum est non omne peccatum factum in eo specielem gravitatem inde accipere, nisi vel peculiariter ibi prohibitus sit, vel directe sit injuriosum loco. Ita ergo in presenti dicimus illum circumstantiam personæ non aggravare specialiter quamlibet culpam, nisi vel ratione voti, vel peculiariter præcepti sit specialiter prohibita, vel aliunde sit directe injuriosa tali statui, ut recte Cajetanus 1. 2, q. 7, art. 4, sentit. Unde si in tali persona consideretur aliqua major obligation vitandi cuplas, non est ex sola consecratione personæ, sed ex alii
conditionibus ad voluntatem vel intellectum pertinentibus, ut videbimus.

6. Secunda assertio bipartita. — Conciliatio eorum qui contra hanc partem videntur sensisse. — Secundo dicendum est, regulariter loquenti, gravissiimae religiosae, quoties cum perfecta deliberatione peccaverunt, levius autem cum ex subreptione. Ratio prioris partis est, quia regulariter ille modus peccandi est in religioso cum majori scientia, et consequenter cum majori libertate, ac propertia cum majori gratitudine erga Deum. Quia ex majori lumine rerum spiritualium, quod solent religiosi habere, sequitur et major libertas in peccando, quando deliberatio non impeditur. Et praeterea etiam sequitur major obligatio recognoscendi illud Dei beneficium, et consequenter non offendendo benefactorum. Atque hoc modo intelligendum puto, quod aliqui absolute asservant, peccatum religiosi, caeteris paribus, gravius esse quam non religiosi, propter circumstantiam personae. Quo modo loquitur sepe Navarr., ut videre licet in Summa., c. 6, n. 13, et in c. Considerat., de Poonit., dist. 5, n. 49 et 50, et Comm. 2, de Regul., n. 59. Hoc enim in tantum verum esse existimo, in quantum ex illa conditione personae oritur aut major consideratio, aut certe major facultas et obligatione considerandae et cavendi divinam offensionem, saltum ex generali ratione gratitudinis. Haec autem omnia non ita habent locum in peccatis quia ex surreptione flunt, quia non sunt perfectae humanae, et ideo non magis imputantur flante majoris luminis aut scientiae, quia in eis praeventur homo, no cum perfecta libertate posset his donis uti. Et ob eadem causam fere nulla ingratiudino in his peccatis consideratur. Quumvis autem hoc prope locum habet in peccatis venialibus, nam surreptio in rigore sumpta in solis illis locum habet, suo tamen modo extendi potest ad peccata, quae ex infirmitate, aut vehementi passione flunt, etiam si mortalia sint, quatenus passio antecedens facultatem considerandam impedit. Etenim D. Thomas de his absolute dixit esse leviore in religioso, quod regulariter forte idee est, quia passio, quae religiosum vincit aut perturbat, solat esse major; nam si in illa esset aequalitas, etiam posset illi magis imputari, quod habens plura principia vel auxilia ad superstam illam, vincit se sinat. Nisi etiam dicatur culpa levior (quod plane videtur D. Thomas intendisse), id est, minus nociva seu periculo sa quod ultimum ejus damnum, seu effectum, quia facilius curari potest. Quod secus est in peccatis quae ex certa scientia vel malitia a religiosis fluent, nam in eis maxime locum habet, quod Augustinus dixit, epist. 137: Sicunt non sibi meliores quam qui in monasterio profecerunt, ut non video peiores quam qui in eis desecerunt.

7. Expositur major gravitas peccati religiosi, quando interiunt. — Advertit nibilominus Navarr. citatiss locis, et recte, gravitatem hanc, quam potest habere peccatum religiosi, ex hoc solo capite, seclusis tribus illis circumstantiis quas D. Thomas, n. 4 adducit, consideravit, neque addere multitudin distinctae speciei, neque mortaliter aggravare, ita ut ex veniali peccato possit facere mortale; neque etiamis mortalem multum supra ponat, ita notabiliter aggravare illum, ut nascesse sit talem circumstantiam in confessione declarare. Ratio omnium est, quia ideo non est specialis materia sacrilegi, ut ostensum est, praeter quam nulla alia cum fundamento excogitari potest. Solum ergo esse potest augmentum, vel ratione majoris libertatis, aut voluntatis formalis vel interpretativa, quae notabiliter non augent; vel ratione alicujus ingratiudinis, quae non est formalis, sed materialis, secluso contemplato, ut in similis diximus in tomo 4 de Penitentia, disp. 13, sect. 3, et in presenti etiam materia, quamvis de alia re agent, sensim Cajetanus 2, 2, q. 187, art. 4.

8. Ingratitudine religiosorum, utentium bonis temporalibus donatis, an sit gravior. — Ait vero D. Thomas eo ipso in loco, religiosos illicite uti temporalibus bonis, si ab actibus religiosis desistat; quia sic quantum est de se defraudant intentionem eorum qui tali bona contulerunt. Ubi Cajetanus declarat illud esse illicitum ratione ingratiudinis, vel formalis, si directe intendatur vel ex contemplata beneficii suscepti fiat (quod moraliter nonquam fit); vel tantum materialiter, quod est major vel minor, justa obligationem quam ex alio precepto habuerint religiosi ad tales actus excludendo. Unde nisi alias teneantur sub peccato mortali ad tales actus, sola ingratiudine susceptible beneficii non sufficiet ad multiam mortalem.

9. Ex alio fundamento aliis aggravant peccatum religiosi. — Vera auctoritas doctrina. — Sicunt vero aliqui, eo ipso quod religiosi, ex vi sui status et professionis, deputantur ad aliquos actus, ut, verbi gratia, ad chorum, vel ad spiritualia ministeria erga proximos,
vel ad servendum in actionibus corporalibus, si sint laici, teneri ex justitia ad illos actus exercendos, et non ex sola gratitudine, ideoque per se ac directe peccare mortaliter omittendo. Quia inter religionem et religiosum intercedit pactum implicitum, ut religio ministret omnia necessaria ad vitam; religiosus vero munus suum exequatur. Dico tamen, excepta obligatione recitandi officium canonicalum, quae oritur ex aliis principiis, sive illa sint consuetudo, sive jus aliquid canonicalum, sive solemne votum, de quibus alibi; in reliquis actibus nullam esse obligationem sub peccato mortali, per se loquendo, nisi vel in regula sit praeceptum, quo ida distictae praeceans, vel ipse Prelatus sub virtute obedientiae illos prae.ci. Ratio est, quia nullum alium principium tali obligationis vel gravis transgressionis cum fundamento affirmari potest. Nam ex vi professionis ad nullo actus immediate se obligat religiousus, nisi ad id quod vovet; non vovet autem immediate actus illos, ad quos destinatur, neque etiam ad recitationem in choro, quidquid sentiat Navarrus, tractatus de oratione, c. 21, n. 20, sed preter castitatem et paupertatem vovet tantum obedire secundum regulam. Tunc ergo obligabitur ex voto ad illos actus, quando interventerit obedientiae praeceptum, vel regulae, vel hominis; ergo, si utrumque sculdamus, non manet obligatio ex vi vovetum; ergo nec ex vi professionis; ergo nec justitiae obligatio intervenit, donec Prelatus rigorosius praeceptat, et exigit jus suum; tunc enim fator peccatum esse posse contra justitiam ratione traditionis et pacti, et contra virtutem religionis rationem voti obedientiae, ut in superiori tomo late explicavimus. Sicut peccaret etiam Prelatus contra justitiam negando subdito necessaria ad suam sustentationem; est autem differentia, quia Prelatus ex officio habet hanc obligationem sine novo praecepto, nec enim subdito potest illud Prelato imponere; et vero subdito immediate et ex officio solum tenetur obedire; in particulari vero obligatio semper est juxta gradum praecepti seu legis sibi impositae; et nunquam intelligitur obligationis etiis dicti, nisi quando actus ita praeceptur. Illa autem justitiae obligationi aut transgressio non est respectu fundatorum aut benefactorum, qui eleemosynas dederunt (nisi ubi tale pactum interventerit), sed est respectu Prelati, seu religiousis cui religiosus se tradidit. Dixi autem per se loquendo, nam ratione scandali, vel propter alia gravia damnationem, si inde sequuntur, poterit in ea omissione esse peccatum imortale. Et hactenus de obligationibus religiosis communibus; religiosum est ut de Prelatis in particulari dicamus.

FINIS LIBRI PRIMI.
INDEX CAPITUM LIBRI SECUNDI

DE RELIGIOSIS QUATENUS PRÆLATI SUNT, ET EORUM OBLIGATIONIBUS, UT SIC.

CAP. I. An in religioso statu necessarius sit aliquid prælati jurisdictione pollen, et unde illum habeat.

CAP. II. Quotuple sit religionis prælatus, et quem inter se ordinem servent.

CAP. III. De electione suprema Prælati in religione, deque conditionibus ex parte ipsius requisitis ut legitime eligatur.

CAP. IV. De conditionibus eligientium dictum Generalem.

CAP. V. De forma prædictæ electionis Generalis.

CAP. VI. De electione aliorum Prælatorum infra Generalem.

CAP. VII. An prælatio religionis perpetua sit, quamduo durare possit aut debet.

CAP. VIII. An prælatus religionis potestatem habeat obligandi subditos in conscientia, quando et quomodo.

CAP. IX. An in prælati religionis sit potestas coerciva, tum in universum, tum speciatim ad penas spiritaliae.

CAP. X. An in eisdem sit talis potestas ad penas corporales.

CAP. XI. An religioni possint a sententiis et praetecptis suorum superiorum appellare.

CAP. XII. An in prælati regularibus sit potestas dispensandi, et ad quam materiam se extendat.

CAP. XIII. Quibus Prælatis, et qua ratione potestas dispensandi cum suis subditis sit concessa.

CAP. XIV. Quæ personæ a Prælatis religionis dispensari queant.

CAP. XV. An in Prælati religionum sit potestas, tum ad absolvendum suos subditos a culpis non reservatis, tum ad delegandum aliis talem potestatem.

CAP. XVI. An in alis etiam, praeterequam in ipsis Prælatis religionum vel eorum delegatis, detur potestas illos absolvendi. Ubi de bulla Cruciatæ.

CAP. XVII. An saltem religiosis peregrinis ac novitiis absolvendis detur in aliiis dicta potestas.

CAP. XVIII. Quid circa reservationem culparum in religione statuerit Clemens VIII.

CAP. XIX. Quis possit absolvere religiosos a culpis reservatis.

CAP. XX. An Prælati regulares habeant potestatem absolvendi suos subditos a censuris.

CAP. XXI. A quibus censuris et poenis possint Prælati regulares absolvere suos subditos, per privilegia religiosibus præsertim mendicantibus concessa.

CAP. XXII. In quibusnam religiosis Prælatis sit potestas absolvendi subditos de omnibus censuris, tam a jure quam ab homine.

CAP. XXIII. An in Episcopis etiam re-
CAP. I. AN IN RELIGIOSO STATU NECESSARIUS SIT ALIQUIS PRELATUS, ETC. 77

sideat dicta potestas absolvendi religiosos.

CAP. XXIV. Ad quas personas absolvendas extendatur dicta potestas.

CAP. XXV. An superiores religionum possint per privilegia absolvere subditos etiam a censuris specialibus ab homine.

CAP. XXVI. De potestate Praelectorum religionis circa bonorum temporalium administrationem, ex praevia institutione a jure antico permissam.

CAP. XXVII. De potestate ad predic-tam administrationem immoblitum juxta posterius jus canonicalum.

CAP. XXVIII. De potestate ad predic-tam administrationem juxta indulta specialia religionum, et nominatim Societatis.

CAP. XXIX. De potestate Praelectorum regularium ad conferendos ordines.

CAP. XXX. De potestate corundem Praelectorum ad res aut vestimenta sacra benedicenda vel consecranda.

LIBER SECUNDUS

DE RELIGIOSIS

QUATENUS PRELATI SUNT, ET EORUM OBLIGATIONIBUS UT SIC.

Post explicatam essentiam, et praeipua vincula status religiosi, dicens de ceteris obligationibus et proprietatibus ejus. Ad hoc autem oportet gradum personarum, ex quibus religiosa congregatio coalescit, distinguere, et signum considerare, quia pro diversitate eorum diversa est obligatio, et in quibusdam eorum personarum oritur ex respectu ad aliam. Ad duo autem capita possunt diuturna persone revocari, Praelectos scilicet et subditos. Primum vero occurrerit Praelectorum consideratio, quia et praeipui sunt, et post doctrinam de obediencia et subjectione, opportune cadit sermo de Praelectis. Igitur de eis dice-mus, quae ad ipsorum creationem, sae existentiam (ut sic dicam); deinde, que ad potestatem et obligationes ipsorum, que in tali creatione fundamentum habent.

CAPUT I.

UTRUM IN RELIGIOSO STATU ALIQUIS PRELATUS REQUIRAT JURISDICTIONEM HABENS, ET UNDE ILLAM HABETAT.

1. De statu religioso, prout nunc est in Ecclesia, sermo institutur.—Quais praelectio decet magis religionem. — Non possimus religiosorum obligationes, in quibus tradendis versamur, explicare quoad eam partem quae Praelectos attingit, nisi de eorum existentia et potestate, in quibus tales obligationes fundamentum habent, doctrinam per nonnulla capita prae mittamus. Supponendum vero sermone esse de statu religioso, ut nunc est in usu Ecclesiae, in regulari et communi vita, nam, ut supra tactum est, et tractatu sequenti dicemus, invenire etiam potest versus religiosus status in solitario et privato vivendo modo, respectu cujus non est necessaria alia pralectio, vel precipiendi potestas, prater eam quam intrinsecus requirit obedientiae votum,
ut ex dicendis a fortiori constat; et ideo de illo statu, quod ad praesens attinet, nihil aliud dicere necesse est. De allo vero statu communitatis religiosae, per se notum videtur in illo necessarium esse aliquem qui ceteris presit, præcipue si hoc non restringamus ad unam personam, sed indefiniti loquamur de uno gubernatore, sive illa una persona sit, sive unum consilium ex multis personis constans; sic enim impossibile est humanam communitatem sine gubernatore consistere: Ubi enim non est gubernator? (dixit Spiritus Sanctus, Prov. 41), populus corruit. Quod si de omni communitate hoc verum est, multo magis de religiosa, in qua summus ordo ad perfectionis perfectionis necessarius est. Et ideo in eo statu speciali titulo et ratione necessaria est obedientia, ut tomo precedentibus vidimus. Simili ergo modo necessarius est superior cui obediatur; et ideo omnes religionum institutores hoc primum in hoc generare vivendi statunt, ut scribere in eo sit aliquis prefectus, cui ceteri perfecte obediant, ut satis ostensum est tractando de necessitate obedientiae; hac enim duo correlativa sunt. Quamvis autem de absoluta necessitate hoc non restringatur ad unam personam, ut dixi, tamen, moraliter loquendo, necesse est usum hujus regimen ad singulares personas reduci, quia fieri non potest ut singula, quae age vad vel praecipienda occurrit, plurium communis consilii disponantur vel ordinentur. Posset autem ordinaria potestas etiam immediata solum esse in communitate seu consilio aliquo, licet per vicarios proxime administranda esset; illud autem regimen non esset religiosis conveniens, quia imperfectum est, et ordinis religiosi minus accommodatum. Ideoque in omnibus religionibus monarchicis regimen, saltem quod proximam gubernationem, usu receptum est. Est enim hoc regimen omnium perfectissimum, teste Aristotele, 8 Ethic., c. 10, et confirmat D. Thomas, 4 contra Gent., c. 76, imo Christus Dominus docuit, dum in sua Ecclesia perfectam monarchiam esse voluit, ut in tomo de Fide ostendi; imo et natura ipsa hoc persuadere videtur, dum unum tantum supremum Principem, Deum scilicet, admitit, ut notavit Cyrilanus, in tract. de Idolorum vanitate. Status ergo religiosus ratione seu perfectionis monarchiam etiam maxime postulat. Requirit ergo non solum unum gubernatorem, sed etiam unum caput, quod singularis persona sit; in hoc enim differentia a ceteris politis.

2. Est autem ex superiori tomo recoluendum, in Prelatis religionum duplicum posse intelligi potestatem, jurisdictionis scilicet et dominii. Didendum ergo sequendum est: in hoc statu necessarius est superior, qui potestatem dominativam habet; jurisdictione vero non ita illi necessaria est. Prior pars sufficienter est in illo tomo declarata et probata; nam traditio et votum obedientiae sunt de necessitate status religiosi; ergo et potestas dominativa in Prelati est necessaria in hoc statu; nam hac duo sunt quasi correlativa, vel tanquam causa et effectus; nam ex traditione, qua est ex parte religiosi, sequitur dicta potestas in religione, qua in superiori tranfertur. Altera item pars probatur, quia predicta potestas sufficit ad gubernationem economicam; hac autem, si sit accommodata disciplina religiosa, sufficit in rigore ad religionum statum. Major patet in seculari gubernatione domus, in qua pater habet hujusmodi proportionalem potestatem in filium, vir in uxorem, dominus in servum, et illa sufficit ad politicam gubernationem. Minor autem patet, quia religiosus status sufficienter salvati potest in communitate unius domus, cujus gubernatio et vivendi modus ad perfectionem charitatis ordinetur; ergo in illius superiore sufficiente predicta potestas ad eundem finem et vitam modum accommodata. Quod si plures domus habeant inter se moralem unionem, qua unum corpus politicum efficiat, pretenderun quod id non est simpliciter necessarium ad statum religiosum, etiam illud possit sufficienter salvati cum predicta potestate, ampliata, suae extensa quod dominium cum sufficienti proportione, sive id fiat per subordinationem obedientium pluriem conventuum, seu domiciliorum ad unum superius caput, sive per consensionem pluriem Abbatum, seu superiorum conventualium inter se; quoniam hoc secundum minus firmum est, et pluribus dissensionibus expositum.

3. Varia ex semper pro assertione confirma-nda. — Confirmatur et explicatur exemplis, primo monialium, in quibus nulla est jurisdictionis spiritualis, juxta doctrinam D. Thome, in 4, d. 19 et 25, communiter receptam, quam in tomo de Censuris, disp. 2, sect. 3, a n. 5, explicauimus; et tamen in illarum conventibus est aliqua ceteris praefecta, sive Abbatisa, sive Priorissa, velit aliter nominetur, in qua est sufficientis potestas gubernativa ad religionem statum necessaria, argumento c. 2, de His quae sunt a Prelati, cum his quae ibi no-
CAP. I. AN IN RELIGIOUS STATU NECESSARIUS SIT ALIQUIS PRELATUS, ETC.

tat Abbas, et alii, et ex ipso suo satis constat. 
Aliud exemplum est de antiquis monachis, 
quo regularis non erant clerici, ut sumitur ex 
Dionysio, c. 6, de Eccles. hierarchi; Hiero-
ynmo, op. 1 ad Heliodorum, 4 ad Rusticum, 
et lib. contra Vigilantium, et ex aliis quae re-
feruntur 46, q. 1, et infra tractatu sequenti 
de Varietate religionum, laius de ea re dic-
cemus; et tamen inter antiquos monachos 
crant precepti ac superiores sufficientem ba-
lentes potestatem ad religiosum statum gub-
bernandum, ut constat de illis antiquis Pa-
tribus, Antonio, Hilarione et Pachomio; imo 
etiam S. Benedicto, quem sacerdotem fuisset 
non legitimus; imo non fuisset Bonaventu-
tura, in expositione sua regulae, cap. 7; fuisset 
avetem vere Abbatem, id est, monachorum 
patrem et superiorem, satis constat. Estque 
optimum exemplum apud D. Gregorii, lib. 
1 Dialog., c. 4, de Equitio, qui cum sacrif 
ordinibus initii non esset, Abbas, et mul-
torum monasteriorum pater a Gregorio ap-
pellatur. Igitor ad hoc munus juridici ecc 
clesiasticum necessarium non est, sed sufficit præ-
dicta potestas; nam in his viris laicis, qua-
tumcumque sanctis, ecclesiastica jurisdiction 
esse non potest. Dices, in illis fuisset potesta-
tem excommunicandi, ut ex regula S. Bene-
dicti, et ex aliis colligi potest. Respondetur, 
in nomine excommunicationis esse equivoco-
cationem; nam illa, de qua Benedictus in su 
regula loquitur, non erat censura ecclesiast 	ica, sed externa quaedam separatio a conver 
sationem fratrum, vel in choro, vel in aliis oc 
cupationibus, seu exercitio, vel in commun 
bibus colloquisses, quae separatio solum erat 
per ornamentationem seu prohibitionem obedienti 
te, unde neque ipsum religiosum, neque alias 
 personas eo modo ligaret, quo nunc lignet ec 
clesiastica censura.

4. Arguitur adhuc contra secundum partem 
præcedentis assertionis.—Rursus vero objiciet 
alius, nunc aliam posse statum religionis esse 
avut conservari sine Prælato habente potesta 
tem jurisdictionis, nec exemplis adductis op 
positum probari; quia nec moniales sunt sine 
bjusmodi Prælato, nec religiosi unquam fec 
runt; soluque probant dicta exempla, non 
opertare praeterea esse ejusdem sexus, vel 
ejusdem ordinis; non vero esse eum omnino nul 
um. Nam moniales vel subjiciuntur religiosis 
viris tanquam Prælatis habentibus juris 
dictionem in illis, vel Episcopis, si exempta 
non sit; et tunc Episcopus non minus est 
propris Prælatus earum, quam sit Provin 
cialis aut Prior circa sibi subjectos. Et simili 
ter olim quando monachi erant mere laici, 
subjiciebantur Episcopo tanquam proprio 
Prælato, ut sumitur ex citato loco Dionysii, et 
ex Hieronymo, et aliis, quos supra retulimus; 
et idcirco quia Episcopus per seipsum pre 
cesso non poterat, solebat substituere Presby 
terum aliquum, cui vices suas committebat, 
et colligitur ex Concilio Chalcedonensi, c. 8, 
et ex regula Augustini, ubi distinguunt Præpo 
situm a Presbytero, et utrique tribuit potesta 
tem corripiendi religiosos, et vindicandi de 
dicia; quia fortasse in Præposito erat tantum 
potestas dominativa; in Presbytero autem 
erat etiam praetatio et jurisdiction; et hoc si 
significant illa verba; qua quidem in fine 
regulae: Præpositum tanquam patri obediatur, 
multi magis presbytero, qui omnem vestrum 
curam gerit. Ut ergo cuncta ista serventur, 
et, si quid servatum minus fuerit, non negi 
tenent praeterea, sed ut omendandum corrigi 
andumque curetur, ad Præspositum praecipue 
pertinebit, ut ad presbyterum, cujus est apud nos 
major auctoritas, referat, quod modum vel vi 
res ejus excedit. Erat ergo in Presbytero ma 
jor potestas quam in Præposito, que non vi 
detur aliqua fuisset nisi jurisdictionis; ergo nun 
quam haec defuit in Prælatis religionem. Et 
ratio sumi potest ex prædictis verbis August 
ini, quia haec potestas moraliter necessaria 
est ad perfectam gubernationem talis statu 
s, tum ratione directionis perfecte, tum etiam 
ad majorem coactionem, ubi fuerit necess 
saria.

5. Occurrunt argumenta proximi factis.— 
Hae argumenta convincunt plane quod in 
tendent, solumque positae sunt ut verum sen 
sum assertionis positae explicemus. Dubius 
enim modi intelligi potest, praelectionem cum 
jurisdictione esse necessarium ad statum re 
ligionem. Primo, ut talis jurisdiction et prela 
tio esse debeat specialiter commissa ipsi reli 
giones, vel aliqui personae ejusdem ordinis, 
et professionis. Et hoc modo negamus esse 
necessarium propriam praelectionem cum po 
testate jurisdictionis intra ipsam religionem; 
et hoc convincunt exempla adducta in n. 3, 
qui addi potest exemplum, quod nunc etiam 
etit, religionis laicorum institute ad 
curandos infirmos in publicis xenodochii eos 
cum cura commissis; illi enim inter se pro 
pios habent praefectos quibus obediant; illi 
tamen jurisdictionem propriam non habent, 
sed in Episcopis residet. Alio modo potest intel 
ligi ille jurisdiction necessaria in alio
LIB. II. DE RELIGIOSIS QUATENUS PRÆLATI SUNT, ETC.

Prælato Ecclesiae, qui ratione illius dici potest Prælatus religiosorum; et hoc modo evidens est talium praestionem et jurisdictionem esse necessariam, ut probat discursus numerum precedentium factus; et præterea, quia non potest esse in Ecclesia aligius status, quin totus subjectus sit jurisdictioni Praelatorum et Pastorum Ecclesiae, secundum aliquem modum vel immediate a Christo, vel ab ipsa Ecclesia institutum; quod magis ex sequenti assertione, ejusque declaratione constabit.


7. Tractatur secunda pars tituli de origini jurisdictiorum Prælatorum regularium. — Ex dictis facile dictatur quæstio hic occurrit, unde aut quo jure habent hi Praedicti religionem ut Prælati sint, id est ut habent hanc spiritualiter jurisdictionem. Quidam enim potant habere illam jure divino, quod gravissimos Doctrines docuisset, eos tamen non referens, dixit Medina, lib. de Indulgentiis, cap. 24; eamdem sequi videntur, et suadere coniurant Emmanuel Rodriguez, tom. 1 Regulorum Quaest., q. 17, art. 2; et Miranda, in Manuali Praelatorum, tom. 1, quaest. 13, articulo 4, conclusione 1. Argumentatum primo, quia Praelati Ecclesiae sunt, qui habent jurisdictionem illam, de qua dictum est Matth. 18: Si Ecclesiam non audierit, iti latis antiquum et publicanum; nam juxta communem interpretationem Chrysostomi, et aliorum, nomine Ecclesiae, Praelati ibi intelliguntur; sed praefecti religionum sunt vere Praelati, ergo habent jurisdictionem jure divino. Secundo, et in idem reddit, quia Christus ibi, cum dixit: Quasvngque ligaverit, etc., ad omnes Praelatos Ecclesiae locutus est; sed inter hos Praelatos sunt superiores religionum; ergo habent jurisdictionem ex vi fuerunt Christi, atque adeo ex jure divino. Tertio, Episcopi habent jurisdictionem jure divino, ut est mullorum sententia; sed Praelati religionum habent jurisdictionem episcopalem, vel quasi episcopalem, ut dicitur in cap. Abbates, de Privilegiis, in 6, et notis glossa in Clement. unica, de Rebus Eccles. non alienus, verb. Proprii; ergo, per argumentum a simili, etiam illi habent jurisdictionem ex jure divino. Quarto, religio instituta est a Christo; sed religio non potest consistere sine Praetatis ejusdem ordinis habentibus jurisdiccionem; ergo habent illam a Christo; nam qui instituit aliquem statum, sine dubio dat omnia necessaria ad illum. Majorque suppositur ex supra dictis. Minor sumitur ex ratione juris statusius, ut religionis Praelatstus ejusdem habitus et religionis sit; cujus rationem reddit Innocentius III, in cap. Cum causam, de Electione. Quia, secundum legem divinam, non est in bove arandum et asinam, id est (ut exposuit Concilium Hispaniae, in cap. 9, cap. In nona, 16, quaest. 7): Homines diversas professiones in officio uno non sociabiles: cum cohereere (ut ibidem subjugantur) et conjungi non possunt, quibus et studia, et vo-
CAP. I. AN IN RELIGIOSO STATU NECESSARIUS SIT ALIQUIS PRÄLATUS, ETC.

8. Hæc sententia nova est, et sine dubio falsa; qui enim fieri potest ut sit de jure divino, quod ab Ecclesia ne semper futur observatum? ostendimus autem num. 3, in antiquis religionibus fuisse spirituales Patres, seu Praefectos, aut Abbates sine propria et spirituali jurisdictione. Unde certum est institutionem hanc habuisse initium a Summis Pontificibus, atque adeo esse de jure humano, quod predictus auctor non negat, sed sit, fieri possit ut idem Praelatum pluribus titulis et rationibus jurisdictionem habeat. At hoc solum habet locum ubi plures tituli non involvunt repugnantiam, non vero in presenti, si proprie ac per se loquamur de origine jurisdictionis. Tunc enim jurisdictionem propriam dictur esse de jure humano, quando ab homine immediate conferetur; et o converso de jure divino dictum, quia immediate datur a solo Christo; et ita unus titulus istorum alium excludit; non potest ergo cadem jurisdictionem utroque modo proprium ac per se habe- ri. Dico autem per se, quia si unus titulus sit per accidentem, non erit tanta repugnantia. Ut qui opinantur Episcopos habere jurisdictionem divino jure, negant quidem per se habe- rebre ab homine; tamen, quia non negant, nec negare possunt habere illam dependen- tem a Summo Pontifice, dicere possunt etiam esse ab illo saltem per accidens, tantum nam prohibente seu impideinto, cum possit, vel tanquam a confirmante, seu designante personas. Sed hæc non sunt satis ut jurisdictionem dictatur de jure humano, sic enim etiam jurisdictionem Summi Pontificis per accidentem est ab hominibus eligentibus ipsum; nec jurisdictionem Praelatorum religionis est hoc modo ab homine, sed ut ab immediate et per se conferente illam; nisi enim Summus Pontificis iliam dedisset, nullum est divinum jus, nulloque Christi promissioni, ex qua colligere possimus ipsum immediate illam conferre; maxime quod talis modus Praelectionis immediate est institutus ab Ecclesia, et non a Christo Domino; licet enim potestas illam instituendi fuerit a Christo, non vero ipsa institutio, nullibi enim ostendis potest; nec talis institutio fuit ex aliquo precepto divino posituo, sed ex prudenti arbitrio Summorum Pontificum; nullo ergo modo talis jurisdiction est proprie de jure divino, nisi solum remote in generalibus principiis, et in potestate concedendi illam; quod evidentiis fit respondingo ad argumenta.

9. Ad primum negatur consequentia, fit enim illatio virtualiter in quatuor terminis: immediate enim solum infertur, Praelatum religionis habere jurisdictionem illam, ratione cujus dixit Christus: Si Ecclesiam non audierit, sit tibi tanguam ethneus et publicanus. Unde autem nihil infertur, qua Christus non dixit, omnes Praelectiones Ecclesiae habituros dictam jurisdictionem immediate ab ipso. Unde, si ratio illa quidpiam valeret, probaret, omnes, qui in Ecclesia habent potestatem excommunicandi, etiam archipresbyteros, Archidiaconos, Priorres, Abbates, et similes inferiores dignitati, habere illam jure divino; quod plane falsum est, quia fere in his omnibus constat manasse jurisdictionem ex privilegiis Pontificum, et humana institutione. Eademque est responsio ad secundum: fatemur enim verba illa: Quo cumque igavertis et solvetis, etc., dicta esse pro omnibus Praelectionibus; dicimus tamen adimpleri vel in multis, vel in omnibus infra Summam Pontificem, per jurisdictionem mediante ipso Pontifice concessam. Unde in his argumentis operet advertere, alius esse Praelatum habere jurisdictionem; aliud, quod obediendum sit Praelato jurisdictionem habenti. Primum non semper est immediate, a Christo, nec ex precepto ejus; secundum autem est divinum preceptum explicatum Matt. 18: Si Ecclesi- siam non audierit, quod suo modo naturale est, sicut obedire regibus. Similiter participatio clavium non semper est immediate de jure divino, sed per hominum concessionem; et nihilominus, supposita participatione clavium, quod habebant effectum aperiendi et claudendi, de jure divino est, explicato illis verbis: Quo cumque igavertis, etc.; ies autem non agimus de effectu clavium quasi in sensu composito, sed de ipso clavium participatione per jurisdictionem quasi episcopalem.

10. Ad tertium primo respondetur negando antecedens; probabiliter enim credimus jurisdictionem Episcoporum non esse de jure divino, ut tomo 4 et 5 tertiae partis diximus. Secundo vero respondetur negando consequentiam, tum quia argumentum a similis de-
hile est, maxime ubi tanta ratio differentiae potest facile assignari; tum etiam quia ex illo antecedente contrarium potius inferri debuerit. Itaque, si negemus Episcopos habere jurisdictionem jure divino, inde a fortiori infertur idem dicendum esse de omnibus inferioribus Praelatis, sive secularibus, sive religiosis; si vero de Episcopis id admittimus, inde etiam colligimus de inferioribus non esse admissendum, primo quidem, quia hoc tanquam speciale habet aliquam rationem in Episcopis, quia eorum dignitas est jure divino, et quia divinum præceptum est, ut Ecclesia per Episcopos regatur, juxta illud Act. 20: Posuit vos Spiritus Sanctus Episcopos regere Ecclesiam Dei. Aliæ vero inferioris dignitatis, quantum spectat ad potestatem jurisdictionis fori contentiosis, nec sunt ex institutione Christi, nec ex præcepto ejus.

11. Unde argumentor secundo, quia quod religiosi sint exempti a jurisdictione Episcoporum, non solum non est de præcepto divino, verum etiam videtur potius quædam quasi dispensatio, vel limitatio juris divini, quod de se erat indifferens; ergo, quod religiosi habeant in sacris praestarent, ut sic dicam, habetem propriam jurisdictionem, non potest esse de jure divino. Patet consequentia, quia necessitas talium Praeatorum supponit dictam exemptionem, nam si religiosi essent subjecti Episcopis, per eos eorumque vicarios possent immediate gubernari in his quae ad jurisdictionem spectant, relicta eis tantum domestica administratione, ad quam potestas dominativa, et votum obedientiæ sufficit; sic olim fieri diximus, et nunc fit cum multis monialibus, et cum religiosis mere laici. Antecessus autem per se notum videtur, quia haec exemption fuit privilegium voluntarium, quod proinde multo tempore concessum non est; et incepisse videtur aliqua ex parte a temporibus Gregorii I, qui monachos Sancti Benedicti vel omnino, vel magna ex parte jurisdictionem Episcoporum exemit, ut colligatur ex Concilio Lateranensi, sub eodem Gregorio I, et ex lib. 7 Epistolarii ejus epist. 18, et ex cap. 1 et 5, 18, quest. 2. Alexander vero III postea exemit Carthusianos, et Honorius III Ordines S. Francisci et Dominici, et deinceps haec exemption amplificata est, antea enim non erat adeo universalis, etiam usque ad tempora Innocentii III, ut constat ex Concilio Lateranensi, sub eodem, can. 12, et ex cap. Cum dilectus, de Relig. dom., nec fingi potest tanta necessitas postea subhasta, quæ ex vi juris divini aut naturalis Pontificis obligaverit ex præcepto ad hanc exemptionem faciendum. Nec dubito quia de absoluta potestate possit nunc illam revocare, iæ ut factum teneat, quamvis sine justa causa jam id non recte fiat.

12. Ad quatum respondetur imprum disinguendo majorem, nam status religionis precise quod substantia vœta est a Christo immediate institutus; ad illum autem ut sic non sunt necessarii Praelati, qui religiosi sint, nedum ejusdem ordinis et habitus. Quod patet, quia non est de essentia talis status, ut sit in communi vita seu congregatione, pro qua maxime posset esse necessaria dicta praesat. Status autem religionis, quod omnes circumstantias, quas nunc habet, non est ex institutione Christi immediate, sed adjuncta ecclesiastica prudentia ac dispositione, et ideo quamvis in illo statu, prout nunc est, esset simpliciter necessaria dicta jurisdictione, non sequitur datum esse immediate a Christo; sed pertinere potest, ut reversa pertinent, ad eas circumstantias quas Ecclesia addidit. Secundo dicitur, etiam in hoc statu prout nunc est in vita communi, vel sub uno Prefecto, jurisdictionem ordinariam in Praefecto existentem non esse simpliciter necessaria ad conservationem talis status, ut patet in monasteriorum monialium, quos immediate subduntur Episcopos, et in antiquis monasteriorum monarchorum. Quocircum ratio illa, quia juris utuntur, non fundatur in absoluta necessitate, sed in majori congruitate et prudentiori regimine, aliquo dispositio illorum jurium non esset constitutio novi juris, sed tantum declarativa juris divini; quod est contra illam particulam de caetero, que in dicta Clementina habetur. Addo præterea, illa decreta supponere statum religiosum prout nunc est ab Ecclesia institutum, et non standing in mero jure divino. Supposito enim, quod Ecclesia voluerit ut religiosi habeant proprios et immediatos Praelatos ordinarios, distinctos ab Episcopis, valde consentaneum rationi est, ac fere necessarium ex ipsa rei natura, ut sint religiosi, et ejusdem ordinis, ut postea videbimus. At vero id, quod supponitur, non est de jure divino, quia Episcopi possint esse proximi Praelati religiosis. Unde etiam nunc, ex communi sententia, ad Ecclesiam regularem, si sit Cathedrales, potest eligi in Episcopum clericus secularis, juxta c. Nulla, de Elect., in 6, et argum. Clementine I, de Electione, et c. Quod Dei iiinorem, de Statu
CAP. I. AN IN RELIGIOSO STATU NECESSARIUS SIT ALIQUIS PRÆLATUS, ETC. 83

regular., et notat Abbas, in dict. c. Cum causam, de Electione, n. 6; et rationem reddid, qua Episcopus propter excellentiam dignitatis suae potest dici religiousus, et idque potest immediatam præesse. Ergo idem potuisse Ecclesia instituere de quocumque conventu religioso, etiamsi Cathedralem Ecclesiam non habeat.

13. Instabilitas ab incommodo removetur dicitter.——Quod si quis dicit non posse unum Episcopum conveniendum tot conventuum immunitatem gubernare, dicitur imprimit hoc esse accidentarium ratione multituidinis, non per se ratione status religiosi, quem consideramus. Deinde dicitur potuisse singulos conventus gubernare per vicarios suos, qui non ordinariam, sed delegatam tantum jurisdictio nem ab illo haberent, et ideo proprii Praèlati non essent, juxta doctrinam suprema notatam ex Panormitano, Angelo, Sylvestro, et alius. Possent etiam hi vicarius vel delegati in rigore esse seculares, quales videntur olimuisse Presbyteri monasterii præpositi ab Episcopis, de quibus mentionem faciunt Concilium Chalcedonense et Augustinus supra citati, quamvis interdum etiam fuerint ex eisdem religiosis; quando enim inter monachi alicuius inveniatur sacerdotio dignus, et ad illud munus aptus, illa potius eligebatur, quia negari non potest quin, easteris paribus, hic ordo melior, et convenientior sit; et hujusmodi videtur fuisse Paphnutius ille, quem Presbyterum congregacionis Scythiae vocat, et summe laudat Cassianus, collat. 3, capite 1, et Daniel successor ejus, de quo loquitur collat. 4, capite 1. Huc etiam spectat quod refert Epiphanius, Epist. ad Joannem, Episcopum Hierosolymitanum, se ordinasse sacerdotem quemdam monachum renuentes, eo quod multum fratum presbytero careret. Sic etiam intelligo quod refert Hieronymus, in epistaphio Paule, in Monte Nitrie occurrisses Paule innumerables turbas monachorum, ex quibus multos sacerdotales et Leviticus sublimabat gradus; erant enim, ut fertur, in eo monte ad quinque millia monachum, inter quos plures fuissent sacerdotio dignos, et aptos ad regendum alios, credibile est. Quod autem hi Presbyteri olim fuerint quasi vicarii, vel coadjutores Episcoporum in hoc munere, can. 8 Concilii Chalcedonensis supra citatus satys ostendit, ubi praecipientur esse sub potestate Episcopi seculundi traditionem sanctorum Patrum, et can. 4 statuit, Monachos per unamquamque civistatem aut regionum subjectos esse Episcopi, et idem colligitur ex canone 14, 54 et 56 Concilii Nicæani, quo refert Alphonsus Planus, lib. 3 ejusdem Concilii; et præsertim est notandus 14: Si quis laeves fuerit monachus voluerit sine licentia Episcopi, qui in suis monasterii potestatem habet, non est reci piendus; ubi supponitur monasteria tunc fuissent sub potestate Episcoporum; quod expresso decrevit multo post Concilium Aurelianense tempore Simmachi Pape, can. 21: Abbates (a) pro humilitate religionis in Episcoporum potestate consistant, habetur in can. Abbates, 18, quæst. 2, ubi multa alia similia ex variis Concilii referuntur. Ex qibus constat Episcopos fuisset proprios Praëlatos religiosorum, et Abbates aut jurisdictionem non habuisse, vel certe non nisi delegatem ad Episcopis; vel postquam ceperunt ordinariam habere, habuisse illam dependentem ad Episcopis, donec per privilegia exempti fuerunt. Quæ omnia sunt manifesta signa jurisdictionis per ipsos Episcopos vel per Sumnum Pontificem concessae, ex liberali gratia, et meliori quamdum providentia, supposita varietate temporum et religionum, non ex absoluta juris divini necessitate.

14. Videri dictum jurisdictionem nasci saltem ex jure communis positivo.——Uteriusque vero quæri hic potest utrum habeant hi Praëlati jurisdictionem, ex communi jure civili, aut canonico. Cum autem haec jurisdictionis spiritualis sit, clarum est non posse oriri directe ex jure civili; posset autem ei attribui, vel quatenus in eo explicatur aliqua ratio naturalis quæ hoc postulat, vel quatenus in eo aliquid disponitur, quod a jure canonico acceptatur, eo ipso quod non rejiciatur, ut, verbi gratia, in lege ult., C. de Jurisdictione omnium judicium, disponitur, ut qui in aliqua militia connumeratus sint, his judiciibus subsint, qui eis in tali jurisdictione présunt; nam hoc videtur postulare naturalis aquisitas et ratio. Facit deinde caput Cum Ecclesiæ, de Offic. ordin., quatenus significat unumqueque Praëlatum habère jurisdictionem in suam plehem, seu congregaciónem sibi subjectam.

45. Dico tamen jurisdictionem hanc, quod religiones omnes, non posse satis fundari in jure communis, quia nullum datur quo universum statutum sit, ut religio, quatenus tales est, constat Praëlatibus habentibus propriam et intrinsecam jurisdictionem. Nam, ut supra, num. 2, probavi, non est de intrinsecas ratione status religiosi, ut constet propriis
Praëlatis jurisdictionem ecclesiasticam habentibus; in quo non semper illum habuerunt, nec modo habent omnes, presertim mo- niales, et si quae sunt religiones pure laicorum; igitur ex hoc precise quod religio instituitur, vel etiam approbarum, non se- quitur habere jurisdictionem, nisi ei insuper conferatur; nullum autem est commun- ne jus canonicum quod hoc statuat, ut vi illius statim censeatur conferri. Non ergo dat- tur ex vi juris communis. Nec dicta jura quidquidam probant; nam utrumque supponit ju- dicem, aut Praëlatum habentem jurisdictionem, et ea supposita, statuunt ut ei pareatur. Circa illam vero legem adventa est vulgaris differentia inter jurisdictionem civilium et ecclesiasticam, quod civilis proveniat ab ipsa communitate hominum; spiritualis a Christo in Papam, et per hunc in aliis. Illa ergo lex loquitur de jurisdictione civilium, quam communitates aliqua conferre potest suo prefectori, quem sibi in judicem, et immediatam supe- riorem eligat, sive id faciat adminiculum ipsius juris civilis, sive illo in multo non contradic- cente. Hoc autem non potest in exemplum adduci ad religiosas de quibus agimus, quia eorum jurisdiction debet esse spiritualis et a capite manare. Circa alium vero textum canoni- num, est observandum in eo sermonem esse de propriis Ecclesiis Praëlatis, qui juris- dictionem habent fori contentiosis; nam hoc esset ratione Praëlati in rigore sumpti, ut supra communis docuimus. Si ergo supponatur religio habere Praëlatum in hac significacione, clarum est eum habere juris- dictionem, et hoc solum probatur ex illo testi- tu; attamen hoc ipsum est quod querimus, an, videlicet, Praëfectu seu Rectore religionis, vel quoqucumque alio vocentur nomine, ex vi juris communis habeant quod sint veri Praëlati in dicto sensu, et hoc nec ex illo probati potest.

16. Quando coperent religiones habere ju- risdictionem per specialia iura. — Sed quiseri tandem potest quando incepserint religiosi habere ecclesiasticam jurisdictionem. Respondetur de hoc initio non satis constare, neque idem pro omnibus posse assignari; nam, cum non sit fundatum in jure communis, debet ad speciales concessiones revocari; quae concessiones factae sunt aliquibus religionibus statim a principli eorum, aliquando vero longa post tempora, quae incerta sunt; et ideo propria singularum religionum indulta, vel historia, et antiqua consuetudines, sunt con-
PRÆLATUS, ET QUEM INTER, ETC.

85
de nomine quam de re; in diversis enim religio-

nibus idem est proportionalis modus

Prælatorum seu superiorum, quanvis divers-

sis nominibus appellatur: Abbates, Prior

es, Guardiani, Rectores, etc. Quod si in eis sit

alia diversitas quoddam privilegia vel potes-
tates, illa est accidentaria ad communem tra-
tactionem, quam nunc sequerimur, pen-
detque ex specialibus privilegiis, et statutis

singularum religionum, ut obiter, quantum

necessae fuerit, attingemus. Agimus ergo de

varietate Prælatorum, qui in una et eadem

religione, atque adeo in singulis esse possunt.

Quae diversitas, ut formalis sit (nam materia-

lis nihil ad doctrinam refert), secundum ma-

jorem vel minorem universalitatem Præla-

tionis sumenda est; non enim possunt aliter
distingui, nisi secundum hierarchicum ordi-

nem. Sic ergo tripodis religiosis Prælatus ge-

neraliter distinguat potest, scilicet, infimus,

suum, supremus et medius, prout Dionysius

singularis hierarchiae in tres ordinibus distingue

solet.

2. Quia sint Prælati infimi, seu locales. —

Prælati infimi in religione sunt illi qui Con-

ventuales seu locales vocantur, quorum

unusquisque uni tantum monasterio praebet,

et in eo immediatam gerit Prælatum, ita

ut infra se nullum alium Prælatum habeat.

Hujusmodi est Abbas, verbi gratia, unius

monasterii, Prior, Guardianus, etc., nam hos

omnes venerate esse communis senten-

tia est, ut notant Angel. et Sylv., verb. Præ-

latus, et alii superiori capite, num. 6, citati.

Quod etiam declarasse videtur Sixtus V., in 2

constitut. de illegitimitis, in qua priori de-

ecessit. Idemque Florentius declaratum

fuisse quoddam religionem Minorum in quodam

capitolo generali referit Corduba, in Annota-

tionibus ad Compendium prælaturum, tit.

Guardianus. Imo advertit Panormitanus, in

cap. ult. de Regularibus, jure communi anti-

quo hoc tantum genus Prælatorum fuisse usi-
tatum in religionibus, lucendo de propriis

Prælatis intrinsecis religioni; quia in singulis

monasteriis erant singuli Abbates habentes per

se regimen, neque unus Abbas subjiciabatur

tali Abbati, sed omnes Episcopo loci, juxta

c. Abbates, et c. Monasteria, 18, quaest. 2, et

alio adducta capite precedentem. Atque ita ob-

servatum fuisse tempore Basili, Augustini et

Benedicti, ex eorum regulis non obscure

colligatur. Et idem significat Cassianus in suis

institutionibus et conclusionibus de monachis

Egypti. Unde Basilius, regul. 35, ex fusio-

ribus, ubi tractatus questionem an expediat

in uno oppido plura esse monasteria, plane

supponit, eo ipso quod esset distincta, nullo

modo coalescere in unum corpus, et habere
debere Prælatos inter se omnino condistinct

os. Interdum vero legitimus unum Ablatem

praefeuisse multis monasteriis, ut de Pacho-
mio, in vita ejus, et cap. 43 et 57, apud Su-

rium, tom. 3, die 14 Maii. Verisimile autem

est omnia illa monasteria fuisse per modum

unius, sicut nunc solet esse unum monaste-

rium cum aliquibus residentiis annexis, qua-

rum omnium unus est immediatus superior,

licet vicarios habeat in diversis locis, qui

œconomii vacatur in vita Pachomii, supra.

Hinc etiam legitimus apud Palladium, in Lau-

siaca historia, cap. 7, in tom. 7 Bibliothecae,

cum in monte Nitria quinque millia essent

monachorum, ex quibus nonnulli erant Pres-

byteri, unum ex eis tantum fuisse primum

Presbyterum, qui solus sacra Deo offerebat,

et omnibus praebat. Postea vero inter diver-

sa monasteria habebant distinctos Abbates,

ccepit esse major unio sub uno Prælati pro-

pris totius religionis, ut nunc videmus in om-

nis fere Ordinibus, tam Monachalibus quam

Mendicantibus, et respectu illius uni-

versalioris Prælati inferior est hic particula-

ris, seu localis Præpositus, ut per se constat.

Infimus autem a nobis appellatur, quatenus

sub se non habet inferiori Prælatum; nam,

licet habere soleat vicarium sibi subordin

tum, qui in aliis religionibus vocatur

Prio respectu Abbatis, in aliis Superior re-

spectu Prioris, vel Minister respectu Rectoris

aut Præpositi, tamen, juxta communem sen-
tentiam, hic non esse Prælatus, quia non ha-

bet jurisdictionem propriam et ordinariam;

aut enim nullam habet, sed solum economi-

cum administrationem, aut solum habet de-

legatum, ut notat Sylvester, verb. Prælatus,

quem aliis communiter sequuntur. Intelligi-

antem autem de vicario non solum nomine,

sed etiam re; nam, ut idem Sylvester notat, si,

mortuo Abbate vel Prio, vicarios substitu-

tutar cum sufficiente auctoritate, ille pro

tunc Prælatus censendus est, quia jurisdiction

em habet ordinariam, quam delegare pot

test, et per eam absolvere a reservatis, etc.

Idemque a fortiori est de illo, qui praest par

vo conventui, immediate subjecto Provinciali

et Generali, quamvis propter parvitatem vi-

carius tantum nominetur. Quod sumi potest

ex capite In singulis, de Statu monachor.

ibid: Priorum Abbatis proprios non haben-

tium.
LIB. II. DE RELIGIOSIS QUATENUS PRÆLATI SUNT. ETC.

3. Qui sit praetati supræmi, seu Generales. — Supremus Praetatus religionis dicitur, qui intra illam Superiorum non habet, et omnes alios ejusdem religionis Praetatos sibi habet subjectos; qui Praetatus in omnibus religiis nibus, quasi illum habent, vocatur Generalis, quamvis in quibusdam appelletur Prior Generalis, aut etiam Abbas Generalis, ut loquitur Panormitanus, in cap. ult., de Regularibus; in aliis Magister, Minister, aut Praepositus Generalis. Unde constat non dici hunc Praetatum simpliciter supremum, quia nulli subjectus sit, sic enim solus Summus Pontifex potest dici supremus Praetatus religionum omnium, sed solum respective, seu inter Praetatos ejusdem religionis. Dices: ergo eadem ratione possit talis Praetatus esse subjectus Episcopo. Respondere non esse in hoc repugnantiam, si, non obstante tali modo Praetationis, non fuisset facta per Pontifices religionis exemptio; tamen de facto nunc quam videtur fuisse in Ecclesia hic modus Praetationis sine jurisdictione quasi Epicopali, nec sine exemptione a jurisdictione Episcoporum. Nam hujusmodi Praetatus Generalis jurisdictionem habet quodammodo universaliori quem particularis Episcopi, nam habet monasteria sibi subjecta in variis episcopatibus vel etiam provinciis aut regionis; eritque non poterat conveniendi esse subordinatus singulis Episcopis, quia moraliter non possit generaliter et uniformiter monasteria sibi subjecta gubernare. Unde, quamdui fuerunt monasteria singula quasi per se separata, ita ut eorum Abbas non haberent inter saum religionem superiorem, videntur Episcopi fuisse subjecta, ut de Benedictinis colligitur ex cap. In singulis, de Statu monachor. Religiones vero, quæ unum corpus efficiunt sub uno interno capite, semper fuerunt exempta, ex quo talem unionem habere coeperunt, ut constat ex Cisterciensibus, Carthusianis, Praelatoribus, Minoribus, etc. Et ha dicuntur habere supremum Praetatum sub Summo Pontifice. Per hoc tamen non exclusim quin congregatio generalis talis religionis possit esse supra Generalum, de quo in tract. 3, l. 10, c. 4, dicemus; sed loquimur de Praetatis ordinarius, quibus permanenter ac durabiliter religio gubernatur.

4. An et quomodo possint esse in una religione plurres Generales. — Dices rursus, ex dictis sequi in una religione tantum esse posse unum Praetatum supremum; tum quia non possunt esse plura capita aequalia (esse enim monstrum); tum etiam quia diximus de ratione hujus supræmi Praetati esse, ut habeat omnia monasteria ejusdem religionis sibi subjecta. Consequens autem est falsum, nam eadem religio, ut, verbi gratia, S. Benedicti, aut Bernardi, etc., habet plurres Generales, alium in Hispania, alium in Gallia, alium in Lusitania, ut constat ex usu. Respondete, si proprie loquarum, unus religionis tantum esse possit unum supremum Praetatum, sit in uno prædicamento non potest esse nisi unum genus generalissimum. Et quidem, quantum ad negationem superioris, quam ratio supræmi includit, manifestum est non posses esse in dubinis, si alter eorum est generalis simpliciter, quia e ipso habebit alterum sibi subjectum, et consequenter ille alter non erit supremus; vel si uterque ita præstet ut neuter alteri jure ordinario subjiciatur, et consequenter monasteria uni subjecta alteri non subjiciantur, neque e contrario, neuter eorum dicit potest Generalis simpliciter talis religionis, sed uterque dicit poterit Generalis secundum quid sua nationis, seu religionis. In religionibus ergo, in quibus plurres nominantur Generales, observandum est an inter eos sit aliqua subordinatio, etiam minus, ita ut unus sit prorsus independentis; aliis vero aliquam etiam minimam dependantiam illo habeat, quia ab eo confirmari debet, aut visitari possunt, vel quid simile; et tunc ille solus, qui independentis est, est supremus Praetatus, atque adeo Generalis simpliciter totius religionis; aliis vero tantum secundum quid ita nominantur, partim propter amplitudinem districti, partim propter minimam subordinationem, quae moraliter et in ipso usu quasi nihil reputatur. Si autem nullam omnino inter se subordinationem habent, uterque revera est supremus Praetatus, prout de illo nunc loquimur, et sic comprehenditur nomine Generalis, quamvis respectu totius religionis non sit Generalis simpliciter, sed solum in sua natione, seu districta; quomodo se habebant ante paucos annos in religione S. Hieronymi Generales Lusitanis et Castellis, et nunc Generales Cistercienses, vel S. Benedicti; et in religione S. Francisci Generales Observantium, Convivialium et Capucinarum in Italia eodem modo videntur inter se comparari. Et in hujusmodi ordinibus religio, in qua sunt plurres Generales, dicitur una, non perfecta unitate morali, quæ requirit unionem sub uno capite; sed unitate et imi-
CAP. II. QUOTUPLEX SIT RELIGIONIS

PRAELATUS, ET QUEM INTER, ETC.

latione ejusdem fundatoris, et unitate etiam Regule, saltem quod praecipua, et quod habitus similitudinem, et quod quandam majorem fraternitatem comminationem ac directionem, quam similiter efficere soleat. Neque hoc mirum videri debet, quia in religionibus antiquis non videtur fuisse major unitas, ut, verbi gratia, in religionis S. Benedicti, quando singuli Abbas erant quasi summum, quia communem Superiorem ejusdem religionis non habebant; imo nec Vicarios communes, nec Capitula generalia, ut colligiter ex cap. In singulis, de Statu monach., ubi Panormitani et Doctores id adverunt. Unde obiter etiam declaratum est, an hic supremus Praelatus seu Generalis sit necessarius in religioso statu. Dicendum est enim absolute et simpliciter non esse necessarium; ad majorem autem unitatem, et meliorem gubernationem fuisse opportunum, ejusque unitatem magis necessarium esse in quibusdam religionibus quam in alius, ut specialiter de nostra Societate infra suo loce declarabimus.

5. De Praelatis mediiis seu provincialisbus —
Hoc tripus genus Praelatorum non est absolute necessarium. — Praelati medii dicuntur, qui intra eadem religionem superiorem Praelatum habent, et nihilominus aliquo modo universales Praelati sunt, plures domos, pluresque Praelatos inferiores sub se habentes, ut sunt Provinciales religionum Mendicantium, et aliarum, quae eas imitantur. Nam in religionibus Monachalibus non videntur esse in usu hujusmodi Praelati medi; nam Carthusiani, praeter Generalem, non habent unius Province vel nationis Praelatum aliquem communes, sed solo Prioris singulorum conventuum. Hi vero sunt temporibus capitulum quasi provinciale seu nationale efficient, quod capitulum, quandiu durat, dici potest habere auctoritatem Praelati quasi Provincialis vel nationalis; in eo tamen non eligunt Provinciales, sed Vicarios, qui non sunt ordinarii Praelati, sed veluti speciem quamdam commissionem suis locis et temporibus exercent. Reliquae item Monachales religiones unum tantum solent habere ordinarium Praelatum super omnibus Abates vel Priores, quem propterea Generalem appellant, modo superius declarato. Non est ergo hic tripus ordo Praelatorum necessarius simpliciter in religioso statu, etiam prout nunc est in usu Ecclesiae. In religionibus autem Mendicantibus, propter amplitudinem earum, et pecuniarem vivendi modum, semper servatur hic ordo quasi hierarchicus, ut inter superiorem conventualum et Generalem mediet Provincialis, qui sub Generali existit, et sub se habet plures conventus, et Praelatos eorum, qui unam provinciam constituent, quae, licet sit pars unius religionis, per se spectata efficit unum politicum corpus, constans ex omnibus illis conventibus, cujus caput est Provincialis. Nec solent in religionibus, moraliter loquendo, esse plures Praelati intermedii et ordinarii; nam, licet aliquno creantur commissarii vel visitatores, illi non sunt Superiores ordinarii, sed extraordinarii, habentesque jurisdictionem delegatum, quae expirat per mortem concedentis.

6. Apud Franciscanos tamen inter Provinciales, et Generales, damnum commissarii. —
Religionem S. Francisci excipio, in qua aliis sunt Praelati intermedii, ut est Commissarius Generalis Cismontanus, vel Ultramontanus, qui Superior est Provincialis omnibus suis familiae, et sub Generali constitutur, et, ut probabilius creditur, verus Praelatus est, jurisdictionemque ordinariam habet. In aliisbus etiam provinciae habent Praelatos medios inter Provinciales, et Guardianos, qui custodes in speciali quaedam significacione appellantur, suntque sub Provincialibus, et sub se habent nonnulla monasteria provinciae, quae in hunc modum in plures custodes est divisa, quamquam hoc fieri non sit in usu, sed tituli tantum, seu nomina retineantur, quae ad nos nunc exponere non pertinent. Sed illi tres gradus praesionis, Generalis, Provincialis et Praepositi localis, nobis sufficient; nam hi generales sunt, et, si qui aliis sunt intermedii, facile potest eorum minus ad instar provinciales explicari, et haec de prima parte tituli.

7. In quibus tria Praelatorum genera numerata conveniant. —
Prima assercio pro prima conveniencia. — Secunda assercio pro secunda conveniencia. — De his ergo breviter inquire potest in quo conveniant, et in quo etiam different, per quod secundae partis tituli satisfaciemus. Quod ad convenientiam attinet, dicendum est primo, convenire in hoc, quod omnes habent jurisdictionem spiritualem in subditos, tam in foro penitentiae quam in foro exteriori ecclesiasticum aut religiosum; loquimur enim secundum praeceptum consuetudinem Ecclesiae et religionum quae propria habent regnum extra jurisdictionem Episcoporum. Et sic assercio est clara ex ipso usu, et insituit ac privilegiis tumull religionum; et a fortiori consta-
Lib. II. De religiosis quatenus Prælati sunt, etc.


8. Hujus partis ratio. — Et ratio generalis est, quia jurisdicuo, que convenit aliqui per electionem Collegii vel Universitatis ad aliquod officium, cui vel natura sua, vel virtute legis talis jurisdiction convenit, est ordinaria, et non tantum delegata; sed hujusmodi est jurisdiction horum Praelectorum; ergo est ordinaria. Major quoq priorem partem de electione est communis juristorum cum glossa, in cap. Cum ab Ecclesiariurn, de Offic. Ordin., verb. Ecclesiastica, et Panormit. in cap. Suspicionis, de Officio delegati, num. 9; Sylvester, verb. Praelectus, et colligitur ex c. 1, de Elect. Advertat autem idem auctores, regulariter, seu communi jure, esse necessarium ad jurisdictionem ordinariam, quod habetur per electionem; nam jure speciali, vel auctoritate Praelecti superioris potestatem habentis, aliter conferri solet, ut constat ex cap. 5, de Offic. Archidiac., et ex communi usu, et quia nullum est jox vel ratio que necessario requirat electionem, de quo latius capite sequenti. Addo etiam electionem non esse satis ad jurisdictionem ordinariam, si ex intentione elenquentium solum flat ad commissionem, seu delegationem faciendum. Et ideo dixi, oportere ut electio flat ad prefecturam vel officium cui annexa sit jurisdiction, nam revera in hoc formaliter consistit ratio ordinariae jurisdictionis. Oportet autem ut haec annexion sit jure ordinario, et ideo addidi alteram particular, virtute legis. Quae communis etiam est ex glossa et Canonistis, et ex rubrica de Officio delegati, et aliis Doctoribus, in l. 4, ff. de Officio ejus cui mandata est jurisdiction. Qui asserunt jurisdictionem ordinariam esse, quod habetur virtute legis; intelligendum autem est praedicto modo, nam virtute legis potest etiam haberi jurisdiction delegata, ut constat de jurisdictione inquisitionem, et ex toto titulo de Officio deleg. Oportet ergo quod talis jurisdiction conveniat ratione officii vel dignitatibus de jure aliquo vel consuetudine. Quod signifia-runt Innocentius et Panormitanus, in cap. 1, 2 et 3, de Officio Ordinarii, et satis expresse colligitur ex c. 1, ff. de Offic. ejus cui mand. est jurisdiction. Et ita probata est major proposito tota, de qua plura etiam dixi in tom. 4 et 5 tertiae partis. Quod autem hoc modo jurisdictionem habeant hi Praelecti religionum, quae erit minor proposito ratiun factae, per se est evidens, nam habent officium pastorale, Ecclesiae approbatione institutione, cui tam intrinsecæ videtur jurisdiction, ut sine illa viz possit intellegi, vel saltamus non possit moraliter executio ni mandari, ut declaratum est. Ac dequeque partim jure communi, ut infra videbimus, partim jure proprio singularum religionum per Pontificia diplomata, partim consuetudine sitis confirmata est haec jurisdiction, ut late Navarr. Comment. 2, de Regularibus, num. 63 et sequentibus, et Comment. 3, num. 40 et sequentibus. Hic vero occurrebat specialles questiones, an Visitatores religionum habeant ordinariam vel delegatam jurisdictionem; ite
CAP. II. QUOTUPLEX SIT RELIGIONIS

PRAELATUS, ET QUEM INTER, ETC.

sufficiens argumentum sumi. Eo vel maxime quod, si consideremus statum et modum regimini, quem nunc habent monachales religiones, etiam in eis Abbates particulars possunt comparari ad Generalem, sicut Archidiaconi ad Episcopum. Si autem loquamur secundum jus antiquum, non possimus secundum illud discrimen constituere in religionibus Mendicantibus, cum nondum essent institute; sed potius cum proportione esset de illis loquentium.

11. Dices, hinc potius colligi ex jure communi non posse probari aliquem infimum Praelatum religionis, etiamsi Abbas benedictus sit, habere jurisdictionem quasi Episcopalem, si proprium superiorem Praelatum habeat in eadem religione. Jura enim antiqua ideo tribununt Abbatus jurisdictionem quasi Episcopalem, quia tunc singuli Abbates erant quasi suprema, et Generalem superiorem non habebant. Unde in cap. Nulæm, 18, q. 2, ait Pelagius Papa: Ad Abbatem potestas tota pertinent; quia nimirum ex tempore unusquisque Abbas habebat totam curam sui monasterii, nec recognoscebat Generalem superiorem. Quanquam (ut verum fatare) incertum mihi est an hic textus loquatur de propria jurisdictione spirituali, vel de sola potestate dominativa, per quam competit etiam Praelato administratio totius monasterii quod ad spiritualia et temporalia, etiam previa propria jurisdictione spirituali. Quod enim hoc sufficiat ad verificanda verba illius textus, ex eo colligi potest quod, juxta communem expositionem Doctorum, dispositio illa etiam ad Abbatisas ampliatur, ut ibi notat Navar., comment. 3, de Regularibus, n. 4, qui multa adduxit ex regula Augustini ad confirmandam decisionem illius textus, quae plane intelliguntur de Preposito, qui tunc jurisdictionem non habebat, sed potestatem dominativam, ut supra notavi; cumque Pelagius Pontificex non multo post Augustinum sederit, et fere eodem quo S. Benedictus floruit tempore, incertum est an propria jurisdictione spiritualis jam tunc esset Abbatisbus concessa, maxime cum non constet vel Benedictum ipsum, vel Abbates illius temporis suisse clericos. Cumniter tamen extenditur hic textus ad potestate jurisdictionis spiritualis, quod non est facile negandum, quia etiam ostendi non potest illam tunc non habuisse, et jura indifferenter loquentur, meliusque et proprius illa posita procedunt.

12. Verumtamen hae objecipio nihil obstat,
nam Abbates illi, de quibus jure canonica dicit habere quasi Episcopalem jurisdictio
nem, subditii erant Episcopis, ut eadem jure testantur; erant ergo illis inferiores non solum dignitate, sed etiam jurisdicione, subordonatione ac dependentia; ergo comparabantur ad illos sicut nunc ad suum Generalem vel Provinciale; ergo hac subordinate non obstat quominus nunc etiam dicantur habere jurisdictionem quasi Episcopalem. Nec jura antiqua fundantur in hoc, quod illi Abbates erant tunc supræ in sua religione, hoc enim parum referret, si potestas eorum adeo esset limitata, ut ad nullos actus Episcopalis jurisdictionis se extendere; quod esset posset, etiamsi in reaadem religionem Superiorem habarent, nam subjectio ad Episcopos sufficeret. Imo nec ex cit. c. Nullam, etiam si de potestate jurisdictionis intelligatur, satis colligitur illam jurisdictionem tunc fuisset tantum, ut quasi Episcopalis dicer posset; nam verba illa: Ab Abbati potestas tota pertinere conventi, intelligetur respectu, id est, comparatione facta ad alios monachos, cum quibus ibi fit collatio, ut patet ex illis verbis: Quia nulla auctoritas remanet Abbati, si monachorum potestates cæperit suæcere. Sic ergo dicitur tota potestas esse in Abbate, quia tota, quanta est, in illo solo est, et semel collata, jam non pendet a subditis; quanta autem sit, ibi non explicatur, sed solum dicitur: Universa quæ vel ad divini cultus reverentiam, vel ad utilitatem monasterii pertinent, Abbatis soliciitudine debei adimplere. Ad hac autem duo sufficeret possit jurisdictionis inferioris Prelati, ut Archipresbyteri, etc. Igitur, quod jurisdictioni Abbatis sit quasi Episcopalis, non tam jure antiquo, quam novo, citato ex lib. 6, sufficienter probatur; ergo illis quoad hoc sequiparantur illi Prelati Conventualis religionem Mendicantium, non resistente saltem jure communi, imo aliquo modo adjuvante saltam per similitudinem rationis. Nam revera nulli eorum habent ex jure communi, sed ex proprio privilegio, et quasi speciali jure, nec in dicto c. Abbatis illis conferitur hac potestas, sed collata supponitur, utique per privilegium: constat autem locales Prelatos Mendicantium per privilegia sua huysmodi potestatem habere, ut ex infra tractandis, a cap. 8, latius patet, declarando in particular actus ad quos habent potestatem.

43. Ratione tandem probatur, declarando voce illum, quasi Episcopalem. Dupliciter enim potest aliqua jurisdictioni dici Episcopaliis. Uno modo, ratione subjecti, scilicet quia est jurisdiction per se debita muneri Episcopali, et quasi jure suo postulam personam consecratam in Episcopum taquam proprium subjectum suum. Alio modo potest jurisdictioni dici Episcopalis ratione auctum, quía scilicet extenditur ad actus, qui communis et ordinario jure sunt proprii jurisdictionis Episcoporum. Sunt enim quidam actus spiritualis jurisdictionis, per se convenientes Episcopis, aliis autem non nisi quatenus aliquid participant de jurisdictione eorum. Jurisdictione ergo Prelatorum religionis, Episcopalis nominatur, quia revertera se extendit ad actus jurisdictionis Episcopalis circa subditos talium Prelatorum. Huysmodi enim actus sunt, excommunicatio aut suspensio, maxime si sian jurisdictione ordinaria; item absolutio ab eisdem censuris, presentium aut homine latis; item absolutio a casibus et censuris reservatis, presentium Pape, in alqiquibus eventibus; item dispensatio in votis, in nonnullis irregulatitibus, et similis, quos participant prædicti Prelati religionum; nam, licet forte non quilibet illorum Prelatorum, quilibet tamen eorum potest plures efficere, et in eis excendunt ordinariam jurisdictionem ArchiPresbyteri et Archidiaconii; hi enim licet possint aliquando excommunicare, non tamen tam generali potestate sicut Prelati religionum, et præterea non possunt dispensare in votis, etc. Hece ergo ratio satis est ut jurisdiction ho- rum Prelatorum Episcopalis vocetur, non tamen simpliciter, sed cum diminutione, et ideo additur illa particula quasi.

14. Particula quasi in assertione duorum importat.—Potest autem dicta particula duorum significare. Primum, quod illa jurisdiction est (ut sic dicas) in alieno subjecto, id est, in non Episcopo; et hoc modo talis diminutio communis est omnibus Prelatis non Episcopis, et ad illum pertinet quod non sufficit in tali persona ad exercendos omnes actus Episcopales, saltem eos qui consecrationem Episcopalem requirunt, ut quædam glossa citata, n. 9, dicebat, quamvis hoc non semper proveniat ex limitatione jurisdictionis, sed ex defectu potestatis Ordinis. Secundo potest per illum particular significari diminutio intrinseca (ut ita dicam) ipsius jurisdictionis Episcopalis, quia nimium in Prelato religionis non se extendit ad omnes actus, etiam puræ jurisdictionis, quos Episcopalis jurisdiction potest elicere. Et hoc modo etiam summatur illa particula in presenti, et maxime
locum habet in Praelatis conventualibus qui jurisdictionem habent magis limitatam, et ideo sine dubio non possunt omnes actus jurisdictionis Episcopalis, ut verbi gratia, dare litteras dimissoriaes ad ordinis suscipiendos, et alia, de quibus infra. In Provincialibus etiam existimo regulariter etiam habere locum hanc diminutionem, quia non possunt omnia circa suos subditos, quae possunt Episcopi circa suos, quia aliquid semper est Generalibus reservatum. De Generalibus autem ipsis dubitari potest, quia plenissimam habent jurisdictionem sub Summo Pontifice; nihilominus etiam in eis inveniatur aliqua diminutio, et saltum hec nunc occurrit, quod interdictum locale ponere non possunt, ut in t. de censur., disp. 38, sect. 4, n. 2, diximus; item ea, quae specialiter possunt Episcopi ut delegati Pontificis non cadunt sub jurisdictionem Praesulorum religionis, etiamsi illa delegatio in iure contineatur, quia solum sit Episcopis.

45. Dico quarto: omnes dicti Praesulii religiosorum in hoc conveniunt, quod habent immediatam jurisdictionem in omnes religiosos sibi subjectos. Conclusio est certa et communis, et de Praesiis conventualibus est per se evidens, quia sunt immediati Praesuli, habentes jurisdictionem in subditos, ut ostensum est, et inter illos et subditos non mediat aliquis subditi; ergo necesse est ut illos jurisdictioni immediata sit in sibi subjectos, Nam ad ilios nullo modo extenditur; nam Praesulus inferior non habet jurisdictionem in eos qui sibi subjecti sunt, argum. 1. ult., C. de Jurisdiction omnip. judic., et c. Cum ad Ecclesiaram., ubi glossis, de Offic. Ordin. De superioribus autem seu universaliis Praesulis declaratur asserted ex comparatione ad Episcopum, Archiprescopum et Patriarcham; nam Archiprescopus ut sic non habet immediatam jurisdictionem in omnes subditos sua provinciae, sed ut Episcopus illam habet in sua propria diocesi; in reliquis vero Episcopatibus sua provincia non item, sed illos habent proprii Episcopi; ipse vero solum mediate, id est, in casu appellationis, nisi forte dum visitat, ut alibi dixit, tom. de Censuris. Et eadem ratione et cum proportione Patriarcha non habet jurisdictionem immediatam in Archiprescopatu sui Patriarchatus, sed ad summum mediatam, justa jure dispositionem. Non ergo ita comparatur dicti Praesi religiosorum, sed Provinciae sivee immediatet potest suam jurisdictionem exercere in quaecumque religiosum sua provinciae, sicut proprius Prior ac Rector eijus; et Generalis eadem proportione immediatet comparatur ad omnes et singulos religiosos sua religionis.

16. Sic ergo explicata conclusio sufficienter probatur usui, et institutione omnium religiosorum, quae per hujusmodi Praesuli gubernantur; quae consuetudo videtur sufficere ut dicamus hoc esse quasi jus commune, quamvis generale jus Pontificium non inveniatur de hoc scriptum. Unde si ex speciali instituto in aliqua religione aliud servetur, illa reputanda est quasi exceptio a jure communi, quae ad nos non spectat. Ratio vero hujus assertionis tota consistit in institutione; congruentia vero institutionis est, quia hic modus jurisdictionis est magis accommodatus statui religiosi, tam ut subditorum salutti et commodis melius et efficacius per plures providentur; tum ut ordo et subordinatio perfectius observetur; nam locales Praesuli tam exacte et perfecte subditi esse debent Provincialibus et Provinciales Generali, sicut minimi religiosi suo Praesulo. Hec autem perfecta subjectio esse non posset, nisi universalium Praesulorum jurisdictioni ad omnes et singulos respective immediat descendere. Denique habe jurisdictioni religiosa proportionatur voto obedientie, et ad ilius complementum et perfectam executionem quodammodo ordinatur; ideoque sicut vatum obedientis immediate obligat ad obediendum omnibus his Praesulis, ita in omnibus illis est jurisdictioni immediate attingens universos subditos. Nec vero ex hac multiplici jurisdictione immediata sequitur aliqua perplexitas, vel confusio, quia non est sine ordine, neque est ita multiplex, quin ad unam revocetur, ut ex dicendis constabit.

17. In quibus eadem Praesuli generat differentier. — Dico ergo quinto, hujusmodi Praesuli differre inter se variis modis in hujusmodi jurisdictione, praestant vero in amplitudine et dependentia, seu subordinacione. Et primo est clara differentia in amplitudine quasi extensiva quod personas, seu quod territorium, quale in praeient esse potest. Nam Praesulus infimus solum in suum monasterium et personas ejus jurisdictionem habet; medius se Provinciales tantum in personas se monasteria seu provincie; Generalis in omnes personas et loca religionis jurisdictionem habet; quod ex dictis satis declaratum est. Secundo, potest habe differentia intelligi in amplitudine jurisdictionis
quoad materiam, quia nimirum quo universali est quoad personas vel loca, eo etiam plures actus exercere potest, tam circa personas quam circa loca, eo modo quo capacia sunt. Et in hoc sensu etiam differentia est vera; ejus tamen intelligiencia et probatio pendet ex perfecta cognitione potestatis horum Prelatorum, quam hic et infra a c. 8 tradamus; nunc breviter declaratur exemplis clarioribus. Nam Provincialis potest exercere actum mutandi religiosum ab una domo in aliam, quod Prior facere non potest; et Generalis ab una provincia in aliam, quod Provincialis non potest. Circa domum etiam vel bona monasterii multa fieri possunt cum licentia Provincialis, quae sine illa non possent, ut grave aliquid et difficile inchoare; contractus, pressorim alienationes bonorum, conficere; et aliquando in his Generalis consensus necessarius est, de quo non possimus certam regulam in particulari tradere, quia juxta varia instituta et consuetudines religionum in hac magna diversitas; generalis vero doctrina, quod hic differentia alio modo in omnibus inveniatur, sine exceptione vera est.

18. Cujus ratio seu congruentia est, quia sicut he prelationes distinguuntur quasi in objectis, ita per se primo intendunt diversae fines; nam potestas infimi Prelati respicit per se primo commune bonum sui domus; Prelati medi, suae provinciae; Prelati superiorum, totius religionis; nam hic fuit moralis necessitas multiplicandi has prelationes; ad nos autem fines diversa media accommodata sunt, et quoniam bonum intentum est universaliter, eo etiam postulat plura et universaliter media; et personae ipsae secundum piires respectus subjiciuntur Praesato universaliter quam particulari, id est, non solum ut sunt partes domus, sed etiam ut sunt membra provinciae, vel etiam totius religionis, cujus universalissimus commodis insinuare debet. Atque etiam e converso, quatenus hic praepoto ad bonum singulorum religiosorum ordinatur, propter hunc etiam finem necessaria fuit hic multiplex potestas, ut bona communia religiosis possent convenienter ad majus commodum singulorum aplicari, quantum expediat, et fieri possit sine incommodo communi boni. Denique, quia ratio postulat ut ad graviore actus et magoria negotia gravior etiam seu major potestas requiratur, ut cum graviore etiam consilio fiant; potestas autem quo universalior, eo est gravior; et ideo amplior etiam est in actibus et effectibus suis. Unde colligitur has jurisdictiones ita inter se comparari, quod quidquid potest inferior, potest superior, ob quartam convenientiam supra declaratum; e converso autem non quidquid potest superior, potest inferior, ob differentiam proximae traditam.

19. Alio modo dicebatam differe has jurisdictiones in dependencia, quae primo considerari potest in origine seu in esse; nam inferiores Prelati ducere solet originem aliiquo modo a superioribus, non vero et contrario, ut Provincialis a Generali, non vero e converso; et Rector a Provinciali, et non e contrario; sicut causa particularis manat ab universalibus, et non e converso. Dixit autem aliquo modo, quia in hac potest esse varietas juxta varia instituta religionis; aliquando enim superior Prelatus omnino conferit jurisdictionem inferiores, aliquando vero solum confirmat, vel illam ratam habet; nulla enim ratio cogit ut determinate aliquid modus ex his necessarii sit; tamen quod aliquo modo creatio inferioris Prelati pendeat a superiore, per se est valde consensusenane rationi, et ad debitam subordinationem necessarium, et ut Prelatus superior possit integre suo munere satisfacere, cum ad ipsum magis pertinent cura subditorum, quam ad quemlibet inferiorum Prelatum sibi subordinatum. In quo etiam considerandum est, quando unus Prelatus inferior, verbi gratia, Conventualis, habet plures superiores, necessarium quidem esse ut in origine, seu receptione sue prelationis, pendeat a supremo Prelato vel formatiter, si ab illo confirmans vel instituendus sit, vel radicaliter, in quantum pendet a Prelato medio, verbi gratia, Provinciali, qui ab alio superiore seu supremo suam potestatem accept; nam perfecta subordinatio hanc reductionem usque ad supremum Prelatum requirit. At vero et contrario necessarium non est ut infimus pendeat a medio, nam interdum potest immediate a solo supremo creari vel confirmari; neque hoc repugnat debito ordini, tum quia etiam supremus Prelatus est immediatus superior, ut num. 15 ostendimus; tum etiam quia Prelatus medius tenetur consentire ordinatio suprema, vel majoris Prelati. Ut ergo ergo modus inveniri potest in religionibus, et de facto invenitur, ut constabit varia earum instituta consideranti, et infra in speciali aliquid attingemus de Societate, in tractatu 3, lib. 40, cap. 3.
CAP. II. QUOTUPLEX SIT RELIGIONIS

20. Sed obiectet aliquis contra posteriorem partem. Nam Provinciales vel Abbates creant Generalem in capitulo, et sepe etiam Priores aut Guardiani Provincialis; ergo etiam superior praelatio dicit originem ab inferiori; est ergo haec dependentia mutua, potestque esse sine inconvenienti, quia est respectu diversorum. Respondeo, Provinciales eligentes Generalem, non eligere illum ut Provinciales sunt, sed ut electores, quae duo munia sunt formaliter diversa, nam actus eligendi per se non pertinet ad jurisdictionem Provincialis, unde a muliis participatur, quia Provinciales non sunt; et e converso possit alius modus electionis institui, in qua Provinciales vel Abbates suffragium non haberent; igitur superior praelatus nunquam pendet ab inferiori formaliter tanquam a Praelato; et contrario autem inferior pendet hoc modo a superiore, et igitur intelligitur differendi posita. Quales sit autem dependentia illa, quam habet Praelatus, qui per electionem creatur a suis electoribus, in sequenti sectione declarabitur.

21. Secundo intelligitur haec dependentia in operari, quia nimimum Praelatus superior non pendet in suis actibus ab inferiori; inferior autem pendet aliquo modo a superiori. Utrumque enim constat ex usu. Et ratio prioris partis est, quia superior nec pendet ab inferiori tanquam a causa intermedia, cum posit sine illo operari, sicut ostensum est, nec pendet ut a causa dante virtutem operandi, ut proxime etiam dictum est; nullo ergo modo per se pendet. Dices: in naturalibus sepe causa universalis pendet particulae in agendo, saltem lato modo, id est, ut sine illa non posit effectum producere, ut sol non potest generare hominem sine homine. Respondeo, id habere locum in causis universalibus imperfectis, quae solum immediat et quasi partialiter possunt concurrere, per se autem non sufficient. Causa autem universalis perfecta per seesse sufficitia absolute ad effectum; quae est Deus, et ideo simpliciter non pendet a causa proxima, sed solum ex suppositione, quod nolit absolute efficiere effectum, sed dando tantum necessarium concursum causa secundae; tunc enim, licet non sit propria dependentia, est nihilominus necessitas influen
cus causa secundae. In presenti autem dictum est, universalem Praelatum esse ita perfectum, ut possit etiam immediate operari, si valit; et ideo absolute non indiget concursu vel consensu inferioris Praelati, sed solet hic esse necessarius ex quodum urbanietae super

Praelatus, et quem inter, etc. 93

rioris Praelati; et moraliter ac regulariter locquendo, ad bonum pacis, et ordinis, et melioris gubernationis conveniens est; absolute autem potestas est in superiore Praelato, et interdum expedit illa uti, vel in defensione innocentia subditii, vel ad consolandum afflic
tum, vel propter alios similes fines.

22. Ratio alterius partis est, quia causa particularis pendet ab universali in suis actionibus; nam quale est esse, tale est et operari. Haec autem dependentia non est intelligenda cum rigore physico de influxu immediato, et per se, sed moraliter, imprimis mediate, quatenus potestas inferioris pendet a superiore, ut dictum est; deinde aliquo modo immediate, saltem ut a causa non impediante, cum possit. Quamvis enim necesse non sit ut superior Praelatus acta confirmet vel ordinet quae inferior precipit, tamen necessarium saltem est ut non contradicat, nam voluntas inferioris Praetuli non potest esse efficax contra voluntatem sui superius. Atque hinc sequitur alius modus hujus dependentiae, qui in hoc virtute continetur, scilicet, quod major Praelatus potest coactare jurisdictionem inferioris, non tamen et converso. Hoc posteri per se notum est, et colligitur a paritate rationis ex cap. Nullam, 18, questione secunda. Prius autem multipliciter etiam sequitur ex dictis. Primo, quia inferior Praelatus pendet in suo esse a superiore; ergo in jurisdictione; ergo in quantitate seu amplitude jurisdictionis. Secundo, quia inferior Praelatus est sufficit superiori; ergo si superior pre
cipiat ut in bac vel illa re non se intromittat, tenetur illi obedire, supponendo, nullum turbidinem in eo precepto includi; hoc igitur modo etiam potest limitare potestatem ejus. Tertio, quia Praetuli universalis potest immediate precipere omnibus subditis; ergo potest eis prohibere ne in bac re vel illa pareat inferioribus Praetuli; ergo hoc etiam modo limitabit facultatem illorum, quia ejus potentia et voluntas efficacior est. Denique hoc modo potest supremus Praelatus reservare sibi absolutum a tali culpa, judicium in tali causa, vel tam dispensationem, aut etiam subjectionem taliis personas, et similium; et idem suo modo potest Praelatus medius circa infimum.

23. Praelatus major, restringens jurisdictionem minoris sine causa, pecus. — Statim vero occurrit inquirendum, an haec restrictive requirat justam causam, vel possit pro solo arbitrio majoris Praetuli fieri. Respondeur
breviter primo, si loquamur de his que conveniunt unicuique Prælatox vi sui muneris, utique adeo de potestate ac jure ordinario, quod haec non posse restrictionem fieri licite sine justa causa; ita docent communiter Doctores in simili, tractando de casuum reservatione, ut in 4 tom. de Præstitentia notavitum; est autem hic eadem ratio, tum quia uniusquisque Prælatus habet aliquod jus in re quod jurisdictionem sua ordinariam; non ergo potest licite illo privari sine causa; tum etiam quia vel illa est poena illata sine culpa, et sic illicite; vel est perversio, aut inmutatio ordinis de se instituti de bonum commune, et consequenter est praeter regulam, quæ omnia, sine causa facta, sunt illici- ta; tum demique quia ex hujusmodi injustis restrictionibus multum potest perturbari pax, et oriri scandala. Unde ad minimum censeo hoc esse contra charitatem et justitiam legalem, et non est improbable etiam esse contra commutativam; quamvis hoc sit magis incertum, quia in his religiosis non videtur esse tam proprium dominium circa hanc jura vel officia.

24. Validam tenem restringit, nisi restringit sit contra bonos mores.—Delegavit jurisdictionem licitae restringit potest sine causa, per soluendo. Unde, his non obstantibus, censeo secundo restrictionem hanc validam esse, etiam si absque causa fiat, sicut etiam de reservatione casuum probabilium sententia fert. Cujus ratio est, quia voluntas superiores Prælati, absoluta loquentur, potentia est, et nulla est lex positiva quae hujusmodi factum irritet, neque ex sola natura rei potest censeri nulla, quia multa illi potest, quae facta tenent, inter quas videtur hoc computandum, quia nullam habet specialum rationem nullitatis, cum defectus magis sit in modo quam in substantia, cumque magis interveniat ibi injustitia legalis quam commutativa. Unde confirmatur, quia in his actibus major ratio habenda est boni communis quam privatae injuriae; ad bonum autem commune expediet ut talis restrictio teneatur et servetur, etiamsi injusta appareat ex defectu cause; et ideo facta tenent, ac valida est. Dico autem ex defectu cause, quia si aliunde continueret intolerabiliter errorem contra bonos mores, clare et evidenter nulla est. Tertio vero addendum est, si quae sunt concessa inferiori Prælato ultra jus ordinariam per delegationem superio- ris, et licite et valide revocati ab eodem superiori vel ab aequali, scilicet successore, vel etiam ab alio utrique superiore, pro sola voluntate, sine specialis causa; et tunc cessat omnes rationes supra facta, quia delegatio est quaedam gratia et favor: quanquam in hoc etiam cavenda sunt incommoda, quae per accidentem sequi possunt, vel contra commune bonum, vel contra pacem et charitatem singulorum, maxime si acceptio aliqua personarum misceri videatur.

25. An Prælatus major possit inferiorem amovere. Tandem inquiri hic potest, an haec dependents sit etiam in conservati, quod est quaerere an supremus Prælatus possit quemlibet sibi inferiorem suo officio privare; et eadem quastio est de Prælato medio respectu sibi subjecti. Sunt autem duo certa. Unum est, sine legitima causa non posse licite, ut a fortiori ex dictis constat. Intelligendum autem id est, quando prevatio vel perpetua est, vel pro definito tempore datur, si intra iudicium auferatur, quia tunc procedunt fortis rationes in superiori puncto factae. Si autem tempus non est definitum, nec positive perpetuum, sed indefinite dareatur ad arbitrium superioris, tunc per se non esse illiicitum, nam cessat etiam omnia ratio justitiae, dummodo nihil novum fiat contraconsuetudinem, quod merito possit perturbacionem aliquam vel infamiam generare. Secundo est certum, ex justa causa posse hoc et licite et valide fieri, quia jurisdicton non deest, et ad licitem usum sufficit justa et proportionata causa. Quod ita explicatur: nam haec causa generatim loquentem duplex esse potest. Una est, culpa sufficiens ipsius Prælati; nam justus potest a suo superiore puniri; sed privato officio potest esse justa poena; ergo. Alia est, ratio aliqua urgens majoris boni communis; nam haec non prædat privatum commodum prelatorum, sed ad bonum commune religionis ordinantur; cura autem hujus boni communis, et jurisdictione illud tuendum proportionata, maxime pertinent ad supremos et universales Prælatos, ut supra declaravi; ergo in eo ca- su, et ex parte eorum est sufficienti potestas, et ex parte causa sufficienti ratio, ut talis mutatio sanet flat.

26. Tertium autem incertum est, scilicet, an talis privatio, sine justa causa facta, valida sit. Omissis autem rationibus dubitandi, quæ utrinque facile excogitari possint, censeo illam esse validum, per se spectata hierarchie subordinationis harum potestatum, propter rationes factas in superiori puncto; nam eadem ratio est totius et partis in his.
CAPUT III. DE ELECTIOINE SUPREMI PRÆLATI IN RELIGIONE, ETC.

quaesimilia sunt. Si ergo restrictio sine causa facta valida est, cum tamen sit diminutio seu ablato partis jurisdictionis, etiam totius ablato valida erit. Hoc autem, et reliqua, quae in hoc capite diximus, intelligenda sunt, et supponendo in his praelatis perfectam et monarchiam jurisdictionum, et tollendo impedimenta seu restrictiones quae per legem, vel superioriem potestatem factae esse possunt. Primum ideo adverto, quia in multis religionibus, etiamsi Generalis vel Provinciales habeant regimen, non est simpliciter monarchicum, presentim in rebus gravioribus, in quibus Generalis vel Provincialis nihil valide potest statuere sine concursu suorum Definitionum, aut quovis alio nomine vocentur, qui definitivum suffragium in hujusmodi negotiis habent. Igitur quoad hoc non possimus regulam generalem statuere, sed spectanda est consuetudo vel institutio uniuscujusque religionis, et juxta modum ejus applicare quae hactenus diximus. Eademque ratione addita est alteraominationi; nam hoc potestas sive conferatur sive mediatant religione, et generali capitulo ejus, vel per supremum superiorum ad medios descendat, sese non datur absolute, saltem quoad plures actus ex dictis, sed cum restrictione et obligatione servandis talem formam aut modum, vel cum aliqua dependentia ab ipso concedente, aut simili alio modo; et tunc facultas non excedit concessionem; ideoque etiam quoad hanc partem consulaunt sunt privilegia et statuta religionum, ut secundum ex limitantur omnia quæ diximus; nem illa procedunt per se, et quantum est ex jure communi, et ex natura et modo talium jurisdictionum; non est tamen dubium quin quæ specialia possint multa addere, quæ hic a nobis non possunt considerari, sed ad singulas religiones id pertinebit.

CAPUT III.

DE ELECTIOINE SUPREMI PRÆLATI IN RELIGIONE, DEQUE CONDITIONIBUS EX PARTE IPSIS REQUI- SITIS UT LEGITIME ELEGIATUR.

1. Excluduntur ab hoc capite hereditaria successio, et nominatio. — Dubius modis potest magistratus alius creari, scilicet, vel per electionem, vel per voluntatem alieju principis, seu Praelati superioris; omissis enim hereditariam successionem, quae in presenti materia, et in universum in spirituali poteste, locum non habet; omissi etiam modum succedendi per nominationem Praelati dece- dentis, seu finientis tempus suum, deligentis sibi successorern; quia, licet hic modus intrinsecum malitiam aut aliam repugnantiam absoluta non involvat, in Ecclesia tamen in nullo genere proprie successionis ac praetationis usu receptus est, ne praetatio ecclesiastica quasi testamento legari seu relinqui videretur, et ad vitanda pericula quae esse possent, si unusquisque juxta suum proprium affectionem successorern sibi possit eligere; et ideo hoc est sacratis canonibus vetitum, ut dixit Gratianus, in § Hs omnibus, 8, q. 1, post nonnulla decreta, quæ de hoc adduxerat, et in simili nonnihil in tomo de Fide, disp. 10, sect. 4, retulit. Dixi autem hoc non admitte in propria successionem praetationis, quia nominare aliquem vicarium, qui presit interim dum fit electio proprii Prae- lati, non ita repugnaret, quia neque habet praedicta incommoda, nec per canones est prohibitum. Unde in nostra Societate, 8 p. Consitit, c. 1, conceditur Generali, ut possit Vicariurn nominare, qui statim post mortem ejus debeat Societatem congregare, atque illi praeesse, donec Praepositus Generalis eligatur, quamquam neque S. Ignatius ipse, neque alius ejus successor usque ad hoc tempora, in quibus scribimus, ea facultate uti voverit. Itaque solum supersunt duo modi supra dicit, quibus Praelati religionis creari possunt.

2. Prima assertio, Generalis per electionem creari. — Ut ergo a supremo capite incipiamus, dicendum est principaliter Praelatum supremum et Generalem uniuscujusque religionis per legitimam electionem creandum esse. Hoc probat usus et institutio omnium religionum, et est consentaneum juri canonicum, ut statim dicam. Ratio autem est, quia hic Praelatus non habet intra religionem alium superiorern, a quo institui possit; ergo non superest alius modus nisi per electionem. Dices, habere hos Praelatos Summum Pontificem superiorern, a quo possent institui, siccut ab eo creaturum Episcopum. Respondetur, potuisse quidem Pontificem Summum hoc sihi reservaret; et hac lege et modo unquamque religionem instituere et approbare; noluisse tamen, ut suavius et commodius reli-

1 Apud Ribaden., lib. 1 Vitae S. Ignatii., c. penul.
gionibus provideret, ut nimium ipsa religio in pastore sibi elegendo consentiret; et ut ipse etiam electus si suismet futurus subditis publicum habetur sua sufficientia et dignitas testimonia, et ita cum majori amore et fiducia a tota religione suscipereetur. Simili enim ratione noluerunt Summi Pontifices sibi successores nominare, sed electionem Ecclesiae committere, ut videre licet in Turrecremata, lib. 2 Summe, c. 51, et in citato loco tomi de Fide. Atque hoc recte confirmant jura, quae disponunt ut Abbas per electionem monachorum creatur; illi enim Abbas, ut supra, c. preced. n. 41, etigui, erant tunc in sua religione subre subre subre suum superius, quamvis Episcopos essent subjecti, et ideo non poterant a religiosis creari, nisi per electionem; potuissent tamen, si Ecclesia vellet, a solis Episcopis vel Pontificibus ponderari; illud tamen nuncquam factum est, nec judicatum expediens, propter rationes paulo ante adductas. Et ob eadem nunc in religiosis monialium, que subsunt Episcopis, Abbatissae per electionem monialium creatur, et non constitutur a solis Episcopis. Denique in regularis singularum religionem hoc disponitur, ut videre licet in Regula S. Francisci, c. 8, et in 8 p. Constitut. Societatis, c. 1 et 2, etc.

3. Dices: quomodo potuit haec dignitas Prepositi Generalis in unaquaque religione incipere per electionem, cum electo supponat religionem ipsam constitutam, cum debeat a religiosis fieri, ut dicерimus; religionem autem supponat aliqua Prælatum, cui omnes possit obedientiam promittere. Respondeo, primo, necessarium non esse ut conclusio intelligentur de primo initi aux hoc fundatione religionis, nec de novo quod tunc incepserit gubernare; nunc enim præcipue agimus de ordine regimine religionum, postquam institutae et fundatae sunt. Deinde dicitur, generalis Prælati electionem aliis modis potuisse in religionibus inciperi. Primo, ut præcesserit religio et regimen ejus sine uno suprema capit, vel gubernatore, postea vero singula monasteria inter se consenserint de uno commune Prælato eligendo; nec repugnet religione præxistero sine hujusmodi Prælato, ut in religiones S. Benedicti et antiquis monachis supra conjecturamvis.

4. Secundo, potest a principio instituti religio cum haec legi, ut nihil habeat Prælatum, ut de religione S. Francisci constat ex Regula ejus, cap. 1 et 8; et idem est de religione Præcatorum, et de Societate. Modus autem constitutendi primum Generalis esse potuit vel per designationem Summi Pontificis, quod itauisse in religione S. Francisci colligi potest ex c. 1 Regula ejus, ubi Franciscus ipse soli Papæ promittit obedientiam; de aliis autem dicitur: 

Tentur obiit Francisco, et successoribus ejus; vel etiam potest tali creatio fieri per liberalum consensus omnium, qui in principio aggregati fuerunt fundatoris religiosis, illi obediendam promittendo, etiam ante approbationem Apostolicam; nam, licet ea tempore ille non esset verus Prælatus, sicut illa non erat vera religio, tamen, adventi' de approbatione, per quam Pontificex confirmat quod prius factum est, et acceptat sua vota tanquam solemnia, confertque participationem sua jurisdictionis illi religioni in individuo, prout in talibus personis inchoata, incepit ille esse verus Prælatus generalis ordinis. Et fortasse ita factum est in religione S. Francisci et sancti Dominici. Alio item modo potest primus Generalis fieri per propriam electionem et post religionem jam in institutam et confirmatam, prout in nostra Societate contigit; anno enim 1540 confirmata est a Paulo III: sequenti vero anno P. N. S. Ignatius in Generalem electus est, postea vero tam ipse Ignatius quum socii ejus solemnam professionem emiserunt; in qua etiam notari potest quod Ignatius ipse Summo Pontifici tantum, religii vero ipsi etiam Ignatio perpetuam obedientiam promiserunt. Rursus observare licet, prius fuisset Societatem veram religionem, quo in ea esset facta solemnis professio, immo priusquam essent vota aliqua auctoritate Pontificia in ea recepta, quia jam erat approbata; et erat in ea potestas emitendi talia vota, quod primum facta fuere ab ipso Ignatio, et illa ex vi prioris approbationis ipso jure fuerunt acceptata per Apostolicam Sedem; reliqua vero mediante ipso Ignatio admissa fuerer. Denique notare licet, in ea electione, personas illas prius suisse eligentes et electam, quam essent veri religiosi, quod noundum voto obedientiae emisissent; quamvis enim prius illud esse decrevissem, ex lib. 2 vitae Ignatii, c. 13, nondum tamen illud executioni mandaverant; quod quomodo esse possit, paulo post declara

5. De conditionibus ad electionem aliquius in Prælatum religionis, precipue Generalis.

Lib. 1 Vitæ S. Ignatii, c. ult., et lib. 3, c. 1, apud Ribaden.
CAP. III. DE ELECTIONE SUPREMI PRÆLATI IN RELIGIONE, ETC.

Quae conditiones jure naturali regiruratur. Quoniam vero in conclusione dictum est, id quod etiam de se est manifestum, electio
dem hanc debere esse legitimum, nam a lege praecipue vigorem habet, ideoque explicandum nobis superest quid regiruratur ut hae electio
legitima sit. Possunt autem ad tria capita redu
duci hujusmodi requisita, nimiumrum, ad per
sonam electam seu eligendam; electores, et
formam, seu modum electionis. Primum ho-
rum in praesenti capite expediemus, duo re-
liqua in duobus sequentibus. In persona ergo
eligenda duo desiderantur, scilicet capacitatis et dignitatis. Circum capaciatemigitur secludendam est, ex natura rei, vel ex solo divino jure
nulam conditionem specialem ad hanc capaci
tatem requiri potestur, ut quod sit
persona humana, ratione utens, et apta ali-
quo modo ad hodie regimem suscipiendum, hae
enim in omni electione humana necessaria
sent; praeter hae vero ex\\dualslash\; omni solius rationis
naturalis nihil amplius cum fundamento addi
potest. Quatenus vero electo haec in 
ide suo modo fundatur, et ad supernatura
einem ordinatur, recte colligitur ex discursu etiam 
naturali fidei et gratiae, ad hanc capaci
tatem necessarium esse fidem, seu fidei pro
fessionem in persona eligenda, quia alias
non potest esse apta ad hujusmodi regimen.
Unde etiam necessarium est quod sit persona
baptizata, ex generali principio alibi late
tractato, t. 4 et 5, in 3 p., quod
sine charactere baptismali nullus est capax spiritualis ju
risdictionis. Quod vero ex divino jure posi
tio nihil amplius hie requiratur, ex dicendis
constat.

6. Jure ecclesiasticum trivium. Superest
ergo ut de jure ecclesiastico videamus, an in
eligendo aliquid amplius requiratur, ut non
solum capax, sed etiam dignus censeatur. Hoc
autem jure triplex distinguunt potest, speciale ,
generale et generalissimam : speciale hic vo
ci, quod in unaquaque religione per specialia
induita vel privilegia additum est, quae es
ter potest, verbi gratia, quod persona eligen
da non ducat originem ex Judaeis, vel alid
simile, et de hoc jure nihil hic dicimur. Ge
neralissimum appellu, quod non solum religi
giosis, sed omnibus ceteris ecclesiasticis elec
tionibus commune est, quale est, quod eli
gendus non sit excommunicatus aut irregu
laris ad officium vel beneficio; de quo etiam
hic non agimus in sua generalitate, quia
spectat ad materiam de censuris et irregulari
tate, quae in proprio loco tradita est ; solum
bic addimus quae necessaria fuerint ad ap
plicandum huic electioni illam communione
m doctrinam, quod fiet explicando jus quod ge
nerale vocamus, quatenus omnibus religioni
bus commune est.

7. Prima conditio juris communi ad Gen
erale praeturam, legitima etas.—Dubium
que sit legitima.—Resoluto auctoribus.—Prima
ergo conditio requirita in persona eligenda,
est, ut habeat legitimam etatem, quae ad mi
nimum debet esse viginti quinque annorum,
justa c. Cum in cunctis, de Electione, con
firmatum a Concilio Tridentino, sess. 24, c. 12,
de Reformatione. Hae autem jura generaliter
loquantur de omnibus dignitatis ecclesiasticis,
habentibus curam animarum ammutatione,
subi quibus sine dubio comprehendetur etiam
prelationes regulares; magnam enim sine du
bio habent curam animarum ordinaria et ex
officeo, veraeque praetationes et dignitates ecclesiasticas sunt, ut supra diximus. Quia vero ibi
in Episcopis postulatur etas triginta annorum,
in inferioribus viginti quinque, dubitari pot
est sub quo illorum membrorum comprehen
dere debeamus Praetatum generalis religio
nis. Nam in rigore et proprietate non est Epis
copus, sed dignitate inferior; verba autem
legis in sua proprietate servanda sunt, pro
sertim in lege quae ponit formam necessa
riam, et irritat actum in quo omittitur ; nam
ex hae parte est odiosa, et ideoque restringen
ad verborum proprietatem. Contrariatur autem
videtur suadere ratio, quia hae major etas
non tam postulatur in Episcopis propter or
dinum dignitatem, quam propter superiorem
jurisdictionem, et graviora negotia, et actus,
qui ratione talis jurisdictionis ad illos perti
nent. Sed suprenum Praetatus religiosius par
ticipatur maxime jurisdictionem Episcopalem,
quae in illo, ratione status subditorum, ma
gnam judicii maturitatem requirit. Ergo ,
quantum ad presens spectat, videtur sub Epi
scopi nomine comprehendendus. Nihilominus
prior sententia in rigore juris vero videtur
propter rationes adductas, et quia nullas au
ctor illam extensionem facit. Ino Panormita
nus, dict. c. Cum in cunctis, n. 6, quarens
Quid de Abbate, respondet in jure clare non
 caveri, committeri tamen revocari ad dispo
 sitionem de inferioribus dignitatis; dixi
mus autem supra, c. 2, n. 2, ius commune
 nihil disponere in particulari de hac praela
 tione universalis seu generalis religiosius, sed
tantum de Abbate, quatenus per se erat qua
si supremus intra suam religione. Addo

XVI.
praeterea, licet hic sit veluti causas omissas in jure communi, nihil referre, quia, moraliter loquendo, et quasi ex ipsarum rerum natura seu necessitate, contingere non potest quin is, qui in Generalem eligitur, trigessimum annum statis excedat; nec existimo contingisse unquam in gravi aliqua religioni ut junior aliquis fuerit electus. De sancto enim Bona-
ventura legimus, cum trigessimum quintum annum ageret, et per tridécin tantum in religione fuisset, electum esse, quod singulare valde et extraordinarium reputatur, factumque fuisset ex ejus singularum virtutis et doctrinae excelléntiam. Cujus non dissimili exemplo in admodum reverente P. N. Generali Claudio Aquaviva, Romae ante vigin-
ti annos conspeximus: nam 39 statis anno, et 45 religionis, propter eximias nature, et gratiae dotes in Generalem Societatis electus est.

8. Secunda conditio: professio solemnis, ex-
pressa, et in cadem religion. — Prima pars.
— An hoc pars conditionis requiratur ad sa-
lorem electionis. — Secunda conditio hodie
necessaria, ut quisquiam sit capax hujus elec-
tionis, est, ut sit expressa professus eam-
dem religionem. In qua tres includuntur: prima est, ut sit professus; habetur in cap. Cum ad nostram, de Electione, ubi irritatur electo in qua quidem electus fuit in Abba-
tem prior quam esset monachus; idem hab-
etur in c. Cun causam, et in c. Cum in ma-
gistrum, eodem titulo; in quibus juribus ob-
serve licet, solum prohibere ne seculares
seu non professi eligatur, et præcipere ut
electiones de allis facte irritent; non ta-
men in eis expressa declarari an tales elec-
tiones essent ipso jure nullo, et an ille defec-
tus redderet personam incapacem, vel so-
lum indignum seu improportionatum. Unde
videtur probabile secundum illud jus anti-
quum tales electiones non fuisset irritas ipso
facto, quia in dict. c. Cum causam, allegatur
consuetudo, qua multi Priores continuo unus
post alium fuerant non professi, qui cum ita
simpliciter appelleantur, non videntur fuisset
reputati tantum, vel solo nomine, sed veri
Prelati; unde Pontifex subdit: Non dehemo
solum attendere quid factum sit, sed quid sit
faciendum. Et hanc opinionem indicat Panor-
mitanus ibi, num. 6, dicens: Item nota quod
election facta in Ecclesia regulari de non pro-
fesso venit irritanda, consuetudine contraria
non obstante. Ibidis vero est ipso jure nulla,
per c. Nullus, de Elect., in 6. Sentit ergo,
ante illud jus lib. 6, non fuisset talem electione
nim ipso jure nullam. Quod expresse asse-
ruit glossa in dict. cap. Nullus. Nihilominus
glossa, in dicto c. Cum ad nostram, exposuit
irritare, id est, irritam nuntiare, citamus cap.
Officii, eod. tit., ex quo, mea sententia, nihil
probatur, nam agit de re longe diversa, ut
infra exponam; alia vero glossa in dict. cap.
Cum causam, citat cap. Abbatem, et c. Quam
sit, 48, q. 2, ut probet talem electionem etiam
ante illa decreta Innocentii III fuisset contra
jus commune, et ideo fuisset nullam, ac pro-
inde verbum irritare ibi idem esse quod ir-
ritum declarare. In illis autem juribus solum
dicitur, Abbatem eligungem esse a monachi
se de sua, vel de eadem congregazione; potest
autem novitius in rigore dici de eadem con-
gregazione; et ideo illa jura non videntur sa-
tis convincere.

9. Probabilis affirmandum. — Nihilominus
tamen jura illa ita intelligenda censo, quia
propri congratio religiosorum, presciirem
in ordine ad electionem, solum comprehen-
dit professos, qui etiam ad eligungem solum
prehenduntur; nam de eisdem, seu de
cadem congregazione loquantur illa jura in
ordine ad activam et passivam electionem.
Quare non dubito quin ante Innocentium III
hac conditione fuerit necessaria jure communi;
et praeterea quia nisi ita esset, non praecipe-
ret Innocentius illam irritari, nec dicere consu-
tudinem non potuisse in contrarium praecen-
valere. Probabile etiam est fuisset conditione
nem ita necessarium, ut sine illa persona
esset inhabilis; quia illa conditione ponitur
quantum de forma substantiæ electionis, et
ut tam necessaria ex parte eligioni, quam ex
parte eligionem. Et ita etiam sensit Hostien-
sis; dict. c. Cun causam, n. 7; et Panormita-
nus varius esse videtur, nam ex illo textu
colligit, quod consuetudo non potest habil-
tare personam prorsus inhabilé. Nunc aut-
tem certior res est, et ex dict. c. Nullus, quod
ejam exponemus.

10. Secunda pars. — Secundo, addendum
et huic conditioni, non quacunque pro-
essionem sufficere, sed necessarium esse ex-
pressam. Ita enim additum est in c. Nullus,
de Elect., in 6, ubi ad tollendam omnem du-
libationem, non de monacho, sed de religio-
sis sub hac voce, nec de abbatia tantum, sed
etiam de praetura cujuscumque religionis
mentio fit; et postulatur ut eligendus antea
fuisset ordinem regularum expresso professus.
Et additur: Quod si secus actu fuerit, eo ip-

CAP. III. DE ELECTIONE SUPREMI

11. Tertia pars. — Tertio addendum est huic conditioni, debere hanc expressam professionem esse in eadem religionem: ita statuitur in cap. 4, de Electione. Prohibet enim in religionem aliquis in Abbatem vel Praelatum alterius religionis vel habitus de cetero eligatur. Quod si secus actum est, sit eo ipso irritum et inhaibile. Ubi ponderanda est illa participa de cetero, qua significatur illud esse jus novum: antea enim non erat hae conditio tam necessaria, ut ibi notat glossa, et illam renovat Concilium Tridentinum, ss. 4, c. 40, de Reform., et ss. 25, c. 21, de Regul. Verum etiam existiam jure antiquo postulari, ut patet ex d. c. Abbatem, et in c. Quam sit, 18, q. 2, in quibus Abbas eligendus dicitur de eadem seu de sua congregacione; non erit autem de eadem congregacione, nisi in eadem professus sit. Unde Gregorius expresse dixit non estraneus. Consonet etiam c. Nec e meritis, et c. Nullus invitus, et c. Obitum, d. 61, ubi Celestinus et Gregorius Pontifices statuunt, ut in unaquaque Ecclesia ex ejus clericis Praelati assumantur, et non ex alia, nisi in eadem digni invenerint et fuerint. Quae conditio etiam subintelligebatur in Abbate religionis; imo expresse ponitur a Gregorio, in d. cap. Quam sit: Quod si optam (invitus) inter se personam invenire nequevim, solerter sibi de aliis monasteriis similiter eligant ordinandum. Quo etiam modo velit intelligendum cap. Abbas, 3, quod ex Concilio Moguntinum referit Gratianus, 18, q. 2, ubi si contingat Abbatem cum licentia Episcopi locum suum relinquere, dicitur: Eligant sibi fratres Abbatem de ipsis; sin autem, de estraneis; sub illa enim conditione, sin autem, subintelligendum est, scilicet, commode fieri non potuerit; quamvis canon ille in Concilii Moguntinis non reperiatur. Nunc autem conditio hec non ponitur in dicta Clementina, sed absolutam est decretum et irritat; et ideo non existimo posse admiitti exceptionem illam privata auctoritate; sed in eo casu rectum in religionem esse ad superiorem, qualis est solus Summus Pontifex, in casu de quo loqui mur; quamquam timendum non est quod possit moraliter evenire, ut in tota aliqua religionem nullus sit, qui ad eam gubernandam dignus sit et sufficiens.

12. An totalis hoc secunda conditio regiratur ex natura rei. — Ut autem rationem hujus conditionis declareramus, quaremus an hoc conditio sit necessaria ex obligatione juris naturalis, vel solum positivi ecclesiasticis. Quod enim primum asseverunt, eo quod Pontifices ratione naturali niti videantur. Inno centius enim inde probat, hominem non professum non posse esse Praelatum professorum, qua lex divina prohibit in bove et asino arare, aut vestem induere de lana nove contextam; nam, licet hec sumpta sint ex lege veteri, non tamen ut positiva erat, sic enim cessavit; sed ut indicant naturale judicium rationis, cui non congruit, ut homines disparis professionis vel habitus simul in eisdem monasteriis socientur, ut dixit Clemens V, dicta Clement. 4, et Concilium Hispanum II, c. 9, ex eadem lege Moysis confirmat quod dixerat: In uno eodemque officio non debebisse perrit esse professio; et infra subdit optimam rationem: Nam cohacere et conjungi non possum, quibus et volat et studia diversa sunt.

13. Responsio auctoris. — Verum tamen ex tribus partibus hujus conditionis, secundum claram est non esse necessariam, nec praepalam ex natura rei, scilicet, quod professio sit expressa; quia nulla est ratio quae necessatatem suadeat, sed congruatatem, ut per se satis est claram et in superioribus traditum est; et ex ipso jure constat, ante illam Ecclesiae constitutionem, non fuisse factam differentiam inter professos tacite vel expresse, ut in Praelatos religionis eligi possent. Si autem ex natura rei expressa professio esset alio modo necessaria, fuisse ille intolerabilis error. Solum ergo illa conditio postulata fuit, quia professio tacita dubius est et libitum est exposita; oportet autem ut de illius professione, qui in Praelatum eligatur, maxima certitudine, quod fieri possit, habeatur. Et ideo hae conditio non fuit ab Ecclesia postulata, donec necessitas professionis clarius propinata fuit tanquam de substantia et valore electionis.

14. Deinde tercia pars illius conditionis, scilicet, quod sit professus ejusdem religionis, congruatus tantum est, non necessitatis; quia, si illa conditio ex natura rei esset neces
saria, maxime quia sine illa nullus posset dignae et conveniuntur munus Praesati exequi; consequens falsum est; ergo. Major patet, quia nulla alia ratio talis necessitatis cogitati potest, cum reliqua omnia, quae possunt esse de substantia talis muneris, possint facile repieri, ut judicium et sufficiens rerum notitia, ac recta voluntas, etc. Minor autem patet, quia illa disparitas professionis vel habitus non necessario impedit, quominus Praesatius inferiores gubernatur juxta eorum regulas et institutum, in quod potest et debet esse satis instructus; etideo Clemens V, in dicta Clementina, solum dixit: *Cum ratione non congruat; non vero dixit, cum ratione repugnet, aut contrarium sit.* Congruitas enim in hoc consistit, quod disparitas religionis non conciliat amorem, vel in Praesato ad religionem ipsam, vel in subditis ad ipsum Praesatum, nec etiam iuvat dissipilum habitus; per se autem constat hoc non esse necessarium impedimentum ex sola rei natura, nisi lex fuisset adjecta. Imo etiam per legem possit alius modis illi incommodo subveniri absque identitate professionis, argumento c. *Deus qui,* de Vita et honest. clericor., ubi in casu necessitatis ad tollendum scandalum, et ad sanitationem proximorum, debent homines disparis professionis se conformare in unum honestum habitum et propositum; sic ergo possit religiosus alibi professus eligi in Praesatum alius religiosus, dummodo se illi conformaret in habitu et exteriori modo vivendi, quantum ad unionem sufficeret. Quod significavit glossa ultima in c. *In nona,* 10, q. 7; et vacant., d. c. *Deus qui,* Tandem confirmatur, quia antiqui canones statutebat (quod nunc etiam fieri potest ex dispensatione Pontificis), ut, si in propria religioni non inveniretur dignus, ex alia sumi possit. Supponitur ergo posse esse personam ex se dignum ad tale munus, etiamsi in eadem religione professus non sit; vel etiam supponitur, per excessum in alios dobitus compensari posse diversitatem illam professionis; ergo absque illa dubitatio conditio haec non est ex sola rei natura necessaria, etiam si ex se habeat congruitatem sufficientem, ut per legem humanam tanquam necessaria preci potuerit.

15. De prima etiam parte hujus conditionis idem dicendum censoro, silicet, professionem personae eligendae in Praesatum non esse ex natura rei conditionem necessariam; esse tamen ita congruum, ut meritò lex humana necessitatem addiderit. Hoc secundum a fortiori constat ex dictis; nam, si professio ejusdem religionis habet illam congruitatem, multo magis professio absolute. Prior autem pars ex dictis in capite primo manifesta est. Iuxi enim requiruntur in hujusmodi Praesato: unum est voluntaria subjectio subdit per traditionem et tumultum obedientiam; alius est spiritualis jurisdictione. De primo constat posse religiosos, si velit, promittere obedientiam homini non professo, sed seculari clerico, non solum si sit Episcopus, de quo nullus dubitat, verum etiam si Episcopus non sit, posseque Ecclesiasticam tale tumultum recipere et approbar, quia non est per se malum, nec contra bonos mores, et in particulari possit esse usile. Idemque cum proportione est de jurisdictione; nam eadem ratione posset Pontifex (ad cum enim hoc primo particulariter) eam conferre Praesato seculari, sicut olim eam habebat Episcopi. Dices, hoc ideo esse quia Episcopi sunt in altiori statu, ut respondet Panormitatus, in cap. *Cum causam,* de Elect., num. 6, et bene quod rededdam rationem juris communis, quae pertinet ad congruitatem et decentiam, non ad absolutam necessitatem, seclusa lege prohibente. Nec enim semper necessitatem est ut Praesatum sit in eodem vel altiori statu; satis enim est quod persona ipsa sit sufficientis ad tale regimen; ita enim professus in religione laxiori propter qualitates personae possit, seclusa prohibitione positiva, assumi ad regendum strictiori regi- nem; presbyter etiam est suo modo in altiori statu quam diaconus, et clericus in sacris quam in minoribus, et nihilominus minores sepe assumuntur ad gubernandos majors. Denique, quamvis leges ordinariae laici non sit capax jurisdictio spiritualis, nihilominus Pontifex de absoluta potestate posset ilam conferre laico in personas ecclesiasticas; neque id esset se intrinsece contra legem naturalem aut divinum, ut in tomo de Censur. disputat. 2, sect. 3, num. 12, quamvis possit esse indecens et scandalosum, et ita per accidens malum; ergo eadem vel majoris ratione posset Pontifex conferre jurisdictionem clericorum seculari in religiosis, quia non minor, ino fortasse major disparitas est inter laicum et ecclesiasticum, quam inter clericum secularum et religiosos. Innocentius ergo praecipiens illam conditionem, affirm legem divinam quasi in exemplum; nam illa divina lex etiam supponeret congruitatem in ipsa natura rerum, non absolutam necessitatem.

CAP. III. DE ELECTIONE SUPREMI PÆLATI IN RELIGIONE, ETC.

— Quæri autem potest ulterius circa hanc conditionem, utrum requiratur aliquod tempus seu antiquitas professionis in tali persona; vel statim post factam professionem eligi possit. Ratio dubitandi est, quia Concilium Tridentinum, sess. 25, cap. 7, de Regularibus, statuit ut Abbatissa non eligatur, nisi qua octo annis post expressam professionem lanubiliter vixerit; vel, si ai fieri non potuerit, saltatem quinque; ergo idem erit necessarium in Abbatis, tum quia sub masculino genere solet comprehendi femininum; ergo et e contrario; tum etiam quia major auctoritas, et vitae approbatio in Abate quam in Abbatisa videtur necessaria. Unde a forti orid observandum erit in Generalis religionis. Nihilominus dicendum est, necessarium non esse ut aliquod certum tempus post professionem transeat, sed statim per ipsam professionem expressi reddi personam capacam hujus prelacionis, quantum est ex hoc capite. Ratio est, quia nullo jure praescribibilita illa conditio, et ex natura rei necessaria non est. Primum patet, quia in corpore juris nec de Abbatibus, nec de Abbatisiss, nec de Prelatis religionis in communi aliud simile inventatur, aut ab auctoribus refluunt; decretum autem Concilii Tridentini potius ad oppositione induc debet, quia specialiter id statuens de Abbatissa, videtur relinquere Abbatam in communi et antiqua regula, ut in simili argumentatur Abbas, in cap. Cum in sanctis, de Elect., num. 6, et sumitur ex glossa ibi recepta, in cap. Indemnitas, de Electione, verb. Trigeminum, et verb. Non obstante, in fine. Unde, licet sub masculino genere comprehendi solet femininum, non tamen et contrario, ut ad hoc propositionem dixit expresse Abbas, in cap. Super inordinata, de Prebend., num. 8, cum glossa, in Clementina Attendentia, de Statu monachorum, verb. Cecidisse; et habetur expresse in l. Si ita scriptum, st. de Logice, 2, ubi dissimilitudo rationis, fundata in usu verborum ac decen- dia, assignatur: Exemplum enim (inquit) pessimum est feminino vocabulo etiam masculos contineri. Quoad rem vero est etiam facile differentiam assignare, quia virilis conditio perfector est et securior, et ideo non ita indiget hujusmodi temporis limitatione aut conditione. Secundum autem et per se est facile, et ex dictis in superiori puncto cum proportione ostendi potest, quia haec antiquas professionis, regulariter ac mortaliter loquendo, potest esse valde necessaria, ut quis mores religionis ditius et melius experiri, quæ experientia moraliter necessaria est ad recte gubernandum; non tamen est condi- tio simpliciter necessaria ex natura rei, non solum ad capacitatem, verum etiam nec ad dignitatem personæ; quia illa experientia potest aliis modia suppleri, vel conditiones aliae et dotes personæ possunt esse tales, ut illum defectum compensent. Solum est ca- vendum ne ita eligatur aliquis repente profes- suss ad hujusmodi prelacionem, ut, illa jam vacant, ex seculari fiat religious et profiteatur, ut ad prelacionem promoveatur; hoc enim adeo est in jure reprobatum, ut talis electio irrita decernatur, in cap. Officii, de Electione, etiam in eo casu, in quo electus paratus erat purgare se, quod nulla fuisse ad id ambitions inducunt, ut ibi dicitur, quia (ut ibi etiam subjicitur) quæ his, quæ in continentibus subsecuta sunt, ostenditur quod talis taliter non possit eligi in Abbaten.

17. Irritatio, de quia in cap. Officii, de Elect., suit factura, et non tantum declarata. — Occur- rit autem circa illud caput dubitatio, an salt- tem prohibitum sit statim post professionem aliquem eligere in Abbaten vel Generalibus; nam hoc videtur supponi in illo texto, cum tamen nullibi talem prohibitionem inveni- mus, et alioquin definiri non possit, quantum tempus intercedere debeat. Unde etiam difficilis est rationem addere cur illa electio irrita declarata fuerit, quia ille defectus non erat per se sufficientis ex sola rei natura ad irritan- dam electionem, ut per se constat, quia illa celeritas vel etiam vera ambitio non affert secum incapacitatem, neque etiam ante illud caput inventur jus ecclesiasticum talem electionem irritans; quodmodo erno potuit irrita declarare? Propter hoc dicere possit aliquis, illum fuisse electum in Abbaten priusquam esset professus, nam cedem die quo receptus est in monachum, electus est in Abbaten, ut in integra dicitur. Sed auctores non ita inteligunt hunc textum, et merito, tum quia monachum fieri in rigore magis significat professionem facere, quæ tunc fieri potuit statim primo die recipiendo habitum professorum, vel etiam expresso profitebatur, et renunciando juri suo; tum etiam quia nec talis ratio dubitandi proposita est, cum tamen futura esset potissima, nec Pontifex in illa fundatur, nec precipit professionem facere ut ilium eligi possit; sed solum ut competen- ter instruatur et purgetur. Censeo igitur elec-
tionem illam particularem non suiuse nullam ipso facto, propter rationem allatam, et consequenter verba illa: Irritam esse decievimus, et inam, non significare sententiam tantum declaratoriam nullitatis, sed effectricem talis nullitatis, irritando id factum erat, quamvis non esset per se irritum; ad iritandum autem sufficientis ratio fuit vehemens ambitionis presumptio, orte ex his que in continentia facta sunt; nam ut in integra dictitur, eodem die in quo monachus est effectus, fuit in Abbatem electus. Accessit etiam quod illa persona non satis digna et sufficiens reputata est, eo quod antiquum esset disciplinae, voluit esse magister.

18. An etiam irritet in posterum similis electiones. — An vero id statuerit Pontifex, ut in posterum similis electio, hic facta, sit irrita ipso facto, dubitabit potest propter vim verborum: Irritam esse decievimus, et inam. Quae ferri videntur non solum in illam electionem, sed in omnem similem. Quod licet fortasse defendi possit, mihi tamen probabilis videtur ibi legem statui, ut in simili caso posit et debeat cassari electio, prout ibi Innocentiis indicat, & Hostiensis, quia verba textus non alieni in rigore postulant, et non sunt ampliando in materia rigorosa; at lex illa, ut respicit ambitionem, penalis est; ut vero fundatur in persona insufficiens, non est tam evidens indignitas, ut sufficiat ad nullitatem. Hinc autem inferri videtur, quoties electio religiosi ad hujusmodi prelacionem est nimis praecursa, etiam si post professionem fiat, posse irritare, et consequenter inforturn, ut electio sit omnino rata et firma, necessarium esse ut aliquod tempus a professione interjectum sit; hoc autem videtur prato consuetudinem, et contra rationem, quia nullum certum tempus ibi designatur, nec designari potest.

19. Dicendum tamen est, primum ibi non tantum considerari brevitate temporis post professionem, sed subtilam mutationem in seculari statu usque ad praelectionem, addita etiam illa circumstantia, quod mutatio facta est vacante abbatia, nam ex his omnibus simul sumptis, et ambitio et insufficiens valde praesumitur; idque quoties similis circumstantiae occurrerint, irritandum esse electionem; quod adeo verum est, ut sine dispensatione Papae fieri et confirmari non posset, ut ibidem significatur, ut recte Panormitaniu notavit. Nihilominus addo, nunc, moraliter loquendo, nunquam esse irritandum electionem propter celeritatem ejus, post legitimam professionem elect, nisi alioinde manifeste redundet in persona electa insufficiens et indignitatem. Probatur, ex eod. cap., verbis illis: Verum postquam fuerit in regula competenter instructus. Ubi glossa et Doctores ad summur requirunt annum ad hujusmodi instructionem, vel committendum dicunt prudenti arbitrio; nunc autem ad professionem faciendum prærequiritur annus in teger religionis, in quo, si persona sit tanta capacitate, ut sit digna praelectione, profecto etiam poterit competenter instrui in regula religionis; ergo, nisi persona aliquoq sit digna, vel ambitio, aut vehemens presumptione ejus intercedat, sola ratio, seu brevitas temporis post professionem, non infirmat electionem, ut ob eam causam cassari possit. Quod sensit Fredericus de Senis, cons. 252, cum Joan. Andr., in cap. Cum ad nos- tram, de Elect., ubi addito ad Panormitanum idem nota.

20. Tertia conditio, sacerdotium. — Hoc sacerdotii conditio nullo jure postulatur, sine potestatem dominatum spectat, cum non sit juridictionatis. — Sive spiritualis sive temporalis, cum sufficiente prima tonsura. — Tertia principalis conditio necessaria in persona eligenda ad prelacionem religionis, praesertim suprema, est ut sit sacerdos, ex cap. 1, de Estatico et qualitate. Certum est autem hanc conditionem non esse requisitum jure divino, vel naturali, quia nullam habet intrinsecam connexionem cum tali munere, vel positivo, quia nullum est de hac re scriptum vel traditum. Deinde si in hoc munere precise spectat potestatem dominatam, et subordinationem religiosam, ortam ex votis et professione, etiam ex communi et antiquo jure ecclesiastico non esset necessaria hae conditio, imo nec aliquo ordinis vel primae tonsurae; quia cum illa potestas non sit jurisdictio- nis spiritualis, de se non requirit ordinem vel inchoationem ejus. Sic enim antiqui Abbates nec sacerdotes, imo nec clerici erant, ut colligatur ex c. A subdiacono, d. 93, prae- sertim prout a Gratiano legitur; et ita ex illo colligat glossa, in c. Tuum, de Estatico et qualitatem, et Panorm., in c. 1, de Estatico et qualitate. Quamvis in ipso can. 7 Concilii Romani, sub Sylvestro, prout in tom. Conciliorum referatur, nulla sát Abbatis aut monachi mentio, tamen ex aliiis decretis, 18, q. 2, idem colligi potest. Et fortasse verum est, etiam si inter religiosos subditos aliqui sint sacerdotes, quia
ex vi illius potestatis non subduntur ut sacerdotes, nec quod actusjurisdictionis, sed quoad disciplinam religiosam; nec in eo esset intrinsecus indecens; quia quod illum modum regimini magis consideratur æqualitatis professionis, et super omnium perfectionis, et super omnia perfectio virtutis, et ita credo sepe contingisse in antiquissimis religiosis; nam Equisitus, Pachomius, Antonio, qui presbyteri non fuerunt, nec fortasse clerici, in suis monasteriis presbyteros aliquos sibi religiosae subjectos habere potuerunt. Et S. Franciscus sacerdos non fuit, ut referat Bonaventura, in expositione sua de Regule, c. 7, et fortasse in principio suae religionis nec clericis fuit, quantum colligii pote test ex discurso vitae ejus, quam Bonaventura scribit, et tamen etiam tunc nonnullos religiosos sacerdotes habuisse in sua religio ne, licet paucos, referat Bonav., d. c. 7. At vero considerando in Praeleto religionis spiritualem potestatem, ex generali legi canonica necessariam est, et sufficit, ut sit clericus, quia laicos etiam religiosos non est capax spiritualis jurisdictionis, ut supra dixi. Quod autem sit sacerdos, non videtur necessarium, quia in quodam ordo, etiam prima tonsura, sufficit, quantum est ex generali ratione spiritualis potestatis. Nec etiam ex speciali ratione jurisdictionis religiosa videtur haec conditioni necessaria, aut aliquo jure praescripta; nam in d. c. 4, de ætate et qualitate, solitude mandat, ut Abbates, decani, et Propositus, qui presbyteri non sunt, presbyteri sint; illa tamen non ponitur ut conditio necessaria, ut eligi possint ad tales dignitates, nec de religiosis aliquid ibi speciali dictum. Adde D. Franciscum fuisse Generalis sui Ordinis, qui tamen sacerdos non fuit, ut dixi; idemque Sanctus in sua Regula statuit, ut conversi sui Ordinis sine ordinibus sacris possint esse Prelati.

21. Postulatur tamen dicta sacerdotii conditio, saltem post electionem debito tempore susciendae, proper curam animarum subditorum. —Dicendum est, quo conditio, conditionem hanc in tantum esse jure communi necessarium in persona eligenda ad hanc praelationem, in quantum in omni persona, cui cura animarum committitur, seu confutur beneficium, aut dignitas habens annexam habere curam vel obligationem, postulatur. Ratio est, quia nullus speciali jure imposita est circa hoc major obligatio vel necessitas. De jure autem communi necessarium non est ut, qui promovetur ad curam animarum habendam, sitiam sacerdos quando promovetur; sed satis est ut per promotionem ipsam seu beneficium obligetur ad sacerdotium suscipiendum. Quod notavit Abbas, in d. c. 4, de ætate et qualitate, et colligitur ex eodem textu, et ex c. Praetera, oed. tit., et c. Si pro clericis, de Præbind., in o. Ita ergo in presenti, quamvis religiosos professos nonnullum ordinatus sacerdos in Praelatum religionis eligeretur, jure communi non esset irrita electio, nec irritante, quia nullum haberet juris defectum; teneoretur autem sic electus debito tempore ordinari, tum ex d. c. 1, ubi nomine Abbatis omnes intelligunt comprehendendi Praelatum religiosum, etsi etiam Propositi propris illis convenit. Ratio vero est, quia nunc Abbates seu Prelati religionem habent propriam curam animarum; necessarium autem est ut pastores animarum sacerdotis sint, quia alias nec poterunt per seipsos subditis peccat remittere, neque pro eis offerre, aut Eucharistiae sacramentum tribuere; quod magnum inconveniens est, quia deesset illis potestas ad precipua munera sui officii, cui non semper possunt per alios convenientes satisfacere; et praeterea postquam in religionibus quamplures atque præcipui sunt presbyteri, indecens profecto esse Praelatum non esse sacerdotem. Quæ ratio, moraler loquendo, probat, etiam ante electionem esse debere sacerdotem; ex decentia tamen, et ex communi cursu rerum, non ex necessitate, quia de hoc nulla est lex.

22. Dici vero potest, regulariter necessarium esse, ut eligendus sit ordinatus in sacris: ita colligitur ex c. Tusam, de ætate et qualitate, ibi: Cum, instante necessitatis articulo, possit in Abbatem assumi, etiam in minoribus ordinibus constitutus. Nam per argumentum a contrario colligitur, extra articulum necessitatis debere esse ordinatum in sacris, qui Abbas constituitur, et ita notat ibi Panormitanus; nam si ob necessitatem potest fieri Abbas, qui non est ordinatus in sacris, ergo extra necessitatem, atque adeo regulariter non poterit eligi nisi ordinatus in sacris. Verumtamen satis probabile est, quod et glossa ibi indicat, ibi esse sermonem de irregulari, qui non potest in sacris ordinari, ut indicat illa verba textus: Insti nias in Abbatem, ita, videlicet, quod ad sacros ordines non ascendet. Unde fit ut ibi appelletur non constitutus in sacris, non omnibus, ille, qui actu non est ordinatus, sed quem nec potest etiam ordinari; unde glossa ultima adverbit, Pontificem, per
illa verba: *Cum instantis necessitate, etc.*, respondere tacite objectioni, quomodo fieri possit Abbas, qui non potest fieri sacerdos; ergo non sola privatio actualis, sed incapacitas consideratur. Unde ex illo textu solum colligitur, irregularem ad sacros ordinem non posse, jure ordinario eligi in Praelatum religiosum; sequiturque hoc ex precedentibus assertione; nam, eo ipso, quod obligatur ex vi muneris ad sacros ordinem, non potest ad illud eligi, qui ad eos est impeditus. Quae vero necessitas sufficit, ut, non obstante hac irregulatatem, quis eligatur, et an tunc etiam requiretur dispensatio, paulo inferius dicemus.

**23. Necessarium vero est ut habeat saltem primum tonsum.** —Ultimo circa hanc conditionem addi potest, necessarium esse ut eligundos ad praelectionem regularum, preseritum supremam, clericum ordinatus sit, saltem in minoribus ordinibus, seu aliquo eorum. Hoc aperte colligitur ex d. c. *Tuam*, ibi: *Cum instantis necessitate articulo, posit in Abbatis assumtiam in minoribus constitutis*. Et ratio supra dicta est, quia laicus omnino se non clericus non potest rite eligi ad dignitatem ecclesiasticam, quia non est capax ejus, ut sepe dictum est; nemo autem eligi potest ad id cuius non est capax. Adeo ut in c. *Contingit, de Arbitrio*, dictat Innocentius III: *Generaliter prohibemus ne super rebus spiritualibus compromittatur in laicum*; et idem in c. 2, de Justiciis, prius dicitur laicus non posse tractare ecclesiasticum negotium; postea vero additur: *Sed Episcopi, Abbates, etc.*, ubi supponitur Abbates non posse esse laicos, ut sint apti ad res ecclesiasticas tractandas; et quoad hoc, ut Abbas notat, mos, seu jus antiquum immutatum est. Et ratio fundamentalis est, quia olim Abbas monachorum non habebat jurisdictionem spirituallem. Quaeri vero potest an sufficient prima tonsura, quia in d. c. *Tuam*, dicitur: *In minoribus ordinibus constituta*, cum tamen prima tonsura ordo non sit. Dico tamen suffeceret; quia intentio juris solum est ut sit clericus, et capax spiritualis jurisdictionis.

**24. Quarta conditio: carentia irregulatitatis.** — Quarta principalis conditio assignari potest, ut eligendus in Praelatum irregularis non sit. Sed sciemus est irregulatatem proprie ac per se primo rescipere ordines; est enim inhabilitas quaedam ad ordinis recipiendos; hic autem sermo est de irregulatitate latius sumpta, ut dicit etiam inhabilitatem ad beneficium ecclesiasticum, vel praeventeurum. Quia vero beneficium, ac prelato, supponit aliquem ordinem, ideo irregularitas simpliciter consequenter est impedimentum ad ecclesiasticam praelectionem; nam irregularitas simpliciter est, quae impediet omni ordinationem, et consequenter usum ejus; et quidquid talem ordinationem et usum requiri. Nam qui ad aliquod est inhabilis, consequenter fit inhabilis ad id, quod est illi connexionum, ut dixit Glossa, in cap. *Sindat*, d. 59, verbo *Ut tale beneficium*, et *Navar.*, cap. 27, num. 231. An vero illa irregularitas, quae non impediet omni ordinationem, sed aliquem, verbi gratia, sacerdotium, aut ordinem sacrum, impediat omnino hujusmodi electionem, dubitari potest. Verumtamen idem judicium in hae questione dari debet, quod de electione ad quodlibet alium beneficium facta de persona irregulare, de qua diximus in propria materia, disputat. 40, sect. 2, num. 30, esse nullam ipso jure; idem ergo est in presenti, quia hae praelectionis, est non sit proprie beneficium quodam temporale annexum, est tamen quod jus spiritualia circa curam animalum, et in omni regore est dignitas ac praelection. Verum est regulum illam maxime procedere de irregulatate simpliciter; si tamen res atente consideretur, hic non est necessaria distinctio in ter irregularitatem partem et totalem; quia si irregulatites est proculo ad sacerdotalem ordinem, hoc salus est ut, per se loquendo, impediat electionem personae ad hujusmodi praelectionem, juxta dict. cap. *Tuam*, et juxta dictam regulam generalem, de his quae inter se connexa sunt; nam, secundum ordinarium jus, hujusmodi Praelatus debet esse sacerdos, et ideo, eo ipso quod est irregularis ad sacerdotium, impediat ne eligi possit. Quod si sit irregulares ad aliquem inferiori ordinationem, eo ipso est irregularis ad omnes superiores, ut ex propria materia constat; et ideo perinde impediat.

**25. Possit eligi qui est irregularis solus ad Episcopatum.** — Solum possit excogitari irregularitates seu inhabilatas ad solum episcopatum, et non ad sacerdotium; et de ulla consecendum est, non esse impedimentum ad hanc electionem, quia nec directe prohibit hanc praelectionem, ut supponitur; nec propter connexionem, quia ad hanc praelationem non est necessaria dignitas Episcopalis. Dices: est saltum necessaria jurisdiction Episcopalis. Respondeo, per talem irregularitatem directe prohiberi consecrationem Episcopalem; ju-
CAP. III. DE ELECTIONE SUPREMI PRÆLATI IN RELIGIONE, ETC. 405

risdictiorem autem solum consequenter, quatenus consecrationem supponit. Imo, licet non sit irregulatias in hac proprietate, sed posse inhabitabilitis ad dignitatem seu jurisdictiorem Episcopalem, non esset extendenda ad hanc jurisdictiorem quasi Episcopalem, quia est in Prælato religionis, etiam suprema, quia posse non est extendenda ultra rigorem verborum; in rigore autem illa dignitas non est Episcopalis. Unde secus erit, si inhabitillas non limitetur ad illam dignitatum in specie, sed extendatur ad praelectiones, vel dignitates Ecclesiasticas in genere; tunc enim sine dubio comprehendet hanc de qua tractatus.

26. Electio impediti irregularitatem partiali non est ipso jure irrita. — Una vero differentia assignari potest inter irregularitatem integram, seu ad omnes ordinis, et paritalem ad aliquos tantum ex superioribus, quod prior ita reedit personam inhabilem, ut electio de nullis facta, eo ipso irrita sit, quia est incapax jurisdictiornis spiritualis; at vero irregularitas partialis, verbi gratia, ad sacerdotium, vel sacros ordinis, licet impediat, regulariter loquendo, electionem, non tamen reddit illam ipso jure nullam; quia non reddid personam incapacem jurisdictiornis spiritualis, et aliquin nullum est jus exprasse irritans talem electionem, neque ex eo solius connexionis sequitur irritatio ipso jure, sed solum quo possit irritari; quia conditio sacerdotii, ut dict. n. 21, non est necessaria antecedenter, sed solum consequenter. Et hoc etiam potest aliquo modo colligi ex d. cap. Tuam, dumm significat, in necessitate posse eligi hujusmodi irregulariteram; in quo videtur supponi illum non esse absolute incapacem talis dignitatis. Unde etiam probabilis est in eo casu non esse necessarium dispensationem ab homine concessam ad talem electionem, quia satis conceditur ex iis illius juris; et ita intellegi, quod Panormitanus et alii ibi dicunt, talem personam tunc assumi dispensativa, scilicet concessione aut interpretatione juris.

27. Irritabitur tamen nisi debito modo validatur. — Nihilominus tamen, ut talis electio rata et firma maneatur, necessarium erit ut vel superior dispensest in tali irregularitate, vel confirmet aut conferat talem praelectionem cum facultate retinendi et administrandi illam abaque sacerdotii, vel ordinibus sacris. Quocirca, si quis predicto modo irregulare eligeret ad hujusmodi praelectionem, etiam sine necessitate, et postea, prinsquam cassaret electio, obtineret dispensionem irregulatias, fortasse jam non posset irritari electio, quia electio fuerat valida, licet infor ma, solum ratione impedimenti ad debitum usum et ad explendam obligationem tali dignitatis; ablato ergo impedimento, roboratur (ut sic dicam) et firma maneit electio. Maxime cum nullum sit jus quod directe praecipiat illam irritari, nisi existente justa causa impediente sacram ordinem, argumento cap. 4, de Statet et qualit.

28. Jam vero occurrebat hic dicendum in particulari de nonnullis conditionibus, quae personam frequentius solent reddere inhabi larem ad hujusmodi electionem; ut praecipue sunt defectus natalium quod ortum illegitimum, defectus originis ex radice infecta macula heresies, apostasie, vel Judaismi, aut alterius sectae damnatae, et infamia. Sed de his omnibus dixi late in materia de Irregular., disput. 43, 48, 50, neque hic aliquid novum notatum dignum occurrat, nisi hoc solum, quod esse illegitimum impedit jure communi, juxta cap. 4, de Filisi Presbyter., ex quo plane habetur, etiam post professionem religionis durare hoc impedimentum. An vero per superiorem religionis dispensari possit, consulendum sunt specialia privilegia, nam jure communi non potest; de quo infra, a cap. 12, nonnihil attingendum. Secundum autem defectum non constat impedire ex vi solius iuris communis, et idonea specialia jura religiosum vel provinciarum consideranda sunt et servanda. De terto glossa, in d. cap. Tuam, verb. Non ascendat, dicit, inhumanam non impedire abbatiae praelectionem; citat cap. Accensus., d. 50, ubi Saturninus quidam presbyter, qui pro crimine a sacerdotii ordine erat dejectus, sollicitudinem de monasterii gere, et in eodem statu manere permititur; sed si infamia talis sit qua reddat personam irregularem ad sacerdotiam, consequenter impedire hanc praelectionem, ut dictum est, quia conjuncta est cum ordine sacerdotali; decre tum autem illud Gregorii procedit juxta antiquum jus, in quo Abbates esse poterant non ordinari, et idoe irregularitas ad ordinis per se non impedebat praelectionem, nisi in cibus expressis. Et vel maxime quod non constat Saturninum illum fuisse Abbatem; imo verisimilium est tantum habuisse ministerium temporalum, seu procurationem quorumdam monasteriorum, ut bene exponit Turcremata ibi. Qui censet, etiam co tempore non potuisse irregulararem a sacerdotio, esse
2. Secunda assertio, ut sint professi. — Dubium explicatur. — Secundo dicendum est, hujusmodi eligentes debere esse profes- sos ejusdem religionis, non tamen esse ne- cessarium ut sint expresse professi. Prior pars certa est ex eisdem juribus citatis, 18, q. 2, ubi monachis committitur sui Abbatii electio: Quem sibi (niet Gregorins ibi, c. 5) propria voluntate concors fratum societas eli- gerit; nomine autem fratum inteligitur, qui jam per professionem facti sunt religiosi. Expressum vero jus est in cap. Ex eo, § 2 in Ecclesiis, de Elect., in 6; et in cap. Indem- nizatione idem circa electionem monialium praeceptor, ubi glosso et Doctores conve- niant. Denique ita habet omnium religionum consuetudo. Ratio etiam id exigat, quia novi- tius non est verum membro illius corporis; ergo nec jus eligendi habere potest. Prater- ea rationes sese omnes, proprie quas novi- tius non potest eligi in Abbatem, probati non posses eligere. De quibus videri potest cap. Cum in magistraturn, de Electione, scil- licet, quia non debet esse prius magister quam discipulus; et quia novitius non satis es expertus religionem, nec potest habere suffi- cientem notitiarn personarum. Alteram par- tem docet expresse glossa, in cap. Nullius, et in cap. Ex eo, verb. Tacite, et cap. Indem- nizatione, verb. Tacite, de Elect., in 6, et probatur sufficiens ex dictis jurisibus; nam in primo solum postulatur expresso professio in eligendo; tacetur autem de electore; autem nonnullum non mutat vel limitat an- quum, nisi in eo quod exprimis; et alii vero jurisbus expressa requisitum sub disjunctione professio tacita vel expressa; ergo quaelibet earum sufficient. Ratio autem est, quia utra- que est vera professio. Dices: cur potius in eligendo quam in electore requiriatur, quod professio fuerit expressa? Respondetur, hoc pendere ex jure positivo, etideo voluntatem legislatoris esse nobis pro susecienti ratione; illum autem movere potuit, quia plus multo est eligi in Praetum quam eligere, idque plures conditiones in eo requiruntur. Item, quia, ut quis habeat jus eligendi, satis est quod vere ac substantialiter sit membro communitatis seu religionis, quod non mi- nus tenetur perpetuo obediere Praedali, quam religi; hunc autem statum tam vere ac pro- prie habet per professionem tacitam, sicut per expressam, ut autem eligatur in caput, id satis non est, propter alias rationes super- rius allatas.
3. Instantia renovetur. — Tertio dicendum est, necessarium esse ut electores sint clerici, et in sacris constituti. Prior pars probari potest ex d. c. Ex eo, § 1 in Ecclesiis, de Elect., in 6, ibi: Conversi laici cum clericis electionibus interesse non debent (scilicet) in Ecclesiis regularibus, vel monasteriis; circa illa autem verba adversit glossa, ex vi illorum non exclude monachi professos, etiam non ordinatos, si ad ordinis tendant, quia illi non vacantur conversi, sed propriissime monachi;unde quamvis pro tunc sint laici, id est non dum clerici ordinati, nihilominus non possunt dici conversi laici; non ergo sub illis verbis comprehenduntur. Et ad hoc confirmandum refer varia iura, quae solum probant, per nomen monachi comprehendi fratres non clericos, quod satis a nobis est in superiobus confirmatum. Imo, juxta morem antiquum, etiam nisi quorum ordini essent, monachi vocabantur; quin etiam nunc existimatum interdum accipi bane vocem in tam lata significatio, ut conversos vere professos comprehendat, cap. Canonica, de Sentent. excommunicat. At vero et contrario nomen conversi revera non solet attribui monachi, ex eo tantum quod ordinati non sint, sed ex eo quod sunt in gradu, in quo ad ordinis non deputantur, licet sint vere religiosi: Geminianus, in cap. Exceptionem, de Privilegiis, in 6, et ali communiter. Quocirca, stando in proprieate dictorum verborum, videtur vera sententia glossae, quam sumpsit ex Innocentio, in c. 2, de Institutionibus, et idem sententiam Abbas, cap. 1, de Procuratoribus, n. 9; Pelinus, in cap. Non dubium, de Sentent. excomm., num. 3, ver. Secunda conclusio. Dict vero aliquis saltem praesupposisse colligi hanc partem ex illo texto, quatenus dicit conversos laicos non esse admissendos ad electionem simul cum clericis; supponere enim videtur facienda esse a clericis. Sed hoc etiam non cogit, nam, licet supponat, ubi sunt clerici, facienda esse ab illis, non tamen a solis illis; nam, si hoc supponeret, non oportineret decretum facere de exclusi dias conversis laicos; unde potius rector qui potest argumentum in contrarium, colligere ab speciali, vel ex illo principio quod exceptio formatur regulum in contrarium; nam ibi Pontifex volens exclusedere eos, qui cum clericis admissendi non sunt ad electionem, solum excludit conversos laicos; ergo virtue admissi omnes alias professos, qui monachi sunt, et non tantum conversi. Et inter eos post optimae ratione differentes assignari; nam alii religiosi, quamvis non sint ordinati, possunt esse litterati, et majorem rerum notitiam habere, quae ad hujusmodi electionem solet esse necessaria.

4. Unde nunc suaderi possit. — Igitur ex antiquo jure nihil invenio quod illam priorem partem sufficerent probet; imo Innocentius supra aperte dicit, jus eliendi cadere in monachum laicum. Et idem sentit Panormitanum cap. 2 de Institutionibus, num. 5. Quorum sententia maxime procedit secundum jus antiquum, quando monachi, etiam ipsi Abbates, erant laici; tunc enim clarum est electionem Abbatum potuisse fieri a monachi laicis, etiam si inter eos essent nulli clerici; quia hoc erat accidentarium; et quia per tale electionem non conferebatur jurisdictio spiritualis, utsupra declaravi. Nunc autem quando Abbas religionis est proprius Prelatus, et jurisdictionem spiritualem habet, videtur ex alio principio requiri, ut eligentes omnes clericis sint, quia jus eliendi ad hujusmodi praelationes non cadit in laicum, ut dicitur in cap. Saccus sanctus, et cap. Massana, de Electione. Et quamvis illi textus possint intelligi de laicis omnino secularibus, quia in casibus illo sum tum textuum de illis erat sermo, et rationes etiam ad illos maxime pertinent, nihilominus cum hac electio munus quodam spirituali sit, videtur satis probable regulam ipsum extendendam esse ad omnes laicos. Quia, ut supra notavi, et initio materiae de Censuris, cum jure dicunt spiritualium administrationis, vel electionem, non esse committen- dam laicos, laicorum nomine comprehenduntur etiam religiosi non ordinati; ergo, cum hac electio sit aliquo modo actus jurisdictio- nis, vel saltem administrationis spiritualis, videntur ab illa excludendi omnes laici, quatumvis monachi sint. Et consequenter possit probabiliter sustineri ad eos etiam extendi dict. cap. Ex eo; nam, licet conversorum nomine in rigore non venlant monachi, nihilominus quae negatur conversis, non quia conversi sunt, sed quia laici sunt, videntur consequenter negari etiam laicos: hujusmodi autem videtur esse in prae- senti actus eliendi spiritualem Prelatum; non enim negatur conversis, eo quod ad inferiora et temporalia officia sint destinati, id enim humiliati religiosi consentaneum non esset, nec solum vel praecepta quia non sunt litterati, quia hoc ex se non obstat hujusmodi electionibus, sed maxime necessaria est pruden-
LIB. II. DE RELIGIOSI QUATENUS PR.ELATI SUNT, ETC.

quia ille est habilis tempore electionis, et hoc sufficit; nec enim in illo capite postulatur ut ante vacationem sit ordinatus, sed solum ut non admissatur in capitulum nisi sit ordinatus: quod variis juriibus confirmavit glossa et Panormitanus ibi. Sed ratio facta est sufficiens. Ob quam etiam, si quis non esset professus tempore vacationis, tempore autem electionis jam esset professus, pote et deberet ad electionem admitteri, quantum est ex hoc capite; quia nullo jure statutum est ut pro professio antecedat vacationem, neque etiam quod professio debeat antecedere electionem certe aliquo tempore; sed solum quod facta sit, ut patet ex d. cap. Ex eo.

7. Secundum dubium, cui per distinctionem fit satis.—Primum membrum distinctionis.

—Altera membrum.—Altera dubitatio est, quid sit dicendum de eo, qui ordinatus sit in sacris ante legitimam etatem; videtur enim esse inhabitus ad electionem, quia lex, postulans ordinem sacrum, consequenter postulat legitimam etatem ad illum; ergo, quidquid horum deficiat, non fit persona habili. Respondetur, duobus modis posse aliquem ordinari in minori etate: primo, ex privilegio, atque adeo legitime, et tunc non dubito quia talis persona possit habere suffragium, quia habet omnium requisita ab hac leges, et modo licite absque ulla culpa. Item, ille non solum recipit ordinem, sed etiam executionem ordinis; ergo. Nec ratio facta obstat, quia hae lex non postulat directe et per se etatem, sed supponit illam, quantum a leges postulatur. Unde fit ut, licet diversis temporibus leges canonice majorem vel minorem etatem requisierint ad subdiaconatum, quilibet earum sufficiens fuerit ad habendum vocem in capitulo, supposito ordine; ita ergo si per dispensationem minor etas sufficiat ad illum ordinem, sufficiet etiam ad habendum suffragium. Alio modo potest quis ordinari ante etatem legitimam illicite et necrescit, et tunc certum est juste posse privari suffragio per sententiam, quia potest suspendi; an vero sit ipso jure privatus, et inhabilis ad talem electionem, pendent ex generali questione, an sit ipso jure suspensus, quam tractavi late in tom. 5, disput. 31, sect. 1, a num. 22, agens de suspensione; licet enim juxta antiquum jus non esset ipso facto suspensus, sed suspendendus, ut affirmaet Panormitanus, dict. Clement., num. 8, nihilominus juxta novum jus ipso facto suspensus manet, et hac ratione inhabitus ad electionem. Est autem ad-
CAP. V. DE FORMA PRÆDICTÆ ELECTIONIS GENERALIS.

De Forma praedictæ electionis generalis.

Vertendum, hanc suspensionem esse specialem, ut non esset, ex vi dicit Clementina non induceretur. Unde si quis propter bonam fidem excusaretur a culpa in talì ordinatione, et consequenter a pena, posset tuta conscientia ferre suffragium, quia revera habet conditionem ordinis sacri requirat in dicta Clementina, et nullum habet impedimentum canonicum; nam defectus latissimae se non est impedimentum ad electionem, et sit impedimentum ad executionem ordinis, si ante impetum legitimam aetatem cognoscatur. Quia, ut dixi, lex nihil de aetate disponit in ordine ad electionem. Et ita tenet expresso Panormitanus cum Paulo, contra quamdam glossam, d. n. 8.

8. Defectus dicta conditionis clericius iritatis vocum. — Excepit religionem pura laicorum. — Tandum, quia hic potest an hæc conditio sit de substantia electionis, ita ut suffragium datum a non ordinato in sacris, nullum sit, vel solum sit prohibitum. Sed hæc nullum habet dubitationem, si illa verba expendantur: Nullus vocem in capitulo habet nisi, etc.; nam illa verba non solum prohibent, sed etiam tollunt omnem facultatem et potestatem, ideoque non est dubium quin tale suffragium nullum sit, quia persona est inhabilitis ad illud ferendum. Quod non solum est verum, quando ipsa persona per fraudem se ingerit, sed etiam si a tota capitulo addituratur, ut ibi glossa notavit, verb. Concedatur, et verb. Nullo modo. Et probatur sufficierenter ex verbis illis textus, etiam si hoc sit ab aliis libere concedatur, quia per hæc verba iritatur talis concessio, quandoquidem, ea non obstante, alius remanet sine voce in capitulo ex vi illius legis. Imo addit glossa ibi, neque Episcopum posse in dispense, quod verissimum credo; sed id omitto, quia in praesenti casu, nonquam potest occurrerne necessitas talis dispensationis; et eadem ratione omitto casum alium, si contigeret nullum esse ordinatum in sacris; nam in praesenti contingere non potest, agimus enim de religionibus monachorum et clericorum prout nunc sunt in usu Ecclesiae; nam si quin sit religio mere laicorum, ut potest esse militaris, vel hospitalaris, et in illa fiat electio, non esset necessaria hæc conditio, ut omnes Doctores adventur in d. cap. Ex eo, et dicta Clero, de Etate et qualit. et ex ipsis juribus salis colligitur.

9. Quarta assertio, ut nullus elector sit consequenter.
viduate, et sine pastore relinqui, mortuo vel deficiente Abbate, cap. Ne pro defectu, s. deop. tit.; per dispositionem autem dicti cap. Quia propter, providet omnibus Ecclesiae vidua-
tis, ut in eodem textu dicitur; ergo comprehendit illa dispositio electionem Abbati reg-
ularium. Ergo et in omnibus Prelati loca-
libus religionum, qui licet non vocentur Ab-
butes, fere solo nomine different quod mu-
nus ad quod eliguntur; ergo a fortiori idem
dicendum est de electione Prelatorum reg-
ularium, aliorem seu universalium baben-
tium jurisdictionem, et maxime de electione
supremi Prelati. Et hic est communis doc-
trina Doctorum in dict. cap. Quia propter.
Aliud jus est specialiter pro regularibus edi-
tum in Concilio Tridentino, sess. 25, cap. 6,
de Reformat. regularium, ubi expresse decla-
ratur, comprehendi electiones superiorum
omnium, Abbati, Officialium, Generalium,
imno et Abbatissarum seu Prepositorum. Ubi
Tamen considerandum est non praecipi ut hi
omnes per electionem fiant, sed ut, ubi fiant
per electionem, talis modus in electione ser-
vetur.

2. De forma antecedente electionem. — Pri-
ma conditio, ut antecedat consociatio sufragan-
tium. — Ad tria ergo capita reducuntur omnia
quae in juribus illis statuantur. Quaestam
enim precedunt, alia comitant, alia subse-
quentur electionem. Ad primum caput perti-
nent illa verba cap. Quia propter: Cum electio
 fuerit celebranda, presentibus omnibus, qui de-
bent, et volunt, et possunt commode interesse,
assumantur tres de collegio sese digni, qui se-
crute et sigillatim vota conclusorum diligentem
exiguirant. Ex quibus verbis primo colligitur, ne-
cessarium esse ad legitimam electionem, ut
omnes, qui habent jus eligendi, convocen-
tur, si commode fieri possit; nam si non
fuerint vocati, non poterunt moraliiter esse
presentes, etiam velint; quod tamen in pre-
dicto jure postulatur. Et expressius ponitur
hic conditio in cap. Coram, de Electione, et
sumitur ex cap. Bonae memoriae, 2, et cap.
Cum inter, 2, eod. tit., et cap. Quod sint,
eod. tit. Non est autem ita necessarium ut ad-
sint omnes qui jus habent eligendi, quia non
coguntur eligere, sed si velint, ut ex predictis
verbis aperte constat. Unde fit, non tantum
necessarium non esse ut omnes, qui possunt
ferre suffragium, presentes sint; verum etiam
nec major illorum pars; quia potest major pars
nolle adesse, et tunc non est impedienda elec-
tio contra intentionem illius capitis, quae in
principio ejus explicatur; poterit ergo celeb-
brari ab his qui presentes fuerint. Dics, hoc
esse contra rationem electionis, quae debet esse
a majori parte. Item omnes, qui habent jus
suffragii, debent adesse; ergo injuste agunt si
nolunt adesse; non ergo pro illorum voluntate
debet fieri electio a piaucioribus. Item, quid,
si omnes vel fere omnes nolint venire? quoa-
modo fit electio?

Ad primum. — Ad secundum. — Ad tertium.

Ad primum respondetur, electionem de-
bere fieri a majori parte eorum qui presentes
sunt et acta ferunt suffragium, ut statim et
eodem textu dicitur; non omnium qui possunt
ferre suffragium, quia parum confert potestes
si non reducatur in actu. Ad secundum di-
citum, illud verbum debent, ex parte electorem
non dicere obligationem, sed jus, ut re-
spectu eorum passive potissim quam active inter-
pretandum sit; nam illis debetur suffragium,
si velint illud ferre, licet ipsi non teneantur;
veste non injuste agunt nolendo, nec contra
debetur electionis. Hoc autem intelligitur ex
juris communis, nam ex jure speciali poter-
imoni obligatio, vel etiam ex precepto
Superioris, si ita expediat. Unde ad tertium
dicitur, in eo casu ad providentiam Superioris
pertinere facere, ut conveniens numerus electo-
rum congregetur, quantum potuerit, et ad
bonum religionis expeditor censuerit. Quod si
non valorier aliquem numerum cogere, de-
volveretur electio, seu proviso Ecclesie ad su-
periores, ut Canonisistes communiter ait; in
nosto autem casu ad Summum Pontificem
pertinebit, si religio exempta sit, quia tota re-
ligion non habet extra se superiorum aliquem,
per quem posit ei de capite providere, quando
ipsa vel sua culpa negligens est, vel proper
impedimenta impotens ad illud eligendum.

3. Dicta convocatio debet esse moraliter pos-
tibilis. — An fieri debet singulatim. — Unde
eiam constat quomodo hic convocatio elec-
torum facienda sit, quod voluit explicare Ponti-
fex in illo verbo: Et possint commode; nam
hic commoditas, ut Doctores dicunt, et ratio
postulat, magis ex parte Ecclesiae, seu com-
munitatis, quam ipsorum electorum spectanda
est. Interrogari autem potest quals vel quanta
esse debet hic commoditas, quae difficulutas
voando aliquem excusat. Item, an optoest
unumquemque in particulari, vel sufficit public-
cum edictum proponere, die et hora in particu-
liari assignat. Respondeto, in his cognominstis
nihil esse jure communi dispositam: nam in
dict. c. Quia propter, nihil de hoc dicitur, et in
nullo alio aliquid de forma eligendi praescribitur; et ideo imprimis servanda sunt jura specialia, per quae solent hae esse definita. Deinde justa e. *Cum inter universas,* de Electione, ubi jus scriptum defuerit, servanda est consuetudo, praesertim in modo convocandi per adhominem, seu vocationem singularum, vel per generalum publicationem solitum fieri tali loco, aut modo, vel per ipsam legem et constitutionem, quae ipso jure (ut sic dicam) solent vocari electores; quod in casu maximo locum habet in his religionibus, ubi praetatio generalis temporalis est, et certe ac per legem definito tempore vacat, et successoris electo certo etiam die et loco fit. Ubique autem vel tempus vel locus sunt incertas, vel certe vacatio ipsa, quia non contingit nisi per mortem, necesse est convictionem sigillatim fieri per omnes provincias, vel Praelectos Generales immediatos, ut per eam ad omnes, qui suffragium habent, perveniat. Unde in his difficilissima illa, vel distantia, quae per se est conuncta cum tali electione, non consideratur, nec casumesse contra commoditatem electionis: debet ergo esse extraordinaria. Unde, quando talis est quae nec a lege considerari potest, nec per consuetudinem judicari, prudenti arbitrio relinquenda est, nulla enim alia regula certa statui potest; in eo autem judicio ferendo maxime attendendum est, ne propter dilatationem electio nis communitatis detrimentum patriatur. Et hae est communi sententia in cap. *Coram,* de Electione, et sumitur ex cap. *Cum inter universas,* eod. tit. 4. Preterea ponderanda sunt illa verba, *praesidibus omnibus,* nam ex eo constat, electionem canonicam debere fieri in communi congregatio, in qua presentes adstant omnes electores; non enim jure communi permittatur fieri electio, nisi *communitas celebrata,* ut explicatur in cap. *In Genesi.* De electione dicto autem communi celebrari, quando in uno loco omnes electores conveniunt; singulare aest autem diceretur, quando singuli, in saeipsa domibus vel provinciis manentes, suffragia mitterent. Ratio autem hujus conditionis est ut electio possit fieri cum majori examine et cognitio personarum, et cum majori certitudine tam suffragiorum, quam merroribus eligendi. Addit Panormitanus, in dict. cap., num. 12, hoc sequi ex alio generali principio, quod ea, quae sunt ab universitate, ut universitas est, debent fieri per congregetos in unum. Et idem habet glossa in cap. *Cum omnis,* de Constitut., ubi idem Abbas, num. 8, la-tius id confirmat, et est per se valde consensu rationem, quia tunc proprie operatur universitas per modum unius corporis, quando est congregata in unum ad tales actum, et more solito, et non alias; at vero electio est actio universitatis tanquam unius corporis habentis potestatem ad constituendum sibi caput.

5. Unde colligo hanc conditionem esse substantialem. Probatur, quia, si illa deficiat, re vera non est electio, neque actio communis, ut sic, justa rationem proxime factam; ergo non est valida; ergo conditio substantialis est. In presenti enim illa conditio substantialis vocatur, sine qua non potest actus moralis valide fieri sub tali ratione. Sed obiject Panormitanus, quia absentia aliquidem per contemptum, id est, quia sine causa vocati non sunt, non inducit nullitatem electionis, cap. *Ecclesiae,* 2, de Electione; ergo presenta non est de substantia; confirmatur, nam si electio fiat in absentia alienius qui injuste vocatus non est, et ille postea consentiat, id satis est ut valida sit electio, ex codem textu et communi sententia; ergo presenta non est de substantia. Tandem, aliquid absens et impeditus potest admissi ad suffragium ferendum; ergo. Respondetur objectionem procedere in diverso sensu. Aliae est enim loci de vocatione omnium electorum, ut presentes fiunt ad suffragium ferendum; alii de presentia corum qui de facto suffragium ferunt. Nos hic non loquimur de vocatione, nec dicimus esse de substantia ut fiat de omnibus ac singulis qui jus habent suffragia; nullo excepto; sed agimus de ipsamet electione, et ad eam dicimus esse omnino necessarium et substantialem presentium electorum; quod ratio facta plane convincede. Objectio autem Panormitanorum procedit de vocatio ne priori sensu, et in codem negat ipsa presentiam esse de substantia, presentiam nimium omnium qui ferre posse suffragium; quod vero est, quia, iucundaliqui desint, etiam injuste, valida erit electio donec irretractatur, dummodo sufficiens numerus electorum convocatus sit; nam saltem requisitur, et est de substantia, ut duae partes electorum convocentur, alias non censeretur universitas convocata. De qua re videri potest Bartolus, in 1. *Omnis populi,* ff. de Justit. et jur., quast. 3; Panorm., in cap. *In causis,* de Electione, nbi contra eundem Bartolomaeum docet, non esse necessarium ut duae partes adveniant ut effectu; nam eo ipso quod vocantur, et contentuni venire, amitunt just suum, et pe-
runde reputatur ac si non essent de numero elogientium, cap. Cum nobis, de Elect.; et ideo qui supersunt, etiam si pauci sint, consentur esse universitas electorum. Quod censeo habere locum quando non duas partes tantum, sed omnes, qui debent et possunt habere suffragium, essent sufficienter vocati, et plurum deficerent transacto prefixo termino; nam si duas tantum partes essent vocatæ, et postea ex eis multi voluntarie desessent, profecto congregati non sufficerent, nec tunc dici posset universitas sufficienter vocata. Sed hæc generalia sunt, et ideo sufficit illa breviter attingere.

6. Ad confirmationem priorem, de illo qui vocatus non fuit, et postea consentit, respondeatur, illum proprie non conferre valorum electioni; jam enim facta et valida supponitur; sed quasi cedit juri suo, quo possit illam infirmare, et irrationem eis postulare; et hoc modo confert firmatam quamdam electioni jam factæ. Propter hoc ergo non est eadem ratio de illo consensu; nam illud non est proprium suffragium; ideoque ad illud præstandum non est necessaria praesentia ex vi predicte forma, seu juris. Nec ego invenio aliud, in quo talis conditio ad illum consensus praestandum exigatur; poterit ergo quis absens, et in suo loco manens, consensus illum præstare post factam electionem; sicut posset ante electionem vocatus non venire, et cedere juri suo. Solum ergo est differentia, quod si prius vocetur, et confirmat venire, justa, valide ac firmiter sine illo fit electione; si autem ipse confirmatur, et non vocatur, injusti fit electione, et potest irratius, quamvis valida sit. Ad aliam confirmationem de absente impedito, in codem cap. Quia propter, § illud, disponitur quid facienda sit, et in summam dicitur, eum, qui ita est absens et distans, ut vocari non debeat, nullum modo posse ferre suffragium, quia reputatur tamquam nullum habens jus; si autem convocandus est, ipse autem allegatur se esse justi impeditem, primum omnium debet sufficienter veritatem impedimentum extendere aut confirmare, et tunc poterit vicis suas committere alii ex aliis electoribus. Et ita, licet ipse sit absens, non concurrat ad electionem ut absens, sed ut presens; nam sicut per alium concurrat, ita per alium presens est.

7. Tertia conditio, ut assumatur tres, qui suffragia exquirant. — Quomodo assumendi, per volantem, an modo alio. — Ulterior principaliter statuitur in dictis verbis, ut ante electionem assumatur tres, qui singularum vola exquirant. Circa quam partem multa tractari possunt, quæ breviter insinuabo, quia res non est propria religionem, quamvis ab eis participetur. Primum, quomodo hi tres assumendi sint; nullus enim certus modus ibi præscribatur, et forte ob hanc causam usus est Pontifici generali verbo assumendi, et non dixit eligendi, vel aliquid simile. Ordinaries autem modus, ac fere moraliter necessarius, est per electionem, quia ubi personas non sunt designatae per legem, nec ex vi alicujus munera, sed per consensionem plurium designandae sunt, ibi necessaria est electio. Unde ad eligendos illi tres non oportet hanc formam servare, nec procedatur in infinitum; arbitrario ergo modo sit; nec enim illa forma necessaria est ad omnes electiones, sed Praelectorum tantum, ut dixi. Posset autem vel consuetudine vel legi statui, ut electio illorum trium non perineret ad totam congregationem; sed ad quattuor vel quinque antiquiores vel digniores, ratione officii aut alterius conditionis: hoc enim nulli iuri regnum. An vero possit legi vel consuetudine introduci, ut sine ulle electione designatae sint homines tres personæ, per conditionem antiquitatis vel officii, etc., dubitari potest, quia in illo textu dicitur: Assumantur tres de collegio sive digni. Per quæ verba videtur committere presentibus examen et cognitio de tali qualitate personæ. Nihilominus oppositum videtur in praxi servari, iuxta specialia statuia, vel juria, quæ non consentur contraria luic communis iuri; vel quia personas designatae per legem presuppositur esse fide dignæ, ordinarie enim designari solent, quæ ratione munera vel antiquitatis digniores censtrarunt; vel certe quia nuncum excluditur consensus tacitum, vel expressus presentium in tali congregatione, quia illis non negatur jure suspicacionem objiciendi, sicut tamquam personam non putant fide dignam. Imo addit Panormitanus quod licet absque administrulo juris, vel consuetudinis, tres de congregazione sua spatio assumerent munus illud, eo ipso quod alii taceant, censerent virtualiter assumpti. De quo ego dubito, saltem quoad forum exterum, quia merito presumemur intardarum esse potentiam, et alios taedere magis invito quam volentes.

8. Siina substantiata, ut hi tres sint de collegio electorum. — Secundo inquiri potest, an sit de substantia hujus conditionis ut hi tres assumpti sint de collegio electorum. Nam glossa et nonnulli Doctores dixerunt hoc non esse
CAP. V. DE FORMA PREDICTE ELECTIONIS GENERALIS.

substantiale. Sed certe repugnanti textui, ut melius consideraretur Innocentius, Hostiensis, Panormitanus et alii. Nam ibi expressa dicitur, ut hi tres sint de collegio, et postea subditur: Alius electo facta non valesat. Item, quia habeas conditioni est valide necessaria ut electio convenienter fiat, quia fideliis hoc munus exerccabitur per eos ad quos spectat electio. Et ob eadem causam, oporet ut hi sint de collegio, id est, de numero elenquentium; hic enim est planus sensus illius textus. Itaque, si electio sit, verbi gratia, in ordine Minorum, non satis est ut eligantur tres de eodem ordine, vel de eadem provincia, etc., sed oporet ut sint tres ex his qui vocem habent in capitolo. Addit Panormitanus, etiam esse de substantia ut sint tres, et non plures, nec paecriores. Quod quidem de paucioribus milii certum videtur, quia esset expressa contra formam et contra certitudinem scrutinae. De pluribus autem merito dubitari potest, quia illud non esset contra verba formae, quia ubi sunt quattuor, sunt etiam tres; nec contra finem, quia augmentum numeri potius reddit certioram et secuariorem fidem electionis. Dices, eadem ratione possunt assumi quinque et sex, et ita in quocumque majore numero; multo ergo magis possunt assumi omnes qui sunt de congregacione, quod esset formam destruere. Considerandum est ergo, in hoc negotio non spectari tantum certitudinem, sed etiam secretum, et ideo designatus est numerus, qui et ad certitudinem faciendum moraliter sit sufficientissimus, et pro secreto servando sit minimus qui esse possit; et ideo existimavimus, illum numerum ita esse prefixum, ut tam major quam minor exclusus sit; de quo plura statim. Et hae de primo capite ex positio numeri secundo.

9. De forma comitante electionem. — Tria precepta in citato textu (quia proper pro forma comitante continetur). — Ad secundum caput ibidem positum spectant illa verba textus: Quia secreto et sigillatiu sueta concurtior diligenter exquiratur, et in scriptis redacta max publica in communem, nullus prorsus apellationis obstat interjacto, ut se collatione habita eligatur, in quem omnes, vel major et senior par capituli consentiat. Per quod tria precipiuntur. Primum est, ut a predicatiis tribus commissariis vota secretae et sigillatiua exquirantur, et in scriptis redigantur. Quod duobus modis polet intelligi: primo, ut singuli electores vocare omnes illius tribus proferant quem elegiunt, et aliquis eorum scriba, quem sensum videtur indicare verbum exquirenti, nam exquirere idem videtur esse quod quaerere, seu interrogare; et additum diligenter, que significatur ut interrogatio et responsio fiat satis distincte et clare, ita ut nulla possit esse ambiguities. Et cavoendo, quod fieri possit, ne iniquitas aliqua committatur; unde notat Hostiensis, debere huysmodi scrutatores resipere vultum uniuscanque, quia difficile est crimen non prodere vultu. In quo hunc sensum indicat, et magis in eo quod ait hunc numerum prescribi, ut unusquisque liberius dicat quod sibi videbitur. Quod etiam affirmavit glossa ibi, Panormitanus et alii. Alio modo potest intelligi, ut unusquisque elenquentium secreto scribatur, vel scriptum deferat vobis suum, ita ut neque ipsis scrutatoribus notum fiat. Et hoc est magis consentaneum illi verbo secreto, quia si tres sciant, non videntur suffragia esse secreto. Item facit, quia ibi solum sit mentio scripturae, non autem voci; nec necessaria est vox, ubi scriptura intervenire debet; nec etiam utilis, quia multum diminuit secreturn; ergo. Denique hic modus videtur necessarius juxta Concilium Tridentinum suprema, dum praebuit, ommes eligendi debere per vota secreta, ita ut singularum elenquentium nomina nunquam publicentur; propter que verba aliqui censent, priorem modum esse reprobatum, quidquid sit de jure antiquo.

10. Ego vero censeo, priorem modum posso observari ex iure communis, quia revera ita sentit communis sententia, et in textu nihil est quod repugnet. Quin potius, dubitari potest an alius eligitendi modus locum habet juxta hoc communem jus, de quo in sequentibus dicemus. Deinde censeo, etiam juxta Concilium Tridentinum, esse illum modum licitem et sufficientem. Patet, quia imprimit non repugnat verbum illud vota secreta; nam verbum secreta, quod in alio capit habeatur, equevalet, et nihilominus illo modo censentur vota secreta fori; siunt ergo vota secreta. Item, quia quidem declaratio Cardinalium sic habet: Vota secreta intelliguntur esse, etiam quod aliqui suprioris quaetor aut quinque eo sciunt, si hoc est justa formam statutorum religiosen, cap. Quia proper, de Electione. Et in alia declara- tio sic dicitur: Si electo fuerint a Superioribus aliqui, ut puta quaetor, qui vota omnium recipiunt, electio reputabatur secreta et canonia, cap. Quia proper, de Electione. Ubi recipere vota non videtur significare solum schedulam scriptum recipere; nam hoc modo nihil referret ad secretum, quod esset quaetor vel quinque; significat ergo audire vota, et scire,
ut in prioribus verbis expresse dicitur. Cumque
in utroque loco citetur cap. Quia propter, cla-
rum est sua fuisse a Congregatione intellectum.
Dubitati autem potest, quomodo ibi dicatur
hoc secretum servari etiam in quatuor aut
quinque, et ad hoc citetur cap. Quia propter,
cum in eo tres praeceps requirantur; propter
quod supra, num. 8, diximus augmentum illi-
lius numeri esse contra dictam formam. Di-
cendum sane videtur, captivillud solum ad hoc
citari, ut non repugnet secreto requisito ad
formam canonicam subfragium coram multis
professi, si deputati sint legiti ad illud sub
secreto recipiendum. Quod autem hic nume-
rus ternarium excusat, praet cap. Quia pro-
pter est, unde clarum est ad hoc non citari ;
et idcirco addita esse illa verba : Et hoc sit
justa formam statutorum religionis. Subint-
elligentem autem existimo, que a Sede Aposto-
tolica confirmata sint ; nam sine illius au-
coritate non possent derogare juri communis.

11. Num secretum in subfragando postulet
scribi subfragium immutando characteres. —
Deinde, nec per alia verba, Ita ut singulorum
elegientum nomina nunquam publicentur, pro-
hibita est illa forma eligendi, ut dictae declara-
tiones Cardinalium aperte supponunt. Et ratio
est, quia non publicari, non significat a no-
mine sciri, sed servari sub secreto sub quo re-
cepta sunt, et ita sicut subfraggia sunt secreta,
quamvis a tribus sciantur, ita quandom ab illis
sub eodem secreto retinentur, non publican-
tur; sed hoc optime fieri potest non obstante
dicta notitia; ergo illa verba non necessario
prohibent illam. Et explicatur amplius, quia
in illis verbis duo includuntur, unum de pre-
sei, et aliud de futuro. De presenti est obli-
gatio ad non publicandum vota, et haec statim
sequitur, etiam si coram tribus proferantur vo-
ta; et ideo ex hac parte nulla est repugnanzia.
Pertinet etiam ad substantiam electionis, et
ad hunc effectum de presenti, ut in ipsa
publicatione electionis nomina elegientium non
publicentur; nam Concilium non dicit: Te-
necentur non publicare, sed : Non publicentur;
et postea addit verba irritantia electionem al-
ter factam. Quod adeo verum est, ut Congre-
gatio Cardinalium declararetur: Quod si per
electionem factam in bullis confirmationis seu
patentibus exprimeretur nomina elegientium,
 electio sit nulla, quia adhuc videtur electio
non esse plene consummata, et ideo totum il-
lud secretum censetur esse de substantia elec-
tionis. De futuro autem est ut nomina elegien-
tium nunquam cum effectu publicentur, seu
manifestatur. Et hoc, cum sit quid contingens,
et pendens ex facto et arbitrio hominum,
non potest pertinere in se ad substantiam
electionis, sed ad summam in obligatione,
alias penderet electio ex futuro eventu, quod
esse non potest. Dices: ideo videtur ex mente
Concilii verbum illud, non publicentur, non
solum negare actum, sed etiam potestatem,
non tantum juris, sed etiam facti ; atque adeo
tale postulare secretum, ut nunquam possint
nomina publicari; quod optime fiet, si subfra-
gium non voce proferatur, sed scriptura ali-
quantum immutata, ut non anagnoen, et
ita a nemine sciatur, atque adeo a nemine pa-
blicari possit. Et etiam hanc intelligentiam
plane excluditur per illa verba modus profe-
rendi subfragium per vocem ; est tamen nimirum
glorosae et coacta expositione contra propriet-
tem verbi, presentem in morali usu. Item quia
non est verisimile antiquum morem, et iure
communi probatum, uno verbo tam obscuris
fuisset reprobatum. Eo vel maxime quod, liet
ex parte secreti minus conveniens sit quam
alius, habere potest alias utilitates, propter
quas possit interdum preferri ; non oportet
ergo ut per legem aperta sit potestas physico-
loquendi (ut sic dicam), sed moralis, obiliga-
do dicto modo ad servandum secretum. Suffi-
cit ergo respectu futuri actus obligationem, quam
rigorosam esse existimo, et sub culpa gravi :
quia materia magni momenti est.

12. Secretum subfraggii non solem petitur
respectu recipientium subfragium, sed etiam su-
fragantium. — Io existimo non tantum ca-
dere in scrutatore, qui vota recipiunt, sed
etiam in ipsosmet ferentes subfragium ; quia
Concilium districte praecipit, omnes supradic-
tos eligi debere per vota secreta, ita ut singu-
lorum elegientium nomina nunquam publicen-
tur; hoc ergo districtum proceptum non li-
limitatur ad has vel illas personas, sed indefi-
nite postur ; ergo comprehendit omnis, per
quos possit talia publicatio fieri ; ergo com-
prehendit ipsos elegentes, et quislibet eorum.
Ut enim hoc proceptum graviter frangatur,
non est neceesse ut multa subfraggia aut multis
personis revelentur; sed satis est ut quilibet
eliegium cuiuscumque personae manifestetur,
quia jam rumpit secreta. Quod adeo ver-
rum est, ut sufficiat talis manifestatio unus
subfraggii facta uni personae extra formam pra-
scripti, ad annuandam electionem, si in
ipsum electione fiat, ut a congregazione Car-
dinalium declaratum est. Dictum aliquis: hec
prohibito facta est in favorem elegientium ;
ergo si ipsi cedant juri suo, et seipos revellent, non pecabunt, saltem graviter. Respondendo non esse illam causam adequantam, imo nec principalem; sed favorem ipsiusmet electionis ad vitandas fraudes et illicitus contentiones, et ut majori cum libertate electio fiat. Et cadem ratione, dici non potest hanc prohibitionem solum durare usque ad consummatam, confirmatam, et publicatam electionem; neque vero licet esse se manifestare; nam reversa non ita est, tum quia Concilium simpliciter dixit, nuncquam publicentur; tum etiam quia ad finem praecipit interest ne fiat publicatio, etiam post transactum tempus electionis.

13. An redigi suffragia in scriptis sit circumstanzia essentialis electionis. — Uterius vero inquiri potest circa eadem partem suo praeceptum primum, an sit de substantia hujus formae, ut vota in scriptis redigantur. Nam quod hoc praeceptum, manifestum est in textu; an vero sit substantialis conditioni, dubitari potest, quia ibi non specialiter exprimitur, et rarior solet scriptura esse de substantia actus, maxime in his quae a communitate sunt ad plura suffragia. Nihilominus certum est hanc conditionem esse de substantia, ut omnes Doctores ibi notant, et glossa, in cap.4, de Censib., in 6; Cardinalis, in tractat. de Elect., 1 part., cap. 29, et 3 part., cap. 61. Colligiturque ex textu ibi: Et in scriptis recta, etc., et infra, alter electo facia non valent: nam illud adversarium alter, cadit in totam illam formam, cap. Ecclesia vestra, 2, eod. tit.; manifestum autem est, priora verba posta esse in ipsa forma. Ratio etiam hoc postulat, quia illa circumstanzia est valde necessaria ad certitudinem electionis.

14. An etiam circumstanzia alta in codem primo praepo indiacta. — Plus est non admiti ius praeceptente ad suffragandum, quam non votari absente. — Unde obiter constat, alas etiam circumstanzias, quae in illis verbis includuntur, esse substantiales, ut quod vota manifesti sigilla, et non simul plura, etiam ducum, ut patet ex particula sigilla, et quia hoc ad secretum necessarium est. Item, quod vota omnia, nullo excepto, suscipiantur; patet ex illa distributiva, vota cunctorum, ubi Panormitanus adverbit, quod licet non sit de substantia electionis ut omnes vocati veniant, est tamen de substantia ut omnes presentes suffragium ferant, quod iudicium existimatum, si vestint; nam si quis jam in congregatione praesens, se excusaret, et nillet ferre suffragium, quamvis sine illo electio fieret, non esset electio nulla, quia nullo iure irritatur, et particula illa cunctorum, recte intelligitur juxta precedentia verba, qui debit, et voluit, et possunt suffragium ferre. Imo nec prohibitum jure communis esse idea procedere ad electionem contempto illo etiam ex presentibus, qui non vult suffragium ferre; esset tamen statim a congregatione expellendus. Insinuat autem a Panormitano differentia inter electores antequam congregentur, et postquam presentes jam in congregatione sunt. Nam, si quis antea non vocetur, sed contemplatur, non statim fit irrita electio postea subsecuta, licet irritanda sit ad petitionem ejus qui fuit contemptus. Si autem aliique ex presentibus contemplatur, et invitus ad suffragium non admittatur, electio est nulla. Ratio autem differentiae esse videtur, quia hoc posterius est contra intrinsecum formam electionis ibi prescriptam; illud autem prius est circa preambula ad electionem; sola autem forma est ibi in rigore prescripta, et substantialis, juxta cap. Ecclesia vestra, infra, eod. tit. Congruentia etiam addi potest, quia qui jam presentes absunt, videntur habere acquisitum majus juss, et quia tunc communitas ipsa, ut communites est, aut vicem petitur, dum non permititur tota eligere, aut committit intolerabilem errorem, injuste non admittendo aliquum ex presentibus ad suffragium ferendum.

15. Secundo, praesepetum textus in n. 9 al lai, ut suffragia publicentur max. — Quid max importet. — Secundo precipitatur, ut verba, ut suffragia omnia max in communi publicentur, nullo prorsus appellatione obstaculo interjecto. Dicuntur autem publicari suffragia in communi, quando integer numerus eorum publice profertur quod totam congregationem, non explicando in quorum favorem data fuerint, vel quot ex illis in hane vel illam personam descenderint, sed explicando solum numerum personarum quae suffragium tulerunt; hoc enim significat illa particula in communi; ordinatur autem hee solemnitas ad majorem certitudinem collationis votorum postea faciende, et ut suberugia et tergiversationes praeculantur. Unde hee solemnitas ex omnium sententia substantialis est. Dubitari autem solet an illa conditio talis publicationis, sed licet ut max fiat, et sine interpositione appellationis, vel alterius dilatationis, sit etiam de substantia. Pars vero affirmans certa videtur ex ipso textu, nam omnes illae circum-
stutiae pertinent ad intrinsecam formam, et
ita censes Panormitanus cum communii opinio-
none. Quam autem vim habeat illa particula
mor, tractant ibi late glossa et Doctores, et
Bartolus, in 1. Si quis major, Cod. de Tran-
actione, et in 1. Si fructus, f. Solut. mat-
trim. Breviter tamen dicitur, in presenti si-
gnificare, ut statum sine illa moralis interrupt-
tione publicatio fiat; esset autem moralis in-
erruptio, si interponentur aliqui actus perti-
ennis ad impediendam vel differendum elec-
tionem; vel si absque tali publicatione dissol-
veretur congregatio sine illa causa cogen-
te, argument cap. Cum post, de Elect., de quo
statim. Denique a quo vel quomodo fieri de-
beat talis publicatio, in textu non prescribi-
tur, ut Hostiensis notavit, et ideo nihil quaod
hoc est de forma: clarum est autem debere fieri
ab ipsis scrutatoribus; id est, ab uno, con-
sentientibus alis, qui vix est alius modus pos-
sibilis, cum soli illi supponantur seire suffra-
gia secreta, et expediens non sit omnes simul
loqui, nec necessarium, ut a singulis successi-
ue fiat publicatio.

16. Tertio, praecipuum ejusdem, textus bipar-
titum de collatione et electione faciendi.—
Tertio, praepiturb in eadem parte, ut, collatione
habita, es eligatur, in quem omnes vel major et
sanior pars capituli consentit. Circum quam par-
tem duo praecepiae explicanda sunt, seilicet,
qualis sit illa collatio, et quomodo fieri debit
post iliam electio. Circum primum, certum im-
primis est, collationem hanc esse adeo neces-
sariam, ut sit de substantia electionis, ex cap.
Cum Anna, infra, eod. tit. Deinde certum
etiam est collationem esse debere inter vota
recepta, non enim agitur de collatione inter
aliquis eligendos, haec enim collatio pertinent
ad omnes et singulos ferentes suffragia, et ex
contextu constat collationem illam active re-
ferri ad scrutatorum, passive vero (ut sic dicam)
ad suffragia. In quo autem conferri debeant,
queri potest, an, seilict, in solo numero, vel
etiam in qualitatis personarum; nam gloss-
asa ibi hoc secundum indicat, dicens, collatio-
to facta numeri ad numerum, soli ad elemu,
meriti ad meritum; sumpsique ex cap. In Ge-
nesi, et cap. Ecclesia vostra, de Electione, et
sequuntur ibi Panormitanus, numero decimo,
et alii. Sumiturque ex eodem textu diciente:
In quem major, et sanior pars, etc., quia ma-
ior refertur ad numerum; sanior autem ad
qualitate personarum, quae per zelum et me-
ritum significantur.

17. Prima difficulas circa explicatione colla-
tionem.—Circa hanc autem collationem sic
explicatum occurrit difficultas: primo, quia
supponit suffragia et voto singularum debere
esse nota scrutatoribus; quia, nisi sciant pro
quo singuli suffragium ferant, nihil referet
voventium zelum vel meritum ponderare, cum
ignorantur in quam partem uniunissenque pen-
das inclinat. Difficile autem credito est, illam
formam limitari ad modum ferendi voto, quam
mentem voce explicando coram tribus scrutat
oribus, ut supra tractatum est. Quod si di-
cat collationem illam qualitatum postulati
quantum fieri potest, ideoque si suffragia fer-
rantur per schedulas secretas, sufficere colla-
tionem quodam numerum, contra hoc est, quia
textus indistincte loquitur. Et præterea hic
oritur altera difficultas, nam illa collatio qua-
litatum inutilis est, quia semper numerus est
preferendos, ut ut si major pars capituli in
unum consentiat, ille sit eligendus, cujuscum-
que conditionis eligentes personae judiicentur;
et e contrario, si numerus personarum suffra-
giorum non excedit dimidium partem, non
sufficet ad electionem faciendam, etiam si
elegentes dignissimi sint. Alioquin tota electo
revocabitur ad judicium scrutatorum, et eam
paucis votis poterunt eligere quem maluerint,
judicando ilium esse saniorum partem, etiam
si major non sit; quod est magnum inconve-
niens in re morali, et occasio plurium dissen-
sionum.

18. Ad priorum difficulatatem, glossa et Doc-
tores omnes supponunt plane totum id quod
in ea proponitur, et sine dubio est consen-
sumum neuri, tam in dicto cap., quam in cap.
Cum Anna, et cap. In Genesis, cap. Ecclesia
Sancta Maria, eod. tit. De electione autem
acta per secretas schedulas, nihil dicunt sauc-
tores, quomodo possit tunc inter suffragia ta-
lis collatio fieri; unde videntur sentire, illum
modum electionis non esse secundum hoc com-
mune jus, et ideo consequenter dicere debet
non esse licitum nec sufficientem, nisi ex ali-
quo juro speciali legitime confirmato, et tunc
juxta illud erit alio modo collatio facienda.
Mibi autem credibile non est, ut supra dixi,
num. 9, hune modum ferendi suffragium per
schedulas et voto omnino secreta, fuisse ex-
clusum ex vi huys decretalis, et forma ejus,
cum sit aptus, et fortasse, omnibus pensa-
satis, convenientissimum omnium. Maximu-
me cum verba textus cum omni proprietate in
illo possint verificari, cum proportione ta-
men, et accommodatione ad talem modum eli-
gendi.
CAP. V. DE FORMA PRÆDICTÆ ELECTIONIS GENERALIS.

49. Dico ergo, collationem tunc præcipue esse faciendam numeri ad numerum; in qualitatisbus autem solum in aliquo casu posse habere locum, aut esse necessariam. Primo enim exquirere diligenter oportet, an singuli voventes habiles sint, habeantque omnia necessaria ad ferenda varia suffragia. Unde si de aliquibus sit questio, et aliqui sint in dubio electi vel admisssi, diligenter oportebit conferre numerum suffragiorn, an sit tantus, ut tollat omne dubium, et consequenter an electio sit certa, necne. Deinde, interdum in his electionibus sunt vota qualificata, quae aut caeteris preferuntur, aut pluribus equivalent, soleoque hujusmodi qualitas, etiamsi persona sit occulta, designari; ut, verbi gratia, quod sit presbyter, vel Praelection, aut aliquid hujusmodi. In his ergo qualitatibus facienda erit dillgens collatio, quales fieri solet in suffragiis cathedrae, licet aliquias occulta, quantum ad personas voventium. Intelligentiam ergo hunc textum indefiniti loqui de collatione suffragiorum, quales nimium, vel necessaria vel opportuna fuerit, iuxta modum ferendi suffragia. Quod autem Panormitanus addidit, in hac collatione conferendum etiam esse de merito electi, an sit ideo ne ad dignitatem, mihi probari non potest, tum propter ea quae supra num. 17 dixi, et praepxue quia textum evidenter loquitar de collatione suffragiorum, quia supposita absolute dieit ut est eligatur, in quem caputulum consensuerit; tum etiam quia judicatur de dignitate electi non pertinet ad scrutatorum; sed vel ad confirmatorium, si necessaria sit confirmatio, vel ad superiorem, ad quem recurrere oportet, si aliquid contra idoneitatem electi obiectandum sit.


21. Alii ergo dixerunt minorem partem suffragiorum nunquam sufficient ad faciendam electionem, quantumcumque zelo et meritis personarum excedat; ita docet Panormitanus ibi, num. 7, cum Joann. Andrea et aliiis, et probat, quia textus dicit, in quem omnes vel major et sanior pars, ubi prius disjunctive requirit totum vel partem, postea vero in hujusmodi parte copulativum postulat ut major et sanior sit; non ergo sufficit altera ex his proprietatis, sed utraque necessaria est, quia copulativa in suo rigore utrumque extremum conjungit. Confirmatur, quia vel illa particula et sumitur conjunctim in dicta proprietate et habetur intentum; vel sumitur divisim, ut sepe solet, et non impropre: et ita sensus erit, quod electio valeat facta a majori parte, et facta a saniori parte, et tunc sequitur perplexitas; quod enim si una pars sit major et non sanior, altera vero sanior sed minor? utriusque enim electio valida erit, si unaqueque proprietates per se sufficiat; neque erit ratio cur potius sanitas numero, quam e converso numerus sanitati preferatur, si de utroque membro, per se divisim sumpto, ad electionem sufficere affirmatur. Responderi potest ex Innocentio, ibi, neutro modo sumi particularum et, sed pro id est, ita ut sensus sit, in quem major, id est, sanior pars. Sed est violenta et voluntaria expositio contra proprietatem et communem usum talis vocis. Item, ex illa expositione sequitur, nunquam requiri majorem partem numeri votorum ad canonicanam electionem, sed meliorem, nisi fingendo casum moraliter impossibilem, in quo omnes electores sint sequeles in omnibus qualitatibus; hoc autem repugnat multis juriibus, cap. cum Anna, cap. In Genesi, cum aliis, de Electione.

22. Auctoribus judicium: major parar dimidiate requisitor. —Non tamem su/ctis; nisi sit sanior. —Relinquitur ergo ut ex vi illorum verbalium imprimis requisitor major numerus suffragiorum; quod mihi certissimum videtur. Intelligentiumque est de majori parte totius capitolii; non enim sufficit habere plura votaquam caeteri, si numerus votorum non continet majorem partem totius capitolii; nam hoc requisitor ad electionem canonicanam de qua ibi est sermo; unde expressa dicitur major parar capifuli, et in alius juriibus citatis expresse declaratur. Juxta hoc vero fundamentum, sequitur consequenter majorem nu-
merum, licet necessarius sit ad electionem, non tamen sufficere, nisi etiam sit sanior; nam vis illius copulative æque utrumque partem comprehendit. Unde inferunt ulterius, si contingat majorem partem, quae in unum consentit, non esse saniorum, et saniorum, quae vult alterum, non esse majorem, utrisque electionem, per se loquendo, esse nullam, quia neutra pars eligentium habet omnia requisita ad conficiendam electionem. Dico autem per se loquendo, quia si contingat alteram partem amittere jus suum, eo quod, verbi gratia, elegit scienter indignum, tunc electio alterius partis erit valida, quia ad illam devolvit jus alterius partis, et ita jam non reputatur ut minor pars, sed ut integrum capitulum, ut notavit Panormitanus, in cap. Dudum, 1, de Elect., num. 10. Per se autem loquendo, etiam si ab utraque parte eligatur dignus, talis electio non tenet, estque casus expressus in cap. Ecclesia vestra, 2, de Elect., ubi Hostiensis, uteque Abbas, et alii id notant et sequuntur. Unde ad secundam difficultatem positam negandum est antecedens quod illam partem, ut major pars semper sufficiat sine illa qualitatem consideratione.

23. Respondetur jam ad secundam difficultatem in num. 17, et apertur quomodo major pars intelligatur sanior in suffragiis secretis. — Nèque inde sequitur, per se loquendo, perturbatio aliqua, quia ubi alius non constituerit, major pars semper presupstitur sanior, ut in eod. cap. Ecclesia dicitur, et sumitur cap. Dudum, 1, eod. tit., et ratio ipsa per se statim postulat; ubi autem oppositum probari potuerit, per superiorem judicandum est, et ita tollitur perturbatio. Quod si aliqua dissensio vel lites originantur, non refert, quia inibusmodi rebus humanis non possunt omnia vitari incommoda, et magis expediat ut electiones juste flant. Semper tamen manet nobis illa difficilatias, quia hinc sequitur non posse fieri electionem per vota omnino secreta, quia tune non potest apparere quae pars sit sanior. Quod expresse animadvertit Panormitanus, dict. cap. Ecclesia, num. 7, dicitque communiter non animadverti, ipsa tamen fatetur non debere ita fieri, vel, ut ipso loquitur, non debere dari voces per lupinos. Nihilominus, quod superius, num. nono et decimo octavo, dixi, censeo verum, sicclice, illum modum electionis reprobari non posse; nam, ut ibi dicitur in Addit. ad Panormitanum, per totum mundum practicat, quod voces dantur per faeas, sive per lupinos; et (quod me magis movet) est ille modus valde conformis Concilio Tridentino statuente, ut nomina eligentium numquam publicentur; nam ubi fuerit dubium de saniori parte, non poterit, moralisti loquendo, ferrari judicium, nisi nomina publicentur. Dico ergo, ubi fuerit illa consuetudo, servandum esse, et tune majore partem presumsi sanior, ut paullo antea dicebamus. Imo addit Baldus, tract. de Schismate, col. 12, quod quanto cautius dantur suffragia ut non comprehendantur, tanto sanior et liberior est electio. Denique, ut supra dicebam, tune ficti collatio quod hanc conditionem sanioris partis, pront fieri potuerit, sicclice, vel ex parte eleti, considerando ne adeo sit indignus ut inde sufficienter colligatur, non s suffisere sanior partem, quae in illum concurrat; vel ex parte modi cognoscendi, saltem in generali, an intercesserit ambitio, et donationes illicitae, vel aliquid simile, unde sufficienter probetur, partem illam non sua sere sanior. Quia vero generaliter, et in communi, et non descedendo personas particulares, hoc moraliter probatur non potest, ideo semper maior pars praesumit sanior, si persona electa indigna non sit.

24. Tractatur secunda pars id est, electa proposita num. 16. — Circa alteram partem hujus praecipit, sic clicum, ut, facta collatione, electio flat, primum tollenda est ambiguitas vis; nam electio proprie videtur fieri quando feruntur suffragia, nam electores sunt omnes de capitulo; eligunt autem vovendo; posta vero potius videtur fieri publicatio electionis jam facta. Textus autem non ita loquitur, sed potius dicit tunc fieri, et faciendam esse electionem. Est enim advertisendum electionem hanc esse veluti unum actum totius capituli, qui non censetur fieri, seu consummari, donec unus nomine totius capituli loquatur, et eligatur futurum Prelatum: hoc autem fit postquam totius capituli voluntas paulatim declarata et cognita est; et ita electio aliter fit a singulis declarantibus suas voluntates, aliter a toto capitulo declarante suum et quasi unam voluntatem. Hoc ergo est quod per illa vera fieri mandatur, esse omnino de substantia, vel (ut ita dicam) ipsa substantia et forma electionis, quia non censetur electio facta donec ita fiat, nec conferit aliquod jus, si hoc omittatur; imo necessarium et substantiale est ut hoc electio statim post collationem sine interruptione morali fiat, sicut dictum est, num. 15, de publicatione suffragiorum in communi, ut expresse declaratur in cap. Cum post, de Electione. Qnomodo autem hoc elec-
CAP. VI. DE ELECTIONE ALIORUM

Cap. 23. De forma consequente electione.—De confirmatione electi.—De tertio capitabibo possido, id est, de his quae post electionem necessaria sunt, nihil adiit in dict. cap. Quia propter, necque in jure communi aliquid alibi invenio, nec videtur necessarium, imo nec possibilis, cum supponatur jam electum consummata. Solum invenio id quod ex Concilio Tridentino supra, num. 44, notavi, distripte precipiente ut singulorum eligentium nomina nunquam publicentur. Quomodo autem ex hoc decreto aliquid resultet pertinens ad substantiam electionis; quomodo item id, quod in futurum pendet, non suspendat valorum electionis, satis ibidem declaratum est; nihil ergo est subsequens electioni, quod ad valorum ejus proprium pertinent. Solum ergo potest confirmatio post electionem requiri, ut plenum jus Praelectionis obtineatur; quae confirmatio jure communi necessaria est, pertinetque ad superiorum immediatum Praelati electi, et si, nondum illa obtenta, quae preludent utatur, jure acquisito per electionem privatur, cap. *Acta*.'

De Electione Aliorum Praelorum Infra Generalem. 419

Auctoritate Apostolica, eo ipso quod quis publice denunciatur canonice electus, ceusetur etiam confirmatus eadem Apostolica auctoritate, et ita videtur esse in usu multarum religionum; nam finita electione Generalis, statim ei ut suprerno Prelatum omnes reverentiam exhibent, et ipse incipit presidere generali capitulo, suumque munus exercere.

CAPUT VI.

DE ELECTIONE ALIORUM PRELATORUM INFRA GENERALEM.

1. Assertio tripartita.—Hactenus de creatione suprerni Praelati religionis diximus, et ex his quae tribus proxime precedentibus capitubus tractata sunt, hoc uno capitale facile expediri possunt, quae ad religios spectant. Decendum ergo est omnes illos posse per electionem creari, non tamen esse in eis ita necessarium sicut in Generali; ubi autem in usum fuit, cum proportione servanda esse, quae de electione Generalis diximus; ubi autem juxta speciale institutum electio necessaria non est, simplicem ac legitimam provisionem superiores habentem potestatem sufficiere. Declaro singula: nam imprimit postquam tota religio habet unum supremum caput internum seu preter Pontificem, ab illo potest satis commode recipiire inferiores Prelatos, tam medios quam infimos, sive utroque immediate providendo, sive solum medios ac sibi proximos, et per eos inferiores religios. Et ob hanc causam dixi, in his Praelatis non esse tam necessaria electionem, quia influxus primi Praelati potest ad haec omnia extendi sine ulla repugnantia, sicut in universa Ecclesia Catholica unius Vicarii Christi necessaria est electio; pro aliis autem inferioribus Prelatis, Episcopis, Archiepiscopis et Patriarchis, in rigore non crat necessaria electio, nam per solum ipsum Vicarium Christi poterant suicienter provideri, si ipse voluisset. Olim etiam videtur fuisset observatum, ut Abbatibus monasteriorum ub Episcopos crearentur, ut colligitur ex Concilio Niceno, cap. 54, ubi etiam signifacatur Episcopum solitum fuisset creare Abbatem quasi Generalem plurium monasteriorum; hunc vero instituisse locales, seu particulares Abbatum singulorum monasteriorum; idem munus tribuitur sacerdotibus in Concilio Toledo IV, cap. 50. Nihilominus tamen frequentius observatum est in religionibus, ut inferiores etiam
Praelati per electionem sunt, et non est dubium quin recte ita fieri possit, quia hoc pendet ex humana institutione et Pontificis approbatione; nec ex natura rei habet hic modus creandi hujusmodi Praelatos aliquid praeter rectam rationem aut convenientem gubernationem, per se loquendo; nec repugnat juri communi, sed potius est illi valde conformis, ut videbimus; nec denique repugnat juri aut potestati suprmi Superioris, vel suprmi Praelati, quia illa limitata est juxta regulas, et indulta Apostolica, per quas illi non major potestas conessae est. In hoc enim differt monarchia unius religionis a monarchia totius Ecclesiae; nam in tota Ecclesia suprema potestas absoluta gubernandi in capite residiat, quae a nullo infra Christum potest limitari; et ideo modus instituiendi inferiores Praelatos per electionem, vel sine illa, non potuit ab alio quam ab ipsomet Pontifice definiri. Unde, quandoque, vel ubicumque per electionem fit, vel facta est, ex benigna concessione ejusdem Pontificis introducta est: in religionibus autem tota potestas manat a Pontifice, loquendo de propria jurisdictione, et ideo licet uni Generali principaliter communicetur, datur tamamen limitatio ad hunc vel illum modum regimenis, juxta exigentiam rerum; ubi ergo institutio electionem talium Praelatorum postulat, servanda est. Jam vero declaratur et probatur altera pars, nimium, in hujusmodi electionibus servanda esse fere omnia, quae de electione Generalis diximus. Quod quidem, quantum spectat ad ea quae pendent ex jure communi, unica ratione ostendi posset, quia ius commune nihil fere disponit de Generalibus in particulari, sed vel de Praelatis in communi, vel de Abbatibus, sub quibus aliis Praelati locales intelliguntur, et a fortiori eorum Superioris.

2. De prima et secunda conditionibus requisitis ex parte eligendi. — Praelatus olim ex eadem provincia vel domo eligebatur ordinaria. — Igitur ut per particulas conditiones breviter discurramus, primo, ex parte eligendi necessaria est etas ad minimum viginti quinque annorum: de qua nihil speciale occurrit, praeter ea quae de Abbatissis statim adnotabimus, a numer. 7; secunda conditio erat professio expressa in eadem religione. Circum interrogari potest an requiratur profession in eadem Provincia, vel domo, cum proportione, ita ut, sicut in Generali requiritur professio ejusdem religionis, ita, in Provincia, ejusdem Provinciae, in conventuali, ejusdem domus. Sic enim de Abbate senit Sylv. vest., verb. Abbaz, num. 2, et in castitis. Et favec jura antiquas, lb, quest. 2, ubi in cap. Abbatem, 2, dicitur: In monasterio illum rurum ordinarius, quem eibis de sua congregatione, etc., id est, de suo monasterio, ut sequentia verba declarant: Et possessionis dominus, de quibus paolo inferius; et in cap. sequenti, tunc solum permitturnur monachi eligere et alius monasteriorum, quando inter se optatam personam invenire nequeorint. Et fortasse olim quando monasteria monachorum ita erant inter se divisa, ut non effecerent proprium unum corpus, nec haberent unum superiorem communem, hoc erat in more postum, ut electio ficeret ex proprio monasterio, allegaturque tamquam ius ordinarium et commune, quod non liecabit pretermittere nisi in predicto casa necessitatis. Quamquam forte non huiusmodi, quia electio altera fere valida esset, quia non inveniems verba irritantia in antiquo jure, et aliquin cum electo futura esset communi consentia, saltem majoris partis, poterat communitates cedere juri suo; ipso pressumenda esset ex legibus causa et necessitate id facere, nisi opposum manifeste constaret.

3. Id nunc in religionibus virorum non postulatur. — Nota. — Nunc autem in religionibus virorum certum est conditionem hae non esse necessariam, sed solum ut electis ejusdem religionis sit, ut patet ex Clement. 1, de Elect., ibi: Ne religiosus aliquis in Abbatem vel Praelatum alterius religionis, vel habitus, vel professionis ergo ex vi illius textus solum est necessaria identitas religionis, professionis, et habitus; non ergo ejusdem domus, vel Provinciae. Expeimundus autem supra, cap. 3, numero undecimo, particulam de coetero, in eodem textum posita, quia ex ea intelligent illud esse juss novum; post illud autem non habemus juss quod majorem identitatem requir; ergo illa sufficet. Denique, usus omnium religionum ita receptum est. Nam religiones mendicantes, et aliae illis similares, tamen habent in se unitatem, ut distinctio locorum vulg. provinciarum valde accidentalis reputetur, idque nec in eligendo Provincialis consideratur, per se loquendo, ut ejusdem provinciae sit filius aut habitator, neque in Praelato conventuali, quod sit ejusdem conventus. Major hujus rei consideratio videatur conservatur in religionibus monasticis; tamen quod hoc fere redactae sunt ad eadem formam. Hoc ergo juss regulariter est commune
omnibus; ubi autem ex speciali regula aliquid siuin additum fuerit, observandum est.

4. Num tria habe, religio, professio, habitus, sint synonyma. — Potest autem circa dictam Clementinam dubitari, an illa tria verba, ejusdem religiosis, professionis, et habitus, equi- polleant, solumque sint posita ad majorem rei declarationem vel expressionem; an vero singula aliquid addant. Glossa enim ibi indicat hoc posterius: nam, si religio, inquit, sit diversa, ut Cisterciensium et Carthusiansium, quamvis fortasse professio sit eadem, non sufficiet. Sed quoad hoc duo non existimo unum ab altero separari, sed voce illas ut synonyma positas esse, et ita non sunt positas in eadem clausula, sed una in principio in ratiocine textus, altera inferius in ipsamet lege. Nonnumquam enim religio est diversa, quin professio sit aliquo modo diversa, saltem quoad obedientiam voto; tum quia fit diversis Praelatis non subordinatis; tum etiam quia sit secundum regulam, quam in diversis religionibus usque opertos sit aliquo modo diversa. Et praeclare traditio, quae etiam est de substantia professionis, necessario est distincta in distinctis religionibus: illa ergo duo equipollent in presenti materia.

5. Conscientia in habitu aut sit requisita in eligendo. — De alio autem termino, videtur certe potius ad addendum aliquid; nam contingit in eadem religione deferri diversos habitus in distinctis monasteriis aut provinciis, ut, verbi gratia, in religioni S. Francisci qui jam sine calceis incedunt, et asperiori ac viliori habitu utuntur, quam alii; et ideo, licet sint ejusdem religionis, non tamen videtur esse ejusdem habitus cum aliiis, Conventualibus, vel de Observantia. Et in alii religionibus, ut Trinitatis, verbi gratia, aut canonicorum regularium, magna varias in diversis regionibus usque conspiciuntur, non solum in colore, sed etiam in figura. Videtur ergo in predicito textu requiri, ut eligendus in superiorem sit non solum ejusdem religionis, sed etiam ejusdem habitus intra illam. Quod patet ex contextu, nam statim a principio sub disjunctione dicitur, non esse ratione conscientium ut homines disparis professionis, vel habitus in eadem monasteriis socientur; et ex hac ratione conclusitur, utramque conditionem postulandum esse in Abbate, seu Praelato medio. Hec vero expositioni difficilis est, nam ex illa sequitur, in religione S. Francisci, aut Carmelitarum, verbi gratia, non esse validam electionem, si aliqua ex eadem religione, di- verse tamen familiae, gestantis distinctum habi- tus, eligatur. Consequens videtur falsum, et contra usum. Confirmatur, nam in eadem religione contingit esse varietas in habitu quoad colorem album vel nigrum, ut de ordine S. Benedicti dicitur in Clement. Ne in agrO, § 4, de Statu monachi., et tamen ita non obstat quominus gestans habitum diversi coloris possit in Abbate eligi, ut ibi glossaFuture, dicens hanc diversitatem esse accidentariam.

6. Affirmandum de conscientia substantiali, qua semper arguit identitatem religionis, non de accidentali. — Ex haec igitur glossa, et que circa illam a Doctoribus notantur, colligere possimus, convenientiam quidem in habitu esse necessarium ex parte eligendi in Praelatum; haec enim in dicto textuo expresse postulatur; potest autem diversitas in habitu esse quasi substantialis, quae ut mihi videtur, semper supponit diversitatem regulae, et consequenter etiam religionis. Tunc enim mutatio in habitu aliquot religionis censetur substantialis, quando est contra dispositionem regulae, ut significavit Panormitanus, in dict. Clement. 4, num. 4; ergo, ut varietas in habitu censetur substantialis, necesse est ut ex diversitate regularum procedat; nec potest alia ratione commode discerni substantialis varias ab accidentali in ipso actu; tunc ergo distinctio in habitu merito impediet electio- nem. Accidentalis autem distinctio in habitu erit, sive sit in colore, sive in figura, quae non fuerit contra regulam, sed sub eadem permit- tatur; illa ergo non impediet electionem, et de haec procedunt exempla superius, numero precedenti, adducta. Et ratio reddi potest, quia illa varietas non est distinctio in habitu simpliciter, sed tantum secundum quid, et ideo non repugnat predicto textui. Ex qua interpretatione conclusitur, identitatem habitus in rigore non addere conditionem diversam ab identitate religionis, sed per eam explicari, ad unitatem religionis requiri aliquam formitatem in habitu, saltem substantialem. De quo iterum dictum infra, tractatu sequenti, de Varietate religionum. Addo vero, ubi contigerit electum esse diversi habitus accidentaliter, quamvis electo valida sit, nihilominus esse juri conscientium, ut, durante illo munerem, se conformet alius in habitu, saltem superiori; ne inter caput et membra diversitas appareat, argumento cap. Deus qui, de Vita et honest. cleric., et cap. In mona, 16, quest. 7, ibi: Constituentes ut hi, qui in administra-
LIB. II. DE RELIGIOSIS QUATENUS PRÆLATI SUNT, ETC.

7. An deciso Clementinae a num. 3 explicatur procedat de electione monialis. — Resolvius affermavit. — Decretum Tridentini pro electione monialis. — Tandem dubitari potest an deciso illius Clementinae circa secundam conditionem locum habeat etiam in monialibus. Ad quod respondendum est affirmativa cum glossa ibi, et communi sententia; quia in his dispositionibus femininum sub masculino comprehenderit, ut in superioribus diximus. Expressi vero hoc statuit Concilium Tridentinum, sess. 23, cap. 7, de Regular., ubi postquam nonnullas conditiones posuit observandas in ea, quae in Abbassiam eligenda est, subdit: Quod si his qualitiatibus non reperiat in eodem monasterio, ea alio ejusdem ordinis eligi possit. Quae verba imprimit supponunt, in monasterii monialium, per se loquent, et quod fieri possit, observandam esse ut de eodem monasterio Abbassisa eligatur. Deinde, in casu necessitatis, solum conceditur ut de alio monasterio ejusdem ordinis eligi possit; est ergo hoc substantiale.

8. Expenditur predictum decretum de aetas et antiquitate monialis eligendorum. — Circa hoc autem decretum, primum observare oporet, duas conditiones addidisse ibi Concilium pro Abbassissa et Priorissis, etc., quae in viris necessario non sunt, scilicet, aetatem quadrigramta annorum, et octo annos religiosae vitae post expressam professionem eis; ut enim supra, c. 3, n. 7, diximus de Generalibus religionum, ita etiam de Provinciis, et Conventualibus Prælatis virorum, nullum est jus quod in eis dictas conditions requirat: decretum autem de feminis non comprehendit viros, ut supra etiam ostensum est. Tantum ergo in prefectis feminarum illæ duæ conditiones speciali jure requiruntur, et utque addita videtur a Concilio Tridentino. Nam, quod ad aetatem attinet, licet olim Gregorius Maximiano Episcopo scripterit, ut non permitteret Abbassisas nisi sexagenaria fieri, lib. 3, Epist. 41, cap. IV. sext. 20, quæst. 4, tamem illud non quam fuit pro jure receptum, posteaque Bonifacius VIII, in cap. Indemnitatibus, de Elect. in, 6, solum aetatem triginta annorum completorum requiravit. Concilium autem Tridentinum, quasi medium tenens, et quia experimentia forte monstravit, in feminis sicut fortiæ max quam sexagenaria necessaria est, ita maturom quem tricenarium requiri, qua
draginta annorum aetatem postulavit. De altera vero conditione antiquitatis professionis, nihil invento antiquiore jure, nec similii, nec dissimili definitum. Hæ autem duas conditions non declarantur a Concilio tanquam substantiales, nec irritatur electio alter facta, sed simplex prohibito ponitur, ut non eligatur, etc. ideoque si aliqua electio facta sit iuxta commune jus, licet illo duæ conditions non serventur, non erit electio irrita ipsa jur; sed ad summum irritanda. Præterea, illæ conditions non ponuntur a Concilio ut simpliciter necessarie, sed, si servari potuerint; aliqua concedesit ut aetatis triginta annorum, et post quinquennium a professione eligi possit. Intelligo autem, illæ conditions servari non posse non solum quando in nulla religiosa ejusdem monasterii inveniuntur; sed etiam si inveniantur in aliquibus vitae landabilis, si non hабeant qualitates aliquas ad gubernandum necessarias; ita enim intelligendum est Concilium cum dicit: Si his qualitibus non reperiatur in eodem monasterio, siclicet, apta ut ad electionem; clarum est enim illæ solas qualitates non sufficerne ut personæ sit digna, nec velle Concilium ut sine aliqua requisitis aliqua eligatur, etiamsi illæ conditions habeat. Et eodem modo intelligo quandam responsem Congregatio Cardinalium, quæ absolute habet, Abbassissam triginta annorum, et quæ per quinque annos solos sit professa, eligi non posse, si in monasterio est aliqua monialis quadrigranta annorum, et quæ jam non esset professa; subintelligendum enim puto, dummodo aliqua electio ad gubernandum apta sit et sufficiens, nam hoc ex natura rei necessarium est. Addit vero idem Concilium, ut sine illæ eligi possit, oportere ut non possit commode ex alio monasterio cum illæ eligi, quod committit judicium superioris, et hic Congregatio Cardinalium in predicta responsioni addidit: Aut in aliquo monasterio eodem ordinis vicino, ipsis qualitatis inventur; ut exinde particularum illam vicinum, quæ addita est verbi Concilli, fortasse ad declarandam distantiam loci sufficeret, ut electio non posse commode ex alio monasterio fieri; quanta autem sit illæ distantia, superiori judicabit.

9. Notandum preterea est aliius responsum eorumdem Cardinalium, quod variis ac fide dignis testimonii ad nostras manus perveniit, sub his verbis: Abbassisa, licet per quinquennium non manuerit in religione, dum tam excedat triginta annos, et id fact ad requisitionem suarum monialium, de licentia secundo di-
CAP. VI. DE ELECTIONE ALIORUM

PRELATORUM INFRA GENERALEM. 123

gnitatius cathedrales et eorum superioris regulatius, dummodo laudabiliter anno superius se geserit, debet confirmari per biniemum in officio. Quod si ad confirmationem dictae Abbatis desset superiorum regularum licentia propter absensionem, servat illa quae hoc capite prae scriptum est, ad dictam confirmationem procedendum est. Quod responsuum imprimit intelligo habere locum, quando dispositione Concilii Tridentini ad litteram servari non potest, quia non est verisimile per illa derogari, vel aliqua ex parte dispensari in Concilio, si observari potest. Solum ergo habet locum quando nec quadrangaria cum octo annis professionis ejusdem monasterii et communis commode ali- gi potest, nec etiam in monasterio inventur aliqua triginta annorum statis, et habens quinque integros annos professionis sequae digna, et apta ad illud regimen; nam si bujusmodi inventiatur, non video cur alia admittenda sit. Imo etiam in eo casu necessitatis, censeo il- lam declarationem factam esse auctoritate Pontificia, quia sola scientia, sine potestate, ad illum non fuisse sufficient, quia quia est quai- si nova lex in casu a Concilio onisio, nihil enim Concilium providit pro eo casu, in quo non inventur aliqua triginta annorum, habens quinque annos professionis; tum etiam quia ibi postulatur licentia secundae dignitatis cathedrales, et superioris regularis, si commode haberi possit, et solum conceditur ut ad biniemum confirmari valeat. Quae omnia non pertinere ad doctrinalem interpretationem, sed authenticam et potestativam, ut sic dicam; ideoque, ut illa declaratio ad usum applicari debeat, observare oportet an sit universaliter facta pro tota Ecclesia, et an sit satis promul- gata ut habeat vim legis. De quibus mihi nunc non constat; credo tamen saltem observari posse utibis oppositum non constiterit, nam con- tinet quasi epikielam per se satis consentaneam rationem, et habeat sufficientem auctoritatem.

10. Justa hoc responsuum, non tam exiguitur monialis antiquitates quam atias.—Ex hac vero declaratione constat, antiquitatem professionis non esse reputatum a Congregatione Cardi- nalium tam necessarium conditionem, sicut statum completam triginta annorum; nam alias casus omnibus etiam in Concilio esse pos- set, in quo nulla monialium existentiam in monasterio, et apta ad gubernationem ejus, habet triginta annos statis expletos, et tamen in eo nulla declaratio vel epikeia facta est, ideoque in tali casu nulla eligi potest minoris statis, etiamsi per plures quam octo annos religiosa fuerit; sed in eo casu aut ex alio monas- terio ejusdem religionim assumenda erit Abbatissa, etiamsi difficultates aliquas superare, vel aliquid incommodi ferre necessarium sit, vel certe dispensatio erit a Summo Pontifice postulanda. Sed quid si due apte ad dictum officium concurrent, altera quadrangaria, nondum tamen habens quinque annos professionis; altera vero habens illos completos, vel etiam octo, nondum vero attinges quadragesimum annum statis, licet excedat trigesi- mum? Videetur enim hee posterior preferenda, quia habet aliquo modo completam utramque conditionem a Concilio postulatam; priori vero una conditio omnino deest. In contrarium autem est, quia Concilium per se primo requirit statem quadranginta annorum, quae conditio completur in priori, et non in posteriori, et aliquando conditio statis magis desideratur, ut notandum est; ergo videtur preferenda prior. Milii videtur negotium arbitrarium, quia revera se habeant tanquam excedens et excessum, et ideo censeo preferendam esse illam, quo ob alias conditiones dignior reputata fuerit; si autem fuerint sequales, excessus statis videtur preferendus ex genere suo, propter rationem factam, et quia in jure magis consideratur quam alios. Dico autem ex genere suo, quia tam parvus esse posset excessus statis, et tantus in antiquitatis religionis, ut hic preponderaret; superior ergo prudenter hoc dijudicabit. Hinc tamen colligimus, quotiesquequum nulla est habens integras illas conditiones quadranginta annorum statis, et octo professionis, illam esse ceteris paribus, preferendam, quae plus de illis participaverit. Ut si sit aliqua habens quadranginta annos statis, et quoniam professionis, in dubio esset preferenda aliis non attingentibus ilium statem, neque habentibus octo annos professionis; et sic de aliis. Quamvis enim dici possit, Concilium solum assignasse illa tempora certa, et ideo, si non expleantur, nihil referre quod ad illum magis, vel minus accedatur, et similiter duas illas conditioessimul postulasse, et ideo, si simul non conjungantur, unam vel alteram nihil conferre; nihilominus negari non potest quin et conditioni statis majoris triginta annorum sequite spectata necessaria sit, et quod juxta intentionem Concilii, major participatio illarum conditionum, ubi integre haberi non possunt, ceteris paribus, reddat personam in hoc munus digniorum.

11. Quorum conditionum defectu posse, ant
stat in religionibus virorum, non monialiam requiri, quia nec feminae sunt capaces ordinis, neque illa indigent ad suaum modum praestationis, cum non consistat in potestatum jurisdictionis spiritualis, sed tantum in dominatura, seu materna. In religionibus autem virorum ita necessaria est ad inferiores praestationes, sic aut supream; nam juras que adducimus, de conventualibus Abbate sua superiore precise loquantur. Quarta conditione erat ut sit legitimus; quam certum est etiam postulare ad praestationem provincialia vel conventualia, imo ad quodcumque munus religionis habere jure ordinario-spiritualium jurisdictionis. Nam cap. 1, de Filiiis presbyterorum, hoc omnino complectitur, ut latius Sylvester. prosequitur, verb. Prelatus, numero tertio, et verb. Election, q. 14, n. 15; et Angel., eod. verbo, numero vigesimo tertio. Dubitari autem potest an habe conditio etiam in Abbatisse requisitum. Et ratio dubitandi est, quia eum praelatio non consistit in spirituali jurisdictione; sed ille defectus originis solum impedit ex vi juris canonici aut ordinem, aut spirituali jurisdictionem; ergo. Major sepe est in superiores tractata, praesertim cap. 1, num. 3; minor ex jure constat, quia nullum decreto afferti potest, in quo impedimentum illius amplius extendatur. Et confirmatur maxime et toto titulo de Filiiis presbyterorum, in quo de filiiis tantum sermo est. Et licet sub nomine masculino solemne feminam comprehendi, tamen id potissimum habet locum in favorabilius, non autem in odio, nisi vel alie circumstantias, vel saltem omnino identitas rationis ad illum sensum cogant; hanc autem nec est similis ratio, ut explicitum est, nec circumstantiae alique ad illum extensionem faciendum inducant. Imo, si consideretur verb. cap. 1 de Filiiis presbyterorum, aperte videratur determinari ad solos masculos; nam prierius dicitur ut filii illegetimi non ordinetur, nisi religiosi fiant, et deinde additur: Praestationem vero nullatenens habeant; loquuntur erga de filiiis ordinis capabiles, vel (quod idem est) de praelatione propriae dicta, quod ideo quum presupponit aut requirit. In religiis autem textibus fere sermo est de filiiis presbyterorum quatenus ad dignitatem, personam, aut beneficiosa ecclesiastica curam animarum habentia, admissi non possunt sine dispensatione Pontificis, præsertim in illis Ecclesiis ubi patres eorum beneficiarum haberent, de quibus etiam solis sit Congilium Tridinium, sess. 25, cap. 15, de Reformat. Constat autem offi-
cum Abbatissa nec dici posse beneficium eccl.

essem Abbatissam; tenet glossa in cap. Inde-

nitiatus, § 1, verb. Canonica, de Elect., in 6.

Sequitur Panormit., in cap. Cum in consulis, 

de Elect., n. 6; et Felin., cap. Meminimus, de 

Accusat., numero quarto, quam esse commu-

niter receptam, et in praxi servatom testatur 

Navar., Comment. 2, de Regul., numero sexa-

gerimo; Majolus, lib. 1 de Irregul., cap. 29, 

numero decimo, citans Tabien., verb. Dipec-

satio, 5, vers. 21. Qui tamen non fundatur 

nisi in cap. 1, de Filii presbyterorum, quod 

generaliter statuit, filium illegitimum esse in-

habilem ad ecclesiasticas praelationes; munus 

autem Abbatissae inter praelationes computa-

tur, ut notant Doctores, in d. cap. Indemnita-

tibus, § Verum, ex textu ibi: Ut a dignitate 

dejicierat adeptum, ubi Geminianus, in 3 no-

tab., et Abbas, in cap. Quia propter, de Elect., 

numero octavo, ubi propterea omnes docent 

in electione Abbatissarum servandam esse 

formam illius textus, quia sub nomine praela-

tionis comprehenditur. Et licet D. Thomas, in 

d. 25, q. 2, art. 1, ad 2, dicat Abbatissam 

non habere praelationem ordinariam, statim 

tamen subdit, habere quasi ex commissione; 

habet ergo aliquo modo sufficiente ut sub ge-

nerali nomine comprehendatur. Praeterea 

non obstat nomen filii masculini generis, quia 

in aliis similibus dispositionibus juris sibi ea 

voce feminae comprehendatur, presserim 

quando lex est favorabilis religioni, etiamas 

fortasse sit onerosa privatae personae, ex Cle-

men. 1, cum gloss. ibi, verb. Homines, de 

Elect., et in cap. Generalis, verb. Universos, 

de Elect., in 6; hujusmodi autem est dispositio 

illius cap. 1. In quo etiam non deest simil-

tudo rationis, quia munus Abbatissae etiam 

computatur inter dignitates ecclesiasticas. Et 

ad hoc confruam sundo induci potest declaratio 

Sixti V, quae alias posset in contrarium objici; 

cum enim contra illegitimos rigorosum res-

criptum edissent, postea in declaratione ad-

dit: Ceterum, quae a nobis circa religiosos vi-

ros in prefata constitutione sacrata sunt, ea 

negququam volumus ad moniales num espendi. 

Quam declarationem ideo necessarium reputa-

tur, quia non ex vi verborum, sed ex pecu-

liari intentione, et benigne prae seu videba-

tur profecta. Quamvis enim prima sententia 

in rigore juris facile defendi possit, quia re-

vera ex illo sufficienc non convincit hanc 

opinio, nihilominus in praxi non censeo rec-

dendum ab hactententia, quoniam sicut com-

muniur, ita securior est.

15. Sed dicunt aliqui, hanc maculam per
professionem religiosam tolli, nam in viris irregulatias ad ordines tollitur per professionem religiosam; ergo etiam in feminis aliqua inhabilitas tolli debet; in eis autem non est irregularitatis ad ordines, qua tolli possit; ergo tollere saltem hec inhabilitas ad praetationem. Sed hoc non recte dicitur; nam professio sola sua vi et natura non tollit hec impedimenta, ut in superioribus tetcimus, et per se satis notum est; tantum ergo tollit quantum a Pontificibus est concessum, et ideo in viris professio tollit irregularitatem ad ordines, non vero ad praetationes, quia utrumque statutum est in dict. cap. 4, de Filiiis presbyterorum. Quod autem in feminis professio tollat inhabilitatem ad praetationem, nullo jure aut privilegio concessum est; ergo proprie ilam congruentiam vel equiparationem non potest hic effectus tribui professioni monialium; neque etiam est similes ratio, quia per hanc inhabilitatem non impeditur feminam ab aliqibus actibus spiritualibus, et ad cultum Dei pertinentibus, qui per feminas exercer possit, sicut impedimentum in irregularitatem ab ordine.

16. An corrupta posit eliun in Abbatissam. — Quod de alis defectibus cum viris communitibus. — Denique addunt predicta glossa, Pannonianus, Felinus, et alii, non posse eligi in Abbatissam, quod fuerit corruptus, etiam si sit vidua; quod solum probant ex cap. Juvencales, 20, quest. 4, ubi Gregorius precipit eliun virginem sexagenariam. Verumtamen caput illud, quod una partem, scilicet, quod sit sexagenaria, receptum non est in vico legis; idem ergo de altera parte responderi potest; unde Archidac. et Hugo ibi diu it ille ilud interdum non observari; nam, licet decentissimum sit ut virgini non presse nisi virgo, ut ita non solum verbo, sed etiam opere ac perseverantia sit aliis exemplum virginatis; nibilominus aliquando potest expedire viduam eligi, quamvis tunc consequeranda seu benedicenda non esset, ut notat etiam glossae in Clem. Attendentes, verb. Rationabilis, de Stat. moch.; quae tamen indicat etiam in eo causal necessitatis necessarium esse dispensacionem, quam etiam indicat posse concedi pro aliquem Praetatum presbidentem electioni, verbi gratia, Episcopum, vel episcopalem jurisdictionem habentem; quod mihi est probabile, quia illa prohibitio, quam Gregorius fecit cuidam Episcopo, non est cum tanto rigor proposita, ut ab illo extulerit potestatem dispensandii in casibus reversa necessariis. Sed in hac re potissimun censoo standum esse consuetudini. Riqua, qua de aliis defectibus seu impedimentis ad lujsusmodi praetationem, ejusdem fere rationes sunt cum his, quae de viris diximus, et de illis videri potest late Majolus, dict. lib. 1 de Irregularitate, cap. 29.

17. Tractantur conditiones ex parte eligentium requisitas. — Prima condition, ut eligendi officium sit pene congregacionem. — Jam dicendum est de requitus ex parte eligentium, in quibus eadem, qua de Generali diximus in cap. 4, cum proportione servanda sunt. Nam imprimit uniuseque ejus electo ad congregacionem proportionatam pertinet; electo enim Praelecti conventualis jure communi ad conventum pertinet, argumento cap. 1, de Electione, et expresso habetur in cap. Cum dilectus, de Consecutuine, et 48, quest. 2, per multa capita, et fere ex natura se reque, supposita provisione futura per electionem; et saltem constat, nisi jure aliquo positivo aut consuetudine praescripta alius jussi eligendi concessum sit, ex natura rei in ipso corpore communis talis juus residere. Affirmat autem Naborrux, comment. 3, de Regular., numero secundo, hoc jure constituendi Abbates magna ex parte reservatum esse Summis Pontificibus, vel facultatem presentandi illos nonnullis principibus esse concessum. Sed hoc intelligendum existimo de his, qui vel regulam in suo rigore non observant, vel secundum aliquam reformationem regulariter vivunt; nam in religiosibus observantibus ac reformatis, electo juxta communi consuetudinem per conventum fit, et ita est observandum, nisi aliam constiterit de jure speciali. Unde fit, idem proportionaliter esse dicendum de electione Provincia; quamvis enim juus commune de illis uilib specialiter disponat, constat eadem esse rationem, seu proportionem provinciae, seu capituli provincialis ad suum Praetatum, qua est conventus localis ad suum.

non habeat, oubi tamen potest an illæ religiosæ, quæ inter eis laicæ vocantur, quia nee voluntar, nec ad officium chori deputatur, an (inquam) vocem habeant in bujusmodi electione. Sed de hoc nihil invenio vel in jure, vel in auctoribus, et ideo dico breviter, si illæ non sint vere professiones per tria vota solemnia, jure communi exclaudi, cap. Indemnitatisbus, de Elect. in 6. Si autem sint vere religiosæ professiones, nullum invenio juss quo excludantur; nam illæ similitudo vel proportio ad religiosos eligentes, qui debent esse ordinati, non sufficit, neque aliquld referat ad jus in haec re constituendum. Non repugnat ergo admitti, an vero admissend sint, ex consuetudine vel ex jure speciali pendent, et regulariter observari existimo ut non admissantur. Postulatur præterea in dict. cap. Indemnitatisbus, sta duodecim annorum electorum; sed ilud procedebat juxta antiquum jus. Hodie autem cum majora sta requisitam ad professionem emittebant, constat etiam ad eligendam majorem stiam requiri, scilicet sexdecim annorum electorum. Major autem necessaria non est, quia neque ad professionem emittebantur, nec per jus aliquod per se postulatur; nec etiam petitur ut, post professionem, aliquod tempus ante electionem intercesserit. Unde etiam necessarium non est quod professio diem vacationis antecesserit, sed sufficit ut ante electionem legitime facta sit. In viris autem nihil invenio specialiter de stiate dispositionem, et ideo quæ sufficiens est ad ordinem sublaionatus, sufficient etiam ad eligendum. De quo visider potest Sylvester, verb. Electio, 1, per priores quattuor questiones. 19. An patronus requiratur ad eligendum.—Pars negativa est. —Tandem inquiri solet an patronus possit habere jus eligendi simul cum religiosis. Faciunt enim dubitationem verba Pelagii Pape, in cap. Abbatem, 2, 18, q. 1: In monasterio (inquit) illum volumus ordinari Abbatem, quem sibi de sua congregatio, et monachorum electio, et possessionis poposcerit ordinari. Per quæ verba videtur jus eligendi patrono tribui; ubi glossa alia juram in eamdem sententiam refert. Nilominus dicendum est, patronus non possit habere jus eligendi, tum quia, si est laicus, non potest habere jurisdictionem ecclesiasticam, nec propriam administrationem; si vero non sit professus ejusdem religionis, etiam si sibiiceps, non potest eligere Praelatum regularem, juxta cap. Ex eo, et cap. Indemnitatisbus, de Elect. Et haec est sententia communis, quam tenet glossa, in d. cap. Abbatem; glossa, in cap. Quod sicut, verb. Impeditus, ubi Abbas, n. 6; idem in cap. Cum terra, n. 2, de Elect.; idem Pronormitanus, in cap. Nobis, de Jure patronatus. In quo textu expresse est hoc declaratum, et per illud explicandum est d. cap. Abbatem; ait enim: In conventualis Ecclesia non electioni Praelati facienda, sed jam factœ honestitœ praestolatur assensus; non ergo eligi patronus, sed electioni factœ praebet assensus. Quod etiam in d. cap. Abbatem insinuat, nam electo tantum dicetur esse monachorum; patronus autem simul cum illis possere electum. Dices aut hoc nihil conferre patrono, aut idem habere incommodum; nam vel cogitur patronus praebere assensum, et inutile est illa ceremonia; vel potest sua voluntate rumpere electionem, et hoc majus est incommodum. Respondetur primum, illud esse quoddam genus gratitudinis, recognicionis et honoris, quod inter homines plurimum estimatur. Deinde, si patronus legitimam causam proponat, ob quam non praebet assensum, audiendus est; et si causa sit sufficiens, superior non confirmabit, sed cassabit electionem; sine legtimata autem causa nihil obstabit patroni dissensus, et ita nec est inutilis huc potestas, nec incommodum afferit. Quamvis autem hoc ita sit jure communi, specialia jura legitime confirma qua spectanda etiam sunt, et landabilis consejududo servanda. Nuncum tamen poterit consuetudine introduci, ut jus eligendi Praelectione acquiratur laico, aut non pro pessso, nam est contra canones ecclesiastici, et contra ecclensticam utilitatem ad disciplinam, et ita sunt tium doctores citati, et Navar., Comment. 3, de Regul., numero sexagesimo. 20. Ultimæ conditio, ne sint consensus. —Ultimo, neccesse est ut hi electores non sint per censuram ecclesiasticam impediti, aut voto privati. De hoc autem impedimento sufficiens superius dicta, cap. 4, num. 9, quoniam ejusdem rationis est in omnibus electionibus, sive majorum, sive minorum Praelectione, et pro omnibus consulenda est doctrina de Censuris, ut illo cap. 4, n. 9, jam citavitum, nam ex ea constat per quam suspendatur quis a potestate eligendi. Videriique possint Sylvester et Angelus, et alii Summiste, verb. Electio. Inquiri etiam hic possit, an moniales per censuras interdictae, aut suspensa, priventur etiam haec potestate eligendi, mediate aut immediate; in materia de censuris sufficienter tactum est; et ideo de his electoribus haec in presenti sufficient.
21. De forma servanda in dicta electione. —

22. Ostenditur tandem tertia pars assertio-nis positio in n. 1, de creatione Prelati absumptione electione. — Quod ex parte providentis regiratur; quid item ex parte provisii. — Quod ex parte formae, seu modi providendi. — Ultima pars assertionis restat de modo creandi hujusmodi superiores absque electione, per solam provisionem, aut nominacionem superioris Prelati. De quo genere provisionis, quantum ad usum ejus spectat, cum præter jus commune sit, nihil aliud dicere possumus, nisi tantum ibi servari posse ac debere, ubi speciali et approbato jure fuerit institutum. Qua lege supposita, ex parte eligentis seu providentis necessarium est, ut habeat suam potestatem non suspensam, neque impediat. Et quia talis potestas annexa esse debet praetiationi ejusdem religionis, ut supponimus, omnes condiciones, quae ad talem praetiationem necessarie sunt, ad illam requiruntur. Ex parte vero ejus qui providendus seu instituendus est in Prelatam, omnes condiciones supra posite, in cap. 3, ex parte eligendi, necessarie sunt, quia ille non postulatur propter specialimodum electionie, sed propter praetiationem ipsum; ut, verbi gratia, quando jus disponit ut nemo eligatur in Prelatum religionis, nisi expresse professus, professio non petitur propter modum electionis, sed ut persona sit capax praetiationis; unde, quantum ad hoc spectat, cum dicitur, non eligatur, perinde est ac si diceretur, nos promoveret, idemque de ceteris conditionibus illo capite positis intelligendum est, juxta communem et certam sententiam. Neque ulla ratio dubitandi occurrit: nam quod jus utatur verbi eligatur, solum est quia secundum commune jus ille est ordinarius modus promovendi aliquaue ad hanc dignitatem; aliquando vero utatur verbo assumendae, ut in cap. Tuam. de Civitate. et qualitate, ubi, posuit in Abbatem assumti, quia revera, ut dixit, non respicient viam (ut sic dicam), sed terminum, id est, conditiones que decent talem personam; unde hae, quae diximus, potissime intelliguntur de quacumque institutione, seu collatione praetutnam; nam ad postulationem, per quam non acquiritur jus postulato, non requiruntur ex parte ejus, qui postulatur, omnes conditions necessarie ad praetiationem habendam; nam satis est quod si aliqua deficiat, possit in ea dispensare ille a quo fit postulatio, et quod ratio sufficienti ad dispensandum intercedat, ut latius tractatur in tit. de Postulato, Prelate, et a Summi, verb. Postulatio. Denique circa modum seu formam providendi praetiationem absque electione, nihil circa hoc dicendum occurrit, nisi quecumque signa aut verba, sufficierent declarantia voluntatem superioris Prelati, conferendi alteri inferiori praetiationem cum actuali usu (ut sic dicam), suex exercitii ejus, sufficiere ad illam conferendam, eo ipso quod sufficierent proponitur ac promulgatur. Nec existimo esse necessarium addeare, quod requirat etiam subditorum acceptatio; nam, per se loquendo, non est necessaria nova acceptatio, sed sufficiat obbligatio obediendi, quam ex vi voti habent. Quanquam in hoc servanda sunt etiam jura specialia, vel honesta consuetudo prescripta. Sed de hoc modo providendi superioris religionis, quia inter omnes videatur esse proprius Societatis, ideo tractans in particulari ejus instituto, plura de illo dicimus, tract. 10, lib. 10, cap. 3.
CAPUT VII.

AN PRÆLATIO RELIGIONIS PERPETUA SIT, QUÀNTO TEMPORÉ DURARE POSSIT AUT DEBEAT.

1. Resolutio questionis, attento jure natūre. — Questio hæ tractari potest aut ex natura rei, aut ex jure communi, aut ex speciali. In primo sensu, non potest tractari de facto, quia pendet ex hominum arbitrio ac institutione, ut videbimus; et ideo ex sola rei natura non habet hæ prælatio, quod sit perpetua vel temporalis. Sed hoc solum ex natura rei ad illam consequitur, ut postquam semel collata est, auferri non possit juste intrà illud tempus, pro quo data est, nisi interveniente causa legitima et potestate, quia per collationem acquiritur in illam proprium jus, quo nemo potest sine causa privari; de quo alias.igitur ex natura rei uterque modus institutionis possibilis est, quia in neutro illorum per se est aliquid contra rectam rationem, et quia alii principatus et magistratus possent esse perpetuam et temporalem. Denique, quia in utroque modo possent esse multa commoda in ordine ad bonum regimin et quamvis habeant admiscum incommoda, vel non contra rectam rationem, vel non per se sequuntur, sed per accidens, necessarioque sunt in rebus humanis toleranda, quia non possunt omnia vitari et praecipuum punctum humanæ prudentiae est tunc id eligere, quod minus habet incommodo. Unde oritur quæstio, quæ illarum institutionum ex natura rei magis expedit religiosisorum gubernationi; de qua dicam in n. 9, expeditia alia membris propositis.

2. Resolutio ejusdem, attento jure communii — Secundo igitur dicendum est de jure communi. Omitto autem divinum, quia de hac materia in particulari nihil divinum jus statuit, ut sepe in superioribus tactum est, et per se est evidens, quia scriptum, nec traditum ostendi potest. Imo, probabiliter existimo in universa Ecclesia Catholica nullam prælacionem esse ex divino jure absolute perpetuum, ita ut non possit quia ea invitus priari, vel sub ea lege haberi; nisi solus Pontificatus Summus: sed de hoc alias (t. de Fide, d. 10, sect. 3). Igitur, loquendo de communi jure ecclesiastico, Navar., Comment. 3, de Regular., num. 3, affirmat; monasteriorum Praetatos vel prælatas, secundum ius commune et regulam debere esse perpetuos; id igitur non probat nisi ex codem textu, quem commentatur, c. Nullam, 18, q. 2, ubi dicitur nullam potestatem relinquentibus chris expellendi Abbatem, aut sibimet alium ordinandim; quod non alia ratione dici potest, nisi quia Abbas ex vi juris perpetuus est. Et hoc ideam supponitur toto titulo de Statu monarchie. Verumtamen duobus modis intelligi potest hanc perpetuatem esse de jure commune, positive sicelict, seu definitivum; aut negativum tantum, vel (ut igitur) præsumptivum. Prior modo, non inveniens ius aliquid positive definiri ut hæ prælationes perpetuas sint, nec Navarrus illustr addebat. Nam illud cap. Nullam solum statuit, ut monachi non possint deponere Abbatem pro arbitrio suo, aut alium creare quando voluerint, quod longe diversum est; nam, licet prælatura sit temporalis, non poterit deponi Praelatus arbitrio subditorum, sed definito tempore a lige, seu statuto, vel ipso jure additum officium, vel tenebitur renuntiare, et ad id cogi poterit juxta constitutionem tenorem. An vero possit Praelatus sub ea conditione creari, ut tantum duret in officio ad arbitration subditorum, infra a numero quarto videbimus. Neque etiam in toto titulo de Statu monarchorum aliquid inventum, quo hæ conditio perpetuatis pro hoc munere decernatur ac præscribatur.

3. At vero alio modo negativo verum esse videtur ex vi juris communis hanc dignitatem esse perpetuam. Primo, quia illud jus non vetat quin perpetua sit, sicut etiam non prohibet esse temporalem. Secundo, quia semper loquitur de hæ dignitate taque de perpetua, et quæ de illa statut, perpetuati congruunt, quia nimirum illam conditionem supponit. Unde fit tertio, ut virtualiter illam approbet ac defendat, qui videtur esse proprius sensu dicti cap. Nullam; declarat enim, postquam religiosi sibi eligunt aliquem in Abbatem absolute, et simpliciter, ac sine ulla temporis limitatione, talen Praelatum ita esse perpetuum, ut non possit ab inferioribus deponi. Liberum enim eis fuit potestatem in ipsos dominandi tradere; postquam autem absoluta dederunt, auferre non possunt. Atque hic videtur fuisse mos antiquorum monachorum, ut colligitur ex decretis et historia supra adductis, et ex Concilio Moguntino, c. 11, ubi dicitur, Abbatem non posse etiam suo arbitrio locum suum relinquere, sed cum permissione Episcopi. Et ex Concilio Triburiensi, sub Adriano II, et alius, quæ statuant, Abbatem solum propter crimina, vel defectus in regimen, posse suo munere privari; et ex Regula S. Benedicti, cap. 2 et 64, colligitur.
Abbatem ex vi sue Regulae esse perpetuum; nam, licet hoc expresse et in actu signato (ut sic dicam) non dicatur, tamen nullus ei praefigitur terminus, et tanquam de perpetuo de illo tractatur; hac ergo ratione magis digni positur duratio perpetua, quam temporalis hujus praelationis esse de jure communis, preseruim antiquo; quia prae suspensivo saltum fere sempere de illa tanquam de perpetua loquitur.

4. Quid de juribus specialibus.—Tertio nihilominus secundum specialia jura religiosarum multa est in hoc varietas. Nam imprimis superiorum Generalis frequentissimus temporalis est, et majori vel minori tempore durat: in religione Minorum et Carmelitarum per sexennium; in multis alius monachalium solum per triennium; in aliquibus vero religionibus perpetuus est, seu ad vitam, ut in religione Carthusianorum, Praedicatorum et Societatis; religio autem S. Augustini quodam medium observat ad hoc usque tempus; nam vivente Generali, capitula generalia celebrant, in quibus de reitino eodem Generali et novo creando suffragia ferunt. Unde videntur non posse rationabilis causa mutationem facere, atque ita Generalis esse perpetuum, tamen sub ea conditione ac modo, ut ex prudenti arbitrio religionis cessare valeat. Reliqui autem Praelati omnes inferiores in omnibus religionibus temporales sunt, juxta propria constitutiones, ordinaciones, ant Apostolica indulgula, ut ex usu constat, et unicaque videre licet in propriis institutis. Solum in ordine Carthusiensi Priores durant perpetui; et fortasse in aliquibus particularibus monasteriis aliorum ordinum, preseruim monialium; et ubi fuerit illa consuetudo vel institutio, servanda est. Horum autem omnium rationem et modum explicare nunc non est necessese; de nostro autem peculiari, in fine hujus operis diecumus, tract. 10, lib. 10, cap. 2 et 3, et in eum locum reservamus questionem, cur Generalis Societatis perpetuum sit.

5. An expedita Praelatos localis non esse perpetuos. — Negat Niss., et probat primo ad incomm.— Secundo, a consuetudine, et comodis perpetuus.—Ex congruentia.—Hic vero de predicto communi usu religionum, preseruim quoad Abbates et Priores conventuales, videndum est un conveniunt ratione fuerit introductus. Navarrus enim, dict. Comment. 3, num. 3, dicit, nonquam sibi persuadere potuisse animarum salutis et tranquilitati expedire, Abbates seu Praelatos, qui secundum jure commune et Regulam debent esse perpetui, fieri triennales a capitulo eligendos. Idem ait cons. 7, de Statu monach., num. 8. Movetur ex commodis qua inde regulariter orintur. Primum, quia inde fit ut Praelati quoddammodo a subditispendente, et consequenter fit ut vigor et auctoritas Praelati plurimum minatur; nam, ut dicitur in dict. cap. Nullan, nulla auctoritas remanebit Abbati, si monachorum potestati coeperit subjicere, et ut dicitur in cap. V isis, 16, quest. 2: Humani moris est illum vereri, cajus judicio et voluntate nunc crigeris, nunc deprimeras; temporales ergo superiores versatur potis quam domiminent subditis, a quibus deprimi et erigi possunt. Secundo, quia ex hac vicisitutus oritur imprimit multis urborum ambitio, quae pestis est religiosis, et religiosorum occultos excoceat, ne sui status obligationem agoscant, ut dicitur in cap. Quorumdam, de Elect., in 6, ex qua ambitione subsequetur enervatio discipline; nam qui eligi cupiunt, multa dissimulant, ut gratos habeant suffragatores. Sequuntur deinde subornationes, collusiones, imo Simonice, et conventioles, odia, et dissidia intestina, mormurationes, et similia, quae Navarrus, dicto loco, late sequiur. Quae omnna maxime confirmantur ex antiqua consuetudine et jure communi; non enim &c causa antiqua consuetudo habuit, ut Abbates essent perpetui. Favet etiam universalis Ecclesiae consuetudo, quae habet ut Episcopi, et alii Praelati Ecclesiastorum secularium perpetui siuit, adeo ut translationes Episcoporum per se ac regulariter Ecclesiae displiciunt, quia utilius creditur ut idem Episcopus in eodem Ecclesia perpetuo maneat. Ex quo intelligitur non solum per accident, ob incommoda quae sequuntur ex frequenti electione, sed pro se proper utilitates et commoda que ex diuturna perseverantia ejusdem personae in hoc munere sequiur, illam esse magis convenientem, quia ex majori consuetudine, et quasi perpetuo vinculo major amor generatur, et homo majori cura suscipit munus in quo perpetuo est perseveraturus; longa etiam experientia multum confert ad magnum providentiam et gubernacionem, quae omnin deficiunt in temporibus Praelatis; quando enim incepit sui munere experientiam habere, tunc deficiunt, nec de rebus perpetuis admodum curant, contenti ut sit pac in diebus suis. Denique alia congruentia sumi potest a simili ex Basillo, regul. 36, ex fusoribus, ubi ipse probat non expedire in eodem loco plura monasteria multiplicari, quia difficile est repetiri
CAP. VII. AN PRAELATIO RELIGIONIS PERPETUA SIT, ETC.

plures personas dignas praetatione religiosa: 

Nam absolute (inquit) severa disciplina ratio moderatorem comitavit providum, et non pa- ram eloquentem requiri, et praeterea vigilantem ac mitem, et eummodo qui perfecto corde Dei justificationes esquirit. Unde concludit: 

Qui, quaeso, fieri potest ut plures tales in uno codicacega poe reprehendantur? Sic ergo in presenti possimus interrogare, qui fieri possit ut in tanta Praetorum mutatione omnes vel plures eorum inveniantur?

6. Arguitur pro parte contraria quod espe- ciat. — Primo, ea res revocatio antiqua perpetu- sitatis. — Secundo ea res revocatio Sedis Apostolica, — Tertio, ea incommoda mutationis Praetor- ium. — Nihilominus contrarium partem non minoribus conjecturis snadere posseamus. Pri- mo enim plus movet mutatio antiquae consue- tudinis, quam ipsa vetus consuetudo, quia illa mutatione non in uno vel alio loco, sed in tota Ecclesia facta est; nec solum in religionibus quae de suo servore alicud remiserant, sed etiam in illis quae in eo conservantur, vel ad illum revoca- tise sunt, vel de novo sunt instituta. Quod est signum illam mutationem non evenisse a privato errore aut imperfectione, sed quia per experientiam cognitum est, hunc modum esse magis convenientem. Accedit, quod Apostolica Sedes serapier in hanc partem sese magis propensam ostendit, ut praetati vel praetate religionum temporales sint; unde vide- mus saepe illius anctoritate mutatione esse modum regiminis ex perpetuo in tempore, quamquam autem et converso ex temporali in perpetuum. Imo si aliqui per plures annos, vel indefinito tempore, ad arbitrium Superio- ris Praestal, aliis duraverint, ejus anctoritate tempus limitatum, vel abbatiam est; ergo signum est Apostolicae Sedem sentire hunc modum esse convenientem. Tertio, prioria incommoda, quae Navarris inferebat, imprimis non tam ex temporali duratione Praetorius, quam ex modo illos eligendi interferantur; ergo ad summum opus habetur modum illam mutare, non vero ob eam solam causam perpetuos Praestatos facere; et deinde etiam in ipsis electionibus possunt aha remedia adhiberi, quibus illa incommoda evitentur. Nam in religioni, verbi gratia, Praedicatorum, Priores trienines sine illis incommodis eliguntur, et Concilium Tridentinum, hujusmodi electiones tacite approbando, aliqua remedia adhibi- bunt, ut recte et sine fraude fiant. Quarto, per se rem ipsam spectando, videtur utilior pra- lationum mutatio et vicissitudine congruus tem- poribus facta, quam perpetuitas; tum quia superior religionis debet esse non dominus, sed pater, juxta illud:  

Non dominantes in cleri- cin. Si autem perpetuus sit, facile obli- viscitur paterni spiritus, et paulatim sit plus quam dominus; si autem brevi tempore duraturus sit, hoc ipso magis in proprio officio contine- tur. Tum etiam quia, ut posit convenienti modo recipere, necessarium valde est ut assuecat interdum obediunt, et ut compatiatur necessitatibus, vel etiam infirmitatibus sub- ditorum, valde conveniens est ut aliquan- do eas ipse patiatur, et in eis ab alio Praetato pendeat. Quae omnia essent in perpetuis Praetatis. Tum praeterea quia ipsa securitas muneris perpetui solet personam reddere ne- gligentem, non solum in temporalibus, sed multo magis in spiritualibus. Imo (ut Navar- rns etiam fatetor) in temporalibus usum venire solet, ut majori ex parte in num utilitatem illa convertant, et aliquando etiam amicis vel cognatis illa tribuant; quod incommodum, licet temporale videantur, non ibi sitisit, sed magna affect spiritus non summis, non solum ipsius Praetati, sed etiam subditorum, quia inde orientur odia et graves detractiones, et similia. Tum denique quia, si unus et idem semper gubernet, aliis non exercendur, nec experientiam usque animerunt; unde evenire solet ut pauci ad illud munus obnec- dunt apti inveniantur; et contrario vero, dum plures successive fiant, plures etiam agnos- cuntur apti ad illud munus, qui alias incoegantur jacerent, quia magistratus ostendit virum, et praeterea ipso usu perficiuntur, et ita religio abandat hominibus ad quernaque dignitatem aut praetactionem aptissimam. Ex his ergo saltem concludo, non esse tam certum senten- tiam illam Navarri, quantum ipse existimavet, et consuetudinem, que nunc maxima ex parte viget in religionibus, non esse facile im- probandum; nam ad minimum res arbitrariae est, et sine imprudentia potest alterna pars eligi, dummodo, quoad fieri possit, incommoda, que in unaquaque illarum contingere possunt, praecaveatur.

7. Primum pronuntiatur in haec controver- sia. — Ad contrarias rationes in num. 8. — Ut autem quod sentio dicam, ubi electiones, presertim faciendo a capitalis, aut congrega- tione multorum personarum, vitari possunt, per se loquendo, et convenientius, et statui religioso magis consentaneum est, ut praetationes non sint perpetue. Ad hoc sentendum
persuadeor rationibus posteriori loco factis. Quibus addo, statum religiosum non esse per se statum prelationis, sed subjectio et humilitatis, solumque ob necessitatem prelationem admittit; valde ergo consentaneum est illi statui, ut, quantum fieri possit, nullus religiosus sit semper Praelatus. Deinde hoc modo magis conservetur equitatem, quam ad religiosam charitatem necessaria est; dum enim qui hoc di pro tempore, non nimum effertur, et alii postea de eorum equitatem plurimum edificantur. Item, religiosa gubernatio magis in charitate quam in alius humanis respectibus fundari debet; quod si sit flat, non minori cura et sollicitudine assumetur, quam si perpetuo duratura sit; si autem alia intentione vel respectu flat, eo ipso multum expedit ut non sit admodum diuturna, nam quo plus duraverit, eo in deterius verget. Similesque rationes possunt facile considerari; neque in rationibus, quae in contrarium fiebant, aliqua retinet vim, nisi illa fortasse que sumebatur de necessitate experimentis. Ad quam impressam dicimus, hoc incommodo cum omnia vitari non possent) impressis raro esse magni momenti, et aliquando dissimulandum esse, et alis mediis supplandum. Deinde non in omnibus, sed in his, qui primo gubernare inципiunt, hic defectus locum habet, et regulariter non multo tempore durat; nam res pertinentes ad unam, domum religiosam tante non sunt, quin brevi tempore per experimentiam agnoscantur, et qui in aliquid domibus expertus est, facile unus provinciae experimentia comparabit. Denique, inepti qui pro illo tempore juvare possunt praedecessorum exemplis, et praeventum consiliis, et Praevalorum sibi superiorum monitis; quibus omnibus si obediat, non multum errabit.

8. Secundum pronuntiatum, jueta quod procedat opinio Navarri. — Secundo nihilominus asserto, ubi prelatura per electiones conferenda sunt, moraliter loquendo, consilius esse ut sint vel perpetua, vel admodum diuturnae. In hoc assentiunt sententiae Navarri, propter damna et pericula electionum, quae tam intrinsecus esse videntur, supposita hominum fragilitate et experimentis, ut longe difficilior videatur illa vitare, quam illa que ex perpetuitate vel diuturnitate praelectionis sequitur. Atque ita videmus quamplures ex religiosis, in quibus praelectiones temporales sunt, vel abutissae electiones, vel reducisse illas ad concilium aliquod paucarum et gravium personarum, in quo facilius sit vitare electionum incommoda, vel ex parte elenquentium, aut eligendorum, ita vel personarum numerum vel tempus ac modum electionis coercasse, ut negotiationes electionum, quod fieri possit, praeceventur. Quod si religiones aliquae simpliciter retinuerunt conventuales, et frequentes seu triennales electiones Praevalorum, id forte est vel quia non possunt comode alteri sibi ipsi providere, ut de monasteriis monialium probabile est, vel quia nondum sunt expertae incommoda, sed in simplicitate et puritate religiosa omnium efficacia; quod desiderabile est.

9. Judicium auctoris. — Ultimo vero interrogare quis potest, estio praelectiones hae temporales sint, quis modus limitationis eorum magis expedit. Dubos enim modis intelligi potest praelectionem esse temporalem, scilicet, vel quia est ad certum et fundamentum temporum, vel indefinito ad arbitrium alicuius quis. Ergo ex his modis melior existimationes erit? Posse ad utramque partem conjectura adduci, nam res etiam est arbitraria et prudentialis. Illis tamen ossis, respondendo, prioremodum per se ex suo generare videtur meliorum. Hoc suadet impressa consuetudo, nam fere ab omnibus religionibus in servato. Deinde, ut in praelectiones infra supremam (de his enim agimus) per electionem providentur, vix potest alter fieri, quia illud arbitrium non debet aliquam personam committi, aliquin veluti nova electio si committetur. Quod si illud arbitrium ejusdem congregations futurum sit, cujus fuit electio, perinde erit illud ferre ac de novo eligere, et tunc melius erit ut omnino libera sit electio, ne difficile aut onerosum sit superiorum mutare, si expedit, dum non sine aliqua infamia vel nota fieri videtur, quando tempus non est legi praescriptione. Addo praeterea, in multis religionibus statutum esse, et ab Apostolica Sedis approbatur, ut idem Praesul non iterum statim eligatur, sed post elapsum aliquod tempus; ergo signum est, per se loquentur, melius esse ut aliquo tempore vacet; ergo etiam erit melius ut tempus praelectionis praeium sit. Ubi autem praelectiones conferuntur ab uno superiori capite, facilius possit tempus seu terminus ejus ejusdem arbitrio committiri; tamen rationes fuses suadent etiam ibi determinations temporis esse meliorum, tum quin etiam ibi expedit aliquando cessare seu intermitter officium, et hoc esse a legi statu-
CAP. VIII. AN PRÆLATUS RELIGIONIS POTESTATEM HABEAT, ETC.  

1. De potestate dominativa hic non agitur.  

—In superiordibus capitibus solum explici-

mu necessitatem, et consequenter etiam va-

rietatem horum Praeatorum, ubi simul (si

quis attende consideret) declaravimus causas

et originem harum potestationum; nunc supe-

rest ut explicemus quod sit hoc munus, quod

faciemus explicando potestatem ejus, nam

totum in potestate consistit, seu per illam fa-

miliar constituitur, et quoniam potestas ex

actibus cognoscitur, simul etiam actus hu-

jos potestatis et effectus declarabimus; ad quos

actus tenetur hi Praelati ex speciali obliga-

tione sui muneris; et ideo simul de eorum

obligationibus dicemus, quatenus Praelati

sunt, nam ut homines, vel ut religiosi, ha-

bent obligationes cæteris communes. Suppo-

nimus autem ex dictis in superiordibus, esse

in his Praelatis duplicem potestatem, domina-

tivam et jurisdictionem; de quantum distin-

zione nunc non agimus, nam satis intellecta

jam est. Precipue ergo agimus de potestate

jurisdictionis; nam altera, quoniam habere

potest actum veluti praecisum a jurisdictione,

explicata est partim tractando de irritatione

votorum religiosorum, partim tractando de

voto obedientiis; quotenus vero conjungi po-

test cum potestate jurisdictionis, simul cum

illa explicabitur. Potestas autem jurisdictione-

nis, liet secundum adeaequatam rationem una

sit, tamen in ordine ad varios actus tanquam

multiplex concepitur; sic enim distingui po-

test hae potestas in voluntariam vel non vo-

lontariam, directivam et coactivam, ligandi

aut solvendi vel dispensandi: de quibus om-

nibus dicendum est per sequentia capita, se

primum de illa quam in titulo proposuimus.

2. Primo, ex titulo vost obediencia. — Con-

tentio de nomine tollitur. — In omni regimine,

prima potestas et maxime necessaria est di-

rectiva, ad quam pertinet, non solum consilia

(hoc enim sine speciali potestate fieri potest),

sed etiam leges seu praecpta ferre: hae ergo

imprimis requiritur in religioso Praelato. Sit

ergo certum, posse Praelatum religionis in

conscientia obligare subditum per legem, vel

preceptum suum justum. Hoc est certum et

commune apud omnes Doctores, quos referre

non est necesse, quia res videtur certa de fide,

supposito universalis consensu Ecclesiae, et ve-

ro statu religioso, ejusque institutione et ap-

probatione. Itaque duplex est titulus hujus po-

testatis. Prior est vatum obedientiae, et de hoc

sufficient quod de illo voto diximus, quia sub-

ditum obligari hoc voto, et superiorem posses

ex illo obligare, comparantur sint actio et

passio; non enim potest subjectum pati, nisi

potestas sit in agenti; ita ergo non possit

subditus obligari, nisi esset potestas in Pre-

lato ad obligandum. Ostendimus autem supra,

tomo precedenti, religiosum obligari ex voto

ad parendum; ergo et superior potest illum

obligare; obligatio autem ex voto est in con-

scientia; ergo Praelatus potest in conscientia

obligare. Contendere autem quis possit nunc

non obligare Praelatum, sed vatum ipsum;

Praelatum autem solum veluti explere conditionem, sine qua vatum non obligaret. Sed hoc solum est de verbis contendere; fatemur enim illam obligationem hoc titulo consideratam provenire ex voto; tamen, quia vatum ipsum non obligat ad tales actum, nisi medio imperio superius, ideo merito dicitur superior habere potestatem ita praecipienda, ut alter in conscientia parare teneat, sive Praelatus proprie obligationem imponet, sive exhibeat materiam, cui veluti inhaeret obligatio ex voto. Omitto questionem, an ibi interveniat etiam obligatio justitia ratione traditionis; nam de illa satia dictum in superiordibus est, et totam illam, qualscumque sit, sub vato nunc includimus.

3. Secundo, ex titulo collata jurisdictionis. — Alter titulus hujus obligationis est jurisdictioni ecclesiastica his Praelatis concessa. Qui titulus pendet ex duobus principiis. Unum est de jure, sollicet, ecclesiasticam jurisdictionem
case sufficientem ad obligandum in conscientia, per leges seu praecupta. Et hoc est de fide certum, pertinent tamem propre ad materiaem de legibus, ubi late illud tractavimus, lib. 4, c. 18, et ideo nunc sollem ad supponimus. Allud principium est de facto, scilicet, Praelectionum communicatum esse jurisdictionem ecclesiasticam, ad hunc actum sufficientem; hoc autem constat ex usu Ecclesiae, et ex indultis, et privilegiis singularum religionum. Et late tractavimus supra, cap. 4. Ergo ex his duobus principiis manifeste conclusitur, esse in his Praelection potestatem obligandi in conscientia per praecuptum. Dici potest dari posses jurisdictionem ad aios actus, non vero ad tam gravem obligationem imponendum, nam ad hoc requiritur valde perfecta jurisdiction. Sed hoc non recte dicitur, tum quia, eodem modo quo constat Praelection religionum habere banc jurisdictionem, constat etiam illam extendi ad hunc actum; tum etiam quia sepe imponunt praecupta sub pena communicacionis; tum praesterea quia illa jurisdiction est quasi Episcopalis, ut dicimus; vel quia, licet hae jurisdiction videatur valde perfecta, habet tamen latitudinem et gradus, et secundum aliquam necessarium est in quolibet habente veram jurisdictionem gubernativam.

4. Non vero habebatur statuta etiam provincialis. — In quo nec Generales extra capitulum genera- la. — Unde ad majorem hujus rei veritatem, observare oportet alium esse praecuptum personale, alium vero statutum per modum legis. Priori modo possum precipere etiam in conscientia omnes qui habent jurisdictionem aliquam, magis autem minus, juxta modum jurisdictionis; posteriori autem modo non omnes, sed illi qui habent principalem quandam jurisdictionem, quisque requiritur ad leges ferendas. Sic ergo, in religione, omnium Praelectioni est movere suos subditos per praecupta obligantia in conscientia cum proportione suo jurisdictionem; nam Praelection conventuales solum in religiosos sui monasterii, et in rebus ad illud pertinentibus, Provincialis in sua provincia, Generalis in tota religione uti potest potestate sibi concessa. Ad facienda autem statuta perpetua, quae vim habeant et rationem legem, nec inferiores Praelectioni, nec Provincialia ordinariam potestatem habent. Dices: Episcopos potest condere similis statuta; isti autem Praelection, preseant Provincialia, habent Episcopalem jurisdictionem; ergo poterunt statuta perpetua facere. Respondetur negando consequentiam, quia non in omnibus habent parum aut similim potestatem, ideoque non Episcopalem, sed quasi Episcopalem jurisdictionem habere dicuntur. Episcopi ergo habent per se ac immediate jurisdictionem a Summo Pontifice, et illi etiam immediate subsunt, ideoque per se habent jurisdictionem ad condenda statuta; sunt enim quasi Ecclesiae principes sub supremo cæpite; Provinciales autem religionum non immediate a Papa, sed vel a Generali, vel a sua religione habent jurisdictionem, subjectam etiam et dependentem a Generali, et ideo non conceditur eis jurisdiction sine Generali ad condenda statuta; quae est res gravissima, et quae concer- nit totum corpus religionis. Quin potius neque ipsi Generali sine universali conventu solent tanta facultas dari, quia, licet ille sit veluti proprius Episcopus totius religionis, immediate constitutus sub Pontifice Summo, nuntius non est simplicitis superiorum tribunal ipsius religionis, nam cumulata generale superius est; et ideo regulariter illi reservetur hae potestas, quae a justis dicitur esse meri ac mixti imperii; est ergo hoc: valde consentaneum ratione, et instituto ac moribus religionum.

5. Dices, hoc habere locum in statutis quae fiunt pro toto corpore religionis; secus vero esse de statutis singularum provinciarum vel nationum. Respondetur imprimis, unam religionem, quae sub uno Generali militat, et in unum generale capitulum interdum congregatur, esse unum corpus politicum, quo servare debet unitatem, quod fieri possit, et ideo regulariter expedire ut non solum substantia regulae, sed etiam perpetua statuta et leges, seu constitutiones eodem in tota religione sint, et ob hanc causam regulariter non est necessa ut in singulis provinciis vel nationibus sit potestas condendi statuta perpetua; nam si quid peculiare in singulis provinciis necessarium est, per ordinariam provinciam et ordinationes Praelectioni accommodari potest. Deinde dicitur, ubi aliquid simile statutum necessarium esset, potestas illud condendi potius conventi provinciali, quam Praelectioni provinciali esse illam potestatem committendam, servando proportionem ad id, quod diximus de convent generali respectu generalium legum. Addo vero ulteriori, etiam non expedire ut hae potestas sit in capitulo provinciali, vel etiam nationali (si fieri contingat), independenter a generali Praelectione, vel capitulo; quia
CAP. VIII. AN PÆRÆATUS RELIGIONIS POTESTATEM HABEAT, ETC.

respecta talis provincie tale statutum est etiam res gravissima, et ideo fieri non debet sine influxu supremi capita, seu tribunalis, saltem confirmantur, vel approbatis tale statutum, argumento cap. Cumb accessisset, de Consist., ibi: Aet statutum ipsum auctoritate Sedis Apostolicae suisse postmodum confirmatum. Item, quia, sicut pars non debet discare a toto, regulariter loquendo, ita cum expedit in aliquo discrepare, non debet id facere sine motione aut consenso capit, vel totius corporis; maxime quando illa dissonant in re perpetua futura est. Item, quia, cum Generalis debeat habere providentiam singularum provinciarum, etiam quoad proprias observantias earum, valide consentaneum rationi est ut sine illo statuta perpetua non introducantur. Quanquam autem haec vera sint, et conformia rationi, nihilominus non adeo cogunt, ut per se inducant necessarium obligationem; nec etiam invenio jus commune, quod praepicit haec omnia ita observari, si 
cut a nobis proposita sunt; et ideo emper consulenda sunt pecuniaria instituta, seu insula singularum religionum, ut id observe 
tur, quod in unaqueque fuerit ordinatum, et ab Apostolica Sedie tacite vel expresso confirmatum. Circa utrumque autem modum praepi 
diendi, sive per praepetum, sive per statuum, nonnulla superius declara 
a. 6. Primum dubium: an ad obligandum per praepetum requiratur consultatio.—Prænotatio multiplices praepetét.—Primum est, an Pra 
lati religionum possint praepetea, id est, quod statuta non sint (ita enim brevitatis causa ge 
eralium nomin pro specifico utemur), impone 
rer solo suo arbitrio, sine consilio eorum qui juxta religionis morem illis assistunt, et sunt a consilio. Pro resolutione adverto, praepetum possesse vel speciale, quod unum personne 
tandum ponitur, sive pro uno acto, sive pro multibus, aut longo tempore: vel potest esse praepetum generale, quod etiam potest esse duplex, scilicet, vel ad unum tantum vel aliquem actum, ita ut generale dicatur solum ex parte 
substratum respecte ad Praetulam praepientem, quia scilicet pro omnibus illius sub 
ditis ponitur; vel potest duci generale etiam ex parte temporis, quia nimirum ponitur ut duraturum vel indefinito tempore, vel ut du 
ret quamdiu durat Praetuli potestas, non enim potest amplius durare, finitur enim per mortem ejus, vel elaspo praescriptis tempore, ut suppono ex materia de legibus et de censuris. Quamvis ergo responsio ad praedictum interro 
gationem pendet ex institutis singularum religionum, quia potest Praetuli uno vel alio modo concedi potestas, considerando tamen quod juri communi, usui, et rationi magis consentaneum est, dicimus primo, in praepetis, quae imponuntur particularibus per 
sonis, nisi valde graviora, uerorosa, aut extrao 
dinaria sint, solam auctoritatem et judici 
em Praetuli sufficiere absque alio consilio, tum quia huysmodi praepetea ordinaria et facilia sunt; 
tum etiam quia esset valde onerosum pro sing 
ulis actibus seu personis consilium congrega 
re. In gravioribus autem praepetiis, etiamsi 
unam tantum personam attingat, observare pro fecto debent Praetuli, ut ea sine sufficienti 
consilio, ad minimun, a religione praepetio, vel majori, si negotium id postule, non impo 
nant. Ratio est quia si tale consulium lege praepetio 
sit; servandum est; secessae autem positi 
ativa lege, prudentia ipsa posuit ut res gra 
vis non fiat sine maturo consilio, cum rectum in eis judiciun ex multis circumstau 
this, rationibus et interdum ex specialibus legibus pendeat. Quapropter, si alter fiat, graviter 
peccari potest, vel ratione positive legis, vel ratione temeritatis, et periculi errandi; et quidem prior obligatio, que ex lege positive, aquaeis est respectu omnium; postei 
or autem, que ex naturali ratione nascitur, non est simpliciter equales, sed proportionales. Nam unus Praetuli magis potest indigere con 
silio quam unius ad huysmodi onera impone 
da, ut per se notum est. Unde a fortiori con 
stat, multum magis adhibendum esse hoc consi 
lium, si praepetum toti communauti impo 
nendum sit; maxime si perseveranter, seu pro diuturno tempore imponatur, quia tunc res valde gravis est; si autem sit pro uno ac 
to, cujus occasio et tempus cito transit, faceli 
uius ferri potest absque huysmodi consilio, nisi speciale jus religiones id prohibeat. 7. An praedicta consultatio sit de substantia praepetum.—An vero, ubi hoc consiliun necessarium est, sit etiam de substantia et valore praepetum, distinctione opus est. Nam im 
primis considerandum est an religionis regis 
men sit pure monarchicum, vel mistum arli 
stocratico, quale in multis religionibus est per definitiorum, quod vocant. In hoc poste 
riori modo regimini constat consilium esse de substantia, quia non solum est consilium, sed judiciun et definitio, nam sufragia non sunt tantum consultiva, sed definitiva; unde potestas praepetendi tunc non est proprae in una Praetuli persona, sed in consilio. Existi
mo tamen raro esse adeo coerctatum potestatem Prelati quoad precepta particularia, vel transitoria, quae ad unum actum dantur. Quando vero regimen est pure monarchicum, potestas quidem est in solo Prelato; adhuc tamen considerare necesse est an consilium, per propriam constitutionem postulatum ad talem actum, sit de substantiali forma actus, necesse. Aliquam enim de substantia actus est rem in consilio tractare, quamvis, auditis suffragiis, validum sit quod Prelatus statuit, etiamsi a suffragiis consultuum discedat; et tunc si consilium omissitur, preceptum non obligabit; obligabit autem, etiamsi in eo imponendo consilium adhibitorum judicium Prelatus non sequatur. Quando vero consilium solutum requiritur ut acta recte fiat, preceptum validum erit, etiamsi consilio non præmisso feratur. Atque hoc ultimo modo intelligenti esse hoc consilium necessarium, ubicumque suffragantium vota tantum sunt consultiva, et Prelatus est verus monarca, nisi alius ex verbis positive legis constet; quod tomo precedenti atigitum, tractando de receptione novitiorum, et latius in materia de Legibus, lib. 3, c. 15, numero tertio.

8. Consilium est etiam de substantia statuti. — Cum non sit de substantia pro statuita Pontificem. — Unde etiam constat, multo magis esse necessarium hoc consilium ad alium modum premiandum per leges, seu statuta perpetua. Et ideo merito talia statuta neque a Prelatis fieri possunt sine capituloproporionato, ut supra dixi, a num. 4, neque a capitulo sine consensu Prelati; quod etiam juri communi consentaneum est; cap. Novit, de His quae sunt a prael., et cap. Cum consuetudinis, de Consuetud. Sed in hoc observare oportet discrimen inter capitulum et Prelatum generalia; nam Generalis ad faciendam statutum perpetuum et indiget consensu capituli, ut nisi major ejus pars concurreat, lex condi non possit, argumento eorum quem communitur tradunt Doctores, cap. Cum accessisset, de Constit.; Innocent. et Panormit., in cap. 2, de Novi operis nuntiatione. At vero et contrario, licet capitulum, sine presentia et presidentia Prelati per se, aut per suum vicarium, legem condere non possit, non tamen pendent ex consensu vel suffragio affirmativo (ut sic dicam) Prelati; nam si major pars capituli concordet in lege ferenda, quamvis generalis Prelatus alterius sit opinionis, prevalebit sententia capituli, et lex constituetur, dummodo pars capituli ita exceat, ut super ret qualitatem aut prerogativam Prelati, si quam habet in suffragando justa religiosis ordinationes. Ratio autem est, quia potestis, ut diximus, adequata est in capitulo, et ibi Prelatus solum est unus ex ferentibus sufragia, et ad summum solet ejus suffragium duobus sequivale, vel habere qualitatem vinci. Cedi ubi est in numero equalitas, et in hoc differt capitulum religionis comparatum ad sumum Generalem, a Concilio generali comparato ad Pontificem, et a capitulo Ecclesiis cathedralis comparato ad Episcopalum. Nam in Concilio generali, si Papa nolit, non poterit lex fieri, etiamsi totum Concilium velit; et idem existimo de capitulo cathedralis respecta Episcopo quoad leges graviore, quas sine consensu Episcopi facere non potest, juxta cap. Cum consuetudinis, de Consuet.; in capitulo autem religiosorum secus est, ut diximus. Ratio autem est, quia, ut tract. de Fide censui, disp. 5, sect. 8, Papa est supra Concilium; capitulum autem generale religiosorum est supra ipsum Generalem; Episcopus etiam non comparatur ad capitulum Ecclesiæ ut ferens particolare sufragium quoad hoc negotium constitutendi legem, seu constitutionem capitularem, sed ut superior habens potestatem confermandi vel infirmandi legem; secus vero est in Prelato religioso, ut diximus; et radicum hujus declarabimus ex modo jurisdictionis et emancipationis ejus a Summo Pontifici.
ideo non potest universales leges condere, quae perpetua obligent, nisi a Pontifice postea electo fuerint approbata. Major est simili
tudo de capitulo Ecclesiae cathedralis Episco
petui vacante, nam potest facere dioecesan
s leges, que durant et obligent, etiam post Epis
copi electionem, ut notavit Fredericu de Se
cis, consil. 46, et sumitur ex Panormit., in
cap. A nobis, 4, de Sentent. excom., n. 12.
Et ratio est, quia capitulum sede vacante ha
bet jurisdictionem Episcopalem ordinariam,
ac idem constituit legem de se perpetuam,
argumento cap. ult., de Officio legati. Est ta
men notanda differentia, quia statutum fac
tum a capitulo Ecclesiae cathedralis vacantis
potest revocari ab Episcopo postea electo, ut
dicti auctores docent, et est per se evidens,
quia est potestas ad minimum aequalis; sicut
unus Episcopus potest revocare legem sui
antecessoris. At vero statutum, factum a capitulo
totius religionis generalut in vacante, non po
test revocari a Generali postea electo, sine
consensu eurgem vel similis capituli. Ratio
est, quia non habet aequalem potestatem, ut
declaratum est.

41. Dixi autem: Nisi juris religionis vel in
dulta Apostolica obstent, quia posset generali
capitulo committit jurisdictioni solum ad eligen
dum Generalem, et ad precipiendum et ordi
nandum ea tantum, quae ad hunc finem nece
ssaria essent, vel ad actualem conservatio
nem et gubernationem totius religionis pro eo
temore. In quo caso non posset tale capi	
tulum ante electionem Generalis leges durabiles
condere, quia non habet jurisdictionem ordi
nariam et absolutam, sed tantum commissam
da ad talem finem. Constat autem hunc modum concessiones esse in potestate concedendi, pri
mo quidem ab eo per se in Summo Pontifice, cu
jus proinde verba et intentio maxime obser
vanda sunt; deinde etiam in tota religione,
nam, si constitutionibus ejus ordinatum esset
e declaratum, ut capitulum congregatum ad
electionem Generalis, illo vacante, nihil pos
et statnare ante talem electionem, nec aliarn
jurisdictionem exercere prater superius ex
plectam, id satis esset ut non posset nec licie
, nec valide condere leges, quia religio non
intendit dare potestatem, nisi juxta suas con
stitutiones. Dices: ipsum capitulo posset ta
les constitutiones mutare, vel in eis dispensa
re. Respondeo, negandum esse assumptum in
predicto caso, quia etiam isti sunt actus su
prema jurisdictio, quae, ut supponitur, non
est data simpliciter tali capitulo, sed definite
ad talem electionem, et mediante illa, simul
que cum Generali electo ad leges ferendas vel
mutandas, si opus fuerit.

11. Secundum dubium, de conditionibus re
quisitis ad obligandum in conscientia.—Prima
dictio, potestas Prelatis.—Secunda, honestas
materias. — Secundo, circa utraque precepta
inquiri potestique conditiones requirantur, ut
inducere valeant hanc obligationem in con
scientia. Hoc vero dubium partim resolutum
est tomo superiori, tractando de voto obedienti
tie, partim coincidit cum generali questione
de requisiti ad obligationem legis humanae
vel ecclesiasticae, quae ex propria materia,
L. 3 de Legib., a c. 15, petenda est. Breviter
ergo supponenda est imprimis in Prelato po
testas, de qua jam in cap. 4 dictum est. Secun
dom, supponenda est ex parte materias legis seu
precepti honestas, quae in omni praecepto hu
mano necessaria est, sive at intraeceptionis ipsi
materias, sive ex fine extrinsce sumi possit; ita
ut materia ipsa nec intraeceptione mala sit, neque
ab aliquo superiore, majorem habente potes	
tatem, prohibita, juxta communes regulae juris
cap. Quod super his, de Majorit. et obe
dienti., cap. In istis, d. 4, cum similibus, quia
nemo potest ad malum obligari, neque inferi
or potest legem superiores suferre, ut in fine
hujus capitis pro presenti materia dicemus.
Quando vero materia est dubia, quid agendum
sit dubitari potest; sed hic etiam locum ha
bet generales regulae de Legibus, in lib. 4,
cap. 11. Distinguere enim oportet inter supe
riorum et subditarum; superior enim non debe
 imponere legem quamdiu dubitat in materia
sit honesta, vel justa, donec saltem probable
judicium practicum formet de honestate illius,
quae alias exponit se manifeste periculo err
andi; subditus autem, si lex lata sit, tenetur
eam servare, quamdiu non constiterit esse in
justam, quia in dubio jux superiors prafer	
tur, et pro illo presumitur; unde, non obstan
te illo dubio, quod speculativum tunc est, in	
venienit certitudo practica, honestum esse
tunc obiedire legi. Sed de hoc in l. 4 de Legib.,
cap. 9, num. 11; et tractatu de Conscientia.

12. Declaratur hoc tertia dictio.—Tertio,
supponenda est materia apta ad obedientiam
religiosa; non enim quemlibet materia ho
nesta est capax hujus obedientiae, sed que est
consentanea Regulae, ut in tomo superiori
late explicatum est. Quamvis enim praecep	
tum, ut manat ex potestate jurisdicionis,
non fundetur directe et immediate in voto
obedientiae, nihilominus, quia illa jurisdictio
datur accommodate ad statum religiosum, eadem materia respicit, et ultra illam non extenditur. Quod ut declaretur, adversandum est ex vi hujus jurisdictionis quaestum precipui posse, quae communia sunt religiosis cum ceteris Christianis, sicut potest Episcopus aliqua precepta imponere suis subjicii, tam clericis quam laicos, servata proportione; item alia posse precipi propria religiosorum, quae laicis vel clericis secularibus non possent ab Episcopo precipi. De prioribus clarum est sub hac jurisdictione contineri, quia suo modo pertinent ad statum religiosum, quasi presuppositive, sicut consilia supponunt precepta, vel perfectio justitiae ipsam justitiam. Denique, licet religiosi sint exempti a jurisdictione Episcoporum, non tamen a jurisdictione Episcopi; sed quia debebat esse in Episcopo respectu talium personarum, committitur Praelato religionis, et ideo materia apta ad precepta Christianorum (ut sic dicam) est etiam apta ad precepta religiosorum. De posterioribus autem preceptis dicimus, materia eorum accommodandae esse statui uniuscujusque religiosi, et obeditiam ab eo promisse: quia amplior jurisdictio nec data est ex intentione Pontificis, ut tam ex jure communii, quam ex indultis religiosorum facie constare potest, et ex Concilio Tridentino, sess. 25, de Regul., nec dari poterat, ut existimo.

13. Nodus dissoletur.—Quin potius difficile videri potest quomodo dari possit Praelato religionis jurisdictio ecclesiastica, quae possit aliquid praecipere subdiito suo, quod non possit Episcopus suis praecipere, cum jurisdictio videatur eadem, solumque differat in applicatione ad hanc vel illam personam. Quocirca, licet in viviti potestatem dominavantiam aliquid possit praecipere Praelatus religionis suum subjicio, quod non possit Episcopus praecipere clerico, tenem, quod per potestatem jurisdictionis id possit, difficile apparat, quia jurisdictione haec solum videtur se extendere ad materiam communem omnibus fidelibus. Tamen idem nodus dissolutus est in superioribus, quia non oportet jurisdictiinem illam equaliter vel uniformiter respicere omnes fideles, sed cum proportione pro statuum varias, nam ex vi illius alid potest praecipi clerico, alid laico, alid virgini, alid nupti, et sic de aliis, quia, supposito statu, alid est necessarium ad bonum regimen animarum unius, alid alterius. Ita ergo est in religioso: unde, licet assumptioni tali status voluntaria fuerit, tamen illa supposita, cura et sollicitudo de observantia illius ad jurisdictionem ecclesiasticam pertinet, et ita est in Praelato religionis, futuraque esset in Episcopo, nisi in alium esset translata. Hic tamen discursus simul ostendit quod dicebam, materiam hujus jurisdictionis non possit extendi ultra materiam accommodatam statui assumpto religionis, et obedientiam promisse, quia supponit hanc tanquam conditionem necessaram.

14. Quid pro imposito toti communitati.—Quid subjicit pro statuto.—Quarto, requiritur ut praecipum sufficierent propositum sit, quia alias non applicatur ita ut obligare possit. Haec autem propositio debet esse accommodata praecipuo. Unde, si sit praecipuum privatum, oportet ut particulae personae, cui imponitur, sufficierent intimetur, ut per se constitut; non oportet autem ut superior per seipsum precipiat, satas enim sit ut id faciat per internuntium fide dignum, vel per litteras subscriptas, nisi religio speciali jure postulet aliam ceremoniam in intimando praecipe servandam, nam tunc modus praescriptus adhibendus est. Ubi tamen similis lex fuerit, attente observare oportebat verba legis, ut constet an illa forma praecipiendi requiratur solum ut in foro exteriori constet de imposito praecipe, an vero etiam ad substantiam et valorem praecipe; frequentius enim existimo priorem esse sensum talium legum, et tunc ad obligationem in conscientia, satas erit ut voluntas superioris praecipientis quacunquem via innotescat sufficierit; et hoc est observandum, nisi in aliquo casu aliud expresso dispositione sit per humanam legem. In quo idem cum proportione dieiendum est de praecipe, quae a Praelatis feruntur pro tota communitate, non sub ratione statuti, sed praecipium tantum, nam est eadem ratio, proportione servata; in statutis autem necessaria est solemnis promulgatio, quia haec est de ratione legis; illa autem statuta sunt verae leges. Modus autem promulgationis, si per proprias constitutiones religionis fuerit definitus, servandus est, et antequam constituit sit tali modo promulgata, non obligabit in conscientia, etiamsi privatim constet esse conditam. Si autem nullum de hoc fuerit jus privatum, recursum erit ad consuetudinem, quia ex solo jure communi non videtur posse aliquid certum definiri; quia de legibus religiosis nihil peculiare jus disputat, immo et in aliis legibus, civilibus vel ecclesiasticis, non est idem modus promulgationis, et diffic-
CAP. VIII. AN PRÆLATUS RELIGIONIS POTESTATEM HABEAT, ETC. 139

cile ad mores religiosorum applicatur, ut statim dicam. Consuetudo ergo servanda est, quia ipsa potest in hoc habere vim legis.

15. Quia vero non semper de consuetudine constat, vel nulla certa est, dubitari potest an ex natura rei necessarium sit constitutionem edidit promulgari in singularis monasteriis, seu dominus religionis. Nam in legibus ecclesiasticis cum proportione sumptis, hoc non est necessarium; lex enim Pontificia sufficienter promulgatur Rome; episcopalis in cathedrali Ecclesia; regia in curia regis; et sic de aliis: nec necessarium est ut leges in singularis Ecclesiis vel oppidis promulgentur; ergo similiter in praesenti non erit necessaria promulgatio in singulis domibus. In contrario autem est, quia Prae lati religionum non habent quasi proprias sedes, vel curias in quibus huissumodi promulgationem facere possint; et ideo necessarium videtur ut faciant illum per totam religionem, et consequenter per universas domus ejus, quia non est major ratio de uno quam de aliis, et quia alia non fieret promulgatio toti religioni. Item, quia communitas religiosa magis in personis quam locis continentur, et ideo requirit promulgationem, quia ipsi commun tati personarum directe fiat; hec autem fieri non potest nisi fiat in omnibus locis, in quibus pars illius communii existit.

16. Juricium auctoris.—Respondeo, hunc modum promulgationis esse satis accommodatum, mihique optimum videri, maxime quando leges pertinent ad singulos, ut tol lautor ignorantiae et excusationes; absolute autem non est necessarium. Nam imprimis, si statutum factum est in capitulo generali, sicut in illo adest tota religio ad condendam legem, ita si ibi promulgetur, tota religio ibi etiam adest ad audientium; ergo illa promulgatio ex natura rei potest esse sufficiens in suo ordine, vel certe, juxta canonica juris, illa solemnis editio habet virum promulgationis. Dico autem in suo ordine, quia illa non satis est ut statim obliget omnes religiosos ubique existentes, sed tamen sufficiens, ut notitia legis ad alia loca diffundatur, preterire necesse est; et ad curam Prae latorem pertinere providere quomodo tali notitia divulgetur per litteras missivas, vel voce eam propagando in locis, aut personis, prout expedire aut sufficere judicaverint, juxta materiam ipsius legis. Nam, si legis actus ad solos Praelatos pertinnet, satis erit ipse notitiam dare, et ervioribus personis, quae proxime possunt talia munera obire; et idem est cum portione, si ad alios hoc vel illud ministerium agentes pertineat: si vero spectet ad omnes religiosos, major publicatio facienda est, sicut tamen facile per publicam notitiam et traditionem, etiam specii linter in singulis monasteriis auctoritate publica non propor natur. Atque idem dicendum cum proportione est de statutis provincialibus, ubi fuerit sufficiens auctoritas condendi illa.

17. Quoita conditio ad obligationem legis necessaria esse solet, ut ad subditos feratur; quae sequitur ex prima, quia potestas hae rei rendi leges est respectiva, et terminatur ad subditos. Tria vero puncta in praesenti occur rent circa hane conditionem. Primum est de novitiis, an in numero subditorum ponendi sint, qui preceptis Praelatorum in conscientia obligari possint. De qua re multa in torno superiori diximus, tractando de novitiis, et nihil fere addendum occurrit, quod ad hunc locum proprii pertineat. Solum est prae oculis habenda illa duplex potestas Praelati religionis, scilicet dominativa et jurisdictionis: neutra enim, quatenus est propria religiosorum, habet locum in novitiis, quia nec votum obied entes emiserunt, nec se subjacerent proprie ut religiosi; et hae ratione per ordinaria precepta vel leges proprias religiosorum non possunt in conscientia obligari. Tamen, quia pro eo tempore sunt sub pastorali cura Praetorium religionis, poterunt ab eis obligari in his quae per se cadunt sub jurisdictione Episcopali sine speciali respectu ad professionem religiosam, ut, verbis gratia, ad dicens dum veritatem in causa occurrenti in quo legitime interrogatur, vel ad cavendum tale peccati occasione, vel restituentium ablatum, cogendo etiam per consentiam, et similia, quae ad ordinariam jurisdictionem Episcoporum pertinent, et non possunt ab Episcopis exerceri circa novitiis etiam personarum religionem. De qua re plura in sequentibus, præsertim cap. decimo septimo et vigesimo quarto.

18. Secundum punctum de Praelato generali, an obligetur legibus capituli generalis.—Secundum punctum est de ipso Praelato supremo religionis, an obligetur praecipuis vel statutis ejus. In quo nullum est dubium de statutis latissimis in capitulo generali, quia, ut sepe dixi, capitulum est supra Generalem, et ideo suis legibus eque obligat Generalem ipsum, ac certissimae singulas personas quae sunt de capitulo. Unde fit ut non solum obligent quoad vim directivam, sed etiam quoad coactivam, quia sunt
leges superioris, et ideo in eis non habet locum illud principium, quod princeps obligatur sua lege quoad vim directivam, et non quoad coactivam. Et hinc merito in religionibus, in quibus Generales temporales sunt, solent finito tempore puniri, si constitutiones transgressi sunt, quia de se fuerint rei facti poene, quamvis pro eo tempore, pro quo erant Generales, non potuerint puniri ex defectu Superioris intra suam religionem, nam a Papa possent justi puniri, si de hujusmodi delictis cognoscere. Imo etiam, durante generalitate, vel ubi perpetuum est, si generale capitulum congregetur, poterit de similibus transgressionibus cognoscere, et eas punire, quia, ut dixi, jurisdictione superior est. Quod si aliqui ex speciali instituto capitulum non habet hanc potestatem, illud necessario esse debet ex speciali Pontificis concessione aut reservatione, et ideo ad illum recurrendum erit pro talium criminum emendatione. 19. Quis si ipse Generalis solus valeat condere statutum.—Sed quid, si Generalis habeat potestatem ferendi leges perpetuas, solus, et sine capitolo? numquid obligabitur illis in conscientia? Respondes imprimis, nullam esse religionem (quantum assequi possum) in qua solus Generalis talem habeat potestatem; ad minus enim requirit concursum aliquorum definitorum, seu consiliariorum, quoacumque nomine vocentur, qui in lege ferenda non solum votum consultum, sed etiam decisivum habeant. Et tunc illud tribunal in eo actu habet supremas vices totius religionis, ideoque est supra ipsam Generalam, potestque illum lege obligare, sient de capitolo generali dicebamus. Admissio autem illo casu, videtur esse idem judicium quod de illa questione generali, an princeps suis legibus obligetur, in quo certum censu obligari quoad vim directivam; ut alias rationes, et longum disputationem omissam, quam in materia de Legibus, lib. 3, c. 35, tradidi, in presenti existimo, hae conditione datam esse potestatem Generale, vel immediate a Summo Pontifici, vel mediante ipsa religione, ad leges ferendas, ut ipse eas observare tenetur, quando ratio et materia legis illis communis est, quia potestas data est illi in sducationem, non in destructionem; esset autem magna dissipatio religiosae disciplinae, si Praetati non observent constitutiones generaliter ad omnes pertinentes. Unde etiam existimo, per hujusmodi transgressionem fieri reos poene, quamvis nec eam in seipsum exequi cogantur; neque, si ipso jure imposita sit, illam ipso facto incurrant; quia si sit censura aliqua, non possunt illam in seipsum ferre; si vero sit alia poena, non coguntur illam exequi per seipsum, nisi forte sit aliqua pontentia religiosa occulta, ad quam possint religiosi in conscientia obligari; nam tunc illa magis reductur ad vim directivam; poterunt autem propter talia delicta puniri a superiore, si in religione illum aliquando habere potuerint, vel saltam a Summo Pontifice, quia reatum poena contraxerunt, etiam quod judicium humanum. Atque idem dicendum circa de toto capitulo generali, si contingat de linguerre contra observantiam regularem, non ut singuli, sed ut universitas, nam re vera committit delictum etiam in foro humano, quamvis ex defectu superioris puniri non possit nisi a Summo Pontifice. 20. Unde etiam constat quid dicendum sit de preceptis, seu ordinationibus, quae non sunt leges, et a Praetatis per se solis, et presertim supreminis, facilius possunt imponi. Eodem enim modo dicendum censeo, si taliam preceptorum materia et ratio ipsius Praetatis communis sit, teneri eos in conscientia ad eorum observationem, vel ex illo generali principio, quod princeps tenetur servare suas leges, quod per identitatem rationis extendendum est a precepta generalia, etiamsi non constituantur sub stricta ratione legis; vel ex voluntate interpretativa totius religiosis, et pacto implicito cum ipso Praetato, quia haec conditio necessaria est ad illud munus debere exercendum, et ideo cum hoc onere dari et acceptari videtur. Atque eadem proportione de ceteris Praetatis, intra suos terminos aliquid precipientibus, judicandum est, de Provincialis sollicitaque quod statuta capituli provincialis, et quod precepta generalia ab ipso lata pro tota provincia, et de conventual Praetato quod precepta, que fortasse pro suo convenuto generaliter imponit, nam omnium est eadem seu proportionalis ratio. Secus vero est de superiori Praetato respectu preceptorum que ab inferiori lata sunt, quia nullo modo est illi subjectus, nec ex vi sui munere tenetur se conformare preceptis illius, nec directe, nec indirecte, neque ex vi alienius pacti impliciti, ut magis ex sequenti puncto patebit. 21. Tertium punctum est de hospitibus seu peregrinis, an obligentur legibus seu preceptis ejs provinciarum vel domus, in qua ad tempus existunt. Quo interrogatio non habet locum quom quod statuta vel precepta generaliter lata pro tota religione; nam constat illa ab
omnia et ubique esse servanda; contingit autem in una provincia esse propria statuta, quae non sunt in alia, et in uno domo aliquid ex precepto peculiariter observari ab omnibus ibi habitantibus; de hie ergo procedit talis ratio. Ad quam primum generaliter dicimus, consulendum esse institutum religiosum quod constitutiones ejus; nam, si aliquid in eis est circa hoc declaratum, illud est observationum, quae constitutio sufficit vel ad limitanda, vel ad extendenda talia precepta, ut obligent vel non obligent tales personas. Secundo, secluso jure speciali, illa, quae sunt pura precepta generalia, et non propria statuta, non obligant religiosos advenas. Probatur a simili ex c. A nobis, 1, de Sententia excommunicata, ut declaratur sententiam latam vel per generale preceptum Prelati, tantum obligare subditos. Unde omnes colligitur, non comprehendere peregrinos qui intra diœcesem versantur; ergo idem dicendum est in presenti, servata proportione. Ratio autem a priori est, quia preceptum directe furtur ad personas, et ideo non potest obligare nisi subditos; peregrini autem simpliciter non sunt subditi, sed solum quaod ea quae pertinent ad universalia regimina religiosum. Dices, inde posse sequi scandalum, si ceteri videant religiosum non servare commune preceptum. Respondete, hanc circumstantiam esse accidentarium, quae si aliter vitari non possit, tunc orientur obligatione non ex tali precepto, de quo agimus, sed ex lege charitatis. Deinde scandalum illud facile auferri possit, nam fundatur in ignorantia, vel facti, quia non cognosci talis religiosus us hospes, vel quia putatur hospes teneri eisdem preceptis; utraque autem ignorantia potest facile tolli, et in hoc videntur Doctoris conventus.

23. De statutis autem quae vera sunt leges perpetuae, idem esset dicendum, juxta opinionem que tenet, non subditos, peregrinantes in aliena diœcese, non teneri ad servanda propria illius statuta, nisi ratione scandalii. Quod nonnulli moderni ex illo principio docent in presenti questione; sed revera illud principium minus probabile est, et contrarium est magis consentaneum jurii communi et rationi, ut in materia de Legibus probavi, lib. 3, c. 53, et lib. 2 de Dieb. festis, c. 14. Alia ratione posse religiosi excusari ab hac obligatione, quia nimirum statuta particularia ideo solent obligare peregrinos, quia directe respiciunt territorium aliquod, intra quod aliquis habet jurisdictionem, ut preceptum vel prohibeat aliquid fieri inter terminos illius diœcesis, a quo quomque ibi assisterit; statuta autem religiosorum non habent hujusmodi vim seu rationem; quia non accommodantur territorio, sed personas. Ut eum notavit Innocentius, in c. Dilectis, de Excess. prelator., in principi, duplex est communitas, alia realis, que constat ex territorio; alia personalis, que solum constat ex personis, et ut academia, verbi gratia, et collegium, de quibus sermo est in I. ult., C. de Jurisd. omn. jud. Religiosa ergo communitas in hoc secundo ordine continetur, et ideo leges ejus non respiciuntur territorio, sed personas; ergo non possunt hospites comprehendere, nam precepta ideo dicemus non obligare hospites, quia non respiciunt directe territorium, sed personas.

24. Nihilominus contrarium ut probabilius et securius sentiendum et assensendum est, ut generaliter sentiunt glossea, Innocentius, et Panormitanus, in d. c. A nobis, et sumitur ex c. Qua contra mores, 8, d., ibi: Ut pactum inter se civilitate aut gentis, consuetudine, vel lege firmam, nulla civis aut peregrini libidines vultur, uti expendo illud verbum, civilitate aut gentis, que hominum communitates eodem more viventem comprehensunt; pondero etiam illa verba, leges aut consuetudines, et ex illis conscio novum argumentum; nam religiosus, qui in aliqua provincia versatur, tenetur recepsum consuetudinem illius provinciae servare; ergo a fortiori statuta. Antecedens patet, quia clericus tenetur se conformare consuetudini Ecclesiae, in qua versatur; ergo et religiosus, servata proportione; nam, si rationem naturalem inspiciamus, eadem est in utroque; si jus positivum, nullo est, quod in religiosis quod hanc parrem aliquam exceptionem faciat. Preterea, quamvis religiosa communitas precipue consistat in personis, tamen, quatenus habent certas provincias, que certis terrarum terminis, aut certo domorum numero distinguuntur, habent sumum modum territorii, pro quo possunt statuta fieri; ergo eodem modo obligabunt hospites, sicut solent statuta Episcopalia obligare peregrinos.
cajus conventus habentis specialem observantiariam abinendii a carnibus, vel quid simile; in illis enim est peculiaris ratio dubitandi, quia sunt superiores, qui non tenentur se subdere legibus inferiorum; statutum autem provinciale, respectu Praelati generalis, est inferioris ordinis, factum scilicet a provincia sibi subjecta; et eadem proportio est de Provinciiali respectu statuti vel consuetudiniis unius conventus, et preterea esset valde uno resumus his Praelata, dum singulas provincias vel domos visitant, singulorum moribus se accommodare. Respondeo supponendo senser, in his et similibus rebus, standum esse constitutionibus, vel receptis consuetudiniis singularum religionum; his ergo remotis, locuedo ex vi juris communis, idem dicendum censeo de ipsis Praelatis, quod nimirum, dum hospites sunt, teneantur servare mores locorum in quibus versantur, tum quia hoc exigit ipsa generalis ratio societatis; tum etiam quia ibi intervenit alia generalia praecipitum, quod hospites obligat se bene conformare moribus locorum; hoc autem non est unius loci vel provinciae, sed commune omnibus, et ideo Praelates etiam obligat. Tum denique quia numquam statutum religionis potest habere vim legum perpetuum, nisi ab ipso Generali confirmatum sit, et ideo, licet non sit universalis pro omnibus locis, non potest dici latum ab inferiori Praelato ac proinde eadem ratio obligationis in illo erit, quae in ceteris.

25. Tertium dubium, quantum obligat praecipitum posticum a superiore. — Tertium dubium hic esse potest de quantitate hujus obligationis in conscientia, an extendatur etiam ad culpam mortalem. In quo certum est postestem ad hoc extendi, quia si consideretur ut fundata in voto, illud ex suo genere obligat sub mortali; si vero ut est juridictio, illa etiam perfecta est, et ideo se extendit ad obligationem materie et rei praecipitae conveniendim; qua ratione constat, non solum in Pontifici, sed etiam in Episcopis esse hanc potestatem; illam ergo participem religionum Praelati. Difficultas ergo est de usu, seu actuali obligatione, id est, quando praecipitum Praelati tale sit, ut obliget sub mortali. Hoc autem ex generalibus principiis legum definitiendum est, accommodando illa ad talem statum. Supposita ergo potestate, de qua jam dictum est, duas conditiones necessarias sunt: materia capax talis obligationis, et voluntas Praelati. Circa priorem solum est ad vertendum, aliquam actionem vel materiam, secundum se spectatam, possi videri lewem, quae in tali statu, ratione finius et circumstansiis, sit gravis; quia ejus dilatatio in tali statu potest religioni affere grave nocendum. Circa postiorem observandum est, commum et remor religiose esse, ut ordinaria praepita Praetorium, quae ore tenus sunt, non conseantur ita obligare, ut, si absque contemptu, ex negligencia vel aliæ occasione omittatur, transgressio sit mortalis, etsi maius materia sit gravis, et verba sint praecipitae, vel in actu signato, ut mando, praecipio; vel in acto exercito, ut fac, recita, etc. Cujus ratio non est, nisi quia ex usu illa verba non satis indigent in Praelato voluntatem obligandi. Ita mitur ex D. Bern., lib. de Precepto et dispens., c. 19, et S. Thom. 2, q. 186, a. 9, ubi late Cajetanos, et Nav., c. 23, numero trigesimo quinto, et sequent. ; clariss. id docet D. Ant. 3, p., tit. 16, c. 4, § 9; Gerson., p. 2, Alphab. 32, lit. L, consider. 6, et Alphab. 34, lit. M; Angles, p. 2, q. de Voto, articulo secundo,difficil. 16.

26. Unde ulteriori addo, si Praelatus praecipiendo addat verba quibus satis indicet voluntatem obligandi in conscientia iusta materia capacitatem, tum, supposita materia graviori, obligationem esse sub mortalit; ita docent omnes, et est clarum ex dictis. Qua autem sint hac verba aut signa, ex usu unusiusque religionis sumendum est; communis autem sunt, cum superior praecipit in virtutis obedientia, aut in virtutis sancta obedientia; in aliquis etiam sufficiat dicere, in omnibus Domini nostri Jesu Christi. Idem censendum est quando praecipitum ponitur sub excommunicacione. Et quidem, si excommunicatio imponatur ipso facto incurrae proprie praecipit transgressionem, res est indubitata, quia excommunicatio non incurrit nisi propter pecatum mortale. Si autem solum adjugaetur excommunicatio ferenda, aliqui putant non esse sufficienti signum, quia non statim incurrert censura per illum actum, sed requirat novam contumaciem, ut imponatur. Ita sentit Angles, supra; et Cajet., in Summa, verb. Clericorum pecata, et verb. Precepti transgressio. Alii vero communiter sentiant etiam illud essesi sufficientes signum obligationis sub mortalit, nisi aliquibus indicis sufficienti constet illam esse meram communionem externam. Ita sentit Cajet., Diet. art. 9; Navarr., dict. cap. 23, a. 33; Castro, 4 de Lege poen., capite quinto, docum. 4, ad fin.; et Sylv., verb. Preceptum, q. 3; Angel.
CAP. VIII. AN PRÆLATUS RELIGIONIS POTESTATEM HABEAT, ETC.

verb. Lex, § 3; Tabeniis, cod. verb., § 38; S. Antonii., dict. § 9. Qui generaliter loquentur de quocumque praecipio ecclesiastico, quia per transgressionem tali praecipio efficitur quis dignus excommunicatione; non autem sit dignus nisi per peccatum mortale, etiam excommunicatio per judicem forenda sit. Propter quo probabiliter est haec sententia; videtur autem mihi longe certior inter religiosos, inter quos etiam rare vel nunquam proponitur haec censura per meram comminuionem, sed ad explicationem praecipit rigorem; sufficienter ergo indicat voluntatem obligandi, per se ac regulariter loquendo.

27. Quatrum dubium, de excusationibus obligationis in conscientia. — Quarto dubitari potest, an possit religiosus ab haec obligatione aliquo modo excusari. Quod dubium intelligi debet, perseverante voluntate superioris prae- cipientis, et volenti obligare; nam si ipse revocet praecipient, vel si finiatur terminus pro quo positum erat, jam illa erit non excusatio, sed cessatio obligationis et praecipit, dummodo revocatio valida fuerit; de quo infra in proprio capite dicasunt. Durante autem praecipito, contingit in alios legibus excusatio vel per ignorantiam, vel per necessitatem aut coactionem. De priori context est etiam in praesenti posse intervenire, sive sit sermo de ignorantia facti, sive juris, cum haec praecipta humana sint. Quando autem haec ignorantia invincible sit, ex generalibus principiis expendendum est. Solum hoc adverturnus, ignorantiam proprii juris non facile esse exsensabilem in religioso, quia majori obligatione tenetur illius notitiam et frequentem memoriam habere, praesertim quod eas leges quae sub culpa obligant. Altera item excusatio locum habet in praesenti materia, quia praecipta haec, de quibus agimus, humana sunt, et ideo non obligant cum tanto rigore. Item, quia voiti exercitio non obligat in similis eventu; ergo similiter, etc. Dices, hoc solum habere locum, quando rationabiliter praemittit intentionem superioris non fuisse obligare pro tali eventu, quod est contra substantiam falso ante factum, quae dicebamus questionem procedere duramente praecipit et voluntate superioris. Respondetur illud intelligenti praecipito et voluntate generali ac per se, non de voluntate particulari, etiam ex suppositione taliis circumstantiis; sicut quando intervenit ignorantia, perseverat praecipit et voluntas superioris, non quidem obligandi cum haec reflexione, etiam interveniente ignorantia, esset enim irrationabilis voluntas, sed generaliter, quantum est ex se.

28. Sed quid, si voluntas superioris sit obligandi, etiam in eo casu particulari, non obstante coactione, mortis periculo, vel alia similii necessitate? Respondetur, in hoc duplicem esse posse questionem. Una est, an precipere hoc modo excedat potestatem Prae- lati religiosi, ita ut, licet velit, non obliget. Altera est, quando consensum sit ulla vel, et rationabiliter velle. Circa priorem quidam simpliciter affirmant, id esse supra talem potestatem. Ita sentiunt Tabeniis, verb. Episcopus, § 4, concl. 5; et sendit Armilla, verb. Obedientia, n. 8, citantes D. Thomam, 2. 9, q. 404, art. 8, dicentem, in his, quae pertinent ad corporis sustentationem vel conservatio- nem, non teneri subditum purere superiori. Fundari possunt primo, quia tota haec obligatione radicaliter fundatur in voto obedientiae, et consequenter in insteantia voventis; nullo autem intendit se obligare ad parendum in hojsmodi eventu. Item, quia tantum obliga- tur religiosus ad obedientiam secundum regulam; regula autem non praecipit res adeo difficiles, nec cum tanto discrimine; ergo. Unde infert Armilla non esse Prae- latum religiosum precipere subito, ut assistat infirmo tempore pestis.

29. Nihilominus dicendum est hunc modum precipendi non excedere potestatem Praelati religiosi. Ita tenet Cajetanus, tom. 3 Opusc., tract. 9, qui est de haec re, et sumi- tur ex codem et communi sententia, 1. 2, q. 96, art. 4. Et ratio est, quia Praelatus religio- nis est vere superior, habens potestatem omnia que ad perfectam gubernationem inter homines necessaria esse possunt; hic autem modus obligationis sepe necessarius est. Unde principes seculares et ecclesiasticé hane habent potestatem, ut latius in materia de Legibus, libr. 3, c. 30, ostendimus. Explicatur exemplo, nam si religiosus agrotet morbo contagioso, potest Praelatus precipere alteri ut ei mini- stret, etiam cum periculo vite, quia illud est necessarium ad conveniens regimen monas- terii, et ad conservationem, atque adeo ad commune bonum ejus; praterquam quod charitas de se obligat hoc corpus religiosum ad subveniendam partibus quibus constat, alias ei periculo imminet. Unde, quando haec obligatione est quasi indifferentes, et non appli- cata ad certam personam, penes superiorer est potestas applicandi illam; alias esse inef- ficax, nec posset convenienti modo ad effec-
tum perduci; ergo. Deinde potest Praelatus precipere religioso ut tempore pestis assistat, si ita expediet ad commune bonum, et aliquo modo pertineat ad obligationem talis religiosis, vel ex peculiari instituto, vel ex gravi necessitate occurrenti; quia etiam in his casibus pertinet ad munus Praelati eius providere; habet ergo potestatem accommodatam. Denique, interdum potest præcipere longam navigationem, etiamsi habet periculum anum, ut ostensum est toto procedente.

30. Ad primum fundamentum, in n. 28.— Nec fundamenta contraria difficultatem habent. Ad D. Thom. enim recte respondit Cajetanus, ea, quae pertinent ad conservationem naturae, per se non cadere sub preceptum humanum, id est, per se et directe non possede prohiberi, si necessaria sint, nec contraria præcipi; per accidens vero præcipi posse, præcipiendo, nimimum, actum cui conjunctum est periculum contrarium conservationi naturae. D. Thomas ergo in priori sensu loquitur; potestas autem huc, de qua agimus, solum posteriori modo se extendit ad hujusmodi malum contrarium naturae. Et ratio a priori est, quia per hujusmodi præceptum non præcipitur fieri aliud naturae contrarium, sed præcipitum permitti seu pati, si nesse sit; quod est rationes consentaneas, et interdum bono communis necessarium, idque sub potestatem humanam cadit. Ad aliud fundamentum respondetur, potestatem hanc immediata ad formaliter esse jurisdictionis ecclesiasticam, qua ad hujusmodi præcepta extenditur. Quia vero aliquo modo supponit professionem religiosam ut fundamentum, id est dicitur uterius, ex vi professionis subdi religiosum hujusmodi præcepta, quatenus sunt consentaneae tali statui, et corpori religiosis, cujus pars effectur per professionem; sicut miles tenetur obediere duci præcepti, etiam cum periculo vitae; ratione sui status ac professionis. Quapropter, etiamsi religiosus dum vovet obedientiam, expresse non intendant obligare se ad obediendum in his casibus, implicite id intendit; imo, etiamsi velit, non potest hanc intentionem excludere, quia repugnat intentioni profitteri. Unde hoc genus præcepti non excedit ea, quae sunt consentaneae regulae, ut declaratum est; non enim dicimus posse Praelatum pro arbitrio suo præcipere, sed quando ad bonum religionis, vel ad debitum munus vel ministerium ejus sit pertinens; quidquid autem hujusmodi est, spectat ad regulam religiosam, ut supra vidimus.

31. Atque hicnunc responsum est ad aliam questionem, jam enim declaratum est quando Praelatus rationabiliter hanc habet voluntatem, seu intentionem. Unde vel ex verbis ejus expressis, vel certe ex re ipsa intelligi poterit talis voluntas. Ad hoc autem magis explicandum, adverto dupliciter conjungi hoc periculum actionis præceptae, sicut, omne per accidentem, et præter intentionem ac prævisionem præceptantis; et pro se, aut de facto hic et nunc cum praecessit præceptis. Quanto accidit priori modo, regulariter expositur quis a præcepto, quia non intercedit voluntas præceptantis, cum nihil sit volitum, id non sit prægnitum; nec etiam presumitur, quia ordinaria conditio præcepti humanni est, ut non obliget cum tanto rigore; neque alicui esset rationem consentaneam, quia non esset voluntas tolerabile. Dico autem regulariter, quia si in re intercederet magna necessitas religionis, et oppositum vererget in graven ignominiam, vel detrimentum ejus, tunc sine dubbio præceptum obligaret vel ex natura rei, vel ex implicita voluntate præceptantis, sicut de præceptis ecclesiasticis est communis doctriam. Quando vero periculum inest posteriori modo in re præcepta, clarum est voluntatem præceptantis esse obligare, non obstante tali periculo, et, per se loquendo, presumitur talis voluntas rationabilis, nisi oppositum manifeste constet. Quae doctrina communis est quod utramque partem, sumiturque de D. Thom., 2, 2, q. 120; Cajetano ibi, et 1, 2, q. 96, art. 1 et 6; Soto, 2 de Justit., q. 5, art. 8; Castro, lib. 1 de Lege poen., c. 9, documentum B; Nau., c. 23, numero quadragesimo tertio; Sylv., verb. Præceptum, q. 3.

CAPUT IX.

UTRUM IN PRELATIS RELIGIOSIS SIT POTESTAS COERGIVA, TUM IN UNIVERSUM, TUM SPEZIALE AD PERNAS SPIRITUALES.

1. Quod in his Praelatis aliqua sit potestas hujusmodi, id manifestum est, tum ex usum, tum ex ratione, quia potestas directiva sine aliqua coeritione, infirma ac fere inutilis est, quia sine timore ac disciplina non potest communis humanis in officio contineri, quantumvis bona videatur in hac vita mortali; quia corpus, quod corruptum est, aggressum est, et caro corporis adversus spiritum, ssepe vincente, ideoque septies in die cadit jus tus. Est igitur omnino necessaria huc potes-
CAP. IX. AN IN PRELATUS RELIGIOSUS SIT POTESTAS COERCIVA, ETC. 448

tas, ut ordo, pax, et institutio religiosa conservetur. Explicandum vero est quals et quanta sit. In quo distinguere iterum oportet in statu religioso, id quod habet quasi ab intrinsecus ex pura natura sua, vel quod habet ex extrinsecus superadditionem et providentiam et liberalitatem Pontificium.

2. Dicendumque primo est, Prelatum religiosus ex vi talis status seu professionis, ac voti obedientiæ subditorum, solum habere potestatem coercendi modo paterno, et juxta limites regulae. Probatur ac declaratur, quia ut sic non habet jurisdictionem, sed potestatem dominatim, in istar illius quam habet paterfamilias in domo sua; solum enim different, quod ad circa exteriora et corporalia, illa vero circa spiritualia præcipue versatur. In hoc autem conveniunt, quod neutra est proprius jurisdiction, unde neuter etiam illorum est proprius juxta, qui possit possam nonem corporalem vel spiritualum imponere; sed solum eam correctionem adhibere, quod inter latitudinem familiaris domus ac providentiam locum habere potest. Quais autem vel quam esse possit haec poena, judicio prudentis arbitrii relinquendum est, ut considerato usu et communi more humanum, id judicetur. Exemplo monialium id ita declaratur, nam in his est potestas aliqua coerciva juxta regulam, licet jurisdictionem non habeant; ille tamen non excudet religiosam disciplinam per leves poenitiam. Quod si gravior punitio necessaria sit, ad Prelatum recurrere opus est. Eodem modo in religionibus virorum vicarii, licet jurisdictionem non habeat, potestatem aliam coercivam habet, quæ ultima eves et ordinaries poenitientias non se extendit. Itemque fuisse olim observatum in religiosis quando praecipsum sacerdotis non crant, nec jurisdictionem habetant, intelligi potest ex Regula Augustini, nam circa finem sic atit: Propositio tanquam patri obediatur, multo magis presbytero, qui omnium vestrum curam gerit. Ut ergo cuncta ista serventur, et, si quid servatum minus fuerit, non negligenter practeritur, sed ut emendandum corrigendum que curaret, ad Propositum praecipua pertinebit, ut ad presbyterum, cuius est apud vos major auctoritas, referat quod modum vel vi rejs ejus excidet. Denique haec potestas solum fundatur in voto obedientiæ, et ab illo quodammodo mansat, et ideo non excidit communem et regularem intentionem sic voeventium; imo fortasse ipsi non possent dare majorum potestatem supra seipsos, nisi a publica poestate descederet, ut ex dicendis patebit.

3. Dico secundo: Prelatus religionis ratione jurisdictio ecleosiastica habet perfec- tam potestatem coercivam Episcopalem. Hoc constat etiam ex usu, et ex privilegiis omnium religionum examptarum; quæ enim exemptae non sunt, non habent reversa hanc potestatem in seipsis, vel in suis intrinsecis praepositis (ut ita dicam), sed manet in Episcopis, qui illum sine dubio habent in moniales sibi subjectas; et idem est de viris, si exempti non sunt; ergo in exemptis talis jurisdictio resedit in propriis Prelatis; non enim extensa est, nec Summo Pontifici reservata, nec enim expediebat, cum sit ordinaria et regulariter necessaria; ergo tralata est in religionem ipsam et Prelatos ejs per Summos Pontifices, non quidem jure communis, sed speciali, ut supra tetigis, quod prionde consulum est. Addit Nav., Comm. 2 de Reg., n. 63, hanc jurisdictionem magna ex parte introducam vel auamt esse conseutudine, quæ vim habet dandi jurisdictionem, c. Duo simul, de Offic. Ordin., quod etiam repetit Comm. 3 de Reg., in fine. Et ideo sestudinum etiam est habenda ratio; nam ratione illarum fieri potest ut tota jurisdictio sit a Prelato religioso, quod omnia delicta, vel quod aliqua sint Episcopi reservata, aut quod in utrique sit jurisdictio accumulative, de quo nonnihil in fine c. 11 dicemus. Ut autem haec potestas expulsetur, adventendum est duplicem esse poesconiem in Prelato ecleosiastico, seiliest, spiritual et corporalem; ills prior sit maxime per censuras, irregularitatem, vel inhabillitates ad quacumque spiritualia bona, vel jura, vel ministeria, et omnia alla que ad haec revocari possunt; sub corporali comprehensimus quacumque corporis castigationem, afflictionem, vel etiam publicam reprehensionem, aut infamationem, aut incarnationem, vel deputationem ad quacumque vel laboriosum opus, seu ministerium; aline enim poenas temporales, que fieri solent in externis bonis fortune, in religiosis, qui non possidet prorsa bona, locum propriam non habent; quamvis enim privati possint usum aliarum rerum, qui alias ipsam licet, vel etiam secundum regulam esset debitus, ills tamen privato propter corporis afflictionem imponitur, et ita sub prae- dicta poenas comprehenditur.

4. Tractatur secunda pars tituli, de potestate coercivia spiritualis. — Queri ergo impri- mis potest, quantum se extendat haec potestas...
Praelatorum religionis, quod spiritualem coercionem, in modo, suo numero, aut specie penarum. In qua re imprimit, si limitatio adhibita est vel in Pontificum concessione ac privilegii, vel in distributione seu applicatione ejus, facta ipsa Praelatis per religionem ipsam in suis capitulis, vel per aliquem superiorem potestatem habentem, illa limitatio servanda est; hoc autem quia ex positiva constitutione pendet, inde in unaquaque religione sumenda est. Quand autem indefinita est concessio ad regendam et gubernandum religionem sub protectione immediate Summi Pontificis suscepat, et ab Ordinariorum jurisdictione exemptam, illa potestas non habet aliquam limitationem, nisi quam ex natura rei secum affert, vel comuni habet in Episcopis, quia ex nullo alio capitae fingi potest limitatio, et ubi lex non distinguat, nec limitationem addit, non possimus nos voluntarie illam ex cogitare. Unde fit, esse in hujusmodi Praelato potestatem ad coerendos subditos per quamcumque ecclesiasticas censuras, quae alias justae possint in tali materia seu crimine personis imponi. Patet, quia in Episcopis est haec potestas; ergo et in his Praelatis; item quia Praelati possunt excommunicare; ergo et alias censuras ferre.

8. Recipitur interdictum locale.—Dixi autem, quae possunt imponi personis, ut excluderem interdictum locale, quod non potest ab his Praelatis imponi, ut in superioribus dixi, in c. 2, n. 14, ex propria materia de censuris. Dubitari autem potest, an extendatur ad censuras quae communibus imponuntur, ut sunt suspensione capituli, et interdictum generale personale. Non video tamen cur sit illis haec potestas neganda, quia vere sunt Praelati et judices respectu inferiorum communitatum, ut verbi gratia, Generalis respectu capituli provincialis et inferiorum, et Provincialis respectu capituli conventualis (debent enim cum proportione sumi); ergo potest Praelatus superior suspendere capillum sibi subjectum, vel interdicere communitatem religiosam, si necesse sit, quia haec potestas jure ordinario conjuncta est cum tali jurisdictione, et utilis est ad communem gubernationem; et nulla est ratio excipiendi illam. De interdicto enim locali est specialis ratio, quia quadammodo redundaret in personas non subditas ipsis Praelatis regularibus, et propterea non est eis data tam ampla potestas, quanta est in Episcopis; interdictum autem personal non transcendent ipse personas vel communatum earum; et ideo non est in eo similis ratio.

6. Dubitari autem potest an haec potestas ferendi censuras conveniat etiam Praelatis conventualibus religionum; illi enim videntur esse tanquam parochi, quibus haec potestas non conceditur. Dicendum vero est, etiam illos habere communiter potestatem excommunicandi, ut constat ex observantia fere omnium religionum, et ex supra dictis, citato cap. 2, ubi ostendimus posse etiam Praelatos habere jurisdictionem quasi Episcopalem, nam hic actus solet esse primus qui cum tali jurisdictione conceditur. Unde fit ut hi Praelati etiam possint suspendere singulas personas sibi subjectas, quia qui potest excommunicare, potest etiam suspendere; nam qui potest in majus, potest etiam in minus, quando est rationis similitudo sufficienti, vel quando comparantur quodammodo tanquam totum et pars, et potestas est jurisdictionis ordinariae, et non delegata; quae omnia in praesentia concurrunt. Suspenso autem capituli et communitatis non videtur pertinent ad hos Praelatos, quia non habent capillum a seipsis constituentiam et sibi subjectum; Praelatus enim conventualis non habet jurisdictionem extra suum capitulum; illius autem ipse est caput, et ideo nihil potest pecare ipsum capitulum quod ipsi praecepse non impetetur, ac proinde non potest ipsam esse judex criminis commissi a tali capillum, ut capitulum est; ergo nec potest illud punire per suspensionem. Denique, sicut non potest suspendere seipsum, ita nec capitulum, cujus ipse est caput. Unde, licet justae suspendere singulos, inspiss semper maneret habilis, et in eo servarentur vox capituli, juxta doctrinam Abbatis, in c. 1, de Elect., n. 5, communiter receptam, ut testatur Navar., cons. 38, de Reg. Atque eadem ratio est de generali interdicto personali totius conventus; particulariter vero videtur ferri posse per hujusmodi Praelatos, propter rationem proxime factam. Ordinaria autem non videtur esse in usum, sicut sunt aliae duas censures. Cujus ratio fortasse est, quia pro singulis personis illae duas censures sunt magis accommodate, et sufficiunt maxime pro personis religiosis, quae non solent esse adeo contumaces. Imo, ut recedant a contumacia, sola excommunicatio imponi solet; quando vero additur suspensio, magis est ad punishmentem delicii commissi, ad quem finem non est tam accommodata censura interdici, quia privat medii spiritualibus, et necessarius ad animae profectum.
De aliis autem poenis ecclesiasticis dicendum est, proprium irregulatatem non posse ab his Prae latis imponi. Probatur, quia neque Episcopi illam imponunt; irregulataris enim tam gravis res est, ut solo Pontificio jure imponatur, et solum in casibus ab ipso expressis, eis qui, de Sententia excommunic., in 6, extra quos casus nec per judicis sententiam, nec per novum jus inferiorum Prelatorum potest imponi, ut in propria materia, disput. 40, de Censur., ostendi; ergo nullo modo Prae lati religionem hanc poenam imponere possunt, sed ad sumnum declarare an quispiam subjicere illum incurrerit.

8. De aliis vero inhabilitatisus res est magis dubia: hinc enim videtur, in habilitare personam ad actum, ad quem natura sua vel divino jure habilibis est, videtur esse potestatem supremae, quam vocant meri et mixti imperii, ut collegi potest ex his quae tradit Nav., consil. 26, de Regul., n. 4 et 5. In contrarium autem est, quia per statuta religiosorum punitur sepe hujusmodi poenae, quibus redmittur iahabiles ad praetationes vel officia, etc. Respondetur, quando hujusmodi poena jure communi praeceptae sunt, ut imponende propter aliqua delicta, Prae latum regularem justa posse talem poenam imponere, imo etiam debere, quando jure proprio religious laea poena praecepta non est. Patet prior pars, quia illa poena canonicale est, et proportionata tali delicto; ergo justa imponere potest a iudice qui potestatem habet ecclesiasticam punitendi tale delictum; autem alias non sit specialiter prohibitem, talem poenam imponere. Posterior autem pars probatur, quia judex debet secundum jus judicare; ergo si non habeat proprium, debet judicare secundum commune jus. Liceit enim religiousi sint exempti a jurisdictione Episcoporum, non tamen a jure commune. Et ideo, si poena sit lata ipso jure, et tale jure universalis sit pro omnibus ecclesiasticis personis, religiosos transgressum ipso facto poenam incurrit; ergo si poena solum sit ferenda per judicem, etiam erit imponenda religioso delinquenti per suum Prae latum. At vero si jus non sit universale, sed de clericis secularibus loquitur (quod attente ex verbis et usu considerandum est), tunc non erit ita necessarium illam poenam imponere, sed ad prudentiam judicis pertinere illam legem imitari, et cum proportione ad talem personam et statum illum applicare.

9. Quando vero talis inhabilitas non est jure communi imposita, adversum oportet an respiciat actum cujus valor pendet aliquo modo ex potestate dominativa vel voluntate religiosis, nee nee. Nam, quando habet dictam dependentiam, optime potest religio talem habilitatem imponere seu instituire, quia potest suum consensum non praestare, vel potestatem non concedere; sic ergo potest inhabilem reddere personam ad praetationem in religione habendam, non consentiendo, scilicet, electioni ejus, vel non praebendo jurisdictionem, quae ab ipsa religione manare debet. Aliis vero spirituales penae, vel inhabilates quae hujusmodi non sint, neque a jure sint instituta, non possunt a religionibus denuo excogitari, aut institui, quia hoc prope spectat ad pontificiam potestatem, ut latius diximus tractando de censuris et de irregularitate, disput. 40, multoque minus possunt ipsi Praelati novas spirituales penas adinvenire aut imponere, sed solum quae jure communi aut proprio imposite sunt, vel ad instar illarum, quando poena fuerit arbitraria.

10. An dicta potestas competat Abbatisiam monialium. — Tandem dubitari potest an hic potestas conveniat, vel convenire possit Abbatisiam monialium. Ratio dubii quoad primum partem esse potest, quia olim Prefecti monasteriorum, licet essent laici, poterant suspendere et excommunicare; nam de communicatione sepe fit mentio in Regula 8. Benedicti, ut patet ex regula 33 et sequentiibus, usque ad 23; suspensionis autem meminit Cassianus, lib. 4, Instit., cap. 29; ergo eadem ratione poterant Prefectae monialium similis penas imponere. Quoad secundum vero partem, ratio dubitandi esse potest, quia in cap. Disiecta, de Majorit. et obedient., dicitur, Abbatisam solutam esse suspendere ab officio aut beneficio moniales, et clericos suas jurisdictionem subjectos. De hac re dixi ex professae in materia de censuris, disput. 2, sect. 2, a n. 5, et idem breviter eam expediam. Loqui enim posse aut de communi et ordinario jure, aut de speciali privilegio alienius Abbatisse. Priori modo dicendum est, non possa monialium praetatus hujusmodi penas spirituales imponere, quia saltum ordinario jure non habent jurisdictionem spiritualem, quas ad illas penas imponendas necessaria est. Unde idem dicendum est de quocumque Prefecto religiosorum non ordinato, quia secundum commune jure non clericus est capax jurisdictionis spiritualis, ut supra tetigimus, c. 3, n. 20, et latius in eodem loco diximus; et idem adnotavimus etiam supra, ex-
communicationem illam apud S. Benedictum non esse censuram ecclesiasticam, sed solum separatium quandam ad communem mensa vel choro, vel conversatione fratrum, ut ab expositioribus adnotatur, et ex ipsa regula non obscure colligitur. Et similis erat suspensio, de qua loquitur Cassianus, eamque vocat suspensionem ab oratione, id est, vel separatiam a communis oratione, vel privationem preferendi orationem aliam in communis conventu fratrum. Has ergo et similis penas poterunt Abbatisse monialibus imponere, si aliqui sint conformes sua regulae vel consuetudini, et ordinariam modum disciplinae religiosae non excedant. Nec tales penas sunt proprie spirituales, sed ad corporales reducuntur, ad modum exilii vel separatiorum cujusdam. Fortasse etiam potest habere penam a aliquid spiritualem extendi, ut si sibi uterque quis non communicare talis die, vel non orare, sed in alio operare laborare in poenam; hec tamens, si aliquando permittatur, non impuniter per propriam jurisdiccionem, sed solum ut mandata quaedam per dominativam potestatem, et non inferuntur proprium ut sunt spirituales privationes, sed ut inducent aliquid notam vel ruborem.

44. Loquendo autem de specialibus privilegiis, Canonis multa concedunt bis Abbatisis, ut patet per Panormitanum et alios, in dict. c. Dilicta, et in c. Cum dilictus, de Consuetud., n. 20, et in cap. Dilicta, de Excess. Praet. nimirum, posse conferre beneficium, et habere jus instituendi, et consequenter posse suspendere a beneficio, imo et tollere illud, vel etiam suspendere a ordine, saltum lato modo, praecipue sciocet clericis ne celebrent. Et rationem reductum, quia ista sunt jurisdictonis spiritualis, et non ordinis. Et nihilominus omnes pro comperto habent non posse ex quocumque privilegio ecclesiasticis censuris inferre; et hoc sequuntur Sylvester, Angel. et alii, verb. Abbatisse. Difficilis tamens illa ratio, et non satis consequens doctrinam; nam ferre censuram etiam est actus spiritualis jurisdictonis, et ad illum non requiritur ordo per se, et ex vi talis actus; ergo eadem ratio est de illo et de quocumque alio actu, qui per se requiritur jurisdictonem spirituali, et non ordinem. Patet consequentia, quia vel spiritualis jurisdicton praequiret ordinem (sub illo primam tonsuram includendo) tanquam necessarium dispositionem seu conditionem, ut subjectum sit capax talis jurisdictonis; et sic nulla jurisdicton spirituallis neque actus ejus esse poterit in feminis. Vel neque isto modo requiritur ordo ad jurisdictonem spirituali habendam et exercendam; et sic etiam jurisdicton ad censuras ferendas esse poterit in persona carente omni ordine, et etiam incapaci ordinis. Respondere poterit, verum quidem esse de absoluta potentia Pontificis posse jurisdictonem spiritualem, etiam ad censuras ferendas, communicari laico vel feminae; tamen, secundum jus commune et perpetuam Pontificum observationem, id nuncum fieri, nec talia privilegia concedi; alios vero actus, qui minorem jurisdictonem requirunt, interedium concedi Abbatisis. Sed distinctio hec mihi non satisfacit, quia non video quomodo possit sufficierent in jure fundari; nam, quod laics vel feminis non communicetur jurisdicton ad excommunicandum, verbi gratia, maxime habetur ex generali regula, quod potestas clavium, etiamis jurisdictonis tantum sit, solis clericis communicatur, juxta ordinari et perpetuam jus Ecclesiæ; omnis autem jurisdicton spiritualis pertinet ad potestatem clavium. Unde Div. Thomas, in 4, d. 19, q. 1, art. 4, quest. 3, ad 4, generaliter ait, feminam non posse habere aliquam jurisdictonem spirituali; et iterum, feminam non habere clavem ordinis aut jurisdictonis. Addit autem, multier committer aliquem usum clavium. Circum verba difficile ad explicationem est, quomodo alii committatur usus clavis, si non committitur ipsa clavis; uemo enim uti postet re quam non habet. Item nemini committer potest usus jurisdictonis, nisi committeretur jurisdicton; ergo similiter, etc. Quod ergo est committer feminae usum clavium, vel (quod idem est) usum jurisdictonis ecclesiasticæ, si clavis ipsa et jurisdicton non committeretur.

44. Concluditur neque ex jure speciali Abbatisas habere propriam jurisdictonem spiritualem in moniales. — Sane D. Thomas non aliter declarat usum clavium, qui committerit feminæ, nisi quia ei datur habere correctionem in subditas mulieres, propter periculum quod minime possit, si viri mulieribus cohabitarent. Unde non videtur loqui de speciali potestate que illi solet aliquando concedi ex privilegiis, non solam in feminas subditas, sed etiam in viros, et clericos quos interedium potest habere subjectos, ut patet ex dicto c. Dilicta. Quare, juxta mentem D. Thomæ, non dicitur concedi feminæ usus clavium, quia verus actus jurisdictionis spiritualis ei concin-
CAP. IX. AN IN PRELATIS RELIGIOSIS SIT POTES VARA COERCIVA, ETC. 149

datur; nam corripere subitas feminas non est actu jurisdictionis spiritualis, sed est actu cujusdam dominii religiosi, quod propri non a potestate clavium, sed a voto ombidientie et professione religiosa descendit. Vocatur autem ille usus clavium, vel solum per quamdam analogiam et imitationem, quia illud dominium est alioquando spirituale; vel quia etiam illa potestas et usus ejus non est sine interventum clavium, quia etiam ille modus Prelationis seu regiminis non potest esse sine approbatione Pontificis, et ideo est veluti quasi dum usus per claves commissus. Quocirca, respectu monialium certum videtur nunc iam Prelatos habere potestatem imponendi praetacias pœnas spirituales, saltem per seipas, quia per nulla privilegia major potestas coerciva eis conceditur circa moniales subjectas, quam quae sufficit ad predictam correctionem religiosam.

13. In clericis et alia personas habere potest Abbatisa jurisdictionum quondammodi spirituales. — De alia vero personis, et maxime de clericis qui inter idem subjiciuntur, existimo imprimis, illam subjectiorem non esse ratione aliquae proprie jurisdictionis spiritualis, ut ratio facta, et auctoritatis D. Thomae probatur; sed ratione aliaejus dominii, vel jurisdiictionis quae, licet substantialiter temporales sit, tamen annexa est alioquando bonis aut personis ecclesiasticis, et ideo ecclesiastica dicit potest, et quondammodo spiritualis, quam committit feminae nec repugnat, nec est omnino inustitatum. Atque hoc modo habet aliquando Abbatisa integrum administracionem et gubernationem omnium honorum monasteriorum, quae ecclesiasticum sunt, inter quae bona sepe continentur villae et castra, quorum jurisdictionis temporalis tota est monasterii, et Abbatisse committitur, et aliquando etiam extenditur ad personas clericorum, quantum ad actum praecipien di illis, et castigandi illos; nam hi etiam actus de se non sunt spirituales, sed corporales (ut sic dicam); Ecclesia autem eos sibi reservavit propter dignitatem talium personarum; eos autem interum committit etiam per jurisdictionem ordinariam his personis quae, licet ordinem non habeant, sunt tamen ecclesiasticae, et in ecclesiasticae dignitate constitutae. Quo conditio sufficit ut ei committatur jurisdiction in personas ecclesiasticas, quando non datur ad actum proprie spirituales, sed ad alias temporales vel corporales, quatenus in persona ecclesiastica versari possunt. 14. Namque tamens et concedetur actus propri et directi spiritualis jurisdictionis. — Quocirca, quando actus est proprius spiritualis, existimam quam a hujusmodi personis propriae jurisdictionem ad illos adveniens, sed ad summmum concedi actum alium, qui sit veluti conditio ad cujus presentiam, id quod spirituali est, fit ab ecclesiastico Prelato, ad cujus potestatem id spectat. Exemplum est in facultate eligendi confessorem, quae datur penitenti; non enim illi tribuitur potestas dandi alteri jurisdictionem, sed designandi personam, cui statim Pontifex dat jurisdictionem; ita ergo, cum dicitur Abbatisa possit conferre beneficium, aut habere jus instituendi, et similia, intelligendum existimo quod actum presentandi seu designandi clericum, cui beneficium vel jurisdiction ecclesiastica conferatur; nam dare hanc jurisdictionem vel beneficium, quod jus spirituali quod includit, est actus clavium, quam potestas feminas non communicatur, juxta c. Nova, de Penit. et remiss. Aliquando vero hic presentatio fit homini, verbi gratia, Episcopo, ut ab eo collatio et instituto fiat, ut in c. En nocitum, De his quae sunt a Prelatis sine, etc. Aliquando vero fieri potest absoluta per simplicem designationem, et quasi electionem, ut ipso facto beneficium et spirituali jus a Pontifice conferatur. Atque eadem ratione potest interdum Abbatisa dare possessionem beneficii, quia ille in rigore non est actus proprie jurisdictionis spiritualis in ipso executore, sed in praecipiente; tunc autem Abbatisa sollem habet tanquam is cui delegatur executio; et eodem modo potest dare titulum, id est, testimonium beneficii alteri collati, non a se, sed a Pontifice ad suam nominationem. Eodem ergo modo possunt e contrario privare beneficiis, vel possessione eorum in poenam, si hoc eis speciali privilegio concessum sit, quia tunc etiam non exercit proprie jurisdictionem spiritualis, sed ad voluntatem eorum Pontifex est, qui suspendit influxum, seu auferit jurisdictionem spiritualis.

15. Dices: ergo simili modo poterunt etiam excommunicare, non directe, et per se spirituale vinculum faciendo, sed designando personam quam Pontifex statim liget ad declarationem seu voluntatem Abbatisse. Respondetur non inveundi in hoc repugnantiis, nec excedere potestatem Pontificis, ut a fortiori constat ex dictis in materia de censoris; regulariter autem hoc non concedi, fortasse propter periculum abutendi censorius; vellent enim suo judicio illas imponere vel auferre,
quod non potest esse conveniens. Aliquando autem concedi solet his Abbatisiss, ut per officiales suos possint excommunicare; tunc autem ipsi officiales non accipiant potestatem excommunicandi ab Abbatisiss, sed a Summo Pontifice, ad mandatum seu designationem Abbatissae; sicut dici etiam potest de Conservatoribus judicibus; eliguntur enim a religiosis per sua privilegia; jurisdictione autem eis datur a Summo Pontifice. Denique codem modo de aliis censuris suspensionis et interdicti judicandum est, ut expresse Abbas supra docuit; quamvis, latius loquentes de his prout solvunt significant prohibitionem aliquam, possit interdum per hujusmodi Abbatissas fieri, ut supponitur in dict. cap. Dilecta, et dixi in materia de censuris. Et hae de pena spiritualibus.

CAPUT X.

AN IN PRAEGLATIS RELIGIOSIS SIT POTESTAS COERCIIVA AD PONAS CORPORATIONES.

1. Praeatus religiosus neguit panem mortis impenerare subdito. — Posset tamen ex eis professionis relaxare brachio seculari. — Aliunde tamen id re vera non potest. — Circa corporales ponas potest in specie tractari, ad quas se extendat hae potestas Praetorum religionis. In quo certum est non extendi hanc potestatem ad ponam mortis, que a nullo judice ecclesiastic o imponi potest, capit. Cum non ab homines, de Judicibus. Quia vero ecclesiastici judices interdum possunt sentientiam ferre de delicto, et reum postea remittere brachio seculari, dubitari potest an potestas horum Praetorum ad hoc se extendat. Dicendum enim videtur, ex eis solius professionis religiosae hoc non repugnare, quia possunt Praetati regulares religionum incorrigibilem propter enormia crimina habitu et omnibus privilegiis religionis privare; ergo consequenter possunt, si dilecta id mereantur, talem personam tradere brachio seculari. Dizi autem, quantum est ex parte professionis, quia, si religiosus sit ordinatus clericus, non potest religiosus Praetatus illum degradare, nec privare privilegio clericali, et illum tradere brachio seculari, quantumvis illum privat statu seu habitu religiosi. Addo etiam, si ex parte ipsius Praetati consideretur quod est clericus, quodque jurisdictionem ecclesiasticam administrat, non posse ita religiosum privare imminutate, ut illum tradat brachio seculari, nisi hoc ei speciali privilegio concessum sit. Ratio est, quia, nisi hae remissio fiat autoritate seu privilegio Pontificis, vix potest ab irregularitate excusari, ut latius in propria materia tractavi, disput. 47, section. 4. Secundo, quia hae immunitas conceditur religioso, non tantum ut clericus est, sed etiam ut est religiosus, in favorem, non privatae personne, sed religiosi; et ideo non potest Praetatus privare religionem hoc favere propter peccatum privatae personne, nisi hoc ei specialiter concedatur; sicut non potest privata persona renunciare privilegio in favorem communitatis concessi, cui per talem renunciationem prejudicium fiat. Et ob hanc causam, existimo Praetatos religionum numquam habere hanc potestatem, quia numquam hae specialiter concessae, neque expedit ut ea utantur, propter decentiam et honoram religiosis.

2. Obiectum ex consuetudine condemnandi ad mortem ejus de. — Obici autem potest communis usus, et praxis secularium judicium condemnantiam ad mortem hujusmodi religiosos delinquentes et ejus de, quam ubique servari testatur Cassaneus, in Consuetudinibus Burgundiae, fol. 51, num. 60. Sed circa hoc advertendum est, dupliciter intelligi posse religiosum trahit brachio seculari, ut de crimen morte digno judicetur, sicilett permisssive tantum ac remotc, auferendo impedimentum religiosi habitus et immunitatis. Secundo, immediatce, et (ut sic dicam) positive, illum trahendo in manibus judicis secularis, postquam de crimen convictus et judicatus est. Nos loquimur de hoc posteriorem modo, et sic nescimus esse talem consuetudinem. Imo etiam ab aliis judicibus, quando non temere, sed ordinante procedunt, vix aliquando id fit, nisi in casso hæresis; in quo case etiam cum religioso id faciendum est, non tamen a Praetato religionis, sed ab Inquisitoribus, quibus judicium de illo crimen reservatum est, ut in specie, agens de jurisdictione religiosorum, tractavit Navarrus, Consil. 1, de Hereticiis. Alii vero casus, in quibus possunt Praetati ecclesiasticum hoc modo tradere clericum degradatum judicis seculari, rari sunt, ut tractavi t. 5, ad 3 partem, disput. 6, de Suspens., sect. ult. Et in eis existimo, non debere nec posse religiosum Praetatum hoc modo tradere subditum, quantumvis incorrigibilem, tradere brachio seculari, propter ea que diximus. Consuetudo ergo illa, si que est, videtur intelligenda priori modo; in quo etiam aliqua distinctio obser-
vanda est; nam religiosus semel ejusdem duplicitatem potest morte plecti a judice seculari. Primo, propter delicta commissa post ejectionem a religioni, digna tali poena; et hoc modo facile potest admitti, si fuerit consuetudo, quando religiosis ejusque alias clericus non est; quia in eo statu judex ordinarius ejus non est Prelatus religionis, nec videtur reputari tanquam persona ecclesiastica, supposita dicta consuetudine. Quod ideo adverto, quia religiosus, quantumcumque ejus esset, verum religiosus manet, ut infra, lib. 3, cap. 5, ostendam, et sub obedientia Episcopi esse debet tanquam ecclesiastica persona; et ideo videtur frui privilegio fori, nisi per contrarium consuetudinem amissum sit. Quia consuetudinem maxime tolerari possit, quando talis religiosus ejus esset nec regularem aut clericiam habitationem portaret, nec obedientiam Episcopum servaret. Secundo modo possunt priuiores religiosi egressi criminis in religionem commissae; et hoc modo nec admittendum, nec probandum censeo talem consuetudinem, nisi cum, quod a judice securi possit ad mortem damnari egressi criminis, tum quia illa commissit in alieno foro, et quasi in diverso territorio; tum etiam quia supponitur jam judicatam et punitus, nam per sententiam definitivam ejus est a religione propter talia criminia.

3. Nec quisitem Prelatus damnare subditi ad mitigationem, aut etiam flagellationem per plates.—Bene tamen damnare ad triremes.—Præterea non extenditur hæc potestas ad mitigationem membri, nam hæc ejusdem rationis est cum poena mortis, quod attinet ad irregularetatem et repugnantiam cum ecclesiastica mansuetudine. Item excludenda videtur poena publica corporis, quia ordinarium non est in usu in ecclesiastico foro propter decentiam religiosi et clericalis status; qualis est publica flagellantio per plates et vias civitatis. Nam, licet absolute non excedat ecclesiasticam jurisdictionem hujusmodi poena citra sanguinis effusionem, tamen regularitter non est in usu Ecclesiæ respectu personæ ecclesiastici; neque talis poena per canones aliquando designatur, et ideo non est extendenda poesta Prelati regularis, ut arbitrio suo possit illam imponère. Potest nibilominus religio purgare subditi poena' triremis, ut late Navar., Comment. 2, de Regularibus, num. 53, ubi id maxime probat ex consuetudine pluriem regularium, et quis illa poena non includit diffusionem sanguinis per se, neque aliquo speciali jure est prohibita, et ideo potuit consuetudine indecu, nam jurisdicio potest consuetudine acquiri, c. Cum contingat, de Foro compet., ubi glossa alia referit. Si eam quod alia multa horum Prelatorum jurisdiciot consuetudine aucta est.

4. Objectio contra hanc poenam triremium.—Impagnatur uso.—Poteat autem obiecti ex eodem Navarro, quia hujusmodi poena videtur nimis acerba, et excedens fraternitatem et mansuetudinem religiosam, et (quod gravius) est nimis periculosa saluti animarum eorum qui sic puniuntur, propter pravam societatem, et mores perditos, et infinitas peccandi occasiones illius status. Cum ergo Prelati religiosi maxime debeat subditorum saluti consulere, quantumvis mali sint, alienum ab eorum charitatem et munere videtur hanc poenam imponere. Unde non legimus antiquos Patres, Basilium, Augustinum, Benedictum, etc., tali poena usosuisse; immo (quod magis urget) neque Episcopi solent seculares clericos hac poena afflicere, sed solus Summus Pontifex videtur posse id facere. Ratio etiam abideri potest, quia nulla poena repugnans privilegio canonicis sit quid quidem, potest imponi a judice ecclesiastico inferiori Summo Pontifici, nisi juxta formam juris communis, sicut post reatum degradacionem, quia Prelatus inferior non potest privare subditum privilegio a superiori concesso; at vero poena triremium est contra privilegiwm canonicum, quia ibi rei vapulantur a laicis, et per vim ibi detinentur. Nec satis est respondere, illud fieri auctoritate, et quasi ex commissione Prelatorum, et ideo excusari juxtac utef. Fama, de Sentent. excomm., nam, licet hoc satisfacer quod violentam detentionem, non tamen quod vererationem; quia hoc ipsum est contra privilegium canonicum; prohibetur enim Abbas flagellare subditum religiosum per laicum, capit. Universitatis, de Sent. excommunic., et ibi communis.

5. Satis est objectioni.—Respondetur, ut rationes persuadere, raro posse ac debere Prelatos regulares hanc poenam imponere, non tamen probare esse per se injustam aut illicitam, quia poest esse equalem delicto, et alias non est intrinsecum male, nec jure prohibita. Neque obstat quod non legamus antiquos Patres illa usosuisse, tum quia aliquo forasse graviores tunc erant in usu, qualis est perpetua incarceratio cum magna ciborum diminutio, et alius corporalibus poenis; tum etiam quia tunc non erat tanta necessitas, quae non
erat tanta multitudo personarum in singulis religionibus, nec fervor earum adeo fuerat diminutus. Et ideo, licet talis poena acerba sit, non semper excedit religiosam charitatem et mansuetudinem, quia est interdum necessaria ad exemplum et timorem aliorum, et ad satisfaciendum publico scandalis, ex enormi et publico delicto exortus. Magis profecto cavienda esset hec poena propter periculum anime; tamen, quia hoc periculum accidentarium est, toleratur interdum, eo quod non occurrit alia commoda via digna puniendi delictum sine morte. Et fortasse ideo hec consuetudo non ita invinuuit apud Episcopos respectu clericorum secularium, quia, quando aliquod delictum est dignum acerba poena corporali etiam in persona ecclesiastica, perpetuo vel diuturno carchere illud punire solet; quia sine magno gravamine id facere possunt, et cum minori periculo reorum; religio autem sepe non posset sine magno gravamine hos secum retinere etiam carchere inclusos, ut infra, lib. 3, iterum attingamus, tractando de ejectis.

6. Ad impugnationem casationis in num. 4 Navarri responsio non placet. — Altera responso, quae etiam instatur. — Ad rationem autem in contrarium respondet Navarrus, legem probentem ne persona ecclesiastica per laicum verbetur, etiam auctoritate Praeatis ecclesiastici, contraria consuetudinem sublatam esse, ita ut non solum a poena et censura, sed etiam a culpa excuset. Verumtamen et Panormitanus, quem ipsa citat, non probat illam consuetudinem, et praeterea non dicit esse de verbatione, sed de tortura, de qua fortasse non est eadem ratio, nisi accommodetur modo statim explicando. Et ideo, in tomo 8, disp. 92, sect. 1, a n. 40, explicando excommunicationem canonis Si quis sedente, censui illud c. Universitatis, quam observationem retinere, prescriptam circa regulares, de quibus in specie loquitur; nec putet contrarium consuetudinem in eis ostendi posse. Dico ergo imprimit, c. Universitatis loqui quando poena flagellatio nis directe imponitur, et persona religiosa ad hoc traditur ministerio ut vapulet. Quod non ita fit in poena treiremis, quia per se solum ordinatur ad laborum remigandi, per accidentem autem adjungitur flagelatio. Sed hoc non satisfacit, quia vel postea libenter verbatur religiosus damnatus ad triremes, vel non. Si primum, jam sine culpa non servatur lex lata in dict. c. Universitatis. Si secundum, certe non juste damnatur religiosus ad illam poenam, tum quia, moraliter loquenti, habet verbationem quasi per se adjunctam; tum quia dataitur alia materia peccandi.

7. Easculator responsio. — Addendum ergo est, dictum cap. Universitatis specialiter loqui de verbatione quae fit modo religioso, et juxta religiosam disciplinam, ut ex ipso textu clare constat; et quod hoc non existimo illam legem esse usu revocatum; neque talis consuetudo esset rationabilis, cum hoc pertinet ad religiosam honestatem, et possit decenter servari; quando autem religiosus verberandum est non more religiosorum, sed more aliorum secularium, et infamiam reorum, non procedit ille textus, quia nec de tali casu loquitur, nec posset deceter servari, quia non potest persona religiosa tale munus per se icite aut deceter exequi. Ita ergo contingit in verbatione illa quae fit in triremeibus, et in hoc est etiam simile exemplum de tortura; ideo enim religiosi torquentur per ministros laicos, quia torquentur more laicorum, quod torquere munus non posset religiosa persona per se deceter exequi. Illud autem in utroque casu difficile manet, quomodo seiclost possit religiousus taliter torqueri licite, vel ad laicalem (ut sic dicam) verbationem, vel poenam, quae illam includat, damnari. Ad quam difficultatem nihil aliud respondere possimus, nisi consuetudine introductum esse, quam damnare non possimus, cum sciente et tacente Summo Pontifici inuineretur, et a viris doctrina et religione insignibus observetur; quae bona etiam fide incipere potuit, quia nullum est expressionem decretum quo prohibetur; nam potius in cap. 1, de Calumniatoribus, subdiacoonus verberibus publice castigari precipitur, et in c. Quia iustitia, s. 6, similiter dicitur, aliquando posse ut infamem verberibus castigari.

8. Postot illeris Praelatus damnare subditum exilio. — Unus modus exilii ad quem dat potestas. — Alter modus. — Statuendum praeterea est, possidet etiam Praetatum regularum punire subditum criminosum poena exili; hanc enim etiam canones imponunt ecclesiastica personis, ut patet e. c. Cum beat. 43 d., et e. 4 de Calumniatoribus, ubi glossae id notant, et alia jura adducunt; et de persona religiosa est eadem ratio, et nulli habetur vinaetum prohibitur quod hac poena puniatur; neque etiam ob rigorem excedit potestatem talium Praetorum, nam major est poena triremeum; ergo. Postot autem hoc exilium dupliciter intelig. Primo, intra ipsam religionem; secundo, expellendo a religione, et simul relegando. De priori modo est res perspicua, et
CAP. X. AN IN EISDEM SIT TALIS POTESTAS AD POENAS CORPORALES. 143

quotidiana praxis; nam ubi sunt filiationes monasteriorum aut provinciarum, solent religiosi propeter delicta a propriis monasteriis vel provinciis ad aliena transferri; et illud est quoddam exilii genus, quo modo solent etiam puniri moniales, quando graviter et scandalo se in suis monasteriis delinquent; tantque gravior erit hae poena, quo in loca magis distantia, vel minus cognita, facta fuerit mutatio. Ubi autem non sunt filiationes, habet locus hoc exilium per mutationem provinciae aut regni, vel propriis originis, vel professionis, et educandis in eadem religione. De sequente autem modo exilii solent aliquando religiones Praetati, dum aliquem expellunt, illi simul præcipuiere, ut in tali provincia vel religione non habitet, et ita simul condemnant rem et ad expulsionem et ad exilium. Et videtur hoc esse possis justum, tum quia delictum potest esse dignum utque poena; tum etiam quia ad honorem vel pacem religionis pertineat potest, ut talis religiosa ejectionem ibi non habitet.

9. Ad hanc modum non dari potestatem praebere. — Sed nihilominus in rigore non videtur obligare tale praecipuum, et consequenter neque hanc poenam posses hoc modo imponi, quia postquam religiosis ejectionem est, non est substitus religionis, nec tenetur Praetatis ejus obedere; ergo neque illi praecipue obedere cogitur; nam, eo ipso quod cessavit subjecto, cessavit etiam praecipuum. Confirmatur, quia non potest Praetatus imponere praecipuum subdito, pro eo tempore pro quo vel ipse non est futurus Praetatus, vel alter non est futurus substitutus, tum quia praecipuum expirat morte mandantis, nisi sit lex; tum etiam quia extra territorium jus dicenti non est parendum, c. 2, de Constitut., in 6. Confirmatur tandem, quia ab similes rationes (praetor alias), si Praetatis ei, quem ejiciet, precipiatur ingredi aliam religionem, non tenetur ei parere, ut dixit Navarr., consil. 77. de Regul., et infra etiam, lib. 3, c. 5, num. 20, dicemus. Unde etiam obiter colligo, religiosum ejectionem, cui Praetatus concedit facultatem ingrediendi aliam religionem, dummodo non sit in talis regio provincia, non obligari ex vi praecipui ad hanc conditionem servandam; quia illa respiciet tempus in quo jam non est futurus substitutus, et virtute continet quoddam exilium. Dico autem, ex vi praecipui, nam ex vi pacti possit obligari, ut si ad vitandum aliud genus poenas justae, sub ea conditione et pacto acceptasset ejectionem; tunc enim, si conditio fuerit justa, et libere acceptata, obligat non per modum praecipui humani, sed ex naturali lege fidelitatis vel justitiae; neque erit sufficienti excusatio, quod metu gravioris poenae fuerit acceptata; quia ille metus non fuit injuste incessus; sient quando damnato ad mortem remittitur poena, ea lege ut obligaret ad ducendam in uxorom talen mulierem, vel ad tale nummus publicum exercendum, justa est conditio, et obligans postea in conscientia.

10. Praetor has poenas potest etiam Praetatus religiosis præcipiere subdito graviores aliquas posnientias, vel labores, aut opera, vel aspera et dura, vel humilia et abjecta, pro qualitate delicti. Hae sumitur ex Sylvestro, verb. Religio, 6, q. 6, et Angelo, verb. Religiosus, num. 20, et constat ex dictis supra de voto obedientiae. Unde in hoc consideranda est differentia inter has poenas et alias graviores corporales, quod ad alias solum obligatur homo, ut eas patiatur, non resistendo violenter; ad eas autem potest obligari religiosus etiam active (ut sic dicam), eas in se exequendo, quia haec obligatio non excedit humanam jurisdictionem, nec est res nima ardua aut difficiilis, de quo latius in materia de Legibus, lib. 5, a c. 5. Hic vero occurrerat specialis difficultates de religioso damnato ad perpetuum carcerem, an tenetur non fugere, etiamsi posset.

Item, si damnatus sit, ut fame paulatim peraret, per insensibilem quandam cibi dimensionem et subtractionem, an tenetur non amplius comedere, etiam si possit. Verumtamen haec questiones generales sunt, de quibus videri potest Covar., lib. 4 Varvar., c. 2, n. 14; Caiet., 2. 2, q. 69, art. 4; Sot., lib. 5 de Justit., q. 6, art. 4; et specialiter de religiosis, Navar., Comment. 4 de Regul., numero sezxagésimo tertio; Salsedo, in Practica crim., c. 437. Quia omnes conclusidunt, in priori casu teneri religiosum ad non fugiendum, tum ex generali lege justitiae vel obedientiae, qua tenetur reus parere senitentiae justae, et illam servare, quantum ad ea quae per ipsum licite exerceri possunt; tum etiam speciali titulo, quo religiosus tenetur ratione voti obeidentiam in claustrum manere, et intra terminos ejus a Praetato praescriptos. Quae sententia vera est, maxime in religiosis; intelligienda tamen videtur ex vi solius detentionis seu incarcerationis; per accidentes vero, propter gravissima incommoda tali incarcerationi adiuncta, accidere potest ut contrarium liceat, situm jam dicemus.

11. In altero ergo puncto resolution com-
munitis est, non teneri rem mens abstinere a cibo necessario ad vitam conservandam propter poenam impositam; imo multi dubitant an licite posset id facere; qua questione omissa, quia pertinet ad materiam de homicidio, saltem certum est non posse obligari in conscientia ad hujusmodi abstinentiam, quia et est res minus difficilis, et naturali inclinationi repugna, et aliqui non est necessaria ad commune bonum; satis enim est quod re ipsa posset juste cibis privari, et quod judex posset precepsuo suo ministros justitiae obligare ne alimenta praebant hujusmodi malefactori, quod etiam potest prohibere Prælatus religiosis, tam virtute obedientia, quam ratione uti paupertatis. Ipsa vero religioso prohibere non potest quin licite comedat, si possit, quia nec justitia, nec obedientia aut paupertatis votum ad tam difficilium abstinentiam obligat. Unde infero, religiosos sic damnatum posse licite fugere, non ad fugiendum carcerem, sed mortem. Omnes enim fatentur damnatum ad mortem licite fugere, si possit, quia privilegium vitae tuendae maximum est, ut constat ex auctoribus citatis, et alius quos ipsi referunt. Sed qui ita damnatur ad perpetuum carcerem, ut per continuum inediae paulatim pereat, est damnatus ad mortem, nam, licet non sittdamnatus ut occidatur, est tamen damnatus ut quasi ab intrinseco moriatur, quod perinde est, quantum ad vitam detrimentum pertinet; ergo propter illud vitandum licebit fugere. Et fortasse in hoc casu loquentur Angelus, et alii auctores, quos Covar., Navar. et Saldedo referunt, dicens licere fugere damnato ad perpetuum carcerem.

CAPIT XI.

AN RELIGIOSE POSSINT A SENTENTIA ET PRÆCEPTIS SUPERIORUM APPELLARE.

1. Arguitur posse religiosum appellare a sententia injusta.—Item a justa, sed nimis rigorosa. —Hoc in loco tractandum occurrit, an religious posset appellare a sententia Praelati, per quam ad graviora poenam condemnatur. Et, ut questio sit specialis hujus materie, jaumenta est in eo casu, in quo licitum esset secundari clericus, vel laicus, a sententia legitiimi judicis appellare, vel quia reputat iliam injustam, vel nimis rigorosam, et sperat a superiore esse juste leniendam. In priori ergo casu videtur licere etiam religioso appellare, juxta doctrinam D. Thomæ, 2. 2, q. 68, art.

3. Quia talis appellatio nihil aliud est quam quaedam naturalis defensionis, quæ nemo posset justi privari. Confirmaur, quia si Praelatus religionis subditum aggredeteretur injuste, ut illum gladio occideret, posset subditus se illum gladio defendere, propter naturale jus defensionis; ergo si illum aggreditur per sententiam injustam, poterit se defendere, saltem per appellationem justam. Quod si hoc necessario admittendum esset in religioso, si damnari posset ad mortem, eadem ratione licebit quotiescumque damnetur ad patiendum iuriam, tantaque magis, quanto poenae injusta fuerit acerbior. Idem argumentari possunt de altero casu, quando, licet poena non exodat limites justitiae, multum tamen rigorosum est, et infra eosdem poenet minor imposi; cur enim non licebit rei mitioris judicem postulare, cum non petat injustum aut cur debet hoc magis religioso prohiberi quan alius, cum religiosum iudicium mitigassum omnium et paternum potius quam judiciale esse debeat? Tandem, quando Praelatus inferior præcipit subdito alicui nimis grave et difficile, potest subditus ad superiorem Praelatum recurrener, non solum pro injustitia, sed etiam pro nimio gravamine tollendo; ergo idem sit in penis.

2. Arguitur non posse, tum ex jure communis.—Tum ex statutis religionum.—In contrarium autem facere videtur c. Reprehensibilis, de Appellationih. ubi dicitur : Statuum se subjecti contra disciplinam ecclesiasticam is vocem appellationis erumpant ; et in fine subditur : Praeique vero hoc in religiosis volumus observari, ne religiosi, cum pro aliquo eorum fuerint corrigendi, contra regularem Praelati sui et Capituli disciplinam appellare praesumat, sed humiliter ac devouto suscipti quod pro salute sua fuerit eisdem injustum. Et in c. Ad nostram, eod. tit., prescript Alexander III cuidam Abbati, ut, licet religiosos appellare præsumat, eum, juxta sui ordinis institutionem, casget. Idem sumitur ex c. Licet, de Officio ordinari. Ex quibus jurisbus tunc videtur axioma communiter receptum, inter probos religiosos appellationis vocem audeantur non esse; et per statuta vel consuetudines religionum communiter hoc prohibetur, ut dicitur in lib. Monumenta ordinum, fol. 125, alias 230, concess. 489, et specialiter in ordinis Predicatorum est constitutio prohibens appellationem, quam his verbis refert Armilla, verb. Accusatio, in fine: Declaramus quod, licet appellatio sit ex jure naturali, unusquisque po-
CAP. XI. AN RELIGIOSI POSSINT A

test juri suo renunciare, et eo ipso quod quis obediensiam sponte profitteretur, secundum Constitutiones nostras, secundum quas non licet appellare, etc., et infra refert in quodam capit

talium generalia, denominatum fulcis fratrum universis, quod de iure communi, et ex privilegio Ordinis speciali nulli fratrum licitum est a correctione, vel ab officiorum amotione appelle

are. Et similis prohibito, licet alic bius, habetur in eorum Constitut., dist. 2: Cum non securium (dicitar ibi) contendere, sed potius dicta corrigere. Et videri potest Ferdinandus a Castello, lib. 2 suas Chronic., cap. 8, ubi ref
tert etiam confirmationem Bonifacii IX. Unda etiam confirmatur; nam in nostra Societate, Paulus III., in Bulla ult., circa prae., inter alia statuit, ut a correctione regulari Societatis hujusmodi secundum ordinandum factum, ut vigor disciplinae maximum conservetur, appellari aut talis appellatio per ultum judicem admitti non possit. Item, Cistericenibus privilegeum concessum est, ut a correctionibus Prespositi Generalis vel Visitorum ejus appellari non possit, etiam ad Sedem Apostolicam, sub po

naexcommunicationis Sedi Apostolice reservate, nisi a generali congregazione, et in casu denegata justitie, aut pro notoria injuria. Ita refertur in Compendio Societatis, verb. Ap

pellatio, ubi alium similis privilegeum refertur canonicis regularibus concessum; et Julius II idem concessit Minoribus, prout habetur in Supplemento, concessum. 553.

3. Ad haec vero omnia respondit aliqui, intelligende esse altero e duobus modis. Prior est, ut a correctione Prelatum non sit religiosi appellandum, nisi correctiones in modo excedant, aliqui, interveniente exequo, non putant esse religiosi prohibitam appellatio

nem, etiam a correctione regule. Ita sentit glossa 1, in e. De priorie, de Appellationis., ubi idem sentit Decius, et Panormit., in e. Ad nostrae., de Appellat., ubi in principio ita colligit conclusionem illius textus: A correctiones legitima non appellatio, nisi modus ex

cedat. Deinde a contrario sensu infert, appellatio permissi religiosa, quando inde

bite praegravantur per superiores, quia uulii deneganda est defensio, cap. Cum inter, de Exceptionis. Idem habet Glossa, Panormit., et alii communiter ex textu ibi, in e. Licet, de Offic. Ordin. Quam sententiam sequitur Nav

ar., Comment. 3, de Regularis., num. 51, et consul. 4, de Appellat., ubi inter alia sit, nul

lo jure prohiberi regularem appellare; quin potius, in c. 1, et 2, q. 6, omnibus dicitur permissa appellatio, quod saltem intelligenti

dum est de omnibus quibus non est appellatio specialiter prohibita, ut idem Navarr. notat, ex Glossa, in l. Qui restitvere, ff. de Rei ven

dicat. Qui omnes addunt rationem, quia, quando in correctione modus excedit, con

tra jus naturae esset tollere defensem; ergo et appellacionem.

4. Haec tamen responsio difficilis est, primo, quia hoc modo nulla est differentia inter secularem clericum respectu Episcopi, et religiosum respectu sui Prelati; nam etiam securis

laris appellare potest a correctione, si sit ultra modum; si autem modus servetur, etiam ille prohibetur appellare in dict. cap. Licet, et in Tridentino, sess. 13, cap. 1, de Reformat.;

ergo nulla est differentia. Consequens autem videtur contra communem sensum, et supraddictum axioma receptum, quod speciale esse creditur in religiosis, quod etiam significatur in dict. cap. Reprehensibilis, in fine. Secundo obstat, quia alias Pontificia indulta nihil concedunt, quia non appellare a moderata et leg

gitima correctione, ex debito justitiae necessariis, est, ut ex D. Thoma diximus, n. 4, in religiosis autem, etiam ex speciali debito obedi

tiis; ergo si Pontifices hoc tantum voluerunt esse prohibitum, nullo speciale privilegio concesserunt, quod videtur esse contra mentem eorum. Tertio, ratio illa de defense naturali videtur inefficax, nam est ab specie ad genus negativae; quia defensio, etiam justa et moderata, est genus, et latius patet quam appellatio; ideoque, licet aliqui denegetur appelli

atio, non recte infertur defensionem denegari. Potest enim ad superiorem recurrere per simplicem querelam, vel per modum applicationis aut precum, et ab eo obtinere vel

justitia, vel gratia; quod est sufficiens remedi

dium diversum ab appellatione, ut ex decen

dis constabit, et multo magis decens religios

sum statum. Vide Panormis., c. Cum dictus, de Appellationibus.

5. Alius modus respondendi est, per dicta

indulga non prohiberi religiosi simpliciter appellationem, sed illam quae "fit ad aliiem vel extrinsecus tribunaliam, vel per alium modum indebitum, qualis esset recedere a conventu, pretextu accedendi ad superiores sine eorum facultate; quod merito prohibetur in Concilio Tridentario, sess. 25, cap. 4, de Regularis.; et Gregorius XIII., in quadam Constitutione, preci

pit sub gravibus poenis religiosis Minoribus, ne ad secularia tribunalia appellent; non vero prohibet appellationem servato debito ordine
intra propriam religionem, vel, si necesse sit
extra totam illam appellare (ut si a supremo generali Praelato appellandum sit), id fiat ad
Apostolicam Sedem, vel ad tribunal ab ipsa
designatum. Sic enim in dict. c. De priori,
gravior reprehenditur quidam Prior, qui ap-
pellationem ad Sedem Apostolicam non admi-
sit, nam ad Romanam Ecclesiam omnibus ap-
pellare licet, c. Ad Romanam, cum alis, 2, q. 6;
et in Congregatione Cardinalium pro regula-
ribus decreta factum est anno 1587, ut appel-
laciones religiosarum fiat immediate ab uno
Praelato religiosis ad proximum superiorum,
et a Generali ad Protectorem, et a Protectore
ad Sacram Congregationem. Videtur ergo legi-
tima dicta expositio, quam adducit Emmanuel
Roder., t. 1, q. 29, a. 2. Nihilominus difficultate
non caret, tam quia juxta illam nihil speciali
concederetur religionibus per citata indulta,
præter exemptionem, quia, eo ipso quod
religio est exempta, est religiosis interdicta ap-
pellatio ad omnia alia tribunalia, saltem extra
Sedem Apostolicam, vel eum qui ejus vicem
gerit; quia ex natura rei, et communi jure,
nihil momenti est illa appellatio, quae fit ad
personam non habentem jurisdictionem. Con-
sequens autem videtur esse contra intentione
nem talium indultorum; nam in Societate,
verbi gratia, post quem exempta jam erat a
Paplo III, ab eodem additum est ut appellari
non possit; tum etiam quia in aliquibus ex
privilegiis citatis interdictur appellatio, etiam
ad Sedem Apostolicam; ergo multo magis
non licebit ad altiores Praelatos ejusdem reli-
gionis.

6. Prima assertio pro resolutione hujus ca-
pitis. — Assertio hoc procedit de propria ap-
pellatione, ac regulariter. — Propiterea dicen-
dum censeo, appellacionem, etiam ex natura
rei non injustam, esse regulariter interdictam
religionis, maxime per specialia privilegia.
Ita docet simpliciter Soto, lib. 5 de Just.,
quest. 6, art. 3; et de Mendicantibus admittit
Navar., cons. 6, de Appellat., num. 6, quam-
vis addat, et merito, non esse privandos alio
genere defensionis. Ad hoc ergo explicationem,
adverto alium esse appellare, alium ad supe-
riorem recurreri alius modis; nam per appella-
tionem ita fit recursus ad superiorum, ut sus-
pendatur jurisdictione inferioris Praelati, tam
quoad vim obligandi per preceptum vel sen-
tentiam a qua appellatur, quam quoad pote-
statem procedendi in causa de qua agitur; re-
gulariter enim hos duas effectus habet appel-
latio, quamvis in censuris, quando subsequi-
tur post sententiam latam, somum habeat se-
cundum effectum, ut disput. 3, de Censur.,
sect. 6, diximus, et traditur communitur in
cap. Super eo, et c. Pastoralis, de Appellatio-
nib., et c. Is cui, de Sentent. excommunic.,
in 6, et videri possunt Sylvester et Angelus,
verb. Appellatio. Per alium vero recursum
ad superiorum non suspenderetur jurisdictione
inferioris, nec quantum ad vim obligandi per
suam preceptum, vel sententiam, quamdiu a
superiore non fuerit revocata, nec etiam quan-
ad procedendum ad executionem, vel ad ulte-
riorum definitionem cause, si opus sit; quia
per alium simplicem recursum non potest sub-
ditus devolvere negotium ad altiorum Praela-
tum sola voluntate sua, sine administrando juris;
nullo autem est jus in qua talis devoluto
fundari possit, seclusa appellatio.

7. Non vero procedit de recursu ad superio-
res Praelatos, etiam Papam. — Recursus ergo
ad altiorum Praelatum legittimum, et haben-
tem jurisdictionem, nullibi negatur religioso
subdito; esset enim contra omnem rationem,
maxime in sustinendis peenis, quia per hoc
nullam injuria factit proximo Praelato, quia
interim illi obedit, ut supponimus, et alias
uttur jure suo, quia, ut supra, c. 2, num. 15,
dixi, Praelatus religionis, licet universalis sit,
habet immediatam jurisdictionem in subdi-
tos; ergo licet eis ad illam recurrere. Nec
contra hoc invenio prohibitionem aliam
positam. Unde censeo hunc recursum non
solum esse legitimum quando in poena imponen-
da Praelatus debitis modum excudit, sed
etiam sit justa, et secundum regulam; dum-
modo materia talis sit, ut altior Praelatus just
possit gratiam aliquam, vel quasi dispensatio-
nem concedere, quia tunc ex nullo capite
malum est illam procurare, dummodo etiam
vera et sufficiens ratio superiori superius flat, ne gra-
tia seu remissio subreptitia sit. Censeo por-
terea hunc recursum non solum licere ad al-
tiorum Praelatos religionum, sed etiam usque
da Summum Pontificem, vel ad quemunque
alium habentem jurisdictionem ad multitudi
preceptum, vel peccatum religioso impositam
suis superioribus, quia in his omnibus eadem
ratio locum habet.

8. Recursus hic ad externos illicitus est,
quamvis procurare eorum intercessionem
mun non sit ex natura rei. — Hoc tamen e-
rito in religiosis prohibetur. — Ad externos
vero non licet etiam hoc modo recurrere, cum
ili superioris non sit, nec jurisdictionem
habeant; propter quod etiam (ut hoc obiter
CAP. XI. AN RELIGIOSI POSSINT A SENTENTIIS ET PREECEPTIS, ETC.

notetur) secunda expositione seu modus respondendi positus in num. 5 videtur minus satisfacere, quia id solum censet esse prohibitum circa appellationem, quod generaliter vetitum est in quocumque acta petendi usum jurisdictionis ab eo qui non habet. Si autem ille recursus ad alios principes vel Praelatos non sit ad petendum actionem aliquam jurisdictionem, sed intercessionem, non est per se et intrinsecum malum, quia nihil petitur per se injustum aut iniquum. Solum autem in religionibus hoc etiam prohiberi per propria regulas vel constitutiones. Et sane merito, tum quia hujusmodi intercessiones multum religionem perturbant, sunt enim violentiae quaedam morales; nam si illis non concendatur, vel oda generantur, vel saltem amicitiae dissoluntur aut remittuntur; si autem propter illas nimis indulgentiae fiat, enervatur disciplina religiosa cum non parvo religionis dispensio; tum etiam quia hoc unquam fit sine dedecore et infamia religionis, et alii gravissimis incommodis. Propter quod non immerito recti et religiosi Praelati non tantum flecti non solent hujusmodi intercessionibus, verum potius indignari, ita ut difficilliores et duriores sese in hujusmodi religiosos ostendant, cum prudentia tamen et moderatione, ne scandala vel majora mala sequantur. Quia potius etiam solutus Praelatos offendere recursus ad alium altiorum Praelatum; sed hoc humanum est, et si ob eam causam malum aliquod subito inferant, erit injustum, quia in eo non male agit, ut diximus num praecedent.

9. Secunda assertio. — Quia vero per simplicem recursum sine vera appellatione non semper satis subvenitur injurias quas interim religiosi pati possunt, ideo diximus appellationem esse regulariter, non vero semper eius interdictam, quia interdum est necessarium medium ad repellendum gravem et manifestum in iuriam. Ut ergo explicemus quomodo regulariter non liceat talis appellation, est secundum dicendum, non satis esse quod sententia coaginat rigorem, nam si totus ille locum habet abscisa propria injustitia, non habet locum in religioso vex appellation, etiam si forteasse in seculari audiri possit. Unde, etiam si in eo caso religiosus appelle, si Praelatus non mutet sententiam vel praescriptum, teneatur subitus parere vel non resistere, donec a superiori Praelato, alia via requisito, aut rogato, relato subscripto. Ratio omnium est, quia justicia suam sive retinet, etiam si sit rigorosa; ut in contractibus, si venditor noluit nisi pro rigoroso pretio vendere, emptor tenetur totum solvere. Sic ergo, quandomdi Praelatus non excedit limites justitiae, etiamsi summo rigore utatur, obligat per suas praecreationes et sententiam, nec suspender potest per appellationem, quod inter religiosos saltem non habet locum, nisi ubi injuria intercedit.

10. Tertia assertio. — Tertio addendum est, non satis esse quod sit dubium, an sententia justa sit, necne, sed oportere ut injustitia sit clara. Ita sentiunt communiter Doctores citati, et communiter Summistes, verb. Appellatio, Angel., n. 10; Tabienna, 14; Armil., 46; Sylvest., q. 7; Gloss., in dict. c. Ad nostrum, et in dict. c. Licet; et bene Covar., in Practicus, c. 23, n. 6, vers. Sexto et Octavo; Soto supra; nec Navarr. contradiciet. Et ratio est, quia in dubio obediendum est Praelato, et jus ejus praerenderit. Item quia in dict. c. Ad nostrum, absolute dictitur quod, non obstante appellatione religiosa, Praelatus secundum regulam et constitutionem ordinem cum corrigit et castiget; idemque si ne limitatione statuatur in dict. cap. Respectandissimis. Ergo nulla limitatio vel exceptio addenda a nobis est, nisi quam ratio naturalis necessario postulet; quod solum habet locum in manifesta injuria. Preterea explicatur in hunc modum ex dict. c. Ad nostrum, quia cum Praelatus posit et deberet punire subdito juxta regulam, ex duplici capite potest oriri dubium circa justitiam sese, sic et vel quia factum ipsum negatur satis esse probatum, vel quia posse dicitur excedere modum regulae. Ex hoc posteriori capite nunc quam dubium potest esse sufficiens causa appellationis, quia si regula pontit definitam ponam pro tali delitio, vel erit evidens excessus, si major ponatur; vel certe erit clara justitia ex hac parte, si poena sit conformis regulae, et ideo hoc signatim postuletur in dict. c. Ad nos- trum; quod si minor fuerit, saltem respectu ipsius religiosi non erit injusta; quod si in ipsa regula poena committatur arbitrio Praelati, eo ipso quod illam imposat, et non constat esse injustam, existimatur prudenti arbitrio positam, atque adeo juxta regulam. Cum autem dubium versatur circa facti notitia vel probationem, merito etiam, presentem inter religiosos, presumitur pro facto Praelati, tum propter conditionem status, tum etiam quia inter religiosos in hujusmodi correctionibus necesse non est judicialem ordinem exacte servare, ut dicitur in cap. Quaetat et quando, de Accusationibus, in fine.
41. Quarta assertio. — Quarto dicendum est, in gravioribus causis aliquando esse admittertandam appellationem religiosi ad altiorum Praetate servato debito ordine; in communibus autem defectibus, aut correctionibus quae nec infamiam inducant, nec acerbam aliquam paenam vel dolorem, penitus non esse audienti, sed humiliter ac devote suscipiendum quod pro salute sua eis fuerit injunctum, ut dicitur in dict. cap. Reprehensibilis. Priorem partem probant, quae ex Gregorio XIII et Congregatione Cardinalium adduximus. Probat etiam naturalis ratio, quia tunc est talis defensio necessaria, quia nisi suspendatur sententia et executio, imminent periculum gravis nocuum, et fortasse irreparabilis. Hoc etiam ad minimum sentient autores citati in responsionibus supra positis. Soto etiam et alii eam non negant quod appellationem intra propriam religionem, nam omnia incommoda, quae ex hujusmodi appellationibus Soto infert, in hoc fundantur, quod decor et quies religiosis perit, si eorum causa extra religionem ad seculares judices, tametsi competentes, transferatur. Quae incommoda non sequuntur ex eo, cum intra religionem ab inferiori ad superiorem Praetatum appellatur; ergo si aliqui negotium grave est, et injustitia clara, licite poterit talis appellationi fieri, quia tunc nec bono communi sequitur detrimendum, neque alteri fit injuria, sed propria et gravis propulsatur. Neque etiam juxta minimae tunc prohibet appellationem, quia jura citata non loquantur in eo casu, in quo aliquod absurdum sequitur contra rationem naturalis; et idem dicendum est de quibuscumque privilegis, vel religiosorum regulis, quae non prohibent appellationem, nisi a correctione regulari; quando autem punitio gravis est, et cum manifesta injuria, non potest dici correctio regularis. Hec autem assertio quod hanc partem non repugnat prima, quia hic causas extraordinarias est, vixque potest accidere in religione, quod fiat tam graves et manifestae injuriae titulo justitie et potestatis publicae, et quod tam grave perilicum imminet recurriendo ad Praetatum altiorum simpliciori et magis religioso modo; unde, quia res morales judicandae sunt ex his quae frequentur accidunt, ideo absolute dicitur interdicta vox appellationis, maxime vero cum illa restrictions, regulariter.

42. Quod magis declaratur probando secundam partem, de qua maxime videntur loqui iura citata, et quoad eam rem procedunt, ut opinior, etiam in correctione excedatur modus; item de appellatione etiam intra eandem religionem, ab inferiori ad superiorum Praetatum. Quae imprimit non habet locum intra eandem domum, tum quia ibi solum est unus Praetatus, ut supponimus; tum etiam quia ibi non est necessaria propria appellationis, cum facile possit esse personalis recens ad superiori, quem locum et effectum appellationis habere potest, juxta c. Dilicti, 2, de Appellate, et quae ibi notantur. Hinc ergo probatur generaliter conclusio, quia si in his ordinariis correctionibus, quae juxta disciplinam religiosam fiunt, locum habetur appellationi a Priore ad Provincialem, et a Provincialia ad Generalem, magna sequeretur perturbatio, et disciplina religiosa sine dubio corrueret, tum quia reverentialis timor ad inferiores Praetatos facile contemneretur; tum etiam quia vix possent superiores Praetati expediendi singulorum religiosorum causas et appellationibus vaecare; tum denique quia, partim per hujusmodi dilationes, partim per fraudes, vel negotiaciones, quae interim misceri possunt, noli feret religiosa correctio; ergo ad hominum religionis expedit, ut in hac correctione simplicius procedatur sine ullo genero appellationis. Confirmatur et declaratur, quia ubi intercedit rationalibus causis, quae sufficientes esset ad appellandum, si eadem representetur eidem superiori, et ab eo humilitate petatur ut posam remittat aut temperet, moraliter loquendo, erit sufficientis remedium, quia religionum Praetati maxime debent recta ratione gubernare, et credendum est pro suo status obligatione, regulariter loquendo, ita procedere; si autem rationalibus causarum subest, neque etiam appellationis rationalibus erit. Quod si intentionem interveniente etiam justa causa, illud remedium non sufficient, minus malum est, quod ibi raro casu privata persona incommunum aliquod patiatur, quam ut relaxatio religionis per usum appellandi a correctione regulae inductur. Eo vel maxime quod ex hujusmodi correctione non creator infamia aliena momenti, et, licet aliqua excogitatio possit, in humilem certe obedientiam et patientiam, non solvendo compensatur, sed etiam superatur. Allinde etiam in hujusmodi religiosis penis non est tanta labor aut dolor, quin sine culpa possit facile sustineri ab his, qui perfectionem profitterunt; nam et ipsi possunt et debent hujusmodi poenas inter alias penitentias et assurteritas, quas voluntarie sumunt, computare, et Superiores possunt interdum similis proper
CAP. XI. AN RELIGIOSI POSSINT A

13. Quinta assertio, quod nec in gravioribus casibus expedita appellatio ad Praetum et praetorem. — Tunc autem illa non est propria et rigorosa appellatio, sed ille alius simplex recursus ad superiorem. Si autem flat invitio aut inequo superiore, videtur talis appellatio prohibita a Concilio Tridentino, sess. 23, c. 4, de Regularibus, ibi: 'Nec licet regularibus a suis conventibus recedere, etiam praetextu ad superiores suos accedendi, nisi ab eisdem missi aut vocati fuerint. Qui vero sine praeclaro mandato in scriptis obtento regertur fuerit, ad Ordinarium locorum tamen desertor sui instituti punitur. Navarrus autem, Comment. 2 de Regularibus, n. 61, hanc prohibitu interpretatur, ut non procedat in adeunte superiore ex gravi causa; quae est injustice et notabile gravamen, a quo non potest subditus aliter liberari: 'Quia non est (inquit) credendum tantum Concilium voluisse derogare tam justa appellatioi. 'Nam gravi ratione miti, scilicet, quia illud possit repugnare juri naturali, quod maltissimum obviandum est: Praetertim (sic) quod non est petendum consensus ab eo ad cujus gravamen tollendum, vel delictum castigandum, est agendum, juxta glossam, in e. Cum pastoris, 2, q. 7, et argumento cap. Ex parte, de Accusationibus.

14. Appellatio eundo personaliter ad superiorem cum licentia, licit ita est.—Quis si quis est sine licentia ex gravi causa. — Ut autem amplius explicetur, distinguat potest duplex modus appellatiois, quod notat Navar., cons. 5, de Appellat., n. 7, factum scilicet et verbo. Facto dictur fieri, quando arripitur iter ad superiorem Praetum, juxta c. Diluciti, 2, de Appellat. Quod quidem, si flat cum li-
quod non proprio, sed prudens arbitrio judicandum est. Quapropter solo titulo appellationis a gravamine injustae sententiae, mortaliter loquendo, nunquam existimo hoc licere, quia raro esse potest gravamen tam notabile, tamque irreparable, ut propter solo dationem accedendi ad superiorum ordinato modo tam grave debat existimari, presentem quia major infamia, majusque nocuentum, etiam spirituale, sequi solet ex hujusmodi perturbato discessu.

16. An illicitum sit ire etiam ad Sedem Apostolic. sine licentia.—Dubitari vero posset circa dictum decreatum Concilii Tridentini, an sub illo verbo, ad superiores suos accedendi, comprehendi etiam debet Romana Sedes; videtur enim in rigore non comprehendi quia sub generali verbo non comprehenditur tam specialis auctoritas, et quia nomine superiorum, juxta communem usum, solum significant proprii Praelati religionis. Item, quia jus Pontificum non solet derogare, nisi expressa et specifica mentio illius fiat. In contrarium autem est, quia ad intentionem Concilii multo magis necessarium erat hoc ostium claudere discolis religiosis, quam castera. Item, quia nomen superioris generalissimum est, et in rigore plus videtur comprehendere, quam si nomen Praelati postum fuisset. Item, quia alias nec legatus Pontificis sub eo decreto comprehendenter, et ita licet essent inconsiderato proprio superiore ad illum accedere, quod valde absurdim est. Et ideo existimo hanc posterior em partem veriorem, et usum receptam. Quae non repugnat supranam auctoritatii Pontificis, quia ab ipsos hunc prohibito nascitur, nam, licet sit supremus pastor, vult ut in accessu ad ipsum debitus ordo servetur, et communi bono religiosis prospicatur. Tenebitur autem Praelatus religionis concedere subdito potenti hanc facultatem, quando rationabilis causa subest; quod si eam tunc neget, poterit subditi per aliam viam conqueri apud Sumnum Pontificem ut seipsum defendat, vel alci malo gravi succurrat; si tamen nullum aliud remedium ei superest, tunc juxta gravitatem cause per modum epieikeia Judicium ferri poterit.

17. Appellatio verbalis, sum proprio dicta, esse formailer prohibetur. De appellazione autem praepleo et verba intelliguntur specialia privilegia, in quibus Sedes Apostolica concedit, ut etiam ad seipsum hujusmodi appellantio non fiat; nam verba, simpliciter prolata, in proprietate sumenda sunt, et vox appellationis non aliud proprio significat. Rationem autem horum privilegiorum et sanctae observantiae, optime et religiosae attingit Soto, quia commune bonum religionis privato prefereendum est, et unumquodque memoriam pro bono totius postponere debet suum peculii incommodum; plurimum autem interest religioni ut cause eujus, et si qui sunt defectus, inter ipsos religiosos tanquam inter patres et fratres componantur, et alissimio silentio recludantur; nam, si extra deponent, decor etiam et honor religionis minuetur, et paulatim peribit, praeter alia incommoda, que ex libertate appellandi extra religionem in discolis et inequitatis hominibus sequentur. Est etiam optima moralis ratio, quia sufficienter provisum est religiosis per plurares superiores a conventuales usque ad generalem, qui et facilis et melius poterunt veritatem cause cognoscere intra propriam religionem, quam externi judices, etiamet Pontificii sint. Merito ergo alia appellatio deneatur. Per hoc autem non prohibetur alia via legitima ad Sumnum Pontificem, dummodo propriis Praeleatis obedientia servetur, donec Sumnum Pontifex aliud statuat; imo hoc est quod priscipue dicta privilegia concedunt.

CAPUT XII.

UTRUM IN PRELATIS REGULARIBUS SIT POTESTAS DISPENSANDI CUM SUBDITIS, ET AD QUAM MATERIAM EXTENDATUR.

1. Post explicitam potestatem directivam et coactivam, dicendum sequitur de potestate dispensativa; nam hae etiam in perfecto Praelato necessaria est, quia sine illa non potest humanum regimen molitarre subsistere. Sit ergo hae prima et generalis assertio, habere scilicet Praelatum regularem potestatem dispensandi cum suis subditis (nam de extra neis nunc non agimus). Hoc satis constat ex superioribus, in c. 5, ubi ostensum est eos habere jurisdictionem Episcopalem, ad quam pertinet hoc potestas dispensandi. Unde etiam constat, hanc assertionem proprae habere locum in religionibus exemptis; nam quae exempta non sunt, sicut Episcopo subiecent in his que sunt jurisdictionis non voluntaria, ita etiam in his que sunt voluntariae jurisdictionis, quae subditi sunt dispensatio; et ideo non est rem necessaria potestas dispensandi in prefectis, vel superioribus talium religionum, neque ordinario jure illam habent, sed
quantum vel Episcopus de illa commiserit, vel per specialia privilegia eis sit a Pontificibus communicata, vel si quid habent ex legitima consuetudine prescriptum. At vero Praelati exemptarum religionum, jure ordinario, et ex vi exemptionis, habent hanc potestatem dispensandi, sicut habent jurisdictionem Episcopalem, quia sub Pontifice Summo non habent alium proprium Episcopum extra suos Praelatos; et ideo ad eorum munus, prout de facto in Ecclesia institutum est, pertinent hae potestas; est ergo in illis ex ordinario jure, et consequenter dicenda est potestas ordinaria, et non tantum delegata, sed supra de eorum jurisdictione diximus, et hae de prima parte tituli.

2. Haec igitur potestas supposita, tria principalia dubia circa illam occurrunt explicando: primum, quantum se extendat, et consequenter circa quam materiam versetur; secundum, in quibus Praelatis religiosorum sit hae potestas, id est, an solum in Generalibus vel Provincialibus, vel etiam in conventualibus vel seu particularibus; tertium, ad quas personas se extendat hae potestas, id est, an ad solos professos, vel etiam ad novitos, aut extendatur ulteriori ad familiares, benefactores, vel aliis similis. Primum autem dubium tractari potest imprimit in generali per comparationem ad Episcopos. In qua comparatione prima difficulitates est, an Praelati regulares posse dispensare cum suis religionis, in omnibus casibus in quibus possunt Episcopi dispensare cum suis subjiciis. Et ratio dubitandi esse potest, quia Episcopus dispensare potest in omnibus que sibi non sunt jure aut consuetudine prohibita, seu specialiter Papae reservata, ut est vulgatum apud plures Canonistos et Summistas; at Praelati religiosis non habent tantam potestatem, sed ad sumnum possunt quod eis jure aliquo concessum est, ut ducuit Innocentius, in c. 2, De eo qui furt. ord. suscept; ergo. Confirmandum, quia in multo case possunt dispensare Episcopi in quibus non possunt dispensare Praelati regulares, ut, verbi gratia, in occultis suspensionibus vel irregularitatibus potest Episcopus dispensare, juxta decretum Concilii Tridentini, sess. 24, c. 6, de Reformat., in quibus tamen non possunt Praelati regulares dispensare, et similia; ergo. In contrarium autem est, quia hic Praelati, supposita exemptione suarum religionum, jure ordinario habent hae potestatem; ergo, si non limitetur, est e qualis quod extensionem jurisdictioni Episcopali. Patet consequentia, tum quia illius loco succeedit suo subrogatur; tum etiam quia non est major ratio limitandi illam in uno actu vel materia, quam in aliis, nisi ubi aliquo expresso jure facta fuerit limitatio. Atque hanc partem sequuntur Glossa et Doctores communiter, in Clement. 1, de Rebus Ecclesiae non alienandis, verb. Propr. et in capite Abbates, de Privil., in 6, verb. Quasi Episcopalem, et sumitur ex Navarr., in Summ., c. 42, n. 75, vers. Tertio, et consil. 5, de Sponsalisbus, juxta impressionem Romanae ann. 1590.

3. Tres ordinem facultatem Episcoporum ad dispensandum. — Pro resolutione distinguere oporet quaedam esse que convenient Episcopi jure ordinario quatenus Episcopi sunt, ut dispensatio votorum, que Episcopalia dicuntur, et in aliis casibus, que etiam hae ratione Episcopales dicuntur; alia vero esse que speciali jure conceduntur Episcopi, ut legismit Summi Pontificis, ut sunt multo casibus, vel potestates eis concessas in Concilio Tridentino, sess. 24 et 23, et aliis decrets de Reformat., quamvis ubiecumque expresse additur illa particula, non de potestate dispensandi, sed de aliis actibus jurisdictionis, vel administratio ecclesiasticæ sermo est. Tertio tamen sine additione illius particula, ut Sede apostolico delegati, quædam circa dispensationes specialiter conceduntur Episcopos, que antea non concedebantur, ut in dict. c. 6, sess. 24, Concilii Tridentini. Quod ergo spectat ad primum ordinem actuum seu facultatum, verum est in regularibus Praelatis esse omnom potestatem dispensandi cum subjiciis, que est in Episcopos, servata proportione; et hoc probat ratio superius facta. Addidi autem servata proportione, que, ratione subjectorum seu materiam, multa cadunt sub potestatem quam Episcopi habent ad dispensandum, que non possunt a Praelatis religionum exerceri, quia non possunt esse actus suis subjiciis convenienties; ut sunt, verbi gratia, dispensatio in impedimentis matrimonii non iritantibus, vel quid simile. Sic cut etiam e converso aliqua dispensatio potest esse accommodata statui religioso, que non potest habere locum in laicio, ut, verbi gratia, dispensatio in regula, et similes; hae autem diversitas materialis est. Formalis autem ratio utrisque potestas est dispensare cum subdito, in his que ordinarie possunt esse necessaria, et accommodata statui ejus, et in hoc est equitatis superius dicta.

4. Quod vero attinet ad secundum ordinem, certum est ca, que illo modo conce-
duntur Episcopis, non extendi ad Praetatos religionum, quia jurisdictio, quae illo titulo communicatur, non est Episcopalis, sed Apostolica, et ideo ex vi munieris non participatur ab his qui jurisdictionem Episcopalem participant; neque etiam potest ad illos extendi concessio quae fit Episcopis, propter convenienciam, quam in modo jurisdictionis cum illis habent, tum quia verba privilegii seu delegationis in sua proprietate accipienda sunt; ergo delegatio, quae fit specialiter Episcopo, non potest ad Praetatum regularem extendi, qui vere Episcopus non est; tum etiam quia in hujusmodi delegationibus maxime haeret ratio dignitatis Episcopalis, quam non habent regulares Praetati, neque etiam absolute et simpliciter habent jurisdictionem Episcopalem, sed quasi Episcopalem, ut in superioribus declaravimus. Denique non solum regulares Praetati, sed etiam seculares inferiores Episcopis non comprehenduntur sub hujusmodi facultatibus, quia revera non sunt Episcopi; et hoc ad minimum sentit Innocentius supra. Neque in hac parte existimo esse controversiam inter auctores.

5. In terto ordine potest esse nonnulla majora difcultates, an religiosi Praetati participant illam etiam potestatem dispensandi, quae speciali jure conceditur Episcopis; nam ratio proxima facta videtur negativam partem suadere, quia, licet he facultates videantur gratiae, et ex eo capite ampliandi, tamen, quatenus exoritur a jure communi, videntur potius restringendae saltem ad verbum proprietatem, quae non potest dicitur restricto, sed potius adequata privilegio interpretatio. Et hanc partem confirmat etiam auctoritas Innocentii, et textus quum aliquem allegat in c. Ad hac, de Office ordinario, ubi dicitur ardua negotia ad Episcopum esse deferenda; sed autem ardua sunt illa, quae, cum prius etiam ipsi Episcopi de negarentur, postea speciali jure esse conceduntur; ergo non sunt ad alios extendenda. Nihilominus aliquid consentit hujusmodi concessione, tam quod dispensandum quam quod absolvendum, eo ipso quod conceditur Episcopis, intelligi concessa Praetatis religionum; quatenus jurisdictionem Episcopalem ad hos actus absolvendi et dispensandi absolute et simpliciter participanc. Fundamentum est, quia hujusmodi concessiones non exoritant a jure communi, sed potius per eas fit reductio ad commune jus, et ideo extenduntur ad omnes qui participant jurisdictionem Episcopalem. Antecedens declaratur, primum ex illo principio, quod ex vi sui munieris possunt Episcopi circa sus subditos quidquid potest Pape in universa Ecclesia, nisi eis sit specialiter prohibitum. Nam ex hoc principio sequitur, omnes reservationes, vel prohibitions quae sunt Episcopis in hujusmodi materia dispensatione, esse exceptiones quasdam a jure communi, nam per eas adimitur Episcopus id quod alias ex vi sui munieris competet, si non prohibetur; sed id, quod convenit ratione munieris, convenit ex vi juris communis, vel divini, vel saltem Ecclesiastici universalis; ergo tales prohibitions vel reservations continent exceptionem a jure communi. Consequentia autem probatur, primo quia, eo ipso quod ablata est exception per concessionem factam Episcopis, redimur ad antiquam jus: sed ex vi juris communis sibi relictis illet facultates conventius omnibus habentibus jurisdictionem Episcopalem; ergo. Secundo, ablata prohibitio, Episcopus potest ex vi sui munieris, et non ex speciali delegatione Pape; sed quidquid potest Episcopus hoc modo, possunt etiam hi Praetati habentes jurisdictionem Episcopalem, juxta doctrinam Panormitani, in c. At si clerici, § de Adulteris, n. 13, de Judiciis, supra a nobis probatum; ergo. Tertio quia illud principium, quod Episcopi in his possunt quidquid sibi non prohibitum, immediate applicari potest Praetatis etiam regularibus dispensatis; quia, ut dixi, habent commisam jurisdictionem Episcopalem in suos subditos, quae ad omnia illa extenditur, quae non excepiumtur; ergo, sicut in Episcopo extenditur ad omnia non prohibita, ita et in his Praetatis. Eo autem ipso quod similis concessio facta est Episcopi, afferetur prohibitio; ergo.

6. Fundamentum autem hujus opinionis valde incertum mihi est, presentem in materia dispensatione (nam de absolute fore fas esse alia est ratio statim notanda) nullo enim jure satis probatur Episcopum possit dispensare in omnibus quae ipsi non prohibentur; nam cap. Nupera, de Sententia, eexomm., quod ad hoc afferetur, non loquitur de dispensatione, sed de absolutione ab excommunicatione, de qua fortasse est specialis ratio properarum animarum, quod regulariter in dispensationibus esse non solet; prater illud autem jus, nullum alium afferri potest; imo sunt multa quae oppositum significant, ut disp. 7 de Censur., sect. 4, a n. 2, et lib. 6 de Legib., cap. 14, a n. 4, latius dixi. Neque etiam ex sola ratione naturali potest illud principium colligi; nam, licet ex natura rei
susquisque dispensare possit in lege a se posita, non tamen in lege posita a superiore. Quin potius lex superiors ex natura sua est reservata, ne inferior possit in illa dispensare, nisi ab ipso superiori, vel ab altiori talis potestas positive concedatur. Dictum fortasse ita esse in presenti; nam hae potestas generaliter data est Episcopis a Christo Domino quoad omnia, nisi per Pontificem limitentur. Sed haec sententia quod hanc partem de immediate emaunitone jurisdictionis Episcoporum, generaliter falsa nobis semper visa est, ut tomo 4 et 5 tertiae partis diximus, et 1. etiam 4 de Legib., c. 3, et, Deo dante, in 6 etiam diximus, tractando de ordine hierarchico Ecclesiae. Specialiter vero videtur nunc impropabilis quod potestatem dispensandi in legibus Papae; nam, cum hic sit ex se ordo praestator, quod inferior mutat legem superiores, neque expedit nisi in certis casibus, vel materiis, incredibile est illam fuisse quasi generalen regulam a Christo positam, et aliun ordinem esse quasi exceptionem a regula. Magisque impropibile est concessionem factam Prelatii religiosi-in ex votivini juris habere hanc extensionem, cum certum sit jurisdictionem banc non esse in Prelatiis regularibus de jure divino, sed immediate a Papa, a quo ex vi juris communis non amplius concessum illis est, quam de facto habent Episcopi.

7. Unde intellectur (quod valde notandum est) quod, licet daremus respectu Episcoporum, denegationem alienius potestatis se habere per modum privationis et limitationis juris divini, nihilominus respectu Prelatorum inferiorum, etiam regularium, solum comparari per modum simplis negationis, seu non concessio, quia illi nihil unquam habuerunt de jure divino; de jure autem humano ex vi juris communis solum reperirent ad, quae Episcopis eodem jure communi non sunt prohibita; ergo respectu aliorum, qui specialiter Episcopis prohibentur, non se habent ut privati, sed ut non recipientes talem jurisdictionem, vel, ut alias dici solet, non se habent ut nudati, sed ut nudi. Quamvis ergo postea fiat specialis concessio Episcopis, et respectu illorum dicatur illa ablatio prohibitio-nis, respectu inferiorum non potest talis existimari; quia nunquam fuerunt prohibiti, et positiva concessio illis non fit. Et potest hoc confirmari, quia sub generali concessione non veniunt specialia, quae aliqui solent esse superiori reservata, ut est axioma juris; ergo quamvis dispensatio aliqua, quae sequuntur antiquum commune jus crat reservata Pontifici, nunc speciali jure Episcopi concedatur, non est hae specialis concessio extendenda ad inferiores Prelatos, quibus tantum veluti per generalen concessionem communicatur Episcopalis jurisdiction.

8. Propter hae milii maxime placet doctri
na Innocentii, in n. 5, quod hanc partem, seeliceat, ut non facile extendamus ad inferiores Prelatos speciales concessiones factas Episcopis, præsentim quando illae sunt ad casus extraordinarios, et non ad ordinarium regimen animarum. Nec Panormitanus aut alii antiqui autores in hoc contradicunt, sed loquentur tantum de generali jurisdictione Episcoporum quoad res ordinariae et communes. Unde circa dictum c. 6 Concilii Tridentini, sess. 24, inventio a Congregatione Cardinalium declarationem factam in his verbis: In hoc decretu non comprehendantur inferiores habentes jurisdictionem ordinarianam, et quae Episcopalem, sed tantum Episcopi privative quoad omnes alios. Quae declaratio non potuit fundari in aliqua speciali ratione, aut locutione illius textus, sed in generali doctrina; et ideo ad omnes similes casus extenditur. Ad fundamentum autem contraria sententiae positum n. 5, ratis responsum est; quia neque in ipsis Episcopis admittimus illud principium, quia generatim sumptum, ut possint quidquid non prohibetur; nec etiam admittimus consecutionem ad inferiores Prelatos. Et sane in exemplo illo de potestate dispensandi in irregularitate occulta, concessa a Concilio Tridentino, non video qua ratione dici possit, per iliam redire ad antiquum jus; quod est enim illud jus antiquum, quod per illud decretum restituitur? Nam humanam nullum ostendi potest, nec cum probable fundamento dier potest, potestatem dispensandi in irregulares tationibus divino jure convenire Episcopis; cum ipsae irregularitates per solum jus ecclesiasticum incurrantur; et ad quod etiam spectat statuere quomodo vel a quo tollenda sint; quod maxime postulat ratio in penalibus irregulareslatibus, de quibus Concilium loquitur; nam poena a superiore imposita, standingo in divino ac naturali jure, ab eo tantum remitti potest, vel ex eis voluntate.

9. Multi concessa sunt Prelatiis regularibus quae non dantur Episcopis. — Ex his ergo ad primam interrogationem seu dubium suprema, positi, ad quid, seeliceat, se extendat hae potestas dispensativa Prelatorum regulorum, respondendum est, generatim lo-
quendo, et ex vi juris communis, se extendere ad dispensationes Episcopales secundum idem commune jus, et non ultra, sistendo in eodem jure. Quod totum satis probatum relinquitur, ut opinor, ex discursu facto. An vero ex vi specialium juris aut privilegiarum amplius possint, non est nostrum ex professo disputare, quia non assumimus onus explicantis omnia jura et privilegia omnium religionum in particulari, sed de sola Societate in postremo hujus tomii tractatu magna ex parte id prevere consimil, ubi in lib. 9 de his etiam dispensationibus nonnulli in particulari dicebant. Nunc solum in generali dicimus multa esse privilegia concessa religionibus, preservatis mendicantium, ratione quorum multo ampliorum habent potestatem dispensandi cum suis subditis, quam Episcopi habeant cum suis clericis vel laicis. Speciale autem notari potest privilegium concessum a Pio V fratribus Preclarioribus, anno 1571, die 22 Julii, per quod extendit concessionem factam Episcopis a Concilio Tridentino, sess. 24, c. 6, ad Prelatios illius religionis, et consequenter aliarum, quae in privilegiis cum illa communi sint. Et consequenter additur, ut possint quidquid possunt Episcopi circa suas subditos, sive ex jure communi, sive ex Concilio Tridentino, sive ex quacumque alia facultate. Amplius vero extenditur horum Prelatorum potestas ex vi privilegii Carthusiensibus concessa a Sixto IV, anno 1484, scilicet ut Generalis per se, vel per quinquaginta Prelatos inferiores ab ipso deputandos dispensare possit cum suis subditis in omnibus casibus Pontificiabibus, nullo excepto, in foro conscientiae tantum; sola dispensatio in homicidio voluntario concedatur cum limitatione, scilicet cita altaris ministerium. Et plura alia de privilegiis referuntur in Compendio Minorum, et a recentioribus diligenter tractantur.

10. Vota reservata Pontifici aequo et reservata quoad dispensationem Prelatii regularibus ac Episcopis. — De voto ingrediendi religione. — De voto castitatis. — De voto undi Hierosolymense. — Ex quibus (ut, ad particularia descendendo, distinctius haec potestas declaratur) intelligi potest, potestatem hanc dispensativum regullarium Prelatorum ad omnem materiam ecclesiasticam dispensationum extendi, quatenus in personis religiosis locum habere potest. Dico autem ad omnem distributione accommodate accepta, pro singulis generibus, non vero pro omnibus casibus qui sub ipsis generibus comprehendi possunt, ut statim explicabo. Nam haec materia dispensationum in quatuor capita distribut et comprehendi potest, quae sunt vota, irregulare, et ecclesiasticum praecedet, et in religiosis regularwis observantia. In omnibus igitur his materiis possunt Prelati regulares cum subditis dispensare, quamquam fortasse non possint in rebus omnibus quae sub illis capitis bus comprehenduntur. Et imprimis dispensatione votorum satis diximus in superiori tomo, ubi ostendimus, in religiosis Prelatii duplicem esse potestatem circa vota subditorum, scilicet dominativum, et quam possint illa irritare, et jurisdictiones, per quam possunt in eis dispensare. Et omnia priori, quae ad presentes non spectat, et satis fuset ibi tractata est, in altera constat cemem esse in his Prelatii, quae est in Episcopis, quia in omnibus votis jure communi dispensare possunt, quae non sunt Summo Pontifici reservata; et idem possunt religiosi Prelati, de quibus addere possimus, dispensationem circa vota reservata, vel inuitum, vel repugnatum, et nosiam illis esse; et ideo talis potentatam illis non concedi, nec mortality potuisse. Solum enim sunt vota reservata religionis, castitatis et quorumdam peregrinationum. Primum votum simplex religiosis non habet locum in religiosis, cum jam sint in termino illius voti (ut sic dicam). Et quamvis religiosus profes sus possit voto arctioris religionis emittere, tamen illud non est voto religionis, nec reservatum, et idco sub hanc potentatem cadit, ut supra diximus. Quod si novitius forte habeat hujusmodi votum religionis, certum est non posse Prelatum religionis cum eo dispensare, quidquid sit de alius votis. Votum autem castitatis constat esse indispensabile in religiosis per omnem Prelatum infra; summum Pontificem, quia votum illud solemne est. Quid autem dicendum sit de speciali jure Societatis quoad eos religiosis, in quibus voto illud simplex est, tractabimus infra, tract. 10, lib. 3, c. 9. Nunc autem certum sit, durante statu, voto illud esse indispensable; mutato autem statu, cum illo aliern; mutatione autem status non posses fieri per modum dispensationis, sed potius irrationis. Cetera autem voto peregrinationum a religiosis fieri non possunt, nisi in ordine ad licentiam Prae lati; et ideo in potestate Prelati ertz dare vel non dare talem licentiam, et voto irritare; confirmare autem voto, quantum est ex parte facultatis sue, et alia via dispensare, non est illi concessum, nec talis potestas no-
CAP. XII. AN IN PRÆLATIS REGULARIBUS SIT POTESTAS DISPENSANDI, ETC.

cessaria est moraliter. Quoad hanc ergo partem manet hec potestas in terminis juris communis, et Episcopalis jurisdictionis. Quaedam vero alia, quae specialiter circa quaedam voa Societatis desiderari possunt, infra tractabuntur in illo tract. decimo, libro sexto, capite undecimo.

41. De potestate dispensandi in irregularitatisibus.—Circa secondum caput irregularitatisum, posuit numem praecedent, in materia de irregularitate, tom. 5, multa dixi mus, et ex dictis hic, num. 6, constat ex vi juris communis generalis non habere Episcopos potestatem dispensandi in irregularitate ut sic, et consequenter in aliis irregularitatisibus non prohibita; sed ad summum posse dispensare in aliquidus irregularitatisibus, eis concessis jure communis; quae autem illa sint, proprio loco illius, tomi 5 explicatum est. Similem ergo habebatur potestas in tali materia Praesulati regulares, juxta principium supra positum. Statim vero occurrebatuestio de potestate dispensandi in irregularitatisibus ex delicto occulto contractia, concessa Episcopis per Concilium Tridinium, omni intelligatur cum proportione concessa Praesulati regularibus. Sed ad hoc jam responsum est negativ n. 8.

42. An religiosi dispensari valeant ab Episcopis iniquus nequenunt sui superiores.—Occurrat vero ulterius interrogandum, stante illo jure (de quo, prater alia loca, in disp. 21, de Fide, sect. 4, a nobis disceptatum est), et seclusis privilegiis, an possint religiosi exempti obtinere dispensationem talium irregularitatisum occultarium; nam cum sint exempti a jurisdiictione Episcoporum, non potuerunt ab Episcopis dispensari, quia dispensatio est actus jurisdictionis, et ideo solum potest circa subsidium exerceri. Si autem recurrant illis is ad Summum Pontificem, erunt pejoris conditionem quam aliis clericis seculares, reportabuntque incommoda ex sua exemptione. Hoc argumento uti possunt, qui putant similiter concessione factam Episcopis eo ipso extendi ad Praesulatos regulares habentes jurisdictionem quasi Episcopalem. Sed certe neque illud verum est, ut dixi, neque argumentum id persuadet. Certum est enim potuisse Concilium solis Episcopis illam facultatem concedere, omnibus inferioribus Praesulatis, etiam exemptos et regulares, excluscentem. Quid ergo tunc ad argumentum esset respondendum? Idem igitur nunc respondemus. Dico ergo, regulares tunc dispensari posse ab Episcopis in his casi-
14. An quod regularis dispensari ab Episco- 
copo si ipsius Prælatus similèm habeat potesta-
tem. — Arguitur pro parte affirmatur. — Non-
nullum vero dubium esse potest, postquam 
privilegia similis facultas concessa est Præla-
to religiosis, an, eo non obstante, possit religi-
sus potere ab Episcopo dispensationem irregu-
laritatis occultare; videtur enim posse, quia per 
extensionem factam respectu regularis Prælati 
non est ablatà potestas ab Episcopo, ceditque 
in majorem favorem religiosis ut non aufo-
ratur; sic ut, licet Pontificis daret Rectoris 
Hujus Collegii facultatem ad aliquam indulgentiam 
suis religiosis concedendum, non propter eam 
esse prohibiti idem religiosi quominus Epis-
copalem indulgentiam lucrari possint. In 
contrariam autem est, quia per illam concessio-
 nem seu extensionem videtur consequenter ex-
tendi, et quasi consummari exemptio religio-
sorum quod quæ actum; nam inde maxime 
colligimus religiosus posses hanc dispensatione-
num obtinere ab Episcopo in terminis Concillii 
Tridentini, quia non alium habet Episcopum, 
neeque aliquem vices ejus quoad talem actum; 
ergo, eo ipso quod Prælatus ejus datur juri-
dictio Episcopalis etiam quod talem actum, 
cessat subjectio ad Episcopum respectu ejus-
dem actus, Confirmatur primo: nam si a prin-
cipio Concilii Tridentini concessisset illam 
facultatem Episcopis, et regularibus Prælatis 
habentibus quasi Episcopalem jurisdictionem, 
tunc non diceremus religiosum posses dispensari 
ab Episcopo, sed tantum a suo Prælatu, quia illa 
facultas solum esset concessa unioneque Præ-
lato respective in ordine ad suos subditos; ergo 
idee dicendum est si per subsequens privile-
gium in eodem statu res constituitur. Confirm-
matur secundo, quia alias possent nunc reli-
giosi exempti obtinere ab Episcopis dispensa-
tiones in omnibus casibus Episcopalianis, etiam 
si possint easdem obtinere a suis Praelections per 
communem et ordinariam potestatem supra 
explicatam; quod videtur esse contra morem,
videtur habere jurisdictionis involuntarie, sed esse purus favor et gratia. Nullum etiam videtur affere posses incommodum religioni, quia per illam nec remittitur delictum, nec tollitur a Praelato religiosis jus judicandi et vindicandi illud in eo foro, in quo illud noverit; nec etiam propter talem dispensationem cogitur Praelatus religionis concedere facultatem subdito recipiendi ordines, vel alium simulam actum exercendi; solum ergo tollitur inhabitabitas quaedam, quod pertinet ad primum favorem sine alicujus nocumento. Propter hae non videtur omnino improbabile, dispensationem datam ab Episcopo personae exemptae sine licentia Praelati ejus in materia irregularitatis alias dispensabilis ab Episcope, quae validam, etiamsi Praelatus regularis ha
deat potestatem dispensandi in illa, maxime quando haec potestas solum data est per extensionem quamdam concessi
dae factae a Concilio Tridentino. Quia per illam jam ante ha
tuerunt Episcopi hanc potestatem etiam in religiosis exemptis, ut probavimus, et difficili
cius exclusurum, quam non admittitur hos; nec satis probatur potestatem illam fuisse ablata per subsequens privilegium. Et ideo non est similis ratio si a principio non fuisset data, aut si decretum Concilii in aliam formam factum fuisset.

17. Nihilominus contrarium, ut dixi, securi
erius est, et saltem ad servandum rectum et religiosum ordinem existimatio esse necessari
um, et non dubito quin Praelati religionis possint stricte prohibere suis subditis, ne ab alios quam a suis Praelatis talem dispensationem postulent, quando ipsi possunt eam concedere. Denique, quoad alias irregularitati
es extra illud decretem Concilii Tridentini nulla potest esse controversia, quia proprio nullis sunt aliae irregularitates Episcopales, quantum est ex vi juris communis; quoties consuetudine in aliisibus dispensasse possunt, in eis id etiam observandum erit circa religi
gios, quod consuetudine fuerit introductum aut reten
tum; non existimo autem esse talem consuetudinem quod religiosi exempti, ab Episcope dispensentur, sed quidquid juris ipsi habebant, transitum esse censeatur ad regu
larem Praelatum exemptum respecto suorum subditorum. Consulenda ergo sunt uniuscui
dusque religionis privilegia, prout sunt cons
esetudine interpretata et recepta, et ita obser
vanda sunt. Quapropter non descendam hoc loco ad examinandas singulas irregularita
tes, et particulares casus, an in illis possint vel non possint Praelati regulares dispensare cum suis subditis, quia cum non sint hujus
di modi casus defluendi ex jure communis, sed ex particularibus privilegiis, alienum est a presenti instituto; in pruisi autem locis et materiis, cum occasio occurrerit, non omitemus ea quae opportunam visa fuerint.

18. De potestate dispensandi in preceptis Ecclesiae.—Tertium capit dispensationum ex recensitis numero decimo, est in preceptis Ecclesiae. Circa quod eadem generales regulae observandae sunt; nam quidquid jure communi possunt Episcopi in hoc generis circa suas subditi
tos, possunt etiam hi Praelati circa suos, ex illlo principio quid osti Praelati habent jurisdictionem quasi Episcopalem, quae ad hoc genus dispensationis maxime necessaria est; quia hujusmodi potestas regulariter veratur in his rebus qua frequenter et ordinarie occurrunt, pro quarum dispensatione non potest semper fieri recessus ad Summum Pontificem, quae necessitas non minus in religiosis personis quam in ceteris avere soleat; ergo, eo ipso quod eximimur ab ordinarie jurisdictione Episcoporum, necesse est ut praeclara potestas eorum Praelatis concedatur, alias non possent perfecte, imo nec commune gubernari. Et in
telligitur hoc amplius, si addamus quod su pra, n. 14 et 17, insinuavimus, ita esse hos religiosos exemptis, ut jam non possint dispensiones in his preceptis ab ordinariis Episcopis obtineri, quia tota cura animarum eorum ablatas est Episcopos, et translata in Praelatos religionis; salus autem animarum in preceptorum observatione posita est, et ideo potestas dispensandi in preceptis ad curam animarum principalem et Episcopalem ma
xime pertinet; ergo quibus Praelatis commissa est hæc cura in religionibus, eisdem haec potestas data est.

19. Unde obiter colligo, quando in aliibus specialibus privilegiis harum religionum, dicitur ut possint in his preceptis dispensare, vel per illa privilegia nihil prater jure commune conceditur, sed declaratur jure quod ipsam exemptionem comitatur, vel certe si Pontifex aliquam amplius concedere intendit, illud certe erit ut facili modi, vel ex levi
ci causa id facere possit, quam velarent ex solo communi jure. Exempli gratia, concessit Ju
ilii III 1 Societati ut ejus Praesitus possit per se, vel alios professos, dispensare cum per
sonis Societatis circa jejunia et cibos prohi

1 Bulla 2, anno 1532.
bitos, quæ concessio videtur specialiter facta propter illum particularum, per te vel aios Societatem ipsam professos; nam aliqui illa facultas muneri Prepositi conjuncta erat; unde illa concessio a Gregorio XII generali in alia antensa est, ut per quoscumque religiousos Societatis talis dispensatio fieri possit. Ad hunc ergo modum similia privilegia expendenda et intelligenda sunt.

20. Alia regulæ negativa est, quidquid in hoc genere Episcopi non possunt jure communii, Praelatis etiam religionum non esse concessum, nisi ex speciali aliquo privilegio aliud constet. Probatur, quia, secluso hujusmodi privilegio, non est unde Praelati regulares habebant majorem potestatem, servata proportione. Quod autem per privilegium Pontificia haec potestas possit ampliare, nullus Catholicus dubitavit; imo, quod in multis ita factum sit, consulenti bullas religionum, vel comprehenda privilegiarium, facile constabit. Hic autem iterum occurrit illa quies; quia nihilum regulæ utendum sit ad cognoescendum quid in hoc genere concessum sit, vel prohibiunt Episcopi, et consequenter his Praelatis, an, silicet quidquid non prohibitur, censeatur concessum. Sed hanc questionem late tractavi in materia de Legibus, lib. 6, c. 4, et de Censura, disp. 7, sect. 4, ubi censui, ut tantum censeri in hoc ordine concessa, quæ vel expresso jure canonico scripto, vel usu constiterit esse concessa. Usum autem et consuetudinem extendendum diximus ad omnis, quæ moraliter ac prudenter ad regem ordinariam animarum fuerint necessaria, nam extensionem hanc ipsa etiam ratio naturalis postulat, ut supra etiam, n. 10, tetigimus, tractando de dispensatione in votis reservatis. Juxta hanc ergo principia de hujusmodi potestate Praelatorum regularium judicandum est.

21. Suboritur tamen hic quatico, an quidquid in hoc genere Episcopi expresso concessum est jure speciali, censeatur consequenter concessum his Praelatis. Exemplum summam ex Concilio Tridentino, sess. 23, c. 41 et 13 de Reformat., ubi prohibit, ordinatum in inferiori ordine ante annum ab eo suscepto ascendere ad superiorem; dat tamen facultatem Episcopis dispensandi in ea prohibitione. Unde statim oritur dubitatio, an Praelatus regularis possit dispensare in hujusmodi interstitiis. Quidam ergo absolute affirmant, hujusmodi decreta extendi ad hos Praelatos, propter generalia principia supra posita, et consequenter iunt in exemplo postito Praelatum religiosum posse dispensare in interstitiis. Alii vero, licet generalis illam doctrinam admittant, in illo exemplo hoc negant, quia putant Concilium ibi non concedere illum facultatem Episcopo, tamen Praelato ejus cum quo dispensatur, sed tanquam ordinarii; putant enim hanc dispensationem non pertinere ad ordinarium Praelatum clericorum ordinandi, sed ad eum Episcopum a quo ordinandus est, ita ut si usus concedat dimissoriam litteras, et in illis ordines collaturus sit, dispensatio interstitiorum non pertineat ad concedendam dimissoram, sed ad ordinantem. Unde recte inferunt, Praelatum religionus ut sic non posse in hoc dispensare, quia non est ordinarius. Dico autem ut sic, quia si contingat Praelatum regularem habere privilegium conferendi miniores ordinis suis subditus, tunc poterit eum illis dispensare in interstitiis talium ordinum; non quidem ex meris iurisdictione, quam habet ut Praelatus, sed ex peculiari concessione, quæ ad illum extenditur quitus ordinarius est. Ita expositus Emmanuel Rodericus, tom. I Questi curious, questione vigesima secunda, articulo septimo, dicitque constare ex contextu Concilii, et ex declarazione Cardinalium, prout reftert (a) Pater Gaspar Paraschus, in lib. Privilegiorum.

22. Ego vero, in libro manuscripto cursum in Declarationum Cardinalium, quem apud me habeo magna diligentia et auctoritate collectum, ad dictam sess. 23, c. 41, in verbo illo, Judicio Episcopi, hanc declarationem additam invenio, quam etiam reftert Marzilia, l. 3, tit. 13, c. 9: Non potest Episcopus, ad quem dimissus est ordinandus, hoc judicium facere. Quibus verbis aperta exponit contra superiorem interpretationem, hanc dispensationem non pertinere ad ordinantem, sed ad dantem dimissoriam litteras. Et ad c. 13, ad illa verba: Si per annum saltem, etc., additur: Ob eminentiam doctrinae, et bonus testimonium, et de consensus Ordinarii Summus Pontifex concedit, ut breviari tempore, etc. Ubi, dum consensus Ordinarii, non ordinarius, postulatur, aperte declaratur hoc jus esse Praelati superioris, non Episcopi confirmant ordinis. Præterea, in ipso Concilio nihil invenio, ex quo satis colligi potest, loqui de Episcopo ordinante; nam in c. 10 verba sunt: Si vero non nisi post annum a concessione postremi gradus minorum ordinum ad sacros ordinis promoventur, nisi necessitates aut Ecclesie utilis adjudici Episcopi aliius exponat. Ubis constat, nomen Episcopi de se indifferentes esse ad ordinantem, vel dantem di-
missorias litteras, et ex circumstantia littere potius colligitur (ut Congregatio Cardinalium significavit) sermonem esse de Episcopo, qui sit proprius Prelatus ejus qui ordinatur; nam ille melius potest judicar: de tali necessitate vel utilitate. Similiter, in c. 13 solum dicitur: 

*Nisi aitad Episcopo videatur, recte igitur Concilium exponit de Episcopo superiore ejus, qui ordinandus est. Unde consequenter erit probabilis prior sententia, etiam quod illud particular exemplare, cui favet secunda declaratio Cardinalium supra citata, quatenus utitur nomine *Ordinarii*; haec enim vox propria admodum comprehendit Provincialem, seu Prelatum religionis respectu suorum inferiorum.

23. Sed quod attinet ad hoc particularc exemplum, cum dispensatio haec non solum ex judicio, sed etiam ex voluntate pendet, ex haec parte dici potest dispensatio haec pendere ad Episcopo ordinante; quantumvis enim Episcopus, vel Prelatus, qui dat dimissorias litteras, judicet expeditum, ut prostastet et facultatem det ut interstitia non servantur, potest Episcopus, qui ordinis daturus est, non esse contentus tali dispensatione. Unde, quantumvis Prelati religionem contundent, hujusmodi dispensationem respectu suorum subditorum ad eos pertinere (ut est certe si sati probabilis, nihilominus (quod in praxi sepi simpidem) potest Episcopus eam non acceptare, quamquam fortasse sine rationabili causa id licite facere non possit. E contrario vero, quamvis Episcopus velit conferre ordines religiosos, vel altcrsi sibi non subsidito, non servatis interstitiis, non videtur posse jure id facere, nisi ex judicio Episcopi dantis litteras dimissorias, propter declarationem adductam, et rationem factam. Unde, quoad hanc partem, non dubito quin, hae dispensatio, seu judicium hoc, respectu regularium, pertineat ad eorum Praesatios, ad quos spectat dare illas dimissorias litteras. Atque ita nomen Episcopi in dictis decretis ampliandum esse ad inferiorem Prelatum habentem jurisdictionem quasi Episcopalem sufficientem ad daudias dimissorias litteras; ita enim ex dicta declaratione colligitur, nec post sunt commode illa decreta aliter intelligi, cum haec persona non habeant alium Episcopum, ad quem possit vel debet hoc judicium pertinere. Quocirca, si Prelatus religionis det subedito dimissorias litteras simpliciter ad susciendum omnes ordinem a qui libet Episcopo, nulla facta mentione intusitulorum, non videtur posse Episcopus ordinans solo suo judicio ac voluntate dispensare cum illo in interstitiis; quia omnis facultas simpliciter data, debet in relinquis omnibus intelligi secundum jus; ergo ita sunt intelligendi hujusmodi dimissorium littere; ergo ex vi illarum non intercedit proprii Prelati et Ordinariorum judicium circa talem dispensationem; ergo non potest ab ordinatore fieri, attenta dispositione et declaratione Concilii Tridentini supra dicta. Unde tandem concluditur, hanc dispensationem in rigore magis pertinere ad Prelatum ordinarium quam ad ordinatorem, quando hi distincti sunt; nam, licet uterque concurrere debet, tamen acceptatio ex parte ordinantis magis videtur pertinere ad usum dispensationis, quam ad valorem ejus; sicut etiam dimissorias litterae parum utiles erunt, si Episcopus noluit eis uti, seu ordinus conferre, et nihilominus de se valide sunt; ita ergo videtur dicendum de hac dispensatione; ergo, quantum est ex se, seu quantum ad actum primum (ut sic dicoe) per quem persona fiat habilitis et sine impedimento, potestas Episcopalis quoad hanc dispensationem videtur extendi ad Prelatios religionis, quamvis ipsi modestiae causa recte faciant non tam utendo verbo dispensandi, quam Rogandi Episcopos in litteris dimissorios quaes conferunt, ut admissarii suos subditos ad ordinem non servatis interstitiis, quia sufficiens necessitas vel utilitas intercedit.

24. Non obstante autem haec declaratione in illo particulari casu, quod ad generalitatem questionem spectat, non censeo indistincte admittandam esse universalem regulam, quam aii in n. 21 inducendam, ut ubicumque per specialia verba conceditur Episcopis potestas dispensandi in aliqua lege Pontificia, aut conciliari, eo ipso intelligenda sit concessa Prelati regularibus respectu suorum subditorum; nam, licet fortasse regulariter ita sit, non tamen videtur id esse infallibile, propter rationes in superiori puncto adductas. Considerando ergo imprimis est materia legis; nam si illa pertineat ad salutem animarum, et ad bonum regimen spirituali earum, sine dubio admissenda est illa extensio, quia quoad hanc curam, ut supra dicebamus, Prelatus religionis habet totum onus Episcopale; ergo et habere debet omnem potestatem, que ratione illius oneros et curam videtur concessa. Si autem materia legis non fuit hujusmodi, sed pertinens ad externum ordinem ecclesiasticum, ut omnin scilicet decenter et ordinante fiant, tune erit ulterior considerandum an materia et
causa dispensationis talis sit, ut requirat notitiam et providentiam propria Praelati, vel solum concedatur specialiter Episcopo propter majorem rei auctoritatem, vel gravitatem, vel ut non frequentar ac vulgaritar fiat. Quand enim concessio est prioris generis, signum est intentionem legis esse, dispensationem committere Praelato Episcopalium (ut sic dicam), et in eo sensu accipi tunc nomen Episcopi. Et hae ratione interpretati sumus decreta proxime tractata, et, ex declaratione Cardinalium adducta, ad omnia similia decreta, regulam seu argumentum sumimissum. At vero quando facultas datur posteriiori modo, quo ex circumstantiae litterarum constare poterunt, non facile est recendendum a proprietate verborum, nec specialis concessio per generales regulas mensuranda est, ut supra latius est declaratum; sed hic modus concessionis rarum invenietur in pura preceptis, nisi alia irregularitas, vel inabilitas dispensanda interveniat: de quibus jam dictum est.

25. De potestate dispensandi in observantia seu obligationibus ipsius religionis. — Quaestionem caput haurim dispensationum, postumum n. 40, est regula ipsa, seu observantia regularia. Circa quod, generatim loquendo, certum imprimis est potestatem hanc dispensativam versari posse circa hanc materiam. Iu, docet gloss. ult., in o. ult., 20, q. ult., et in capite Carnem, de Consecratione, d. 5; Sylvestre, verb. Dispensatio, n. 30; Angelus, eodem verbo, n. 8, et aliis infra citandi. Hoc cinititur primo ex c. Cum ad Monasterium, de Stato monachorum, ubi in fine sic dicitur: Nec semet Abbass quod super habenda proportione possit cum aliquo monacho dispensare: quia obi- catio paspatialis sit suae dignitatis castitatis adeo est annua regulae monachalii, ut contra eam nec Summus Pontif excipit licentiam indulgere. Ex quibus verbis duo cincturar. Unum est, non posse Praelatum dispensare in substantialibus votis status religiosi, neque in aliquo actu qui sit contra obligationem eorum; quod hoc pro certo supponimus ex supra dictis, et ex Concilio Tridentino, sess. 25, de Regulari. c. 4, dicente: Cum convicturn sit ad ips (scilicet a Praelatis) non posse ea, quae ad substantiam regularis vires pertinent, rejecti. Unde in praemissa, vota substantialia non comprehendimus sub observantiae regularibus, sed cetera, quae ad regulam pertinent. Aliud ergo in illis verbis insinuatum est, posse Praelatum in his observantiae et regulis dispensare. Io mo per argumentum a contra-
CAP. XII. AN IN PRÆLATIS REGULARIBUS SIT POTESTAS DISPENSANDI, ETC.

ad culpam saltem mortalem, vel extendatur etiam ad quacumque obligationem gravem, et sub mortali, provenientem ex regula, vel ex peculiari voto religionis, praeter tria substanti- tialis. Hanc dubitationem attingit Emmanuel Rodericus, tom. 1, q. 26, art. 1, distinguendo in religione tria, quodam substantiabili religione ut sic, quas indispensabilia sunt per hanc potestatem, ut diximus; alia substantiabili tali religioni, ut talis est; que indicavit Concilium Tridentinum, c. 1 de Regul., sess. 25, in illis verbis: Ac si quae alia sunt aliarum regulae et ordinis peculiaris volat, et praepsecta ad eorum respectibus essentiae pertinentia, et hujusmodi putat dictus auctor esse omnia volat, que in aliqua religione, praeter tria substantiabali, fnunt; item omnia praepsecta que ad peccatum mortale obligant. In tertio ordine sunt, et accidentaria dici possunt, omnia que in regula continentur, et hunc gradum obligationis non imponunt. Respondet igitur, potestatem Pra- latorum regularium extendi ad omnia, tam in secundo quam in tertio ordine contenta; quia Concilium solum dixit, religiosum Prae- latum non posse relaxare ea, que sunt de substantia regularis vitae, et non dixit huibus vel illius vi- tes regularis, sed absolute, vitae regularis, que solum sunt ea que pertinent ad primum ordinem; ergo significat in aliis omnibus posse, quia excepto firmat regulam in cerimonia. Citat enim in hanc sententiam D. Bern., lib. de Præcep. et disp.; D. Thom. 2. 2, q. 47, art. 3; Sylv., verb. Dispensatio, q. 14; Sot., 1 de Justit., questione septima, articulo tercio, et libro octavo, questione tertia, articulo primo, dub. 2.

28. Pronostatio, pro vera responsione, dupli- cis obligationis, ex voto aut ex regulæ.—Hæc vero doctrina non potest, ut existimo, ita universaliter et sine limitatione defendi, ideoque ad explicandum veritatem, distinguamus voto peculiari uniuscujusque religionis a regulis et praepsectis obligatibus sub mortali; est enim inter hæc duæ maximi diferenciae, quamvis ambo ex regulæ et ex voto oriri videantur; namely et voto peculiaris secundum regulam finant, et praepsecta regulœ aliquo modo includunt votum obediendi; est nihilominus differ- entia, quod, licet regula ordinæ ut voto fiat, tamen immediate non oritur obligatione ex regula, sed ex voto; ut in religione Minimo- rum regulæ ordinat fieri quartum votum absti- nendi a carnibus; factum autem voto, comedere carnes est sacriligion immediate oppositum voto; et contrario vero, si sola regula imme- diate obligat ad eamdem abstinientiam, verbi gratia, etiamsi obliget sub mortali (ut quidam de Carthusianis dicunt) non est obligatio voti, neque excedit obligationem praepcepti humani ecclesiastici; quia vatum obediensi, quod illa lex supponit, obligat immediate ad servan- dam unamquamque regulam, ut supra dixi; sed unaquaque regula obligat juxta sensum et virtutem suam.

29. Prima assertio, de voto aliis a communi- bus omnibus omni religioni.—Primo ergo de obligatione ex voto essero, Prae- latum religionis respective non posse dispensare in omnibus votis, que unaquaque religio sibi assumit tanquam substantia suo instituto; imo, proprio lo- quendo, nunquam credo possse dispensare in talibus votis secundum se, licet in aliquo actu vel usu eorum interdum possit dispensare jux- ta legem, aut mortem religionis. Explico et probo hanc assertionem primo, inductione quam idem autores facit, adducens imprimis specialia vota professorum Societatis. Prae- ci- pium est quartum votum obediendi Summo Pontifici in missionibus, de quo nec cogitari quidem potest, quod per Praelatos Societatis dispensari possit, tum quia non est simplex, sed solemne, ut constat ex Constitutionibus, et ex Bullis Pontificiis, et infra suos locos, tract. 10, lib. 6, c. 4, dieutur; tum etiam quia est de substantia hujus status, vel professionis, quam nulla potestas infrah Pontificiam immu- tare potest; tum etiam quia esset valide ab- surdum quod inferior Prae-latus possit dispensare in voto facto de obedienti superiori Prae- latos. Preterea, quia vel Praelatus Societa- tatis potest dispensare in hoc voto quod usum ejus, et hoc non, alias, præcipiente Pontifice missionem aliqui professo, posset Praelatus Societatis dispensare, ne illi obediere, quod absurdissimum est, nam hoc modo praepceptum Papæ subjeceretur voluntati Praelati Societa- tis; vel posset dispensare’ in ipso voto secun- dum se, id est, auferendo totum ipsum votum; et hoc repugnat intentioni et menti totius Soci- etatis, et immutabilitati professionis ejus, quam habet juxta Bullas Pontificias, et juxta intentionem voventium et acceptantium, nec tantum ut professio est, sed etiam ut talis pro- fessio est. Et hoc confirman verba Concilii Tridentini, dict. c. 1, ita intelligenda: Si enim illa que bases sunt, et fundamenta totius regularis disciplinae, eavmo non fuerint conservata, totum corruuit ædificium necesse est. Ratio enim,
quam haec verba continent, cum proportione vim habet in tali religione, secundum suam speciem (ut sic dicas) considerata; non enim debet esse stabile ac firmum hoc ad fidicium secundum generalem rationem tantum, sed etiam secundum propriam; hec autem everteretur, si aliquod ex fundamentis ejus relaxari possent. Dequeque de a talis votis dice mus, de hoc a fortiori convincunt.

30. Arguitur non videri hoc asertum procedere de votis saltem simplicibus professorum Societatis.—De aliciisigitur votis simplicibus, quia religiosi Societatis post professionem emitunt, idem dicendum censeo. Sed prius obiter adverto, prae dictum auctorem inter haec vota Societatis ponere votum de detegendo ea quae aliquid per ministerium procurasse repertus fuerit. Sed de haec re non fit in Societate votum, sed de detegendo eo qui dignitatem abit. Itaque idem de his votis dicimus, quamvis de illis nonnulla esse possit major ratio dubitandi, nam illa simplicia sunt, et ex haec parte ordinario jure dispensabilia; unde, cum non sint peculiariter reservata, videtur probable subesse potestati Praelati, quia, ut diximus, jure communi omnia vota Episcopalia sunt dispensabilia a Praelato religiosis in suis subditis; omnia autem veta, quae speci aliter reservata non sunt Pontifici, sunt Episcopalia. Unde confirmatur: nam si religiosi Societatis non essent exempti a jurisdictione Episcoporum, Episcopi jure suo possent in his votis dispensare, eo ipso quod reservata non sunt; ergo, juxta superius dicta, per exemptiorem translatum est hoc jus in Praelatos Societatis. Imo, si non fuisset ita translatum, videretur adhuc manere in Episcopis, quia nullo alio jure, vel speciali prohibitione illis sublatum est.

31. Nihilominus, pro certo judico, Generallem non habere in Societate talem potestatem. Quod imprimit mihi persuadet communis totius religionis consensus; nam, cum ipsa talem potestatem in se non agnoscat, neque aliquem ejus usum aliquando usurpat, ideo nec sibi convenientem judicet, signum profecto est nec talem potestatem ipsi esse datum, nec intentionis aut voluntatis ejus esse ante Generalis vel Praelati illam habeant. Secundo declaratur ratione, quia hec potestas nec speciali jure concessa est Societati; in nulla enim Pontificia Bulla est illius mentio, neque in omnibus Societatis constitutionibus; neque etiam communi jure concessa est, quia nullum communi jure jus est quod de similibus votis loquitur; et quod de catenis votis Episcopalius loquitor, non potest rationabiliter ad haec vota extendi.

32. Et quoniam in hoc ultimo est punctum difficilissimum, variis modis illud ostendo. Primo, ex principio juris, quod sub generali concessione non veniunt ea, quae specialem rationem habent et difficultatem, quae proinde non essent aliquid verisimiliter in specie concessurum; sed in his votoes est specialis difficultas, et optima ratio, ob quam non sit verisimile, sub illa generali concessione comprehendi, et committit Praelato religionis; erga. Explicatur minor, quia illa vota licet non sibi absolute de essentia huysus status, sunt tamen valde propinquae, et quasi proprii passiones ejus, pertinentque ad consistentiam, et quia integratum ejus; hec autem non commititur Praelato, sed supponuntur potius quam basae huysus religionis in suo gradu, ut in catenis rebus possit Praelatorum potestas conveniencier administrari, juxta ea que ex Concilio Tridentino supra citavimus.

33. Secundo declaratur in hunc modum, quia in religioso duplicia vota distingui possunt: quaedam dici possunt personae, alia status; status voco ea vota, quae ex vi cujuscumque instituti emittuntur, et exiguntur veluti ad complementum professionis talis status; personae autem appello ea vota, quae unusquisque religiosus sub arbitrio superaddit utra extingetiam status. Jus ergo commune concedit potestatem Praelato ad dispensandum in votis personalibus seu privatis religionis; non tamen licet nobis extendere hoc jus ad vota status, et communia religionis; quia nec ratio potestatis, nec utilitas religionis suffragatur. Vota enim ipsius status quasi complement et perfeicient proprium onus talis religionis, alia vero personalia vota sunt onera supraaddita toti ponderi religionis; et idem in his posterioribus potestas dispensandi utilis et necessaria est; in prioribus vero, moraliter loquendo, non est utilis dispensatio, et ideo nec potestas ad illam praestandum utilis esset religionis; unde nec verisimile est, illi esse datum. Nam, licet fingat casus, in quo talis dispensatio possit esse utilis, adeo est rarus et difficilis, ut propter illum non fuerit concedeenda haec potestas, neque aperienda via ad multiplicandas huysmodi dispensationes; manus ergo haec potestas in eodem Pontifice qui religionem confirmavit, eamque sub suo patrocinio recepit. Et confirmari potest hec ratio, quia potestas dispensandi vota in Praelato religionis
34. Tertio declaratur in hunc modum, quia haec dispensatio vel dari potest a Praefato in toto voto, aut in aliquo actu, vel usu ejus; neutrum dici potest; ergo. Minor quoad priorem partem explicatur: nam dispensare illo modo in voto, est auferre omnino a me votum et obligationem non procurandi dignitatem, aut non relaxandi paupertatem. Quod ergo Prefossus generalis hoc non possit efficere, indubitatum apud nos esse debet, quia tunc maxime procedunt rationes factae, quae ad illam non spectat solvere propria religiosis vincula per Sedem Apostolicam approbata, et quodammodo confirmata. Item, quia alias possit dispensare simul cum omnibus professis, et secum saltem mediante confessore; et consequenter possit dispensare cum uno vel pluribus, aut certe omnibus, qui denou admissitutur ad professionem, ne illa alia vota simplicia emittant; et similia absurda inferri possunt, de quibus eadem est ratio, quantum alinet ad potestatem, licet ex parte causam major in quibusdam quan in aliis requiratur. Quod si in his potestas est in solo Summo Pontifice, quia pertinent ad substantiam hujus religiosis secundum speciem suam, profecto etiam tollere omnino talia vota, vel aliquod eorum a quolibet professore, pertinet ad solum Summum Pontificem, a quo etiam ex defectu causa raro poterit talis dispensatio concedi.

35. Posterior pars minoris haberet locum, si superior possit dispensare cum professo Societatis ut acceptet dignitatem sibi oblatam extra Societatem, etiamsi ei non procuriat; vel ut non manifestet ambientem, vel procurantium dignitatem, etiamsi sciat. Et in hoc imprimens vix potest occurrere rationabilis causa talis dispensationis; nam si occurrat tanta necessitas, que obliget Praetatum ad approbandum illud factum, vel omissionem, non obstante voto, profecto sufficiet interpretation quod tum votum non obliget, propter grave aliquod periculum, vel quid simile; si autem necessitas tanta non est, vix potest esse sufficiente causa justae dispensationis, maxime respectu Praetati Societatis, qui maxime tene tur causulare majori bono spirituali totius Societatis, et singulorum subditorum, ad quod talis dispensatio nihil potest descrivere. Et sanie, si S. P. Iuguatis intellexisset Generalem habiturum potestatem ad dispensandum illo modo in voto non acceptandi dignitatem, non posuisset, ut conditionem necessariam, quod precipiatur, sed potius dixisset, nisi ex facultate aut judicio Generalis, ut sepe alias dicet; noluit autem hoc judicio aut voluntati aliquus relinquere, sed illius tantum qui posit praeclare, et per praecptum suum extra nat actum a materia voti.

36. Praeterea est optima ratio, quia ex potestate ordinaria nullus potest dispensare in voto ex parte, qui non potest in totum; ergo si Praetatus non potest dispensare in toto, nec in parte poterit. Antecedens declaratur, nam per delegationem solet aliquando committi dispensatio in uno vel alio actu voti, ut ad petendum debitum, verbi gratia, licet non committatur in toto voto. Sicut etiam solet committer potestas commutandi, et non dispensandi; in praesenti autem non est facta aliqua delegatio, ut per se constat. Per potestatem autem ordinariam nuncum potest fieri unum illorum, quin etiam possit dispensari aliiud, ut facile constare potest inductione; sicut etiam nemo potest jure ordinario commutare votum, quin possit etiam dispensare. Et ratio est, quia obligatio voti ejusdem rationis est in toto et in parte, et alias potestas ordinaria de se simpliciter cadit in votum, nisi aliiunde limitetur, quae limitatio in praesenti nulla etiam est; ergo si ordinaria potestas Praetori Societatis extenditur ad dispensandum hec vota quoad aliquos actus eorum, etiam extendetur ad ipsa secundum se. Et in hoc (ut obiter id adnotemus) est differentia notanda inter dispensationem in voto et in lege; nam in lege dispensare potest jure ordinario qui non potest illam tollere; in voto autem qui dispensare potest in eo, potest illud tollere. Et ratio differentis est, quia lex non tollitur per dispensationem, sed per abrogationem, qui est actus superioris potestatis; votum autem per dispensationem tollitur. Cujus differentiae potest ulterior ratio reddi, quia votum est quasi privata lex huic tantum personae imposita, et ideo eximere talem personam a tali lege, quod est dispensare, est etiam tollere votum; lex autem est generale preceptum, quod non tollitur, licet unus vel alius ab illo eximatur, et ideo major potestas necessaria est ad tollendum legem, quam ad dispensandum in illa.

37. Ultimo confirmare possimus hanc reso-
lib. ii. de religiosis quatenus prelati sunt, etc.

39. Tertium corollarium, pro voto clause
rae, et abstinendi a carnibus, etc. — Sequitur praeitura ex dicta resolutione, idem dicendum esse de quocumque statu religioso habente voto aliquod ex peculiaris ratione talis status preter tria vota communia, nam tale voto indispensabile est per Praelatos religionis, propter rationes factas, quae generaliter procedunt ex natura status religiosis, et conditione talis voti; et ideo punctum hoc non reservavit in peculiaris tractatum de Societate, quia de se commune est. Ita ergo censeo de monialibus S. Clare, quoad voto clauseret; non enim possunt in illo dispensare Praelati Minores, quia non possunt voto illud, vel obligationem ejus auferre. Idem est de voto non comedendi carnes, quod religiosi Minimi emitunt; nam per eorum superiores tolli, seu dispensari non potest ob easdem rationes. Nec refert quod Praelatus possit aliquando dare licentiam egrediendi, aut comedendi, etc., nam, supposito voto, hoc tamen fieri poterit vel interpretando casum esse talem in quo voto non obliget, quod non est dispensare, ut in tractatu de Voto, l. 6, c. 9, dixi; vel subtrahendo materiam voti, quia nimirum in ipso voto emittendo, vel expresse, vel secundum regulam includitur condition non faciendi hoc vel illud, nisi approbante vel ordi
nante superiore; tune enim dum ipse ordinat, vel dat facultatem, non dispensat, sed facit ut cesset materia voti. Hac autem integra manente, indispensabilla esse existimo talia voto per inferiores Praelatos, etiam per Episcopos, quia ex vi status, cui sunt annexa, sunt alterius ordinis, et habent quasi peculiaris rem modum reservationis, ut explicitum est.

40. Secunda assertio, graves obligationes dici posse substantials religioni in qua dantur. — Secundo dicendum est de obligationibus religionis sub mortalii ex Regula, ut n. 28 notabamus, quae merito dici possunt pertinere aliquo modo ad substantiam religionis, cum modo pertinente ad substantiam vitae spiritualis in tali religioni. Quin potius aliqua, quae nec voventur, nec illo modo praecipui
tur, in aliqua religione reputatur de substantia ejus; sicut in Societate, in congregation. 5 generali, cab. 17, declaratur est aliqua esse substantialia huic instituti, quamvis sub capite obligatione imposita non sit, ut rededere rationem conscientiis sum superiori, et alia, quae ibi numerantur; sicut etiam inter Carthusianos abstinentia a carnibus censeatur val-

lutionem, quia si Praelatus Societatis posset in his votis dispensaret, posset id facere non solum Generalis, sed etiam Provincialis, immo et localis Praepositus; quod dicere valde absurdim est, et nullo modo in odissectionem, sed in destructionem. Sequelam patet, quia si admittere haec potestas, solum est proper generalem postestatem dispensandi in votis non reservatis; haec autem potestas quamdiu non limitatur, vel usus ejus prohibetur, tanta est in minori Praelato quanta in majori, et ita est de facto in Praelatis Societatis, quia nulla est limitatio, quae nobis innotescat; ergo si Generalis potest, etiam alii possunt. Veritas ergo est, postestatem illam communem dispensandi in votis Episcopi libitum non extendit ad haec vota, quia illa potestas solum versatur circa vota personae, non circa vota status, ut declaratum est. Unde etiam dicis possunt haec voto status esse reservata, sicut et ipse status quodam suum immutabilitatem immutabilitatem est.

38. Primum corollarium ex veritate comprobata pro votis substantialis Societatis S
ocietatis. — Secundum corollarium pro seriem dem voto ingrediendo Societatem. — Quo ex fundamento seu ratione, fieri possunt primo, voto Societarium ve coadjutorum Societatis, licet simplicia sint, potius reservata quam Episcopalia dicit posses; nullus enim Episcopus potest in eis se intromittere, ut Gregorius XIII defuit; et optima ratio, praeter Pontificis decreta, est, quia illa voto non sunt communia et vulgaria (ut sic dicam), sed sunt voto status religiosi, et per Pontificem confirmati, et exempti. Quamvis autem predicta voto simplicia professorum Societatis non ita formaliter ac primo constituant religiosum statum sicut voto Societarium, sunt tamen suo modo per se annexa perfectiori statui, et ad quamdam illius consummationem necessaria, et ideo imitantur naturam ejus, sicut accessorium imitatur principale. Ex quo etiam infero, missionem illam, seu voto ingrediendo Societatem, quod emittit Scholaris approbatus Societatis, esse indispensabile, tam per Episcopos, quam per ejusdem religionis Praelatos, sicut voto et status religiosus, quibus illud voto connectitur, indispensabilia sunt; quamvis enim aliquo modo auferri seu irritari possit, non tamen dispensari, et perseverante illo status, fieri non potest quin promissio illa et obligatio ejus integra maneat, quamvis exequrem ex voluntate Superioris pendat.
cap. xii. an in prelatis regularibus sit potestas dispensandi, etc. 475
de substantialis, licet probabilius forte sit non cadere sub obligatione mortalis culpae, ut alibi dissersitor. Cum enim unusquisque status religiosis tendat ad perfectionem secundum proprium scopum ac finem suum, et per certa ac definita media, merito "lici possent substantialia tali religione, ea que sunt ita intrinseca, vel necessaria ad talem finem, sine quibus non potest talis religio moraliter conservari, et tendere ad perfectionem secundum modum suum. Nam tris vota ideo dicuntur substantialia statui religionis ut sic, quia sunt media moraliter necessaria ad perfectionem ut sic; absolute namque (licet rarissime) perfecti homines dari possunt non religiosi, ut olim Patriarche, et alii in lege gratiae; ergo, servata proportione, in talci vel tali religione illa erunt de substantialia talis status, que ad proprium finem ejus fuerint moraliter necessaria, presertim quando, ills sublatis, vix ant difficulter dari potest perfectio charitatis in tali statu, regulariter loquendo; et hujusmodi sunt in Societate ea, quae in predicta congregatio declarata sunt, ut, Deo dante, expendemus in tract. 10, libro diem nono, cap. sexto.

41. Hinc uterius assero, in hec, quatenus substantialia sunt religionis, non cadere dispensationem, neque potestatem Prelatiorum ad hanc materiam secundum hanc rationem spectatam extendit; et cum hoc nihilominus stare, ut in particulari possit in hujusmodi observationis vel praestea cadere dispensatio. Prior pars patet ex illo principio sumpto ex Concilio Tridentino, substantialia religionis, ut talia sunt, immutabilitas esse, saltem per potestatem intrinsica inipsis religiosis; quod nos ostendimus, cum proportione de singulis religionibus et de substantialibus uniusque esse intelligendum. Ratio etiam moratis id postulat, quia talis potestas non esset ad edificationem, sed ad destructionem. Altera vero pars constat ex usu, et quia talia dispensatio sepe est moraliter necessaria. Unde ad concordiam et intelligentiam utriusque partis, advertere oportet, non omnia, quae absolute et simpliciter sumpta, sunt substantialia religio; in particulari quoad singulis personas, vel singulos actus earum esse ita substantialia; ut, verbi gratia in Societate substantiale est, id est, moraliter necessarium, ad perfectionem ejus, ut conscientiae inferiorum notae sint superiori, et consequenter ut ipsi reddant rationem earum, quia non potest illa notitia moraliter ac religiose aliter obtinere. Non poterit ergo Generalis vel aliquis Prelatus Societatis in hujusmodi regula vel institutione ita dispesare, ut in Societate non servetur, vel ulla ratio aut curia illius habeat, nam hec esset dissipatio, non dispensatio, et illa esset propria relaxatio in re substantiali, ut talis est. Nihilominus tamen hec ipsis obserbankia reddendi rationem consequentie in una persona in particulari, propter probatatem ejus, et magnum existimationem de illius prudentia, et, potest non esse necessaria, neque ad bonum ejus, neque aliorum, et ideo, licet cum ea dispensetur, non crit dispensatio in substantialibus institutis, quia illa observantia, licet in toto corpore religiosis sit substantialis, non tamen ut applicata ad singula membra. Hinc ante recte fit, dispensationem in his observantibus gravioribus, et quae ad substantialiam aliquius instituti ex natura sua, vel ex declaratione ejus pertinere censetur, difficiliorum esse debere, etiam cum in particulari fiunt, ita ut moraliter satis constet unde non nihilominus substantialiam observationis. In alius vero regulis, vel ceremonisis, vel actibus virtutum facilis potest conceper dispensatio, imo aliquando dari potest non tantum uni vel alteri in particulari, sed etiam toti religioni, ab eo qui potestatem habet in totam religionem. Semper tamen necessaria est causa proportionata, nam hec in omni justa dispensatione postulatur.

42. Quarta assertio incidenis, nullam esse dispensationem Prelati datae sine causa. — Queri autem hic potest an dispensatio data a Prelato sine causa justa, sit valida quamvis ipse pecetu dando; ita enim solet esse valida dispensatio male concessa in humano jure. Dico tamen, non esse validam, nec reddere subditum tutum it conscientia. Ratio est, quia dispensatio in lege superioris, sine causa data ab inferiori, est nulla; Prelatus autem religionis, dispensans in praecipit aut regulae religionis, dispensat in lege superioris; ergo dispensatio ejus, sine causa data, est nulla. Minor manifesta est in superioribus localibus, et Provincialibus, ac Generalibus, quia ipsi non sunt legislatoris; neque prope leges, id est, stables ac perpetuas, non solent committi ejusmodi Prelatis, sed Capitulis generalibus vel provincialibus respective, juxta varia statuta religionem, quae Capitula sunt supra eosdem Prelatos, etiam cum proportione comparatione facta; ergo d'um illi dispensant in constitutionibus religiosis, dispensant in lege superioris, ac proinde non valet dispens-
satio sine causa data. Ex quo discursa intelligitur assertionem maxime habere locum in constitutionibus totius religionis, quae sunt firmatae majori auctoritate, quam sit in aliquo singulari Prelati, etiamsi Generalis sit; nam si generalis ipsa congregatio cum aliquo particulari dispensat, valida erit dispensatio, etiamsi fortasse sine causa data sit, quia tunc non procedit ratio facta, et alia ratio nullitatis per se non occurrit. Secus autem esset, si dispensio fieret in precepto Pontificii, vel in constitutione specialiter confirmata a Papa ut perinde habeatur ac si ab ipso esset facta, quia jam tunc dispensatio esset in lege superioris. Similiter ubi Capitolium provinciale verae leges pro sua provincia facere potest, si idem Capitolium in aliqua dispensat sine causa, per se locundo, valida erit dispensatio, quia dispensat in lege sua, vel sui quaevalis. Dispensatio etiam, data a Generali in lege lata a Capitulo provinciali, ex communi jure, et ratione talis muneris, valida est, quia est a majori Prelati, nisi ejus potestas per constitutiones religionis sit mutata. Itum, si Generalis (eteadem est proportio de Provinciali) dispenset in sua ordinatio, vel precepto, quod non est proprius lex, valida erit dispensatio, quia in proprio precepto dispensat. Denique cum dispensatio hac cadere possit tam in preceptum obligans in conscientia, quam in regulationem oblivant solum ad melius esse, cum proportione ad utrumque applicandum est quod dicimus de valore aut nullitate dispensationis; nam, si est valida, tollit obligationem in conscientia, vel in ratione majoris perfectionis, pro ratione legis, vel regule.

43. Quod de pena legis ipso facto incurranda, quando dispensatio fuit invalida. — Quod si talis lex habeat adjunctam penam ipsum ipsum facto incurrendam, ut censuram aliquam, si dispensatio non fuit valida quoae directivam legis, plane non impediet quoniam talis pena incurratur; quia si dispensans non potuit auferre vam legis superioris quoae vam directivam, nec quoae coactivam potuit. Item, quia si dispensatio fuit invalida, subditus aequo contumax est et inobediens. Intelligo autem per se, nam ex ignorantia facile poterit subditus excusari vel omnino a culpa, vel saltatem a pertinentia requisitae ad talem censuram; auctoritas enim Prelati dispensantia facit sepe talem ignorantiam probabilem, vel saltatem multum excusabilem, ubi non intervenit materia, sed simplici subditi fides.

44. Quod de pena inferenda. — Ubi autem pena non est ipso facto imposita, sed ferenda, facilius interveniet excusatio, nam a ullo inferiori Prelati poterit talis pena imponi, quia nullus inferior potest damnare quod superioris auctoritate et voluntate factum est. Nec etiam ipse dispensans poterit rationaliter illud factum punire, quando subditus ipsum non deceptit, nec ei vim intuuit, quia ipsemedeinde dispensans fuit occasio illius transgressionis. At vero major Prelatus merito punit transgressorem illum, dummodo adeo sit evidens injustitia et defectus dispensationis, ut non possit subditus excusari, nam in casu aliquo modo dubio non est damnandum subditus, cum alias debet pro suo Prelati pr susumere. At quando res est clara, sicut non excusatur a culpa, etiam in exteriori foro, ita nec a pena; ergo cum in superiori Prelati sit sufficiens jurisdictio, potest illam exequi. De equali vero successore res est magis dubia, quia videtur habere sufficientem jurisdictionem, et non impeditum, cum ipse non fuerit auctor talis dispensationis. Nihilominus probabilius puto oppositum, quia, esto dispensatio fuerit injusta, tam aequulis non potest in exteriori foro de illius injustitia cognocere, necque illum damnare; ergo nec puinire quidquid auctoritate illius factum est.

45. Dispensatio a licentia presso sumpta longe differt. — Ultimo in hoc puncto adverto quod supra testi, aliud esse dispensare, aliud licentiam dare; cum enim superior dat facultatem religioso ad faciendam eleemosynam, non dispensat; sic ergo in nonnullis constitutionibus, vel regulis contingit; cum enim dat licentiam ingrediendi cubiculum alterius, vel extundi domo, et similia, propri non dispensat. Et ratio est, quia illa opera non sunt simpliciter prohibita per leges religionis, sed ne fiant sine licentia; et ideo, quando ita fluint, non ex dispensatione flunt, sed ex cessione ipsiusmet regulae; tunc ergo licentia non est necessaria ut dispensatio fiat, sed ut compleatur materia legis, seu modus operandi per legem postulatus. Cum ergo dicimus dispensationem religiosam etiam in hac materia, ut sit justa, vel etiam valida, non oportet hoc extendere ad omnem licentiam; quin potius ad honestatem talis actus sufficit superioris consensus bona fide ac simpliciter obtenuit, quia solum requiritur ut conditione necessaria ex parte materie. Imo etiam ut talis facultas licite detur, non semper necessaria est specialis causa, sed sufficit ut in illo
opere hic et nunc niliul sit incommodi, et quod possit a subito honeste fieri quocumque titulo, etiam ob honestam animi vel corporis recreationem, et superior licite has facultates concedit, ne nimis austerus videtur, cum tamen ad lictas dispensationes hoc non sufficiat, nisi propria et specialis causa interveniat.

46. Et fortasse juxta hanc doctrinam intelligenda est quedam concessio PII II, facta Minoribus, quae in specie verborum obscura est, ejus vero intelletizant poterit ad multa similis servire. Concessit ergo ille Pontifex Ordinis Minorum, ut Praelati possint anuerre, seu dispensare cum subditi debilitis et infirmis, quae non sunt contraria regule. In quibus verbis videtur esse quedam implicatio in adjectis; nam si dispensatio non est in his quae sunt contra regulam, ad quod necessaria est? vel quod privilegium ibi conceditur? Item, exempla, quae ibi ponuntur, videntur esse contra regulam Minorum, ut equitari, etc.; quomodo ergo dispensatio contra regulam non conceditur, et dispensatio in equitando hisquae similibus conceditur? Dicendum vero est, juxta distinctionem a nobis datam, quedam esse quae simpliciter et absque probatur per regulam, ut, verbi gratia, habere propriam tam in commun, quam in particulari, etc., et hae dieuntur esse simpliciter contra regulam, et quod hae non conceditur in illo privilegio dispensatio in regula; alia vero sunt quae non absolvet probatur, sed cum limitatione, scilicet, ut non sint sine facultate, vel etiam sine urgete necessitate. Et hae non sunt simpliciter contra regulam quoddam substantiam, sed quod modum; quando ultra prescriptam conditionem iuntur; in his ergo conceditur illa dispensatio, quae, ut aliquid conferat, seu operat, tribuit potestatem dandi hae facultatem vel licentiam cum minori causa seu necessitate, quam rigore regule postularet. Atque ita videtur intellexisse illum concessionem expositores ejusdem ordinis. Ex illa ergo nos elicimus, ea, quae non simpliciter prohibetur, nec sub volutum cadunt, non esse proprie ex substantialibus, in quibus dispensatio non tadiat. Colligimus eiam, in his quae ex facultate superioris licent, non habere rationem dispensationis concessione factulatia ex ordinaria providentia et quasi ratione muneris debitis, sed tunc solum quando aliqua major benignitas aut liberalitas fit ex peculiari causa; vel potestatem. Speciale vero dubium hic supererat, au ha-

bitus delatio, et habitatio intra claustrum sint ex his quae per Praelatos religionis dispensari possunt. Sed hoc tractabitur commodius infra, lib. 3, cap. 7, disputando de mutatione status religiosi; et ideo hae sufficient de materia, ad quam hae potestas extenditur.

CAPUT XIII.

QUIBUS PRÆLATIS ET QUÁ RATIONE POTESTAS DISPENSANDI CUM SUS SUBSTITIS CONCESSA SIT.

1. Superest ut de alio puncto principali in capite precedentii proposito dicamus, in quibus, scilicet, Praelatis sit hae potestas. Sunt enim in religionibus Praelati suprerni, medií et infimi, ut supra exponimus; quibus ergo illorum datur hae potestas? vel quanta unicum? In qua re generalis regula Doctorum est, unumquemque Praetulum religionum id tantum posse in hac materia dispensationum, quod a jure, vel privilegio, et regula et concessum est; ita Innocentius, in c. 2, De co qui furtive ordinis suscipeb, et in c. ult., de Postulat. praet.; Abbass, Anton. et communis, in c. At si clerici, § de Adulatoris, de Judic.; Sylvest.; verb. Dispensatio, n. 10. Et ratio est, quia hi Praelati non habent de se hanc jurisdictionem; ergo oportet ut a Pontifice illum recipiant, quia nullus alius potest illum concedere tamquam ordinarius; ergo oportet ut iure communi, vel speciali, su ex privilegio illum habeant; quod duo capita breviter a nobis explicanda sunt.

2. Circa jus commune advertere primo oportet, in eo fere nihil haberer (ut supra c. 12, n. 2, etiam notavi) de his Praelatis nisi sub nomine Abbatum, qui sunt proximi et immedia Praelati monasteriorum, et sub ea voce comprehendi reliquis superiores religionum habentes similis minus quoddam jurisdictionem, quamvis diversis nominibus appelluntur. Unde fit, hae potestatem quatenus ex vi juris communis habetur, omnibus veris Praelatis regulibus convenire respective, id est, unicum in suo quasi territorio, nisi per speciale jus alienis religionis limitata sit. Quod ut amplius explicitur, adverto secondo, dupliciter posse hanc potestatem concedi jure communii. Primo, per specialem concessionem vel declarationem; secundo, per generalatem concessionem jurisdictionis quasi episcopalis. Prior modo, Sylvester, verb. Dispensatio, q. 14, cum Angelo, eodem verbo, num. 8, decem casus promittunt ex jure communii, in quibus potest
Abbas cum subditis dispensare; postea vero et novem tantum numerant, et inter eos septimnus et nonus neque inter se sequent se condiscipuli sunt, nec continent casus speciales, sed generalem doctrinam de potestate dispensandi in regula, vel observantius regularibus, quam superiores capite tradidimus et expendimus. Octavus autem casus est circa dispensationem irregulatitatis, de qua nos ex professio diximus in t. 5, disp. 42, de Irregularitate, sect. 3, casu 8, et latius disp. 31, de Suspensione, sect. 1, ubi ostendi, in c. Cum illorum, de Sent. excommunic., sermonem esse de suspensione, non de propria irregularitate; atque ita facultatem in eo textu datam magis esse ad absolventum quam ad dispensandum. Alii vero sex primi casus, quos dicti auctores numerant, non pertinent proprie ad potestatem dispensandi, ut, per illos breviter discurrendo, facile constat: Et similis casus potest a nobis addi, ex cap. Cum H., De eo qui furtive ordinis suscipit, ubi in favorem religionis conceditur Abhati potestas dispensandi cum eo qui furtive ordinis suscipit, de quod impedimento, an sit suspensio vel irregularitas, et consequenter de facultate data in illo textu, in tomo citato satis diximus. Primus ergo casus est, dispensare cum novitio ut ad sacros ordines promoveatur, ex c. Monachus, d. 77; sed novitiis ut ordinetur, non indiget speciali dispensatione, cum nullum impedimentum vel irregularitatem habeat, ubi alibi ostensum est. Et in dicto textu de hoc non conceditur dispensatio, sed de interstitiorum tempore, ut brevius in novitio sit, in favorem religionis. Et haec ipsa dispensatio non commititur Praelato, sed fit per ipsum jus, quamvis hodie quoad hanc partem revocatum sit per Concilium Tridentinum. Addo, in epistola i Gelasii non haberi verba illa: Monachus novitius, sed solum illa: Si quis de religioso proposito. Unde ego valde dubito an etiam secundum illud jus dispensatio illa ad novitios extendenter.

3. Secundus casus est, dispensare cum apostate a religione, ut possit ad ordines promote, ex c. ult., d. 50. Sed ibi nulla talis potestas datur Praelato, solaque haec verba apponuntur: Quem etiam jubemus ad clericaus officium non admitti. Unde, si illa esset irregularitas, potius dicendum est Praetatum non posse dispensare in illa. Sed videtur Sylvester motus per argumentum a contrario, ex c. ult., de Apostatis, ubi de religioso apostata, qui ante reditum ad religionem ordinaturl, dicitur non posse ministare sine dispensatione. 
Papae; quia ergo haec reservatio non additur in allo textu, colligit ibi dispensationem esse concessam Praelato. Sed non est bona collectio; nam in posteriori textu pone imposita non est irregularitas, sed censura suspensionis, quae si non resservetur, eo ipso fuisset concessa, juxta cap. Nepier, de Sent. excommunic. Haec autem regula non habet locum in irregularitate, ut alias dixi, et ideo si in priori capite fuisset positid irregularitas simpliciter, ex vi illius juris non posset Abbas in ea dispensare. Verum tamen est ibi non poni irregularitatem absolute, sed quasi conditionata, donec, pontentia peracta, ad religiosum statum redetur; et tunc nec datur Praelato potestas dispensandi, nec est necessaria dispensatio, sed ipso facto finitur irregularitas, sicut in aliis irregularitatibus ssepe contingit. Atque idem est de tertio casu dispensandi ad ordinum ille legitimum, ex c. 4, de Filiiis presbyter. Verumtamen ibi etiam non datur potestas dispensandi, sed ipso jure tollitur tale impedimentum facta professione, ut alias diximus.

4. Quarto casum sumnit ex Clement. 4, § Sane, de Statu monachorum, de potestate dispensandi cum monacho, ut ultra mensem differat communem. Sed illa nec est propria dispensatio, sed judicium quoddam, et quasi authentica sententia; nec soli Abhati committitur, sed etiam confessores et Priori, verba enim textus sunt: Dominica mensia cujuslibet in monasteriis semper communicent, nisi forte ex causa, quam Abbati, Priori, aut Pontentiarii monasteriorum non desinat intimare, eorumque judicium, vel abstingant, vel accedant. Simile affere possimus ex capit. Onisliriusque sexus, de Pontentiam et remiss., ubi etiam in praecepto ecclesiastico communicandi in Paschate additur illa condition: Nisi forte de proprii sacerdotis consilio ob aliquam rationabilem causam ad tempus ab hujusmodi praeceptione jussuerit abstinentium, ubi non conceditur potestas dispensandi, sed declaratur materia et conditio sub qua tale praeceptum imponitur. Ad quam fere modum supra, c. praeced., n. 45, distinguishamus, dare facultatem non semper esse dispensare; ita enim in presenti dare consilium vel judicium circa dilationem communiones ex rationabilis causa, non est reversa dispensare.

5. Atque idem fere censo de quinto caso, quem ponit Sylvestre, de facultate quam potest dare Abbas monacho, ut sit capellanus Ecclesie parochialis, consentient Episcopo,
ex c. 4, dist. 58, et c. Doctos, cum aliis, 16, q. 4. Sed hoc etiam non pertinent ad potestatem dispensandi, sed ad subordinationem quam religiosis debet Praelato suo. Duo enim illa iura intendent declarare et ordinare: unum est, monachum, si sit ordinatus sacrorum, nos esse incapecem vel impedimentum ex eo quod monachus est, quominus animarum ministeria exercere possit; et hoc præcipue agitur in dict. cap. Doctos. Secundum est, nihilominus non esse religiosis assumendum ad haec ministeria sine consenso Praelati, sicut etiam non potest intromiti sine voluntate Episcopi vel Papæ; et hoc agitur in dict. c. 1, et aliis multis. Sicut etiam in c. 2 quxivsem dist. 58, dictum monachum non posse ordinari ab Episcopo sine licentia sui Abbatis; licentia autem ad suisciendi ordines, non est proprie dispensatio, quia non est aliquis regulæ regularis, sed est aliquis genus gratiae vel facultatis. Ita ergo facultas ministrae in Ecclesia parochiali non est dispensatio, sed facultas quaedam, vel utam praecipue, quod interdum potest Praelatus suo subdito impone. Quantum vero extendi possit facultas quam Praelatus potest religiosi dare ad regendam aliquam Ecclesiam parochiam, et a possit illam concedere perpetuam, manendo, secutum, semper extra clausuram, et an extendi possit ad obtinendum ecclesiasticum beneficium, dicemos infra, lib. 3, c. 19, tractando de mutatione status religiosi.

6. Ejusdem rationis existimo esse facultatem, quam Abbas potest dare monacho ad edificandum cellulum a congregatione monasterii separatam; quam dicti auctores sexto loco numero, ex c. Nullus, 4, q. 1, et c. Monachum, 20, q. 4. Nam illa etiam facultas non habet rationem dispensationis, sed censudam obiedientiam ex parte subditi, et debiti regimini ex parte Praelati; maxime si illa facultas extra monasterii septa non extendatur, ut dict. c. Monachum prescriritur: an vero possit Praelatus religiosis dare subdito facultatem transandii a vita cenobitica ad solitarium, vel manendo sub cadem regula et obdientia, vel mutando illam, dicemos infra tractando de mutatione status religiosi. Igitur de hac potestate, etiam respectu Abbatum, et a fortiori respectu quorumcumque Praelatorum conventualium, nihil fere habemus in particullari jure canonico prescriptum, praeter id quod in c. Ad monasterium ininsaturum, de dispensatione circa observantias regulares, quod in superiore capita satis explicatum est; alia enim jura, quae a Sylvestro et aliis ad hoc citantur, parum sine dubio ad rem faciunt.

7. Qualem potestatem, et unde haberent olim Praelati non exempti ad dispensandum. — Superser ergo alter modus, n. 2 postius, colligendi hanc potestatem dispensandi ex jure communi, pro aliud principium, seu generalem regulam, quatenus ex illo habemus hos Praelatos habere jurisdictionem quasi Episcopalem; nam inde videtur sequi, quemlibet ex illis haberem totam potestatem quæ ratione jurisdictionis Episcopalis ad regularem statum applicaret haberí potest. Sed in hoc oportet advertere, aliter loquendum esse de his Abbatibus pro eo tempore quo erant subditi Episcopis, et aliter de Praelatis exemptis. Nam in priore statu seu tempore nihil reverta poterant, nisi quod intraesse et ex natura rei status eorum postulabat, vel expresse illis in jure concedebatur. Ad quod explicandum recelo duplicem illam potestatem, quam diximus esse in Praelatis religiosis, dominativam et jurisdictionis; huic enim duplæ potestate duplex etiam dispensatio correspondent po
test, dominii siclicit, et jurisdictionis. Nam, sicut ex parte subditi duplex est ratio s à
sectionis, siclicit, traditio voto obedientiam confirma, et jurisdiction, ita etiam in Praelato duplex est ratio præcipienti, et utrique respondet propria potestas dispensandi, nam unusquisque eo modo quo potest præcipere, potest etiam in suo præcepto dispensare. Unde etiam in antiquis Prefectis regularium, qui propriam ecclesiasticam jurisdictionem non habebant, inerat potestas aliqua dispensandi, illa vero extendi non poterat ad leges ecclesiasticas vel effectus ab illis manantes; quia, sicut hi sunt effectus jurisdictionis ecclesiasticae, ita per illam solam immutari possunt. Et eadem ratione non poterat versari circa votum quod dispensationem, quia potestas dispensandi in volis est jurisdictionis, et supernaturalis, ut supra videntem, quæ in illis Prefectis non erat, ut supponimus. Solum ergo versari poterat illa potestas circa observantias regulares, ut ex antiquis regulis etiam colligitur, Basili, Augustini, Benedicti, etc. Et facile declaratur considerando originem illius potestatis; nascitur enim ab ipsam subditis, et ex mutua conventione inter ipsos et religionem; nam sub hac veluti conditione se committunt religioni ac Praelato ejus, ut ab ipso possint ad onerata religionis vel obligari, vel ab eis dispensari; quia vero tota haec institutio religiosa pende-
bat a voluntate et approbatione Episcoporum, ideo haec ipsamet potestas poterat ab ipsis
Episcopis limitari, dispensationes aliquas in
observantia etiam religiosis sibi reservando,
quia aequam eos erat major potestas non solum
ratione jurisdictionis, sed etiam ratione voti,
vel supra ostentum est. Et ad hunc modum po-
test esse nunc in Abbatiis aut Prioriis ali-
quae potestas dispensativa, juxta eam institut-
ta, et permissiones suorum Prælatores. Idem-
que dicendum est de religionibus vel monaste-
riis virorum subjectis Episcopis, etiamsi pro-
priam jurisdictionem non habeant, ut si inter
cos clerici ordinati non sint, nam in illis sit
esse potest prefectura, ita etiam hoc genus po-
testatis, juxta Episcopi determinationem. Nam
de tali potestate, aut statu ita præcise spec-
tato, haec regula assignari potest, ut quiddquid
juxta modum instituti, professionis ac regulae
in observantia regularibus dispensasse est,
possit per Prefectum regularem dispensari,
nisi ab Episcopo prohibeatur; quæ satis ex
dictis declarata est.

8. Talis potestas est non propriis dispensa-
tivae. — Solum in hoc puncto adverto, actu
hujus potestatis videri plus participare de ra-
tione irrationis, vel simplicis facultatis,
quom dispensationis, quia per hanc potesta-
tatem non videtur anferrer obligatio, nisi fa-
ciendo aliquam mutationem ex parte materie,
vel apponendo conditionem, quæ posita,
cessat obligatio praecipit, ut supra dieobamus
de simplici facultate, et cernitur in votis;
nam hi etiam religionum Prefecti possunt vo-
ta subditorum irritare, cum tamen non pos-
seent dispensare. Verumtamen, licet questio
de nomine sit, magis proprie potest hic serva-
ni nomen et ratio dispensationis; nam regula
talis religionis suam habet rationem legis, a
cujus obligatione, sive coactiva, sive directiva,
potest Prefectus ex vi sui muneris aliquem
eximere, nulla facta mutatione in materia,
sed immediate ac per se tollendo obligatione
etiam regula absolute præcipiat vel prohibeat,
nulla adjuncta conditione; interve
vuit ergo ibi propria ratio dispensationis.
Item, potest generalis Prefectus religionis ge-
nerale aliquod præceptum suis subjectis impo-
nere, et deinde potest aliquem eximere modo
supra dicto, et non tantum declarando non
esse obligatum, sed auferendo obligationem
quam possit conservare; ibi ergo etiam inter-
venit modus dispensationis. Neque est simile
de voto, nam illius obligatio est divina et na-
turalis, pendentque ex ejus relaxatione per se,
vel per dispensatorem a se deputatum; ab
altero autem homine pendere non potest, nisi
quatenus vel materia voti, vel consensus per-
mitterentis, ab ejus voluntate pendet; regularis
autem obligation, seclusa jurisdictione, manat
ex honinum pacto et promissione inter se, et
ideo ab eisdem dari potuit potestas tollendi
illam. Et quamvis ablatio hujus obligationis
respectu ejus personae cui conceditur, sit ve-
luti abrogatio præcepti illi impositi, tamen,
respectu regulae seu præcepti generalis, me-
rillo appellatur dispensatio.

9. Haec igitur sola potestas est intrinseca
statui religiosi, et ideo illa de se integra est,
etiam nunc in quocumque religioso Prælato,
sive universali, sive locali, nisi maior Præla-
tus aliquid sibi specialiter reservaverit, sicut
de Episcopo in n. 7 dictum est; nam ipsamet
institutio religiosa hanc conditionem postulat,
et ideo superiusiu Prælatis hanc conferit po-
testatem. Haec autem potestas et confirmata
et aucta est per jurisdictionem ecclesiasticam
Prepositus regularibus superadditam. Nam
per hanc jurisdictionem nova potestas dispensa-
sendi data est, quam versari potest circa om-
nes materia supra capite praecedenti declarat-
as, et specialiter circa statuta vel præcepta
regularia, quatenus jam non solum proced-
dunt ex paterna seu dominativa potestate,
et sunt leges (ut sic dicam) conventionales,
sed etiam ex potestate jurisdictionis set praetela-
tionis, et sunt leges simpliciter, et in omni
propriete.

10. Jam potestatem non habent Prælati non
exempti, cum non sint quasi Episcopi subditio-
rum. — De hac autem jurisdictione quoad Ab-
bates vel Prælatos non exemptis a jurisdictione
Episcoporum, nihil dicere possimus ex vi il-
lius principii de jurisdictione Episcopali, quia
hisc Abbatis nullibi legitimus esse generalit
concessam generalem potestatem quasi Epis-
copalem, neque erat conveniens statui eorum,
cum essent sub immediata jurisdictione Episc-
coporum. Unde in antiquis canonibus Decretu-
rum, et quinque librorum Decretalium, quia
nondum erat adeo extensa et multiplicata haec
experionio religionum, nulla fere fit mentio ju-
risdictionis Episcopalis lorum Abbatum, quia
cum illam haberent eo tempore Episcopi, non-
dum erat illius communicata jure ordinario.
Neque obstat quod de Abate dictur in e. Nul-
tam, 17, q. 2, ad Abbatem totam potestatem
pertinere, ex quibus verbis solent multa Cano-
nista colligere de hac potestate Abbatum, ut
videre licet in Navar., Comment. 3 de Reg., n. 4, et alii, quos ipsa referat. Dicendum est cum ibi non loquit Pontificem de propria potestate jurisdictionis ecclesiasticae, sed de potestate dominativa, seu paterna, quam habet Abbas ex vi talis religiosi status, ut constat ex contextu, et in superioribus tactum est.

11. Neque illam habent ex iure communi. — Poterunt tamen habere ex iure suorum Episcoporum. — Hodie nulla religiosem habet ordinarium, nisi a Papa. — De his ergo Abbatibus seu Prelatis non exemptis dicendum est, ex vi sui muneris, seu ex concessione juris nullam habere jurisdictionem ad dispensandum in votis, previous, aut impedimienti ecclesiastici, generatim loquendo. Probatur, quia hoc pertinet ad jurisdictionem Episcopalem, quam ipsi non habebant. Dixit autem generationi loquendo, quia excepindi sunt casus speciales in iure expressi, si qui fortasse fuerint, ut a n. 2 tractatum est. Dixi etiam ex concessione juris, quia ex concessione Episcopi poterunt Abbas habere hanc jurisdictionem, quia, cum essent superiores Prelati ordinare, poterant ilium communicare, et quasi vicarios suos illos constituere. Tunc autem illa jurisdiction in his Prelatis videre potest tantum delegata, quia non convenit his Abbatibus ex vi muneris, sed ex concessione Episcopi. Et fortasse regulariter ita est. Existimo tamen potuisse tunc Episcopos, eo modo quod ad illos spectabat approbatio et institutio religionem in suis Episcopatibus, instituere munus et prelacionem Abbatis cum ordinaria jurisdictione ad dispensandum in praedictis materiis, justa mensuram aliqua ab ipsis prescribendam; hoc enim non videtur excedere potestatem Episcoporum, quamdiu eam sibi Apostolica Sedes non reservavit. Qualis autem fuerit in hoc antiquo institutione monachorum, nihil non constat. Postquam autem Pontificex sibi reservavit confirmationem et approbationem religionem, in nullo Prelato religioso inventur hic jurisdiction ad dispensandum ut ordinaria, nisi eam habet a Summo Pontifice; nam si religio sit exempta, eo ipso habet jurisdictionem a Papa; si autem exempta non sit, regulariter non habent Pretecti ejus hanc jurisdictionem, sed quantum Episcopus superior concedere vult.

12. Atque hinc ulteriori concluditur, potissimum inventur hanc jurisdictionem in Prelatis regularibus exemptis, et in suo ordine supremis, id est, immediate Summo Pontifici subjectis. Probatur, quia illi omnes sustinent locum et munus Episcoporum respectuorum subditorum. Unde ad hoc non referunt quod talis Prelatus eum unius loci tantum, vel plurimum, nam ratio facta in utroque aequo procedit. Unde si quis nunc est Abbas exemptus unius tantum monasterii, non habens alium Prelatum regularem, cui ordinaria subjectus sit, potestatem habebat dispensandi Episcopalem, juvat regulas superiiores capite precedenti posse, et juvam specialia privilegia, si illa habuere. Idemque a fortiori certum est de Generalibus omnium religionum, ut per se constat. De Provincialibus autem, quatenus subjecti sunt Generalibus, oritur nonnulla ratio dubitandi, quia habent superiorem Prelatum habentem Episcopalem et ordinariam jurisdictionem in ipsos, et in omnes subditos eorum, cum potestate dispensandi immediate cum omnibus illis; non solet autem in Ecclesia respectu eorumdem esse potestas dispensandi Episcopalis infra Summun Pontificem, nisi in uno Episcopo, vel Prelato habente vices eis. Major autem dubitatio est de Prelatis conventualibus, quia ilium videtur esse tamquam proximi Parochii, qui potestatem non habent dispensandi, neque illis videtur necessaria, cum per Provincialia possit sufficienter omnibus necessitatis subveniri.

13. In hoc vero puncto servanda est regula tradita ab Innocentio, in c. 2, de Eo qui furt. ord. suscep., recepta communiter a Doctoribus ibi, et in c. An si clerici, § De adulteriosis, de Judic., et a Sylvestro et Angelo, verb. Dispen-satio, videlicet, unumquamque Prelatum religiosum eam habere potestatem dispensandi, quae sibi a jure vel a regula concessa est. Quod assertio supponit in his omnibus Prelatis esse aliquam potestatem dispensandi; quae de omnibus, etiam de conventualibus vera est. Quod constat sufficienter ex usu omnium religiosum. Item, quia supra ostensum est, hos omnes esse vere Prelatos, et consequenter omnes participare jurisdictionem Episcopalem; ergo eadem ratione participabunt illam quoad potestatem dispensandi, quia non debit esse minor hee potestas ut favorabiliis, quam ut rigorosa. Denique, quia haec potestas pro ratione sui munus unicum ex his Prelatis necessaria est. Et omisso Generalibus, de quibus jam diximus, de Provincialibus est res certa, quia sunt quasi Episcopi in suis provinciis. Et (ut difficultati insinuatoe in n. preced. satisfaciamus) specialis necessitas nasitut ex peculiari conditione status religiosi;
nam quando religio adae universalis est, ut per universam Ecclesiam per varias regiones sit dispersa, et idea est in varias provincias divisa, non possunt commode omnes religiosi dispensationes indigentes, ad Generalem recursum habere; sed necessarius fit hanc potestatem Provincialibus communicare. Quae ratio suo etiam modo, licet non tam urgete, locum habet in Praelatis conventualibus, quia necessitas dispensationis sepe potest esse urgens, et praeventanea, vel quasi quotidiana, et idea non debuit pendere semper a Provincia, qui interdum et diu et longe absens est. Accedit quod hae potestas dispensandi sepe est necessaria ad bonum spiritualiter subditorum; religiosi autem sicut ratione status ad majorem perfectionem spiritualitiae obligationur, ita per hae auxilia debent et frequentius et faciliter adjuvari; est ergo valde conservandum humu statua, ut Praelati etiam locales hanc habeant potestatem, ut, sicut tenetur non tantum salutem, sed etiam perfectionem subditorum procurare, ita etiam possint modis omnibus illos juvere. Et ideo non repugnat, nec est ulla inconveniens quod hae potestas, etiam in ordine ad eumdem actum seu effectum, sit in multis Praelatis subordinatis inter se, et sub uno Summo Pontifice; tum quia potuit sine dubio hoc modo ab eodem Pontifice concedi; tum etiam quia tota illa ordinatur ad majus bonum et fertilizatio nem religiosorum, et in ea servatur ordo, ut, quis sim in inferiori, semper a superiore dependeat, ut mox dicamus; et ita servatur pluralitas sine confusione.

14. Hae potestas cuique Praelato cum proportione competit. — Deinde vero assignatur in praedicta assertione communis regula ad cognoscendum gradum, seu quantitatem hujus potestatis in unoque ex dictis Praelatis, quae dictur esse vel ius commune, vel speciale religionis; illam vero regulam ita intelligendam cause ut, quantum est ex vi juris communis, in quolibet illorum sit potestas dispensandi in casibus Episcopalibus, juxta principium generalis supra positum et explicatum c. preced., a n. 1 usque ad 9. Ratio est quia ius commune nulli istorum Praetorii limitat hanc potestatem; ergo, quantum est ex vi ejus, in nullorum eorum diminuta est. Præsertim, quia si ali quis est diminuta, maxime in conventualibus Praelatis; et ius commune potius his concedit quidquid concedit regularibus Praelatis, quia (ut n. 2 dixi) de his tantum fere semper loquitur, et ex vi juris communis nihil pertinens ad hoc genus potestatis, his inferioribus Praelatis ademptum est. Relinquitur ergo ut in casibus tali potestatis, si quæ fuerit in his Praetatis, ex iure speciali unusquisque religiosus sumenda sit.

15. Unde hane regulam, pro concessione dictae potestatis ex iure specialis, constituta, unumqueque Praetatum regularem posse dispensare cum suis subditis, in omnibus quae in regula reservata non sunt superiori Praetato, ita ut quidquid non est prohibitum, concessur concessum. Probatur, quia ex iure Praetationis habet unusquisque Praetatus hanc potestatem; ergo unusquisque habet totam, quae in tali religione inventur respectu subditorum, nisi prohibeat iure specialis, quia nullum alium principium excogitari potest unde limitetur. Dices, in Societate potius contra eam regulam servari, juxtaquam dum Bulam Gregorii XIII, quia nullus Inferior Praetatus sub Generali censeatur posse dispensare, nisi quatam sibi concessum est, ita ut quidquid non est concessum, censeatur prohibitum, et non a contrario, quidquid non est prohibitum, censeatur concessum. Respondet, imprimis hic nos non agere de speciali instituto Societatis, de quo infra totum tract. 40, sed de communi ratione Praestatorium regularium. Deinde dicitur id non esse alienum a nostra regula; nam, si in Societate id servatur, illud est propter speciali ius, quod declarat esse prohibitum quidquid non est concessum. De quo, an ita universali scientiendum sit, vel quomodo sit intelligendum, infra suo loco dicam in citato tractatu, libro decimo, cap. quinto.

16. Tandem, ut melius possit dicta regula ad omnia instituta applicari, animadvertendum est, hanc potestatem dupliciti conferri posse unicaeque religionis exemplum. Primo, ex vi munera talis Praetatis, habentis respectu suorum subditorum non tantum viciss Parochii, sed etiam Episcopi; et quantum ad hoc genus potestatis maxime procedit regula posita, ut sufficieret confirmatur ex proxime dictis numero praecedenti, et ex supra generatim tractatis c. 13, de jurisdictioni quasi Episcopalorum Praetorii. Alio modo potest conferri hae potestas ex specialibus privilegii vel indulgentiis, sive directe concessis tali religionis, sive per communicacionem cum aliis; et quoad talum potestatem, licet regula dicta, bene intelliget et applicat, locum etiam habeat, tamen modus indulgentiis concessionis maxime considerandus est. Nam,
CAP. XIV. QUÆ PERSONÆ A PRÆLATIS RELIGIOSIS DISPENSARI QUESTANT.

1. Sex personarum genera in hac questione.
—Expeditius tria posteriori genera personarum.—Ultimum punctum supra propositione, c. 12, n. 8, fuit de personis quae per hanc potestatem possunt dispensari. Et de tribus generibus personarum potest dubitari, scilicet de ipsamet Praetatis utentibus tali potestate, de novitiis, et de secularibus, aliquo extrinsecus modo (ut sic dicam) religioni conjunctis, ut sunt familiares, servientes, et similis. Nam praeter haec tria genera solum relinquuntur alia tria, scilicet, religiosi profesi ejusdem religionis subditi; religiosi ejusdem etiam professionis, non tamen subditi; et omnes alii externi nullo modo religioni conjuncti, sive seculares sint, sive religiosi alterius religionis.

De hoc autem tripli posteriori genere nulla est quæstio, nam, quod attinet ad religiousos professos ejusdem religionis, constat illos esse quasi propria subjecta (ut sic dicam) circa quae potestas haec versatur, nam propter illos datur hujusmodi potestas; cum illis ergo omnibus potest dispensare Praetatis religionis, per se loquendo, seu nisi in ipso indulto fiat peculiaris restrictio, que raro vel nunquam fit. De alii religiosi ejusdem professionis, non tamen subditis, est contraria regula certa, scilicet, non posse religiosum non subditum dispensari a Prælati non suo. Ratio est clara, quia dispensatio haec est actus jurisdictionis, quæ non versatur circa non subditurem. Et quamvis interdum continuat, potestatem dispensandi concedi erga eos, qui alias non sunt subditi, quea per privilegium sunt subditi quoad illum actu, vel quia tune non conceditur jurisdiction, sed nudum ministerium; licet hoc (inquant) fieri possit, et interdum fiat, tamen ex ordinarium jure religionis, tamen communem quam speciali, certum est non ita fieri, quia esset contra debitum ordinem, et quia pararet confusionem potius quam adicationem. Item, quia religiosi possunt faciliter habere recursum ad suos proprios Praetatos, et Praetatus debet agnosce vultum pecoris sui; ergo supervacanenum et inopinatum esset, si unusquisque religiosus posset dispensari a quolibet Praetato sua religionis, etiam non suo. Denique, ob hanc rationem non potest inferior Praetatus dispensare cum...
suoi Superiore, nec Praelatus unus conventus cum Praelato alterius, neque unus Provincialis cum alio; ergo multo minus poterit unus Provincialis dispensare cum subditis alterius, vel e contra, et sic de ceteris. Statim autem occurrebat quaedam de religionis hospitibus, an possint dispensari a superiore loci vel provinciae in quae inveniuntur, propter actualem subjectionem quam videntur habere. Resolutio tamen est non posses, possum proinde de dispensatione prout distinguantur ab absolutione; de quo postea num. 7 videbimus. Et ratio est, quia simpliciter non sunt subditi, et quin dispensatio obtineri potest a Praelato absenti. Etita in similis declaratum est de clericis forensibus a Congregatione Cardinalium circa caputum Liceat, quod est de Reformat., in sess. 24 Concilii Tridentini.

2. Atque hinc facile constat, eadem regulam negatibam veram et indubitatem esse in ultimo generе personarum. Quia illa non solum subjecta non sunt, verum etiam nec conjuncta aut uniusa tali religione. Observare autem oportet, sermonem hic esse de potestate concessa religione per modum jurisdictionis in foro exteriori, et in ordine ad externum regimen. Aliquando enim conceditur aliqua potestas dispensandi in ordine ad forum conscientiae, et quasi annexe jurisdictionis in foro sacramentali, quae sic concessa non ordinatur ad regimen religiosi, sed ad ministeria circa saltem animarum, et in favorem pœnitentiae. Et hoc posteriori modo conceditur iuridicae religiosis per sua privilegia potestas dispensandi cum externis vel in aliquibus votis, vel in aliquo impedimento affiliatione, vel quid simile. Sed quia hoc universale non est, unusquisque consulere debet sua privilegia, et satis cognitam habere potestatem sibi concessam. Quando autem potestas hujusmodi est, circa illum poterit exerceri, qui in foro pœnitentia fuerit subjectus, quia illa potestas, cum in ordine ad illud forum detur, illam subjectionem postulet, et non aliam.

3. expedite jam quosim circa primum genus, an Praelati secum dispensare valeant. — Jam itigatur circa priora tria genera personas rum dubium imprimis est, an Praelatis religionis possit secum ipse dispensare. Et ratio dubitandi oritur ex dictis, quia ipse non est sibi subjectus, neque habet in se jurisdictio nem; ergo non potest secum dispensare. Confirmatur, quia semper esset spectata et periculosa talis dispensatio; quia nemo recte potest in propria causa judicium ferre. Denique, hi Praelati semper habent superiorem ad quem recurrunt, Conventualibus ad Provinciam, Provincialibus ad Generalem, et Generalibus ad Papam; ergo non possint ipsi secum dispensare; hæc enim ratione non possunt Episcopi secum dispensare, quia superiorem habent, juxta doctrinam Pandormitani, in c. Magnae, de Veto, de qua supra in materia de voto, lib. 6, cap. 11, dicitum est. Propter hæc alibi absoluto negant hos Praelatos posses secum dispensare. Aliis vero hoc nimis onerosum videtur, quia non debent esse hi Praelati pejoris conditionis quam sunit subditit; ergo, si subditus potest dispensari, verbi gratia, a Provincialibus in aliquo casu, ergo etiam ipsum Provincialibus poterit dispensari per eadem potestatem Provincialibus; aliis gravius eum illo ageretur. Item, quia Praelatus potest sibi concedere licentiam quam potest subdito dare, quia vix potest alio modo conveniuntur gubernari; ergo eadem ratione potest sibi concedere dispensationem quam subditus, quia non magis hoc repugnat quam illud, et utrisque necessitas frequenter se moraliter occurrerit.

4. Non quæsitur an requiratur distinctio inter dispensantem et dispensatum. — Propria sensus quæstiones, an possit Praelatus potestatem saltem delegare ut secum dispensaret. — In hoc quæstione difficillus esse potest de modo necessario ex parte actu dispensandi, an, sciendum, exerceri possit ab eodem circa seipsum. Quo sensu difficillimas generalis est ad plures aliae materiae, de Legibus, de Voto, etc., in quibus sufficienter tractata est, citato c. 11, de Voto, et lib. 6 de Legib., c. 12, a n. 8; et iudicis huiusmissit, quia vim non facimus in hoc, quod Praelatus possit per seipsum secum dispensare, vel eligere aliquem cui committat dispensationem, hoc enim sita illi est, quamvisprobable sit, si per alium potest secum dispensare, in rigore etiam possesse per seipsum; quia distinctio personarum non est de substantia dispensationis, sit est de substantia sacramentalis absolutioris, licet moraliter convenientius sit illud judicium alteri committere, ut probat ratio dubitandi in principio facta. In alio ergo sensu intelligenda est dubitatio de potestate ipsa, an sit in Praelato ad hujusmodi dispensationem faciendam, sive per se, sive per commissionem suo confessori facta.

5. In hoc ergo sensu dico imprimis, supremum Praelatum religionis posses secum dispensare, quia non esset sufficienter provisum, si deberet semper extra religionem quævere
remedium talis dispensationis, quod plane est contra intentionem Pontificium concedentium religioni hujusmodi facultates, sen privilegia et exemptiones, ut omnes ejus religionosi possiunt illis gaudere; non excipiant autem Generali; ergo illum etiam comprehendunt. Es-
et etiam id contra intentionem religionis, ad quam spectat habere debitam providentiam sui Praelati, non minus quam aliorum. Unde

eo ipso quod religio committit Generali absolu-
et et sine restrictione omnem potestatem suaem quoad actus dispensandi, consecuter illum committit erga ipsummet. Posset tamen religio, ut existimo, existens tota in Capitolo

generali, designare personam cui has vices respectu Generalis committat, ut poetae etiam dicemus de absolutione; et tunc non posset

Generalis secum dispensare, sed a Commissario Capituli generalis, quia revera potestas principaliter est in sola religione, et ille modus utendi illa non habet repugnantiam neque

indecentiam, imo potest esse conveniens. Quamdiu tamen religio non utilit hoc genere providentiae circa suum supremum Prae-

latum, prout regulariter non utitur, talis potestas commissa censeatur Generali proper rationem fuctam, et quia non est a nobis sine causa

restringenda. Modus autem utendi illa dispensatione, vel per alium, si speciali legem religionis non prescribitur, consecuter etiam

relinquitur, ut alia rei naturam et prudenciae Praelati fiat.

6. Secundo, de inferioribus Praelatis dicendum est, de illo non posse aliam generalis regulam assignari, nisi unumquenque in hoc

depende fuisse suae superiori, jus publicum et usum suae religionis; per se enim loquendo, substantiam dispensationis ad proximum

Praelatum uniuscujusque; et in Praelato conventualibus ita existimo regulariter observari, nimium a suis Provincialibus postulati de-

bere hujusmodi dispensationes, vel ex facultate eorum habere designatum aliquem confessorum, vel licentiam eligendi illum, cui haec

potestas sit commissa; quod si ex usu religiosis consititerit, Praelatis inferioribus esse concessam hanc facultatem, id satis erit, nam

consuetudo ostendit hanc esse voluntatem superioris Praelati, ut sepe alias dixi. In Provincialibus autem, quamvis in rigore, consi-
derata qualitatem si numeris, habebant camdem dependentiam a Generali, tamen frequentius non videtur servari tanta subordinatio inter

hos Praelatos in multis religionibus; sed Provincialis censeetur posse in sua provincia quid-

quid non est expresse reservatum Generali, justa sua statuta. Unde, si statuta in hoc alii-

quid disponunt, illud servandum est; si autem nihil disponunt, videtur eo ipso commis-
sa facultas ipsis Provincialibus, nisi ex consuetudine oppositum constet. Aliqui etiam

probabile existimant, hos Praelatos posse ju-

vari ad hanc dispensationem privilegio capitis

ultimi, de Poenit. et remiss.; licet illud privi-

legium extendatur ad hos Praelatos, ut dixi

in 4 tom. tertiae partis, disp. 27, sect. 2, ta-

men difficile est illud extendere ad hanc po-

testatem dispensandi, cum ibi solum conce-
datur facultas eligendi confessorem, qui con-

fessor nec per se habet hanc potestatem ex vi

muneris confessoris, nec in illo textu ei datur, cum solum de munere confessoris fiat mentio; maxime cum hae dispensatio, de quae agimus, nullo modo sit annexa absolutione sacramentali, quia neque est pravia ad illam ex necessitate, ut est absoluto a censura, neque aliam connexionem necessarium cum illa habet.

7. Hae assertio procedit de propria dispensatione, non de simplici licentia, ubi ea locum habet. — Est autem ultimo in hoc puncto ad-

vertendum, hae omnia intelligi de dispensatione proprie dicta, quam in superioribus, c. 12, n. 48, distinctum a communi licentia; et

ita proprie habent locum in dispensatione votorum, et prececeptorum Ecclesiae, et iudiciumque quae ex illorum transgressione in-

terdum contraheuntur, et prececeptorum etiam

religionis simpliciter prohibentium vel prae
cipientium aliquid; nam circa his materiae ver
tsatur proprie dispensatio. At vero in aliis actibus, qui non prohibentur simpliciter fieri,

sed licentia Praelati postulatur ut recte fiat, non videtur dubitandum quin hi Praelati, etiam convenientes, possint hujusmodi licen-
tias sibi concedere, quas alios dare possunt, dummodo debita moderatione secum utantur, quam etiam circa alios observare tenentur. Probatur, quia hoc est moraliter necessarium justa statum horum Praelatorum. Item, quia hujusmodi licentia non tam est actus jurisdi-
ditionis, quam eujusdam dominii; eo autem

ipso quod Praelatus relinquatur in hac domo
tanquam pater et superior illius, relinquatur
tanquam dominus suarum actionum, earum

celiacet, quae ad ordinarium modum talis vieti pertinent, in cujus solet esse necessaria licen-
tia Prepositi totius domus; ergo hoc ipso con-
ceditur ut ipse possit sua facultate facere, quod alii possunt de ejs licentia effecer. Quod

semper intelligitur, nisi aliquid ei spe-
8. Explicatur unde quod tempore quodam secundum genus, an solum, novitii dispensarii valeant. — Primum pronuntiatum, de dispensationibus ad tempus. — In secundo puncto de novitiis, quod ad vota attinet, superius tractatum est; quod vero pertinet ad communes observantias vel praecepta religiosis, in eis locum non habet, quia illi non obligantur in rigore his praecep- tis, et ita non indigent propriam dispensationem; sed ut suas religioni et probationi satisfaciant, indigebat licentia Prelati, quam certum est posse ab ipso dari, quusvis, ut recte fiat, prudens causa necessaria sit. Solum ergo potest dubitari de ecclesiasticis praeceptis, aut de effectibus eorum. In quo ago potest vel de ob- servantia et executione talium praemunerorum pro tempore tantum illius anni probationis; vel de dispensatione aliqua perpetua et dura- bili. Priori modo, dicendum est posse Prela- tum dispensare cum novitio in his, quibus posset a suo Episcopo dispensari, ut in jejunio, vel in audienda Missa, et similibus. Ratio est, quia pro illo tempore gaudent privilegio exemptionis, et quod spiritualia sunt sub propria cura Prelatorum religionis; ergo hi Prelati possunt exercere circa illos iurisdic- tionem quasi Episcopalem, ad quam pertinet hae dispensatio. Et confirmatur, quia hic modus dispensationis regulariter est necessa- rius, et in tali statu neque expedit, nee conveniunt fieri potest ut novitius habeat recursum ad alium Prelatum, praeter eum regularem, sub cujus disciplina vivit; ergo. Unde, si Prelatus religionis ex propriis privi- legiis majoris aliquam in hoc habet potes- tatem circa suos religiosos, etiam illam ex- tendendum censeo ad novitios; quia, licet novitiis in rigore non sit religionis, et quoad odio sa non comprehendatur sub hac appellazione, nihilominus quod gratias et favores comprehen ditur, juxta communem doctrinam. Potestas autem dispensandi favoribilis est, et ideo ample interpretanda, licet dispensatio sit restringenda.

9. Secundum pronuntiatum de dispensationibus in perpetuum. — Posteriori autem modo dicendum est, Prelatum religionis non posse cum novitiis dispensare, sicut, dispensatio- nes perpetuas eis concedendo, quae in eis du- rent, etiamsi postea non profiteantur, sed habitationem relinquant. Probatur, quia illi non sunt absolute et perpetui substitui. Item, quia esset irrationabilis dispensatio, quae potius cedere posset in nocentum religionis, quam in fa- vorem. Denique, nullo jure vel privilegio talis potentas ostendi potest. Unde etiam colligo non posse novitium dispensari virtute privilegio- rum religionis ad effectus perpetuos, seu per- manentes in tali persona, eitamis religionem en- linquat; quia illa formaliter vel virtualiter est quidam dispensatio perpetua. Hujusmodi esse censeo dispensationem ad ordinem suscipien- dos, sive sit dispensatio in irregularitate, sive in interstitiis, sive in recipiendo ordines extra tempora; esto enim possit Prelatus per privile- gia cum suis religionis in hujusmodi dispensare, non est extendenda illa potestas ad novitios nisi in ipso indulto expressa mentio illorum fiat. Ratio est, quia, considerata materia talium privilegiorum, non potest prudenter ad novi- tios fieri extensio, cum tamen in rigore verbo- rum sub religionis non comprehenduntur, ut per se constat. Assumptum declaratur, tum quia illa extension non est accommodata statui novitii, ut sic, nam ille habet statum annun- tum (ut sic dicam) et facile mutabilem, dispensa- tio autem fit ad rem perpetam; tum etiam quia potestas super novitios sol um conceditur ad spirituale regimen eorum pro tempore pre- bationis, et consequenter solum extenditur ad ea quae ad hunc finem sunt necessaria; hu- jusmodi autem dispensationes nihil solent ad illum finem refere; tum denique quia talis dispensatio posset interdum cedere in injuriam Episcopi, cui novitius, ut secularis, subjectus est quasi radicaliter, et erit etiam actualiter, si ad seculum revertatur, manebitque clericius secularis irregulariter ordinatus, sine licentia sui Episcopi, quod est inconveniens, et contra debitum ordinem; et idem prae sumendum non est Pontificem in hoc sensu concedere pri- vilegia. Neque obstante privilegia questum Sexti IV, que referuntur in Mari magno 1, et in lib. Monum. ordin., concessa Predicatioribus et Minoribus, ut cum novitius possint dispensare inquibusdam irregularitabus; quia illa comprehendunt novitios, ideo est quia illos ex- presse nominant; unde potius sumitur argumentum ab speciali, nimium, quando ex- presse non nominantur, non comprehendendi in hujusmodi privilegia; quomodo autem illa privilegia intelligenda sint, alibi tractatum est. Et simile privilegium concessum est Societati a Paulo III.

10. De tertio generis personarum in codem n. 1.

Vide Emman. Roder., tom. 1, quest. 24, art. 15.
In tertio puncto, de dispensatione cum extraneis familiaribus, vel servientibus religionei, pro regula habendum est, tunc solum extendi hanc facultatem ad las personas, quando in indulto fuerint expressae. Quia neque in proprietate verborum sum religiosorum nomine comprehenduntur, neque etiam secundum alium extensionem, qua in jure, vel in communi modo loquenti habeat aliquod fundamentum. Necessaria ergo est extensio, quae ab ipso Pontifici fiat per expressa verba, de qua nihil dicere possimus ex jure communi, quia nullum est quod talem potestatem concedat. Consulenda ergo sunt particularia privilegia: hujusmodi autem est privilegium quod Eugenius IV concessit monachis S. Hieronymi, quae aliae religiones per communicacionem utuntur, scilicet, ut Praelati conventuales possint dispensare cum familiaribus monasteriorum in jejunii ecclesiasticis, vel etiam ut diebus prohibitos possint ratione infinitatis carnis et ova comedere, de consilio dicere, vel etiam sine illo, si commodo habere non possit; de quibus vide in Compendio Minorum, verb. Jejunium, § 7, et in Compendio Societatis, verb. Dispensatio, § 7.

CAPUT XV.

AN IN PRELATIS RELIGIOSORUM SIT POTESTAS TUM AD ABSOLVENDUM SUOS SUBDITOS A CULPIS NON RESERVATIS, TUM AD DELEGANDUM ALIUM TALEM POTESTATEM.

4. Quoniam in superioribus constituitur differentialum inter dispensationem et absolutism, ideo, explicata in tribus proximis capitiis potestate dispensandi, necessarium est de potestate absolvendi in specie dicere. Duplex autem est absolutus, qui ad prae sunt pertinere potest, scilicet, a peccatis et a censuris vel pennis ecclesiasticis; nullum enim alius spirituale vinculum exeogitari potest, quod per absolwentem tollitur; nam, si quae sunt alia, ut legam, irregularitatem, aut votorum, non tolluntur per absolventem, sed per dispensationem. Duplex ergo hinc oritur questionem principalem: una de potestate absolvendi a peccatis in foro sacramentali; alia de potestate absolvendi a censuris.

2. Prima assertio, de absolventem a peccatis indistincto. — Circa priorem, multa in presenti dici possent, nisi ex principis positis in 4 tomo, circa jurisdiccionem fori sacramentali, et ex dictis in superioribus de munere et jurisdictione Praetorum regularium, res asset satis nota; et ideo breviter applicabimus generalia principia ad hanc materiam, proponendo ea quae in ipsa servanda sunt, tam circa peccata non reservata, in hoc et duobus capitibus sequentibus, quam circa reservata in c. 18 et 19. Primo ergo certum est habere Praetatos religionum ordinarium jurisdiccionem ad absolventem suas subditos religiosos a peccatis. Patet, quia sunt ordinarii pastores animarum suorum subditorum, et in eis translatia cura, quam Episcopi vel Parochi habent circa suas subditos seculares; ergo habent predictam jurisdiccionem evi sui muneres, quod est habere illam tanquam ordinariam. Denique hoc est per se notum ev usu, et institutio fere omnium religionum exempturarum, sequiturque necessario ad ipsam exemptionem, ut supra dictum est. Et ideo hic nihil agimus de religionibus non exemptis, nam illa, sicut sunt sub jurisdiccione Episcoporum, ab ipsis, vel per ipsis habere debent suos propios sacerdotes, seu vicarios, a quibus absolvantur; vel si circa hoc habernient aliqua specialia privilegia Pontificia, iuxta illa debent quoad hanc partem seu jurisdiccionem ab Episcopis gubernari.

3. Secunda assertio. — Comparatio Generalium cum Papa, vel cum Archipriepisco, in quo deficiat. — Secundo est certum, hanc jurisdiccionem esse in pluribus Praetatis regularibus inter se subordinatis respectu eundem seu eorumdem subditorum. Explicatur, nam Praetati conventuales habent hanc jurisdictionem circa religiosos sui conventus, et circa eodem habet Provincialis eandem jurisdictionem de se sese immediatam quod usum absolvendi subditos, si velit, independenter a voluntate Praetati conventualis, vel etiam ipse remune. Et cum eadem proportione habet similem jurisdictionem Generalis in eodem subditos totius religionis, seu ditionis suae. Hoc etiam est certum ex praxi religionum, et ex intrinsec ratione talium munera; omnes enim hi sunt proprie et ordinarii Pastores talium animarum magis vel minus universalis; que universalitas non tollit predictam immediationem quoad potestatem, sed ponit subordinationem inter dictos Praetatos, etiam in usu hujius potestatis, ita ut inferior pendet a superiore, non vero e contrario. Exemplum est in Parocho, Episcopo et Pontifice, qui omnes habent jurisdictionem immediatam dicto modo in hoc foro cum subordinatione. Unde Praetati conventuales solent Parochis compa-
rari in hoc foro, quia sunt proximi pastores ordinarii talium aulimarum; Provinciales autem quam Episcopi; Generales vero non habent tantam proportionem cum Pontifice, quia ille est simpliciter supremus et ordinarius Pastor etiam in foro ipsorum religiosorum; Generales autem sunt sub ipso Summo Pontifice, et ideo solent comparari Archiepiscopis vel Patriarchis. Sed in hoc differunt ab eis, quod Archiepiscopus non habet jurisdictionem ordinaria in foro in diece- bus suffraganeorum, nisi dum visitat; Gener- ralis autem semper est ordinarius Pastor, et ideo ipse etiam uti potest immediata tali juris- dictione modo supra dicto. Et hanc existi- mo esse institutionem et observantium omnium religionum. Video enim non repugnare institui alio modo hojusmodi prelationes univer- sales, et precipe Generale Prælati, ut, selicet, in hoc foro non præoccupet munus proprii et immediati Prælati, ad quem maxime pertinet conscientiam subditi cognoscere; sed nihilominus tali institutione non esset accommodata statui religioso, nam illa Prælatio esse magis forensis et externa, quam spiritu- luis et paterna, quam postulat religionis status in quocunque gradu et ordine Prælationis.

4. Tertia assertio. — Prælatus regularis obligatur ad delegandum potestatem ad absolvendum a culpis. — Tertio, hinc etiam certum est quemlibet ex his Prælatis possit hanc juris- dictionem pro suis subditis alii delegare. Probatur, quia quicumque habet potestatem ordinarium, potest illam delegare, ut dicto to- mo 4 late diximus; necque in presenti est ul- la ratio limitandi hoc generalis principeum, seu faciendo exceptionem. Imo est hic quid- dam speciale adnotandum; nam inter secu- lares ordinarium Pastores, ut Parochi, verbi gratia, licet possint, non tenentur suam jurisdictionem delegare, sed possunt velle per se audire confessiones suarum ovium, ordinarie loquendo; et vero in religious- bus hoc non esset expediens; licet enim superior, ratione sui muneres et potestati, debet esse paratus ad confessiones sub- ditorum audiendas, si ipsi velint ei confi- teri, non tamen debet ordinarie ad hoc illos cogere, et ideo necesse est, moraliter loquen- do, jurisdictionem hanc alii aliter delegare, cujus religiosi libere confiteantur. Quod si quis quaerat quanta et qualis sit haec necessitas, seu obligatio Prælati, respondetur im- primis ex natura rei videri esse gravem, quia retinere in se solo jurisdictionem hanc esset abusus quidam in illa, contra religionem sa- cramenti, et contra salutem animarum subdi- torum, nam ob hanc causam multis periculis exponuntur. In quo est magna differentia in- ter superiorem regularum, et secularem Paro- chiam, tum propter majorem dependantiam quam habet religiosus ad suum superiorem; tum etiam quia ab eo regitur in omnibus re- bus, et timere potest ne notitia sacramentalis fori cum alio regimine miscetur, maxime cum ab eodem possit suo modo in exteriori fo- ro judicari et puniri. Propter quae etiam ex proprio instituto et regula existima teneri unumquemque Prælatum ad hanc delegationem faciendam, et ita etiam crescit obligatio, quamvis ex hoc capite non excedat obligationem regum. Quia vero res hæc magne consideratis est, ut obligatio esset clarior, spe- ciali legi imposita est a S. D. N. Clemente VIII, in Decreto de Reservatione casuum pro regulari, ubi, § 2, sic inquit: Non licet su- prioribus regularibus confessiones subditorum audire, nisi quando peccatum aliquid reservata- tum admissorint; aut ipsum vel subditis sponte, aut proprion motu id ab eis petentirint.

5. In quibus verbis primum expendo loqui de superioribus inaliisnotis, et ita comprehen- dere omnes, tam conventuales quam maiores. Ex quo fit, necessario teneri ad delegandum suam jurisdictionem alii confessoribus; alio- qui cogerentur religiosi illius confitenti, et ipsi eos audire. Deinde adverto, sermonem esse de ordinarii cultis, et confessionibus earum, non de reservatis; de quibus proinde exceptio ad- jungitur, quam infra in cap. 18 tractabimus. Praeterea ponderanda sunt illa duo verba, sponte, aut proprion motu; nam quod fit pro- prie motu, exclutus alterius inductionem, pe- titionem aut consilium, quod non excludit parti- culam sponte; et ideo securius quiddem est ut hoc non fiat nisi proprion motu ipsiipsi poeniten- tis; si tamen fiat sponte, id satis erit, quia verba Pontificis disjunctiva sunt; iet autem sponte, etiamsi consilium aliquod vel induc- cium antecedat; cavendum est autem ne timor aliquis reverentialis, aut nimia persuasio, quae est virtualis quædam preceptio, intercedat; nam tunc moraliter non censetur actus fieri sponte, prout Pontifex per illa verba intendit. Denique verbum non licet, preceptivum est, et sufficiens ad inducendum gravem obligatione- num, si materia sit gravis, cujusmodi esse videtur materia hujus precepti, cum pertineat ad debitum usum sacramentorum adeo necessarii.

6. Unus modus delegandi plurres confessionis
in uno conventu. — Alter modus. — Hinc consequenter iubet idem Pontifex ibidem, num. 3, ut superiores in singulis domibus deputent duos, tres, aut quatuor confessarii pro subditorum numero majori vel minori, qui generalem habeant facultatem absolvendi et non reservatis. Quod preceptum consequens est ad superiorem probationem, ut declaravi, et confirmavit assertionem nostram. Addit vero delegationem hanc esse multis faciendum, ad minimum enim numerat duos, pueros autem adjungit, si necessario fuerint. Dubius autem est sensum herdorum verborum, nam potest esse duplex. Unus est, ut illic duo vel plures confessoros indifferenter pro omnibus religiosis talis domus designetur, ita ut liberum sit unicusque religioso, cui voluerit orum, confiteri. Alias est, ut signetrum quidem plures, qui iuter se habeant divisum omnes audiendo confessiones omnium; ita tamen ut unicusque definita pars et certe personae designata sit, neque possint, qui uni commissi, alteri declarasi. Videri autem potest Pontifex intendere primum sensum, quia intendant providere quomodo religiosorum confessiones liberius fiat, ita ut propter verecundiam, vel difficultatem se aperiendam, non versentur in periculo commissendi sacri legium; ad hunc autem finem multum conferret, si confessoris sint plures priori modo. Item, quia alias non esset necessarium semper duo designare, sed unus satis esset, si pro parvo conventu sufficeret.

7. Nihilominus non opinor fuisse mentem Pontificis obligare superiores religionum ad designandum plures confessores priori modo, scilicet, pro singulis religiosis. Primo, quia id non satis explicat; si autem voluisset hoc omnes imponere, cum sit novum et extraordiniarum, amplius declarasset illud. Secundo, id colligo ex verbis illis, pro numero subditorum majori vel minori; nam ex eis constat rationem postpandii plures, non esse ut singul religiosi multos habente confessorum, alias non pro numero penitentium, sed pro uniuscujusque conditione vel indigentia essent multiplicandi confessores; ergo ratio suum fuit, ut omnes dividere inter plures, si opus esset, quod spectat ad secundum sensum supra positum. Unde etiam census non esse mentem Pontificis, ut hi confessores debeant ad minimum ac necessario esse duo, etiam in parvo conventu; nam illa verba, pro numero subditorum, reddunt etiam conditionem sensum, scilicet, si numerus subditorum plures vel pauciores confessores postula verit; si ergo unus confessor pro tali numero satis sit, non est voluntas Pontificis ut duo necessario constituatur. Idque uti recepsum est, ut videre maxime licet in monasteriis monialium, quibus non minus necessaria est providentia illius Pontificii decreti; et tamen quando numerus religiosarum magnus non est, unus tantum vicarius, vel confessor ordinarius ab Episcopo vel Prelato eis solet assignari. Idque plane supponit Concilium Tridentinum, sess. 25, de Regular., cap. 10, solamque providet, ut, protor ordinarius confessorem, alius extraordinarius ab Episcopo, et alius superioribus, bis aut ter in anno operatur, qui omnium confessiones audire debeat. Unde possimus reforquare argumentum supra factum, quia non est necessarium multiplicare hos confessores, ubi numerus religiosorum plures non requirit; ergo ubi propter numerum plures multiplicantur, non oportet singulos designari pro toto conventu, sed satis est unicum certam aut definitam partem ejus committere. Quarto, secluso speciali jure, potest utoque illorum modorum eligi, et unaqueque religio, vel superior ejus, possit inter illos duos modos prudenier arbitrari, vel priorem eligendo, quonquam humane fragilitati magis accommodatum, vel posterioriam, tanquam ad severitatem disciplinae religiosae et ad perfectius regimen spirituali animarum magis aptum; ergo non est verisimile voluisse Pontificem excludere hunc posteriorum modum, et priorem omnino precipere, praeertim pro ordinariis confessionibus peccatorum non reservatorum, nam do reservatis infra dicemus, in cap. decimo octavo.

8. Quattuorcula suborta, an confessores, justa Clementem designandum, dicendas sit delegatus. — Sed queret aliquis cur hujusmodi confessarii delegatus a nobis dicitur, et non potius ordinarius, sicut Praelatus ipse conventualis ordinarius est, non obstante jurisdicione Provincialis. Est enim considerandum, quod, licet Praelatus conventualis compararet Parocho, quia ad unam tantum Ecclesiam seu locum jurisdictionem suam ordinariam definitam habet, nihilominus quoad jurisdictionem habet illam superioris rationis, et quasi Episcopalem, et ideo casus habet sibi reservatos, et non constituitur ut ordinariae confessiones subditorum audiat; ergo optime poiet habere sub se confessorem,
qui vere sit tanquam Parochus in hoc foro, et consequenter habeat jurisdictionem ordinariam; ergo, cum talis confessor ex legis necessitate constitutus sit pro tali munere, potius dicendus est habere jurisdictionem ordinariam, quam delegatum. Et confirmatur, nam hujusmodi confessor solet a Provinciali vel Definitorio eligi, sicut aliis ordinarii officiales; et ex vi sui munerationis, requirit hanc jurisdictionem; ergo est ordinaria.

9. Respondetur, imprimit a posteriori constare, hanc solum esse delegationem jurisdictionis, quia (ad rem maxime spectat) non potest hujusmodi confessor suam jurisdictionem alteri committere; si autem haberet illum ut ordinarium, posset eam delegare. Antecedens patet ex consuetudine, et ex mente Prelatrorum. Item est optima ratio, quia Prelatus dum committitur in rebus suas hujusmodi confessori, eligunt industriam personam. Unde etiam Clemens, in Decreto, dicit desiderantes esse confessoribus qui sint docti, prudentes, et charitatis pridem. Ergo solum eis committitur ut per se possint talem jurisdictionem exercere, juxta commissionem sibi factam. Denique, hoc jurisdictioni pendet ex hominis concessione, et ab illius voluntate descendit; est ergo delegata. Nec refert quod ex necessitate legis seu regimini talis confessor constitutius sit, nam hoc ipsum sufficierit fit per delegationem. Quod vero talis jurisdiction committatur a Provinciali, vel a proximo superiore, parum refert, quia ab utroque fieri potest per modum delegations. Nec invenio hoc universali aliquo jure definitum; nam Clemens VIII, in dicto decreto, solutum dixit: Superiores in singulis domibus deponent, etc.; quod respective referendum est ad eos superiores, ad quos proviso talium officiorum spectat; qui autem illi sint in unaque religione, ex proprio jure et modo regimini intelligentiam est.

10. Observanda circa hanc partem. — Addendum vero ulterius est, non obstante illa delegatione, vel ordinaria commissione, quam Prelatus ex officio facit, constituendo ordinario confessori, posse extraordinaria caedem jurisdictionem suam aliis delegare, vel ex parte Sacerdotis, dando illi directe jurisdictionem; vel ex parte subditi penitentis, dando illi facultatem ad eligendum confessorum. Hoc constat, quia ordinaria potestas pluribus delegari potest, quod maxime locum habet in hac jurisdictione, quae non exercetur sine voluntate et subjectione pennentis; per hoc autem quod superior potestatem suam uni commissit, non se privavit potestate et libertate delegandi aliis eadem jurisdictionem. Solum observare debet Prelatus primo, ne hoc faciat modo sibi prohibito per suam regulam; nam, licet pro una vice, seu ad aliquid actum facile hoc concedatur Prelatus, tamen concedere subdito absolutam et permanentem facultatem eligendi confessorem quem voluerit, forte non possunt secundum regulae disciplinam. Et similiter, quamvis possit committere cuicumque Sacerdoti ut semel audiat confessiones subditorum, tamen constitutum illum ut ordinarium confessorem simul cum alio, resaeertia respectu corumdem penitentium, sepe etiam non poterit secundum regulam; illa ergo est consuenda et observanda. Plurimum etiam adversus debet, ne nimia facilitas in his facultatibus vel delegationibus vergat in spirituale nocumentum subditorum, quod facile accidere potest, nisi in personam delectu magna consideratio habeatur.

CAPUT XVI.

AN IN ALIUS ETIAM PRETERQUAM IN PRELATIS RELIGIOSORUM, VEL EORUM DELEGATIS, SIT POTES-TAS ILLOS ABSOLVENDI.

1. Resolutio affirmativa quod absolumen venialium. — Quastio presentis capitatis bipartita pro mortalibus. — Hic occurrat questio, an licet religious ex aliis confiteri praeterea quam confessori sibi designato a suis Prelatis, vel de illorum facultate. Et ut certa ab incertis separamus, non est quastio de confessione venialium, vel in universum de materia non necessaria: quia ad hanc, ut rite fiat, non est necessaria specialis jurisdiction, sed illa sufficit que omnibus simplicibus Sacerdotibus communis est, et ideo si a religioso fiat talis confessio sine licentia Prelati, in rigore valida erit, nec erit gravis peccatum quam sit unius regule transgressio, quae, si non obligat in conscientia, illa imperfectio per se non attinget venialum culpam; et licet obliget in conscientia, non credo esse illam materiam mortalis culpae, per se loquendo, ac secluso contemptu vel scandalou quia, cum sacramentum de se sit validum, et ailioquin non simpliciter necessarium, modus illi non est adeo gravis, ut defectus illius ad peccatum mortale sufficiat. Difficultas ergo est de confessione de materia necessaria. In qua etiam

4. Sed contra hoc est, quia in ultima clausula ejusdem Bullæ, etiam expedite a posterioribus Pontificibus, additur limitatio, exceptis tamen quae concessa sunt Ordinum Mendicantium superioribus, quaod eorum fratres. Quae exceptio generalis est, et ideo cadit non tantum in indulgentias, ut quidam sine ratione volunt, sed absolute in omnes gratias et facultates in Bulla concessas; nam clausula in fine positae, et verbis generalibus concepta, cadit in omnia precedentia, ut juriste communiter docent, et est per se evidens, quia si clausula sit distributiva, non debet restringi; si vero est indefinita, equi valet universaliter, neque est usia ratio determinandi verba ad unam partem potius quam ad aliam, juxta ea quae tradit Abbas, in cap. Secundo requirit, de Appellat., num. 10 et 14, cum Bartolo, in l. Talis Scriptura, ff. de Leg. 1; ergo ex vi illius clausulae non revocatur illud privilegium religioni et superioribus concessum. Hoc vero fundamentum, licet sit probable pro illis religiosis quibus illa concessio facta est, non vero satisfacit pro omnibus absolutè. Item, licet habeat locum in dicta revocatione Bullæ Cruciatæ facta cum illa limitatione, non tamen in aliis Bullis, que generalius loquantur.

5. Secundo ergo, et melius, ut opinor, fun datur haec sententia in hoc, quod talis facultatem...
tas nunquam fuit per Bullam Cruciate religiosi concessa. Quod primo probo: nam fero omnes citati Pontifices, in citatis rescriptis, verbis utuntur non tam concessivis quam declaratis; ergo non revocant facultatem per Bullam concessum. Antecedens patet ex Bulla Pii V, ubi referens factum, ait: Nonnulli his facultatibus ut præsumunt, et illarum prætestat eligent confessorem, ubi verbam, præsumunt, et vox, prætestat, indicand ind non legitime fieri; et postea constat illa privilegia quod hoc non habere locum in praeditis fratribus: Apostolica (inquit) auctoritate tenore præsens in perpetuum declaramus. Clarius vero Gregorius XIII, in decreto Societatis, declarat, non esse, nec fore unquam mentis suæ, aut Sedis Apostolica, ut persona Societatis, etc.; et Alexander III in favorem Cisterciensium similiter declaravit, non esse mentis suæ, etc. Paulus V etiam confirmavit denuo omnia privilegia Societatis, quæ antea erant revocata, ut pristinum habere poterint, in Bulla anni 1606, quæ incipit: Qua tum Religio. Ex his ergo et similibus, collegimur illam nonuisse restrictionem, sed jurisdictionem Bullarum declaracionem, ac proinde et esse perpetuam, nunquamque revocari, et esse universalem; nam, licet ad peculiarem religionem dirigatur, quia ad illius petitionem facta est, omnes comprehendit, in quibus eadem ratio juridica declarationis versatur. Simile argumentum sumo ex quadam declaratione Cardinalium, facta ad petitionem Patriarchæ Valentini, qua declarantur, moniales Episcopo subditas non possit, vigore facultatis in Bulla concessa, alios confessarios, præter eos qui ad audiendas ipsarum monialium confessionem ab eodem Ordinario approbati fuerint, eligere. Quæ declaratio non potuit fundari in speciali aliqua privilegio illius monasteriorum vel Episcopis corum Praelatis concesso; quia nec de illo constat, nec illa interrogatio seu petito declarationis nisi necessaria, si tale privilegium existere; fundatur ergo in ratione juridica, quod aliis regularibus communis est.

Accedit tandem Bulla Clementis VIII, anno 1599, 23 Novembris edita, in qua prædictus Pontifex perpetuo declarat concessione Cruciatæ, et aliisorum privilegiis, seu inditorum particularium, quæ ab Apostolica Sede concedi solet, quantum ad articulum eligendi confessorem, et absolvendi a casibus reservatis cum religiosis et monialibus quorumcumque ordinum, locum minime habere, nec censeri; sed sua intentionis existere, quod prædicti religiosi et moniales quantum ad Sacramentum Pœnitentiae, seu confessionis administrationem, dispositioni suorum Praelatorum subjecti sint. In qua quidem constitutione declarat Summus Pontifex nec sua intentionis, nec Sedis Apostolicaeuisse, vel esse, quod religiosi vel moniales cujuscumque ordinis uti possint privilegiis Cruciatæ quod ad effectum eligendi confessorem, vel absolvendi a reservatis. Ex dictis vero jam sic efformo argumentum: non solum alii SS. Pontifices, sed Clementis VIII declarat concessione Cruciatæ, et privilegia illius quod ad eligendum confessorem, vel absolvendum a reservatis, non habuisset nec habere locum in religiosis vel monialibus usque ad ejus temporam; ergo neque modo habebit. Valet consequentia, quia tenor Bullarum subsequentium est omnino idem et immutatus, presentium quod ad extensionem seu comprehensionem personarum, quæ privilegia Bullarum uti possunt, et solum certo numero annorum, verbi gratia, sexto quoque anno novam a Sedis Apostolica acceptam acknowledgmentem, vel renovacionem, eodem, inquam, manente tenore Bullæ; ergo si antea concessio Cruciatæ non comprehendebat personas religiosas, ut prædicti Pontifices declarant, nec modo comprehendat, nam nova extensio ad illas non concessit fieri, nisi id expliciter nova aliqua clausula, seu verborum declaratione, ut per se patet.

6. Ratio autem esse videtur, quia sub clausula generali non comprehenduntur particulares, quæ non esset quæ versimiliter in specie concessuras, ut est regula in Generali, de Regulis juris, in 6, cap. 2, de Pœnit. et remiss., in 6. In praesenti autem facultas habet in religiosis specialium quodam rationem et (ut ita dicam) deformatorem; ergo non est versimile comprehendendi religiosos sub verbis tantum generalibus, quantum ad illam facultatem, etiamsi quod alios favores Bullæ comprehendantur. Minor patet, quia talis facultas verget in magnum detrimentum religionum, ut Pius V in prædicto indulto fateretur; potest enim illa esse occasio dissolutio et relaxationis discipline religiosae, ut Gregorius XIII significat; non est autem versimile voluisse Pontifices sub generalibus verbis tantam licentiam religiosis concedere. Quod declarari potest ex alio principio, quod Pontifex, concedendo privilegium generali, non præsumitur comprehendere particularis.
casus, qui includit prejudicium tertii, vel sunt contra speciale jus alterius; in presenti autem intervenit prejudicium religionis, et peculiare jus Prælatorum ejus, quod sine dubio habet aliquid magis speciale quam jus Parochorum vel Episcoporum circa subsidii seculares, quatenus Prælati regulares habent specialem obligationem procurandi non tantum salutem, sed etiam perfectionem suo- rum subsidii et conservacionem suæ religionis quodam disciplinam religiosam; ergo.

7. Accedit optimum indicium ex quibusdam Jubilæis. — Alterum indicium ex Tridentino. — Accedit tandem quod in nonnullis Jubilæis, in quibus Pontifices volunt hanc gratiam facere religiosis, id verbi propris et specificis declarant; ergo signum est cum generatim tantum loquentur, non esse mentem eorum comprehendere religiosis. Ubi animadversione dignum censo non inveniri (quod ego viderim, aut legerim) has specificas concessiones, nisi in aliquibus facultatibus, quæ pro una vice tantum et raro, et ex gravissimis causis propter aliquid solemne Jubilæum conceduntur, quod non solum privi- cio religionum, sed etiam cum fructu potest interdum fieri ad subveniendum omni generis personarum, et uni vel alteri, qui fortasse ob uiuamiam verecundiam, aut pravam consuetudinem, oneratam habent conscientiam. At vero in concessionibus perpetuis, vel quæ ad longum tempus, et quæ ad ordinarium usum confessionis conceduntur, nunquam fit illa specifica concessio, quia licentiam generalem, et talem ordinarium usum plane everteretur disciplina religiosa; multe enim timoraeque ad pudorem religionum amitterent, ex quo etiam non parva infamia religionibus crearetur; signum ergo est Pontificis per generalis verba non intendere has specificas concessiones. In quo etiam expendi circumcisionem Concilii Tridentini, sess. 23, cap. 10, ubi cum expendiis judicaverit bis aut ter in anno dari monialibus extraordinarios confessores, nihilominus illos voluit esse designatos ab Episcopis vel superioribus; quia cum illa esset lax perpetua, inconveniens maximum reputavit liberam facultatem facere monialibus, ut vel semel in anno possent suo arbitrio eligere confessorem; qui ergo credibile est Pontificem eis concedere absolutam licentiam id semper faciendi quotiescumque voleant, per hæc privilegia, quæ vel perpetua sunt, vel per continuum successionem semper durant. Quod si monialibus hoc Pontifex non concedit per generalia verba, certe nec viris regularibus, in quibus non minor ratio specialitatis militat.

8. Dicta hactenus de Bulla Cruciatæ extenduntur ad alters. — Quapropter quod de Bulla Cruciatæ dicimus, verum esse censendos de omnibus Bullis, ut Trinitatis, aut aliarum confarternatuum, et similium indulgentiarum, per qua conceditur haec facultas permanens et generalis per similia verba, propter easdem rationes. Estque de hac egregia declaratio et concessio facta Ordini Cisterciensium, ut habetur in ejus Compendio, verb. Confessionale, § 4, ubi ita concluditur: Si quis ergo monachus vel monialis quocumque confessionale impetraret, aut eo absque superioris facultate uti presumperet, eo ipso impetratis caret, ac panis constitutionum et definitionum inhabilitatis et suspensions subicitur, prout concessit Clemens VII. In Jubilæis autem, ut dixi, quæ pro uno tantum actu conceduntur, facilius potest admittii illa extensio, sed in eis necessarum judicis, ut aliquidus specialibus verbis sufficenter ostendatur illam fuisse intentionem concessit.

9. Ad argumentum in num. 2. — Ad fundamentum ergo contrarie opinionis, concessis omnibus quæ in ea praemittuntur, negamus Pontificem, talem licentiam religiosis concedere, ideoque siue accipiant Bullam de licentia Prælati, sive absque illa, non possunt uti illa facultate Bullam; non quia Prælatus tollet illam, sed quia Pontifex non dedit. Dices: ergo, quamvis Praelatu det facultatem non solum accipiendo Bullam, sed etiam utendi omnibus facultatibus ejus, non poterit religiosus uti habeat facultatem, quia non est sibi facta per Pontificem. Respondes primo, si Prælati verba sint tantum generalia, idem censeo, propter ea quae dixi de specialitate hujus facultatis, quæ multo majori mihi esse videtur in persona religiosa, quam sit in persona seculari facultas ab Episcopo data confindenti alteri de sibi reservata; at vero jus declarat sub facultate Episcopi ad absoluitionem de omnibus peccati non comprehendedi reservata; ergo similiter in presenti sub generali licentia fruendi gratiae Bullae, non comprehenditur haec facultas, quæ vix potest prudenter concedi. Deinde, si in particulari hoc etiam concedat Prælatus, poterit religiosus illa facultate uti, vel quia ipsa Praelatus potest per se illam concedere, vel certe quia tunc cessat prejudicium tertii, et ideo possunt verba Pontificis ad illam personam extendi, quia se
gerit tanquam liber et sui juris. Atque hoc modo excusari possunt religiosi, qui in praxi sequuntur alteram sententiam; quia Praelati eorum tacite consentient, dum scient, et non resistunt; quod si etsi, ipsi Praelati videant cur et quomodo id faciant. Ego vero existimo eos magis fundari in ignorantia, putantes contrarium sententiam esse practice probabillem; quod ego nihil existimo.

40. *Videri quoque novitios non posse ut Cruciata.* — Solet autem peculiariter dubitari an idem dicendum sit de novitiis, quod nimirum non possint ut Bulla quoad hanc facultatem sine licentia Praetorium. Videntur enim rationes factae in eis procedere, nam quod hoc judicandi sunt ac si essent veri religiosi, nam pro tunc sunt sub jurisdiccione religionis quoad hoc forum, ut in simili dixit Cord., lib. 4 Questionarii, q. 30, ex quo loco possunt multa desumi ad hanc partem confirmandam. Nihilominus probabilius censeo, posse novitios gaudere hoc privilegio Bullae, sive eam acceperint antequam religionem ingrediuntur, sive postea illam sumpserint de licentia Praetorium, vel absque illa. Ratio est, quia si attendantur generalia verba Bullae, omnes comprehendunt; specialis autem illa ratio, ob quam credimus non comprehendere religiosos quoad hanc facultatem, non ita habet locum in novitiis, tum quia vero non sunt religiosi, et simpliciter liberi sunt, ut de se et de actibus suos possint dis ponere, cap. *Religioso*, de Sent. excitam, cap. *Non solum*, de Regul., in 6, cum similibus; tum etiam quia, ex eo quod novitii habent hanc facultatem, non sequitur morale detrimentum religionis; ergo nullum habemus sufficientium fundamentum, ut eis hanc gratiam donemus. Quin potius etiam post declarationes Pontificum, quod religiosi non possint uti tali facultate sine licentia suorum Praetorium, probabilius est novitios posse nihilominus ut praestat facultate Bullae; quia quod hunc rigorem non comprehenduntur sub religiosorum nomine, justa generalis regulam Doctorem, dict. cap. *Religioso*, et Summistarum, verb. *Religio*, et aliorum quos congerit Tiraq., de Udroque retracto, part. 4, § 4, glos. 8, num. 28 et sequentibus, quae hic maxime locum habet, cum non militiae in presenti eadem ratio in novitio quod in vero religioso quod subjectionem et dependentiam a suis Praelatis. Et hanc sententiam tenent frequentissimi moderni Doctores, et alii, quos referemus in puncto sequenti.

41. *An per per privilegium unius religionis possit absolvi pomitens alterius religionis.* — De privilegio tantum Papali dubium esse potest. — Aliud membro supra proposition in fine n. 4, erat, an ex parte confessorum sit in aliquid juridicius seu potestas per privilegium aliquid concessa, ratione cujus possint religiosi eis confiteri sine suorum Superiorum facultate. In quo solum est dubium de jurisdicione delegata a Papa, seu per privilegium Sedis Apostolicae: inferior enim sufficere non potest, eo quod religiosi sint exempti (de his enim loquimur) a jurisdicione omnium alienorum Praetorium extra suam religionem, non minus in foro pontificio, quam in exteriori; igitur neque ab ipsis Praelatis externis absolvit possunt; multo ergo minus a delegatis eorum. De habentibus autem jurisdictionem delegatam per Pontificia indulta, est nonnulla ratio dubitandi; quia religiosi non sunt exempti a jurisdictione Pontificis; sed Pontifex concedit mihi, verbi gratia, jurisdictionem, ut possim audire confessiones sibi subjiciendum; ergo possim audire confessiones quorumcumque religiosorum; ergo et ipsi poterunt mihi confiteri sine facultate suorum Praetorium, vel etiam contra prohibitionem illorum, quia non videntur posse id prohibere; sic et non potest parochus prohibere subdicto suo, ne religioso privilegiato et approbato confiteatur.

42. *Nihilominus dicendum est, unum quemque religionem debere in hoc servare suum institutum, quod maxime in hac parte semper erit munitum Sedis Apostolicae approbatione et confirmatione.* Si ergo Praelati aliquis religionis iuxta suam regulam non prohibet subditos suos confiteri cuicunque ha-benti alias jurisdictionem sufficientem in illo foro, poterunt tales religiosi absolvendi non tantum a suis Praelatis, sed etiam a quibuscumque religiosi privilegiatis ad tale munus. Quia confessores ipsi de se possent habere ad quascumque confessiones audiendas, si alias ex parte peniteniarii non sit impedimentum; quod, seclusa prohibitione sui instituti aut Praetorium, nullum est; ergo. Solum in loco potest adverto, contingere possit ut in aliqua religione sint aliqui casus peculiariter reservati, quamvis alias non sint prohibiti confiteri dicto modo, et tunc licet confessio de aliis pecatus fieri possit dictis confessoriibus, quoad reservata vero servanda erit regula statim tradenda de ceteris religiosis, quibus specialiter prohibitum est confitteri aliqui sine licentia sui Praelati. Quia Praelati talis religionis tunc
non dant facultatem supra peccata sibi reser-
ervata, tum quia nec jurisdictionem seu fam-
ulantem tribuunt, ut supponimus, sed tan-
tum non prohibit; tum etiam quia, licet da-
rent facultatem confitendi cui vellent, non in-
elligentur comprehendere casus reserv-
vatos subilia generalia concessione, juxta cap. 2
de Poniit. et remiss., in 6. Neque etiam po-
testas, quam confessores aliunde habent, ex-
tenditur ad hos casus reservatos, propter ea
quo statim dicemus. Existim autem paucas
esse vel nullas religiones, in quibus tantam
habent religiosi libertatem, sed in omnibus
observatur, ut religiosi nemini possint con-
fiteri, nisi vel proprio Prelato, vel de licentia
ejus, seu confessores ab ipso designato.

13. Sic ergo dicendum est, bujusmodi reli-
giosos non posse confiteri aliiis religiosis, vel
sacerdotibus, etiam his qui alias habent juris-
dicionem delegatum a Papa ut confessiones
generaliter audiunt. Ita sentiunt Doctores om-
nes, quos statim referam. Aliqui conantur hoc
fundare in sola postetae ordinaria Prelatio-
rum religiosiam; nam qui potest ligare, potest
absolvere, cap. Si inferior, 21 d., et cap. Si
Petrus, 24, quest. 1, quod principium max-
ime verum habet in habentia ordinaria post-
testatem; sed Prelatio religionum data est
potestas absolvendi suas religiosos; ergo pos-
sunt etiam eos ita ligare, ut ab aliis absolví
non possint. Et confirmarum, nam ob hanc
rationem possunt casus sibi reservare. Con-
firmarum secundo: nam Prelatio religionum
commissa est propria cura spiritualis suorum
religiosorum, et ideo illis data est plena juris-
dictio ordinaria in hoc foro; ergo eo ipso est eis
concessum, ut sine eorum facultate non pos-
sint aliiis confitieri.

14. Hæ vero rationes et similes, licet pro-
bent respectu inferiorum Prelatorum, aut con-
sumptissimum habentium ab eis delegata jur-
isdictionem, non tamen respectu confessio-
rum habentium jurisdictionem a Papa. Nam
illud principium: Qui potest absolvere, po-
test et ligare (præter alias fallentias, vel in-
terpretationes quas recipiit), ad summum pro-
cedit respectu inferioris, vel aequalis judicis,
non vero respectu superioris; nam inferior
non potest ita ligare subditum, quin a supe-
riori Prelatio possit absolvì. Eadem autem ra-
tio est de superiori ac de delegato ejus, quia
censetur esse una jurisdiction. Quamvis ergo
Prelatus religiosus possit ligare subditum,
ne ab alio possit absolvì, non tamen potest in
ca ligatione comprehendere Pontificem, vel
habentem potestatem ab illo; hic autem a-
gimus de confessoris habentibus a Pontifice
potestatem. Unde ad primam confirmationem
eodem modo responderi potest, licet Prelatus
religionis possit reservare casus respectu in-
feriorum, vel aequalium, non tamen respectu
Pape. Et patet, quia etiam Episcopi possunt
reservare casus, et tamen religiosi aliqui per
indulta Pontificia possunt ab illis absolvere;
ergo eadem ratione poterunt absolvere a pec-
caitis reservatis a religionum Prelatii. Unde
etiam non videtur urgere secunda confirmatio,
quia, quamvis oves aliciu ut proprio Pastori
committantur, semper manet integrum jus
supremi Pastoris, ut per se, vel per alium pos-
sit in eas influere.

15. Oportet ergo ostendere, non esse vo-
luntatem ipsiusmet Pontificis delegare cui
quam suam jurisdictionem respectu aliorum
regularium, repugnantibus vel non consenten-
tiis Prelatis illorum, licet enim est punctus
difficultatis; nam revera, si Papa voluisset
alter illum jurisdictionem concedere, potuisse,
et factum teneret, ut probat tam ratio
dubitandi in principio positja, quam objectione-
nes factæ contra superius fundamentum. Illud
autem assumptum probatur ex privilegio In-
ocentii IV, concesso ordini Predicatorum,
silicet, ut fratres habentes facultatem ut con-
fessiones generaliter audiunt, non possint ta-
lium religiosorum confessiones audire, nisi
penitentias a suis Prelatis licentiam habant.
Quo privilegio gaudent per viam communicationis aliae religiones, quæ illam habent.
Refertur autem illud privilegium in Supple-
in Compendio Societatis, verb. Confessorius,
§ 8. Idem refertur concessum Minoribus et
Carmelitis, ut refert Emmanuel Rodr., tom. 4,
q. 62, artic. 4, quamvis solum videatur intel-
ligere prohibitionem illam quod aliis Prela-
latos, vel confessores ab eis approbatis et
jurisdictionem habentes; tamen propter hoc
solum non erat necessaria specialis prohibiti,
quia illud ex vi exemptionis et jurisdictionis
illorum Prelatorum prohibitionem erat, ut pro-
bat primum fundamentum adducetum in num.
13; ergo universalius intelligenda est illa pro-
hibition de quibuscumque confessoris. Idem
concessum esse ab Innocentio VIII et Julio II
Ordini Eremitarum S. Augustini, refertur in
Compendio Mendicantium, verb. Con-
missio, et Confessorius, § 6 et 7; et Clemens VIII ac Gregorius XI idem concesserunt Ord. Cistercien-
sium, ut habituerit ejus Compendio, verb. Con-
Lib. II. de Religionis quatenus praëlati sunt, etc.

Fessor, § 3, ubi etiam dicitur, ab antiquo fuisset illi Ordini induitum, ut unusquisque Monachus confiteri debeat suo Praelato, vel aliis de ejus licentia, aut designato confessori conventualii. Quae concessio intelliget debet exclusiva, scilicet ut alteri confiteri non possit, quantumcumque ipse confessor aliunde havebeat jurisdictionem ad confessiones audiendas. Idem enim Pontifex, qui talem jurisdictionem concessit, potest alia via jurisdictionem hanc adhibere, scilicet, ut respectu regularium nemo uti possit tali jurisdictione, nisi penitens a suo Praelato facultatem habeat. Denique limitationem illam expresse posuit Benedictus XI in Extravag. Inter cunctas, de Privilegiis, dicens: Non religiosis, qui secundum statuta suorum ordinum proprii Praelatis confittere debent, aut ab iis, ne confinieantur alius, prohibentur. Alqua ita etiam consueudine receptum in omnibus religionibus bene ordinatis. Quae consuetudo sufficiens esse solet ad suo modo dandum et tollendam jurisdictionem in hac foro. Unde nec moniales etiam confiteri possunt quibuscumque regularibus confessores, nisi de licentia suorum Preælatorum. Etideo Congregatio Cardinalium, circa cap. 40, de Regul., sess. 25, Concil. Trident., declaravit, etiam extraordinarios confessores, qui aliquoties in anno dandi sunt monialibus, a Praelatis illarum esse approbando, ita ut si monasteri sint subjecta regularibus, Episcopi approbatio non sufficiat, nisi in aliquo extraordinario casu, quem infra in speciali capite de monialibus fortasse attingamus.

46. Tandem ex his omnibus probabiliter conjectare possimus, a principio non fuisses mentem Pontificum concedendum religionis jurisdictionem ad confessiones audiendas, illis concedere facultatem audiendi confessiones regularium, invitis eorum Praeëlatis; nam quae a Deo et ejus Vicario sunt, ordinata sunt; cum ergo Praelatus religionis ab ipso Pontifice havebat jus prohibendi subditum non e re et incipit Quod confiteri, inordinatum esset ut alii nihilominus haberent jurisdictionem ab eodem Pontifice ad tales confessiones audiendas. Dices: eadem ratione dicetur esse inordinatum quod habeant jurisdicionem audiendi confessiones securarium in invitis parochis vel Episcopis. Respondes non esse simul rationem, quia non est tanta delectatione voluntatis hominis securaria alius Episcopo vel Parocho, quanta sit debeat voluntatis religiosi a suo Praelato; nec etiam est tam necesse-
C. XVII. AN SALTEM RELIGIOSIS PEREGRINIS AC NOVITIS, ETC.

teri debit vel Praelato ipsius domus, vel alteri de licentia ejus, vel confessori convenienti, qui est quasi Ordinarius illius loci; non tamen poterunt confiteri allis religiosis ejusdem domus, si ad audiendas confessiones suorum religiosorum a Praelato expositi non sint. Ratio est, quia illi non habent jurisdictionem ad audiendas confessiones religiosorum; ergo nec circa hospitem habent. Praelatus vero vel Ordinarius habent jurisdictionem, cui jure hospiti subdi potest peregrinus pro eo tempore quo ibi moratur.

3. Decretio. — Dices, rationem hanc procedere considerando jurisdictionem ut manantem a Praelato illius domus, vel per se illi convenientem; secus vero intelligi posse de jurisdictione manante a Praelato ipsusmet peregrini, qui dedit illi facultatem eligendi confessorem, ut de clerico seculari situm dicemus. Ergo per illam poterit eligere quemcumque religiosum illum domus. Respondent aliqui non posse, quia alii religiosi illius domus non sunt approbatis a Praelato religiosis ad audiendas confessiones religiosorum; religiosi autem quamvis possint eligere sacerdotem non approbatum ab Episcopo, juxta Concordium Tridentinum, non tamens possint eligere, juxta antiquum jus (quod Tridentinum in hac parte non mutavit), nisi sacerdotem approbatum a suis Praelatis. Sed hoc non satisfaci; nam vel approbationem intelligent collationem jurisdictionis, et sic est verum quod assumitur, tamen in eo quod subsiditur, petitur principium; nam hoc est quod contentidimus, scilicet, quemlibet religiosum electum a pontifici, eo ipso esse approbatum ab ipsius Praelato, per facultatem quam ille fecit eligendi confessorem; sicut de seculari clerico situm dicemus. Si autem per approbationem intelligatur judicium prævimus, sen declaratio authentica de sufficiacia ad audiendas confessiones, qualcumquam necquirit Concilium Tridentinum, ab Episcopo datum ad audiendas confessiones secularium, sic falsum est assumptum, quia nec antiquum jure fundatum est, nec consuetudine constat, ut ex sequenti casus evidenter constabit. Item illo modo non satisfici difficultati; nam possunt esse in illa domo multi, qui sequi fuerunt confessores fratrum, et tunc non sint, qui, quantum ad approbationem, quæ excogitari potest, seclusa jurisdictione, merito censeri debent approbati, et tamen non licet hospiti eis confiteri. Dico ergo rationem hujus esse, quia in eo casu non potest manare jurisdiction a Praelato poenitentis. Nam facultas, quæ illi datur ad eligendum confessorem, solum est pro casibus necessitatis, quando deest ordinarius confessorem ejusdem religionis; tunc autem jure hospiti ille habet sufficientem ordinarius confessorem ejusdem religionis, etiam applicando cum proportione jus commune; ergo tunc cessat facultas eligendi confessorem, et consequenter deest omnis jurisdiction, quæ manare potest a Praelato poenitentis. Unde si Praelatus concessisset expressam facultatem eligendi quemcumque sacerdotem, etiam in monasteriis ejusdem religiosis, tunc sine dubio posset cuicumque confiteri, nisi statuta religionis ita repugnarent, ut illam facultatem irritam redditent. Regulariter autem superiores talem facultatem non concedunt, vel quia per regulam prohibentur, vel certa quia per se est irrationabiles, et contra debitum ordinem sine ulla necessitate. Quapropter eo ipso quod talis facultas non est expressa, censetur non concessa, nec comprehendit sub generali facultate, quæ et necessitatem respicit, et debitum ordinem religiosum.

4. Quid quando concurrunt ambob praecedentes casus. — Addendum vero occurrit circa hunc et precedentem casum, si ambob simul concurrant, liberum esse religioso alterutro ex illis modis confiteri, id est, si religiousus habens socium sacerdotem in aliquo monasterio suæ religionis hospes sit, posse vel soci suo, vel Ordinario ipsius monasterii confiteri. Ita enim, quantum intelligere possunt, habet consuetudine. Et ratio esse potest, quia in utroque illorum est sufficientis titulus jurisdictionis, et per se non repugnat habere duos confessores idoneos; neque ibi intervenit voluntas proprii Praelati, quæ unum illorum accepit, et alterum excludat; nullam enim esse ratio sufficiens ad praesumendum illam, cum uterque illorum modorum sit per se satis ordinatus, et consentaneus religioni. Secus vero esset, si vel superior aliud ordinasset aut declarasset, quod sine dubio facere potest, vel per specialem regulam aut consuetudinem religionum aliqüum etiam definitum esset, nam illud semper observare necesse est.

5. Deciditur tertius casus. — Tertius casus est, quando religiosus divitiis ad loca extra monasteria suæ religionis; et tunc, seclusis particularibus voluntatibus, seu instructionibus Praelatorum, quæ non cadunt sub scientiam, nisi quod hoc solum quod servandæ
sunt, quando non fuerint plane injuste, his, inquam, seclusis, generalis regula est, tunc posse confiteri cuicumque sacerdotes seculari, vel regulari, quia non debet privari subsidio confessionis. Atque ita docent omnes; dubitant tamen an ad hoc sit necessaria expressa licentia Praelati, vel sufficiat tactsae inclusa in licentia peregrinandi. Respondetur tamen quamcumque sufficie, ut alias in materia de Penitentia generaliter diximus de hujusmodi peregrinis; non enim debent esse pejor libit conditionis religiosi peregrinantes quoad hanc facultatem. Preterea, quia talis facultas secundum rectam rationem debita est, et quasi necessitate morali annexa peregrinationis; ergo concesso antecedente, virtute est concessum consequens. Deinde, communis constitutum satis in hoc interpretatur voluntatem Praelatum; eo vel maxime quod vix potest fieri, quin in regulis vel constitutionibus uniusqueque religiosis hoc satis declaraturn sit. Imo etiam sunt aliqua privilegia Pontificia, concedenda religiosis, ut dum itineraverint, vel fuerint extra conventus suis duntaxat, valent confiteri quibuscumque sacerdotes regularibus, vel secularibus. Ita concessit Sextus IV Minoribus, ut refertur in lib. Monumenta Ordinis et Innocentius VIII Cisterciensis, ut in eorum Compendio refertur. In quo inducto notari possunt illa verba, vel fuerint extra conventus suis; nam si intelligatur absolute de omnibus conventibus sui Ordinis, confirmant optime quae diximus in superiore puncto, num. 2, estque exposito satis pia, et probabilis, sed non cogens, quia possunt illa verba exponi respective de conventibus suis, id est, propterea, in quibus habitant, unusquisque, scilicet, in suo.

6. Questione quarta circa proximum tertium casum. — Interrogari ulterior potest quem sacerdotem debeat tunc religiosus eligere, an habentem alias jurisdictionem, an approbatum ab Episcopo, an regularum, si possit. Respondetur ad primum: non est necessarium ut sacerdos eligendus alias jurisdictionem habeat, quia non debet religiosum absolvere per jurisdictionem Episcopi vel Parochi, sed per jurisdictionem quam recipit a Praelato regulari, media facultate eligendi ipsum, quod satis patet ex dictis. Unde in hoc est notanda differentia inter peregrinum secularum et religiosum, quia secularis absolvitur in aliena diocesi more incolarum illius loci in quo versatur, ut alibi diximus in materia de Penitentia. Religiosus autem,
CAP. XVII. AN SALTEM RELIGIOSIS PÆREGRINIS AC NOVITIS, ETC.

riore ordinatum, non censo esse necessarium, quia omnis hec limitatio est onerosa et scrupulosa, et ideo nisi de illa expresse constiterit, non est imponenda.

9. Pæregrinantes religiosos alibi tenere aperiure suam conscientiam cum redimunt. — Tandum queri hic posset an hec facultas pæregrinum regularium se extendat ad obtinendum absolutem a casibus in sua religione reservatis. Sed de his casibus dicemus in cap. 19, nunc enim tantum de ordinaria confessione simpliciter locuti sumus. Observandum vero est, in multis religionibus prescriptum esse ut qui iter egit, cum primum ad monasterium redit, integre confitetur omnia quae gessit ab ultima confessione in monasterio ante discerna facta. Et quidem D. Basilium, in regula 44, ex fusiobus, nonet ut Praelecto omnia manifestentur; sed ibi non agit de sacramentali confessione: tamen illud statutum habent Carthusianis, ut ferant; et idem habet Ord. S. Hieronymus in suis Constitutionibus, cap. 20. Et in Societate universalis regula traditur, ut qui aliis quam suum confessario designato confessetur (utique ex justa causa, quails est absentia), debet postmodum quantum recordari poterit idem confessio suo totam suam conscientiam aperiure, ut nihil ignorando quod ad eam pertinent, melius in Domino possit eundem jureare, habetur teria part. Const., cap. 4, lit. Q, et in Summario Constitutionum, § 9. Ub i autem similis constitutio vel consuetudo servatur, videri potest facultatem religioso concessam, ut tempore absentiae vel peregrinationis confessorem eligat, non esse absolutam, sed sub onere iterum eadem confitendi proprio Praelecto, vel confessori; nisi enim hec conditio fuisse in facultate apposita, non possit posse obligari religioso ad confessionem iterandam, quia hec non est materia precepti.

10. Talis obligatio non est ex reservatione, sed ob majorem perfectionem. — Verumtamen, seclusis peccatis reservatis, de quibus postea, non censo esse ita explicanda huysmodi statuta, tum quia illa non solum locunnatur de materia peccati mortalis, sed etiam de venialibus, quando talis est ut ad majorem perfectionem pertineat illam expresse confitiere; tum praeterea, quia etiam in materia mortali non solum comprehendunt externa peccata, sed etiam interna per solam cogitationem et consentium; durum est autem dicere, facultatem confitendi peccata mere interna dari sub illo onere; quia illa esset quadem eorum reservatio, que in usu non est. Unde etiam confirmatur, quia per illa statuta non reservantur omnia peccata quae religiosus committit dum iter agit; ergo facultas ad confitenda illa non datur sub hoc onere, quia illo modo dari non solet, nisi pro peccatis reservatis. Est ergo facultas absoluta, et ita ex vi confessionis nulla obligatio remanet. Nibilominus tamen illa statuta sancta et perfecta sunt, tum quia, licet iteratio confessionis in qua fuerunt peccata absolute remissa, non cadat sub preceptum, cadere tamen potest sub regulam perfectionis, quando illa iteratio speciale habet rationem utilitatis; tum etiam quia, esto preceptum illud, nulla suppositione facta, imponi non possit, tamen voluntarie, media professione et voto, obligare posse, ut graves Doctores docuerunt, Major., in 4, d. 17, quest. 6; Gerson, in regulis moralibus, tit. de Penitentia, tom. 2, Alphab. 25, lit. P; Adrianus, in 4, quest. 8, de Confessione; Medina, Cod. de Confessione, quest. de Facultate et fructu reiterandae confessionem; Navar., in cap. Placuit, de Penit., distin. 6, num. 118. Dico tamen similia instituta non inducere speciale obligationem in conscientia, sed solum simplicis regulae, ubi alii expresso non declaratur; quia illa obligatio, que manet, non nascitur ex modo potestatis concessae ad absolvendum, seu ex virtute clavium in foro sacramentali, ut ex dictis patet; sed nascitur praece ex voto. Et hec de peregrinis religiosis.

11. Quid dicendum circa novitios. — Prima sententia insufficenter fundata. — Secunda sententia probabilis. — Jam quoad novitios dubitari etiam potest an confitenti possint sine licentia Praelecti sacerdotii alias habenti jurisdictionem. In quo tres possunt esse sententiae. Prima, sine distinctione docens non posse novitium tali sacerdotii confiteri; tenet Corduba, lib. 1, quest. 30; citatur Gerson, alphab. 34, lit. P; sed ibi solum ait Abbatem posses absolvere novitios sicut professos. Hinc vero sumitur ratio hujus opinionis, quia novitii pro eo tempore sunt commissi jurisdictioni religionis. Sed hec ratio, ut supra cap. 16, num. 14, dixi, non convincit, nisi addatur exclusio ab alia jurisdictione, quae ex vi illius principii non necessario sequitur. Et ideo est secunda opinio satis probabilis, que distincte ait, posse novitium confiteri cuicumque sacerdoti habenti jurisdictionem, vel ab Episcopo ipsius novitii, vel a Papa, per privilegia, verbi gratia, religionum; ita simpliciter
LIB. II. DE RELIGIOSIS QUATENUS PÆLATI SUNT, ETC.

100 tenenti nonnulli moderni, Henr. lib. 6 de Pœnitent., cap. 14, § 3, lit. X, et lib. 7 de
Indulgentiis, cap. 22, § 7, lit. I et V, qui citat pro hac sententia Angel., verb. Novitiis,
§ 148, et Armillam, ibidem; Sylvestr., Religio,
5, § 6, qui solum dicunt novitium non teneri ad
precepta regulae; unde videtur inferre, non
obligari ad confitendum Prælati, vel or-
dinariiis confessoriis religionis, et conse-
quenter posse confiteri aliiis quibuscumque
habentibus jurisdictionem. Quae illatio non
videtur necessaria, quia, seclusa obligatione
precepti, potest novitius esse exemptum a ju-
risdictione extranea religionum, et ideo ex
defectu jurisdictionis non posse aliiis confi-
teri. Soto vero, qui etiam citatur lib. 7 de
Justit., quast. 2, art. 1, in fine tertii argu-
menti, vers. Ec hac, solum at differit de
inter votum religionis vel votum perseve-
randi in religione, quod nihil ad rem present-
tem facit. Fundamentum autem, quod pro hac
opinione afferri potest, statim examinabi-
mus.

43. Observatio per quam temporatut hoc
pronunziatum. — Unum tamen adverto, jur-
dictionem hanc, quæ pro hac privilegia de-
tur, regulariter non descendere ad singulos
religiosos, nisi media concessione et volun-
tate suorum Praeticalum. Unde fit, si Præla-
tus religionis expresse suis subsidiis prohibet
novitiorum suorum confessiones audire, non
tolerat novitii illis confiteri, non quia ipsi
novitii ex parte sua leviter sint, sed quia
ipsi religiosi jurisdictionem non habent, nam
superior potest illam coercere, et communi-
cicare proptereum voluerit; sicut etiam non habent
jurisdictionem ad audiendas confessiones re-
ligiosorum ejusdem domus, quia illis non
communicatur a Praelatis suis; vel, sicut
etiam potest Praelatus approbare subditum, et
dare jurisdictionem ad audiendas confes-
siones viorum, et non feminarum; sic etiam
potest approbare ad audiendas confessiones
secularum, et non regularium, et novi-
tiorum. Quando autem Praelatus absolute
directe prohibet novitiorum confessiones
audire, sine dubio intendit vetare quantum
potest, et consequenter jurisdictionem au-
ferre, juxta communionem doctrinam Cano-
nistarum in materia de Legibus tractata.

Quocirca, si tota religio (ut in Societate mittit,
sicut in tractatu decimo, libro nono, cap. 2,
numero secundo, trademus) per influxum
Generalis jurisdictionem accipiat, ipse potest
omnibus et singulis pecuniarum totius religio-
nis efficaciter prohibere, ne confessiones
novitiorum totius religiosi audent, nec esse
absolvente valetan; idemque, cum propor-
tione Provinciales in suis provinciis et con-
ventuales Praelati in suis domibus; nam
haec jurisdictioni ita communicatur subditis, ut
semper in illius usu a proximis Praelatis pen-
deant. Imo eodem modo possent Praelati re-
ligionum, si vellet, illi limitare jurisdictione
suorum subditorum, ut ab ea exclude-
rent non solum novitios propriis religionis, et
etiam omnium aliarum, quae delegatio
potestatis omnem hanc limitationem admi-
tit, ut ratio facta probat, neque in hoc male
facerent, sed potius unionem et charitatem
ostenderent ac moverent, et incommodis (si
que sequi possunt ex illa libertate novitio-
rum) occurrerent. Quamquam, si moraliter
res spectet, satis illis occurri possit per
hoc quod intra eamdem religionem non pos-
sunt novitii confiteri alieni sine licentia Pra-
lati, nam extra illam raro aut namquam id
facere possunt.
Secundum pronuntiatum. — Secundo dicitur iusta hanc sententiam, novitios non posse confiteri, invitó Prælató, alícuí confessori habenti tantum jurisdictionem Episcopalem. Hanc partem satís probabiliter suadent varias rationes, quas Corduba supra multiplicat. Præcipuum vero fundamentum est, quia novitios censetur mutasse domicilium et territorium, præsertim quod ea quæ spectant ad sacramenta necessaria, argumento eorum quæ tradunt Doctores in cap. Omnis utriusque sexus, et in cap. ultim., de Parochis, et cap. Ad Apostolicæ, de Decimis; et Sylvester, et alii Summiste, verb. Domicilium; et Tiraquel., de Utroque retractu, part. I, glos. 8, num. 23 et 24. Sed ad hoc respondéri potest, novitium mutare quidem aliqua modo domicilium, acquirendo, non tamen ammendo. Acquisitiv enim domicilium vel quasi domicilium in religione, quatenus ad illam transstat, animo ibi remanendi, non quidem absoluto et immutabili, sed sub conditione, quod satis est ad acquirendum domicilium, ratione cujus substitit jurisdictioni Prælati religionis. Inde autem non statim sequitur quod amittat omnino prius domicilium, quia non repugnat simul habere duo domicilia, et multo minus habere unum domicilium, et alium quasi domicilium, etiam in ordine ad consensionem, ut constat ex materia de pontenitiam. Cum ergo novitios non acquirat domicilium omnino firmum, adhuc retinet prius, et consequenter simul cum subjectione ad Episcopum, preseritam in foro confessionis, quod voluntarium est. Sed contra hoc est, quia fieri non potest ut alius simul et eodem tempore habeat duos ordinarios pastores non subordinatos inter se in hoc foro, quia repugnat debito ordine, et pararet confusionem. Unde, licet quis possit habere plura domicilia, tamen pro eo tempore in quo in uno habitation, non potest adire Parochum alterius domicillii; sed pro eo tempore pastori tantum illius loci, in quo habitat, subjectus est; ergo novitius quando in religionem habitat, soli Prælati illius constitutus est. Sed hoc etiam argumentum, licet sit satis probabile, non tamen convincet, quia illud antecedens non ab omnibus recipitur; Navarrus enim tenet oppositum, cujus ego magis adhæsi in 4 tom., in 3 part., de Sacramento Pontenitiae.

45. Addendum ergo est, novitium ita mutare domicilium, ut omnino fiat extra jurisdictionem secularium pastorum, et ideo ex vi prioris jurisdictionis non posse illis confiteri. Assumptum declaratur, quia tota religio est exempta a jurisdictione Episcopi in urbeque foro; in hac autem exemptione religio accipienda est, non ut ex professis tantum constat, sed etiam ut novitios complectitur; ut, exempli gratia, Societas Jesu (ut in quos Constitutionibus adnotatur, part. 5, in principio) uno modo accipitur ut complectitur omnes qui sub obedientia Praepositi generalis vivunt, etiam novitios; cum ergo Pontifices Paulus XIII et Gregorius XIII illam sub sua protectione suscipiunt, et ab Ordinariorum jurisdictione exciment, intelligenti sunt de illa loqui sub illa amplissima acceptione, ut patet ex illis verbis Pauli III, in sua Bulla ultima: Ipsamque Societatem, et universos illius socios, et personas, illorumque bona quacumque ab omni superioritate, jurisdictione, et correctione quorumcumque Ordinariorum eximium, etc. Ubi particula illa, universos socios et personas, videtur habere emphasis, et ampliare etiam ad novitios. Idem ergo erit in aliis religionibus, sive quia habenti similia induit, sive quia per communicationem hoc etiam gaudere possunt, sive etiam per regulas juris communis. Quia beneficium principis amplissime est interpretandum, et privilegia sunt amplianda, quantum verba juxta communem usum patiuntur; hoc autem est privilegium et beneficium principis, et verba optime admitterunt hanc ampliationem. Nam religio Minorum in omni proprio usi dicitur tota illa congregatio, ut ex omnibus membri, etiam novitius, constat; nam, licet novitius proprius religiosus non sit, propriam tamen est in illa congregatione, quasi illo nomine appellatur.

46. Objectio contra allatum fundam. diluitur. — Dices, hanc extensionem esse ipsam novitii onerosam, et ideo admittere non esse. Respondeo imprimit negando consequentiam, quia gratia privilegi magis est considerandâ respectu totius religionis, cui immediate fit, quam respectu particularium; nam sepe etiam potest esse illa exemptio onerosa multis professis. Secundo respondetur negando assumpturn, quia, licet interdum onerosa esse possess ex aliqua accidenti, simpliciter tamen est favorabilis. Unde confirmatur præcipue hoc fundamentum, quia novitius gaudent non solum privilegio canonis, sed etiam fori, et propri proprietatis religionis quoad aliquos eadem jurisdictionis; ergo etiam et majoris ratione quoad jurisdictionem fori pontenitiae. Quæ ratio amplius in sequen-
LIB. II. DE RELIGIOSIS QUATENUS PRÆLATI SUNT, ETC.

sorilegias; secundus, apostasia a religione sine habitu dimissus, sine retenso, quando eo peresseret, ut extra septa monasterii seu conventus egressio flat; tertius, nocturna ac furtiva ac monasterio seu conventus egressio, etiam non animo apostasiam facta; quartus, proprietati contra votum paupertatis, qui sit peccatum mortale; quintus, juramentum falsum in judicio regulari seu legitimo; sextus, procrustio, auxilium, seu consilium ad abortum faciendum post animatum fetum etiam effectum non scuto; septimus, falsificatio manus aut sigilli officialium monasterii aut conventus; octavus, furto de robis de monasterio seu conventus, in ea quantitate quam sit peccatum mortale; nonus, lapsus carnis voluntarius, operes consummati, decimnus, occasio, aut vulneratio, seu gravis persecutione ciujsque personae; undecimus, malitiosum impedimentum, aut retardatio, aut apertio litterarum a superioribus ad inferiores, vel ab inferioribus ad superiores.

3. Prima observantia principalis circa hos casus in universum. — Circa quos casus primum advertere oporet, quamvis in aliquis eorum explicatum necessarium esse materiam peccati mortalis, et opus externum, nihilominus has duas conditiones in omnibus illis esse intelligendas, quia pecata venialia, sicut non sunt materia necessaria confessionis, ita nec propriis reservationis; peccata autem more intera, etiam mortalia sint, secundum communem Ecclesiae usum non reservantur, etiam in rigore reservari possint. Pontifex autem, cum alinc expresse non declararet, loquitur secundum ordinam legem, vel consequendum Ecclesiæ. Preterquam quod verba, qui quibus utilit, in rigore et proprietate, prout sunt accipient, significat externos actus. Ubi ergo huic somodi declaratio addi videtur, non est solum proprii has conditiones, ut generales sunt, sed propter aliquid speciale circa aliam earum explicandum. In primo ergo casu nihil additum est, quia non erat necessarium; nam illud genus peccati externum est, et gravissimum, et vix potest in individuo committi, quia mortale sit. Quid autem sub illis vocibus comprehendatur, dictum est in tomo., tract. 3, lib. 3, de Vitis virtutis religiosis oppositis; et videri possunt Summiste in illis verbis, et verb. Malefactum, ac verb. Superstitium.

4. Circa secundum casum. — In secondo casu peculiariter explicatur, non sufficere quaecumque exteriorem actum; nam, licet
CAP. XVIII. QUID CIRCA RESERVATIONEM CULPARUM IN RELIGIONE, ETC.

quis deliberato animo apostatandi exuat habitum regularem, et securae induat, et curet ac lentet egredi septa monasterii, et tandem id non exequatur, vel quia mutat voluntatem, vel etiam quia non potest, casus ille reservatus non est, quia non pervenit ad statum et effectum quem Pontificex designat. Et ratio esse potuit, quia vel antea non est perfecta injuria illata religioni, ita ut cedat in infamiam ejus, vel certe quia antea non potest illa dicitur apostasia exterior.


6. Altum dubium. — Dubitari vero etiam potest an hic casus extendatur ad egressum furtivum diurnum. Verba enim Pontificis sunt, nocturna, ac furtiva et monstrario egressio; ergo omnis furtiva egressio illicita reservata est. Respondeo nihilominus illam dictionem ac, complexive, et non divisive esse intelligendum, ac propterae furtivam egressionem, si nocturna non sit, etiamsi contingat esse peccatum mortale, ex vi illorum verborum non reservari. Sicut enim nocturna egressio non reservatur, nisi furtiva sit, ut est per se evidens, tam ex ipsa re quam ex intentione Pontificis, ita, et converso, furtiva egressio, nisi sit nocturna, non reservatur, quia, ut illud prius verum sit, necesse est particularum ac complexive sumi; et inde sequitur etiam posteriorius, ut per se constat.

7. Circum quattuor et quintum casum. — Circum quattuor casum nihil occurrit adnotandum, praeter ea quae dicta sunt de voto paulisperatis. In quinto solum desiderari potest, ut explicetur quid vocetur judicium legitimum. Breviter tamen dicitur esse quodlibet judicium forensis, quod secundum leges vel canones in suo foro, qui solet dici actus legitimus duarum personarum sub eodem judice, etc., juxta Glossam in cap. Forus, de Verb. signification. Videntur ergo ibi numerarum judicium regulare et legitimum ad excluding judicium privata per conventiones vel arbitria particularia. Addendum vero censo, tunc esse hunc casum reservatum, quando religiosus legitime interrogatur, et sub juramento veritatem negat; securus autem erit si injuste interrogetur, nam tunc licet sub jura mento neget, si respondere sciat, et debitam intentionem habet, non erit perjuris; si autem ex ignorantia et conscientia errore poecet, existimans illud esse perjurium, non erit casus reservatus, quia illud externum non est verum perjurium, sed putatum; reservatio autem restringenda est ut cadat super verum actum. Idem opinor dicendum esse, si quis juret falsum testimonium contra alium in judicio quod est nullum, vel quia fit coram non legitimo judice, vel ob aliam causam, quia tunc illud judicium non est legitimum, et quia judicium, quod est nullum; non est judicium, licet appareat, et ideo nec illud est perjurium in judicio Vere, sed tantum apparener.

8. Circum quintum. — Circum septimum quastionem. — Sextus casus non indiget declaratione, sed videri potest motus proprius Sexto contra illud genus peccati; et modo ratio, quae a Clemente addita est, que attigimus in 5 tom. de Censur. In septimo interrogari potest, qui vocentur Officiales monasterii. Ad quod brevis dicitur, sub illa voce comprehendi et Praelatum ipsum, et omnes, qui sub illo habent aliquam administrationem personarum aut honorum conventus, ut sunt Vicarius, Subprior, vel in Societate Minister, Procurator, et si qui sunt aliis similies. Addo etiam comprehendi a fortiore Provincialem et Generalem, juxta mentem Pontificis, quia, eo falsificatio gravior esset, et magis perniciosa religioni. Item, quia quilibet eorum dicit potest Officialis monasterii vel conventus; nam, licet magis proprie appelle-
tur tolius provincie vel religiosis, tamen ibi a fortiori singuli conventus includuntur, quae extensio maxime locum habet in his, quam ipsi Prae latio favorabilis sunt, et quae pertinent ad reverentiam et fidelitatem ejus officio debitam, quale est hoc de quo agimus. Occurrat hic obiter adnotandum, supponere hic Pontificem tacite approbare usum religiosis, quod officiales ejus propria habeant sigilla distincta ab his quibus privati religiosi uti possunt; non enim falsificatio cujuscumque sigillii, sed propria talis munere, reservata est. Quare, licet privatus religiosus utatur aliquando proprio sigillo, et alius illud falsificet, non incurrit in hunc casum reservatum; et e contrario, si Officialis non habeat speciale sigillum, sed ejusdem figure cum aliis, vel privatum, quocumque illud sit, falsificatio ejus ex hoc capite non erit reservata, quia non est sigillum Officialis ut sic, neque habet (ut ita dicam) auctoritatem religiosis. Dixi autem ex hoc capite, quia ex alio falsificandi manum, erit casus reservatus.

9. Interrogari etiam potest an fabricare sigillum simile sigillo religionis vel Officialium ejus occulta et furtive, sit falsificare sigillum, si per illud nulla falsa scriptura consignetur. Respondeo: sicut falsificare manum est subscriberecum nomine alterius, imitandi subscribitionem ejus, quae illius non est, ita falsificare sigillum proprie est consignare similis scripturam sigillo alieno. Quod dupliciter fieri potest, scilicet, vel subfurando proprium et verum sigillum et consignando, vel fabricando aliud sigillum simile, et illo utendo. Quamvis autem hae furtiva fabricatio sigilli grave peccatum sit, tamen non videtur esse propria falsificatio, donec falsae litterae per illud consignentur; et ideo non videtur esse peccatum reservatum, etiam si hac intentione fabricetur, donec ad predictum usum et effectum perveniat; sicut etiam furari sigillum Praelati ea prava intentione, si ad effectum sigillandi non pervenitur, non erit peccatum reservatum ex hoc capite.

10. Terita quasstunciula. — Denique interrogari potest, si scriptum, quod falsi consignatur manu aut sigillo Officialis, non pertinent ad officium, nec ad res monasterii, sed sit familiaris epistola, verbi gratia, falsa alteri attributa, an tale peccatum reservatum hic sit. Et ratio dubitandi esse potest, quia illa non est falsificatio signi Officialis, ut Officialis est; videtur autem hae reservatio intelligenda respectu Officialis formaliter, quia non respicitur persona ejus, sed munus, quod sane videtur probable; nihilominus non excusarem hujusmodi actionem a ratione peccati reservati, quoties materia ejus sufficeret ad peccatum mortale, quia simpliciter est contra fidelitatem debitam tali personae ratione talis munus, et est iurisiosa non tantum personae, sed etiam officii.

11. Circa octavum. — Primum dubium. — De octavo easu, quantum spectat ad quantitatem sufficientem ut illud furtum mortale sit, superius tacet est, nam hoc peccatum semper habet adjunctam malitiam proprietatis. Quia vero ibi dicitur, de rebus monasterii, dubitatum est an furari alicui a privato religioso, ex rebus illi ad suum usum concessis, sub hac reservatione comprehendatur; et pars affirmans dicitur fuisset ab ipso Pontifice declarata, in qua nulla mibi dubitatio esse posset; quia quod res sit applicata ad usum unius fratris, non tollit quin, absoluto loquendo, sit monasterii, vel conventus. Quin potius, licet privatus religiosus habeat usum ejus cum facultate donandi illam etiam extra religionem, nihilominus furari illam erit reservata culpa, si mortalis sit, quia quando illa res non est consumpta, vel alienata extra religionem, semper est monasterii quoad proprietatem et dominium, vel quod principalem administrationem et dispensationem (ut monasterium comprehendamus, quod dominium in communi non habent), et hoc satis est ut comprehendatur sub verbis Pontificis in omni proprietate. Sed quid si res non sit aliquis monasterii in particulari, ut solet esse, verbi gratia, pecunia, quae Provincialis utitur, vel res aliae similis? Respondetur sine dubio comprehendi, juxta dicta in precedenti casu; nam sub illo singulari monasterii, vel conventus, a fortiori comprehenditur prurali consentiunt, vel monasteriorum; bona autem provinciae ut sic sunt omnium monasteriorum simul.

12. Circa nonum casum. — Circa nonum casum est familiaris dubium, quid significet illa verba, opere consummatus; duobus enim modis intelligi possunt. Primo, ut sint posita ad exclusendum lapsum per consensus internum, vel morosam delectionem, ita ut solum significetur, oportere ut tale peccatum in opus externum prodigiatur, et in illo consummatur quatenus peccatum mortale est. Alius sensus est, ut peccatum sit consummatum in sua specie. Prior sensus est rigo-
rosus, nam juxta illum omnia peccata externa habentia malitiam mortalem ex ipsamet materia, et actione exteriori, continentur sub hac reservatione sic declarata, ut sunt, verbi gratia, tactus impudici, qui ad ultimam consummationem non pervenient. Dixi autem ex ipsamet materia, et actione exteriori, quia si materia exterior revera sit levis, quamvis ex pravitate intentionis fiat actio exterior, pecatum mortale non erit reservationum ex iorurn verborum, quia revera dicit non potest operae consummaturum. Alius sensus est mitior, et, quantum intelligere potui, communiori sensu receptor; juxta quam sensum actus impudicus, si non perveniat ad consummationem actus in sua specie, fornicationis, verbi gratia, vel alia similis, non erunt casus reservationis, quia non sunt opere consummati. Solunt adverto, quoties peccatum perveniat ad pollutionem, esse in omni rigore opere consummaturum, et consequenter sub illa reservatione comprehendi, quia illud peccatum habet proprium speciem, in qua consummatur, juxta doctrinam D. Thom. 2. 2, quest. 134, art. 41, et hoc satis est ut sit reservationum, quamvis non perveniat ad consummationem illius actus, quem fortasse peccans intenderat, vel in quem natura sua actus impadici ordinabantur, copulam scilicet carnalem.

13. Circa decimum et undecimum. — In decimo caso nihil occurrit adnotandum. In undecimo solicum est ponderandum illud verbum malitiosaum, ut inde colligatur, si fiat bona fide, etiam imprudenter, et cum gravi negligentia, non esse casum reservationum; nam verbum malitiaum non tantum significat fieri cum gravi culpa, sed etiam fieri ex malitia, id est, ex directa intentione impediendi effectum litterarum, et retardandis illis; existimo etiam illud verbum conjungendum esse etiam cum apertione litterarum; nam, ut reservationis, oportet ut ex malitia fiat: ad hoc autem satis erit quod fiat intelligendo aut praesumendo id esse contra voluntatem Superioris, nam tunc sufiiciens malitia intervenit.

14. Secunda principali observatio circa certainem casum in univertum. — Est autem circa hos casus ulterior advertendum, Pontificem non presupere ordinare ut omnes hi casus reserventur in religiosis, ut manifeste patet ex illis verbis: Decretum (scilicet Pontifex) ut nemo ex regularium Superioribus pecatorum absolutiones sibi reservet, exceptis is quae sequuntur, aut omnibus, aut eorum aliquo, prout subditorum utilitatis expedire in Domino judicareveint. In quibus verbis nullum est praecipiens ut hi casus reservari sint, sed solum probierns ne Superiores religionum alios reservent, et eis permittens ut ex his possint, quos expedire judicareveint, reservare. Unde infertur, per hoc decremen non auferri a Superiortibus potestatem reservandi casus, sed ad talem materiain limitari. Et quoniam in predictis verbis Pontifex indefinitae loquitur de Superiortibus, existimo ex vi illorum non solum Generalum, vel Provincei, sed etiam Praesatum Conventualium posse predictos casus, et quemlibet eorum reservare, etiam si in religione reservati non essent. Quod non id intelligendum est, ut Pontifex censetur dare Praesati novam aliquam potestatem, sed solum non auferre; ita ut, si Guardiani vel Praiores antea habeant privilegia reservandi casus (quod esse concessum ab Alexandro VI referetur, in lib. Monum. ord., et in Supplemento Minorum) etiam nunc habent eadem potestatem, sed restrictam ad hos casus a Pontifice designatos; imo ex potestate ordinaria existimo posse idem facere, nisi alias sint prohibiti per suum regulam, quia sunt veri Praesati ordinarii, et habent altiorem jurisdictionis rationem quam Parochi.

15. Teritia observatio. — Praeterea observandum est quod, licet Pontifex restrinxerit potestatem Praesatorum ad illos undecim casus, non abstat omnino religionibus potestatem alios reservandi, sed voluit ut id solum fieri possit vel a Capitolo generali pro tota religionem, vel a capitulo provinciali pro sua provincia. Ubi etiam adverto, non fuisse mensum Pontificis dare Capitolium novam potestatem, sed solum non auferre quem juxta sua privilegia vel constitutiones habeant. Unde in Societate, in qua congregatio provincialis juxta suum institutum non habet jurisdictionem ad hujusmodi actus, etiam nunc illam non habet, non obstantibus predictis verbis Pontificis. Ad quod etiam expendo, solum negative dicere: Non alien fiat quam generalis vel provincialis Capituli, et., non dicere autem positive, ut ab eis et a quolibet illorum fieri possit.

16. Dicunt autem aliqui, hanc prohibitionem seu limitationem non esse usu receptam in aliquibus religionibus, quia sepe continua existente evenire casus particulares, qui propter bonum regimen necessario sunt statim reservandi, non expectato Capitolo generali, quia
alias maxima incommoda religiosi sequerentur. Sed nullo modo censeo hoc esse admit-
tendum in praxi, nam lex Pontificia non pen-
det ex acceptatione, sed ipsa obligat ut acce-
ptetur, et ideo primi transgressores post suf-
fficientem promulgationem non excusantur a
culpa, nec continuata transgressio sufficit re-
vocare legem, donec valide frequens sit, et
ab ipso legislatore scienter tolerata, quod in
presenti nullo modo video dici posse; quia
nec talis consuetudo luic legi contraria ostendi
di potest, et multo minus quod Summus Pon-
tifex scienter tolerat illam; maxime vero hoc
habet locum in lege irritante, qualest hie; au-
fert enim potestatem, et consequenter red-
dit nullam reservationem alter factam. Qua-
proper sine scrupulo possunt subditi non ti-
mere illam, quantumcumque illis dicatur,
prohibitionem Pontificis non esse acceptatam.
Ratio autem de incommodis religious vel
probat Pontificiam prohibitionem esse contra
commune bonum religionem, quod dicere
plusquam temerarium esset; vel certe nihil
probat, quia vel nulla sunt talia incommoda,
quibus alius medius occurri non possit, pre-
sertim pro brevi tempore; vel si aliquod in-
terdum sequatur, est rarum et particulare,
quod lex humana non considerat.

17. Dubium an possint Praetati religionum
reserve censuras, esto non possint culpas. —
Resoluto vero. — Potest autem dubitari, esto
non possint Praetati immediate et directe re-
servare sibi alias culpas, possint nihilominus
reserve censuras. Et ratio dubitandi est,
quia a diversis non fit illatio; censura autem,
et peccatum, et utiusque reservatio diversa
sunt. In contrarium autem est, quia,
juxta communem usum Ecclesiae, quoties
peccatum habet excommunicationem ipso
facto annexam, si excommunicato reservata
sit, etiam peccatum censetur reservatum.
Item, quia alias possent Praetati religionem
per hanc viam eludere hoc preceptum, ad-
jugendo censuras, et illas sibi reservando.
Respondeo, debere Praetatos omnino cavero
ne haec occasione multiplicant censuras; nam,
ut in jure dictur, transgressor legis merito
judicatur, qui verba legis tenens, contra legis
nittitur voluntatem. Nihilominus existimo Prae-
tatos religionem non esse privatos per hanc
legem suo jure reservandi censuram, quia re-
vera est per se distincta; et mens Pontificis
non fuit de illa tractare. Declaraturque in
hune modum, quia vel censura fertur a lege,
vel ab homine; si a lege, reservari poterit ab
auctore legis, quia in religionibus auctor ta-
lis legis non est nisi Capitulum generale vel
provinciale, quae potestatem habent reservan-
di casus, etiam ex ordinatione Pontificis. Si
autem censura est ab homine, eo ipso absolu-
tio ejus pertinet ad ferentem illam, et ita
di potest illi reservata. Et quamvis de illa,
quae fertur per sententiam generalem, sint
opiniones, tamen non dubito quin ad tol-
lendas illas possit superior etiam nunc sibi
talem absolutionem reservare, cum illi non
sit prohibitum, ut dixi, et per accidens sit
quod ratione censurae non possit a tali peccato
absolvi, nam hoc etiam sequitur ex cen-
sura per sententiam particularem.

CAPUT XIX.

QUIS POSSIT ABSOLVERE RELIGIOSOS A CULPIS
RESERVATIS.

1. Prima assertio, negans hanc potestatem ex-
tra religionem. — Quod de novitibus. — Supposita
jam reservatione superiori capite explicata,
facile est definire quis possit religiosos ab-
solvere a peccatis sic reservatis. Primo enim
dicendum est, per se locundo, et jure ordi-
nario, a nemio posse absolvit extra suam reli-
gionem, praeterquam a Summo Pontifice.
Hoc patet, quia dictum est in cap. 16, a com-
munibus etiam peccatis non posse extra reli-
gionem absolvit; ergo a fortiori idem dicen-
dum est de peccatis specialiter reservatis.
Unde fit ampliandum esse etiam ad eos qui
habent jurisdictionem delegatam a Papa,
per generalia privilegia absolvendi a reserv-
vat; nam in illo cap. ostensum est haec
privilegia, sive sint concessa ex parte poni-
tentium, sive ex parte confessorum, non exten-
di ad personas religiosorum; ergo nec
facultas in eas concessa extenditur ad pecca-
tata reservata in religionibus. An vero haec
ampliato extendenda sit ad novitios, juxta su-
perius d. cap. 17, a n. 44, definiendum est.
Novitii enim gaudere possunt dictis privile-
giis, et ideo absolvit poterunt per eorum facul-
tates; per communem autem jurisdictionem
Epidororum absolvit non possunt a reservati-
tis, quia neque ab aliis possunt, ut diximus
eod. cap. decimo septimo, numero decimo
quarto.

2. Quid de iter agentibus nonnulli resolvant.
— Verior resolutio auctoris. — Sed quid de
religiosis iter agentibus? Quidam ait non
possit absolvit ab externis confessoriis ab
CAP. XIX. QUIS POSSIT ABSOLVERE

hujusmodi peccatis. Ratio est, quia per privilegium Sixti V., Innocentii VIII., et similia, solum eis conceditur ut possint confiteri sacerdotibus regularibus, vel secularibus, dum iter agunt; in hac autem facultate generali non comprehenduntur casus reservati, ut in iure declaratum est. Neque etiam illa faculties constitutur concessa a Praelatis, nisi expresse et in specie declaretur, ob eamdem causam, quod casus specialis sub generali concessione non comprehenditur. Et hoc specialiter confirmat, quia nonnulli Pontifices prohibuerunt Mundicitianus Praelatis nec casus reservatos extra suas ordinis committant, ut ex lib. Monumenta ordinum referunt Corduba in cap. 7, Regul. S. Francisci, quest. 3, et Emmanuel Roder. tom. 1, quest. 62, art. 5. Respondeo nihilominus nullam posses in hac re generaliorem regulam assignari, sed consulendam esse regulam, consuetudinem, vel peculiarem providentiam Praelatorum uniuscujusque religiosis. Mortaliter enim loquendo, necessarium est ut aliquo modo in hac parte subditis religiosis providetur; nam si sint sacerdotes, qui admissi sunt indigere confessione, quia debent frequentem celebrare; et per plures dies abstinere, et scandalosum esse potest, et eis nocium, et nimirum molestum. Si autem sacerdotes non sunt, etiam expedit ut sepius communicent; essetque preter debitam religiosam providentiam eos cogere, ut a communione abstinent usque ad redditum in monasterio; quamvis enim hac possent esse justa poena religiosa sic peccatis, esset lamen nimirum rigorosa, et non admodum medicinalia, nisi uti censura intervenit; praterquam quod periculosum esset cogere religiosum, qui fortasse ex fragilitate mortaliter peccavit, ut per multos dies sine sacramentali absolvatur permaneat.

3. Indulgium Innocentii pro hac resoluto expenditur. — Ob hanc ergo causam Innocentius VIII., ut dicti auctores referunt ex Compendio Cisterciensi, verbo Confessor, § 45, concessit Praedicituris monachis, ut extra monasterium ordinis existentes de licentia superiorum cuicumque regulari, seu seculari sacerdoti, confiteri possint, et a quocumque casu, quomodoquomque reservato, absolvit, sicut a confessarii ordinis. Quae verbi mihi ambigua sunt, nam illa particula de licentia superiorum, potest cum antecedentibus et consequentibus conjungi; quia nulla virgula interponitur; reddet autem sensum valde diversum, si uno vel alio modo construatur; nam conjuncta praecedentibus, sensus est, religiosum, qui ex licentia superiorum extra monasterium existit, eo ipso posse absolvit, etc., ita ut illa verba addita sint ad exclusendum fugitivis ab hujusmodi gratia, et ad significandum licentiam sic confitendi, vel ab ipso Pontifice eo ipso dari, vel intelligi in ipsa licentia peregrinandi. Si autem predicta verba tantum subsequentibus conjungantur, sensus est, eos, qui extra monasterium existunt, posse de licentia suorum superiorum absolv. Sed hic posterior sensus minus aptus videtur, tum quia hoc per se notum est; tum etiam quia idem dici posset de existentibus in monasterio. Prior ergo sensus videtur proprius et intensus. An vero illa concessio sit usa recepta in aliis religiosis, mihi non constat, neque existimouisse necessarium, tum quia non est omnibus directe facta, et alios non coguntur communicamento ejus admittere; tum etiam quia non continet praeciputum, sed datur per modum privilegii cui renunciare potuit illa religio, cui directe concessum est. Et adhuc certius existimo non cogi Praelatos religionum illam facultatem absolute dare, sed eo modo quo expedire judicaverint. Quod et porro est rationi consentaneum, quia Pontifex non intendit relaxare disciplinam religiosam, sed tantum suficienter providere necessitati religiosorum. Et ex ipsa concessione colligi potest, quatenus dicit ita posse absolvit, sicut possent a confessoris ordinariis; confessarii autem Ordinis non possunt absolvere a reservatis, nisi iuxta modum a superiore scripturum; ergo neque aliis in predicto casu.

4. Predicta auctoritatis resoluto solidius fundatur in unum, vel regulae omnium religiosarum. — Propiter hoc ergo conseño, magis esse attendendam regulam vel consuetudinem religionis, aut ordinationem Praetulatorum, quam aliqua privilegia. In aliqubus ergo religionibus fortasse vel ex regula vel ex consuetudine constat, talem licentiam absoluta et simpliciter censerii concessam, eo ipso quod Praelatus non prohibetur nec limitari illam, et in talibus religionibus, eo ipso quod quis peregreditur, pecata desinent esse reservata, quia perinde absolvit possent a vulgarii confessore, et ceteri. Quod difficile creditu est, quia non potest non esse in dispendium religionis; si enim reservatio adhibetur ut sit tanquam fraterna ad non cedendum, quomodo auserenda omnino est, quando religiosas extra monasterium vaga tatur, cum tunc majori frumento et pluribus mediis
indigeat? Ob hanc ergo causam religiones aliquae licentiam illam concedunt peregrinantisibus cum onere comparandi postea coram suis Prelatis; sic enim utrique necessitati subveniunt, quia nec subditus cogitare diu carere absolutione, nec ei auterur fraternum reservationis, et aliquis modus ille dandi facultatem sub illo onere, sanctus est, et in Ecclesia usitatus, ut in tom. 4, disput. 30, sect. ult., late tractatum est, et ita servatur dicitor in religione Carthusiis et S. Hieron., et de Societate, ut infra tract. 10, lib. 8, cap. 5, dicetur.

5. Quid ubi nec regula providit, nec de usu constat.—Tandum, ubi nec per regulam satis declarata sit haec facultas, vel modus ejus, nec de consuetudine satis constiterit, quia fortasse solet et obi vivi facultas a superiore, si contingat aliquem ex obi civili naturales discedere non petit facultate, credendum est implicitis esse concedam a superiore in ipsa facultate peregrinandi, salvo rigore reservationis quod fieri potest. Prior pars constat, tum quia, qui unum concedit, virtute concedit alium quod moraliter necessarium est ad illud convenienter exercendum; tum etiam quia universalis consuetudo ita videtur interpretari voluntatem Prelatorum. Altera vero pars probatur, quia illa licentia non datur nisi propter necessitatem; ergo est explicanda in ea jura que in similibus casibus facultatem concedunt; quotiescumque autem haec facultas in jure datur ratione occurrencecis necessitatis, datur salvo onere reservationis, atque adeo sub obligatione comparandis; ergo hoc sensu interpretandum est, quoties superior alium expresse non declarat. Imo, aliqui volunt in eo casu non dari ullam facultatem, sed ob inopiam confessores, qui a reservatis absolvat, posses religiosum absolvit directe ab aliis peccatis; reservata autem solum per accidens remitti, sic ut oblitus, et eido manere integrum obligationem illa confitendi superiori. Quod quidem non repugnat, ut infra in similis videbimus; est tamen rigorosius, et quod dixi videtur verisimilis. Nam quod alli aiunt, in eo casu neutro modo posse absolvi, sed posse ac debeo celebrare aut communicare cum sola conditione, nisi verisimile non est, ut statim in similis dicam.

6. Secunda assertio, quae estq quoque religiosos non habentes licentiam Praesai.—Secundo dicendum, religiosum non possee absoluti a casibus reservatis ab aliquo religioso, seu confessore sua religionis, nisi de licentia Prelati specialiter ad hoc concessa. Probatur, quia haec est vis reservationis; supponimus autem peccatum esse reservatum ipsi Prebatio; ergo qui ab illo non habet jurisdictionem, non potest hanc absolutionem prestat; non datur autem talis jurisdiction per generalem facultatem audiendi confessiones religiosa, ut ex regula juris sepe citata constat; ergo necessaria est specialis facultas. Limitandum vero hoc est, nisi ex regula, vel ex usu jam constaret, talem facultatem esse annexam tali muneri confessoris. Verumtam in eo casu peccatum non esset reservatum jam soli Prebatio, sed ipsi, vel confessori domus. Sicut respectu novitiorum, si eorum magister habet ex officio talem facultatem, eorum peccata non tantum superiori, sed etiam magistro suo dicentur reservata, vel sub disjunctione, quamvis in hoc semper excedat Prelatus, quod possit sibi reservare, vel sit. Et ideo possit esse quosquis de modo locus dicit. Dicet fortasse aliquis, jam hoc esse debere jus ordinariae religionum, quia Summae Pontifex Clemens VIII ordinavit, ut superiores in singulis dominus deputent duos, vel tres confessari, quisvis etiam casus reservati committantur. Respondet, imo hinc colligi, hujusmodi confessariorum non habere hanc jurisdictionem ex vi sui muneri, imo nec debere illius committir habitualiter (ut sic dicam), sed solum pro re nata, quando occasio id postulaverit.

7. Nota pro servientibus in religione.—Iam pro novitiat.—Sed, licet hoc verum sit commune jure, quern potest an ex communii aliquo privilegio religionum possint regulares absoluti a quocumque Sacerdote vel confessore sui ordinis. Circa hoc nonnulla privilegia reoruntur in Compendiis privilegiorum religionum, et in lib. Monumeta Ordinum, quae in summa legedit Emmanuel Roder, q. 63, art. 6, ex quibus duos causos precise cliche. Unus est, in quo datur facultas religiosis Minoribus, ut possint semel eligere de eadem observantia confessorem, qui de omnibus pecatibus reservatis et censuris possit illos absolvere, imo et dispensare in irregularitatis, excepto homicidio, et mutalionem voluntaria. Quod privilegium, cum generali sit, committit omnia peccata, etiam in ipsa religion reservata; cumque ex parte personae eligiende nullam aliam conditionem requirat, nisi quod sit ejusdem ordinis, non videtur amplius restringenda, nec postulanda specialis licentia.
CAP. XIX. QUIS POSSIT ABSOLVERE RELIGIOSOS A CULPIS RESERVATIS.

Praelati. Sed nihilominus probabile existimo, confessorem sic eligendum debere esse ex approbati vel expositis a Praelato religiosis ad audiendas confessiones suorum subditorum, tum quia non sine causa dixit Pontifex: 

Possit eligere confessorem de eadem observantia; et non dixit, possit eligere sacerdolum, aut presbyterum; tum maxime quia privilegium debet, quoad fieri posit, secundum jus intelligenti, quando ita potest suum effectum operari sufficienter, et magis ordinate, quod ita incontinent in presenti; nam privilegium operator dando bene amplam jurisdictionem; tamen ex parte personas non excludit ordinarijus jussus religiosum, quot requirit Praelati approbationem ad illud munus exercendum. Unde quatenus idem privilegium ibi exeditur etiam ad servientes et famulos, optime bit usum confessor eligendus, sit approbatus ab Episcopo, iusta Concilium Tridentinum. De novitiis autem ad quos etiam fit extension, non idem judicio, sed sufficere illis confessorem approbatum a religione; nam quoad hoc non ut seculares, sed ut regulares computandi sunt. Denique hoc privilegio uti possunt omnes religiosi, qui in privilegiis cum Mendicantibus communicant; unusquisque tam semper debet modum in sua religione prescriptum, et a Pontificibus approbatum circa usum talium privilegiorn. Idem sentiendum est de quibusdam aliis privilegiis, et quasi jubilares concessis aliqibus religionibus pro aliqibus annis festivitatis, quae refert dictus Emman., tom. i, q. 62, art. 10.

8. Alter casus in articulo mortis.—Alias casus est, quibus simul faculatas conceduntur, pro articulo mortis, que in quodam Privilegiio Sixti IV cum ille exaggerationibus concludit: 

Quicumque confessorem quemlibet religiosum mendicantium, vel eorum qui gaudent illorum privilegiis, ab omnibus casibus, nullo excepto, cum omnimoda auctoritate, ac si in illo actu esset Summus Pontifex, absolvere potest; et eadem auctoritate et indulgentiam plenariam concedere. In quo primum notari potest particular quicumque confessorem, quam intelligo de confessore qui hoc munere fungii poterat in illo articulo ante hoc privilegium; et ideo fortasse non dixit, quicumque presbyter vel sacerdos; nam, licet in caso necessitatis quilibet sacerdos possit esse confessor in articulo, et tunc consequenter possit uti hac facultate circa religiosos, tamen, seclusa necessitate, non quilibet sacerdos, sed solus proprius, vel delegatus ejus, potest esse confessor, etiam in illo articulo; hoc autem privilegium non facit confessorem eum, qui non erat, sed auget facultatem legitimum confessorem. Et ob hanc causam existimo non posse religiosum virtute hujus privilegii confiteri in articulo mortis quicumque simplici sacerdoti, omnis legitimum confessore, si adsit, et velit suum munus jusse exequi. Item, licet ex vi eorum verborum non fiat determinatio ad confessores ejusdem ordinis, nihilominus ex alio capite existimo, quando adest proprius confessor, non posse eligi presbyterum alterius ordinis, quia non est confessor respectu talis personae; praedicta autem verba videntur respective et proprie intelligi, quia ibi, ut dixi, non datur facultas ad eligendum quemcumque sacerdotem in confessorem, sed augetur potestas eumquelegitimi confessoris talis personae. Et confirmat hae expositio, quia ibi solum intenditur favor artificii mortis quatum ad plenam remissionem, qui potest obtinere, non inmutau debittert ordinem, nec jus alterius auferendo; ergo icta explicandus est.

9. Secunda observatio.—Secundo est notanda illa particular, quemlibet religiosum; nam ex vi illius constat non extendi ad familiares, vel servientes. De novitiis autem dubitari possit, quia religiosi non sunt; tamen in re adeo favorabili potest nomen religiosi ad novitium extendi: item quia in eodem privilegio, sub his verbis, Omnis Presbyterorum, et Minorum ordinum Professoribus, novitii manifeste continetur; nam inferius dicitur, ut consequantur indulgentiam etiam ante professionem moriantur; ergo eadem ratione possint comprehendi sub nomine religiosisorum. Erit autem hoc certius, si in religione sit generale aliquod privilegium concedens, ut novitii frui possint hujusmodi gratia et favoribus. Idemque dubium locum habet in domino, qui tris vota substantia non emitunt, et idee proprie religiosi non sunt. Et quia neque ad illa vota emitenda, vel professionem facienda tendunt, ideo adhuc minus proprie religiosi sunt, quam novitii; et ideo securius est pro his personis ut alii privilegiis continentiibus similem gratiam pro articulo mortis, et expresse extensionem faciant ad hujusmodi personas, ut refertur in Compendio D. Hieronymi, § 8, cum quibusdam limitations et conditionibus que ibi explicantur.

10. Tertia observatio, et quorundam placitum circa illam.—Præterea advertere operet, in prioribus privilegiis simpliciter concedi
hanc gratiam pro articulo mortis. Unde inferunt aliqui, quod ex vi illorum si quis absolvatur in vero periculum (quod sub articulo comprehendidur, ut tom. 4, disp. 26, sect. 4, et disp. 21, de Fide, sect. 4, num. 23, diximus), et postea non moratur, non potest iterum per illud privilegium absolv; quia talis facultas jam habuit suum effectum, et ita per primum usum exspiravit, ut generaliter de similibus facultatibus tenet Navar., in Summa, cap. 26, num. 31, dicens esse juxta mentem omnium; solumque id confirmand arguto n. Boese, fl. de Verb. signific., ibi: Hoc sermone dixit Nupila, primus nuplia significatur. Et confirmari potest, nam ob hanc causam quando Papa vult majus privilegium concedere, addit: Quod si de illo reputato tunc mortis articulo, aut in infinitate, in qua eorum quilibet constitutus fuerit, non discesserit, semper indulgentia predicta intelligatur reservari ad eorum mortis articulum. Quae verba adduntur in privilegiis concessis ab Eugenio IV, et a Nicolao V, relativis in dicto compendio S. Hieronymi, § 6 et 7; ergo signum est, ubi hanc extensio non additur, finiri facultatem per primum usum. Et hanc sententiam videtur sequi Cordub., lib. 5 de Indulgentiis, quest. 20, in fine.


12. Duplex modus differenti indulgentiam usque ad articulum mortis. — Hae autem suspensione usque ad verum articulum, dupliciter potest intelligi: primo, ut indulgentia nunquam habeat effectum, donec vera mortis sequatur, et ideo, illa non secuta, reservetur. Secundo, ut indulgentia statim operetur, et nihilominus si morte non sequatur, iterum atque iterum in similis articulo concedi possit cum effectu, donec vera morte sequatur. Et licet prior modus sit probabilis, tamen posterior est magis pius, et veritatis magis conscientiae. Primo, quia beneficium principis ample interpretandum est, quando ipse non limitat illud; hic autem non limitat, quia non dicit semel in articulo mortis, tunc enim fortasse statim fieret effectus, propter rationem quam statim faciernus, et expiraret gratis, propter illum restrictionem semel, quae in praenoti non additur, sed est concessio indefinita pro articulo mortis; ergo ample intelligendum est hoc beneficium pro quovis articulo. Et confirmatur, quia in hujusmodi rebus inde finita sequi aequa univerali. Secundo, quia Pontifex absolu defensori facultatem concedendam illam indulgentiam in articulo mortis; ergo etiam defensor utens illa absolutamente, absoluta plenarie, et non sub aliqua conditione; ergo absolutio non manet suspense quasi expectans adventum mortis; nec debemus recurrrere ad praecipienten Dei, quia effectus morales sint juxta virtutem et intentionem agentis, independenter ab extrinseca scientia; ergo in illa absolutio statim operatur; ergo reservatur in verum articulum mortis nova absolutio. Tertio, potest ita explicar, quia per talem indulgentiam vult concedere Pontifex plenariam remissionem solus vitae usque ad articulum mortis; quia tamen de vero articulo mortis homini constare non potest, ideo consequenter ac necessario vult ut talis absolutio instanti periculo, et quando moraliter timetum morte, concedatur; et quia non vult absolutem, quod debet esse actu legitimum, esse conditionata, ideo statim habeat effectum. Si autem postea morte non sequitur, effectus illi non est aequatus gratis, seu facultati, quia non est iurei totius vita usque ad veram mortem; ergo semper superest facultas absolvendi in vero articulo mortis a reestibus qui superfruient; ergo semper reservatur indulgentia aliqua ad verum articulum mortis. Atque ita sentit Gerson, 2 part., tract. de Absolutione sacramentali, § Quisquis uterius, Alph. 33, lit. K, et quod hanc partem idem sequitur Cordub. supra.

13. Decisio quoad absolvementum a reservatis
CAP. VIX. QUIS POSSIT ABSOLVERE RELIGIOSOS A CULPIS RESERVATIS.

Hinc vero colligo idem a fortiori dicendum esse de potestate absolvendi a peccatis reservatis pro articulo mortis simpliciter concessa; nam sine dubio per illam potest quis absolvit in gravi et morali periculo mortis, quia non potest humano et rationabili modo aliter dari, vel plus differi absolutio. De qua multo certius est statim operari, quia sacramentalis absolutio suspendit non potest, nec conditionem de futuro recipere. Si autem mors non sequatur, dari poterit similis absolutio in quocumque simili eventu, usque ad verum articulum mortis. Primo quidem ratione indigentia plenaria, quando illa conjungitur, ut in Indulitis, de quibus agimus; nam eodem sensu concessit potestas absolvendi a reservatis, quo indigentia plenaria pro articulo mortis, ut ex eodem contextu palet. Imo illa potestas absolvendi ordinatur ad indigentiam plenaram obtinendum, ut in jubileis, et per bullam Cruciatrici fieri soleat; ergo quomodum homo manet capax talis indigentis, manet etiam capax absolusionis, quem est dispositio ad illam; nam qui dat formam, dat consequentia ad formam. Secundo, etiamsi Indultum non haberet adjunctum indigentiam pleniam, sed tantum darem potestatem absolvendi a reservatis in articulo mortis, non extinguetur illa potestas per primum actum, sed semper maneret sufficiens ad absolvendum in vero articulo mortis, propter easdem rationes in priori puncto factas, quia reverta finis intentus a Pontifice per hanc facultatem, est efficax auxilium pro ipsa morte, et quia, illa non secuta, nondum habet illa facultas plenam sum. Et reverta hoc potius operatur Corduba, quod ex exemplo confirmat illud de indigentia: Sicuit alia concessiones (inquit) facta pro articulo mortis, ut ad absolvandum a peccatis et consurris in articulo mortis, ad celebrandum domi sum, et communicandum in articulo mortis, intelligenter toties, quiasitas tales articulis occurrunt, ut palet (aut) ex praecepta formatae. In fine autem illius §, solum dicit, licentiam absolvendi a reservatis expirare per primum actum, nisi alium constat de mente concedentis. Nisi autem dicimus id satis constare de mente concedentis, et priorem actum non fuisse adequatum tali facultati.

14. Sed quod tandem aliquis quse sit utilitas hujus Indulti de reservatis pro articulo mortis, seclusa plenaria indigentia; quia in mortis articulo nulla est peccatorum reservatio, ut Concilium Tridentinum, sess. 14, dicit; ergo illa facultas nec necessaria tunc est, nec utilis. Respondetur, duo per hanc facultatem concedi. Unum est, ut conferens ordinarius, qui alias non posset in illo articulo a reservatis absolvere, cum ad sit Praefatus qui absolvere possit, valeat absolutam a peccatis reservatis impedire. Quamvis enim in articulo mortis, si necessitas urget, nulla sit reservatio culparum, nihilominus non exclusitor ab illo articulo debitus ordo, ut nimium ab illo petatur absolutio, qui per se habet jurisdictionem, quia solus mortis articulus non dat aliis jurisdictionem, sed solum in defectu habentia illam, ideoque quando adest superior, ad quem per se spectat reservatorum absolutio, non potest inferior saccordos, vel ordinarius conferens absolvere a reservatis per solum commune jus. Addito autem hoc privilegio, potest quilibet conferens absolvere, prae- termisso Praefato, et absque alia facultate ejus, quia Pontifex dat illi jurisdictionem.

45. Secunda utilitas hujus privilegii est, quia ex vi illius absolvitur religiosus simplex, et sine ullo onere comparandis. Nam, licet omnia peccata in articulo mortis a quo libet sacerdote absolvit possint, tamen interdum si habeat censuram reservatam an- nexam, ratione illius reliquitur onus comparandis, quando absolutio datur ab eo a quo alias dari non possit, ut alibi tractatum est. Quando autem absolutio datur ex vi hujus privilegii, nullum reliquitur onus comparandis, sed tantum satisfaciendi. Non omitam autem advertere, in quodam privilegio relato a citatis auctoribus, et in dicto Compendio S. Hieronymi, haberis hae verba: Cum aliquis frairum incurrit in dementiam, interlam, vel aliquum sepositam loquela athesam absolutur, vel quia non sit copia confessoris, in tali caso, vel similis, absolvere sum possit in periculo mortis, et remissionem pleniam auctoritate Apostolica impendere quilibet prebyter secularis, aut regularis. Oportet enim haec verba sapienter intelligere; nam si in illis sit sermo de absolutione sacramentali, necessarium est ut aliqua confessioni fieri potuerit, saltem per generalia signa confessionis in ordine ad absolutionem postulatum. Si autem confessioni nullo modo precedere potuit, non est danda absolutio sacramentali, nec privilegium potuit talem facultatem concedere; absolutio vero se remissio indigentia plenaria dari potest in eo casu virtute illius privilegii, quia haec non est sacramentalis, nec requirit necessario precedentem confes-
LIB. II. DE RELIGIOSIS QUATENUS PRELATI SUNT, ETC.

16. Tertio dicendum est, Prelatum religiosis jure suo posse subditos absolvere a peccatis in religione reservatis, vel alteri eam jurisdictionem committere. Hec assertio quod ad priorem partem est per se nota, quia cum peccatum reservatur superiori, apud illum manet jurisdictionio ad absolvendum a peccatis hujusmodi. Est autem hoc respective intelligendum de superiore non tantum reservante, sed etiam cui sit reservatio: quamvis enim Generalis vel Provincialis solus, vel Capitulum sibi proportionato, juxta morem religionis, reservat peccatum, non tamen semper sibi reservat, sed conventualis Prelato; de illo ergo dicimus posse jure suo absolvere, et a fortiori omnem superiorem Prelatum. Sed quid si peccatum reservetur soli Generali, vel Provinciali? Respondeo, tunc non posse conventualis Prelatum jure suo absolvere; sicut non potest Parochus absolvare jure suo a peccatis reservatis Episcopo. Ad providentiam aut Provincialis, vel Generalis pertinet providere modum quo possint subditii absolvati a talibus peccatis in absentia sua, quia cum habe sit frequens et diuturna, et confessio cum absolutio non possit fieri per litteras, injustum esset cogere subditos tanto tempore confessione privari, vel cogere illos ut vel diminue confiteantur, tacendo peccata reservata, quia ab eis absolvit non possint, vel licet integro confiteantur, ut ab eis absolvit non possint, nisi per accidentem, sicuta peccatis oblitia. Imo, licet peccatum habeat annexam excommunicationem reservatum Provinciali, cujus absolutioni per litteras potest impetrari, qua imperata, tollitur reservatio culpae, nihilominus molestissimum esset subditis gravamen expectandis absolutam censurarum litterarum a Provinciali, tum propter moram, tum propter periculum reservationis; et ideo semper esset obediencia in reservatis qui potest absolvere, vel simpliciter, vel saltem sub omne compendio tempore commodo.

17. Altera pars etiam est certa, quia in Prelatio jurisdictioni circa haec peccata est ordinaria, convenit enim illi ex vi sui munere; ergo potest illam delegare. Dices: quando reservatio fit a Capitolo vel Prelato superiore, tunc inferior Prelatus solum ex commissione superiores reservantis habet jurisdictionem circa talia peccata; ergo est jurisdictione delegata; ergo non potest illam alteri committere. Respondetur negando antece-
facultate, videtur magis necessarium ut habet illum cum potestate delegandi, vel certe ut illum habeat tamquam praetores ordinarius minister respectu talis personae. Utcumque tamen id fiat, non potest vitare Provincialis quin ab eo petat facultatem confidendi alteri, et sive illum per se, sive per alium petat, excusari non potest quin consessori innotescat persona, pro qua facultas postulatur; quia non habet alium praeconem pro quo potest postulare. Sed hoc non est inconveniens, est enim tanquam onus illius numeris quod tolerandum est, nam et est necessarium ad debitum ordinem, quia etiam Praetatus, cum sit homo, indiget franco reservationis, et non potest alio convenienti modo illi provideri de ministro, qui eum possit absolvere, co quod superiorem distantem habeat. Et aliunde, sicut ratione numeris, et donorum quae ad illud supponuntur, tenetur libenter esse huysjusmodi culpis, mirum non est, si in illis inciderit, quod magus etiam sentiat omnes et gravamen.

20. Occurrat tamen statim quosque, an superior non solum possit, sed etiam tenetur delegare hanc facultatem quando subjitus id postulet. Sed hanc questionem tractavi sufficienter in 4 tomo, disp. 30, sect. 4; et in 5 explicavi modum concedendi illum; quae loco loco repetere necesse non est. Sed propter quosdam, qui nimiam licentiam in hoc negotio subjitus concedunt, addendum hic occurrerit vulgare dobum, si Praetatus neget hanc licentiam subjito potenti illum per se, vel per alium, an eo ipso possit subjitus alteri confideri, et ab illo absolvit apscssus reservativus. Non enim defuerunt qui id affirmarent; quia tunc subjitus vim patitur a Praelato; ergo eo ipso habet jus confideri alteri. Antecedens patet, quia Praetatus graviter peccat negando huysjusmodi facultatem, contra suum manus, et contra praecipsum Pii V, in quodam Motu proprio anno 1571, Praedicatoribus concesson, in quo declarat eos non posse per Bullam Cruciatam eligere confessorem sine licentia Praetorum. Et subjut: Eiodem tamen Praetatis in usu huysjusmodi potestatis, seu cum subjitus, benignos et faciles ess exhibitum, praepossumus. Consequentia autem probatur, quia, eo ipso quod inferior Praetatus injuste negat dictam facultatem, presumitur superior Praetatus, vel ipse Papa concedere illum, ne subjitus perplexus et sine remedio maneant.

21. Sed nihilominus sententiam hanc falsam esse existimo, quia nullo jure fundatur, nec auctores antiqui illum docent, nec talis consuetudo est inter timoratos viros, nec de nique ratio uta illi suffragatur. Nam in hoc sacramento non sufficit ratilhabitio de futuro, nec voluntas præsumpta, si non sit de aliqua voluntate, quam revera habet vel habuerit Praelatus, et præsumptio fundetur in aliquidbus sufficientibus signis talis voluitatis; in presenti autem nulla sunt talia signa, neque uta verisimilidudo, quod superior habet vel habuerit talem voluntatem. Imo, si prudenter res consideretur, existimo nee ratilhabitationem de futuro hic intervenire, quia potius Praelati superiores praesumendi sunt gravata ferre huysjusmodi subditorum libertatem, quia licet aliqui fortasse interdum possit esse utilis, sicut esse in ruinam, et in dispensum religionis. Denique illa sententia, intellecta de absolutione directa a reservatis, parum considerata est doctrinae Conciliii Tridentini, sess. 14, c. 7; quomodo autem possit sano modo explicari, statum dicam. Videantur quae generatim de hac facultate petita, et non obtenta, dixi in 4 tomo, disp. 17, sec. 4.

22. Sed quaret aliiquis, quid faciet poniens cui hae facultas negatur, et necessitate habet celebrandi vel communicandi, ita ut si omittat, scandalum vel infamia sequatur. Quidam dicunt, habita contritione, vel probabiliter existimacione eus, posses communicare, non præmissa confessione, tanquam is qui non habet copiam confessoris. Sed circa hoc est imprimit adverdendum, non quod cumque peccatum Praelati in deneganda facultate sufficeret, ut statum concedamus subjito hanc, vel simillem licentiam. Potest enim hoc peccatum consistere, vel solum in nimio rigore, et in periculo in quo constitut subjitus, vel male confideri, vel concipiendo aersionem et quasiodium confessionis; vel potest esse peccatum in hoc quod superior intendit abuti notitia confessionis, ulla ut subjitus inde probabiliter timeat aliquod grave damnum, vel fractionem sigilli. Quando peccatum est tamen primit generis, illud non est satis ut subjitus deobligetur ab observatione divinorum præceptorum, quando vincendo difficultatem, et sustinendo rigorum nium superioris, nullum probabile in commodum, neque injuriis sacramenti ti met, licet superiori confiteatur, sed solum ruborem, verecundiam, et similis difficultates, que, moraliter loquendo, non sufficient ad excusandum a divino præcepto. Si ergo
in eo casu communicare vult, confiteatur integre cui potest, quia habet divinam obligationem, et nullam sufficientem excusationem.

23. Quando autem peccatum est posterioris rationis, habet sine dubio subditus sufficientem excusationem, ut constat ex materia de Penitentia. Potest ergo tunc communicare, licet superiori non confiteatur. Addo vero, etiam posse confiteri alteri ordinario confessori, et ab eo posse absolv, quamvis absolutionem solum cadat directe in peccata non reservata, et alia tollantur solum indirecte, sicut obiita. Imo vero non solum existimo hoc posse fieri, sed etiam esse convenientius, et omnino facienda, si quis habeat conscientiam alterius peccati mortalis non reservati; quia ille est dispositus ad confessionem, et ad effectum absolusionis, quantum est ex se, ut supponimus, et aliquin confitetur quantum potest, et quomodo potest; et quod licite id facit, cum sit in necessitate communicandi; quae est sufficientis ut debet sic confiteri, tum ut impleat preceptum divinum, tum ut fiat ex atrito contritus, si fortasse non pervenit ad veram contritionem. Confessor autem potest et debet tunc absolusionem prestatre, si sibi constet penitentem habere justam excusationem non confitendi superiori, quae poenitentis est dispositus, et integre confitetur quantum potest, et est in sufficienti necessitate absolusionis. Neque est quod confessor de jurisdictione dubitet, quia tunc non ulit tur jurisdictione presumpta (in quo differt hoc sententia a precedentii), sed utitur jurisdictione certa, quam habebat debet circa illa peccata confessa, quae sufficit ad clendiendum sacramentum, quo indirecte tollantur peccata reservata, etiamsi in illa nulla sit jurisdiction. Per hoc autem remedium subvenitur necessitati penitentis, et servatur reverentia debita sacramento Eucharistiam, et non minutior rigor reservationis, nam semper manet eadem obligatio confitendi directe illa peccata superiori, vel ei qui ab illo jurisdictionem habebat; in quo maxime differt hic modus dicendi a precedentii in n. 20, nam juxta illum, consecuta semel absolutio, non oporteret illa peccata iterum confiteri superiori, quia remissa fuisse dicuntur per jurisdictionem ipso jure, vel tacite datam a majori Praelato; imo etiam sit ut penitens maneat liber ab omni onere comparandi, quia sicut praeumitur jurisdictionis data, ita presumitur absolute et simpliciter data; maxime ubi peccatum non habet annexam censuram reservatam, quod sine dubio maximum inconvenientis est. Et ideo illa jurisdictione presumpta, ut dixi, nullo modo est admittenda; absolutio autem directa juxta mensuram proprie jurisdictionis, cum remissione indirecta corum peccatorum, in multis casibus necessario admittenda est, ut ex propria materia constat; unus ergo illorum est hic, de quo agimus, et alium similarem in sequenti videimus.

CAPUT XX.

AN PRÆLATI REGULARES POSSINT ABSOLVE SER UMBITOS A CENSURIS.

1. Haecentus de peccatorum absolutione dictum est, jam de absolutione censuram agendum, quæ possunt etiam distinguiri in censuris ipsiusmet religionis, et ab extrinsico provenientes; item in censuras a jure vel ab homine; item in reservatas et non reservatas. Deinde potestas absolvendi ab illis esse potest vel ex jure communi, vel ex jure et priviliegii regularibus. Primo ergo dicendum est, Praetum religionis jure communi posse absolvere ab omnibus censuris non reservatis, et ipso jure latis, sive sit jus commun, sive proprium religionis. Probatur ex cap. Nuper, de Sentent. excom., ubi quilibet proprius sacerdos dicitur habere hanc potestatem; quia ubi conditor juris absolutionem non reservat, concessisse videtur, ut ibidem dicitur. Quæ regula in omni jure, tam communi, quam regulari, eadem ratione locum habet; Praetatus autem religionis est proprius sacerdos suorum subditorum, ut per se constat; ergo. Ex quo infero, etiam ordinarium confessorem conventus, vel quenqueque alium approbatum ab ipso Praetulo ad audivendas confessiones subditorum, cum jurisdictione absolvendi a mortalibus non reservatis, posse etiam absolvare a quibuscumque censuris non reservatis terra peccata contractis; nam iuxta probabilitatem sententiam, quam in tum supra approbavimus, deciso cap. Nuper extenditur ad quemlibet sacerdotem habentem jurisdictionem ad absolvendum a peccatis mortalibus, ratione quorum censeitur consequenter concessa potestas absolvendi ab hujusmodi censuris; nam, qui delegat potestatem ad aliquid, censeetur concedere potestatem ad omnia necessaria ad tales finem, ut est vulgatum in jure. Et confirmat—
CAP. XX. AN PRÆLATI REGULARES HABEANT POTESTEM ABSOLVENDI, ETC. 215
tur, quia aliqua est constituita differentia inter excommunicationem reservatam vel non reservatam Prælatu; nulla autem esset, si confessio ordinarius non posset absolvere ab excommunicatione non reservata. Hic autem oiebatur dubium de censuris juris communis peculiariter commissis Episcopis, de quo infra dicemus.

2. Secundo dicendum est, Prælatum religiosius jure ordinario posse absolvere subditum ab omnii censura lata ab homine, tam per sententiam generalem, quam per particularem, nisi sit lata a superiore Prælatu suo. Probatur assertio, quia censura ab homine, ab eodem toli potest a quo fuit posita, vel ab ejus superiori; sed religiosus non potest ab alto homine excommunicari nisi a Prælatu suo; ergo ab eodem potest et debet absolv. Habet ergo Prælatus jure ordinario hanc potentatem, quam si consideretur in Prælatu superiori, extendere ad omnes censuras latas ab inferioribus PræLATis sibi subjectis. Atque hinc facile probatur exceptione: nam inferior non potest superioris sententiam revocare.

3. Potest autem queri an illa exceptione intelligenda sit tam de sententia generalis, quam de particularis. Breviter tamen respondeo quod, licet in rigore juris utique adhibenda videatur, nihilominus ex usu et præ interpretatione, generalis sententia in hoc equipmentur juri, ita ut, si censuram sic latam Prælatus sibi expresse non reservet, eo ipso illam ordinarius Prælatus vel confessarius reservare censeatur, jure regulam dicti cap. Nuper. Solum ergo in sententia specialibus illam limitationem intelligatur. Ex dictis autem constat, nomine Prælati in presenti comprehendi Sumnum Pontificem, qui generalis et specialis titulus est supremus Prælatus religiosorum, et ideo ipse potest absolvere quoscumque religiosos a quibuscumque censuris latis a qui busscumque aliis Prælatis; aliis vero non possunt absolvere a latis ab ipso, nisi quatenus ab eo conceditur, vel expresse, vel per generalam regulam cap. Nuper.

4. An de censuris ab Episcopis latis procedat assertio.—Peculiarem vero difficultatem habet quid dicendum sit de excommunicatione religiosi lata ab Episcopo in casibus in quibus eam in religiosos ferre potest, etiamse exempti sint; nam de sibi subjectis nulla est questio, quia cum ipse sit ordinarius Prælatus talium religiosorum, regula posita in eo locum habet. Potest autem interduum Episcopus aliquid precipere religiosus sub pæna excommunicationis, ut quod ad processionem vocati accedat, iuxta Concilium Tridentinum, sess. 25, cap. 13, de Regul., et in aliis casibus illis commissis in eadem sessione, variis decretis de Regularibus, et sess. 5, cap. 1, de Reform., et aliis locis similibus. Tunc ergo, cum certum sit ipsummet Episcopum posse absolvere, et a fortiori Pontificem, de Prælatis religionis dubium est, nam cum non sint subditi Episcopis, non videntur comprehendendi sub exceptione posita; poterunt ergo absolvere subditos ab his censuris. Respondos nehilominus non posse, quia in eo actu reversa sunt Episcopi superiores Prælati respectu Prælatorum religionis; nam vel Episcopi in eo actu procedunt ut delegati Sedis Apostolicae, ut sepe in dicto Concilio dicitur, et tunc constat non solum esse superiores, sed quodammodo supremos, quia utantur jurisdictione Pontificia sibi delegata; vel se gerunt ut præsia jurisdictione utentes, ablatâ exceptione, quantum ad talem casum; et sic etiam sunt superiores, quia omnes Prælati religionis jure ordinario essent subditi Episcopis, nisi essent exempti; ergo pro illis casibus, in quibus exempti non sunt, manent inferiores Episcopis; ergo non possunt absolvere a censura lata ab Episcopo in aliqul tali casu per sententiam particularum, nam de generali aliud est, ut diximus.

5. Privilegium emens religiosos a censuris, nisi nominetur.—In quo tamen obiter notandum est privilegium concessum a Nicolao IV, quod his verbis refertur in Compendio Societatis, verb. Excommunicatione, § 3: Nicolao IV noluit fratres ligari aliqua sententia excommunicationis, suspensionis et interdicti, hominis, nisi nominatur fuerit mentio, nec suficiet, si dicaret in sententia generalis, ut perinde valenter, ac si essent nominati expressè. Quod privilegium si intelligatur de expressa nominatione singularam personarum regularium, est satis magnus; et si autem intelligatur solum de expressa nominatione talis vel talis religionis, vel monasterii, et omnium religiosorum ejus, minorem continet gratiam, sufficientem tamen ad explicationem privilegii, si alia verba non repugnant. Videtur prior sensus magis consentaneus verbis, quia proprium non dicitur fieri mentio nominatim aliquidum quando sub generali appellatione talium religiosorum comprehenduntur; præsertim quia ibi dicitur, non suficienti, si dicatur in sententia generalis, ut perinde valenter ac si essent nominati expressè. Quod credibile non est
positum esse propter nominationem religionis aut monasterii, quae facilimero negotio fieri potest expresse; posuit ergo est propter expressam nominationem personalem. Ita ergo videtur hic favor intelligendus, ampliandus, et valde notandus.


7. Circa delegationem autem occurrunt illa vulgaris interrogatio, si superior committat potestatem absolvendi subditum a censuris, an censeatur commissa ad absolutum a censuris reservatis. Videtur enim negative respondendum, juxta regulam textus in cap. 2, de Pœnit. et remiss., in 6. In contrarium autem est, quia per illam facultatem plus videtur concedi quam per facultatem absolvens a peccatis mortalibus non reservatis; sed per hanc conceditur consequenter potestas absolvendi a censuris non reservatis, ut num. 1 diximus; ergo ut illa facultas aliquid operetur, oportet ut extendatur ad censuras reservatas. Respondetur nihilominus, si alio de non colligatur hancuisse menem concedentis, non esse facile extensionem illam admittendam, propter citatam regulam, et quia potest illa expressa et directa concessio fieri ad tollendam omnem dubitationem vel opinionem; nam in jurisdictione delegata non est certum, eum, qui potest absolvere a mortalibus, posset etiam absolvere ab communicatione majori non reservata, licet sit probabile; item potest operari illa facultas, ut absolutio a censura per se detur sine ordine ad absolutum sacramentalem. Hoc autem procedit quando in religione sunt quaedam censurae reservatae, et aliae non reservatae; nam si tantum essent reservatae, necessario venirent sub generali appellatione, quae in tali religione non sunt aliae; et ideo ex materia ipsa fit sufficiens determinatio.

8. Dico quarto: Praelatus religionis, partim iure communi, partim ex privilegio, potest absolvendi subditos a censuris reservatis Papae quae in iure commissa sunt Episcopis. Non agimus de censuris quas ipsi Episcopi sibi reservant, quia illae non liant religiosis exemptis, de quibus agimus; censura utem Papales liant illas, si aliqui ad illas vel specialiam, vel generatim dirigantur; et consequenter etiam reservatio Papalis ex se vim habet respectu illorum; ideoque nisi ab ipso Papa detur aliquo modo jurisdictio, non poterunt ab illis absolvit. Solet autem in iure committi Episcopo in aliquibus casibus absolutio a censura Papae reservata: quod dupliciter continget, siclicet, vel simpliciter ex generali ratione Episcopalis jurisdictionis, vel ex peculiaris commissione, et praeertim siadatur, ut legato Pontificis. Priori modo committitur ei absolutio ab communicatione can. Si quis suadenter, ut in cap. Personis, cum similibus, de Sent. excom., et in Concilio Lateranensi, sub Alexandro III, p. 41. In his ergo casibus et similibus, absolvere possunt Praelati religionum suas subditos iure ordinario. Probatur, quia habent in illos jurisdictionem Episcopalem, et praeertim in his rebus quae ad spiritualem salutem et mediisnam pertinent, ut est absolutio a censura; sic ertz ergo illam jurisdictionem habent communis iure, ut supra probatun est, ita etiam habent potestatem absolvendi in his casibus.

9. Non procedit equiparatio, sumptis Episcopis ut legatis Sedis Apostolicae.—Novo tamen privilegio Piæ V revere procedit.—Posteriori modo sunt multe concessiones factae Episcopis in Concilio Tridentino; illa vero præcipua est, quæ habetur sse. 24, cap. 6, de Reform., ubi conceditur Episcopis facultas absolvendi in quibuscumque casibus occultis, Sedis Apostolicae reservatis. Quae concessio, si nuda verba inspiciantur, videtur esse prioris generis, et consequenter extendit ad Praelatos religionum, etiam iure ordinario. Nihilominus, in quarto tomo tertii partii., disp. 30, sect. 2, n. 7, propter quorum responsionem Congregationis Cardinalium, oppositione dixi; retalia tamen ibidem Motum proprium Piæ V, in quo facultatem illam extendit ad Praelatos ordinis Predicatorum; quo
privilegio alio etiam religiones per viam communicationis uti possent. Conceditur autem illa facultas tam Prioribus conventualibus, quam superioribus Praelatis. Unde constat superiores aut vicarios ordinarios non posse illa facultate uti, nisi eis a Praelatis delegetur; intelligetur autem delegata, quoties Praelatus, a monasterio absens, vicarium loco suo relinquat. Fruentur autem illa facultate superiores parvorum conventum, qui, licet Abbates aut Priores non nominentur, munus tamen integre exerceunt, et immediate Provinciales subjeciuntur. Atque idem dicendum est circa priores casus, in quibus hi Praelati utantur sua jurisdictione ordinaria, juxta superius dicta de his Praelatis, et eorum jurisdictione in genere.

10. An quod censuram ob heresim aequiparentur etiam Episcopi idem Praelati. — His autem occurrebat specialis questio de exemptione personarum per peccatum heresius, an possit ab his Praelatis absolviri per illud privilegium Pii V; dicendum autem est, si Conclitii facultas revocata non esset, sine dubio id possent hi Praelati, quia extensio Pii V generalis est quod omnes facultates; Concilium autem concedit hanc facultatem Episcopis, saltem per seipsum. Ego autem, in d. sect. 2, probabilius censui dictam facultatem esse revocatam per Bullam Conae, quod explicando eamdem Bullam in tom. 5, et disp. 21, de Fide, sect. 4, n. 12, iterum confirma vis, et nunc etiam verum censeo, etiamsi nonnulli moderni oppositorum docuerint, in quibus sunt Henrici, lib. 3 de Pemnit., cap. 3, et Emman. Rodr., tom. 4, q. 20, art. 10, et in explicat. Cruciatae, § 9, num. 70; Guttiere, in Quest. canon., statim citandus. Unde consequenter in praesenti pro indulbato habeo, non posse hos Praelatos absolvire ab hac censura ex vi Concilii, et privilegii Pii V, quod etiam sensit Sacn., lib. 2 Declar., c. 44, n. 7, tum quia ille non vult ut hi Praelati in hac parte habeant majorem jurisdictionem quam Episcopi, sed tantum ut non sint pejoris conditionis; tum etiam quia revocatio, quae fit in Bulla Conae, generalis est quod omnes, qui non habent facultatem peculiarem in casibus ibi contentos, prout ibi reservatur.

11. Addunt vero aliqui, quod, licet Episcoporum facultas non esset revocata, Praelati religionem illam non habent, quia illa non est data Episcopis, ut Episcopi sunt, sed ut inquisitores sunt, quod minus Praelati religionem non habent. Sed hoc non potest satis probari ex verbis Concilii Tridentini; nam, postquam generaliter de alis criminibus occulti dixerat, subdit: Idem et in heresia crimen, etc.; ergo hoc etiam committit Episcopis, ut Episcopi sunt; solum addidit restrictionem, ut non possint eam potestatem delegare; de cuius restrictionis sensu alibi disputandum est. Vide quae dixi disp. 30 de Penumit., sect. 2, et disp. 21 de Fide, sect. 4, et disp. 21 de Censur., sect. 3, n. 5; et Cordub., in Summa Hispana, quest. 8; Guttiere, in suo Questionario, cap. 13, num. 28; Emman. Rodr., tom. 1, q. 20, artic. 14. Igitur, licet Concilium ex se non extendatur ad Praelatos religionem, sed solum ex concessione Pii V, tamen, illa supposita, non dubito quin extensio comprehendat etiam crimen heresis; tamen revocatione aequae etiam extenditur, ut dixi, et in sequentibus amplius explicabo.

CAPUT XXI.

A QUIBUS CENSURIS ET PENIS POSSINT PRÆLATI REGULARES ABSOLVERE SUOS SUBDITOS PER PRIVILEGIUM RELIGIONIS, PRÆSENTEM MENDICANTIBUS, CONCESSUM.

4. In hoc puncto, quod primum in fine precedentis capititis proposimus, dicendum est censuras Pontificias esse materiam horum privilegiorum. Hoc constat ex eorum verbis, quæ universalis sunt, et prædictam distributionem multis modis declarant. Quia vero sub universalis clausula non solent specialiter causae comprehendi, dubitari imprimis potest ad sub ea comprehenditur casus reservati in Bulla Comæ; qui, ut aliquid censent, ita sunt specialiter, ut sub generali facultate non comprehendatur, quæ de re videat Staphylenum, de Reservat. in forma Brevium, pag. 491; Gomez, in tract. Brevium, num. 26. Nihilominus dicendum est comprehendiri, non quidem sub singulis privilegiis, nam, ut dixi num. 12, cap. preceed., in aliquibus sunt vel tantum generalis, vel nimis limitata, sed sub omnibus simul. Primo quidem est privilegium Sixti IV, cuius fit mentio in nostro Compendio, § 6, verb. Absoluto, ex Monumentis Minorum. In eo enim a generali exceptione quatuor tandem casus excipiantur; exceptio autem, ut juristæ aient, firmat universaliter regulam in contrarium; ergo ex vi illius Indult aut extenditur hec facultas ad omnes alius casus in Cena Domini contentos, et quomodo omne Pontifici reservatos. Erant autem casus excepti a Sixto IV. Primo, relapsus in haeresim; schisma; litterarum Apostolicae falsiçatio; et delatio prohibitorum ad infideles. Qui omnes sunt casus in Bulla Comæ contenti, et ex his quæ circa illius expositionem, tomo de Censur., disput. 21, sect. 2, diximus, satis clari. Ex his autem intelligentias vis rationis factæ; nam ex eis constat, illam facultatem extendit etiam ad primam lapsum in peccatum haeresis, quod inter omnia reservata habet maximam specialitatem; ergo a fortiori intelligatur concessi omnes alius casus ibi non excepti. Item cum in sola haeresi relapsus excipiatur, in aliis non exceptis quicunque relapsus, seu quodcumque recidivum intelligatur concessum.

2. Neque hodie excipitur casus haeresis. — Quod de aliis tribus casibus exceptis cum haeresi a Sixto IV. — Extenditur etiam ad omnes casus cap. Si quis suaventer. — Addo vero ulteriorius, illam exceptionem magna ex parte sublatam esse per concessionem Gregorii XIII Societatib factam, absolvendi ab haeresi, et a relapsus etiam in haeresim, eos omnes quæ sub Societatis obedientia vivunt, si quis (quod Deus averrat) in eam inciderit, ut dictum in dieto Compendio, § 7; et in 9, additur, eadem facultatem concessisse Alexandrum VI Minoribus de Observantia, cum duplici tamen limitatione, scilicet, pro solis Ultramontanis, et dummodo relapsorum crimina publica et notoria apud seculares non sint; Gregorius vero nullum limitationem addit. Circa quam extensionem dubitari potest, an per illam sublatita sint alii tres exceptiones posita a Sixto IV, nam ita videtur affirmandum, quoniam potissima illarum exceptionum erat relapsus in haeresim, et inter omnes casus ille habet maximam specialitatem; ergo illo concesso, reliqui omnes consentur concessi. Sed nihilominus ex vi illius solius Indult non auderem hoc affirmare, quia in materia jurisdictionum et potestatum argumentum illud non est firmum, nam potest quis habere jurisdictionem ad judicandum de gravissimo crimi, et non de minori, maxime in jurisdictione delegata, quais datur per hec privilegia. Verum est, juxta materiam subjectam, intentionem illorum Pontificum videri fuisset, ut omnis exceptio et limitatione auferretur. Existimamus supposisse alias exceptiones jam sublatas, et ideo illam tantam, quæ maxima erat, abstulisse; ablatæ autem videntur alii exceptiones per privilegia generalia, quæ exceptiones non habent, et addunt illam clausulum: Etiamsi talia forent, propter quas Sedes Apostolica esset consulenda. Dices, per hanc clausulam, etiam exceptionem relapsus in haeresim videri sublatam. Respondeo, adeo esse speciale casum illum, ut sine specifica expressione non putaretur concessus, etiam per illa generalia verba; sicut in disput. 21 de Fide, sect. 4, diximus per privilegia concedentia facultatem absolvendi a casibus Comæ, non comprehendenti haeresim, nisi exprimatur. Proprietæ igitur specifica concessio et extensio merito obtenta est. Atque ita relinquitur satis probata conclusio quod omnes censuras a jure, et Pontificias, quia omnes continentur vel extra Bullam Comæ, vel intra illum; sed ad utraque extenditur hec facultas; ergo. Quocirca, non est dubium quin haec facultas se extendat ad excommunicationem cap. Si quis suaventer; nam, licet
olim de jure communi haec censura committeretur Episcopo in gravioribus casibus, et Abbati in levioribus, cap. Monachi, de Sentent. excommun., tamen etiam illa concessio generalis non erat, sed solum quando perccessio erat monachorum inter se. Et licet postea extensa sit ad persecutionem clerici secularis, cap. Religioso, de Sentent. excommun., in 6, tamen et soli Episcopo committeretur, et non universaliter, sed in persecutione non enormi, justa communem interpretationem; at vero juxta predicta privilegia absolute concessa est haec facultas, non in speciali, sed per sufficientem clausulam generalem, ut explicatum est.

3. Dubium insurget, an dicta privilegia uel sic valent. — Dubitari vero hic potest, an haec privilegia uellicie sufficient ad hujusmodi observationem. Est autem duplex ratio dubitandi: prima, quia privilegia non cadunt in futuras reservationes; ea autem reservationes Cæsae Domini singulis annis renovantur, et tanquam de novo sunt; ergo privilegia prius concessa non extenduntur ad illas. Quæ ratio procedit de quibuscumque casibus post dicta privilegia reservatis, etiam extra Bullam Cæsæ. Alia ratio est, quia haec facultates videntur revocatas per posteriores Bullas Cæsæ, in quibus ad finem dicitur, etiam præecessit quorumvis facultatum vel Indulgentiam, quibuscumque personem quorumvis ordinum, etiam Mendicantibus, ipsissime Ordinibus, et eorum monasteriis, etc. Per quæ verba videntur expresser derogata dicta privilegia. Didicendum nihilominus est primo, haec privilegia de se sufficiere ad absolvetum a quibuscumque peccatis reservatis, tam in Bulla quam extra illam, etiam si reservatio post concessiorem privilegiorum facta sit. Probatur, quia sensius illorum privilegiorum non est per ea dari facultatem ad absolvetum ab illis peccatis, quæ tunc reservata sunt, quando privilegei conceditur; sed ab illis quæ tunc reservata sunt, quando fictus est, et absolutio praestanda est; ergo, licet reservations sit posterior, nihil refert. Antecedens probatur, quia imprimis Papa potest hoc sensu suam jurisdictionem delegare, ut est apud omnes indulbitatum, quia potest facere delegationem de se perpetuum, id est, quando revocata non fuerit, et potest suam propriam jurisdictionem, et pro tempore vitae suæ illo modo delegare; ergo pro omnibus futuris temporibus. Quod autem hoc etiam intendent probatur, quia concedit illa privilegia ut per-

petua, et ut generalia ad omnes casus reservatos; non possent autem esse talia, nisi ea intentione concederetur. Item, quia privilegia illa sunt absoluta, et continent gratiam et favorem, quæ in nullius prejudicium cedunt, nisi ipsius concedenissi: ergo non sunt a nobis restringenda, sed amplianda potius, justa communem regulam juris.

4. Confirmatur a simul: nam, si Rex eximiat oppidum ab aliquo onere, quantumcumque postea crescat, tôtum id, quod in futurum auctum est, censetur exemptum, ut tradit Baldus, in l. Cum fundus, ff. de Legatis, 2, et tractat Covar., in Pract., cap. 2; ergo similiter, etc. Confirmatur secundo a simul: nam si Pontifex concedat regi presentationem beneficiorum talia provincie, vel civitatis, extenditur illa concessio etiam ad beneficia postea creada, argum. cap. Quia circa, de Privileg., ubi ratio afferetur, quia in beneficis plenissime est interpretatio adhibenda; ergo multo magis in presenti adhibenda est, tum quia novae reservations sunt quotidiane, et ideo facilius creditur de eis cogitasse Pontificem, quando tale privilegium concessit; tum etiam quia haec privilegia data sunt propter publicam et magnam utilitatem, scilicet spiritualenum, justa ea quæ tradunt Joan. Andr., in c. Quod sentit, de Regulis juris, in 6; et Panormit., in c. Quia circa, n. 5; Alexand., lib. 2 Consil., consilio 178, n. 21. Tandem confirmatur ex usu sequentium Pontificum; quando enim volunt ut talia privilegia non valent ad absolvetum a casibus denuo ab ipsis reservatis, revocant expresso dictas facultates; ergo supponunt illas de se extendi ad subtectas etiam reservations.

5. Secundo dicendum est, predictas facultates non esse revocatas per Bullam Cæsae Domini; circa quam assertionem scidendum est, olim in revocatione, quæ fesabat in Bulla usque ad Gregorium XIII, solita fuisset ponit illa tantum verba quæ supra repetimus; illis vero, ut notavit Navar., c. 27, n. 73, addidit Sextus V haec verba: Nisi in eis etiam casus presentibus litteris expressi comprehendantur, quæ etiam adduntur in Bulla S. D. N. Clementis VIII. Igitur juxta hanc additionem manifesta est conclusio maxima, quia per illa verba declaratur non revocari privilegia, in quibus conceditur specifica facultas absolvendi a casibus Bullæ Cæsæ; hujusmodi autem sunt privilegia regularium, ut ostendimus; ergo. Specialiter etiam concessit Gregorius XIII Societati, ut mulie ejus facultates per Bullam

6. Discituri assertio, spectata Bulla Coena ante hos Pontifices. — Qui stat pro revocatione. — Qui revocationem negent. — At vero juxta antiquum formam, dubium erat an talia privilegia essent revocata, propter verba superius citata, sine prædicta, vel aliqua alia limitatione posita. Et affirmandum censuit Collector privilegiorum Mendicantium, verb. Absolutio ordinaria quoad fratres, § 13, ubi refert responsam Cardinalis Alexandrini, ita affirmant. Aliquibus tamen viris doctis nimirum rigorosa visa est illa interpretatio, quia non putant verisimile Pontificem voluisse revocare omnes facultates datas in specie ad ipsosmet casus Coene; quia inde possunt inferri multi commercia, quae vi dentur absurda, quæ indicant magnam in constantiam in voluntate principis, quæ presumenda non est, ut latius refert Emman. Roder., tom. 1, q. 20, art. 9. Ad illa vero in commoda respondere possunt, hanc revocationem non esse intelligendam respectu ejusdem Pontificis, qui concessit privilegium, ut adnotavit etiam Cardinalis Alexandrinus, quia de eodem verisimile non est infra eumdem annum velle revocare facultatem perpetuam, quam in specie concesserat, præsertim cum illa revocatio, cum sit ordinaria, censeatur prævia: nam videtur elucidare vel decipere concedendum hoc privilegio, quod statim est revocaturus; respectu ergo ejusdem magnum habet ille conjectura, quæ, quando est adeo vehemens, magnam ilium habet in interpretatione legum, ut late prosequitur Tira quel., in Prefatione ad 1. Si unquam, n. 37; at vero quando Bulla revocatoria edita est a diverso Pontifice, nulla potest argui inconstantia, quia, cum diversa sit voluntas, non est inconstantia quod una revocet quod alia voluit, ut quodie fieri videturus; nec particularia incommoda, quæ hinc inferuntur, aut potius cogitaturn, apud me vim habent, quia sunt valde privata et extraordinaria, quæ morales leges non considerant. Probabilis fundamentum illius sententiae esse potest, quia facultas absolvendi a casibus Coene, non conceditur, nisi in specie detur, nec sufficit clausula generalis absolvendi a casibus reservatis Papae, ut multi sentient; ergo et a converso facultas specialis ad absolvendum a casibus Coene non revocatur per clausulam generalern, donec expressa mentio illius fiat; sed in Bulla Gregorii XII, et aliis, non fiebat talis revocatio, sed tantum generalis. Unde juxta hanc sententiam et rationem, per illa verba solum revocantur generalis facultates absolvendi a censuris reservatis Papae, ut nimium ille non sufficient ad absolvendum a casibus Coene, non vero revocantur facultates expresse hoc concedentes, quod quidem explicavit Sixtus V, non vero addit.

7. Prima objectio contra allatam rationem. — Secunda objectio. — Verum tamen haec ratio videtur seipsam falsificare; nam, si facultas generalis ad absolvendum a casibus omnibus Papae reservatis non comprehendit casus Coene, ergo talis facultas non est revocabilis per prohibitionem absolvendi a casibus Coene; quia non revocatur nisi facultas qua antea erat; sed antea illa non erat facultas absolvendi a casibus Coene; ergo per Bullam Coene non revocabantur illa privilegia generalia: atque adeo ex illa ratione potius sequitur, per illa verba solum revocantur illa privilegia, quæ in specie illos casus concedebant, nam alia generalia per se erant limitata et exclusa. Dices: ergo immemento in Bulla Sixti V illa additio facta est, quia destruit ipsam revocationem. Respondeo,inde fieri probabile oppositum esset, in quo fundatur prædicta ratio, quæ ali modus ut impulsatur. Nam per universalem clausulam absolvendi a casibus Papae reservatis, datum facultas etiam ad casus Coene in specie; ergo e converso per revocationem generalem absolvendi a casibus Coene, revocantur etiam facultates expresso illos concedentes. Antecedens probatur ex mente Sixti V et Clementis VIII; addendo enim illam limitationem, supponunt dupliciter dari facultatem ad absolvendum a casibus Coene, scilicet, per generalem clausulam, vel per specificam, et ideo declarant se revocare priorem facultatem, non posterioriem. Idemque confirmari potest ex aliis Indulitis, in quibus Pontifices generales concedentes suos casus, exceptum casus Bulle Coene, supponentes comprehendi, nisi excipiantur. Sed haec rationes non concludunt, quia in his litteris Apostolics aliqua verba addi solet tantum ad majorem declamationem, et ad tollenda dubia.

8. Ad primam objectionem in numero precedent. — Ad secundam objectionem in modo numero. — Unde sustinente illud fundamentum (quod probabilis est), sub concessione generalis casum Pontificis non comprehendit casus Coene, dicendum est ad priorem objec-
tionem, hoc ipsum provenire ex vi illius clausulae, et ideo respectu precedentium privilegium esse revocatoriam ex parte; respectu vero subsequentiium esse quasi declaratoriam seu impedientem, no ad hos casus extendatur. Per illa enim verba factum est ut illi casus tam speciale habeant reservationem, ut sub generali clausula absolvendi a reservatis non comprehendantur. Si enim non addereatur illa clausula revocatoria privilegium, non esset cur illa omnia delicta non comprehendentur, quia atrocitas culpam non sufficit per se sola; alia enim fortasse delicta, ut simonie, vel blasphemie, sunt tam gravia ac multi casus Bullae Caenee, et nihilominus licet habeant annexam excommunicationem reservatam Pontifici, comprehenderunt sub illa clausula generali absolvendi a reservatis. Si ergo casus Caene non comprehendantur, ideo est quia per illam clausulam revocatoriam sunt exempti, et ita per illa verba et revocantur vel limitantur quoad hanc partem privilegia prios concessa, et simul fit ut subsequentia privilegia, sub generali clausula concessa, hos casus non comprehendant. Ad secundum ergo objectionem ex verbis Pii V, respondunt, solum esse addita ad hoc ipsum explicandum, scilicet, privilegia generalia non sufficer ad absolvendum ab his casibus, et forte ita explicasse mentem suorum predecessorum. Et similis modo, si aliquando in generalibus privilegiis fit exceptio casuum Caenas Domini, ad majorem claritatem fieri, non quia sit necessarium; et ideo vero fit illa exceptio. Frequentius e converso quando Pontifex vult privilegium extendere ad casus Caenee, eos specialiter exprimit, sentiens in universalis clausula non comprehender. Est ergo probabile, privilegia religionum in hac parte nunquamuisse revocata per Bullam Caenee; ineunt tamen; et ideo prudenter Societas declarationem vel renovationem obtinuit a Gregorio XIII; jam vero per posterioris Bullas dubium sublatum est.

9. An dicta privilegia extendentur etiam ad causas proprie simoniam contractas. — Resoluto, extendes omnes praeter contractas ex ordinatione simonieae. — Superest vero aliud speciale circa censuras que per simoniam contrabundunt. Nam, licet dicta privilegia ad illas etiam extendatur, ut declaratum est, tamen Sixtus V, in Motu proprio adversus clericos male promoto, § 8, easdem poenas renovans, et alias addens, sibi que eas reservans, revocat omnia privilegia, etiam in Mari magnio contenta, vel quibuscumque ordinibus aut personis regularibus concessa, et simuliter derogat facultatem Concilii Tridentini concessam Episcopos ad absolvendum a casibus occultis. Quae revocatio integra adhuc manet, quia, licet Clemens VIII, Motu proprio edito anno 1595, constitutionem illam Sexti V reducierat ad terminos communis juris et Concilii Tridentini, addidit exceptionem: Praeter quam contra simonieae ordinatis et ordinantibus infictas. Respondetur imprimis hanc revocationem non esse generali de quacumque simonia, sed de illa tantum que circa ordinis committitur, et ideo si aliqua censura contrahitur per simoniae circa beneficia, vel praelectiones obtinendas, facultas absolvendi ab illa revocata non est. De alia vero, que contrahitur per ordinamation simoniacam, concedendum est, nunc non habeare Praetas religionum hanc facultatem circa suos subditos, nisi a Sedo Apostolica habeant, saltem vivae vocis oraculo, novam confirmationem suorum privilegiorum. Estque admiratione dignum, quod possint bi Prelati absolvere a peccato heresis, et non a peccato simoniae; ubi constat verum esse, quod supra numero secundo dictum, in his facultatibus non velere argumentum, qui potest in majus, posse etiam in minus. Et ad illam admiratio nem responditer potest, licet pecatum simoniae minus grave sit quam heresis, esse tamen frequentius, et plerumque esse homines, presentes regulares, niuminum proelios ad ordinis sosciendos; et ideo non immemento potuisse reservationem illius delicti magicus restringi.

10. An extendatur ad causas contractas spe et fiducia privilegedorum. — Dubitari praeterea potest de quadam restrictive, que in dictis privilegiis addi solet, scilicet, ut possit ab his censuris absolutio dari, nisi fuerint peccata commissa in contemptum clavium, vel nisi commissa fuerint spe et fiducia talium privilegiorum, ut constat ex privilegiis Bonifaci IX et Eugenii IV, que referuntur in Supplemento, et Monum. Minorum. In contrario antem est, quia, licet illa privilegia non plus concedant, tamen alia et noviora et universaliora non addidere illas restrictive, et ideo certum est ex vi prorum privilegiorum non esse limitatam banc materiam, nam potuit per alia privilegia amplificari. Neque oportunum priorem limitationem expresse revocari, quia per solam additionem tollitur limitation. Manet autem dubium, un generalia
verba sufficient ad hujusmodi extensionem. Nam de posteriori praestet limitione, spol sicilicet et fiducia, quidam existimant tacite contineri in hujusmodi privilegiis vel facultatibus, et in alis similibus, etiam non exprimatur. Ratio est, quia in generali concessione non comprehenditur casus specialis, qui verissimiliter non esset a Pontificis in particulari concedendus; sed illud genus peccati est valde speciale, et contrarium intentioni Pontificis, qui non vult ut ejus gratia fiat aliqui occasio peccandi. Alque haec sententia sumi potest ex Antonino, 1 p., ut. 10, cap. 3, § 3, ubi in forma generali concedendi indulgentiam plenariam, ponit hanc particulariam: *Præter ea quæ ex confidentiæ hujus indultī commissisti, sentiens includi in hujusmodi Indultus dictam conditionem, et in eamdem inclinat Corduba, lib. 5 de Indulgentiis, q. 37, quem sequitur Emman. Rodr., tom. 2, q. 20, art. 16, qui consequenter idem sententiam de quibuscumque similibus gratias vel facultatibus, quæ a Pontifice concedi solet.  
11. Contraria sententia suadetur. — Sed, licet haec opinio pio zelo cogitata sit tamquam securior et cautior, ne privilegiati sumant occasione peccandi, nihilominus videtur nimirigorosa. Primo, quia quando Pontifices volunt eum illum limitatione facultatem concedere, expressa declarant, quod frequenter faciunt, praestet in Bullis Compositionis propter damnum tertii; ergo quando non exprimunt, prescindendum potius est noluisse illum addere, praestet in privilegiis, quæ per se solum ordinarum ad spiritualem redemptionem et medicamin subditionem. Unde argumentor secundo, quia haec facultas necessaria est etiam pro illis qui ex beneficio privilegii sumunt occasione peccati; ergo ad benignitatem principis, intenditatis redemptionem lapsi, pertinet tota illa amplitudo facultatis; ergo quando ipsa eam non limitat, ita interprendam est tamquam principis beneficium. Tertio, quia gravius est crimen haresis, et praestet cum lapsu, quare peccatum aliquum commissum etiam cum illa circumstantia fiduciae privilegiorum; ergo, si facultates extenduntur ad haresim, cur non etiam ad illum pravam fiduciam, cum non excipiatur? Et confirmatur, nam in aliquibus Indultis etiam alique exceptiones particulares, et reliqua generaliter concedundur; ergo nihil alii excipere nobis licet. Et hanc sententiam tradidimus lib. 6 de Voto, cap. 13, n. 6, et secutus est Sanclius, lib. 4 de Voto, c. 54, num. 18. Tenet item Sylvest., verb. Indulgentiis, q. 10, partic. 5, ubi contra Antonium sit, illam limitationem solum esse necessarium, si in Indulto exprimatur; et Corduba fatetur, in rigore hoc ita esse.  
12. Ad fundamentum adversarium. — Necessum est, quod Pontifex non intendant dare incentivum peccandi; quia cum hoc sit, quod intendant ut absolvatur etiam ille qui talem occasionem sumpsit, quam ipse non deduct; sicut Deus, quando promittit omnium peccatorum veniam, non intendit dare incentivum peccati, et nihilominus suam promissionem extendit etiam ad ea peccata que ex fiducia in sua misericordia et promissione sunt; quia illud spectat ad perfectam misericordiam, quam exaltat hominum malitia, et quia alio modo non sufficienter esset provisionum fragmentilium hominum. Ita ergo suo modo se gerit Pontifex in his Indultis erga religiosos, quos non esset alio modo sufficienter provisionum. Unde etiam predicti auctores fentur, in casu particulari, ne nimiristitia absorbentur, qui sic peccavit, posse absolvendam faciant dictam facultatem. At certe, si facultas de se non habetur dictam amplitudinem, non posset quis in eo casu absolvendi, sed cum unere comparandis; ergo, si pro illo, et similibus casibus, creditur facultas concessa, verius dictur absolute et simpliciter concessam esse, quamvis non omnibus hoc predicandum sit, ne inde sumant occasionem peccandi. Igitur predicte limitationes hodie nominatur.  
13. Arguitur primo contra verba privilegiiorum conceditum absolutionem ab irregularitate, etc. — Tandum quari potest de quidam extensione, quae in his Indultis addit selet, quia non solum datur potestas absolvendi a censuris, sed etiam a peccatis, et interdum additur potestas absolvendi ab irregularitatebus, infamia, inhabilitate, etc.; sed de illa generalis particula a penta dicam ex professus infra, tract. 10, l. 9, c. 2, a n. 20, explicat potestatem quam habent confessari Societatis ad absolvendos quoscumque sidales; ubi etiam ostendam, sub illis verbis non comprehendi irregularitatem que in ponam delicti solet imponi. Quia vero ad id assessorum unum ex praecipuis fundamentis esse solet, quia irregularitas non absolvitur, sed dispensatur, quod etiam in materia de censuri et de irregularitatem ostensum est, difficiliment in presenti ingerunt illa Indulta, quatenus dant potestatem absolvendi ab irregularitati-
bus; aut enim illud principium falsum est, aut illa verba includunt repugnantiam. Idemque dubium est de concessione absolvendi ab infamia vel inhabilitatibus; nam he sunt etiam veluti irregularitates quasdam, que non absolvuntur, sed dispensantur. Item, quia poena perpetua non absolvuntur, alias extendetur illa potestas ad absolvensum ad dispositionem perpetua vel degradacione, si fieret sine mortis poena subsecuta, quod plane falsum est; sed hujusmodi inhabilitates de se sunt poena perpetua, vel, si imponantur ad prefixum tempus, intra illud non absolvuntur, sed dispensantur; que est ergo hee potestas absolvendi? Propler hanc forte difficultatem soleat lae concessio iza explicari, ut per absolvenson ab irregularitate non intellegatur ablatio ipsius irregularitatis, sed absolutio a culpa, cuja est annexe talis irregularitas. Potest enim absolutio sacramentum a culpa dari, iraelem manente, ut est communis doctrina, quam in tom. 4 et 5 terciae part. tractavisim; et videri etiam potest Cardinalis, receptus in Clem. Dudum, de Sculpturn, q. 8; ergo etiam potest concedi potestas absolvendi a culpa, et non tollendi irregularitatem. Ita exponit Collector Compens dii Cisterciensis, verb. Absolutio; sequitur Emman. Rodr., tomo primo, questione vigesima, articulo decimo octavo.

14. Objeci vero potest, quia, juxta hanc interpretationem, nulla facultas conceditur per hec verba talium privilegiorum. Probatur primo, quia, quamvis culpa habeatur irregularitatem annexam, non propterea absolutio peceasti quando culpam reservata est, non solum Summo Pontifici, verum etiam neque Episcopo, ut tractavi tom. 4, in tercia parte, disp. 26, sect. 3; ergo si per illa verba solum conceditur absolutio a culpa, nihil conceditur, quia jure communi habeatur. Secundo, multum repugnat proprietas verborum, quia absolutio a sola culpa reversa dici non potest absoluto ab irregularitate, cum illam non tollat.

15. Ad hoc vero respondei potest, ex his quae subsequere inimitat predictus auctor, seu Collector, absolvementem hanc ab irregularitate, non intelligi ab irregularitate jam contracta, sed de absolvente a delicto quibusdam, quam producunt irregularitatem si cum eis celebretur, quia secum afferunt dispensacionem, ut sunt publica concubinitas, et similia, juxta doctrinam Navarri, c. 25, n. 76. Sed hic et gratis dicitur, quia verba Indulti generalia sunt, et sine fundamento sic limitatur; et non solvit difficultatem, tum quia illa est major impropietas verborum, quia non absolvitur quis a vinculo quod nondum contrixit, nec necessario est contracturus, si solit; non enim dicetur sacerdos absolvit ab irregularitate, quando ab excommunicatione absolvit, eo quod esset contracturus irregularitatem, si excommunicatus celebraret; ergo idem est in suspensione. Tum etiam quia illa peccata non sunt reservata ratione illius suspensionis, presertim Summo Pontifici; ubi enim facta est talis reservatio? imo neque inter peccata, quae olim dicobantur ipso jure Episcopis reservata, numerati solvant, ut patet ex dictis in illa sect. 3. Tum denique quia illa doctrina Navarri, ut existimo, vera non est, ut alibi ostendam, quia illa suspensione non est vera censura, cum ipse fatetur, per solam penitentiam tolli.

16. Vera auctoris responsio. — Videtur ergo dicendum, ibi verbum absolvendi latius sumi pro verbo abolendi seu tollendi, quae verba abstrahunt a propria absolventia et dispensatione; sicut enim sub potestate ligandi et solendo includitur potestas dispensandi, ita verbum absolvendi potest interdum sumi in illa generali significacione, quae dispensationem includit. Verum quidem est juxta ordinarium et proprium usum juris canonici, non ita solere accipi verbum illud, et ideo ubi verba adjuncta non cogunt, propria significatio retinenda est, et hic est sensus illius principii, seu fundamenti: Irregularitas non absoluitur, etc., quod alis locis posuimus. Si autem adjucta verba cogant ad intelligendum, verbum accipi in illa latori significacione, non est adeo impropria quia admitteri possit. Eo vel maxime quod conjunctio illarum duarum vocum, absolutio irregularitatis, cogit nos ut in alterutra illarum proprietatem, vel extensionem significationsis addemamus; ergo eligenda est quod minor fuerit; multo autem minor imprimitas est in extensione verbi absolvendi ad dispensationem, quam in acceptance vocis irregularitatis, pro culpa qua irregularitatem produxit, aut producere potest. Presertim quia per priori verbis interpretationem ampliatur privilegium, quod fieri debet quando cum nulla vel minori imprimitate verborum fieri potest. Tandem in hismet privilegiis statim subjungitur exceptio (et ideo auctores referunt) homicidii voluntarii, mutilationis et bigamiae; ergo signum est non esse sermonem
Lib. II. De Religiosis Quatenuis Prælati sunt, etc.

de absolutione a culpa, quia nec bigamia est culpa, nec peccatum homicidii aut mutilationis tale est, ut per hæc privilegia absolvit non possit. Et hactenus de materia hujus postestatis.

Caput XXII.

In quibusam Religionibus Prælatis sit dicta potestas absoluti subditos ab omnibus censoribus, tam a jure quam ab homine.

1. Circa secundum punctum, de personis quibus hæc potestas conceditur, quod etiam in fine c. 20 proposuisse, primum omnium consideranda sunt verba privilegiorum; nam, si in specie quædam nominatur, et non alia, illa solutæ habebunt postestatem, quia privilegia tantum valent quantum sonant. Si autem generatim potestas conceditur Prælati, vel Prælati, dicendum est dari Prælatis conventualibus, et a fortiore omnibus universaliorebus. Ratio prioris partis est, quia illi sunt veri Prælati, ut supra ostendimus, et concessio indefinita equevalat universali. Quod est manifestius quando locutio est in plurali; nam, cum est sermo de Prælato in singulari, nonnihil definitio habere videtur. Nihilominus tamen restringi non potest ad unum tantum Praetatum supræmum, tum quia potius nomine proprio Generalis quam communem nominatur; tum etiam quia regulariter hoc est contra communem usum religionem, nam ipsum jure censorum habet facultatem per ipsamet privilegia communicata Provincialibus, et ad usum eorum moraliter necessarium est. Quantumvis ergo Prælatus in singulari nominatur, sub illa voce comprehenditur Generalis et Provincialis; ergo etiam conventualis Prælatus, quia nulla est ratio restringendi. Dices: aliæ habent magis propriæ jurisdictionem Episcopalem. Respondeo parum hic referre; nam hic etiam habet eam jurisdictionem, quæ sufficit ut sit vere et simpliciter Prælatus, ut hæ ratione sub illa voce comprehendit possit, quia indefinita posita tantum valet, ac si dicetur, quicquumque Prælatus. Aliunde vero actu absolventi, propter quem datur hic facultas, magis ordinatur ad internam saltum, quàm ad forensè judgmentem, ideoque mérito consensus concessa illa facultas proximo Prælato, qui cumur gerit animalrum subditorum. Unde quando in jure committitur Prælati casus aliusque reservatus Pontifici, Abbas specialiter nominatur, ut patet ex cap. Cum ille, cum similibus, de Sent. excom., quia nimium ille est veluti proprius pastor religiosisorum; idem autem est de quocumque Prælati conventuali.

2. Nihilominus tamen (ut alteram partem probamus) non potest sub illa voce, etiam in singulari positio, ita intelligi particularis Prælatus, ut excludatur universales, tum propter rationem factam de indefinita locutione, tum maxime quia illi sunt præcipuæ Pastores, et magis proprius. Unde sicut alibi, in tomo de Pecunientia, diximus nomine propriœ sacerdotis ita in jure significi Parochum, ut non excludatur Episcopus vel Pontifex, ita de nomine Prælati in presenti dicendum est. Qua propter, etiam si Indulta solum facerent mutationem Prælati conventualis, verbi gratia, Prioris vel Guardiani, aut Abbas, non existimo excludi superiorum Prælatos eorumdem subditorum, propter rationem factam, et quia reversa hoc postulat debitum ordo, et verummile non est Pontificem velle aliquid prater illum concedere.

3. Limitatio predicta partis, et ejus explicatio. — Dico autem, respectu eorumdem subditorum, quia interdum privilegium conceditur in favorum unius tantum monasterii, et religiosisorum vel Prælati ejus, ut sic; et tunc, quamvis dicamus, non solum Abbatem, vel Prioriam localem, sed etiam Provinciae vel Generalis possit uti illo privilegio, nihilominus non poterunt illo uti nisi circa religiosos illius monasterii, quia non conceditur illis ut Provinciales vel Generalum sunt absoluta, sed ut sunt Prælati talis monasterii. Exemplum esse potest in multis privilegiis concessis Abbati monasterii S. Benedicti Vallissoli, quæ in Compendio etiam Mendicantium, et in nostro interdum referuntur, velbulo Absolutio, et verbo Dispensatio, si tamen sepponames illa ipsi concedi ut Abbati illius monasterii, non ut Generali ordinis, prout est in Castella, de quo mihi non salis constat, quia originalies litteras videre non poti. Addo etiam per alias Bullas, et Indulta, quæ concedunt communicationem omnium privilegiorum, factum jam esse, ut fere nullum sit privilegium unius domi, vel provincie aut nationis concessum, quibus non possint alii conventus gaudere, ut constare potest in nostra Societate ex Bulla Pii V Deum inadesse, ubi communicationem privilegiorum illius concedens, addit illa verba: tam in genere, quam in specie, et tam communit et conjunction, quam particulariter et divinim, etiam per ne-
CAP. XXII. IN QUIBUS NAM RELIGIOSIS PRELATIS SIT POTEANT, ETC.

dum extensio seu communicationis, et alias quemadmodum quibusvis ordinisUnexpected, illorumque congregationibus, conventibus et capitis, ac utraque usque personis, ac illorum monasteriis, domibus, ecclesiis, etc. Et similia verba habet Gregorius XIII, in Bulla anni 1575, Ad perpetuam rei memoriam, addens extensionem ad omnes religiones: Mendicantis (inquit) aliarumque religionum ordinibus, congregationibus, conventibus, capitis, monasteriis, domibus, ecclesiis, etc.; et multas aliae religiones habent similium communicacionem, et ideo, ut dicerem, jam non multum refert an privilegium in principio fuerit un monasterio, vel Abbati ilius, aut toto ordini concessum.

4. Secundo dicendum est, ex vi talium privilegiorum, in quibus Praelati nominatur, non posse inferiores ministro vel confessores absolvere a praedictis casibus. Probatur, quia nulli aliis sunt proprii Praelati, et privilegium non extenditur ultra verborum proprimitatem. Unde fit ex vi horum privilegiorum vicarios ordinarios monasteriorum, quocumque nomine appellantur, non posse hauc absolvenionem dare ex vi talium privilegiorum. Probatur, quia non sunt Praelati, ut supra ostensum est.

5. Dubium trinembre circa assertionem. — Resolutio primi membri. — Resolutio secundi membri. — Dubitarii autem potest an sit ulla quod speciale privilegium, per quod facultas concedatur vicariis seu subscriptibns, etc. In hoc duob videntur certa inter auctoribus, et tertium incertum. Primum est, vicarium illius domus, quae non habet alium Praelatum conventualem, vel quia mortuus est, vel tempus suum absolvit, vel certe quia in tali dono non conueit alius provideri Praelatus, hunc, inquam, vicarium guadere his privilegiis, quia licet non nomine, ipso Praelato conventualis est, ut supra texitimus; unde ad hoc non est necessarium speciale privilegium, sed supradicta verba sufficiant. Secundum est, hujusmodi vicarium vel subpriorum ordinarie non habere hanc potestatem, dum scilicet prorsus Praelatus suum monasterium presens gubernet, propter conclusionem et rationem ad ductam, et quia nullum inventur privilegium quod majorem extensionem habeat, ut statim dicam.

6. Tertii membri. — Authoris judicii. — De tertio vero puncto est nonnulla dubitation, scilicet, quando monasterium habet proprium Praelatum, ille autem absens est, an possit tunc vicarius his facultatibus uti. Nun Collector privilegiorum in Compendio Mendicantis, verb. Absolutio quoad fratres, § 7 et 34, partem negantem indicat. Contrarium vero cum Veracruce, quem citat, tenet Emmanucl Rodericus, dict. q. 20, art. 2 et 3, nimirum, quocumque vicarium Prioris conventualis reliquit ab ipso Prior pro tempore sum absente habere eadem auctoritatem. Fundatur in quodam privilegio Clementis IV, quod ipse refert art. 1, ex lib. Monumenta ordinum, ubi hoc videtur concedi Generali, Provincialibus, Prioribus conscientibus, et eorum vicem gerentibus in eorum conventibus, et locis sibi commissis. Hec verba refert dictus auctor, art. 3, quae si codem tenore habentur in originali, plane convincunt, nec possunt bene exponi de vicario, qui sede vacante loco Praelati substituitur: nam illa verba, eorum vicem gerentibus in eorum monasteriis, non possunt commode intelligi nisi de monasteriis vel provinciis habentibus propriis Praelatos, qui, dum absunt, alios relinquunt qui vices suas gerunt. Et inde recte sequitur vicarium vel ministrum, absens Praelato, suo Rectorc, posse uti illis facultatibus, quia tunc iones Praelati gerit. Veram met idem auctore, in art. 1, alio tenore referit illud privilegium, scilicet: Concessit Generali et provincialibus ministris, et eorum vicariis, atque eisam Custodiis fratrum Minorum, in provinciis et custodiis sibi commissis, etc. In quibus verbis constat nec Prioribus conventualibus, nec eorum vicariis factam esse illam concessionem, ut idem auctor fatetur. Imo, si tenor verborum servetur, nec vicarius custodum fiet concessio, sed tantum vicarius generalibus vel provincialibus, fortasse propter majorem illorum auctoritatem. Addit vero idem auctor, in codem art. 4, ex lib. Monumenta ordin., concessione 548, et concess. 439, privilegium illud extensum fuisse ad Priores conventuales in gratiam Predicatorium et Carmelitarum; de vicariis autem ibi nihil dicit; sed in art. 2, statim in principi, sit, ex Mari magno Predicatorium constare nec privilegia extendi ad Priores conventuales, et eorum vicariis; nihil tamen in particulari allegat, sed refert se ad art. 1. D. autem Antoninus, 1 p., lit. 19, c. 2, priss dicit, generalem vicarium Magistri ordinis, ex postestate sibi a privilegio tradita, ita posse fraterns absolvere ab omnibus peccatis et censuris, sicut magistrum ipsum, et idem postea subdit de vi-
cario Prioris provincialis, et infra inquit:

 Item vicarius Prioris conventualis in suo contento potest omnia quae superius de vicario Magistri ordinis posita sunt; addit vero exceptionem, quae ad absolutionem non spectat, et subjungit: Hac, qua dicitur de vicario, habentur in diversis privilegiis, et præcipue Bonsucrici, Virtute. Ex his autem Antonini verbis non possimus satis judicium ferre, an loquator de vicariis, qui sede vacantio constitutur, vel in quacumque absentia loco Praelectorum relinquentur; tamen dum ulia restrictio non constiterit, possimus in ampliori sensu verba accipere, cum omnes ibi sint vere ac proprie vicarii.

7. Illatum contra proximum auctoris judicium dictatur. — Dictet aliquis: eadem ratione extende sunt haec facultates ad vicarios, etiam pro eo tempore quo Praelecti sunt presentes, quia etiam tunc sunt vere ac proprie vicarii. Respondetur negando sequentia, quia, licet in aliquidus religiosis ita appellentur, non tamen in eadem significatio, quia tunc non gerunt vices proprie ministerii Praelectionis, quod in jurisdictione consistit, sed habent proprium ministerium cum jam domestica administratione; in dictis autem Indulgis nomen vicarii, significat eum, qui vicces gerit in jurisdictione et Praelectione, lice etiam alias aliquando explicatur, ut dicti auctores referunt; in religiosis autem, ut aliquidus appellatur, vox illa significat idem ministerium seu officium, quod in religiosis monachalibus nomine Prioris significari solet, et in reg. S. Benedicti, c. 63, vocatur Prepositus monasterii. Quapropter ergo Abbas, Guardianus, etc., praebens adest, ille, qui vicaries dicetur, non proprie vicem ejus gerit, sed proprium ministerium exercet, et ideo tunc non gandet dictis facultatibus; at vero quando Praelectus abest, jam ideo illius gerit in proprio illius munere, et ideo jam est vicarius, de quo loquentur Indulga. Unde, ut omnis tollatur scrupulus, optimum consilium est, ut Praelectus, dum recedit, omnes potestates suas committat vicario, et, ne hoc pendeat ex memoria vel voluntate singularum, debet esse stabili leges, recepta consuetudine introductum.

8. Secundum dubium. — Ratio dubitandi. — Vera resoluto, quae primo suadetur ex usu, et ex Pontificiis Indulgis. — Ut autem hoc magis declaretur, dubitari potest secundo an haec facultates delegables sint. Et ratio dubitandi est, quia non pertinent ad jurisdictionem primarum, sed ad delegatam in foro conscientiae, quae subdelegari non potest. Item, quia nemo potest privilegium, sibi personaliter concessum, in alium transferre; ideoque praetatis privilegia consecsa talibus personis; ergo non possunt et alii committiri. Item confessores Societatise, verbi gratia, quisque privilegium habet potestatem absolvi ad casibus Papae reservatis, non potest hanc facultatem committere aliis sacerdotii non habenti; ergo. Respondetur nihilominus posse Praeletos committere vices suas alios, etiam in usu harum facultaturn. Isa docent omnes qui de his privilegiis scribunt, et usu ipsi satis comprobaturum est. Item in aliquibus Indulgis Pontificis hoc expressius explicatur, ut in Bullis Societatis, Paulus III in sua Bulla ultima expressius concedit Generali, ut omnes gratias, concessiones et indulgentias ibi concessa a Sede Apostolica, exercere possint per vicarios, aut personas ad id sibi bene visae. Quod etsi declaravit Gregorius XIII in Bulla de usu facultatum. Idem concessit Sextus IV Praelectis Minorum in quodam Indulto supra relato, ut, scilicet, per se, vel per alios possint hanc absolutio- nem præstare.

9. Altera alorum suasio. — Est etiam hoc consentaneum juri communi, maxime supponendo jurisdictionem Episcopalem ex jure communi, divino vel ecclesiastico, extendi quasi natura sua ad omnes hos casus, si non impeditur, vel limitetur ab aliqo superiore. Unde sit (ut multi opinantur) ut, quando Summus Pontifex casus ibi reservatus Episcopo concedit, non censeatur jurisdictionem delegare, sed tantum impedimentum aut prohibitionem auferre, qua ablatia, statim ex vi suae ordinariae jurisdictionis potest ab illis casibus absolvire. Sic ergo de Praelectis religiosis ratione inquisitum possumus; habent enim jurisdictionem Episcopalem, et ideo in hac equiparantur Episcopii, ut ex vi suae jurisdictionis positam quidquid eis non prohibet, quod maxime verum habet in absolutione a censura, juxta doctrinam Panormitiani, in cap. At si Clerici, § de Adulteris, de Judiciis, et aliorum ibi; ergo eadem ratione per haec privilegia non delegatur illius jurisdiction, sed solum tollitur prohibito, qua ablatia, evi munere, a ideoque ideo per jurisdictionem ordinariam haec omnia possunt.

10. Distinctum una ex parte dicta suasio. — Sustinetur vero ut probabis ex alia parte. — Quod fundamentum prout nitor in jure di-
CAP. XXII. IN QVIBUS NAM RELIGIOSIS PR.ELATIS SIT POTESTAS, ECC.

vino, mihi probavi non solet, quia in universum concensu, jurisdictionem Episcoporum non esse immediate a jure divino, sed per Pontificem; maxime vero id concensu de potestate immutandi vel tollendi praecipua, vel quaecumque vincula a superiore posita; non enim video quae jure divino, naturali, vel positivo, habeat inferior potestatem ad destruendum quod superior construxit; id enim nec in Evangelio scriptum, neque ubi traditione confirmandum reperio, neque etiam necessarium illusionem video, ut ex principiis revelatis naturalis discursi inferatur: quin potius nec rationi consentaneum videtur in illa generalitate sumptum, quia est contra debitam subordinationem inferioris ad superiorem. At vero limitatum illud fundamentum ad absolutem a censuris, et fundatum non in jure divino, sed in canonico, est satis probable propter cap. Nuper, de Sent. excomm., in quo ponderanda sunt illa verba: Quia conditor canonis absolutionem sibi specialiter non reservavit, e ipso concessisse videtur facultatem relaxandi; per quae satis significatur, illum facultatem non esse a jure divino immediate, sed ab auctore ipsiusmet censure, ut alibi, in tomo de Censuris, latius ostendi.

11. Infirmatur tamen absolute dicta suasia. — Ex hoc tamen videtur infernari illatio facta, nam haec concessio potest esse et ordinaria et delegata; ergo ex vi illius juris neusta colligit potest. Nec dubito quin possit Papa concedere Episcopis suis casus reservatos per modum delegationis tamquam, sicut in Concilio Tridentino multa eius missucommittur ut Papae delegatis, quae alias possent ab eis fieri jure ordinario, seclusis privilegiis vel exemptionibus. Et multi valide probabiliter putant, commissionem ad absolutum in casibus occulti factam Episcopis a Concilio Tridentino, sess. 24, c. 6, de Reformat., suisse specialiter delegationem, et non restitutionem jurisdictionis ordinariae Episcopalis, alias hocque casus illi occulti essent Episcopales, et consequenter, qui haberet generale privilegeium absolvendi a casibus Episcopalius, possent ab illius casibus absolvere, quod plane falsum est, et contra communem usum, ut etiam sensunt Henrichuez, lib. 3 de Penit., c. 43, § 7, lit. P.; et Emmanuel Rodriguez, in expositione Bullae, num. 138, et contra illa verba ejusdem Concilii: Per seipsum, aut virium ad id specialiter deputandum, quam satis indicat illum jurisdictionem esse valde speciallem, et non communem Episcopalem; imo etiam indicat esse delegatam, quia si esset ordinaria, eo ipso posset per vicarium exerceri; quamquam hoc indicium non convincat, ut ex statum dicendis constabit.

12. Quidquid ergo sit, an illa sit dicenda concessio vel restitutionum ordinariae jurisdictionis, vel solum commissio jurisdictionis propriam, nihilominus ex aliis etiam principio satis probatur assertio posita, quia commissarius ex privilegio perpetuo potest alteri visces suas committere; quod esse communitur receptum a Doctoribus, n.i Cordubis, in Summa Hispana, q. 8, ex Sylvestro, verb. Absolutio, 4, num. 6, dub. 2, qui refert glossam, in c. ult. de Offic. Ordin., et favet textus ille, ubi sic dicitur: His, quibus ex officio in certis casibus, competit illas absolvere, qui pro violenta manuum injectione incidant in canonem sententiae promulgata, licet illis absolutionem huicusmodi committere, cum viderint expendere. Hac autem potestas, quae datur Praelatis per privilegia perpetua, propriissime dicitur competere ex officio, quia ratione officii convenit; nam privilegium illud quod hoc magis est reale quam personale, quia dignitati adhaeret, et ratione illius competit personae; ergo ex officio competet. Neque oportet ut omnino conveniat ex officio tanquam jurisdictioni ordinaria, nam particula in certis casibus, quaib additur, satis indicat sufficiere, quod ex privilegio conveniat ratione dignitatis, ut recte ibi glossa expediat, quae subdit, idem esse in omnia illius communicationibus, quod illi, qui ordinario jure, vel delegato a principi, possunt absolvere, possunt etiam committere vices suas, ut viderint expedire, dummodo delegatio vel commissio sit ratione officii, ac perinde per privilegium perpetuum. Atque idem tenent ibi Panormitanus, Felinus, et alii, in cap. ult. de Offic. deleg.

13. Atque ita responsum est ad rationem dubitandi in num. 8 positam; nam haec jurisdiction vel ordinaria est, vel in hoc equiparatur ordinaria, quia ex officio ratione legis, seu perpetui privilegii competit. Quando autem Prae-latus commissit vices suas alteri quod ad hanc absolutionem, non transfert privilegium in illum, proprio loquendo, sed utitur ministerio ejus ad suum privilegium exequendum, quod valde diversum est. Unde ille commissarius non potest altiori vices suas committere, quia non tam jurisdiction, quam nudum ministerium ei commissum est, justa caput ulimum, § ultimo, de Offic. deleg.
atque ita procedit exemplum eodem numero octavo de simili potestate absolvendi commissae confessori religioso, qui illum committere non potest,quia nudum ministerium ei commissum est. Adventendum est tamen pro nostra Societate, et si quae est aliqua religio quae hunc modum observet, quod in ea omnis haec potestas censetur concessa Generali, juxta Bullam Pontificem, ut infra videbimus, tractatul 10, lib. 9, cap. 2, a num. 2, et per illum conceditur Praelatis inferioribus, ut constat etiam ex Compendio privilegiorum ejusdem Societatis. Nihilominus tamen et Provinciales, et Rectores, sen Praepositi locales possunt aliis committere vices suas, vel delegare hanc potestatem, quotiescumque in concessione sibi facta non sit expressa restrictio vel prohibito, ut per se, et non per alios absolvere in aliquo caso possint, quia, eo ipso quod talia restrictio non ponitur, censeatur eis concessa poteslas, eo modo quo per Indulturn conceditur, seu eo modo quo juxta communes jus administrari potest facultas, quam ratione officii Praelato competit.

14. Tertium dubium. — Hinc vero nascitur tertium dubium, an possint superioris Praelati restringere hanc facultatem inferioribus, sic licet Generalis Provincialis, et Provincialis Praelatis Conventualibus. Oportet autem loqui precise stando in virtute datorum privilegiorum, nem ubi est special Indulturn declarans vel concedens hanc potestatem, ut est in Societate, sublata est questio. De alia ergo videtur res dubia, quia cum Pontifex immediate, et quasi ex aequo concedat hanc potestatem omnibus hinc Praelatis, licet alias sibi subordinati in jurisdictione ordinarium, et in ea possess Superior restringere jurisdictionem inferiorium, ut supra dictum est, tamen in hac commissione videntur aequales, et ideo non posse in uno eorum ab altero restringi. Nihilominus etiam in hac potestate probabilius censo posse restringi a superioribus Praelatis respectu inferiorum, quamdiu expresse hoc non prohibitur in ipso Indulto. Ratio est, quia Papa concedens privilegium in favorem religionis, censetur conferre juxta debitter ordinem, et magis consentaneum ipsi religioni, quamdiu alius expresse non declarat; sed debitter ordo religionis postulat ut inferior Praelati pendaent a superioribus; ergo credendum est hanc esse voluntatem Pontificis concedentis talia privilegia, atque ita tunc non dici potest inferior auferre facultatem a superiore concessam, quia non creditur simpliciter concessa, sed cum haec subordinatione.

15. Sed fortasse haec conjectura aliqui non satisfaciet, quia privilegia absolute loquuntur, et potius sunt extendenda. Item, quia, cum hi casus jam sint extra jurisdictionem ordinariae Praelatorum, et sint proprii ipsius Pontificis, potest ipsae eauquiliter illos concedere, sine illa subordinatione, quae in re tam favobabilis ad remedium subditorum non videtur necessaria. Nihilominus illa mibi video tur moralis conjectura satis probabilis, quam alter ita explicare possimus; quia Pontifex, concedendo has facultates, non avert ab his Praelatis potestatem reservandis sihi casus, quia hoc expediet ad disciplinam religiosam; sed expedire potest ut ex his casibus Pontificis aliqui sinit reservati Provinciales vel Generales; ergo credendum est ita concedi hanc facultatem Praelatis religiosis, ut semper manicat in majori Praeato jus reservandi sihi casum, quem expedire judicaverit. Quod maxim me locum habet juxta opinionem assentientem, per haec privilegia solum auferri prohibitio nem, et rem statim reduci ad communique jus; nam standing in jure communi, licet aliqua censura Pontificia non esset ab ipso Pontifice reservata, posset Generalis vel Provincialis religionis eam sibi reservare; ergo post haec privilegia possunt etiam id facere, quia per privilegia solum constitutores in terminis juris communis; et quamvis Papa auferat suam prohibitio nem, non tollit jus Provinciales vel Generalis, ut possit id prohibere, si religioni fuerit expediens. Praeterea, sustinendo, ut videtur verius, per haec privilegia non tantum auferri prohibitio nem, sed etiam concedi positivum facultatem et jurisdictionem, nihilominus unaqueaque religio cum approbatione Sedis Apostolicae habere solet auctoritatem distribuendi has facultates proiti sibi judicaverit expedire; ergo potest unaqueaque religio statuere, ut quaedam ex his facultatum sint reservatae Generali, aliis Provincialis, etc.; nec dubito quia factum teneat propter praesumptionem, ut dixi, voluntatem Pontificium, qui religionibus ipsius et propter majus earum bonum has facultates concedunt. Denique tota ipsa religio potest cedere juri suo, et non obstante privilegio sibi concesso pro singulis Praelatis, aliqua eorumde privilegiorum pro majoribus Praelatis reservare. Dices, esto possit hoc fieri a Capitulo generali vel Provincialis, non tamen a singulis Praelatis majoribus. Respondet, hoc pendere ex modo gu-
bernationis uniuscirque religionis; nam earum Praetati habent potestatem a Capitolis, a quibus eliguntur, et ideo si ab eis fuerit concessa etiam ad hunc actum, poterunt illi uti, non vero alii. Addo tamen ultimo, nunc standum circa hoc esse novum decreto Clementis VIII, circa reservationes regularium; nam quidlibet restrictio harum facultatum ad absolutum a casibus reservatis Papae, re vera est nova reservatio in tali religione facta, et ideo circa illam decretum Clementis servandum est. Ex quo duo colligio: unum est, non posse fieri nisi in generali vel provinciali Capitulio respective, iuxta formam in eodem decreto prescriptam; alius est, a Capitulio posse fieri, nam Pontifex hanc generalem facultatem preebet hujusmodi Capitulo ad reservandum quoscumque ales casus ultra designatos ab ipsomet Pontificio; et mirum profecto esset, quod possit religio reservare casus minus graves, et non aliquem ex gravioribus reservatis Papae.

16. Quadratum dubium.—Videri per privilegia religionum toll omnem reservationem, quae non sit ab ipsa religione facta.—Hinc porro emergit quadratum dubium, an, scilicet, omnia pecata, quae in jure, vel in Bulla Cena, aut aliis, sunt reservata Summo Pontifici, senda sint reservata in quacumque religione, non substantibus predictis privilegiis; et consequenter an Praetatus concedens alicui religioso absolutam potestatem audiendo confessiones suorum subditorum, censeatur illi concedere habebat facultates, seu hos casus; nam, si reservati non sunt in tali religione, comprehenduntur sub generali facultate; non videntur autem reservari, quia Summus Pontifex per illa privilegia abstituit reservationem, et religio aliam non addidit, ut supponimus. Unde Clemens VIII, in suis casibus reservatis regularium, non facit horum mentionem, nec singularis religiones in suis propriis reservationibus, ut de Societate nobis constat, et de alius supra tegitimum.

17. Contraria resoluto vera.—Nihilominus respondetur, hos casus non solum esse reservatos, sed etiam altiori et strictiori modo quam sint particulares casus religionum. Declaratur, nam Pontifex nunquam simpliciter abstituit suam reservationem ab his casibus, etiam responsum religiosisum, sed solum eorum absolutionem religiosisum Praetatis com- misit, quod longe diversum est; nam si ablatu fuisse simpliciter reservatio respectu talium personarum, absolv possent ab illa censura a quocumque proprio confessore, juxta c. Nuper, de Sent. excom., quod tamen falsum est, ut ex primo et secundo dubio constat. Unde, eo ipso quod Pontifex hanc potestatem concessit solis Praetatis, et eorum vices gerentibus, voluit absolutem hanc esse illis reservatum. Hac autem reservatio non fundatur in potestate et voluntate ipsius religionis, sed manat ex voluntate ipsius Sedis Apostolicae, quae prius talem reservationem absoluta fecit, et postea circa illam majorem potestatem non concessit; neque amplius (ut sic dicam) illam remisit; et ideo dixit hanc reservationem altiorem esse quam sint proprie reservationes uniuscirque religionis. Et ideo fortasse hi casus Pontificii non numerantur inter particulares reservationes religionum, quia sunt alterius ordinis, et supponuntur tanquam omnibus communes.

18. Consistorium ex proxima resolutione.—Ex quo inferetur, hos casus non comprehendi sub generali delegatione, vel commissione facta a Praetato religionis ad absolutum a peccatis vel censuris, juxta regulam textus in c. 3, de Ponzient. et remiss., in 6. Quin potius, licet superior concedat facultatem ad absolutum a peccatis reservatis in religione, non videtur concedere facultatem ad absolutum ab his casibus Pontificis, quia habent reservationem longe alterius rationis, ut dixit, et ideo habent specialitatem sufficien- tem, ut sub illa generalitate non comprehendantur. Item, quia circa peccata reservata in religionem habet Praetatus ordinariam jurisdictionem, quam per illa verba delegare videtur; circa hos autem casus Pontificios habet solum jurisdictionem ex peculiari commissione Pontificis, que difficilior et majori cum consideratione committit alteri debet, ideoque sub illa generalitate non comprehenditur. Quod maxime verum censeo de casibus Cenae Domini, et inter eos lapsus in heresim, propter eorum specialem, vel specialissimam gravitatem et reservationem. Ideoque prudenter in Compendio Societatis, licet absolu- tio a casibus Cenae respectu subditorum committatur superioribus cum facultate delegandi, nihilominus lapsus in heresim soli Generali reservatur, ita ut nec Provinciales possint absolvere, nisi sub onere comparendi. Et alibi etiam diximus, ipsummet Pontificem, committendo casus suos, non censori committere casus Cenae, nisi exprimat; et com-
mittendo casus Coane, non committere absolutionem ab haeresi, nisi in specie id declaret; ergo idem dicendum est de commissario Pontificis. Unde Episcopi, verbi gratia, commit- tens alii casus suos, non videtur committere absolutionem, verbi gratia, a censura can- nonis Si quis suadente, pro illis casibus, in quibus ipsi in jure committitur, quia illi non sunt proprie casus Episcopales, ut alibi dixi- mus. Ut ergo Praelatus religiosis censetatur committere hos casus Pontificios, oportet, ut vel in specie eos exprimat juxta uniuscujus- que exigientiam, vel, si utatur generalibus verbia, quod talia sint, ut omnem tollant am- biguitatem; ut si dicit, verbi gratia, conce- dere omnes facultates suas, vel quantum per privilegia potest, aut quid simile. In quo etiam observare oportet, ut distincte explicet- tur an concedatur potestas absolvendi a cul- pis, vel etiam a censuris; nam hee duo di- versa sunt. Verum est in casibus Pontificis ita esse conjuncta, ut, uno concesso, alterum concessum esse intelligatur. Videantur dicta in 4 tomo, disp. 30, sect. 4.

CAPUT XXIII.

AN NON SOLUM IN RELIGIOSIS PRÆLATIS, SED ETIAM IN EPISCOPIS SIT PREDICTA POTESTAS AB AD- SOLVENDUM RELIGIOSOS.

1. Ex vi privilegiorum regularium non ha- bent Episcopi hanc potestatem. — Triplex ca- sus propositur, in quo videtur habere Epis- copi talium potestatem. — In hac questione imprimis certum est non convenire Episcopis hanc potestatem ex vi privilegiorum ipsorum regularium, cum in eis nulla de Episcopis fiat mentio, sed potius ab eorum jurisdictione exinanitur. Loquimur enim de exemptis, nam circa regulares sibi subjectos, clarum est posse Episcopos quidquid in hoc genere pos- sunt jure communi, et si quid amplius per privilegia Pontificia talibus religiosis fuerit concessum respectu suorum Praelectorum, nam Episcopi sunt proprii illorum Praeleti, quod munus non habent respectu exemptorum. Solum ergo habere potest locum dubitatio pos- sita in duobus vel tribus casibus: primo, in nonnullis casibus, in quibus jure communi scripto seu canonico possunt Episcopi absol- vere a casibus alias Pontifici reservatia, ut a leviore lesione clerici, c. Monachi, et c. Cum iliorum, de Sentent. excommunicat. Secun- dum est de aliquo caso necessitatis, in quo propter difficilem recursum ad Pontificem censeetur tacito jure, et recepta consuetudine, facta commissio Episcopo, quae necessitas po- test interdum in religioso exemplo occurrere. Tertium est de Praelato religiosi, qui non po- test absolvere seipsum, neque habet aliquum a quo possit commode absolv; nec debet esse pejorius conditionis: poterit ergo ab Episco absolv.

2. Quorumdam placitum in primo casu, et eorum fundamentum. — Contrarium verius. — Ejus fundamentum. — Circa primum casum, quidam putant quod, licet religiosus exem- plius possit in illis casibus absolv a suo Pra- lato, nihilominus posse etiam absolv ab Episcopo, si velit; quia, licet Pontifex con- cesserit illam potestatem Praelatis religiosis, non abstulit Episcopis; ergo liberum est re- cipiet, si velit, eis subjici quoad hanc absolu- tionem. Nescidetur obstare exemplo, quia haec videtur esse a jurisdictione coacta, non a voluntaria. Item videtur esse in his quae spectant ad gravamen, non in his que ad favorem; est autem major favor religiosi quod a pluribus Praelatis possit absolv. Atque ita opinati sunt Fredericus de Senis, consil. 14, et Joannes de Lignano, in Clemen. Ne in agro, de Statu regularium, et aliis, quos Syl- vester citat. Contrarium sententiam tenet Ab- bas, in c. Monachi, de Sentent. excommuni- cat., num. 4, ubi refert Joannem Andream, et seipsum in aliis locis; quos sequitur Syl- vester, verb. Absolutio, 5, n. 2. Fundamen- tum est, quia religiosus exemplius non tan- tum exititur a jurisdictione fori contentiosi, sed etiam a jurisdictione fori penitentialis; nam haec ratione non potest confiteri Epis- copo sine licentia sui Praelati, ut supra visum est; ergo in neutro foro potest Episcopus absolvere religiosum, quantumvis ipse se illius subjiciat. Et confirmatur, quia exemptione- nes privilegi non in favorem privatum religio- sii, sed in favorem totius religionis conces- se sunt, et in favorem etiam Praelectorum eijus; ergo nullus religiosus potest in hoc cedere juri suo, nec sibi judiciem constitueri extra Praelatos suos, juxta c. Significati, de Foro compet. Atque haec sententia plane vi- detur in rigore juris vera, et, per se loquendo, ac suppositis religiosorum privilegiis omnino servanda.

3. Quomodo possit procedere prius placitum. — Facta et jus. — Ad fundamentum in num. 2. — Dico autem suppositis privilegiis, quia si Praelati religiosorum non haberennt potesta-
tem absolviendi suos subditos ab aliquo casu reservato Papae, et alias concesso Episcopis, in eo casu probabilem censerem primam sentientiam. Exemplum esse poterat in facultate absolviendi a casibus occultis concessa Episcopis in Concilio Tridentino; nam si illa non fuisse extensa ad Prælatos religionum, posse, ut opinor, religiosi absolvii ab Episcopis, quia non debent esse deterioris conditionis; et rationem inter pretarum non esse exemptos, nisi in his, in quibus substantur jurisdictionis suorum Praedicatorum. Si enim in foro exteriori non possent de aliquo delicto judicari a suis Praedatis, protesto co ipso non censentur in illa causa exempti a jurisdictione Episcoporum, quia non debent sine ordinario judice reliqui. Potestque hoc non improbabili colligi ex c. Si Papa, de Privilegiis, in sexto; ergo idem cum proportione in absolvenzione a censuris locum habet. At vero nunc, quia tota jurisdiction inter Episcoporum ad absolvenendum a censuris, etiam eis jure commissa circa Pontificios causis, commissa est Praelatis regularibus per privilegium perpetuo, non possunt religiosi, per se loquendo, in talibus casibus ab episcopis absolvii, quia prorsus exempti sunt, et quia Praedati religionum merito possunt respectu suorum subditorum sibi tales casus reservare, quia illius judicium eorum commissum est, et in favorem ipsorum, ut plane significavit Pius V, in Motu proprio, quo Praelatis Prædictorum concessit facultatem illam Consilii Tridentini, cum ait: Nec Prior consentiatis, et superiores Praelati dicit ordinis in hac parte deterioris conditionis existat. Nec fundamentum contrarie sententiae tune habet vim, quia sufficientissimorum est religiosissimae, et illa major licentia, licet videatur favor privatae personae, non tamen religionis; et fortasse etiam respectu privatorum non esset favor in ordine ad eorum spirituale profectum; nam inde fortasse sumente licentiam pecundari.

4. Secundus casus. — Impignatur quod casum necessitatis non extremum. — Circa secundum casum necessitatis, in quo religiosus non potest adire Praelatum suum, potest autem convenire Episcopum, Sylvester supra, numero 3, affirmavit cum Panormitanum, in eo caeso posses religiosum absolvit ab Episcopo ex sequitate, licet non possit de rigore juris. Per equitatem autem intelligi epikteiam, ut Panormitanus expresso declarat. Itaque intelligunt, ex vi legis et exemptionis in rigore sumptae non posses; ex quadem tamen interpretatione voluntatis Pontificis posse, ne religiosus in eo casu sit deterioris conditionis quam secularis, quod videtur esse contra intentionem eximientis. Sed difficile mihi est, in materia jurisdictionis, et in lege irritante actum, hujusmodi epikteiam admittere extra casum extremae necessitatis; nec autem materia jurisdictionis est, sine qua non potest Episcopus absolvire religiosum: lex etiam quae vetat exercere jurisdictionem circa persona exemptam, est irritans actum, ut constat ex juribus citatis, et ex c. Præter, 16, qwest. 1; ergo extra casum extremae necessitatis, id est, periculi mortis, non possimus hanc licentiam Episcopo dare. Dicit enim Concilium Tridentinum, sessione 44, capite 7, loquens de casibus reservatis, extra illum articulum inferioris sacerdotis nihil posse; vocatur autem inferior sacerdos respective omnis ille, qui est inferior comparatione reservatis, et ab illo non habet commissam facultatem; ita vero se habet Episcopus in eo casu respectu religiosi exempti, quia et est inferior Papa reservante, et ab illo non habet commissam ordinariam, ut supponimus; ergo nec ex interpretatione possessum illam admittere, nisi in periculo mortis, juxta doctrinam Consilii. Alius pari ratione possemus dicere, posses nunc Episcopum absolvire in similis case clericum sibi non subditum, solum, quae habet difficilimum recursum ad suum Praelatum, quod plane videtur falsum, quia illa diffusitas non præbet alteri jurisdictionem. Similiter etiam possit Episcopus absolvere religiosum in casu in quo recursum habet ad suum Praelatum, et illi injuste negat absolutionem; quod etiam non videtur admissendum, quia injustitia unius Praedati, ut cap. 19, num. 21, diximus, non dat alteri jurisdictionem, quando subordinati non sunt. Aliqui aperitur ut, ut in similibus casibus religiosi quasi appelleant a suis Praelatis ad Episcopos, quod magnum incommodum est, et contra intentionem eximientis.

5. Vero hujus casus decidio. — Dico igitur, non videri necessarium hanc interpretationem ad favorem religiosorum, sed per generaliter et communes regulas casum reservatorum posse illis sufficientier subveniri absque uilla epikteia, quae admittenda non est, nisi ubi manifesta necessitas urget; hic autem nulla erit necessitas, si alter potest sufficienter subveniri necessitati religiosi. Quod autem possit, declaro ex generali principio in
jure fundato, quod possit in 4 tomo teris partis, disputaitione 30, sectione 3, seicet. in casibus Pontificii, quoties non patet aditus ad Sumnum Pontificem vel commissarium ejus, nisi cum magna difficultate et mora, tunc posse peccatorem absolvat inferiori sacerdote cum onere comparandi coram Pontifice, vel habentie jurisdictionem ab illo circa tales casus respectu talis personae. Hoc ergo principium censeo in presenti esse applicandum. Quando enim religiosus non habet faciendum adsum Praetatum, absolvit quidem poterit ab alio, non tamen ita ut maneat omnino liber a reservazione, sed ut absolvatur cum onere comparandi coram Summo Pontifice, aut coram suo Praetato, qui respectu sui vices illius gerit. Hoc enim satis est ad subveniendum necessitati religiosi, et aliud servavit rigor reservationis, et debita subjectio ad Praetatum. In eo autem case non est necessarium ut religiosus recurrit ad Episcopum, quia a quo libet sacerdote, a quo potest absolvit a culpis mortalibus, poterit pro tunc absolvit a tali censura, quia non absolvitor simpliciter, sed cum onere comparandi; sicut possit ex sententia omnium absolvit, quando etiam ad Episcopum esset difficilis accessus; idem autem est quamvis sit facilit, quia ad absolvendum cum illo onere non habet majorum facultatem Episcopus respectu personam sibi non subdite, quam ordinarius confessor. Et ex hac parte hic modus absolutionis cedit in majorem favorem religiosi, quia facilitus absolvit poterit, et ita melius poterit onus comparandi tolerare, presertim quia nonum est jus quo possimus illum eximere a tali onere, quod secum afferit reservatio, quando potestas absolvendi solum dat occasione talis difficultatis vel necessitas.

6. Confirmaur amplius. — Tandem confirmatur hoc et declaratur, quia Praetatus regularis, quando mittit subditum ad peregrinandum, potest illi dare facultatem eligendi confessorem, a quo possit absolvit etiam a casibus Papae reservatis, sub onere comparandi coram se. Tunc ergo, si talis religiosus incidat in censuram canonis Si quis studente, in eo loco, ubi non potest recurrere ad Praetatum absentem, non potest recurrere ad Episcopum, ut ab eo simpliciter absolvatur sine onere comparandi coram suo Praetato, quia tunc jam habet sufficientem judicem, seu confessorem a suo Praetato designatum, nec est recurrendum ad jurisdictionem interpretativam, ubi expressa et sufficiens haberi potest; at vero quamvis Praetatus expresse non declarit illam voluntatem, ex ipso communi jure satis explicatur. Relinquitur ergo solum Praetatum regularem habere banc jurisdictionem in religiosos exemptos sub Pontifice Summa, nisi in case extreme necessitatis, in quo nulla est reservatio.

7. Tertius casus. — Praetati religiosisiam absolvitor possunt intra religionem per ejus privilege. — In quibus sacerdotibus sit talis potestas ordinaria. — In tertia autem interregnae se cae putetur, quid dicendum sit de ipso Praetato religionis. Quam difficulitates magis pertinent ad caput sequens, de his qui per banc potestatem absolvit possunt. Nam certum est, absolutionem Praetato religiosi in his casibus non pertineat ad Episcopum, tum quia non minus est exemptus quam religio; tum quia non minus potest absolvit per privilegia religiosi, quia non debet esse deterioris conditionis, cum sit principale membro ejus, et privilegia generaliter pro omnibus dentur. Igitur, si juxta communem usum precise loquamus, potestas absolvendi ab huicmodi censuris Praetatum conventualis est apud Provinciam, et respectu Provincialis apud Generalem, nam unusquisque solam pendet a suo proximo Praetato, et quando privilegia concedunt banc facultatem Praetatis, intelligentia sunt respective, seicet, illis Praetatis, vel illi Praetato, quos, vel quem unusquisque religiosus habuerint; Generalis vero, quia intra religionem non habet superiorem Praetatum, sed solum generale capitulum, absolvit poterit ab illo confessore, cui capitulum suas vices commiserit.

8. De modis aliis non tam ordinariae habendi hanc potestatem erga Praetatos. — Quod si capitulum ipsum nihil circa hoc obigebat, eo ipso poterit Generalis eligere confessorem cum omni potestate quam privilegia concedunt; quia non superesti alius modus quo possit ipse Generalis passive frui huiusmodi privilegiis, quibus privari non debet. Estque ille modus consentaneus juri communi, in cap. ult. de Penitent. et remis. Quin potius in multis religionibus observavi intelligi, ut etiam Provinciales et conventuales Praetati codem modo sibi elogant confessores cum omnibus facultatibus, quos ipsi possunt suis subsidiis communicare. Quod fieri potest, vel quia in ipsa religione, ita specificiter et positive (ut sic dicam) ordinatum est, quod sine dubio fieri potest, vel etiam consequendum recipi, aut certe quia contrarium
ordinatum non est; quod censeo etiam sufficiens. Quia ex privilegio dicti capitis ult., de Penitent. et remiss., hi Praelati possunt sibi eligere confessorem proter licentiam suorum Superiorium, ut dixi in 4 tom., disput. 27, sect. 2, dub. 5, et nunc in confirmationem eorum quae ibi dixi, expedio illam particulam, proter suorum superiorum licentiam; non enim dicit contra eorum ordinationem aut voluntatem, sed solam proter, id est, absque eorum licentia, et quando illi non provide aliquo modo de ordinario confessore; qui est casus de quo loquimur. Deinde confessor, sic electus, eo ipso habitu circa talem Praelatum omnes facultates Pontificiae, sive hoc sit quia ab ipsis sonet communicatur, sicut Papa eligendo confessorem dat illi jurisdictionem in seipsum, sive (quod verius existimo) quia virtute privilegiorum immediate et conferatur, eo quod vices gerit superioris Praelati in co munere.

9. Quis uti duo tantum sunt sacerdotes, Praelatus et subditus, amboque excommunicati. —Hic vero occurrere potest casus, in quo in religioso conventu tantum sint Praelatus et alius sacerdos, et ambos incurrere in censuram reservatam Pontifici, ut, verbi gratia, per mutum rixam, in censuram canonis Si quis suadente, quomodo possint absolvire; quia tunc nec Praelatus potest absolvire subditum, cum ipse sit excommunicatus, neque etiam potest illum eligere in confessorem, quia simulat ligatus est; quid ergo in eo articulo facient? Quidam, ut Emmanuel Rodriguez, tom. 1, q. 20, art. 12, citans Ioannem Fabianum, vers. Absolution, 2, § 6, et alii, respondent, ob necessitatem posse tum nullum absolvire, quia necessitas caret loge. Item, quia excommunicatus potest in casu necessitatis absolvire a peccatis; ergo et a censuris. Quod si in praxi sequenda esset hae sententia, deberet Praelatus prius absolvire subditum, et jam illa absolvit, esset idoneus minister ad absolvendum Praelatum.

10. Ausenda dicta responsio ad casum occultum. —Indiget tamen, ut opinor, illa sententia magna declaratione et limitatione. Et imprimit, si neuter illorum est nominatum excommunicatus, vel si censura fuit canonis Si quis suadente, et dictum est occultum, videtur Praelatus posses absolvire subditum, quia nondum est omnino privatus jurisdictione et communicante cum illo, saltem in bonum subditum. Dices: hoc habere locum, si subditus non esset etiam excommunicatus; quia vero excommunicatus supponitur, non videtur posse uti favore Extravag. Ad evitanda. Respondet: etiam licet subditus excommunicatus sit, Praelatus non est jurisdictione privatus in suis subditis, quantum est ex se; licet autem talis subditus excommunicatus sit, non peccat petendo a Praelato absolutionem, quia illa communicatio cum sit ordinata ad bonum animae, et ad se liberandum in censura, non est prohibita ex vi suae excommunicationis; neque etiam propter Praelati excommunicationem prohibetur ratione Extravag. Ad evitanda, et ideo in eo casu non dubito quin, servato hoc ordine, licite petatur et detur absolution.

11. Quando casus est publicus, neuer in aliorum habet potestatem. —Quo remedio tunc sit utendum. —Urgendo tamen casum, ita ut se dictum sit publicum, cessat hoc remedium, et tunc non censeo statim esse dandum licentiam Praelato absolvendi subditum, vel e contra, cum hoc sit contra rationem factam, et contra juris, argum. c. Audium, 24, q. 4, et c. Prudentiam, § 6, de Offic. deleg., et c. Dovbus, de Sentent. excommunicat., per argumentum a contrario; ibi enim dixi, duos habentes facultatem sese invicem absolvendi, si ambo in excommunicationem minorem incident, non privari dicta potestate, nec usus ejus, ut recte glossa exponit, quia excommunication minor privat receptione Sacramento non, usus jurisdictionis; ergo de excommunicatione majori contrarium tacite expinit, quia haec privat usus jurisdictionis; et ita sentiunt ibi glossa et Doctores. Quaupropter in eo casu Praelatus extra religionem debet eliger alium sacerdotem habilem, ut ab eo absolvatur, et postea ipse absolvit poterit absolvire subditum. Dices autem Praelatum debere hoc facere, quia subditus non habet hanc facultatem; neque ipse Praelatus, dum excommunicatus est, potest illam concedere, ut alibi dixi.

12. Instantia contra id remedium dicitur. —Replica remostet. —Ultima instantia hujus casus publici. —Dices: ergo nee ipse potest eligere sibi confessorem. Respondetur nescam consequentia, quia dare licentiam subditio ut eligat confessorem, est actu jurisdictionis, cujus usus privatus est excommunication; eligere autem confessorem non est usus jurisdictionis, sed cujusdam privilegii, quo non privat excommunication. Dices, cum Praelatus eligat confessorem, committit illi jurisdictionem suam, ut illa circa se uta-
tur; ille autem videtur esse actus jurisdic-
tionis. Respondeo: non ipse committit, sed Pontifex, vel superior Prelatus virtute privile-
legiorum, ut supra, in fine n. 8, dictum est. Sed instabat aliquid, fingiendo casum, in quo non sit copia alterius sacerdotis secularis, vel alterius religionis qui eligi possit. Res-
pondeo, in eo casu ita se habere quemlibet illorum ac si esset solus, et non haberet co-
piam confessoris, extra summum articuli mortis, quia excommunicatus vitandus extra hunc articulum non habet usum jurisdictionis; in illo autem articulo possunt se invicem absol-
vere a peccatis, et ratione illorum etiam a censuris, ut in 4 tomo generaliter dictum est.

CAPUT XXIV.

AD QUAS PERSONAS ABSOLVENDAS EXTENDANTUR HEC PRIVILEGIA.

1. Prima assertio pro professis et similis-
bus. — Hoc est tertium punctum superius in fine capitis 20 propositum. In quo imprima-
certum est, talia privilegia posse habere effectu-
tum circa omnes professos talis religionis, quia pro illis maxime conceduntur hae privile-
gia. Quia vero privilegia hae concedi solent sub his verbis, ut Prelati possint absolvere subditos suos, oriebatur dubium de ipsis Prelati. Sed hoc jam expediatum est in fine capi-
tis proxime precedentis; nam illi etiam sunt subditi vel superioribus Prelatis, vel saltum ipsi religioni. Oriebatur deinde dubium spe-
ciale de scholaribus, et Coadulatoribus Socie-
tatis, qui non sunt professi. Sed nullam habet rationem dubitandi, tum quia sunt veri reli-
giosi et regulares, sub quibus vocibus solent hae privilegia concedi; tum etiam quia cor-
um incorporat et vota sub nomine professionis comprehenduntur, praesertim in favor-
rabilibus, ut infra, tractatu 10, lib. 3, cap. 5, ostendam; tum denique quia Pius V et alii Pontifices expresse illis communicant hae privilegia.

2. Secunda assertio pro peregrinis. — Se-
cundo dicendum est, hanc facultatem exten-
di non tantum ad propios religiosos subdi-
tos, sed etiam ad hospites, seu peregrinos qui jure hospitii possunt ab eis sacramentaliter absolvit. Probatur primo ex ipsius privilegiis; sumpsit enim expressa nominant hospites, nam

Clemens IV in privilegio citato inquit: Nec-
non fratres illius eisdem ordinis inter dux ad eos declinansibus undequecumque. Alia vero
privilegia indefinite loquantur de suis mon-
chis, aut religiosis, unde convenienti inteli-
guntur de illis, qui ab unoquoque Prelato sa-
cramentaliter absolv possunt, quia haec privi-
legia, ut dicemus, ad forum conscientiae praecipe ordinantium. Et licet aliqua privile-
gia loquantur de subditis, recte etiam expon-
untur de subditis in foro conscientiae secon-
dum praesentem statum. Secundo probatur ex quadam declaratione Cardinalium, ad cap. 
Liceat, sess. 23 Concilii Tridentini, quae habet, forenses, dum versantur in aliquo Episcopatu, posse absolvit a casibus occultiis ab Episco-
po loci per facultatem ipsis concedat; ergo
similiter religiosis hospes absolvit poterit per
facultates religionis a Praelato illius loci, in qua
tanquam hospes degit; ipsis enim se habet tan-
quam forensi, et militat in eo eadem ratio.

3. Peregreninclus, absoluto, non dispensatione dani-
da. — Est autem notanda differentia, quae
assignatur inter dispensationem et absolutione-
nem; num de dispensatione dictum non posse
dari homini forensi a Episcopolo loci per il-
lem facultatem Concilii, sed poterat esse a
proprlo Episcopo; absolutionem autem dicit
posse dari ab Episcopo loci. Et ratio insita-
tur, quia absolutionem concedit in ordi-
nem ad forum sacramentale, et ideo sicut sa-
cramentum Poenitentiae ministrandum est in
praesentia poenitentis, ita et haec absolutio, per
se loquendo, danda est ab Episcopo praesen-
te, ideoque Episcopo loci commissa censetur;
dispensatione autem postulari potest ad Epis-
como absente, et ideo semper reservatur pro-
proprio Praelato et Episcopo. Juxta quam doct-
trinam in proposito etiam observandum erit,
quia in multis eorum et dispensandi et absolu-
venti facultates committitur, absolutionem sem-
per extendit a hospites, non vero dispensan-
tionem, nisi in ipso privilegio Clementis IV,
nam immediate post citata verba subdit: Ab-
solutionem vel dispensationem indigentibus.
Seclusa autem expressa concessione, est illa
dotrina valide probabilis, tum propter auctor-
itaritatem Congregationis, eujusque rationem:
tum etiam quia absolutio a censura concedi-
tur hospitibus, quia est necessaria ad absolu-
tionem a culpa, qua differenda non est, se
propter dilationem poenitentiae, priculum im-
nineat animarum, ut dicitur in cap. ult., de
Poenit. et remiss.; dispensatio autem non est
necessaria ad ministerium poenitentiae, nec

1 In lib. Monum. Ordinum, concess. 318 et 319, sic.
CAP. XXIV. AD QUAS PERSONAS

ad salutem anime, unde differri potest, etredit ad Praetum expectari, vel ab absente postulari.

4. Locus ex declaratione Cardinalium difficultius. — Unum vero alium insinuat in illa doctrina, quod, si verum est, sint singulare est, scilicet, per facultatem absolvendi a censuris, concessam tantum in foro penitentiae (qualis est illa Concilii Tridentini), non posse absolutionem etiam a censura dari absents, quia debet dari in Sacramento Poenitentiae, unde ibi expresso exponitur, Concilium loqui de absolutione sacramentali. Sed hoc receptum non est, quia videtur nimia restrictio privilegi et facultatis, sine cogente ratione. Unde multi putant posse Episcopum ex vi Concilii per seipsum absolvere a censura heresis occulta moniale, vel aliam impeditam personam absentem, quia nec facultatem potest delegare, ut Concilium indicat, quamvis Corbua in Summ. Hispan., questione 8, et aliis aliter exponant; nec cogendus est Episcopus ad poenitentiam imputitem accedere, ut illum absolvat, nam data absolutione a censura, tollitur reservatio culpa, et ita poterit a quo cumque legitimo confesse absolvit. Sed quid in hac sententia sit pro re de qua agimus, aferi us explicabimus; vide interim Navarum, consil. 15, de Sentent. excommunicat., justa primam impressionem ; Emmanuel Rodriguez, tom. 1, questat. 20, articulo 41, in fine; Guttier ez, in Practicae questionibus, capite decimo tertio, numero vigesimo octavo.

5. Tertia assertio pro novitatis. — Hoc privi ligio gaudent etiam ante susceptionem habitus volentes absent. — Dico tertio: hee potestas absolvendi extenditur etiam ad novitiis, qui virtute dictorum privilegiorum possunt absolvit: ita habetur expresse in multis privilegiis citatis, in quibus etiam explicatur, ut possint absolvit ab omnibus peccatis ante vel post ingressum commissis, et ab omnibus ecclesiasticis et secularibus sententias, censuris et penit. a jure, vel ab homine lati, ut referatur ex privilegio Sexti IV, in Compendio Societatis, verb. Absolute, § 6, ex Monumen tis Minorum, et idem habetur in citato privilegio Clementis IV, et in aliis. Est autem antidendum, in eis non tantum concedi hanc facultatem pro novitiis, qui jam habitudi sus ceperunt, sed etiam pro his qui ingredi volunt; quod etiam Paulus III concessit Societati in Bulla ultima, qui addit limitationem, quae etsidem verbi in antiquis privilegiis con tinetur, scilicet: Volentes ingredi Societatem, seu religionem, nisi mox ingrediantur, eo ipso in pristinae sententias, a quibus absolvit fuerint, reincident, etiam si super hoc inducunt et a peccatis religionis concedantur. Aliqui vero exponunt ut qui vult ingredi per professionem, possit ante illum absolvit, non vero ante ingressum per suceptionem habitus ad novitiatum. Indicat Vivaldus, 4 part. Summae, tit. de Absolutione, nunn. 22. Sed prior expositio verior est, nam in privilegio prius dicitur, volentes ingredi, etc., et postea, ac nos qui post assumptam habitum, vel professionem emissam, recolluerint, etc. Ita sentit D. Antoninus, referens idem privilegium, 3 part., tit. 21, in ultimis verbis. Et in Bulla Societatis evidenter constat sermonem esse de his, qui volunt ingredi, priscum recipiuntur. Unde haec absolutio videtur concessa quasi praeparatio ad ipsum ingressum, seu receptionem habitus. Ex predicta vero limitatione constat, si quis postulet ingredi sine animo ingrediendi, solum ut absolvet, absolutionem esse nullam; ili, nisi habeat animum ingrediendi et profitiendi, saltem bona fide ingrediendo ad prohandum cum animo profitiendi, si justa causa ad illum mutandum non occurrerit. Unde in illo privilegio Societatis expressa dicit Paulus III: Reincidant in pristinas sententias, nisi mox ingredi, et peractis expieritis secundum Constitutiones Societatis vota emittere parati sint; ergo qui non habet hunc animum et bonam fidem, non consequitur absolutionem. Et idem est proportionaliter in aliis religionibus, nam eadem fere verba in privilegiis Mendicantium habentur.

6. Quid de non perseverantia? — Ingridiens de facto, sed absque sua culpa non perseverante, non reincidit. — Secus de eo, qui ante vel post ingressum sua voluntatem retrocedit. — Sed quid, si quis sic absolutus bona fide suscipiat habitum religionis cum animo profitiendi, postea non profiteatur absque culpa sua, quia vel a religione ejicitur, vel ex justa causa egreditur? Nonquid reincidet in prioribus censuris? Communiter auctores affirmativo respondent', et non afferunt alium privilegium, nisi vel Clementis IV et Pauli III. Sed ex illis obscure colligitur, nam Clementus solum ait: Nisi mox ordinem intraverint; et Paulus fere similia habet verba. Quae intelligenda videntur de primo ingressu ad novi-

1 Emman. Rodr., tom. 1, q. 3, art. 4, et q. 20, art. 24; Vivald. supra, n. 23 et 24.
titatum, nam de illo erat sermo suprema, ubi dicitur: \textit{Volentes ingredi ordinem; ergo qui semel ingressus est bona fide et animo profi- tendi, secundum jus, jam impedit conditio- nem requisitam; ergo, licet postea egredie- tur, presertim licite, non recipiebit; nulla est enim ratio extendendi illud verbum: \textit{Nisi in- traverint, ad introitum per professionem, quia talis expositio nec consenot superioribus ver- bus, nec rigor ipsisius verbi ad illam cogit, cum de se sit indifferens; nec privilegeium coro- tendum est, sed extendendum. Presertim cum sit valde consentaneum rationi, ut qui absolutus fuit in ordine ad insigne actum ingrediendi religionem, et illam bona fide exploit, non privetur postea illo beneficio, et quod facultate sibi a jure concessa legitime utatur, dimitto religione. Et confirma- tur, nam ille esset quidam modus cogendi novitium ad profitendum, saltem timore rein- cidentis in censuras, quam conctionem jura valde abhorret, presertim Concilium Tria- dentinum, sess. 25. de Regularib., c. 15 et sequentibus. Quo propter probablem repute, hanc absolutumem datum novitio, qui bona fide in religionem versatur cum animo profi- tendi, non esse ad reincedientiam, sed omnino absolutam ac permanentem; datum vero ei qui vult ingredi ante quem novitius sit, esse ad reincedientiam, si cum effectu non ingre- diatur, aut ingressus nimium differatur: si autem cum effectu ingrediatur, omnino fir- metur absoluto, ita ut licet casu postea non profitaetur, non reincedat. Haec omnia viden- tur satis probari conjecturis adductis, et ma- xime patebunt, si attende legatur Pauli III In- dulturn. Prius enim concedit facultatem ab- solvendi omnes et singulos Societatis socios, et personas sub corum obedientia, disciplina, et correctione pro tempore degentes. Sub quibus verbis clarum est novitios comprehendi, et de horum absolutione nulla conditio positur: postea vero solum ponitur conditio circa eos qui ingredi volunt, et eo titulo absolutur, prius nimium quam ad aliquid participantur.

7. \textit{Et alio tamen privilegio absolvi possunt, absque omen reincedendi, esto non perseverent.} — Hoc vero privilegium non extenditur ad abso- lutionem omnium casuum. — \textit{Negue ad dispensationes omnes.} — Quia vero haec nostra sententia incerta est, alia via poterunt hae personae certius liberari a periculo reincedendi, si nimimur non absolvantur titulo hujus privilegii, sed absolute, ut seculares, per facultatem quam ibi concedit ideam Paulus III religiosis Societatis, ad absolvendum quosecum- que fideles a quibuscunque censuris, etc., extra Bullam Caneae, quod privilegium infra, tract. 10, lib. 9, c. 2, declarabimus. Verum est quidem absolutotionem sic datam, etiam ante receptionem habitus, esse omnino absolu- tum, et sine periculo reincedientia, quia non datur titulo religiosis, sed sicut dari potest cuicumque seculari. Est tamen magna differ- rentia inter has facultates et absolutiones; nam haec, quae communis est omnibus secu- laribus, non extenditur ad casus Caneae; alia vero, datur titulo religionis, extenditur ad omnes fere casus Pontificios, juxta ea que diximus c. 21, n. 1 et sequentibus; item est alia differentia, quia facultas pro secularibus solum est ad absolutionem, alia vero exten- ditur ad dispensationem in aliquibus irregu- laritatisbus.

8. \textit{Referredur alia privilegia ampla pro so- vittia absolvendis et dispensandis.} — \textit{Discutior an prozone allata privilegia extendetur et casus Caneae.} — Praeter hae autem sunt alia privilegia, per quae possunt novitii absolute et sine illa conditio absoluti a censuris re- servatis, ut est illud Eugenii IV et Calestii V, quod reftert in Compendio Cisterciensi, verb. \textit{Absolutioni, § 1}, ubi datur facultas Generali reformatori regularis observantiae absolvendi monachos et novitios, et postea extenditur etiam ad dispensationem in irregu- laritatisbus, et nulla conditio ad reincedendum apponitur, possuntque per viam communicatio- nis alie religiones ea facultate uti; et il- lam tamen semel tantum in vita potest dari haec absolutio. Dubito vero an illa extendatur ad casus Caneae Domini, quia non fit illorum propria et specifica mentio, sed verba gener- alia sunt haec: \textit{Ab omnibus qualitercumque enumeribus pecattis; et infra: A quibusvis ex- communications, etc.} Verum est particulam illam, \textit{qualitercumque enumeribus}, multum sa- gere precedentem distributionem, \textit{ab omni- bus; ergo, ut aliquid addat, necessarium vi- detur ut extendat facultatem ad casus Caneae.} Quae ponderatio esset efficax apud me, si precessisset particula, \textit{ab omnibus reservatis; nunc vero non ita est, sed dicitur, ab omnibus qualitercumque enumeribus, et ideo dici potest in sola distributione \textit{ab omnibus}, non includi reservate; per aliam vero particulam extendi ad reservata tantum generaliter, et ideonon oportere ut extendantur verba ad casus Caneae.} Sed contra hoc insto, et expendo particulam \textit{qualitercumque}. Nam ad illam extensionem
CAP. XXIV. AD QUAS PERSONAS ABSOLVENDAS EXTENDATUR, ETC.

generalem de casibus Papæ reservatis sufficeret dicere, ab omnibus etiam enormibus; dum ergo additur quattuorcumque enormibus, major ampliatio significata est; ergo fit ad casus Cenaæ, saltem in generali (ut specialitatem hæresis excludam), quia non est alia ampliatio propter quom alia partícula ponit potuerit. Et potest confirmari a similis ex glossa in Clem. 1. 4. de Re judic. verbo Quæris, quam commendat Panormitanus, 1 p., consil. ult., n. 5, et ad hanc partem confirmant vide- tur adduci ab Emmanuele, tom. 1. q. 20. a. 4. ubi, licet non locutur expresse de casibus Cenaæ, dictit tamen illud privilegium extendi ad casus quomodolibet reservatos Papæ; est ergo hæc extensio satis probabilis. Non tamen videtur illa ponderatio sufficiens, ut vere pos- sinus dicere, in hoc Indulto esse expresso comprehendens casus Cenaæ, et ideo quod hanc partem videri potest revocatum per Bullam Cenaæ, nisi eam revocationem impediat speciale Indulturn Gregori Societati concessum, de quo supra, c. 31, num. 8, in fine, dictum est. Verutamten etiam absque illo existimo non esse revocatum illam facultatem, quia illa est sufficiens expressio, præser- tim si ulia verba ejusdem Indultii ponderentur.

9. Ultimum privilegium pro iisdem novitis. — Utimo addo, etiam videri concessam suf- factem facultatem absolventi novitios absolute et sine reincidentia per privilegium Ben- neditinorum, quod sub bis fere verbis referatur in Compendio Societatis, verb. Absolutio. § 10: Possunt Prælati absolvere omnes, qui in Societate (seu in tali religioni) proposuerunt perpetuum Deo reddere famulatum, a quibuscumque pecatis, etc. Expondo enim non dicere qui promiserunt, sed proposuerunt, et ideo verisimile est extendi ad novitios, qui eo animate in religionem versantur, qui licet postea non perseverent, absoluti maneabunt, quia ibi nulla limitatione nec conditio adjungitur. Intel- ligi tamen necessarium esse, ut illi jam sint aliquo modo in religione, saltem per susceptum habitum, nec sufficeret illud propositum, si extra religionem habeatur, quia verba In- dultii diriguntur ad eos qui in religionem jam sunt.

10. Quarta assertione pro donatis. — Prima observatio pro assertione. — Secunda observa- tio. — Tertia observatione. — Dico quarto, privi- legia hæc etiam extendi ad donatos, seu oblata- tis religionis; ita habetur expressa in privile- gio concessi Cisterciensibus ad observandum semel in vita, de quo proximus in numer. 8 locuti sumus, ubi cum monachis et novitiis expresse numerantur donati et commissi; sub quibus vocibus comprehenduntur omnes illi, qui conversi appellantur, licet professi non sint, nec tria vota substantialia emitiant, dummodo religioni donati seu dicati sint cum aliqua firmitate et obligatione, sive per ope- dentiae votum, sive per aliud genus promis- sionis et pacti; nam omnes hi dicuntur pro- prii donati aut oblati, ut in 5 tom. dixi, ex- plicando canonem Si quies studente. Quia ve- ro hæc extensio ad donatos in aliis privilegiis non fit, sed semper est sermo de monachis, fratris, aut religiosis, ideo assertio hæc non est universaliter intelligenda de omnibus gratia et facultatibus quas explicimus; sed sol- lum de illis in quibus talium personarum expressa mentio facta fuerit. Nam hi revera non sunt monachi nec religiosi; et quamvis interum, late sumpto vocabulo, soleant in per- sona nomine regularium aut monachorum comprehendendi, præsertim in dispositione favo- rabili, juxta doctrinam Panormitan et aliorum in rubrica de Regularibus, nihilominus in his privilegiis comprehendendi non debent, nisi exprimantur, tum quia ex communi usu constat hanc esse intentionem Pontificum, et ideo ubi voluntur concedere, id exprimunt; tum etiam quia, licet privilegia continuante favorum, sunt juxta proprietatem verborum intelligenta, ubi jura ipsa illa non extendunt. Hoc autem intelligimus de illis conversis, qui tria vota sub- stantia non emittunt, nam de illis, qui hæc profissentur, non est dubium quin sub illis privi- legiis comprehendantur, etiamsi monachorum tantum mentionem faciant, quia, licet monachus interumd stricte dicatur, ut distin- guirat a converso, tamen in generali signifi- catione satis proprio significat quomouque religiosum fratrem. Adverto ulterior, si privi- legium utatur aliis verbis generalibus que in rigore non requirant illa vota, extendi posse ad hujusmodi donatos. Talia videntur esse verba illa supra, num. 0, citata ex privilegio Benedictinorum: Omnes, qui in tali religioni proposuerunt perpetuo Deo reddere famulatum; nam hi donati vere et proprie dici possunt proposuisse, imo et promissesse perpetuo in tali religione Deo reddere famulatum. Idem videtur dicendum de his verbis: Omnes qui sub obedientia tali religiousi vivunt; nam hoc etiam de his personis in proprietate dicitur, quia vel votum obedientiae emitiant, vel certe promissionem aut pactum illi perpetuo servieni; quod satis est ut dicantur sub ob-
dientia talis religionis vivere. Semper tamen consulenda sunt alia verba ipsius privilegi, ut ex tenore illius veras sensus colligatur; ad quod etiam multum conferre potest religionis consuetudo.


12. Ultimo, circa banc absolventem explicationem superest, quomodo danda sit. Et imprimit quasi potest an danda sit solum in foro sacramentali, quod iterum occurret tract. 10, lib. 9, cap. 2, n. 24. Et ratio dubii est, quia in his privilegiis sapit dicitur, ut habe absolutionem detur in foro conscientiae tantum. Responderi potest, per hunc verba non significari modum dandi absolutionem, sed effectum ejus; quae duo valde diversa sunt; potest enim absolutionem daret dandi solum pro se, et extra sacramentum Penitentiae, et nihilominus non habere effectum quod externum forum, sed solum quod obligationem in conscientia. Et ita exponent illa verba moderni Doctores, et revera in rigore non viventur aliquid postulare. Sed difficultatem illi ingerit quodam declaratio Cardinalium, quam supra retulit, n. 4. Nam cum Concilium Tridentinum, sess. 24, c. 6, tribuat Episcopos facultatem absolventi in casibus occulti Sedis Apostolice reservatis, et addat illa verba: In foro conscientiae imposita penitentia salutari, inde colligunt Cardinales, Concilium loci de absolutione sacramentali in foro conscientiae; ergo pari ratione idem dicendum est de quolibet Indulgo similis verba concesso. Verum est tamen illud non affirmari in responsione directa, quae in ea declaratioณatur ad dubium directum propositionem; sed incidenter in quodam ratione, quae non semper est efficax aut necessaria, etiam in decretis. Nihilominus distinctione uti possimus: nam hae facultas interdum conceditur solum ad absolvendum a peccatis reservatis in foro conscientiae, nulla facta mentione censuram, et tunc verisimilium est per se concedi potestatem ad absolvendum a culpis, a censuris vero consequenter ratione culpaorum, et idem tunc concursus non posse tolli nisi in ipso usu sacramentali, et in ordine ad absolutionem sacramentali; et in hunc modum loquitur Concilium Tridentinum, illo loco, et in hoc videtur fundata dicta expositioni. At vero sepe conceditur hae facultas directe ad absolvendum a censuris, vel a peccatis et censuris, et tunc directe conceditur absolutione censuram, et idem non limitatur ad sacramentalem absolutionem; quia, quando potestas aliae conceditur directe, censetur juxta modum et naturam suam concedi; et idem extra sacramentum exerceri potest, cum per se et natura sua illud non requirat. Sed quid si Indul- tum dictat: In foro conscientiae et penitentiae H? Quidam putant per hunc verba fieri majori rem restrictionem, ita ut facultas sic data, etiam directe ad censuras tollendas, restringatur ad forum sacramentale. Dico tamen illa verba vel esse equivalentia, vel solum addi ad magis explicationem finem et modum hujus absolutionis. Quamvis enim censura extra sacramentum absolvit in foro conscientiae, nihilominus simil esse debet forum illud aliquo modo penitentiae, quia absolvit non debet nisi qui penitentiam ostendat, et ad satisfaciendum paratus sit, et idem in absolutionis addi solet: Saliatur penitentia injuncta, et satisfacta parte. De quibus particulis quid operentur, et an valor absolutionis ex illorum executione pendet; item an, satisfacta parte, possit hae absolutionem extendi, et valere etiam quando forum externum, dicemus infra, tract. ultimo, lib. 9, c. 2, trac- tando de privilegiis religiosis Societatis ad absolvendos quoscumque sive deles, non doctrina illa omnibus generalibus est. Hae autem omnia, quia diximus, precipes pertinent ad absolutionem a censuris a jure latis, in quibus semper comprehendi latus generaliter ab homine, ut in quinta assert., c. 20, posuimus, vel quia ex generali consuetudine jam aequiparantur quod effectus et quod absolutionem, vel quia in predictis Indulis exprimuntur, ut constat, et statim etiam dicam.

CAPUT XXV.

AN SUPERIORES RELIGIONUM POSSINT PER SVA PRIVILEGIA ABSOLVERE SUEDITOS ETIAM A CENSURIS SPECIALIBUS AD HOMINE.

1. Dicendum vero suprest de excommunicacione ab homine speciali, an per hae in-
CAP. XXV. AN SUPERIORES RELIGIONUM POSSINT PER PRIVILEGIA, ETC. 239

dulta tolli possit. Quidam enim moderni affirmant per haec privilegia concessum esse solvere religiosos a censusura lata ab homine in particulari contra tellam religiosum; ita Emmanuel, dict. quest. 20, art. 4; non tamen affer expressum de hoc privilegio, sed nonnulla inducit. Primum est, illud Clemens IV supra citatum, cap. proced., in quo facultas haec extenditur etiam ad casus Bullae Conae, paucis exceptis, iuxta aliam declarationem Sixti IV, supra etiam allegatam, in cap. 21, num. 1. Unde sic colligitur: qui concedat majus, concedit etiam et minus, in regula Quis licet, de Regulis juris, in 6; ergo qui concedit facultatem a casibus Conae, quae major est, concedit etiam quacumque censusuram ab homine quomodoque latam. Similis collectio fit ex verbis illius Martini V, in privilegio Benedictinis concessu: Etiam illa foramin, propter quas esset Sedis Apostolica consula; vel quae Summis Pontificis reservare consuet; item ex illis Eugeni IV, in privilegio Cisterciensis concessu: Quo omnibus etiam quatercumque enormibus. Nam ex his et similibus verbis potest idem argumentum fieri a concessione majoris facultatis ad concessionem minoris. Secundo ad ductit privilegium Gregorii XIII, concessum Generali ordini Ministrorum infirmorum, ut possit per se, vel alios, absolvere subditos a quibusvis censusuris a jure vel ab homine (non tamen nominativum) quomodolibet latis; refert vero Cassarius, in Addit. ad Compendium Mendicantium, verb. Solutio quod fractae, integrum Bullam hujus privilegii. Fit autem vis ex insipientia illa, non tamen nominativum; nam haec exceptio firmat regulam in omnibus aliis; ergo alio exterruit facillimum etiam ad sententias particulares ab homine, dummodo persona non sit nominatio excommunicata. Tertio addere possimus, quod in illo Indulgeo Eugeni IV, generaliter et sine restrictione dicitur: Ab omnibus censusuris, et sententia a jure vel ab homine, in generum, vel in specie, promulgatis, vel promulgandis.

2. Nihilominus contraria sententia suaderi potest retorquendo haec eadem argumenta. Primum quidem, quia Clemens IV, in dicto privilegio, expresse dicit, a jure vel a judico generaliter promulgatis; ergo non est verissimi alia ejus generalia verba extendi ad sententias etiam particulares, cum illa expressa limitatio ad illas excludendas posita sit. Unde argumentum illud a majori facultate ad minorem in potestatibus non ordina-

ris, nec subordinatis (de quibus regulis juris intelligenda est) parum efficax esse, supra ostendimus. Hujusmodi autem sunt haee potestates; non provenient enim ab intrinsecum ex vi propriae muneris, sed per voluntariam Pontificis concessionem, et quasi delegationem, et inter se subordinatae non sunt; ergo ex concessione majoris non recte alia inferunt. Maxime, quia quotidie videmus per Jubilea, vel alia Indulgia Pontificia, concedi casus reservatos Papae, etiam Bullae Conae, et non concedi censusuras ab homine particularier latas, quia, *licet in his non sit major gravitas quod culpam et censusuram, tamen, in earum absolutione concedenda, est majori difficultas propter pecunia alius judicis, qui tuit sententiam, et ne perturbetur ordo judicialis. Et ideo parum probant alia generalia verba de concessionibus casuum reservatorum Pontifici, vel quantumcumque normium, quia in eis vel est sermo de censusuris a jure, vel ad summum per sententiam generalem.

3. Secundo, illa particular nominativum, positio in Indulgo Gregorii XIII, videtur potissimum excipere hujusmodi sententias particularis; excommunicatio enim, verbi gratia, tunc furtur particularier in aliqua, quando furtur nominativum in eum; neque appare quomodo sententia possit esse particularis ex parte personae (sic enim loquimur), nisi in illam nominativum feratur. Dico autem ex parte personae, quia posset ferri sententia excommunicationis pro delicto speciali, verbi gratia, furo, generaliter tamen in eum qui illud commisit, et post trinam admontionem satisfacere noluit, quia occultus est; tunc enim licet in reipsa excommunicationis feratur in personam, vel personas particularias, quae particulare factum a particularibus personis necessario extitit, nihilominus ex forma sententiae generaliter furtur in personas incertas, et de hujusmodi sententia recto probatur ex vi illius priviliegii et aliore, ut dicemus, comprehendi sub hac facultate. Ncn tamen id probatur de sententia particulari, id est, que directe furtur in particularem personam. In quo etiam est considerandum, alium esse excommunicationem esse latam nominativum in aliqua, alium vero illum declarari nominativum excommunicatum. Nam potest primum stare sine secundo; declaratio enim non facit censusuras, sed supponit, ut alibi dictum est; igitur in illo privilegio non tantum excipitur censusura, quam declaratio nominativum facta subsecuta est, sed omnibus illa que nondum
doctrata est; sie enim ibi dicitur: Vel ab homine (non tamen nominatim) quomodolibet latis. Sic autem excommunicatio nominatim lata, et excommunicatio per sententiam particularum idem sunt; ergo.

4. Tertio, sub generali clausula, uteat regulis juris, non comprehenduntur specialia, qua in particulari concedi non consueverunt, presentim ubi peculiare difficulitates, vel injuria tertiis intercedit; sed huysmodi est facultas absolvendi a particulari censura ab homine lata, ut constat tum ex usu, tum ex ratione facta, quia cedit aliquo modo in injuriam judicis; ergo talis facultas non comprenditur sub clausulis generalibus; specialias autem concession non inventur; ergo negandum est esse concessam. Et ideo non satis colligitur ex alio indulto Eugenii IV et Cælestini V, nam omnia illa verba generalia sunt. Licet enim in eis dicitur, a jure vel ab homine, et infra addatur, in generi, vel in specie promulgatis, non satis determinatur verba ad sententias particulares ab homine; nam illa particular vel in specie, non videtur referri ad personam in quam specialiter furtur censura, sed ad speciem censurae, vel poenae; aliquando enim furtur censura sub nomine generali, ut suspensionis, verbi gratia, aliquando sub nomine speciali, ut suspensionis ad officio vel beneficio. Potest etsi illud verbum referri ad speciem delicti commissi, ut supra declaravimus.

5. Nihilominus censeo per privilegia religionum absolvit posses religiosos et novitios, seu ingrediens religionem, ab omnibus censuris latissimis, etiam ab homine per sententiam specialiam. Hoc suadet satis probabiliter privilegium proxime tractatum; nam verba illa, vel in specie promulgatis, revera habent vim, et difficilis distributur ad alios sensus, nam sententia specialis distinguatur a generali; dicitur autem generalis sententia, quæ non furtur in determinatam personam, et proprie dicitur illa, quæ nec ratione delicti determinat ad autorem ejus; ergo specialis dictatur ratione determinatae personae in quam furtur. Et etsi verum sit posse dici specialem, cum quæ furtur in autorem singularis delicti commissi, licet incognitum, non est tamen cur ad illam solam verba illa limitentur, cum magis propriis sit specialis quæ furtur in personam nominatam, et verba privilegii absoluta sint. Præterea persuasit omneo, ut opinor, hanc sententiam Indultum Pauli III Societati concessum, et sub his verbis conceptum: A quibus rerum excommunicationis, suspensio et interdicti, aliisque ecclesiasticis et secularibus sententiis, censuris et penis, a jure vel ab homine quomodolibet latis et promulgatis. Expando enim illud adversum quomodolibet; si enim absolute dixisset ab homine, possit per argumentum supra factum restringit ad sententiam generaliam; cum vero additur quomodolibet, non habet locum restrictive: nam solum ad hoc addit potuit, ut talis restrictive tolleretur. Unde infero, doctrinam habe procedere, etiam quis nominatim denunciat sit, quia Pontificis non fuit contentus dicere, quomodo libet latis, sed addit etiam promulgatis; denunciatione autem excommunicationis late nihil aliud est quam promulgatio talis sententiae; et sententia quomodolibet promulgata, per hanc potestatem remittit potest; ergo etiam nominatim denunciatus sit. Et ideo in Compendio Societatis, verb. Absolutio, § 6, ubi de lae facultate fit mentio, simpliciter dicitur, vel a homine latis, sine ulla restrictive vel declaratione, in quo significatur nullam esse necessarium. Sed de hoc privilegio iterum in tract. 10, libro nono, capit secundo, numero vigesimo secundo.

6. Dices: ergo, si contingat religiosum excommunicari ab Episcopo in caso aliquo sibi commiso, poterit nihilominus a suo Priore absolvit, ideo etiam excommunicatus sit a legato, vel judge aliqua Apostolico. Item, licet sit excommunicatus a suo Generali vel Provinciali, poterit absolvit a Guardiano vel Priore. Quæ omnia videtur absurda, quia sunt contra debitum ordinem et regimen, et in injurias judicis ferentis sententiam. Sequa autem patet, quia verba illa, quomodolibet ab homine, tam generalia sunt, ut omnia lae comprehendant. Imo in illo privilegio aditum exceptio, nisi casus sint adeo graves et enormes, ut merito censeatur Sedes Apostolica consulenda, et declaratur huysmodi esse solum illa quatur a Sexto IV excepta, supra, cap. 21, num. 4, allata; ergo hec exceptio firmat regulam quoad omnes alias sententias a jure, vel ab homine quomodolibet latis; ergo comprehenduntur omnes casus supra numerati. Quin potius, nisi illi comprehendentur, non possit hec facialis exerceri circa religiosos quoad sententias particulares in eis latis postquam religiosi sunt. Consequens est absurdum; ergo. Consequentia patet, quia in illo statu jam constituendi excommunicari non possunt, nisi vel a
CAP. XXVI. DE POTESTATE PRELATORUM RELIGIONIS, ETC.

sois Praeclatis, vel ex speciali commissione et poteestate Apostolica. Minor probatur, quia, licet in favorem religionis concedatur hoc privilegium pro his qui volunt ingredi, non tamen pro solis illis, sed maxime pro jam professionem, seu religioni per vota conjunctis, imo ad eos principaliter dirigitur privilegium, ut ex ejus tenore constet, et in eo expresse admitter, ut absolvi possint ab omnibus ante vel post ingressum religionis in Societate commissis; ergo etiam a sententia in eos latis quomodolibet ab homine, etiam postquam religiosi sint.

7. Respondet igitur concedendo sequelam quod eam partem de censura lata a judice, vel Praeclato aliquo extra religionem, quia privilegium ad hae omnia extenditur, et ex aliquo priviliegio, Benedictinis concessi, possunt superiores etiam locales Societatis, juxta Compendium, in verbo Absolutio, § 10, absolvere subdilos a quibuscumque sententiae et peccatis, etiamae talia forent propter quae Sedes Apostolica esset consulenta. Additur autem ibi, ut id sit primum es parte subditorum debita satisfactione. Ad hanc autem satisfactionem pertinere existimo, ut, quando specialis sententia ab homine processit, ut non solum partis lese, si qua fuerit, sed etiam Ecclesiis, id est judicia (juxta modum loquenti Evangelii), nam per contumacia specialis illi facta est specialis injuria. Oportet ergo ut ante omnia absolvantur a contumacia recedat; deinde ut satisfactionem exhibeant, vel offerant, aut promittant, prout potuerit, et tandem ut judicem, a quo communicatus est, saltem reddat certum de obedientiis sibi et Ecclesie reddita, et absolutione obtenta; ita enim vitandum non est quae ex dicto privilegio sequi posse videbantur. Et hae est sufficienti ratio hujus interpretationis, quia privilegium ita debet sortiri ut in theologiam omnium minimum sedat allorum juris, et praestit in quo ad convenientem gubernationem pertinent.

8. Ad alteram vero partem, quae spectat ad sententias majorum Praeclarum ejusdem religionis, dicendum est, in eis esse hoc speciale, quod superiores possunt sibi casus, vel sententias reservare, et inferiorum Praedicatorum jurisdictionem restringere, non obstantibus privilegiis, ut dictum est. Si ergo superior Praeclatus hoc modo tulerit sententiam, vel ex Constitutionibus, aut ex consuetudine religiosis consisterit banc restrictionem seu reservationem esse factam, tunc etianda est sequela, quia quod hanc partem habet inferior Praeclatus restrictam, vel non sibi communicatam luju privilegii facultatem. Si autem talis restrictio vel reservatio non est facta, concedenda est sequela, codem modo quo in superiori parte dictum est. Et fortasse hae est intentio superioris Praeclati non restrictissim jurisdictio inferioris, ut subditus statim ac fuerit bene dispositus, et satisfactionem obtulerit, sine dilatione possit absolv.
242  LIB. II. DE RELIGIOSIS QUATENUS PRÆLATI SUNT, ETC.

tium autem latissime patet, et fere non cadit sub generalem doctrinam; sed unaqueque religio sua debet scire statuta et privilegia; et ideo solum obiter et gratia exempli, ali- quod particular institutum indicabilis. Di- cemus ergo præcipue de potestate quam ad hanc administrationem habet Praetatis religionis jure communi. Et quamvis haec potes- tas de facto amplior videatur esse in univer- salioribus Praetatis, quia tamen jura canonica, ut supra notavi, frequentius loquuntur de Abbatibus, quibus respondent omnes Praetati conventuales, ideo potestate hanc in eis explicabimus, unde facilis constavit quod de caretis dicendum sit. Tandem, quia actiones hujus administrationis varia sint, omnes possimus ad tria capita revocare, quae sunt recipere, conservare et alienare. Sub prima comprehendimus omnem acquisitionem bo- norum, quae religioni fit; sub secunda, om- nem actionem quae pertinent ad gubernatio- nem, beneficentiam, augmentum, custodiam et usum talium bonorum; ad tertiam pertinent omnis consumptio, distraction, seu alienatio; imo etiam omnis usus talium bonorum.

2. Postulam asserendum non procedere lgo- wendo ex natura rei, probatur. — Con- firmatur. — Primo ergo dicendum est, juxta pri- meam institutionem religionem, quam jis antiquum admittebat, totam administration- nem bonorum monasterii esse suum quisque apud solum Abbatem. Colligitur ex c. Nul- lam, 19, q. 2, ubi Pelagius Papa inquit: Uni- versae, quae vel ad divini cultus reverentiam, vel ad utilitatem monasterii pertinent, Abbas sollicitudo, ad quem potestas tota pertinent con- fersit, debet adimplebere. Hoc autem jis, quan- tum ex verbis ejus colligitur, non constituti- vum, sed declarativum fuit; non enim de novo statuit, sed pro constanti supponit to- tam potestatem esse apud Abbatem. Est ergo advertendum, ex vi status religiosi, et secluso omne jure positivo ecclesiastico, fieri potuisse, et antiquus ita factum esse, ut haec potestas tota in solo Praelato existat. Dico fieri potuisse, quia hoc semper dependet ex voluntate et consensu totius communitatis. Si enim ex so- la rei natura loquamus, ex vi institutionis reli- giosae congregatio, in qua singulae per- sonae paupertatem profidentur, potestas ad- ministrandi quacunque bona, immediata est in ipsa communitate, quia illa est domina, vel usuraria per se primo. Item, quia ex na- tura rei non est major ratio de uno membro illius communitatis, quam de alio. Prosterea, quia, cum omnes habeant votum paupertatis, nullus potest proprio nomine uti huysmodi bonis; ergo oportet ut facultas, in quocum- que particulari sit, derivetur ab alio; non po- test autem resolutio ultima fieri nisi ad totam communitatem ut sic; quia in nulla particu- lari persona sistere possimus intra communi- nitatem ipsam; non oportet autem extra illam progradire, ut, siclicet, potestas illa manet ab Episcopo, vel Pontifice, nam unaqueque communitas habet jus proprium adminis- trandi sua bona, quo non privatrum communi- tas religiosa, eo quod religiosa sit, quia non repugnat voto paupertatis singularum, nisi hoc etiam voluntur profiteretur; pendet er- go hoc ex voluntate eorum, qui ad instituen- dam, vel inchoandam tales communitatem primum convenerint; nam illi possunt inter se statuere, et quasi pacisci ut tota adminis- tratio temporalium rerum sit apud solum Praetatum; ergo ista fieri potuit in initio reli- gionum; semel autem facta et approbata insti- tutione, qui cum postea profiteretur, consequenter praebent suum assensum, et quantum in ipsis esset, idem jus in Praetatum transferraverat. Confirmatur ac declaratur, nam haec potestas administrandi bona temporalia nec est jurisdictionis, nec per se requirit il- lam, sed est potestas dominativa, sub ha- b comprehending potestatem ministeriale a domino commissam; ergo taliis potestas res- pectu communitatis religiosae, per se, et ex natura rei, ac secluso jure positivo, non pen- det a concessione Pontificis, vel alterius Prae- lati ecclesiastici, sed ex voluntate eorum, qui in tali communitate sociantur; ergo per eiem voluntatem fieri poterit, ut in solam Praetatum ea potestas transferetur.

vobis omnia communia, et distributur unicuique vestrum a Preposito vostro, etc., et infra precipit ut nihil occulte accipiatur, sed sit in polestate Prepositi. Cassiusin etiam, lib. 4 de Institutis renunciat, c. 13 et 14, idem de antiquis monachis refert, de quo etiam legi potest c. 20 et sequentibus, in quibus plane supponit, totam hanc curam penes Abbatemuisse; et idem sumitur ex toto lib. 7. Idem constat ex Regula S. Benedicti, c. 32 et 33, et 54 et 57, in quibus locis, et aliis, supponit totam hanc potestatem esse apud Abbatem; quot generalius declarat c. 65. Idem habetur in Regula S. Pachomii, c. 18 et 19, et regula 40. Denique reduci hoc posset ad primam congregationem religiosam quam in Ecclesia fuit, nimium Collegium Apostolicum, in quo ita erat omnia communia, ut eorum dispensatio et administrationi praecipue ad Christum Dominum pertinere. Unde cum Ioannis 13, Christus Judae dixisset: Quod facis, faciunt ego et min. discipuli eximiamur, quia eli- culos hæbæbat Judæ, quod dixisset ei: Eum ex qua opus sunt nobis ad diem festum, aut ego quis ut aliquid daret. Ratio vero hujus institutionis reddi potest, qua, ut in principio num. 4 dicesamus, necessarium fuit hanc potestatem alieui committere, quia non poterat per totum communia administra- re; ergo maxime debuit committeri Prelati, ut debitus ordo, et perfecta obedientia in omni- bus servaretur. Et quamvis possit non soli Prelati, sed cum consilio et consensu paucorum haec potestas committer, non tamen legi- unus ita olime esse factum, sed polestate suisse soli Prelatos commissam, quamvis ad prædumentum et obligationen ejus pertinentet uti consilio aliorum juxta rerum qualitatem. Ratio autem esse potuit, quia vel monachia etiam quod hanc partem tamquam perfector gubernatio electa est, vel quia haec judicatum est pertinere ad majorem sui et rerum om- nium abnegationem, et obedientias ac paupertiæ professionem. Juvare etiam potuit, quia monachorum bona parva tunc indigebat administracione, et Abbates veri patres erant, et aliorum utilitati, non sum consule- bant.

4. Hanc in solidum administrationem jus commune approbatvis. — Ob has ergo et alias causas talis fuit olim religionum instituto quaod hanc partem, eamque jure communii antiquo Pontifices approbarunt, ut docet Panormitan, et communis sententia, in c. Edo- ceri, de Rescriptis, et in c. Ad Apostolicam,
6. *Aa Abbas unius monasterii possit accipere alterius monasterio.* — Sed ponderanda est particula *ejusdem*; quia unus Abbas non potest accipere alteri monasterio, sed solum illi cuius administratio illi commissa est; quia in alia monasteria nullam habet potestatem. Inquiret vero aliquis quomodo possit unus Abbas accipere suae religioni pro alio monasterio, quando unusque Abbas erat supremsus, et non habebat unum Praelectionum generalem, neque etiam capitulum generale celebrabant, cujus consensu et potestate possit talis acquisitio fieri. Respondetur, in eo caso nullum Abbatem unius monasterii potuisse ex vi sui muneris accipere alterius monasterii, vel (ut ita dicam) potuisse acquirere auii monasterium et bona ejus suas religionem, cum ejus praetatio non extendetur extra suum monasterium. Potuisse nihilominus facultatem concedere aliquibus ex suis subsidii, ut in alio loco novum monasterium erigerent, cujus acquisitio et acceptatio ab eisdem, non ut singulis, sed ut universis, id est, ut constituentibus novum capitulum, ferveret, et tunc ad illos etiam pertinere proprium eligere Abbatem, ad quem administratio honorum novi monasterii pertinere. Addo insuper, monachos tunc suisse Episcopi subjectos, quorum auctoritate et consensu respective monasterii erigebant, et ita accedente consensu Episcopi dioecesis in quo monasterium erigendum erat, et concurrente novo capitolo religioso illum convenientium de licentia sui Abbatis, vel suorum Abbatum, facile poterat nova acquisitio ileri tali religioni.

7. *De potestate conservandi.* — *Conservatio haec ad alios etiam subditos attinet suo modo.* — Quoad secundum actum, qui est conservatio honorum, nullia etiam necessaria est limitatio, praeter eam quam citata verba pre se ferunt; habet enim Praelectionus totam potestatem, quae ad debitam conservationem et gubernationem talium honorum necessaria est, non minus quam si esset sua prorsa, quia et ad bonum regimen hoc necessarium est, aliquo communia bona facile perirent; tum etiam quia haec est intentio domini talium bonorum, id est, conventus, a quo, ut diximus, manaviit haec potestates. Unde etiam fit, ut iuxta mensuras potestatis sit etiam mensura obligationis quoad hanc cum et sollicitudinem ita fideliter administrandi talia bona, ut ad majus Dei obsequium, majoremque monasterii utilitatem conserventur. Unde, quia per se non potest totam curam immediate exercere, ad eamdem potestatem speciat posse officiosus et ministros creare, per quos hanc temporalem curam exequantur, quibus etiam obligationem res fideliter administrandi et conservandi imponunt, quae obligatio tanta estimationis erat inter antiquos Patres, ut delictum reputarent tres lenticulas et manibus per nonnullam incuriam elati, ut est apud Cassianum, lib. 4 Instit., c. 20: *Cujus (inquit) negligentiam reatus non aliener et remissus est, nisi eum publica puneatias dilistis.* Et rationem declarans subdit: *Non solus enim seipsum non esse suos, sed etiam omnia quae sua sunt, credunt Domino conserva.*

Propter quod si quid fuerit monasterio ilium, ut sacrosanctum cum omnibus decorum reparatione dobre tractari, tantaque fidei uniæ procurans atque dispensandi, ut etiam ea, quae despecti habentur, parvaque regulantur, ut vita, sine loco moveri, vel compositos collocaretur, si tenetus festucam de oratorio celato submoveri, mercedem se consecuturus a Domino totali credibilitate confidat. Ex quibus verbis intelligi potest, curam hanc conservandi bona monasterii, ad omnes et singulos religiosos pertinere, sed diverso modo: nam ad omnes pertinent conservatio quasi per accidentes, per obligationem (ut sic dicam) negativam, non dissipandae, aut non male tractandae res monasterii; quae obligationi et ad paupertatem et interdum ad justitiam pertinere poterit. Positiva autem cura conservandae res, per se non spectat ad singulos, nisi quatenus charitas interdum eam dictare potest; specie ergo ex officio et justitia ad Praelectionum, cuius est primario commissio dicta potestas, per participationem vero ad ministros quos ipse sibi constituted. Denique etiam pertinet ad Praelectionum strictiori modo conservatio rerum per negativam obligationem non consumendi vel alienandi res nisi justa mensura statim explicandam.

8. *De potestate alienandi, ac primo quod mobilitatis.* — *Notatio variariorum bonorum mobilitatis ac unae eorum.* — *Usus pecunia duplus.* — Tertius ergo actus, et praecipuum hujus potentatis est alienatio talium honorum; sub quomque comprehendimur omnem usum quae libri bona consumuntur. Hic ergo actus etiam est commissus ex vi juris antiqui Praelectionis monasterii sine ullo limitatione, praeter eas quas jus nature postulat, nimirum ut talis dispensatio sit fideler, et in monasterii utilitatem. Ut autem hoc magis in particulari explicetur, distinguere possimus bona monastic-
ri in immobilia et mobilia; de quibus terminis diximus lib. 4 Defensionis fidei, c. 18; et mobilia rursus in ea qua permanentem habent durationem cum ipso usu; ut sunt vestes, libri et similia; et in ea qua usu consumentur, quae duplicia etiam distinguunt pos sunt: quaedam, quae pertinent immediate ad conservationem vitae, ut sunt esculenta et po- culenta, quaead quam mediate, ut pecunia. Ab hac ergo ultima incipiendo, duplicem habet usum (quantum ad præsens-spectat) quo potest consumi, nimium aut emendo, late hac voce utendo, ut explicavi; aut gratioso donando; et uteque est suo modo in potes- tate Praetati religiosi, quatenus uteque vel necessario, vel utilis, vel decens monaste- rio, aut religiosis ejus (inter quos Praelatus ipse precipue computatur) esse potest, et ideo necessario debet Praetati ad hunc usum extendi. Est tamen differentia in- ter illos duo usus, quod prior licet sit consumptio pecuniae, non tamen est consumptio honorum, sed commutatio, quia loco pecuniae succedit illud, quod per illam emitur, quodque ad usus humanæ vitae necessarium est, et ideo in eo usus major facultas conceditur.

9. De usum pecuniae qui est empioto. — Nam extenditur imprimis ad ea omnia, quae ad divinum cultum necessaria, vel decenlia prudenter judicata fuerint, servata proportione ad monasterii facultates, et ad modum ac institutum religionis; quod et per se satis est consentanee rationi, et sufficienter funda- tur in illo verbo d. c. Nullam: Vel ad divini cultus reverentiam, sub quo verbo, ut recte notavit Navarrus, comprehenduntur omnes sumptus fabricæ et ornamentorum ecclesiæ; addo etiam ministrorum secularium, si qui forte ad servitiuum ecclesiæ necessarii sunt: nam haec omnia pertinent ad reverentiam divini cultus, et hos omnes sumptus nomine emptionis comprehendimus. Deinde extendit- tur ad ea omnia quae ad religiosos susten- tandos, et convenienter, et decenter, juxta sumum statum fuerint opportuna; quia ad hunc finem maxime tali bona debuta sunt, et sub his sumptibus comprehenduntur omnia quae pertinent ad fabricam monasterii, et ad supellectilia ejus, tam communitati quam singulâ necessaria, tam quoad corporis conserva- tionem, ut sunt ea, quæ ad selectum et vestimentum spectant, quam ad alia ministeria juxta institutum religionis convenientia, ut sunt libri, et similia. Et huc etiam spectant expensae, quæ fieri solent cum operaria, seu servitoribus, et iumentis familiæ religiosa necessariae. Hæc enim omnia et similia prudenti arbitrio Praelati commissa sunt, et ideo ad illa omnia plenam accipit potestatem, commensuratam regule, et rectâ ratione. Addo etiam non solum posse, sed etiam debere Praetatem huissumodi summptus et expensas facere, quia non solum charitas, sed etiam officium illum rigorose obligant; nam sub hac legi et conditione munus accept, unde, ut supra dicebamus, intercedit quisque pactum mutuum inter religiosos et religionem, cujus potestatem et obligationem Praelatus suscepit.

10. Addit vero Navarrus posse Praelatum imprimis accipere necessarii et honestos usus suam personæ, et secundo loco ponit usus fabricæ, et in tertia sustentationem conventu- tus, juxta doctrinam Abbatis, in c. De his, de Eccl. ædifice; ibi tamen Panormitanus lo- quietur de clericis secularis habitibus beneficia in alia ecclesia, de quibus ait, non teneri ex fructibus sibi necessariis ecclesiam ædificare, vel instaurare, vel pauperes alere, sed ex superabundantibus. At in nostra ma- teria longe diversa ratio est; tractamus enim de conventibus religiosis, in quibus perfectus modus vivendi in communi, et rigor disciplina servatur, ubi non est (seclusi abu- sibus) certa portio ad sustentationem Prae- lati, alia ad fabricam, alia ad religiosos susten- tandos designata; sed omnia monasterii bona indiviso destinata ad omnia onera huissum conventus sustentanda. Quapropter, non invenio ordinem ulla quem possit Praetatus inter se et alios servare, præter eum quem necessitas potest exigere, que inter- dum obligabit ad subveniendum prius aliis quam sibi, interdum et contrario. Per se autem loquendo, aequo primo ad alendum to- tum conventum tenetur, in quo ipse etiam comprehenditur, potest autem cedere juri suo, non vero aliorum, nisi in his quæ regu- lös consentanea sunt; et e converso, sicut non debet terminos regulæ aut modos religio- se cum aliis excedere, ita nec securum, quod multo magis caveare debet, tum propter exemplum, tum propter periculum quod ex pro- pensione, quam unusquisque habet ad seip- sum, oriri facile potest. Per hæc tamen non excluditur, imo maxime commendatur proportionalis distributio, nam æqualitas re- ligiosis non consistit quoad hanc partem in absoluta unitate, seu pariformitate, sed in proportionali distributione; optima autem
illa est, quæ in Actibus, c. 4, docetur: Divi
debatur singularis præst cujusque opus erat, ut Bas-
silius, Augustinus et aliis religiosorum Patres
 frequenter expendunt.
11. De secundo usu pecunia qui est donatio. —
Prælatus, donans inhoneste, peccavit contra
justitiam et contra tovum pauperitatis. — Circa
alium modum distrahebant pecunias per gra-
tuitam donationem, scendam imprimis est,
non esse comminuum Prælatum religiosis ut
solo titulo liberalitatis possit hujusmodi lar-
gitiones facere, tum quia non est dominus,
despensator fidelis et prudens, cujus non
est liberales donationes ex alienis facere; tum
etiam quia, in dicto c. Nullam, solum dicitur
posse expendere in Dei cultum, et proprii
monasterii utilitatem. Et confirmat optime c.
Abbati, dist. 54, ubi dicitur non licere Abbati
servum monasterii facere librum; et reductur
ratio: Qui enim nihili proprium habet, liberta-
tem vel aliam dare non potest; hoc enim in-
telligendum puto quando illa est mera et li-
beralis donationis libertatem, alienando rem
qua erat monasterii; idem ergo erit in pecunia.
Unde a fortiori sequitur non posse turpes
donationes facere, quales sunt in presenti
omnes illas quæ nullo titulo honesto sunt, sed
ad vanam ostentationem, vel ad quæcumque
prærum finem. Quapropter Prælatus sic
expendens pecuniam monasterii, et contra
suum officium, atque adeo contra justitiam
peccat, abutendo sua postestate, et contra to-
vum pauperitatis, quia utitur illis bonis, non
ut Prælatus religiosus esse contulit, et ideo
non opinor esse in postestate eius, regulari-
riter loquendo, tum quia melius est, si com-
mode postet, augere et perficiere monaste-
rium ipsum, vel quod ea quæ pertinent ad
cultum divinum, aut habitationem, vel quod
perpetuos redditis, ut ex eis plures religiosi
sustentari possint, quod majus Dei obse-
quium est, quam abundans eleemosyna in
communibus necessitatis, ut adnotavit Na-
varrus, dicto Comment. 3, de Regul., n. 7, in
fine.
12. Titulo eleemosyna donare potest justa
facultates convertas. — Nihilominus tamen pot-
est ex aliis honestis titulis aliquid gratiosum
donare: primo titulo misericordie in eleemo-
synam, ut est certum apud omnes, quia mo-
nerium potest, imc et debet facere eleemo-
synam, si valeat; hec autem cura demanda-
data est Prælatu, quantum est in jure com-
muni, ut loquimur, et ex antiqua institutione,
quia neque alii singuli possunt eam facere
sine licentia Prælati, ut supra tractatum est,
nec ad hoc erat semper totus conventus con-
gregandus, neque etiam legimus hocuisse
communium aliqui Concilio ex pluribus suffra-
giis decisivum constante; ergo erat comminum
Abbati. Et in dicto c. Nullam, comprehendi
potest tam sub his quæ pertinent ad rever-
rentiam et cultum Dei, quam sub his quæ ad
utilitatem monasterii pertinent, utrumque
enim habet eleemosyna. Quantum autem in
hoc genere largitionis possit Prælatus, non
potest certa regula prescribi, sed prudenti
arbitrio relinquentum est, considerii mo-
nasterii facultate, et aliii occurrentibus cir-
sumstantiis.
13. An possint dare omnia superflua. —
Specialiter autem quæri solet, an possit vel
debet Prælatus omnes superabundantibus
redditis in eleemosynam dare. Respondetur,
necque in hoc etiam posse assignari genera-
tem regulam; regulariter autem id necessa-
rium non est, nec conveniens, quamvis in-
terdum possit esse laudabile, et aliquid
præcepsit. Pendet enim hoc ex occurrenti-
bus necessitatis proximorum; nam si ille
sint extrema, non solum superflua, sed etiam
alia ex necessariis danda sunt, habita
zione aliorum, qui ad talem necessitatem sub-
levandam solet concurrefig. Si vero necessi-
itas sit gravis, omnia superflua sunt danda,
nisi ex concursus aliorum necessitas minu-
tur. Si autem necessitates tantum sint com-
minues, licet aliquid ex superfluis dandam
sit, maxime a religiosis propter exemplum,
dare tamen omnia nec necessarium est, ut
suppone ex materia de eleemosyna, neque
in Prælato religioso esse contulit, et ideo
non opinor esse in postestate ejus, regulari-
rater loquendo, tum quia melius est, si com-
mode postet, augere et perficiere monaste-
rium ipsum, vel quod ea quæ pertinent ad
cultum divinum, aut habitationem, vel quod
perpetuos redditis, ut ex eis plures religiosi
sustentari possint, quod magis Dei obse-
quium est, quam abundans eleemosyna in
communibus necessitatis, ut adnotavit Na-
varrus, dicto Comment. 3, de Regul., n. 7, in
fine.
DE POTESATE PRÆLATORUM RELIGIONIS, ETC.

nam est solutio alienus debitis moralis. Dici etiam potest pertinere ad utilitatem monasterii: nam qui gratum animum non ostendit, etiam in his temporalibus bonis, juxta modum suo statui convenientem, non potest aliquor benevolentiam et amicitiam conservare, quod est magnum incommodum, etiam humanum ac temporale. Unde etiam addo non solum habere potestatem Prelatum ad remuneranda obsequia vel beneficiar jam recepta, sed etiam ad praveniendum aliquid, gratis erogando, ut se urbanum et benevolentiam ostendat, respiciendo semper ad majorem proximator ediﬁcationem, vel ad monasterii utilitatem; atque ita omnia hae comprehenduntur sub citatis verbis c. Nullam. 

Et ad hae capita videtur revocari omnis erogatio pecuniae, qua a Prelato religioso fieri potest; mensura autem et modus in qualibet earum regula prudentiae prescripta sunt, quia nulla alia vel jure taxata est, vel generali ratione deﬁniri potest; considerandus ergo est ﬁnibus largitionis, et potestas monasterii, ut, servata proportione et respectu ad utrumque, medium in largitione servetur.

15. De Motu proprio Clementis VIII contra largitiones.—Hic autem occurrerat specialis difﬁcultas orta ex speciali Motu proprio Clementis VIII, quem late explicavit Sancius, lib. 8 de Matr., disp. 4, n. 7, et adduxit Azor, tom. 2, cap. 9, q. 5, qua largiones religiosorum prohibentur. Sed præterquam quod nunc loquiari stante praesens in antiquo jure communii, non credimus ibi esse prohibitas largitiones, qua et nomine communitatis, sen, quod perinde est, vel potestatem ab illa acceptam, et honestissimus titulus a nobis explicatis et cum debita moderatione ﬁunt; quod facile ex ipso Motu proprio constabit, et per se est verisimile, quia hae omnia et valide decentia sunt, et religiosi statui necessaria, ut rationes factae ostendunt; addo etiam non videri eum Motum satis usum receptum, saltem in hoc Lusitaniae regno.

16. De usu alienorumibus quod in usu diu permanent.—Quid de donatione gratuita hominum bonorum.—Quid de onerosa.—Preterea, de aliis bonis mobilibus, quae in usu diu permanent, licet paulatim conterantur, et tandem consumuntur, eadem fere regula servanda est; nam etiam est apud Prelatum potestas alienandi illa, quia hæ actio interdum esse potest utilis vel necessaria monasterio; ergo oportet ut potestas circa illam aliiæ demandata sit; ergo est in Prelati, cui est tota potestas commissa. Limitatio autem hujus potestatis eadem est quaod illa duo principia in dicto textu insinuata, quia non ut dominus, sed ut dispensator potest Prelatus alienare hæ bona, vel ad majorem cultum et reverentiam supræ domini, vel ad proprii monasterii utilitatem. Unde ﬁt ut ex illis duobus modis alienandi, vel simpliciter donando aut consumendo, vel pro pecunia seu alia re commutando, priorius liceat Prelati, et cum magna mode-
ratione. in rebus parvae estimationis, et supravacancis monasterio, quanquam in hoc etiam non possimus aliam regulam nisi prudentiam assignare, quia nulla certa quantitas absolute limitata est; regulis ergo superius positis et cum proportione applicatis utendum est. Posterior autem alienandi modus sepius potest esse conveniens, quanquam etiam debeat rarior in his bonis quam in fructibus, qui usus consumuntur, quia quo res ipsa majore habet stabilitatem, eo etiam eorum dominium, vel possessio majore foret atque postulare videtur; tum etiam quia haec res ex suo genere solent esse gratiosiores, et habere meliorem usum in uno individuo, quam in alió; ac denique venditio vel commutatio talium rerum raro solet esse utilis monasterio, nisi in aliqua gravi necessitate, vel nisi in alias utiliores commuturat.

18. De potestate alienandi immobilia. — Ostenditur hanc etiam potestatemuisse in Praelatojuro antico. — Hinc tandem immobili um alienatio ex suo genere difficilior est, quia talia bona solent esse quasi fundamenta monasterii in his quos ad usum et conserva tionem corporum pertinent, sine quibus spiritualia non possunt subsistere. Unde sit, ut nuncquam fuerit in potestate Praesulatorum talia bona its distribvere, ut monasterium omnino illis privetur sine sequenti vel meliori compensazione, quia haec non esset administratio, sed dissipatio honorum, Prae late autem tamen data est potestas administrandi, non in destructionem, sed in edificationem (ut verba Pauli, 2 Corinth. 13, usurpem). Nil hilominus tamen non omnino caret Prae latus, ex vi juris communis, potestate alienandi haec bona, quia si alienatio sit in utilitatem, etiam controlebitur sub regula in dicto c. Nullam; quia verba generalia sunt, et nullo alio juro antico fit illa exceptio; nec ratio cogit ad illam admit tendam; quia polius, si superius facta pro licitis alienationibus mobilium, convenienter applicatur, etiam ostendunt hujus facultatis necessitatem, supposita monarchia antiquorum monasteriorum. Quod erit evidenti us, si nomen alienationis aliquantulum extendamus; in rigorosa enim significatione importat ventionem, donationem, vel quamcunque aliam similis actionem, per quam dominium rei in alium transfertur; latius autem solet extendi illa vox ad locationem, vel conductionem, et alios similis contractus, per quos usus vel ususfructus rei, vel dominium utile ejus perpetuo, vel ad aliquid certum tempus sub aliquo onere seu pensione alienatur, juxta ea quae statim dicemus, et constat ex c. Nulli, de Rebus Eccles. non alienis, et 1. ult. C. de Rebus alienis non alienandis, et Auth. de Non alienandis, § Novigitur, vers. Alienationes, collat. 2. Manifestum autem est in monasterioris habentibus bona immobilia necessarium sepe esse hujusmodi contractus facere; ergo necesse fuit potestatem administrandi Praelato concessam ad hujusmodi actiones extendi, sub limitatione posita in dicto cap. Nullam, nam in his bonis est maxime necessaria.


30. Euneclarur conclusiones posita num. 2. — Ultimo vero addendum est circa dictam conclusionem exclusivam (ut vocant), num. 2 positam, non excludere concomitantia. Cum ergo dicimus solum Praelatum habere hanc potestatem, non excludimus dependentiam ejus a suo superiore, sitalement habebat; sed
CAP. XXVII. DE POTEESTAE AD PREDICTAM A MINISTRATIONEM, ETC. 249

dependentiam a suis subsidium, de qua expressa loquitur dictum caput Nullam. Unde cum
alius Abbates regulares esse in subditu Episcopis, tenebantur in hac administratione, et
nibil agere contra eorum voluntatem, et in rebus gravioribus, praeerim in alienatione
ibus eorum, Episcoporum consentiam expec- tare, ut expressa cavetur in c. Abbatis, 12,
quest. 2, ex Concilio Aurelianensi III, c. 23,
et in cap. In venerationibus, 17, quest. 4, ex
Concilio Agath., c. 56, in quo etiam adventorium
est bona monasteriorum, seu religionis,
sempem habita esse in Ecclesia tanquam ecclesiastica,
us constat ex decretis 10, q. 2,
et 12, q. 2, et 17, q. 4, per multa capita, et
in Decretalibus, de Rebus Ecclesiae non aliena-
ndis, et Cod. de Sacrosanct. Eccles., et
merito, quia et monasterii ipsa loca sacra
unt, et religiosi personae sunt ecclesiasticae,
ac bona eorum peculiariter sunt divino cultu
dicata. Hinc ergo fit ut quamvis praedicta
potestas osset apud Abbates, nihilominus
crentur non ut illa contra ecclesiasticos ca-
nones, in his quae de rebus Ecclesiae nullo vel
certo modo alienandis disponunt; nam illi
non erant a sacris canonibus exempti.

CAPUT XXVII.

DE POTEESTATE PREDICTE ADMINISTRATIONE IM-
MOBILUM, JUXTA POSTERIOR JUS CANONICUM.

1. Diximus precedentibus capitae de hac po-
testate juxta antiquum jus communis; nunc
juxta posterius agendum. Dico ergo: potes-
tas administrandi bona religionis, nunc etiam
standing in iure communis, eadem est in Pro-
lato regulari, excepta solum restrictione quae
jure canonico advocata est, quod alienatione
aliquorum honorum. Probatur prima pars,
quia ab antiquo jure non recedimus,
 nisi quatenus per posterius mutamtem est;
sed nullum inventum novum jus commune
seu Pontificium quod potestatem hactenus
explicitam amplius restringat; ergo.
Minor, quoad negationem quam includit, probatur,
quoniam neque in corpore juris canonici,
neque extra illud extat lex in universum ali-
quid circa hoc statuens, vel generaliter de
ecclesiasticis bonis, vel specialiter de regula-
ribus, pretiuquam circa alienationem rerum
immobilium aut pretiosarum; de quibus, ut
ad posteriorum partem assertionem veniamus,
multa sunt antiquae decreta, quae proibent
Pralatis res immobiles vel pretiosas Eccle-
is alienare; tamen omnia intelliguntur de
alienatione contraria divino cultui, vel utili-
tari Ecclesiae, et ideo semper intelliguntur ex-
cepta casus, in quibus vel pietas, vel neces-
sitas, aut utilitas, causa est talis alienationis,
us notant glossa et Doctores in c. Nulli, de
Rebus Ecclesiae non alienand. Tamen pro il-
lis casibus, in quibus talis alienatio licet, ve-
rum est in Authenticis citatis inventae specia-
lem formam servandam in alienatione rerum
ecclesiasticarum, quam multi Doctores cens-
ent semperuisse servandam, quia erat canoni-
izada, 10, q. 2, c. 2. At vero licet Gratianus
ibi eam inseruerit, non sequitur esse canoni-
izada, ut constat ex materie de legibus et
ideo plures Canonistae censent neque esse,
nec fuisset semper necessarium formam illius
Authenticae servare; de qua re videri potest
glossa, in c. 4, de reb. Eccles. non alienand.,
in 6; Glossa, Panormit. et alii in cap. Nulli,
extra, eodem titulo; et Rebuffus, in tract. de
Alienatione rerum Ecclesiasticarum, n. 2.

2. Solemnitas alienationum quo posterior
iure fundatur. — Omnis ergo similibus legi-
bus, per iure canonicum specialis solemnitas
postulatur, sine qua Praefatus religionis ne-
quit bona immobilia aut mobilia pretiosa, que
servando servari possunt, et cum illa aliena-
re potest, nulla habita ratio alienari conditionem
etiam per ius civilie requiratur, ut tradunt praedicti Doctores, et Innocentius, in
cap. 1, de Rebus Eccles. non alienandis, in
6; Panorm., in cap. In presenti, de Probat.,
n. 28. Et ratio facta convertit, quia hac materie
ecclesiastica est, non civilis. Primo aut-
tem fundatur necessitas hujus formae seu so-
lemnitatis, in cap. Sine exceptione, 12, q. 2,
quod a Gratiano tribuitur Leoni Papa,
in epist. ad Episcopos Sicilie, non citat autem
numerum epistulae; inter epistolae autem
Leonis I, solum quarta est ad Episcopos Sici-
lie, in qua hoc caput non habetur. Neque in
tomis Conciliorum inter opera ejus refertur.
Unde non mihi constat an fuerit Leonis I, vel
alterius, quia neque a Gratiano notatur. Ne-
ce inter decretal vel gesta alicujus Pontificis
Leonis vocati illud invenio. Ut autem in Gre-
goriano Decreto ad vestam, aliui referunt illud
caput ex Leone in Concilio apud Valentias,
vel ex Concilio Carthaginensi IV; sed in nullo
Concilio ex Valentino, quae habemus, illud
cap. habetur; in Concilio autem Carthagi-
nensi IV, can. 30, iita legitur: Ut Episcopos
rebus Ecclesiae tanquam commendatis, non tan-
quam propriis notatur. Et c. 32 subjungitur:
Irrita erit donatio Episcoporum, vel enditio, vel commutatio rei ecclesiasticae, sine consentiencia et subscriptione clericorum. Quae verba habentur in ultima parte illius capitatis, Sine exceptione; et in c. 1, de His quae sunt a Praevatis, et alibi tribuuntur Concilii Valentin. Cujuscumque igitur auctorius fuerit illud decretum, certum est esse authenticum, et formam in eo praescriptam esse necessarium, ex vi juris communis, prout nunc loquitur.


4. Instantia occurritur. — Dices: interdum potest res ita esse inutilis, ut nec vendi possit, nec commutari pro alia utili; tunc ergo licet talem rem donare absque alia utilitate. Respondet primum, si habeare talem rem esset onerosum religioni, quia nimirum in conservanda illa aliquid expendit, tunc jam esset utilitates in ea donanda, quia vitare expensas inutilas utile est; sed hoc vix accidere potest in rebus immobiliibus, sed solum in se movenibus, quae, quando hujusmodi sunt, iam pars est; etiam ista estiamionis sunt, ut non pertinent ad bona de quibus agimus. Si autem res immobiles sine ullo damno, vel incommodo, monasterio sub ejus dominio conservari posset, quantumvis inutilis videatur, non potest, ut opinor, liberaliter donari sine aliqua commoditate, vel morali utilete monasteri, tum quia habere illud non nocet, et quod nunc ut detur inutili, in aliqua occasione poterit esse utile; tum etiam quia, ut causa sit legitima, non satis est quod alienatio non sit inutilis, sed oportet ut sit utilis, ut juris dicta docens, et ideo inter res utiles non licet commutare qualem pro equali, licet aliquid commodi inde monasterio accrescat, omnem ergo ha causae sub una utilitate continentur.

5. Ultima causa, pietas. — Addunt vero auctores citati aliam causam, scilicet, pietatem, qualis est, verbi gratia, redemptioni capitorum, nam pro illa dicunt posse bona Ecclesiae alienari, quod probant ex leg. Sanctus, c. de Sacros. Eccles., ibi: Excepta videlicet causa captivitatis et famis; nam sic necessitas fuerit (iuxta) in redemptione capitorum, tum venditionum profuturum rerum divinarum, et hypothecam, et pignorationes fieri concedimus, quoniam non absurda est animam hominum quiubuscumque vasis vel vestimentis proferre. In quaque solum est sermo de rebus mobilibus; expendi autem possunt illa verba, quiubuscumque vasis et vestimentis, nam plane extenduntur ad rei pretiosas quae equi parantur immobiliibus; expresse vero in Authent. de Alienat. et Empeht., tit. 3 de Alienatione et empehtusi, c. 9: Sanctianis, dicitur, Ecclesias, seu aecnonem dictis praeipuis alienare res immobilius pro capitorum redemptione, nisi sub hac condicio possessiones aliqui dedeterint, ut nullo modo ha alienent. Sed haec leges cum ecclesiasticis non sint, non possunt de rebus Ecclesiarum disponere, et icta non videtur illis standum, nisi vel quatenus ipsum jus naturale et divinum explicat, vel canonibus consentantibus. Invenimus autem illas leges canonicatas per jura canonica, c. Sacrorum, 12, q. 3, ubi Gregorius ait: Sacrorum canonum statuta, et legales auctoritas permissit, licet res ecclesiasticas in redemtionem capitorum impieti. Similia verba habet lib. 6, epist. 36, c. 199, et apud Gratianum supra, c. Bisacrorum. —

6. Ministeria Ecclesiae vasta sacra vocantur.
sed oporet cautè exponere verbum illud: *Ministeria Ecclesiae* non enim est sensus, ecclesiasticum munera aut actiones vendi posses propter opera mericordiæ, constat enim illud non licere; sed vasa sacra, quia ad divina ministeria deputata sunt, ministeria sancupavit, ut patet ex verbis infra subjunctionis: *Si de prædicta Ecclesia usuale argumentum est, supracrispam quantitatem accipiet, aliqui de sacratis vasibus vos hac in re eam, quam prædiximus, qualitatem præbere necesse est; nam sic ut omnino grave est frustra ministeria ministeria vendere, sic iterum cuius est, insinuante hujusmodi necessitate, res desolata Ecclesiae capitatis suis praeponere, et in eorum redemptiones eussassa. Quod etiam eleganter prosequitur Ambrosius, lib. 2 de Offic., cap. 28, et habetur apud Gratianum, c. Sicut. de Aurum, q. 2. Ex predictis autem verbis constat, hunc casum comprehendit sub Ecclesia utilitate, imo etiam necessitate, ut Gregorius in citatia verbis satis declaravit, recteque comprehendit: hae causae in dicto c. Sine exceptione, in verbis illis, ut meliora prospiciat. (Vide Molini., t. 2 de Just., d. 468, et Civid., l. 2 Var., c. 16, n. 8 et 9.) Addit quintam causam Hostiensis, in Summa, tit. de Rebus Eccles. non alien., scilicet expositionem, ex c. Ad aures, cod. tit. Verumtam in ilio etiam textu major Ecclesiae utilitates considerata est, ut patet ex illis verbis: *Nisi forte tunc alii possint ad majorum Ecclesiae utilitatem cum sodem laboris et omere conferre. Solum ergo potest ratio aequitatis facere, ut cum aequali Ecclesiae utilitate is preferatur, cui alia ratio aequitatis favet.*

7. *Haecdies explicate conditio est juris naturatis.* — Atque hæc conditio ita explicata per haec omnia membra non tam est positivi juris, quam divini et naturalis, quod quidem verum est de quomque Preloti ecclesiasticum, quantum ad bona ipsius Ecclesiae, quorum ipse non est dominus, sed dispensator; multo vero magis in Preloti regulari propter panper tantatem, quam profitetur. Additur vero expositio huius necessitatis esse ut de hac causa constet et publicum instrumentum ad hoc specialiter factum, ita ut non sufficiat hoc inseri in instrumento alienationis. Ita docet Dominicus, Philippius, Socinus, et Guido, quos refert et sequitur Rebuffus supra, n. 10. Hanc vero solemnitatem non irem inveni expressum in d. c. *Sine exceptione*; ipsi vero aleg ant cap. 1, de Rebus Eccles. non alien., in 6, cujus verba sunt: *Preservorum cum evidens necessitas quare fieri debebet, vel utilitas non subesse.* Ex quibus non video quomodo illa peculialis conditio et solemnitas colligatur, nam ibi solum requiritur ut vere subiet evidens necessitates et utilitates; quod autem hoc constare debebat per speciale instrumentum, ibi non dicitur, neque ego invenio aliud in jure expressum; durum autem est admittere conditionem ut necessariam ad contractus valorem vel honestatem, quam jura non exprimunt. Preservum, quia in c. 2, de Rebus Eccles. non alien., in 6, solum postulatur ut alienatio fieret in forma, et casibus a jure permisisse; casus autem sunt supra numerati, circa quos, ut de illis constet, nulla forma positar in jure, sed circa alia, quae statim dicemus. Quocircum, nisi consuetudo fortasse obstat, videtur prohibabilis, ex parte cause sufficer quod in re subsit, et sufficiens possit esse illa in judicio constare, sive per speciale instrumentum, sive aliquis modis. Ad quem autem pertineat probare hujusmodi utilitatem Ecclesiae, si forte post alienationem lis exorta sit, videri potest in ciatis autorsibus, et preser tim in Covarr. lib. 2 Varrarum, c. 47; ad nos enim non spectat.

8. *Secunda conditio alienationum immobilium bonorum.* — Secundum, ut recte fiat alienatio, necessarium est ut ante illam praecedat tractatus, d. cap. *Sine exceptione,* ibi: *Et cum totius cleri tractatu et consensu,* et in c. 4, de Rebus Eccles. non alien., in 6, quedam concessio reprobatur, quia tractus solen nias, et diligens, qui in talibus concessionebus perpetuis, et alienationibus rerum ecclesiasticarum exigitur, non fuit habitus in eadem. Est autem tractatus mutua collatio conventus, seu capituli, de necessitate vel utilitate alienationis; unde ad illum convenire debent omnes, qui circa talem alienationem sufragium habent, nam eorumdem petitor tractatus, quorum consensum postulatur. Oportet etiam (juxta communem interpretationem) ut tractatus fict inter religiosos vel clericos capitulariter congregatos, ita ut non sit satis separatim cum singulis rem tractare, aut per litteras cum eis conferre, nisi in unum conveniant, et inter se conferant, nam et verba jurium hoc indicant, et juvavet c. *Tertii loci,* de Probationibus, et res ipsa ita postulat, ut convenienceri agi possit, et Doctores consentiant, ut patet ex superioribus citatis. Ad dit Rebut., supra, numero suo 12, debere fieri speciale instrumentum de hoc tractatu, quod in jure non invenio expressum, et ideo non judico esse necessarium in foro cons-
scientiae; tamen in exteriori praxi sequendum est usus et communis sententia; existimo tamen sufficere quod in eodem instrumento alienationis narretur tractatus precedens, non tantum pressupponendo, sic enim oper- tebit ut alia via de suppositione constaret; sed narrando illum, et dando fidem illius, ex sententia capituli, quae ex illo resultaret circa utilitatem alienationis; et fortasse jury- rata nihil aliud intelligunt.

   — Tertia conditio est consensus capituli in talem alienationem. Patet ex citatis verbis c. Sine exceptione, et ex aliis statim cитandis; unde quod hanc partem multum diminuta est potestas Prelati, quia non est monarchia, sed conjuncta cum aristocratia. Ratio autem seu congruentia hujus juris fruiss vide- tur, ut difficilior fieret hanc alienation, et quia fortasse Prelati abutabantur potestate quam antea in solidum habere solet; et, si petebatur consilium seniorum, vel capituli, non erat decisivum, sed consultivum; juxta hanc vero formam omnes de conventu habent suffragium decisivum. Unde duo actus hic distingue sunt, unus pertinentis ad tracta- tum, alius pertinentis ad ipsam contractum alienationis. Prior pertinent ad intellectum seu judicium, per illum enim quasi fertur senten- tia quod talis alienatio expediat, vel necessaria sit monasterio, ad hanc enim ordinatur tractatus, et, si in ea Prelatus non confirmat tractatus, saltem pro majori parte, non esset ultra progresdiendum, quia jam dees- set justa alienations fundamentum, nec posset rationabiliter postulare consensus in alienatione, ab his qui eam convenientem non esse judicassent. Alius actus est voluntatis, quia proprae nomine consensus significatur, et est voluntas quod talis alienatio fiat; po- test enim aliquis judicare utile esse monaste- rio ut fiat alienatio, et nihilominus nolle ut hic et nunc, vel cum talis persona fiat, pro-pter extrinsecos respectus, vel rationes; propter ea ergo requisitum consensus in ipsam alienatione. De quo consensus, quomodo debeat exprimi in instrumento per pro- pria nomina, et subscriptiones singulorum, et de aliis circumstantiis ejus, videri possunt anctores citati.

10. Explicatur hic posterior actus. — Quod ad nos spectat, solum est advertendum re- quiri simul consensus Prelati, et capituli. Ut autem capitulum consentire dicatur, non est necesse ut omnes de capitulo consentiant, sed sufficit major pars, ut ibi glossa adverdit, nam quod a majori parte fit, censetur a toto fieri, ut supra, caput. 5., tractando de elec- tionibus, diximus; si autem saltem magna pars non consentiat, etiam plures cum Pre- lato velint, nihil poterit, quia tunc verum non est, capitulum consensisse; et contrario vero, quamvis totum Capitulum, excepto Prelato, consentiret, non posset alienatio fieri, ut est communis sententia Doc- tororum quos retulit, quia utriusque simul, Prelati scilicet et capituli, consensus necessari- us est. Item, quia per hanc formam non privatur Prelatus sua potestate, sed solum limitatur ne possit illa uti sine consenso capi- tuli, ut aperte colligitur ex juribus citatis; ergo semper necessarium est ut interveniat auctoritas et potestas Prelati, quod esse non potest sine consenso ejus. Tandem ob hanc causam, sede vacante, non potest capitulum cathedralis Ecclesiae bona ejus alienare, ut constat ex c. 4, de Rebus Eccles. non alien., in 6, ubi glossa adverdit idem esse in mino- ribus Ecclesias, c. Si qua, et c. Procarie, 42, q. 2. Hujus autem ratio inter alia est, quia auctoritas Prelati est maximo necessaria ad hujusmodi actum; ergo quando Ecclesia non vacat, fieri non potest sine consenso ejus.

11. Quasibulum in seurgens. — Auctor probabilis resolutio. — Solum quari potest, si contingat in capitulo paria esse suffragia prae- ter Prelatum, et inter se equaletur dividii, ad id sufficiat ut, accedente consensi Prelati, fieri possit alienatio; videtur enim non statis esse: quia capitulum in hoc negotio de- bet considerari ut consistentum a Prelate, nam jure dicunt, Prelatum non posse hoc facere sine consenso capituli; et e converso di- cimus consensum totius capituli sine Episco- po non sufficere; considerantur ergo capitulum et Prelatus tanquam ducispersonae con- distincte, quamum consensum simul necessarii sunt; sic autem considerando capitulum non potest dici in eo caso consentire, quia major ejus pars non consensit. Nihilominus probilius videtur, saltem in religionibus, ubi ca- pitulum non ita consistentiertur a Prelato, sic- cut in cathedralibus Ecclesiis, illum consen- sum capituli sufficere, quia Prelatus est pars capituli, et ideo absolute verum est tunc ma- jorem partem capituli, et consequenter capit- iliorem ipsum consentire. Neque est inconve- niens quod Prelatus suo consenso operetur, et ut pars habens suffragium in capitulo, et
CAP. XXVII. DE POTESTATE AD PREDICTAM ADMINISTRATIONEM, ETC. 253

ut caput, et superior sua fungens potestate; alque idem censeo de quomque capitolo, in quo Praelatus eodem modo presiderit. Alia multa possent de his conditionibus tractari, quae omittat, quia pertinent ad universaliorem materiam de bonis ecclesiasticis, et quia unaquamque religio hic observat, ut statim dicam, juxta privilegia sibi concessa; videri ergo possunt in citatis auctoribus, presentibus in Pauromitanio, in c. 1, et c. Tua, de His quae sunt a Praelatis, etc.; Geminiano, et aliis, in c. 1 de Rebus Eccles. non alienis, in 6.

12. Solum ergo addendum est, pro regularibus Praelatis jure novo confirmatum et declaratum esse illud antiquum jus, in Clemen. unico, de Rebus Ecclesie non alienandis, ubi omnis religiosis, monasterio, Prioratus, Ecclesia, sua administrationi cuius praeidentibus, prohibetur haec alienatio; nisi necessitas aut utilitas monasterii, Prioratus, Ecclesiae, aut administrationis aequi modi hoc exponat, constat autem, si conventum non habeant, Praelati proprii assensum ad hoc nihilominus accedant. In quo jure solum superest explicandae illa ultima conditio, quae additur, quando deest conventus: tunc enim solius Praelati consensum postulatur. Ex quo imprimis videtur a contrario sensu colligi, quando Praelatus, aut Prior habet conventum, tunc, si uteque consuetudinem, non esse necessarium consensum superioris Praelati. Probatur, quia hic specialiter postulatur quando deest conventus; ergo, quando non deest, sufficient consensus ejus, sive consensu superioris Praelati.

13. Objectio. — Sed contra hoc obiecti potest, quia Praelatus non exemptus non potest aliquid alienare sine consensu Episcopi, etiam si conventus consentiat, ut colegitur ex c. Abbatibus, 12, q. 2, et c. In videntiounibus, 17, quest. 4, et tradit glossa recepta in Summa, 12, q. 2; Praelatus est regulis communis exemptus indiget consensu suis Provincialibus, quem habet loco Episcopi, nam, cum sit exemptus, in illo consensu Episcopi necessarius non est, ut notavimus Turrecre., in dicta Summa, in princ., 12, quest. 2; tamen loco illius estecessarius consensus sui Praelati. Respondetur ad priorem partem, in dicta Clementina non requiri in eo casu consensum superioris Praelati; et ita ex vi illius non esse necessarium consensum Episcopi; tamen, quia illa non revocat antiquum jus, nec de hoc aliquid positive disponit, ideo, ea non obstante, verum esse communem sententiam. Nam argumentum in contrarium, licet sit efficiens ad pro-

bandum, ex vi illius non postulare talem consensum, non tamen est efficac ad probandum non requiri ex vi aliorum jurium. Atque idem dicendum est ad posteriorem partem, quae per se est consentanea juri communi, quatenus Provinciales vel Generalis vicem Episcopi tenet respectu monasterii exempti; nihilominus tamen illud pendet ex proprio jure uniuscujusque religionis. Ubi autem nihil in contrario statutum fuerit, predictum jure commune servandum est, adeo ut Archidic. Hostiens. et aliis, quos refert et sequitur Rebuff. supra, n. 85, non valere consuetudinem in contrario dixerint.


15. Dubium alterum per distinctionem duplicis causae resolvitur.—Qui in posteriori:
LIB. II. DE RELIGIOSIS QUATENUS PRELATI SUNT, ETC.

Quid in priori.—Sed quid si talis Prior fuerit exemptus? Responeo: aut est immediatus Papa, aut habet Praelectionem superiorem in eamdem religionem; in hoc posteriori casu, proprii Praelectionis regularis consensus necessarius est, et sufficit. Solum tenebitur ipse Praelectus superior, ad præbendum suum assensum, uti consilii sibi juxta suum regulam praescripto ad similes res graves definiant, sive illud consultivum sit, sive definitivum: quoad hoc enim verum est, dictam Clementinem, licet in eo casu non requirat consensus aliquius capituli vel consilii, non tamen excludere alia juris specialia, quae illud possunt requirere. Quocirca, si bona illius Ecclesiae, que per hujusmodi Priorem sine proprio conventu administratur, sunt ita annexa alteri monasterio, ut censeantur etiam bona illius, ideoque talis Prior sit subjectus Praelectionis illius monasterii, tunc sine dubio erit necessarius consensus non tantum Praelecti, sed etiam capituli monasterii; quin ipsemet Praelectionis non potest dare suum consensus ad alienanda bona monasterii sine consensus capituli; illa autem bona etiam sunt talis monasterii. At vero in priori casu necessarius erit consensus Pontificis, nam ille est proprius Praelectionis talis Abbatis seu religiosi exempti; quod notat glossa in dicta Clementina, verbo Propris, et Rebuffus supra, num. 88. Qui omnes adunt, si talis Abbas Ecclesiam habeat pleno jure sibi subjectam, id est, cum Episcopi jurisdictione, tunc non indigere consensus Pontificis, nam potius ipse potest praebere auctoritatem alienationibus bonorum cujuscumque Ecclesiae sibi subjecte, consentiente illius Rectore. Advertam tamen non solum in regularibus, sed etiam in secularis Praelectionis inventi minime posse aliquem habentem jurisdictionem Episcopalum, et Pontifici immediate subjectum, qui tamen conventum non habeat, seu capitulum, vel saltem clerum; qua propter nullum existimo esse talem Abbatem, qui solo arbitrio suo sine consensus aliquius Praelecti sibi superioris, saltem lapes, et sine consensus aliquius capituli, vel cleri, vel saltem proximi rectoris Ecclesiae, possit bona Ecclesiae alienare. Nam in dicto cap. Sine exceptione, generalis regula ponitur, Episcopum non posse alienare bona Ecclesiae sine consensus cleri; ergo multo minus poterit inferior Praelectionis habens jurisdictionem Episcopalum; ergo, e contrario, quotiescumque locum habet casus dicte Clementina, in quo religiosus Praelectus non indiget consensus aliquius conventus, vel cleri, quia illum non habet, necessarius illi est consensus aliquius Praelecti superiors, saltem lapes, quantumcumque ipse exemptus sit; nec in hoc existimo posse habere locum limitationem vel exceptionem, sed solum in illis Praelectionis, qui, cum habeant conventus, in eis habent Episcopalum jurisdictionem solum Pontificii Summo subordinatam.

De quibus rebus alienandis intelligatur predicta solemnitas.

16. Responsio de bonis immobiliis, et qua talia sint.—Additur vero in dicta Clementina limitatio hujus formae seu prohibitionis, his verbis: Verum promissio ad locationem vel etiam reddituum aut fructuum venditionis et tempus modicum faciendas, declaramus utilitatem non extendi. Circa quale verba duae in hoc puncto declaranda supersunt. Primum, in quibus bonis alienandis requirantur predictae conditions; secundum, in qua eorum alienatione necessaria sit; utrumque autem horum satis distincte explicatur in Extravag. Ambitiosa, de Rebus Eccles. non alien. nam generalis regula, ibi statuta de Ecclesiasticis bonis, ad regularia etiam applicanda est. Quod priorem ergo partem, declaratur ibi, bona, circa quam predicta omnia servanda sunt, esse omnia immobiliis, et pretiosa mobilia; unde fit, circa alia omnia, que hujusmodi non fuerint, conditions illas non esse necessarias, ac proinde circa alienationem illorum integrum manere jus antiquum, et potestatem quam juxta illud habet regularis Praelecti. Quod autem per immobilia bona intelligatur, res nota est, et videri potest Panormitanus, cap. Nulli, de Rebus Ecclesiis non alienandis, n. 9 et 10, et tomo praecedenti illud attigimus, tracendo de materia pauperitatis. In presenti ergo sub immobilibus bonis comprehendetur tam res corporae, fixae et immobiles, quam actiones et jura vel redditus longi tempore, suo jus dictumur ad illos; censeatur autem dictturn, si sit saltus desem annorum. Item etiam jura, se debita rerum immobilium, qua naturam eorum participant.

17. Quae immobilia non subdantur dicte solemnitatem.—Circa hanc autem debita opert ac adverseretur, necessarium esse ut jam sit monasterio jus acquisitionis, nam anea non sunt bona monasterii, nec ecclesiastico, et ideo nondum comprehendentur sub predictis legibus, ideoque si quia modus alienationis in casse potest, manet sub ordinaria potestate
administrativa Praetati. Exemplum est, si donatio offeratur monasterio sub his vel illis conditionibus, vel legatum relinquatur, ante acceptationem non babet monasterium jus acquisitum, et ideo ad non acceptandum manet potestas apud Praelatos, possuntque alienare vel commutare bona sibi relicta modo supra dicto, tractando de paupertate, in magorem utilitatem vel commoditatem monasterii. Quam sententiam tenuit Freder. de Senis, consil. 9, quem refert et sequitur Panormit. in cap. 1, de In integrum restit., n. 9, et cap. Tua, de His quae sunt a Praelatis, n. 9, ubi additio refert Romanum, Ancharanum, et Lapium; et alios refert Rebuffus supra, n. 30, ubi tamen refert etiam Ancharanum et alios in contrarium, et ipse, licet distinctione utatur, in eam sententiam magis inclinat, et eam sequitur noster Molina, disp. 468, de Justitia. Sed mihi in rigore prior opinio vera videtur, nam ante acceptationem non est proprium jus acquisitum, quod inter bona immobilia computari debet. Facet ad hoc confirmandum tum Pauli de Castro, const. 11; Felin., c. Consecrator., de Const., n. 7, limit. 3, mulierem posse repudiare donacionem sibi factam non dum acquisitam, omissa solemnitate statuti loquentis de alienationibus multorum, quia loquitur ubi jus est acquisitum in re. Quod etiam sentit Sanch., lib. 6 de Matr., d. 4, n. 11. Verum est debere Praelatos in hoc servare modum sua regula prescriptum, vel si in hoc nihil esse specialis definitum, servare debent generalem regulam, ut in rebus arduis nihil agant sine consenso conventus: do qua videri potest Felinus, in cap. Doceri, de Rescriptis, numero tertio.

18. Quae consentitur mobilia pretiosa. — Quae mobilia non consentant pretiosa. — Quae vero censeri debeant mobilia pretiosa, non iuvenary in iure declaratum, neque ab anchoribus de illis re certa regula assignatur, praeter quaedam exempla sumpta ex l. Lex, c. de Administr. tut., ut videre licet in glossa, in c. Tua, De his quae sunt a Praelatis; et Panornitano, in d. c. Nulli, num. 8 et 11; prudens ergo judicium intervenire debet. Primum autem locum inter hec bona obtinente vasa et vestimenta divino cultui deputata, quando sunt ex materia multae estimationes, preserint si in eo genere et quantitate materie, et artis qualitate praestant, ut sunt vasa aurea, vel argentea, gemmae, vestae aureae, aut sericee majoris pretii; et de his praecipue loquitur dicta extravaganza Ambitione, dicens: Pretiosa mo-

Vita Deo dico, et quibus Ecclesia, monaste-
riorum potestas apud Praelatos, possuntque alienare vel commutare bona sibi relicta modo supra dicto, tractando de paupertate, in magorem utilitatem vel commoditatem monasterii. Quam sententiam tenuit Freder. de Senis, consil. 9, quem refert et sequitur Panormit. in cap. 1, de In integrum restit., n. 9, et cap. Tua, de His quae sunt a Praelatis, n. 9, ubi additio refert Romanum, Ancharanum, et Lapium; et alios refert Rebuffus supra, n. 30, ubi tamen refert etiam Ancharanum et alios in contrarium, et ipse, licet distinctione utatur, in eam sententiam magis inclinat, et eam sequitur noster Molina, disp. 468, de Justitia. Sed mihi in rigore prior opinio vera videtur, nam ante acceptationem non est proprium jus acquisitum, quod inter bona immobilia computari debet. Facet ad hoc confirmandum tum Pauli de Castro, const. 11; Felin., c. Consecrator., de Const., n. 7, limit. 3, mulierem posse repudiare donacionem sibi factam non dum acquisitam, omissa solemnitate statuti loquentis de alienationibus multorum, quia loquitur ubi jus est acquisitum in re. Quod etiam sentit Sanch., lib. 6 de Matr., d. 4, n. 11. Verum est debere Praelatos in hoc servare modum sua regula prescriptum, vel si in hoc nihil esse specialis definitum, servare debent generalem regulam, ut in rebus arduis nihil agant sine consenso conventus: do qua videri potest Felinus, in cap. Doceri, de Rescriptis, numero tertio.
potest, et conjunctum praedio est, veluti quid immobile; in eo ergo etiam videtur servanda forma juris. In ceteris autem mobilibus, ut dixi, Praetatus habet suum integrum potestatem, ut plane colligitur ex dicta Extravagante, per argumentum ab speciali, et ex dicta Clementia, in fine, per argumentum a fortiori, et est communis sententia his locis, et 12. quest. 2, in prae, cum glossa ibi, et in cap. Tua, ubi etiam Panormitanus, de His quae sunt a Praetato, etc. Additur vero in dicta Extravagante verbum notandum: At de fructibus, et bonis, quum servando servari non possunt pro instanti temporis exigentia. Quo significatur, etiam haec bona non esse alienanda nisi quando opportunitas vel occasio id exigit, respuo- diendo semper ad necessitatem vel commoditatem monasterii, vel ad debitam pictatem.

De qua alienatione intelligatur eadem solemnitas.

20. Varias alienationes in quibus requiratur dicta solemnitas. — Defectus illius solemnitatis irritat alienationem. — Quoad alteram vero partem num. 16 propositam, in qua sibilicet alienatione requiratur predicta solemnitas, dicitur in predicta Extravagante: Omnium rerum, et bonorum ecclesiasticorum alienationem, omneque pactum per quod eorum dominium transferatur, concessionem, hypothecam, locationem, et conductionem ultra triennium, necnon in/eudationem, vel contractum emphytetum, praeterquam in casibus a iure permissius, et de rebus et bonis in emphytetum ab antiquo concedi solitis, et cum Ecclesiis eundi utilitate. Per quae verba imprimitis subita est ambiguissima, que in dicta Clementina relinquentur, quod consentatur modicum tempus; quam ibi tractat glossa, et refert varias opiniones; et Panormitanus ibi videtur approbare illam, quae tempus infra decennium censeet esse modicum; tamen dicta Extravagaus limitavit tempus trium annorum, et ita de facto servatur, et servandum est. Deinde possent hic questiones institui de singulis contractibus istorum, quomodo Praetato prohibiti sint, et an sint omino invalidi sine dehita solemnitate facti, et au saltum valeant pro tempore quodam, quando pro majori indebito facti sunt. Sed ab his et similibus questionibus nunc absteineo, quia generales sunt de omnibus ecclesiasticis bonis, et late tractantur e citatis auctoribus, et videri potest Molina, tom. 2 de Justit., disp. 468, et tribus sequentibus. Nunc solum suppono ex dictis juribus manifestum esse, lujusmodi contractus esse irritos ex vi predictarum legum absque alia sententia vel declaratione, quia in ipsa lege satis explicatur, neque talis irritatio est possa, ut sit necessaria sententia. Nec mihi placet sententia eorum, qui dicunt, si non cessen justa causa et utilitas Ecclesie, propter solum defectum solemnitatis non teneri quempiam in conscientia recodere a contractu, quod sentit Navarrus, Commentario de Alienatione rerum Eccles., num. 15 et sequentibus, et in Comment. de Spoliis clericorum, § 2, num. 6, quia solemnitas (inquil) inducta est ad presupendam justam causam; ubi ante tempiercident veritas, cessat presupunctio. Sed non placet, quia non est tantum ad presupendum, sed ad praecavendum ne aliter fiat, et idea, non obstante veritate cause, necessaria est solemnitas. Tum quia effectus legis et obligatio non cessat, etiamis huius in particulari cesset; tum etiam, quia deest potestas ad contraedem ulio modo; ergo actus et simpliciter nullus.

21. Tunc aut contractus rescindendus, aut solemnitas deno adhibenda. — De panis debeat alienamentum. — Quapropter qui hoc modo accipit bona alienata a monasterio, non potest illa in conscientia retinere, nec fructus, inme. si sit in mora restituenti, tenetur a domui monasterii, nisi propter bonam idem a culpa excusetur. De quo videri potest Navar, tribus consiliis ulimi de Rebus Eccles. non alien.; Cohar., in reg. Pecatum, § 3, u. 11; Antou. Gom., l. 3 Tua., numero centesimo vigesimo quarto; Guttier., de Jure confirmatione, 1 p., c. 1, n. 42; Rebuff., referens aliquos antiquos, supra, n. 43; et Molina, loco citato; neque in hoc potest monasterium edere juri suo, nisi confirmando denso contractum, et suppletum prorem defectum, nam quando jux prescribit certam formam essentialem servandum in contractibus, nemo potest huic juri renunciare, ut summur ex leg. Contra jura., fr. de Legalit., 1.; notat Panormitanus, in c. Si diligenter, de Foro compositi, num. 7, ex Bartolo, in 1. Si quis in considerando, C. de Pactis. Unde si in praesenti casu consensus capitalli, verbi gratia, praetermissus fuisset, actus quidem in rigore esset invalidus, potest tamen ratificari per consensus capitalli, praemisso tractatu, et tunc incipiat valere contractus, non a tempore quo factus est, sed a tempore quo fuit ratificatus, ut est communis sententia Doctorum, quos referit Rebuffus supra, u. 93. Et per hunc satis videntur dicta.
CAPIT. XXVIII. DE POTESTATE AD PRÆDICTEM ADMINISTRATIONEM, ETC. 257

De potestate predictæ administrationis juxta statuta et specialia indulta religionum, dominatim societatis Iesu.

1. Assertio pro prima parte tituli. — Privilegia religionum partim derogans semelstiti iuris communis. — In hac re dicendum est, Praelectione uniuscumque religionis posse et debere administrare bona monasterii aut religionis juxta indulta et privilegia a Sede Apostolica suae religionis concessa, et juxta quam regnarem, vel constituirem in eadem Sede approbatam. Probatur, quia Indulta Apostolica dant potestatem derogando etiam juri communi, quando id sufficierent exprimunt (nam quod possint id facere, manifestum est). Constitutiones autem constituerunt jus quod hujusmodi Praelection servare tenetur; ergo et potest, et debet juxta talia Indulta ac statuta religionis bona administrare. Quæ vero sint hujusmodi statuta et indulta in singulis religionibus, non est nostrum nunc inquirere vel examinare, sed videri possunt quae de his privilegiis, sicut et de ceteris alius, docte et diligentiter tractat Emmanuel Rodericus, in 4 tomo Questionum regularium, questione 27. Si quis autem attente animadvertat, in privilegiis communitar concessis Mendicantibus aut monachalibus religiosis, nihil fere derogatum est de solemnitate ad alienacionem requisita; in religiosis vero, quæ ad administrationem pertinent, idem feretur commune est omnibus. Quod si aliqua sit varietas in specialibus statutis, eorum intelligentiam et observantiam unicumque Praelectionem remittimus.


3. Amplià Generalis Societatis potestas ad alienandum, cum duplici limitatione. — Est igitur in hac materia advertendum, quod, sicut in Societate religionum regimen ad perfectam monarchiam revocatum est, ut infra tract. 10, lib. 10, cap. 1, dicam, ita tota potestas administrandi omnia domorum vel collegiorum Societatis bona temporalia, illi per constitutiones Societatis attributa est, hoc solo excepto, quod collegia semel accepta dissolvere non potest, nec etiam immobilia bona omnino alienare, ut habetur 9 p. Constit., his verbis: Estgenes Praepositum generalem omnis facultas agendi quosquis contractus emptionum aut venditionum quorumlibet bonorum temporaliis immobiliis, tam domorum quam collegiorum Societatis; et imponendi ac redimendi quoslibet census super bona stabilitibus ipsorum collegiorum, in eorumdem utilitatem ad bonum, cum facultate esse onere liberandi, resituit pecunia qua data fuerit. Alienare autem aut omnino dissolvere Collegia, vel Domos jam erectas Societatis, sine generali cius congregatione Praepositus generalis non poterit. Et statim, § 6, Generali datur facultas dispensandi, et applicandi huic vel illi loco
quecumque bona Societati indifferenter relictarum, prout magis censuerit expedire, et infra, § 17, declaratur posse etiam admittere colloquia et domos, quamvis non possit ea dissolvere, ut statim additur in 18. Ex quibus constat hanc potestatem ex vi constitutionum esse latissimam, extenditque ad omnia mobilia quoad imponendos census super illis, dummodo redimis possint, et cedant in religionis utilitatem, qui est modus quidam alienationis; ex quo plano sequitur posse etiam locare, vel facultatem dare ad locandum ultra triumniun, et omnes alios contractus efficere, qui non continent propriam ac perpetuam alienationem, vel translationem dominii directi aut utilis; nam omnes illi sunt minores alienationes rerum immoibilium, quam venditio census super illis; qui autem majus conceditur (ut habet regula juris 53, in 6), censetur etiam minus concessum, in his saeclum quae ejusdem sunt rationis.

4. Prima limitatio, non alienandi omnino bona immoibilia. — At vero absoluta sua perpetu aliatio rerum immoibilium, ex vi hujus constitutionis Generali non conceditur, quamvis sub his terminis ibi expresse non diciatur, sed ex his quasi specialiter conceduntur, constat hoc non esse concessum, et consequenter esse prohibitum, cum desit potestas. Unde inferius, c. 4, § 5, inter graves lapsus, propter quos posset Societas Generalem officio privore, ponitur, aliqua stabilitia bonorum vel collegiorum alienare; quodmodo autem hoc intelligendum sit, infra explicantur.

5. Secunda limitatio, non dissolvendi Collegiae, etc. — Quid regiatur, ut hae limitatio cesset. — Sententia antiqua in hoc dubio. — Alia vero limitatio expressius ponitur in eadem constitutione, § 18, siclicit, nam posse Generalem transferre vel dissolvere, quod intelligitur de Generali solo, nam ipsum societate, hanc habet potestatem, ut habetur in 4 const. cap. 2, § 3, ubi in Declaratione expostulit, per Societatem commodo intelligi congregationem generalem; tamen fieri etiam posse sine congregatione generali, concurrentibus his, qui habent jus suffragii, mittendo, siclicit, sua suffragia. Qui autem tunc habet jus suffragii cum Generali, ibi non explicatur; ad minimum autem in Societate solent esse Provinciales omnes in Europa, quando res sine congregatione generali transigenda est, ut a simili constat, ex p. 9 constit., cap. 5, § 3, ubi agitur de electione Assistentis, quando extra congregationem generalem fit, ad quam sufficere dicuntur suffragia omnium Provinciadel. Tamen in aliis casibus postulati solidi cum Provincialibus suffragium duorum Prepositorum, vel Rectorum locum minus curjusque provinciae, ut patet ex eadem 9 p., cap. 4, § 6, et 8 p., cap. 2, lit. C; et ideo ambiguum manet, an hic etiam ad alienandum, tot suffragia necessaria sint. Sed considero tunc solum extra congregationem generalem requiri suffragia Prepositorum locum prater Provinciales, quando Generalis cum eis non concurret, sed ipsi inter se per litteras conferentur ad supplendum aliqua e defectum Generalis, et cogendum vel obligandum cum ad aliquid faciendum, quod solum facere possum in casibus expressis, et modo praescrito in constitutionibus. Quoties autem Generalis ipse cum consensu Societatis abasse congregatione generali aliquid facturus est, tamen solent postulare suffragia Provinciolum, ut constat ex primo loco citato, et clarissimo altero loco, 9 p., cap. 4, § 6, ubi predicta distinctione expressa constititur; nam si Generalis velit sibi Vicarium generalem eligere, potest id facere cum solis suffragiis Provincialibus; si autem Societas velit illi dare vicarium, necessaria sunt suffragia aliorum Prepositorum.

In presenti ergo caseo, jus suffragi in eo casu esse apud solos Provinciales, quia solus Generalis potest alienare cum consensu Societatis; ergo sufficienter tunc prebeat consensum per Provinciales; in quo reciditur a jure communi, nam justa illud non sufficient suffragia per litteras, nec signilatam extra Capitolium. E contrario vero nunquam potest Societas sine Generali alienationem facere, et ideo extra congregationem generalem non requiruitur suffragia Prepositorum locum. Quin potius nec congregatio generalis, sed vacante, licet vicarium generalem presidentem habeat, potest talem alienationem facere, quia constitutio citata expresso dicit: Prepositus generalis simul cum ipsa Societate poterat habere, que verba cum omnibus propiisae sunt juri communi, et magis prospicienti indemnitate Societatis. Ratio etiam in ipsaem constitutione insinuata jure, quia non est membro a corpore abscedendum sine consensu capitae; et ideo, dum corpus quasi truncum est, et caret proprio capite,
CAP. XXVIII. DE POTESTATE AD PREDICTAM ADMINISTRATIONEM, ETC. 259

ron est aliquod principale membrum abscedendum, donec caput eligatur.

6. Quid etiam ut cessi quodd dissolutionem universitatis. — Responsio probabilia. — Specialiter etiam de universitatumibus Societatis dictur in 4 p., cap. 11, § 2, ad Generalem pertinere casu admonere, non tamen postquam se admisit fuerint, sine congregations generalis per eum dissipati possit. Ubi neque in textu, neque in Declaratione ponitur disjunctiva de suffragis Provincialium extra congregationsionem; unde videtur probabile, precarie requiri consensus congregationsionis in unum corpus convenientem, nam hoc significat ex congregatio in proprietate; et ita magis consilium formavit universitatem, et minus receditur a jure communi. Potestque ratio hujus specialitatis remane, quia universitates sunt magis publice, et solent esse graviiores quam privata collegia aut domus, et ideo eadem dissolutio aut mutatio potest esse in majus dispensio et scandaobum, ideoque prudenter potuit reservari ad congregactionem generalis stricte sumptam. Nihilominus probabile est hanc constitutionem non esse diversam a praecedenti et congregationsio ibi sumptam esse quamque sequiplenlen tem Societatis, cujus rei judicium ei remittit, ad quem auctoritas interpretandi constitutione ex officio spectat.

7. Quid denique requiratur, ut prima limitatio posita n. 4 cesset. — Ex his a fortiori constat, posse Generalem cum consensu Societatis alienare bona stabilia collegiorum et domorum, quia plus est dissolvere collegium, quam aliquo bona stabilia illius alienare; cui autem in his majus conceditur, non negatur quod est minus. Tum etiam quia haec actio interdum potest esse conveniens Societatis; ergo operatur ut in ea sit potestas ad illam; sed non est in solo Generali, neque in sola congregatione; ergo saltam esse debet in utroque simul. Denique hoc est consentaneeum juris communis, ipse plus est quam jus commune requiratur, quia jus commune solum requirit consensum convenui cum Praetato, vel Episcopo, aut Provinciali; hic autem cum Generali postulatur consensus congregationsionem generalis, vel Provincialium totius Societatis pro majori parte. Necessarium autem est ut talis alienatio cedat in utilitatem domus vel collegii; haec enim condition ex natura rei necessaria est, et jure omnia illa requirunt; necesse rationabilis constitutio, que in hoc esset illia contraria. Unde notari potest differvencia inter dissolutionem omniumdam unius collegii, vel alienationem honorum stabilium ejus, quod dissolutio non potest cedere in utilitatem ipsius collegii, cum per illam omnino destruantur, et rei destructa nulla sit utilitas; alienatio autem alienisorum honorum stabilium collegii vel domus permanentis potest cedere in utilitatem ejus; et ideo in dissolvendo collegio non habetur ratio private utilitatis ejus, sed Societatis; in alienandis autem aliquibus bonis primum omnium habenda est ratio utilitatis ejus Collegii, cujus sunt talia bona.

8. Questiuncula suborta dissolvitur. — Sed quid si fingatur casus in quo talis alienatio sit utilis Societatis, et non privato collegio, cujus sunt bona. Videtur certe in eo etiam casu habere Generalem cum consensu Societatis hanc potestatem, ex argumento facto, quod propter hunc finem potest id quod majus est; ergo etiam quod est minus. Haec autem intelligendum erit dummodo non sit ita onerosum collegio quod privatibus bonis, ut sine illis commodum sustentari non posset, neque ex alio capite institutione repugnet. Dices: ergo possit Generalis cum consensu Societatis partem honorum stabilium unius collegii auferre, et applicare alteri, si priori superflua sint, et posterius indiget; quod videtur grave incommumodum, et contra usum. Respondes, non videri hoc esse ultra absolutam potestatem, si aliunde ex circumstantiis extrinsecus non repugnet, et alias constet illud secundum esse majus Dei obsequium, majusque bonum Societatis. Probatur, quia Societas est unum corpus, et bona singulorum collegiorum magis sunt totius corporis quam partis; ergo potest totum ipsum corpus cum capite dictam mutationem facere, cum cedat in majus bonum totius corporis, et tali collegio non fiat vera lesio, cum supponuntur illa bona esse illi superabundantia. Item haec potestas non est prohibita Societatis, aut specialiter reservata Summo Pontifici; ubi enim est haec prohibitio vel reservatio? ergo continetur sub potestate dissolvendi collegium, presentem quia in toto pars continetur.

9. Dico autem, si aliunde non repugnet; tum quia si bona sit beneficia ecclesiastica tali collegio unita, non possunt disjungiri, et alteri uiri si sine auctoritate Pontificis; tum etiam quia si ex pacto initio cum fundatoribus, vel conditione ab eis posita hoc prohibetur, non licet, quia justa pacta servanda sunt. Sic est in 4 p. Constitut., cap. 3, in prima Declaratione, dictur, quando Societas dimitit.
Lib. II. De Religiosis Quatenus Praefatis, etc.

Aliquod collegium, non posse bona ejus extra Societatem donare, sed vel debere ea in manu Patroni relinquere, si alius talis sit, cui ex institutione et voluntate fundatoria reservata est pia dispositio de talibus bonis, pro tali case; si vero nulla interesserit talis reservation, Societatem posse applicare illa bona, prout expedire judicaverit, id est, applicando illa aliis collegiis vel Domibus indigentibus, id enim necessario sequitur, cum dictum fuerit non posse extra Societatem donari; idem ergo cum proportione dicitus de parte bonorum 11. Indul. Pii V, confirmans praeedita juris Societatis de alienatione. — Hec sunt peculiaria iura, quae circa hanc administrationem habet Societatis ex vi marum constitutionum, quae in hac parte specialiter approbatis sunt per varia Indulta et privilegia Apostolica. Et imprimis Pius V., in Bulla anno 1568, Innumerabilis, constitutions quoad hoc expresso confirmavit, ut contractus in Societate non celebretur capitulariter, sed per generalem Prepositum, ad quem ordinario jure tota facultas eis celebrandi spectat, vel per eum inferiorem Praesatum aut delegatum, cui ipsi hoc commissit. Per hoc tamen non exclusitum, quin ad dimittenda vel transmutanda collegia indigent Generalis consensu Societatis, quia non de hujusmodi dimissioni ibi agitur, sed de his contractibus, ut in Compendo, verb. Alienatio, § 4, adnotatur, et merito, tum quia non fuit mens Pii V. derogare in aliquo constitutionibus, sed confirmare illas; tum etiam quia in principio expresso dicit sub disjunctione, gubernationem collegiorum pertinere vel ad Prepositum, vel ad ipsam Societatem, indicans se velle ubi bene vel relinquere unicuique quod ad illum spectat. Et nihilominus illa confirmatio posset ad dictum casum applicari, quando sine congregatio generali cum suffragiis Provincia lium a Preposito flunt; tunc enim licet sit cum consensu Societatis, non sit capitulariter.

12. Indul. Iulii III ad idem. — Et huc etiam intelligendum est quod de hoc caso dicitur in Bulla Iulii III, ubi, cum dictam esset Prepositum debere gravissimae statuere cum consilio Societatis, subditur: Concilia vero necesse convocandum ad condendas et mutandas constitutiones, et alia gravissimae, ut alienare, vel dissolve, vel donare vel collegia semel erexit, intelligatur esse majoris partis professo Societatis; et hoc infferre confirmatis Pontificibus et quibuscum publicius intelligere, omnino esse necessariam convocationem Societatis ad illum actum, atque ita non posse nisi capitulariter fieri. Sed non illa est, illa enim verba non sunt Pontificia, sed petitionis et narrationis obieta Pontifici ab ipsa Societate, quae expresso statim adjungunt, juxta Constitutionem nostrarum declaracionem; in Declarationibus autem explicaturn
CAP. XXVIII. DE POTESTATE AD PREDICTAM ADMINISTRATIONEM, ETC.

est, ut capitularis congregatio non sit necessaria ad talem actum; ergo tantum abest quod hoc ibi revocatum sit, ut sit potius a Julio III confirmatum. Unde quoad hunc effectum Provinciales omnes simul sumpti, licet in unum locum congregati non sint, totam Societatem representant, et quod Generalis facit ad plura illorum sufragia, censeatur facere cum consensu maioris partis Societatis.

13. Indulta varia Gregorii XIII ad idem.—Ad hæc Gregorius XIII predicta privilegia et Indulta varia modis declaravit, confirmavit et anxit; nam in Bulla anni 1573, de usu facultatum, concessit ut possit Societas uti privilegiis concessis alias religionibus ad excendos contractus, vel alios actus qui ab aliis religionibus capitulariter fiunt, uti (inquam) more suo, et iuxta Constitutiones suas per eos quibus administratio talium honorum commissa est; in Bulla autem anni 1576, Apostolica Sedis, hoc amplius declaratur, et tota potestas Praeposito relinquitur cum facultatem eam delegandi, quibus et quomodo expedire judicave-rit, iuxta Constitutiones. Ampliatur praereterea ibi Praepositi potestas etiam ad alienationes honorum immobilium, vel quasi immobili, et ad pretiosa mobilia cujuscumque qualitatis et quantitatis, ac valoris. Quod privilegium amplius extenditur ab eodem Gregorio in Bulla anni 82, Ex debito, etc., ubi omnia genera contractuum numerantur, et conceduntur Praeposito, ut per se vel alium eos possit exercere, cum variis clausulis et extensionibus, quæ ibi et in Compendio privilegiiorum videri posseunt; semper tamen cavetur ut omnia fiunt in evidentem collegiorum utilitatem, quamvis ibi concedat Gregorius, ut qui cum Societate contrahant, aut bona illius emunt, non te-nantur probare evidentem utilitatem, nec pretium ab eis datum in Societatis commodum fuisse convenirem, sed solum ostendere patentes litteras a Societate, seu Praeposito generali de contractu cum ea initio, et pretio soluto. Aditurque non esse necessarium specialiæ Societatis Apostolicae confirmationem ad omnimodum talium contractuum firmatatem, sed consensum Praepositi vel congregationis generalis respectivum sufficere. Additut etiam ibi extensio notanda, et necessaria ad composendas lites. Datur enim Generali facultas, ut possit de bonis Societatis compromittere, et quomodo libet super illis transigere, illisque simpliciter vel illi desuper habere, et actionem in non pos sessorem cedere, et remittare. Quod etiam intelligentur sub illa conditione, in evidentem utilitatem vel necessitatem; nam hæc fuit in principio posita, et sub illa, omnia sequentia unico textu conceduntur. In hujusmodi autem compositione, non oportet ut utilitas sit semper temporalis, sed sufficient spirituality, ut ad tollenda scandalæ, vel perturbationes, ne impeditur fructus aninarum, cujus rei judicium in toto hoc negotio prudenti arbitrio ejusdem Generalis relinquatur, his verbis: Utilitatemque venditionum, et aliorum hujusmodi, vel etiam necessitatem, aut alienum caudam, proper quam sint, simplicer, et absque figura judicii co-goscerë, judicare, determinere, et penitus terminare, libere et licite valeat.

14. Observatione prima circa praecedentia Indulta.—Secunda.—Tertia.—Circum privilegia nihil fere notare necesse est, cum et per se et ex dictis sint satis clara; in eis autem considerare licet, quantum Apostolica Sedes approbet monarchiæ regimen Societatis, quantumque de fideltate et prudentia Praepositi generales confidit: illi enim præcipue hanc facultatem concedit, nec requirit cum illo aliquod definitivum consilium, sed ordinarium modum procedendi Societatis. In quo etiam adverto, nullam formam vel specialiam solemnitatem canonicam esse hodie necessariam ad validitatem horum contractuum, sed simpliciter fieri possit per ordinarias scripturas, sicut fiunt inter secularia, quia ita concedit Gregorius in hac utima Bulla. Imo, cum in priori Bulla citata anni 1576, quamdam peculiarem solemnitatem postulasse, et contractus, aliter factos, irritos declarasse, in hac ultima hoc onere Societatem liberavit, et simplicius procedendi facultatem concessit. In quo tamen ulterior advertere oportet, concessionem disjunctive fieri his verbis: Praeposito generali dicit Societatis, vel ipsi Societati, dnum ea sciieet erit generalis congregata; et utrumque ergo membrum cum proportione applicandum est quod dixi. Et de Praeposito res est clara; quando autem res in congregatione agitur, vel si congregatio ibi aliquid reservaret (quod facere potest), tunc ex natura rei sequitur, ut res ad plura sufragia decisiva definitiæ sit, quia non potest alio modo congregatio consentire, vel sua potestate uti; possit tamen eam potestatem delegare aliqui singulari personam, et tunc ad delegationem esset necessaria major pars suffragiorum congregationis; delegatus autem postea poterit simpliciter et solus; iuxta marem Societatis, negotia transigere.

15. Quid possit fieri in alienationibus vacante Sede in Societate.—Dubitari autem hic
posset an, vacante generalatu, vicarius generalis habeat quod hoc plenam potestatem Generalis. Idemque interrogari potest de congregazione generali, sede vacante, antequam Generalem eligat, an, scilicet, intelligatur habere potestatem ibi concessam. De quibus infra, tract. 3, lib. 10, cap. 4, dicitur; nunc breviter ad utrumque respondeo negative, quia utriusque potestas est limitata per constitutions, et quasi determinata ad finem eligiendi Generalem, et quia privilegium illud in hac parte potius coarctandum quam extendendum.

16. Quis requiratur in Praelato Societatis, ut justus utatur dicitis Indultis. —Tandem dubitari potest quid teneatur facere Praelatus Societatis, ut justo ac valide utatur hoc potestas, præsertim in alienatione bonorum immobilium, vel pretiosorum mobilium. Respondeo, quod attinet ad justitiam et conscientiam, nihil pecculiare obligationem habere ex jure positivo, præter eam, quam naturalis ratio ex vi talis numeris postulat, procurandi per hujusmodi contractus majorem utilitatem Societatis; nihil enim aliquid in predictis Bullis postulatur; neque in modo inquirendi de hujusmodi utilitate, ut plena illius notitia et information habebatur, nulla specialis solemnitas vel diligentia praebentur, sed totum relinquitur prudentia et conscientiae Generalis, ut constat ex verbi Gregorii, in ultimo privilegio, in numero 13 citato, quod amplissima sunt, nam prius reperite concessionem in priori privilegio factam: Nos sidem Societatis, illiusque prepositi generalis pro tempore assistente, quod informatione de contractibus inuidus per litteras, vel alias prout ipse Generalis iustare x subjurgat excubationibus, vel Rectoribus, aut Prepositis, seu horum vice generibus, vel a Provincialis, seu visitatoribus, aut Commissaribus, vel ab aliis sibi bene visis, auditis justa coram institutiones Consultoribus, accepta concedimus, etc. Postea vero subjungit: Ex nunc de cetero perpetuis futuris temporibus (supra concedimus) sicut praemittitur, vel si utribet (id est Preposito, vel congregationi generali) visum erit extrajudicialiter, ac summaris et simpliciter accepta, vel etiam ex omnino omissa, etc. Quod verbum ultimum positum est, non quia Prepositus vel congregatio posit ad contractum faciendum procedere sine sufficienti notitia utilis; id enim contra rationem naturalem est; sed quia interdicum possunt habere hanc notitiam sine nova informatione, quod maxime contingere potest in congregazione generali, ubi adefess solent hi, quibus ex officio incumbit tale habere notitiam, et possunt cæteris illam prestat, et Prepositus ipse potest interdum non indigere nova informatione, quia sufficienter novit qualitatem rei, de qua agitur. Itaque in conscientia solum tenetur recta intentione et prudenter procedere, ut Societas non damnificetur, et nihilominus in Societate magna diligenter et peculiaris etiam forma observatur, ut hac informatio plene ac fideleri Generali tradatur. 17. Quis requiratur ut utatur valide. —Unde tandem fit, hujusmodi contractus validos esse, quotiescumque bona fide ob majorem utilitatem sint, quæ est manifesta intentio Pontificis in dicta Bulla. Quare, licet postea effectus probet venditionem, verbi gratia, non sit utilem, non propertia judicandum est contractumuisse nullum, quia ejus valor non pendet ex futuro eventu, dummodo in ipso contractu non interveniat deceptio, vel enormis lexio ex parte emensis, nam hæc sunt alia principia generalia nullitatis, de quibus nunc non agimus. Si autem contractus a principio fieret mala fide propter complacendum aliæ in utilitate ejus cum nocentum Societatis, existimò in conscientia contractum esse nullum, non propter solam injustitiam, sed quia non servatur forma in usu potestatis concesse, sed exceduntur limites potestatis. Sic enim hæc privilegia tollunt obligationem aliarum solemnitatem juris communis, ita dunt hæc conditionem retinent, cum eadem vi et necessitate, quam in jure communi habet, illam requirunt; constat autem secundum commune jus esse de substantia contractus. Unde si comprehenderet de tali defectu, et iniquo modo alienandi, tenebitur in conscientia non contrahere; vel si ita contraxit, rescindere contractum; imo, si ipse fuit in causa, restitutere Societati damnum quod fortasse Praesul reparare non valet. Et ita etiam esset in externo foro judicandum, si defectus sufficientius probatur; difficilium autem esset utrumque ad præmio reducere. Hæc ergo sunt propria Indulta Societatis in hac administratione. 18. Quosque alii religiosi possit communicatio horum indullorum competere. —An vero alii religiosi per viam communications illis uti possint, ipsi examinabant et vidébunt. Ego solus adverto, per communicationem non intendere Pontifices invertere modum procedendi unusiusquæsi religionis secundum suas constitutiones, neque ad hoc licentiam dare; communicatio ergo ad unam-
quamque accommodari debet justa modum
sumum, ut, verbi gratia, si Pontifex concedit
Generalis Societatis, ut in alienationibus sim-
pliciter procedax justa suas constitutiones,
non conceditur per communicationem Gene-
rali, verbi gratia, S. Augustin, ut possit sim-
ilitur ut illo privilege justa constitutiones
Societatis, sed justa suas, quia intentio Ponti-
ficem non est derogare alicibus constitutionibus,
nee privare religionem vel religionis
sum suo jure, quod fortasse justa suas constitutiones
habet. Unde, licet in Societate tan-
tum requiratur consilium consultivum, in alii
requiretur definitivum; et licet in Societate
non sit de substantia actus, in alii esse poterit. Observata ergo haec moderatione,
et convenienter applicata, habebit locum dicta
communicatio.

CAPUT XXIX.

quam potestatem habeant praelati regulares
ad ordinis conferendos.

1. Esse in Praelati religionum aliquam
eiusmodi potestatem.—Prima suppositio pro
haec potestates explicanda.—Duplex potestas
ecclesiastica distinguit solut, jurisdictionis et
ordinis; ad priorem pertinent quia hactenus
de potestas horum Praelatorum tractatimus,
nam potestas administrandi temporalia quasi
accessorie jurisdictioni adjungitur; potestas
autem ordinis vocatur illa, qua est ad quos-
cunque actus sanctificandi, consecrandi, aut
solemniter benedicendi rem aliquam vel
personam. Hae autem potestas non convenit spe-
cialiter Praelatis religionis per se, et praecipe
ex eo quod Praelati sunt, sed supponi solut in
illis ex eo quod sacerdotes sunt. Nihilominus
mamen ex peculiari institutione vel concessione
Ecclesiae aliquid eis in haec parte concessum
est, quod vel omnium vel multis eorum est
communicatum, et ideo breviter est hoc loco
explicandum. Supponendum imprimis sacer-
dotem simplicem solum posse ex vi sua ordinatis
et communis institutionis Ecclesiae, praeter sacramenta, quodam paucae sacramen-
talis conficiere, ut aquam benedictam, et si-
milia quae in Missali, et Manuali Romano con-
tinentur; nihilominus tamen posse Pontificem
hanc potestatem extendere per specialia privi-
legia. Unde si Praelati religionum aliquid am-
plius potestatis in hoc genere habeant, per
specialis Indulgentia Pontificia illis concessum
esse necessarium est, et ideo illa consulenda
sunt, licet aliqua sint in jure communi in-
sera, ut videbimus.

2. Secundo supponendum est, Abbates re-
ligionum quosdam esse benedictos, alios non
benedictos, ut ex usu constat, et ex privilegiis
statim referendis. Et colligitur etiam ex cap. 4,
de Suppleni. neglig. Praet., quod sumptum
est ex sexto privilege Cisterciensis, et idem
habetur in 8, ab Urbano III concesso, ex quo
nonnulla ad rem presentem notari possunt.
Primo, Abbatem non constituit in suo munere
per benedictionem, sed per electionem et con-
firmationem, ut ibi glossa notat, Panormita-
num et omnes; atque ita benedictionem se ha-
bere veluti quoddam ornamentum, et quasi
ordinationem, seu consecrationem personam in
ej dignitum constitutae. Unde rote infert Nav-
arrus, Consil. 2, de Sacramentis non iteran-
dis, benedictionem illam non posse iterari,
sicut prima tansura, et alias benedictiones
ecclesiasticas circa eandem rem permanentem
non iterantur. Secundo colligitur ex dicto
textu, hanc benedictionem habuisse olim ali-
quos actus proprios, qui dici possunt veluti
actus Ordinis, ut insinuavit Sylvester, verb.
Abbas, n. 4, nam Abbas electus et confirmatus
potest actus jurisdictionis exercere; tamen
benedicere aut ordinare, qui sunt veluti actus
Ordinis, non poterat olim, nis esset benedic-
tus, quod in illo texto supraentur, et statim
amplius patebit. Simul vero constat ex illo
textu, per concessionem Pontificis fieri posse
ut Abbas non benedictus posset eosdem actus
quasi Ordinis exercere, quos potest benedic-
tus; cum enim olim Abbates ad Episcopos
benedicerentur, antea non exercebant praec-
ditos actus Ordinis; quia vero Episcopi inter-
dum negabant, vel niuminum differentiam bened-
dictionem, concedit ibi Alexander III, ut si
Episcopus tertio cum humilitate ac devotione,
sicut conventit, requisitum, Abbates benedicere
renunerit, licet Abbatisis proprios monachos
benedicere, et alia, quam ad officium hujusmodi
pertinent, exercere. Constat igitur illam bene-
dictionem Abbatis non esse simpliciter necessa-
sarium ad tales actus.

3. Dico ergo: aliqui Praelati religionum
possunt primam tonsuram et minores Ordines
conferre, et olim poterant etiam subdiaconos
et diaconos ordinare. Hec assertio partim con-
stat jure communi, partim privilegis extra
ilium existentibus. Primum jus, quod in haec
re invenio, est in c. 4, 69 dist., ex septimo
Synodo, c. 14, ubi dicitur, Abbates posse tan-
tummodo in proprio monasterio lectores ordi-
nare, unde glossa colligit, etiam posse facere ostiarios, quia inferior gradus est. Et Innocentius III, in c. Cum contingat, de \textit{Etat.} et qualit., inde concludit, posse etiam dare primam tonsuram, quia qui majus potest, etiam potest id quod est minus, maxime quando sunt per se subdivinata. Hoc \textit{ergo} jus antiquum indubitatum est. Nonnulla vero ad illius declarationem interrogari possunt.

\textit{Prima questio, in quibus sit hac potestas?}

4. Primum sit, qui Prelati regulares habent hanc potestatem. Respondet, qui quatuor conditiones habenterint, quantum ex textu colligitur. Prima, ut sit Abbas, id est Praetus monasterii, et, si \textit{haec} sola esset necessaria, existimo ibi comprehendi quocumque veros Praetas regulares, etiamsi Abbates non appellentur, quia hoc non pendet ex nomine, sed ex re significatione per nomen, et in re, quantum attinet ad dignitatem Prelacionis, aequales sunt, ut sepe in superioribus dictum est. Et confirmatur, nam in originali, saltem propt habetur in editione latina Conciliorum (graecam ex videre non potui), non est nomen Abbatis, sed Prefecti monasterii. Secunda condizione est, ut Abbas sit sacerdos, ut etiam Innocentius expressit; olim enim sepe Abbates non erant sacerdotes, quod usque ad suam temporam durasse Innocentius significat. Tertia conditone est, ut sit benedictus, et significatur illius verbis: \textit{Si eadem Abbati manus impositio facta noscitut ad Episcopo secundum morem perficiendorum Abbatum; illa enim manus impositio ibi non est nisi beneficio, ut glossa advertit, quia revera niliul aliud commode intelligi potest. Quarta conditio est, ut habet jurisdictionem, de qua statim.}

\textit{Secunda questio, qui possint ordinari.}

5. \textit{Triplex sensus privilegii ad ordinandum.}


6. Et hunc sensum existimo verum: nam quod \textit{haec} solum conferatur respectu proprietarum sanctissimae monasterii, certissimum est ex usu, et ex aliis privilegiis quos infra referimus, et declarat aperte Innocentius III supra, dicens: \textit{Cum contingat interdum quod laici ad monasteria comovant a suis Abbatisius transiuntur,} etc. Et juxta hoc intelligit statutum septemse Synodi, cujus ratio et motum non tam fuit favor Abbatis quam religiosis, et ut facile et sine distractione possent religiosis ordinari; ergo solum pro subditis data est \textit{haec} potestas. Denique conjectura sufficiens est, quia similia privilegia ad subditos tantum referri solent, nisi aliquid expresse declaratur, quod in presenti non fit. Deinde, quod tali facultas limitetur ad propria monasteria, patet etiam ex proprietate verborum, et communi interpretatione. Item potest reddi ratio, quia nullus Episcopus potest in aliena diocesi ordinibus conferre, etiamsi propriis subditos ibi ordinare velit, vel alios exemptos, qui ab ipso ordinario cupiunt, argumento c. \textit{Episcopum non}, et sequentibus, 9, q. 2, et c. \textit{Piacet}, etc. 9, q. 4, et Clementinum, unice, de Foro competentem. Sed dieceesis (ut sic dicam) uniuscujusque Abbatis non extendit extram proprium monasterium; ergo non possunt extra illud Ordines conferre. Quo ratio optime probat etiam ex iure communis non posse ordinare in alio loco invitato Prelato illius dieceesis; queri autem potest ex an consensu alterius Prelati posit ilid facere; nam glossa, in dicto cap. \textit{Quodam,} verb. \textit{Monasterio,} affirmat posse si invitetur ab alio Prelato, quod solum probat ex c. ult., 9, q. 2, ubi sermo est de Episcopis, de quibus ratio longe diversa esse videtur, quia Episcopus ex vi sui consecracionis potest ordinare quocumque, et solum ex lege ecclesiasticae quae auctor certus modus, ut licet fiat; in presente autem potestas est ex privilegio. Unde non videtur excedere formam et concessionem illius.
Tertia quæstio, an valida sit ordinatio exceedendo formam privilegiit.

7. Ut ergo circa hoc veritas constet, insurget alia quæstio, si Abbas exceedat formam canonis ordinando sibi non subditos, vel extra suum monasterium, ordinatio sit valida, esto licite non flat. Videri enim potest ita esse affirmandum, quia faciatis per hoc decretum concessa est veluti quaedam potestas ordinis; potestas ordinis non pendet ex loco aut jurisdictione, ut validum efficiat actum, si alias versetur circa materiam capacesm; ergo postquam habeas potestas per privilegium data est, quamvis non liceat ea uti, nisi modo et circumstantia a concedente prescriptis, si tamem aliter flat, factum tenebit, si concurrunt religiosa omnis necessaria ad tale sacramentum. Atque ita sentit glossa in c. Abbates, de Privilegiis, in 6, verb. Terrasum, ubi cum Archidiano ait Abbatem alteri (id est, non subditus) conferendo Ordines, imprimere characterem. Quod si haec pars vera est, probabiliter defenditur, quod dicta glossa in c. Quoniam, supra relata, affirmat, quam alii sequuntur, et tunc noth solum validae, sed etiam licite poterit Abbas ordinare extra suum monasterium, quia illa limitatio solum censetur addita in favorem Prelati alterius loci; et ideo, illo cedente jure suo, cessat illa obligatio. Imo eadem ratione (quod etiam glossa sentit), poterit unus Abbas licite ordinare subditos alterius Abbatis invitatibus ab illo, quia potestas Ordinis non deest, ut supponitur; religia autem, que ad jurisdictionem pertinent, per licentiam alterius Prelati licite fiunt.

8. Nihilominus, in priori puncto de ordinatione non subditorum contraria pars videtur probabilior, saltem quodam circumstantium personarum. Itaque si Abbas ordinans secularis vel religiosus, non sui ordinis, aut sibi non subditus, ordinatio non tenebit ex defectu potestatis in ordinante. Ita sentiunt communiter Doctores in dicto et in c. Cum continetur, de Ætate et qualitate, et Rebusbus, in Practica, p. 1, c. de Clericiis, n. 14, et ideo in num. 15, sit extraneos promotores ab Abbatibus debere privilegium Abbatiam ostendere, sine quo tenebatur eorum non valet. Ratio autem est quia, licet haec potestas sit ad actum Ordinis, et ideo late potestas Ordinis dicatur, tamen non est ex intrinseca et quasi divina extensione sive characteris sacerdotalis, qui solus in Abbate supponitur, sed est ex quadam veluti extrinseca extensione per Pontifices voluntatem; ergo haec extensio non excedit terminos a Pontifice prescriptos; ergo extra illos nulla est potestas in tali ministro, non solum ut licite, verum etiam ut valde faciat; ergo si potestas solum data est ad ordinandos regulares subditos, circa alios facta nulla est. Probatur consequentia, quia illa extensio et potestas non est de se indifferens ad omnes, ad medium potestatem naturalis, situm dici potest de charitate Episcopali, sed est voluntaria, juxta concessionem delegantis; ergo non extenditur ultra illa, etiam quod potestatem faciendo actum validum. Confirmatur exemplo: nam si Pontifex det licentiam saccroti ad confirmandum tantum personas hujus civitatis, non potest valide alios extraneos confirmare, quia per se non est minister hujus sacramenti, sed solum quantum ei conceditur; idem est autem in presenti.

9. Declaratur etiam ex alio effectu: nam Pontifex potest concedere hoc privilegium solum pro tali tempore, quo transacto, si quis tentaret Ordines conferre vel confirmare, nihil faceret, quia jam non est minister ex commissione. Item potest Papa tale privilegium absolve datum revocare, ut per se certum est; ergo potestas ejus non est in omnibus simul potestati characteris, que indelebilis est et irrevocabilis; ergo etiam quod personas limitari omnino potest a concedente. Ex qua resolutio sequitur hujusmodi Abbates non posse ordinare alios sibi non subditos, etiam rogatus a Prelato illorum, quia unus Prelatus solum potest invitare alium, supposita in alio sufficienti potestate Ordinis, vel sufficienti commissione Pontificis; neutra autem in presenti inventur, ut ostensum est; ergo. Major pacta, quia nullus Preelatus infra summum Pontificem potest committere extraordinarium ministro (ut sic dicam) ea que pertinent ad potestatem ordinis, sed solum possunt inferiores Prelati dare licentiam subditis, ut ab his, qui vel per consecrationem, vel per concessionem Pontificis possunt esse ministri hujus Sacramenti, illud recipiant.
scilicet, quod haec potestas commensuratur concessioni, ut dictum est. Mihi sane videtur posse Pontificem cum tanta restrictione delegare hanc potestatem, ut extra locum ab ipso designatum, nec valide exerceri possit, quia cum totum pendet ex illius voluntaria concessione, potest conditionem, quam voluerit, apponere.

11. Quomodo vera sit glossa in n. 7 allata de licita ordinationes. — Nihilominus ex vi verborum dicti c. Quoniam, non existimo esse positum, neque esse praeusumendum, nisi satis expresse declararet, propter conjecturam factam, quod haec circumstanciab est nimis extrinseca ad substantiam et valorem talium actuum. Et ideo non dico de simile personis, qua concessio et potestas illas principaliter respectit, et ideo ad personas designatas precise terminatur ubicunque sit; neque etiam est simile de limitatione temporis, quia ex illa pendet substantia (ut sic dicam), seu totum esse talis potestatis; pendet enim in fieri et conservari a concedente, et transacto tempore ab ipso designato statim desinat conservari, atque ita cessat. A loco autem non ita pendet, sed ideo respectito illum, ut circumstantial actus necessarium ut licite fiat. Qua sententia supposita, existimo veram esse sententiam glasse, quoad monachos subditos Abbati, quia et valde et licite poterit illis conferre Ordines dictos extra suum monasterium, si a Prelato alterius loci vel invitetur, vel permittatur. De valore petet ex dictis. De honestate autem probatur, quia, licet textus dictat in suis monasterii quod circumstantiali loci, solum eam postulat quatenus jure communi ad debitum ordinem necessaria est; consentiente autem Prelato alterius loci, nullus pervertitur ordo, et ideo non sit contra hanc legem, sicut non sit contra commune ius.

Quarta quæstio, an per hoc privilegium ordinari possint noviti.

12. Quarto interrogari potest, utrum haec potestas ex vi illius juris extendatur ad novitiis ejusdem monasterii, et suo modo subditos Abbatis; videtur enim non extendi, quia novitiis non sunt religiosi, neque in rigore sunt subditii. Item, quia novitiis potest discedere; Ordo autem semel datus est indelebilis; ergo non est verisimile pro illis etiam datam esse hanc potestatem, pretium quia est communis opinio, novitios secundum commune ius non posse licite ordinari; ergo illa concessio intelligentia est secundum hoc commune ius.

In contrarium autem est, quia verior sententia fert novitium posse ordinari, si alius speciali non impediat, et præsertim ad tonsuram vel minores ordinis, ad quos specialis titulus non est necessarius; ergo in favorem religiosi extendenda potius est haec potestas, quam restringenda, cum sit etiam beneficium principis, quod late explicandum est, quantum verba legis patiantur. Verba autem illius legis solum habent in suis monasteriis, in quibus etiam comprehenduntur novitiis, et alio modo sunt partis illius communis religiosae; ergo.

13. Confirmatur, quia Innocentius III, in dicto cap. Cum contigat, solum sit: Laici ad monasteria convalentes a suis Abbatiis tonsurat; per quæ verba præpropie videntur novitiis significari, qui ex seculo ad religionem convolunt. Unde Alexander IV, in c. Abbatis, de Privilegii, in 6, duo membra distinguat, dicens, monasteriorum solum convorit, et qui ad illa convolverat. Ubi per conversum non intelligit religiosos laicos, prout solet conversari a monachis distinguunt; constat enim potestatem hanc non pro illis precipue dare, sed intelligent monachos professos, qui conversi appellans, quia in professione promittunt modum conversionis; ergo per illos, qui convolverunt ad monasteria, intelligit novitiis; quos enim alios intelligere potest, quod sens glossa ibi, verb. Convolverent, addens: Ibi convertantur, et sanct monachi. Et idem sentiunt ibi Francus et Cardinalis Alexandrinus, et expresse Rebuffus supra, n. 48, dicens valere talam ordinationem in anum probationis, neque annuarii (loquitur de præsa tonsura), etiamsi novitius egrediatur, quæ legitime facta est, juxta regulam actus legitimi, de Regul. juris, in 6; et efficaciam ratio est, quia ordo est indelebilis. Atque haec sententia ut magis favorabilis ac probabile sustinenda est, quam a Julio II confirmatam et declaratam invino in privilegio concessi ordinii Cisterciensi, in Hispania, ubi inter alia sic habet: Nec non novitiis, et alios quoscumque dicir monasterii subditos, prout poterant praefi prei perpetui Abbatis, clericali characteri insigniendi, per quæ verba multa alia ex his, quæ diuersus, comprobantur.

Quinta quæstio, an ad omnes ordinis conferri possint privilegii hoc extendatur.

14. Quinto interrogari potest, ad quos ordinis conferendi haec potestas extendatur, ex vi illius antiqui usus. In quo duo sunt certa.
Primum, non extendi ad sacros ordines, quia ibi non exprimunur, et posse conferre ali- quem ordinem sacrum absque Episcopali cons- crectione ordinantis, est magnum privile- gium, quod non conceditur, nisi exprimatur in specie. Secundo, est certum potestatem exten- di ad omnes gradus infra lectorem, ut in principio n. 3 dixi; nam qui dat potestatem ad formam, dat vel supputit potestatem ad dispositionem previam; prima autem tuns- ra, et gradus ostiarii est quasi dispositio ad ad gradum lectoris, qui in eo textu expresse conceditur; ergo, etc. Solum ergo superest difficilis de duobus gradibus exorciaste, et acolyti; nam glossa, in c. 4, de Ordinatis ab Episcopo qui renuntiavit Episcopatum, partem affirmantem indicat. Cum enim in textuali di- catur omnes ordines usque ad subdiaconatum a non Episcopis quandoque conferri, glossa id confirmat ex dictis capitulis Quo- niam, et Cum contingat; sentit ergo ex vi illo- rum jurium posse Abbas omnes dictos ordin- nes conferre. Et potest ex textuali argumentum, quia Alexander III confirmat hoc fieri, et nullam extant aliius quos possit fieri.

45. Nihilominus contraria sententia probabili est, quam tenet glossa in dicto c. Quo- niam, communiter ibi approbata, ut constat ex Turrecremata, et aliiis. Ratio est, quia in textuali expresso limitator potestas ad lectora- tum, et non potest a nobis extendi ad id quod majus est; privilege enim nec per similitudi- dinem rationis possunt extendi ultra verbo- rum proprietatem, nec dum ubi est tanta dis- paritas. Denique privilege tantum valent quantum sonant, et ideo supra, n. 8, diceba- mus, si concedas facultatem circa tales per- sonas, non posse ad alias extendi; ergo cum verba illius textus de lectoribus tantum men- tionem faciant, non possunt cum fundamento ultra extendi. Nec verba Alexander III in contrarium urgent; nam, licet referat omnes or- dines minores interdum dari a non Episcopis, non tamen dicit fieri ex vi illius juris anti- qui, imo nec alterius juris communis scripti, sed poterat tunc fieri ex vi aliorum privile- giorum, ut mox dicemus.

 Sexta questio, an Praefatus non benedictus uti possit hoc privilege in aliquo casu?

16. Sexto interrogari potest, an hoc jus quod omnia in illo statuta nunc duret, vel quod aliqua mutation sit. Et specialiter quo- ad eam conditionem Abbatis ordinantium, quod s'ilicet debeat esse benedictus, dubitatur utrimum Abbas non benedictus possit nunc ordi- nes conferre. In quo diciendum est ex parte ampliatur esse hoc jus per concessionem Alexander III, quae habetur dicto c. 4, de Sup- plenda neglectitia Praefaturum, ubi sic in- quit: Si Episcopus tertio cum humilitate, ac devotione, sciret convenit, requiritus Abbas be- nedicere renuerit, licet Abbasibus proprios mon- nachos benediceret, et aliquis, qua ad hoc offici- cium pertinent, exercere. Ubi glossa, verb. Alius, intelligi, ut confrarint lectorum in pro- prio monasterio, quam Panormitanus ibi, et alii approbant; et idem tenet Joannes Andreas, in Clementina Attendentus, § Statut- mus, de Statu monachorum; Felinus, in cap. Fam te, de Rescriptis; Panormitanus, et commu- nin, in cap. Inter monasterium, de Re judici- cata. Et quamvis verba Alexander III obscura sint, nam in originali, quod est privilegium sextum Cisterciensibus concessum, sic habet: Licet novitios proprios benediceret, et alius, qua ad illud officium pertinent, exerceret. Unde obs- curum rediturum, ut facultas solum referatur ad illud officium benedicendi monachos, aut vestes, vel similia; licet hoc (inquam) ita sit, nihilominus Urbanus III, in privilegio octavo eorumdem Cisterciensium, clarissi dixit, con- cedenis idei privilegium: Et cura, qua ad officium suum pertinent, exercet; pertinent ante ad officium eorum lectorum in suo mo- nasterio ordinaire; ergo, in eo caso, non est dubium quin Abbas non benedictus possit hoc pristare. Neque etiam potest dubitari quin possit Papa hoc concedere; quia illa benedic- tio non imprimit characterem, quae est ex Christi institutione, ut necessaria reputetur ad hanc concessionem; sic et ergo potest Papa simplici scelerdoti absque previa aliqua bene- dictione committere confirmationem, ita etiam ordinationem; et ita pro illo casu de facto il- lum commissit.

Septima questio, an extra dictum casum pos- sit et Praelati non benedicti seu non perpetui ordinare.

17. Ulterior vero inquiritur septima, an extra illum casum habeant aliqui Abbates non benedicti, imo nec benedicendi, predictam potestatem ordinantium. Quod dubium movetur propter Abbates triennales, qui non benedi- cuntur, ut perpetui, eo quod benediction si sit etiam quasi perpetua et indebiles, et ideo non datur propter officium temporale, prout statuit Eugenius IV, in privilegio sexto Cis- terciensis in observantia in Hispania con-
Octava quæstio, an per hoc privilegia soli subditis religiosis nunc valeant ordinari.

48. Octavo interrogari potest, an hoc potestas etiam nunc limitetur ad solos subditos religiosos. Ratio dubitandi sumitur ex cap. Abbatis, de Privilegiis, in 6, ubi expresse conceditur his Abbatis triennialiis potestatem insigniendi clericali charactere, quam habeant perpetu; quid autem per characterem clericalem ibi intelligendum sit, infra dicemus. Aliis item concessione de hac re citantur in Compedio Cisterciensi, verbo Abbas, § 4 et 5.

Abbatum triennium. — Sed, licet veram sit per hoc jura seu privilegia amplificatamuisse antiquam concessiunculam juris comminis, nihilominus quod Abbates triennales videtur restricta a Julio ad solos subditos, per illa verba: Novitios, et alios quoscumque dicti monasterii subditos, per quora est exclusa non subditos etiam religiosis ejusdem ordinis; an vero comprehendantur subditi, etiam secularia, dubium est propter illa verba, alios quoscumque. Tamen dubitationem abstulit Concilium Tridentinum, sess. 23, c. 10, de Reformatione, ubi statuit, ut amplius non licet his Abbatis, cuiquam, qui regularis subditus sibi non sit, tonsuram, vel minores ordinis conuerre; et infra subdit, non obstantius quibus vis priviligii, praepositionis, est consecutudinis, etiam immemorabilibus, Circa quæ verba dubitari potest, an per illa revocetur privilegium etiam in jure insertum; ut est in dicto c. Abbates, quia hic privilegium difficilium revocari solent; sed nihilominus etiam illud revocatum censetur, et ita declaratum invenio a congregatione Cardinalium.

20. Quoad subditos secularis horum Abbati ordinatio valet, sed non licet. — Sed quia aliquid subditus secularis ordinatur ab Abbate? numquid ille indigebit nova tonsura vel ordinacione? Ad hoc responsum invenio ejusdem congregationis tam manuscriptum, quam ex variis impressionibus, circa citatum c. 10 Tridentini, illum non indigere iterum tonsurari, seu ordinari quoad minores jam receptos, sed solum indigere dispensatione. Unde tacite videtur explicari illud verbum Concilii, sic licet, ut continentio permissionem, non vero auferat potestatem. Nam si potestatem abstraxisset, revera illa ordinatio non fuisse validi, quia ignorantia vel bona fides, etiam intercedat, non reddit actum validum, quando potestas deest; ergo si ordi bona fide suscepta a tali Abbate fuit validus, non necret potestas in Abbate, sed solum prohibitus est illa uti circa talen personam. Et idee dictur esse necessaria dispensatio, quia per illam ordinacionem, quamvis sit datus character, non tam en usus ejus, eo quod sit datus ab habente potestatem impediat, se ab alieno, et non a proprio Episcopo, et absque litteris ejus. A quo autem sit danda haec dispensatio, iber non explicatur; credo tamen pertinere ad primum Episcopum ordinati, juxta principia sinister in materiae de suspensione, disp. 31, sect. 4.

21. Licetit tamen juxta responsionem Car.
CAP. XXIX. DE POTESTATE PRÆLATORUM REGULARIUM, ETC.

dialium, si sint Abbates mitrati, etc. — Addi-
tur vero, in ejusdem responsehibus Cardina-
lium circa idem caput Concilii Tridentii, 
unum valde notandum, scilicet Abbates, qui 
habeant jus abaculum deferendi, et mitram, si 
sacerdotes sint, et benedicti, posse et valide 
et licite conferre omnes minores ordines, qui-
lucumque, tam regularibus, quam seculari-
bus, etiam sibi non subditis, si tamen or-
dinandi habeant dimissorias litteras, a proprio 
Episcopo, vel Prelato, per quas singularum et 
in particulari hanc licentiam praebet, et con-
sensus etiam Episcopi illius loci, in quo sunt 
ordines ministratur. Ex qua responsete plae-
ne sequitur, quod si hujusmodi Abbates hos 
ordines conferant talibus personas sine dismis-
soribus litteris suorum Prælatorum, ordinatio 
substantialiter everti valde, et non iterando, 
quamvis sic ordinis indigante dispensatione, 
propter suspensionem contractam ratione or-
dinis male suscepti. Conseguet est evidens, 
quia si Abbas licite hoc faciat, suppositis di-
missoribus litteris, supponitur potestatem ha-
bere, quia dimissoribus litteris non dant illi po-
testatem, sed solum licentiam, vel ius utendi 
suas potestates circa talem personam.

22. Hac Cardinalium responsio, si authen-
tica est, parit difficultatem. — Hac autem 
onnia videntur repugnare resolutionibus tradi-
tis circa tertiam questionem, in num. 8. Nam 
hic clare supponitur potestatem horum Abbati-
num ex vis sua benedictionis se habere ad mo-
dum potestatis collate per characterem, quan-
de se sufficit ad operandum circa personam 
quacumque, licet ad juste operandum re-
quirat jurisdictionem. Sed nos supra tan-
tum diximus, ex illo jure antiquo septimae 
Synodi id non haberit, quod revera videtur 
sufficienter probatum; fortasse autem per pos-
teriora privilegia id ampliatur est; aut con-
suetudine idem est explicatum, et in hac con-
suetudine potissimum videtur fundata illa res-
solutio; nam de jure aut de privilegio scripto 
mihi non satia constat. An vero illi resolutioni 
standum sit, alias judicium relinquo; nam de 
ancitortio et certitudine illius responsi, mihi 
bactenus dubia res est.

Nuna quastio, an dicta privilegia extendatur 
ad aliquos ordines conferendos ultra lector-
atum. Ad quod affirmando respondendum 
est; nam Alexander III, in dicto cap. 4, de Or-
dinatis ab Episcopo qui renuntiavit Episcopa-
tum, refert, solere aliquos non Episcopos om-
nes ordines infra subdiaconatum conferre; 
 ergo cum ex jure communi hoc non constet, 
credendum est ex privilegio factum esse. Item 
Innocentii VIII commemorat, ut supra retu-
li, nonullos Abbates Cistercienses ex privile-
giis et indultis Apostolicis hoc posse. Imit 
Congregatio Cardinalium, in responsu supra 
citato, supponit, omnes Abbates benedictos, 
habentes jus deferendi mitram et baculum, 
posse omnes minores ordines conferre, ita ut 
benedictio illa sit quasi ordinatio quaedam 
conferens hanc potestatem. Potuit enim sub hac 
ratione a Pontificibus institui; an vero a prin-
cipio habuerit hanc institutionem, affirmare 
non possessum, quia non est in jure expres-
sum; sed potius jus cum limitatione loquitur, 
ut videmus. Privilegium etiam Innocentii VIII 
non de omnibus Abbatis benedictis, sed de 
Cisterciens et quatuor alii loquitur. Alexand-
ner III etiam, in dicto capite primo, solum 
indefinite dictit, hujusmodi ordines a non Epis-
copis, quandoquae conferri. Non est etiam du-
bium quin Abbates Sancti Benedicti habeant 
hoc privilegium. Idem de Abbate Camaldul-
ensi, et alius; hinc ergo vel usu, vel expressa 
concessione, extensa est hae potestas con-
ferendi omnes minores ordines ad omnes Ab-
bates benedictos, ex vis sua benedictionis.

24. Resoluto negativa quoad sacrus ordinis, 
saltem post Tridentinum. — Additum prete-
reta est, ab Innocentio VIII in dicto Indulto, 
ut Abbas Cisterciensis, et quatuor principales 
Abbates ejusdem ordinis possint etiam diacon-
atum et subdiaconatum conferre. De qua 
commissione controversia est inter Theologos, 
an possit a Papa fieri, ut in materia de Ordine 
tractandum est; nunc autem factum tanquam 
certum supponimus, et ideo credimus jure 
etiam esse factum, quamvis in ratione et modo 
explicandi hoc jus possit esse varias, de qua 
suo loco. Verumtamen privilegium hoc quod 
hanc partem revocatum esse per Concilium 
Tridentinum, sentit Navarrus, consilio decimo 
tertio, de Privilegiis. Nam sessione 23, capite 
8, de Reformatione, statuit Concilium, ordina-
tiones sacrorum ordinum a proprio Episcopo 
facientes esse; unde significat solos Episco-
posse Ordines sacratos conferre; illud vero 
caput non multum urget; nam, ut ex con-
textu constat, et a Congregazione Cardinalium 
declaratum est, caput illud, etiam in miuori-
bus ordinibus locum habere. Majus indicium est, quod in capite decimo, cum de ordinatio
ne Abbatum loquitur, solum tonsuram vel
minores ordinis respectu subditorum mona-
chorum eis permittit; et capite duodecimo,
Episcopis tribuit curam eligendi et exami-
nandi dignos ad sacros ordines, et subdit: Re-
regularae quoque, nec in minori etate, nec sine
diligenti examiná Episcopi ordiníntur, privile-
giis quibuscumque quoad hoc penitus exclusis;
ergo vult Concilium ut regulares ordinari non
possint in sacrís, nisi ab Episcopis, et revocat
privilegia contraria, quae erat hoc, de quo
tractamus. Quae sententia Navarri mihi pla-
cet; nam, licet (ut ipse etiam putavit) revo-
catio illa non sit tam expressa, quin possint
conjecture illae dissolvit, nihilominus privile-
giium illud adeo est exorbitans, ut ejus revo-
catio etiam tacita, et insinuata tantum, admit-
tenda sit. Videtur cuius Concilium consulto
noluisse expressam mentionem privilegii fa-
cere, sed tacite illud preterire, ne videtur
illud tanquam validum recognoscere (quod
controversum est), sed simpliciter statuit, et
supposuit quae in privilegio repugnabat, ad-
dita solum generali revocatione, per quam
hoc etiam privilegium revocatum intelligitur.
Quod etiam sentit collector compendi Privi-
legiorum Ordinis Cisterciensis, hoc privile-
giium omitted.

25. Hadem resolutio valet a fortior: pro Ab-
batibus trienálibus. — Unde multo certius
est Abbates non beneficítos et triennales non
gaudere hoc privilegio, quibus solum concedi-
tur ut possint subditos suos clericali charac-
tere insinuare, prout potenter perpetui Abba-
tes, sub quibus generalibus verbis certum est,
tam singularis privilegium non comprehendi,
maxime, quia illud commune non erat omni-
bus perpetuis Abbatibus; ibi autem solum
conceditur quod omnibus commune erat. Unde
certum existimo, etiam ante Concilium Triden-
tinum, hoc non potuisse. De alius vero quatuor
minoribus ordinibus contrarium dicendum est,
etiam de his Abbatis non beneficítos, ratio-
ne illius privilegii; nam, licet verbum charac-
ter clericali sufficiente possit in sola prima
tonsura verificari, tamen ex se ad illa non
limitatur, et ideo convenienter extenditur ad
omnes ordinis minores, ad quos saltum ex
consuetudine extendebatur potestas perpetuo-
rum Abbatum, quibus quoad hoc triennales
aequiparantur.

26. Objectio contra nunc dicta, non recte
adiditur a quibusdam. — Vera estatio. — Sed
objici potest capitulum Abbates, de Privile-
giis, in 6., ubi solum permittitur Abbatibus
primam clericalem conferro tonsuram, per
quod videtur etiam antiquum jus limitari.
Nonnulli volunt extendere textum illum ad
omnes minores ordinis, ut videre licet in ex-
positoribus, et alios, quos refert Sylvi., v. Ordo,
3, q. 2. Sed plano repugnat proprietas litterae;
nam prima tonsura clericalis propriis signifi-
cat solam illam, ut a propriis ordinibus dis-
gnitur. Et ideo dicendum est, in illo textu non
precipue disponi de ordinibus quos possunt
Abbes conferre, sed de personis quibus poss-
sunt eos conferre, et quod hoc ampliavit
textus ille jus antiquum (ut dixi) ad quos-
cumque subditos Abbati habenti jurisdicció-
em Episcopalem, etiam soculares. Igitor ra-
tione hujus ampliatiovis solum prima tonsu-
rum mentionem fecit, quia quod omnes illis
subditos noluit illi Pontificem majorem potes-
tem dare; si teneam aliiunde habesstur, non
abstulit illa; nullum enim verbum revocatio-
rion quoad hanc partem addidit. Eo vel ma-
xime, quod privilegia, quae minus ordinis
concedunt, posteriora sunt, et consuetudo
etiam id semper obtinuit.

Docima quastio, an in privilegio ordinarii
communicent alii religiosi.

27. Ultimo dubitari potest utrum Praelati alia-
rum religionum per viam communicationis
gaudere possint hoc privilegio; et ratio dubi-
tandi est, quia Praelati Mendicantes, v. g.,
communicant non solum iurâ se, sed etiam cum
religionibus monachalibus, ut constat ex va-
riis privilegiis quae in eorum comprehensis refi-
runtur, verb. Communicatio; sed sicut facultas
conferendi ordinis minores pertinet ad unum
ex privilegiis Apostolicis; ergo in illo etiam
communicabant. Patet consequentia, quia
verba Pontificum generalissima sunt, ut con-
stat precisae ex privilegio Clementis VIII Mi-
noribus concesso, in quo inter alia dicit,
omnia facultates et gratias, nostra profes-
sioiis regularis observantia non contraria;
litis ordinibus quibuscumque nos Mendicati-
bus quomodolibet conceptis, et in omnibus, et
per omnia, perinde ac si nosis concessa special-
liter possent; ubi haec potestas comprehen-
ditur sub nomine facultatis et gratiae, maxime
cum illa ampliatione, in omnibus, et per om-
nia. Nec tali facultas repugnat institutedi aut
regulari observantiae religionum, quae mona-
chales non sunt. Cure ergo Praelati earum non
participabant hanc potestatem, cum sint vere
CAP. XXX. DE POTE STATE EURUNDEM PRÆLATORUM, ETC.

Praelati, et aequalem habeant in suis sublitos jurisdictionem Episcopalem, et consequenter in re ipsa habeant aequalem dignitatem; etiamsi non eodem nomine appelletur?

28. Pars negativa probatur multipliciter. — Tacite objectio occurrit. — De hoc nihil invenio a Doctoribus tractatum; tamen, ex perpetuo eorum silentiio colligo, omnes pro manifesto supponere Praelatos aliurum religionum, qui Abbates non sunt, non gaudere hoc privilegio. Idem videtur certum ex perpetuo non usu omnium religionum non monachalium; nullus enim earum Praelatus hae itutur potestate; ergo signum est non agnoscerre ilam sibi concessam per viam communicionis. Et idem existimo etiam de canoniciis regulariis, quorum instituto et procedendi modo possit facultis beae facultas accommodari, et nihilominus non utuntur illa per viam communicionis, nisi aliquibus sit specialiter concessa. Deinde potest reddi ratio, quia hoc privilegium adae specialis est, ut sub generali clausula non censeatur comprehendi. Item, quia non est ex his privilegiis quia pertinent, vel ad spiritualem utilitatem, vel ad rencontiam regnum religionis, sed quidam ad quamdam dignitatem et praeminentiam talium Praelatorum, quae non videtur ita accommodata statui aliurum religionum, praesertim mendicantium; et ideo non censeatur ad illam extendi communicatio. Demique, quoties jurae loquantur de inferioribus Praelatis, quibus haec potestas ordinandi communicata est, semper loquantur de illis sub nomine Abbatis; quam est signum, per eaem vocem, in jure signifitque peculiarem dignitatem, quam non habent Praelati aliurum religionum, qui hoc nomine non vocantur. Et ideo in hae potestate non communicant; praesertim quia ex se et ex primaevo institutione postulabat haec potestas benedictionem ipsius Abbatis; et licet specialiter commissa postea sit Abbaticis non beneficis ororumde ordinam, id solum fuit quia eis quodammodo erat debita benedictio, non omnino privaverunt commodia ejus. Praelati vero aliurum religionum per se nullam habent benedictionem; et ideo nec ex jure communi habent hanc potestatem, neque illa specialis concessio facta Abbaticis triennalius ad illas spectat, etiam per communicatio. Cujus signum etiam est, quia neque aliis insignis dignitatis sustit ut possunt, scilicet mitra, baculo, etc., neque ad hoc privilegium extendit communicatio, quia revera non est res accommodata aliis institutis; ergo multo minus extendetur ad potestatem ordinandi, cum hoc ministe rium sine Pontificialibus insinuatis perficere non possint.

CAPUT XXX.

DE POTE STATE EURUNDEM PRÆLATORUM AD RES AUT VESTIMENTA BENEDICENDA VE CONSECRANDA.

1. Notationes pro decisione. — Scieendum est quodam ex his jure communi concessa esse simplicibus sacerdotibus, ut est aequum aut panis beneficicio, de quibus in Missali ordinario mentio fit, et de his hic non tractamus, quia supponimus Praelatos, de quibus agimus, esse sacerdotes, et eu title posse quidquid possunt sacerdotes simplices; alia vero sunt propria Episcoporum jure ordinario, ut sunt consecratio calicis vel aletaris, et beneedicio sacrarum vestium, et de his est in presenti sermo. Est tamen ulterior advertem dum, quasdam ex his benedictionibus fieri adjuncto chrismate, ut calicis, vel ares, alio vero per simplicem orationem, et aspersione aquae benedictae. Tandem supponendum est, quamvis jure ordinario hoc non conveniant nisi Episcopo consecrato, nibilominus per Summam Pontificem posse regulariter committi Presbytero. Dico regulariter, quia de quiosclam dubitaret aliqui, ut de consecratione chrismatis, et de benedictione olei infirrirum, orum scilicet possit ex delegatione Pontificis etae confici aut benedici a simplici sacerdote, ut sit sufficiens materia sacramentorum Confirmacionis et Extremae Unctionis, contra quos dictum a nobis est in tertio tom. 3 part., disp. 33, sect. 2, et 4 tomm., disp. 40, sect. 2. Sed in illis est specialis ratio propter ordinem ad sacramentum, cujus materia et minister sunt de jure divino; relicit ergo illis materiis, quae ad sacramenta pertinent, de ceteris benedictionibus ad sacramentalia tantum spectantibus, certum est posse Pontificem illas committere simplici sacerdoti, quia, cum omnia sicut immediate ex institutione Ecclesiae, per ejusdem potestatem supremam designari potest carum minister. Unde etiam fit ut ex communi sententia Doctorum multum in his posset valere consuetudo; praesertim quod simplicos benedictiones, quae sine unione chrismatis sint.

2. Assertio bipartita. — Dubium circa primum partem hujus assertionis, unde ad Abbates manasse hae potestas benediciendi. — Manasse ex consuetudine quidam anim. — Iis positis,
diceudum imprimit est Abbates regulares posse vestes sacras, et pallas altarias, et corporalia benedicere; non tamen possunt consccrerare calices, vel aras, nec consecrationem ullam effecere quae unionem chrismatis requirat. Utraque pars communis est Canonistarum in cap. Abbates, de Privilegiis, in 6, et in Clementina Attendentes, de Statu monasticorum. Ut autem singulas partes probemus, dubitari potest circa priorem, unde duxerit originem haec potestas, vel quo jure fundetur; nam in decrelis cap. precedentis citatis nulla de haec potestate fit mentio, sed solum de beneficio, et ordinatione monasticorum, ex quibus, et si majoris momenti sit saltum quoad sacramentalen ordinacionem, non licet inferre haec potestatem, quam diversae rationes est; et similiter in d. cap. Abbates, dicitur quidem lujuamodi Abbates posse in suis Ecclesiis, quae ad eos pertinent, pleno jure benedicitionem solemnem post Missam, Vesperum aut Matutinum tribuere; de alio vero benedicitionis generis non fit mentio, neque ex illa colligi potest propter argumentum factum; quin potius, per argumentum ab speciali, dum haec benedictio tantum exprimitur, alia videntur negari. Propter hoc Doctores communiter hoc reducunt ad consuetudinem. Difficile autem est explicare quomodo actus ordinis consuetudine prescribatur, quia pendet ex potestate ordinis, quam non potest dare consuetudo, licet dare valeat potestatem jurisdictionis. Quod autem hi actus sint potestatis ordinis, constat, tum quia non possunt fieri nisi saltum a sacerdote; tum etiam quia in eis servatur certa forma, et solemnitas ad quem aliquam divino cultui sacrandam ordinata; tum etiam a posteriorior, quia sacerdos vel Episcopus ligatus censura, et hos actus exercens, fieret irregulare.

3. Quo pacto explicetur a nonnullis taliis consuetudine. — Dubus ergo modis hic explicari potest: primum, juxta sententiam Angeli, verb. Benedictio, num. 1. 1. dicentis, Sacerdotem simplicem, ex vi sua ordinationis posse conficere haec sacra, benedicendo vestes etc., nisi prohibeatur (imo, quod graviss et idem dicit de benedictione calicis). Quod si hoc verum est, facile intelligitur potuisse per consuetudinem introduci, ut his Abbatisbus non consecurum prohibitum hoc ministerium. Verumtamen fundamentum Angeli, ut ipse fatetur, receptum non est communiter, et illud etiam reprobatur postea Sylvester et alii. Deinde ipse tantum illud ostendit a posteriori, quia potestas illa consuetudine acquiritur, quae nec est bona collectio, ut statim dicam, nec ostenditur cui sacerdoti conventis haec potestas, eo ipso quod sacerdos est; quo circa, ut sacerdos habeat hanc potestatem, non satis est quod non sit prohibitus, sed necesse est ut positive illi sit ulla compositionem. Nam, ut dixi in tom. 3 tertii part., disp. 13, sect. 3, sicut haec sacramentalia ab Ecclesia sunt instituta, ipsa ministri eorum per Ecclesiam determinari potuerunt et debuerunt. Nec videtur dubium, quin potuerit Ecclesia a principio instituere simplicem sacerdotem, ut proprium et ordinarii ministrum harum benedictionum, cum in hoc nulla sit repugnancia, ut ibi cum Dandando dixi. Quod autem ita factum sit a principio, nec probati potest neque est verisimile; ergo et gratia asseritur sacerdotem hoc posse, nisi prohibatur, sed dicendum potissimum, si concedatur, et verisimilior est (quod communis habet sententia), ex primaeva institutione solo- los Episcopos esse ordinarios ministros harum benedictionum, et consequenter in illis solis esse hanc potestatem quasi ordinariam. Prosum, tum ex c. Consulto, de Consens., d. 1, ubi dicitur corporale dehure esse ab Episco benedictum, neque id potestum tamen speciale, ut Sylvester indicat, sed pro occasione loci illud potius quam alia nominatur; significantur autem talium rerum benedictionem ordinario jure Episcopalem esse, tum ex Pontifici Romano, ubi semper potinor Episcopus tanquam ordinarius miuister harum benedictionum, semperque supponitur dehure esse Pontificem, qui mitra uti valeat; tum etiam quia ad majorem reverentiam et estimationem talium rerum, ita fieri oportet; cujus signum etiam est, quia nonquam legimus hoc licuisse omnibus sacerdotibus, cum tamen etiam expressum prohibit non legamus; ergo idem fuit semper prohibita, qui non fuit concessa, ut a simili colligitur ex c. Quamvis, 68 dist., ubi de Choreiscopis dicitur, non posse ea que sunt propria Episcoporum, quoniam, quanquam conscurationem habeant, Pontificatis apicem non atigerunt.

4. Melior explicandi modus. — Alio ergo modo explicari possit illa consuetudo, distingue, quaedam convenire Episcopis ratione sua consecrationis, ex vijuri divini, quales sunt confirmationis sacramentum dare, ordinarde, et similia, et de his verum est non posse consuetudine acquiri, c. Quanto, de Consuetudine; et ratio a priori est, quia nec consecratio potest acquiri consuetudine, nec consue-
tudo potest mutare jus divinum, et de his intelligi debet communis doctrina Canonistarum in dico c. Quanto, et in c. Aqua, de Consecratione Ecclesie vel altaris. Alia vero sunt que Episcopis conveniunt et reservantur ex institutione Ecclesie, ut ea de quibus agimus, et in his videtur consuetudo posse habere vim ad conferendam potestatem, quia haec potestas in hoc comparatur jurisdictioni, quod per solam extrinsecum concessionem dari potest; ergo sient jurisdictio propter hanc causam consuetudine acquiritur, ita etiam haec potestas. Item, quia haec dari potest per extrinsecum privilegium; sed consuetudo dare potest privilegium.

5. Instantia solvitur. — Explanatur solutio. — Dices: ergo possit consuetudine acquiri, ut sacerdos possit Ecclesiam reconciliare, quia hoc etiam ex institutione Ecclesie pertinet ad Episcopum; consequens est contra dictum c. Aqua, de Consecrat. Ecclesie vel altaris. Respondetur ibi esse sermonem de privata consuetudine Episcopatus Bracharenisis, quae ad hanc potestatem introducendam satis esse non poterat, sine consuetudine Ecclesie Romanae, quod est valde considerandum, ut ita intelligatur sententia communis, quam tractamus. Ut antem hujus ratio intelligatur, advertemur est quoddam principium in eo textu positum, scilicet, Episcopum non posse delegare quae sunt ordinis Episcopalis inferioribus sacerdotibus, sed tantum alius Coepiscopis, ut habetur etiam in c. Quod solum, de Offic. ordin., cum tamen Summus Pontifex possit aliqua ex his committere inferioribus sacerdotibus, ut nunc supponimus. Ratio autem differentiae est, quia actus ordinis, aut est jure divino annexus ordinis Episcopali, et sic vel a nemine potest committi Inferiori sacerdoti, vel non nisi in aliquo raro casu a solo Summo Pontifice ex plenitudine potestatis. Aut talis actus est annexus Episcopali ordinis ex institutione Ecclesiae, et sic etiam talis institutio ad Summum Pontificem spectat, et ideo nullo inferior potest institutiones mutare, aut alteri sua potestate illud ministerium committere, nisi in casibus in jure expressis. Quia ergo consuetudo non habet vim ad dandum aliquam potestatem nisi ex tacta voluntate illius principis, qui talem potestatem delegare potest, ideo in presenti privata ('ut sic dicas) diocesana consuetudo non fuit sufficiens ad hujusmodi potestatem conferendam; generalis autem consuetudo Ecclesie Romanae sufficit, quia in ca Pontificia auctoritas intervenire consentatur.

6. Consuetudo non dat potestatem Abbatis ad benedictionem vestum sacras, sed est signum data. — Quomodo probabiliter credatur collatamuisse hanc potestatem a Pontificibus. — Ultimo tamen observandum est, quod alias diximus de jurisdictione, multo magis habere locum in hac potestate, scilicet, consuetudinem ipsam non concedere hanc facultatem, sed esse signum concessionis a superiore facte, quod multo magis in presenti verum censeo; nam jurisdictio absque speciali concessione potest acquiri per consuetudinem legitime prescripsum adminiculio juris, ita circa hoc expresso disponeos; de hac vero potestate nullum extat expressum jus, quod consuetudinem possit acquiri; est ergo haec consuetudo signum concessionis a Summis Pontificibus facte circa talem facultatem; et verisimile mihi est massa ex aliqua expressa concessione vel institutione Pontificem, quam in hunc modum probabiliter declaro, supponendo Abbates non posse jure ordinario, seu ex vi hujus consuetudinis haec res sacras benedicere, nisi ipsi benedicti sint. Argumento c. Quomum, d. 69, et c. Cum continet, de Exate et qualitate, quod etiam sentiunt communi Doctoris, et patet etiam, quia sine benedictione non possunt jure communia ut insignia Episcopalianus; ergo multo minus possunt hos Episcopales actus participare. Requiritur ergo benedictio; et illi censetur esse annua ipso jure potestas benedicendi habet res sacras. Et hinc verisimile fit, hujusmodi Abbatum benedictionem, ex voluntate et institutione Sumnorum Pontificum habuisse vim conferendi hanc potestatem, et potest ita declarari. Nam in ipsa benedictione Abbatis dictur per eam ordinari Abbatem, et constitui in ordine Prelatiorem Ecclesie, et quodammodo participare dignitatem Episcopalem; ergo mirum non est quod, ex vi benedictionis hujusmodi, participet etiam aliquos actus Episcopales inferioris ordinis, et qui etiam possunt simplici sacerdoti committi.

7. Objection contra nunc dicta ex communi sententia. — Sed adhuc obstat huic communis sententiae privilegium ab Innocentio VIII concessum Cisterciensis, ut Generalis et quatuor praepo Abbatiae possint pallas altiaris et omnium ornamenta Ecclesiastica benedicere; ergo signum est hoc non convenire illis ex vi benedictionis, nec esse commune omnibus Abbatibus perpetuis, alias nihil Abbatibus illis speciali concedeconetur. Respondel propter hoc incertum mihi esse quid ante tempora Innocentii VIII in hoc habuerint consuetudo; potuit ta-
LIB. II. DE RELIGIOSIS QUATENUS PRÆLATI SUNT, ETC.


8. Ostenditur jam secunda pars ejusdem pri
dae assertionis, quod sit vera de facto. — De
dissoluta tamen contraria pars vera est. — Ex
his ergo satis probata est prior pars assertionis
affirmativa; altera vero, quae negativa erat
quoad consecrationes, quae fiunt cum unione
crismatis, probatur primo, quia nullo jure
vel consuetudine (ut omnes patentur) conces
sum est; et alias constat hos actus esse Epis
copales. Imo sunt qui conseanee esse adeo
strictae Episcopales, ut consuetudine prescribi
non possint, quod tenetur Sylvester supra, et
non parum favet usus non concedendi talem
facultatem. Contrarium tamen tenet Angelus
cum Cardinale, quod in rigore verius est, quia
hoc simpliciter est ex jure humano, et ita po
tuisset Papa, si voluerat, hunc actum etiam
adjuvare, quasi ex officio, Abbatiataligni
tatiis, ac benedictioni. Deinde in dicto privile
gio Innocentii VIII, dictis quatuor Abbatisbus et
Generali Cisterciensi conceditur, ut possint
cetiam calices et altaria consecrare, chrismate
sacri prius ab aliquo Antistite Catholico re
cepto; non est ergo dubium quin possit Ponti
fex hunc actum committere sacerdoti non
Episcopo; cur ergo non poterit etiam consue
tudine prescribi, vel benedictioni Abbatis
ipso jure conjungi? De facto vero certum est
non ita factum esse, in eo et de illo speciali pri
vilegio mihi inexactum est an fuerit usus rece
ptum, et an nunc daret.

9. Facultas predicta, seu annua qua quodam
modo Abbatisbus ad quid extendatur, sufficit
aliis privilegiis. — Atque hic in ulterioribus adden
dum est facultatem hanc non esse extenden
dam ultra beneficiationes earum rerum quae ad
sacra vestimenta pertinent, vel pallas, seu or
namenta aliarum, sub quibus etiam corporale
comprehendimus; nam ad hanc omnis, et hae
sola extenditur consuetudo, ut omnes Doctors
docent. Quare, licet in Pontificiali Romano
multae aliae res nominentur, que sine ben
dictione olei benedicuntur, nihilominus non
extenditur hae facultas ad omnes illas, sed
tantum ad supradictas. In dicto autem privile
gio Innocentii VIII conceditur dictis Abbatis
bus, ut possint etiam benedicere vascula ad
repondam sacram Eucharistiam, et quas
cumque imagines. Item ut possit ecclesiae
su monasteris sui Ordinis, quoties fuerit op
portum, dummodo ex homicidio polss
non forent, reconciliare aqua prius per ali
quem catholici sanctitatem (ut moris est) be
nedicta obtente; hoc autem privilegium quod
hanc partem non est commune, sed particula
quorundam Abbatum. Denique, licet ha
Facultas olim solum concedetur Abbatis
benedictis, tamen Julii II, in privilegio Sac
re Religiosis, concessum familiae Cisterciensi
Hispania, quod inter impressa est 19, conce
sit Abbatisbus triennaliibus ut vestes, tunics,
et alia ornamenta, pro celebratione Missarum
et aliorum divinorum officiorum, in ecclesiis
monasteriorum predictorum duntaxat necessi
saria, benedicerent.

10. Assertio tripurtita. — Prior pars suadet
per viam communicationis. — Duplicio omn
hanc partem rerover. — Secundo dicendum
est Praestatis ordinum Mendicitantium etiam
posse sacra ornamenta benedicere, iea et suas
ecclesias vel coemeteria. Prior pars probatur
imprimis per viam communicationis; nam quod
hanc benedictionem, est in usu et praxi reli
gionum, eaque supponunt omnia compedia
privilegiorum religionum, ut videre licet in
Compendio Minorum, verbo Benedictis, et in
Compendio Societatis, eodem verbo, § 3. Unde
considerandum est, quoad alios Praestatos, qui
non sunt Abbes, non posse allegari consue
tudinem, ut immediatam rationem, suum titu
lum hujus facultatis, quia re vera nulla est ta
lis consuetudo, nec probabilis ratio ejus; de
det ergo fundari in aliquo privilegio, quod
potest esse vel directe concessum in haec speci
Mendicantisbus, vel omnibus, vel aliqui reli
gionis illorum vel tantum indirecte per viam
communicationis cum religionibus monach-
CAP. XXX. DE POTESTATE EORUMDEM PRELATORUM, ETC.

libris. Et de hoc posteriori modo posset alius esse dubium, propter dicta in capitae precedentia. Nam si non est communicatio cum ills in collatione ordinum minorum, cur erit in haec benedictione? Item quia non communi cant cum eis in facultate utendi insignis Pontificalis; ergo neque in haec benedictione; nam haec duae esse comitantur. Unde Congregatio Cardinalium, in quodam responsis, circa Concilium Tridentinum, sess. 23, c. 10, sic inquit: 

**Abbās qui est benedicētus, vel qui ex privilegio Sēdē Apostolica habet, ut Pontificia exercere possit ac si esset benedicētus, potest omnia sacra benedicēre, illis exceptis, in quibus usus requiritur.** Nihilominus omnes, ut dixi, in hoc admissunt communicacionem, cujus ratio statim patebit.


FINIS LIBRUI SECONDI.
INDEX CAPITUM LIBRI TERTII

DE RELIGIOSIS DESERENTIBUS VEL MUTANTIBUS ALIQUO MODO STATUM SUM, ET DE OBLIGATIONIBUS EORUM.

CAP. I. Quando religiosus sit fugitivus vel apostata censendus, et quas poenas ob tale crimen incurrat.

CAP. IX. Expediuntur aliquot dubia circa doctrinam capitis praecedentis.

CAP. III. De culpa, obligatione ac poena cooperantium modo aliquo ad alterius apostasiam.

CAP. IV. An religiosus professus juster possit a religione expelli.

CAP. V. Ad quid teneatur professus e religione ejectus, ac primum an recognatur ad illam redire.

CAP. VI. Ad quid obligetur religiosus expulsus, licite et libere in seculo permanens.

CAP. VII. An liceat religioso professo extra monasterium vivere, retento vel mutato habitu de licentia Prae radi, et ad quid tunc teneatur.

CAP. VIII. An ex natura rei, seu secluso jure humano, liceat professo unius religionis ad aliem perfectionem propria auctoritate transferri.

CAP. IX. An liceat etiam ex natura rei transitus propria auctoritate factus ad religionem laxiorem vel æqualem.

CAP. X. Quousque ex vi juris communis liceat transitus ad religionem perfectionem.

CAP. XI. An ex vi dicti juris communis liceat transitus ad religionem æque vel minus strictam.

CAP. XII. An spectato jure particulari, seu indultis religionis, liceat transitus ad aliam religionem.

CAP. XIII. An religiosus legitime transferi ad aliam religionem possit secum transferre aliquod peculium.

CAP. XIV. An cum religioso transnente transeant etiam immobilia vel mobilia pretiosa quam forte ratione illius pertinent ad priorem religionem.

CAP. XV. An cum religioso transnente transeant etiam praerogatæ quibus in prima religione fruebatur.

CAP. XVI. De transiiti religiosi ad Episcopatum, et de obligationibus ejus ex vi votorum castitatis et paupertatis.

CAP. XVII. De obligationibus ejusdem ex vi voti obedientiae.

CAP. XVIII. An praedictus Episcopus gaudeat gratiis suarum religionis, et utrum omnia dicta a cap. 16 procedant de religioso assumpto ad Cardinalatum.

CAP. XIX. An religiosus transferri queat ad beneficium infra Episcopatum, et quibus obligationibus tunc teneatur.
LIBER TERTIUS

DE

RELIGIOSIS DESERENTIBUS

VEL MUTANTIBUS ALIQUO MODO STATUM SUUM, ATQUE DE OBLIGATIONIBUS EORUM.

4. Haec tum dictum est de omnibus, quae spectant ad statum religiosum in communi sumptum. Nunc, praeutum sequi tractato descendamus ad species ejus, oportet etiam in generali tractare de his qui ab hoc statu desciunt, vel illum mutant quemcumque modo, sub oppressum cognitioni ad eademem doctrinam spectat, atque adeo quae obligationes per talem mutationem deponant, vel retineant, aut etiam de novo incurrant; unde merito presens liber ad tractatum hunc de obligationibus veluti accessorii annectitur.

2. Mutatio de religioso in non religiosum duplex, et utraque ab hoc libro aitena. — Prima mutatio per totalem dispensationem. — Potest autem in presenti duplex distinguii mutatio: una, qua sit aliquis ex religioso non religiosus; alia, qua retento statu religioso, fit mutatio in usum et vitae illius, vel in aium statum. De priori modo hic non agimus, quia solum duobus modis contingit: unus est per dispensationem Summi Pontificis, de qua satis in superioribus ostensum est esse possibilem ex causa gravissima; facta autem illa mutatione modo legitimo, per se loquendo, nulla est obligationi prioris status, quia omnino substantius est, si dispensatio fuit absoluta; nam si habet admissam commutationem aliquam, manebit obligatio ad illud opus in compensationem impositum, quae obligatio est vel accepta a superiori dispensante imposito, vel erit potius cujusdam victum simplicis, quod virtualiter sit, quando talis commutatio acceptatur, quae suscipitur ilia tanquam obligatio religiosa succedens loco alterius que afferetur, et accipiatur sub eodem genere obligationis. Dico autem, secunda commutatio, nullam tunc manere obligationem rigorosam prioris status, quia nee vota manent, nee subjectio ad regulam; nihilominus ex quadam decentia manet quodam obligatio honeste vivendi, et consentanea ad priorem statum, quod fieri possit. Dixi etiam, dummodo legitima sit dispensatio, quia si sit subreptitia, aut sine justa causa, et consequenter nulla, nullam auferat obligationem, et ita erit judicandum de tali persona, siunt de Apostata et fugitiva; de quibus statum diecimus.

3. Secunda mutatio per relaxationem votorum. — Alius modus, quo hee mutatio contingit, est, per talem ejectionem a religione, quae includat votorum irrationem, et hic modus non habet locum in religiosis professis, sed est specialis in religione Societatis, quoad alia membra illius, et ideo in speciali tractatum hunc modum reservamus.

4. De mutatione non tolerante vinculum substantialis religiosi status hic tractatur. — Multiplex modus dicta mutationis tractandus. — Retentum autem religioso statu quod vinculum et substantiam ejus, potest fieri desertio vel mutatio illius quod usum communis vite, habitatem, habitum, subjectionem ad regulam, et alios mores vitae religiosae. De haec ergo mutatione duo precipua a nobis explicanda sunt, quibus, scilicet, modis licitae vel illicitae fiat, et post illam factam, quae obligatio maneat in religioso, quatenus talis est. Ut autem in particulari distincte rem tractemus, distinguere possuimus quineque vel sex modos hujus mutationis. Quedam enim est voluntaria, sed illicita, ut est per fugam et apostasia. Alia est involuntaria, quae supponitur caussam illicita, tamen cum sit, sine culpa: fieri potest, ut est per justam ejectionem. Alia est voluntaria, et potest esse licita ex justa dis-
LIB. III. DE RELIGIOSIS MUTANTIBUS

pensatione, solum ad vivendum extra conventum, vel ad tempus, vel perpetuo, vel retenuto habitu, vel mutato. Quarta mutatio fit per transitum ad alium statum, non repugnantem priori, qui potest esse vel statua in alia religione, vel ascensus ad gradum Episcopalem, quibus etiam addere possimus transitum ad servientiunm Ecclesiae, in aliquo beneficio seculari, vel regulari, de quibus omnibus sigillatim dicemus.

CAPUT I.

QUANDO RELIGIOSIS SIT POGITIVUS VEL APOSTATA GENENDUS, ET QUAS OB ID CRIMEN INGURRAT FORNAS.

1. Generalis assertio de peccaminoso discere a conventu. — De primo ejus modo. — Primum omnium supponendum est, religiosum professum non posse licite suo arbitrio, et sine debita facultate, a sua religione, imo nec a suo conventu discernere, quia ratione sui status et professionis ad perpetuam perseverantiam obligatur, et consequenter ratione regulari vel obedientiis tenetur aliquo modo ad vitam religiousam in claustro vel in clausura retinentem sub propriis insigniis seu habitu talis religionis, ut supra, lib. 4, a. c. 5, ostensum est. Non potest ergo licite suam religionem vel monasterium relinquere absque legitima facultate. Hec igitur mutatio sine culpa non fit. Sunt autem variis gradus hujus mutationis, et consequenter etiam culpae, quos opus est distinguere. Primus et minimus est quando quis egreditur et monasterio sine scientia Praelati, servando, in religius, omnia que in ordinario et quotidiano egresso servari solent, id est, de die, et per communem januam, et ab breve tempus. Et licet talis egressio, secluso scandalo ac prava intentione, imo et secluso precepto sub obedientia vel declaratione alia Praelati, aut statuti (materia enim capax est gravis obligations si imponatur, quia multum spectat ad custodiam discipline religiosa), videre posset esse levis culpa, de quo Navar., commento 4, de Regularibus, a. n. 29, presserit in 33, imo et ab ea excusari, si fingantur casus justae necessitatis, vel magne utilitatis, ita ut prudenter praeurnatur superioris absens, vel etiam ad quem non sit aditus in eo articulo, licentia; attamen vix poterunt in tali egressione omnes dicte circumstantiae convenire; unde juxta earum defectum, gravior etiam erit culpa; ut si non per consuetum ja-

ALIQUO MODO STATUM SUUM, ETC.

num, aut nec per januam, sed per aliam extraordinariam viam fiat egressio, quod vix poterit per aliam honestam circumstantiam a mortaliter peccato excusari saltem propter moralem peculium scandalum et infamiae, non tantum ipsius egreditientis, sed etiam religionis. Multa tamen erit gravius si sit de noxte, quia nunquam excusabitur, etiamsi fingamus, quod vix erit po-test, fieri sine intentione graviter peccaminosa ex suo objecto. Et ita Clemens VIII, in decreto de casibus pro regularibus reservandis, absolute potius nocturnam ac furtivam et monasterio egressionem, etiam non animo apostatandi; reservatio autem de gravi culpa fit. Quocirca etiamsi nullum sit expressum ius canonicum quod in universam egressionem sine licentia, sub mortali prohibiebat; nec etiam in regula alienus religionis sit fortasse expressum preceptum hoc prohibens sub mortali; nihilominus ex communi observantia, et consuetudine omnium religionum hoc videtur esse receptum sub gravi obligatione, quia quae consuetudo (qucedi leges habet) non curat rarissimum casum, qualis esset qui propter illas omnes circumstantias omnibus malitia carret. Est tamen difficile ad explicationem in qua specie talis malitia sit, et contra quan virum tempem directe militet, seclusus effectibus scandali vel infamiae predictae, ac seclusa malitia ex pravo fine, quae omnia sunt per accedens. Dico tamen esse extrinsece contra justitiam, et, quia versatur circa rem sacram, includere malitiam sacrilegii. Monasterium enim, et clausura ejus, res quaedam sacra est, qua graviter vitulator per furtivam ac nocturnam egressionem, ideoque intrinsecus continent gravem injuriam religionis et rei sacrae. Quamquam ob tale crimen nulla sit censura vel forna alia ipso jure posita, neque etiam sequatur alia obligatio ex eo delicto, per se locundum, praterquem ad emendationem, et condigiam possintiam, et ad procurandum omnino ne talis actus in religionis vel altissimis infamiam vel nocuum entium aiudud undetundet.

De secundo modo peccaminosi discere.

2. Hic modus fuga constitut peccatum mortale. — Secundus gradus hujus mutationis est, quando quis sine licentia egreditur monasterium fugiendo ob obedientiam et subjectione proprii Praelati, non quidem animo manendi in saeculo, nunc relinquendo religionem aut habitum; sed alia occasio vel pretextum, cum mora notabilis et scandalosa, quamvis semper quasi in via de redegundum. Et hic
CAP. I. QUANDO RELIGIOUS SIT FUGITIVUS VEL APOSTATA CENSENDUS, ETC.

lapsus gravior est, et videtur sane ex objecto peccatum mortale (nisi justa excusatio interveniat), quamvis non attingat veram et proprio rationem apostasie, ut omnes Doctores statim citandi docent. Potest ergo illa proprie dicitur a monasterio, non tamen aposerino, quae plures conditiones requirit infra tractandas, ubi etiam dicemus, quomodo in rigore different malitias horum peccatorum. Est autem hujusmodi pecca grave peccatum grave. Primo quidem (ut mihi videtur) ex natura talis statutus, vel professionis, ratione cujus tenetur quis subesse potestati et imperio Praetati talis religionis, et esse unius corpus corporum sub tali capite; qui autem hoc modo exit a monasterio, subtrahitur se durabilius, se permanenter, pro aliquo notabili tempore, a potestate et dominio sui Praetati et religionis; ergo peccavit gradat contra justitiam et regularitatem religii. Secundo, constat hoc esse opus natura sua scandalum, tam ipsis religionibus, quam externis, et de se creans magnam infamiam religionem. Tertio, hoc specialiter prohibetur est in Concilio Tridentino, sess. 26., c. 4., de Regularibus, ubi specialiter de hoc egressu loquientur, cum dicit: *Non licet regularibus a suis conventibus recedere.* Non enim possunt hanc verba propriam accommodari ad egressum ex sola domo ad breve tempus, de quo in priori puncto dictum est, quia per illum non dicitur quis proprio recedere a convento. Nec propter illum potest quis justa reputari deserter sui instituti, sicut hic quem tractatus damnatur ibi a Concilio. Nam subdit, eos, qui ita recedunt a suis conventibus fugitive, ab Ordinariis inquam desertores suorum institutorum puniendos esse.

3. Quomodo punienda talis culpa. — Quarto dicta punitio probat a posteriori gravitatem. — Ubi etiam obiter adnotari potest propter hoc crimen nullum incurri possit ipso facto ex vi communis juris; specialia enim religionem singuli religiosi consulent. Adnotant etiam Cardinales in quodam responso suo, non diisse Concilium, ut excommunicentur, sed ut punitur, in quo indicat, alio modo cogenendos et castigandos esse, non vero excommunicandos, nisi fortasse necessarium sit. Quam jurisdictionem Ordinariorum amplificavit Sixtus V., in Motu proprio contra illegitimos, etc., qui est 73 in Bullario, ubi precipit Ordinaris et ministriorum, ut curet diligenter inquiri, an regulares vacant vel diversantes ad secularia hospitium literas suae obedientiae sequantur, et alioquin contra illos procedant, et tamidu sub custodia detineant, donec de illis certa notitia habeatur. Praetaxis autem regularibus praecipit, ut eos sine tali licentia (nisi alias cogniti sint) in hospitium recipiant sub gravibus pecinis. Ipsis autem regularibus sic vagantibus, vel sine licentia incendentibus, nullam novam prohibitionem aut specialem pecuniam imponit. Nonque autem omnia satis manifeste ostendunt esse hoc grave crimen ex genere suo.

4. De excusatione ab hac culpa. — Dixi autem nisi justa excusatio intercedat, quia non est hoc adeo intrinsecum malum, quin ex justa et necessaria causa possit honestari. Omitto autem ignorantiam, qua vix in hujusmodi negotio intervenire potest, quamvis juvare non nihil possit, concurrentibus aliis circumstantiis, de quibus statim. Communes ergo excusatione esse solet, si interveniat nymia vexatio proximi Praetati cum manifesta injurya, vel ultra modum puniendo aliquod delictum, vel certe sine justa causa affligendo, vel auferendo ea quae ex ordinario jure religionis debentur, presertim cum dedecore et infamia; tunc enim si religious sine licentia recedat, non animo vagandi, sed eundem ad superiorem Praetatum, qui se defendat, videtur excusari a culpa, tum quia jus defensionis naturale est, tum etiam quia ibi intervenit voluntas interpretativa majoris superioris.

5. Bannes et aliis eam non admittunt. — Hane vero excusacionem in nullo caso admittendam putant alii qui viri graves, quibus assensit Bannes, 2., quest. 13., art. 4., tum propter absolutam prohibitionem Concilii Tridentini, quod addit, etiam pretesta ad superiores suos accedendi, etc., et sub penam adeo severa, ut indicet satis in illo facto peccatum grave; tum etiam quia id non fit sine grave scandal e perturbatione Religionis. Tenetur autem quis paulisper sustinere et cedere juri suo propter commune bonum, et ideo ipsi etiam Superiores Praetati non solent tales excusationes admittere, sed graviter puniunt ad se hoc pretesto confugientes. Nihilominus contrarium sententiam tenet Navarrus, Comment. 2., de Regularibus, num. 61, citans Baldu, Decium, et alios, quia hujusmodi accessus ad superiorem est quedam virtualis seu implicita appellatio, argumento cap. Dicell. 2., de Appellat., et legis Contra pupillum, § is qui, ff. de Re judicata. Justa autem appellatio nemini denegatur. Hoc autem fundamentum parum profecto urget, qua appellatio etiam est interdicta religiosis, ut preced. lib.
LIB. III. DE RELIGIOSIS MUTANTIBUS

ALIQUOmodo statum suum, etc.
cap. 11, visum est; et licet in manifestis in-
juris permittatur, non tamen subtrahendo re-
ligiosum prouia auctoritate ab obedientia sui
superiorem. Quidquid vero sit de voce apella-
tionis, prouia ratio est paulo ante insinuata de
justa defensione. Quam (inquit Navarrus)
noluit prohibere Concilium Tridentinum, quia
non est versimile voluisse impedire tam in-
trinsecum et naturale jus; solum ergo prohibet
voluntarium accessum propter alias causa-
sas.

6. Auctor is sententiae.—Inter has sententias
prior est magis tuta et regulariter sequenda;
quia, licet hic accessus per se non sit intrin-
secus malus, tamen et de se male sonet, et reg-
ulariter habet adjuncta gravi non incommoda.
Nihilominus in rigore, si causa sit evidenter
justa, et satia publica nota, res non est per se
mala, propter rationem factam de justa de-
defensione; nec etiam prohibita est a Concilio Tri-
dentino, ut bene explicatum est. Et optimis con-
firmat Sixtus V, in declaracione ad suum Mo-
tum proprium supra citatum, ubi de his regu-
laribus peregrinatibus sine licentia suorum
superiorum addit: Quod si dicerent se ad Apo-
stolicam sedem confergere, ob gravamina a suis
superioribus sibi illata, et ideo ab ipsis supe-
rioribus licentiam et litteras obtenere non po-
tuisse, non propterea ullo modo recipi debet, ni
si fide dignorum testimonio de petita ab eis li-
centia, et per suos superiores derogata consi-
terit. Ex qua exceptione manifeste colligitur,
on esse omnino et semper malum egredi
claustrum sine licentia Prelati prætexta adeun-
di superiorem. Et quamvis ibi Sixtus solum
loquitur de prætexta confugiendi ad Aposto-
licam Sedem, tamen eadem proportionalis ra-
tio est de prætexta adeundi Provincialem, vel
Generalem, tum quia in his est sufiiciens jurisdictio ab eadem Sede Apostolica com-
nicata; tum etiam quia, si rationes extrinsec-
as respiciamus, non minus scandalizare et
perturbare solet humanodi Romana profecto
sine voluntate Prelatiorum regulariter, quam
profectio ad superiorem Prelatum religious,
sine inferioris consenso; si autem respici-
amus rationem intrinsecam, eadem necessitas
et justa causa esse potest adeundi tales Prael-
atos; imo, quoties sufiicientes fuerit intra reli-
gionem defensionem querere a majore Prael-
ato, sine causa tentaretur major profectio.

7. Quando non sit opus patrono licentia
adeundi ad superiorem Prelatum.—Unum
autem valde notandum occurrit in dictis ver-
bis; significat enim Sixtus, ut hoc recte fiat,
necessariam esse licentiam petitam, licet non
sit obtenta, quia sine sufiicienti testimonio
petite licentiae non vult admirati excusatio-
nem; per quod videtur excludi quod Navarrus
supra ait, non esse potestam licentiam ab eo
cujus gravamen per superiorem tolli pro-
curatur, quod significat glossa, 4, in cap. Com-
pastoris, 2, q. 7, et sumi videtur ex cap. Ex-
parte, de Accusationibus. Sed glossa predicta
non loquitur de licentia petita, sed de consen-
su, qui includit licentiam etiam concessam;
quod si hoc tantum voluit Navarrus, non re-
pugnamus. Addo vero etiam petitam licen-
tiam, de rigore jus, et in foro conscientiae,
non videri simplieicire necessarium, quia mole
alio jure positivo precepta est in hoc casu, in
quo scilicet consensu Prelati non est neces-
sarius, nec Sixtus V directe habe precipit,
sed, ex pressumptione quadam, sine illa non
vult admirati excusationem ab Ordinario; illa
vero pressumption non obriter conscientia, si
revera solum omissa sit, quia nullus ejus
fructus sperabatur, Quocirca hoc in particu-
lar pendet ex circumstantiis. Nam si subitus
timeat Prelatum immediatum non solum non
esse concessurum facultatem, sed etiam om-
nino impedimentum recursum ad superiorem,
vell negotiationibus effecturum ut superi-
orum Prelatus falsis informationibus præveniat,
vell alio modo neceat suo defensione, tunc
cursus poterit subditis etiam a petenda li-
centia. Quod si fortasse ob eam rem in initre
caipiat, vel alias penas sustinere cogat,
non est hoc argumentum sufiicienti culpe in
conscientia, sed pressumptionis ejus in exte-
riori foro: in quo si de veritate constiteri,
cessabit sine dubio afflictio, et dubitab re-
giisio testimonium, quo possit secure ad
superiorem pervenire.

8. Quando sit opus.—Sit autem ex peti-
tione licentiae nullum damnum timendum,
petentem esse censuro, et imprimis si est aliqua spes
obtingendi illam, vel etiam, si nulla est sufi-
ciens ratio desperandi, omnino necessarium
judico illam petere, quia tenetur religiosus,
per se loquendo, non ire sine licentia; ergo
tenetur etiam prout procurare illam, neque
habet justum causam hoc omitendi, quando
non habet probabilem rationem desperandi,
neque timet aliquid incommodi. Imo, licet
non habeat spem obtinendi licentiam, debet
illam petere. Primo ex quadam urbinate,
ne suum 'Prelatum contemnere videatur:
Secundo, ut causam quam, quantum in se est,
justiorem faciat; tertiyo, quia hie potest es
maxima ratio sedandi scandalum; nam si quod poesta nascitur, illius causa potius Prae- 
latus quam subditus consensus est. Denique necessarium est ut tanta sit necessitas, que 
non det locum petendi prius licentiam a supe-
riori Praelato, et expectandis illis, nisi res 
talis sit, ut ad plenam informationem neces-
saria sit praesentia, nec speretur per solas lit-
teras aliquod remedium vel licentiam posse obtinere. Est autem raro et difficile hec om-
nia simul concurrer; difficillius item est sub-
dito in hujusmodi casu prudens judicium ferre in sua causa, et ideo nunquam hoc fa-
cere debet sine prudentiam consilio, qui raro, 
ut existimo, id suadebunt aut permitterent.

9. Propter culpam predicti secundi gradus 
incurriri excommunicamentum putat Rebuffus.— 
Tandem vero quos potest, aliis quoque cen-
sura vel posna propter hunc exitum. Nam 
Rebuffus, in Practica, part. 2, tit. de Dispen-
satione cum regularibus, dicit propter hoc 
delictum incurriri excommunicacionem ipso 
facto. Probat primo, ex cap. 2, de Clerici vel 
monachi, in 6; sed igitur solum est sermo vel 
dem religioso dimittente habitum, de quo sta-
tim diciemus, vel de accidente ad studium 
litterarum, sine legitiama licentia ad Praelati. 
Unde ulla excommunicatio non extenditur 
extra hos casus, ut tom. 5 tertiae partis latins 
explicimus. Probab secundo, quia sicut piscis 
sine aera vitam, ita sine monasterio mon-
archus, cap. Placuit, 2, part. 16, quest. 1. 
Sed illud dictum est ratione periculi vel ra-
tione culpae, non ratione censurae.

10. Oppostimum suadetur primo.—Secundo. 
—Dicendum est ergo propter hoc crimen mul-
lem esse censuram vel poenam ipsa jure la-
tam, ut recte docet Navar. supra citatus, in 
n. 5, et colligitur ex Concilio Tridentino, d. 
cap. 4, in verb. Puniturant, et maxime ad-
juncta congregatio Cardinalium supra re-
lata, num. 3. Secundo probatur ex Extrak-
vag. 1, de Regul., ubi religiousus sine licentia 
recedens, et vagans, non excommunicatur, 
nisi, monitioine praevis, post quindecim dies 
ad monasterium non revertatur; verum est 
non loqui generaliter, sed de illo qui exit 
prætexta transeundi ad aliam religionem; 
se inde sumitur a fortiori argumentum, at-
que etiam ab speciali; nam si in eo caso non 
excommunicatur quis ipso facto, nisi moni-
tione praevis, neque etiam in ceteris, cum 
in eis non sit lata major excommunicatio.
Imo, neque illo modo extendenda est censura 
ad alios casus, cum tantum in illo speciali po-
sita sit, ne quis, prætextu ficto licentiae tran-
seundi ad monachalem ordinem, propriam 
mandicamentum dimitat. Dices igitur esse sermo-
nem etiam de illo qui exit habuit dimissum. 
Respondeo, ex vi illius textus etiam nullum 
non incurrere censuram, nisi post dictam moni-
tionem et contumaciam; tamen ille textus es 
antiquior quam cap. 2, No clerici, vel monac-
chi, ubi absolute excommunicantur dimit-
tentes habitum, ut statim videbimus. Nam 
Martinus IV, auctor illius Extravagantis, præ-
cessit Bonifacium VIII, qui fuit auctor dicti 
cap. 2. Ex quo tandem capite potest idem 
confirmari, quia igitur etiam fertur censura hec 
solum in speciali casu; ergo extra illam non 
est extendenda, cum in jure non sit expressum.

De tertio modo peccaminosi discensus.

11. Probatur gravis ejus.—Tertius gra-
dus hujus mutationis est, quando quis descrip 
proprium religionem animo non redeundam 
auibus ad illam, etiam si habitum ejus non 
deserat, quod dupliciter fieri potest. Primo, 
animo transandis ad aliam religionem, et de 
hoc transitu dicemus infra, a cap. 9. Secundo, 
fieri potest animo manendi in seculo, vel cum 
proposito retinendi semper-habitum, vel ab-
solute cum animo sese gerendi prout igitur magis placuerit, aut expediere censuerit. Et in 
hoc improbis certum est grave peccatum 
mortale per hanc fugam committi, quod a 
fertiari petat ex dietis in praecedenti discesso, 
quia hoc peccatum includit totem malitiam 
ilius, et anget illam propter animum perpet-
ueum deserendi religionem, et consequenter 
nequando Praelatis ejus obedientiam in toto 
tempore vitae, et defraudando perpetuo reli-
gionem sui obsequi, et actibus, seu ministeriis, 
in quo est magna injustitia et sacrile-
gium.

12. An hic modus discensus sit apostasia.— 
Difficultas vero est, an peccatum illud sit vera 
apostasia a religione. In quo suppone primo 
vulgarem distinctionem de triplici apostasia, 
a fide, ab ordine, et a religione, ex Theologis, 
cum D. Thom. 2, 2, q. 12, art. 1, et Cano-
nistis, cum glossa, c. 1, de Apostasis; quam 
distinctionem attigi disp. 16, de Fide, sect. 5. 
Suppone secundo apostasiam a religione, de 
qua sola hic loquimur, non committe sine de-
sertione religionis; itaque quantumvis aliquis 
sit incorrigibilis, vel rebellis obedientiis, in 
conventu perseveret, apostata non est, ut 
bene notavit Navarrus, consil. ult., de Regu-
lar., alias consil. unico, sub tit. de Apostatis,
quia, licet retrocessus ab obedientia posset late duci apostasia, tamen proprio et usitato modo loquendi juriun, non committitur ine retrogressione a ipso statu. Sic ergo inquiritur an in predicto casu ille religiosus dicendus sit apostata; videtur enim non esse, quia non deserit habitum, ut supponimus; ergo non deserit professionem talis religionis, nec statum ejus, sed solum usum et habitationem, quod longe diversum est. Confirmatur. Nam haec egressio a religione solum differt a fuga superriori puncto explicata, secundum magis et minus, id est, in majori temporis duratione; ergo, si prior non est apostasia, neque haec etiam erit, quia apostasia videtur esse peccatum specie differens ab omni peccato, quod apostasia non est.

13. Contra J. S. approbatur.—Beasto precluditur. — Nihilominus dicendum est peccatum illud esse propriam apostasiam a religione; haec est communis sententia Cano- nistarum cum Innocentio, in cap. finali, de Remuniatione, ubi Abbas, n. 3; idem Coje- tanus et alii expositores; D. Thom. 2. 2. q. 42, art. 4; et Sylvest., verb. Apostasia § 9; Angelus ibi, num. 4; Armilla, n. 11, et reliqui Summistae; summitur ex Clement. VIII, in decreto de casibus reservatis regularium, ubi ponit apostasiam a religione, sive habitum dimissum, sive retento. Ratio est, quia ille, qui se rece- drit a religione, non manet, nec perpetuo vult manere sub obedientia religiosa alicius prela- lati; ergo vult simpliciter retrasedere ad statu religioso; ergo est apostata a religion. Antecedens supponitur ex casu; prima consequentia probatur, quia sine obedientia non potest perdurare status religiousus, quia et ipsa obedientia substantialis est, et sine illa non potest paupertas exerceri, ut in superioribus declaratum est. Dices, haec solum impediri quantum ad usum; usum autem non esse de substantia religiosa. Sed contra hoc objectitur probando simul secundam consequentiam ra- tiones facte, quia ad apostasiam a religione, non est necessus ut aliquis se privat a substanti- tiali vinculo religionis, quia hoc impossibile est propria auctoritate fieri; quod si fieret auctoritate Papae, jam non esset apostasia; ergo sufficient actu reliquere illum statum, quantum in se est; hoc autem facit qui rece- drit a religione, proposito perpetuo manendi sine judo obedientiae, et consequenter sine usu paupertatis.

14. Ad argumentum in num. 12. — Nec re- fert quod non reliquat habitum, neque ha-
CAP. I. QUANDO RELIGIOSUS SIT FUGITIVUS VEL APOSTATA CENSENDUS, ETC.

16. Non confit tamen loquendo moraliter, quod ostenditur primo in ordine ad confessionem. — Moraliter autem videntur reputari haec peccata tanquam specie diversa, primo in ordine ad confessionem; nam sine dubio religiosus, temere dimitter suam religionem animo nonquam redundi ad illam, tenetur hanc circumstantiam in confessione explicare; hoc videtur certum ex communi sensu omnium Doctorum. Unde, licet sit controversia an circumstantia notabiliter aggravans, et non mutans speciem, sit necessario in confessione aperiendae, in presenti puncto non videtur admittenda. Non enim censeo esse probabile practice, negare hanc circumstantiam esse confitendum, eo quod non mutet speciem, sed tantum notabiliter aggravat; quidquid enim sit de illa speculatione, moraliter est recepta illa differentia tanquam sufficientes ad illam obligatiorem, sive hoc sit propter rigorosam distinctionem specificam, sive quia non potest status penitentias alterius sufficienter explicari, sive propter notabilem gravitatem, et quia se habent tanquam completum vel incompletum in illa specie, quod ego verius censeo, et siue multae censent, de mutatiole et homicidio, et idem valde probabile est in exemplo furti supra positum, quamvis nomen furti absulse dicitum de se includat illam intentionem, nisi aulud explicetur; et idem erit in presenti, si quis declarat suum peccatum nomine apostasie.

17. Secundo, ex ordine ad penam. — Secundo differunt moraliter in ordine ad peenas juris; nam propter temporariam fugam nulla est peena ipso jure imposita, ut supra num. 10 dixi; propter hanc vero incurrunt omnium penas quae propter apostasiam a religione ipse jure imposita sunt. Et de aliis quidem penis dicemus inferius, in quinto modo discessus. De excommunicatione vero inquiri hic potest, an propter hoc crimen incurritur. Quidam affirmant, quia illa est apostasie, et apostata est excommunicatus pro jure, c. Et periculosa, Neclerici vel monachi, et hanc opinionem alii qui tribuant Sylvest. et Cajet. sed inmerito; magis hoc insinuat Armilla, verb. Apositas. num. 11, dicens absque apostasiam a religione bodie esse excommunicationem. Dicendum ergo est propter hoc crimen nullam esse jure communi impositam excommunicamentem. Ita sentient Sylvest., verb. Apositas, § 8, ubi primum ait, apostatam a religione, si habitum dimiserit, esse excommunicamentum; ergo non impleta illa conditione de habitus dimissione, sentit non incurrere excommunicamentum, et infra clarius id explicat; et Cajetan., verb. Apositas, ubi ait, apostatas a religione excommunicassent esse ob habitus dimissionem, in quibus verbis clare sentit excommunicamentum non incurrir donec apostasia perveniat ad illum actum. Idem sentient Innocentius et Panormitanus, in cap. Intellicens, de Ætate et qualitate. Ratio est, quia pro his apostatis nulla est aíla excommunicatio in jure, nisi quae latet in dicto cap. Ut periculosa. Sed ibi non fert in hos apostatas absolute, sed in dimittentes habitum; ergo non est extendenda ultra verba textus. Preterea, in Extrav. 4, de Regularibus, exiens sine licentia, et ita vaga incedens, non excommunicatur, donec, monitione prævia, per quidem dies in suo malo statu perseveret, et tunc dicitur: Quod si efficere neglexerit, post ipsum terminum, tanquam notorius apostata excommunicatus in omnibus et per omnia debet ab omnibus reputari; ergo antea non est excommunicatus. Quod intelligendum est de jure communi; nam jure speciali aulud potest contingere in particularibus religionibus propter propria Indulga Apostolica,que consulanda sunt, et aliquam statim attingemus.

18. Objectio contra nunc tradita. — Sed opponere titulum ultimum de Apostasie, ubi dicitur de monacho apostata, si in apostasia sacrum ordinem recipiat, non posse sine dispensatione Summi Pontificis in suscepto ordine ministrari; quod non potest in alio impedimento fundari, nisi quia, cum esset communicatus, suspiciendo ordinem factus est irregularis. Respondetur, primum, probabile esse ibi esse sermonem de apostata qui habuit monachalem dimisit, et in clericali ordine est, quod significat Panormitanus. Sed hoc et est dividare, quia textus indistincte loquitur, et non satisfaciat, quia eo tempore non incurrerebatur excommunicatio propter hanc apostasiam etiam cum dimizione habitus, quia nondum erat conditum decretalem Boni facii VIII, et antea nullum erat continentium illam sententiam. Dico ergo illam non esse irregularitatem propter ordinamentionem recep tam cum censura, sed esse specialem penam suspensionis reservatae, impositam propter grave crimen suscipienti ordinis, in pravo et infami apostasia statu. De qua suspensione et ejus reservatione late dixi in tomo de Censuris. Caetera, que de hac apostasia dixi post sunt, communia sunt cum illa que fit per habitus dimissionem, de qua dicemus in quinto puncto.
284 LIB. III DE RELIGIOSIS MUTANTIBUS
ALIQUO MODO STATUM SUUM, ETC.

De quarto modo peccaminosi discersus.

19. Tripexus pronuntiatum circa hunc modum. — Quarta mutatione fieri potest per fugam a religione cum dimissione habitus, sine intensione perpetuo manendi extra religionem, sed solum pro aliquo tempore, et de hac mutatione, primo, certum est esse grave peccatum mortale, ut a fortiori constat expressius. Secundo, est certum propter illud incurri ipso facto excommunicationem latam in cap. 2, Ne clericorum vel monachi, in 6, quam in tomo de Censuris late explicui. Tertio, dicendum in se illum circumstantiam dimissionis habitus esse de necessitate in confessione aperiendum, tum quia, quando illa adjungitur, incurritur cen- sura, et non aliquis, et etsi ratione illius habitus peccatum speciale circumstantiam continuacione contra praecedentem Ecclesiam; tum etiam quia illa per se esse notabili aggravat et multum variat judgmentem confessoris, justa communi sensum omnium prudentium; tum denique quia, moraliter loquenti, illa circumstantia, ratione scandalis, addit malitiam specie distinctum. Dubitari insuper potest an per se addat speciali malitias, quod pendet ex illa questione, ad quam virtutem et ad quod praecedentem spectet obligatio quam religi- sus habet ad non dimittendum habitum religiosum. Qua de quae supra dictum est in num. 4, et justa ibi dicta probable est illud esse speciale delictum, saltem ratione ecclesiastici.

20. Pradictum modum non continere apos- tasiam arguant quidam tripliciter. — Difficultas autem superest, an talis censurus sit apostata; videtur enim non esse. Primum, quia in definitione apostasiae ponit solut quod sit cum animo omnino relinquendi statum religiosum; sed ille non habet hanc intentionem, ut supponimus; ergo. Secundo, quia quis sit temere discusat a propria religione animo transiundi ad aliam, non est apostata, ut est communis sententia Doctorum, cum glossa, in cap. 1, de Apostatis; Cajetani et aliorum, 2. 2, q. 12, art. 4; et Summistarum, verb. Apo- stasia. Quod censetur esse verum, etiam si habi- tum propriis religiosis dimittat; ergo a for- tiori, si dimitit habitum cum animo reasumi- mendi, et reedundi ad propria religione- m, non est apostata. Tertio, est ratio a priori, quia apostasia est retrocessio a statu religi- onis; sed qui sic recedit, non retrocedit a statu, quia semper habet animum reedundi; ergo. Et confirmatur, nam hac ratione dicimus in secundo puncto, fugitivum cum animo re- deundi, et retendo habitu, non esse apostata; ergo quamvis relinquat habitum, non est apostata, cum habitus non sit de substantia religionis, et consequenter dimissio illius non adit substantialem mutationem; atque hanc sententiam tenet moderni expositores D. Thom., 2. 2, q. 14, art. 4, Bannes et Aragonem, et putant esse sententiam Cajetani, qui non satis illam declaravit. Nam cum distinguat de eo qui recedit cum intentione reedundi vel non reedundi, sic inquit: Distingueris sportum, qua religiosum cum habitu sine licentia et alius obdietia non mane dupliveri consilii, etc. Ubi constat loqui de religioso qui retinet habitum; postea vero nihil dicit de dimittente habitum cum animo resumendi: tamen in Summa, verb. Apostasia, satis explicitum mentem suum pro hac sententia.

21. Continere tamem probari potest. — Est ergo mihi difficilius illis recentiorum opinioni; pri- mo, quia multa ex antiquioribus indicat op- positum, ut patet ex Innocentio, Panormitano et aliis, in cap. ult. de Remunetatione, et in cap. Inlelleximus, de Etate et qualitate. Secundo, quia ex illa opinione sequitur monas- chum, qui dimittit habitum animo vagandi vel militandi per aliquot annos, cum intentione revertert tandem ad religionem, non esse apostatam, neque incurriere infamiam, et penas apostarat; consequens est falsum; ergo. Minor patet ex communi modo loquenti, et sentiendi omnium jurium, et Prelatorum E- clesiae; omnes enim hos vocant apostatas, ut tales eos puniti. Tertio, clericus in sacris, qui dimissio habitu clericali seculari vivit aut militar, simpliciter est et censetur apostata ab Ordine, sive habeat intentionem reedundi ad pristinum statum, sive non; ergo idem est in presenti. Probatur consequentia, qui utraque apostasia consistit in retrocessione a perfectiori statu; ergo si in Ordine est vera retrocession sine intentione perpetuatis, et etiam in religione. Unde argumentor quarto ratione impugnante simul fundamentum contra- riae sententiae, quia, ut alius retrocedere dicatur, non est necessaria intensione nunquam reedundi ad prionem statum, sed sufficit vel- lume cadere a priori statu, et converti in alium, etiam si postea reedundum sit ad pri- orem; ut, qui recedit a fide, absoluta est apos- tata, etiam si fingamus habere animum re- edundi ad fidem; et qui cadit a gratia, simpliciter retrocedit a via Dei, etiam si eodem tempore quo peccat, habeat animum postea pe- nitendi; ergo intension non reedundi non est
CAP. I. QUANDO RELIGIOSUS SIT FUGITIVUS VEL APOSTATA CENSENDUS, ETC.

22. Hec argumenta videntur facere hanc partem valde probabilem. Cavendum tamen est ne in aliquid extremum incidamus, omnem exitum a religione cum dimissione habitus, quam sufficit ad peccandum mortaliter, et ad incurrendum excommunicationem, esse apostasiam; hoc enim nullum eruditum dixisse ait Navarrus, in dicto consil. de Apostatis, n. 6. Respondere tamen possumus id satis sentire glossum, in d. c.: Ut periculo sa, verb. Horum, ubi ita exponit, id est, quod apostata dimit tendon habitum, vel quia variat ad studium sine lientias, per quae verba sentit omnem fugam religionis cum temporaria dimissione habitus, sufficiens ad excommunicationem incurr dandum, esse apostasiam; quod etiam sentiunt ibi Joannes Andreas, et Bernardus, quos refert Sylvest., verb. Excommunicatio, 9, num. 52, et ex parte sequitur, quamvis dicat istos non semper esse proprie apostatas, sed tantum ad aliqvid, seicicet, assumptione alterius habitus. Sed nec declarat nec ostendit cur illa non sit proprie et simpliciter apostasia. Unde hoc concer dere fortasse non est magnum inconveniens. Cum limitationem tamen existimo esse verum, mimirim, si fugit et dimittit se cum anno permanendi et vivendi stabiliter, ut sic dicam, in statu seculari pro longo tempore, sive determinatio trium et quantum annorum, sive indeterminato ad summum arbitrium, vel donec aliquam actionem perfeifar: nam in hujusmodi casu cenense committit verum apostasiam, etiam quae habeat animam recondendi ad religionem, finito tempore vel negotio. Hoc mihi probant rationes posterioris loco facta; neque enim concipere possimus quin esset apostata religiosus, qui in Lusitania dimitteret habitum ut ret in Indiam, animo ibi negotiandi alterius, et redeundi, et tunc revertendi ad suam religionem, quia illa revera est moralis retroc essio, et abdicatio sui status. Item quia, quod ad malitiam, ejusdems specie est cum dimissione ex intentione non redeundi, ut supra in similis est probatum; quod quantitatem vero est gravissimum, satisque in sua specie consummatum; quod penas vero juris, propter illud incurrurut, ut in sequenti puncto es tendam; ergo quantum ad rem spectat habet omnes effectus morales apostasie, et communiter ita vulgo nominatur; cur ergo non consectitur et theologice et juridice apostasia?

23. Et fortasse alii auctores hoc non negant in eo casu, quia Navarrus, dicto num. 6, solum dicit illam dimissionem habitus, qua fit cum animo eum cito resumendi, et sine animo religionem deserendi, non esse apostasiam. In praedicato autem casu deest illa prior conditio, quia ille non habet intentionem cito resumendi habitum, sed post longum tempus. Item in hac re morali intentioni mutationis pro tempore diuturno potest tanquam perpetua reputari, tum propter periculum mortis, tum propter periculum nunnquam redeundi, propter pravum consuetudinem, et magiores difficultates quae in tanto tempore timeri possunt.

24. Ad primum argumentum in summ. 20.—Ad fundamenta ergo prioris sententiae responsi humus imprinsics, si per intentionem deserendi simpliciter religionem intelligitur cum toto rigore intentio nunquam redeundi ad religiosum statum, sine fundamento poni talem intentionem in definitione apostasie, quia nullo jure probatur, nec efficaci ratione, neque in alio speciebus apostasie ita est, nec denique est consentaneum communi modo loquendi et sentiendi, cui multum debet hae morales definitiones accommodari. Si autem illa intentionis latius sumatur pro intentione permanendi simpliciter in statu seculari, id est, pro aliquo tempore notabili, sic facilis admirat potest, et non repugnat resolutioni datae, quamvis habeat aliquam difficultatem, ut statim attingamus. Ad secundum idem cum proportione dicendum est. Nam, si quis relinquat habitum sua religionis, ut in saeculo aliquandiu permanenter vivat, quamvis simul habeat propitium ingrediendi aliam religionem etiam laxiorem, apostata est; quod expresso docent Innocentius et Panormitanus supra, imo ipsi largius loquentur. Sed hoc nunc nobis satis est, et sufficienter probatur illo secundo argumento, et alius rationibus factus. Secus vero est quando aliquis relinquat habitum sua religionis, ut immediate transeat ad aliam; tunc enim non censeetur proprae apostata, quia non retrocedit a statu religioso ut sic, et hoc tantum docet communis opinio; quando vero id fiat licite vel illice, et quae pena incurratur, et an possit habere aliquam rationem apostasie, infra dicemus. Ad tertium jam responsum est, satis recedere a statu religioso, qui pro diuturno tempore secularem assumit. Nam moraliter ita se gerit ac si non haberet alium statum. Ad confirmationem responderi potest primo, quamvis habitus non sit de essentia religiosa status, esse tamen publicum quoddam signum professionis et retentionis
ejus, juxta doctrinam D. Thom., 2, 2, q. 186, art. 7, ad 1; et ideo quando habitus retinetur cum intentione redivendi ad clausuram, seu ad obedientiam Praehulatorum, non censeri aliquem permanenter religiosse religionem, quia semper exterius profiteatur illam, et reditum ad usum ejus. Quando autem exuit habitum, ut ita durabiliter viuat, censetur simpliciter cxurere religionem quoad exteriorum statum, etiamse retineat animum redivendi. Secundo, ct fortasse verius, respondetur negando assumptum, nam etiam retento habitu potest committi apostasia per notabilem moram in seculo extra omnem obedientiam, ut capite sequenti in quodam dubio explicabimus; in secundo autem puncto superiori, solum de fuga quasi in transitu quodam, licet gravi et peccaminoso, locuti sumus.

25. Difficultates orae ex sententia tradita num. 21 et 22. — Rationes autem factae pro altera parte probant sufficienter resolutionem positan, parient vero aliam difficultatem, quando, scilicet, judicandae sit mora sufficiens ad apostasiam post dimissum habitum, et quae sufficiat ad excommunicationem incurrandam, et non ad apostasiam; nam si hae non distinguuntur per intentionem manendi vel non manendi perpetuo in seculo, difficile videtur ea distinguere per maiorum vel minorum temporis moram. In quae re imprimit assero aliquam esse dimensionem habitus, etiam post temperrarium egressum, qua non sufficit ad excommunicationem incurrandam, ut est in exemplo Navarri dimissio habitus solum ad exercendum aliquem actum turpem. Idemque est si fiat dimissio solum ad se occultandum in aliqua occasione; ne capiatur, dummodo fiat animo statum resumendi illum, quae tunc non consenta teremari dimissio, ut sentit etiam Cajetanus, verb. Aposstasia, et latius explicius in tomo de Censuris. Deinde dico fugam vel exitum temerrarium secundum cum dimensione habitus ad evagandum, etiam per breve tempor, esse pecatum mortale cum excommunicatione annexe ipso facto, juxta cap. 2, Ne cleric. vel monach., in 6, et quae circa illud notavimus in 5 tom. tertia p. Denique propter communem sententiam addere possimus, hanc non censeri simpliciter apostasiam, quam ad alias poenas juris, nisi quando quia censetur absulite dimittere tam permanenter habitum, ut censeatur etiam simpliciter dimittere religionem, et hac ratione posse aliquando dimensionem habitus sufficiere ad excommunicationem incurrandam, et non ad apostasiam sim- pliciter, propter temporis brevitate, etiam autem esse debeat illa temporis mora, qua ad apostasiam sufficat, prudenter arbitrio estimabitur, scilicet, quando tanta est, ut mortalis censetur mutatio quodam totius status. Neque hoc est inconveniens, quia etiam in ipsa dimensione habitus, ad judicandum quando sufficient ad incurrandum excommunicationem, necesse, ut uturct anctores prudens viri arbitrio, ut videre licet in Sylvestro supra, et in Navar., in Summa, cap. 27, n. 131. Est autem advertendum, an fuisse dimittens habitum a principio id faciat cum intentione seculariter vivendi per multum tempor, vel cum intentione statim habitum resumendi. Nam in priori casu statim committit apostasiam, quia revera ex tunc dimittit religionem et habitum simpliciter; in alio vero casu non fit statim apostata, propter contrariam rationem; tamen, si postea paulatim differat ressumere habitum per tempus notable, incipit esse apostata, quando formaliter, aut virtualiter id decreverit, vel voluntarie consumma- verit.

26. Hic modus continuat apostasiam et penas ejus, cum compleatur per exteriorum actum. — Quintus gradus in his mutatione est, quando religiosa deliberato asimo relinquendique in perpetuum religiosam vitam fugit, et dimittit habitum, et hie est consummaturum actu in hoc genere malitiae; quàre certum est esse apostasiam, et qui illud committit, statim in ipso puncto facit apostatam, et incurrere excommunicationem, et alias penas apostata- rum. Circum quod primum oportet distinguere apostasiam internam ab externa; illa committitur per solum propositum dimittendi religionem; illa vero non sufficit ad penas ecclesiasticas, etiam excommunicationem, neque etiam ad reservationem, ut ex alis locis suppono. Exterior consistit in ipsa reali dimensione habitus vel religionis.

27. Questio in aliqua hora modum, quando consummaetur exteriorum actum. — Ante consummationem nec apostasia a Clementi reservatur, nec alia poena incurretur. — Quinti autem potest quando primum ita exterius consummatur, ut ad censuram et reservationem sufficat. Hoc videtur nobis declarasse Clemens VIII., in dicto Decreto casum reservatorum, dicens apostasiam reservari, quando co perenerima ut extra septa monasterii seu conventus egressio fiat. Igitur quamvis religiosus
mutet habitum, et secundum accipiat, et  

Ce}}

cognoscitur, et perveniat usque ad septa  

monasterii, si ibi ad se convertitur, et mutat  

animum, imo, licet per vicem capiatur et desi-  

neatur, non est absolute apostata, quia non  

consummatum actum quem apostasia signifi-  

cat, et ideo casus ille reservatus non est ex vi illius  

Decreti Clementis; nam ex speciali statuto ali-  
cujus religionis reservari possit, quia est su-

ficierent exterior. Non sufficit etiam ad pen-

nas in jure latas contra apostatas ut sic, quia  

huissmodi peccae restringuntur ad actus con-

summatos, ut diximus latius in materiis de  

censuris et de logibus. Dixi autem ut sic, quia  

di excommunicatione fortesse est alia ratio,  

quia non furtur in apostatas, ut sic, propter  

quod diximus supra, non omnes apostatas il-

lem incurreret; sed furtur in dimentites ha-

bitum religionis sua, ut constat ex dicto cap.  

2, Ne clerici vel monach., in 6. Hoc autem  

peccatum satis consummatum est in illo actu.  

Nihilominus satis probabilis existimo etiam ex  

communicatione tunc non incurriri, quia verba  

ilius textus sunt: Ne in scholis vel abit iter  

temere habitation suae religionis dimittant; ex  

quibus, junctoro principii textus, ut periculosus re-

ligiosus evagandis materia subtrahatur, valde  

verisimile fit, sermonem previpit Pontificis  

esse de locis extra monasterium, et illa refer-

ri, per illam particular, vel abit; ac proinde  

donec quia extra monasterium dimisso habitu  

existat, non incurrere illam censuram, quem  

sensum confirmand verba Clementis supra ci-

tata; cur enim voluisse peccatum illud non  

esse reservatum anteexit extra septa mo-  

nasterii, si censeret esse sufficiens ad ex-

communicationem Papaelem incurrendam?

38. Questionem secundam, quae sit puna  

apostasia consummata. — Prima assertio,  

incurri quodam velut irregularitatem. — Se-

cunda, quern polet quernam penna incurreran-

tur propter hanc apostasiam. In quo primum  
certum est, seclusa excommunicatione, esse  

annexam apostasia, ut sic, quasdam inhabi-

litatem et quasi irregularitatem ad ordinem  
sacerdos suscipiendos durante illo statu; ita enim  

tempore habetur in cap. ult. de Apostasia. In  

quod imprimis observo hanc impedimentum non  
esse propriam censuram, quia per solam po-

nitatem et reditum ad pristinum statum toli-

mitur, absque alia absolutione, ut colligitur ex  

ilius verbis: Monachus in apostasia Ordinem  

sacrum recipiens: nam ex eis colligitur, esto  

ponatur apostasia ante ordinationem, eo ipso  
tollit impedimentum, absque alia absolutione

vel dispensatione, quae est communis intelli-
gentia. Unde etiam fiet non esse irregularita-
tem perpetuum et absolutum, sed esse illis  
quae per temporis successum, vel rei mutatione  
ipso facto cessant, ut est illa que nasci-

tur ex infamia, vel ex defecto statusi. Quod  

seens est de impedimento quod nascit ex  
susceptis ordinibus in tali apostasia; nam il-

lud sine dispensacione aut absolutione ausseri  

non potest; sed de illo impedimento, quae non  

est poena apostasie, sed alterius crimini or-

dinis male suscepi, non est hoc dicendum, sed  
dictum est in tom. de Censuris, disput. 21, de  

Suspensione.

29. Observatio altera. — Deinde observo  
vocem illam monachus. Nam ex illa colligi  
potest poenam hanc non esse communem om-

nibus religiosis. Nam in odioceis, non solent  

sub ea voce comprehendiri canonicis regulares,  

argumento cap. Quod Dei timorem, de Statu  

Monach., ubi id notat Panormit., et Navar.,  

Comment. 5, de Regular., n. 4 et 41. Sed ni-
hilominus verior sententia est, legem hanc  

comprehendere omnes religiosos, etiam canoni-

cos, vel quoscumque clericos regularos. Ratio  

est, quia tota illa lex habet respectum ad  

statum religiosum ut sic, et non quantum  
ad id quod est speciale monachus; ergo licet  

illud decretum de solis monachis expresso  

loquitur, de omnibus religiosis intelligendum  

est, nam in substantia et perpetuitate status  

sunt pares. Quod plane declarat cap. 2 de  

Postulando, ubi Pontifex declarat canonicum  

prohibentem monachum esse advocatum,  

comprehendere canonicum regularem, licet  

de monachis specialiter in canone sit expressi- 

um, ut ibi dicitur. Et ratio illius declaratio-

nis est, quia illa prohibito facta est intuito re-

ligioso status; ergo idem est in presenti, imo  
etiam in omni simili casu, ut ibi fatetur Pa-  
normitanus, et Navar., dicto num. 41, ubi ex  

communie sententia ait, quando fundamentum  

canonis tale est, ut in eo inventamet secun-

dum jus antiquum monachi et clericis regulari-

res, tum dispositionem etiam odioceis de mo-

nachis extendi ad canonicos regulares, quae  
tunc reversa intentio legislatoris est, ioci que  

religiosis, licet quasi materialiter nominet  

monachos. Ita vero est in presenti. Nam apo-

tasia sequa dammata est in clericis regularibus  

ac in monachis, et fundamentum illius legis  
est obligatio ad religiosum statum, quam ejus-

dem substantie est in utrique.

30. Observatio tertia, de majoribus ordinibus  

procedere dictam panem. — An procedat etiam
LIB. III. DE RELIGIOSIS MUTANTIBUS

de ordine Episcopali. — Tertio expendi potest verbum illud, *aliquem sacrum ordinem*; nam ex illo oritur dubium, an hoc impedimentum extendatur ad ordines minores; nam interdum omnes ordinationes generaliter vocantur sacrae, quatenus sacramentum sunt; propria vero et speciali ratione solum dicuntur ordines sacrae, subdiaconatus, et superiores; est ergo dubium quomodo ibi accipienda sint ordines sacri; vera tamen interpretatio est ibi ordines sacros proprie sumi, tum quia juxta communem usum juris hae est magis propria significatio; tum etiam quia non oportet legem pœnalem ampliare. Unde fit religiosum susepi- pentem minores ordines in statu apostasiae non manare suspensum quod usur talis ordinis, et consequenter, si apostasiam relictun- quat, et pœnitentiam agat, posse sine nova dispensatione ad superiores ordines ascendere. Scio multos ex Canonistis ibi assere, ipsum contrahere impedimentum, dispensabile tamen per Episcopum, et in eo textu fieri mentionem sacerorum ordinum solum propter speciale reservationem; sed illud nullum jure probatur, et ideo non est admittendum, ut dixi latius, tom. 5, in tertia parte. Loquimur antem ex vi apostasiae, ut loquitur ille textus; nam si dimittendo habitum excommunicationem necurrisset, et in eo statu suspiceret ordines minores, ratione excommunicationis fieret irregularis; sed illa pœna est *ex alio generali principi, de quo in codem 5 tom. Hic vero niterius potest interrogari, si religiousus apostata esset sacerdos, et in apostasiae conse- cratur Episcopus, an maneret suspensus ab Episcopali ordine; et est ratio dubii, quia con- secratio Episcopii inter sacros ordinem non numeratur. De hoc nihil invenio in expositoribus et Summis; mihi tamen videtur illum manere suspensum ab executione ordinis Episcopalii, tum per argumentum a fortiori, quia plus est cons serrari Episcopum, quam ordinari diaconum; tum etiam (et melius) quia conse- cratio Episcopalis est veluti extensio quodam characteris sacerdotalis, et ideo sub illo comprehenditur in numeratione sacerdos ordinum.

31. Secunda assertio, excludenda alias pœnas.
— *Objectio de pœna inframie occurrit.* — Secundo principaliter dicendum est, nullam aliam pœnam esse ipso jure impositar propter hanc apostasiam. Ita sentiunt Sylvestre, Angelus, et alii, verb. *Apostasia*; et ratio est, quia nullo jure inventur talis pœna imposita. Dices, in iure impoui iusfamiam propter hoc crimen, c. *Alieni*, 3, q. 7. Respondens primover, ba illius canonis amplissima esse, et extendi ad apostasiam largissime sumptam pro inde- dientia ecclesiastica, juxta illa verba: *Ad es- cris Patrum regulis et constitutionibus uss obedientem. Potest etiam intelligi de apostasis tam a fide, quam ab Ordine et religione, que est communior expositio, et consentanea pro- principio textus: *Alieni erroris socium, vel a sui propositi tramis recedentem.* Postea vero sub- ditur, *infamam omnes esse censendos qui esse aut Christianam praeneculantur legem, aut Apostolicam, vel regularem libenter possumant iteroritatem*; et in hoc sensu recte probatur hae pœna, non tamen ipso facto, neque ane sententiam judicis incurrerem, quia ibi nulla sunt verba que talem rigorem indicit. Idem- que confirmatur ex cap. *Beatus*, 3, qvesti. ibi, apostasita refutanda dicitur aut conversione- nem suam, scilicet, ab accusatione, vel testimo- nos; ergo, donec refutetur per judicem tam- quam infamis, non incurrirt hujusmodi pœnam ipso facto; unde Sylvestre, explicans hanc pœnam in apostasia ab Ordine, solum dict: Interim ab accusatione et testimonio tamquam infamis repellitur; ergo sentit ante senten- tiam judici is non incurriri hanc pœnam. loc autem intelligimus de infamia jure; nam si delictum sit publicum, propter ejus gravitatem sufficient ad infamiam facti, juxta ea de quod infamia in materia de irregularitate traditum.

32. Quorumdam placitum de penis alii re- jicitur. — Preter has vero pœnas tradunt aliae a Doctoribus, quae propter apostasiam ab Ordine incurruntur, quasi nonnulli extendent ad apostasiam a religione; sed ego pro regula consititio, nullam pœnem impositar propter apostasiam Ordinis in specie esse extendendam ad apostasiam religiosis, nisi in ipsamet legem vel in alia flat talis extensio, quia in pœnali lege, ut talis est, non admittitur talis amplis- tio, etiam non fortasse delictum sit gravissimum. Nec sufficit similitudo rationis, tum quia requiri- tur voluntas legislatoris, tum etiam quia illa similitudo nunquam est exacta. In alii vero pœnis non invenitur talis extensio facta in jure, et ideo in eis explicandis non immoror; nam de apostasia ab Ordine, Deo dante, dicitur sumus in 6 tom. tertia parte. Tandem advertemus est, haec omnium intelligi de jure communi, contento, scilicet, in corpore juris; nam extra illud sunt quodam constitutiones Pauli IV et Pii V, fertent specialis pœnas, quas inforius attingemus; sunt etiam in par-
CAP. II. EXPEDIENTUR ALIQUOT ticularibus religionibus specialia Indulta quae consulenda sunt, ut de Societate jam dice-mus.

CAPUT II.

EXPEDIENTUR DUBIA QUATUOR CIRCA DOCTRINAM CAPITIS PRECEDENTIS.

1. Primum dubium, an sint apostatae qui non professi dixerant. — Primum pronuntiatum in hoc dixit. — Supersunt vero hic nonnulla dubia. Primum est, an religiosi non profesi per vota sollemnia, retrocedendo modis supradictis, sint veri apostatae, eorumque po-nas incurrant; autiqui enim Doctores partem negantem ut certam supponunt. Nam novitius propter eam non fit apostata retrocedendo, quia professionem non dum emisit, ac proinde religiosus non est, c. Religioso, § 1, de Sentent. excommun., in 6. Preterea, quia non dicitur quis simpliciter ingredi religionem donec pro- fiteatur, iuxta ea quae antea notant in Authentica Ingressi, et Authentica Si qua mulier, de Sacrosanctis Ecclesiis, per Bartolom, et alios, quos refert Tirag., de Utroque retractu, tract. 1, § 1, gloss. 8, num. 24; Felinus, cum additione in cap. Cum deputati, de Judicis, num. 2; ergo neque ante potest esse egressio a religione; ergo neque apostasia. Ad hoc dubium duo dicenda sunt: primum est, non esse verum apostatam, neque incurrire poenas ejus, nisi qui est verus religiosus. Hoc convincit ratio, inquit, dum habuerunt, et hic est sensus communis sententiae antiquorum Doctrumarum. Unde infortunat, si quis post votum simplex castitatis matrimonium contrahat, non esse apostatam. Item neque illum, qui post tria vota simplicia, papertatibus, castitatis et obe-dientiis in seculo emissa, sive in privatim vi venali moenam, sive in aliqua communitate, et modo ejus vivendi non approbato ab Ecclesia pro vera religione, ut dicuntur esse feminam qua Mentellatae an Tertiarie vocantur; neque hunc, inquam, esse apostatam, neque incurrire poenas, etiam si assumptum statum omnibus illis votis repugnament. Ratio est, quia illo non est religiosus, et ita non retrocedit a statu religioso, in quo ratio hujus apostasiae consistit.

2. Diceas, retrocedere ab obligatione ejus-dem rationis; nam hæc est eadem in votis simplicibus et solemnibus, ut supra dixi. Res-

1 Vide Gregor. Lop., leg. 17, tit. 1, part. 1. XVI.
LIB. III. DE RELIGIOSIS MUTANTIBUS

290

non fictos, aut reputatos, sed veros apostatas esse declarat.

4. Satis fit motivus in num. 1. — Neque antiqui auctores huic veritati repugnant; nam verum est novitium non posset esse apostatum, quia non est verus religiousus, quod de his religiosis, de quibus loquimur, dici non potest. Verum est etiam proprium ingressum in religionem, quo, scilicet, quispam sit membum illius, et particeps religiosi status, esse professionem; tamen modus talis professionis pendet ex institutione Ecclesiæ, quod potest facere ut per vota simplicia firmetur professio seu incorporatio sufficiens ad religiosum statum, et ita potest esse verus ingressus in religione, sine votis solemnibus. Antiqui autem auctores locuti sunt secundum morem sui temporis, in quo non erat in usu professio vel incorporatio religiosa, nisi per vota solemnia, et ideo indifferenter de his loquentur. Formaliter autem intelligendum est dictum eorum de professione quatenus est incorporatio cum religione, et assumptio religiosi status. Unde etiam jura antiqua, loquentia de apostasis, in his etiam apostatis locum habent; nam si loquentur nomine religiosorum, aut regularium, etiam isti veri religiosi et regulares sunt; si vero loquentur nomine monachorum, tamen, ut capite procedenti, num. 29, dicebam, formaliter respiciuntur religiosum statum, et ideo omnes veros religiousos comprehendunt, juxta communem doctrinam.

5. Vera et propria traditio religiosa stat per vota simplicia. — Et potest ratione declarari; nam hi religiosi vere se tradunt Deo, ut loquentur Pius IV et Pius V, supra, et religiones, ut loquitur Gregorius XIII; et quantum in se est in perpetuum hanc traditionem per vota confirmant; ergo dum injuste recedunt, privant religionem et Deum jure suo, et ita committing apostasiam ejusdem malitiae cum altera que est contra professionem solemnem. Et ideo merito datur religiones potestas capiendi hujusmodi fugitivum et apostasiam; nam dominus etiam potest capere servum fugitivum, ubicunque illum invenerit; leg. 1, Cod. Ubi causae status agi debet, et in leg. 1, § Per servum, ff. de Acquirenda possessione, factique lex 1, Cod. Ubi quis de Curialii, etc. Quibus locitis Bartoliis, Baldus et alii dixunt in hoc easa valere argumentum a servo ad religiosum. Cum ergo hi religiosi, de quibus agimus, verum sui dominium religioni tradierunt, veram apostasiam recedendo committant, et in omnia jura apostasias contraria pec-

ALIQUO MODO STATUM SUUM, ETC.

cant, et consequenter eorum nonas incurrant.

6. Sunt autem aliqui moderni auctores, qui post hanc institutionem simpliciter scriperunt, cum qui non facit votum sollemne non esse apostatum, ut Aragonius 2. 2, q. 12, art. 1, qui solum dicit eae quae velgo Beatæ dicuntur, non esse apostatas, licet contra simplicem votum castitatis nubant, quod erat per se clarum; sed ille reddid rationem, quia non sunt professe, nec fecerunt aliquod votum sollemne. Sed hic auctor locutus est more antiquorum, et fortasse non vidit Bullas Societatis, neque ejus institutum satas perspetivit habuit; nam quando ipse scripsit, nundam erat hae res in judicio contradictoria (ut sic dicam) ventilata. Difficultus ibidem locutus est Dominicus Bannes, dicens apostasam esse qui retrocedit a religione, quam vovit solemniter, quoniam si sit religio in quo emittatur votum simplicem sanctum, retrocedere ab illa non est apostasia. Non est autem ausus ponere exemplum in Societate, neque ego volo intentionem ejus judicare, sed ponit exemplum in feminis tertii ordinis 8. Francisci, vel Dominici. Sed immater, quia quin illas profitteretur non est religio, nec religio appellari potest quae ab Ecclesia ut religio approbata non est; et ideo conditionalis illa, si sit religio, in qua sit tantum votum simplicem, retrocedere ab illa non est apostasia, in rigore et proprietate sermone falsa est; nam si sit religio approbata, erit apostasia recedere ab illa post veram incorporationem ejus, per quernque vota fiat, ut probatum est; si vero non est approbata, non est religio, et ideo recessus a tali modo vivendi non est quidem apostasia, tamen nihil refert ad veritatem illius conditionalis.

7. Qui ex legito consensus religiosi ab ipsa extimatur, non est apostasia. — Dixi autem hunc recessum esse apostasiam si crinimine fiat, quia nullus recessus a religione sine pecato factus dicit potest apostasiam, ut recte notavit Cajetan, dicta q. 12, art. 1, et commoravit Navarri, in dicto consilio, de Apostasia, num. 4. Nam apostasia est nomen vitii secundum propriam significationem et communem usum ejus, et ideo in clericatu, qui post ordines tantum minores relinquit habitum et statum clerici, non est apostasia, quia in eo non peccat, neque etiam est apostasia religiosa professus, qui ex licentia Pontificis dimissitat habitum, et vivit extra claustrum, vel liceat duce utorem, si dispensatio ex legito cau-
CAP. II. EXPEDIUNTUR ALIQUOT DUBIA CIRCA DOCTRINAM, ETC.

8. — Dices, esto non possint per potestatem ordinariam, posse per Bullam Cruciatum, quam concessit omnes casus reservatos Pontifici; ergo etiam hunc, cum illum non excipiat. Sed hoc etiam est falsum. Primum, quia supra, lib. 2, cap. 16, ostensum est religious absolvit non possit sine licentia suorum Praetorum virtute illius Bullae; apostata autem religious est, et eius Praetatis iure subjectus. Secundo, quia, vel ille permanet in sua apostasia, et sic est incapax absolutionis; vel recedat ab apostasia, et sic debet redire ad suam religionem, ac proinde a propriis Praetatis ac judicibus absolvit, non ab extraneis. Dices, licet in apostasia manens sit incapax absolutionis a culpse, quia est in statu damnationis, posse tamen absolvit a censura, saltem valide. Respondoe: esto possit facere hoc Pontificem, tamen per Bullam Cruciatum non concedit hanc potestatem, quia vel solum concedit illam in ipso confessione, ut multi volunt, vel certe solum conceditur in ordine ad confessionem et satisfacta parte, et ideo solum conceditur pro his qui saltatem sunt dispositi ad absolutionem de tali culpa. Denique cum in illa absolutione interveniat prejudicium tertii, secilicet religiosis, non intelligitur comprehendere sub generali clausula, juxta communem doctrinam, et intelligenteriam privilegiornem, fundatam in cap. Quamvis, de Rescriptis, in 6, et in cap. Suggestum, de Decimis, et in leg. Quoties, Cod. de Precibus Imperat. offeren., et in leg. 2, § 3, et leg. Officis, ff. Si quis a principi, et in ratione naturali, quia intentio principis non est injuriam aliqui inferre, vel ad hoc occasionem dare, et ideo, quando est necessarium ad bonum commune privare aliquem iure suo, id exprimitur in lege vel privilegio; et e contrario, quando non exprimitur, gene- ralis concessio non intelligitur ad tale casum extendi; sicut etiam in aliis religionibus Prae- dictatorum, Minorum, etc., si apostate aut fugitivo excommunicationem reservatam incurrunt, juxta talia privilegia talium ordinum, non possunt per hujusmodi Bullas absolviri in injuriam talium religionum. Ad quod etiam applicari potest illa regula juris, in generali concessione non comprehendi, quod in specie non esset princeps verisimiliter concessus.

1 Navar., c. 26, n. 31; Cord., in Sum., q. 19; Sarmient., lib. 1 Selectarum questionum, c. 10, num. 5.
Dubium secundum, de religioso fugitivo prout distinguir ab apostata.

10. Secundo, dubitari potest an fugitivi a religione incurrant penas apostatarum. Supponimus per fugitivum intelligi religionem qui vagatur extra monasterium, et extra obedientiam suorum Praelectionem, sine animo deserendi religionem, juxta superius explicata in 2, 3 et 4 puncto, et juxta leg. 17, ff. de Edilidio edicto: Quid sit fugitivum (dicitur ibi), et respondetur: Fugitivus est, qui extra domini domum fugit causa, quod se a domino celaret, manseit; ita ergo cum proportione vocatur monachus fugitivus, ut notant Doctores communiter in cap. ult. de Regular., et quamvis Panormitanus, ibi, dicit eo ipso quod Religiosus recedit a monasterio, et non est sub obedientia Praelectionem, esse apostatam, et ita videatur hæc duo confundere nihilominus, juxta superius dicta, licet omnis apostata sit fugitivus, non e converso omnis fugitivus est apostata, quæ est sententia Joannis Andreas ibi, et magis recepta; ita ergo nunc loquimur de fugitivo, et inde nascitur propositum dubium, quia si non est apostata, non incurrat penas eorum.

41. Quid sit esse fugitivum. — Resolutio de penis fugitici juxta varios modos eius. — Et quidem dubium, suppositis quæ diximus, difficulatatem non habet, stare in jure communii; nam fugitivus aut dimitit habitum, aut non dimitit; si dimitit, excommunicationem incurrat, non vero alias penas, si non fugiat cum animo deserendi religionem modo supra explicato; si autem non dimitit habitum, nec excommunicationis est ipso jure, neque alias penas incurrat, quamdiu apostata non est, quæ omnia ex superioribus constant; et excipitur casus specialis de eo qui accedit ad studio, sine legimata licentia; nam est excommunicationis, licet habitum non dimitat, nec apostata sit, ex cap. 2. Ne clerici vel monachi, in 6, quod in 5 tomo explicatum est. Soleat autem queri de fugitivo qui, licet non dimitat habitum, occultat illum, an ille sit apostata vel excommunicationis. Sed de apostasia judiciali est juxta modum fugae; nam si sit ad deserendam religionem simpliciter, erit apostata; sin minus, sola occultatio non facit apostata cum qui alias non esset, quia non sufficit ad consummandum actum in ratione desertionis seu retrocessionis a statu religioso, qua de re consule Quintilianum Mandonisium, de Signatura gratie, tit. Licentiae, fol. 101. De excommunicatione vero viseri possunt dicta in citato 5 tom.

12. Videri Pontifices, contra hanc resolutionem, agquirarque fugitivos cum apostatis. — Habet autem difficultatem propositum dubium de penis latis a Paulo IV, in 3 constitutione, quæ in Bullario habetur, ubi contra huysmodi fugitivis simul et indifferenter cum apostatis varias multiplicant penas ipso jure incurrendas, scilicet, privationem omnium beneficiorum, inhabilitationem ad illa recipienda, in capacitatem fructuum ecclesiasticorum, ita ut illos suos non faciant, sed restituere tenantur, et perpetuar suspensio in omne ordinis et ecclesiasticum ministerium, etc. Quae omnia confirmavit et auxit Pius IV, in sua constitutione prima, in eodem libro. Videatur ergo ibi equiparari fugitivi apostatis quoad has penas, quia generaliter feruntur contra omnes, qui temeritate propria, et contra juramentum in sua professione praestitum, et contra regularis ordinis instituta extra claustra suorum regulum locorum decent, habitum retenere, vel dimittisse. Unde in ipsam titulum utiusque constitutionis dicitur contra religiosos extra claustra vagantes et apostatas; ergo contra utroque indifferenter feruntur penae.

13. Ostenditur tamen non id voluisse Pontifices. — Nihilominus dicitendum est solos vero apostatas incurrere illas penas. Et imprimitus supponendum est non lequi Pontifices illos contra eos, qui ex legitima facultate extra claustra morantur, vel cum habitu, vel sine habitu, quia illud nec est contra votum in professione factum, neque dici potest contra regularia instituta, quia regula non excludit superioris Praelectionis legitimam facultatem, nec denique dici potest factum temeritate propria. Et quamvis ibi subjungatur, temeritate propria, et quovis praestitu, vel causa, intellegendum profecto est de inquit praestitu, et causa non vera, sed ficta, ut Pius etiam IV declaravit, dicens non incurrere illas penas nisi apostatas, qui cum litteris et dispensationibus subestipitis in seculo vagantur. Et ratione facile persuaderi potest: Paulus IV noluit punire quæ licite sunt, nec damnare aut irritare licentias, vel dispensationes ex veris et justis causis concessas. Deinde, quod ad illas penas incurrendas necessaria sit apostasia, probatur ex verbis illis Pauli IV: Volentes contra apostasiam ipsam plenius PROVIDERE, et cumquantum nobis ad allo conceditur de modo tollere; et juxta hanc intentionem semper loquitur repetendo frequenter nomina apostatarum; vel
CAP. II. EXPEDIENTUR ALIQUOT

DUBIA CIRCUM DOCTRINAM, ETC.

aestasio; et Pius IV ita declarat ejus intentionem, dicens: Paulus praedecessor, quot diversorum Romanorum Pontificum Constitutionibus contra Apostatas editis decet supplers studiis, et apostasico morbo per amplius moderintem, etc. ergo juxta hanc intentionem explicanda est dispositio talis legis, maxime cum eosque sit et restringenda; etat enim esse juris interpretanda, et ipsa juris, et eorum interpretes docent, ut patet apud legem finalem, ff. de Heredibus instituendi, et Bartol., Baldum, et alios; ac ratio ipsa convincit, quia ex intentione et voluntate legislatoris tota legis efficacia pendet, et quia poena et ejus intentione maxime restringenda est, quantum verba patiuntur. Quamvis ergo simul cum vocibus apostasiæ et apostatarum ali i termini in illis constitutionibus addantur, omnes eo tendunt, ut turpitudinem apostasiae declarant, et exagerent, non tamen ut propter alium vitium, præsertim minus grave, eadem poena imponantur.

14. Apostasæ nomem ad quos se extendat, etiam proprium.— Probant autem sufficienter, ut opinor, constitutiones illeque, quod capite precedenti, a num. 49, diximus, ad apostasiam satis esse, longo tempore et quasi permanentem in seculo manere, et extra omnem obedientiam vagari; manifeste enim ibi diciitur hoc sufficere ad incurrendas omnes illes poenam, et consequenter censuram per illa verba sufficienter describi vitium apostasiae, quod ibi tantum punitur. Imo ex eidem decreto etiam colligitur (quod supra, capite precedentem, num. 49, fortasse non tam expresso diximus), hoc satis esse ad apostasiam, etiam habitus non dimittatur, ut patet ex illis verbis Pauli IV: Alii vero nullo suffulti praetextu, temperate propria, etc., extra clausula suorum regularium locorum delegant, et in seculo, aliqui habituit sui ordinis retento, aliqui illo abjeto in habitu presbyterorum secularium, et quamplurimi in habitu laicali temere vagantur. Hos ergo omnes censet apostatas, et pro omnibus illis poenam imponunt infœrius; ergo eamdem moram, vel evagandi tempus in seculo, censet sufficere ad apostasiam, habitu retento aut dimisse, sicut censet eamdem sufficere cum habitu clericali et laicali, et in nullo ex his modis postulat, quod fiat egressio sine animo quaquam revertendi. Et sine dubio quoad forum externum ita semper judicabitur.

15. Revisio de apostatae nomine in foro externo refellitur.— Respondi autem potest illud judicium esse ex presumptione; nam, qui ita vagatur diu, presumitur non habere animum revertendi. Sed certe si tale judicium fundaretur in presumptione, non debet et aeque puniri qui habitum retinet, nam de illo potius posset presumi habere animum revertendi, cum semper retineat propria insignia religiosissimae. Deinde falsum existimam, illam legem vel poenam ejus fundari in presumptione; nam in ea solum consideratur id quod exterius committitur et convincit potest, studio, temperarum desertio et evagatio sine justo pretextu. Unde, si quid ex ibi impositis incurretur ipso facto, et in conscientia anto omnem sentientiam etiam declaratoriam, illam incurret religiosissimus, qui temere in seculo com moratur suum vagatur, etiam habitum non dimittat, et sive habeat animum reeditendi ad religionem, sive non, quia Pontifex expresso ponit poenam propter illud crimen, quod in illo actu sufficienter consummatur, et illa intentio reeditendi vel non reeditendi est valde extrinsice, pertinens magis ad futuram et contingentem resipiscientiam, quam ad crimen quod in presenti committitur, et propter quod poenam imponitur. Sic igitur poena ibi latæ non extenditur ultra apostatas a religione; qui vero sint apostatae difficilissimae declararit videtur, quam multo auctores opinati sunt, nisi juxta modum supra insinuatam explicentur.

16. Qua poena ex predictis incurratur ipso facto, necne.— Qua igitur a Prefatis insisti valent.— Occurrebat vero statim declarandum, an poenæ ille incurrantur ipso facto, et ante omnem sentientiam declaratoriam criminis; sed non censeo necessarium in hoc immorari, sed legantur attente et ponderantur verba, et applicetur generals regnum de lege poenali, et erit facilis resolutio. Presertim, quia Pius IV, quod poenas privationis beneficiorum et dignitatum, videtur declarasse non incurrere ante sentientiam declaratoriam criminis, quod secus esset de censuris ibi latæ manifeste supponit. Addendum desine est preter hanc omnia habère Praetatum religiosissimæ potestatem capiendi, cogendi, et incarcerandi hujesmodi apostatas, eosque condignæ puniendi, etiam corporali, juxta suam regulam, vel juxta prudens arbitrium, regulari statu consentaneum. Et quod hoc genus poenæ et coactionibus equiparatur fugitivæ apostatis, non quod quantitatem poenæ, nam haec imponenda est juxta modum delitei, sed quod modum coactionis, quæ illis
inferri potest ratione subjectiosis et jurisdictionis ejusdem. De qua potestate optimae scriptae Navarras, comment. 3, de Regul. num. 50, eam confirmans non solum ex titulo jurisdictionis, sed etiam ex titulo domini, ratione cujus potest dominus servum fugitatem capere, vel rem propriam recuperare ubicumque illam invenerit, etiam juxta leges civiles; et hoc in specie multi Pontifices concesserunt religionibus, ut constat ex Compendii privilegiorum, verb. Apostasia, verb. Fugitios. In quibus multae aliae facultates ad hanc causam pertinentes, et alique aliae poenae continentur, quo ibi videri possunt; non indigent enim speciali declaracione. Solum adverto, in aliquibus Indulitis non tantum esse sermonem de apostasis, sed de recependibus a religione sine licentia Praelati; que videtur extendi etiam ad fugitivos, licet non sint proprie apostases. Tale videtur esse privilegium concensum Minoribus, ut recedentes a religione, nisi post mandatum Superioris infra octo dies ad obedientiam religiosis redeant, excommunicacionem Pontifici reservatam incurrunt. Hoc enim facultas monendi, et precipiendi reditum, veluti sub tali censura, non solum datur respectu apostatarum, sed etiam respectu omnium fugitivorum.

Dubitum tertium, de obligatione Praesulatorum ad revocandos apostatas.

17. Resolutor obligari. — Sed inquirer aliquis (sitque tertia dubitatio in hoc cap.) an, supposita dicta Praesulatorum potestate, teneantur Praelati hujsmodi fugitivos inquirere, et cogere ut ad sua monasteria redeant. Respondetur, per se logendo, teneri, tum quia jure communi ita statutum est in cap. ult. de Regul., ubi Praelatis præcipitur ut annuatim quarent, et reduci student fugitivos suos; tum etiam quia ex vi munieris et officii sequitur hae obligatio, quia tenetur Praesulatum, et bono communis religiosis, et spirituali salutis talis subditis prosperiæ, et ad utrumque finem necessaria est illa diligentia et cura Praeulatorum. Satisfaciunt autem, ut existimo, huic muneri, si juxta ortam occasionem vel occasiones moralem diligentiam adhiberant. Nam illa particularis circumstantia, de annali inquisitione, non videtur esse in usu, et vix potest moraliter esse necessaria vel expectari; nam si Praelato constiterit nullum esse fugitivum, nihil est quod querat; si autem aliquis au fugit, non est expectandum tempus unius anni ad inquirendum illum, sed statim adhibenda est omnis diligentia, ut posse esse fructuosa. Quod si tunc capi non possit, non videtur necessarium singulis annis specialem inquisitionem facere, sed satis erit vigilare, et juxta occurrentes occasiones prudenti arbitrio moralem diligentiam adhibere.

48. Hacusansuri aliquando Praelati a dicta obligatione. — Dixi autem per se legendo, quia si talis est persona fugiens, ut experimemt constet esse incorrigibilem, vel necivam religionem, excusandum videtur Pastor ab onere querendi tam morbidam ovem, quia bona commune preferendum est privato; quod significavit S. Bonaventura, de libro Questionum circa regulam S. Francisci, quest. 14, ubi loquens de tali religioso inquit: Si Deo permittente talis seipsum ejiceret, gratiae non Deo agendae, non quia illa peccavit, sed quia eam suas a postifera contagione liberavit; utnam abscondantur, qui vos conturbant, solliciti pri- tatam vestram, pacem et fatum; et insinuat rationem, quia religio potest hujsmodi religiosum periculosum a se abjicere; ergo si ipse abeat, non tenebitur eum requirere. Et ita etiam sentit Sylvester, verb. Apostasia, num. 40.

19. Quarendus tamen apostata, etiam ejiciendus, ad sui correctionem et exemplum alium. — Addendum vero occurrit, etiam talis sit religious us ut postea ejiciendum sit, requi- rendum tamen esse, ut in pravo apostasia statu non permaneat, quia debet Praelatum quod in se est, et sine incommodo potest, facere, ut illum liberet a statu damnationis; quamvis autem religio gaudeat de illius membris abscondisse, tamen quia illlicito modo facta est, illae apostata manet semper in statu damnationis, donec a Praelato competente absolvatur et licencietur. Et quamvis ipse tenetur sibi consilere, et remedium procos, tamen, quia, dum est fugitivus, semper est sub cura et jurisdictione religionis, ideo etiam Praelatum tenetur illi malo remedium adhibere; quo si id possit facere, absolutionem et facultatem mittendo absinti, et prudenter judicet ia expedire, satisfaciet suo muneri; regulariis tam- men loquendo, existimo debere revocari, et propter apostasiam incarcerni et puniri, justa cap. 2 nobis, de Apostasia, quia ita etiam expedit ad exemplum alium, et quia forte veratio abit intellectu, et quamvis ejicien- dus sit, forte illi proderit ut extra religionem cantius vivat. Deiade potest talis reduci esse utilius, ut religious ille atiatur, an in ea religione, vel provincia habeat speciales causas.
CAP. II. EXPEDIUNTUR ALIQUOT

sue perditionis et contumacie, atque ita medium illi adhibeat sua fragilatati accommodatum, quoad fieri possit. Nam et religiosa caritas et pastoralis cura totam hanc diligentiam videntur postulare.

Dubiun quantum, ad quem pertinente bona parta in apostasia.

20. — Primum pronuntiatur quod bona alieni dominii. — Quia quando domini ignorat. — Quarto dubitari potest de bonis acquisitis ab his apostatis, dum in eo statu permanuerunt, ad quem pertinente quod jus et dominium, et consequenter cui reddi debant, vel duramente apostasia, vel recedendo ab illa, ut per mortem, aut per reedium ad religionem, aut per licentiam obtentam manendi in seculo. Circa quod imprimit distinguendum est de modo acquisitionis; aut enim talia bona sunt acquisita per injustitiam contra commutativa, ut per fursum, usuram, vel quacumque negotiationem iniquam, vel sine injuria alienis. In priori casu videtur clara responsio, nam bona illa obnoxia sunt restitutioni, ut per se constat; ergo propriis dominis restituenda sunt; hoc ergo certissimum est, quando certi sunt domini, ad quos jus talium honororum spectat. Contingit autem dominos esse incertos et occultos, et tune, quamvis bona sint restituenda pauperibus, sen in pias causas, dubitari potest an hoc fieri possit arbitrio ipsius apostatae, vel debet hoc suis Praelatis committere, vel etiam an Camera Apostolica habeat jus aliud ad talia bona: sed in hoc puncto suppono non habere jus, quamdui vivit qui ea lucratus est, sed solum post mortem ejus posse illa recuperare, justa modum infra tractatum. Quod semper intelligendum est, decedo super alieno, ha-bente certum dominum, ut est per se notum ex materia de justitia; pro incertis autem dominis bene potest Camera Apostolica substitui. Dum vero Pontifici non est acquiritum jus, non video precisam obligationem in conscientia, ob quam non possit apostata positis statum bona illa restitutere erogando pauperibus prout sibi placuit intra latitudinem justitiae, quia hoc non est contra votum pauperatis, et nullum aliud preceptum occurrit, cui repugnet; ergo. Probator major, quia illa dispensatio seu elargitio non est actus dominii vel proprietatis, qua potius est alieni restitutio, unde non fit nomine proprio, sed nomine ipsius domini talium honororum; nam ex voluntate illius interpretativa pauperibus erogantur. Addo vero posse Praelatum religiosis, ex obedientia precipere tali apostatae ut in restitutione talium bonorum servet modum a se prescribendum, supponendo illum esse justum; probatur, quia illud praeceptum non excedit materiae voti obedientia, cum sit de re honesta, et que multum potest conferre, et ad salutem, et ad perfectionem, ut ipsamet restitutio alias necessaria optimo fiat. Secundo etiam in poenam delicti apostasiae et injuste acquisitionis, potest Praelatus hoc onus imponere subdito. Tune ergo peccabit subditus contra obedientiam, si alter faciat; tamen si faciat, videtur factum tenere, quia aen est de bonis monasterii, nec contra paupertatem; existimo tamen posse Praelatum factum irritare, juxta principia in superiori tomo posita.

21. Secundum pronuntiatur quod bona licite acquirita. — Superest dicendum de bonis acquisitis sine injustitia, que possunt esse in duplici differentia, quaedam obtenta sine turpi negotiatione vel lucro, alia per modum prohibitus acquisita. De prioribus clarum est reddenda esse monasterio vel religioni, juxta dispositionem Praeleti et jura religiosis, quia religionis nihil sibi acquisit, et per se loquendo, et ex vi status, acquirit sue religioni, ut supra eodem tomo probatum est; et hoc jus religionis per nullum aliud impedimentum est circa haec bona; oportet enim esse Pontificium jus, quod ostendi non potest. Tenetur ergo apostata, ad monasterium reidiens, secum deferre haec omnium bona, nec potest illa donare, vel superflue consumere, sed tantum necessarii uti. Quomodo autem haec bona pertinente ad spolia Camera Apostolica, si apostata extra clausum ea lucretur, et ibi cum illis decedat, infra declarabimus. Dices: qui fieri potest ut apostata licite acquirat, cum in eo ipso contra paupertatem peccet? Respondetur: imprimit dicitur licite acquirere, quantum est ex parte actionis, aut mediis per quod acquiritur, quia nimium actio, per quam acquirit, non est ex prohibita, neque indecess in statu religioso, ut si acquirat petendo eleemosynam, vel acceptando liberalem donationem, vel recipiendo stipendium justum pro Missa aut concione, etc., vel denique si laborando manibus suis in re honesta. Deinde, quamvis religiosus nihil possit acquirere sine licentia Praeleti ratione paupertatis, non est nescessae ut apostata semper pecceet, cum dictis modis aliquid accepit sine licentia, quia est in statu in quo est
ILL. III. DE RELIGIOSIS MUTANTIBUS ALIQUO MODO STATUM SUUM, ETC.

illi moraliter impossibilis talis licentia, cum
tamen sit illi necessarium aliquid accipere.
Et quamvis anteecesserit illa impossibilitas
nata sit ex peccato, tamen, postquam inest,
excusare potest a novo peccato, ut per se
constat. Quod si fortasse illa ex dissoluto
animo pecet intendeundo id accipere ut pri-
vatum, vel contemnendo licentiam Praeleti,
ille sunt circumstanzias internae magis quam
externae, et ideo illa non obstantibus bona
illa reputantur honeste acquisita, scilicet ex
se, et ex modo acquisitionis.

22. Tertium pronuntiatum, quoad bona il-
lictice, sed non injuste parta.—De aliis autem
bonis turpiter et non injuste acquisitis, cer-
tum est ex se non esse obnoxia restitutioni,
sive illa turpitude sit contra naturalem legem,
ut si monialis acquireret abutendo sua cas-
titate, vel monachus accipiendo pretium ut
actionis turpi cooperetur; sive sit tantum con-
tra sacros canones, ut si lucrum fiat per no-
gotiationem prohibitam personis ecclesiastici-
iscit, non quia inimicasse mala sit, sed quia
secularis est, et habet speciem mali, vel per-
culum peccandi adducit, vel quia indecess
est, ut omnis mercaturia et negotiatio, mili-
tare, exercere officium forense, et similia.
Ratio est, quia sola injustitia obligat ad resti-
tutionem, non autem alia turpitude quae facit
inaequitatem in bonis acquisitis, juxta com-
numen doctrinam, 2, 2, q. 62. Hinc ergo fit
ut, secluso jure positivo, talia bona etiam
acquirantur monasterio, quia acquirerentur
ipsimet religioso, si esset capax; ergo loco
illius succedit monasterium, nisi alliunde in-
pediatur, et quod est conscientium iuri com-
unci, cap. Non dicatis, cum gloss., 12, ques-
tione secunda, et cap. Cum olim, 2, cum no-
tatis ibi per Innocentium, et alios, de privile-
giis. Atque ita expresse declaravit Paulus IV.

23. Opponitur contra hoc primum consti-
tutio pro Camera Apost. — Solum ergo facit
in hoc puncto difficultatem quodam constituti-
tutio Pii IV, quae est quinta illius Pontificis,
in Summa constitutionum, et incipit: Decens
esse consensus. In qua declarat pertinere ad
Camaram Apostolicam bona acquisita a cler-
cicis in sacris, tam regularibus, quam seculari-
bus, per illicitam negotiationem, vel alias
contra sacros canones. Et Navarrus, in comm.
de Spoliiis, § 7, num. 3, 4 et 3, refert aliam
constitutiam ejusdem Pontificis, quae in
marginie notatur esse trigesima prima, et in-
cipere Romanus Pontifex. Sed eam non habet
Summa Lugdunensis, habetur tamen in co-
piosiori Bullario Romano, in quo prior est vi-
gesima tertia in ordine; et posterior, quod ad
presens attinet, non mutat difficultatem, quia
in ea dictur confirmare eamdem applicationem
illorum honorum, solum quia eam limitat, ne locum habeat in Cardinalibus, neque in eo, qui ex legitima facultate Pontifi-
ices, testamentum consumt, vel licentiam habet
ut ei ab intestato succedatur. Videtur ergo
per illas constitutiones ablatur esse jus mo-
neratio ad talia bona, et translationem esse
in Camera Apostolicam, et ita indiscutibile
futuri Navarrus, ponens exemplum de quodam
religioso apostata, qui in Indias ad viginti
milium ducatorum negotiando acquisierat, quae
seccessum antiquos canones ad religionem
pertinebant. Juxta novum autem illius
constitutionem, dicit pertinuise ad Sedem
Apostolicam, et ideo consulti monasteris ut
circa talia bona se componant cum Camera
Apostolica, ut possent jure firma illa petere,
et nonnullas ampliationes ac limitationes
adhibent, quae in eo videri possunt.

24. Dicta constituutio an procedat de acquisitis
a religious laico.—In quibus decreta duo milii
notanda occurrunt. Prima est ibi tantum esse
sermonem de clericis, et ideo dubitari possa
religious conversus, seu laicus, verum profes-
ionem emittens, seu vota substantialia religio-
nis, ibi etiam comprehendatur. Et ratio dubi
esse potest, quia nomine clericum venire solet
aliquando quaelibet persona ecclesiastica,
præsenti in favorem ejus: illa autem constitu-
tio, cum sit favorabilis Cameræ Apostolicæ,
litet sit aliis onerosa, videtur simuliciter inter
favores computanda, et ita Navarrus supra
absoluto loquitar de quœcumque religioso apos-
tata. Nihilominus videntur bona talis apos-
tate ad religionem pertinere. Probatur, quia
talis monachus non est clericus, nec sub tali
appellatione etiam late sumpta comprehend
solet, ut patet ex canone Si quis suadente,
et similibus, et ex titulo, ne Clerici vel monachi.
Confirmatur primo, quia constitutione non est
favorabilis clericum, imo est penalis, ut statum
dicam; ergo ex ea parte non est amplianda,
sed restringenda; ergo etiamsi nomen cleric
posset ita ampliari, non esset ictus extendendum.
Confirmatur secundo, quia illa constitutione
non fit directe in tuitionem status religiosi, ut sic,
se clericatus et decentia ejus, ut constat ex il-
ilis verbis, per quos clericos tam secularis,
quam regularis, etiam in sacris ordinibus con-
stitutos, etc. Ergo, licet laicus monachus illie
negotietur, bona sic acquisita non aulican-

Digitized by Google
CAP. II. EXPEDIENTUR ALIQUOT

DUBIA CIRCA DOCTRINAM., ETC.

297
tur Cameræ Apostolicae, quia casus illæ non pertinere ad intentionem huæ legis.

25. Eadem negativa responsio procedit etiam de religioso clericò, siolum contra regulam acquirat, et non contra canones. — Unde obtiner infero, licet religiosus apostata sit clericus, et acquirat modo sibi illicitum ratione sui peculiaris status, non tamen ratione clericatus, vel propter prohibitionem sacrorum canonum, bona illæ non esse comprehensa sub illa constitutio-

nem, quæ tantum loquitur de bonis acquisitis per illicitan negotiationem, vel alias contra sacros canones. Ilia autem acquisitio, ut supponimus, non contra sacros canones, sed contra regulam, vel constitutiones religionis; nec potest dici negotiatio illicita, tum quia non est illicita clericò, ut sic, ut etiam supponimus, et textus illæ, utpote paenalis, cum hac formalitate videtur explicandus; tum etiam quia Pontifex loquitur secumum ius commune. Unde non vocat simpliciter negotiationem illicitam, quæ ex peculiaris instituto aliquibus prohibetur, si alias regulariter ecclesiasticis personis licita est. Quæ omnimoda vera quidem videntur attenda sola constitutione Pii IV. Tamen iuxta aliæ constitutionum Gregorii XIII, plane dicendum est omnes regulares comprehendi modo infra explicando.

26. Nec item procedit nisi in duobus casibus praefata constitutio. — Secundo adverto igitur non simpliciter adjudicari hec bona Cameræ Apostolicae, sed in duobus casibus. Unus est per successionem quasi uereditariam post mortem, quodam talis persona vel condit testamentum sine legitima facultate, vel, licet haberet facultatem testandi, intestata decedit, nisi in facultate esset expressum, ut ci ab intestato succedentur, argumento legis duos imperfecto, et legis Haec consultissima, Cod. de Testam. Secundus casus est, quoties talis persona privata fuerit illis bonis in vita sua. Circa quern dubitari potest primum de quibus bonis loquantur Pontifex; quidam eum intelligat solum de bonis quæ relinquuit post mortem, qui eam munere inventa fuerint extra religionem, ut sic dicam. Unde fit ut, si apostata redeat ad religionem, bona non pertinere ad Cameræ, sed ad monasteriwm. Ita Emm. Rodr., tom. 1 Ques. 30, art. 41, citans Navar., cols. 17, de Statu monachorum; sed ibi Navarum affirmant quidem, in eo casu, quo apostata derelict extra ipsam religionem, talia bona pertinere ad Cameram Apostolicam, nou tamen negat extra illæ casum non pertinere, et praeterea igitur ad hoc non allegat constitutionem Pii IV, sed aliam Gregorii XIII, Office nostri, quæ est 44 in Bullario Romano majore, et 19 in minori, quæ directe facta est circa illæ casum. Pius autem IV videtur latius loqui, quia adjudicat Cameræ etiam illæ bona, quibus apostate privatur duum vivunt. Unde, licet verum sit hec bona non numerari inter spolia, neque occupari a Collectore, seu Camerario Apostolico, usque ad mortem ejus ad quem pertinent, tamen tunc non solum inter illæ bona videntur computanda ea quæ apud illum tempore morit inveniuntur, sed etiam quodlibet alia, quibus vivens privatus est.

27. Authoris responsio probabilis. — Quæ bona viventis apostatae spectent ad Cameram Apostolicam. — Opinio quorumdam. — Dici ergo potest, omnïa huæmodi bona apostate pertinere ad Sedem Apostolicam, ita tamen ut, vivente ipso apostata, hoc intelligendum sit ad modum legis paenalis, ita ut tunc solum intelligantur hec bona applicata Cameræ Apostolæ, quando, vivente tali persona, in poenam illæ privata fuerit; si autem ipsa præsente personæ disponerit, nou tenetur in conscientia illæ reddere Cameræ Apostolæ, quæ nemo tenetur ad poenam ante condemnationem. Poterit ergo ea in vita dare suæ religioni, et consequenter etiam religio, si ad se revocet personam, poterit etiam cum illæ talia bona recuperare, nec poterit postea illæ privari, quia justa titullo illæ usurpat, cum nondum esset Cameræ Apostolæ adjudicata; nec etiam possunt dici fuissent confiscata, ut postea retrotrahatur sententia, quia illæ consideratione nullum est verbum confiscationis, neque aliquid ex quo id colligi posse. Quæ expositio et sententia probabilis videtur, quia cum constitutione illæ privaret religionem antiquo jure, videtur quod fæderi possit restrinjendæ; illæ autem restrictionivit accommodata juri communi ex proprietate illius verbi, privatius fuerint.

28. Obstaculum removetur. — Sed obstat aliud verbum, quod statim subjungitur, et eis destituë contigerit. Nam illud verbum in rigore significat quacumque abdicationem, seu derelictionem talium honorum. Si quis autem recte consideret, Pontifex non dicit, Si contigerit eoa destitute alia bona, sic enim consideratio dicta haberet vix; sed passive dicit, Si contingat destituit illius bonis, et ita idem significat quod privari, et eam sit pas-
sivum, optime per modum poenas explicatur. Nihilominus interpretationem hanc non assero tanquam securam, sed alios considerandum propono. Et praecipe observare oportet quo seque consuetudo interpretata fuerit hanc legem. Nam fortasse Camera Apostolica et jus et usum habet exigendi et recuperandi hec bona, ubicumque illa inveniet post mortem talium personarum; si tamen illis viventes ea donarunt, vel alias alienarunt, qui ea possident, fortasse non tenetur in conscientia ea reddere Camera, donec exigantur, propter rationem dictam. In religioso vero apostata, oportet specialiter observare, quod si ea non tradat Camera Apostolica (id enim semper facere potest, se huic juri conformando), non potest suo arbitrio de istis disponere, quia repugnat voto papertatis, sed tunc debet religio ei donare, quae poterit illa retinere saltiem usque ad mortem apostatae. Post mortem autem ejus, si aedifici bona illa in individuo extent, et non censeatur consumpta in sustentatione ejus, magis dubia res est, an in conscientia pertinente ad Camera Apostolica, etiamsi ab ipso non exigantur, tum quia Pius IV non loquitur tantum de apostati, sed de omnibus clericis per illicitam negotiationem, vel contra sacros canones sanctitatis aliqua bona. Constat autem quod, licet secularis clericus, postquam lucratas est aliqua bona hujusmodi, cesset a tali negotiatione, et convertat illa bona in utilitatem Ecclesiae sua usque ad mortem, nihilominus post ejus obitum pertinere ad Camera Apostolica; ergo idem erit cum proportione in apostatae regulari, etiamsi dum vivit, illis bonis fruatur monasteriun, tum etiam quia Gregorius XIII dictum Camera Apostolica habere vides et nonem veri hereditis in hujusmodi bonis, et in ea dominium ac possessionem eorum, nulla traditione precedente, transire; est ergo optimum Navarrum consilium, ut de his bonis semper compositoio flat cum Camera Apostolica.

29. Varia discrimina inter Pontificum decreta circa bona apostatarum admenda. — Sed est adverbia differentia inter Gregorium XIII et Pium IV. Nam hic tantum loquitur de bonis per negotiationem illicitam vel contra canones acquisitis; Gregorius autem absolute loquitur de omnibus acquisitis extra clausura in apostasias, quocumque modo acquirantur, et ibi fere numerat omnes modos in specie, qui per se alias prohibiti non sunt. Et ideo quantum ad successionem post mortem apostatae extra clausura morientis, videtur hoc extentundum ad omnia ejus bona, quocumque modo illa acquisiverit, ex vi constitutionis Gregorii. At vero si apostata ad clausuram reedcat ante mortem, non habet in illo locum illa constitutio, et ideo quoad bona licee acquisita procedit regula superius posita; quoad bona autem illicitae comparatae videtur semper habere locum constitutio Pii IV, quamvis res sit incerta, ut dixi.

30. Quis de bonis illicitis partes a religioso non apostata. — Imo etiam ex vi illius constitutionis dubitari potest, an religiousus non apostata, sed sub obedientia suorum Prelatorum vivens, si aliquid acquisivit per illicitam negotiationem, vel per modum a sacrarum canonicae prohibitum, an illud in morte ejus pertineat ad spolia Pontificis, si in propria specie extet, ut in pretiosissimis mobilibus, vel copiosis pecunia, etc. Et ratio dubii est, quia Pius IV non loquitur de apostatis, sed in universum de clericis illicitae lucrabantis, sive secularibus, sive regularibus, et srome in secularibus injusticite id accipimur, etiamsi apostate non sint; ergo eodem modo intelligentium est in regularibus; est enim eadem ratio, nimium, quod ubi lex non distinguat, nec nos distinguere valeamus, quando nec ratio, nec jus uti cogeret. Addo preterea Gregorii XIII etiam non loquitur de solis apostatis, sed de omnibus religiosis extra clausura de gustibus, etiam de licentia legitima suorum Prelatorum, et velle, ut bona ibi ab eis lucrata ad spolia Pontificia pertinente, saltem si apud eos tempore mortis extra eadem clausura inveniantur; ergo a fortiori constitutione Pii IV ad non apostatas extendenda est. Observationes autem sunt multae differentiae. Prima, quod Pius solum loquitur de clericis, Gregorius simpliciter de regularibus. Secunda, quod Pius solum loquitur de bonis illicitae acquisitis; Gregorius simpliciter de acquisitis. Tertia, quod Pius loquitur de bonis, sive usque ad mortem retenitis, sive in vita ahlatis; Gregorius autem videtur solum loqui de bonis usque ad mortem possessis, et hae tres differentiae nobis jam explicatae sunt. Quarta addi potest, quia Gregorius solum loquitur de bonis acquisitis extra clausuram; Pius autem non adhibet hanc limitationem, et ideo dubitari ulterius potest, an bona illicitae acquisita ad clerico regulari, etiam in claustro assistente, pertinente ad spolia post mortem ejus, ubicumque inventa fuerint; et ratio dubii est, quia Pontifex indistincte loquitur; ergo ita est a nobis intelligendus, propter rationem supra factam. Hoc, quia Gregorius noluit in-
CAPUT III. DE CULPA, OBLIGATIONE AC POENAE COOPERANTII MODO ALIquo AD ALTERIUS APOSTASIAM.

1. Varii gradus positivae cooperationis ad apostasiam explicantur. — Ultimo circa hanc materiam de religiosis fugitivis dubitari potest quid peccet, vel quam obligationem aut pecuniam incurrant, qui hujusmodi apostatis cooperatur, vel illius auxiliis praebent aut favorem, eos recipiendo, defendendo, etc. In quo possimus considerare, vel jus tantum naturali divinum, vel jus ecclesiasticum. Priori modo dicendum est, hujusmodi cooperatores peccare graviter ex genere suo contra divinum et naturale jus, quia cooperat ad rem intrinsecum malam, sacrilegam et injustam. Duo autem difficultatibus circa hoc occurrit. Prima est, quando alius occasiorem cooperari huic peccato, in qua dicendus est duos esse modos generales hujus cooperationis, sicut positivum et negativum, et in utroque esse varios gradus. Primus et maximus positivae cooperationis est, inducere et excitare religiosum ad exitum vel fugam, nam hoc non solum est cooperari, sed etiam quodammodo principalius operari, et esse primum auetorem ipsius apostasiae. Secundus est, consilium dare petenti, et approbare similem deliberationem, nam hoc preter moralem cooperationem est pernicieoe decipere proximum in re gravi. Tertius est adjutare ad ipsummet iniquum exitum, vel fugam, vel aperiendo januas, aut tollendo alia impedimenta, vel certe alius modis auxilium praebendo ad illa superandra.

2. Quo receptio apostata sit aut non sit cooperatio. — Quo etiam occultatio ejusdem. — Quapropter si amicus vel consangueinus recipiat hujusmodi apostatam in domo sua, vel praebet ei necessaria ad vitam, solum quia amicus vel consangueinus est, et alio modo non cooperetur suae detentioni, non videtur cooperari peccato ejus, quia nullo modo causat illum, sed solum nutram sustinent; si autem illi praebat instrumenta necessaria ad fugam, ut sequam, aut pecuniam, videtur sane cooperari peccato ejus. Nam si sciret illum ire ad occidendum hominem, et praebet illi equum, sine dubio cooperareth; et in universam, dare instrumentum necessarium ad opus est magnus concursus ad illud. Nec refert quod talis res, et preseritum pecunia de se sit indifferens ad alios usus; nam res moraliter consideranda est, prout hic et hunc constat esse moraliter determinatum ad pravum usum. Idem erit, si per vim defendatur, ne a Praelato religionis vel ministris ejus capitaret, quia est defensio injusta, et quodam veluti apostasiam conservavit. De occultatione vero non est omnino idem, si secludatur positiva vis, aut injusta deceptio, quia, quod reliquum est, solum videtur esse negativum, ut non prodere apostatam, ut non cogere illum, ut domo exeat, vel certe habere clausam jam domus, vel cubiculi; quanquam in hoc jam videatur esse positivus concursus, quod magis moraliter quam physic prudenter spectandum est, juxta occurrentes circumstantias, et praeenter ex intentione; nam si id flat ut apostata liber evadat et vagetur, plane est cooperationi; si autem flat solum ad tuendum hominem ejus, ut cum minori dedecore ac poena reducatur ad monasterium, in interiori foro, ut opinor, exccusabitur a cooperatione, quamvis in exteriori presumatur cooperationi.

3. Explicatur alia cooperatione negativa. — Negative dicimus cooperari illum, qui cum
possit impedire apostata exitum, vel commo-
rationem in secolo, id facere negligent; necess-
sarium autem est ut in eo supponatur oblige-
tio, alias non delinquet: nam omissione non im-
putatur, nisi supposita obligatione; hec au-
tem obligatio duplex in presenti esse potest,
una charitatis, alia officii, quae ad justitiam
pertinet. Prior non sufficit ad propria coopera-
tionem, neque ad incurrandum propriae
malitiam apostasiae, quia illud solum est pec-
catum contra charitatem vel misericordiam.
At vero posterior obligatio censetur sufficere ad
positam cooperationem, quae illa infern
injuriam religioni, non impediendo tale pec-
catum, et ideo illi immaculatur nocentum in-
de proveniens religionis, ac si positive illud
inferret, et ideo censetur moraliter coopera-
ti. Et quamvis possit speculativi controversi,
an illa proprie participet malitiam apostasiae,
quia non videtur in ea negligentia pessare
contra votum, vel contra virtutem religionis,
tamen et certum est peccare concurringo mo-
raliter ad nocentum religioni illatum, ac
proinde contra justitiam; et probabilis est
pecare contra virtutem religionis, quatenus
illud nocentum est rei sacræ, et contra
personam sacram; ideo etiam dici potest con-
tra votum, non quod habet Praelatus, verbi
gratia, negligentis sic delinquens, sed quod ha-
bet subditus, et ipse tenetur ex justitia illa-
sum custodire.

4. Alia difficul tes: ad quam restitutionem
tenatur apostasia cooperans. — Altera vero
dificulitates est, an hujusmodi cooperator te-
tenatur ad alium quam ad restitutionem, non
quidem respectu apostata, quia scienti et vo-
lenti non fit injuria; sed respectu religionis,
que grave nocentum patitur, dum priva-
tur persona in quam habet dominion et jus,
et consequenter obsequius vel utilitatus ejus,
cujus nocentum hujusmodi cooperator causa
est, et maxime si fuit excitator et inductor.
Unde consequenter videtur teneri ad restitu-
tionem. Quod non solum de inducente ad exi-
tum eum, qui jam professus est, sed etiam de
impedienti, vel consules decet ne ingredi-
tur, vel profiteatur religionem, affirmat Sco-
tus, in 4, d. 15, et ibi Major, q. 17, § Quia hic;
Palud., q. 2, art. 2; et ibi Gabr., q. 17, artic.
3, dub. 1; Richard., art. 5, q. 4, ad 8; D. An-
ton., 3 p., tit. 41, c. 2, § 7; Sylvester, verb.
Restitutio, 3, q. 1, ubi dicit esse opinionem
non solum Richardi et Scoti, sed etiam Thom-
ma; locum tamen non adducit, nec existimo
S. Thomam alieubi hoc in particulari dixisse.

Refert etiam in hane sententiam Archidiacono-
um, Summam Angelicam, Rosellam, et alios.
Ratio hujus sententiae est, quia ille, qui ca-
sam dammi dat, damnum dedisse videtur, ut
aet regula juris: qui autem infert damnum,
tenetur illud restituere; ideo in presenti nas-
citur obligatio ad restitutionem respectu reli-
gionis propriam damnum datum. De modo au-
tem restitutionis dictur imprimis debere ex-
hortari apostastam, ut redeat; quod si obinere
non possit, alium querere debere, qui ingredi
 velit, et locum apostate suppleere; quod si non
inveniat, ipsum teneri ingredi religione, ut
per sepsumm reddat aequivalentia religionem, cui
non possit idem. Quod etiam sentit Adrianus,
in 4, quest. 3, in fine, et Quodlib. 12; et Na-
var., c. duodecimo, numero quadragesimo
quarto, capite decimo septimo, num. undee-
imo et decimo quarto.

5. Prima assertio, negans cooperatorem est
aliquo casu obligari, ut ipse pro altero ingre-
diatur. — Sed haec sententia absolute probati
non potest, et ideo distinguamus modum coopera-
tionis, seu causabilitatis, an fuerit per vit
vel fraudem, aut solum per inducensionem et
precis; ali etiam distinguunt intentionem,
ans, sicilicet, factum fuerit ad nescend religion
vel ob alias rationes humanas. Sed ad obligationem restitutionem parum refert in-
tentio, et ideo distinctio illa necessaria non
est. Dico ergo primo: qui religionem posta-
tare facit, in nullo casu tenetur religionem
ingredi, ut locum alterius suppleat. Quod in-
etiello, etiamsi vis vel fraud intereretur,
et aliter reparari non possit damnum. Ita tenet
Major supra; et Soto, lib. 4 de Justitia, q. 6,
art. 3; Navar., cap. 42, n. 44; Ledesma, 3, 4,
q. 18, artic. 2, dub. 1. Probatur primo, quia
ingressus religionis est opus adeo difficulte et
curiae reformationis, ut nemo sit cogens ad
restitutendum cum tanto onere. Secundo, quia
saequum servam ad fugam incitavit, licet tenetur illum restituere, non tamen ten-
etur se pro illo in servitutem dare, utilum
restitutum, etiamsi aliter non possit, quia per-
ceptum restitutendi non obligat eum tanto de-
trimento. Tertio, qui occidit religionem, non
teneretur ingredi religionem pro illo, ut vide-
tur manifestum ex communi usu et exstima-
tione; ergo a fortiori, et hoc magis ex sequentibus constat.

6. Secunda assertio, nec obligari quere
qui pro se ingrediatur. — Dico secundo: non
tependet quis querere alium, qui loco apostas-
tate velit religionem ingredi. Ipsa tenet Sot. et
CAP. III. DE CULPA, OBLIGATIONE AC POENA COOPERANTUM MODO, ETC.

...et potest probari applicando rationes factas, et preterea, quia ingressus religiosus non debet fieri propter hunc finem, imo per se non sit propter commodum religiosus, sed propter spirituale bonum ipsum religiosi; ergo nec justitia per se obligat ad compensandum hoc modo fugam alterius. Et confirmatur, quia non esset prudens consilium inducere aliquem ad ingressum religionis principaliter ob eum finem, ut suppleat absentiam alterius. Dices: esto prius debet considerandi an expediat ingressuro, et an satis voluntarie id faciat, tamen si, servatis his circumstantiis potest quis suo consilio vel alio auxilio juvare illud ad ingressum, tenebitur id facere in recompensationem apostasim et alia.

Respondeo, optime quidem facturam si id faciat, et ita esse consulendum, tamen in rigore ex vi restitutionis non tenei, quia nemo tenetur restitutire de alienis bonis, etiam petendo consensum a domino. Nam si ego teneor restitutire mille aureos quos non habeo, non teneor petere alio ut pro me restitutionem. Et in exemplo de servorum posito, non teneor procurare ut alius se donet in servum, pro altero quem feceris fugacem, et sic de aliis, preservet quia hic alia specialis ratio intercedet, ut jam exponam.

7. Tertia assertio, nec solum carentiam religiosi, obligare ad restitutionem. — Dico ergo tertio: in dicto casu non tenetur quis aliquid restitutire religionem pro sola carentia talis personae, quando ipsammet restitutire non potest. Dico sola, ut excludam alia damna, vel carentiam lucri, de quibus statim dicam. Probatur primo ratione generali, quia hoc damnum est ex his, sen in his bonis quae in eodem genere restitutum non possunt, neque est obligatio compensandi illa in bonis inferioris ordinis. Declaratur exemplo de homicidio; nam qui patrem alienus interficit, non tenetur preciare pro vitis vel carentia patris aut mariti aliquid in conscientia restitutire, quia non est damnum ab homine reparabile, sed solum tenetur ad alia nocentura, quae infra sequuntur. Idem est in exemplo supra posito de interficiendo religioso; item de abscondente manum alterius, etc. Secundo est hic specialis ratio, quia religiosus non est in domino religionis, sicut servus; nam, ut supra dictum est, servus principaliter est propter utilitatem domini; religiosus autem non est in religione propter ejus utilitatem, presentim temporalem, sed propter suummet spiritualen perfectio- nem, et ideo carentia religiosi praecepe spectata non est proprium nocumentum religionis, quod ab homine restitutum sit; nam praescindendo emolumenta temporalia, quae ex tali persona possunt provenire religionis, sola ejus presentia et societas non potest reputari damnum factum religionis in propriis bonis, ex quo obligatio restitutendi nascitur, sed est velut damnum proveniens uni amico ex absentia alterius. Quod si inde cessat religioni ali- quod spirituale commodum, etiam illud est ab homine irreparabile, neque cadit sub humanam restitutionem, nisi fortasse modo statim explicando.

8. Quarta assertio tripartita. — Probatur prima pars de vi in extrahendo alterum a religione. — Qui per vim extraxit religionem non tenetur per vim reducere. — Dico quarto: si quis per vim vel fraudem religiosum professe religionem eripiat, tenetur imprimit cesse a vi, vel deceptionem auferre, ut religiosus religionem se restitut. Si autem hic effectus non sequatur, non tenetur ad aliam restitutionem ratione personae; si tamen monasterium amissit aliquam temporali lucra propter absentiam religiosi, tenebitur illa restitutire monasterio. Probo singula, nam imprimit violentia est contra justitiam; ergo si illa durat, durat etiam peccatum contra justitiam; ergo, sicut est obligatio cessandi ad peccato, ita etiam est obligatio cessandi ab hujusmodi vi. Unde si coactio semel facta est, et religiosus, postquam est per vim extractus, in sua libertate omnino relinquitur, cessat consequenter hae obligatio. Queris autem potest an teneatur ille, qui per vim extraxit religiosum, per similem vim eum ad monasterium reducere; videtur enim teneri, quia non debet esse aliqua minus effici in restitutione, quam in auferendo. Nihilominus dicendum est non teneri, imo nec propria auctoritate posse id facere, quia nemo potest privata auctoritate personae liberare vim injure; religious autem est liber ut possit reedere et non redire; ergo non potest cogi ab aliqua privata auctoritate. Confirmatur, quia si sua voluntate exiisset, non possit ab alio cogi ad reditum; ergo, licet fuerit ereptus per vim, si postea sua voluntate vult extra manere, non potest cogi ut redeat. Patet consequentia, quia prius injuria non dedit eripienti potestatem aut jurisdictionem ad talem actum. Dices: saltem posse illam vim et coactionem injurare auctoritate ipsius religionis, illa, scilicet, petente aut consentiente ut illum ad se per vim reducet; ergo tunc tenebitur id facere si valent. Respondeo: difficile est tantum obli-
gationem imponere, quia illud munus est val-
de odioseum et periculoseum, et quodammodo
vile, quanlo non fit per propriam jurisdicction-
em, sed tanquam a ministro alterius; et ideo,
lucet tunc possit licite fieri, et consuleendum
sit quando sine incommodo potest, non existi-
mo tamen pertinere ad obligationem restitution
ionis, quia est medium valde remotum ac vio-
lentum, magisque pertinet ad potionem de-
liciti, vel ad remedium ipsiusmet religiosi,
quam ad restitutionem quam religiones flat;
nam hujusmodi coacta reductio potius solet
desse onerosa religiones.

9. Probatur secunda pars de fraude, deci-
piendo ut recedat. — Secunda pars de fraude
communis est in omni materia, praesertim
morali, vel pertinente ad salutem animae, in
qua unus ab alio decipitur; tenetur enim ille
ad restitutionem faciendum, non minus in no-
cumento spirituali quam in corporalibus, ut
recte docuit Cajetanus, in Summa, capit. 7,
verb. Restitutio, et omnes auctores citati. Et
e ratio est, quia illud est grave nocentum, et
fit alteri contra eum voluntatem, quia ipsamet
decipio causat involuntarium; ergo est actio
injuriosae, quae de se parit restitutionem. Pri-
ma autem restitution in hoc damno est dece-
pitionem auferre, plane confitenti, et admo-
nendo personam quod a se decipita fuerit, vel
quod suum consilium fuerit erroneum. Unde
salis obligatio (sicut et precedens) tam est re-
spectu ipsius religiosi, quam respectu religio-
us; illius, quia ei immediate est facta injuria,
et nocentum illatum, ipsa enim decipio
ipsius religiosi decipit magnum damnum est;
hujus vero, quia etiam ipsa religio per illud
medium passa est injuriam.

10. Proxima probatio conficit etiam tertiam
partem assertionis, de obligations ad spiritua-
lia damna, non tam ex justitia.—Ex quo ul-
terius inferitur, teneri hujusmodi decipitorem
respectu ipsius religiosi, ad restitutendum ei
omnia damna quae ob eam causam passa est,
et involuntarie patitur, etiam postquam dece-
pio sublata est. Hae illatio potest intelligi,
vel de spiritualibus damnis, vel de temporali-
bus. De prioribus non est ita certa quod obli-
gationem justitie, quia talia nocentum, nec
sequuntur ex absoluta necessitate extrinseca
sine proprio consensu et voluntate ipsius ho-
minus, nec reparari possint aut compensari
per aliquid, quod ab homine restituti possit.
Dices, saltem posse procurari per aliqua me-
dia, ut sunt orationes, exhortationes, consilia,
etc. Tenebitur ergo ille qui decept, vel vim
intuit, non solum vim et tenebras auferre,
sed etiam orare pro alio, vel exhortari illum,
ae denique quod in se est facere, ut ad pristi-
num statum spiritualis repleat. Item inter
spiritualia bona computari potest ipsemet
quietus et pacificus status religiosus, a quo
alterum deturvat; et sic etiam tenetur face-
re quod in se est, ut restituaturre ad illum sta-
tum, vel ex parte ipsius consulendo et admo-
nendo, vel ex parte religionis excusando illum,
et procurando ut admittatur ad eamdem vi-
tam sicut antea erat.

11. Respondetur ad priorem partem, gene-
rolem esse questionem, scilicet, an qui alium
ad peccandum induxit, ad illa omnia damna
postea fortasse sculsa teneturre ex justitia; et
quavis multi auctores in num. 4 citati ita
censeant, verior tamen sententia est non te-
eri ex justitia, sed ex charitate obligari posse,
et fortasse speciali titulo ratione prioria noce-
munt, vel strictiori obligatione secundum or-
dinem charitatis; quod tenent Sylvest. Sor.
et Ledesm. supra; et Corduba, in Summa,
quest. 173; et Navar., cap. 14, num. 45; et
in cap. Noil, de Pana., d. 1. Et ratio est,
quia sicut injuria solum est in damno, quod
invito inferitur, ita restitutio ex justitia obli-
gatione solum est usque ad tollendum dam-
num quod alter patitur invitus; nam cetera,
que pendens ex arbitrio ejus, ab eo fieri pos-
sunt, eo ipso quod vis vel deceptio tollitur;
ideoque non est necessae ut ab alio procuren-
tur. Imo, eo ipso quod ipse liber et instructus
de veritate non vult redire, et virtute remittit
priorem iuriam, et incipit sibi esse auctor
sui nocentium. Ad alteram vero partem res-
dependent admittendo omnium, quantum ad ca
qua non pendent ex arbitrio ipsius apostatae,
sed ex parte religiosis, quod ex sequenti pun-
tuc magis patebit, nam illa restitutio directa
magis pertinet ad temporalia nocentia, licet
per quamdam relationem dicantur spiritualia,
quatenus possunt spiritualia bona impede

12. De obligations quodam damna temporalia.
— De posterioribus ergo sen temporibus bo-
nis obligatio est manifesta ex conseusum on-
nium Doctorum, quos citavi, et ex contrario
fundamento, quia nocentum his bonis con-
traria inferuntur invito, et ad ea tollenda ac
reparanda, non sufficat auferre vim vel decep-
tionem; ergo manet obligatio restitue ndi illa.
Hujusmodi est, verbi gratia, iusfamia, quam
fortasse incurrit talis religiosus; nam tenetur
alter, vel omnino illam auferre, si potest, de-
monstrando illum non voluntate sua, sed per
vim suisse a claudio eductum; vel certe minorere, dicendo illum suisse deceptum, etc. Allud damnum est amissio honoris, et sui gradu in religione sua, et quaedam inhbabilitas quae inde relinguatur ad honores vel ministria religionis. Tenetur ergo hujusmodi malefactor procurare, ut haec omnia incommoda vel nulla, vel minima sint. Pro his autem quae evitare non potueris, aliam satisfactionem facere non tenetur, quia non potest, neque illa talia sunt, ut in bonis alterius ordinis restituit ex justitia debant. Allud damnum erit, si religiosus ob eam causam fecit temporales sumptus, quorum est debitor, vel si amissit, verbi gratia, libros, aut alias res similis; tenebitur enim depeciper omnia hujusmodi resacere.

Denique maxime nocuamentum est, si religio solit illum recipere, sed a se illum expellat; tunc autem tenebitur depecipere illum alere, et de temporali providere, saltem donec habeat unde commode sustentari possit, quia per gravem injuriam et fraudem privavit illum etiam hoc temporali commodo, quod est maxime advertendum pro his religiosis Societatis, qui tantum per vota simplicia incorporati sunt, ad quos expellendos majorem libertatem habet religio, et pro illis tota haec doctrina communis est.

13. Hanc obligationem esse ex justitia probat.—Atque ex his facile intelligitur et probatur religia pars quaeris assertionis; nam si depecipiter errorem abstulit, vel contrarium consilium dedit, et alter redire nolit, non potest aliter personam ipsam restituere religiosis, et ideo praece ex hoc capit ad nihil amplius tenetur, iuxta dicta in tribus primis auctoritatis, et idea praecise ex hoc capite ad nihil amplius tenetur, juxta dicta in tribus primis auctoritatis, et idea praecise ex hoc capite ad nihil amplius tenetur, juxta dicta in tribus primis auctoritatis, et idea praecise ex hoc capite ad nihil amplius tenetur, juxta dicta in tribus primis auctoritatis, et idea praecise ex hoc capite ad nihil amplius tenetur, juxta dicta in tribus primis auctoritatis, et idea praecise ex hoc capite ad nihil amplius tenetur, juxta dicta in tribus primis auctoritatis, et idea praecise ex hoc capite ad nihil amplius tenetur, juxta dicta in tribus primis auctoritatis, et idea praecise ex hoc capite ad nihil amplius tenetur, juxta dicta in tribus primis auct
rigore justitiae non videtur alter teneri ad aliam inductionem, juxta generalem etiam doctrina suprema talem de praebente scandalum, vel inducendae ad malum.

16. Aliud novum est de cessione luceri non censeatur esse propria injuria religiosis, et ideo ex illa non nescitur obigatio ad restitutionem. Anteedens declaratur et probatur, quia religiosis non tetetur ex justitiae lucari aliquid religiosus, sed solum obligari potest ex charitate vel obediencia; quamvis enim di- catur esse sub dominio religiosis, non tamen co modo quo servus. Nam servus est ad utilitatem domini, sicut equus, et ideo ex justitia tetetur esse utilis dominio in temporalibus commodis, ac proinde qui servum inducit ad fugam, tenetur domino restituere lucrum cessans, leg. 1, ff. de Servo corrupto, et leg. Qui servo, ff. de Furtis, et sumitur ex cap. Si servus, 54 d. Religiousus autem non est propter utilitatem, praeertem temporale, monasterii, et ideo non tetetur ex justitia ad lucrandum illi; ergo nec monasterium habet jus justitiae ad talia lucra, nisi supposita voluntate et ope- ribus ipsius religiosae. Nam si lucratur, religio lucratu; si tamen lucarari nolit, non facit injuriam religioni contra justitiam commutativa; ergo qui illum inducit ad non lucrandum, ex hoc capite non peccat contra justitiam commutativa, nec tenetur restituere, sicut qui inducit testatore sine vi aut frande, ut legatum vel hereditate non relinquat Petro, non peccat contra justitiam, nec tenetur restituere, solum quia alter non te- nebatur ex justitia dare, et consequenter Petrus non habebat jus justitiae ad talem rem; ergo igitur solius in praesenti; nam qui inducit alterum ad apostasiam, mediate inducit eum nolit lucrarri monasterio, et hoc secundum non est injustitia: ergo ex illa inductione, ut cadit in hanc partem, non oritur obligatio restituenti. Et confirmatur, nam ipsum religi- giosis apostata non tetetur ex justitia restituere monasterio emolumenta quibus caruit propter absentiam ejus; ergo neque induc- tor tenebitur, quia solum redundare possit in mundo obligatione ex lesoniae alterius. Dicunt aliqui religiosae etiam per se teneri, sed excusari, quia non potest, et ideo redundare obligationem in alium. Sed certe illud prius nec frustri potest, nec verisimile est, alias religiosae doctus, qui nollet, verbi gratia, logere Cathedram, ex qua monasterio provenienrent copiosi reditus, teneretur per se de justitiae commutativa ad restituentios illos, ita ut, si aliquo modo statum suum, etc., fiat Episcopus, vel alia quacumque vi posset restituere, obligetur id facere, quod incredibile est et insanatum, et periter intentionem primarim status religiosae, qui non ordinatur ad emolumentum temporale, nisi status servi.

17. Oiectio bisemblia contra probata est numero precedenti.—Sed objicetur contra hanc assentiosam partem; nam interdum oritur obligatio restituendi careantiam luceri dependentem ex voluntate alterius sine debito justitiae; ut qui detinet panopera ne petat eleemosynam, tenetur illam restituere, quamvis eleemosynam non-debere ut justitiae, sed liberaliter esset conferenda. Item, quia alias etiam quasi extraeret religiosum a religione per vim vel fraudem, non tenetur ea lucra religioni reddere, quia etiam tunc religio non habebat jus justitiae ad illa. Ad priorem partem respondetur, non esse similem rationem, quia pauper habet proprium jus ad actum petendi eleemosynam, quo acto injuste privatur per violentam detentionem aut deceptionem; ille autem actus tanti asemitabilis est, quantum est commodum quo cum morali certitudine ex illo reportari solet, et ideo tunc non obstet quod lucrum pendaet ex voluntate alterius, quia de voluntate illa moraliter constat; et autem contingenter mutari voluntatem eorum qui daturi sunt eleemosynam, et lacitiae mutatio certo cognita esset, cesserat etiam obligatio restituendi illud emolumentum. Ia est autem in presenti, nam mutatur voluntas ipsius religiosae, sine qua non habeat monasterium jus justitiae ad illud lucrum, et ideo esse obligatio restituendi illud. Et hinc paet responsio ad alteram partem; nam est etiam ratio dissimilis, quia quando religiosus infert vis vel fraus, tunc non deest ejus voluntas ad obsequia et lucra religiosae, et ideo injusta, quae in oratione, privando cam tali persona, asemitatura etiam secundum lucrum et emolumentum, qua ex tali persona illi proveniatur, quia ille numquam censeatur mutasse voluntatem, quia vis et fraus tollit voluntarium; quando autem religiosi solum inducunt, ipsis mutat voluntatem suam, et per illam desinit esse utilis religioni, quoad illa lucra temporalia; ideoque carentia tali persona jam non asemitatur per respectum ad illa lucra, quia ipsam personam non habet voluntatem sequendi illa, et aliounde, non habere illam voluntatem, non est simplicita contra justitiam respectu religiosis, ut declaratum est.

18. Dice: ergo, etiam religiosus extrah-
tur per vim factam religioni, et non religioso, non sequeretur obligatio ad restituendum, quod videtur contra dicta in precedenti assertione, num. 8. Explicatur sequela. Si religiousus habeat voluntatem fugiendi, et religio ei resistat, enunanche diligenter custodiat, tunc potest tertia persona, inferendo vim religioni, et non religioso, illum eripere. Probatur ergo tunc sequela, quia ille religiousus non habet voluntatem lucrandi tunc aliquid religioni; ergo damnun illatum religioni, privando illum per vim tali persona, non est estimandum ex quantitate lucri quo privatur religio, quia illud lucrum futurum erat voluntarium, et voluntas deest. Sicuit si illa persona esset impotentem ad lucrandum, nulla estimatio ex lucro fieret; perinde autem reputatur esse volenteem ac esse impotentem. Respondie, consequenter loquendo argumentum convincere, et ita concedendam esse sequelam; nec consequens est contra dicta, quia locuntisum de deceptione ipsius religiosus, et similiter de vi ipsi illata, vel per absolutam coactionem, vel saltum per gravem metum, qui suo modo impedire voluntarium.

19. Sed adhuc superest scrupulus, quia obligatio restituendi principaliter oritur ex damno re ipsa illato, vel lucro cum effectu impedito per actionem injuriosam. At vero in presenti casu, si religiousus manet in monasterio, moraliter loquendo, vel amore religiosis, vel timore ponere, cum effectum lucratur religioni tantam quantitatem, vel operas tante estimationis in ejus obsequium vel utilitatem impeuderet; ergo, qui infrict religio dictam vim, re ipsa privat illum tali emolumento per actionem injuriosam; ergo re ipsa tenetur illud restitutere. Et ideo etiam non videtur satisfacere prior responsio, de mutatione voluntatis, tum quia indecens est causa illius mutationis; non sine injuria religiosa, nam ipsa indicii injuriosum est illi; tum etiam quia hoc estimatio non debet fieri taurum secundum presentem voluntatem ipsius religiosi, sed multo magis secundum effectum, qui in re futurus esset, si vis illa vel injuria non fieret religioni. Confirmatur exemplo, nam si quis de manibus judicis eripere rerum vel debitorum desiderarent fugere, tenetur ex justitia satisfacere, vel judicii, lucrum quod re vera esset recuperaturus, si ob causam illud amittit.

20. Respondet ratio factam esse valde probabilem, et reddere rem dubiam ac consideratione dignam. Nihilo minus respondet ratio

stitionem non semper esse faciendum secundum effectum in futuro praesumptum, seu qui creditur futurus, si talis actio vel mutatio non fiere, nisi in presenti habeat quid jus justitiae ad illum effectum, et ad causas a quibus pendet, quatenus cadunt sub humanam potestatem, aliquin effectus est mere contingens, et extra dominium alterius, et ideo carentia illius non censetur damnun ab altero illatum, quod restituendum sit; ut, verbi gratia, si Petrus per injustitiam cogitare esse absens a domo, vel civitate sua, et ea occasione contingat non eligi ad officium, vel non consequi aliqui commodum, pendens omnino ex voluntate alterius, non tenetur qui vim intuitit totam hanc carentiam lucri restituerere, quia est res valide extrinsica; ita ergo est in presenti. Neque est simile de judicis, quia illa habeat proprimum jus justitiae ad penam media condemnatione, quia jam erat in potestate e' voluntate ejus. Et simile est de creditorum; nam habeat jus justitiae ad rem sibi debitem, quod ostendimus non ita esse in religione respectu lucri, vel operis quo comparandum est. Esset autem exemplum magis simile, si aliquis esset debitor non ex justitia, sed ex aliquo voto, et ab aliquo persuaderetur ne impuleret votum; nam licet gravior pecceter inductor, non tamen tenetur ad restitutionem, quia debitum non erat ex justitia. Idemque esset si per vim illatam tali creditor in paratur vero alteri habenti votum ad fugiendum, et non solvetunum. Est item simile si quis religiosum, in monasterio maneam, inducere ut non obediet Prælati præcipiunt ut legat, vel alii simile faciat, unde monasterio lucrum reportaret; nam, licet moraliter constet cum effectu ita fuisset futurum, si ipse non induceret, non tenebitur ad restitutionem. Idemque erit si per vim vel metum cogat Prælatum, ne vim inferat subdito nolenti legere aut laborare. Non potest tamen negari quin ratione hujus violentiae tenetur ad aliquum satisfac tionem arbitrio boni viri, ut dicit Soto; non tamen ad cessionem lucri, si alium damnun in proprium bonum non intercessit, hoc enim semper restituendum est.

Consecratio ex hac tamen dictis.

21. Primum consecratio negans obligacionem restituendi in implemento ingressum sine vi et fraude. — Imo negans esse pecuniam mortales contra religionem defraudatum. — Ex dictis sequitur a fortiori, quid dicendum sit de illo, qui impedit alterum ne in religione

xi6
liciis et precibus ut dilapidet bona sua, grave peccatum est contra charitatem, quia est causas damni notabilia contra eandem virtutem.

23. Nihilominus aliqui censent hoc non esse peccatum mortale ex genere suo, nisi ex aliqua prava intentione impleti, quia tenetur quia magis diligere proximum in spiritualibus, quam seipsum; sed non peccat quis graviter nolens ingreditur religione, vel mutando propositum ingrediendo, et consequenter se privando omnibus bonis quos status ille secum afferit; ergo non etiam peccabit gravior, eodem modo se geraens circa proximum, proptote potes sine injuria, sollicitus inducendo voluntatem ejus. Confirmatur, nam adjectum illius inductionis, sollicitus, ut proximus nolit ingreditur religione, non est inimicissimus; ergo neque actus inducendi et objecti est aliquod peccatum, sed minor ut etiam hic minime solutum habeat pars, quantum eius est: Dummodo hoc non fiat ex intentione damnificandi religione, quod limitatio vestra est quod peccatum mortale. Nam illa intentio includit odium gravior repugnans charitati; non tamen est necessaria illa limitatio in ordine ad restitutionem, quia etiam illa intentio non est contra justitiam, neque actio, ab illa procedens, ob illam causam iniriusa fit.

22. Videtur tamen mortale contra statuendam ingredi. — At vero respectu ipsius personae, que tanto bono impeditur, videtur esse actio illa peccatum mortale ex genere suo, non tantum ratione intentionis, ut si fiat ex odio et invidia spiritualis profectus fratri (quod est manifestum), sed etiam ex ipsa materia, quia est illud genus quoddam gravissimum scandalis. Nam scandalum non tantum inducere proximum ad malum, sed etiam avertere illum ad bonum, vel meliora, presserint quando illud jam inchoaverat, vel in propria cipito habet. Vel si quis nolit hoc vocare proprius scandalum (ne in voce hereamus), certe est quoddam opus inferens grave nocentum proximo; quod licet non sit contra justitiam, quia non fit invito, est tamen contra charitatem inducere hominem in eam voluntatem, que talis necum non causa est. Et confirmatur, nam inducere aliquem pravis consiliis et precibus ut dilapidet bona sua, grave peccatum est contra charitatem, quia est causa damni notabilia contra eodem virtutem.

24. Secundum consecutum trium partium: — Qui contra justitiam impedit, et religioni et impedito est inuriosus. — Secundo infero ex dictis, eum qui per vim vel dolum ingressum vel professionem religiosis impedit, pecora mortaliter, et teneri ex justitia ad tollendas vim, et ignorantiam, seu errorem, non tamen teneri ad ampliorem restitutionem faciendam, aut persone, aut religione. Prima pars clara est, quia actio illa non solum est contra ch-
CAPIT. IV. AN RELIGIOSUS PROFESSUS JUSTE POSSIT A RELIGIONE EXPelli.

ritatem, sed etiam contra justitiam, saltem respectu personae cui vis infertur, vel quae decipitur; respectu autem religionis eit etiam actio injuriosa, si coactus fiat Praelato, ne tallem personam recipiat, aut si per dolum et deceptionem Praelati idem fiat; an vero vis facta volenti esse religiosus, sit etiam injuria religiosis, et e converso, dubitari potest, quia tunc sunt quasi personae minus distinctae. Nilhominus affirmativa respondendum est, quia unusquisque habet jus ut, per vim et fraudem cuicumque factam, nemo impedit ne sibi beneficium conferatur; ut si quis per violentiam impedit divitem, ne faciat eleemosynam pauperi, non solum diviti, sed etiam pauperi injuriam facit; ita ergo est praeuenti. Quando enim Praelatus per timorem gravem cogit ne aliquem admittat, huic fit gravia injuria, quia per iniqua media et injusta invitatus privatum magnon bono. Et e converso, cum vis infertur personae, injuria sit religiosis, quia impeditur progressum, et augmentum ejus. Item indirecte privatibus unusquisque sua libertate per violentiam alteri factam, quod in quocumque humano contractum injustum est. Atque idem est de deceptione, in qua solent peculiaris injuria intervenire, qua solent decipi una pars inhumano aliis, quae est nova et directa injuria. Et hine probata relinquitur secunda pars, nam justitia obligat ad cessandum ab injuria, et ad tollendum injustum impedimentum, ut supra satis dictum est.

25. Tertia vero pars, quae nunc est communior, ut patet ex Soto, Ledesm. et aliis recentioribus, probanda est a fortiori ex superioribus dictis. Nam damnun spiritualia, quod ibi considerandi potest, non potest, ut sic dicam, in se et efficaciter restitui, et quod praeteritum tempus, est quasi irreparabile; quod futurum vero satis reparatur tollendo omne impedimentum; et quamvis possit dari alia auxilia monendi, precandi, intercedendi, etc., illa, vel sunt ad melius esse, vel ad sumnum ad charitatem pertinent, non ad justitiam. Damnun vero tempore ex parte religionis non consideratur, ob rationem supra factam, quae hic majorem vim habet, quia religio nondum habet jus in talem personam; ex parte vero futuri religiosi possit magis considerari, quia forte privaturn temporalis subsidio, etc. Tamen, quia illud est valde accidentarium et remotum, et quia regulariter plus in hoc genere relinquitur per ingressum religionis, ideo etiam habe obligatio moraliter non asiamatur, praesertim, quia quod tempus futurum satis ressercietur illud damnun, si quis ablato impedimento religionem ingrediatur, quod in ejus est postestate; incommode autem praeteritum, quatenus temporale est, moraliter quasi nihil estiamatur. Possunt quidem exogitari circumstantiae quae reddant hoc damnun estimabile, et dignum temporale recompensationis; sed hoc adeo est rurum, ut non impediat generalem regulam, et tunc arbitrio prudentis relinquendum est.

26. Tertium consecuturium de cooperantibus ad apostasiam. — Tertio infertur ex dictis, eos qui cooperantur religioso volenti apostatare, adjuvando, recipiendo, etc., licet graviter peccent pro ratione cooperationis, non teneri ad aliquam restitutionem. Probatur, quia non tenetur religiosi, quia respectu illius peccatum illud non est injustitia, sed sacrilegium. Nec tenetur religioni, propter frumentum superius adducta; si enim is, qui indueit, non tenetur, multo minus obligatur qui solum adjuvat. Atque haec sunt quae ex jure nature consequuntur; jure autem ecclesiastico (ut tertiae parti tituli satisfaciamus) additum est, ut haec personae excommunicatione ipso facto incurrant, ut constat ex privilegiis concessis Mendicantibus ab Innocentio IV, et Leone X, et Julio II, in lib. Monument. Ordin., concessione 554, et 651, et 432, et in Compendio privilegiorum Mendicantium, verb. Apostate, § 8; et in Compendio Societatis, verb. Apostate, § 3 et 4, ubi notatur hanc excommunicationem esse reservatam Pontificii. Solumque indigit haec censura declaratione, quoad receptatores, quam trademus infra, a capit. 8, tractando de transiti ab una religione ad aliam.

CAPUT IV.

AN RELIGIOSUS PROFESSUS JUSTE POSSIT A RELIGIONE EXPelli.

1. Ratio dubitandi est, quia professio est contractus reciprocus inter religionem et religionem, ut sepe dictum est; ergo debet esse equalis ex utraque parte; sed religiosus ipse ob nullam causam potest invitare religionem illam deserere, vel ad se cumulam redire, etiam quod habitationem et vitam a religious communitate segregatam; ergo nec ex contrario potest religio ipsum religionem invitare a se expellere. Atque ita sentit Cardinalis, in Clement. 1, § Quia vero, de Stat. monach., monachum incarcerari et alis modis puniri, non tampon posse expelli. Quod videtur posse
LIB. III. DE RELIGIOSIS MUTANTIBUS

confirmari ex cap. ult. de Regular., ubi Pontifex præcipit omnes egestos iunctos et ad monasterium, si ordo religiosus id patuir, vel ad inhabitationem aliquam monasterio conjunctam revocari, ut ibi ponentiam agant; ergo saltam post illud jus non licet talis ejection. Alii ita moderantur hanc partem, ut dicant religiosum, quomuncumque incorrigibilem, expelli non posse, si permaneant vult, atque adeo nisi ipsa consentiat. Ita sentit Sylvester, tribunus D. Thomas, verb. Religio, § 17; Armilla, verb. Religio, § ultimo.

2. Prima probatio ex jure communi.—Nihilominus res certa est, posse licere religiosum a religione expelli justa de causa. Probatur primo ex jure communi, cap. Cum ad monasterium, de Statu monach., ubi de propriario contumaci, et post regularem monitionem præmissam, dicitur: De monasterio expellatur, nec recipiatur ulterius nisi ponitatem secundum monasticam disciplinam. Exponet fortasse aliquis, ibi non dici, ut expellatur a religione, sed a monasterio, nimimur quasi relegando illum in alium, non vero extra totam religionem pellendo; ita enim in simili interpretat conatus Archi., in cap. Abbates, 18, q. 2, n. 5. Verumtamen considerandum est, Pontificem loqui de monasticis religionibus, in quibus professio fit in particulari monasterio, in quo acquiritur filiatio, et peculiaris unio et obligation, ita ut nec religiosus possit ad alium monasterium ejusdem religionis sine monasterii consensu transire, nec alium monasterium possit cugi ad illum recipiendum in proprium membrum ac socium: et ideo perinde loquitur Pontifex de monasterio, ac de integra religione, quia ad illum modum professionis alia monasteria sunt omnino per accidentes; intelligit ergo ut expellatur simpliciter a religione. Et ita sentit ibi glossa, licet addat, possi mitti in arctius monasterium, ne evagetur, sed peneitate; quod est verum, si religio velit, et expedire judicaverit; tamen, si alium judicat, etiam potest omnino expellere, juncta Pontificis mentem, et communem intelligentiam. Quod clarus explicavit Honorius, in cap. ult. ejusdem tituli, dicens: Omne moridem ejiciunt ab ovili, ne iniicta sanas oves. Idei probatur aperte ex c. Relatum, Ne clerici vel monachi, ibi: Vel si resellerint ausu tenerario, et ejoco, etc., et cap. Cum in Ecclesias, de Majoeritate et obedientia, ibi: Alloquin de fratre coniro consentiuit et ecluslatus.

3. Probatio ex jure privato et usus peculiaribus religionis. — Secundo idei probatur ex regula et consuetudinibus religiosis. Nam Basil., in reg. 26, ex fasion disputat, de inmediata post plures admonitiones contumaci ait: Omne membrum cistitum inutilitque, medicorum mora, praecdere conenit. Affert illud Math. 5: Si oculus tuus dexter scandalizet te, etc. Idem habet reg. 44, ex Breviariis, et saepe non obiudam nimis gravem, sed quia impatienter evertit correctionem cum contumacia. Idem reg. 37 et 61, pro quoquem vita incorrigibili, vel quia laborare non vult, nec psalmodia dicere, et similia cum incorrigibili conjuncta. Idem in animadversiones. ad canonicos deis dign., reg. 8, et in Consist. monast., c. 34. Benedictus etiam in sua regula, c. vigesimo octavo, præcipit contumaces et incorrigibili expellit, et plane loquitur de absoluta ejectione a tota religione, nam supponit precessisse plures admonitionis, correctiones, poenas, usque ad flagellum et excommunicationem, et alia media, nullaque sufficere, et tune, ita utur Abbas consilio Apostoli: Auferre malum ex voce ipse, 4 Cor. 5, et: Si infelix nisi discidat, 1 Cor. 7, ne ovis morbat totam gregem contaminet. Et ita observant religiones monachales, quae fere omnes (Carthusiam excepio) sub regula S. Benedicti militat, ut supinex ex Concilio II Aquisgr. sub Ludovico, tit. de Ordine Rectorum, c. 15; et ex Bern., epist. 123, ubi eodem consilio utitur. Et usus etiam id servasse S. Benedictum, refert Gregorius, lib. 2 Dial., c. 25. Augustinus, in regula, cum dixisset contumaces graviores poena plectendum esse, subbit: Quam si serre resuscaret, etiam si iepsa non abcesserit, de vestra societate proficisatur; non enim hoc fit crudeliter, sed misericorditer, ne contagione posti/ora plurimos peraret. Et ita etiam observant religiones, quae regulam Augustini profinissent, ut de Canonicos regularibus dicitur Concilii III Aquisgr., sub Ludovico, c. 13, ubi latissime plura pountm remedia, prae quam ad hoc extremum supplicium perveniat. Idem observare licet in sacra Praedicatorum religion, distinct. 1 suarum Consist., c. 19, ubi post alias poenas additur: Vel sequiuntem regulam Patri nostri Augustini, si magis expediens judicaret, conatus habui ordinarii nostro ordine expellatur; quod etiam confirmit D. Thomas, Quodlib. 12, a. ult. Idem statutum est a S. Francisco, in sua regula 1, c. 13, ut posse

1 Cord., q. 31, in c. 2 sue regulae, Manuel Roder., 4 tom. Questionum regul., q. 30, a. 13, 14.
CAP. IV. AN RELIGIOSUS PROFESSUS

seque veste exui monastica, et expelli monas-
terio. Eum autem, ad pedes Patris proculam,
rogeasse: Hoc adhuc mihi condona, Pater, etc.;
Pachonium autem respondisse: Si, tot accept-
tis monitionibus, noluii accipere id quod est
melius, necu plagis affectus aligere id quod
est utile, quemadmodum possum diutius per-
mittere ut membris morbosum congregetur
cum greio Christi; ne forte unius oris afin-
cata scabies non paremus ejus partem inficiat,
et corrumpat. Potestatem ergo in se agnos-
cerabat Pachomius illum invitum expellendi,
quamvis tandem precibus et promissis sub
fidejusore datis cesserit, et illum cum magno
illius fructu retineretur. Idem intelligitur ex
Joan. Climach., in gradu 4 Obedientiae, ubi
refert de antiquis monachi, dissidentes jusu
Prelati solitios reconciliari ante solis occa-
sum, et privari cibo, donec in gratiam redi-
rent, aut certo (inquit) e monasterio expelle-
bantur. Tertio declaratur ratione, quia ejusco
hac non tam est medicinalia poena, quam
vindicativa, propter commone bonum; ergo
non pendet per se ex consensu delinquentis,
sepso invito inferri potest, si ad commune
bonum expedire judicetur.

6. Dices, hoc ad sumnum procedere, si
religiosus sollet suas ejactiones consentire, nec
etiam vellet emendari; tunc enim propter
contumaciam et incorrigibilitatem ejus potest
invitus; at vero si cum voluntate permanendi
in religione ostenderet etiam emendationis
propositum, non videtur posse expelli, quia
tunc jam non est contumax, nec dici potest
incorrigibilis; cum tamen propter solam con-
tumaciam et incorrigibilitatem possit expelli,
justa e. ult. de Stata monach. Unde D. Tho-
mas, Quodlib. 12, art. ult., comparat ejec-
tionem hanc excommunicationis, ut sicut excom-
municandi non potest quis, nisi quia contumax
est, et emendari non vult, ita nec a religione
expelli; nam equiparatur he persone;
utraque enim spiritualis est, et poena spi-
ritualis non fertur nisi in contumacem.

7. Respondeo, semper quidem esse necess-
ssarium aliquam incorrigibilitatem, non tamen
semper necessariam esse actualum contum-
aciam. Priorem partem probat dict. ult. de
Stct. monach., et alia testimonia supra ad-
ducta in n. 3, et illam intendit praeceppe D.
Thomas loco citato, ex Bonav., q. 14, in Ex-
posit, regular., et sumitur etiam ex Bulla
Alexandri VI, que refertur in lib. Monumenta
Ord., concessione sexagesima quinta, et hoc
convincit ratio quam D. Thomas insinuat;
nam hoc est gravissima poena, que privat hominem non solum temporalius commodis, sed etiam spiritualibus, et ideo non debet statim imponi propter delictum commissum, etiam grave; sed debent alies medi- nales poene adhiberi prius, et omnibus modis tentari, ut talis religious emendetur. Est etiam hoc consentaneum statui religioso, qui est schola virtutis ac perfectionis, ad quam pertinet non solum promovere ad virtutem, sed etiam vivâ corripere, et specialiter infir- mos curare; ergo est vale ad illenum a tali statu infirmos statim deplorare, quod fieret eos ejiciendo abaque multa curatione pravia, quae inflixex inventiur propter contumaciam infirmi.

8. Nihilominus probatur altera pars, quia si quis iterum ac sepius correctus non emendetur, aut iterum atque iterum recidat, etiam si posset offerat et promittat emendationem, potest et interdum debet expellere: nam ille satis dict potest incorrigibilis, et ideo in eo locum habent jura, ut incorrigiblem expellendum dicunt. Aliud est enim in esse incorrigibilem, alius actus contumacem; hoc enim etiam actualom resistentiam voluntatis, illud vero solum dictum iterum lapsum contra adhibitam correctionem. unde juris canonica statunat, incorrigibilem clericum in aliquibus criminiibus degradandum esse, et tradendum brachio seculari; quod fieri potest, etiamsi tunc convertatur, et maxime dolet ac promittat emendationem, si jam sufficientis castigatio et monito semel vel iterum precesse; quomodo etiam se gerit Ecclesia in pundiis hereticis repulsis; ida ergo de ejectione a religione censenus. Non est ergo omnino comparanda cum censura seu excommunicatione, sed solum quod hoc ut requirat aliquid prae- viam monitionem, castigationem et contumacionem; non tamen in hoc quod illam etiam actualum et perseverantum postuleat. Ratio autem differentiae est supra facta, quod excommunicationem est poena medicales, quae per se primo respicit bonum ejus qui punitur; heo autem non est hujusmodi, sed principalius respicit bonum aliorem, sicelicet totius religionis, tum in exemplum, ut et aliis ti- meant esse ita rebelles ordinariae correctionis et disciplinae religiosae; tum etiam ut suae- ratur malum de medio fratrum, ne et ipsi contaminentur, quod alia via non efficaciter cavetur; nam, licet talis persona dicitur of- ferre emendationem, non est tamen fide di- gna, nec probabilis de illa spes concipitur, propter precedentem incorrigibilitatem; et ideo licet in ordine ad bonum ejus credendum illi sit, et ideo absolutio a censura statim de- tur, quia solum pendet ex presenti bona dis- positione, nihilominus in ordine ad bonum aliorum id non sufficit, quia propositionum illius facile mutabitur, vergetque ejus societas in aliorum detrimentum.

Quae sit causa justa expulsio.

9. Prima conditio ad justam expulsionem, grave delictum.—Ex dictis declaratum est, ob quam causam possit religiosus provo- fessus a religione expelli. Ordinariem enim la- quendo, denu conditio necessaria sunt. Prima est, ut grave aliquod peccatum prec- cesserit, externum, et de se inferens scanda- lum aliis, vel infamiam religioni; tam gravis enim poena non potest inferri nisi propter gravem culam; oportet etiam esse externum culam, quia de internis Ecclesia non judicat, extra forum sacramentale. Addit S. Bonav., opusc. 9, in regulam S. Francisci, q. 14, non satis esse quod sit externum, et sepius cor- rectum, si sit occultum, ne oriturus scanda- lum ex publica ejectione cum culpa non pa- teat. Intelligendum est autem satis esse quod sit publicum juridice, id est, ut de ille sit sufficienter convicinus in regulari judicio, juxta debitam formam et modum ejus, quia in omnis delicto hoc satis est ad condignam poenam. Nee potest ab aliis existimari injuste punitus, eo quod delictum non fuerit publicum notorietate facti; quia potius debent presumere Presatum ut judicem juste pro- cedere; non etiam reo fit injuria publicando delictum vel poenam ejus, quando in judicio satis probatum est, et ita expedit ad com- mune bonum. Dices; nisi tale peccatum in aliorum vergat detrimentum, non mereur poenam separationis a consorciio aliorum; non vergit autem in aliorum detrimentum donec sit publicum, ut infamiam vel scandalum ge- neret; ergo. Respondetur non oportere expe- tare effectum, sed satis esse quod delictum de se tale sit, nam tale peccatum in persona religiosa, quae in communitate vivit proficente perfectionem, non potest non esse de se scanda- lam et religionem infamans. Unde Alexander VI Minoribus concessit, ut possint contu- maces expellere, nullam addita restrictione de infectione fratrum, vel scandal, et notorio- tate facti; quin potius expectate ut delictum sit notorium externis, quod Bonav. supra, q. 17, clarius indicat, non solum necessarium.
non videtur, verum nec conveniens, sed maxime necivum religioni.

40. Secunda conditio; prævia monito.—Altera conditio est, ut de tali peccato presciderit correctio et amnonitio sine fructu, vel emendatione; hoc etiam constat ex dictis, quia oportet, ut non somum religiosus peccator sit, sed etiam incorrigibilis, ut juribus et ratione declaratum est. Querui autem potest circa hanc secundam conditionem primo, quanta vel quotuplex correctio necessario praecedere debeat. Secundo, an semper et in omni causa necessaria sit, vel aliquando gravitas peccati semel commissi, vel scandalum vel infamia inde secura sufficiat. Ad priorem interrogationem dicendum est, de ea re non esse unam certam regulam pro omnibus religionibus prescriptam, sed maxime relinqui praevalentis Judicij. Hoc constat ex Basilio, Augustino, et alios adductis; solum enim asecurant, eum, qui sepius correctus contemnisset emendari, ejiciendum esse. Quam regulam sequitur ordo Praedicatorum, nam in suis Constitutionibus, d. 1, c. 19, ubi ille dicitur incorrigibilis, qui voluptas non sintem committere, et posse recessus forre, vel ex omnium sepius repetita infinzione judicio discederent cognosceunt non proferre. At vero in religione Minorum ille proprie censetur incorrigibilis, qui ter convivitus et punitus de criminis, non emendatur, ut habetur in Ordinat. general. Toletan., tit. de Incorrigibil., c. 6, et refert Exman. Roder., q. 80, art. 14; et in regula S. Benedicti, c. 58, qui ter deserit religionem, post professionem factam, amplius admissi prohibetur, atque ita omnino expellitur, tuncque censetur salis incorrigibilis; quod si aliqua moralis regula tradi potest, hae certe videtur maxime probablem, magisque usitata. Unde clericis, qui de gravioribus criminibus bis est canonicum punitur, vel ter admonitus, et non emendantur, censetur incorrigibilis, ut degradari possit, et tradi brachio seculari, ut videri potest in Julio Claro, lib. 5, § ult., q. 30, num. trigesimo tertio et trigesimo quarto; Mencioch, consil. 82, n. 97; Bernard. Dias, in Praxi, c. 181, qui alios refereunt.

41. Nihilominus non est hae regula adeo certa, quin detur semper locus prudenti judicio Praesulatorum, vel amplius expectandi, vel citius expellendi reum, si ad commune bonum valde conveniens existimatur, et nulla sit expressa lex specialis, qua oppositum statuat; juxta enim commune nullum est, sed loquitur indefinite, ut vidimus. Unde etiam in religione Minorum, ex concessione Leonis X, quae refertur in compendio privilegiorum, § 5, potest aliquando expelli religiosum pro atroci delicto semel tantum perpetratum, ut si ex illo delicto tanta infamia tantumque scandalum ortum esset, ut sine magno detrimento detineri reus inter religiosos non posset. Et religioni S. Hieronymi in Hispania concessit Pius V, anno Domini 1568, ut in delictis gravioribus aut gravissimis, velut inobedientiae contumacia seu incorrigibilitate, posit omnium religiosis etiam usque ad privationem habitus inclusive punire. Ubique etiam cum indefinite de gravioribus et gravissimis delictis loquitur, solumque gratia exempli ponat contumacia inobedientiae, constat non ponere regulam omnino definitam, sed prudentis judicis relinquere, quando delitium sufficientem gravitatem habeat ad hanc posse, et an, quaeve contumacia expectanda sit. Similem in Societate nostra instructionem a Pontificibus probatam infra, tract. 40, ostendemus. Denique, secluso speciali jure ac privilegio, ex ratione naturali hoc ipsum significavit Sylvest., verb. Abbas, n. 6, ubi refertus sententiam D. Thomae dictatis, non posse expelli religiosum nisi propter contumaciam, addit: Quod intelligi, nisi incorrigibilitas praecumatur de facto propter conditionem viri, vel de jure propter regulam ita suspendent. Ubique imprimis modum et distinctionem indicat explicandi regulam a D. Thoma et communitati traditam de contumacia vel incorrigibilitate, scilicet, vel actuali, seu praetertita, et praesumpta. Deinde duos modos insinuat presumendi justae incorrigibilitatem, etiamsi actu non praeceperit, vel de jure, ut quando regula aliqua religiosa illam presume in aliquo delicto, vel de facto, ut quando tales sunt circumstantiae personae, ut nulla sit moralis spes correctionis. Addo, etiam interdum fieri possit ut, licet sit spes correctionis in ipsa privata persona, non tamen possit satisferi publica infamiae, vel scandalum tutius religionis, nisi expellendo religiosum delinquentem; vel non posse convenienti modo, et sine magno dispendio religionis in perpetuo carcere detinendi, vel ali simili modo puniri; et tunc etiam esse posse sufficientem causam expulsionis, quantum est ex vi juris communis, si jus speciale aliquius religionis non repugnet. Quia commune bonum religionis praeferendum est privato; et quia interdum justae punitur quis perpetuo exilio, imo et morte, propter unum delictum sine alia contumacia; et in-
LIB. III. DE RELIGIOSIS MUTANTIBUS

terdum potest hoc fieri arbitrio judicis pro-
pt er gravissimas circumstantialias, utvideri po-
test apud Emman. Roder., tom. 4. Questionum regu-
questione trigesima, articulo decimo quarto, ubi pro se citat Jul. Clar., lib. 5, § Sa-
Sacreigium, n. 3, et Maranta, in Speculo, fol. 
29, post n. 53; quid ergo mirum quod hoc
possit fieri in aliqua religione, maxime ubi
proprium jus non resistit?

12. Qui potest ejectionem corrigibilis esse
illicitam in foro conscientiae. — Addunt vero
aliqui ex doctrina S. Bonavent., licet in exte-
riori foro possint Praetati juste expellere reli-
giosos propter graves excessus, etiam sine
propria incorrigibilitate, non tamen in foro
conscientiae, propter scandalum quod in ani-
mis secularium potest generari, et propter peric-
ulum damnationis cui exponuntur sic ejici,
quia nequeunt servare regulam quam promi-
serunt, a cuius obligatione non possunt libe-
rari. Sed debent (aiunt) tales religiosi perpe-
tuis carceribus mancipari, et ibi puniri pro
qualitate delictorum. Hanc vero distinctio-
nem de foro interno et externo, ad hanc ma-
teriam applicatum, apud S. Bonaventuram
non invenio, nec videtur mihi posse probabil-
liter accommodari, per se loquendo; itaque
quoties justa regulam approbatam, vel justa
Pontificia diplomata, seu concessionem, lici-
tum est in exteriori foro expulsione senten-
tiam ferre et exequi contra religiosum pro-
fessum, etiam in foro conscientiae id est lici-
tum, per se loquendo.

13. Probatur tam etiam ejectionem non
esse illicitam contra justitiam commutativa.
— Ratio est, quia ex duplici tantum capite
possit id non licere, vel quia esset contra jus-
titiam, vel quia contra charitatem, alia enim
radix in presenti cogitari non potest: neu-
trum autem ex his potest cum probabilitate
affirmari; ergo. Probatur minor quoad prio-
rem partem de justitia, quia vel hoc intelligi-
tur de justitia commutativa, ratione mutui
contractus facti inter religiosum et religionem
in ipsa professione; et hoc non, ut etiam
S. Bonaventura, dict. q. 14, fatetur, quia pact-
tum illud intelligitur secundum regulam ap-
probatam, et secundum privilegia Pontificia,
et secundum rationem rectam; juxta hae aut-
tem jura omnia, includit conditionem ex parte
religiosis, Si ita professus vixerit, ut decet,
vel debetur religioso statui, et communiate;
aut clarius, Nisi se reddat dignum expulsione,
juxta regulam et mentem Pontificis; ergo
quoties quis ejicitur juxta regulam et privi-

ALIQUO MODO STATUM SUUM, ETC.
legia, non frangitur pactum a principio fac-
tum; ergo ex hac parte non pectora contra
justitiam; ergo ex eodem capite, quod licet in
foro exteriori, licet etiam in foro conscienti-
ia.

14. Nec contra vindicativum. — Vel sermo
est de justitia vindicativa, et ex hac parte non
potest etiam contra conscientiam agi, saltem
per excessum contra religiosum (nam de de-
fectu contra religionem, vel Rempublicam,
statim dicam). Probatur, quia in tali religio-
ne, per legem justam, qualis est regula appro-
bata, vel per Pontificiam declarationem, quae
in privilegio continetur, illa judicata est con-
digna posse talis delicti, vel talium delicio-
rum; ergo non fit injuria reo illum exequen-
di. Nec enim putandum est illum concessio-
num Pontificis esse permisssivam tantum, sed
approbatum, tum qui oppositum constat
ex verbis concessione, tum etiam quia esset
contra omnem rationem. Cum enim permitte-
ret Pontifex religioni (quae tenetur non solum
ad justa, sed etiam ad perfecta) ut injustam
penam imponeret, et exsequatur sine impe-
dimento, et sub Pontificis umbra et authori-
tate? Quod si quis dicat, Pontificem non ap-
probare hanc vel ejectionem in particulari,
sed illam quae fit justa causa, hoc est quod in-
tendimus; nec enim nos defendimus ut jus-
tam omnem expulsionem in individuo; sed
ex hypothesi dicitur, eam quae fuerit justa
in foro externo, juxta regulam vel privilegia,
non posse esse in foro conscientiae injuriosam
ejectionem. Unde si judicium particulare de
causa ejectionis in re verum sit, et prudenc-
tia, juxta verum sensum regulae et privile-
giorum, reddet sine dubio Praetatum tutum
in foro conscientiae, saltem quoad hanc par-
tem non inferendi injuriam reo; si vero ju-
dicium sit falsum, quia nimium delictum
tale non est, quale regula vel privilegium re-
quirit, tunc nec ipsa expulsio est justa secun-
dum regulam, et ideo nequae in conscientia
erit justa, per se loquendo, imo etiam contr
contra obligationem inclusam in primo pacto
professionis, ut patebit facile convertendo ra-
tionem superius factam. Dico autem, per se
loquendo, quia per ignorantiam et bounem fia-
dem Praetati poterit interdum factum excessui.
Nunc quam ergo hic separatir justitia in con-
scientia, et in judicio externo, respectu reli-
giosi.

15. Nec denigro contra justitiam legem.
— Majus dubium esse posset, an talis expulsio
possit interdum esse contra justitiam legalem.
et bonum commune, quia nimiumrum delictum non satis punitur illo modo; imo sepe fortasse ipse delinquens desiderabit hanc poenam, ut possit liberos vivere. Unde quod hanc partem regulæ vel privilegiolum non videntur esse praecessitum, seu ordinativum, sed concessivum, ut ita fiat; semper autem videntur subintelligere conditionem, Nisi ratio justitiae plus fieri postulaverit. Respondens, Pontificem per hanc concessionem vel regulam non tam intenderet punitionem delicti, quam preservationem, quietem et decentiam religionis; et ideo si ad hos fines necessaria sit religiosi ejectio, non est ostendita, eo quod delictum non videatur adequate puniri, nam hoc non est ita intrinsecus necessarium, ut ex justa causa omittit non possit. Accedit, quod semper potest antecedere alia vindicata delicti, qua pro capacitate status religiosi videntur sufficiens. Potest etiam sic ejectus ad triremes mitti, si dignus judicetur, vel perpetuo, vel ad tempus; ita utquemque condigna punition repugnat cum ejectione, ideoque qui concedit facultatem expellendi a religione, non unfer obligationem puniendi delicta modo sufficienti ad publicam satisfacctionem, quatenus simul esse potest cum expulsione a religione; et ideo non refert ad justitiam et honestatem talis concessionis, quia condigna expulsio non sit interdum sufficientis poena. Eset autem contra rationem tale privilegium, si ratione illius posset quis expelli, etiam in eo casu in quo talis expulsio esse contraria justitiam in foro conscientiae.

16. Probatur deinde neque esse contra charitatem. — Conclusior contra citatos in n. 12. — Venio ad alteram partem, de obligatione charitatatis, quae imprimis locum non habet ubi haec poena non est arbitraris, sed legi prescripta, in qua inferior seu ordinarius Praefatus dispensare non potest. Etiam, etiamsi Praefatus religionis ex charitate teneatur procurare bonum religiosi quantumvis criminosi, magis tamen teneatur custodire puritatem et pacem suae religionis, et suferre scanda, etc. Unde Bonaventura, dict. q. 14, dixit : Oudisus est misericordia, unde plebes et meliores graviter of fendamur. Praeterea obligation ob charitate, cessante justitiae, pluribus conditiones requirit, quae vix posse in hujusmodi casu inveniri. Primum enim necessarium est ut proximus sit vel constituitur in gravi periculo morali et proximo suae salutis; deinde, ut alius posset sine magno incommodo, praesertim spirituali, suo vel aliorem, illi necessitati succurrere; at in praesenti religiosus per ejectionem non statim constituatur in proximo periculo, imo neque in morali salutis sua; potest enim vexatio dare intellectum, et humiliatio conversionem, vel potest multis modis sibi consulere, ut pericula effugiat; alii unde vero sepe non potest Praefatus sine magno onere religionis, et periculo aliorum religiosorum, et sua famae et quietis, illum detinere; non ergo obligatur ad hoc ex charitate. Asserendum ergo simpliciter est, id quod regulæ per Pontificem approbata, vel privilegia, aut bullæ Pontificis permittant seu concedunt singulis religionibus, ciris ejectionem contumaciam, seu discolorum religiosorum, non solum in externo foro, sed etiam in conscientia, per se loquendo, licita esse. An vero in aliquo particulari casu charitas exigat moderationem aliquid in executione, id ad factum pertinet, non ad jus, etque accidentarium, et ex prudenti arbitrio pendens. Et tunc etiam considerare oportet, an Praefatus auctoritatem habeat ad tale moderationem faciendam, vel potestatem superiorem juxta regulam requirat; id enim servandum est.

In quo Praefato sit potestas ad expulsionem.

17. Est in Papa. — Est in tota religione. — Tandem facile etiam ut dictis intelligentur, quis possit religiosam a religione ejiciere, supposita causa sufficienti, nam sine illa nullus potest, et cum illa non quilibet, sed qui jurisdictione ad hunc actum habet, nam est actus vindicative justitiae et magno coercione, qui sine jurisdictione fieri non potest. Primo ergo ac praeipe actum habet hanc potestatem Summus Pontifex; non solum ut supranus Pastor Ecclesiae, quod clarum per se est, sed etiam ut supremus Praefatus religiosi, ad quem spectant actus supream, ad bonum ejusdem religiosi pertinentes. Deinde habet hanc potestatem corpus ipsum religionis; ut autem illam habeat, non est necessum ut a Summo Pontifice specialiter conferatur, sed satis ut non auferatur seu reservetur talis actus. Ratio prioris partis est, quia haec ejectio ex natura rei justa est, ex vi conditionis inclusa in priori pacto inter religiones et religiosis, ut supra explicatum est; ergo ex natura rei est in ipsa religione tota, seu ut est unum corpus, si aliiunde non impediat; sicut et contrario ex natura rei est apud illum unus retinendi et alendi religiosam, qui nullam causam prebeat ejectioni. Confirmatur, quia omne corpus habet jus separandi se se contagiosa membra, et
omniae Respublica abjiciendi qui eam conturbant, et potestas ad hanc actum per se est in corpore Reipublicae; ergo similiter est cum proportione in corpore religioso.

18. Excepi, nisi a Papa reservetur. — Posterior vero pars, quam est limitatio prioris, patet, quia potestas corporis subordinata est capitii, alias esset summa confusioni; ergo si per caput restringatur, id est, per Pontificem reservantem sibi illum actum, non poterit tota religio sine consensus ejus religionem ejicere. Considerandum itaque est corpus integrum religionis, in rigore sumptom, Pontificem ipsum ut supremum Prelatum includere, qui, quatenus jurisdictionem in illam habet, non ab ipsa, sed ex se, seu a Christo illam habet; quatenus vero habet potestatem dominativam, licet a religione illum habeant, in illo tamen ordine est suprema etiam respectu totius corporis religionis simul sumpti, quod non habent Prelati intrinseci (ut sic dicam) ipsius religionis. Hac ergo ratione potest hanc potestatem non solum ut universalis Pastor, sed etiam ut supremus Prelatus sibi reservare.

Quia vero jure et potestate ordinaria relinquit religionem seipsum plene gubernare, ideo quamdiu hoc potestas ablatas se reservata non est, in ipsa religione integra manet. Et in eo casu, quo Pontifex illius usum sibi reservaret, teneretur ex justitia, post plenam causa cognitionem, in executionem religiosi consentire, si et culpas haberet tali posna dignas, et ad religionis bonum, illius posnae executio necessaria moraliter videretur.


20. Requisitum consultiut ut Prelati ejiciat religionum. — Queri autem hic potest an Prelatus habebat hanc potestatem post illa uti suo justo arbitrio, sine consilio siorum qui in ordinibus ad hoc ministerium diputati solent, vel potius huissmodi consilium sit omnino necessarium ad valorem actum.

Nam in predicto privilegio Pii V ad Hieronymianos, additur: Dum tamen hoc omnis faciat de consilio fratrum, etc., et similis habebi solent in Constitutionibus religionum, ut in Constit. Precisiorum, c. 49, d. 4, dictur: De consilio directorum, si expediens judicatur, potest Magister ordinis, etc. Verumtamen in hac etiam re non possumus generalem regulam tradere, sed observandum est in unaque religione institutum ejus ab Ecclesia approbatum; nam in quibusdam suffragia consulentium decisiva sunt, ita ut sine illis, vel eorum numero competenti, nihil valide fieri possit, et in eis responsio est clara, quia consilium est de substantia actus, ideo sumum illud est potestas. In aliis vero consulentium suffragia sunt tantum consultiva, quibus audita, potest Prelatus statuere quid judicialiter expedire; duobus autem modis potest intelligi huissmodi consilii necessario esse adhíbendum, ut in superioribus notavimus, tractans de receptione novitiorum, silicet, vel ex precepto tantum, vel ut res bene fiat, non tamen ad valorem actus, vel ulterque modo; ex autem communi non constat, quas istorum modorum in praesentii requiratur, sed consimilinda sunt privata jura uninusquisque religiosis, et illa sunt servanda. In eis autem attente considerandum est, an potestas absolute deter Prelato, postea vero solum injungatur ut tales vel tales personas consulat; an vero deter talis potestas, quasi sub ea conditione, ut in dicto privilegio Pii V dictur: Concedimus
CAP. V. AD QUID TENEATUR PROFESSUS E RELIGIONE EJECTUS, ETC.

Priori-Generali, etc., dum tamen haec omnia faciat de consensu fratrum, etc. Quando enim concessum est sub haec posteriori forma, est sine dubio illa substantialis contitio, ita ut, licet neesse non sit consilia sequi, necessarium sit illa addere, juncta communem sententiam fundatam in proprietate verborum, quam in citato loco exposui. At vero quando potestas priori modo datur, consultatio solum est necessaria ex praeco et regulae, et, si illa omitatur, male fit, nihilominus actus est validus, quia illa tune non est substantialis forma, ut sedem loco dixi.

CAPUT V.

AN ET QUOMODO PROFESSUS EJECTUS TENEATUR AD RELIGIONEM REDIRE.

1. Summorum et auctoritatis causa, non liberari a vinculo illum, sicut assumitur, non est religiosisam professionem quamvis vinclum, sed solum quod usum seu exhibitionem, sicut quando separatam coniugem propter alterius adulterium, semper manet vinculum matrimonii integrum. Quandam enim de antiquo usque Ecclesiae incertum sit, an religiosi dyscoli ejecerentur omnino liberi a professione religiosa, nunc tamen in his, qui solemnitter profissetur, certum est non ita fieri. Quam diversitatem videre licet in una Societatis religionis, in qua scholares approbatis ejus mortuus similiter vinculo, professedi minime; idemque est in omni aliis professionibus. Nam, licet ejusdetr, non desinit esse religiosus, ut est concors sententia Doctorum, in 4, dist. 48; Innocenc., c. Diichtet, 3, de Simon; Carlin., Clement. 4, de Regularibus, § Quod modo, q. 1. Est evidens ex supra dictis de immutabilitate professionis religiosa, et ex usque Ecclesiae, nam constat hos manere semper inhabiles ad matrimonium, etiam si non sit in sacris ordinatis. Denique hoc aperte supponitur in cap. ult. de Regularibus, ut statim in num. 6 expendamus. Manet ergo in his religiosis integra professio, et quidquid est de substantia ejur, atque adeo tris vota, castitas, paupertatis et obedientia in eo perseverant; quomodo autem etsi uti debat, et ad quid ratione eorum et professionis obligetur, explicandum superest. Et de castitate quidem nulla est difficilior, tenetur enim illum integre servare, quia potest, et in hoc non ita pendet ab actuali subjectione vel unione cum sua religione.

De obligatione redemptionis ad religionem.

2. Prima sententia Navarr., unam obligationem ad rectitum. — De alibi ergo inquiri potest primo, an teneat semel evertus ad sua religionem redire, quamdui aliam professus valide non est, nam in eo casu certum est non teneri; an vero posit id facere, infra videmus. Quidam ergo assurant absolute non teneri ad evertitum, nec ad illum poesse compelli, si per sententiam definitivam et justam evertitum in perpetuum est. Ita tenet Navarr., Comment. 2, de Regularibus, numero trigesimo sexto, Comment. 3, numero quinquagesimo secundo, et lib. 3 Consilior., tit. de Regularibus., consil. 77 et seq. Fundamenta ejus sunt, primo, quia per sententiam definitivam extinguitur obligatio, quae proinde non potest amplius reviviscere: in perpetuum enim suam oblationem restitutioni non potest, ut dicitur in leg. Qui res, § ult., ff. de Solution. Secundo, quia res judicata servanda est, leg. Res decedente, ff. de Regul. jur., et quod bene definitum est, retractari non debet, c. Quod bene, 6, q. 4, adeo ut res judicata impediat litis ingressum, Clement. 4, de Except. Tertio, quia est res durissima, ut evertitum definitivum contra sua voluntatem reducatur ad monasterium, ubi vix sequatur animo ferre posse impropriam, quae in eum alii de more objectiam. Quarto, quia degradatus realiter a suis ordinibus non potest cogit ut redex ad gradum quem prius tehcell; ergo nec monachus evertitus, etc. Tandem ad hoc inducit auctoritas Bernardi, Abbatis, Cardinalis et Antonii, qui de ejus tempore nunc quam hanc assuerunt, sed solum de fugitivis. Adderunt autem possimus, quia religio non tenetur semel evertitum iterum recipere; ergo nec ipsa tenetur redire, etiam si revocetur. Depet enim esse par utiusque condito seu obligatio.

3. Secunda sententia Soto, in tribus propositionibus consistens. — Alii dicunt, teneri hujusmodi evertitum imprimit ad emendationem, ita ut fiat aptus ad religionem, et dignus ut in ea recipiatur. Deinde, teneri ad petendum et procurandum, ut in religione iterum recipiatur, et consequenter teneri ad ingressum, si admitteretur. Tertio vero alii, si post moram petitionem sufficientem repellatur, non teneri amplius ad ingressum, etiam si maxime cogatur vel precipiat. Ita tenet Soto, lib. 7 de Justitia, q. 2, art. 1, circa ad 3. Qui conse-
quenter ait, hunc religiosum in eo casu mane
nere liberum a vinculo religionis et ab obedientiae voto, ino et a voto paupertatis, de quo infra.

4. Et prima quidem hujus opinionis propositione verissima est, teneri, scilicet, hunc religiosum ad emendationem non solum per sese, id est, propter vilia vitanda propter que punitus est, sed propter statum religiosum, ut, quantum in ipso est, non stet per illum quominus ad illum restitutur, et alias non esse tum in conscientia; quam partem tenet etiam Sylv. vest., Religio, 6, q. 12, et idem supponit in verb. Apostasia, q. 5 et 6; tenet etiam Angles, tit. de Voto, art. 2, difficult. 8, c. 3; Cordub., in c. 2 ssa Regule, q. 21; et favet Bonaventura, q. 14, super Regulam. Sumitur etiam ex c. ult. de Regularib., ut statim videbimus. Ratione probatur, quia ille ejectus verus religiosus manet; ergo per se et ex vi sua professionis obligatus manet ad vivendum secundum illum statum; ergo tenet, quantum in se est, illum non impidere. Confirmatur, quia habens votum simplex religionis, tenet non ponere ex parte sua voluntarium impedimentum receptioni quam etiam procurare tenetur; ergo multo magis ad hoc tenetur religiosus jam professus, etiamsi ejectus sit, nam ejectio non abstat vinculum, et consequenter nec obligationem; maxime cum sua culpa justius ejectus fuerit, et nemini debeat sua iniquitas prolocinari.

5. Et hinc etiam probatum manet secundum dictum illius sententiae, quod etiam aliis auctores recipiant, et ego verum censeo. Nam qui tenetur vivere in aliquo statu, teneretur non solum illum non impedire, sed illum etiam procurare, et si administratur, tenetur acceptare, ut exemplo etiam adducto de habente votum simplex religionis ostenditur; sed religiosus sua culpa ejectus tenetur semper obligatione vivendi in statu illo; ergo tenetur illum sufficienter procurare, quantum in se est. Confirmatur, quia non censetur sic ejectus satialis moraliter emendatus, donec humiditer petat iterum in religionem recipi, sed tenetur emendari sufficienter, ita ut satisfaciat religioni, ut in eam posset iterum recipi; ergo. Imo, additis Tabiensi, verbo Religio, n. 25, si in uno monasterio non recipiatur, teneri alia adire, si sit probabilis spes. An vero teneatur aliam religionem ingredi, vel hoc ei liceat, dicemus n. 18, nunc enim loquimus de reditu ad priorem religionem. Tartia vero propositione ilius sententiae probari maxime potest arguentis Navarrri; mihi tamen nihilominus non placet.

6. Dico ergo, religiosum semel ejectum, etiamsi iterum aequo atque iterum petierit iterum recipi, et repulsus sit, teneri ad ingredendum iterum, quoties revocatus fuerit, si ad aliam religionem non transiit; tunc eum jam primum obligatio cessavit, et quasi commutata est, ut statim dicam. Probatur ergo assertio ex c. 6a. de Regularib., ubi Gregorius IX precipit Superioribus religionum, ut fugitivos et ejectos de ordine suo requirant sollicita annuim, eosque recipiant, si regularis ordo id permitat, alias eis provideant modo ibi statu; quod intelligitur, si illi ejecti et fugitivi emendati inventi fuerint; nam si adhuc sint contumaces, alius remedium adhibendum est, ut ibi statuitur. Exponitur in illo textu, Superiores semper habere jus revocandi ejectos, et cogendi ad iteratum ingressum, si regula non resistat. Unde etiam supponit, eos teneri ad obiedendum, et revertendum si recipiantur, et ideo proponit eos excommunicari si contumaces sint. Et, quod notandum est, ibi in hoc cooperantur fugitivi et ejecti; constat aem fugitivos semper teneri ad religionem reverti, si administratur; ergo et ejecti. Respondet Navarrus caput hoc intelligendum esse de ejectis injuste, vel non per sententiam definitivam, rite et recte latam. Sed hoc gratia dictum est, et sine fundamento inventum, quia dictum caput aequo et absolute, et sine restrictione loquitur; ideo supremo videtur nullum religionem possit ita definitive ejici, quin religio retineat ius revocandi illum.

7. Unde argumentor ratione, quia persecutionem non solvitur religionis ab obedientiae voto, licet pro tunc careat usus illius, quia certi actuali regimine Superiores; ergo si ad obiedendum revocetur, tenetur ex vi vitati et obedere. Antecedens patet, tum quia voto illud solemne extingui non potest ordinarium jure; tum etiam quia ille manet verus religiosus, et consequenter retinet omnia essentia; tum denique quia non debet reportare commodum e culpa sua; fuit autem propter culpam ejectus, et privatus commodus religionis, non tamen fuit liberatus onere obedientiae omnino. Respondet Navarrus, licet fuerit propter culpam ejectus, jam tamen figisse sufficienter punitum, et ideo non debere iterum puniri propter idem delictum, sed qui sensi ons, debere potius sentire commodum illi annexum. Sed contra, nam hane non est secunda punitio, sed debita observantia
vot, quod semper manet; unde, licet ille fuerit sufficienter punitus, dum postea revocatur, non iterum punitur, sed mandatur ei ut obligationem suam expleat. Neque hoc commodum exonerandi se habe obligatione au necessum est illi poena: cur enim aut quo jure id causum est? Nulla enim ratio per se, spectata re natura, id postulat, sed potius debitus ordo requirit ut post debitam satisfactionem pro dicto, persona readeat ad priorem statum, vel solvat obligationem, in qua semper mansit.

8. Dicas, religionem, eos ipso quod noluit religiosum petentem et rogantem admittere, cessisse iuri suo, et ideo illum jam non teneri redire, licet revocetur. Sed falsum est quod assumitur. Aut enim religio justa ex causa recusavit illum acceptare, et quasi ab exilio revocare, et tunc non est ear censeatur juri suo cessisse simpliciter, et pro omni tempore, sed solum voluisse illum condigna poena afflicere donec satis pateretur; aut injuste et contra rationem negavit illi reditum, et tunc error non est totius religionis, sed unius Prelati, vel conven tus particularis; unde non sufficit ut tota religio juri suo cessisse censeatur. Quare potius existimo, etiamsi velit cedere iuri suo in perpetuum, et sine ulla limitatione, non posse; quia illud jus considerandum est ut pertinet principalius ad Deum, quo modo non potest tolloi per voluntatem hominis sine justa causa; sicut non possit nunc religio licentiam dare religioso, ut extra ilam maneat, cedendo juri suo; ita ergo est in quolibet ejus, nam licet ad ejiciendum illum possit esse justa causa, tamen ad cedendum in perpetuum absque et simpliciter, ita ut religiosus, quantum est ex se, non teneatur redire, non habet religio potestatem, quia nulla potest subesse justa causa, supposito perpetuo vinculo professionis. Et cedem ratione, non potest religiosus renitere religioi obligationem quam habet recipiendi illum, quando et delictum est sufficienter punitum, et in futuro nullum est periculum, quia hoc etiam est contra jus acquisitionem per vinculum perpetuum professionis.

9. Dicas: etiam vinculus matrimonii est perpetuum, et tamen interdum fit separatio quoad totum ita perpetua, ut non teneatur conjuges iterum ad se reddere; aliquando etiam unus eorum propter delictum ita privat jure in alium, ut alter amplius non teneatur ad ipsum reddere; ergo similiter esse potest in presenti. Respondeo primo, exemplum posse retorqueri quod de quo agimus. Nam, si separatio fuit, verbi gratia, propter adulterium unius, licet ille, qui passus est iuris, non teneatur amplius conjugi alteri consentire, nec eum acceptare in suum consortium, tamen si velit idem, qui iuris est passus, alterum revocare, et cum eo redire in amicitiam, altero semper tenetur acceptare, et vitam maritalem cum alio agere, debitum redire, etc., ut est communis resolutio Doctorum, in 4, cum D. Thoma, in 4, d. 38, et q. 62. Addit art. 6, quia innocens non privat jure suo propter peccatum alterius, sed in favorem illi conceditur, quod possit alium a se abjicere; quod autem in favorem conceditur, non debet in detrimentum verti, 1. Quod favore, C. de Legib., et e contrario, nullus debet reportare commodum ex suo delicto, et ideo non liberatur conjux adultera propter peccatum suum ab onere cohabitandi, et reddendi debitum, si alter velit uti jure suo, et cedere favore sibi concesso. Unde etiamsi adultera prius rogasset admittit, et alter noluit, se postea ille mutet voluntatem, et revocet adulteram, ipsa tenetur consentire; sic ergo in proposito. Deinde dico, quod idiam partem esse dissimilem rationem, tum quia in separatione adulterae a marito agitur de vindicanda injuria mariti; hic autem agitur praeipue de vindicanda offensione divina, et de tollendo omni impedimento perfectionis, praeipue ipsi religioni, et ideo postquam hoc sublatum est, et Deo est satisfactum, cessat ratio divortii spiritualis ex utraque parte inter religiosum et religionem. Tum etiam quia jure declaratum est, illam perpetuum poenam esse debitam iuris adulterii, vel alteri simili, seu quod perinde est) perpetuum illum favorem esse consecuum innocentii; in exclusione vero a religione, nihil tale declaratum est, sed potius ei impunitur oner quemadiu ejus, cum limitatione supra explicata.

40. Atque hinc facile respondetur ad argumenta Navarri. Ad primum eius negatur antecedens, nam per sententiam definitivam, per quam aliquis ejectus est, non extinguiitur obligatio ejus, cum vinculum professionis, et obedientias votum non tollat, quatenus exer cition ejus per subtraccionem materie impeditur. Ad secundum concedo, rem judicatem esse servandam, neque hic proprie mutari sententiam, sed finitur effectus ejus, tempore ab ea virtualiter praescrito. Cum enim aliquis per definitivam sententiam a religiosejectur, non est sensus talis sententiae, ut ille liber omnino maneat ab onere religionis, seu ad manendum extra ilam, sed soluta ut a reli-
ALIQUO MODO STATUM SCUM, ETC.

gione separatur, quamdiu religioni juste placuerit. Sicut sententia definitiva divortii perpetui non mutatur, etiam si necens cogatur redire ad petitionem innocentis, quia haec ipsa conditio in sententia erat inclusa. Ad tertium respondetur, illud incommodum esse valde accidentarium et extrinsecum, quod sua culpa meruit talis religiosus. Addo præterea, minus malum esse illa improperia in religione sustinere, quam extra religionem perpetuo mane-re. Denique addo, si ille vere positens redeat, et vitam omnino aliorum adiunctio mutet, non esse cur timeat talia improperia vel incommoda; et ad obligationem Prelato-rum religionis pertinente illa impedire.

11. Ad quartum primo negatur consequentia et similimtudo, nam degradatus non tenetur speciali voto ad obediendum et perseverandum in illo statu sicut religiosus. Item degra-datus ad ea quae sunt oneris tenetur, etiam perseverante degradatione, quia tenetur servare castitatem, et Horas canonicas recitare; reliqua vero sunt magis honoris et utilitatis, quibus potest renuntiare; at religious ejus tractus pro tunc a multis oneribus religiosis, quae sustinere incipit cum redit, et ideo non debet liber manere omnino ab obliga-tione redendi, alias commodum saltem temporale et humanum ex sua culpa reportaret. Secundo respondete negando assumption, quia degradatus realiter a nullo praeter Romanum Pontificem potest ad pristinum statum seu dignitatem revocari; ab eodem autem potest precipiri et obligari, si oportuerit, ut ad tamem statum redeat, eo prorsus modo quo sacerdos non degradatus cogi potest, ut convenienter suo statui vivat, ejusque munera exercet. Nec enim justa pena liberavit reum ab hac obligatione, ut propter quantum proportione rationes faceret; nec adduci potest jus vel ratio in contrarium, quae potest efficaciter Pontificem suisse privatum hac potestate propter degrad-ationem.

12. Ad quintum, ponderatione illorum auctorum, quos Navarrus asserit, non multum non movet, non solum quia jus et ratio plus movebant, sed etiam quia parum fundamentum in eis habebant; nam Bernardus, in positione casus dicti capitatis ultima, aperte dicti, utrosque, scelit fugitivos et ejectos, reducendos esse ad clausum; suppotit ergo utrosque teneri ad reatum, quantum est ex se. Quod autem in fine dicitur, sicut fugitivi inobedi- dientes exitiserunt, etc., ubi videtur omittere ejectos, ut Navarrus ponderat, vel brevitatis tantum causa fecisse credendum est, nec enim a textu ipso, in quo utrique in oadem clausula numerantur, dissimilis verismile est; vel certe subtiliter judicavit, etiam ejectos, postquam incipient esse inobediens quod non resembundum contumaciter, incipierat etiam esse fugitivos. Et eodem modo intelligendi sunt Abbas et alii Canonistae, quos ibi citat, qui interdum de utrisque, interdum de fugiti-vis loquitur.

13. In ultimo argumento petitur, an religio tenetare suspicere hos egestos; et quod dicen-dum fere est sicut supra de fugitivis. Posset ergo negari consequentia, quia non est equalis ratio, cum religio sit innocens, et qui ejectus sit nocens, et sua culpa mereatur privari omni bono religiosi, licet religio jus sumi integrum retinat, sicut exemplo matrimoni de clararum est. Unde secundo dicitur, in hoc spectandum esse jus religiosis, nam si iuxta propriam regulam potest propter certa vel gravia criminia aliquos perpetuo ejocere sine obligatione amplius eos recipiendo, ipsa libera manebit, quamvis alter non omnino maneit liber. Nam a principio intelligitur pactum inter religiosum et talem religiosum sub ea condizione initum, quod tacite approbatis in dicto cap. ult., dum dicitur, ejectos recipiendo esse, nisi regula obstet; quod non est injustum, quia iuxta religionis majus est, quia ejus bonum divinum, utpote communis, est; item quia, ut dicebam, religio est innocens, alter autem nocens, et pro eo casu, et non pro allo ponitur dicta conditio. De qua se plura in similis dicemus tractatu decimo de Societate.

14. Quid jus communis statuerit de ejectis.—Adduntur vero duo jure communis statuta in illo cap. ultimo. Unum est, quod ubi regula non obstiterit, ejecti recipiendi sunt in religioni secundum regularem disciplinam, id est, sufficienter emendati et castigati, et exhibita ceteris religious sufficienti satisfactione. Secundum est, ubi secundum regulam recipi non possint ad communem vitam, recipiendi esse ad arcam aliquam custodiam, vel separatum vivendi modum prope monasterium, ut sub illius providentia, et expensis, ne in perniciem suarum animarum vagari co-gantur. Nam quia hic statutum principali ordinatur ad salutem animae, hujus major ratio habenda est, quam alienus oneris, vel expensarum religionis. Unde colligo, juxta iustitium, nullum religiousum esse ita ejiciendum, ut libere vagari permittatur, quia si vagantes redunci suint juxta textum illum, nunquam
CAP. V. AD QUID TENESATUR PROFESSUS E RELIGIONE EJECTUS, ETC.

Vagari permittendi sunt; ergo nec a principio sunt liberi permittendi, sed custodiendi eo modo que in illo capite disponitur. Regulariter autem hoc non servatur, quia vel religiones non posunt sine magno suo detrimento hos custodire, vel quia religiones nova habent privilegia aut statuta a Pontificibus confirmata, que consulenta sunt.

Quomodo recipiendus sit in eadem religionem professus capillus.

15. Docta potestas ad receptionem. — Quæri autem potest ulterius, quando huissmodi egestas revertitur ad religionem, vel ipso potente et religione consentiente, vel e contrario religione cogente, et ipso non resistente, quomodo recipiendus sit. Respondeo imprimis requiri sufficientem potentatem in recipiente, quia est res gravissima, et pertinens ad gubernationem religiosam, et ideo non potest privata auctoritate fieri, sed publica potestate religiosa. Apud quem autem sit talis potestas, juxta varia instituta et regulis religionum respondendum est. Nihil enim video jure communi statutum, præter ea que de receptione religionis ubi quo precedentius diximus, et quod in dict. capite ultimo disponitur, ubi Abbates precipuuntur huissmodi egestates recipere, si regula non resistat, vel aliquo modo eos custodire, ubi alter juxta regulam recipi non possunt. Quod ergo ibi de Abbatis dititur, in aliis religionibus proportione intelligendum est de Praelatis ad quem haec cura pertinent, vel solis, vel cum aliquorum consilio, juxta regulam.

16. Nova professio in antiqua religione non requiritur. — Secus si ad aliam fiat redditum. — Deinde respondeo non debere egestum, cum recipitur, novam professionem emittere; cum enim supra, numero primo, dictum sit, hos non liberari per ejectionem a vinculo professionis et votorum solemniis, clarum est non indigere nova professione, sed solum revocatione prioris suspensionis, et actualis separatio a gremio religiosis, ratione cujus crat quis impeditus ab actuali usu obedientiae, et ab actuali uniones cum tali corpore, postea vel restitutioni ad tale unionem actualenum per solam mutationem voluntatem, et mutuum consensum in actuale sumum (ut sio dicam), non in vinculum. Siuet in exemplo supra postito, in n. 9, de matrimonio, cum illi, qui perpetuo divorcio erant sejuncti, per novum voluntarium consensum iterum conjunguntur, non contrahunt matrimonium, quia non est novum vinculum, sed novus usus ejus. Unde non solum non est necessaria nova professio, verum nec proprie videtur possible, quia professio valida, et eadem omnino non est multiplicabilis in eadem persona, licet ad majorum devotionem possit externius renovari. Dixi autem eadem omnino, quia si in alia diversa religione ille egestus recipereetur, deberet in ea denuo profiteri, quia nunquam se illi tradidit, nec votum obedientiae ibi fecit, et ita est professio quodammodo specie diversa, eo modo quo instituta distinctarum religionum moralit diversa sunt. Similiter, si religio esset ex his monachalibus, in quibus unusquisque in sua domo speciali profiteretur, tunc egestus ab una domo, si in aliena egestus religiosis recipereetur, deberet in illa profiteri, ut esset filius illius domus, nam hoc necessarium esset etiam ejusdem ejus non intercederet, sed immediet transitus ab una domo in aliam. Ut autem iterum recipiatur in eadem religionem absolutum, non indiget nova professione, sed externa acceptatione habitantis potestatem, nam hoc ipso manet actualiter subjectus, sicut antea erat.

17. An egestus receptus gaudet antiquis praeminentis. — Judicium auctoritis. — Interrogari autem potest ulterius circa hoc punctum, an recipiendus sit talis egestus in eodem gradu antiquitatis professionis, quondam locum sedendi, ferendi suffragium, et alias praerogativas ad quas professionalis antiquitas necessaria est, juxta varios usus religionum. Quidam enim affirmant, aliis partem negantem absolutum docent; nihil autem videtur neum esse simpliciter necessarium, sed arbitrio prudentis recipiendum committendum esse. Regulariter autem loquenda, ille qui ejici meruit, consequenter videtur amississe jus ad suam professionem gradum, et ideo merito recipi posse in nominis loco. Item, ratio prioris delicti, indignus est haec privatione in penam, nam si dignus fuit ejectione, multa magis haec privatione, et licet eit, dum iterum recipitur, ex parte remittatur penas, nihilominus non est necessum ut omnino remittatur, quod hanc conditionem accidentem. Sed, licet hoc regulariter sit, nihilominus talis esse posset conditio personae, tantaque penitentia et emendatio, ut consequatur dignus majori remissione, et ideo juste possit vel ad pristinum gradum, vel ad medicum alium recupere. Imo aliquando id expediet ad bonum religionis, ut talii ejici ad penitentiam agendum anulentur.
Ad quid tenatur religiosus emplusus, si in sua religione non recipitur.

18. Primum pronuntiatum in hoc tertio puncto, posse ejectum ingredi aliciam religione.—Non tamen laxiorem.—Tertio vero quætur, quid tenatur facere ejectus quod statum suum, si in sua religione non recipitur, an scilicet, tenatur aliciam ingredi religione vel possit libere in seculo manere. Nam Bonaventura, d. q. 14 super regulam, sensit, teneri aliciam religiom ingredi, quod sequitur Corduba, dict. q. 21, in cap. 2 sua regulas, prope finem. Dictum autem est primo, religiosis semel ejectum posse libere aliciam religione ingredi, si velit, quod est manifestum, si prius diligentias aliquas adhibuit ut in sua religione recipitur, nec potuit obtinere, ut a fortiori patebit ex dicendis; verutamen absolute ipse verum existimo, posse, scilicet, statim ut ejicitur, nulla alia expectata licentia, vel diligentia præmissa, aliciam religione ingredi, si strictior vel saltem aequalis sit, quia tunc ipse suæ religionis faciet injuriam, cum ipsa cum expulerit, nec statui religioso ut sic, cum aequali accipiat. De transitu vero ad laxiores, dubitari potest, quia talis religious, ex vi professionis tenitur permanent, quantum in se est, in statu tante perfectionis; ergo donec per illum stat quomodius in illo permanens, non potest libere ad laxiores transire. Confirmatur, quia non potest libere manere in seculo, quando imo est in causa, ut sit a religione, ejusdem, et ejus tenet tollere impedimentum et se ostendere paratum ad reditum, ut supra, a numero sexto, dixi. Ergo eadem ratione in eodem casu et cum eadem proportione minuere (ut sic dican statum perfectionis, quem professus est, donec per ipsum non stet quomodius in priori statu maneat. Tandem confirmatur, quia Innocentii IV concessit Minoribus, ut refertur in lib. Monumen- 

ta Ordinis, concess. centesima sexagesima secunda, ut semel ejecti possint libere ad aliciam religionem transire, exceptis militiaibus; ergo signum est, hoc per se non esse licitum propria auctoritate, saltem quantum ad religiones laxiores. Aliqui non suspet necessaria specialis concessio, nec debuissent excripia religiones militares, nam ille vere religiones sunt, esto sint laxiores. Et hac pars milii probatur.

19. Allorum placitum et fundamentum.—Non desunt tamen quibus videatur in eo casu posse religiosum sic ejectum statum transire aliquid modo statum suum, etc.

ad religionem laxiorem, si velit, quia in ea salvatur substantia status religiosi; ad modum autem seu austeritatem ejus, illi non se obligavit absolute, sed solum in ea religione, quam professus est; ab illa autem jam est ejectus in perpetuum, ut supponitur; ergo ei ipso manebit liber ab illo speciali vinculo. Sed hac ratio solum probat hoc licere post factam diligentiam, ita ut per religionum non stet quomodius in priori austeritate perseveretur, nam ex sua culpa non debet commodum et libertatem ab obligatione auctoriis religiosis comparare; ergo, donec emendatus a culpa, ostendat se paratum ad illam obligationem implendam, et per illum non stet, non potest ei talis libertas concedi. Quamvis autem ex natura hoc ita esse videatur, ex dicta concessione Innocentii id liceat cum limitationibus in ea positis. Quia ex dispensatione Pontificis licitum est ad laxiores religionem transire; illa autem concessio continere videtur in hac parte generaler dispensationem, quia potius habetur justam causam ad evitanda majora mala. Limitationes autem sunt, prima, ut non fiat transitus ad religionem militarem, quod militis arma portantes, nam quod clericos vel monachos qui in eis religionibus spirituales vitam proficientur, non videtur id prohibitum. Alia limitatio est, ut sic ejetur: deferent litteras testimonia Provincialia vel Generalia sui ordinis, et aliter recipi non posset absque licentia speciali Sedis Apostolicae. Et quantum ex verbis concessionis colligitur, si hue forma receptionis non servetur, professo erit invalida, non minus quam si alius non ejetur recipitur. Ultima limitatio est, quod hic concessio specialiter facta est Minoribus, et ideo solum aliis, qui cum illis in privilegiis communicat, ulla uti poterunt.

20. Secundum pronuntiatum, ejusdem obligari ad transitum illum.—Secundo dicer- dum est, religiosis ejusdem nunquam teneri ad aliciam religionem transire, sed posse in seculo libere manere, postquam jam emendetus repulsus est, licet se sufficienter ostendit paratum ad reditum; ita tenat Soto supra, et a fortiori Navarrus, Sylvester, et alii citati. Et probatur, quia ille sic professus non se obligavit alteri religione et per illum jam non stat quomodius in ea vivat, ut supponitur; ergo non tenetur alteram ingredi, quia ibis, que ad consilia pertinent, nemo tenetur nisi ad id quod voto se obligavit. Sic ut qui missit ingredi determinatam religionem, si in ea non recipitur, non tenetur aliciam querere.
CAP. VI. AD QUID OBLIGETUR RELIGIOSUS EXPULSUS LICITE, ETC.

quia ad illam solam se obligavit; sed similiter
per professionem in hac religionem, solum illi
ejusque regule se obligavit; ergo si ab ea re-
pellitur, non tenetur aliam quærere. Dices, esto
ipse ex vi votorum non tenatur, posses a Præ-
lato religionis cogi et obligari, ut ad arctiorum
religionem transeat in pœnam delictorum. Respon-
deo, etiam hoc modo non possis simpliciter
obligari, ut docet Navarrus, cons. 77, de
Regularibus, quod ipse probat, quia postquam
exetus est, non est subditus; ergo non tenetur
parere, quia extra territorium jus dicenti
impune non pares tur. Sed contra, quia potest
religioni non præs hume ejicere, sed immediate
condemnare ut transeat ad religionem actio-
rem. Item quia in pœnam delicii prius com-
missi, potest illum obligare, ut post ejectio-
num ejunet, vel sit relegatus a tali civitate,
sicut potest ad triresem condemnare. Ratio
ergo est, quia nemo potest ad statum religio-
sum obligari (etiam in pœnam delicii), si illum
non vivit; cada ergo ratione non potest
cogi ad arctiorum religionem absolu to; poterit
lumen sub condicione vel disjunctione obli-
gari, ut vel transeat ad aliam, vel maneat in
perpetuo carceri, aut ad triresem est, suppos-
s in delicio digno tali pena.

21. Dices: ergo altem si prius ante profes-
sionem in ea religione factam votisset abs-
soluta religionem, tenetur postea ejusct, ex
vi priori voti, repulsus a tali religione ali am
querer e. Respondetur ita sentire Sutom, ne-
que id esse directe contra nostram assertione-
num, in qua solum consideramus obligatione-
num per se et ex vi professionis. Responden-
mus lumen secundo negando consequentiam;
probabilis enim nobis videtur, etiam in eo
caso non obligari religiosum ejusctum, et om-
nium repulsus, aliquam religionem ingredi, ex
simul simplicum, etiam si de religione absolu to
fuerit, jam satis fuit comple tum, et ideo am-
plius non obligat. Sicut qui bona fide ingre-
sus est unam religione, ut probaret illam,
et ante professionem licite dicti ttit habitum,
non tenetur aliam ingredi, quia implevit vo-
tum, ut supra dictum est; ergo a fortiori, etc.
Aliud caput est, quia prius votum per prio-
rem professionem prorsus fuit extinetum. Imo
adduro, licet prius votum fuisse de partecari
religione strictiori, ita ut ille peceaverit laxio-
rem ingrediendo, et in eo profite nihilo-
minus postea ab hac ejusctum, jam non tenae-
tur alteram, quam voverat, vel aliam equo-
lam aut inaqualem ingredi, quia votum illud
simplex omnino extinctum fuit per talem pro-
fectionem, ut definit Pontifex in c. Qui post
volum, de Regularib. in 6; et resolvit D.
Thomas 2, q. 188, art. 8, ad 3; et ibi Ca-
jetanus, et a nobis est in superioribus decla-
ratum.

CAPUT VI.

AD QUID OBLIGETUR RELIGIOSUS EXPULSUS, LICITE
ET LIBERE IN SECULO PERMANENS.

1. Resoluto quoad obligationem castitatis.
—Jam vero de hoc religioso ejeoto, et in sec-
culo licito permanente, multa occur rent circa
obligationem honestumque modum vivendi
ejus; certum est enim in eo manere vincula
professionis, et trium votorum, ut ostendimus;
in usu ergo illorum, et in actualibus
obligationibus, quae ex illis nasci possunt in
tali status, est tota haenus rei difficulitas. Quae
in voto castitatis nulla est, nam observantia
ejus non pendet ab aliquo Prælatum, nec ab
speciali vivendi modo, et ideo ubique servari
potest et debet integre. Igitur de voto obedi-
dientiae est dubitatio, cui tenetur ille religiosus
actu obedere, quia videtur nemini teneri ex
vi voti, sed solum ex vi communium legum,
aus praepoeorum. Quod si ida est, ad nullum
usum obedientiae religionem tenetur, et con-
sequenter nec ad usum pauperis, quia hic
intelligi non potest sine ordine ad alium
Prælatum religionem, quia votum pauperis
involvit ex parte materie ordinem ad alium
Prælatum, qui possit licentiam dare utendi
temporalibus bonis, ut supra dictum est, et
consequenter nec ad alia onera religionis om-
nimo tenebitur; quæ omnia videntur incom-
moda, quia illa persona ex vi qui status sem-
per manet obligata ad statum perfectionis;
ergo necesse est ut ad aliquem usum ejus
maneat obligata.

De obligations quoad votum obedientiae.

2. Navarris sententia. —Primo ergo circa
obedientiae votum est sententia Navarris, reli-
igiousic ejus ejusctum tenere ad obediendum
Episcopo, non tantum ut alii fideles vel cle-
rici tenetur ratione suas jurisdictionis, sed
specialiter, ratione voti obedientiae, atque
adeo in his, quæ ad perfectionem aliquo
modo pertinent, secundum modum illi ra-
tioni vivendi proportionaturn. Ita habet in
Comment. 2 de Regularib., n. 33, et Com-
ment. 3, n. 46. Et inde rofer teneri ejus-

xvi.
modi ejectum, ad se praestandum Episcopo, et manifestandum se esse religiosum, et patratum ei obedientiam præstare. Unde intelligitur ipsum loci de speciali obedientia religiosa et ex voto, nam si solum teneretur obedire ut ali clerici, non opereret se amplius manifestare quam clericum. Fundamentum ejus est, quia nullus potest manere sine Superiore, c. Nulla, 93 d.; sed ille ejectus manet sine Superiore sua religiosis; ergo necesse est ut alteri suhese incipiát; nullus est autem nisi Episcopus; ab ejus enim obedientia per professionem liberatus erat; ergo in illius obedientiam incidit cum a jugo professionis per ejectionem liberatur.

3. Contrariam sententiam indicat Soto, lib. 7 de Justitia, q. 1, a. 1, dum ait hujusmodi religiosum manere liberum a voto obedientia. Expressius id docuit noster Molina, tom. 1, de Justit., disp. 140, ubi sententiam Navarri dicit esse contra præmum Ecclesiæ, ideoque omnino improbabilem. Fundamentum est quia nemo tenetur ex voto obedire, nisi cui promissit; sed religiosus ille non promittet obiedire Episcopo, sed Prelatis suis religiosis; ergo si lis obedire non potest, nec tenetur, quia ab eis ejectus est, non est unde obligetur Episcopo ex speciali voto, sed ab usus talis voti liber manet, solamque manebit sub obedientia Episcopi sicut easteri clerici vel fideles. Confirmatur, nam hac ratione supra dicebamus, non teneri alicam religionem ingredi, quia illam non vovit; ergo similiter, etc. Atque hinc sequitur (juxta hanc opinionem) non teneri religiosum hunc manifestare Episcopo, quod religiosus sit, quia satis est quod ei obiediat ut simplex clericus, ad quod necesse non est ut Episcopus sciat illum esse religiosum. Solum ergo tenebitur esse paratus redire ad obedientiam religiosam, quoties revocatus et admissus fuerit, et hoc satis est ut vinculum voti obedientiae maneat.

4. Nihilominus opinio Navarri contemnenda non est, nec minus probabili, sed absutte probabilior debet reputari, quamvis in usu adeo limitata sit, ut non relinquatur magna diversitas. Hec posterior pars ex disseruorum, quæ num. 10 dicamus, constabit. Prior autem sauadetur, quia imprimit esse significant graves Doctores: Panormitanaus, in c. unic. de Infantibus et linguidis, in fine, ait religiosum legitime ejectum esse sub potestate Episcopi. Ideæ sentit Innocent., in c. Censorem, 5, de Privileg., n. 3, quatenus dicit hunc monachum ejectum acquirere Episcopo, a cujus jurisdictione non est absolutus; videtur enim loqui de jurisdictione religiosa, quia illa communis non sufficeret ut Episcopo acquireret. Hanc autem Innocentii opinionem videntur probare Doctores ibi communitur, ut altius et sequitur Alexander de Neap., in Add. ad Panormit. supra; tenet etiam Archidiac. in c. Abbates, 16, q. 2; Speet. de Stat. Monarch., vers. 41; Fredericus de Sen., consil. 38; Sylvest., ver. Apostolica, q. 6. Præterea est hic opinio per seva valde conscientiae ratione: nam hic ejectus manet versus religiosus; ergo tenetur, eo modo quod commodo potuerit, servare statum suum, et vitam religiosam, saltem quoad substantia: sed hoc non potest nisi aliqui specialiter obedient; nullus autem est alius cui hic obedientia magis prestarit possit et debet, quam Episcopo. Quod in hunc modum confirmat, quia olim in Ecclesia, qui profitebantur statum religiosum privatum, seu solitarium, eo ipso subiecteabant specialiter Episcopo, et omnes monachi erant illi specialiter subjecti, nisi eicientur; sed iste religiosus, postquam ejectus est, manet in statu religioso quasi solitario, seu particulari; privatam et per ejectionem privilegio exemptionis; ergo eo ipso reductur ad jus antiquum, manque Episcopi subjectus, non solum communis modo, ut alii fideles, sed speciali titulo religiosorum.

5. Expeditur fundamentum contrarium is n. 3. — Argumentum in contrarium expediti potest primo, supponendo quod supra diximus, votum obedientiae religiosae non tantum fieri Prelatis intrinsecis ejusdem religionis, sed etiam extraneis, ut ita loquamur, et ideo diximus nunc fieri a religiosis exemptis ipsi Pape, nam ille speciali modo est Prelatus omnium religionum; a religiosis autem non exemptis fit etiam Episcopo, cui subjiciuntur tanquam Prelato superiori omnibus Prelatis, seu Prefectis religionis, et consequenter etiam Pape tanquam supremo. Si ergo religiosus ejectus sit non exemptus, clarum est manere sub obedientia Episcopi, ex vi sui volet, qui a principio illi tanquam Prelato illam promiserit, ut declaratum est. In religioso autem exemplo videtur id difficilius explicari. Dicendum autem est, quamvis in eo tempore seu statu non promiserit obedientiam Episcopo materialiter, ut sic dicas, promisses tamen illum omnibus Prelatis suis, et quia pro eo tempore Episcopus non erat proprius Prelatus ejus, ideo non obligatur illi ex voto obedientiae; tamen, quia post ejectionem incipiit esse
Praeclatus ejus, ideo incipit etiam illi ex voto obligari. Confirmatur et declaratur, quia prins vastum factum est non solum Praetatis religiosis, sed etiam Summo Pontifici, imo huic primo ac praecipe, aliis autem ut gerentibus vicem ejus; ergo etiam post ejectionem obligat votum ad obediendum Pontifici; ergo et gerenti vicem ejus, qui tune est Episcopus, nam per ejectionem perdit religiosum privilegium exemptioein, et consequenter ex voluntate Pontificis, vel expressa, vel tacita, subjicitur Episcopo, quia non est verisimile ut Pontifex, qui vere est Praetatus et Superior ordinarius talis religiosi, reliquit illum liberum omium, et sine ullo regimine. Sic est ergo ante ejectionem omnem religiosi erant sub obediencia Episcoporum, ut intelligendum est ad eadem redire, finito privilegeio exemptioein, ut per ejectionem finitur, et sub hac tacita conditione concedi. Declarari potest exemplo religiosi, qui ad seculare beneficium promotus est, nam eo ipsi desinit esse sub obedientia Praetatorum sui religiosis; et incipit esse sub obedientia Episcopi, sub quo habet beneficium, ut est communis sententia, quam ostendit Navarrus, supra, ex glossa; Cardin., in Clement. 1, de Statu Monach., verb. Clausutr.; Joan. Andr., Panorm. et alii, ex textu ibi, in c. ult., de Capellis Pontificis; Panormitanus, c. Quod Dei timorem, de Statu Monach., n. 9; Sylvester, verbo Religio, 7, quest. 11. Nec est verisimile illam obedientiam esse communem tantum, prout illam debent seculares clericis, sed accommodatam religioso statui, quia alius esset prorsus inordinatum, et contra bonum animarum; ergo signum est, eo ipso quod religiosus liberatur ab obedientia Praetati exempli, incidere in obedientiam Episcopum; idem ergo est in casu ejectionis.

6. Altera ejusdem fundamenti endatio.— Denique dicitur, prater votum obedientie, et directam obligationem ex illa ortam, Episcopum, ex vi sui munerationis et jurisdictionis, habere potestatem regendi personam quamcumque religiosam non exemptam, modo convenienti et apto statui religioso. Nam, ut supra diebaem, est religiosus qui non voveat obedientiam Episcopum, eo ipso quod religiosus est, et in foro Ecclesiae in illo statu constituent, pertinet ad Episcopum eum in illo statu gubernare, et convenientia illi statui praepercere, et inconvenientia removere, sicut persona clericis, eo ipso quod ordinatur, subjicitur specialiter Episcopo, nam persona religiosa eo ipso est specialiter res sacra et ecclesiastica, unde vel hoc solo titulo incipit esse sub speciali cura Praetatorum Ecclesiae, et consequenter, remotae exemptione, pertinet ad specialium curam Episcopi, et ob eadem causam debet illi speciale obedientiam longe alio modo, quam reliqua seculares laici vel clerici, quia in ordine ad diversum finem, et consequenter etiam in diversis mediis et rebus. Hoc ergo satis est ut, usque etiam voto, dicatur religiosus ejectus esse sub speciali obedientia Episcopi, tenere quod obediendum illi in rebus suo statui convententibus, si non ex voto, saltem ex pastoralis potestate Episcopi tali statui portionata; licet fere non sit tam ampla sicut ad dito obedientie voto. Unde etiam consequenter fit, ut talis religiosus teneatur se manifestare Episcopo, et su pontium iustitiam ei dare, ut ab eo possit gubernari. Qui enim ad alicuius agendum teneatur, consequenter obligetur ad ea, quae necessaria sunt ut illud fieri possit, argumento cap. 1, et cap. Praetura, de Offic. deleg.

Cui Episcopo, habitatione or origines, an forte beneficii, teneatur ejectus se praevenire.

7. Statim vero oritur secundum dubium, quod late supra tractavit Navarrus, dict. Comment. 2, n. 34, cui Episcopo teneatur hic religiosus se praevenire et obedire, an Episcopo originem, vel domicilii sui loci in quo ejacitur, aut beneficii regularis, si quod habebat. Et respondet, subjici Episcopo originem, unde vult, eo ipso quod ejacitur, incipere esse subjicius Episcopo originem, quantumvis ille distet, idque teueri adire, vel convenire illum, cique obedientiam prastare, et sub ejus dispositione vivere, aut, si velit ad ilium Episcopatum transire, ab illo licentiam postulare, nec posse licite suo arbitrio id facere. Fundamentum illius est, quia solus Episcopus originis est certus et inmutabilis. Nam, licet per beneficium vel aliis modis alibi possit acquiri domicilium, et subjicius ad Episcopum, numquam tamen afferetur domicilium originis, sed accumulatur alius, reliqua vero mutabilia sunt, et facile auferuntur. Confirmatur, quia alias religiosus ejectus, cum primum incipit esse extra religiosum, manaret quasi sui juris, ut libere possit sui voluerit Episcopo se subedere et presentare, quod est contra statum ejus.

8. Hac vero sententia practice pati potest plures difficulitates, et non sufficienter fundatur, idque non videtur sequenda, nec Ipsi.
ALIQUO MODO STATUM SCUAM, ETC.
ejecti in las augustias redigendi sunt. Contingit enim sepe religiosum eject in loco remotissimo a loco sua originis; cur ergo cogetur statum peregrinari, et illum adare? Interdum etiam illud erit magnum incommo-
dum, non solum spirituale, sed etiam temporale, vel quia erit illi occasio libere divagandi per multum tempus et varia loca, vel quia redire ad locum originis erit fortasse nocivum. Sepe etiam erit molestissimum, vel propter honorem, vel propter ruborem, et verecundiam nimiam; cur ergo tam duram obligationali

nonimus sine sufficienti fundamento? Nam quod immutabilior sit origo, non refert; inde enim habetur ad summum, posse hunc ejectum, si velit, se subdere statim Episcopum originem, non vero quod illi necessario subjiciendum sit, nam hoe praestant alii tituli domicilium aut bene"cii, ut possit quis alteri subdi, si velit. Et ita quoad alios actus jurisdictionis liberum est alii personas se subdere Episcopum beneficii et domiciliis, et non originibus; ut, verbi gratia, ad recipiendum ab eo litteras dimissorias, et similia; ergo idem erit in presenti.

9. Judicium auctoris, liberum esse ejecto subdi Episcopum originem, vel loci sancti — Quid quando alterum jam elegit. — Quocircum probabile mihi est, esse liberum huic religioso ejecto statim se presentare Episcopum loci, in quo et monasterio a quo ejectur, et illi obedere; sive hoc sit ratione domiciliis quod sibi eligit, et incipit ibi habere, sive quia tunc est quia peregrinius, et nullum habens domicilium, et ideo subjicietur pastoriis illius loci, in quo praesens est, et quasi peregrinari incipit. Nec tamen ad hoc ipsum consueit esse obligandum, quia, si velit, potest etiam adire Episcopum originem propter fundamentum Navarri. Nec est inconveniens quod Navarri confirmatui aiebat, ejectum liberum esse inter hec eligere, praesertim priusquam se presentet, quia est veluti carens determinato Praelecto, cui actu subjectus sit, ideoque alium spontaneum electionem in eo haberet potest. Videri autem potest probabile inter hos duos Episcopos debere necessario eligere, quia respecta aliorum nullam habet titulum subjectionis. Nam quod haberetur domicilium sub alio Episcopum antquam ingressus esset religionem, non refert, quia jam omnino domicilium mutavit; et idem est, si ante beneficium habuit, quod jam omnino reliquit, nulla enim inde manet subjectio. Sed, licet sit verum, nullam rationem subjectionis respectu aliorum Episcoporum, adhuc non est dubium an pro suo arbitrio possit illam prebere cui voluerit, quod pendet ex aliqua obligaturatione, scilicet an postquam uni se presentavit, et acto subjecti, tenetur perpetuo sub illo manere, ita ut sine illius licentia non possit mutare domicilium, de quo statum numero decimo sexto dicam, et inde patebit alterius dubii resoluto.

Quomodo et in quibus rebus debet ejectus obedi
e Episcopo.

10. Ostenditur jam secunda pars assertionis posita in n. 4. — Dubium praecipuum de obligatione ejecto ad regulam religionem. — Dubitari enim ulterius potest, quomodo et in quibus rebus tenetur hic religiosus ejectus obediendo Episcopo, cujus se presentavit, et subjectus actu est, ut secundae parti assertionis satisfaciamus. Ratio autem dubitandi esse potest, quia illa sollem promisit obediere Praelecto secundum talem regulam; sed ejectus jam non tenetur servare regulam; ergo non tenetur obediendo secundum illam; ergo nulla in re tenetur obediendo, quia quidquid extra regulam precipitur, non cadit sub tale votum, ut supra ostensum est, Quae dubitatius etiam simul hic necessario tractandum, an tenetur religiosus ejectus regulam servare, quantum in illo statu potest; illa enim, quae pendent ex actuali vita regulari et communis, servare non potest, et ideo clarum est ab illis excusan; ut est, verbi gratia, assistere in choro, clausuram suo modo servare, ita ut sine licentia Praelecti non possit clausuram inire, interesse Capitulario et communem penitentiam suscipere, et similia; sunt vero alia multa, quae possent extra clausuram servari, a quibus non videtur exonerandus hic ejectus, cum possit ea servare, ne commodum ex iniquitate sua reportare videatur. Hujusmodi sunt imprimis privatim recitare officium canonicum, quod videtur esse generalior obligatio consequens professionem; item jejunia ordinis cus
dire, quod videtur etiam gravissima obligatio; item disciplinas, vel alia paenitencias, quas regula prescribit, et si quae alia sunt ejusmodi. Eadem caestio est de habitu, quem, scilicet, defferre teneatur, aut quem possit ei praecipere Episcopus cui subjectus est. Tandem caestio simili est de habituone, et de aliquali modo clausurae, ut ita ut ei praecipui possit ne tam facile domo exeat, vel non solos, vel non sine aliquis facultate. Ac denique au possit illi prohiberi mutatio in alium locum;
vel etiam an possess ei precipiar. Nam ex una parte videtur valde alienum ab statu religioso, ut possit suo arbitratu locum vel domicilium mutare, vel etiam ut non possit a suo Superiore mutari. Ex alia vero parte non apparatus quomodo possit ad aliquod hortum praecepto cogit, cum ea non promiserit, nec sint secundum regulam quam promisit.

11. In hac re, incipiendo a secundo dubio, Soto, lib. 7 de Justitia, quest. 2, art. 1, et circa ad 3, pro certo habet non teneri hujusmodi ejectum ad observationem regulae, cum ad nullum obediendum usum obligetur. Idem Molina loco citato; Navarrus etiam, locet in puncto de obedienda Episcopi ab eis differat, in hoc tamen consentit, quod non putet teneri ad regulam servandam, tum citatis locis, tum etiam lib. 3 Consillorum, consil. septuagesimo nono. Alii dixerunt hunc teneri ad observanda substantialia regulae, non vero ad accidentalia. Et hoc posterius communiter receptum est, ut ait Navarrus supra. Primum vero videtur sensisse Fredericus de Senis, quem ibi citat cons. 38. Sed difficile est aliqua substantialia in regula distinguere prater tria veta. Et ideo absolute asserendum videatur cum communi, hunc non teneri ad regulae observationem. Iam tenet cum Soto supra Navarr., Comment. 3 de Regularib., n. 46. Et ratio est, quia ad regulam non obligatur quis nisi ex vi professionis, et quasi sub pacto et conditione, ut permettatur vivere in tali statu et communitate: nam cives in tantum obligatur legibus civitatii, in quantum in illa vivere permettitur; si autem ab illa ejiciatur ac relegatur, cessat obligatio. Item, quia observanda talis regula in tali vita communi, est suo modo faciliis propter proportionem quam habet cum tali modo vivendi; et auxilia quae in eo statu sunt ad illam observandam sustineandam, quod extra clausuram, et in seculari vita esset molestissimum vel observantissimis religiosis.

12. Enucleatur assertum discurrendo per obligationes regulae n. 10 recentiss. — De officio canonicum. — Ut vero assertum hoc magis in particulari explicitur, dicendum est, hunc religiosum ejectum non teneri ad officium canonicum recitandum, si clericus in sacrí sit. Ita Soto supra; et probatur, quia vel tenetur ex voto, et hoc non, quia illud non expresse, et in specie vovit; vel ratione regularum, et hoc non, quia non tenetur ad regulam observationem, ut ostensum est; vel ratione ecclesiastici praecepti, quod obliget omnes in religione professos, et hoc nullum extat, ut diximus lib. 4, de Horis canon., c. 10, n. 7; vel ratione conserudinis, et hae solum probari potest de religiosis sumum statum profissentibus ac retinentibus, et ad chorum per se obligatis, nam illi, qui chorum non profissentur, vel qui non sunt ad chorum deputati, nec talem habent consuetudinem, nec ad hoc obligantur, ex sententia omnium; multo autem minus potest ostendi consuetudo in his iectis; nec consuetudo, que est intra religionem, potest obligare ad illam extra religionem servandam, tum quia non est major ratio de consuetudine quam de regula; regulam autem non tenetur servare; ergo nec conserudinem; tum etiam quia modus vivendi longe diversus est, et consuetudo respicit istum specialeum vitemodum; tum etiam quia extra religionem deficit fundamentum illius conserudinis, quod est obligatio ad chorum ex vi regulae, et tarsasse substantionis ex eleemosynis aut ecclesiasticis bonis, ut aliqui volunt; iector enim jam non alitur ex bonis religionis, sed optet ut quærat unde alatur; durum ergo est illum obligare, nam habens titulum beneficii sine sacrís ordinibus, si omuino fructibus ejus gaudere non potest, non obligatur pro tunc ad recitandum; ergo similiter, etc. Vel tandem tenetur ille preciseratione professionis, et hoc non, quia, ut tract. 4, supra citato, et tract. 8, cum Cajetano, Joanne de Medina, et alius diximus, professio per se non affect se cum obligationem officii canonicii, sed media conserudine orta ex predictis capitibus. Et haec ratione professi laici non tenetur ad officium canonicum, quia non sunt ad chorum deputati. Unde omnes dicunt, si monachus professus, et constitutas in gradu eorum qui ordinandi sunt, et chorum profissentur, arbitrio Superioris mutetur ab illo gradu ad gradu fratrum laicorum, jam non teneri ad officium recitandum; major autem mutatio fit in religioso per ejectionem, magisque separatur a choro (ut sic dicas), potestque perpetuo manere liceat in statu laicorum, extra conjugium; ergo multo magis deb obligatur ab illo officio.

13. Contra proxime dicta de officio sentientes refutanur. — Contra hane vero partem
opinatus est Navarrus in Enchiirid. de Orat., c. 7, n. 20, tum quia culpa non debet ei patrocinari, nec libertatem conferre; tum etiam quia semper manet religious, et ad sum monasterium aliquo modo reverti potest, si velit. Hanc opinionem sequitur Emmanuel Roder., tom. 1 Questionum regul., questione 30, art. 19, quia non sunt hi exonerandi, nisi in his quae in seculo commode servare non possunt, cum sua culpa extra religionem sint; sed possunt commode componendum officium dicere; ergo. Sed hoc non cogunt, quia primum quaerendum est fundamentum obligationis, quam quaeratur ratio excusationis. Hic ergo non ideo hos exemamus, quia commode servare non possunt hanc obligationem, sed quia in eis deest obligationem fundamentum, quod non est nuda professio, ut dictum est, sed professio, cum actuali deputatione ad chorun, et consuetudine in illa fundamenta; per ejectionem antem, licet non tollatur professio, tollitur actualis deputation ad chorun, et mutatur quodammodo status, in quoe illa obligation fundatur. Ne refert quod sua culpa egestis sit, quia illa fuit causa remota, ad cujus paenam per accidents sancetum est, ut tolleretur fundamentum hujus obligationis. Ut si intra religionem ipsum aliquis propter delicta transferretur a statu monachorum chori, ad gradum laicorum, consequenter tolleretur illa obligation; et de obligatione ad servandum totam regulam idem dicendum est. Nec illud reputetur commodum, quia plus habet incommodi et pene, licet, supposito tali malo pene, aliquid omninus suferat. Unde quoad hoc non est eadem ratio de fugitivo, non illa revera non mutavit statum et gradum in suo ordine, et ideo cum eadem obligatione manet.

14. De gestations habitus. — Tertio, quod ad habitum pertinet, certum est hune religiosis non teneri, imo nec posse habitum suas religionem deferra, quia justa illo privatus est, et quia est depositus et quasi degradatus a monachatu, et ideo e non permititur habitus religionis. Item, illud cederet in magnam injuriam et inaniam talis religionis. Denique habitus ille, juxta communem impositionem et conceptionem, significat actual em unionem cum tali religionis, et vitam sub obedientia ejus; quae significatio in talis persona falsa est. Atque ita sentit Navarrus, citatis locis, presentim Comment. 3 de Regularibus, ubi significat teneri hune religionem ejusdem ad deferendum habitum clericalis; existimo tamen ex vi professionis ad hoc non taueri; nam, si sit clerics, ratione ordinum tenen tur, quantum gradus ordinis postulaverit; si autem clerics non sit, existimo posse manere in habitu laicorum, quia potest in eorum statu perpetuo manere sine animo susciendi ordinem; cur ergo obligabitur clericali habitu defere? Item, si egestis sit e religiosis laiciis, certum videtur non cogi ad habitum clericalis; ergo idem est, licet esset ex deputationibus ad chorun, sicut nundum erat ordinatus, quia sine culpa potest animum mutare, et exlibitaturn in statu laicorum servare. Quare nec per obedientiam Episcopi existimo posse cogi ad talem habitum defere? Item, quia hoc directo non vovit, nec etiam vovit obedere in omnibus sine discrimine, etiam si per se non pertinere ad statum religionem; habitus autem clericalis per se non pertinere. Solvam ergo potest obligari ut honestum habitum deferat, consentaneum e qui cas, ilum statum perfectonis profiteretur; in particulari autem prudenti arbitrari how relinquendum est. Ut, si persona egesta, esset monialis profesa, coss cogitasset ad habitum honestum, virginitiis accommodatum, perferendum, non vero ad aliquem specialemodum, vel siquam proprium aliquam, ut est in viris habitus clericalis.

15. De habitatiois modo. — Quarto, idem cum proportione dicendum est de loco et habitatiois ejus. Fuit enim opinio Frederici de Senis, posse ab Episcopo obligari ut in aliqua loco solitario vivat, ut ibi severt substantia religiosis. Sed hoc merito repellit Navarrus, dict. consil. 79, quia nullo iure nec ratione fundatur; idem enim ejusdem nec solitario vitam vovit, nec etiam promisit obedere in hujusmodi rebus, nec ille modus vivendi est secundum regulam, secundum quam obedere promisit; nec etiam est illud medium necessarium ad servandum castitatem, et pautpertam quam vovit. Quocircum solam poterit ab Episcopo obligari, ut in loco homo vivat, ubi sine periculo morali castitatis violanda conservari possit.

16. Major enim dubitatio est supra tacta in fine n. 9, an possit hoc religiosus obligari ad vivendum in eodem loco semper, vel sub obedientia ejusdem Episcopi, vel possit libere et pro arbitrio sui mutare solum, vel intra eodem diocesis, vel ad aliam transiens, in religiais parendo Episcopo sub quo fuerit, justa mensuram sue obligationis. Navarrus, dict. Comment. 2, n. 34, sentit non posses mutari.
CAP. VI. AD QUID OBLIGETUR RELIGIOSUS EXPULSUS LICITE, ETC.

ipsa ad ea obligat : ergo. Item, quia alias pos- set obligari ab Episcopo ad hae opera pro ar- bitratu Episcopi, sine ullo respectu ad regulam, quod repugnat ; alias potestas Episcopi ad precipendum ex vi voti obedientiae major esset quam fuisse in Prefatibus religiosis, quod dicit non potest, cum sit quasi subrogata loco illius. Sequela vero patet, quia respectu ejus regula perinde se habet ac si non esset, quia (ut sic dicam) non est pro illo posita, sed pro religiosis et obligatione et usu. Additi vero limitationem de necessitate talium operum ad observationem castitatis, quia existimo, unam ex potissimis materiis voti obedientiae esse, ea quae pertinent ad observationem aliorum duorum votorum, et ob eam causam potissimum requiri hoc votum in omni statu religioso, etiam privato, ut supra teggri, et infra latins dicam. Unde, quia votum castitatis in tota sua vi et usum integram manet, licet alius regulae et obligationes essent, esse semper duratum, et consequenter secundum illam potest per obedientiam injungi quidquid specialiter ac prudenter judicatum fuerit necessarium. Hujus autem rei judicium apud Prefatum esse debet, ut per se constat. Nec expectanda est extrema necessitas aut evidens periculum. Sed satis est quod tale medium judicetur valde conveniens ad praecambendum periculum, vel ad quamdam majorem securitatem, quals in omni statu religioso procurans est.

18. De subjectione ad Episcopum in tribus. — Sexto et ultimo concludo, hune religiosum non teneri obedire Episcopo, nisi in tribus materiis. Primo, in his rebus quae secundum generalle arbitrium prudentiae pertinuerint ad decentiam status religiosi, prout in illo modo vivendi durat, in honestate ac decentia habi- tus, occupationis, seu negotiationis, conversationis, et similis. Secundo, in his quae pertinent ad castitatem religiosam. Tertio, in his quae ad usum paupertatis necessaria sunt. Hec probantur improvisae, quia nulla probabilior ratio hujus obedientiae et subordinationis assignari potest. Quia non debet hae obedientia esse sine aliqua mensura, cum hae sit ultra ordinariam mensuram status religiosi ; illa antem mensura non est prior regula, quia ad illam non tenetur, nec alia, quia illam professus non est ; ergo non potest alia exegcitari, nisi quae ex ipsis votis et decentia status sustinatur. Confirmatur, quia in illis tribus repirit ratio clara ; nam improvisae votum obedientiae vix potest ad usum reduci sine subordinatione obedientiae ad aliquid personam in
ALIQUO MODO STATUM SUUM ETC.

materia ejusdem voti, ut ex superioribus constat. Deinde obedientia religiosa ex generali ratione sua ordinatar ad debitam instructionem, et aliquam disciplinam pro illo statu, et maxime ad observantiam constitatis; ergo si manet in hoc religioso obedientia ad Episcopum, maxime propter illa tria capita manet; prateria illa vero nullum alium potest cum fundamento addi; ergo. Et per hsec satisfactum est omnibus interrogationibus in precedentii dubio propositis.

De obligatione quoad votum pauperatis.

19. Ejusque non in perpetuum incumbit affectiones quae in seculo acquisitivit, si revocaret. — Dixi a n. 10 de voto obedientias; superest dicendum de effectibus, et obligationibus quas votum pauperatis habere potest in bujusmodi religioso ejecto. Et imprimit quern solet qui acquirat ea, quae quacumque via recipit vel lucratur: certum est enim non acquirere sibi talium rerum dominium, quia non est capax ejus; cui ergo acquirit? Est autem questus quando et per definitivum sententiam in perpetuum ejectus est; nam si temere et injuste sit ejectus, adhuc acquirit monasterio secundum omnes, quia tenuitas aut injustitias particularis Praeati non potest nocere monasterio, ut notavit Panormion, in cap. Sicut nobis, de Regular., n. 6, et in cap. uinio, de Infantibus et langui. expos.; Archidaconus, cap. Abbates, 18, quest. 2, ex Regula Didicetum, de Regul. jur., in 6, in quibus auctoriis, et aliis citandis, advertemus, promiscue tractare hoc punctum, de ejectis, fugitivis vel translatis; sed nos signiliamus de his agimus, et idem confundendae non sunt difficulitates, nam sunt valde diversae; hic enim solum de justae ejectis agimus, et maxime de perpetuo ejectis; nam si non sit perpetuo expulsus, sed ad tempus, monasterio acquirit, quia, licet pro eo tempore, quo extra illud vivere complurit, possit usus rerum ad suam sustentationem retinere, tamen non potest eas in alios usus distrahere, cum revoca sit subitus religionis, et fluius tempore, tenetur cum suis omnibus rebus ad religioinem redire. Isto etiam existimo, quod licet justae et omnia ejectus sit, quandum non emendetur, nec procurat redire, sed per eum stat quominus recipiatur, pro tunc acquirere monasterio, saltem quod hunc effectum, ut si monasterium velit illum revocare, teneatur omnia secum deferre et monasterio tradere; nec possit ea in alium usum distrahere, quod a fortiori patebit ex dicendis.
quod ad aliquem hominem vel hominum communitatem pertinente circa talia bona.

21. Resolutio, quando religiousus transfertur ad aliquam Ecclesiam regularem, vel secularem. — Dico ergo, hunc ejusdem considerari posse vel solum ac precise ratione ejectionis, vel ratione translationis ad aliam Ecclesiam regularem, per professionem in illa; vel secularem, per beneficium. Ratione translationis certum est acquirere Ecclesiam, vel monasterio ad quod translatus est, cap. 1, 18, quest. 1, cap. Si quis transitus, 21, quest. 2; et infra, c. 13, latius dicetur de translatione ad monasterium. Translatio autem ad Ecclesiam secularis fieri potest vel per beneficium in illa sussitum, et tunc etiam est res clara, et infra c. 19 tractanda; vel fieri potest solum per habitacionem et domicilium, ac obedientiam jam praestum Episcopo illius loci, absque ullo beneficio, sed vivendo ex eleemosynis, vel alis suo morum operum fructibus, vel stipendiiis (non est enim dubium quin utroque modo liceat tali religioso vivere, cum neutrum sit prohibitum, nec per se malum, nec ab statu religiousius alienum aut indecens, ut in superioribus generatim tractatum est, et in particulari tractat Navarrus, diet. Comment. 2, n. 37).

igitur de religioso hoc tantum modo translato ad Ecclesiam secularis etiam censoo veram esse commanem sententiam, seliscet, acquirere illi Ecclesiae ad quam specialius translatas est, id est, bona illius pertinentie ad bona comminia illius Ecclesiae, cum ouere alendi illum, et cum potestate utendi bonis illis quae acquirit, de licentia Episcopi, quasi debet esse justa, et in pias usus, non extraneas, nec alienos ab illa Ecclesiae, quamvis ex rationabili causa et pia possit etiam aliis Ecclesiis applicari. Ratio est, quia per hanc qualemque translationem acquiritur jus illi Ecclesiae, quia illa quodammodo suscitipit alios alendi talem religiosum; et Episcopus acquirit etiam jus distribuendi et dispensandi talia bona; ac desque quia iura canonica ita disponere videtur uti rationabilitatis. Quocirca, sive contingat hanc religiousum revocari ad monasterium, non habet monasterium; et repertendi bona ille tempore acquisita, imo negit religiousus voluntarie illa deferre poterit, sine consensu Episcopi, cui jam fuit jus acquisitum, quod dispensationem corum. Et eadem ratione, si tali religiousus se transferat ad una Ecclesiae in aliam, prontidimus facere posse, non potestis secum deferre bona acquisita ibi, sine licentia Episcopi, propter eandem rationem.

sed solum ea quae suo actuali usu sunt moraliter necessaria.

22. Quia quando simplicitat ejicitur sine tali aliqua translatione. — At vero si hic ejec tus nunquam proprie transfertur ad aliam Ecclesiam, quia nec beneficium in aliqua recipit, nec sub speciali obedientia alienus Episcopi vivit, nec tanquam religiousus se gerit (sive hoc male, sive licite faciat), semper videtur mihi acquirere suas religiones, ilamque habere jus ad revocandum personam, et cum ea, omnina quae acquisitum; et, si illa in tali statu moturari, credo posse recuperare bona, si quae reliquit. Ratio est, quia per solam ejectionem nulli alteri Ecclesiae, nec certo aut determinato Episcopo aquisitum est jus ad talia bona, quia nullius Ecclesiae illi est speciale membrum effectus, neque in ulla vivit aut alturur reli giosus, sed ut ali clerici vel seculars. Unde in eo casu existimo habere locum quod dixit Sylvest., verb. Apostasia, quest. 9, ius disponendi de bonis acquisitis a tali religioso pertinere ad supremum Prelatum religiosis a qua ejectus est. Ipse tamen in hoc distinguui inter religiosos exemptos, et non exemptos, quod mihi non probatur. Nam si religiousus ejectus, est translatus, etiam exemptus sit, subjicietur Episcopo, et procedunt quae diximus; quia per ejectionem totam amittit jus exemptio is, quia desinuit gaudere privilegiis suas religiosis, et ipsa etiam religio amittit hoc justo respectu talis persona, quia, quantum potest, illam a se prescindit, et ita relinquit illam sub obedientia Episcopi, saltem quamdiu illum ad se non revocet: quod idem est in religioso non exempto, in odem casu, in quo sit omnino translatus ad Ecclesiam secularum, seu potestatem Episcopi, tanquam proximi Superioris sui. Si autem translatio facta nou est, tune de exemplo vere dicturus manure sub obedientia Prelati sua religiosis, saltem suprema, vel superioris illi, a quo ejectus est; et consequenter verum est illum acquirere suas religiones, licet fortasse non acquirat suo monasterio, a quo ejectus est, sed applicatio sit in postestate Prelati superioris; tamen idem est proportionaliter de non exemplo; nam, licet ille maneat subjectus Episcopo, id est quia ipse Episcopus est veluti superior Prelatus talis religionis.
CAPUT VII.

UTRUM LICITAT RELIGIOSO PROFESSO EXTRA MONASTERIUM VIVERE RETENTO VEL MUTATO HABITU, DE LICENTIA PRELATI, ET AD QUID TUNC TENERAT.

1. Non licere sic vivere absque licentia. — Diximus de vitiosae, ut sic dicens, et prænali mutatione religiosi status; sequitur dicendum de mutationibus, quae per se ac licite fieri possunt, quorum minima esse videtur, quae sit per solam separationem, seu habitacionem, sine assumptione alterius status, vel officii quod per se postulat tale mutationem. De haec igitur separatione religiosis, primo certum est non esse licitam sine legitima facultate aliquus Prelati, qui possit illam concedere. Hoc satis constat ex dictis in cap. secundo et sequ., quia sine talis licentia committeretur pecatum apostasie, ut ibi probatum fuit.

2. De licentia vero licere.—Secundo est certum ex legitima facultate posse hic licite fieri. Probatur, quia non est hoc intrinsecus malum, neque etiam est contra votum, quia paupertas, castitas et obedientia extra clausuram possunt servari. De castitate id supponimus, ut in clericis secularibus, etc. De paupertate infra id declarabimus. De obedientia vero constat, quia per eandem legitimam facultatem servatur debita subordinatio obedientiæ ad Praelectionem; nam semper talis religiosis pendet a Prelati voluntate quoad locum habitacionis sui. Religiosus autem de se ibi habet clausurum et monasterium, ubi per voluntatem Superioris habitaverit. Denique hoc satis constat ex usu Ecclesiæ, quem antiquissimum etiam esse ex dicendis constat.

3. Dictam licentiam potest Papa concedere. — Potest etiam Prelatus regularis, attenient jure commun. — Dubium vero imprimit est, quia possit hanc facultatem concedere. Et quidem de Summo Pontifice constat posse, quia est supremus Prelatus, et in eo est suprema potestas. Dubium ergo est de Prelato ipsius religiosis, quod potest tractari, vel secundum jus commune, vel secundum privilegiao ac specialia jura religionem. Priori modo dicendum est habere Prelatum hanc potestatem. Ita sentit Navarrus, Comment. 2, de Regularibus, n. 46 et 40, et Comment. 4, n. 44 et sequentibus. Et probatur prima, quia jure communis potestas supra religiosum est penes Prelatum, c. Nullam, 18, q. 2. Secundo, quia jure common potest quis profiteri aliquam regularum alienæius religionis, manens in domo sua de licentia Prelati, et ad nuntium ejus, c. Insinuante, quia clerici vel voventes, quod antiquum jus nullo posteriori revocatum est, nee potestas Prelatorum limitata; ergo integrum manet. Tertio, quia licentia non est dispensatio in aliquo voto, sed ad summum in regula; sed Prelatus potest dispensare in regula; ergo potest illam licentiam concedere.

4. Sed objici potest, primum, quia Prelatus non potest dispensare in jure communis; sed communis jure videtur prohibitus monecho vivere extra clausuram; ergo. Minor collegitur ex c. Placuit, 2, 16, q. 1, ut dictur: Placuit communi nostro Concilio, ut nullus monachorum pro lucro terrene de monasterio extra nefandissimo ansu praematur; et infra: Sit clausuro contentus, qui sic sit, quis sit aqua caret vita, ita sine monasterio monachus. Idem sumitur ex c. Monachi, 2. Ex quibus sumi potest secunda ratio, quia Prelatus non potest dispensare in his quae sunt vel substantialis statui religiosi, vel adeo proquina et necessaria, ut sine illis vix possit substantialia conservari; sed ita se habet vita clausura respecta status religiosi, ut ex dictis juribus constat. Licet enim status religiosus in communi possit esse in vita solitaria, vel in privata domo, nihilominus specialis status vita conobitice et regularis non potest extra clausuram retinere, quia non potest ibi regulis et communibus observari. Tertio, non potest Prelatus eximere aliquem ab obedientia sua; sed extra clausuram vivens manet ab obedientia extrema; ergo non potest hoc illi concedere. Quarto, est similis difficulitates de voto paupertatis, quia extra clausuram vivens necessitate est ut habeat bona et reditum unde vivat, et ut de bonis, quae habet, libere posse disposuere, quod videtur repugnare voto paupertatis et observantibus ejus, quam prescribit Concilium Tridentinum, sessione vigesima quinta, c. 2, de Regular.

5. Ad primum dictitur imprimit posse Prelatum regularem dispensare cum subditis, in his quae sunt juris communis, ut in superioribus visum est. Deinde dictetur nullam esse tam prohibitionem absolutam ex vi solius juris communis; nam in dicto c. Placuit, solam prohibetur ne monachus presumat extra nefandissimo ansu, etc. Qui autem egreditur cum licentia Prelati, non egreditur nefandissimo ansu; et in c. Monachi additur, Nisi cum Abbatis imperio; ergo potius supponitur.
Abbatem posses dare hanc facultatem. Magis absolute videtur id præcipi in c. Qui teneo, ea
dem causa et questione, quod est Concilii Chalcæonensis, can. 4. Et iuxta illud ait Alex-
ander II, in cap. Juxta, ibidem, juxta Chal-
cæonensis optimi Concilii tonorem, monachis,
quia est religiosis, ad normam Sancti Bene-
dicti intra clausum monari pracipimus, vi-
cos, castella, civitates prorogare prohibimus.
Tamen, in priori canone Concilii Chalcæonensi-
is expresse additur, Nisi forte jubeantur pro-
pter urgentes necessitates ab ipsius civitatis
Episcopo. Erant enim tunc monachi illi sub-
jecti. Unde nunc in exemptis illa potestas trans-
slata est a Prælatum, et juxta caeodem
limitationem preceptum Alexandri intelligenti-
dum est, cum ad aitiam referatur. Et c. 2. Ne
clericis vel monachi, in 6, sumitur optimum
argumentum ab speciali. Nam ibi precipitur
ut nullus religious se conferat ad studia lit-
erarum, ut silicet, ea occasione extra clausu-
rum vivat, nisi de licentia Prælati, et ibi spe-
litarius postulatur ut illa non detur sine con-
senso majoris partis capituli, quia conditio ibi
specialis est, et ideo si licentia detur ad alios
finis, neque illud concilium necessarium est;
est ergo potestas apud eum Prælatum ex vi
communis juris.

6. Ad secundum respondetur, probare quie-
dem argumentum facultatem hanc, sine gra-
vissima et fere necessaria causa dari non de-
bere, non tamen simpliciter non posse dari,
quia habitation in claustro multum sine dubio
confert ad vitam religiosam, et ad caverna pe-
ricula, et ad servandam conformitatem et per-
fectam unionem cum toto corpore, et ad ex-
ternorum etiam et securitatem et exemplum seu
adicationem; nam sine dubio hec separa-
tio religiosi a suo chor, et privatus vivendi
modus, ex suo genere non confert populo adic-
icationem, nisi gravibus et manifestis causis
honestatut. Absolute tamen non est res sim-
pliciter necessaria ad honestum vivendi mo-
dum, etiam supposito statu religioso, quia
non est de substantia eis, nam extra clau-
sum possunt servari tria substantia vota,
et vita etiam regularis quod precipuus ejus
observantias. Nam qui extra claustrum vivere
permittitur, non eo ipso absolvitur ob omni-
bus oneribus et obligationibus religiosae re-
gulae; cur enim, ante quod est ratio talis con-
secutionis? nullo ergo modo admittenda est
talis extension, nisi in indulto exprimatur, et
fiat quasi specialis dispensatio. Quo multo
quidem difficilior est, et vix potest habere cau-
sam justam, praestimis si generaliter fiat, nam
in alicuius specialibus regulis possent ali-
quando tolerari. Seclusa autem hujusmodi dis-
ponsatione, tenetur hujusmodi religiosus ibi
servare totam suam regulam, pro loci et tem-
poris opportunitate, praestimis quod ad actiones
que privatim et solitarie fieri possunt, ut sunt
jejuni, et alii modi austeritatis ac penei-
tien, orationes, et similia, quia nulla est ratio
cutionis, per se loquendo, cum sine con-
sortio aliorum fieri possit, et regulas simplici-
ter et sine loci determinatione loquantur. Quod
si aliqua regulae determinata respicient clausu-
rum vel communitatem, licet non dentur execu-
tionem, non fit eam transgressio, sed quasi suspenditur eam obligatio, quia pro
tali loco et tempore deest occasio et facultas
exsequi hujusmodi regulas. Et, quod caput
est, formaliter in eo servari potest omnis regu-
la, quod semper fieri potest aliquis ex ob-
dentia, vel quod censetur esse voluntari Sup-
rioris consentaneum. Unde etiam servatur
vita communis et Consobritica, quia servatur
unio cum toto corpore sub obdictione ejusdem
Praelecti, et quia est semper quis paratus reliere
ad monasterium, quando jussum fuerit, ut in
terra objectione dicitur.

7. Praelectus peccat graviter dando sine cau-
sa licentiam ad habitandum extra clausum.
— Sed quid si talis licentia sine causa legiti-
ma detur? Respondo imperimis graviter peca-
care Praelectum eam concedentem, quia omnis
dispensatio in lege justa, sine causa data, ini-
quid est ex parte dantis. Dices, hoc esse verum
quando lex obligat ad peccatum mortale, et
continet absolutam prohibitionem; regula
autem qua obligat religiosam ad habitandum
in claustro, vel non obligat de se sub peccato
mortali, vel saltem non continet absolutam
prohibitionem contrarium, sed sub illa condi-
tione, Nisi de licentia Praelecti; et ideo Pra-
lectus dans tale licentiam non videtur propia
dispensare, sed solum necessarium conditione
apponere, ut actus debito modo sit. Si-
cut, quando Praelectus dicit licentiam religiosi
ad egrediendum e monasterio, non dispensat
proprae, alias male facere dando tale licen-
tiam sine specialis causa.

8. Ad hoc respondi potest ex Navarro,
dict. Comment. 4, de Regularib., n. 39, le-
gem prohibitem religiosum egredii clausa
monasterii, includere non solum illam condi-
tionem, Sine licentia Praelecti, sed etiam haue,
Neque cum illa, nisi justa necessitate vel utili-
tate id suadente; quod ipse solum probat ex
Lib. III. de religiosis mutantibus aliquo modo statum scum, etc.

capit. citatis, Placuit, et Monachi, In.pag., et Qui ege, 46. q. 4, in quibus, ut supra tractavimus, videtur religiosis praecepiter clausura, et prohiberii exitus, nisi de licentia cum necessitate conceda. Unde videtur sentire Navarrus, etiam ordinarius licentiam ad exsuum et monasterio ad breue tempus vel horam non posse licite dari sine justa necessitate vel utilitate. Erit tamen differentia, quia dare hanc licentiam ad communem exitum erit tantum culpa venialis: dare autem ad communem extra monasterium erit culpa mortalis, quia, quoad hoc lex et materia ejus gravissima est, et talis dispensatio tam religioso quam religioni potest afferre grave incommundum.

9. Ne tamen niumm hoc restringere videamur, advertere oportet antiquos illos canones non loqui de omnibus religiosis, sed de propriis monachis qui vitam magis solitaria, et a consortio hominum remotam profitterunt; et praecepue factos esse illis temporibus, quando monachi non permittebatur ministeria clericorum exercere in populis concoionte, aut sacramenta ministrando; unde praecepae illis prohibent exitum ad hunc fines, et ideo requirunt Episcopi licentiam ex necessitate vel magna utilitate concessa; nam ad ordinarium exitum pro aliiis ordinariis occasioneibus, non videtur verisimile fuisse etiam tunc necessaria licentiam Episcopi, nec tantam circumspicetionem in ea concedenda. Nihilominus tamen verum existimo in illo statu juxta suum institutum non posse illam licentiam licite concedi, sine aliqua necessitate, vel utilitate alicujus momenti, quia revera censetur hoc una ex praeceptis observantibus illius statut, et ad decorum et puritatem ejus maxime pertinem. Tamen quoad hoc non est aequalis ratio de omnibus aliiis institutis religiosis, quae tantam clausuram ex visi insitusi non profitterunt, ut sunt religiones mendicantes, et aliae similes, quia, licet in eis necessaria sit licentia ad exitum, tamen faciliti potest concedi, non quidem omnino sine causa rationabili, quia hoc in omni actu humano necessaria est ut honeste fiat, sed sine tanta necessitate vel utilitate, quia interdum sufficiet potest ratio honeste amicitiae, vel moderate recreations, ut reddat causam rationabilem, quae in monachali statu fortesse non sufficeret. Et oculae eadem proportione gravior fortesse causa et magis extraordinaria necessaria est in proprio monacho, ut e concedatur licentia habi tandi extra claustrum, quam in aliiis religiosis, qui cum proximis magis versantur. Et nihilominus etiam in illis gravissima causa necessaria est, et regulariter urgens necessitas, ant tanta utilitas vel proprie religiosis, ant alterius boni communis, ut prudenter concedatur incommoda talis facultatis compensare.

40. Prædicta licentia, a Praetato regulari data, est nulla. — Nunc dicta procedunt etiam de licentia Episcopi. — Ulterior vero dubitari potest, est peccet Superior concedendo hanc facultatem sine causa legitima, an illa valida sit. In quo mihi distinguendum videtur inter Prelatum religionis et Sumnum Pontificem. Nam de licentia concessa a Praetato religiosis existimo esse nullam, si absque causa legitima concedatur. Ratio est, quia dispensatio data ab inferiori in jure Superioris est nulla, si absque causa deetur; Praetatus autem religiosis concedit hanc licentiam, tanquam dispensas in jure Supericius; ergo. Declaratur minor. Primo, quia si attendamus jus religiosis, qui libet Praetatus religiosis est inferior illo. Nam semper est constitutiona a tota religione, quo superior est cuicumque personali Praetato, etiam si Generalis sit, et solet esse approbationem vel confirmationem a Papa, quod ad minimum facit difficultiorem dispensacionem. Et vel maxime quod hoc jus jam non est quod hanc partem unius vel alterius religiosis, sed totius status religiosi, prout nunc est in usu Ecclesiae. Unde dicui potest saltum usus, et acceptatione omnium religionem introductam esse tanquam jam omnibus communem, jam non tantum obligans a1 modum regule, sed ut rigorous preceptum. Denique censeri etiam potest hoc jus Pontifici et Concilium ex decreatis supra citatis, a quibus con suetus etiam declaravit omnes religiones comprehenderi, et merito, quia hunc clausur genus non respectis peculiares vitam monachorum, sed communem statum regularum, et iedoe in jure conveniunt, et ut evidat Navarrus supra. Unde claruii constat in ordine ad hoc jus dispensationem Praetati esse inferioris. Quod ideo censeo de licentia Episcopi, respectu non exemptorum, quia licet in ipsis decreatis illi concedatur hae facultas, semper concedatur ut inferiori, et ideo inh postulatur expresso justa necessitas, vel utilitas.

11. Quid de licentia Papali. — At vero si talis licentia a Summo Pontifici concedatur sine causa legitima, valida erit, quia non est dispensatio in voto, cum haec per se non sit materia voti, ut ostensum est, negne in jure divino aut naturali, quia, secluse voto, null...
CAP. VII. AN LICET RELIGIOSO PROFESSO EXTRA MONASTERIUM, ETC.

Sed hinc potest quispiam in contrariun argumentari: licet talis religious peccaverit induceculo Superiorem ad malum, tamen post licentiam datam, licet inique, non pecabit, saltem graviter, illa utendo, quia jam non agit contra preceptum, saltem ex defecta materie illius; nam, ut dicebamus, materia hujus prohibitionis non est absolute vivera extra clausurum, sed vivere sine voluntate Prelato; illa autem licentia sufficient ut id non fiat sine voluntate Prelato; ergo sufficient ut ille non sit transgressor precepti; ergo ut non sit peccatum grave. Respondre primo cum Navarro supra, preceptum non solum requирire voluntatem Prelato, sed etiam justam causam, et ex hac secunda parte semper fieri contra preceptum. Secundo dictur ipsum preceptum postulare licentiam vel voluntatem Prelati, non quacumque, sed validam, seu efficacem ad tollendam precepti obligationem, quia verba legis intelliguntur secundum jus, et quia ipsa ratio et justitia legis hoc postulat; nam hec licentia non postulatur solum ut servetur debita subordinatio inter subditum et Prelato, si certus est nullam intervenire rationabilem causam, sed solum appetitum libertatis, vel alterius humanus commoditatis, quia vel decept Preflatum in re gravi, vel indict illum ad id, quod non potest sine gravi peccato concedere. Et praeterea religiosus ipse non manet tutus in conscientia cum tali facultate, quia ostensum est illam esse nullam; ergo non excusat a culpa qua in transgressione illius precepti committitur. Dices: ergo ille vivens extra clausurum cum tali facultate erit apestata, quia si id faceret sine ulla facultate, tale peccatum committeret, et facultas illa, ut dictum est, culpam non excusat; nam actu nullus nihil operatur. Respondetur negando sequelam, quia non est apestata qui manet sub obedientia Prelati. Et quod loc est magnae differentiae inter eum, qui manet extra clausurum sine licentia, vel cum licentia, licet invalida; nam prior non manet sub obedientia, et ita dupliciter peccat, scilicet manendo extra clausurum, et recedendo a subjectione debita Prelato, et in hoc secundo apestasia consummatur; alter vero, licet peccet contra preceptum manendi in clausuro, manet tamen in subjectione Prelati, et idque apestata non est. Licentia ergo illa quamvis sit nulla quoad effectus juris, operari nihilominus potest aliquid facti, qualem est, quod talis persona recoguoscat alium ut Prelatum, et de facto ejus obedientia subsit.

13. Peccat tamen graviter quando non praecipitur, petendo licentiam, et illa utendo. — At vero quando non intervenit mandatum, sed solum licentia seu dispensatio, primum quidem graviter peccat subditus eam petendo a
Lib. III. de religiosis mutamentibus aliquo modo statum suum, etc.

Prælatum, sed maxime ut religiosa clausura juxta exigentiam religiosi status illa sua servetur. Ad hoc tandem necessarium est ut non quæcumque voluntas Prælati sufficiat, sed illa, quæ est validæ et efficæ est.

15. Licentia Papalis sine causa, etiam pecunia nova est, valeat tamen. Sed quid si facultas sit Pontificia? Respondeo imprimit etiam male concedi, si absque legitima causa conceditur. Ita Navarrus, dict. n. 40, qui rationem reddit, quia Papa non potest dispensare in voto sine causa justa. Quæ ratio probat dispensationem illam non solum esse injustam, sed etiam nullam, si illa est dispensatio in voto, ut Navarrus indicat. Sed re vera non est dispensatio in voto; nam supra ostendimus voto per se non obligare ad manendum intra clausuram, nisi ratione obedientiæ, scelusis religionibus monialiarum, vel si aliquus virorum illud specialiter promittat. Sufficientis ergo ratio est, quia etiam Pontifex male faciet dispensando in suis legibus sine legitima causa, regulariter loquendo, ut ex propria materia de legibus suppono, et maxime verum habet in materia adeo odioæ, et quodammodo perfectionis religiosis et proximorum ædificationis contraria. Verum est respectu Pontificis plures esse posse causas legitimas ad hanc facultatem concedendam, quam non erat respectu Prælati religiosi, ut si Pontifex hoc concedat aliqui veterano Ecclesie ministro ad majorem quietem, et quasi in præmio laborum, illum suas obedientiam servando, vel si id faciat in gratiam aliquis Prælati, etiam sine magna necessitate, quæ cum ipse sit auctor iuris in quo huc obligatio fundatur, facilis potest in illo legitima dispensare. Si tamen omnino causa sufficientia desit (quod rare sine surreptione contingit), pecuncetr concedetes, etiam si sit Pontifex; unde etiam peccabit postulans, tamquam indecens ad malum, nisi per ignorantiam excusetur. Videatur autem nihilominus validissima illa licentia, quia dispensatio, data a Pontifici sine causa, in lege positiva validæ est. Non est autem ita validæ, quin tenetur semper Pontifex illum revocare, quia ejusdem rationis et malitiae esse videtur eam conservare, cujus fuit concedere, eum semper retractabilis sit, et in virtute illius, quasi continuo contra legem fiat.

16. Religiosus illa utendo, esto non pecet contra preceptum clausurae, atiunde deliquerit. Quandiu vero non revocatur, videtur reddere religiosum tutum in conscientia, ne sit violator clausurae, manendo extra clausuram, quia licentia est valida; ergo tollit obligationem prohibitions; ergo excusat culpam transgressonis ejus. Sed, illet hoc ex directa obligatione illius logis ita esse videatur, justa communem doctrinam, non excusat quia ab aliqua culpa utendo tali facultate, quia turpis pars est quae sine causa legitima discorsat a tolo, quæ culpa in alasillegibus humanis reputari solet veniales. Vereor tamen ne in presenti, ratione materia, sit mortalis, quia separatio a toto corpore in re tam gravi sine causa legitima videtur notabile deformitas, cujus siguum est, quia regulariter scandalum generat, et omnium etiam infamiam creat religioni, praeter alia pericula, quæ magis extrinseca sunt.


18. In tertia objectione petitioner, ut in facutals possit concedi perpetua et irrevo- bilis. Et quod priorim partem respondeo, facilis possit dari ad breve tempus quam ad diuturnum, et minorem causam suferre, ut per se clarum est, et eadem ratione posse melius concedi ad tempus limitatum, quamdiu diuturnum, quam incontilne sine temporis limitatione. Nihilominus certum est posse etiam hoc modo dari, non solum a Pontifici, sed
CAP. VII. AN LICET RELIGIOSO PROFESSO EXTRA MONASTERIUM, ETC.

etiam a Prælati, quia nullo jure prohibetur, et causa potest esse talis, quae ad illum modum facultatis sufficit. Ignorit in hoc sensu potest hec licentia esse perpetua negative, ut siunt, id est, sine certo termino. Perpetua autem positive, atque adeo irrevocabilis esse non potest, proportione servata, quod recte sensit Navarrus, Comment. 2, de Regul., n. 16; et conviuict ratio in objectione n. 4 insinuata, quia non potest Prælati eximere subditum ab obedientia sua. Quamdictum autem facultas est revocabilis, semper manet subditus sub obedientia Prælati, et ideo non reputat talis facultas obedientiae voto, quia non est de necessitate ejus, ut subditus sit loco conjunctus aliqui Prælati, a quo possit in singulis proxime gubernari; sed hoc ipseum subordinatum est prudens arbitrio ipsius Prælati. At vero si facultas asset irrevocabilis, eo ipso manet subditus exemptus ab obedientia Prælati, ut per se clarum est. Est autem hoc intelligendum, servata proportione, ut dixi; nam si concedens licentiam est Prælati regularis, non potest dare illam irrevocabilem a se, vel a superiore Prælati, propter discursum factum. Potest tamen dare irrevocabilem ab inferiori, et majore ratione potest Pontifex ita illem dare, ut a nullo Prælati religionis revocari possit, quia est supremus Prælatus. Neque hoc est contra obedientiam voto, quia ipsamet obedientiae ratio postulat ordinem et subordinationem, et consequenter petit ut superior Prælatus possit dare facultatem, quam inferior revocare non possit, et consequenter integrum ratio obedientiae servatur, si supræmo Prælati obedientur, quando omne jus in tale personam ipse sibi reservatur.

19. Vivens extra claustrum, cum licentia, nihil potest habere proprium. — Néque oportet habère jús administrandi bona immobiliæ. — Quamodò potest acquiare bona aliqua. — In quarta objectione petitur, quomodo servandum sit pauperitatis voto ab eo qui extra claustrum vivere permititur; nam quod servaverit debet certissimum est, cum illud non tollatur. Primo ergo nihil proprium habere potest propter illam mutationem, quae repugnat voto. Nec necessarium est, quia talis religiosis manet, semper membro sui religionis est, et ideo si quid habet, dominium ejus esset potest apud religionem, vel apud sum apud quem est dominium omnium bonorum, quibus sua religio utitur, quod propter fratres Minores dicimus. Unde (ut satisfaciemus Concilio Tridentino) non est necesse ut habeat administrationem aliquorum bonorum immobilium, neque annuos redditus certos, ad quos jus aliquod quasi proprium habere videatur; nam sunt plures aliis modi quibus sustentari possit. Primum, recipiendo certam aliquem portionem a suo Prælati vel monasterio, cujus usum, et non amplius recipiatur. Secundo, petendo eleemosynam. Tertio, suis laboribus vel ministeriis aliquid acquirendo, vel sustentationem aut stipendium ab aliquo Prælati, Ecclesia, vel Academia, etc., recipiendo. In quibus modis omnibus integra servari potest paupertas, non solum quod proprietatem, sed etiam quod usum, quia semper est dependenter ab aliqua voluntate, et justa beneficium si jussisse. Unde etiam fit ut talis religiosus possit disponere, dum sic vivit, de bonis quae veluti in pecuniâ habet, suo arbitrio, et salva nihilominus paupertate, quia totum illud facit ex licentia Superiors. Et ideo, licet ejus arbitrium sit veluti proxima regula, principalis vero, cui conformari debet, est justa licentia Prælati, vel formalis, vel interpretativa, justa superius dicta de voto paupertatis. Tandum licet possit etiam in eo statu aliquid acquirere modis liciti ac sibi permissis, atque ita suum pecuniæ modum congregare, per illam tamen acquisitionem nullum jus sibi comparat, sed totum transit in monasteryum justa commune justa religiousorum supra explicatum, quod eodem modo locum habet in religioso, etiam extra claustrum vivat; non agimus enim de Episcopo vel beneficiario, de quibus infra, a cap. 16, dicemus, quibus titulis seclusis, nulla est ratio eximendi quicumque religiosum propter solam separatam habitacionem.

20. Concluditur modus paupertatis extra claustrum degentis. — Itaque in omnibus servare debet paupertatis regulas supra positas, solumque intercedere differentiam, quod existenti extra claustrum necessario conceditur licentia, veluti permanens, et aliquo modo generalis, dandi et recipienda; atque tamen necessario limitatur, vel justa expressam voluntatem Prælati, vel justa genera regulas de obligatione voti paupertatis. Unde recte adverst Navarrus supra, ex vi facultatis vivendi extra claustrum, si nihil aliqui exprimatur, nullum specialem licentiam concedi ad desponendum libere de bonis que in eo statu acquiruntur, quia nulla est inter huic connexio necessaria. Imo nec pro se rationabilis est, nisi specialis causa intercedat ad eam extensionem cucendi, quia major effectus majo-
rem causam requirit. Quod ego verum esse opinor, non solum de tam ampla licentia, qualis est convertendi omnino in suos usus, sed etiam de quacumque relaxatione in regulari paupertate, quam ille modus vivendi non postulat. Sed tantum vel ex necessitate quaedam humana, vel ex decentia et honestate, presertim misericordiae, ut est facultas faciendi aliquid alemosynam, prout recta ratio dictaverit, quae sentenda est concessa, co ipso quod non negatur, quod a fortiori confirmari potest ex his quae Navarrus supra tractat, n. 41.

CAPUT VIII.

AN EX NATURA REI LIGRAT PROFESSO UNICS RELIGIONIS PROPRIA AUTORITYE AD ALIAM STRICCIORUM TRANSIHERE?

Transitum ab una religione ad aliam potest esse vel ad strictorem, vel ad aequalem, vel ad laxiorem. Potest item considerari tripli, primo, ex natura rei; secundo, quando precise in jure communi; tertio, juxta peculiarium priviligion per Sedem Apostolicam religioni concessum. De primo ergo modo dicemus in hoc et sequenti capite; de aliis dubus, in sequentibus.

1. Dico igitur primo: transitus ab una religione ad aliam non est per se et intrinsecus, seu ex natura rei malus, etiamsi propria authoritye fiat, dummodo sit ad religionem perfectorem. Dixi etiamsi propria authoritye fiat, quia si Pontificis auctoritas interveniat, res est extra omnem controversiam, ut consider et ex usu, et ex his quae infra dicemus de jure canonico. Ratio etiam id ostendit, quia juxta humanam conditionem sepe occurrere potest moralis necessitas faciendi hunc transitum; ergo oportet ut saltem auctoritate Pontificis licite fieri possit. Addimus ergo in assertione, sine hac etiam facultatem interdum fieri posse. Et preterea per illam particularint intelligimus non esse necessariam licentiam ejusdem religionis, nam si ipsa consentiat, nullam etiam est dubitandi ratio, quia volenti et consentienti nulla fit injuria; ergo si religio, que relinquitur, consentiat, nulla injuria fit illi; neque etiam fit Deo, quia ejus obsequium et cultus in utroque loco queritur. Quae ratio etiam videtur probare, ex consensu religionis, licitum esse hunc transitum etiam ad aequalem, sese humana prohibitione, de qua infra videbimus, quia, seclusa injuria tertii, non est improbabile posse propria authoritye votum licite commutari in aquae. Opposta tamen sententia est longe probabilior, eamque late defendimus tract. 6, lib. 6, c. 19, a n. 5. Conclusio ergo posita loquitur de transitu qui fit ad perfectionem, invita propria religione. Ratio autem ejus est, quia per hunc transitum non fit contra obligationem Deo factam in professione religionis; ergo non est unde sit illicitus ex natura rei, utiam si propria authoritye fiat. Antecedens potest, quia per professionem religionis precipue intendit tendentia ad perfectionem ex vis statut; ad hanc ergo per se primo religiosi obligatur; sed per hunc transitum non reciditur ab hac tendentia in perfectionem, sed potius magis apprehenditur; ergo non est contra illam obligationem.

2. Sed contra, in hac obligatione non est at tendendus finis ejus, sed materia, ita enim in omni lege et promissione servatur; sed per professionem licet intendatur tendentia ad perfectionem, non est tamen illa materia pro missionia et voti, nisi quatenus in particulari promittitur talis paupertas et obedientia secundum tales regulam; hanc autem materia non servatur transiendo ad aliam religionem, quia ad minimum mutatur obedientia secundum regulam. Ad hoc vero respondendum est per aliam partem assertionis, ideo enim restricta est ad transitum in religionem perfectorem. Unde probatur simul illa pars, et satisdifficilati; nam in materia voti, licet mutare unam in aliam, preservet quando in ordine ad finem intentum divini cultus et propria perfectionis fit commutatio in meliorem, ut supra, tract. 6, probatum est; sed ita est in praesenti; ergo. Dices illud esse verum, quod vobis fit soli Deo, et non datur jus in re allicui homini; at in perfectione religionis, prae tera vota Deo nuncupata, fit promissio vel potius traditio tali religioni, quae acquirit dominum in tale personam; ergo non potest professus privare religionem illi dominio sua auctoritate, quod facit transiendo ad aliam religionem sua auctoritate. Sicut, qui se allicui vendit, aut tradit in servum, non potest se alteri donare, privando priorem dominium suo jure, proprie quodcumque majus commodum suum. Respondetur, etiam in religiosa professione licitem esse illam commutationem ejus, loquendo ex sola rei natura, quia sicut in matrimonio rate, verum jux et dominium acquirit sponse, ut nihilominus potest a contractu recedere transiendo ad religionem.
quia in illo contractu intrinsecus inest conditio melioris frugis, ita multo majori ratione in contractu qui per professionem cum religionem fit, involvitur intrinsecus conditio melioris frugis; multo enim majori ratio in hoc contractu intervenit quam in illo, quia matrimonium non ita per se et immediate ordinatur ad spiritualiue perfectionem, et cultum Dei, sicut professio religiosa. Et ideo merito est major haec licentia in professione quam in matrimonio, quia in matrimonio solutam durat quandiu consummatum non est, quia postea inviolata intrinsecum malitiam; in professione vero est perpetua, quia nonquam inviolantam, neque tractu temporis, aut aliquo usui vel actione jus majus religioni acquirit, et ut sie dicam, status ille talis est, ut usque ad gloriam seu finem vitae non censeatur consummari.

3. Accedunt exempla. — Denique propria ratio est, quia ipsam tradit traditionis positum; licet fiat religioni, non fit principaliter propter ipsam, sed propter religionem et perfectionem ejus, et ideo semper censeatur reservata taetae assumendi statum perfectionem, et in hoc est magna differentiation inter seriem et religionem, ut supra taciam est. Atque hoc confirmat usus antiquorum monachorum; legimus enim suisse solitum sua monasteria relinquere, vel ad vitam solitariam et magis austriam sustinendam, vel ad vitam aliqua spiritualia incommoda. Optimum de hacre exemplo legimus apud Cassianum, lib. 4 de Institutionis renunciatione, c. 30, ubi refert Abbatem Pyrrhium, suum coenobium religique vitandi honoris gratia, propter maximam reverentiam et subjectionem quam omnes illi præstabant; et ideo humilitatem et subjectionem, quam desiderabat, exercere posset, cum fugiens de canobio, necessis solus in Thebaidis ultimae partes, ibique, deposito habitu monachorum, assumpta seculari veste, canobium Tellenenseitarum expoliuit, quod aciebat cunctis esse districtis; et c. trigesimo primo, refert eundem Sanctum, semel revocatum ad suum coenobium, itern in Palestinam au fugisse, et in alio monasterio receptumuisse. Nee lectorum perturbet illa mutatio habitus monachalis in secularum, quia non fuit temeraria, nee ad permanendum vel vagandum in illum habitum, sed ex pia causa, et ad breve tempus, quantum scilicet ad illud sanctum proprio necessarium. Idem fecisse Macharium, et a Sancto Pachomio ignoraute fuisset susceptum, refert Paladius, in Prato spirituali, alias in Lusiaca historia, c. 6; et simile refert c. 21, de quadam Sanctimoniali. Praeterea de Sancto Benedicto legimus, prius mutasse monasterium, ut ad regendum alind potetius fratribus accederet; postea vero illis inique se gerentibus erga illum, ad pristinum monasterium redivisse; apud Gregorium, lib. 2 Dialogorum, c. 3. Et, quod amplius est, idem Benedictus, in sua regula, c. 61, agens de Monachis peregrinins, dicit recipiendis esse, et si ibi perseverare voluerint, et stabilitatem suam firmare, et bonum specimen sui deriderint, admitterentes esse. Tamen D. Benedictus ibi loquitur de monachis ejusdem religionis sue, qui cum profinentur secundum illum regulam, eo ipso habent hanc facultatem modo in ea præscripto.

4. Sed objici potest, nam sequitur religiosum, qui habitet licentiam a Summo Pontifice ad transseundum ad determinatam religionem, possit auctoritate sua transire ad strictiorem; consequens est falsum; ergo. Sequela probatur a paritate rationis. Minor autem patet, quia delegatus non potest mutare voluntatem delegatun, quia delegatio est stricti juris, cap. P. et G., de Offic. deleg.; ergo similiter, qui tam habitet licentiam, non potest virtute illius alind facere, nisi quod in illa præscriptum est; non potest ergo ordinem mutare. Respondoe concedendo sequelam, etiam si vire aliqui docti alind sentient. Dubus autem modis potest alia religio esse strictior. Primo, etiam comparatione illius religionis a qua sit transitus; et sic constat esse licitum, non tam virtute illius facultatis, quam ex natura rei, ut dictum est, et exjure communi, ut infra, c. 10, patebit. Nisi forte ex privilegio esset prohibitus ille transitus; nam tunc necessarium erit usus facultatis, et tunc dico etiam illam sufficere eadem ratione, qua in puncto sequenti.

5. Alio ergo modo potest religio esse strictior comparatione alterius, ad quam transitus concedeatur, licet non sit respectu ejus a qua sit, et tunc est nonnulla major ratio dubitandi. Dico tamen etiam tunc posse fieri. Primo, quia votum de quacunque religione determinare sufficerent impellet in quacunque strictiori; ergo a fortehae faculas. Nam duo respectus possent in ea considerari: unus est libertatis, quae datur ad relinquendum propiriam religionem, et hic semper est idem, seu eadem revocatio juris seu privilegiis talis religionis; secundus est ad aliam religionem, ad quam fit transitus, et quoad hoc fit restrictio transseundo ad meliora. Est enim considerandum, determinationem talis religionis factam a Ponti,

XVI.
Lib. III. De religiosis mutantibus

fice in tali facultate, non esse in speciale favorem vel auxilium talis religionis; nam si de hoc constaret, tunc verum esset non posse mutari Pontificis voluntatem; nunc autem non ita loquimus, sed prout ordinarie conceditur talis licentia in grattiam religiosi, et frequenter fit determinatio ad petitionem ejus, vel si fit ab ipso Pontifice, solum est ad restringendam facultatem, ne transitus flat ad laxiorem, et ut obligatio relinquitur magis certa et determinata; ergo, quando quis uitur facultate illa ad transseundum ad arctiorem, non excidit, sed potius minus utitur illa facultate, quam possit. Tertio argumento ex voluntate praesumpta concedentis. Cur enim vellet impedire Pontifex transitum ad perfectiorem, si ad minus perfectum illum concedit? Declara-ratur in hunc modum; nam si quis utens illa facultate transeat ad religionem sibi designatam, potest deinde transire ad perfectiorem illa; ergo potuit etiam a principio immediate transire; nam ille intermedius terminus non est per se necessarius, neque ualla ratio probabilis apparat, ob quam conseamus Pontificem voluisse cum hoc rigore illum prescribere. Quocirca, sicut in jure dictur non esse reum vti, qui in melius illud commutat, ita hic dicimus non esse reum talis facultatis, ut sic loquamur, id est, non excedere illam, neque ea abutit, qui virtute illius ad strictiorem immediate transit: nam, ex parte termini a quo, eam formaliter implet; ex parte vero termini ad quem, impetur eminenter.

6. Per quod patet responsio ad fundamentum contrarium sententiae, tum quia, licet delegatio sit stricti juris, in presenti non extenditur, sed potius restringitur, ut declaratum est; tum etiam quia in dicto cap. P. et G., solum significatur delegationem esse stricte juris quod judicium, ut non possit extendi ab una persona in aliam, vel ab una causa in aliam, ubi nulla est connexion; non est tamen ita stricti juris, ut sub formali concessione non possis, et sepe debeatam intelligere aliquid virtualiter concessum. Neque existimo Navarrum alium sensisse, consil. 63, de Regul., n. 4, cum de quadem delegacione facta ad certum ordinem seu conventum, sit nihil potuisse fieri virtute illius, nisi ad illum ordinem; loquebatur enim manifeste comparisone ordinis laxioris, ut constat ex clausula proxime precedentis.

7. Quaestionula de voto non transseundi ad aliam religionem. — Resolutio, quando voto actum est ante professionem in priori religione. — Item quando factum est post professionem, de non transseundo ad eadem, vel laxiorem. — Sed quid si religiosus habet voto non transseundi ad aliam religionem? illi cebitine nihilominus hujusmodi transitus? Respondet, duplici tempore et duobus modis potuisse fieri tale voto: primo, ante ingressum in primum religionem, vel post professionem in illa. Item fieri potuit vel absolute non transseundi, vel determinate non transseundi ad perfectiorem, vel ad laxiorem, vel ad eam equal. Si ergo voto fuit factum ante professionem prime religiosis, quamcumque sensum factum fuerit, postea non obligat, quia per professionem extinguitur tota eis obligatio. Nam, licet fecisset voto determinatum ingrediendi strictiorem religionem, et nihilominus proferretur laxiorem, amplius non tenetur priori voto, ut declaratum est in capite penultimo de Regul. in 6; ergo malle minus obligabilitur priori voto transseundi vel non transseundi ad aliam religionem. Siatem voto non transseundi factum est post professionem, obligare quidem potest specialiter ad non transseundum ad laxiorem, neque ad eam equal; nam, licet ad hoc tenetur religiosus ex vis suas professiones, ut dicemus, non repugnau novam votum simplicis obligationem superaddere. Quia religiosus capax illius est, nam procedens professo non extinguit aut impedit subsequentiam vota, ut supra vidimus. Materia etiam illa apta est ad voto, quia responsa talis personne est de meliori bono, quod est manifestum, quod non transseundum ad laxiorem; habet etiam eam in ordine ad eam equal, quia, licet absolutes, et secundum se, non sit melius esse in una religionem quam in alia equalia, tamen, supposita professione jam facta in una religionem, melius illi permanere quam ad eam equalem transire, quia ejus quod se quaedam priori religioni, et quia, ceteris paribus, mutatio est in minus bonum. Operabatur autem tale voto duos: unum est, ut si, eo non obstante, transitus ad laxiorem vel eam equal in debite flat, gravius pecceatur propter transgressionem talis voto, quae adjungitur priore malitate; alius est, quia si potestis sit dispensatio ad transseundum, operete alius speciлем obligationem declarare, aliquos, licet solvantur alia vincula, semper hoc manebeat; operet ergo ut illud etiam dispensetur vel irriteretur a Praeteo religionis, nam hoc etiam modo tolli potest, ut ex superioribus constat.

8. Dice, non visiern hoc voto distinctum
a prioribus, sed idem repetitus seu renovatus; ut, licet religiousus post professionem iterum promittat Deo servare castitatem, vel servare professionem, quoad hanc partem nondum addit novam voti obligationem, et si dispensatio in ipsa professione petenda esset, non spertet illam simul quas reflexam promissionem explicare, et idem est si post professionem addit votum non nobendi, vel quid simile; ergo idem est in praesenti, quia hoc votum non transseundi non videtur esse alium, quam repetitio et explicatione voti obedientiae facti in theologia; nam ratione illius tenetur quis ibi perpetuo manere; sicut votum non apostatandi non videtur distinctum ab ipsa professione, nec circumstantia necessario in confessione apercipienda. Respondetur hoc non esse improbabile; sed, eo non obstante, multi putant illud votum addere novam obligationem, et esse circumstantialia, vel aperiandam in confessione, si tale votum violetur, vel explicandum in obliniendo dispensatione, quia indiget etiam propria relaxatione. Sed hoc non credimus convenienc nec consequenter dici, ut supra, tractando de voto in communi, disputavimus.

9. Respondetur ergo aliter, votum illud reversae esse specie, et forma, ac materia distinctum a tribus votis substantialibus professionis, quod est manifestum quoad castitatem et paupertatem. De obedientia antem probatur, quia formaliter hoc non est votum obedienti, sed permaneant tantum in tali statu, vel non transseundi ad alium incomposibilem, nec satis est quod una materia ad aliam ordinetur, ut vota confundatur; nam, licet quis habens votum castitatis vovest non ingrediat in talem domum, in qua periclitatur castitas, nihilominus votum illud distinctum est, et addit speciali circumstantiali et obligatione; ita ergo in praesenti censeo. Hoc enim vatum immediate et directe non resipiscit ipsum obedientiam, sed quid veluti praevium ad illam; imo nec pro moto proprio habere videtur obedientiæ bonum, sed firmam semper habere traditionem huius religionis factam, quæ est materia distincta a materia trium voluerum, et illi addi potest obligatio voti, quia obligatio ipsius traditionis, ut sic, revera non est voti, sed quasi justitiae, ut in superioribus visum est.

10. Demique quando sit de non transseundo ad strictiorum. — At vero non potest tale vatum obligare ad non transseundo ad perfectiorum religionem, sive in speciali de hoc fiat, sive in generali de non transseundo, quia prori modo est imprudent et nullum, posteriori autem modo non potest intelligi, neque esse efficax cum tanta extensione. Ratio est, quia tale votum de se est impeditum majoris boni, et ideo est nullum. Dices, hunc transitum non esse regulariter consulendum, quia moraliter non expediat; ergo hoc satis est ut non efficer illum sit materia voti. Respondetur, ascensum ad perfectiorum statum secundum se cadere sub consilio, et hoc satis esse ut posit esse materia voti, et consequenter ut opposition ejus de se non sit materia voti, quamvis ex circumstantiis possit interdum non expedire, ut statim declarabimus, quod non satis est ut possit absolute fieri votum non transseundi ad perfectiorum religionem, sed cum addito, non transseundi, scilicet, sine debito modo vel consilio.

CAPUT IX.

AN LICEAT ETIAM EX NATURA REI TRANSITUS PROPIA, AUCTORITATE FACTUS AD RELIGIONEM LAXIOREM VEL AEQUALIEM?

1. Haec in re dicendum est, transitum ad religionem laxiorem vel aequaliem, proprius auctoritate, seu absque dispensatione, esse illicitum. Probatur prior pars de laxiori, quia commutare votum de re meliori in minus bonum, non licet sine justa dispensatione; ergo. Quia vero haec ratio non ita urget in transitu ad aequaliensem, addenda est alia, quae comprehendat utramque partem, scilicet, quae hujusmodi transitus est contra jus acquisitum tali religioni. Nam conditio supradicta, inclusa in tali contractu, solum est de meliori fruge, quia solum est proper majorem cultum Dei et majus animae bonum. Nam sine hoc respectu irrationabilis est libertas ad relinquendum propria religionem. Esseque magna inaequalitas, si ipsa obligaretur absolute ad retinendum perpetuo religiosum, et ille posset eas relinquere pro alia aequili; quod nec religio expressus vult, ut dicamus renuntiare juri suo, nec præsumi potest id velle, cum nemo contra seipsum contrahere presumatur. Dices, eamdem inaequalitatem intervenire in transitu ad meliorem religionem; nam plus obligatur religio, cum non possit dimittere ipsum religiosum, ut meliorem recipiat. Respondens primo, non esse similium rationem, quia respectu perfectioris status est rationabilis causa presumendi, vel potius obligandi re-
LIV. DE RELIGIOSIS MUTANTIBUS ALIQUO MODO STATUM SCUM, ETC.

Religione ad contra contrahendum sub illa conditione; respectu vero alterius aequitas nulla est talis ratio. Secundo, dictur aliunde compensari hanc apparentem inaequalitatem; nam religio potest dimittere unum religionum protet defectum ejus, ut supra, cap. 4, visum est; nulla ergo est inaequalitas, quod ipse possit dimittere religionem solum propter defectum minoris ejus perfectionis. Religio antem non potest communi jure dimittere religiosum professum quamdiu vita ejus moraliter tolerabilis est; iniquum ergo esset si ipse possent cam dimittere, non solum tolerabilem, sed etiam esse perfectam.

Dubium primum, an transitus ex natura rei licitius expedit.

2. Ordinarie non expedi, docet Patres.—Supersunt vero nonnulla dubia circa hanc assertionem. Primum, esto hic transitus per se licitius sit, an sit expediens, et moraliter vel regulariter consensu dicatur. Tractat hoc D. Thom. 2. 2, quest. 189, art. 8, et respondent hic verbi: Transire de religione ad religionem, nisi propter magnum necessitatem, non est laudabile, tum quia ex hoc plerumque scandalizantur illi qui religiuntur, tum etiam quia facilius proficit aliquid in religione quam consuetil, quam in illa quam non consuetul, ceteris paribus. Et deinde affert sententiam Nosteri Abbatis, quam reftet Cassianus, collat. 14, cap. 5: Unicoque (sit) utile alique consenitis est, ut secundum propositionem quod elegant, non gravit quam acceptum, summo studio ac diligentia, ad opus arrepit perfectionem permeire festinet, et aliorum quidem laudans admiransque virtutes, nequaquam a sua quam elegant professione discedat. Et cap. 6 addit, ex hac mutacione sequi suspensum potius quam professionem, quia dum quis variis inchoat vias, per nullam eamur ad terminum tendit. Unde conclaudit: Multis viis ad Deum tenditur, et ideo unusquisque illum, quam semel arrupsit, irre vocabilis cursum sui intentione conficiat, ut sit in qualibet professione perfectus. Basilium etiam, in Constitutionibus monasticis, cap. 34, loquens etiam de monasteriis ejusdem religionis monasticis (in eum enim professio de se perpetua sit in uno monasterio), monent Prelatos eorum, ne temere vel inconsiderate desciscentes invicem alterius fratres suscipiant: Signi quem hoc facere (inquit) summa confusio est, dissoluto, atque perversione spiritualem officiis, quod late prosequitur, ac tandem concludit: Tunc autem tantummodo reprehensione vacare fratres segregaio delet, quandoquemque ex Antistitis judicio, occultae aliqua ejus, quam ipse sciat, utilitatis causa fiat. D. etiam Bernardus, in Epistola 4 ad Robertum, tractans de transitu Roberti, nepotis sui, a suo Cisterciensi ordine ad Clairiacensem, graviter invehit in hujusmodi transitum, dicique esse contra regulare decreatum, et contra votum. Quod si quis dicit Bernardum ibi conqueri de transitu a religione anteriori ad laixorem, obstat idem Bernardus in lib. de Precepto et dispensatione, cap. 20, ubi ex professo tracat de stabilitate professionis in eodem loco, et a liceat mutare illam vel expedit: Ad quod (inquit) interim nunc securos responderi a bona, quod semd quis voletur, non liceat discere, et ad hoc mutare locum, quem ibi quisque delegavit, et cui se sua voluntate ac voce firmarent omnis non consulo. Sed in his verbis plane loquitur de transitu, vel ad seculum, vel ad laixorem ordinem; nam ille est proprius decessus, et idea simpliciter dicit, non liceat. Inferius vero subdit: Sane de religiosis, ac bene ordinatis monasteriis nullus professorum meo consilio, ne arciarios quidem videat desiderio, sine licentia sui senioris egrediat; et inferius adhibet exemplum: Forte mult aliiquis de Cisterciensis institutis ad Cisterciensium esse stringent paupertatem, aligens pro illis, nimium consuetudinem, magis regulari partitatem. Si me consulit, non consulo; si non, non, sane id sui Abbas uswirari asserit. Et in Apologia ad Guillelum Abbatem, testat se multis religiosis ab illo transitu removisse, cum tamen in eodem Apologia illius ordinis relaxationem preprehendat.

3. Primum consecratio ad adductias Patribus. — Ex mente igitur istorum Patrum imprimis olim dissipatus, hujusmodi transitum, etiamsi flat titulo majoris perfectionis, perculsum esse, et raro aut unumquam esse consensum. Primum (aiunt Bernardus et D. Thomas), propter scandalum eorum quos deserit. Secundo (prosequitur Bernardus), quia certa pro dubii relinquere tantum non est; fors an enim hoc tenere potest, illud non peterit. Tertio, ex D. Thomas, quia bona consuelis relinquere, et insolita inchoare, non solet ad proficiendum esse utile. Quarto (sit Bernardus), suspicabam habeo levitatem, etc., quod prosequitur.

4. Secundum consecratio.—Secundo colligitur ex dictis Patribus, hune transitum non esse faciendum sine assensu et judicio Prelati, quod duplici ratione verum est: una, quia res
ideo gravis et lubrica fieri non debet sine prudenti consilio; quod subditus a Praetato suo, quem Dei loco habet, accipere debet, regulariter ac per se loquendo; presertim quia, cum ille cognoscere soleat vultum pecoris sui, et naturam ac mores ejus, facilius poterit et rectum consilium illi dare, et, si forte ce occasione aliquis leviter moveatur, illi remedium habibere. Altera, videtur hoc necessarium propter convenientem subordinationem subditi a Praetato. Unde aliique censent ex natura rei esse grave peccatum egredi monasterio ex intentione, sine licentia Praelati petita et obtenta, vel saltem injuste negata, quia Praelatus pro eo tempore habet jus custodiendi et regendi talem personam; ergo non potest subditus inscio Praetato licite egredi, etiam illo titulo; item quia illo tempore sollicitus erit Praetatus de statu subditi, quod est magnum morale incommodum, et preterea occasio scandalis multum inde augetur, et expoundunt aliis periculo judicandum cum esse apos tatam.

5. Quae rationes judicio meo probant occultam fugam, etiam hoc titulo factam, vix posse moraliter excusari a peccato mortali. Quia vero haec malitia non est in ipso opere, ut sic dicam, id est, in transitu, idem si semel fiat, et alia religio perfector assumatur (loquendo ex natura rei, ut loquimur), non est iterum ad priorem statum revertendum, ut ait Bernardus supra, sed sufficiet priorum Praetatum verteriorem redigere de suo statu, ne solicitius sit. Addo praeterea dependentiam a proprio Praetato in hoc negotio non esse ita debitam ex natura rei, ut sine assensu et consensu ejus nunquam possit licite fieri. Ratio est, quia ex veto obedientius religiosus ad hoc non obligatur; ergo simpliciter non tenetur. Patet consequentia, quia ex nullo alio capite potest oriri obligatio per se, cum ex contractu et traditione non oriatur, ut supra ostendi; et alia incommoda, quae sequi possunt, accidentaria sunt, et alius modus praeveniri possunt. Antecedens autem patet, quia victum obedientiam solam obligat secundum regulum, non autem ad ea quae spectant ad superiorem regulam, quale est, illum assumere vel relinquere. Et ideo diximus tract. superiore, Praetatum regularum non posse irritare vultum ascendendi ad perfectionem ordinem, etiam si possit irritare extera. Unde, quod spectat ad assensum, id est, judicium Praetati, in transitus expeditat necne, optimum consilium est expectare illud, et stare illi; non tamen video unde sit praecipum ex natura rei, imo aliquando potest Praetatus in hoc esse suspectus, quia est veluti pars propter affectum ad suum monasterium, et curam ejus, quam gerit. Interdum etiam potest auctoritate et numero aliorum contrarium consultentium vincire; ceteris autem paribus, Praelati judicium praeferrendum est. Unde a fortiori constat, non esse preceptum expectare consensus ejus, quia si sensus non est necessarius, multo minus erit consensus, et secundum rectam rationem voluntas debeat sequi intellectum; et ratio a priori est supra tacta, quia obedientia Praelati non obligat in illa materia; ergo ex vi voti vel precepti, non tenetur subditus sequi voluntatem Superiorem. Et hoc etiam supponit jus canonicum capite sequenti citandum, quia non disponit contra jus Superioris, sed potius in favorem ejus.

6. Addunt vero auctores communiter limitationem, quae, si vera est, locum habet non tantum respectu juris communis, sed etiam ex vi juris naturalis. Est autem limitatione, ut ex transitu hujusmodi non graviter laxisitur vel infameetur prins monasterium; nam tune nec Praetatus tenetur dare licentiam, nec subditus potest recedere sine illa obtenta, nec recedens erit securus, licet alibi recipiatur, sed revocandus est, argum. cap. Locet, de Regularibus, iber: In facturam vel injuriam sui ordinis; et iber: Sicut majus bonus minori bono proponitur, ita communis utilitas privata utilitati praemittur. Ita referit Panormitaneus, iber, n. 12, et sequitur Sylvest., verb. Religio, 4, q. 2; et quia Panormitanus dubitat, addit non esse dubitandum, quando illa infamia vel factura non provenit ex culpa monasterii, sed ex rerum conditione; et idem sequitur referens Innocentium Antonius, 3 p., tit. 16, c. 4, quia non debet (iniquit) esse causa scandalis, nec gravis facturae; citatque illud Ambrosii, 2, de Officis, cap. 21: Veritates est regula ut nihil facias commendando tua causa, quod minor alius fiat; habetur in cap. Si quis vero, 14, q. 3, ubi Glossa aliam confirmationem adducit. In fine tamen addit aliquid, quod dubitationem Panormitani confirmat: Si tamen (iniquit) facies aliquid, co proposito ut tibi prosect, licet alii nocent, non pecos. Quod verum est, nisi nocumentum alterius tam grave sit, ut charitas obliget ad careendum proprio commodo proper vitandum malum proximi; et ita est limitanda illa doctrina communis.

7. De occultas fuga ad strictiorem regulam.
Denique in hoc dubio animadverto occurrence finem, per se logendo, non videri licitam ex natura rei, propter rationem insinuatum, quod Praelatus habet jus custodiendi talenum personam, et talenum locum, contra quod jus sine rationabilis causa facere inordinatum est. Est etiam de se scandalorum, et habens speciem mali, quia opus ipsum ex se habet apparentem apostasiam, vel fractionem clausuram, intentionem autem in occulto latet. Dixi vero per se logendo, quia si religiosus injuste impediat suauis propositum, quod sanctum esse credit, vel prohabiliti timet per importuna preces fore impediendum, et aliquin est tam integra vitae, ut non possit generare scandalum, vel si adhibet alium remedium sufficiens ad proveniendum illud, potest illa actio excusari a culpa, sicut excusatur in antiqua Sancti, quorum exempta, cap. praece., n. 3, retinimus; quia potest quis uti iure suo, et consulere suae perfectionis spirituali, non servare jurae Superioris, quando vel ipse Superior male illo utitur, vel subditi non potest sine gravi suo incommodo illud custodire; quin potius, secluso gravi scandalno activo, non appare in illo actu ex sola rei natura malitia mortalis, quia illud jus Superioris in hujusmodi materia magis videtur pertinere ad quamdam decentiam et debitum ordinem, quam ad rigorem justitiae; nihilominus tamen perversione hujus ordinis et impondrosa fuga est magnus indiciam, instinctum illum vel motionem non esse apud Spiritum Sancto; nam que a Deo sunt, ordinata sunt. Et ideo hujusmodi transitus talo modo factus, id est occulte, et sine scientia saltum Superioris, ex se habet speciem mali, et minime expedientis, et ideo nec consulendus, nec permittendus est, etiam seclusa prohibitione positiva, nisi ubi evidens apparuuerit necessitas.

Secundum dubium, quanum judicanda sit religio perfectior ad hoc, ut transiti ad illam per se sit licitus?

8. Interrogasur quattor in hoc dubio. — Secundo dubitari potest circa eadem assertionem, quando una religio judicanda sit perfectior alia, ad hunc finem ut hujusmodi transitus per se sit licitus. Ratio dubii est, quin religiones propriet efficacite (de his enim logiurum) in substantialibus, id est in tribus votis, conveniunt. In religiosis autem solent se habere tanquam excessus et excessum. Nam una excedit in paupertate, alia in austeritate habitus vel cibi; alia in diuturna contemplatione vel assistentia chori; alia in amplitudine et perfectione obedientia; alia in excellentioribus operibus charitatis. Qua ergo regula utendum erit? Praeterea contingit unus religionem esse quod hoc securiorem alia, quod majorem solutudinem et separationem a conversatione hominum profetetur, et ideo pauciores occasiones peccando in ea esse videntur, propter quod securior appellatur; et nihilominus alia potest esse perfectior, quia revera in ea sunt magna media ad consequendum excellentiam sanctitatis; quaeigitur illoram erit preferenda ad hujusmodi transitum? nam utrumque est per se intemtur in statu religioso, scilicet, et major securitas, et major perfectio. Rursus contingit unus religionem ex vi sue institutionis et regulis esse perfectiorem et strictiorem alia, et nihilominus de facto melius et facilius tendi ad perfectionem in ea quae de se videatur inferior, quia integre servavit suum institutum, et in altera remissa vivitur, et quia ergo ad hunc transitum magis expectandum est, institutum, an actualis observantia? Denique potest accidere religionem secundum se in omnibus esse perfectiorem, et jure, et facto, et nihilominus huic persona non sit accommodata ad crescendum in perfectione; nam, ut Gregorius alias dixit, licet diuturna contemplatio secundum se melior sit multis, non est melior propter naturam inquitam et improportionatum; idemque dixi potest de austeritate vitae, et simulili proprietibus. Ergo igitur hoc sufficiens ratio ad faciendum hunc transitum sine uti dispensatione, si per diuturnam experientiam de illa inequitate constet?

9. Quorumdam responsio ad primam interrogationem. — Circa primam interrogationem aliqui existimant ad hunc effectum honestandi hunc transitum, illam esse religionem preferendam que arctior est; vocant autem arctiorem illam, quae in exterioribus observantibus corporis asperior et rigorosior est. In sentit Panormitanus, citans Joannem Adream, cap. Same, de Regularibus, in fine, et dicit esse opinionem Canonistarum. Sed ipsi non loquantur ex natura rei, sed secundum jurae, et solum dicunt, attendendum esse ubi vivitur strictius; in quo autem haec stricta vita consistat, non declarant; videntur tamen loqui de exteriori austeritate, quae de illa potest esse exterior certitudo, quam ipsius requirunt propter exterior forum; et factum lex Hispaniae, partita 4, lit. 7, leg. 9, ubi
etiam Gregorius Lopez, glossa 3, ubi ita etiam interpretari videtur arciorem religionem, distinguens illam contra sanctiorem et fructuosiorem. Denique hanc opinionem secutus est Emmanuel Rodrique, 3 tom. Questionem regularium, questione quinquegesima secunda, art. 4; solumque fundatur, quia hic transitus debet ita fieri, ut in exteriori foro valeat. In exteriori autem foro, major perfectio consistit in majori austeritate: nam si ex ubicibus fructibus et sancitate esset pensanda, cum hoc pertineat magis ad factum quam ad jus, nihil ab initio statui possit.

10. Contrariam sententiam tenet D. Thomas, dicto art. 8, qui vult attendendum esse excellenterium et perfectionem religionis secundum veritatem; sic autem non attenditur secundum solam arciitudinem, sed principaliiter secundum id, ad quod religio ordinatur, secundario vero secundum discretionem observatarum, debito fini proportionarum; et idem dixerat q. 488, art. 6. Sequitur Sylvester, verba. Religio, 4, quest. 1 et 2; Navar., Comment. 4, de Regular., n. 3; idemque sentiunt Palud., Antonius, et aliis infra citandi. Estque hanc opinio sine dubio vera, praesertim prout nunc loquimur ex natura rei, in qua magis attenditur veritas, quam praeumplio. Nam ratio et fundamentum hujus transitus, ut sit lictus, est major Dei honor, et major spiritualia perfectio propria; si ergo vere et in re ipsa religio in hoc praeeminet, in ea inventurum fundamentum hujus licti transitus; ergo. Confirmatur, et declaratur. Nam si professus in religione perfectionis, licet minus auster, transat ad minus perfectam, licet magis austeram, revera retrocedit, quia minus exacte tendit ad perfectionem quam promiserat. Ergo et converso, qui ab actiori ad perfectionem transit, non retrocedet; ergo licet facit. Confirmatur secundo a simili de voto simplici; nam qui vover opus perfectius, verbi gratia, diuturnam orationem, non potest illud commutare in opus austerius, ut, verbi gratia, jejunium, som propter austeritatem, si, omnibus pensatibus, prius opus semper judicaret gratiam Deo. Ergo similitur in presenti. Unde intelligitur condicionem includam in voto, tam sollemn, quam simplicem, non esse de austeriori vita aut opere, sed de meliori, seu gratiori Deo.

11. Ad fundamentum Emmanuelis in calca sermi 9. — Ad fundamentum prioris sententiae, primum dicimus, nos magis locum in foro conscientiæ, et secundum veritatem, quam in foro exteriori et apparentia. Deinde dico (quod statim cap. sequ. laius tractabatur), jus canonicum non discordare hab haec veritate. Nam in cap. Liceat, de Regularibus, prius dicitur, arcioris religiosis obedienti, postea vero dicitur, praestat majoris religionis; et ne quis dicat textum, arciorem vocasse majorem, subdit tertio: Ad frugem meliorem vitæ valeat transmigrare et iterum subdit: Liceat potest sanctioris vitæ propositionem adiuvare. Certum est autem illam esse vitam meliorem et sanctiorem, qua perfector est in ordine ad finem charitatis. Sic ergo semel concedatur dari posse perfectionem religionem cum minori arciitudine quoad austeritates corporis, ut revera concedendum est, negari non potest quin illa sit major religio, quia majore Dei cultum profiteatur, et consequenter, quod vita ejus ex vi status sit melior et sanctior; ergo justa illud jus est licitus transitus ad illam. Unde, quoties jus loquitur de arctiore religione, vel intelligit ceteris paribus in alios perfectionibus, vel certe (quod veræsimile mihi est) loquitur non de arciitudine tantum quoad corporis austeritates, sed absolute quoad totam regulam, totumque vivendi modum. Quod recte sensi Paludanus, in 4, d. 38, q. 3, n. 17, dicens: Arctior dicitur religio, non qua majoris austeritatis, sed qua est perfectionis et majoris meriti. Sic enim existimo nullam esse religionem simpliciter perfectionem alia, qua non sit etiam simpliciter arctior, quod totam regulam. Primo quidem ob generalem rationem virtutis, quæ versatur circa difficile, et ideo status, qui ex vi sua majore perfectionem in exercitio virtutum requirit, difficilior est ex suo genere; ergo est etiam arctior ex vi regulæ. Secundo, quia, ut religio simpliciter sit perfectior, necesse est ut, omnibus pensatibus, observantiam trium votorum substantialium perfectionis profitetatur, praesertim si in exteriori austeritate minus excellerat; quia si in accidentalibus inferiori est, oporet ut in substantialibus excellat; alias cur erit simpliciter perfectior? At vero religio, quæ circa materiam trium votorum strictior est, non tantum perfectior, sed etiam arctior dicenda est, quia major rigor et difficultas est in perfecta obedientia, verbi gratia, quam in corporali penitentia, et sic de ceteris, cum proportione.

12. Quamobrem non recte existimatur comparatio religionum in perfectione pertinere ad factum, et non ad jus; falsum enim hoc est, quia etiam hæc comparatio fit secur-
Lib. III. DE RELIGIOSIS MUTANTIBUS ALIQUOmodo STATUM SUUM, ETC.

14. Tunc vero difficultatem ingerit, quod secundo loco interrogavi, si una excedat in perfectione, et alia in securitate, quid dicendum sit; casus enim profecto non repugnat, status enim Episcopi perfectior est, non tam men securior; et actus martyrii perfectissimus est, in eo autem plus periculi esse potest, propter majoris occasiones et difficulitates; et solitaria vita, per se spectata, est perfectissima, sed periculosior quam cemebita, ut cum Hieronymo sentit D. Thomas 2. 2, q. 188, art. 8; et inter cemebiticas, seu communes vitas, contemplativa videtur securior quam activa vel mixta, et tamen non semper perfectior est. De hac ergo comparatione nihil speciale dictum invenio ab auctoribus, et mihi est res dubia, spectata (ut loquimur) sola ratione, et secluso jure humano. Tamen, juxta mentem D. Thomas videtur dicendum semper esse licitum transire ad perfectiorum, etiamsi non videatur ita secura. Nam D. Thomas sine ulla limitatione illo prius affirmat, et ratio esse potest, quia major perfectio est per se prima intenta per professionem, et aliqui nulla est religio que non habeat sufficientem moralem securitatem, si quis eam diligentem observare procuret.

15. An ea natura rei licet transitus a Carthusiensi ad Predicatores, et alios Mendinges. — Et fortasse in hoc fundamentum fuit quod refert Sylvester, verb. Religio, 4, q. 6, Parisiensem Academiam decrassisse licitum esse transitum ab ordine Carthusiensem ad ordinem Predicatores, quod ipse eam affirmat, cum Antonino, 3 p., art. 46, cap. 4, § 4, qui in hanc sententiam refert Joannem Andreas, et Monaldum, et Zabarellam Cardinalem, et Joannem Domincum, qui idem dicit de ordine Minorum; imo de Mendingibus in universum idem sentient cum Paduano, in 4, dist. 38, q. 2, n. 17, qui eam ad inter Mendingenses licitum esse transitum ab alii ad Minores et Predicatores. Denique Navarrus, consil. 68, de Regul., in prima impressione, et 53, in 2, referens sententiam Sylvestri, solum dicit se non vidisse textum qui hoc in specie declararet; tamen, si bono selo fiat et sine scandalo, posse recte fieri in forum conscientiae, quod plane intelligit sine licentia obtenita a suo Praelecto, sicut intellecti Sylvester. Fundamentum enim hujus resolutius est, quia, licet religio Carthusianorum securior sit, religio tamen Predicatorum ex sua institutionis est perfectior, ut D. Thomas...
sentit. Quod enim illa prior sit securior, videtur sufficienter probari ex Extravagant. Viuan, de Regularibus, ubi Martinus Papa declarat licitum esse transitum ex Ordinibus Mendicantibus ad Carthusiensem, quod saltem fundari debuit in majori securitate. Verum est eundem Navarrum, consil. 51, in 2 impressione, et 10, in prima, affirmare ordinem Carthusiensem esse arctiorum omnibus ordinibus Mendicantibus: Carthusianus (inquit) notabiliter omnes Mendicantes praecedunt vita austera, quam maxime fundat in perpetuo silentio, et clausura; vix tamen poterit hoc dictum cum priore conciliare; nam, si religio Carthusianorum est arctior, cum sit etiam securior, cur licet in conscientia transitus ab illa ad Minores vel Praedicatorum? nisi dicamus esse arctiorum quod aliquis externas observantias, non vero quod perfectionem simpliciter, quomodo nunc nos de arctiori loquimur.

16. Dices: si ex natura rei non licet transitire a religione perfectiora ad minus perfectam, etiam titulo majoris securitatis, cur Pontifex illud permittit? Respondeo, multa similia facta esse de jure positivo, respiciendo ad bonum commune, quae propria auctoritate non licerent, et alia esse prohibita quae licerent, ut infra videbimus; potest enim in his Pontifex disponere vel dispensare, prout judicaverit expedire. Deinde ratio in re praestanti esse potuit, quia excessus in perfectione status incertus et controversiae esse solet, quia pendet ex multarum circumstantiarum comparatione; de majori autem securitate potest esse major certitudo. Item quia, licet major perfectio sit melior, securitas tamen existitutur regulariter magis necessaria; leges autem considerant id quod frequentius necessarium est, atque de hoc transitu iterum tractatu sequenti, libro secundo, cap. quarto, a numero septimo, dicemus.

17. Religio remissor triplex: a remissa primo modo licet transitus. — In iure interrogaionem petitionis, an hic excessus inter religiones, ut sit licitus transitus ab una ad aliam, spectandus sit secundam jus vel secundum factum, il est, secundum primarum regulae institutionem, vel secundum actualem observantiam ejus. Ad quod respondet D. Thomas, dict. art. 8, observantiam potius quam institutionem spectandum, et affer exemplum Joannis monachi, ex Cassiano, collatione 29, cap. 3 et sequentiibis, quae sententia est communiter recepta, non solum a Theologis, sed etiam a Canonisibus, ut patet ex Innocentio et Panormitano in cap. Sane, et in cap. Lecet, de Regular., ad quod expendunt verba textus in dict. cap. Sane: Si locus ubi nunc permanent, majoris religionis quam Ecclesiae Aromantiae existit, etc., ubi existentia, non institutio; et similiter ponderant verbum cap. Lecet: Vitam ducere arctiorum, quo significatur non sufficiere strictem regulam, nisi vitae et mores sint illi conformes, Idem tenet Gregorius Lopez, in leg. 9, tit. 7, partita 1; Sylvest., verb. Religio, 4, q. 2; Paludanus et Antoninus supra, et omnes. Ratio autem est, quia hic transitus fit licitus ex intentione, et occasione majoris perfectionis; sed ad hoc param refert institutio, si usus et mores non sint illi conformes; ergo. Et confirmatur, quia lex, consuetudine abrogata vel derogata, jam non est lex, vel non est tam rigorosa sicut antea, sed juxta moderationem quam per consuetudinem accepit; ergo similiiter judicandum est de religione et ejus perfectione, secundum eum statum, ad quem per consuetudinem deducta est, et non juxta rigorem regulae. Unde considerandi potest, tribus modis posse religionem esse temperatam, seu remissam a prima institutione. Primo, de licentia Pontificis, et quasi per novam institutionem, vel saltem consensionem totius religiosi, et tunc est res clara, et sine limitatione.

18. A remissa secundo modo quoniam licet vel non licet transitus. — Secundo, potest contingere sola consuetudine adeo praescipia, ut revera obligationem remiserit, ideoque in tali statu licite vivatur, quamvis minus perfecte, et tunc aequo procedit eadem ratio, si consuetudo sit universalis. Contingit tamen reservari aliqua monasteria, in quibus rigor et perfectione regula observatur, et tunc ait Joannes Andreae, et sequitur Sylvester, transitum debere fieri ad monasterium stricturn ejusdem ordinis; idemque a fortiori dicent, si ex approbatione Pontificis quodam monasteria vel Provincia rigorem regulae, alio vero mitigationem observant. Verumtam, si religious solum professus est secundum regulam sic mitigatam, licet velit transire ad perfectionem modum vivendi, non credo teneri transitum facere ad monasteria, in quibus totus rigor primitivae regulae observatur, tum quia potest ille quaerere majorem perfectionem, et non tantum; dari enim potest medium inter illa duo extrema; tum maxime quia potest quaerere majorem perfectionem, et non majorem austeritatem.
Unde cum alias non tenentur ad illum rigorem, quem non est professus, non est cur obligetur ad sumendam austeritatem sui primae regulae, eo ipso quod vult majorem perfectionem. Si autem velit transire ad aliam aequam austeritatem et perfectam, tunc verisimile est debere potius manere in religioso statu proprie religionis, quam ad aliam translire, tum quia illud fit cum minori nota, vel inania religiosis, et cum minori periculo, ex mutatione antiquae consuetudinis; tum etiam quia ibi potest servare omne id ad perfectionem spectans, quod professus est, et aliquid addere, in alia vero religione necesse est multa omittere vel mutare; tum maxime quia conditio melioris frugis, in professione inclusa, potest servari manendo in eadem religione, et obediendo Praelato ejus; ergo ex vi professionis adhuc tenetur ibi manere, quia solum est illi licta mutation, quando est necessarium ad finem melioris frugis. Qua ratio convincit maxime, quando tota religio est sub uno Generali; nam si militent sub capitibus omnino diversis, fere reputantur tanquam religiones distinctae, et ideo magna ex parte cessat hæc ratio; alia vero non probant precisam obligationem, probant tamen maxime expedire ita omnino consulendum esse et faciendum, nisi aliiunde magna causa intercedat.

19. Quid de remissa tertiō modo.—Tertio modo contingit regulam non servari, solum ex abusu et prava consuetudine, quae non excusat a culpa, vel propria, vel regulari, et tunc non solum licite, sed etiam suo modo necessaria est illa mutatio, si quis expertus sit se moraliter non posse vivere, nisi secundum illam consuetudinem, quia tunc non est professus secundum regulam sic violatam, sed secundum regulam observandam; et ideo quærere debet statum et vivendi modum, in quo moraliter facere possit; tunc autem si in religione sint monasteria ubi regula servatur, et in eis firmiter et stabilemane potest, nec sit periculum quod aliquando cogatur redire ad monasteria recessa, tunc in eis manere tenebitur, nec poterit totam religionem relinquerre propter laxiorem, quia revera professus est secundum observantiam talis regulae, quam tenere potest, et sic retenta est perfectio status; ergo non habet jus relinquendi illum. In hoc etiam tertio modo consuetudinis locum habet, quod Joannes Andreas addit: si quis habeat speam, quod permanendo in religione reformabitur, non potest illam dimittere propter laxiorem, quod est quidem verissimum, supposita predicta spe, quia tunc illa consecutuod non impedit perfectiorem vitam, imo praebet occasionem operis perfecte claritatis, ut est reformatio prorsus religionis; tamen illa spe, in primo et secundo modo relaxationis, nulla profecto est, moraliter loquendo, et in postremo erit rara; unde ex hoc capite raro etiam privabitur quis dicit libertate. Ait denique D. Thomas supra citatus in num. 10, ad hanc mutationem in illo caso necessarium esse judicium Praetarii; quid autem nomine judicii intelligat, non declarat. Sed, loquendo ex natura rei, ut nunc loquimur, existimo eodem modo esse intelligendum, quo in superiori puncto explicatum est, nam est eadem ratio, quamvis Cajetanus ibi opposittum sentiat, dicens, in hoc caso necessarium esse licentiam petitam et obtentam. Et ratio, inquit, est, quia hic transitus non est ad melius absolute, sed in caso; regulare est autem ut quod est agendum in caso, a Superioribus hauriendum sit; quia ratio non cogit, quia ille transitus est ad melius simpliciter in individuo; licet non sit melius ex specie vel generae; et hoc situs est, quando de excessu certo et sinea dubitatione constat; et ita sentiunt actuores citati, equiparantes in hoc pr eccentricum.

20. In quarta interrogatione petitur, an hæc comparatio religionum debat absolute inter eas fieri, an respective ad personam religiosi, qui sperat magis proficere in religione laxiori, quam in arctori quam professus est. Ad quod respondetur intelligendum esse absolute, et non cum illo respectu, ideoque non licere tali religioso sua auctoritate hunc transitum facere. Hoc sentit D. Thomas communiter receptus, dicto art. 8, dum sit, in eo caso necessarium esse dispensationem. Et ratio est, quia illud votum religiosum simpliciter factum est de meliori bono, et absolute loquendo potest impleri; nam, licet forte sit difficili et repugnan, natura cum divina gratia et auxiliis religiosis superari potest; ergo non potest propri auctoritate in minus communari. Unde confirmatur et declaratur; nam quando quis per professionem se tradit religioni, non inclusitur ibi hac condition, nisi exterior hæc statum esse repugnantium mecum naturae, aut conditioni; vel, nisi mihi sit arduum ad difficile illum integre observare; alioquin non esse et firma nec stabilis illa traditio, et qui-
cumque vellet, facile posset illo prætextu retrocedere; imo non solum ad laxiorem religionem, sed etiam ad sæculum, et ad nuptias illo prætextu liceret descendere, quia melius est nubes quam viri, et quia non absolute, sed sub ea conditione se obligavit, quam multi dicerent in toto statu religionis, quantum ad ipsos, non imperi; quod absurdiissimum est, et in errores huys temporis contra calibrum inducit. Ergo professio religiosa talem conditionem non includit; ergo et voto et justitiae repugnat recedere a professione facta, illo solo titulo. Tandum confirmari hoc potest ex his quae de votis simplicibus supra, tractat. 6, diximus, non licere in eis similium commutamentem in minus bonum, ob similis difficultates, prorsa auctoritate facere.

21. Nihilominus tamen certum est, quod D. Thomas sit, ex dispensatione licet esse huysmodi transitum. Constat enim dispensationem transeundi ad laxiorem religionem esse possibilem, quod nulius negat, quia tunc non dispensatur in voto solemni, sed in qualitate ejus, ut sic dicam. Deinde est certum posse esse justum, quia in hac materia, quod non est justum, nec validum est, quia est dispensatio in obligatione voti; quia si non est ex justa causa, non est valida. Inter causas autem maxime justas ad hanc dispensationem, una est quae in dicta objectione tangitur, de impedimentis specialibus talis persona ad proficiendum in tali religione, sicut etiam dictum est de voto simplici; nun, servata proportione in omnibus quae ad hanc commutamentem vel dispensationem pertinent, eadem est in presenti ratio. Unde, si quae autem apud quem sit potestas concedendi hanc dispensationem, respondendum est jure divino esse in Summo Pontifice; an vero de facto sit in illo solo, dicemus in sequentibus.

22. Situm aliquando procurando talis dispensatio? — Queret autem fortasse aliqua, utrum in eo casu non solum liceat, verum etiam expediat aut necessarium sit, et sub precepto, talem dispensationem postulare. Non enim desunt, qui hoc ultimam affirmant, quando defectus commissi in tali religione de se meliori, sunt peccata mortalia, et occasio eorum nascitur in tali subjecto, supposita ejus fragilitate, ex modo vivendi talis religionis. Quia unusquisque tenetur vitare periculum peccandi; ergo si religioso constet talem statum esse sibi periculum peccandi, etiamsi illud periculum non oriatur ex imperfectione status, sed ex improportione suarum virium ad perfectionem ejus, tenetur procurare illud periculum vitare; ergo et dispensationem ad hoc necessarium petere. Sed difficile est huysmodi obligationem imponere, cum status perfectior de se inducat ad majus bonum, et occasio, si quae est, tota nascatur ab ipso homine, etideo non debeat illam fugere fugiendo ad statu, cum securum deferat seipsum; non ergo ob eam causam teneri potest ad petendam facultatem mutandi statum, sed ad faciendum vim sibi ipsi, servando regulas talis status. Confirmatur, quia alias obligandus est qui habet votum castitatis, et propter fragilitatem suam seipsum habitavit, ad petendam dispensationem; quod sane non ita est, quia, licet possit illam petere, non tamen tenetur; alias clericus in sacris, quae fragilis, esset ad id obligandus, et cognita ejus necessitate, necessario esset illi dispensatio concedenda, quod est aperte falsum, quia potest pugnare, et cum divina gratia vincere. Ita ergo est in presenti.

23. Quare censeo, regulariter non esse talem obligationem, nisi fingatur casus in quo est in monasterio aliqua occasio proxima et moralis peccandi, quod non posse manendo in tali religione vivi, qui causus non est moralis. Facilius posset excogitari casus in quo ministeria et occupationes religiosas, quamvis aliquis sancte et perfecte, afferant tali personae occasiones cadendi, nesc quis in tali religione permancere, quin paratus sit et expositus ad tales actiones exercendae, quando illi in junctum fuerit; tunc enim non videtur improbable, posse hanc obligationem intervenire; sicut enim nemo potest tuta conscientia exercere officium, quod scit certe sibi esse periculum peccandi, ita videtur non possi retrinere statum, in quo ad tale officium seu ministerium cum tanto periculo cogendus est. Sed neque hocetiam est morale, sunt enim alia remedia; aliis frequentissime deberent omnes petere dispensationes ad relinquendos suos status. Aperiat ergo talis persona fragilitatem suam, et periculum Prælatis suis, ut huysmodi occasionem removeant, quod moraliter semper facere possunt et debent, quia non desunt in religione, presentim perfecta et bene instituta, occupationes variæ, in quibus possit religiosus sine periculo occupari, si ipse etiam, ex parte sua, quam potest et debet diligentiam adhibeant. Non est ergo absolute imponenda talis obligation; sub disjunctione tamen neganda non est in predicto
ALIQUO MODO STATUM SUUM, ETC.

casu, id est, vel ad procurandum remedium, et adhibendam ex parte sua omnem diligentiam necessariam, ut religioso vivat justa sua professionem, vel certe ad procurandam dispensationem transeundi ad alium statum ubi careat illo periculo, sive in reliquias observantiae laxior sit, sive equalis, vel stricter.

CAPUT X.

QUOQUE EX VI JURIS COMMUNIS LIGEAT TRANSI-
TUS AD RELIGIONEM PERFECTIORM.

1. Objectio quodam difficilis. — Ad hanc questionem, quae initio capitis 8 secundo loco ponteatur, dico ex vi juris posse religiosam transire ad perfectionem religionem, sine dispensatione, non tamen sine licentia Praetati, saltatempitae. Hac assertio communis est Theologorum, cum D. Thoma, dict. q. 189, art. 8; et Canonistarum, in cap. Sancte, et cap. Liceat, de Regul., ex quibus dubium hoc sufficienter probatur. Est autem, in hac assertione, et in illo jure, perfectionem religiosam, in qua duplicito modo explicato in precedentibus capitabat, nam ibi ostendimus illud esse consentaneum juri communi, tam quoad hoc, ut exessus debet esse simpliciter in statu perfectioni, et non necessario in austeritate extemore, quam quoad hoc ut talis exessus attendi debet secundum actualum statum et observantiam, non juxta regulam secundum se. Habet autem locum positio assertionis, et clericis quam laiciis, etiam illis qui conversi dicuntur, quia si sunt profesi, veris etiam religiosi sunt, et in eis procedunt rationes factae, et probat optime c. Non est, de Regul., ibi, monachos vel conversos; idemque est de monialibus cum proportione, ut habitur ex Concilio Triburieni II, q. 4, cap. 4. Propter clausuram autem nunc indigebunt licentia ad extundum de monastero. Solet autem dubitari de oblation vel conversis, qui professionem non emittunt, an habeant hanc licentiam transeundi ad arciorem religionem; nam Glossa. in cap. Ut lex, 27, q. 4, negat illis hanc facultatem, quia sunt veluti servni monasterii, et eam sequitur Panormitanus, in dicto cap. Non est. Sed mihi non probatur eorum sententia, quia hi oblati non efficiuntur servis monasterii, nec per obligationem aut contractum cum monasterio inimicorum redduntur inhahiles ad profittenad religionem. Pro-

prie enim dici non possunt transire ab una religione ad aliam, quia religiosi non sunt, sed ex non religiosis fieri religiosis, quod omnibus per se licet. Neque oblatio simplicex priori monasterio facta exclutur conditionem illam maioris frugis, alias non esset rationabilis oblatione, cum principaliter ad Dei obsequium et anima salutem ordinetur; non ergo debet majores buman impeditre. Et ita sentit Archidicaeus, in dicto c. Ut lex et Gregorius Lopez, in leg. 9, tit. 7, partit. 1. Immo probabile existimo, ad emittendum veram professionem religiosam, posse ad quacumque religionem transire, quia ille est simpliciter status perfectionis, et ita fit transitum ad meliora statum, et non invenio jus aliquid illud prohibens, aut irritans professionem a tali persona factam, neque etiam ex natura rei video cur male fiat, si revera ex intentione maioris perfectionis fiat. Videantur supra dicta de ingressu religiosis.

2. Superest vero objectio circa assertionem postiam, ex decreto Urbani Papae, in c. Matdamus, 49, q. 3, prohibentia ne quis Canonicus regulariter professus monachus fiat, cum tamen constet monachorum professionem esse arciorem, quam sit canonicorum regularium, ut expresse dicitur in cap. Quod Dei tiuore, de Statu monachorum. Hanc objectionem tangit D. Thomas supra, ad 2. Et primo dicit decretum illud esse intelligentiam de monachis considerat um secundum statum quem ex prima instttutio habeabant; nam erant laici, et non clerici; et quia Canonicus regulares directe ordinatur ad divina ministeria, et sunt religiosi clerici ex vi sui instituti, idque prohibentur transire ad monachos, etiam arciores, quia, licet ex hac parte viderentur ascendere, ex alia nobilibus descendentur in statum sacri ministerii ad laicorum statum. Secundo addit D. Thomas, quod si monachi essent laici, licet esset transire ab statu monachorum ad statum canonicorum regularium, juxta illud Hieronymi, Epist. 4 ad Rusticum: Sic eis in monasterio, ut clericus esse mereas. Terio denique dicit nunc licentiam esse Canonico regulari ad monachatum transire, petita Superioris licentia, quia jam monachi sacerdotes sunt, et divinis ministeriis inserviunt, et alias in arctitudine superantur.

3. Sed in his omnibus dicitis D. Thomas est nonnulla difficilissima, et imprimit circa textus expositionem difficile creditum est, ibi esse sermonem juxta antiquum ritum monachorum, quando non ordinabantur, quia illud decre-
CAP. X. QUOSQUE EX VI JURIS COMMUNIS LICEAT TRANSI TUS, ETC.

310
tum est Urbani II, qui floruit post annum 1180, quando jam monachi, tam Benedictini, quam Carthusiani, et alii, frequenter ordinabantur; nam a tempore D. Gregorii videtur hæc con saetudo introducta, ut infra, in tract. 9, lib. 1, c. 7., n. 2, dicam. Deinde, hoc etiam admissi so, videtur difficilis D. Thomae sententia, quia propter ordinationem non videtur debuisse impediri, quomunias Canoniciis regularibus mon aechus fieri possit; alias nec clericis seculares dies deberet permittiri monachus fieri, quod est falsum, et contra jure, cap. *Licit, de Regulare rib., cum similibus, ut supra tractatum est; et sequula patet, quia etiam clericis secul eis non debet transire ad statum laicorum. Quod si respondeatur illum non esse in statu perfectionis, et ideo posse ad illum transire, non obstante clericiatu, instabimus etiam Canonicum regularem, non esse in statu majoris perfectionis, ac proinde non esse propter clericatum impediendum, quomunias ad illum transire possit. Eo vel maxime quod, licet monachi non essent clerici, ex vi institutio non omnino prohibebantur esse, unde status ille de se erat indifferentis clericis et laicis; ergo, licet Canonicius regularis ad illum transiret, non propter a assum met statum regpnnan tem clericatui, nec privaretur fructu quam ex ministerio sacro habere possent; cur ergo illi prohibitus est ascensum ad majorem perfectionem.

4. Hinc etiam difficile est secundum dictum D. Thomae, quod monachi laici possent transire ad Canonicos regulares; sequlitur enim inde monachum laicum religionis actioiris, vere professum, et obnoloxio rigor regulae, posse transire ad Canonicos regulares, vel ad laicorum religionem, si recipiatur ad gradum clericorum, seu eorum qui ad chorum depu tantur. Consequens videtur plane absurdum, quia rationes factae in precedenti capitae, et jira citeda, æque de omnibus religiosis, tam clericis, quam laicis, probant. Nam clericatus per se non pertinent ad perfectionem, neque illum confert, licet cum suo modo postulet; ergo non est licitum descrevere statum majoris perfectionis sine sacerdotio, propter statum minus perfectum cum sacerdotio. Respondi potest, supposito statu perfectionis, etiamsi in aliis observantibus minus strictus sit, eo ipso quod illi ex proprio instituto conjungitur sae rom altarius ministerium, constitutum statum simpliciter perfectum quam sit monachatus laicorum, quantumvis strictus sit. Sed hoc profecto incredibile est, presertim quam do uterque status ad eundem finem vise: contemplativa tendit, et in eo sisit, ut de Canoniciis regularibus D. Thomas supponit, et de praevena institutione monachorum certum est. Nam, licet ad hunc finem multum conferant sacræ illæ ministeria, quæ sunt propria clericorum, tamen in ordine ad propria perfectionem obtinendam, possunt multo plus conferre diuturnæ vigilit, et contemplatio nes, et obedientiæ, humilitatis, et paeniten tiæ opera; ergo, pensatis omnibus, potest esse monachatus laicorum, et vi statu perfectior quam religio Canonicon. Neque oppositum suadent verba Hieronymi, quæ D. Thomas affect; nam in eis solum docet Hieronymus monachum non debere affectare clericatum, sed vitam quæ clericatum mereatur. Unde non fit, esse meliorem statum clericatus quam statum laici, quando alias non habet tot media ad perfectionem assequendam. Alias dicendum esset antiquos illos sanctissimos monachos, Benedictum, Paulum Antonium, Pachiorium, et similres, ex vi status non fuisset professos majorem perfectionem quam Canonicos religiosos.

5. Circa primam difficulatem num. 3 pro position, Sylvestre, *Religio*, 4, n. 8, sentit illud decretum esse fundatum in communi jure, quod non licet transire a religione magis perfecta ad minus perfectam, etiamsi hæc actio sit; et ita inde sumit argumentum contra opinionem Canonistarum, c. preced., num. 17, tradactam. Sed difficile est credere religionem clericorum, ex eo solum quod clericorum est, esse magis perfectam quacumque religione monachorum laicorum, etiam si arctissima, et tam in austeritate, quam in contemplatione et clausura vel solitude perfectissima fit, ut objectiones factae decla rant. Et ideo addi possent Canonicos regulares, tempore Urbani II, non fuisses professos laicorum, vitam quam monachi tunc etiam servarent; unde enim potest contrarium constare? Nam, licet regula D. Augustini, quæ Canonicis regulares profiteatur, per se non sit minus austera, vel stricta, capax tamen est cùjuscumque rigoris et austeritatis, quam unque religio per suas constitutiones et observantias addere potest; seis enim Predicat orum religio, quamvis Augustini regularum profiteatur, satis arcta religio est, et in Lus tania, Canonicon regullarium observantia, preservant in hoc insigni Conimbricensi cæno bio Sanctæ Crucis, satis arcta censeret poter rigorosum clausuram, et exercitium vîte
contemplativa, praevent in choro et divinis officiis; sic igitur fieri potuit ut, tempore Urbani II, eorum professio non fuerit estima ta laxior quam monarchorum, prout communitur tunc vivebant; nondum enim tunc Mandicantium ordinis, ut nunc sunt in Ecclesia Romana approbatis, inelegant. Et quamvis Carthusiensem ordo paulo ante Urbanum II, sub Victore III, aut Gregorio VII, incepisse videatur, fortasse sub illo decreto comprehensa non est, quia sub generali clau sula non videtur tam specialis casus comprehendendi, qui semper solet a similibus legibus a Pontificibus excipi. Vel fortasse ille ordo nondum natus erat, nam multo pulant ab ipsomet Urbano, tam Carthusiensem, quam Cisterciensem ordinemuisse confirmatus, Platina in ejus vitamita referente.

6. Sed haec sicut non facile expugnari possunt, ita plausc incerata sunt, et nullo fere fundamento nituntur, et ideo D. Thomas, non divinare videtur, aliquid in illis statibus monarchorum et Canoniciorum consideravit per se illis conveniens, in quo ilium prohibitio nem fundaret, sive monarchorum vita arctor esse supponatur, sive non. Potest enim Pontifex, ut infra videbimus, propter commune bonum prohibere transitum unius religionis ad aliam, etiam arciorem vel perfectorem, quia bonum commune praeretur privato, et quia per hoc in rigore non impeditur spiritu alius perfectus singularum personarum, quia licet status ipse non obliget ad majorem perfectionem, nunc quam tamen illam excludit, nec de se impedire quominus unusquisque possit proficere quantum cum divina gratia velit; et praeterea, si in particulari casu alii expediat, semper est locus recurrendi ad Pontificem, ut legitime fiat. Unde talis prohibito (quod valde notandum est pro omni simili) non est nisi reservatio quaedam facultatis necessarie ad hujusmodum transient. Nam, ut capite precedentii, n. 4, dixi, ratio postulat ut non fiat sine licentia Prelati; cum ergo Pontifex sit supremus Prelatus omnium religionum, potest haec facultatem sibi reservare, quando expedire judicaverit; hoc autem facit per similem prohibitionem, nam licet absoluta fiat, semper includit tacitam conditionem, sine facultate mea.

7. Duo ergo consideranda sunt in statu Canoniciorum regularium: unum est, quod ex generie suo, quatenus est religio Clericorum, perfectior est quam religio monarchorum, quod plane supponit D. Thomas, loco citato, et nos tractata sequenti, cap. 7, ex professo ostendentes; alius est, quod ille status per se ac principaliter ordinatur ad ea que aguntur in divinis mysteriis; igitur propter honorem et dignitatem tanti munera et ministerii, supposita sufficienti perfectione illius status, et excellenteria quam ex suo genere habet, merito potuit Pontifex illum transitum prohibere. Neque obstant quam in contrariis objiciuntur; nam resipicient tantum privatas et particulares rationes, et ita facile solvuntur ex dictis.

8. An sufficient licentia Prelati ad transitum de Canoniciis regularibus ad monachos, ex e vice communis. — Sunt autem qui existimant, non obstante illa prohibitione, potuisse Canonicum regularum transire ad arciorem religionem monarchorum, de licentia sui Prelati, quod est probable, si intelligatur de licentia obtenta, ut ibi Gratianus sentit; ubi etiam videri potest Glossa, et Archiducus, et Joannes Andreas, in cap. Samo, de Regular. Sed fortasse probabilium est ex vi illius textus, non potuisse fieri sine licentia Pontificis, tum quia prohibito est valde absolu ta, et per verba rigorosa, Mandatum et universaliter interdicissimum, etc.; tum etiam, quia addit exceptionem, Nisi publico lapsus fuerit, que firmat regulam in contrarium, maxime cum in eo etiam casu non posset Canonicus fieri monachus, nisi ex voluntate sui Prelati, cui conceditur illa facultas, ut possit in pensus publici lapsus illum transitum concedere; ergo extra illum casum non posset id concedere ex vi illius juris. Sed jam illud jus revocatum est, vel moderatum, ut max explicabimus, et ideo non obstat conclusioni positae in n. 1.

transitum alterius in iustum; ut, licet esset prohibitus transitus a religione Praedicatorum ad Carthusianos, non sequeretur esse Carthusianus personam transitum ad Praedicatoros, et sic de alios. Et ratio est, quia sepe fit illa prohibito propter equalitatem, sepe propter dubium, et frequenter ad tollendas contentiones vel occasiones instabilitatis, etiam religio ad quam transitus prohibetur perfection sit, quod ita in presenti factum esse probabile est, ut supra declaravi; secluso autem hoc jure, ex nullo alio probari potest hoc esse licitum, quia nullibi est positive concessum; quin potius in c. Eicet, de Regular., absolute prohibentur monachi transire ad laxiorem ordinem, neque ex parte monachorum distinguuntur inter laicos et clericos, neque ex parte laxioris religionis fit distinctione inter religionem Canonicae, et monachorum; ubi autem lex non distinguat, nec non distinguere debemus, justa doctrinam Bartoli, in leg. unica, Cod. Quorum legatorum, et Jasonis, in leg. Pstlicum, ff. de Verborum obligationibus, numero 6. Presertim quando ratio non cogit, nec favet, ut est in presenti, supposito illo principio, quod status monachi laici non solum austerior, sed etiam arctor simpliciter, id est, perfector esse potest quam status religiosi per se clerici, quod principium videtur salis probatum in objectionibus factis; propter quse hanc parte censo veriorem de jure commun, et per seae valde convenientem ad pacem et quietem laicorum monachorum. Nam si hoc titulo liceret illis religionem clericorum appetere et postulare sub titulo majoris perfectionis, magna occasio illia dare tur ambien di clericalem dignitatem, et fugiendi sui status austeritatem et humilitatem. Multum autem in suo status stabilientur, si intelligent in ordine ad veram perfectionem animae coram Deo obtinendum, suum status excedere possit etiam status eorum, qui ad sacra ministeria per se ordinantur, quamvis illi superent in dignitate, et in aliquorum operum excellentia; et hoc magis explicabimus infra tractando de juribus specialibus, quae habent religiones quod hanc partem.

An ad hunc transitum sufficerat petita licentia, et non obidanta, et quam necessaria illa sit.

12. Arguitur de secunda parte assertionis initio capitatis positae. — Circa tertiam D. Thomas propositionem est tertia dubitatio, pertinentis ad alteram partem nostrae assertionis, an sufficerat ad hunc transitum petita licentia et non
obtenta. Et ratio dubitandi est, quia D. Thom- 

mus solum dicit petita licentia, nihilique am-

plius declarat. Textus autem, quem citat, vi-

detur postulare licentiam obtentam. Nam 

verba c. Statutum, 19, q. 3, sunt, Sine Pa-

tria et totius congregationis permissione rec-

dere; vel, ut alia littera habet, Sine Patris 

totius congregationis permissione; ergo re-

quiritur consensu, vel Abbatis et capituli, 

vel saltem Abbatis. Alii in hoc distinguunt 

inter forum conscientiae, et externum, et di-

cunct in foro conscientiae necessarium esse li-
centiam obtentam a Prelatio, quia fit illi in-

juria recedendo ab obedienda illia promissa,

eo invito, et ita locutum fuisset Urbanum II. 

In exteriori autem foro dicunt sufficere licentiam 

petitam et non obtentam, juxta determi-

nationem Innocentii III, in c. Licet, de Regular.

13. Sed haec sententia licet ab aliquibus 

referatur, a nullo auctore classico defenditur, 

nec est probabilis, neque ad mentem Ur-

bani. Primum patet ex supra dictis, quia se-

cluso jure positivo, licitum est transire ad 
arciorem religionem renuente Prelatio, in 
quo illi non fit injuria, ut ibi explicatum est; 

ergo in foro conscientiae non est necessaria 

licentia obtenta. Innocentius autem III ex-

presse etiam id concedit in foro conscientiae: 

Postquam, inquit, a Prelatio suo licitamentum 

postulaverit, ex legis privata absolutus, libere 
potest sanctionis vita propositum adimpleare, 

non obstante protorra indiceti contradicitione 
Praelati. Non dicetur autem vera absolutus 
ex legi privata, si haberet legem conscientiae 
ad id obligatam, nec esset liber ad transeun-
dum, si absque peccato id facere non posset, 

quia id possimus quod jure possimus, ma-

xime in locutionibus juris.

14. Secundum patet, quia Urbanus etiam 
in foro exteriori iuicet, dum subdit: Discen-
detem vero nullus Abbatum vel Episcoporum, 
nullus monachorum sine communi litterarum 
cantione suscipiat. Unde ex illius textus po-
tius dici possit, Urbanum in foro exteriori 

postulasse licentiam obtentam, etiam in exte-

riori non sit necessaria, quia quando hic tran-
situs fit contra judicium et voluntatem Prela-

ti, non praeomitur fieri bono spiritu, sed ex 

animi levitate, et hanc expositionem insuauit 

Glossa ibi. Mibi tamen etiam non probatur, 

primum, quia in ipso textu expressa distinctur, 

vel aliquius levitatis institut, vel districtioris 

religionis obtentum, nec verisimile est 

presumpisse Pontificem hujusmodi obten-
tum semper esse fictum, seu palliatum: hoc 
enim in universum non potest nisi temere in-
dicari; scimus enim D. Autonim de Padua, 
e Canoniclo regulari factum esse monschan, 

quod optimo fecisse spiritu, sine dubio credi-
mus. Staute ergo illa lege, quod secundum R-

lam necessarium erat in uno foro, erat etiam 
sine dubio in altero, neque in re adoe per-

nente ad sanctitatem animae, convenienter 

possent illa duo sejungi.

15. Melius ergo alii distinguunt de dupli-
ci jure, antiquo et novo, dicuntque ex illo ju-

re Urbani, quod antiquius est, necessarium 

fuisset licentiam petitam et obtentam; potes 

vero jus illud temperatur esse ab Innocen-
tio III, ut sufficat petita, et non obtenta; at-

que ita successu temporis hoc res multiplic-
citer variata est. Nam Gregorius VII, cum Con-
celio Educensi, in c. 4, 49, q. 3, non simplici-
citer, sed cum quadam moderatione hanc 

transitum prohibit, dicens: Nullus recorre, 
et ab monasticorum habitum trahendum suscipere 
audeat, ut monachi fact, ete. Ubi verbem il-

lud recorre et trahere energiam habet, et ideo 

Glossa ibi inquit: Quidam Abbates vel mona-

chii suis suggestioinibus Canonicos regulare ad 

monasteri pertrahabant, et ideo statut Grego-

rini, ex Vs ergo illius decreti non esse 

prohibitum Canonicum sponte ad monas-

tatum venientem suscipere; sed solum suggestio-

nibus attrahere, et sic attractum susci-

pe re; fortasse enim circa hoc abusus aliquid 

monachorum percreuerat. Postea vero Ur-

banus II, quia fortasse illud remedium non fer-
rat sufficiens, absolutam fecit prohibitationem, 
cum sola exceptione publici lapsus, ut ex-

plicitum est. Quia vero illa videbatur nimirum 

restrictio, idem Urbanus illam moderatust 

re jurens tamen semper consentam Prelatio; 

quia vero hoc privilegium abut poterat Prela-

ti, idce Innocentius III (ut in rational sua 

ipse insinuau) abstulit necessitatem licentiae 

obtenta, et petitam susciperi volet.

16. Atque haec sententia verissima est 

quaed hanc partem, scilicet, quod nunc hoc 

jus vigeat, et servandum sit; ad concordiam 

autem jurium, intelligi potest Innocentium 

non derogasse, sed declarasse decretum Ur-

bani. Nam quod Urbanus sit, sine permissione, 

intelligi debuit, vel concessa, vel debita; 

nam si injuste negetur, non debet impedire 

jus subditi, nec spiritualiter profectum ejus, 

quia fraus et injuria nulli patrocinari debet. 

Ita ergo lex Innocentii quoad hanc partem 

haberi potest magis ut declarativa quam ut 

constitutiva, quod ipse indicat dicens, hoc
fuisset concessum, ne quis ex temeritate vel levitate transferatur, non vero ut ei facultas denegetur, qui vere frugem melioris vitae intendit; et infra dicit, Prælato indiscretè nagentem facultatem, subditum manere liberum, non ex sua lege canonica, sed ex privata lege Spiritus Sancti, quod non diceret Innocentius, si intelligeret telem inspirationem esse contra precpectionem Pontificis Urbani; nam idemmet Innocentius, in c. Nisi cum pridem, de Reuniatione, legem privatam, quae est contra obedientiam Ecclesie, non esse credendam esse ab Spiritu Sancto, nec dare homini libertatem sine licentia sui Prælati, quod secundum legem ordinariam, ut loquimur, certissimum est. Denique hoc confirmat c. Sane, de Regular., quod est Alexandri III, qui Innocentium antecessit, et tamen in eo confirmat similem translationem sine consensu Prælati factam; quod est signum, etiam ante Ianocentium legem Urbani non obligasse cum tanto rigore; est ergo probabile licentiam obtentam, etiam ex illo jure antiquo, nonuisse necessariam; sed de illo cap. Sane plura statim.

47. Obligatio potentii licentiam ad transitum gratia est.—Quarto, dubitiari potest circa assertionem positam, quam necessaria sit facultas petita, in quo certum est esse necessariam ex precepto obligante sub mortali culpa; in hoc conveniunt omnes doctores inquae citandi, et probabile est esse hanc obligationem ex lege naturae, supposito hoc statu; tamen multo est certior ex lege ecclesiastica in decretis citatis; nam Innocentius ait: Sicut subsequitur a Prælato debet transseundi licentiam postulare, ne bonum obedientiam contemnatur videatur, ita Prælatus debet illam indigere, etc. Utibo verbum debet, licet non sit nisi rigorosum, tamen juxta contextum, ex capacitate materiae, satis indicat obligationem in conscientia, quam esse gravem, et ipsa etiam materia, et ratio subjuncta satis indicat, ne obdecamtem contemnatur videatur, hoc enim valde necessarium et gravissimum est in statu religioso. Denique id constat ex illa equiparatione, quae idem inter subditi et Prælatum per idem verbum debet, quod in Prælato significat gravem obligationem; nam sine dubio mortaliter peccat Prælatus, si sibi constet licentiam, nec temere, nec de re incerta aut dubia pet; quia injuriar faétus subdito denegando illi jus suum, et quantum in se est impediendo meliorem statum, et præbendo occasionem scandalis, vel infamiae, si se invito subditus discedat; ergo etiam in subdito indicat verbum illud gravem obligationem. Denique Urbanus usus est verbo statuimus, quod propriam legem significat, quam saltem in hac parte certum est non esse revocatam.

18. Violationem dicti obligationis iritare transitum, arguitur ex textu.—Difficultas vero est, an petitio hujus licentiae sit ita necessaria ut sit de substantia et valore actus; videtur enim ita esse ex dictis decreitis Urbani; nam in cap. Maudamus, 19, q. 3, precipit ut Canonicus regularis, si contra suam legem monachatum profiteatur, ad ordinem Canonicum redeat, et cucullam memorialem defert, non quia sit monachus, inquit ibi Glossa, sed ratione prioris maleficii. Si enim vere esset monachus, non deturbaretur a suo monachatu, sed aliter puniretur propter illud crimen. In cap. autem Statuimus, licet mitiget prohibitionem transitis, concedendo illum cum debita facultate, tamen quoad transseuntes indebitae non mitigat penam, neque iritationem. Ergo ex ii illarum legum est iritus hic transitus sine licentia factus. Ergo etiam nunc iritus est. Probatur consequenti, quia Innocentius III quod hoc non immutavit hanc legem: nam, licet daremus moderatum fuisse illam quantum ad necessitatem consensus Prælati, si fortasse ex vi decreti Urbani esset necessarius, tamen quoad necessitatem licentiae petiti integram illam reliquit; ergo, sicut ante erat ita necessaria ut omissionio illius irritaret actum, ita etiam nunc. Confirmari hoc potest ex vulgari regula, quod quae contra legem flant, debent pro infectis haberis, Regul. 64, in 6, et leg. Non dubium, Codic. de Legibus. Quod maxime verum habet, quando peccatur in forma prescripta ad faciendum actum; sic enim forma prescripta in hujusmodi transitu est, ut fiat petita licentia.

Lib. III. de Religiosis Mutantibus aliquo modo statum suum, etc.

quirere, etiam si non obtineatur. Denique citat Glossam in dicto c. mandamus, quae expresse dicit regularem Canonicum sic transitum non esse monachum; loquitur tamen juxta illud jus antiquum. Videtam tamen posse illud justiarii ex dicto cap. intellectus, de etate et qualitate, quod est Innocentii III, et tamen in eo allegatur juxta illud tanquam obligans et habens effectum illo tempore; ergo etiam nunc eamdem vim habet, nam post Innocentium revocatum non est. Addit rationem Panormitan., quia necessitas petitiae licentiae imposita est, ne bonum obedientiae contenmi videatur; ergo si sine tali licentia discidet, presumitur conteninnre bonum obedientiae; ergo non potest dici quod insti vantur Spiritus Sancti transierit; ergo non est validus transitus.

20. Secunda sententia distinctione utitur. Nam in Canonicis regularibus censetur transitus ad monachatum nullus, si fiat sine licentia petita; non vero in quolibet allo transitu, vel Canonico regularium inter se, vel monachorum inter se, vel monachorum ad Canonicos regulares. Sunt enim etiam inter ipsos diversi modi religionum, vel familiarium militantium sub diversis Generibus et constitutionibus, quarum una est aristol alia, et similiter potest esse aliqua regularis Canica strictior aliquo monachato; ita ergo potest intelligi transitus, et monachi ad strictiorium monachatum, ut per se constat, et ad quod strictiorium Canonicum regularium, et Canonicum etiam regularus ad Canonicatum strictiorum. Dicit ergo hec opinio omnem huysmodi transitum factum absque petita licentia validum esse, etiam peccaminose fiat. Hee opinio potest tribui Joanni Caldereri, qui ut refert Panormitanus, distinctione usus est, sed revera erat aliqua ejus distinctio: nam omnem transitum huysmodi a monasterio privilegiato quod hanc partem, dicebat esse invalidum; si autem monasterium, a quo fit transitus, non est privilegiatum, dixit esse validum; et fundamentum illius erat, quia privilegium aliquid dobet operari. Quae ratio, ut bene advertit Paludanus, generatim sumpta non convincit, nam posset privilegium alienum effectum operari. Considerandum ergo est tenor privileglium. Nam, si illud non solum prohibeat, sed etiam irriret transitum factum sine licentia petita, tunc illud operabitur, et revocari poterit sic translatus; si autem privilegium non fecerit huysmodii, nihil confert ad hunc effectum, sed alium operabitur secundum tenorem suum; quod si forteasse Calidernius non est locutus de privilegio privato, sed de inserto in corpore juris, sic coincidit ejus distinctio cum superiori, quia in jure non inveniuntus hoc privilegium concessum nisi Canonicis regularibus in prædictis decretis, licet Glossa, in c. Licet, de Regular., indicet similis concessum esse Cisterciensibus, in c. Non ut, de Regular., quod ex illo non tali legislatura, ut infra videbimus. Esto vero sit aliquod tale privilegium, prout commemorat Innocentius, in dicto c. Licet, ideam erit de illo judicium.

21. Ratio ergo illius distinctionis est, qua transitus Canonicorum regularium ad monachatum sine licentia sui Praeleti, erat nullus ex decreto Urbanii II; sed Innocentius III non revocavit vel declaravit illud decreto, nisi quod hoc, ut sufficient licentia petita, et non obten-ta; ergo quod reliqua omnia manet prorsus decreto in sua vi; est ergo irrita, sit antea erat, et cadem ratio procedit de quacumque religioni, quae simile privilegium habebat ante declarationem Innocentii III, nam ipse de omnibus expressa, et idem modo loquitur; in aliqui vero, in quibus facta non fuerat talis irritatio, cessat hae ratio, quia Innocentius, in dicto c. Licet, solum prohibet transitum sine licentia petita, non vero addit clausulam irritandi, neque post illam iegem est alia edita in jure comuni, quae illam addat; ergo non est unde illa professio sit irrita, quae ratio recte probat hanc posteriori partem, sed prior non sufficienter probatur.

22. Unde est tertia sententia, que nihil magis probatur, negans generaliter petitionem licentiae esse de substantia actus, ideo que professionem esse validam, si certa sit factam esse in religione perfecte, etiam si transitus ad illam factum fuerit absque licentia petita. Ita tenet Glossa, in c. Sane, et in c. Licet, de Regularibus, et Abbas antiquus, Gofredus, et Ancharianus, quos Panormitanus refert. Sequitur Sylvestri, verb. Religion. 4. 4, citans Archidacionem, Vertetiam, et Supplementum; idem Turrecremata in c. Nullus, 10, q. 3, in sua q. 2. Ratio est, quia illa professio non est irrita ex natura rei, nec ex jure canonicum; ergo nullo modo. Prima pars antecedentis constat ex dictis in capite praecedenti, nam illae transitus in substantia non est contra professionem priorem, cum sit justa conditionem in illa inclusam; ergo ex natura rei non habet unde sit invalid-
CAP. X. QUOSQUE EX VI JURIS COMMUNIS LICEAT TRANSITUS, ETC.

dus, quia si quid peccatum fuit, solum fuit in modo, non tamen in justitia, et consequenter nec in substantia contractus. Secunda vero pars probatur, primo, quia hec irritatio non est facta ex vi capituli Liceat, ut Panormitanus vult, quia in eo textu nullum est verbum irritans, sed solum praepititur subdito, ut licentiam petat, etc. Verba autem illa, quae expedit Panormitanus, ne bonum obedientia contemnere videatur, solum declarat rationem seu motivum talis præcepti, quod ad irritationem nihil refert. Item, quia ex ratione Panormitani, solum sequitur peccare religiosum in modo illius transitus; inde tamen non sequitur, professionem postea factam in se nonuisse, et ab Spiritu Sancto intentam, sepe enim Deus inspirat opus de se bonum, et homo in executione ejus miscet aliquam malitiam, ut non ostet quominus opus suum effectum et valore habeat. Quin potius (quod notandum est propter aliquos modos loquendi Canonistarum), licet ex parte religiosi transitus fieret ex levitate, vel passione aliqua, ut tamen revera fiat ad religio-

essm arctiorem, validus est. Sic ut est validum volturn de materia licta, etiamsi ex parte vacant fiat modo illucito, qui modus non ostat quominus effectus ipsi possit esse intentus a Deo, qui, ut Augustinus dixit, novit permitting mala exqui bona quae fieri decrevit. Nec denique Innocentius, ponendo illud præceptum, dedit formam servandam in tali contructa, sed solum voluit illum ordinem servari præppererentiam debitam Pretialis, ut verba rationis ejus satis declarant; nullum ergo est fundamentum irrationis in illo decrete; nec etiam post illud facta est in iure communi, nullini enim extat in corpore juris. Quid vero de privatis privilegiis postea concessi sensientiendum sit, infra dicam.

22. De antiquioribus vero decretis, quia solum de specialibus religionis loquentur, primum dici potest, si quod fuit tale privilegium concessum per illa decreta, non postulae tantum licentiam petitam, sed etiam obtentam, atque ita voluisse ut valor transitus, et receptionis ex illo secute, pendeceret ex consensu prioris Pretialis, et ideo Innocentium, auferendo necessitatem hujus consensu, abstulisse etiam talem dependentiam, et consequenter irrationem, quia ablatum fundamentum auferuntur reliqua; neque mens antiquorum Pontificum fuit, ut petitio licentie esset necessaria nisi propter concessi; nunc autem non est necessaria propter illum finem, sed solum propter subordinationem obedientiae; et ideo licet retenta sit quoad necessitatem novi præcepti, non vero, quoad necessitatem valoris actus; nam hanc solum labebat ratione consensus, et quatenus erat via ad illum.

24. Deinde assero etiam in dictis decretis non inveniri hanc irrationem. Quod quidem de Canonicius regularibus videtur probari ex c. Sanes, de Regular., ubi Alexander III præceptit non revocari Canonicum regularem, qui ad monachatum sine licentia transierat; et tamen tunc decretum Urbani non erat revoca-

catum ab Innocentio III. Respondet Panormitanus illam fuisset dispensationem, quod colligit ex illo verbo, remanere permittas. Sed non est verisimile, tum quia illa declaratio habet vim legis semper servande in simili casu; tum etiam quia solum fundatur in ra-
tione majoris religionis; tum praeterea quia, si fuisset dispensatio, neque ille religiosus antea fuisset ibi cum bona conscientia, ut in textu supponti videtur, nec simplicitie reli-
quendus esset sine confirmatione vel iteratio-

ne professionis, si nulla fuerat. Verbum ergo permittas, neque semper, neque in rigore significat idem quod dispenses, sed, non compellas ad contrarium; etsi enim hoc duo verba in illo textu opponnuntur. Deinde probatur ex ipsis decretis Urbanii I, nam in c. Mandamus, ubi absolute prohibit hunc transitum, verisimile est irritasse etiam illum, quia revocationem transseuntis præcepti; et vero in c. Statusimus, in quo moderatur prohibitionem, et concedit posse transitum fieri ex permis-
sione Praetali, irrationem etiam abstulisse videtur, quia non præceptum revocari eum, qui sine licentia transierit, sed solum addit: Discendentem nullus Abbatiam vel Episcoporum sine communi litterarum cautione suspendat. Si autem suspiciatur cum effectu, non irritat recep-

tionem vel professionem, nec receptum revocari præcepti; ergo indicium est abstu-
lisse irrationem, quod fortasse indicium per se solum non convinceret, tamen junctum cum c. Sanes, magnam facit persuasione.

25. Proxime dixit valent etiam quoad illos transitus qui n. 20 recententar. — De transitu praeterea regularium Canoniconum vel clericorum inter se, ex laxiari ad strictiorum, illa est specialis dispositio in iure illum prohibens, nedum irritans. Nec denique de mo-

nachis respectu strictioris religionis, sive alii-
rum monachorum, sive clericorum, talem prohibitionem invenio in iure communi,
ALIQUO MODO STATUM SUUM, ETC.

quamvis eam referat Innocentius, in dicto c. Libet, ubi Glossa, verbo Monachis, refert cap. Non est, de Regular.; sed ibi solum præcipit Alexander III Praelectionem Galliae, ne monachos, vel conversos Cisterciensis ordinis post professionem, sine licentia Abbatis autorum, per Episcopatus suos recipi nullatenus permittant. Quam prohibitionem cum irritazione factam esse, ex fine textus, et ex ipso originali manifestum est. Tamen in citatis verbis nulla est mentio religionis actorio, quare optime intelligetur secundum commune jus, de transitu ad laicorem vel equalem, ut ibi Glossa sentit. Nam pro ratione reddit, quia non reperitur ordo actior, quod non placet Hostiensis, quia Carthusia actio est, et forsaken, inquit, etiam alit, quos non expediat nominare. Unde ipse intelligit ibi esse datum privilegium Cisterciensium, ut sine consensu Abbatis ad actiorerem transire non possint. Tamen ex Concilio Lateranensi, sub Alexandro III, c. 6, colligimus priorum suise mentem Pontificis, sic enim dicitur: Non est dubium, nec incertum, quod omnes et religionis Cisterciensis ordinis ea religionem praemineant et virilium, quod ex institutione patrum et prædecessorum nostrorum, hi, qui in eorum monasteriis professionem faciunt, sine licentia sui Abbatis prohibentur de claustro discerere, et discendentes in aliis monasteriis non recipi. In id est, quod nos congregantium, non solum amicam religionem, sed rationem conscientiae, sollicitates conservare volentes, universitati vestra mandamus, etc. Ex quibus verbis satis constat, Pontificem respexisse ad arctitudinem et perfectionem illius religionis, in qua fortasse tunc adeo vigebat disciplina et reformatio, ut Pontifex eo tempore nullum aliun existimaverit esse actiorium. Quapropter, mutatis jam rebus, non credo ex vi illius textus esse prohibitionem Cisterciensibus transitum ad arctioriorem sine consensu Praelati. Unde idem Hostiensis, in c. Licet, non adductum illum textum, sed adduxisse putat Innocentium ad quandam decretalem antiquam, Si qua libera, de Statu regularium, quae nunc non habetur in corpore juris, sed habetur in secunda collectione Decretalium Antonii Augustini, ejusque verba sunt: Apostolica auctoritatis interdicimus ne quis vestros fratres clericos, sine laicos, post factionem in monasterio vestro professionem absque vestra licentia suscipere audate, vel tenete, quae verba magis generalia sunt; tamen ibi non constat an illud privilegium suum vim retinat, cum a corpore juris rejectum sit, vel fortasse ideo fuit omissum, quia idem reputatum est cum c. Sane, et ideo iustu tenetur illius erit intelligendum.

26. Concluditur valere transitum, etiam licentia petatur post diaesecum et priori monasterio. — Sic igitur concluditur petitam licentiam esse necessariam ut actus recte fiat, non lamen ut valide fiat ex vi juris communis; unde fit religiosum sic translatum, et jam receptum in alio monasterio actior, non esse revocandum. Quod est manifestum, si in alio monasterio professionem jam emitit, quia est valida, et consequenter obligat et revocat priorem. Si autem tantum ad habitum receptum sit, possit esse major dubitatio, quia adhuc est sub obedientia alterius Praedati, et indebino modo ab illa recessit; ergo potest revocari. Nec satis esse videtur indepetentiam, ut, si negetur, jam compelli ad reditum non possit; nam ibi jus requirit licentiam, non sitis est illam petere post factum, sed debet peti a principio, ut sit Panormitanus, in dicto c. Licet, n. 14, et in c. ultimo, de Ecclesiis aedificandis, n. 7 et 8. Sed, licet hoc verum sit, ut actus recte fiat, ut in presenti clare disponit dictum c. Licet, si lamen transitum jam est factus, etiam quod solam receptionem habitus, videtur sufficientes illam petere ab ibi permanendum, quia quod praermissum fuit, accidentarium est, et ideo satis esse videtur ut suppleatur eo modo quo fieri possit, non retractando pristis factum, cum id nullius videatur esse utilitatis, quandocumque ille potest redire, statim post petitam licentiam, etiamvis non concordatur. Quod maxime verum habet, quando licentia in principio fuit praermissa ex aliqua rationabili et urgente causa, juxta doctrinam ejusdem Panormitanum, in dicto cap. ult.

27. Limitatur, nisi sit dubium an alium monasterium sit strictius. — Sed hae omnia intelligenda sunt, ut dixi, quando omnino indubitatum fuerit transitum fieri, vel factum esse ad strictiorum religiosan. Nam ubi res dubia fuerint, nullo modo erit validus transitus sine licentia factus, quia tunc vel non solutum est necessaria licentia petita, sed utiam concessa; vel, si Praelatus noluerit eam concedere, non potest privari jure suo, prae quam res per Superiorem decidatur, juxta dictum Capitolium Licet, quia in dubbio minor est conditio possidentis; quapropter, si, existente dubio, religiosus transseit sine licentia, revocandum est, etiam post professionem alibi factam, ut proprium monasterium
CAP. X. QUOSQUE EX VI JURIS COMMUNIS LICEAT TRANSITUS, ECC.  

337  

ad suam possessionem restitutur, et postea de dubio et controversia inter subditum et Praetatum agatur.  

28. *Ad quem spectet id dubium definit.* — Solet autem qui ad quem pertineat illam litum definit; nam in textu solum dictur: *Superioris est judiciwm requirendum.* Sed quiniam est iste Superior? Quidam alium esse proximum Praetatum utriusque partis; ita dicit Sylvester, *Religio,* 4, n. 4, cum Panormitano et Innocentio. Sed si hoc intelligant de proximo Superiore ejusdem religionis, ut verbi gratia, de Provinciali, si contentio erat cum Prio, vel de Generali, si dubium erat cum Provinciali, videtur sequi idem inconveniens quod Praetatus sit judex in causa sua, propter quod vitandum committitur hoc judiciwm Superiores, ut idem auctores fatentur. Sequela patet, quia respectu omnium Praetorum ejusdem religionis, illa causa est quam quam propria, quia nullus eorum contendit pro commodo sua persone, sed pro jure et dignitate sua religionis. Unde illud dubium non versatur in rigore inter Praetatum et subditum, sed inter religiones, quae, scilicet, illarum arctior sit, et ideo verosimilissimis censeo hoc judicium reservari Superiores utriusque religionis, quia erit Pontifex, si religiones, vel altera earum sit exempla. Si vero essent monasteria eodem Episcopo subjecta, ad ipsum judicium pertinebit; vel si fuerint monasteria diversarum dioecesum, ut in monasteriis monialibus facile accevider potest, tunc per metropolitanum videtur lis dirimenda. Denique quoniam hoc ad forum externum spectat, ille Superiores, ad quem pertinent alias causas judicature, inter illas duas religiones vel monasteria est judex in hoc dubio.  

29. *Resoluto prioris partis, ubi monasterium uti tantum Praetato subordinatur.* — Quinto dubitatur, a quo sit hæc licentia postulanda, et quomodo. Respondetur ad priorem partem, ex vi juris communis satis esse postulare illum ab Abbate seu Praetato proprii monasterii. Probatur, tum quia jure communis tota potestas, in his quae ad talem domum pertinent, est apud illius Praetatum, ut supra visum est; tum etiam quia juris sitam non amplius requirit. Solum in dicto capit. *Statwmwm,* videtur requiri licentia *Patris et totius congregationis,* ex quibus verbis alii aliqui colligit necessarium esse ut licentia petatur ab Abbate cum conventu. Ita colligit Turrecremata ilii, qui ad hoc etiam ponderat alia verba ejusdem textus, *sine com-  

muni litterarum cautione,* putat enim vocari communis litteras, quia dari debent a toto convento. Sed hoc posterius parum cogit, quia non litteræ vocantur communies, sed cautio, quæ per litteras datur, dicitur communis, id est, usitata; vel dicitur communis non ex parte dantium litteras, sed eorum ad quos dantur. Prior autem verba non constat íta esse in originali, nam alia habent, *Patriis totius congregationis.* Nihilominus si juxta illud jus requirabatur licentia obtenta, probabile est eo modo fuisse tunc necessarium concursum conventus ad talem licentiam, quod ad receptionem monachorum necessarium esse supra diximus; tamen, juxta novum jus dicti c. *Licei,* sine dubio sufficit a solo Praetato monasterii licentiam postulare. Probatur ex verbis ejusdem capituli c. *Licei:* *Subditus a Praetato debeb licentiam postulare;* probatur etiam ex ratione ejus, scilicet, ut bonum obedientias non contemnatur; nam obedientia exhibenda est Praetato, et ordinarie non pertinet ad totum conventum.  

30. *Idem putant aliqui etiam nunc, ubi habentur Provincialia et Generalia.* — Difficulitas vero est an nunc quando monasteria habent majores Praetatos universales, quibus graviora negotia reservantur, an teneantur subditus petere a Provinciali vel a Generali licentiam, quando juxta morem religionis hæc causa illius reservata est. Videtur enim non posse ad hoc obligari, quia jus commune tantum imponit illi onus petendi licentiam a Praetato suo proximo; ergo si ille non dederit, vel distulerit responsum usque ad Provincialium vel Generalis consultationem, non tenetur expectare, quia jura particularia non possunt auferre libertatem jure communi concessionem, nisi ad hoc speciali privilegio Pontificio mutata sit religio; quæ ratio videtur non improbabiliter partem hanc suaderè; et potest addi congruentia, quia cum hæc licentia non petatur propter consensum Praetati, sed propter reverentiam ei debitam, non videtur pendere ex universaliori jurisdictione Provincialium aut Generalium, neque illam postulare. Nihilominus oppositam censeo secutorem, et omnino servandam. Itaque ab illo Praetato petenda est facultas ad quem similia negotia secundum mores et statuta religionis pertinent. Ratio est, quia, supposita tali institutione, et limitatione jurisdictionis, proximus Praetatus quoad hoc negotium non est Praetatus, et ideo petenda est licentia ab illo Praetato, qui in tali negotio jus Praetationis
habet. Unde per hoc non derogatur iuri communi, sed propter mutationem qua sit veluti ex parte materie ipsummet commune jus applicatur diversis Praefatis, juxta varia instituta religionum; nam in dicto c. Liciet, non dicitur satis esse petere licentiam a Praeato conventual, sed simpliciter a Praeato, quod est, juxta materiam subjectam, intelligendum de Praeato ad quem licentia illa pertinuerit; et confirmatur ex ratione ejusdem textus, ne obedientia contemni videatur. Nam ad hoc necessarium est ut unicunque Praeatis religiosis servet obedientia, in his quae ad illum pertinent, juxta institutum religionis. Denique licentia hec non precipitur postulare propere solam exteriori tremorum, sed etiam ut intentio et zelus religiosi, qui mutationem appetit, possit prudenter examinari, et per judicium Superioris dirigiri, quoad fieri possit. Et ideo monet Sylvester supra, et recte, mea sententia, si post petiam licentiam Praeatus differat responsum, donec de re cogit et consulat, et a Deo etiam lumen petat, subditum teneri ad expectandum convenientem tempore; ergo quamvis consensus Praeati necessarium non sit, nihilominus merito potest reservari hec licentia superiori Praeato, cujus judicium et consilium pluris estimatur solet; neque illa mora debet subditus iniuriosum vel onerosum visere, quia pro fama gravi negoito non potest esse nimia, et ipse tenetur, ut dixi, tempus sufficiens ad prudentem consultationem concedere, et in tali religione saltem per modum consultationis ille recursus judicatur maliter necessarius.

31. Resoluto posterioris partis hujus quinti dubit de servandis quasmodis in potesta licentia ad transitum.— Quomodo violentor prior modus, non potendo coram. — Atque ex his constat, quis modus servandum sit in hac facultate petenda, qui per hoc verba explicitur in dicto c. Liciet: Debet cum humilitate et puritate licentiam postulare, id est, cum reverentia Superiori debita, et verum causam ac motum suum deliberationis Praeato propone; nam primum pertinet ad humilitatem, secundum ad puritatem. Unde contra prorem conditionem raro peccabitur graviter, si dux conditions serventur: una, ut licentia petatur ante omnes mutationem, seu egressum et monasterio; alia, ut ab eo Praeato, et modo quod juxta institutum et morem religionis peti debet, postuletur. Solum in hoc dubitari potest, an sit necessarium semper licentiam postulare intra monasterium ad excusandam culpam gravem; ut, verbi gratia, si religious esset absens a monasterio cum legitima facultate, et inde petat facultatem per scriptum, an satisfaciat suam obligationem, ita ut si denuget, posit tuta conscientia propositionem suum exequi; videtur enim satisfecisse, quia etiam per litteras potest humiliter et cum puritate postulare, et jus non postulet ut licentia petatur coram, seu in praesentia Praeati, item qua si petenda sit a Provinciali, sufficit per litteras postulare, et si neglet, vel etiam non respondet (sentit Sylvester supra), non tenetur subditus amplius expectare. Item, qua supra, n. 36, dicebamus, qui jam receptus est in alio monasterio, licet non servato debito ordine, satisfacere petendo licentiam per nuntium, vel per litteras ad profiendum; ergo quod ills licet praecedente culpa, licebit alteri per aliam occasionem, in qua culpa non praecessit. Nihilominus existimo, si Praeatus nolit esse contentus tali petitione licentiae, de se non sufficeret, nec possit subditum sine culpa statim transire invito Praeato, sed tenere redire ad proprium monasterium, et inde debito modo ac ordine egredi, vel negotium tracticem. Ratio est, quia ille modus petendi facultatem est contra jus quod Praeatus habet, ut subditus ad suam obedientiam, seu postulatam redate. Item qua petendo illo modo facultatem videtur decipi et commeni Praeatus, et ita non satisfaceri illi praecipio. Hac autem obligatio intelligentur per se loquendo, nam si grave aliquod periculum vel impedimentum timetur, possit inde honestari, et sufficiens reputari petitio falsa facultatis; et hae ratio locum habet quotiescumque res non est integra, sed status mutationi inchoata est, per receptionem alienas habitationum; tunc enim non potest redditus fieri sine magno incommodo, et ideo existimo tunc in conscientia excusari, etiamsi culpa sua in eo statu se constituerit: sic ergo servanda est illa condition, quoad fieri possit juxta occurrentes circumstances.

32. Quomodo violentor posterior non potendo ex sua intentione.— Altera vero conditio, qua puritatem requirit in postulandia licentia, maxime violabitur, si quis fingat se procurare transitum ex affecto majoris perfectionis, cum revera ex alia humana causa moverat, in qua deceptione non credo excusari culpam gravem; quia si Praeatus totius causae veram notitiam haberet, non tenetur petitum facultatem concedere; et ipso dene-
CAPITULUM XI.

AN EX VI DICTI JURIS COMMUNIS LICEAT TRANSITUS AD RELIGIONEM AQUE VELE MINUS STRIATUM.

1. Responsio ad primam partem tituli, requiri licentiam obtentam. — Ulterior vero inquirendum superest, de hoc transitu ex vi juris communis, ut loquimur, an possit Praetatis religionis, ex jure communi, dare facultatem transeundi ad religionem aequalem vel laxiorem. Quod ad primam partem attinet, certum est non posse transitum ad religionem aequalem fieri a religioso sine facultate non solum petita, sed etiam obtenta, quia ex natura rei hoc necessarium est, ut supra, c. 9, ostendi, et jus canonicum non id concedit, quia solum de arctiore religione loquitur, quando vult licentiam petam fieri. Ex quo sequitur, necessarium esse hanc licentiam postulare ab illo Praetato, qui possit illum concedere, quia alias nihil operaretur licentia ab alio obtenta. Preterea, in dubitatione est possit Pontificem hanc licentiam dare, ut a fortiore constat ex dicendis in sequenti dubio.


3. Discutitur an Praetati locales possint dicem licentiam dare. — Difficultas vero est, an solus Abbas sine Episcopo, etiam si supponatur illi subjectus, vel nunc sine Generali aut Provinciali cui est subjectus, possit talem licentiam dare, et in hoc sensu videtur id negare Innocent., dicto c. ultimo, de Renuntiatione, n. 2, citans cap. Qui ere, 16, q. 1, ubi dicitur monachi debere esse subjects Episcopo, permanentes in locis in quibus semel se Deo devoverunt. Panormitanus ergo non putat esse licentiam Episcopi necessariam, licet securius judicat illum postulare. Navarrus autem, comment. 4, de Regular., n. 10, simpliciter affirmat sufficere licentiam Praetati minoris, per quem Abbatem et quemlibet alium Praetatum intelligit, juxta quam opinionem consequenter dicendum est, in religionibus exemplis non requiri licentiam Provincialiam ex vi juris communis. Praepuum fundamentum sumitur ex c. Statusmus, 19, q. 3, ibi, sine Patria et lectione congregatiois permissione, etc., ex quo impemis solum sumitur argumentum a contrario, et preterea juxta illum lectionem Praetatus solus sine convenitu non potest illam licentiam dare. Potest vero eadem sententia probari ex dicto cap. Non est, de Regular., ibi, sine licentia Abbati communi; nam clares ibi.
LIB. III. DE RELIGIOSIS MUTANTIBUS

supponitur cum licentia posse transire; ergo maxime ad æqualem. Verum tamen qui existimavit ibi prohiberi transitum sine licentia ad quacumque arciorem, respondere possunt illud solum intelligi de transitu ad arciorem, ut, scilicet, cum licentia Abbatis fieri possit, ad aliam vero non arciorem nullum modo.

4. Quare non videtur hae sententia positive, ut sic dicam, situs ex jure convinxi, quod etiam Navarrus sensit. Existimo tamen sufficiens fundamentum esse, quod non inveniatur in jure prohibitus Abbati, quominus possit hanc licentiam dare; atque adeo, eo ipso quod non reservatur, essa concessam, quasi ordinario munere. Assumptum patet, quia in dicto c. *Qui vero*, neque agitur de transitu ad aliam religionem, sed ad ministriam clericorum in Ecclesiis exercendae, quod non permittatur monachi, nisi iussu Episcoporum; nec negatur monachios esse subjectos Abbatis, quod ea quae pertinent ad eorum jurisdictionem, licet affirmetur debebere esse subjectos Episcopos. Ex quo ad summum sequitur, contradicente Episcopo, non posse Abbatem licentiam hanc dare, sicut nec potest localis Praesul exemptus, contradicente Provinciali, illam dare, quia est superior Praesul. Quod autem sit per se necessarium petere et obtinere licentiam ab Episcopo, inde non probatur, quia licet ipsa superior sit, nihilominus Abbas habet suam ordinariam jurisdictionem.

5. Altera vero pars, seu alio, nimirum si hoc non est prohibitum, esse concessum Abbati, probatur primo, quia supra ostensum est jure communi apud illum esse totam monasterii potestatem. Secundo declaratur in hunc modum, quia ad hanc licentiam non tam est necessaria potestas jurisdictionis, quam administrativa honorem monasterii, et quasi dominativa in personas ejus. Hac autem potestas est in Praesule, vel solo, regulariter loquendo, vel simul cum conventu, in casibus in jure vel in regula expressis, ut supra ostensum est; ergo talis est potestas ad hanc facultatem concedendam. Major patet, quia ex vi commutationis votorum non est necessaria jurisdiction, cum sit in æquali, juxta receptam doctrinam, vel, licet secundum quosdam necessaria sit, minima sufficit, vel solius confessoris. Ad reliquum autem sufficient ut religio cedat juri quod habet in talem personam, quod potest facere Praesul per potestatem administratvam, quam a religione habet, et eodem modo potest cedere obligationem sibi et suis superioribus debita; ergo nihil aliquid necessarium est. Unde existimus antiquos Abbas habeisse hanc potestatem etiam quando clerici non erant, nec propriam jurisdictionem ecclesiasticam habebant. Hanc vero erit in his Praeulis hanc potestas, si per propriam regulam vel constitutiones non sit ablati; facile enim id fieri potest, cum juis commune posuisse non resistat, sed solum non assistat, seu non prohibebat; et eadem ratione existimato posse facile Episcopos in monasterii sibi subjectis hanc facultatem sibi reservare.

6. Ad valorem dicta licentia non esse Papa
justa causa. — Explicandum solum superest
an sit necessaria justa causa, ut talis facul
tas, vel valide, vel licite detur. In quo alter
de Summo Pontifice, alter de inferioribus
quemadmodum est; nam si Summis Pontifici
talem facultatem concedat, etiam sine causa,
valida est, quia ullam involvit dispensationem
in veto, sed meram commutationem in æquali,
que, sine causa facta, valida est. Aliunde vero
peculiaris obligatione persone ad
talem religionem in particulari, est solum ex
humana institutione, quasi pendent ex voluntate
Pontificis; ergo si ipsa illam auferat, vel licentiam det commutandi illam in aliam, factum tenebit, etiam si absque causa fiat; nam dispensatio, in jure humano data a supremo
principe, etiam sine causa valida est. Dices
illud non tantum esse dispensari in jure,
quatenus jus legem significat, sed esse totale
alicuius jus suum, prout jus dominium et
actionem significat, quia religio habet jus acquisiti et dominium in talem personam,
quo privat per translationem ejus. Quamvis
autem hoc jure media institutione humana acquisiti sit, tamen postquam est acquisitum.
non videtur posse a Pontificcse auferi valide
pro sua tantum voluntato sine justa causa,
quia non est dominus omnium jurium religiosis,
sed fidelis dispensator et prudens. Sic
cut non possit sine causa auferre ab una
religione omnium temporali bona, et conferre
alteri, nec factam teneret, quia esset contra
justitiam commutativam; ergo a fortiori idem
dicendum est de persona, quia non minus
habit religio dominium suarum personarum,
quam aliorum honorum, et magis videtur
ledi per privationem personarum, quam bonorum.

7. Respondeo, Pontificio esse supremum
Praesulum eunuscumque religiosis, et ratione
hujus supremae potestatis posse eximere

Digitized by Google
quemcumque religiosum ab obedientia inferiorum Prelatorum, et sibi reservare, quod factum erit validum, etiam si absqueulla causa ob solam benevolentiam, vel gratiam talis personae fiat, et ita potest privare religionem omni jure fruendi, vel utendi talis persona, in quo non facit illi injuriam, quia uter jure suo. Eodem ergo jure utitur, quando dat facultatem trauseundi ad aliam religionem, nam sicut sibi reservare potest, etiam potest concedere, ut medius Prelatius alterius religiositatis promissam obedientiam servet. Denique, quamvis per professionem persona se tradat religione, et religio acquiratur dominium in persona, tamen illud non est (ut ita dicam) principaliter dominium utile religioni, praesertim in temporalibus, sicut est dominium servii, sed est principaliter ordinatum ad spirituale bonum, et ideo illa traditio principaliter censetur fieri supremo Pastorii, unde non est simile de alius bonis temporalibus et dominio eorum.

8. Bget tamen causa justa, ut licite det licentiam. — Probat autem recte illa objectio, non posse etiam Pontificem licite dare hanc facultatem sine causa legitima, tum quia nec reservare sibi potest quemcumque religiosum eximendo illum ab obedientia suorum Prelatorum sine rationabilis causa, quia illud non esset in adscriptionem, sed in destructionem; tum etiam quia illa facultas nonnullum numenmentum est propriis religiosis; non debet autem favor unius fieren cum detrimento alius fieren habentis jus et possessionem rei, sine causa. Tum praeterea quia he mutationes ex suo generi sunt odiosa, et parum utiles, ut supra visum est, c. 9, a. n. 2; ergo non recte faceret Pontifex illas permittendo sine legitima causa; nam ad illum maxime spectat procurare ut omnia ordinate fiant. Quae rationes multo magis probant inferiores Prelatos non posse hanc facultatem dare sine legitima causa; quae autem illa sit, et an sit eadem respectu omnium, infra dicetur.

9. Prelati regularis infra Papam quoque valide vel licite concedat transiitum ad aliiud monasterium ejusdem ordinis. — De aliis vero inferioribus Prelatis, dubium est an, si dent bujosmodi facultatem sine causa legitima, valida sit, quod tractari potest, vel de Prelatis exemptis, vel de Episcopis, quod monasterii ipsis subjecta. De prioribus Prelatis dictum videtur valide posse dare hanc facultatem intra monasteria ejusdem ordinis sibi subjecta, non tamen ad extranea, nisi ex legitima causa. Prior pars non habet proprie locum in religionibus in quibus non sit specialis professio pro uno particulare monasterio, sed absolute pro tota religione; nam in illis clarum est posse Prelatum superioriorem mutare ab una domo in aliam, prout judica- verit expedire, et licet aliudque forte excedat vel imprudenter faciat, constat subditum non solum posse, sed etiam debere obedire, quia illa non est mutatio professionis, sed loci tantum. Procedit ergo illa pars in religionibus ubi professio fit determinate ad certum monasterium, in quo dicitur filiatione acquiri, et solent esse monachales, et in eis interdum fit mutatio tantum localis, ut professus unius domus mittitur ad habitandum in altera, quod quidem, ut recte fiant, non debet sine legitima causa fieri, quia per id derogatur, vel iuri religiosi, si absque causa invitatus ad id coga- tur, vel monasterii, si ipso invitito mittatur. Nibilominus tamen si fiat, factum tenebit, quia illa facultas suificit, ut ex parte subditi sine peccato id fiat, et similiter ex parte monasterii, tam illius a quo recedit, quam alicius ad quod tendit, quia illa solum est mutatio etiam localis, quae ad rem presentem non satis est. Ailiquando ergo fit mutatio quodammodo in statu, quia fit quoad determinationem professionis, relinquendo filiationem unius monasterii, et acquirendo in alio, et ad hoc dictum validam esse licentiam Prelati superioris utrique monasterio, vel certe licentiam proprii Prelati conventualis, et voluntariam admissionem alterius. Ratio est, quia in ordine ad Deum supponitur æqualitas, et in ordine ad ipsam religionem non videtur hoc excedere potestatem administrati- vam Prelati, quantum ad substantiam ejus, ut sic dicam, licet in modo seu prudentia utendi illa potestate committatur aliquis excessus; quod ita declaratur, quia hic non agimus de præcepto, seu de obactione; sic enim existimo non posse subditi professum in uno monasterio compelli profiteri in alio, quia professio debet esse voluntaria, et obe- dientia votum semper fit juxta regulam et primam professionem, et per se non obligat ad secundum. Intercedere ergo debet voluntas subditi petentis, vel saltam acceptantis facultatem; ergo Prelato voluntarie illam concedente id sufficet, ut incorporatio ex vi illius facta in alio monasterio valida sit, et hoc est ilium facultatem esse validam. Probatur consequentia, quia Prelatus sufficiente consentio nomine monasterii, cum habeat potestatem
LIB. III. DE RELIGIOSIS MUTANTIBUS ALIQUO MODO STATUM SUUM, ETC.

administraendi jure ejus, nec per hunc transitum censetur ita notabiliter laedit, ut ob eam causam actio irrita sit, quia tota religio est unum corpus, et ita illa non censetur substantialis mutatio, sed valde accidentalis, in qua totius corporis utilitas seu commodum conservatur.

40. Observationes duo pro nunc resolutae.—Hoc autem intelligimus ex vi juris communis, quo tota potestas confertur Abbatii; at vero secundum jura specialia talium religionum (oque consulendi sunt), sepe non potest dari talis facultas sine censuere totius monasterii, quando non est transitus ad arcticum monasterium. In quo etiam est observandum, quod, licet una religio videatur unius observantiae et perfectionis, ex vi institutionis, nihilominus in monasteriis vel provinciis ejus potest esse magna inaequalitas, et idem loquimur de transitu ad egiualem monasterium; nam si manifeste sit majoris observantiae et ædificationis, tunc res est evidenter; imo, servata proportione, in eo habet locum doctrina in praecedenti capitale tradita, sicut et contrario, si sit laxius, applicanda erunt potius quae in sequenti dubio, a n. 43, dicemus.

41. Ad illam religionem, invalidam dabunt idem Prelati licitiam abeas justa causa.—Resolvitur idem quod Prelatos non exemptos, id est, Episcopos. — Altera vero pars est, quando transitus futurus est ad aliam religionem omnino distinctam, et tunc videtur sano non posse Prelatum sine causa legitima dare validam facultatem subdito ad hujusmodi transitum, quia ipse habet potestatem a tota religione, vel a conventu respective; nunc autem religio habuit animum dandi talem potestatem, quia per illam intendit suum conservationem et ædificationem, non destructionem aut mutilationem; per illam autem facultatem privat cor tota religio suo membro, et suo jure sine uilla utilitate, cum supponatur nullam intercedere legitem causam. Item potestas Prelati regularis non est tanta ut possit alienare rem pretiosam sive utilitatem monasterii, vel causa urgentis, neque etiam ut possit eximere subditum ab obedientia sua, vel suæ religionis in perpetum, in quo multum differt a Pontifici, qui potest eximere religiosam ab obedientia totius religionis ejus, et per hoc, vel etiam dando illi facultatem transundii ad aliam religionem, non eximit eum ab obedientia sua. Atque haec pars videtur communiter recepta ab Innocentio, Panormitano et aliis supra citatis, qui ad hanc facultatem seu dispensationem requirunt legitiam causam etiam in Episcopo; et quamvis in particulari non declarent an sit necessaria ad honestatem vel ad valorum actus, satis indicat hoc secundum, tum quia de Pontificie aliter loquentur, tum etiam quia loquentur de potestate simpliciter, eamque consentiat non esse sine causa legitima.

42. Ad ilium moniale subditum possit Episcopus mutare ad aliam regulam equalim.—Nonnulla tamen dubitatio potest circa hoc esse de Episcopo habente sibi subjecta plura monasteria monialium, verbi gratia, diversorum quidem professionum seu regularum, equalis tamen perfectionis, an possit concedere facultatem transundii ab uno ad alium, sine speciali causa, sed solum ut complectat tali persone, vel, esto non possit licite (ut vera non potest nisi aliqua ratio divini obsequi intercedat), factum nihilominus sit id faciat; in eo enim videtur esse specialis ratio ut factum teneat, quia est Superior utrique monasterio, et ita possit sibi reservere totum jus, seu subjectione talis personae; ergo et illi concedere ut in alio monasterio sub sua obedientia militet, sit in Pontificie argumentationem; nam cum proportione videtur procedere ratio. Nihilominus non videtur hoc Episcopo concedendum, quia videtur actus supreme potestatis; tali enim mutatio per se est contra jus commune, et idem dispensatio que circa illam fit a quocumque inferiori, sine legitima causa, est nulla; ergo quidquid virtute illius fit est invalidum. Confirmatur, quia alias pejorioris conditionis esset monasterium subjectum Episcopo quam Prelato regulari. Denique nulla est sufficiens ratio cur concedamus Episcopo hanc potestatem, quæ ad ordinarium regimem monasterii necessaria non est, et nulli inveniatur concessa, nec consuetudine recepita. Nec satis est quod ipse non se privet, nec suam sedem, subjectione talis personae, quia potestas non est illi data propter ipsum, sed propter monasterium, et ideo non extenditur ad actum de se perviciosum monasterio, et sine causa legitima factum. Tandum vero inquiri hic posset, quæ sit censenda causa legitima, sed hoc explicabimus in sequenti puncto.

An et ex qua facultate licat transitus ad religionem laxiorum.

43. Tria certa in hoc puncto.—Iam ergo vi-
CAP. XI. AN EX VI DICTI JURIS COMMUNIS LICEAT TRANSITUS, ETC.

...dendum est de transitu ad laxiorem religione... de quo primum est certum, etiam jure communi ecclesiastic... esse licentiam, sine dispensatione legitima. Patet, quia de se est contra votum, et contra pactum cum religione initiata, ut ex supradictis constat, et nullum est justus quod talem licentiam praebet, ideoque, quantumvis rationabilis causa intercedere videatur, nunquam id licet propria autoritate, quia commutatio voti in minus, praeter causam, requirit potestatem, ut supra, tract. 6, de Veto, visum est; et ita hic sentit D. Thomas, dicta q. 189, quem omnes sequuntur. Secundo, est certum ex legitima dispensatione hunc transitum esse licitum, quia jus commune illi non repugnat, nec potest, quia ipsamet dispensatio derogat juri communii, et praevaleat contra illum, si legitima sit, alias in ipsamet terminis involventer repugnante. Terio, est certum hanc dispensationem, a quocumque de se detur, requiere causam rationabilem ut licite detur. Hoc a fortiori patet ex dictis de transitu ad æqualem, de quo hactenus, et patebit amplius ex dicendis.

14. Papa licentia ad laxiorem religionem absque causa non valet. — Videri tamen validam professionem, si de facto fiat. — Difficultas vero est primum, an hic facultas data a Summo Pontifice sine causa rationabili valida sit; Glossa enim, in c. Cum singula, de Prebend., in 6, sentit de licentia Pape posse hunc transitum fieri sine causa, quamvis secus sit in inferioribus Praedatis; sed, ut recte dixit Panormitanus, in dicto c. Non est, de Regul., hoc ad summum est verum quod forum Ecclesiae, non quod Deum; quo significavit simili Glossa in cap. Non est, verb. Adimplero, de Veto. Dico ergo facultatem Pape sine causa datum non esse ita validum, ut religiosus possit tuta conscientia in virtute illius transire ad laxiorem religionem; ita sentit Navarras, dict. Comment. 4, n. 10, et probatur, quia illa est commutatio voli de meliori bono in minus bonum; sed talis commutatio, sine causa legitima, est iniqua contra jus divinum et naturale; ergo licentia ad talem commutationem faciendam non potest esse valida. Sed queri ulterior potest, an professio tunc facta in laxiori religione, etiamsi male fiat, nihilominus valida sit; nam hac duc simul esse non repugnat, quando nullum intercedat decretum irritans; in presenti autem nullum esse videtur. Imo Pontifex ipse, qui est super omnia decreta, assistit illi professioni per talam dispensationem, et illam acceptat per monasterium, seu monasterium in virtute ejus; ergo cum ibi intercedat voluntaria traditio, et Ecclesia acceptatio, erit valida professione. Neque obstare potest jus prioris monasterii, quia Pontifex illi cessit, quod, quantum ad hanc partem, valde facere potuit, juxta superius dicta.

15. Oppositionem verius probatur, tum quod va
ta Deo facta.—Tum quod traditionem factam religiones laxiori. — Respondeo nihilominus probabilium videri illam professionem ipso facto irritam esse, non tam humano, quam divinum super natu. Probatur, quia si vota, in professione emissa, sunt invalida, et obligationem non inducunt, nec professio valida esse potest, quia substantia ejus principaliter in votis consistit; sed vota illa sunt invalida et nulla, et non obligant; ergo etiam professio est nulla. Minor probatur, quia votum secundum, factum contra primum melius, est nullum, quia est de re iniqua; est autem hujusmodi posterius votum, sive quis explicite voevat non servare quod Deus promisit, sive voevat facere aliquid repugnans priori obligationi; ut si monialis, qui vocit clausuram, voevat visitare externum ecclesiam; talia autem sunt in laxiori professione facta, quod maximus cernit potest in voto paupertatis et obedientiae, nam in obligatione castitatis quodam æqualitatis est in omnibus. Matera autem paupertatis strictior est in una religione quam in alia; qui ergo voev paupertatem laxiorem, vel intendit deobligari a priori stricta paupertate, et sic voev contra perfectum voto; vel intendit servare nihilominus prioriorem paupertatem, et hoc repugnat secunda professioni. Multo autem eviderint cernit hec repugnania in voto obedientiae. Tum quia ad illud reductur tota observantia aperiaturum regulum, ad quam vel obligatur religiosus, vel saltem potest obligari per hujusmodi votum; tum etiam quia promittit obedientiam diversa Praesidiat, et nemo potest duobus dominis servire. Prior autem obedientia erat perfectior, ut supponitur: unde, licet in paupertate esset æqualitas, imo, licet in materia ejus excederet secunda religio, illa repugnativa in voto obedientiae sufficeret ad annullandam posterioriem professionem, quia suppomonimus prioriorem religionem, licet excedatur in paupertate, esse simpliciter perfecterum, quod esse non potest, nisi propter excessum in materia voti obedientiae, ut explicatum est. Principium enim votum in professione religiosa est obedientiae, et ideo si illud repugnat me-
lioribono, non potest professio esse valida. 
Eo vel maxime quo, propeter connexionem 
quem habent talia vota in talis professione, si 
umnum eorum invalidum est ex natura rei, 
etiam religia. Et eadem ratione, invalida est 
traditio quae fit religioni, quia non fit nisi ut 
annexa et conjuncta hujusmodi votis et in ordi- 
ne ad eorum observationem, per quod responsu- 
num est ad rationem dubitandi in contraria 
positione.

16. *Facultatem cum causa datam a Prelati- 
tis infra Papam licere quidam putant.* — Ex 
quiubis a fortiori concluditur, non posse Epis-
copum, vel quemlibet inferiorem Prelatum, 
licite aut valde hanc licentiam dare, sine 
legitima causa superest vero inquirendum, 
an saltum possit cum causa legitima, vel haec 
facultas sit soli Papa reservata, in qua re 
communis sententia esse videtur, Episcopum 
posse dispensare. Tenet Innocentius, in c. 
Dilectus, de Temp. ordin., n. 3, et in dicto c. 
ult., de Renuntiatione; sequitur Panormitanus, 
in dicto c. Non est, de Regular., n. 6; 
Sylvestre, verb. Religio, 4, q. 2, qui bene 
advertit hoc esse intelligendum respective, 
scilicet, de proprio Episcopo respecto religiu- 
sorum sibi subditorum, vel de Prelatis haben- 
tibus jurisdictionem Episcopalem respectu 
 exemptorum; et de illis respective, scili- 
cet, de unoquaque respectu suorum subditu- 
orum et idem sequitur Navarrus, dicto 
Comment, 4, n. 11. Ad hunc autem proban- 
dum Innocentius, prater e. Qui vere, 16, q. 
4 (quod nihil probat, ut supra vidimus, quia 
solum in genere diet monochie debere esse 
subjectum Episcopis), adducit cap. Signifi- 
catum, de Regular.; sed ibi solum scribit Pon- 
tifex ad quemdam Episcopum: *Sum ad alium 
religionem transire compellatus,* ubi Glossa ex- 
pontit ad aliam professionem ejusdem et majus-
ioris religionis. Panormitanus autem ibi recte 
advertit, quoniam textus indistincte loquitur, 
indicare, professionem de qua ibi est sermo, 
scilicet tacite factum a puer oblato vel recepto 
ab infantia, per delationem habitus, 
usque ad annos pubertas, illam, inquam, 
solum obligasse ad religionem in generale, 
juxta cap. Constitutionem, de Regul., in 0. 
Et ita nihil probat. Ipse ergo Panormitanus 
adducit alia duo jura: unum est in c. Non 
cogantur, d. 41; alius est c. Non mediocris, 
de Consecratione, dist. 5; sed in eis solum 
continetur sententia quaedam D. Augustini et 
D. Hieronymi, quibus docent tractationem 
corporis quod austeritate et vivendi mo-
dum, accommodandum esse uniuscujusque 
fragilitati; hinc tamen solum colligitur ex hoc 
capite oriri posse justam causam hujus dis- 
ispensationis, quod verum est, ut statim de- 
clarabis. Ex hoc autem non satis proba- 
tur esse in Episcopis potestatem ad dandum 
hanc dispensationem, quod nunc inquirimus. 
Quo circia, non videtur hoc possee probari po- 
sitive ex jure; nam canon alias, quem Inno- 
centius adducit, supra a nobis explicatus est; 
fundanda ergo videtur illa sententia, solum 
hoc, quod talis dispensatio nullibi legitur 
Pape reservata, etideo censenda est Epis- 
copo commissa.

17. Contrariam sententiam tenuit expresse 
Glossa, in cap. Cum singula, § Prohibentim, 
verb. Canonice, de Prebend., in 6, ubi dicit 
solum Papam dispensare. Tenet etiam Soci-
num, consil. 270, quam refert et sequitur Re-
4, tit. de Translatione monachorum, n. 9, 
qui tamen addit in num. 10, si causa exgeret 
celeritate, tunc sufficiere dispensationem 
Eicopii; et ita interpretatur sententiam In-
ocentii, in d. cap. finali, de Renuntiat., et 
in c. Dilectus, sed revera non justa menem 
ejus. Illam vero limitationem ex Antonii 
refert Panormitanus, in dicto cap. Non est, 
de Regular. Dicit enim Episcopum tantum 
posse hoc facere, quando est periculum in 
море accedendi ad Pontificem, quae exceptio 
generalis est, in aliis dispensationibus reser-
vatis Pape, quæ habent instantem et eviden-
tem necessitatem; ergo sentit ordinario jure 
hanc dispensationem esse reservatam Pape. 
Tenet etiam Antonius., 3 p., tit. 16, c. 4, qui 
etiam rigorosius loquitur, dicens solum Pa-
pam posses dispensare in transitu etiam ad equalem; sed de hoc jam dictum est.

18. Ratio pro hac sententia esse potest, 
quia Episcopus in hujusmodi dispensationib-
us non potest quidquid ei non prohibit, 
sed solum quod ei conceditur. Hoc autem 
non est ei concessum in aliquo canone, ubi 
dictum est; ergo. Major in tom. de Censuris, 
et tomo secundo, tractus de dispensatione 
votii, et in materia de legibus, fuse tracta-
ta est, et eam admitit expresso Innocen-
tius, in dicto capit. Dilectus, et sumitur 
ex capit. Proposuit, de Concesione Preben-
dae, et ex Clement. De Romani, de Electio-
ne. Nunc autem declaratur exemplis ad rea 
præsentem pertinentibus, alias etiam possit 
Episcopus dispensare cum religioso, ut ad 
vitam clerici secularis transiret, quæ laxior
CAP. XI. AN EX VI DIJTI JURIS COMMUNIS LICEAT TRANSITUS, ETC.

est, tamen in ea possunt servari tria substantia quia hoc nullibi inventur prohibitus, aut Papae reservatum ; consequens est contra communem consecutudinem Ecclesiae. Imo etiam sequitur posse Episcopum dispensare cum religioso in alii vobis, relicta so- lum perpetua continentia, quia de solo voto casitatis constat factam esse prohibitionem Episcopo; ergo ex ulla negatione prohibitionis seu reservationis, non sumitur regula sufficientis; ergo oportet quærere positivam concessionem; alias non potest cum fundamento attribui potestas Episcopo. Confirmatur, nam haec dispensatio involuit aliquam contra communem primum, quod religiosus dimittatur sumum habitum, quod jus simpliciter prohibet. Deinde, si sit monialis, quod exeat extra claustrum in caso a jure non concesso, et similia; sed Episcopus non potest dispensare in jure communis nisi in rebus ordinariis, et quæ frequenter occurrit, vel quæ specialiter conceduntur, et constitutum constant. Hic autem transitus ad laixorem non potest dici res ordinaria, aut cujus necessitas frequens sit, imo est res valde gravis cujus necessitas raro occurrit, et de qua merito videtur Sedes Apostolica consulaud. 

19. Preterea, licet olim quando immediata jurisdictio in religiosis tota erat in Episcopis, haberent forte ipsi hanc potestatem, nunc, considerato presenti statu religionis, vix videtur posse fieri hic transitus sine dispensatione Papae. Primum fit verissimile, quia Episcopi tunc approbabant religiones, quod maximum esse videtur, nam consequenter poterant illas reformare, aut si necesse esset mutare, vel tollere; ergo multo faciliti poterant religiosum ad laixarem mutare. Denique tota gubernatio religionum apud ipsos erat, sub qua multa graviora comprehendedantur; ergo non est cur putemus hac potestate potius quam alius caruisse. Altera pars declaratur, quia si nunc loquamus de religiosis exemplis, clarum est non possesse ordinarios Episcopos cum eis dispensare, quia non sunt ci subditi, unde neque in alii votis aut praepetitis cum eis dispensare possunt. Prælati autem regulares, quamvis habent jurisdictionem quasi Episcopalem, non videntur tantum habere jurisdictionem, ut possint, saltem ex parte, in votis substantiabibus religionis dispensare, quod fit per licentiam ad hujusmodi transitum. Antecedens patet, quia ulla vota sunt quasi fundamentum, quod necessario supponitur ad potestatem talium Prælatorum; ergo non extenditur potestas ad immutandum illum. Confirmatur, nam ob hanc causam non potest Prælatus religiosis irritare votam subditi transeundi ad arciorem religionem, quia ejus potestas non extenditur extra ea quæ pertinent ad calam statum; ergo eadem ratione non potest concedere transitum ad laixeron. Denique potestas, quæ olim erat in Episcopo circa religiosis, non est tota translata ad Prælatos exemptos, tum quia ipsi non approbant religionem, vel aliquem similium; tum etiam quia hujusmodi religiones sunt specialiori modo sub protectione et gubernatione Papae, quam olim essent antiqui religiosi. Unde, etiam loquumur de religiosis, qui nunc sunt subjecti Episcopis, non est eadem ratio potestatis Episcoporum in ipsos, quæ antiquitis erat, nam dispositio rerum in canonico, quæ nunc sunt, comprehendunt regularem etiam subjectos Episcopos, et idea, in his, quœ sunt contra canones, non possunt cum illis dispensare, nisi ubi consideratur illis esse concessum; transire autem ad laixarem religionem, est specialiter per canones prohibitum, c. Sane, de Regular., cum similibus.

20. Inter has sententias haec posterior videtur mibi verior ex vi juris communis, quamvis prior sit practice probabilis propter auctoritatem Innocentii. Hostiensis, Joannis Andreas, et Panormitan. Et quia in dicto c. Significatum probabiliter fundatur, quia Pontifex indistincte sit: Ad aiam religionem, et ubi jus non distinguat, nec nos distinguere debemus; et illi interveniabat rationalibus causa dispensandi, etiam ad laixarem, propter religiosis ingressum in tenera statum, unde videtur sumi argumentum ad alios casus similium, quando legitima causa intervenirit. Facile etiam possunt congruenter adduci ad hanc partem confirmandam, quia est favorabilis, et justa hominum fragilitatem, et occasiones, non ita raro necessaria. Maxime autem fit probabilis si consuetudo illi favet, quia in his rebus plurimum potest; sed de illa mibi non constat, et versor contrarium potius esse in usu.

21. Quæ sit causa justa transseundi ad laixo- rem, ut dispensatio concedi possit? — Superest ut breviter explicemus quae sit causa hujus dispensationis; de qua dicendum est non esse aliquo jure praescriptione, et ideo prudenter arbitrio dispensantis relinqui. Solum ergo adnotare possimus hanc causam posse respon- sere, vel commodum religiosi tantum, vel re-
Religionis a qua transfertur, vel ejus ad quam transit. Et quidem si omnium utilitas concurret, erit consummatissima causa, ut si religiosus sit utilis religiini ad quam tendit; et aliter, a qua redit, potius sit onerosus, quia forte non est utilis ad ministeria ejus, et est aptus ad canendum in choro, quod alia religio magis profitetur; et ipsi etiam religiosi spectatur fore utilius in eo vitae genere occupari, licet aliqui ex suo genere minus austerum aut perfectum sit.

22. An sufficit solius translanti utilitas. — Quando autem hæc omnibus simul concurrere non possunt, primum regulariter considerandum est spiritualis commodum religiosis; quacumque enim ratione prudenter spectatur futurum esse majus, sufficit ad justam causam dispensationis, quia per religiosam vitam est hoc per se primo ac proxime intemtum, et ideo D. Thomas, dict. q. 189, a, 8, hunc fere posuit ut unam causam hujus dispensationis. Significat autem necessarium esse, ut procedat ex infirmitate vel debilitate personæ. Intellegendum autem existimo de infirmitate et debilitate, non tantum corporis, sed etiam animi, quia providentia Praelati utrique debet providere, et ad majus Dei obsequium attendere. Ita etiam interdum expedire, quando experientia docuit non solum ex pura malitia, vel pravo habito, sed veluti ex innata conditio habere aliquem quondam incipitudinem ad adeptam statum, vel ingentem difficultatem in portandis oneribus ejus, quam ante professionem saltis prospectam non habuit. Ad quod etiam juvare potest emississe professionem in tenebra estate, quia solet multum postea natura muteri, vel certe dignosci. Addi etiam potest, si sufficit dispensatio Praelati circa onera religionis, non esse facile procedendum ad desponsandum in transitu, nisi vel illetem modum vivendi cum dispensationibus, aliiis odiosus sit, vel ipsi vel religioso nimis molestus, nam hoc ipsum multum impedire solet spiritualem profectun, qui semper praecocis oculis habundens est. Unde quando intercedit beae ratio majoris boui spiritualis ipsius religiosi, non obstat etiam aliquid onus, vel incommodo monasterii intercedat; nam si lognamur de monasterio ad quod fit transitus, nihil hujusmodi in eo consideratur, quia voluntarie est admisserum talem personam; hanc enim conditionem omnia jurà et Indulta imprimit postulant, et ideo ipsa religio debet sibi consulere, et de utilitate, vel onere personæ judicare; qualiscumque enim illa sit, volenti non fit injuria, et ideo ex hac parte non potest dispensatio esse injusta. Nisi per illam cogeretur aliqua religio talem personam suscipere, quod solus Pontifex de plenitudine potestatis faceret potest; ordinario autem non facit, neque expediet fieri, sine gravissima causa. Respectu autem religionis a qua recedit, non consideratur incommodum ejus, quia illud ad summum esse potest in re temporali vel externa; tenetur autem ipsa religio magis procurare spirituali bonum religiosi, quam hujusmodi commodum suum. Praterquam quod, simpliciter loquendo, vix potest esse commodum religioni habere intra se religiosum, qui juxta statum et perfectionem ejus non possit perfecte vivere.

23. Quid quando introversit solum commodum religionis unde fit transitus. — Aliquando vero contingit transitus non esse in majore utilem spirituali religionis, cedere tamen in utilitatem religionis a qua fit transitus, et tunc vix potest causa esse rationabilis; aliquando tamen esse poterit, si multa concurrant. Primum est, ut ipsa persona religiosa saltem non expositur periculó morali detrimenti spiritualis, quia hoc repugnat professione et obligatione ejus, et ordini charitatis; oportet ergo ut, licet major perfectus non speret, saltem non timeatur defectus alicujus momenti, quod facile sperari poderit, si persona sit adeo religiosa, ut plus solet operari, quam ex obligatione regulari tenetur. Deinde necessarium est, moraliiter loquendo, ut religio, a qua recedendum est, cedat juri suo, quod habet maximum, quando transitus non est necessarius propter ipsum religiosum; nam si ipsam religioni commodum est, talem religiosum dimittere, quia licet sit probus, non tamen est sibi utilis, vel ad suum finem accommodatus, oportet ut ipsam religio hujusmodi utilitatem cognoscat, et velit, quia non fit beneficiō invito, maxime cum diminutione suorum honorum.

24. Quid quando est commodum tantum religionis ad quam transitus. — Si autem utilitas est tantum alterius monasterii ad quem fit transitus, multo magis est necessarius consensus proprii monasterii, quia non potest unus sitar ex bona alterius illis invito. Atque hoc procedit non solum in transitu ad laicorem, sed etiam ad equalium religionem, nam procedit eadem ratio. Imo existimo in hujusmodi casibus, quando causa non ex parte religiosi, sed ex parte alterius religiosi con-
sideratur, solum Pontificem posse dare ius
jusmodi dispensationem, praestirem si tran-
situs sit ad laxiorem, et illa causa est valde
extrinsca ad obligationem voti, perinquent
ad Pratum habentem superiorem providen-
tiam et gubernationem utrisque religionis.
Unde tunc etiam magis urgent omnes ratio-
nes in superioribus facte. Praeter has causas
possint aliuin exccitari extrinsecus et acci-
dentaria, ut sunt necessitas subveniendo pa-
rentibus, si possit naturalis illa obligatio im-
pleri in religione minus stricta quam sit pro-
pria. Item, si quis patiatur injustissimam per-
secutionem, et similis, quas omittat, quia ge-
ergales sunt, et tunc modis variis possunt, ut
interdum etiam liecat in seculo ob similem
causam remanere cum debita facultate.

CAPUT XII.

AN SPECTATO JURE PARTICULARI SEU INDULTIS
RELIGIONUM, LICEAT TRANSITUS AD ALTERAM
RELIGIONEM.

1. Proponentur Indulta, ac primum estant
recipere alienos religiones.—Ultimo pro tertio
principalii, quod initio cap. 8 proponebatur,
dicendum est, in unaquaque religione, prae-
ter jus commune, spectanda esse specialia privi-
legia et Indulga, et illa esse servanda. Decla-
natur, nam multa emanarunt Apostolica In-
dulta in favorem religionum, quibus hic tran-
situs prohibitus est, vel simpliciter, vel cum
alia limitatio ; et imprimis Pius V, sua
constitutio 91, Quocumque, videtur genera-
liter huic transitum prohibere sine licentia a
Superioribus obtenta ; nam prohibet ne
volentes transire recipiantur, etiam laxi-
orem professi fuerint. Verum tamen in lila con-
stitutionem solum irritantur privilegia concessa
religionibus, aut quibuscumque piis locis aut
Pralatis, etc., preter juris communis disposi-
tionem emanata, recipiendi hujusmodi reli-
gions, et consequenter irritat quidquid vir-
tute talium privilegiorum, facultatem aut
dispensationum factum fuerit. Imo etiam,
quod mirandum est, etiam recipiunt Pontificem
ut, qui antea fuerant translati virtute talium
facultatem, ad proprias religiones redeant.
Quod dico esse mirandum, quia professiones
contra facte erant valide, quia etiam facul-
tates et privilegia valida fuerant, donec ab
ipso Pio irritata fuere ; quod modo ergo potue-
runt illi religiosi revocari ad suas pristinas
religiones ? Dicendum vcro est, Pontificem
imprimis potuisse id facere, quia, licet pro-
fessionem semel validam non possit in totum,
seu quod substantiam irritare, tamen prout
ad hanc vel illum religionem determinatur,
potest eam irritare seu mutare, etiam invito
religiosi, vel religione, quia hoc totum pen-
det ex jure humano. In eo ergo casu creden-
dum est interfuisse legitimam causam id fa-
ciendi, propter majus commune bonum et
quietem, seu pacem religionorum ; nam multi
fortasse eo titulo religiosum statum indigni
tractabant, ut in principio illius constitutionis
significat. Ex vi ergo illius Indulgi, nihil
circa jus commune immutatum est, ut hene
notavit Navarrus, cons. 88, de Regularibus.
Quocirca translati alio titulo, vel secundum
commune jus, sive ante illum constitutionem,
sive post, non prohibentur reliner aut re-
cipi. Ubi etiam considerandum est, aliud esse
loqui de privilegiis datis ad recipiendum alien-
ños religionos, et aliud de privilegiis datis,
ne proprii religiosi ab alii recipi possint,
sine suoorum Superiorum licentia. Priora enim
privilegia sunt exorbitantia jure communi,
suntque odiosa aliis religionibus ; possunt
enim inter eas scandalâ et dissensiones ge-
erari, ac denique facile possunt in occasio-
 nem relaxationis et inconstantis perverti, et
ideo merito revoca fuere. Alia vero privile-
legia favorabilia sunt, quia directe consultat
immunitati, et quieti ejus religionis cui con-
ceduntur, et alii non nocent, sed solum ve-
tant ne cum alterius detrimento velint pro-
cere, quod est maxime consentaneum chari-
tati ; et ideo talia privilegia revoca non
sunt, sed potius in varias religionibus mul-
tiplicata, quae ab alii observanda sunt, dum-
modo de illis constet.

2. Proponentur Indulta Societatis etantis
transitum ad quamcumque aliam religionem,
pater Carthusian, absque licentia obtenta.—
Exemplum sit de privilegio Societati concesso,
ut nullus in ea professus, vel per tria vota
substantialia admissum, possit ad aliam reli-
gionem (Carthusia excepta) transire, sub pa-
ena excommunicatione ipso facto incurranda,
tam a transeuntibus, quam a recipientibus
ipso, praetextu cujusvis Indulgi concessi aut
concedendi, etiam quodque colore ob frugem
melioris vitae aut strictioris observantiae,
quodque secus facta non teneant. Habetur in
 litteris Apostolicis ejusdem Societatis, in Bul-
la ultima Pauli III, Liceat debitum, § 4 inde-
emus, etc., et in Bulla prima Pii V, Aquam
reputamus, in principio, ubi expendit et con-
firmae concessione illam, quam Pius IV jam fecerat. Idemque Pius V, vivâ vocis oraculo, Carthusiæ limitationem ita limitavit, ut transitus ad illam semel tantum fieri possit; quod si in ea usque ad professionem non perseveret translatus, ad Societatem redeat, et amplius ad Carthusianos transire non possit invita Societate; quam limitationem confirmavit, et sub eadem censura obligare declaravit Gregorius XIII. in speciali Bulla de hac re Dilecti fili, etc. Et aliae circumstantiae in illis privilegiis declarantur, quae ad modum servandum in hoc transitu pertinent, quas in sequentibus, quantum ad generalem doctrinam pro hujus loci opportunitate utili fuit, attingemus. Ex dictis vero constat in hac religione hoc jure standum esse, quantum ad transitum ab illa, nam ad illam nullus fieri potest juxta suas constitutiones, ut suo loco, tract. 10, lib. 2, c. 1, vidobimus. Ad eumdem ergo modum dicendum est de singulis religiounibus respective, juxta sua privilegia vel Indulta.

Primum dubium circa predicta Indulta, an volent transitum sine licentia obtenta, sitiam ad religionem strictiorum. 3. Primum argumentum pro parte negante. — Dubitari autem potest primo, an per simillim Indulta prohibeatur transitus ad perfectionem religionem, sine consenso Praælati; et ratio dubitandi est primo, quia non videtur Pontifex posse tale privilegium concedere, quia non potest obligare aliquem ut servet quod non promisit; sed nullus, qui profitetur religionem, promittit perseverantiam in illa respectu melioris, id est, non transire ad meliora; ergo non potest ad hoc cogit per talis privilegium. Minor patet, quia in professione includitur conditio seu exceptione meliores frugis, ut diximus. Unde illa negatio transitus nullo modo dici potest comprehensa sub voto obedientiæ directe vel indirecte, ut ea ratione ad illam possit quis cogi; nam est extra totam regulam, et quasi intrinsecæ limitatio omnis vobis obedientiæ. Dices, ex vi talis Indulti fieri, ut in illa religione professio, vel incorporatio non fiat sub ea conditione, sed renuantiando illi, vel potius sub conditione opposita. Quia, promissio seu votum obedientiæ fiet juxta constitutiones et litteras Apostolicæ; litterae autem Apostolicæ excludunt illam conditionem, et ponunt oppositam. Sed contra hoc insto, quia videtur contra rationem exclude re; ut si Ecclesia ordinaret, quod a contractu matrimonii rati excluderetur conditio seu libertas transseundi ad meliorem frugem ante consummationem, non esset conveniens institutio, ut postea impediens majus bonum; ergo similibus in praesenti ita ligare hominem inferiori religioni, ut privetur libertate ascendendi ad perfectionem statum, videtur esse impedimentum majoris boni spiritualis; non est ergo licitum, imo nec videtur cadere sub Ecclesiam potestate.

4. Secundum argumentum. — Secunda argumentor ex cap. Liceat, de Regularis, ubi Innocentius III referat privilegia aliquibus religiosis concessa, non postquam aliquid apud ipsos professores fuerit, ad illum locum posit ipsius invitatis arctioris etiam religiosis obiectis transire; et tamen postea ita illa interpretagitur, ut, illis non obstantibus, possit hic transitus fieri petita licentia et non obtenta; sed in privilegiis specialibus religionum non plus conceditur, quam quod ibi Innocentius referat, ut, exempli gratia, videre licet in predictis Indulgis Societatis; ergo, illis non obstantibus, eadem semper declaratio admittenda est; patet consequentia, quia privilegia, quantum fieri possit, secundum jus declaranda sunt. Maxime vero quia Innocentius indicat declarationem illam esse secundum jus divinum et naturale, quia ubi spiritus Domini, ibi libertas; et: Qui Dei spiritum aguntur, non sunt sub lege; quia ad hoc provisionem ibi adductum Innocentius, ut conclusit tale privilegium non dari ut licentia denegetur, sed ut prudenter res agatur. Unde tale indicat rationem, quia vel Praælatus confisus tali privilegio negat facultatem, cum rationabiliter causa, vel sine illa. In priori capite, etiam jure communi, non habet subditus jus transseundi, quia non est certum religionem esse meliorem; in posteriorem autem casu, abutitur privilegio suo Praælatus, et ideo mercetur il lud amittere, ut ibidem ait Innocentius, et ex vi illius sui decreti ipso facto illud amitter quantum ad hunc effectum, et subditus habet jus transseundi ex vi illius decreti. Quod non est revocatum quod hanc partem per dicta privilegia.

5. Resoluto bipartita. — Nihilominus certissimum est posse Pontificem eo sensu talia privilegia concedere, ut absolute non liceat ad aliam religionem transire sine licentia obtenta, etiam titulo majoris perfectionis, certumque est de facto ita esse concessum in dictis Indulgibus Societatis, et idem erit de alii, si per simillim æquipollentiam verba com-
CAP. XII. AN SPECTATO JURE PARTICULARI, SEU INDULTIS RELIGIONIS, ETC. 369

cessa fuerint. Probatur primo ita esse factum, quia in Bulla Pii IV et V in particullari subjugit,
non obstante dicto cap. Licet, ad exclu-
dendum nimium declarationem vel limitationem in illo factum; nam quoad hoc derogat
est. Secundo probatur, quia expressa postulatur ibi licentia obtenta, in quod ver-
num non potest cadere illo declaratio, nisi quia forte exponat, obtenta de facto, vel de
dure, id est, debite et non injuste negata. Sed praeterquam haec evasio excluditur per de-
rogationem dicti c. Licet, etiam rejectur sufficienter per illa verba, sine expressa licentia,
at igitur Paulus III, vel per illa, sine expresse, et ad id specialiter obtensa, at igitur Pius. Tertio,
excepto, quae de ordine Carthusiensium fit, hoc satis confirmat, quia etiam ad illum non
licet transire sine licence statui, et juxta tenorem cap. Licet; ergo aliquid amplius pro-
hibitum est, ex vi hujsus Indulci, respectu aliarum religionum, licicet, ut non fiat sine licen-
tia reipsa obtenta. Quarto ad idem faciunt illa verba Paulus III: Nisi de expressa ipsius
Propositi, vel dicta Sedis licentia transferri, etc. Nam in illis indicatur, si Praeatus religio-
nonis negaverit facultatem, et subditus contendat injuste negari, non posse statim sua
auctoritate propositum suum exequi, sed debe re ad Sedem Apostolicam recurrere, nam per
tale Indulturn illa sibi hoc judiciurn reservat.

6. Ostenditur pars prior, de jure. — Atque
hinc recte colligitur potestas; impium enim
esse dicere, talia Indulcta esse iniqua, aut si-
ne sufficienti potestate concessa, quia in re
ade gravii, et ad salutem et perfectionem ani-
marum pertinentia, non potest Pontifex cer-
nare, praeiitum cum non tantum unus vel al-
ter, nec semel aut iterum, neque sub aliqua
probabilitate, et cum formidine, sed plurum,
e sanctissimi ac doctrinosis Pontificibus, et ex-
pius, multisque religionibus, similia Indulcta
ex certa et plenaria potestate concesserint; non
potest ergo de tali potestate dubitari, de facto constat.

7. Primus modus justificandi Indulcta n. 2
relata. — Secundus modus. — Tertius modus. —
Modus autem explicandus justitiam et rationem
hujus facti, in superioribus insinuitus est,
et primo dicti potest, quando Pontifex
hoc Indulturn alicuii religioni concedit, hoc
ipse supponere, non esse inferiorum alius,
quas nec excerpt, scilicet quatenus est via
ad perfectionem; nam, licet in una vel alia
conditione possit esse inferior, absolute au
simpliciter comparata potest judicari non
minus apta ad perfectionem asseguandam.
Certum est enim posse Pontificem hoc judi-
cium ferre, et ad illum maxime pertinere.
Non oportet tamen adeo restringere haec Indul-
ta; nam in majori amplitudine videtur
concessa. Secundo ergo potest Pontifex hoc
concede, saltem supponendo rem esse du-
biam, an religiones aliae, vel omnes, vel al-
quae, sint actiores necne, et reservando sibi
judicium in particullari quando licentia pos-
tulatur a tali religione, et ipsa non vult eam
dare, nec cedere juri suo, et hoc insinuare
videtur Paulus III, in verbis citatis. Per sese
constat esse justum, quando ex parte reli-
gionis, cui privilegium conceditur, est suffi-
ciens fundamentum illius ambiguitatis, ut re
vera est in exemplo adducto de Societate,
cum quacumque alia religione conferatur, ut
infra, tract. 10, lib. 4, cap. 9, ostendemus.
Nam, et universaliter loquendo, in quacum-
que controversia ecclesiastica potest Pontifex
judicium sibi reservare, et maxime in his
quae spectant ad approbandum, vel declaran-
dum statum perfectionis, et hoc etiam a for-
tiori colligitur ex cap. Licet, de Regular.
Tertio dicitur, etiam constat aliam religionem
esse perfectionem, posse Pontificem juste
prohibere transitum ad illam sine licentia
obtenta; tum quia per hoc non impeditur
simpliciter ascensus ad statum perfectionem,
sed prohibetur ne fiat sine mutuo consilio,
et sine regulis voluntatis Praeati; quantumvis
in alia religio sit perfectione, potest mutatio
ad illam in individuo non esse conveniens,
et ideo hujsus rei judicium potest conferre
Praetato reservari, ut ut consensu ejus om
nino necessarius sit, eo vel maxime quod
semper relinquitur recursus ad Pontificem,
si resistentia Praeati injusta reputetur. Quod
si ipse etiam Pontifex facultatem neget, te-
merarius erit, qui velit resistere, et non po-
tius sentire sibi non expendere tam mutatio-
num, etiam alia religio perfectione videatur.
Tum etiam quia haec difficultas transeun-
dem potest esse valde conveniens ad commune
bonum, et ad stabilitatem singulorum religio-
num, et ad pacem et unionem religioun
inter se, et ideo, licet uni vel alteri pos-
sit esse incommoda, illud in morali lego non
estimatur, quae commune bonum respect.
Præsertim quia, licet transitus ad religionem
perfectionis impeditur, nono simpliciter
impeditur, quominus semper possit esse per-
fection; nam in quacumque religione est ad
liunc profectum sufficiens occasio, si homo velit facere quod in se est, et voluntarie ad- jungere quod in tali statu sub obligatione non imponitur.

8. Ad primum argumentum in num. 3._— Unde ad primam rationem dubitandi, præter responsionem ibi insinuat, dicitur, etiam stante professione, quam diximus fieri cum subintellecta conditione melioris frugis, posse Pontifícem illud privilegium concedere, et prohibere transitum, quia, ut diximus, non tam simpliciter prohibet quam prescribit modum ejus, scilicet, ut non fiat sine tali facultate, et ideo potest etiam irritare quidquid sine illa conditione seu solemnitate fit. Neque hoc præceptum excedit jurisdictionem Pontificis, in qua magis quam in voto obdiectionis fundatur, quamvis prærequisiri illud ut conditionem necessariam. Supposita enim obligatione quam religiosus habet ad statum perfectionis, eo ipso habet jus Summus Pontifex, sub cujus speciali cura sunt omnes religiosi, ut possit modum prescribere circa perseverantiam, vel mutationem talis status; nam hoc sine dubio est necessarium ad conveniens regimen religionem et singulorum religiosorum.

9. Prædicta Indulta non deobligant a danda licentia juste petita.—Ex quibus intelligiusse per hujusmodi privilegium non liberari Præ- latum religionis ab obligatione dandi licen- tiam subdito potenti transitum ad aliam religionem, quando et judicaverit aliam religionem esse simpliciter perfectorem, in quo non debet tantum suo sensu et affectione duci, quia posset facile errare, et esse inju- riosus alteri, sed ex receptis sententiiis et doctrinis, vel ex sapientem consilio judicium ferre debet. Et præterea, necesse est ut judi- dicet huic subdito suo expedire, seu magis utilem esse talem transitum; debet autem ita sentire, quoties rationes non occurrunt, quæ contrarium suadeant, præter solam mutationem, quia illius incommodum vincitur ex majori perfectione alterius religionis, quando alid non obstat. His autem concurrentibus incuriam facti Prælatus subdito negando facul- tatem, et cogo illum adire Sumnum Pontificem; nam ipsumet Summus Pontifex, suppositis eisdem conditionibus, non possit licite negare in individuo similem faculta- tem, per se loquendo, quia non potest im- pedire viam majoris perfectionis. Semper tamen excipitur necessitas boni communis. Unde si Prælatus religionis negaret talem fa-
CAP. XII. AN SPECTATO JURE PARTICULARI, SEU INDULTIS RELIGIONIS, ETC.

11. Dices: ergo, seclusa prohibitione Pontificis, posset religio hanc conditionem poneri profiteantibus, ut se obligent ad non transeundam etiam ad perfectionem, sine suo consensu, vel Pontificis, quia conditionis est de se justa, et religio potest pacisci ut voluerit, intra latitudinem justitiae. Respondo de facto hoc non posse sine approbatione Pontificis, quia est contra jus commune tale gravamen apponere. Tamen, secluso justo commune, et sola rei natura spectata, non videtur improbabile id admittere, propere rationem factam; tamen, quia id nuncum factum legimus in religionibus sine Pontificio privilegio, ideo simpliciter negatur sequela; et ratio reddi potest, quia, licet illa conditio non sit iniqua, est tamen satis exorbitans a communi regula, et ideo non potest imponi privata auctoritate; aliquod enim gravamen potest esse justum aut cogitata publica impositum, quod in ordine ad auctoritatem privatam esset iniquum. Præsertim quia in religionis stato est magna latitudine et varietas, possetque illa conditio in uno esse justa, et non in alio, et ideo ad Pontificis auctoritatem hoc judicium pertinet. Unde quodammodo spectat ad specialem talis religionis approbationem, et stabilitatem quam Pontifex dare potest; nulla autem religio debet auctoritate sua illam usurpare.

12. Ad secundum argumentum in num. 4.— Ad secundum rationem dubitandi negatur non plus concedi pro hujusmodi privilegia, quam præ antiquiora juræ fuerat concessum, saltem prout declarata fuerant ab Innocentio III, nam per hæc posteriæ privilegia declaratio illæ Innocentii expresse revocatur. Quanvis autem Innocentius afferat verba Scripture ibi citata, ad ostendendum illam declarationem esse conscientiam rationis, et divinis litteris, et ideo putasse tunc convenienter dari, non tamen ostendunt ita esse necessarium illam limitationem, ut privilegium, cum majori amplitudine concessum, divino juri aut Scripture contrarium esse apparent; nam eadem Scripture, quæ dicit: Qui spiritus Dei agantur, hi sunt filii Dei, dicit: Probant spiritus an ex Deo sint; et quæ dicit: Ubi spiritus Domini, ibi libertas, consulit ut unusquisque in ea vocazione, in qua vocatus est, permaneat. Cum ergo privilegium non ordinetur ad impediendum libertatem et efficaciam illius vocationalis, quæ vere est a divino spiritu, sed ad probandum vocacionem, ut ea, quæ est a Spiritu Sancto, constanter retineatur, nulla est repugnantiæ inter hoc privilegium, et privatam legem, quam Spiritus Sanctus per suam inspirationem impone pertinet, ut in similis sensit idem Innocentius, in cap. Nisi cum pridem, de Renuntiatione. 13. Ad primum membrum dilemmatib. posti.— Unde ad rationem ibi factam respondemus, in utroque membro dilemmatis inveniri differentiam inter jus commune et hoc privilegium; nam in priori possit contingere, ut Praetulus prudenter negaret licentiæ transeundi, non propter dubium de majori perfectionis altitudinis, sed propter circumstantias personarum, quia vel non putaret esse aptum ad illud institutum, vel tunc non moveri bono spiritu, sed turbatione aliqua, vel quid simile, et nihilominus ex vi juris communis posset tunc subditus transire licentia petita, et non obtenta, quia, si costuat religionem, ad quam tendit, esse perfectiorum, hoc satis erat ex vi dicingi cap. Licet, ubi solum requiritur judicium Superioris, quando de arctitudine majori altitudinis dubitatur; nunc autem in simili casu nullo modo licebit transitus invito Superiore, hoc operante dicto privilegio. In posteriori etiam casu est differentia, quia Superior, indebita negans licentiam, ipso jure dicti cap. Licet privatum privilegium quod hoc, ut non possit obligare subditum ad non transeundam, imo ut possit subditus sua auctoritate, et renuente Praetulo, transire. Posto autem hoc privilegio, etiam fines Praetului indebite negare licentiam, quia nullum grave damnun suis religionis rationabiliorem metem, et certo scit aliam esse perfectionem, et nihil habet cur judicet hanc personam non bono spiritu moveri, et nihilominus non vult permittere transitum ejus, subditus in hoc casu non possit sua auctoritate transire, sed indiget Pontificia, nec Praetulus ipso facto amittit potestatem obligandi, et retinendi illum, donec per Pontificem privatur.

14. An religio ob relaxationem amittat privilegium.— Possit autem hic non immitteri dubitari, si religio, cui hoc privilegium concessum est, multum a sua observantia declinet, censenda sit amittere tale privilegium.
ipso facto; videtur enim id valde verisimile, tum quia non minus meretur privilegium amittere, qui sit illo indignus, quam qui illo male utitur; tum maxime quia tolitur fundamentum talis privilegii necessarium ad justificationem ejus; hoc enim esse debet talis ac tanta religionis observantia, ut in favorem ejus possit merito ille transitus interdici. Atque ad eam partem suadendum possent hic adduci multa generalia principia de legibus et de privilegiis, præsertim de cessione eorum, cessante causa et fine adequant. Et quidem in conscientia, si evidenter constaret de tanta religionis mutatione, sine dubio cessaret obligatio talis prohibitions. Ad quod etiam confirmandum valet communis opinio, in cap. 9, a num. 17, adducta, dicens majorem perfectionem non esse attendendum secundum primævam institutionem, sed secundum actualem observantiam. Nihilominus, quia evidenter constare vix potest de tanta mutatione, que ad hoc sufficiat, ideo non est privanda religio tali privilegio, præsertim in exteriori foro, donec in eo declaretur aut privatetur.

Primum dubium, an transiens absque facultate Superioris sit apostata?

15. An sint apostata, qui mutant religionem sine facultate.—Interrogabit vero ulterius aliquid, an religiosi, transeuentes sine facultate Superiorum juxta illud privilegium necessaria, sint apostatae, et incurrant censuras non solum specialis illius Indulti, sed etiam jure communi imposita contra apostatas, vel dimittentes habitum suae religionis. Ratio dubii est, quia communitur Doctores asserunt non esse aliquem apostatum transseundo ad aliam religionem, etiam indebe. Unde in definitione hujus apostasie ponunt, quod sit desertio hujus religionis, sine transitu ad aliam, ut videre licet in Sylvestri., verb. Apostasia, q. 4, cum Glossa, in cap. finali de Apostatis, et cap. Ha parte, de Temporibus ordinantium, ubi Innocenti, Panormitanus et alii idem sentiunt. Idem Innocenti in cap. ult., de Renuntiatione, et in cap. Intellaximus, de Etat. et qualit; Cajetan., 2, 2, q. 12, art. 1; Navar., consil. unico, de Apostatis; et Summiste ac moderni communi
ter, quorum fundamentum est, quia apostasia est retrocessio ab statu religioso; in eo autem casu non retrocedit quis a religioso statu, sed solum a tali statu religioso, quæ licet sit illicita mutatio, non tamen apos
tasia. Quæ quidem sententia esset milii indu
dita secundum antiquum jus, in eo casu in quo quis transiret ad religionem strictiorum absque ulla licentia saltem petita, quæ licet peccaret, non tamen in substantia mutatio
nis, sed in modo, neque illa potest dici retrocessio, tum quia non est recessus a præmissione facta; tum etiam quia potius est progressus et tendentia ad majorem perfec
tionem. Unde magis ibi peccatur per eces
tum temerarie tendendi, quam per defectum retrocedendi.

16. Extra bunc vero casum, difficilium sem
er judicavi illum sententiam, quamvis com
munem, quia, considerata rei natura, illa vi
detur formalis apostasia, et antiquum com
mune jus nullum quoad hoc faciebat muta
tionem. Hæc posterior pars in confesso est. Prior vero probatur, primo, quia apostasia a religione dicit retrocessionem ab statu religi
gio, et a pacto cum Deo et cum religione ini	o; sed, qui relinquuit suam religionem præ
er aliam non meliorem, retrocedet a pacto ini	o, et ab statu quem retinere tenetun
tur; ergo. Quod si dictur non recedere a religione in communi, sed a talli, contra hoc est imprimit D. Thom., dict. quest. 12, art. 4, ubi dictum: Contingit aliquem Apostolam a Deo, retrocediendo a religione, quam professus est, nec posuit limitationem, sine transita ad aliam: qui autem exit animo transseundi præ
sertim ad laxiorem, revera retrocedit a religione quam professus est; quando enim tendit ad meliorem, licet relinquat illam, quam professus est, non retrocedit, sed uteri
gius pergit; quando vero tendit ad equalem, licet retrocedere non videatur in ordine ad perfectionem, ut sic, in eo tamen retrocedit, quod infidelis est præmissi facta. Secundo argumentor in bunc modum, nam professio facto in alia religione, sive æquali, sive laxio
re, est ipso jure nulla, quando sit sine dispensa
sione, et sine licentia propriæ religionis, ut supra probavi; ergo transitus ad talen profesi
onem non est transitus ad statum religi
giosum verum, sed apparentem et fictum; ergo simpliciter est retrocessio a vero statu religiosis.

17. Potest controversia hæc, ut dixi in simili aliquanto superius, esse de modo lo
quendi; tamen si loquamur de specie malitie quam peccatum illud in re ipsa habet, pro
fecto est ejusdem speciei; nam ejus intrusive
da malitia non consideratur ex termino ad
 quem tendit, licet inde possit minui vel auge-
nulla ex pressis ei inveniantur, si alio apoteosem postulantur, ut si aliqua
nulla rei demonstrat, quae etiam alio lobolo loco degerit pavor; sed
qui est, si aliqua manifesta positio est, sive manifesta negatio.

---

CAP. XII. AN SPECTATO JURE PARTICULARI, SEU INDULTIS RELIGIONIS, ETC. 373
LIB. II. DE RELIGIOSIS MUTANTIBUS

situs fiat titulo majoris perfectionis, vel securitatis, nam hic titulus maxime colorari poterat in ordine ad Carthusiam.

20. Dices: qui sic transit, non potest dici retrocedere ab statu religionis, cum majorum perfectionem intendant. Respondes: hoc argumento probaretur, si quis illo titulo in eremum tenderet, ut durorem et perfectorem vitam ageret sub aliquo habitu religioso, vel quantumcumque austero, non retrocedere, quia semper intendit majorum perfectionem, et consequenter non esse apostatat, quod falsum esse constat. Non sufficit ergo intentio, nisi medium proportionatum sit, ad quod necessarium est ut in vero statu religionis perseveret. Hoc autem non fit in illo transitu; nam illae status, qui videtur assumi, non assumitur re vera, et ita duplici titulo fit recessio, etiam in eo casu, quia et non permanet in statu religioso, et violatur pactum religionis prius assumptae. Ampliari hoc potest, etiam religiosus prius fugitivus fuerit, sine animo apostatat; nam illae etiam non potest suo arbitrio, vel ad vitandum supplementum sua religionis, aliis ingredi non arctiorum; nam nec arctiori tolerari possit, supposito priori malo; de aliis vero minime, quia illud per se malum est, et non fit licetum ex priori malo, id est, ex precedenti fugae, quia nemo debet ex iniquitate sua commodum reportare. Addit vero lex quaedam Hispaniae, part. 1, tit. 7, lib. 10, si religiosus fugitivus in ea regione, in qua versatur, cum ad meliorem mentem convertitur, non ineunt monasteria sii ordinis, nec arctioris, vel aequalis, posse ad laxiorem transire, quia si nullum inveniat, etiam potest inter honestos seculares vivere. Ubi Gregorius Lopez adversit legem illam non esse exemptum ex aliquo canone, sed ex dictis Raimundi, quem refert, et sequitur Summa Angelica, verbo. Religionis, num. 34. Et intelligendum est quando reditut ad propriae provinciae esset moraliter impossibilis.

Secundum dubium, sive etiam apostata, qui, obtenta guidem licentia, alias Indulforum predictorum conditions violat.

21. Sed quaret ulterior aliquis, an nescesse sit servare in hujusmodi transitu ultra licentiam etiam modum vel alias conditiones in predictis Indulfis, seu privilegios positas; ita ut etiam per earam violacionem apostasia crimen incurratur. Ad hoc, generatim loquendo, solum respondere possumus, consideranda esse verba privilegii, et juxta tenorem ejus esse judicandum; nam modus et contexta omnes, quae praecipua fuerint, servanda sunt, et siqvidem fuerint tales, ut earum omisso iriiret ingressum vel professionem in alia religione, vel illa impedit, incurrit per illam transgressionem crimen apostasia; si tamen modus non est tanta necessitas, ejus omisso ad tantum crimen non sufficit. Ratio prioris partis est, quia, eo ipso quod alia professio non est valida, et vel non tempore debito, et in eo statu permanet, existit religiosus extra statum et obedietiam sua religionis, cum animo ita perdurant, sine debita facultate, quod est apostasiam crimen. Ratio autem posterioris partis converso est, quia tunc non recedit a statu religioso, etiam in modo communiandi alium aliquis defectus committatur, et ideo substantiatur, ut sic dicam, non receditur a pacto professionis, quia transitus fit cum licentia sufficiente, saltem ad valorem actus.

22. De conditione in speciali, et in tertio trimestri transitus. —Intelligatur hoc melius descendeando ad aliquod particular, ad eumquid instar poterunt facile religia declarari. Per sistemas autem in eodem exemplo num. 19 allato, de Indulfo Societatis, in quo imprimit pro transita ad ordinem Carthusiensem designatrum tres mensae, intra quo tempore illum Ordinum ingrediet, qui eo titulo et Societate egressus est. Pro aliis vero religionibus, quando transitus ex licentia Superioris sit, idem Superiori committitur, ut tempus prefigat. Si ergo sic egressus intra tres mensae, vel designatum tempus, religionem aliis ingressus non fuerit, et ad Societatem statim non revertatur, penam excommunicationis ipso facto imprimitur, juxta Constitutiones Pii IV dicentis: Ab eoque nulla mora ad dictam Societatem regredi tenetur sub pena excommunicationis praefata, quam incumbent sive voluntario, non-ingrediantur, sive quia non recipiantur, ut ibidem explicatur.

23. Temperatur dicta conditio de tresmeri. —Oportet tamen ut ipsa mora non recluda voluntaria sit, aliquuin non erit peccaminosa; si propter impotentiam, vel naturalem, vel moralem, reditus aliquantulum differatur, non incurretur censura, quia excusatur culpa, idemque erit si mora sit adeo brevis, ut prudenti arbitrio non censeatur suidentem materiam poscendi mortalitatem. In quo tamen sculpulose cavenda est mala fides, quia ubi lex preflixit certum terminum ad solvendum de-
CAP. XII. AN SPECTATO JURE PARTICULARI, SEU INDULTIS RELIGIONIS, ETC.

bitum, eo ipso quod totum tempus elabi permittitur, tota substantia precepti violatur, ut patet in praecepto confessionis annua, vel recitandi horas quotidie; non enim licet transferre actum ab uno die in alium, nec differe confessionem in primum diem ali- trium anni ecclesiastici, nec propter brevitatem moras fit illa culpa venialis. Sic ergo possit quis in praeasserti argumentari. Non tamen est omnino simile, quia ex vi illius legis non co- gitur quia intra terminum trium mensium ad Societatem redire, sed ingredi aliam religionem; si autem intra illum terminum non in- grediatur, finito illo termino tenetur sine mora redire, et ita tempus reundi non habet indivisibilem terminum prefixum, sed tantum hunc, ut fiat, silicet, sine mora, in quo necessario debet intervenire prudens arbitrium, et bona fides, ideoque licet aliqua parva negligentia aliquantulum detineat, non erit statum peccatum mortale.

24. Quando possit simile evadere. — Et hoc quidem verum est quod illud tempus a jure designatum pro Carthusia; nam, in eo quod Praesule pro aliis religionibus limitare potest et debet, potest ipse prefixum termini eundem, vel diversum ad utrumque effectum designare, verbi gratia, ut intra mensem teneatur redire, vel ingredi; aut, quod si intra mensem non recipiatur, intra alios quindecim dies redire teneatur; et tunc videtur procedere ratio facta, quod si, intra prefixum terminum, praecipsum non imple- tur, substantialiter violatur, et ideo gravis est culpa, etiam si post elapsum terminum mora sit brevissima, nisi alia excusatio impotentiam intervenierit. Possit etiam sufficiere ad excusationem probabilis praesummio vol- luntatis Praesuli, quod non fuerit mens ejus cum tanto rigore terminum illum praeferre, sed cum ea amplitudine qua in moralibus prae pour nihilo reputatur. Et juxta hoc privial- legium cessat sollicitudo Doctorum admonenti- num ne Praesule religionis det licentiam monachi abeundi, donec ei constet, et aliam religionem esse paratam ad suum subditum recipiendum, et ipsum esse expedition ad immediate transcendendum; quia alias daretur ei occasio vagandi. Ita Innocentius et aliis, in cap. ult. de Renunciatione, et notat Rebuffus, in Practica, tit. de Translatione monachorum, num. 8, et latius refersens plures Gregor. Lop., in I. 7, lit. 7, part. 1, verb. Astra. Hoc vero consilium non in aliquo jure, sed in prudenti consideratione auctorum fundamentum est; sepe autem non potest morali ad praxim re- duci, sed necessarium est dare licentiam sub- dito, ut eat ad querendum locum ubi recipiatur. Unde id fieri posse Innocentius fate- tur, retento tamen habitu, ut ego intelligo, et praefixo termino, ut vitetur illud incommodo vagandi, et ad bunc finem, et ad tollendam omnem dubitationem, et augendam po- testatem, privilegium illud concessum est.

25. Assignatum tempus ad transitum, seu licite insumatur sine animo transiendi. — Sed quaeres an pecet religiosus manens tot illo tempore, verbi gratia, per tres menses extra monasterium, si multo anteal vel mutavit pro- positionem ingrediendi alium ordinem, vel certe intellext non fore in illam recipiendum; vi- detur enim non peccare, nam Pontifex absolu- lute concedit, ut in tres menses, etc.; ergo potest libere uti tota illa concessione, etamiam jam de effectu desperat, quia, licet data sit licentia propter illum finem, non cessat ipso facto cessante fine, ut patet de quacunque alia facultate data ad existendum extra monasterium per annum, verbi gratia, ad aliquo negotium peragendum; nam, licet ante- tea perficiatur, non cessat licentia ipso facto, quia ille terminus videtur positus, ut ultra illum reditus, vel ingressus non differatur, non vero sub conditione, ut si ante finitum negotium fuerit, expiret facultas, nisi talis conditio in ipsamet facultate exprimitur.

26. Primus casus in hac quasieruncula re- solvitur. — Hac interrogatio non habet unam simplicem responsionem, quia multus modis possunt circumstantiae variari. Primo ergo si quis a principio non habeat animum trans- undi ad aliam religionem, sed eo colore petat facultatem, ut habeat occasionem eo tempore libere vagandi, non est tutus in conscientia, nam et exequo graviter peccat, et permanendo eadem intentione extra claus- trum, et extra actualem obedientiam aliquas religionis. Probatur, quia illa facultas est sub- breptitia; prima enim conditio requisita in tali Indulto est, ne ad alium ordinem transire velit; ergo si roviera nolunt, sed solum fin- gunt velle, nec possunt uti facultate juris, quia de illis jus non loquitur, nec in eis com- pletur conditio quam jus postulat, neque etiam uti possunt facultate Praesuli quem deci- pient. Est ergo ille exitus sine legitima fa- cultate; ergo peccaminosus, et quidem non sine culpa gravi, juxta dicta in superioribus de obligatione ad clausuram; quamvis enim illa dici non possit apostasia, quia et reline-
tur habitus, ut suppono, et intentione redemundi intra illud breve tempus, neque in exteriori foro apparet fuga, tamen coram Deo revera est quaedam fuga, quia est exitus invito Prae- lato; deceptio enim reddit illum involuntary; et etiam illa deceptio ex mendacio pernicioso, et contra Praesatum, quia decipit illum in re gravi, et privat illum subjectione et obedientia ipsi debita, et contra religionem, cui potest magnum detrimentum ex similibus fictionibus provenire.

27. Secundus casus resolutio. — Nota. — Delinde, licet exitus sit factus bona fide, si postea mutat animum, et statuit non ingredium illum ordinem, tenetur statim ad proprium redire, nec potest licite abuti tempore a lege concessa, vel a Superiore designato. Probatur, primo ex natura rei, quia jam non habet legitimam causam permanendi extra clausuram; loqui num enim per se, et ex vel talis exitus, cujus tum fundamentum substantia est. Unde etiam colligitur licentiam, sive juris, sive hominum, ipsa facto cessasse, quia non potest intelligi data nisi ex causa legitima, et juxta exigentiam ejus; ulla ergo condicio in ipsum Indulto posit, si aliquam ordinem ingredi vellet, intelligitur supponi pro tota tempora, pro quo datur facultas, quia est fundamentum ejus, et veluti causa motiva adequata, qua cessante, facultas, non tantum inutilis, sed etiam pernicioso effectu; cessat ergo cessante illa. Unde addo ulteriori, si religiosus infra illud tempus desperet se posse ingredi illum religionem, pro qua habuit facultatem, vel quia intellecit se habere inhabilitatem aliquam, vel impedimentum propter quod in nullo illius loco recipiatur, eo ipso teneri statim redire ad suam religionem; probatur, quia tune etiam cessat ipsum factum facultas manendi extra clausuram, tum quia rationes factae non minus probant, quando deest potestas, quam ubi deest voluntas; tum etiam quia si desperatur ingressus, neecessum est etiam deificere ab intentione procurandi illum. In hunc autem dubium casibus, non facile damnum peccati mortals quacumque moram, quae non excedit terminum a lege vel a Praesato transactum, neque est cum scandalo, vel extrinseca intentione mortali, quia non videtur materia nimis gravis, et a principio non intervenit dolus, ut supponi-nus.

28. Ultimus casus expeditur. — Unde e contrario, si hujusmodi religiosus possit statim vel infra tempus brevius intrare aliam ordinem, nolit tamen usque ad finem temporis sibi designati, ut toto illo libertate fruatur, non videtur, per se loquendo, peccare mortaliter, quamvis minus religiosae faciatur. Probatur prior pars, quia ex vi legis solum ei imponitur onus ingrediendo infra illud tempus, et semper habet propositum hoc impendii, ut supponimus; ergo ex hac parte servat ius; ergo facultas sibi concessa semper etiam durat, quia semper durat fundamentum ejus, quod est esse quasi in via ad aliam ordinem; ergo in rigore non est illi gravissimo transgressio alicujus praecipit, quia non obligatur quis summa celebreret, ut sic dicam, illum viam peragere, sed potius facultas illa concedere videtur totum illud tempus ad transitum illum consummandum. Quia vero directa intentione illius concessiones est terminum illum ponere, ut ultra illum non differatur ingressus, non vero ut per totum illum retardetur, sed quod hoc permissionem tuum esse videatur, ideo si talis detentio sine rationabili causa flat, non potest aliqua culpa excusari, quia est contra debitius clausurae religiones, et abusus quidam permissionis, sub facultate sibi concessa.

29. De altera conditione redemundi ad priorrem religionem, in postterior non persequi-tur. — Additur praeterea in illo Indulto, quod explicamus, si hujusmodi translatus, et in alio ordine jam receptus, in illo nolit vel non possit perseverare vel profiteri, teneri, postquam ab illo egreditur, ad Societatem, seu religionem suam, sine mora reverti; cujus ratio manifesta est, quia ille semper manet religiosus Societatis, seu prioris religionis, et solum concessum est ei esse extra obedientiam ejus, ut possit aliam religionem probare; ergo, eo ipso quod ab alia deficit, tenetur ex vi san-orum votorum ad propriam religionem redire. Ad hunc autem reditum nullum certum tempus conceditur, sed praecipitur fieri absque mora, et additur eadem excommunicatione, nisi ita flat; quod intelligendum est justa superifica, quando mora culpabilis est, et ilia notabilis, ut prudenti arbitrio ad culpam mortalem sufficiat.

30. Dubiarii autem hic solet, an teneatur prior religio sic redentum admittere, quod tractat Sylvester, verb. Religio, 4, q. 5, et affirmativa respondet; estque res manifesta, quia nemo potest a religione expelli sine causa sufficiente; ille autem qui ex legitiim facultate voluit ad aliam religionem transire, non dedit causam ut expellatur postea, quia
in alia receptus non est, vel in ea non perseveravit; ergo debet recipi; quia potius addo esse cogendus, et ad hoc teneri Prælatum religionis, quia nec religio, nec ipse religiosus possunt iuocedere juris suo, quia esset contra bonos mores, et contra obligationem professionis, quatenus Deus principaliter fit. Iste confirmat cap. Abbates, 18, q. 2. Et idem satis indicat Pius IV et Pius V, in dicto Indulgo, quatenus dicunt hos religiosos teneri ad reditum, et eommunicant tam ipso in mora existentis, quam illos recipientes, vel ius auxilium, consilium vel favorem prestantes. Nam hec omnia supponunt, ex parte etiam religiosis esse obligationem illos suscipienti. Et licet ibidem statim tantum subjugatur, ut Prælatus licet eos per coactionem, si necessaria sit, revocare, illud verbum licet, non excludit obligationem quam ipsi Prælati ex officio habeant reducendi, seu colligendi hujusmodi vagantes, sed explicat specialiter potestatem iussi concessi dictis Prælati, ut expeditius et efficacius hoc prestarum valeant.

31. De tertia conditione, si translatus deerat illicite secundum religionem, subjecat jurisdictionis prorsus. — Tertio hic addere possunt concessemon aliquam ad modum seu conditionem hujus transitus pertinentem, quia facta Minoribus est, ut in ororum Compendio refertur, et in Compendio Societatis, verb. Aposta tus, § 10; ratione ergo illius sic translatus ex legitima facultate sua religionis, non solum si in aliqua non profiteatur, sed etiam si post professionem in ea factam illam deserat, ut in seculo maneat, vel etiam ut ad laxiorem transact, sujeacet jurisdicioni Societatis, vel religioni Minorum a qua translatus est. Nam ex vi dictae concessiionis possunt Prælati talis religionis contra illum translatum, tanquam contra apostatam, procedere. Quod quidem est satis nova potestas, nam ille, profiteando in aliqua religione, liberatus est ab obiedientia prioris; ergo et a postestate coactiva ejus. Unde etiam si proprietarius, vel subornator, non potest a Prælatia religionis puniri, quia jam non est illi subditus; ergo nec propter apostasiam cugi, aut puniri potest. Respondet tamen, ideo necessariam fuisse speciali Pontificis concessiorem, quem constat possisse hanc jurisdictionem Prælati prioris religionis communicare, seu delegare. Congruentia autem fuisse videtur, tum quia talis apostasia etiam cedit in injuriam prioris religionis; tum etiam ad vitandum fraudem, ne quis illum transitum procuraret spe liberii postea vagandi, deficiendo ab altera religione, in qua fortasse circa hoc non tanta diligentia adhibetur, licet fortasse in alius observantiani strictior sit.

32. Dicta tamen conditioni ad duos excerptus illimitatur. — Advertisendum est autem hoc solum concedi in dobuos casibus. Primo, quando ille translatus iterum in saeculum redit; secundo, quando ad religionem laxiorem se transfert. Unde si ad aequalem secundo transit, etiam in eo peccet, non habet Societas, seu prima ejus religio, jus in illum, quia ibi non conceditur, et aliiuone non habet, ut probatum est; nec potest fieri extensio per similitudinem rationis, tam quia in privilegiis hoc locum non habet; tum etiam quia nec similitudo rationis ibi reperitur, nam potius congruentiae ad ductae ibi cessant, quia ubi est aequalis religionis, nec timeri potest fraud, nec propris injuria, sed hec fit tantum illi religioni a qua proxime receditur, ad quam spectabit illam propulsare. Dubitari autem potest an secundus casus de transitu ad religionem laxiorem intelligendus sit quando fit sine debita dispensatione, vel etiam si fiat cum illa, si non intercessit consensus Societatis, seu primeve religiosis. Posset enim hic consensus postulati, et tunc dispensatione esset subreptita, ac proinde nulla, si absque illius mentione impetraretur. Verius tamen existitum intelligendum esse casum illum, quando transitus ad laxiorem fit sine legitima dispensatione, quia si fiat cum legitima dispensatione, nullum crimen committitur, et ideo non potest sic translatus ut apostata tractari. Nec verisimile est tale dispensationem pendere ex licentia vel consensu Prælati prioris religionis, quia neque ad illum cura illius persona jam pertinent, per se loquendo, neque concessio illa ad hoc extenditur, quantum ex tenore ejus intelligent potent.

Tertium dubium principale, an Prælatus religionis gaudentis predicis Indulgis possit dare facultatem ad transitum.

33. Ultimo circa hec Indulta inquiri potest an possit Prælatus Societatis, verbi gratia (et idem de aliis intelligi possit cum proportione, iuxta uniuscujusque privilegia), an possit, inquam, dare suis subditis licentiam transseundi ad aliam religionem, et an, circa hoc, jus commune aliquo modo immutatum sit, nam cum subditih prohibebantur transire ad aliam religionem sine licentia sui Præla-
ti, consequenter permitti videtur, ut cum illa transire possint; ergo et Praetato datur potestas illam concedendi. Rursus cum Indultum indifferenter locutur de quacunque religione, imo maxime prohibeat transitum ad laiciorem, videtur etiam transitum ad illam concedere de licentia Praelati, et a fortiori ad seaequem. Confirmatur, quia in illis Indultis sub disjunctione dicitur, nisi de licentia Generalis, vel Summi Pontificis; etsi significatur licentiam Generalis sufficere ad quemcumque transitum, sicut sufficit Pontificis Summi. In contrarium autem est, quia privilegium non extenditur ad aliquid contra jus commune, quantum ad id quod neque in ipsa exprimitur, neque ad effectum directe intentum in privilegio necessarium est; talis vero est licentia; ergo.

34. Primum pronuntiatum in hoc dubio, non solum posses dare, sed interdum debere. — Circa hoc imprimis certum est posse hos Praetalos dare licentiam transeundi ad aliam religionem arciorem, seu perfectiorum; probatur, quia hoc jure communi est concessum, vel potius naturali et divino, et per Indulta non est prohibitum, ut per se constat, quia neque in eis inventur talis prohibito, neque finis eorum est tollere, sed agere potius et potestatem Praetorum. Quin potius, ut supra dixi, tenebatur Praetatus dare hanc facultatem, si conditiones superius etiam posita concurrerant. De Praetatis autem Societatis existimatum non quanquam obligari, per se loquendo, id est, ex vi perfectionis alterius religionis, quia merito judicasse possint substantiam suum ab alii non superari in absoluta perfectione, licet in aliquibus austeritatis corporalibus superotur, ut constabit ex infra dicendis, in tract. 40, de hoc instituto.

35. Solum posset quis dubitare de ordine Carthusiensi, quando secundo postulat licentiam transeundi ad illum, qui jam semel ad illum transit, et in illo non perseveravit, sed ad Societatem redit; nam, cum Pontifices in his privilegiis excipiant ordinem Carthusiensem, etiam exceptionem limitaverint ad unam vicem, propter vitandum inconstantiam, tamen per hoc satis videntur declarasse, illum ordinem esse arciorem; ergo quamvis prohibeant secundum transitum ad illum sine licentia, cum non prohibeant hanc licentiam concedere, videtur statum sequi obligatio naturalis dandi illum, quae etiam est juxta cap. Lieta, de Regul., quod quum vim retinet, in eo in quo revocatum non est.

ALIQUO MODO STATUM SUUM, ETC.

Respondet imprimis non teneri in particula- ri, quando judicant, vel personae ipsi non expedi, vel religiones esse nocivum; nam, hoc ad minimum, vel concedit, vel suppovit privilegeum, alias esset inutilis, et praeter rationem. Deinde assero etiam per se, et ex parte religionis non teneri ad hanc facultatem secunda vice dandum, quia non cognatur credere illum statum esse perfectiorum, nec Pontifices fecisse illam exceptionem, sed ob majorem securitatem, ut supra dicebam. Non dubito tamen, quia in hoc casu possit illam concedere, quia possunt renuntiare privilegia sua, quando hec renuntiatio non vergit in damnnum suae religionis, ut supponimus in tali casu, etiam in individuo.

36. Secundum pronuntiatum. — Secundum dictum est: quotiescumque Praetatus Societatis judicaverit, vel ad bonum suae religionis, vel ad majus bonum ipsius religionis non presse, sed tantum per vota simplicia in Societate emissa, expedire, dare ilii licentiam, ut ad aliam religionem transeat, etiam laiciorem, potest id facere, et subditos securi transeire. Hoc non assero ex vi Indultorum, quae nec explicamus; nam, ut statim de professione dicam, ex illis non sitia probatur, sed fundatur hoc in speciali potestate, quam habet Societas ad dimittendo hujusmodi religiosos, etiam a votis suis liberos, ex justa causa, justa suis constitutione; nam ideo evidenter fit, posse eis dare licentiam ad hujusmodi transitum, per quem non tollitur religiousus status, licet fortasse minuat. Unde fit ex minori causa posse Praetatum hanc licentiam dare, quam dimittere religiosum, ut ad seculum transeat, quia minor immutatio fit in statu religioso. Verum est tamen non posse religiosum Societas cogi ad admittendum illum conditionem, quia nemo potest compelli ad profanendum religionem, quam non promisit; si tamen ipsa acceptare vellet, Praetatus optime potent post eam conditione eum dimittere, et ipsae tenebatur eam implere, vel ad Societatem redire.

37. Sed qui, si solutis votis dimittatur, cum eo tamen onere ad ipsum acceptato? Respondet, consultius videri ut in eo casu vota non irritentar, sed relinquantur, donec per professionem in alia religione exanguat, quia nulla appareat necessitas anticipandi solutionem votorum, et aliunde securius id est ut implementur conditio, quam si subditas statim liber dimittatur, si tamen postea nolit implere conditionem, vix poterit efficaciter.
compelli; nam, licet possit, vel cupi, vel puniri, in rigore non est apostata, quia jam non est religiosus, quem statum sine apostasia reliquit; postea ergo ad summum pecatum, quia non impleat promissum ingrediendi religionem, pro qua infidelitate poterit aliquando puniri vel allegi juxta retentam jurisdictionem in talen personam, ex vi prioris pacis, et privilegiorum; si tamen sit pertinax in suo proposito, non est perpetuo excommunicandus aut inarcarandus ob eam rem, sed tandem erit sum conscientiam reiunquendus.

38. Tertium pronuntiatum bipartitum.—Dico terto, Praesulis Societatis non possit ex vi superioris ludulti dare licentiam professio Societatis transseundi ad strictiorem religionem, nisi alius habeant. Prima pars probatur, quia imprimis non potest dari hae licentia ad transseundum ad religiones omnes monachales, excepta Carthusiis, quia in exigavag. Viam, de Regul., hoc prohibitum est omnibus mendicantibus, etiam de licentia suorum Superiorum; Societas autem una est ex mendicantibus, quae licet nonnullum existet quando illius constitutio edicta est, nihilominus id illam extenditur, tum quia generaliter loquitur Constitutione, et extenditur etiam ad futurum; tum etiam quia Pius V, declarans Societatem esse veram religionem mendicantium, concessit illi frui omnibus privilegiis mendicantium; unum autem est quod in illa Extravagante conceditur; nam in favore totius religionis facta est illa prohibito, ut constat etiam ex illius verbis, volentes etiam consensione facta mendicantium providere; ergo hoc etiam privilegium fruitur Societas, ut religio Minimorum, et quilibet alia vera religio mendicans, quamvis novior sit. Hoc autem decreto revocatum non est per praedictum privilegium, ut statim ostendemus.

39. Deinde quod mendicantes. — Respectu vero religionum mendicantium, non inventur universalis prohibito transseundi ab una ad aliam. Autem autem specialiter prohibitiones transseundi de licentia Superiorum, vel a Minoribus ad Minimos, vel e converso, hic Indulgo, quattuor favor est religionis, a qua transitus prohibetur, ut potest Societatis per communicationem privilegiolum. Respectu vero aliarum religionum mendicantium, utendum est generalibus principiis supra positis in c. 41, de potestate quam habent Praesuli religionum, concedendi licentiam subditus transseundi ad religionem aequalem, vel laixiorem. In quo nos probabilis credimus non posse dispensare saltem in ordine ad laixiorem, ut videtur etiam salisc probare Conditum Tridenum ibi, cujuscumque facultatis vigore; nam plane comprehendit etiam facultates proprium Praelatorum. Quod quidem jus non derogatur per dictum privilegium, quia nec expresso ac formaliis id fit, nec etiam virtute, cum talis derogatio necessaria non sit ad proprium finem et effectum ipsius privilegii. Et haec est ratio ob quam existimo ibi non esse datam talem potestatem, nam directe solum conceditur, ut subditus non possit exire sine licentia Prae lati; inde autem non sequitur quod cum illa simplicer possit; nam alius est licentiam esse necessariam, alius esse sufficientem, multoque magis ad hoc posterius requiritur quam ad primum; igitur solum statuitur ut necessaria sit; ergo inde inferri non potest sufficere, neque ad hoc dari potestatem in Praesali, si alius de ne habeat. Quapropter, nisi Prae latas Societatis judicet aliam religionem mendicantium esse simpliciter per perfectionem (quod nec faciet, nec facere debet in ordine ad suum regimen), non potest ex vi illius privilegii, nec etiam ex vi juris communis, ut existimo, talem facultatem concedere...

40. Secunda pars declaratur. — Sciendo autem ut aliam pronuntiati partem declaramus Gregorium XIII, in quadam Bulla Cum altas, anni 1582, concessisse Preposito Generali Societatis, ut possit professos e Societate emittere, et eis licentiam conferre ut possint ad quamlibet aliam religionem, etiam laixiorem, transire. In quo Indulgo considerandum occurrit non concedi absolute potestatem dandi hanc licentiam professam quibuscumque voluntibus transire ad alius religiones, sive monachales, sive mendicantes, sive pares, sive laixores, solum per modum cujusdam dispensationis, quia magis appetunt alium vitam genus, vel sperant se majorem consolationem ibi habituos, vel quid simile. Sed solum concedit cum limitazione ad illas personas, in quibus tales causas inventuntur, ut, licet professi sint, eos expediat e Societate ejicere, quod esse non potest nisi propter graves culpas; alia enim causa, quaeque ille sint, non sufficiunt ad professum emittendum, ut infra, tract. 10, lib. 11, ostendam.

41. Suadetur declaratio. — Quod autem hec fieri mens Gregorii, constat expendingo tenorem privilegii; nam imprimis in petizione seu dubitatione solum proponitur, an Prepositus pro tempore existens valent etiam
professos ex causis id exigitubus ab ipsa Societate emittere, et ipsis sic emissis liberum sit, de ejus licentia, se ad quemvis alium mendicantium vel non mendicantium ordinem transferre: non ergo de omnibus professis, sed de illis, in quibus tales causa inveniuntur, quostio mota est; nec potestas dandi talen licentiam pro aliis quam pro sic emissis desiderabatur. Et juxta tenorem hujus propositionis respondet Pontifex: *Nos Societatis puritati atque incremento, emissorumque pro tempore saluti consulere volentes*, statuimus ut in perpetuum liceat dicit Proposito, quos judicaverit, ab ipsa Societate emittere, eosque de ipsius Propositi licentia, non tantum ad Carthusianum, sed ad quemvis alium, etc. In quibus verbis primo expando verba illa, *Volentes consulere puritati Societatis*; nam ex eis colligo causam hujus emissionis solum esse posse peccata et pravos mores; nam hae tantum sunt, quae puritati religionis repugnant; hujusmodi ergo causa supponi debet, prorsum illa licentia locum habeat. Deinde, ex ceteris verbis satis consistat, solum professis sic emissis tale licentiam dari posse, nam hoc satis expressse in eis continetur; quod etiam indicatum est in illa particula *et incremento*, quam Pontifex in sua ratione posuit; nam dare hanc licentiam probis et bonis professis per se non conferret ad incrementum Societatis. Atque hinc per argumentum ab speciali confirmatur prior pars assertionis, quia manifeste supponit extra hunc casum et modum non habere Proposito hanc potestatem. Imo ulteriori mihi etiam probat, jure communi non habere Praelatius religionum potestatem concedendi suis subditis similem facultatem, maxime extra illum casum; praesertim quia ibidem prohibentur, ne illa gratia per viam communicationis uti possint, etiam si alias amplissimam communicacionem habeant.

42. *Objectio bimembria.* — Sed occurrat objectio, quia hoc modo nihil novi per illud privilegeium conceditur; nam jure communi possunt Praelati religionis cujuscumque ejusre professs, qui talem ponnam merentur, ut supra probatum est. Item absolute ejectus, sine alia licentia potest quamcumque religionem intrare, cum possit in seculo manere. Respondetur ad priorem partem, primum, privilegeium sepe concedi ad dubium tollendum, et privilegeium illud ad hunc finem directe postulatum esse, ut ex ejus initio constat; et ideo licet alii nond concederet, quoad hanc partem satis foret. Addo vero ex vi hujus privilegii concedi proposito, ut non solum juxta rigorem juris communis, sed etiam ex minoribus causis possit professor emittere, si cause illam gradu animating, ut ad puritatem, et incrementum Societatis expediat tamem personam emittere, ut latus infra, tract. 10, lib. 11, in proprio loco dicitur. Unde al alteram partem respondetur, cistem modis, sciens id, quod assumitur, non esse tam certum, quin ad tollendum dubitationem privilegium expediri poterit. Deinde dicitur videri concessum specialiter Societati, ut possit professum dimittere cum onere transseundi ad quamcumque religione, quam Praelatus voluerit assignare. Verum est tamen non posse subditum absolute cogendi ad exitum cum illa obligatione, sed necessarii esse ut voluntarie illum acceperint, ut supra generatim vidimus. Niloloni nus tamen just compelli potest proponendo illi optionem, aut sustinendi in Societate con dignam suis delictis poenam, aut transseendi ad aliam religionem, quia religio habitus puniendi illum; et liberum eum ad seculum dimittere, cum alias versus religiosos Societatis semper maneant, non novatur expedire ad puritatem et bonus nomem Societatis, et ideo justa est illa compulsion. Ut tamen sit suaviter, et facilius conditionem subditum acceptarem, data est ampla facultas Proposito, ut ad quamcumque religionem illi magis accommodatam, licet alias laxiorum, possit transsum conceedere. Atque hactenus de privilegios.

CAPUT XIII.

AN RELIGIOSUS LEGITIME TRANSIENS AD ALIAM RELIGIONEM POSSIT TRANSFERRE SECUM ALIQUOD PECULIUM.

1. *Quaestio de transseunti indebito, negativ resolventia est.* — Superest explicandum quid religiosum transseuntem consequatur; vel potius quid transeat cum ipso, vel quod emittat transseundo, quod per tria sequentia capita expediemus. Et primo, ac precipue dubitari solet, an possit secum deferre mobilia, seu peculium aliquod quod prius habebat de licentia Praelati, vel aliquam partem ejus, vel saltem ea bona que ad monasterium alludit. Procedit autem dubium, quando transitus legitime factus est, id est, ex debita facultate, vel justa dispensatione; nam alias transitus est nullus, et ideo si seipsum transferre non
valet, multo minus bona sua secum deferre poterit. Unde, licet postea contingat religiosum, sic male translatum, manere in alio monasterio, permittente priori religione, et obtenta dispensatione, nihilominus non tenebatur prior religio aliquid de bonis, quae occasione talis personae habuit, reddere secundo monasterio, quia ipsa invita translatus est, et altera religio voluntarie illum suscepit, cum suo onere, et sine talibus bonis; ergo, licet postea prior religio consentiat in transitu, intelligitur id facere sine suo prejudicio, et consentiendo receptione solius personae prout jam facta fuerat, quod ex dicendis a fortiori constabit.

2. *Imo et de transuntre etiam legitime.*

**Ratio.** — Addo igitur, etiamsi transitus sit validus et legitimus, non posse religiosum secum deferre aliquid ex bonis, quia in priori religione quovis titulo comparaverat, vel donatione, vel industria, vel alio simili modo. Ita docet Navar., Comment. 6, de Regular., num. 21, vers. Undecimo, et cons. SS, de Regular., abib refert Abbatem, Cardinalem, et alios. Ratio ejus est, quam modo attigimus, quia beneficium per legem concessum concessum in attingere sine prejudicio tertii; ergo cum jus concedit transitum personae, intelligi debet sine prejudicio prioris religionis, quod aeterna omnia. Hac vero ratio supponit aliam fundamentalem, scilicet, quod religiosus nihil sibi acquirit, sed religioni, vel monastriio; ergo, licet postea discedat, non potest privare monasterium dominio talium rerum sua auctoritate, neque alium monasterium potest illa accipere invito domino; utrumque enim contra justitiam est. Necessae est ergo ut vel prius monasterium velit illa donare, quod non presumitur regulariter, nisi sumum consensus satis exprimai, vel Superior, dispensando in transitu, in hoc etiam dispensati, quod etiam non presumitur, nisi id declarat, propter rationem a Navarro inductam.

3. *Dicta ratio valet pro quocit transitu.*

Atque hic discursus ostendit, hanc regularum indistinctae procedere in quacumque mutatione religiosae, sive sit ad monasterium aegritius, sive ad alia, et sive ad petitionem ejus per modum dispensationis, sive ex alia causa necessaria, vel per modum coactionis propter culpas, vel etiam propter utilitatem et exonationem ipsius monasterii cum consensu religiosi, et dispensatione seu privilegio Superioris. In omnibus enim his casibus, si transitus absolute concedatur sine apposita conditione, quasi per modum mutui contractus, de aliquid bonis secum deferendis, nulla prorsus transferre potest; ratio est, quia dominium acquisitum monasterio in talia bona fuit omnino absolutum, et independens a futura conditione vel mutatio personae; ita ut, licet in professione includatur conditio, ut persona possit transire ad meliorum frugem, non tamen illa extenditur ad bona, quae religiosus acquirit post professionem in tali religione.

4. Ratio autem hujus est, primo, quia status religiousus non postulat, nec per se requirit hujusmodi bona, sed potius abnegationem eorum, et ideo, licet quoad personam includatur conditio melioris frugis, non operet ut illam comitentur bona. In quo est magna differentia inter vinculum matrimonii rati, quando dissolvitur per professionem; tunc enim unicique parti reddenda sunt bona quae ad illum pertinent, quia et illorum habebat dominium, et quodammodo per se sunt necessaria in tali statu, quod secus est, ut dixi, in statu religioso. Secundo, quia, quamvis in professione includatur dicta conditio, quamdiu illa non impetetur, religiosus est sub absoluto dominio religiosi, quia dum conditione non impetetur, status est absolutus; omnes ergo actiones ejus, et quidquid ex eis resultat, transunt in absolutum dominium religiosum. Ut si Petrus sit servus Pauli pro certo tempore, vel non, ut talis conditio impleatur, quidquid eo tempore servus acquirit, fit domini, ita ut licet postea impleatur tempus vel conditione, et persona servit ut libera, bona prius acquisita maneante apud dominum; imo nulla est servitus tam perpetua, quam non includat saltam hanc conditionem, Nisi dominus voluntarie manumittat; nemo autem dixerit servum manumissum secum posses deferre bona in servitute acquisita; ita ergo de religioso consendendum est, qui in his maxime rebus, quae ad dominium bonus spectant, fere equiparatur servo, ut in superioribus dictum est.

5. Dices: esto hanc vera sint de his bonis quoad dominium eorum, non vero quoad usum. Nam hic usus debebatur tali religioso, et hoc jus non amissit proper transitum ad aliam religionem; ergo potest ea bona deferre, non ut dominus illorum, sed tani ad utendum illis, atque adeo sub hac conditione, ut si post mortem ejus duraverint, ad prius monasterium redecant. Et confirmatur primo, quia qui sentit onus, debet et sentire com-
modo; sed monasterium secundum recipit onus sustentandi et alendii tamem personam; ergo debet etiam bona recipere, saltem, ut ipsa eis utatur. Confirmatur secundo, quia alius neque vestimenta propria, quibus induitur, nec instrumenta artis, si aliquam fortasse exercet, nec propria scripta etiam proprium ingenium et manu elaborata, nec etiam libros, ubi in particulare peculium conceduntur, poterit talis religiosus secum ferre, quod videtur durissimum. Probatur autem sequela, quia in his omnibus procedit ratio facta, nam omnium illorum dominionum religiosis fuit acquisitum, et apud eam semper retentum.

6. Respondetur ad rationem, regulam positam tam de usu, quam de dominio esse intelligendam, quia, sicut religiosus non habet dominium, ita nec jus utendi, sed tantum usum facti, et ideo in ipsa persona ex se nihil transit, vel potius nihil in ipsa est, ratione cujus possit secum deferre hujusmodi bona ad usum eorum, nec prior religio te nebatur in rigore concedere illi usum talium honorum in particulari, sed tantum absolute ad alendum illum; hoc autem debuit ex tempore et alium fuit per translationem; sic etiam in exemplo de servo, etiam dominus tenetur illum alere, quamdiu servus est; si autem illum manumittat, cessat obligatio, nec potest secum deferre bona quibus utitur. Sic ergo religio non tenetur dare religioso obligatione justitiae, nisi quamdiu religiosus ejus est, nam hae obligatio nascitur vel ex naturali debito, quo totam obligatur alere partem, vel ex mutuo aequalitate, et justo contractu inter religionem et religiosum; sicut enim religiosis non tenetur servire religioni, nisi quamdiu religiosus ejus est, ita nec religio obligatur ad illum alendum, nisi pro eodem tempore, vel sub eadem conditione. Ex quo a fortiori constat, si bona acquisita religioni industria religiosi sint immobilia, non transire cum religioso, etiam quoad usum fructibus tempsi aliquel ille vivit, quia etiam dominium talium honorum fuit absolutum, nec religiosus acquisivit jus fruendi, nec fingo potest aliquem titulos, nisi forte sustentationis; ad hanc autem non tenetur prior religio, ut declaratum est.

7. Neque obstat prima confirmatio; habet enim locum principium quod assumit, si prior religio alteri invicem impomeret onus audei suum religiosum; non tamen ita est, quia posterior religio voluntarie recipit talem personam, et ideo si non possit sustinere illud onus sine tali subsidio, oportet ut in ipsa receptione conditionem illam explicit, et quod prior religio consentiat, vel quod aliquid Prelatus utrique superior rem componat; alioquin sibi imputet, quod onus susceperit sine illo commodo. Et deinde jam non alit religiosum alienum, sed suum; ideoque non deest sufficientes aequalitas, cum actiones etiam et future utilitates talis personae illius jam sint. Eo vel maxime quod hic modus recipiendi onus sustentandi religiosum sine speciali subsidio temporali, per se est conveniens tali statui, ut in superioribus declaratum est.

8. De vestibus.—Ad aliam confirmationem respondetur, ex vi justitiae concedendam esse sequelam, ut probat ratio; tamen ex presumpta voluntate rationabili, et ex recepta consuetudine aliqua possit admitti exceptionem. Quod vero spectat ad vestes, si tantum sit sermo de his quae ad actualum usum, ut sic dicam, et decentem exitum et monasterio necessaria sunt, clarum est posse illas secum deferre, tum quia nec debet nudas incedere, nec mutare habitationem suam religionis, donec alterius indut; tum etiam quia cum ille sit adhuc religiosus talis religiosis, licet potest habere usum pro fure necessario, saltem rerum quibus tagnatur. Quo ratio probat etiam tunc possit de bonis religionis, nec compellendus est mendicare, nisi religio ipsa hoc profiteatur. Si autem de duplicatis vestibus aut aliis ornamentiis sit sermo, sine dubio nihilo horum potest secum deferre, nisi ex consensu Prelati quem relinquit; nam de illis omnibus procedit optime discursus factus, quia illarum rerum usus est pro alto tempore futuro, non pro presenti; quidquid enim pro eo tempore necessarium est, non duplicatum, sed simplex vestimentium appellamus, etiam si ex variis partibus constet. Quin potius de hoc simplici vestimento dubitari potest, an teneatur secunda religio illud priori restituerre, postquam religiosus professus est; videtur enim in rigore teneri, non minus quam si illi esset naturaliter mortuus; vel sicul, si vesteam aliquam mutuo acceptam a tertia persona tulisset, tenetur religio illum restitue re ex domino; sic enim quilibet religiosus etiam proprium vestimentum non habet nisi quasi mututum a sua religione. Esto tamen hoc icta sit, quod hanc partem consentamus tempore rigorem hunc ex quadam urbanitate, et interpretativo consensu omnium religiosorum,
quem satis declarat consuetudo; neque enim debeat in re tam minima, vel amaritudinem animi erga transeunte, vel niamiam affectionem ad temporalia bona ostendere. Unde etiam consuetudo haec in diversis religionibus, pro majori vel minori paupertate earum, habet majorem etiam vel minorem amplitudinem, quae sine scrupulo servari poterit.

9. De pecuio librorum. — De libris autem, sicut non est eadem ratio, ita non est etiam eadem consuetudo; nam libri ex suo genere computantur inter mobilia pretiosa, vel tam multe estimationis, et aliquo non habent usum simpliciter necessarium, sed voluntarium, et præterea potest per alios similis in futurum supplerire, et ideo nulla ratio postulat, quod prior religio cogatur librorum peculium concedere, etiam quod usum, pro futuro tempore, seu pro vita talis persona in alia religione. Neque etiam ut illa ratio ad præsumendum talem consensus, uti non fuerit satis expressus, vel uti non fuerit materia tam parva, ut quasi pro nibilo reputetur. Nec referit quod, juxta morem religionis, libri quas in peculium stabile, vel ad vitam concedantur, quia nunquam potest ista concessio, ita fieri, quia semper pendet ex voluntate PraeLATi, qui ad nutum potest illam licentiam revocare, et libros ad usum aliorum religionorum applicare, ut supra ostensum est; eo autem ipso quod subdilus mutat religionenm, nec Praelatus persistit in priori voluntate, neque ipse potest ejus facultate uti. Imo, licet talis concessio fiat ex vi regulae, semper habet conditionem adjunctam perseverantia in talis statu; nam omnis lex ad eos tantum, qui sub ea sunt, loquitur.

10. De manuascriptis ad proprium usum. — De scriptis autem est in eis nonnullum duum, licet nonnulli autem idem de illis affirmant, quia illa etiam sunt bona quædam temporalia, et interdum non parvo pretio estimabilia, quorum dominium etiam acquiritur monitorio; ergo procedit in eis ratio facta. Neque est ibi ratio præsumendi tacitum consensus, quando occulte, et inscio Superiore scripta deferuntur. Hae ergo sententia sine dubio tutior est. Nibilominus dico esse dubium, quia scripta videntur esse quasi pars scienti et doctrine, quam aliquis in religione comparavit; sunt enim in administrum memoriae, a qua maxime scientia pendet. Potest autem religiosus suum scientiam et doctrinam secum deferre; ergo et talia scripta, quibus, ut videtur, injuste privare-

tur, quia non esset sine magno scientia et doctrinae suo notamento, et dominium religionis non videtur esse adeo absolutum, ut possit cum tanta jactura talis persona illa retinere. Et declarari potest, quia accessorium segurtles principale; scripta autem sunt veluti quid accessorium respectu scientiae; ergo possunt et debent comitari personam, ad cujus propriam scientiam pertinere. Nihilominus Navarrus, dicto consilio, num. 40, eadem certitudine, qua de aliis bonis, affirmat religiosum translatum solum posse deferre scripta quae inutilia essent usque religionis priorum, et quae probabiliter cedaret Praelatum donaturum; addere vero possimus, vel quae juxta morem religionis Praelatus non potest juste negare, vel suferre, nisi in poenam alicujus gravis culpa. Addo etiam ob rationem factam, si quis deferat scripta sibi unica, et singularia, quorum copiam inveneri non poterit, majorem aliquam excusationem habere, ita ut non audeam illum condemnare, precipue si solum ad propriam utilitatem illa deferat, animo restituendi ilia cum primum, vel transumptum eorum habere potuerit, vel saltem in fine vitae, si prius absque magno incondomo non potuerit.

11. De instrumentis artis, quam forte novit translatum. — Tandem a fortiori constat, instrumenta artis multo magis comprehendi sub bonis quae deferri non possunt, quia et sunt aestimabilia pretio, et facile etiam possunt pretio comparari, et ab eis non pendet ars ipsa, sed tantum usus ejus. Unde cum talis usus in utilitatem alterius religionis transfeatur, ad illam spectabit instrumenta artis præbere. Solent autem esse etiam inter religiosos aliqii insigne artificis, habentes exquisita aliqua instrumenta, quibus similia, vel non invenient, vel non sine magno labore et difficultate, et in his possent habere aliquam quam illa ratio, quod privari tali instrumento esset magnum incommodum; quod ratio suadet quidem debere Praelatum tunc se faciendum exhibere, saltem ad mutuandum simile instrumentum, ad usum ejus, vel pro toto tempore vitae, vel donec alii simile habent, vel certe ad vendendum illud, si alius possit illud pretio redimere.
LIB. III. DE RELIGIOSIS MUTANTIBUS ALIQVO MODO STATUM SUUM, ETC.
CAPUT XIV.

AN CUM RELIGIOSO TRANSCURTE TRANSEANT ETIAM
IMMOBILIA, VEL PRETiosa MOBILIA QVE FORTE
RATIONE ILLUS PERTINEBANT AD PRIOREM RE-
LIGIONEM.

1. Superest vero dicendum de bonis præ-
sortim immobiles, vel mobiliis pretiosis,
quae in prævia specie extant, vel quibus
monasterium ditius factum est, sub quibus
maxime pecunia comprehenduntur; de his
ergo omnibus, quae secum attulit religiosus,
quo primam religionem ingressus est,
non immerito dubitatur an possit illa secum
deferre, cum ad aliam transit, etiam relec-
tante Prælato; nam in his videtur esse dissi-
milis ratio, quia, licet per professionem tran-
seant in dominium religionis, tamen ibi in-
tervenit pactum, quod habet implicitam con-
ditionem, donandi, scilicet, illa monasterio,
pro tempore quo personam ipsam secum ha-
buerit, nam illa bona comitantur personam,
cujus hæc videtur esse justa et rationabilis
intention.

2. Circum hoc aliui jurisprudenti, ut videri
potest in Decio, in Authent. Generalis, C. de
Sacrosanct. Eccles., num. 4, et Anch. cons.
69, num. 8, distinguunt de illo, qui ante
licitam statum professois est, vel debito
tempore; et de priori aiunt, bona, quæ attu-
it, transire cum illo ad alium monasterium,
de posteriori autem negant. Sed distinctio
non est necessaria; quia si professio ita est
facta ante licitam statum, ut fuerit inva-
uida, et nunquam fuit ratifieda, clarum est
personam illam, quomque transset, posset
deferre secum sua bona, neque oportebat
specialiter loqui de defectu ætatis, sed gen-
eraliter de quomque annuallius professione.
Ratio enim generalis est, scilicet, quia
sempem retinuit dominium illorum, nam vo-
tum paupertatis validum nunquam fecit;
ergo neque a se bona sua abdicavit; item
seipsum non tradidit valide monasterio; ergo
nee bona; nam quoq saltem, certissi-
mum est illud principium, quod in hoc ne-
gotio bona sequuntur personam, quod est
commune Bartoli et Doctorum in Authent.
Si quæ mulier, et Authent. Impressi, et Au-
thent. Generalis, de Sacrosanctis Ecclesias,
quia saltem hoc necessarium est in principi
traditionis. De hoc ergo casu nulla est quæ-
tio, saltem juxta antiquam jus; num ex quo-
dam iure novo Concilii Tridentini potest ha-
bere aliquam difficultatem, quam in capite
sequenti attingam. Si autem professio, inva-
lide facta ante ætatem, postea valida ratifi-
cata est, sive expresse, sive tacite, parum
refert quod professio nulla antecessit. Ille-
que generaliter loquimur de quomque re-
ligioso vero professio, et de transiit etiam
valido ac legitimo, ut in cap. præced., n. 1,
etiam monui.

3. Alii ergo censent hujusmodi bona tran-
sire cum religioso etiam quod dominium et
proprietatem, pra qua citantur Calderinus,
cons. 29, de Regular., col. 2; Socius
senior, lib. 4 Consil., cons. 92, num. 14 et
seuquent. Et Menochius, lib. 2 de Arbitraria,
cap. 468, num. 11, qui fundatur in ratione
dubitandi proposita. Et potest confirmari et
cap. Quod a te, de Clerici conjugatis, ubi de
clerici apostatationibus a suis Ordinibus di-
citur: Sans Ecclesias quibus intitulati fuerint
si de possessionibus, aut aliis bonis, quæ
contulisse conscripsit, cum ad earumdem Eccle-
siarum ministerio fuerint et beneficio sequ-
trari, ad ipso debenti recta via sine contradic-
tione remitti; ergo a fortiori in præsentiae
casei debent transire, cum ipsa persona, bona que
monasterio donaverat.

4. Alii distinguendum putant, si religiosus
transit cum legitima licentia, vel sine illa;
item de bonis quoad proprietatem vel quod
usumfructum; nam in priore caso, quando
transitus illicite fit, negant posse ullo modo
secum deferre bona; quando autem juste fit.
affirmant posse et debere, saltem quod
usumfructum, ne fiat difficilior hujusmodi
transitus ad perfectorem religionem; nam
si cogatur relinquere talia bona in monas-
terio, non erit ita liber et expeditus, ut
transire possit ad perfectorem statum, quod
esse impedimentum ponere ascendet ad
perfectorem statum, quod esset inconven-
ieniens.

5. Mihi placent sententia Navarri absolute
negantis talia bona transire cum persona,
quam etiam tenet Covar., referens mallos
in cap. 1, de Testamentis, num. 20 et 21,
juxta quam sententiam dicendum est. nec
transcurentem posse tuta conscientia per vim
vel fraudem illæ secunm deferre sine consensu
monasterii, nec monasterium teneri de jus-
titia ea donare, quod proprietatem, usum-
fructum aut usum; quoq intelligi per se,
et seclusa exceptione, quæ proprie accidentals
circumstantias fieri potest. Quia vero
hoc non est æque certum in omnibus bonis, neque in omni transitu, ideo oportet hec distinguere, et sigillatim probare. Dubius ergo modis potest religiosus conferre monasterio quæ prius habebat, vel jus ad illa quæ habere poterat, primo necessaria consecutio, et ex vi juris communis, eo ipso quod vult ibi religionem profiteri. Secundo, liberali voluntate, et donatione distincta a traditione suæ personæ, quia nimium poterat ante professionem illa bona aliis donare, et voluit potius dare monasterio, quod maxime procedit, quando non solum ex negatione donationis, vel legati, aut testamenti facti in favorem alterius, sequitur necessaria successionem monasterii facta professione (hunc enim casum in priori modo includimus), sed, quia necessaria est positiva actio donandi, et hanc etiam voluntarie habuit.

Ostenditur data resolutio, quando bona obnixunt priori religioni ex vi professionis in ea facta.

6. Quando ergo bona transitent in monasterii priori modo, in nullo casu potest illis privari, saltem quoad proprietatem, propter transitum personæ, quia jure quasi hereditario acquisivit absolutum dominium eorum, sine dependentia ab actuali existentia, seu perseverantia talis personæ in tali religione, vel monasterio. Quis enim talem dependenciam, vel conditionem apposuit; an religiousus ipse, at ille non potuit, quia, licet voluntas ejus fuerit necessaria ad proficiendum, tamen, supposita voluntate hæc, jam non ex ipsius arbitrio, sed ex necessitate juris transitent illa bona in monasterium. At jus illam conditionem non ponit, sed absolute vult bona illa transire in monasterium, quia supponit personam illam quasi mortuam, et statum illum perpetuum, et propter accidentales et raros casus non adhibuit dependenciam, vel conditionem, quæ possit magis esse, quam prodesse stabilitati illius status.

7. Dices : ille poterat testari, vel illa bona alius donare; ergo etiam potuit hanc conditionem vel hoc onus monasterio ponere. Respondo primo, probabile esse illam conditionem esse repugnantium professioni, de quo statim dicam. Deinde, quando nullum condit testamentum, sed permitit religionem quasi ab intestato succedere, licet voluntarie et liberaliter hoc faciat, tamen per hoc nullam apponit conditionem, sed reliquit ut religio succedat juxta dispositionem iurium, sicut qui nondum instituit hæredem, solum hac intentione, ut nepos ab intestato succedat, gratiam quidem illi facit, non tamen propter hoc aliquam illi conditionem apponit; si autem religiosus condit testamentum, et monasterium institut hæredem, et dictam conditionem expressam non apponat, absoluta est etiam successio, quia illa conditio, nec ex naturae rei subintelligitur, nec præsumi debet, præsertim præsumptione juris, cum illa reputetur mors quedam civilis; qui autem ante mortem naturalem instituit hæredem, non habet subintellectam hanc conditionem, ut si contingat ad vitam redire, ci etiam restituantur bona. Si autem fingatur casus, in quo illa conditio in testamento expresse ponatur, primum non existimo esse morum, quia illa conditio indicat animum non satis constantem et firmum in statum quem assumit, et ideo nemo illum adhibebit, nec religio debeat illum vel personam acceptare; an vero in rigore addi possit, statim dicam a numero decimo sexto.

8. Atque hinc infero idem judicium esse de quibuscumque bonis, que post professionem talis religiosi advenit monte, per necessarium successionem, quatenus induit seu representat personam eius. Probatur, quia ilorum omnium dominium absolute acquirit non ex nova voluntate religiosi, sed ex vi ac necessitate juris communis, supposita solum priori voluntaria professione. Nec potest religiosus jam professus illam conditionem, vel onus aliquod super talia bona religioi apponere, quia jam mortuus est, neque ulla jus habet circa talia bona. Neque etiam ex vi prioris pacti, vel professionis intelligitur talis conditio magis apposita pro bonis adventitiis in futurum, quam pro illis quæ statim cum ipsa persona proveniunt. Imo, licet aliqua bona postea adveniant religioi, jus ad illam vel ad successionem illorum, translatum fuit in religionem in puncto professionis, quod jus inter bona incorporalia statin acquisita religioni computandi potest; ergo, sicut alia bona tunc absolute acquiruntur, et sine ulla conditione, ita et jus illud; ergo eodem modo acquiruntur postea religioni omnia bona, in quæ necessario succedit propter illud jus.

9. Sequitur etiam resolutio postiam procedere de transitu talium honorum, non solum quoad proprietatem, sed etiam quoad usum fructum vel usum. Probatur, quia imprimitis nullum est jus positum, quod in praesenti materia alius disponat de usufructu, quam de proprietate; secluso autem jure po-XVI.
sivus, ususfructus ex natura rei est domini cujus est proprietas, nisi etiam ex aliquo pacto humano hec separantur, quod hic etiam nullum est; ergo sicut prior religio juste rei juris privatim talium honorum, ita etiam professionem tam civilem, quam naturalenum, et ususfructum eorum. Solum superest declaranda ultima partcula antecedentis; nam cetera omnia et illatio per se nota videntur; probatur autem ex dictis, nam, praeter professionem, nullum pactum intervenit super talia bona inter religiosum et religiosum, ratione cujus pacti ususfructus talium honorum reservetur religione posteriorem, si ad illum transire contingat; ostendimus enim religiosum succedere non ex speciali voluntate religiosi, sed ex vi juris communis; cum ergo jus commune illam reservationem non faciat, nec religiosus potest, sua voluntate illum superaddere. Deinde, est posset, de facto nihil tale declarat, nullam enim omnino conditionem adhibuit, nec etiam est cur ex natura rei subesse intelligatur, ut explicamus, et magis ex dicendis constabit.

Ostenditur deinde eadem resolutio quando bona obviensit ex mera liberalitate religiosi.

10. Probatio, quando liberalis donatio facta est absque illa conditione. — Superest ut dicamus de aliis bonis, quae religiosus suo mero arbitrio extra legem dispositionem religionis donat in ipsa professione, vel ante ipsam; nam post ipsam non habet locum hic modus donationis, cum religiosus, necque aliquid sibi retinere possit, ut de illo postea, cum voluerit, donationem faciat, nec potest aliquid de novo acquirere, quod non ipsa facto statim in religione transeat. De hujusmodi ergo bonis idem imprimit dicendum est, quando donatio in principio simpliciter facta est, nulla in ea adiecta conditione vel limitatione; quia etiam tunc monasterium obtinet absolutum dominium talium honorum; ergo quidquid postea eveniat, non posset juste sine suo consensu illis privari; patet consequentia, quia hic etiam nullum est jus naturale, vel positivum, quod illam obligacionem imponat, nec etiam est ulia ratio subintelligendi hanc tacitam conditionem in illa donatione; nam, licet fiat occasione professionis, non tamen fit sub conditione aliqua pendente in futurum; imo ipsa professio est actus ista legitimus, et intrinsecus perpetuus, ut non pendeat in futurum, et ideo ad summum potest intelligi illa donatio dependenter a professione, ut de presenti fit, ita ut, si contingueret professionem esse nullam, donatio etiam nulla redderetur; tamen facta professione valida, nulla conditio de futuro intelligitur nisi exprimatur. 

11. Hac probatio non solum valet quando religio villinire religiosum, sed etiam quando expellit. — Et hic ratio maxime urget, quando non stat per religionem quominus religiosum semper retinet, quia, quantum est ex se, parata est ad illum alendum, et ad implemandam conditionem, etiamsi finge- mus fuisse in donatione inclusum; ergo injustum est illam cogere ad bona alteri traddenda. Imo idem certum existimo, etiamsi ex justa causa religiosum emittat; quia donatio monasterii facta, neque ipsi religioso debet dare licentiam ad liberius pecuniam, nec religioni debet adimere libertatem ad expellendum illum, si sui peccatis id mereatur; utrumque autem sequeretur, si cogetur religio bona reddere quando illum expellit. In hoc autem casu si religiosus sibi punitus transferratur in aliud monasterium, ut ibi in pe- nam detrudatur, alendus quidem est simp- tabus monasterii quod illum eject. Id tamen non est propter bona quae in monasterium contulit; eodem enim onere tenebitur monasterium, etiamsi nulla temporaria bona ab illo habuisset; sed ratio est, quia non debet gravari aliud monasterium, nisi omnino sponte velit ipsum sine alimentis recipere, de qua re in similis materia optime loquitur Gregorii, lib. i, epist. 42, ubi latius tractat non solum de monachis, sed etiam de clericis secularibus habentibus propria bona, qui pro- petor lapsua detruduntur in monasteriis. Si autem continguerat injuste expellit, etiam tunc non debet pati religio grave necumumentum propter unius Prelati injustitiam, vel imprudentiam, sed cogendus est Prelatus, vel ilium iterum admittere, vel alere, aut aliud modo injustae factae satisfacere. Et quando jussit esset monasterium privare bonis propter tale delictum, id non esset ex intrinsecas obligatio ornate ex priori donatione, quovis nec agimus, sed esset quodam poena per Superemimponenda.

12. Valet etiam de usufructu, sicui de proprietate. — Atque hic discursus non minus probat de usufructu bonorum quam de proprietate, quia hic etiam habet locum ratio supra facta in num. 9, cum monasterium sit verus dominus, esse etiam usufructuarium, quia nullum est jus vel pactum humanum, ratione cujus impediatur verus dominus frui.
et uti re sua. Neque etiam talis obligatione provenit ex alia obligatione, quam habebat hec religio ad alendam talem personam, tum quia ioco ad summum sequeretur obligationi ad tribuendum ei sufficientia aliminta in alio monasterio, non vero ad dandum totum usum fructum, aut totum dominium utile, si fortasse pluris essetiam. Tum etiam quia nec aliminta tenetur dare, quia parata est ad alendum illum in suo gremio permanentem, et ad hoc solum a principio se obligavit.

13. Objectorum saltem non videri valere nisi quando transitur ad religionem laxiorem vel aequalem.—Dices, hoc ad summum procedere, quando religious transit ad laxiorem vel aequalem sine culpa religionis, et solum permittente, vel dispensante ad illius postulationem, ex opinione probabilis cap. 41, a num. 16, tractata; tunc enim nisi in ipsa permissione, suo licentia, ipsamet religio se voluntari abligat ad aliqua aliminta praestanda, profecto non potest ex conscientia vel justitia obligari, etiam in praestando suo consentu, hanc conditionem seu libertatem a tali obligatione non expresserit; quod fortasse esset consultor ins, non tamen necessarium, quia per se nullus est in re ipsa titulus talis obligationis, sed alia religio, quae illum recipit, sibi consulat et videat quale onus assumat. At vero quando transit ad perfectior religionem, utitur religiosus jure suo; ergo non debet privari actione quam habet ad usumfructum talium bonorum, vel saltem ad aliminta. Et hic etiam habet locum congruentiae alterius opinionis, ac sciendum, ne difficilius fiat transitus ad mellorem frugem; unde sicut in ipsa professione incluendus conditioni, nisi velit transire ad altioris religionem, in donatione bonorum intelligi potent inclusa proportionata conditioni. Qua ratio si quid probat, in omnibus bonis, etiam per necessarium successoris comparatis, locum habet, et igitur in usufructu vel aliminitus majorem quamdam speciem congruitatis habere videatur, tamen in rigore etiam procedit de proprietate, quia si semel admittat illa conditioni subintellige, etiam in ipsa donatione proprietatis dicetur includi.

14. Dico ergo, quatacumque bona religiosus donaverit monasterio, non habere post professionem majorem actionem ad usumfructum eorum, quam si nihil contulisset, vel quam habet quilibet alius religiosus professus ejusdem monasterii. Item et converso, religionem ipsam non teneri majori obligatione ne justitiae ad alendam talem religiosum quam alios, qui nihil contulerunt. Quae doctrina inventur passim in Sanctis Patribus, Basilio, Augustino, Benedicto, et aliis, qui de monasticis institutis scribunt. Et est evidens, tum quia neque pauper dicitur, qui dives erat, ac qui nihil habebat; tum etiam quia religio non obligatur ad alendam religiosum, propri et per se, propter temporalia bona quae ab illo habit, sed propter professionem religiosam; illa autem bona consentur per modum eleemosyne liberaliter donate, perinde ac si inter alios pauperes fuissent distributa. Hinc ergo ad illam difficultatem respondeo, etiam si quis ad altiorum religionem transseat, non posses deferre secum talia bona, vel usumfructum eorum, quia nullum jus ad illa habet, ut probatum est, atque etsi nulla actione privatur, quia religio non tenetur illum alere, nisi in eadem permanentem, nec etiam tenetur parare illi viam, ut sic dicam, per temporalia commoda, ut se relinquat et ad aliam perfectioriam etiam transeat; satis enim est quod non resistat neque impediat. Nec dici potest impediore, eo quod bona non restituat, quia carentia temporali bonorum per se non impediat, imo est optima dispositio ad ingressum religionis, praesertim arctoris, quae in hoc debet majorem puritatem observare, sine temporalis subsidii, vel spe religiosos, admitto; quod si contingat, aut nolle, aut non posse, accidentarium est obstaculum, quod alia religio non tenetur tollere, sua bona erogando.

15. Optimum exemplum est in monialibus, quas non recipiuntur ordinarie sine dotibus, et tamen cum de licentia Sedis Apostolicae de uno ad alium monasterium transferuntur, eorum dotes monasterii, quae relinquunt, remanent, ut constat ex usu, et habetur in quodam declaratione Cardinalium ad Concilium Tridentinum, sess. 25, cap. 5, de Regularibus, qui absolute loquuntur de transitu, sive sit ad arciorem, sive non, et sive sit ejusdem, sive alterius religionis. In monialibus autem maxime potest impediti lic transitus ob dem non restitutum, quia in alio nulla recipitur, et aliam quare non est facile; sed hoc impeditum non imputatur huius monasterii, quia non tenetur dotare monacham suam, ut in alio recipiatur. Est etiam optimum argumentum a similibus; si religiosus tempore suae professionis copiosam donationem suorum bonorum fecisset hospitali, et postea velit transire ad arciorem re-
ALIQUE MODO STATUM SUUM, ETC.

ligionem, numquid teneret hospitale red-
dere bona, vel usumfructum eorum, ne tran-
situs fiat difficilior? Cur ergo obligabitur re-
ligio, cui non minus absoluta donatio facta
est, et cujus bona non minus, imo magis ec-
clesiastica sunt, et ob eam causam difficilium
etiam alienari possunt; unde ad hoc confir-
mantium, non parum juvant, quae de non al-
ienandis ecclesiasticis bonis sacri canones
stataunt.

16. _Discutiatur resolutio de liberali donatio-
ne, an possit fieri sub conditione._ — Superest
ut explicemus quid dicendum sit, si a prin-
cipio in ipsamet donatione expresse addita
fuere hic conditio, ut quacumque ratione
contingat religiosum mutare suum statum,
religio teneatur vel bona rededere, vel saltem
dotem competentem pro alio monasterio, vel
saltem alimenta, aut quid simile. In quo
imprimis dubitari potest, an talis conditionem
sit iniqua et invalida; videtur enim non esse,
quia nulli est injuriosa, suppono enim dona-
tionem esse liberalem, de bonis, scilicet, quae
possent novitius aut novititia non donare mo-
nasterio; potest ergo ea donare prout volue-
rit; ergo et sub illa conditione. In contrarium
autem est, quia illa conditionem videtur esse con-
tra votum paupertatis, ac proinde contra
substantiam professionis. Probatur assum-
ptum, quia per illum conditionem retinet illa
persona jus aliquod ad illa bona; habere aut-
tem tale jus, repugnat voto paupertatis, nam
est retinere aliquod genus dominii, quia jus
illud estimabile pretio est, et est quodam
bonum temporale, quamvis incorporeum.

17. _Deciditur affirmativum, tamen ordinari-
us modo sonare talium conditionem._ — In quo even-
tu sint honesta esset. — Quae ratio procedit
quidem optime, si conditio in eo sensu appo-
natur, ut persona retinet jus aliquod ad talia
bona; possit tamen in aliquo sensu poni, in quo
non video intrinsecum malitiam, scilicet, ut
religio maneat in conscientia obligata ad
subveniendum religioso in tali occasione,
etiamsi ipse nec jus, nec actionem aliquam
contra religionem habeat; hae enim duo et
inter se non repugnant, et optime compa-
tiuntur cum integro voto paupertatis, ut supra
visum est. Imo addi etiam posset in tali con-
ditione, ut si religiousus transierit ad aliam
religionem, eo ipso altera religio acquirat jus
ad talia bona, quia hoc etiam nihil derogat
paupertati ipsius personae, et alius nec jus-
titie repugnat, ut ratio supra facta probat;
ergo talis conditio sic intellecta non est in-
trinsee mala. Non potest tamen negari quin
male sonet, quia, ut num. 7, in fine, diebem,
indicat animum non satis constantem in statu
quem assumit. In alioque tamen casu rar
possent occurrere circumstantium, quae condi-
tionem illam postulare etiam secundum pru-
dens consilium videantur, ut si femina, reli-
giosus habitus assumens in alio monas-
terio, timentem probabilem necessitatem trans-
eundi postea ad alium, vel ejusdem ordinis,
vel alterius, ex gravi causa, et legitima facili-
tate; si ergo priori monasterio copiosam do-
nationem honorem faceret, nulla inconstans
neque indicium ejus est sub conditione ponen-
re, ut, occurrente tali casu, vel cogente tali
necessitate, teneatur monasterium primum
dare secundo competentem dotem, aut usum-
fructum dotis, vel alimenta, aut aliquid simi-
le; supposito ergo tali casu, seu modo doa-
tionis, dicendum plane est tenei monas-
terium implere conditionem, eo modo quo in
contractu posita fuerit, quia est justa, et pa-
upertati non repugnat, ut declaravimus, et
nulla est lex canonica quae resista; nam illa
non esset alienatio honorum ecclesiasticor-
num, quia illa bona nunquam fuerunt sim-
pliciter donata tali monasterio, sed sub tali
modo, vel usque ad complementum talis con-
tditionis.

18. Ex dictis sequitur, si religiosus, vel
religiosa, ex dispensatione Pontificis qua-
tumvis justa, revertatur ad seculum sine ullo
vinculo professionis et votorum, non posse
deverre secum bona quae religioni donaverat
absoluta, sine consensu religionis, nisi hic
ipsam Pontifex in sua dispensazione speciale
concedat. Probatur, nam idem fundamen-
tum absoluti dominii habet locum in tali ca-
su. Imo in eo magis urget, quia, licet persona
Deo consecrata revertatur ad seculum, non
proplerde debent bona. Deo consecrata pro-
funari, seu alienari, vel, ut ita dicam, ad se-
culum redire; neque in dispensatione perso-
nae continetur dispensatio in alienatione ho-
norum, nisi in specie concedatur; neque
etiam causa, quae ad primum sufficiet, est
semper sufficiens ad utrumque; quin potius,
util dispensatio in persona tolerabilis sit, est
regulariter conveniens ut pro bona non con-
cedatur, sed quod reliquum quattuor religioni;
videatne in quia similis tractat Reublus, in
Procemio ad regias Constitutiones, gloss. 5,
n. 23, ubi ex multorum sententia dicit, reli-
giosum factum secularem non succedere in
hereditate paterna, quod difficilium.
19. Dices: in eo casu tollitur fundamentum talis donationis, vel cujusvis tituli, quo mediante bona illa pervenervent ad monasterium vel per testamentum, vel per successionem necessarium, etc.; ergo eo ipso redditur bona ad priorem dominum, quia, ablatum fundamento, eventur quidquid in illo nitebat. Antecedens patet, quia tota ratio translationis talium bonorum in monasterium est, vel incapaciitas personae ad dominium talium bonorum, vel voluntas donandi illa, fundata in tali professione; per illam autem dispensationem et professio tollitur, et persona fit habilitis ad dominium talium bonorum. Confirmatur, quia si Papa dispenset in matrimonio rate, eo ipso revertitur ad sponsam quidquid sponse donaverat, et e contrario, quia destruitur fundamentum; ergo simili in presenti.

20. Respondetur, nec professionem, nec incapaciatem dominii esse fundamentum, ut sic dicam, a quo pendet in conservari dominium absolute datum monasterio de talibus bonis, sed solum fuit veluti occasio aut motivum, ut talis donatio monasterio fieret, sient si donatio illa facta esset pauperibus, vel consanguineis, quia, ut diximus, donatio sive absoluta est. Imo, in presenti casu multo minus potest pendere a tali conditione, quia religiosam professionem per religionem sibi non religiosam rarissimam est, et moraliter non consideratur in tali contractu, seu donatione. Ad simile, quo affertur de matrimonio, respondeo, unum esse casum in quo, via et jure ordinario, potest matrimonium ratum dissolvii, per professionem religionis, in quo casu jure etiam communi statutum est, quia das bonis invicem donatis ab sponsis faciendum sit, ut in superiori tractatu visum est. Dissolutio autem matrimonii per dispensationem extraordinaria est, et de his raro eveniunt; et ideo pro illo caso nihil juris disposeruntur, et ideo si quoniam donatio intercessit, tenor illius considerandus est; nam, si donatio fuit omnino absoluta, et non expresse ad supplementum dotis, vel ratione matrimonii sustentandi, certe non revocabatur donatio propter dispensationem illam, maxime si prebendo consensus ad dispensationem, nullam conditionem de donatione revocanda sponsus exigat; et ita ex hac parte potius confirmatur doctrina data. Si autem fuit conditioni posita saltem generalis, ut si matrimonium, quacunque ex causa, non pervenerit ad effectum, donatio rescindat, servanda est, quod nihil etiam obstat his quae diximus.

An saltum religiosi Societatis, qui vota tantum simplicita emiserunt, possint deferre secum bona quae ipsi Societati donarunt, si ab ea dimittuntur.

21. Ultimo occurrit speciale dubium in hoc puncto circa religiosos Societatis, qui professionem non emiserunt, sed per vota simplicita incorporati sunt, et aliquid de bonis suis Societati donarunt, an, si postea emittantur, possint deferre secum talia bona, et consequenter teneatur Societas ea reddere, et donacionem rescindere. Est enim hoc proprium Societati, ut non necessario succedat in bonis suorum religiosorum secundum commune jus, sed ipsi religiosi possunt et debeant justa suas constitutiones de bonis disponere, et ita non habent hic locum omnia, que de priori generis bonorum diximus. Possunt autem si velint, sicut alii pauperibus, ita etiam Societati bona sua, vel eorum partem donare, prout in tract. 10, lib. 4, cap. 6, exponetur; de hac ergo donacione dubium est, an idem sit judicium quod de religiosis professis. Videetur enim hic esse dispar ratio, quia, licet ex parte religiosi oblata et obligatio sit perpetua, ex parte religiosis non fit absoluta obligatio retinendi perpetuo hujusmodi religiosis, sed sub conditione, Nisi ipsi hoc demuerint, vel alia simili; ergo ratio postulat ut donatio, quae fit religione, habeat etiam hanc conditionem, Si religiosum non expellant, vel similium. In contrarium autem est, quia forma donationis absolute fit; ergo etiam confert absolutum et irrevocabile dominium: patet consequentia, tum quia talis persona potest hoc modo donacionem facere, et voluntas ejus ex verbis colligenda est; tum etiam quia, si eodem modo faciat donationem consanguineis vel pauperibus, non rescindetur donatio, etiamse postea et Societate emittatur. Accidit praeterea quod alius sequenter incommoda supra tacta in aliis religiosis. Primum ac praeipuum est, quod tales religiosi non perfecte renunciarent temporalibus bonis, nam semper haberent spem recuperandi illa, si ad seculum redirent, quod vel repugnat omnino, vel derogat multum religiosis paupertati. Secundum, quia hinc sequetur occasio licentiosis vivendi, quia vel sperarent non esse dimittendos a religione, ne cogantur etiam bona dimittere, vel certe minus tempus dimittit, quia jam habent unde vivant. Tertium,
ex parte etiam religionis minueretur libertas ad dimittendum religionis dyscolum, ne cogatur bona illi reddere, quae fortasse sustentando alios jam consumptit, quod ad commune bonum ejus esset magnum incommodum.

22. Decisio per triplices pronuntialium. — In hac re nihil existimo posse ex communia jure definiri, quia pendet ex modo contractus seu donationis, quae est res facti potius quam juris. Nam, loquendo de possibili, certum est potuisse hujusmodi religionis absentem donationem facere, sine uilla conditione quae in futurum pendeat, quod probat evidentem ratio facta pro parte affirmante, quia voluntarie facit, et est absoluus dominus, et quia ita potest alienare, vel donare aliquis; cur erit in hoc religio pejoris conditionis, aut magis incapax talis donationis? Secundo, censeo certum, facta in hunc modum donacione, non teneri religionem in rigore justitiae, taba bona reddere tali persona, si eam justa a se dimitat. Probatur primo ex ratione facta; nam in eam fuit absolute translatum dominium. Item, quia tertia persona, cui facta esset similia donatio, non teneretur ea restituere in eodem eventu. Dices, non esse eamdem rationem, quia alia persona non est causa talis mutationis in hujusmodi religioso; et religio est causa illius, et constitit illum in novo statu, in quo indiget talibus bonis. Sed hoc parum refert; nam vel religio injuste hoc facit, vel juste. Sic injuste, est contra conditionem postiam in pronuntiato, estque ille casus distinctus, in quo merito obligatur, et cogens est religion, ut reddat bona eis qui injuste dimission; illa vero obligatio non est ob defectum prioris donationis, sed propter speciem injuriam respectu talis personae sic donantis. Si vero justa est dimissio, ut in casu supponimus, non debet propter religio obligari ad relinquenda bona quae juste posseit, cum nec ratione rei accepit, nec ratione alienius injuriae teneatur. Neque in eo casu imputari potest religioni infelix eventus talis religiosi, sed ipsa imputandum est; nam propter hanc etiam causam, nulla facit est in principii injuria tali religioso, obligando illum ad relinquenda bona sua, exponendo se illi periculo; nam imprimis non obligatur unquam relinquere talia bona religioni, sed liber ad hoc relinquitur. Deinde sicut non cogitur talium religionem ingredi, ita nec bona alienare; si autem voluntarie utrumque facit, nulla ei fit injuria. Denique non potest dici exponi periculo, quantum est ex parte religionis, cum nunquam dimittit possit, si ipse velit vivere justa regular statu quem assumit, ut latius, tractat. 10, suo loco dicemus. Unde addo tertio, hujusmodi renotatione, etiam si fiat in favorem religionis, fieri in hoc sensu absurdo et immutabili, seu independente a mutatione, quae post accedere circa statum personas. Probatur rationibus factis, quae mihi certa probat niuum modum donationis esse valde pecuniose religioni, non in temporibus quam in spiritualibus, et ideo nec acceptat, nec acceptare debet donationem in alio sensum factam, nec permettere ut renuntiat aliter fieret, in cujuscumque favorem fiat.

23. Moderamen predictorum pronuntialium. — Quamvis autem religio ex justitia nos teneatur hec bona reddere in hujusmodi casibus, ex quadam sequitute, et ad tollendum omnem occasioneus offendissioni, potest licite, vel omnia, vel aliquam eorum partem priori domino reddere, vel pretium eorum, quae har censeretur alienatio simpliciter bonorum religionis, sed quedam justa dispensatio, necessaria ad conservandum libertatem, quam talis religion profitietur, ad dimittendas personas quae sibi non congruent; imo, ex praxi, et consuetudine instituto consentanea, videntur hec bona a principio acceptari a religione, cum hac potestate et libertate inditiendi etiam illa simul cum persona, si fuerit expediens ad finem Societatis, et ad communem edificationem. In hac tamen sequitute facienda, observare etiam necesser est ne niimium gravetur religio, quae per multos annos alii personas, quae postea litteris et aliis donis instituta dimittitur, et nihilominus integra vult recuperare bona quae donaverat, quod non potest non esse grave usus religionis. Cavendum etiam est ne faciliter in hac parte generetur in subditis certamin spem recuperandi bona in simili eventu; nam possit hec esse occasio licenter vivendi, ut supra dicebamus. Denique praecavendum est etiam ne hoc sit tam frequens, et tali modo fiat, ut incedatur consuetudo obligationem inducentis.

CAP. XV. AN CUM RELIGIOSO TRANSEUNTE TRANSEANT ETIAM, ETC.

CAPUT XV.

AN CUM RELIGIOSO TRANSLATO TRANSFERANTUR ETIAM PRÆROGATIVA QUIBUS IN PRIORI RELIGIONE EXEQUATUR?

1. Prima regula circa prærogativas religiones a qua fit transita. — De prærogative antiquitatibus, et aam consequentibus. — De prærogativa Prælatura. — Per prærogativas hoc loco intelligimus quamcumque facultatem activam, ut eligendi, ferendi suffragium, etc., velit capacitatem passivam, ut eligatur, verbi gratia, ad tale officium, ministerium, vel beneficium; item jus sedendi in tali loco, et similia; item immunitates vel exemptions a tali onere, vel labore, etc. Circum quod aduentum est, sermonem esse posse, vel de his omnibus, quatenus fundatur in professione facta in religione a qua fit transita, et in ejus regula, vel quatenus fundari possint in professione et regula alterius religionis. Nam, quatenus ex natura rei consequuntur quamcumque personam in religioso statu existentem, nisi a principio illis privetur, constat transitum nihil obesse talibus prærogatibus. Duo ergo generales regulas constituto. Prima est: omnis prærogativa præcise fundata in professione priore religione, et in regula ejus, non transit cum persona, sed amittitur transitum consummatum; exempla sunt, primum de antiquitate religionis, nam illa fundatur in professione facta in tali religione, et idea quamidia in illa permanetur, computatur per se loquendo a die quo ubi professio facta est. Talis autem professio non valet pro alia religione, quia per illam non est effectus membro ejus, nec obligatur obedientia ejus. Hoc enim ratione, qui transactetur, et aliam religionem per annum probare, et in ea professionem emittere voluntatem, per recte Navarrus, consil. 60 et 67, de Regular., in 2 impressione. Hinc ergo fit, ut translatas amittat antiquitatem quam habebat in monasterio priore, et consequenter fit, ut amittat locum, et quodcumque privilegium sibi debitum ratione antiquitatis. Fit etiam ut transactet ad monasterium alterius ordinis, non sit capax Prelacionis in illo ordine, nisi in eo professionem emitat, quia capacitas ad Prelacionem alienius ordinis, secundum ordinarium jus, fundatur in professione facta in eodem ordine, ut in superioribus late tractatum est, et habetur etiam ex Tridentino, sess. 15, cap. 21, de Regular., et sess. 14, cap. 10, de Reforma. Unde etiam si quis ad hunc finem ex uno ad alium ordinem transserat, ut ibi Prelationem exercet, non debet sine speciali dispensatione ad Prelationem admitteri, nisi prius ibi professionem emitat. Unde cum professio perpetua sit, quamvis ille postea Prelationem dimitat, vel quacumque de causa illa privetur, in eodem ordine ad quem fuit translatus manere debet, ut recte dicit Navarrus, consil. 61, de Regular., et sequitur Emmanuel Rod., tom. 3, quest. 52, art. 10, ubi fusiis hoc disputat; sed mihi videtur res extra omnem controversiam.

2. Secunda regula bipartita de prærogativis religionis ad quam transitur. — Secunda regula est: postquam translatus ad alium ordinem ibi professus est, consequenter habet quamcumque prærogatam, facultatem, aut capaciitatem quam alii religiosi ejusdem ordinis habent ex vi sua professionis et regulae, nisi specialiter in aliquo prohibeatur per jus. Probatur prior pars, quia ille translatas post professionem est verus religiousis talis ordinis; nam professio, ibi facta, vera professio est, ejusdem speciei, ut sic dicam, cum professionibus aliorni ibi solum profitentium; et ratione prioris professionis, non est talis persona incapax, nec per se demeretur omnia privilegia et commoda talis religionis. Prior enim professio optima fuit, unde habuisse illam non nocet; in presenti autem jam non existit, neque obligat, quatenus repugnare poterat posteriori, quia quoad hoc per illam irritata est. Mutatio autem ab una in aliam, vel fuit consili, ut si transitus fuit in religionem perfectorum. Si autem fuit ad laxiorem, supportatur autem facta ex legittima dispensatione, et consequenter honeste; ergo translatio ex nullo capite impedit quominus translatus fruatur omnibus effectibus et commodis professionis illius religionis ad quam translatus est, et quam dono est professus. Confirmatur primo, nam per professionem posterioris religionis amittit omnia iura specialia prioris professionis, argumento capituli Si quia jam translatus, 21, quest. 2, et c. Ne pro, 16, quest. 4; ergo debet gaudere omnibus juribus sequendis professionis. Confirmatur secundo, nam ille per sequendum professionem tenetur sustineere non omnia talis religionis, quia eodem voto obedientia et paupertatis astringit tur, ad quod faciunt que tracat Navar., Comment. 4, de Regular., num. 26 et 27; ergo debet
etiam gaudere omnibus commodis talis professionis, nam qui sentit onus, debet etiam et commodum sentire. Atque hinc fit, ut hujusmodi translatum jam professus habere debet locum et suffragium juxta morem et regulam talis religionis; sequitur etiam possit eligi in Praelection ausdem religionis, quantum est ex hoc capite, et similiter possit habere beneficiæ regularia talis religionis, et sic de alios privilegiis, etc., de quibus multa apud Navarrum, in dicto Comment. 4, et in citatis consiliis de Regularibus.

3. Dicta Clementina ad omnes Mendicantes extenditur. — Exceptio autem, seu posterior pars regularis, addita est primo propter Clementinam primam de Regularibus, in qua statuitur ut mendicantes omnes, qui ad religiones non mendicantes transierint, vocem aut locum in Capitolio habere non possint, etiam ab alia concedatur, et ut assumi non possint ad Prioratus, administrationes, officia, curam animarum, vel regimen, et etiam ad haec loco aliorum exercenda. Et ita sunt ad haec omniam incapaces, ut quidquid in contrarium factum fuerit, sit irritum et inane. Quæ constituuo suam viam retinet, et omnino scvarda est; ratioque illius fuisse videtur, ut religiosi mendicantes in sua paupertatibus professione stabilius et quietae perseverent. Gaudent autem illo privilegio, non tantum quattuor antiquiores ordinis mendicantes, sed etiam recentiores, ut religio Minimorum, et religio Societatis, ut supra cap. 12, num. 38, in similis dictum est, quia tam veræ mendicantes sunt haese posteriores, sicut et priores, ut per Pontifices declaratum est, et infra, tractatu 9, ostendemus, et ita comprehenduntur sub lege universalis, quæ, disponens in ea specie, comprehendet etiam futuras religiones mendicantes, sicut decreta, quæ generaliter disponunt de regularibus, comprehendunt quamcumque religionem de novo approbatam.

4. Huic extensioni obtinere videtur Navarrus. — Potest autem contra hoc citari Navarrus, cons. 37, de Regularibus, in prima impressione, et 68, in secunda, ubi sit religionem Sancti Marie de Mercede, translatum ad ordinem non mendicamentum, non incurrere dictas inabitabiles, quæ religio Mercedis non est ex quattuor mendicantibus de quibus Clementina loquitur; sentit ergo solum dictos quattuor ordines comprehendi in illa Clementina; idem etiam suadet ejus ratio, quia illa dispositio est ponibilis, et ideo non debet ex- tendi. Sine dubio tamen non fuit haec men3 Navarri, sed ratio ejus in illa responsione fuit, quia dicta religio Sancte Marie omnino non est ex mendicantibus, ut ipse sentit in cons. 63 ejusdem impressionis, vel 65 alterius. Ubi etiam addit, quod si illa religio ex primeva institutione, vel ex nova reformatione a Papa confirmata, profiteretur paupertatem in communi, in ea habere locum disposito dicto Clementine; ergo sentit nos limitari ad quattuor ordines predictos, et ita confirmat declaracionem datam.

5. Ad locum citatum in num. proeed. — In priori ergo consilio, illa dictio quattuor casu addita videtur; et ita in fine ejusdem consili melius dixit Clementinam logi de mendicante transeunte, et ideo non extends ad non mendicamentum, et hoc ad sumnum concludit congruentia. Quamvis autem lex illa, licet respectu translatis videatur ponibilis, vel potius odiosa, simpliciter est favorabilis et privilegia, quia respectu totius religionis, cujos bonus majus est, continet privilegiarum et favorem. Hinc vero non sequitur, etiam ad non mendicantes extendendam esse, quia etiam privilegia maxime debent propriis terminis contineri. Sicat e converso, quamvis lex illa esset ponibilis, extendetur ad omnes vere mendicantes, etiam denuo approbatos, quia lex etiam ponibilis non est ita limitanda, quin proprietás terminorum servetur.


7. Extenditur denique ad omnes administratorem. — Non tamen recte extenditur ad officium predicandi et docendi. — Queris au-
tem ulterior potest, quid comprehendatur sub officia et muneriibus quae bis religiosis translatis prohibentur. Sed de hoc videri potest glossa ibi, et Panormitanus, qui sentiunt sine distinctione omnia officia illis interdici, non solum quae jurisdictionem habent, de quibus est res indubitata, sed etiam quae solum habent administrationem, ut officium (Economii, Syndici, et Castalidi, ut loquitor illa Glossa, quam vocem alia Glossa, in § Perna, Institut. et Injurias, significare dicit actorem secrum. Quo ampliatio ex verbis textus satis colligitur, nam prohibit assumi ad omnes administrationes et officia, non solum tunc quam principales ministros, sed etiam ut tenentes locum aliorum. Quod vero Glossa et Panormitanus habet de ministerio predicandi, nimium mihi videtur, tum quia in verbis textus in rigore non comprehenditur, nam in prioribus verbis, Ad prioratus quoque, administrationes, etc., sermo tantum est de muneriibus pertinentibus ad administrationem rerum temporalem; postea vero de spiritualibus solum dicitur: Quodque animarum curam et regimen, nec pro se possint, nec pro aliis exercer; predicare autem non est exercere curam aut regimen animarum; neque obstat quod predicare sit officium curae; non est enim officium, prout dicit potestatem, sed prout dicit actum: ibi autem non prohibetur his translatibus omnis actus curandi, sed ipsa cura et regimen. Nam etiam ministeria saccramentum Confessionis et Eucharistiae, est officium curae, et tamen dicendum non est hos esse factos inhabindes ad hae sacramenta ministeranda. Tum etiam quia, in hac actione, non est eadem ratio que in aliis ministeriis, quia non est verissimile aliquem transire a mendicantibus ad non mendicanteres, ex nihilo affectu concionandi, nam ad hoc munus ex se aptiores sunt mendicantes ordinis, quod secur est de ministeriis temporales, vel de aliquo beneficio, etc. Pontifex autem voluit hujusmodi occasionem praecidere. Et ideo non credo prohibuisse hoc munus praeclari, praecepisse cum ad commune bonum spirituali ordinetur, sicut nec prohibuit munus legendi, seu docendi, que oneris esse, et non honoris exposuit Sextus V, in declaratione sui Motus proprii de legitimis, quae hanc etiam interpretationem confirmat.

8. Secundum fundamentum ejusdem posteiioris partis sumitur ex Tridentino decreto. — Prima prohibita hujus decreti, est ne fiat translatus nisi ad manendum in claustro. — Secundum posita est illa exceptio propter quoddam decretem Concilii Tridentini, sess. 14, c. 14, de Reformacione, quod sic habet: Quia regularum de uno ad alium ordinem translati, facile a suis Superioribus licentiam staudi extra monasterium obtinere solent, ex quo vagandi, et apostolandi occasio tribuatur, nemo cujuscumque ordinis Prelatus vel Superior, nigore cujusvis facultatis aliquem ad habitationem, et professionem admittere possit, nisi ut in ordine ipsa ad quem transferitur, sub suis Superioris obedientia in claustro perpetuo maneat, ac taliter translatus, etiam Canonicorum regularium fuerit, ad beneficia servandia, etiam cura omnia incapax existat. In quo decreto duas prohibitiones continentur: una pertinet ad observantium clausurae in hujusmodi translatis, et directe ibi solum praecipitur ne hujusmodi recipi possint, nisi ut, in ordine ad quem transferuntur, in claustro sub Prelati obedientia perpetuo maneat. Ponderanda est enim illa particula ut, per quam significatur mentem Concilii fuisse prohibere, ne translatio vel receptio translati fiat ad hunc finem, ut ea occasione translatus maneat extra claustrum de licentia Prelati illius ordinis ad quem fit translatio. Unde, si expresse vel tacite eo fine translati fiat, sine dubio graviter pecabat et transiens et recipiens illum.

9. Transitus absque illo fine manendi in claustro, licet illicitus, non est irritus. — Nisi dispensatio ad transitum sit surreptitia aliganda. — Queri autem potest an receptio in eo caso sit irrita; nam Concilium solum dicit: Admittere non possit nisi, etc. Tamen quia non addit verba irritantia, non videtur ex illius provisionibus receptionem, vel professorio irrita; quando enim Concilium hoc intendit, id expressit, et verbum non possit solam prohibitionem significare frequentor solet. Ex alio tamen capite posset illa translatio esse irrita, si quis, procurans transitum revera illa intentione, dispensationem pateret sub alio titulo vel colore, tacita illa circumstanzia; talem enim dispensationem subreptitiam judico, utpote obtentam ex falsa vel diminuta narratione contra Pontificis mentem, quo, sine dubio, in hac parte Concilii conformia est. Hac ergo ratione, omnia subsecuta in vi tali dispensationis erunt irrita, sicut essent si absque ulla dispensatione flexerent. Et præterea etiam post factam hujusmodi translationem praedicta intentione, non potest Prelatus dare licentiam sic translati ad manendum extra
CLAUSTRUM JUXTA EXPRESSAM VEL TACITAM CONVENITIONEM PROCEDENTEM, QUA HOC MANIFESTE EST CONTRA INTENTIONEM CONCILLII. UNDE NIHIL ALIUD EST QUAM CONSUMMARE DELICTUM CONTRA PROHIBITIONEM CONCILLII. PROPTER HUJUSMODI AUTEM DELICTUM NULLA PENA IMPONITUR A CONCILLIO; NON TAMEN PROPTEREA CRASSA GRATIVS NON EST, NAM MATERIA EST GRAVISSIMA, ET VERBA CONCILLII SATIS ETIAM RIGOROSA SONT.

10. ADDIT VERO NAVARRUS, COMMENT. 4, DE REGULAR., N. 12, CONCILLUM IN HAC PARTE NON VIDERI NOVUM JUS INDUCERE, SED ANTIQUUM DECLARARE; ANTIQUUM AUTEM VOCARE VIDERAT IPSUM JUS NATURALE ET DIVINUM, QUOD HUJUSMODI TRANSITUM EA INTENTIONE FACTUM VIDERE REPROBAR, QUIA NULLUM JUS SCRIPTUM INVENTUR PRIUS CIRCA HUC CASUM CONDITUM. UNDE, QUIA ILLA MODUS TRANSEUNDI NON EST PER SE ITA INTRINSECE MALUS, QUIN POSSIT EX ALIQUA MAGNA NECESSITATE HONESTI, CONCLUDIT NAVARRUS, SI NUNC OCCURRAT CASUS IN QUO EX NATU RAE LICIUS POSSIT FIERI TALIS RECEPIT PROPER ILUM FINEM, ETIAM NUNC POSSE FIERI, NON OBSTANTE CONCILIO, QUIA NON EST VERISIMILE, VOLUMIS CONCILLIUM PROHIBERE RECEPTEM ALIUS JUS- TAM, IN EO CASU, IN QUO POTEST SESS AD REMEDIAM ALIUSNUX RELIGIOSI NECESSARIA.

11. HEC INTERPRETATIO NAVARRI PIA EST; NON POSSUMUS TAMEN ADHERERE ILLI, QUAE MAGIS PIUM EST PRECEPTA SERVARE, ET LEX CONCILLII NON EST TANTUM DECLARATIVA JURIS NATURALIS, SED ETIAM DISPOSITIVA, ET CONSTITUTIVA NOVI JURIS, UT CONSTAT EX VERBO ILLO POSSIT SI ENIM TANTUM DECLARARE INTENDERAT, DICERE MEMO POSSIT, ET C. QUIN VERO NOVAM PROHIBITIONEM IMPONIT, DICIT MEMO POSSIT. CJUS ETIAM SIGNUM EST, QUAE SI EX NATURE TANTUM LOQUAMUR, SAPPISTEME ILLUID FIERI POSSIT SINE PECCATO, SALTAM MORTAILI, QUANDO EXISTENIA EXTRA CLAUSTRUM FUTURA ESSET AD DETERMINATUM LOCUM, ET OPUS RELIGIOSO DIGNUM, ET EX PARTE PERSONE SINE MORTALI PERICULO, ET. NON POTEST AUTEM DICERI IN OMNIBUS ILLIS CASIBUS NUNC ETIAM HOC LICERE, NON OBSTANTE CONCILIO, QUIA EST CONTRA TENOREM VERBORUM EJUS, ET CONTRA DISCIPLINAM RELIGIOSAM. QUAM REFORMARE INTENDIT, UNDE NEC NAVARRUS ID ADMITIT, NISI IN RARO CASU. NEGUE EST VERUM ILLUM LEGEM LATAM ESSE EX PREAMPE - PTIONE, ET IDEO NON OBLIGARE UBI CESSAT PRESUMPTUM. NAM ALIUD EST MOTIVUM LEGIS, ALIUD PRESUMPTIO. CONCILII AUTEM MOTUM EST AD EAM LEMEN FORENDAM, EX EX QUOD EX FACILITATE DANDI LICENTIAM AD PERMANENDUM EXTRA CLAUS TRUM SUMI SOLET OCCASIO VAGANDI, UT IN PRIN CIPIO DICIT; HEC AUTEM NON EST PRESUMPTIO, ALIQUO MODO STATUM SUUM, ETC.

Sed certum judicium, ratione cujus fotur ge neralis et absoluta prohibito, quae omnes ca sus, etiam de se non malos, comprehendit, quia indistincte furtur, et haec est vis positiva prohibitionis. Non ergo prohibet omnis, quia praesumat omnis et singula futura doitse mat la, etiam si non prohiberentur, sed quia illa materia morali est necqua et periculos, id satis est, ut absoluta prohibito fiat, quia leges morales considerant quod frequentius accidit, ut dicitur in leg. 4, 5 et 6, ff. de Legibus. Quocirca, licet in aliquo casu particulari esset finis hujus legis, non ideo cessat obligatio ejus, ut constat ex doctrina de legibus, nisi fingatur casus, in quo esset contra charitatem non admittere voluntem transferi e fine et modo. Sed impimus, licet casus admitterat, solum sequitur per epilèkam cesse obligationem prohibitionis, non vero illam non esse veram legem de novo aliquis prohibentem. Et deinde casus illus vix potest evenire, et multo minus potest esse tam argens, quin concedat locum et tempus ad pretendam dispensationem.

12. SECUNDA PROHIBITIO DECRETI AALATI NUM. 8. — ALTERA PROHIBITIO ILLIUS DECRETI EA, UT RELIGIOSUS TRANSLATUS NON POSSIT HABERE SECULARIA BENEFICIA ETIAM CURATA, IMO, UT SIT INCAPAX ILLORUM, UNDE FIT, ETIAM SI DEATUR, COLLOIO NON TENET. SED ADEVERTENDUM VERBA CONCILLI VONIUM ILLUM ADICIO, TALITER TRANSLATIS, ET EN ISTAE ORERI DUBIUM, AN REFERANTUR AD VERBA POSITA IN PRINCIPIO CAPITIS, DE UNO AD ALBUM ORIGINEM TRANSLATI, AN VERO AD EOS QUI TRANSLATI FUERINT, UT EXTRA CLAUSTRUM MANEAN. QUOD EST QUERERE AN HEC SIT PENA EORUM, QUI IN POSTERUM TRANSLATI FUERINT CONTRA ILLAM DISPOSITIONEM CONCILLIUM, AN VERO SIT CONDITIO APPOSITA PRO OMNIBUS TRANSLATIS AB UNO IN ALIUM, QUANTUMOCUMQUE LICITE AC RECTE FACTA SIT TRANSLATIO, ITA UT ILLA NON SIT PENA, SED QUASI IRREGULARITAS PENAE ADJUDICA CONCILIO, AD PRECEDENDAS OCCASIONES TRANSLATIS MANEN DICTO EXTRA CLAUSTRUM. IN QUA RE DUBIUS EGO SUM, ET OB HOC IPSUM DUBIUM VIDEATUR PRIOR SENSUS PREFERENDIS, QUAE SUMUS IN MATRIA ODIOSA, QUE RESTRINGENDA EST, ET QUEIA SI CONCILII DE OMNIBUS TRANSLATIS LOQUI VOLUISSE, NON DIXISSET TALITER TRANSLATIS, SED ABSOLUTE TRANSLATUS.

13. NIBILOMINUS JUXTA SINCERUM CONTEXTUM POSTERIORI SENSUS VIDETUR PREFERENDUS; PRECEPIT ENIM CONCILII UT RELIGIOSUS UNUS ORDINIS NON ADMITTATUR IN ALIO, NISI UT IN ORDINATIONEM IPSO AD QUEM TRANSPORTATUR, SUB NISI SUPERIORIS
obedienciae in claustr. perpetuo maneat: statim vero subdit, ac 'taller translatas, etc., ubi manifeste constat, illud taller, referri ad modum recipiendi et transseundi proxime præscriptum; loquitur ergo de translatio etiam legitimo modo. Nec propterea superflue adita est particula taller, quia posita est ad augendam et exagerandam curam, et providentiam quam Concilium adhibuit in hac iegae, per quam voluit, ut etiam legitime translatis nullo modo possent occasione beneficiorum secularium extra claustra manere. Et ideo etiam interposuit illam particularum augmentativam, etiam Canonici regulae /orum /uror, quia illi maxime videntur capaces horum beneficiorum, ut inde etiam constat nullam in hac prohibitio admissandum esse exceptionem, etiam positam in precedenti puncto de ordine Carthusiensii, cujus institutum magis abhorret ab huysmodi curis, et secularibus beneficis. Voluit ergo Concilium, in hae parte, non solum auferre translatis intentionem manendi extra clausura, sed etiam impedire qualemque spem, quam concipere possent de huysmodi libertate obtinenda, mediis huysmodi beneficiis, quamvis transitus non esset ad eum fines ordinatus.

14. Decretum loquitur de transitu ad alium distinctum ordinem. — Attente autem ponderranda sunt illa verba, de uno ad alium ordinem translatis. Nam ex eis plane constat, non habere locum in transitum intra eundem ordinem, etiam si sit mutando filiationem ab uno monasterio in alium, vel ab una provincia in aliam, ubi huysmodi filiationem sunt in usu; quia illa non est translation ab uno ordine in alium, sed ab uno monasterio ad alium, vel ab una provincia in aliam, et ideo tunc non est necessaria novus professio, sed quaedam incorporatio; et transitus fit cum tota antiquitate professionis, et cum aliis praegrativis communibus toti religioni. Unde obiter connotatur quod supra, numerum 44, diz, legem hanc Concilii non tantum esse declarativum juris naturalis, sed speciale adde prohibitionem; nam si solam rationem spectum, tam alienum est a vera religione, mutare monasterium ejusdem ordinis, propter finem obtinendi facilius centium vivendi extra claustrum, ac mutare ordinem; et nihilominus Concilium hoc specialiter prohibuit inter diversos ordines, et de eodem nihil locatum est, sed hoc reliquit arbitrio et prudentiae Praetorium ejusdem ordinis; nam interdum forasse potest hoc expedire religioni, cui necessarium est habe re religiosum extra claustrum, et non habet in tali monasterio personam accommodatam; tunc ergo alium transferre ex altero monasterio propter hunc finem, ut maneat extra claustrum, non est malum.'

15. An sit distinctum ordo eo ipso quo habet distinctum General. — Solum potest dubitari an habeat locum hoc decretum Concilii in transitu a familia unius ordinis ad aliam familiam ejusdem ordinis, quando sunt ita divise, ut unum caput, seu General communem non habeant, quales sunt familias S. Benedicti, aut S. Bernardi in Lusitania, Castellia, et Italia, et in Ordine Carmelitarum Mitigati, et Discalceati, et in Ordine S. Francisci, Conventuales, Observantes, et Capucini Hispania. In his enim et similibus est specialis ratio dubitandi, quia, licet propter convenientiam in regula et primo fundatore, censeatur una religio, tamen simpliciter videntur distincte, quia unitas religionis est unitas corporis politici, quae sine uno capite non videtur esse posse. Sed de hac unitate vel distinctione talium religionum dicturi sumus tractato sequenti; nunc, quod ad prae insens attinet, videtur hæc unitates sufficiens, ut hie transitus non censeatur esse ab uno ordine in alium. Quod praecipe videtur claram, quondo pluralitas illa familarum solum est propler diversitatem nationum aut regnorum; nam hæc diversitas valde materialis est, cum aliqua in fine, et substantialibus medias, ceremonios, regula, clausura, et habitu sit conformitas. Conveniunt autem in uno capite etiam erat ex vi institutionis inter has familias, et semper remanet aliquod ejus vestigium; quod autem Summus Pontifex exemptio majorem aut minorum huic vel illi familie, et Praetatis provincialibus vel nationalibus earum tribuat, non tollit predictam unitatem; imo, licet singulars cum suis Praetatis immediate sibi in omnibus subjiceret, sufficieret in illo unirentur, tanquam in uno suprismo Praetato talis religionis, preserim in ordine ad transitum de quo agimus, in quo magis consideratur unitas, vel distinctio in modo vivendi, et tendendi ad perfectionem, ex vi talis professionis. Et ideo uthi distinctio harum familarum est etiam in rigore vite, et observantia regulae, et aliquo modo in habitu, magis dubia est dicta resolutio. Nihilominus tamen etiam pro his religionibus censeo esse retinentam, tum quia substantialis
convenientia semper manet; tum maxime quia verba legum intelligenda sunt juxta communem usum; communiter autem, quilibet ex his religionibus una reputatur, ut tota religio S. Francisci numeratur una ex mendicantibus, et alia religio Carmelitarum; et ideo communiter etiam, qui mutatur ab una familia in aliam, non censetur mutare religionem.

46. Quid dicandum de asportatione bonorum in hoc transitu. — Est autem adventurum in hoc transiti intra eadem religionem posse habere locum quo cap. praeced. diximus de bonis temporalibus secum deferendis vel relinquendis; nam, quantum attinet ad religiosum ipsum, idem est fundamentum pauperatis, ut nihil secum deferre possit, nisi quae ad necessarium usum concedantur. Quod vero spectat ad ipsa monasteria, potest quidem intra eadem religionem esse major quodam bonorum communicatio, in qua imprimes servanda est regula; deinde honesta consuetudo; postea decens ac prudens liberalitas Prae lati, qua pauperatis et discrete administrationis limites non excedit. Quando vero tanta est distinctio provinciarum, seu familiarum ejusdem religionis, ut nec convenientiam in uno Generali habeant, nec communes congregaciones, seu capitula, tanta solet esse distinctio in temporalibus bonis, quanta inter diversas religiones, et ideo omnia superius dicta in rigore servanda sunt, nisi ubi aliquid habuit consuetudo.

47. An jam legitime translati possit licentiari ad vivendum extra claustrum. — Ultimo dubitari potest, an post translationem factam ab una religione ad aliam, legitime, et juxta intentionem Concilii, possit postea Praelatus aequali libertate, seu facultate, seu ex simili ratione dare licentiam translato ad vivendum extra claustrum, sicut ceteris subditis suis. Ratio dubii est, quia si hoc admissimus, nullius utilitatis est providentia Concilii, quod in legibus interpretandis cavendum est. Antecedens patet, quia Concilium cavere voluit, ne hi translati facile obtineant licentiam manendi extra claustrum; et ideo prohibet ne ad hoc recipiantur; si autem eadem facultate possent hanc licentiam obtinere, qua ceteri, non obstante hoc prohibitione Concilii, non consequeretur Concilium quod intendit. Respondetur nihilominus posse Praelatum eodem modo mittere, vel licentiam dare his translatis, ac ceteris, solum facta exceptione; ne illa facultas detur titulo beneficii secularis,

ALIQUO MOBO STATUM SUUM, ETC.

Ratio est, quia Concilium hoc non prohibit; seclusa autem prohibitatione, nihil est cur hi sint pojos conditionis, aut cur religio minorem potestatem in eos habeat, si fortasse illis extra claustrum indigeat. Antecedens patet, quia Concilium nullam de hac re mentionem fecit, sed solum ne transitus seu recessio ferret ad hunc finem manendi extra claustrum. Item, quia postea Concilium addidit speciem prohibitionem, et incapacitatem beneficiorum secularium; solum ergo prohibere voluit ne hoc titulo possent extra claustrum manere; ergo, quoad religia, commune et aliquum jus integrum reliquit.

48. Nec propter hoc fit inutilis prior Concili prohibitio, quia per illam solam voluit cavere, ne a principio in ipso transitu, feter quasi implicitum pactum inter religiosam transuente, et religionem ad quam fit transitus, non recipiendi illum ad eum alendum, sed solum quasi ad acquirendum jus in illum, et remittendum seu licentiam illum, ut extra claustrum vivat, et quaret unde ali possit; nam hinc magna religionum perversione et infamia creari possit. Quae incommoda non sequuntur ex eo, quod religiosus legitime translatus eque in hoc subit potestati Praelatorum ac ceteri religiosi. Atque ipsis etiam Navarrus, dicto Comment. 4, de Regular., n. 21, et 15, ubi alias rationes addit, quae in eo videri possunt. Unum vero addit, quod nihil dubium est, scilicet hanc translatus posse esse vicarium Episcopi, nisi obiet Clementina I, de Regularibus, id est, nisi si translatus a religione mendicante, ad non mendicantem. Censet itaque quoad hoc Concilium nihil obstare, et in hoc dico esse dubium, ex ea parte qua Concilium prohibit hunc translatum habere beneficiar secularia, etiam curata; nam, licet vicaria Episcopi, in rigore, beneficium non sit, tamen videtur esse quod majus quam ordinarium beneficium curatum, et ratio, quae Concilium movere potuit, in illa etiam viget. Nibilominus tamen, quia in lege rigorosa proprietati verborum standum est, veram existimo illam Navarri assertionem, de qua plura inferius, in c. 19.

CAPUT XVI.

AD QUID TENEATUR RELIGIOSUS EPISCOPUS FACTUS, QUANTUM AD VOTUM CASTITATIS ET PAUPERITATIS.

1. Assumit ad Episcopatum conveniente propter testum religiosum. — Non inquiri an hic transi-
tus licitus sit, quia id certum et indulbatur est. Cum enim status Episcoporum perfectior sit quam status religiosorum, sine dubio licitum est ab hoc ad illum ascendere, dummodo debitis modus servetur. Est autem debitus modus, quod et rite electus sit seu provisus, et quod de licentia sui Praefati, et non alias, Episcopatum acceptet, iusta juris dispositionem, in c. Si religiosus, et in c. Quorundam, de Electione, in 6, quam supra, tom. preceed., explicando materiam voti religiosse obedientiae, declaravimus, et in tract. 10 aliquid ad demum; si ergo in religius debitus modus servetur, nihil est in persona religiosa, ex vi status, cur non possit ad Episcopatum assumi. Quia nec jure aliquo positivo id prohibetur, nec ex natura rei sequitur prohibito aut impedimentum ex vi professionis religiosa, quia potius cum status religiosus sit via ad perfectionem, et status Episcopalis sit quasi terminus, seu existentia in statu perfectionis, videtur, quantum est ex hoc capite, valde proportionatus ascensus a religione ad Episcopatum.

2. An et licet ad apetere. — An vero licet religioso desiderare vel procurare hunc ascensus ad Episcopatum, dicemus aliui in 6 tom. tertio partis, si Deus dederit; interim videri possint quos late reftent Henriquez, lib. 10, c. 32, n. 3, in Commen. ; Salmeron, et expositores in illud 1 Tim. 3, qui Episcopatum desiderat, etc. Nam illa quaestionis non est prope religiosis, ut existimo; nec enim placet quod quidam dicunt, habere hoc desiderium specialem mulitiam in persona religiosa, propter stabilitatem, quam in suo status habere debet, quod insinuat S. Bonaventura in expositione regule, c. 3, post medium, tractans specialiter de suis religiosis. Sed ascensus ad Episcopatum non est contra stabilitatem religiosis, tum quia ille status secundum se perfector est; tum etiam quia Episcopatus non destruit status religiosum, ut statim dicemus. Nec S. Bonaventura ex illo capite damnam hoc desiderium, sed quatenus ex ambitione, et ex affecto fugiendi religiosam humilitatem et austeritatem oritur, quomodo etiam in non religiosus erit damnabile, si ex illis vel similibus motius oritur. Ex objecto igitur et per se non habet illud desiderium majorem malitiam in religioso quam in ceteris; quamvis fortasse intra latitudinem perfectionis, majori quadam obligatione teneatur religiosus cavere hoc desiderium, quam secatarius. An vero licet etiam voto se obligare ad non acceptandum Episcopatum, dicemus infra, tractando de Societate, in lib. 6, cap. 7 et 8.

3. Arguiitur religiosus factum Episcopum non manere religiosum. — Difficultas ergo est, an religiousus factus Episcopus desinuit esse religiosus; quod si non desinit, quas religiosi obligations, et quomodo implere teneatur. Videtur enim non manere religiosus, quia non potest esse religiousus, nisi alicujus religiosis; sed ille nullius religiosis religiosus manet; ergo religiousus non est. Probatur minor, quia si alicujus esset, maxime illius cujus antea erat; sed non illius, ergo nullius. Probatur minor. Primo, quia omnino disjungit a tali religione, ita ut non maneat membri ejus, nec teneatur legibus ejus, nec comprehendatur (ut sic dicam) appellazione ejus; item non teneatur obedere Praelatis ejus; item si alicuius acquirerit, jam non illi acquirerit; ergo non habet moralem unionem cum illa; ergo, etc.

4. Prima assertio generalis. — Nihilominus cum est religiosum, cum fit Episcopus, non amittere substantialem status religiosi. Ita docet D. Thomas 2, 2, quae 185, art. 8, et est communis omnium sententia, quos statim referemus, et sumitur ex glossa in c. 3, 16, quae 1, et in c. unico, 48, quae 4. Citat D. Thom. decretum Innocentii I, in Epistola 2, c. 10, quod referetur 16, questione prima, c. 3, de Monachis, qui diu morantes in monasteriis, si postea ad clericatus ordinem pervenirent, non debere eos a priore proposito deviare. Nam sub clericatus ordine Episcopatum etiam comprehendi, et D. Thomas ibi supponit, et omnes pro comperto habent, et ex ratione, quae in ipsa Epistola subsiditur, optime colligitur, scilicet, Quia sicut in monasterio fuit, et quod diu servavit, id in meliori gradu positum amittere non debet. Et huc etiam tendit ratio D. Thoma, quia status religiousus comparatur ad Episcopatum, sit dispositio ad perfectionem, vel sicut disciplina ad magisterium. Dispositio autem non tollitur adveniente perfectione, quoad id in quo illi non repugnabit, sed polius congruit, imo simul manet, et magis confirmatur; ergo nec status religiousus tollitur adveniente Episcopatu. Probatur consequentia, quia religiousus status, quoad substantiam suam, non repugnat cum statu Episcopali. Et quia in hoc ultimo consistit tota vis hujus rationis, et intelligentia assertiones, ac sequentiam capitum resoluto, ideo sigillatim discurrendo per
398 LII. III. DE RELIGIOSIS MUTANTIBUS

tria vota religiosis, et consequenter per alia onera eis annexa, videndum est que possint manere, et maneant simul cum statu Episcopo-
puli, que vero repugnet vel tollantur.

5. Castitatis votum magis qualificatum sit in Episcopo regulari. — Et quidem circa vo-
tum castitatis immorari non est necesse, nam constat esse conjunctionum cum statu Episco-
pali, etiam per se spectato, et separatam a re-
gulari, quod votum idem est, et eamdem in-
ducit obligationem, et idem impedimentum ad matrimonium contrahendum. Quin potius in regulari sacerdotate erat jam illud votum duplici titulo per consecrationem ergo Epis-
copalium non aufertur, sed magis quodammodo consecratur. Unde fit ut ejus obligationi alioquantum augeatur; gravissim enim pec-
cabat religiosum jam factus Episcopus violan-
do castitatem, quam simplex religiosus, imo et quam sacerdos et religiosus, propter ma-
jorem consecrationem et obligationem. Quan-
quam hoc argumentum non videatur tam grave, ut sit circastantia necessaria in con-
fessione explicanda, nisi adjunctum fuerit scandalum, vel alia specialis circumstancia, quia illa sola nec speciem malitias addidit, nec judicium confessors graviter immutat, ut disp. 33, de Poenit., sect. 4, num. 1, dixi-
mus.

6. Secunda assertio quadrimembris. — Se-
cudum dicendum est, pauperitas votum non repugnare cum statu Episcopali, et ideo ma-
nere in religioso facto Episcopo, quantum ad vinulum, et substantalem effectum ejus, li-
cet in usu pauperatis major licentia Episco-
po religioso detur. Prima pars per se est evidens, quia divitiae, praeertem quoad ea-
rum dominium et proprietatem, non sunt per se necessaria ad Episcopale ministerium; ergo neg votum pauperatis repugnat tali statu. Antecedens patet, quia, licet habere usum et dispensationem talium bonusum, moraliter necessarium sit in eo statu, non tamen habere proprietatem seu dominium; pauperati autem non repugnat usus, nisi sit rei tanquam propriis. Unde multa putant Epis-
copum etiam secularum non habere domi-
nium redditum sui Episcopali, et nihilomin-
nus habere administrationem sufficientem ad essentiam et finem illius status. Paupertas ergo, quamvis non sit necessaria ad statum Episcopali, nec per se cum illo conjuncta, ut probat D. Thomas, dicta q. 185, art. 6, et alibi dicendum est latius, non tamen repu-
guat illi statui, sed potius esse potest decor et alicu modo statum suum, etc.

ornamentum ejus, quae fuit in Apostolis, qui Episcopi fuerunt, simulque pauperitas votum habuerunt, ut supra ostensum est. Imo non solum regularis Episcopus, sed etiam seclu-
ris, qui ante Episcopatum non haberet paup-
ertatis votum, posset illud simplex emittere; quanvis enim non possit sine dispensazione renunciare Episcopatum ut religiosus sit, potest tamen in suo statu manere pauperatem vovere, quia hoc nulli juris repugnat, et est major perfectio.

7. Altera vero pars, quae ex hac priori in-
fertur, probetur ex illo principio, quod status religiosus manet simul cum Episcopali, in omnibus quae cum illo non repugnent, vel ex natura rei, vel ex canonico jure; neutro autem modo Episcopati repugnat promissa paupertas. Unde ratio a priori est, quia religi-
osos quando promittit paupertatem, in per-
petuum, seu pro toto tempore vita sua illam promittit; ergo illud vinculum semper manet, quia nihil est a quo expellatur. Dices, reli-
giosum non vovere simpliciter paupertatem, sed in tali statu; ergo non alter promittit perpetuitatem paupertatis, nisi quatenus prom-
mittit perpetuitatem talis status; sed status ille non est perpetuum simpliciter, sed sub conditione, nisi in meliorem mutetur, ut de facto mutatur per aecusnum ad Episcopatum: ergo tunc cessat obligationi prioris voti pauper-
tatis, quae non obligat nisi in tali statu, et quasi sub hac conditione, quandam in hoc statu fuerit. Confirmatur ac declaratur, quia non omnes religiosi eamdem vovent pauper-
tatem, sed unusquisque secundum talem re-
gulum; ergo signum est solum vovere paup-
ertatem pro eo statu in quo unusquisque subjectus est regulae, quae est status religiosi non Episcopi.

8. Respondeo, votum solemne pauperatis, de quo agimus, absolute et simpliciter perpet-
tuum esse; nam haec est intentio institutoris religiosi, et Ecclesiae approbantis illam, et consequenter ipsorum voventium, quia ita promittunt sicut instituto religiosa postulat. Imo, ex vi talis voit obligatur religiosus non accipere statum repugnantes religiosae pau-
pertatis, et quia status Episcopalis illi non re-
pugnat, ideo, neque acceptare illam est contra obligationem paupertatis, neque etiam ipse status exclusive talem obligationem. Cum vero dicitur, quod prior status non duret, equivocum est; nam si per statum intelligua-
tur actualis vivendi modus in tali commun-
tate, sub tali obiedientia, etc., sic verum est
CAP. XVI. DE TRANSITU RELIGIOSI AD EPISCPatum, ETC.

relinqui illum statum per ascensum ad Episcopatum. In hoc autem sensu falsum est dicere, paupertatem non esse promissam nisi pro illo genere status quamdiu duraverit, quia illae sunt quaedam conditiones accidentales status religiosi, a quibus substantia ejus non pendet, et ideo talis conditio, nec ponitur, nec subintelligitur in substantiali voto religionis. Si autem nomine status religiosi intelligatur pactum illud cum Deo inimut in professione religiosa, seu dispositio vel praeparatio ex obligatione manans in persona sic Deo consecrata, tunc verum est votum paupertatis tandiu durare, quamdiu durat hic status; imo potius verum est ipsum voto formaliter concurrere ad constituendum hunc statum. Sic autem falsum est hunc statum amitti per ascensum ad Episcopatum; sed potius dicendum est perfici.

9. Unde ad confirmationem respondet primo, Episcopum regularem non omnino esse extra regulam, ut paulo post dicemus; et ideo licet votum paupertatis fuerit secundum regulam, posse obligare in statu Episcopali. Deinde dicitur (quod notandum est) quamvis promittatur paupertas secundum regulam, postea non obligare precipe ex regulae, sed ex vot. Nam regulae solvem se habuit ut conditio vel mensura praefiniens certos terminos in materia talis voti; promissio autem fit de materia ipsa sicut definita ac declarata. Quamvis igitur daremus Episcopum jam non obligari regula, uhihliminosus obligare potest voto paupertatis facto secundum regulam, quia igitur regula non concurret imponendo obligationem, sed designando materiam voti. Ex quo infero (quod etiam attento considerandum est) votum paupertatis in statu Episcopali plus vel aliò modo obligare unum Episcopum regularem, quam alium, juxta diversitatem regulae, secundum quam paupertatem professus est, ut, verbi gratia, religiosus S. Franciscus, si nat Episcopus, obligabitur fortasse ad strictorem observantiam paupertatis quam ali; et professus Societatis, factus Episcopus, retinere poterit aliqua speciales obligationes paupertatis, qvis infra infra, tract. 10. lib. 6. videbimus. Verum est tamem hujusmodi circumstantias, vel speciales obligationes paupertatis includere conditionem non habendi, vel non faciendo hoc aut illud, nisi ex legitima facultate, et ex hac parte posses cesserere in Episcopio, quia ipso jure censetur habere tales facultates. Sed hoc ipsum non habet locum nisi quatenus ad decentiam, vel convenientem modum talis status necessarium est, et ideo intra illum latitudinem adluc habet locum ut unusquisque regularis Episcopus servet paupertatem juncta modum suas religionem accommodatam; ut, verbi gratia, si ponamus in religione Minorum esse materiam voti vilibus indui vestibus, licet hoc non debeat ita servari ab Episcopo, sicut a puro religioso, poterit nihilominus ad id servandum cum proportione ad sumum statum obligari. Similiter in Societate, si est materia voti non accipere stipendium pro ministerio spirituali, non poterit religious Societatis factus Episcopus obligari, ut non alatus dereditibus sui Episcopatus: cur autem non poterit obligari, ut alia stipendia pro muneribus seu ministeriis spiritualibus non accipiat?

10. Ex his etiam constat tertia pars de effectu hujus voti in persona Episcopi regularis; nam imprimit habet in illo naturalem (ut sic dicam) effectum voti, qui est obligare ad non habendum proprium, vel non utendum aliquam re, ut propria; habet etiam effectum quasi legalem, qui in voto solemni est reddere personam inhabilem perpetuo ad dominium et proprietatem temporalium bonorum, ut supra explicatum est. Uteque ergo effectus manet in Episcopo; nam prior est inseparabilis a voto manente ipso, quia est quasi effectus formalis ejus; voto autem manet, ut ostendimus; ergo. Posterior autem esset quidem separabilis per Ecclesiame, manente etiam substantia ipsius voti, quia ille effectus magis est a lege quam ab ipso; non tamen legitimus hanc separationem esse factam respectu Episcoporum, seu tale dispensationem ei concessam; neque id posset quipsiam nisi temere affirmare; ergo etiam hunc effectum habet in illo paupertatis voto, et hac ratione dixit D. Thomas, ibi ad 3. Episcopum regularem nullo modo possesse habere proprium, et questione 88. art. undecimo, ad 4. additid: Nihil debet habere tanguam proprium, sed sicut dispensator communium bonorum Ecclesiae. Immeritoque Sot., lib. 10 de Justitia, questione quinta, art. 7, ab hac recedit sententia, propter frivolum rationem, scilicet, quia eodem modo adjudicatur sua portio Episcopo regulari ac seculari; ergo seque acquirit dominium. Negatur enim consequentia, quia non est sese capax, sed habet impedimentum irritans. Ex parte ergo dantium applicatur eodem modo, ex parte vero recipientis non eodem modo accepitut. Potest autem uterque ex his effectibus con-
siderari, vel in actu primo tantum, ut sic di-
cam, et sic sunt faciles, quia unus impedit 
acquisitionem dominii cum effectu, alius con-
sistit in obligatione servandi illud genus pau-
pertatis, et quidquid ad illam consequitur. 
Unde ulterior considerari possunt in ordine 
ad actum secundum, qui est non usus domi-
nii, vel usus paupertatis, et quod hoc est 
dificultas, quomodo paupertas in Episcopo 
servari possit quantum ad usum.

11. Proprie hoc posita est ultima pars as-
sertionis, Episcopo regulari ampliorum usum 
temporalium bonorum licitum esse, quam antea 
fuisset. Quam partem probat optime ratio su-
perius facta, et cum proportione applicata, 
quia religiosus status non manet cum Episco-
pli, quantum ad ea quae Episcopati repu-
guant; sed in his cedit illi tanquam meliori. 
Repugnat autem statui Episcopali habere 
usum paupertatis tam restrictum et limita-
tum, sicut habet purus religiosus; ergo volumn 
paupertatis non ita obtinet Episcopum, quin 
liceat illi amplior usus, vel alterius rationis, 
quam antea liceret. Ut autem hoc explicemus, 
et simul declaramus obligationem ommem, 
quia in hujusmodi Episcopo manet ex vi talis 
voti, adversandum est in tribus posse hanc 
mejorem facultatem Episcopi spectari, primo 
in quantitate bonorum; secundo, in vario usu 
illorum; tertio, in modo utendi illis independs-
der ab alterius voluntate.

Quantum extundatur in Episcopo regulari fa-
cultas possidendi et adquirendi bona tempo-
ralia.

12. Resolutio quod priorum partem tituli.— 
Limitatio de aliis redditiis ecclesiasticis. —
Quod primum clara est differentia talis Epi-
scopi a simplici religioso; quia licitum est 
Episcopo habere usum omnium bonorum ad 
sum Episcopatum pertinentium; pote etiam 
habere usum et possiderre suo modo bona 
secularia, quocumque legitimo titulo ad eum 
perveiunt, sive per donationem, sive per 
emptionem, sive etiam per hereditarium suc-
cessionem, ut max videbimus a n. 13. Posset 
vero hic quern, an sit etiam capax aliorum 
bonorum, seu redditum ecclesiasticorum, 
prater suum Episcopatum. Sed quia hoc al-
terior considerationis est, dico breviere ex 
dispensazione Pontificis posse, ut per se con-
stat; sine dispensatione autem Pontificis non 
posse. Nec soluta necessaria illi est communis 
dispensatio ad obtinenda plura beneficia, sed 
etiam specialis, ex eo quod religiosus est.

quia in persona religiosa, quodlibet benefi-
cium est incompatible cum alio; adeo ut si 
ultrumque velit retinere, ab utroque penitus 
repelli debat, et eo ipso fiat ineligibilis, et 
dicitur in c. Cum singula, de Praebenda, in 6. 
Unde recte infert Rebuffus, consil. 14, q. 2. 
religiosum Episcopum obtinetem a Papa se-
cundum beneficium, ut illud simul cum Epi-
scopatu habeat, nulla facta narratione status 
religiosi, sed tantum quod sit Episcopus, non 
esse tum in conscientia, quia gratia et na-
ratio subreptitia est; oportet enim narrare 
illam circumstantiali, quae speciali indigebat 
dispensatione, et multum reddetabat negotium 
difficile. Nec enim satis est dicere, Pontificem 
jam scivisse illum personam esse religiosam, 
quia non oportet eum recordari omnium que 
fectit, neque id in juro presumitur, c. Ex 
parte, 1, de Offic. deleg., cum similibus.

13. De acquisitione.— Hac acquisitio quod 
dominium ebit Ecclesia. — Quod secundum, 
de usu multiplo distinguenda sunt illa tris, 
quae supra tractando de paupertate distinctis 
is, scilicet, acquirere, retinere et expende-
re. Quantum ad acquirendum, hoc necessario 
manet in Episcopo regulari, ut nihil possit 
tanquam verus dominus et proprietatem ac-
quirere; hoc autem secluso, quantum ad ac-
tualem receptionem et tentionem, pote eti-
quietare omnibus modis, quibus potest se-
culos Episcopum, per donationem, per licitum 
et honestum contractum, et per testamentum; 
imo etiam per necessariam et legitimam suc-
cessionem, ut notavit D. Thomas, dico art. 
8, ad 3, ex c. Statutum, 18, q. 1, ubi ex Con-
cilio apud Altheam (quod non extat) dicitur: 
Monachus, factus Episcopus, veli legiunum 
homens paternam sibi hereditate postea jure 
vindicandi potestatem habeat, de quo testa 
plura statim. Quod si inquiratur cui acquirat 
hujusmodi Episcopus quod dominium et 
proprietatem, cum sibi non acquirat, decen-
dum est non acquirere monasterio, in quo 
differt a puro religioso, sed acquirere suae 
Ecclesiae; quod etiam docet D. Thomas supra, 
et sumitur ex eodem c. Statutum, ubi dicitur: 
Postquam Episcopum ordinatur ad altare, et 
quod sanctificatur et titulator secundum suos 
eziones, quidquid acquirere potest, ratificat. 
Idem colligitur ex cap. Cum olim, 2, de Privi-
legiis, ubi id Glossa notat, et alicui Doctores. 
Ratio autem est, quia religiosus factus Epi-
scopus desinit esse membrum suæ monasterii, 
et incipit esse sponsum suæ Ecclesiae, et thae 
jam non acquirit monasterio, sed Ecclesie
CAP. XVI. DE TRANSITU RELIGIOSI AD EPISCOPATUM, ETC.

(quando vero eam non habet ut titularis, c.s eq.,n. 5, intelligetur). Deinde sicut ab Ecclesia altur, ita omnem suam operam, et industria suae Ecclesiae debet, et ideo merito statutum est ut illa lucetur quidquid ad ipsum quacumque ipse pervenierit.

14. Videmus tamen excipienda bona hereditaria. — Solum poterat hic superesse difficulatas circa successionem necessarium, ut in hæreditate paterna et alia simili in qua religiosus ab intestato succedaret, quomodo posset hic transire ad Ecclesiam; et ratio dubii est, quia jus succedendi in talibus bonis translata est in monasterium ex vi professionis; ergo non potest postea monasterium jure acquisito privari, propter translatiorem personæ ad Episcopatum. Hanc difficulatatem tangit Glossa in dicto c. Statutum, et in summa respondit, per solam professionem ante mortem religiosi non acquiri monasterio jus succedendi, sed solam spem, quæ evanescit per translatiorem ad Episcopatum. Sed objici potest, quia jus succedendi non manet in persona ipsius religiosi, quia est incapax, ratione voli paupertatis; ergo transit in monasterium; nam in aliqua esse necessæ est. Et ita sentit Innocentius, in c. In praecedentia, de Probati., n. 4, ex c. Si quæ mulier, 19, q. 3. Dictum ergo est, illud jus translata quidem esse in monasterium, eo tantum modo quo iura canonica disponunt, et non firmius; nam hic effectus mere legalis est, et ideo non excidit juris dispositionem. Dispositio autem juris est, ut hoc jus, licet sit in monasterio, pendent a persona religiosi quantum ad hoc, ut si talis persona translata fuerit ad Ecclesiam cathedralem, ad illam transeat jus succedendi. Secus autem est si ante transitus ad Episcopatum mortuus esset pater, et hæreditas jam esset translata ad monasterium, quia tunc jam habetur jus acquiratum in re absolutum et independens a personali statu talis religiosi, juxta dicta in similii, et in c. 14, n. 8. Quod ampliandum est, ut procedat, etiam si casu aliquo hæreditas jaceret, nec monasterium illam adissest, juxta dicens in puncto sequenti.

15. Tertia exceptio affirmetur. — Et pro ea arquitetum. — Confirmatur. — Sed quid, si talis religiosus professus fuerit in aliqua ex religiosisibus que non succedunt loco religiosorum, ut in religione Minorum, vel Societatis; videtur enim tunc succedendi jus non transire ad Ecclesiam; quia ipsa religio nullum jus acquisivit, neque etiam in persona religiosi missit; ergo omnino amissum fuerit, transiitque ad alios frateres vel cognatos, ac si talis persona fuisset mortua; ergo nullum est jus quod postea in Ecclesiam transferi posset. Confirmatur, quia hic translatio solem fit virtute iuris; sed nullum est decretum quod in eo casu disponat hoc jus transire ad Ecclesiam: ergo. Probatur minor, quia in dicto c. Statutum, sermo est de monachis S. Benedicti, ut ex fine ejusdem textus constat, in qua religione monasterium jus habet succedendi; præter illum autom textum, nullus est unde hoc colligi possit. Nihilominus contraria sententia communis est, quam tenet Bartolus in tractatu Minoritarum, in fine lib. 4, quem sequitur Rebuffus, consil. 14, q. 1, et id manifeste supponunt Fredericus de Senis, consil. 36; et Romanius, consil. 296, quos refert et sequitur Tiraquellus, de Utroque retractu, tract. 1, § 1, glossa 9, n. 105. Aiunt enim, si pater vel testator moriatur, prinsquam talis religiosus transeat ad statum Episcopatus, vel alium in quo sit habilis, tunc hæreditatem non pertinere ad Ecclesiam, sed ad alium hæredem, qui succedat in gradu, etiam si contingat hæreditatem aliquo tempore jacere, et interim religiosum illum ad Episcopatum transire, quia jus et ordo succedendi attenditur juxta capacitatem et statum personarum, tempore quo decedit pater seu testator. Supponunt ergo, quod si translatio fuisset facta ante mortem patris, succederet religiosus vel Ecclesia, juxta exigentiam status quem tunc habebat. Fundamentum autem est idem, silicet, quia jus succedendi spectandum est secundum statum quem quis habet, eo tempore quo pater decedit, et non secundum eum quem tempore precedentem habuit. Unde nit Bartolus, per illum translationem seu beneficium talem personam restitui in integrum, et ita recuperare jus succedendi juxta legem 2, Cod. de Sententiam passis, quæ certa parum probat; nam potius in ea dicitur, per remissionem unius pecuniae non restitui bona vel jus ad illa, nisi speciale beneficium super hoc fuerit impartatum, et fere similia verba habentur in leg. 1, vers. Filio qui mortis, 2, a Tertullianum, quæ etiam adducit. Oportet ergo in praesentia ostendere speciale beneficium principis de tali restitutione.

16. Quomodo fundanda sit dicta communis sententia. — Quare difficulter potest hic sententia efficaciter probari; tamen, quia pietati favet, cujus favor amplius est, et quia

XVI.
communiter recipitur a jurisprud, quorum judicium in hujusmodi causis proprium est, sustinenda est et approbanda. Potest autem in hunc modum exponi: nam quædum talis religiosus est in religione incapacit hæreditatis, ideo non succedit religio, quia ipsa cedit juri suō, non quia, quantum est ex parte talis persone, non posset habere juss succeditendi, et ideo statim ac illa persona unitur alteri Ecclesiae, quæ est capax successionis, et non cedit juri suō, transfert in ilium juss succedendi. Unde intelligitur per professionem in tali religione non fuisse extinctum omnino juss succedendi, neque absolute fuisse translatum ad alios fraternes, vel possibiles heredes, sed vel maniess quasi suspensum, ut sequendum presentem statum in nullum actu sit tale juss, sed sit quasi spectans rerum eventum; vel certe, si ad alios fuit translatum, fuit etiam non absolute, sed dependenter a futuro eventu; vel denique dicit potest, hoc juss radicaliter semper manere in persona religiosi, neque hoc repugnare paupertati, quia non est ut ipse succedat, vel sibi acquirat, sed ut loco et nomine ejus Christus (ut sic dicam), vel aliquis pius locus succedat. Unde etiam considero, per professionem acquiri Christo vel Ecclesia juss succedendi in bonis in quibus religiosus succedere deberet; hoc tamen juss applicari illi religioni vel monasterio, cujus filius vel membro est talis religiosus, et ideo quædum ipsa religio renuntiat, seu non vult tale juss, amittitur hæreditas, si eo tempore succedat, et ita transit juss succedendi ad fratres, etc. Si autem ante tempus successionis, id est, ante mortem parentis, translatio fiat ad Episcopatum, applicatur juss illud tali Ecclesiae, quæ illa applicatio est quasi deambulatoria, quamdui vivit illæ cui succedendum est; neque intelligitur Christus aut Ecclesia alter eam fecisse, aut omnino renuntiassæ ex ui prime professionis. Hæc autem omnia non alteri probatur, nisi quia sine dubio potuit Ecclesia hoc modo disponere circa successionem religiosi, estque talis modus valde conscientiæ pie-tati et rationi, et nihil repugnat tali statui religioso; nam illi satisfit per hoc, quod ejus communitas non succedet, neque etiam religiosus ipse (eo modo quo possit) quædum est membro ejus. Neque etiam hic modus habet injurious allis, qui cupiant esse hæredes, quia non debetur illis juss succedendi, cu religiosus voluntarie renuntiat, et ideo potest renuntiare sub quacumque conditione, vel modo ab Ecclesia institute. Denique jus dicti cap. Statuum non fundatur in hoc, sed prius monasterium fuerat ordinis S. Benedicti, et capax hæreditatis, sed in hoc solum, quod consecratio Episcopalis absolvit monachum a priori lege, et facit capacam paterne hæreditatiis; ergo non est a nobis restrainendum, sed extendendum.

17. Quin potius relati authores non solum de translatione ad Episcopatum hanc lege intelligunt, sed etiam illam ampliant ad omnem legem translationem ad alium statum. Ita ut si monachus S. Francisci vivente suo patre transexit ad alium ordinem capacem hæreditatis et ibi secundo profiteatur, postea mortuo patre, secundum monasterium succedit in hæreditate paterna, quia cum persona transferitur hoc juss, et secundum monasterium illi non cedit, neque illi praebet quod prius monasterium illud non accepit, quia non fuit propertea omnino extinctum, neque absolute translatus ad alios secutati, ut explicamus. Et eadem ratione hanc ampliant, etiam primum monasterium fuerit capax hæreditatis, quia si de facto non successit, eo quod pater semper vixit, et eo vivente filius transferitur ad alium monasterium capax etiam hæreditatis, et ibi legitime profiteatur, postea moriente patre non prius, sed posterius monasterium succedit propriam eadem rationem, quia prius monasterium non quam habitum juss firmum, vel certe tantum habitum spem, et utriusque fundamentum per transitum sublatum est, et in alium monasterium translatum. Unde consequenter etiam dicendum est, si secundum monasterium sit incapax hæreditatis, nihilominus prius amittere juss et spera succedendi, licet posterior illam non acquirat. Nam amissio per se fit ex vi translationis et ablationis fundamenti; quod autem altera religio nolit tale juss succedendi accidentarium est; unde in eo casu transibat hæreditas ad alios legitimos heredes. Quæ omnia minus mihi certa sunt, quia non sunt in aliquo expresso jure fundata; tamen, quia probabiles rationes sunt deducunt ex supradicto jure, et quia communiter doctores cum Bartolo alia sentient, probanda sunt, nisi alius regni expressum juss obstiterit, ut Rebuffas, dict. cons. 14, significalit.

18. Qui acquirat professus rediens legitime ad seculum. — Unum autem inconvenientis ex dictis sequi videtur, scilicet, si hujusmodi religiosus vivente patre ad seculum redeat, tunc etiam monasterium privati successionis,
CAP. XVI. DE TRANSITU RELIGIOSI AD EPISCOPATUM, ECC.

si contingat, eo tempore quo religiosus a tali religione absolutus in seculo manet, testatorem, vel parentem morti; quod videtur contra superius dicta, et contra rationem, quia per solemnem votum paupertatis acquisitum fuit Christo aut Ecclesia specialis juus ad illum hæreditatem, et ideo licet ab una religione possit transferri in aliam, vel in aliquam Ecclesiam, ad quam legitimac transfertur persona, tamen semper respectu Dei conservatur illud jus tamquam sacram quid, solumque in applicatione ad locum sacram mutati. In mutatione vero ad sæculum si religio amittat successionem, jus illud (ut sic dicam) omnino amittitur Christi, et quod sacram effectum fuerat, iterum profanum efficitur, quod videatur inconvenientes. Circa hoc Bartolus, dicto lib. 4 Minoritarum, c. 3, generaliter affirmat, quoties religiosus absolvitur ab ordine suo sine translatione ad aliquam Ecclesiam seu dignitatem, non recuperare jus succedendi, ei eam absolvit liceo modo fiat.

49. Verumtamen hanc doctrinam intelligendum censeo, quando absulito solum est ab actuali obedientia, vel clausura religiosis, et non ab ipsoet vinculo professionis; ita enim intelligendum est exemplum Bartoli ibidem; aut certe nec verum est, nec consequenter positum. Ait enim religiousm propter sua merita ejectum a religione, et translationem ad aliam de licentia Prioris, non transfere in aliam jus succedendi, quia illa absolvit magis est ad quem, quam ad præmium. Hoc autem etsi verum, si translationi ad alium monasterium, solum sit quasi per coactionem et detrusionem in illud in prænem; nam tunc quoad proprietatem semper illa bona pertinent ad prænium monasterium, quamvis secundum possit eis frui, quamdiu talis religiosis in eo vixerit. Si autem sit vera translatione pro novam professionem in altera religione, plane transfertur in illum jus succedendi; juxta superius dicta. Neque enim obstat quod abjecto fuerit præna, quia illa non potest impediur jus alterius religiosis, quod necessario consequitur ex professione et admissione talis personæ, et prærior religio, eo ipso quod permitit talem personam aliam profiteri, permitteret eam amittere quem, quam de illius successionis habere poterat. Sic ergo dicendum censeo de transito ad sæculum; nam si solum fiat quoad separationem et consortio religiosis, manente vinculo, tunc certum est religiosis nunquam recuperare jus succedendi in prænna persona, quia semper est inacapax; unde si sit frater Minorita, nullo modo succedere potest; si autem sit alterius religionsi capacis hæreditatis, semper illi acquireret succedendo, nisi il at omnis separatus, ut alter Ecclesie vel Episcopati adictus sit, sive intercesserit ejusdem, juxta superius dicta illa, sive fuerit pura et legitima translatione; tunc enim succedet acquirendo Ecclesiam vel Episcopatum, ut dictum est.

20. At vero, si transitus ad sæculum fiat per ablationem vinculi professionis, media legitima dispensatione (supponimus enim in terendum esse possibilem), tunc recuperabit illa persona jus succedendi et acquirendi sibi, quia facit est capax ante mortem parentis, et quia prior religio amittendo personam amissit spem ad successionem ejus, ut constat ex precedentibus punctis. Unde qui legitime dispensavit cum persona sacra, ut desinera esse sacra, consequenter dispensavit ne jus illud, vel spes, qua videbatur aliquo modo consecrata Deo, amplius permaneret. Neque hoc repugnat dictis in c. 14, nam ibi locuti sumus de bonis non tantum in spe, sed in re ipsa acquisitis monasterio, de quibus longe alia ratio est. Et in hanc sententiam inclinant Gregorius Lopez, in glossa 4, ad legem 22, tit. 3, partit. 6, et videri etiam potest noster Molina, tomo 4 de Justitia, disp. 140.

Quantum in Episcopo regulari existat aut faculas retinendi bona temporalia.

21. De quibus acquisitis sit hoc retentio licita.—Hactenus ex acquisitione; sequitur dicendum de retentione, seu possessione bonorum acquisitorum, quae secundo loco in numero decimo tertio proponebatur, nam in hoc etiam multum diffirt inter religiosis factum Episcopum, et alios, quia quidquid acquirit in Episcopatu, sive ex bonis sui Episcopatus, sive quolibet, alio titulo, etiam hæreditario, juste et liceo possidet, suo tenet apud se. Ita docent omnes, et colligitur ex dicto c. Statutum, in quo imprimit expendo illam particular, sibi hæreditatem vindicandi potentatem habeat; nam illa particula sibi, demonstrat quoad commoditatem, atque adeo quoad possessionem seu tenitionem, sibi acquirere, quamquam Glossa ibi exponat sibi, id est, Ecclesia sua, quod ad textum non est necessarium; nam infra satis explicat quomodo acquirat sibi. Si autem admittatur expositio, intelligendum est quod proprietatem, quod in textu significatur, cum infra dictum: Ad alare restitutum, intelligiturque postquam de-
ALIQUO MODO STATUM SUUM, ETC.

Episcopatu ad alium, et priorem a religione ad Episcopatum; nam, sicut Episcopus adquirit sua Ecclesiam, ita religiosus suo monasterio; sed propter hujusmodi acquisitionem tenetur religiosus, cum fit Episcopus, statim reliquere omnia bona monasterio; ergo est iam ratione transiens ad alium Episcopatum tenetur statim reliquere priori Ecclesiae quidquid in illa acquiserit. Confirmatur primo, quia proprietas illorum bonorum est apud alem Ecclesiam; ergo, eo ipso quod dissipaverit spirituale matrimonium inter Episcopum et suam Ecclesiam, nascitur obligatio reliquendi illi bona sua, quia nullum justum titulum habet ad retinendum illa bona, et usum vel usumfructum coram invito domino. Et confirmatur secundo, quia quondam utilitatem et servitium sua Ecclesiae, perinde est mutare Episcopatum ac mori; ergo perinde tenetur in utroque casu reliquere hujusmodi bona tali Ecclesiae. In contrarium autem est, quia in dicto cap. Statutum, dicitur monarchiam, factum Episcopum, vendicare sibi birefmediam paternam; ergo simpliciter sibi comparat talium bonorum commodatam; ilam ergo retineere potest quaedam vivit, satisfacietque ultime partii illius canonicis, si ca statuatur monasterio tempore mortis; et confirmatur, quia cum in jure non sit major obligatio expresso imposita Episcopo, non est cum nos illam augeamus.

24. Respondio quod acquisita ex fructibus prioris Episcopatus. — In hac re ego non invenio expressam juris decisionem, imo nec in anetoribus aduc recepta banc dubitationem expresso tractatam. Videtur autem probabiliter posse distinguere inter bona acquisita ex reeditibus Episcopatus, vel aliusque comparatis, sive fuerint jure hereditario obtenta, sive quocumque alio seculari titulo. De prioribus enim probabilibus videtur debere statim reliquere illi Ecclesiae, in qua acquisita fuerit, quia omnino sunt ejus, quasi ex intrinseco titulo, eorumque usus et administratio solum concedebatur hic personae ratione Episcopatus talis Ecclesiae; ergo, quocumque ratione dimitat Episcopatum, non potest amplius illa bona apud se retineere, neque eis fru: item quia alia etiam esse magna quantitas pecuniae, vel alienum rerum quae usum consummatur, possit omnia seum deferrer, et illa in sua vita consumere, quod esset in magnum prejudicium talis Ecclesiae, idque sine sufficienti titulo et ratione, cum ille jam tali Ecclesiae non inseriavit, et aliam habebat unde sustentari possit.
23. Respensio verisimilis quoad acquisita allo titulo. — De his autem bonis proprio et peculiiari titulo acquisitis, videtur satis verisimile quod transitant cum persona, argumento ex c. Ex transmissa, de Renuntiatione, et c. Quod a te, de Clericiis conjugatis, ubi Panormitanus notat bona patrimonialia sequi personam, citans etiam legem primam, ff. de Collegis illicitis; et ratio differentiae esse potest quia bona patrimonialia seu extranea per se non pertinebant ad Ecclesiam, sed solum per accidens, ratione conditionis talis personae. Unde alii Episcopi per se directe illa sibi acquirunt, et possunt de illis testari, etiam de bonis intuito Ecclesia acquisitis non possint, ut notant Panormitanus et omnes, in c. 1, de Testamentis; ergo verisimile est, transitum persona ad alium Episcopatum, transferri cum ea haec bona patrimonialia, seu secularia.

26. Dices: si illa cura et hic discursos aliquid probaret, etiam suaderet talia bona transire ad secundum Episcopatum quod dominium et proprietatem, quia dicta cap. Ex transmissa, et Quod a te, ita loquentur, et Panormitanus et alii Doctores in eodem sensu aient, bona donata Ecclesia a clerico habente in ea beneficiis, transferitur inde persona, secum referre bona quae antea erant illius proprii. Nihilominus in presenti non censeo tantam extensionem admittendum; nam in dicto c. Statutum dictur illa bona esse restitutam ad altare, ad quod sanctificatur et titulatur; item quia dominium illorum bonorum semel acquisitum fuit primae Ecclesiae; ergo non debet illo privari, quamvis privat personae, tum quia beneficium principis semper intelligitur fieri sine prejudicio tertii; tum etiam quia afflictis non est augenda afflictio; sic ergo Ecclesia orbata suo pastore non est simul bonum ejus privanda. Neque alia cura loquentur in simili specie, sed de clerico seculari capace proprii dominii, de quo est longe diversa ratio; et eodem modo loquentur citati auctiones, qui varii modis explicant et limitant iliam doctrinam, etiam in eo casu; et summa omnium est, in illo reddi bona tali clerico, vel ex benignitate potius quam ex justitia, vel quia in donatione talis conditio inclusa subintelligitur, ex dispositione juris. In presenti autem casu nullam habemus simile jus, quare illud extendendum non est in Ecclesia prejudicium.

27. Quia potius, propter has rationes est mihi res valde dubia, an liceat Episcopo in eo casu deferre secum talia bona, etiam quod usum vel usufructum, nisi in eo casu in quo ipse Episcopus illis indigeret ad suam sustentationem, ut si renunciasset Episcopatu, sine transito ad alium, vel sine aliqua pensione aut beneficio ecclesiastico ad suam sustentationem sufficientem. Tunc enim ipsa ratio postulat, ut de bonis quae ad ipsum pertinebant, alatur. Extra hos vero casus, non video sufficiens fundamentum ad limitandum dictum jus, etiam quod possessionem et usufructum talium bonorum, cum ille non sit dominus eorum, et desinat esse administrator, quia hoc munus solum ratione Praelectionis illi conveniret, ut bene notavit Panormitanus, in cap. 1, de Testamento, in fine.

Quantum in Episcopo regulari extendatur facultas expendendi bona temporaria.

28. Sententia multorum aquisparsa in hoc usu Episcopum regularem et secularem. — Ultima actio est usus seu dispensatio bonorum, quae tertio loco, in n. 13, posita est. In qua etiam manifestum est habere Episcopum ampliorem facultatem, quam religiosus status postulet, ut etiam permittat, quia multo plura in statu Episcopali necessaria sunt. Queri autem solet an in hoc usu habeat Episcopus regularis tam liberam facultatem sicut secularis; nam quod illam habeat videtur esse communis sententia, quam tenet Navarrus, q. 1 et 2, de Reditus ecclesiasticis; et Sot., lib. 10 de Justitia, art. ult., idem sentit, tamen ex diversis principiis; Navarrus enim putat Episcopos etiam seculares non esse veros dominos, imo nec perfecte usufructuarios reditum ecclesiasticorum, sed tantum administratores, cum plena facultate utendi et disponendi de illis bonis in pios usus. Hanc autem facultatem sine dubio habet eodem regularis Episcopus, quia non minus fideliter hoc munus praeferre potest, quam secularis, et quia illa facultas convenit ex vi tituli Episcopalis, qui titulus ejusdem rationis est in utroque; et hanc sententiam tuebit Cardinalis, in Clementina 2, § Sed et tali, de Vita et honestate Clericoorum, et videtur favere Concilium Tridentinum, capit 4, De Reformacione, dicens de Episcopis: Omnino vero eis interdici, ne ex reditus Ecclesie consanguineos familiares suos angere studiant; cum et Apostolorum canones prohibent nos res ecclesiasticas, quae Dei sunt, consanguineis donent, sed, si pauperes sint, iis ut pauperibus distribuant, etca.; et infra subdit hoc habere locum non solum in Episcopis, sed etiam in quibussum—
que tam secularis, quam regularia beneficia obtinentibus; ergo idem etiam sentit Concilio de Episcopo regulari, neque ampliorem facultatem seculari concedit. At vero Soto longe diverso nixitur fundamento; ipse enim, q. 4 ejusdem libri, ex professo probat Episcopos esse veros dominos suorum reditionum et consequenter, tanquam veros dominos, habere liberam dispensationem, cum onere tam manum fideliter implendi onera Episcopalia; postea vero in alio articulo ultimo facit aequales Episcopos regulares, etiam in ipso dominio, ut supra retulimus; ex quo manifeste concludit, monachos Episcopos perinde possidere ecclesiasticum bonum ac reliquis secularibus. Itaque Navarrus, dum secularis Episcopos re ipsa pauperes facit, aequalitatem inter eos et regulares constituit; Soto vero, ut eamdem faciat aequalitatem, regulares Episcopos divites facit.

*30. Non aquinarari dictos Episcopos verius sententia.* — Inter bas sententias, Navarrus opinio minus improbabilis est; nam fundamentum Soti, quoad hanc partem de dominio regiulare Episcoporum, re vera est improbabile. Absolute vero etiam opinio Navarr non placet; probabilibus enim censco Episcopos seculares esse dominos fructuum suorum Episcopatum, ut plane sentit D. Thomas, dicta quest. 183, art. 7, ubi prius dicit, Episcopos habere propriorum honorum dominium; postea vero subdit, eamdem esse rationem de his reditibus ecclesiasticis, qui specialiter sunt Episcopatusi deputati, de qua re alibi in opere de Ordine tractari solet. Ex hac ergo inaequalitate, quam regularis et secularis Episcopus habet in dominio talium honorum, infero non esse aequales in facultate dispensandi illa. Probatur primo ratione generalis, quia major est potestas domini quam dispensatoris, ex genere suo; ergo etiam in presenti est major, quia nullo jure speciali impeditum illa inaequalitates. Secundo declaratur, nam aliqua dispensatio seu usus talium honorum esse potest lieta Episcopo seculari, quae non sit regulari; ut, verbi gratia, si ille pauperum necessitibus, et alia pius operibus sui Episcopus sufficienter providit, et adhuc habebat superflua de suis reditibus, nihil profecto peccabit, si aliquid donet ob solam cogitationem vel liberalitatem, quidquid Navarrus dicit in citata questione prima, monito 40, n. 12, neque id repugnat Concilio Tridentino, quia iei potest sine dispensatione ecclesiasticorum honorum, ut alibi dicensmus. Episcopus autem regulari hoc non nisi cum magna moderatione. Preterea in multos casibus, licet uterque peccet, abundantes donando quom possit, est tamen diverso modo; nam secularis non peccabit contra justitiam, sed contra religionem, abutendo bonis aliquo modo sacris; vel contra misericordiam, omitendo pauperes propter consuemeos; vel contra obedientiam canonum ecclesiasticorum, praeasserti dicti Concilii Tridentini. Regularis vero, propter hos modos, peccabit etiam contra justitiam, cum ea donet quorum non est dominus, et ultra facultatem dispensandi quam habet. Dices: cui facta in justitiam non enim sua religionis, quia illa nihilum juss habet ad talia bona; nec sua Ecclesiae, quia illa potius tenetur ex justitia portionem suam dare Episcopo. Respondetur, injustitiam fieri proprie Ecclesiae, in qua maxinet dominium talium honorum, propter inacapacitatem talis personas; et ideo, licet ex justitia teneatur alere Episcopum, eique administrationem illorum honorum committere, nihilominus ipse etiam tenetur ex justitia jus Ecclesiae illassem servare.

*30. Ratio ex multis discriminiibus.* — Prer hae, Episcopi seculari, per se loquendo, licet est habere diiorem supellexulim, et ampliorum familiae quam regulari; nam, licet uterque possit et debeat Episcopalem dignitatem cum omni decensia et honore tractare, tamen secularis, etiam in hoc aliquando excusat, vel nihil, vel saltem non graviter peccabit, si aliunde sufficientem pauperum curam habeat; regularis vero, non sententia, facile poterit in hoc graviter peccare, quia debet servare paupertatem religiosam, in his que dignitati Episcopali non repugnat. Et similis modo dicam, facillimus posse graviter pecare religiosum Episcopum notabilem pecuniam quantitatem per ludum aut alium modum similem expendendo, quam seculararem, ex codem fundamento. Denique, quamvis neuter ex his Episcopos possit testari de bonis intuitus Ecclesiae acquisitis, nihil tamen repugnare consuetudine aliqui introducti, ut Episcopi testari possint de illis bonis, et nihilominus ex vi talis consuetudinis non posset testari Episcopus regularis propter incapaciem tam personas; imo fortasse, quod hoc nunquam po set conueniendum praevale, quia voto contraria videtur. Et ob eamdem causam, licet Pontificex possit utrique Episcopo facultatem testandi concedere, longe tamen facilius, et ex leviior causa, Episcopo seculari quam regulari; imo facultas data seculari sine ulla can-
CAP. XVII. DE OBLIGATIONIBUS Ejusdem ex vi Voti Obedientiæ.

sa valida esse, licet illicite dareetur; data autem regulari videtur invalida; nam prior est tantum contra jus humanum, posterior vero includit dispensationem in voto, quae sine causa data nulla est. Denique patrimoniali bona potest secularis Episcopus libere expendere, et de eis testari, quod non potest regularis Episcopus. Ex his ergo, ut existimo, manifeste convincitur, non habere tam amplam facultatem dispensandi, et expendendi bona temporaria religiosum Episcopum quam secularium, quamquam auctores non tam accurata et in particulari habeam comparationem expenderint. Fortasse tamen Cardinale et ali, cum hos Episcopos facient aequales in libera dispensatione honorum, non loquuntur de aequalitate in actibus et radice iunius dispensationis, prout a nobis explicata sunt, sed solum in libertate quodam modum dispensandi, ut in proximo sequenti pecunia declarabimus.

31. In qua independentia aequiparatur Episcopus regularis et secularis. — Ultimo enim ex his constat, quod usque etiam loco supra, in fine n. 41, posseimus, quare, seclilet, dicatur religiosus factus Episcopus habere ampliorum usum rerum quod modum, et quamdam independentiam ab alterius voluntate. Diximus enim, tomo praecedenti, in hoc maxime consistere uti re aliqua, non ut particularis; quia solum fit ad arbitrium Praelati, et dependenter a voluntate ejus; religiosus ergo factus Episcopus jam non habet hanc independentiam, sed ipso jure, ut sic dicam, et ex vi tituli Episcopatus, potest libere dispensare talia bona in omnem usum alias sibi non prohibiti; in hoc ergo recte aequiparatur Episcopus regularis secularis, et id solum probant fundamenta Soti, Navarr et aliorum, quia, seclilet, titulus Episcopalis ejaedem rationis est in regulari et in seculari Episcopo. Nihilominus tamen multa sunt prohibita in hoc genere dispensationis Episcopo regulari, quae non prohibentur seculari. Quod quidem non oportet intelligi de prohibitione specialis juris positivi; sufficit enim naturalis prohibito, quae sequitur ex vi voti paupertatis, et status religiosi, ut declaratum est.

32. Dices: illam et independentiam a facultate alterius, etiam quod usus licitos, videtur esse contraria voto paupertatis. Respondendum imprimis non esse contrariam, quia est quasi intrinsecus tali statui, et ideo Superior qui ilium statum concessit, consequenter fecit facultatem ntendi bonis ejus quantum ejus conditionis postulat. Unde, licet hoc dicatur independentiam a facultate per hominem (ut sic dicam) concedenda, includit nihilominus facultatem Praelati per jus ipsum datam, quod satis est ad substantiam paupertatis. Quod inde maxime declaratur, quia ipsemet Superior, hoc est Summus Pontifex, posset in hoc modum ponere Episcopum regulari, limitando modum dispensandi de hujusmodi bonis, quia est illi specialiter subjectus per obedientiæ votum, ut statim videbimus, et votum etiam paupertatis retinet, ut hactenus demonstravimus; de essentialia autem voti paupertatis est, ut dispositio talium honorum ex Superioris arbitrio semper pendeat. Sicut ergo in superioribus diximus, non posse Praelatum religiosum ita concedere peculium religioso, et facultatem dispensendi de illo, quin semper possit a Praelato revocari, vel determinatus modus prescribi, ita regularis Episcopus non potest in hoc esse omnino independens a Pontifici, sed ejus arbitrio in usu talium honorum semper debet subesse, et ipsis constat quomodo substantiam paupertatis retinet.

CAPUT XVII.

AD QUID TENSEUTUR IDEM EPISCOPUS QUANTUM AB VOTUM OBEIDENTIÆ ERGA PRAELATUM SUÆ RELIGIONIS, AC ETIAM REGULAS.

1. Prima assertio tripartita pro priori parte titularis. — Superest dicendum de obedientia, quæ dupliciter a religiosis exercetur. Primo, circa praecipua Praelatorum religionis, quæ ab homine, ut sic dicam, imponuntur; secundo, circa observationem regulæ religionis, et observantiam, quæ ratione illius unicusque regulari competunt. Quantum ergo spectat ad priorem partem titularis, dicendum est, quanvis Episcopus regularis substantiale votum obedientiæ retinet, nihilominus ratione illius non teneri ad obedientiam Praelatis suæ religionis, sed soli Pontifici Summo subesse. Prima pars constat ex dictis, quia hoc votum est maxime de substantia religionis; item quia non repugnat statui Episcopali, ut per se constat. Secunda pars declaratur primo, quia votum obedientiæ, etiam factum in talis religionis, non postulat essentialiter actualem subjectionem ad aliquem Praelatum talis religionis, nam Generalis religionis, etiamsi perpetuus sit, votum obedientiæ retinet, et tamen nulli Praelato regulari subest; item quia Summus Pontifex est summus Praelatus cujuscumque religionis, et substantia voti obedientiæ
LIB. III. DE RELIGIOSIS MUTANTIBUS

sufficierunt salvator respectu cujuscumque Praelati religionis, cujuscumque gradus vel conditionis sit. Sic ergo sufficierunt probatur hoc non repugnare substantiam hujus voti; quod autem ex vi dignitatis Episcopalis ilia exemplo sequatur, probatur primo ex usu Ecclesiae; secundo ex dicto c. Statutum, 18, q. 4, ibi: Monachus, quem canonica eleciun a iuno regula monasticae professionis absoluit, et sacra ordinatio de monacho Episcopum facit; nam hoc maxime de iugo obedientia ad Praetatos religionis verum est, et dicitur esse a regula, quia obedientiam esse debet secundum regulam, ut statim amplius exponemus. Tertio, quia haec vota non maneat in his quo repugnare statui Episcopi, ut sese dictum est; repugnat autem Episcopum, qui suae Ecclesiae curam gerere debet, et omnes actiones suas in illius utilitatem consecrare, subesse obedientia sua religionis. Quo ratio probat optime respectu Episcopi habentis iprimum Ecclesiam, et Episcopatum, in quo haec exemptio ex natura rei consequitur, propter incompatibilitatem inter Episcopale munus et obedientiam regularem.

2. Episcopi etiam titulares haec assertione comprehendentur. — In Ecclesia autem observatur ut religiosus, eo ipso quo consecutur Episcopus, licet reperi non habeat proprium Episcopatum, sit liber ab obedientia omnium Praetatorum sui religionis; de illis ergo alia est ratio, scilicet, quia non decet dignitatem Episcopalis consecrationis, ut talis persona maneat subditas inferioribus Praetatis regularibus, quo sensu talis exemptio fundanda est in Ecclesiae institutione, quae ex traditione satis nobis constat; sola enim ratio decentie congruentiam ostendit, non tamen per se sufficient obligationem promisse obedientiam tollere. Accedit tandem, quod nullus consecutur Episcopus nisi sub titulo alicuius Ecclesiae, ratione cujus habet jus illam regendi, quod per se saties est ut ex vi talis status liberari debet a privata obligatione religionis; nam quod actu non possideat suam Ecclesiam, accidentarium est. Unde ex vi etiam talis consecrationis desinit religiosus esse actual membro in sua religione, quia per se, et ex vi sua dignitatis factus est caput aliquus Ecclesiae; ergo eadem ratione liberatur a juno obedientia religionis.

3. Hinc vero facile concluditur ultima pars assertionis, in qua primo probanda est pars negative, scilicet, quod hujusmodi Episcopus alteri quam Romano Pontifici, ex vi hujus voti, non subit. Contingere enim potest ut hu-

jusmodi Episcopus subordinationem aliquam habeat, saltem in aliqibus rebus ad Archiepiscopum, vel ad Patriarcham, aut Primatem; nulli autem eorum subesse potest eo quod regularis est, seu ratione voti obedientiam. Ratio est, quia ipse non promisit obedientiam nisi Praetatis sui religionis, inter quos non computatur ullo modo Archiepiscopus, vel alii Superioris extra Summum Pontificem; ergo ex vi illius voti non obligatur obedientiam illis, etiam in his quae ipsi possunt precipere per ecclesiasticam jurisdictionem, sed obligare tantum ratione illius, eo modo quod alii Episcopi securales obligantur. Item haec ratione non tenetur Episcopus regularis obiurare ex voto Concilio Provinciali praecipienti, sanctae nec servare aliqua vera, vel leges ecclesiasticas, quia huc specialiter non promissit, licet aliunde ratione officii, vel alii titulis ex servare tenetur.

4. Hinc ergo recta concluditur teneri ex speciali vinculo religionis obiurare Summo Pontifici, tum a sufficienti partiam enumeratione; tum etiam quia Pontifex est vere Praetatus religionis, et semper manet illius ipse, et obedientia ad illum non repugnat, immo maxime congruit cum statu Episcopi. Adversi autem potest quod, sicut votum obedientia religiosa non est limitatum, sed seculum regulam, ita Episcopus regularis non tenetur ex vi sui voti obiurare in omnibus Summo Pontifici, sed in his tantum que direcet, vel indirecet ad suam regulam pertinent; quia votum obedientias mutatun non est in se, sed tantum usus ejus, quos respectum ad hanc vel illum Praetatum. Fieri tarnen potest ut, supposito statu Episcopi, aliquis indirecet pertinent ad observantiam regulae in tali persona, quod in alia non pertinet, sicut in camdem religionem in eo, qui habet munus Praetati Procuraturs, vel aliud simile, aliquis pertinere potest ad observantiam regulae, quod in aliis non habentibus tale munus non pertinent. Et haec ratione existimo, quiquid in tali persona potest esse moraliter necessarium, supposito tali statu, vel ad spiritualia animum salutem, vel ad perfectionem secularem regulam, esse materiam hujus obligationis, et ex vi illius voti precipitur, quia indirecet et reductio sub illo continetur.

5. Dubium, an titularis tenetur obedientia voto respectu Ordinarii uti commuratur. — Occurrat vero hoc loco circa exclusivam positam, incidens dubium de Episcopo titulari, et regulari, qui intra dioecesan alterius Epis-
CAP. XVII. DE OBLIGATIONIBUS EJUSDEM EX VI VOTI OBEDEIEN. 409

capi habitat, cujus jurisdictioni ordinaria vi
detur subjectus, an teneatur ex vi obedi-
dientia; eidem obedire, nam videtur tunc pe-
rinde se habere ac religiosus a sua religione
separatus omnino, quod habitacionem et sub-
jectionem, de quo diximus supra, cap. 6, ma-
nerre subjectum obedientiam Episcopi. Dicen-
dam vero est, etiam hunc Episcopum regulam
solii Pontifici debere obedientiam religio-
sam. Et imprimis nisi Episcopus antea erat
professus in religione exempta, evidens est
non manere subjectum Episcopo loci, quia an-
te consecrationem erat exemptus ab ejus obe-
dientia, et per consecrationem neque exem-
tionem amissit, nec denso factus est illi sub-
jectus. Quin potius, licet ponamus antea non
fuisset de religione exempta, ex vi consecra-
tionis eximetur a judo Episcopi, sub ea ra-
tione, quia Prelatus est talis religiosus, cui ex
voto aliis regulis fortasse obedire tenatur.

Nam, ait quilibet religious exemptus per
Episcopatum eximitor ab obedientia omnium
Prelatorum religionis preter Pontificem, ita
etiam non exemptus, quia eadem est utrius-
quae ratio; ergo, licet Episcopus loci sit unus
ex Prelatis talis religiosus, ab illius etiam
obedientia eximitur. Quin potius existimo hu-
jsomodi Episcopi titulares jure ordinario esse
immediate subjectos Summo Pontifici quod
ecleciasticam jurisdictionem, de qua re alici
dicendum est. Hinc etiam obiter intelligitur
cui acquirati regulales Episcopus titularis, quia
non habet Ecclesiam cui acquirat, et certum
est non acquirire religiones a qua separatus est.

Dicendum est enim per se, et ex vi juris, ac-
quirire illi Ecclesia cujus titulum habet; quia
vero non posunt illi cum effectu applicari ta-
lia bona, in pia opera dispensanda sunt, que
dispensatio ipsi Episcopo est commissa, de-
pendenter autem a Summo Pontifice, modo
explicato in superiori puncto.

An Episcopus regularis tenatur ad observan-
tiam regulae vel constitutionum suarum religio-

6. Secunda asserio presentis capitatis. —
Probatur tamen primo quod immunitatem a
constitutionibus. — Probatur secundo quod
immunitatem a regula. — Confirmatur. — Ad
secundum partem tituli dicendum est, Episco-
pus regularem per se et directe non teneri ad
observationem regulae, vel constitutionem
religionis, nisi quod ea, quae sunt materia
alienius voti, vel que per aliquam ecleciasti-

cam legem scripta sunt. Contrarium hujsus as-

sensionis sentiunt multi Summiate, ut Ange-

gius, verb. Monachus, n. 7; Armil. n. 8; Tabie-

na, § 5; Sylvestre, Religio, 6, q. 10, et Religio,
q. 14, qui dicunt teneri ad observandas eas ob-
servantias regulae, quae non impediunt Episco-
pale munus; cui sentientes multum certe favet
D. Thomas, d. art. 8. Sed asserito positum com-
munior est, ut statim referendum, et sine illa
limitatione habetur in dicto c. Statutum, in
illis verbis: Quam canonicis electo a jugo regu-
lae monastici professionis absoluti; ubi
Glossa id advertit. Ratione declaratur, distin-
guendo omnes leges religionis in illa duo
membra, constitutiones, et regulas, quae su-
pra, lib. 1, c. 1, declarata sunt. Primo ergo
quod constitutiones ratio est clara, quia ille
non obligant nisi ut praecipita Prelaturum,
ve Capitulum religionis; sed talis Episco-
pus non tenetur obedire Prelatus; ergo nec
hujusmodi legibus; par enim est ratio pra-
cepti scripti, seu legis permanentis, et pra-
cepti ab homine impositi, si ex aequali juris-
dictione procedunt; immo praecipita ab homine
rigoriosi obligare solent, quia, ut Jurista di-
cunt, mitius agitum cum lege quam cum ho-
mine. De regula vero potest esse nonnullum
majus dubium, quia, ait esse solet a primiti
fundatoribus tradita, ita substantialis professio
viret directe respicere observantiam ejus.
Nihilominus idem de illa censeo, precise lo-
quendo, ex vi regulae; ita colligitur ex dicto

Statutum, 18, q. 1, ibi: Quam canonicis
electo a jugo regulari monasticae professionis
absoluti, ubi Glossa: Id est, a jejunius, vigi-
lis, etc.; idem habet Glossa, in dicto c. 3, 10,
questione prima, citatus cap. secundum ejus-
dem questionis, ubi Gregorius sit: Nemo po-
tet et ecclesiasticis obsequis deservire, et in
monarchica regula ordinata perseveret, ut ipse
monasterii distriictionem tenat, qui quotidie
in ministerio ecclesiastico cogitare permanere.

Ex quibus verbis congruentia hujsus exempla
questionis colligitur. Idem sentit Glossa in c. Car-

dem, de Consecrat., d. 5. Et idem plane tenet
Sot. et Cætanos infra citandi. Ratio autem
eat, quia illa regula solum obligat tanquam
quasdam lex huic communitati imposita; ergo
solum obligat personas hujsus communis,
quandum quia membra illius, quia omnis lex
pro communitate per se primo futur, et ita
ad eos tantum loquitur, qui sunt partes illius
communis; sed religious, eo ipso quod
fit Episcopus, desint esse membrum talis
communisatis, quia nec est subdictus, nec Pre-

latus ejus; ergo non obligatur legibus ejus;
ergo nec regula ejus. Confirmandum, nam ob hanc causam non tenetur hujusmodi Episcopus servare coniunctudines proprias suæ religionis; nam coniunctum est quædam lex non scripta, quæ servanda est, quamdiu vivitur inter eos qui talem coniunctudinem servant, ut Augustinus dixit; ergo eadem est ratio de omnibus aliis legibus positibus propris tali communitatis, inter quas regula connumeratur.

7. Prima objectio contra hanc assertionem. — Hac objectio concludit de observantia substantialium, non de accidentiis. — Sed contra, quia multa esse possunt in regula quæ servari optime possunt in statu Episcopali; ergo ad illa servanda tenebitur talis Episcopus; patet consequentia, quia juxta doctrinam D. Thomæ, quam supra etiam secuti sumus, licet observantiae religionis, quæ impedunt Episcopale munus, censent in eo statu, non tamen illæ quæ cum illo statu conveniunt. Cur enim cessabit prior obligatio, cum nullum ei ponatur impedimentum? Respondetur, doctrinam illum procedere de his observantibus quæ sunt de substantia status religiosæ vel directe, aut indirecte, aut implicite sub votum cadunt, et ideo hanc exceptionem primo loco in assertionem poneamus. Ratio autem differentis est, primo, quia status religiosus quod substantiam est immutabilis, quod accidentia vero mutari potest; per transitum autem ad Episcopatum fit in eo maxima mutatio accidentalis. Secundo, quia obligatio voti est personalis, et ideo sequitur personam, quocumque tendat; obligatio autem legis est communitatis per se primo, et ideo cessat per separationem a communitate.

8. Inter observantias substantiales censentur vota, si quæ sunt ultra tria ordinaria. — Exemplum de voto Minimorum. — Item de votis aliis professorum Societatis. — Quid de quarto voto solemn. — Unde fit, exceptionem illam extendingens esse ad vota specialia quæ in aliqua religione sunt, præter controllingia, quæ tali sint, quæ statui Episcopali non repugnent. Ut, verbi gratia, si religiosus ex ordine Minimorum Episcopus fiat, tenebitur ad observantiam omnem non comodem carnis, quia illæ non tantum ex regula, sed ex propriœ et speciali voto; cessabit autem illæ obligatio, quando specialis conditione personæ illæ abstinencia impedimentum fuerit ad Pontificialia numeris. Similiter in Societate, si professis fiat Episcopus, tenebitur servare votum specialis quod pro tali statu emittit, de quo nullum potest esse dubium, ut infra videbimus, tract. 10, lib. 6, c. 19; et idem seseo de cantari votis simplicibus, quatenus materia eorum in tali statu occurrere potest, quia omnìa illæ perpetua sunt, et, supposita occasione sua materia, executio et observatio ejus nihil repugnat cum statu Episcopali. De voto autem solemni obediendi Pontifici circa missiones, potest esse specialis ratio excusationis, quia videtur repugnare cum obligatione inserviendi proprio Episcopatui. Dico tamen obligationem de se manere, quia votum immutabile est. Unde imprimitis, si quia esset tandem Episcopus consecratus, et titularis, ex vi illius voti posset obligari ad quamcumque missionem, seque ad aeteri religious. Deinde, licet habeat Episcopatum, potest ex vi illius voti obligari ad relinquentum illum, ut in indiam, verbi gratia, mitti possit, vel ad alium Episcopatum illuc transferti. Denique cum impedimentum illud subit dispositio episcoporum, qui ipsum votum firm, non potest censeeri impedimentum ad non obediendum Pontifici, juxta obligationem illius voti prevendenti; nam ipse poterit impedimentum hujusmodi auferre; solum ergo necessarium est de re total illum certiorem facere, et poste obedire.

9. Objectio contra eamdem assertionem. — Episcopus regularis tenetur ad habitum religionis. — Sed obiurc secundo, nam sequitur non teneri Episcopum regularem ad defensionem habitum suæ religionis; consequens est falsum; ergo. Probatur sequella, quia deferebatur habitum non est materia voti, sed tantum est una ex constitutibus religionis, nec etiam est canon aliqus ecclesiasticus, qui Episcopum regularum obliget ad habitum suæ religionis defensionem. Circa hoc communis sententia est, teneri hujusmodi Episcopum ad defensionem habitum suæ religionis; ita affirmat D. Thomas, dict. art. 8, quem ibi alii sequuntur; Sylvester, verb. Religio, 7, q. 44; Covar., c. 1, de Testament., n. 18, ubi alios autores refert. Et colligatur ex c. Clerici, 2, de Vita et honest. cleric., ubi dicitur: Pontificem autem in publico, et in Ecclesia, superavit eosque omnes utantur, nisi monachi jurant, quos oportet ferre habitum monachalem. Unde constat hanc obligationem non tantum ex regula, sed ex jure communis desumpta esse, et ideo addidimus aliam limitationem in conclusione; nam si de aliqua observantia religiosa per jus canonicum declaratum sit ab Episcopis esse observandam, tune respectu f-
lorum non oritur obligatio immediate ex regula, sed ex tali jure. Imo significat D. Thomas hanc obligationem sequi ex substantiali statu religiosi; cum enim dixerat Episcopum manere ad hac substantialia obligatum, subdit: Et per consequens ad portandum habitum sui religiosi, qui est obligationis signum, indicat professionem tum perpetuo obligare ad signum ejus deferdendum, sicut ad prastandum actus ad quos obligat. Unde, licet verbum operet, positum in dicto c. Clerici, non sit adeo rigorosum, ut gravem obligationem sub mortali soleat significare, tamen juxta subiectam materiam ita interpretandum est et intelligitur aut auctoribus, ut patet ex Panormitano, ibi, n. 6. Et hoc tandem confirmavit universalis Ecclesiis consuetudo; nam quod Soto supra dixit, in Italia hoc non servari, quia Itali non dignatur Episcopos in habitu monachi videre, non video quo fundamento dictum sit.

10. Imo mutans aliqui teneri sub excommunication. — Imo addit Sylvester supra, hanc obligationem tantam esse, ut Episcopus, sib habitum sui religiosi omissat, incurat excommunicationem latam in cap. 2, Ne clerici vel monachi, in 6. Covar. autem de hac excommunicatione dubitat: Non enim est (inquit) in aliquo canone excommunicatione indici monacho, qui protestet Episcopalis digestas non dimissum habitum monachorum assumit albam illum, vel canadadum estem, quae ad Episcopis esternis defertur, tametsi mai faicit monachis Episcopus ex uti. Verumtamen Covarrus non contradicit formaliter Sylvestro, sed aliquid addit, et utrumque indigit consideratione. Duo ergo hic distinguenda sunt, scilicet, dimittere habitum, vel, illo retento, superinduere rochetam. Propter hoc ergo secundum at Covarrus, non inveni in jure positan excommunicationem, quod ergo verum censeo, quamvis inter Doctores dubium sit an occurrent habita ob conversationem sufficiat ad excommunicacionem dicti capitii secundi incurrendam; in eo autem casu occultareetur habitus religiosus.

11. Indem non est verum, si occult& habitum sub rochet. — Nihilominus, quidquid sit de alia occultatione, in hoc casu non censeo esse sufficientem causam illius excommunicationis, quia est minima extensio legis ponialis ultra verborum proprietatem. Eo vel maxime quo, non obstante indumento albo, posset retineri aliquod signum habitus religiosi, sive habitum longiorem deferendo, vel in colore et forma capitii, aut manicarum. Sylvester autem loquitur in priori casu, in quo etiam non videtur res adeo certa, tum quia illud cap. 2 aperte loquitur de religiosis in suo pruno statu et clausura manentibus; quod patet ex principiio textus: Ut periculoa religiosis evagandi materia subtrahatur, etc., quae non possunt ad Episcopum accommodari; tum etiam quia illa non videtur temeraria dimissio habitus, cum sit commutatio in alium habitum proprium Episcopalis status. Sed cum Ecclesia non comprehendat regularibus Episcopos habitum illum, nec monachalis habitus desertionem, certe non posset illa commutatio a temperitate excusari; alia vero, quamvis ratio textus non videatur tam proprii habere locum in Episcopo, verba tamen in rigore illum comprehendunt, et ideo timendum esse censo talem excommunicationem, præsertim quia monachalis habitus etiam in Episcopo deservire potest ad subtrahendum saltum evagandi nimium exccessum.

12. Quando habitus mutatio liceat.—Dices: in c. Deo qui, de Vita et honestat. cleric., conceditur religiosis ut possint habitum mutare propter uniformitatem unius conversationis, quando in unam Ecclesiam conveniunt, quia unusquisque se debet conformare illis, cum quibus vivit, cap. Quisque, dist. 41, cap. 10. In nona, 16, q. 7. Ergo, cum monachus sit Episcopus, permetti debearet monachalem habitum in clericalem mutare, cum inter clericos vivere debet. Respondetur, id solum permetti, quando ex dispari habitu scandalum generatur; jam vero nullum generatur scandalum, eo quod monachus Episcopus suum habitum retinat; quin potius oppositum subdit scandalum inferret.

13. Tertia objectio contra sumam asseritionem in num. 6.— Tertio objici potest, quia sequitur Episcopum regularem nihil pecarre omissae jejuniae, et similia opera preceupta in sua regula, etiam sub mortali, quamvis possit facile et commode in suo statu illa consecutur; consequens est falsum; ergo. Sequela patet, quia si ille non est subjectus legi, nihil peccat non servando illam. Minor antem prohatur ex D. Thoma dicente, posse Episcopum uti dispensatione in hujusmodi observantiae regularibus, quae nec repugnant Episcopatu. Qui autem indigit dispensatione, peccat, si absque illa transgrediatur legem; imo operetur dispensationem esse rationabilem, et ideo addit D. Thomas: Secondum quod requirit necessitas personarum, vel officiorum, vel conditionum.
LIB. III. DE RELIGIOSIS MUTANDIBUS

num cum quibus vivit; loquitur ergo de propria dispensatione, quae veram obligationem supponit. Confirmari hoc potest ex cap. 3, 16, q. 1, ubi dicitur: De monachis, qui diu morantes in monasteriis, si postea ad clericatus ordinem pervenerint, statuuntur non debere eos a priori proposito discedere, seu deviare; satiam autem discidit a priori proposito, qui regulam non observat, quando in illo statu commode potest.

14. Responsio quorundam ad hanc objectionem. — Propter hae Cajetanus in Comment. dict. art. 8, et tom. 4 Opusculorum, tractat. 25, q. 2, et Som. lib. 10 de Justitia, q. 5, art. ult., et aliis Thomistae communitur concedunt, teneri huicmodi Episcopum in conscientia ad servandas regulas vel constitutiones sui ordinis obligantes ad culpam. Addunt vero non obligari debito legali, sed morali, id est, non ex directa obligatione talis legis (verum enim esse putant, quod hactenus diximus, non manere subjectos his legibus), sed ex rectitudine quodam rationis naturalis, quia ex ascensu ad perfectiorem statum non debet religiosis defecere a fructu prioris vitae; deficeret autem, si ea, quae per se conferent ad perfectionem, et Episcopale munus non impediret, dixeret. Unde ulterior ad dunt idem auctores, hanc obligationem in Episcopo in suo genere non esse mortalem. Itaque, licet lex religionis de jejunio, verbi gratia, obliget religiosisos sub mortali, cum, qui factus est Episcopus, non ita obligat, sed tantum sub veniali. Ratio eorum est, quia illa obligatio in Episcopō non est ex virtute illius legis, sed ex illa morali decencia, qua tenetur non desistere ab operibus perfectionis, qua perfectionis statum conscendit; hoc autem decencia solum levem obligationem inducit. De legibus autem sunt constitutionibus religiosis, quae tantum penales sunt, indicant dici auctores nullo modo obligare Episcopum, cum ad penas religionis ipse non tenetur.

15. Hae sententia milii non probatur; sed clausa enim obligatione regulae, in vi regulae, aut legis, nullam invenio naturalem rationem, quae sufficienter obliget ad eosdem actus regulae sub aliqua culpa. Primo, quia illa ratio Cajetanis ad summum probat, debere Episcopum exerceri in actibus perfectionis, et hoc pertinere ad decentiam sui status. Quod autem illi actus iudicium futuri sint, qui per regulam sui religionis prescribuntur sub obligatione ad aliquam culpam, non potest inferri ex illo generali principi; nam existens in statu perfectionis non potest omnes actus perfectionis exercere; determinatio ergo ad hos vel illos voluntari est, sciusa lege obligante; ergo cum Episcopus non teneatur legibus sive religionis, esto debeat ex decentia occupari in operibus perfectionis, nihilominus non obligatur determinare ad prescripta per talem regulam. Secundo, status ipse Episcopalis se cum affert proprios actus perfectionis, quos ex intrinseca obligatione postulat, ut sunt docere et illuminare alios, spiritualiter regere, et omnes eorum miseras, quod fieri posset, sublevare, ad quos actus illi necessarii sunt, qui consequenter sub eadem obligatione cadunt, quantum ad alios fuerit necessario, scilicet, orare, legere, vigilare, etc.; ergo si Episcopus etiam religiosisus suo manere, quod omnes istos actus, satisfaciat, sufficienter implet illam rationem decenti excedendi opera perfectionis statui suis consentanea. Ergo si aliqui paupertatem etiam, vestitatem et obedientiam perfecte observet, et omnino, quae cum illis connexa sunt, vel absolutione necessitate, vel ex decentia, per hoc satisfaciet etiam decentia religiosis, etiam et alia particulares observantias non observe, quia non pertinent ad decentiam superioris status, ut onerum illum, et propriis obligationibus, et alii pertinentibus ad inferiorum statum, non tantum substantiabiliter, et per se, sed etiam accidentaliter. Et hinc tendunt verba supra citata in num. 6, ex c. 2, 96, q. 1, quod est Gregorii, l. 4 Epistolarum, quavis ipse ibi non tractat de religioso translato ad Ecclesiam secularium, sed potius de clericis secularibus, qui vult regimen monasterii assumere. Tamen per similitudinem rationis verba illa nostro proposito accommodatur.

16. Ad objectionem in num. 13 vera responsio. — Respondoeo ergo ad objectionem, concedendo non teneri Episcopum in conscientia, etiam sub veniali culpa, per se loquendo, ad observantias sue regulae. Hoc milii probant sufficienter omnia adducta; nam canones, et Glossa illorum, ac interpretes, simpliciter absolvunt Episcopum regularem a juro regulae, et nulla sufficientem ratio naturalis est que illum obliget, ut declaratum est. Solum ergo ad hoc tenetur, ut juxta integrum statum suum, scilicet religiosi Episcopi, decenter vivat, et consentanea operetur; quod autem huicmodi opera sint hae vel illi, nisi legi aliqua ecclesiastica vel divina sint praescrup, vel ex voto vel ex officio sint debita, liber optioni et determinationi operantis religiosi.
tur. Quapropter, si Episcopus Dominicanus sit, non magis tenetur in conscientia ad abstinentiam a carnis, quam Franciscanus, vel, e contrario, Franciscanus non magis tenetur ad suas peculiare observantias, quam Dominicanus. Neuter etiam tenetur ad habendum socium sui ordinis, et similia, de quibus etiam Cæstianus et Soto inter se non conveniant. Et ob eamdem causam nihil quod hoc distinguendum puto inter opera dissona vel consona statui Episcopali, sed in omnibus censo prudenti arbitrio relinquendum, an talia opera expediant vel deceant, aut magis conveniant in tali statu, et post tale judicium libera etiam est electo eorum, et non sub obligatione ad aliquam culpam, nisi aliquod indicens opus, vel inutile otiurn, loco talium operum admittatur. Non nego tamen esse aliquam congruitatem, ut, caeteris paribus, unusquisque potius eligat opera suae religioni et regulae conformia, quam alia, caeteris paribus; non credo autem illam esse tantam, ut per se inducat obligationem in conscientia, quia nullum est principium ex quo sufficienter colegitur, seclusa directa obligatione iparum constitutionum positurum.

17. Replicat duitur dupliciter. — Dices, tenerti saltam ex illo principio, quod turpis est pars quae non concordat toti. Respondet primo etiam ex hoc principio non teneri omnes partes ad servandas omnes leges communitatis, sed unamquamque teneri ad illas quae ad ipsam spectant; unde, si leges aliquae habeant non obligare in conscientia, sed tamen ad peham, ex illo principio non erit culpa illa non servare; sic ergo non obligatur Episcopus ad servanda statuta religionis, propter illud principium, quia non cadunt in illum; neque eorum observanti postulat tantum uniformitatem in membris adeo disparibus, et statuum diversorum. Unde secundo dicitur Episcopum, in rigore, jam non esse membrum illius communitatis, et ideo ex hoc titulo conformitatis cum illa non obligari ad observantias ejus. Nec propertea licet inde colligere, illum non manere religiosum talis religionis in specie potius quam alterius, quia in substantialibus et in habitu semper manet religiosus in tali specie, et quod vinculum praepicie obedientia, semper manet ita ligan tus habitualter, ut, si a Pontifice privetur munere et exemptione Episcopali, manebit subjectus sue religioni, et non alteri. Hoc ergo satis est ut statum religiosum ejusdem rationis retincat, quamvis subjectus actu non sit, uestae religiosum, nec legibus talis religionis.

18. Illatum et dictis per quod satisfiat ad D. Thomam in illo numero 13. — Atque ex his infero, hujusmodi Episcopum non indigere propria dispensatione ad comedendum carnem prohibitas, verbi gratia, per preceptum regulum; et idem est de similibus, quia dispensatio solum est ad tollendam obligationem; ubi ergo non est obligatio, nec dispensatio necessaria est. Cum ergo D. Thomas, numero 13 citatus, ait posse secum dispensare, vel indicat se sequi priorem sententiam, qua probabilia est, licet quae defendimus, in rigore juridis, videatur veras; vel certe in lata quadam significatone illo verbo usus est, ut indicaret melius esse, magisque consulendum cuiibet Episcopo religioso, ut regulam suae religionis quoad hanc partem observet. Et ideo noluit licentiam praebere ad oppositum faciendum nisi per modum dispensationis, quia vir religiosus et perfectus ea, qua meliora, et suo statui convenientiora sunt, etiamsi sub obligationem non cadant, absque justa causa prætermittere non debet, et ideo quando sub hac tantum consideratione sibi induget, aliquod hujusmodi secum dispensare dicitur. Nee ex cap. De monachis, sen 3, 16, quest. 5, alius colligitur, quia in eo non est sermo de Episcopis, nec etiam neesse est textum illum intelligenter de monachis translatis ad Ecclesiis secularem, sed de quacunque monacho clericor mordio; olim enim monachi ex vi statui non ordinabantur; quamvis ergo interdum ex indulgentia ordinantur, non propertea liberrabuntur a regulari obedienti et observantia. Vel denique, licet extendamus textum illum ad monachum translatum ad Episcopatum, respondetur cum Glossa ibi, non posse deficere a suo proposito, quoad substantia sua statui; et quamvis alias regulas non observet, non potest dici propri deviare a proposito, quia ubi cessat obligatio, non habet locum deviatio a proposito.

19. Quid de observanti se etiam fera in quam incidit Natalitism Christi. — Responsio Cæstani. — Exem ipsa reiectar et verius. — Solvam superest specialis difficultas, an hoc generaliter corollarium habeat locum in speciali casu capitis ultimi, de Observatione jejuniorum, de die Nativitatis, quando indicet in sextam feriam, au possit religious Episcopus sine dispensazione comedere carnem illa die quando ex regula suae religionis erat prohibitis. Cæstani enim in hoc puncto contraria docuit, nam in 2. 2, dicto articulo...
LIB. III. DE RELIGIOSIS MULTANTIBUS

octavo, dicunt non posse hoc facere sine pecca-
to mortali, quia non gaudet beneficio, seu in-
dulgentia concessa omnibus fidibus; nam in
illo capite excluduntur ab illa omnes religio-
si quorum instituta obligant ab abstinendam
a carnibus, seu ad jejunandum sexta feria, et
ideo preceipit Ecclesia abstinenti a carni-
bus sexta feria, rigorose obligat hujusmodi
Episcopum. Idem vero Cajetanus in citato
opusculo negat illud esse peccatum mortale,
et aut Sot. Cajetanum ibi cordatus mutasse
sententiam, quod ipsemet Cajetanus significa-
vit in ultimis verbis illius opusculi, dicens:
Tu lector momento scripta nostra, de hujus
questionis materia in commentarii super 2.
2, ad haec regorae subtilius discussa. Itaque
dicendum est, uti abstinentia a carnibus, vel
jejimum, solum est ex regula, vel precepto
ejus, et non ex speciali voto, Episcopum posse
licite eo die carnes comedere, quia jam ipse
regulari observantia non est strictissim, et tex-
tus solum excipit eos qui aut voto, aut regula-
ri observantia sunt exacti; unde Carthusi-
sianus, si fiat Episcopus, licite poterit carnes
comedere eo die; religiosus autem de ordine
Minororum, etiam factus Episcopus, non poto-
rit, quia specialiori voto obligatur, quod sim-
per durat.

CAPUT XVIII.

AN EPISCOPUS REGULARIS GAUDEAT GRATIS SUAE
RELIGIOSIS, ET QUEE OBLIGATIONES MANEANT IN
RELIGIOSO FACTO CARDINALI.

1. Propriore parte tituli arguitur negative.
— Arguitur affirmativae. — Duo in titulo po-
sita supersunt breviter inquirenda circa hanc
materiam. Primum est, an religiosus factus
Episcopus gaudeat privilegiis et indulgentiis
concessis suae religionis. Ex dictis enim videtur
sequi pars negativa, quia Episcopum jam non
tenetur oneribus religionis; ergo nec privile-
giis et commodis gaudere debet; item nec
privilegia conceduntur intuuit religionis; sed
Episcopus jam non est membrum illius reli-
gionis; ergo nec communicat cum ipsa in pri-
vilegiis et gratias. Propser hic quidam abso-
lute et sine ullo limitatione excludent Episo-
pum reglemarem a participatione omnium gra-
tiarum suae religionis; nam cessante causa
fundamentali privilegiis, cessat privilegium,
tt in materia de legibus tractavimus, et no-
tat glossa, in cap. In nos, 23, q. 2, verbo Cess-
asserint; Decius, in cap. Cum accessissent, de
Constitutionibus, n. 15. Sed ex codem funda-
mento potest contrarium suaderi, quia privi-
legia conceduntur in favorem status religiosi,
qui non tantum est in toto corpore mystico
religionis, sed etiam in singulis personis ejus;
seh status vero manet in Episcopo, non so-
lum in genere, sed etiam in tali specie, ut os-
temus est capite precedentem; ergo in illo non
cessavit causa et fundamentum privilegi aut
indulgentiae; ergo nec gratia ipsa cessavit,
quia non est specialiter revocata, ut supponi-
mus, nec sublatum est fundamentum ut per
se ipsa cesset.

2. Decisio per distinctionem. — Qua propter
distinctione mihi utendum videtur, nam aut
gratia et privilegia concernunt corpus religi-
osis, ut sic, et favorem ejus, quod juris-
dictionem, administrationem temporaliam
bourom, et alia hujusmodi, aut responsa
singuas personas. De prioribus, non videtur
Dubium quin Episcopus illius gaudere non pos-
sit, ut convincit prior ratio facta; tali enim
privilegia non fundatur in toto status religi-
oso personali, sed in vinculo et conjunctione
ad hoc corpus, cui per se primo concedatur,
et ad illius usum et commodum ordinatur.
De posteriornibus autem iterum distinguendum
est, quia vel usus talium gratiarum aut pri-
vilegiorum, ab Episcopo usurpat, esse on-
rosus ipsi religioni, vel non. Quando privi-
legium concedit gratiam, quia persona religiosa
gaudere potest in commodum suae animae, vel
corporis, sine onere vel gravamine sua reli-
gionis, profecto non cessat propter status
Episcopalem. Sicut enim diximus obligations
et vincula substantialia religionis, quae non
repugnant muniiri Episcopi, in ipso, seu cum
ipso durare, ita etiam ratio postulat ut gra-
tiae et indulgentiae status religiosi, quibus po-
test Episcopus frui sine incommodo suae reli-
gionis, in ipso etiam perseverent, et ita om-
nes rationes pro utraque parte propositae hanc
assertionem persuadant, quia verisimile est
solum religiosum statum quod substantiam
ejus esse sufficiens fundamentum et causam
talium gratiarum, et quod eas retorquet
optime illa ratio, quod qui retinet religionis
onus, debet etiam retinere favores ejus.

3. At vero, si usus talium gratiarum redu-
det in onis religionis aut monasteriis, admit-
tendus non est, quia semper censetur hujus-
modi favor principaliter consecuus in favorem
religionis. Et quaed hoc procedit quasdam de-
claratio Sexti IV, que redit etiam in monasticis
Minorum, fol. apud me 149, concess. 365, quod
sic habet: No ex habitationibus ad beneficia,
CAPIT. X. AN RELIGIOSUS TRANSFERRI QUEAT AD BENEFICIUM, ETC.

in tract. de Cardinalibus, q. 58 et 59, et Andreas Barbatiam, de Præstantia Cardinalium, p. q. 3; et Hieronymum Manfredum, de Cardinalibus, q. 433. Unde quidquid acquirit post tam dignatum, Ecclesie sue videtur acquirere; semper enim habet aliquos particularis Ecclesie titulum, et regimen; alias acquirit Ecclesiae Romanæ, seu Apostolicae Sedæ. Quod vero ad obedientiam attinet, clarum est soli Pontifici immediate subsese, retinet tamen idem obedientiam vinculum. De obligatione vero ad alias observantias regulari eadem ratio exemptionis est, quia, juxta institutionem Ecclesiae, per illam dignitatem aequum separatitur quis a corpore religiosis atque Episcopos. Habetum tamen deferre debet, ita enim observat Ecclesie usus, et favevit jura supra citata. Solus religiosus factus Summus Pontifex hac obligatione liberatur, quamvis substatiam status religiosi non amittat, ut in superioribus, trahendo de obedientiae voto, tacitum est.

CAPIT. X.

UTRUM RELIGIOSUS PROFESSUS POSSIT AD BENEFICIUM, VEL DIGNITATEM INFERIORUM EPISCOPALI TRANSIRE, ET QUO JURE TUNC OBLIGATUR?

1. Prima suppositio, professionis religiosa ex se non repugnare beneficium ecclesiasticum. — Id probatur quantum ad jus spiritualium ministeriorum. — Item quod commoda fructuum temporalium. — Suppono imprimis religiosum, ex vi professionis sua, non esse inacapac ecclesiasticis beneficiis, etiam curam animarum annexam habentis. Sunt quidem multa antiqua decreta prohibentia ne monachi clericorum officia populis celebrare aut ministrare praemunant, qua congerit Gratianus, 16, q. 4; verum tamen illa decreta loquentur primo seculum antiquum consuetudinem monachorum qui laici erant, et ex vi sua professionis clericorum non erant, neque ad hunc finem insti- tuabantur. Deinde non omnino exclusunt monachos ab hoc ministerio, tanquam inlibiles, vel ad ordines, vel ad beneficii, aut ministria ecclesiasticâ, sed prohibentur ne suo arbitrio et usurpato jure his ministeriis se ingerant, nec sine debita superiorum facultate ad ilia assumantur. Nunc autem solum asserimus professionem religiosam per se et vi sua non red- dere personam inacapac ecclesiasticis beneficiis, quod declaratur in hunc modum; nam duo sunt in beneficio ecclesiastico distinguenda: primus est spiritualis jus ad tale ministerium.
quod jus inter num etiam includit jurisdictiounem ecclesiasticum, vel in administracione verbi Dei, et Sacramentorum, vel etiam fori contentiosi. Secundum est temporale commodum, quod ratione officii habet beneficia. Quantum ad primum, constat religiosum non esse incapacem illius juris, quia non repugnet cum aliquo voto substantiali religionis. De castitate contesse; de paupertate probatur ex dictis supra de materia illius voti, quia per illud non excluduntur nisi jura et bona temporaria quod proprietatem et proprietarium usu; ministeria autem, et officia, preservant spiritualia, non excluduntur per illud votum, etiam quod proprietatem et possessionem eorum, ut ibi declaravimus; hujusmodi autem sunt beneficia, ecclesiastic a quod hanc partem. Quod alteram vero de temporalibus bonis, non est de ratione beneficii ut eorum proprietas accipitur habenti beneficium, sed satis est quod ad illum pertineat administratio, usus et dispensatio talium bonorum; imo multo existimant beneficiarios seculares non plus habere; ergo ex vi paupertatis seculares non est incapax beneficii. Neque etiam ex vi voti obedientie, quia in obtinendo beneficio servari potest obedientie, ut statim declarabimus. Denique quod hoc cadem fere est ratio de Episcopali beneficio, et de quacumque Superiori dignitate.

2. Secunda suppositione, nec juri canonico id repugnare. — Beneficiorum genera varia. — Quae beneficium regularia hoc non spectent. Secundo supponendum est, etiam ex jure canonico non esse religiosum incapacem ecclesiasticum beneficii inferioris Episcopatu, etiam habentis annexam animarum curam; ut hoc ostendas puses supra est vulgaris distinctio beneficii: quoddam est seculare, aliud regulare, quae sumitur ex cap. Cum singula, et cap. Cum de beneficio, de Praestand., in 6, et ex Doctoribus communiter, eisdem locis. Seculare dicitur, quod clericis secularibus dari solet, ex debito, seu institutione, aut legitima consuetudine. Regulare autem vocatur, quod aliorum religione vel monasterio addictum est, vel ex institutione, vel ex precepta consuetudinum quadrangint a annorum, juxta citata jura. Et utrumque beneficium multiplex est, ut videre licet in Rebufo, in Practica, p. 1, a principio, et de secularibus beneficiis, Docto dante, alibi dicturi sumus; hic enim necessaria non est distinctio, quia generatim de omnibus agimus. Circum regularia autem beneficia adventendum est, sub illis internum numerari pralationes ipsiusmet religionis, ut Abbas conventualis, vel Prioratus, et in universa omnia munera eorum regulariam, qui alius religiosis prefacinuntur. Imo, ipsumet monachatus, vel simplex munus Canonici regulari, sololet interdum beneficium simplex appellari, ut videre licet in Rebufo, supra. Quidquid vero sit de hoc modo loquendi, hic non solum beneficia in hoc sensu, quia manifestum est in hoc sensu omnes veros religiosos habere jus ex se perpetuum, ut a sua religione alantur, cui ipsi etiam insinuare et obedire tenentur; certum est etiam religiosum ex visus professionis esse capacem praesentationis praestheticatur, vel administrationis ejusdem religionis, seu personarum et honorum ejus, quod satis constat ex dictis supra, lib. 2, a cap. 7, de Prelatius et eorum electionibus. Loquimur ergo de beneficiis regularibus in alio sensu, vide licet, de his quae sunt propria beneficia ejusdem rationis quod substantiam cum secularis; soluamque dicuntur regulari, quae ple no jure ad monachos seu regulares pertinent, et per eos administrantur.

3. Ostenditur jam praedicata secunda supposizione. — Ex his ergo constat, religiosam non esse incapagem beneficii, etiam secundum jus canonicum, quia quantum ad beneficia regularia ipsum jus illi permittit vel concedit; ergo supponit per regulares administrari posse et debere, nam commune aequa est juris, et beneficia regularia regulibum conferente esse, secundaria vero secularibus. De seculari autem beneficio probatur, quia, licet jura prohibent monachum non assumi ad tale beneficio sine debita facultate et legitimo titolo, seu provisione illius qui potestatem habet, non tamen absolute prohibent, nec reddunt regulares personas inhabiles ad talia beneficia. Primo ergo videndum est de beneficiis regulariis, et de omnibus quae ad illa pertinent, et deinde de secularibus.

4. Prima assertione, posse regularum habere beneficia regulare sui ordinis. — Hac beneficia conferreduntur solus a Prelatis regularibus. — Primo ergo dicendum est, regularem posse habere beneficium regulare sui ordinis, vel monasterii, non vero alterius, nisi ex speciali dispensatione. Utque pars est certi et communis, ut videre licet in Rebufo, in Practica, p. 1, tit. ultimo, qui est de translatione monachorum, et p. 2, titolo De Dispensatione cum regulibum facta; et ex Navar., Comment. 4, de Regularibus, num. 22; Sylvest., verbo. Religio, 6; et l'auormitan, in cap.
CAP. XIX. AN RELIGIOSUS TRANSFERREI QUEST AD BENEFICIO, ETC.

Deus qui, de Vita et honestate cleric., et cap. Quod Des timorem, de Statu monachorum, et sumitur ex cap. Cum singula, § Prohibimus, de Prebend., in 6, in quo prior pars suppnonitur potius quam assarerat; nam officia et beneficia, consuetud administrari per monachos alcuus monasterii, illis non solum possunt, sed etiam dubent conferri. Unde si talia beneficia pleno jure sunt tali monasterio subjecta, per solam voluntatem Praelati regularis, potest religiosus ad tale beneficium transferri, ut Panormitanus et Sylvester notant, et collo legi potest ex cap. Deoctas, et cap. Si monachus, cum sequentibus, 16, quest. 1. Et ratione est, quia tunc proviso beneficii omnino pertinet ad Praelatum monasterii; hac enim ratione dicitur pleno jure ad monasterium pertinere; sub Praelato autem Capitulum monasterii comprehendendum, si juxta monasterii statutum, vel consuetudinem ad illud pertinet proviso. Persona etiam est plene subjecta Praelato monasterii; ergo non ab Episcopo, sed ab illius voluntate pendet, quoad provisionem, se receptionem talis beneficii.

5. Subditi tenentes illa acceptare. — Quid si non sufficeret ad alendum religionem. — Unde addidit Navarrus supra, non solum possesse, sed etiam teneri ad acceptandum talie beneficii, si Praelatus praecipiat, qui illud preceptum juxta est, et non excedit latitudinem obedientiæ religiosæ, quia gubernatio beneficiorum monasterii valde pertinet ad utilitatem et regimen ejusdem monasterii, argumento cap. Quorumdam, de Electione, in 6, ibi: Extra administratione propriis ordinis solvit praestans consensere molivatur, ergo comprehenditur illa administratione, vel suscepit beneficii sub materia obedientiæ illius monasterii. Quapropter merito etiam hoc extendit Navarrus ad beneficium tenue, eumque reditibus habens, quia obedientia religiosæ non fundatur in pròpria auctoritate, aut com modo temporali, sed in obsequio religiosiæ. Ait tamen Navarrus, si beneficium sit tam tener, ut religiosus non possit ex illo sustentari, non posses obligari ad relinquendum monasterium, ut in tali beneficio resideat, non obstante Clementina, § Cæterum, de Electione, quæ nemo potest cogi ministrare sine sufficientibus saltem alimentis; debet ergo tunc monasterium alere religiosum in alia Ecclesia residentem, ut ad hoc possit eum obligare. Quod videtur etiam intelligendum nisi religiosus mendicatatem professus sit, et juxta suum institutum ad mendicandum potest obligari.

6. Ad quas observantias tenatur. — De hujusmodi autem religioso in talia beneficii proviso, dubitari potest an teneatur ad omnem observantiam regularem. Nam, quod vere maneat religiosus, et teneatur substantialia viucula religiosus servare, et habitum deferre, non est dubium; et a fortiori patet ex dictis cap. 17, de Episcopo regulari. Hic vero addendum est, hunc religionem manere oboectum regulæ, quantum extra monasterium et in privata domo servari potest, ut a fortiori patet ex dictis supra, cap. 7, de religioso vivente extra clausrum, cum licentia vel dispensatione legitima. Ratio vero est, quia talis religiosus vere manet sub obedientia sui Praelati, et adhuc est membrum sua religionis; ergo obligatur regula religionis eodem modo quo ante, solumque exscusabatur ab his observantibus, quæ vel in talis habitacione, a communitate separata, imperi non possunt, vel tale manus impedient.

Caecum acquirat beneficiarum regularis habens beneficium sua religioni pleno jure subjic uum.

7. Arquitur beneficiarium regularem acquirere fructus ipsi Ecclesie. — Arquitur acquirere poius monasterio. — Confirmatur. — Duce vero supersunt difficultates: una est circa paupertatem, cui siccit acquirat talis religiosus, an, siccit religiosi vel sua Ecclesie; nam cum aliis nulla potest fieri ratio nabilis comparatio, nec cum ipsomet religiosi; nam certum est sibi non acquirere quod proprietatem. Ratio ergo dubii est, quia in aliis beneficiis religiosus acquirit Ecclesie suae, ut statim dicemus; ergo etiam in his quæ subent suæ religioni seu monasterio. Probatur consequentia, quia jura generaliter loquentur, et quia ratio est cadem, quia omnibus beneficiarius efficitur sponsus Ecclesie suae; illi ergo acquirit. In contrarium vero est, quia talis religiosus manet sub obedientia sui Praelati, et eodem modo totus est monasterii sicut antea erat; ergo et acquirit monasterio sicut ante; et in sua paupertatis omnino subordinatur voluntati Praelati, et consequenter illi acquirit cui ipse vult; ergo acquirit monasterio. Quæ ratio maxime procedit quando beneficium pleno jure subjicatum est monasterio, et praesertim si sit ad nutum aferibile. Et confirmari potest, quia quando Ecclesia et beneficium sunt in subjecta pleno jure monasterio, ut beneficium sit aferibile ad nutum Praelati, tota utilitas totus usu-
fructus beneficii directe pertinet ad bona monasterrii; ergo beneficiarius solum potest sibi retinere, que vel sibi consignata fuerint, vel ad Ecclesiam obsequium debitum necessaria fuerint; ergo quidquid ultra hoc acquirit religiosus ex beneficio, ad monasterium pertinet. Quod si aliiunde quam ex beneficio acquiratur, manet in eo integra ratio acquirendi monasterrion, neque sub ea ratione spectatur tanquam minister seu sponsus talis Ecclesia; unde si paupertatis votum non haberet, claram est non acquirere talia bona Ecclesiae, sed sibi.

Votum autem paupertatis non confert jus aliquod proprius Ecclesiae, quamdiu integra materia unio in propria religione, et subordinatio ad obedientiam ejus.

8. Approbatur prior pars dubii quoad fructus acquisitos intuitu Ecclesiae. — Hae rationes videntur aliquam probabilitatem efficere, et fortasse propter eas, quando anteriores dicunt monachum, translatum ad alienam Ecclesiam, non acquirere monasterrion, sed Ecclesiam, loqui solent cum hac limitatione: Si Ecclesia non sit pleno jure monasterio subjecta, ut infra videbitur. Nihilominus distinguendum videatur de bonis acquisitis a tali religioso intuito ipsius Ecclesiae, vel aliiunde. De prioribus discendum est acquirere Ecclesiae, et non monasterrion. Ita sentit Bartolus, in leg. Si servus communes, 37, ff. de Stipulatone servorum, num. 6, ubi idem sequitur additio ad illum; idem tenet Navarr., comment. 2, de Regularibus, num. 6, vers. Octavo, et probatur ratione priori loco facta, et quia cadem est proportio beneficii perpetui respectu totius temporis, et beneficii temporalis respectu temporis pro quo durat; semper enim beneficii et fructus ejus debent in commodum Ecclesiae redundare. Quod optime confirmat Navarr., ex Clement. unica, de Suppleanda negligentia Prelatorum, ubi prohibitum Prelati regulares ne huysmodi beneficii applicant mensis suis, sines eressive novad imponant, aut veteres augeant, et infra declarat hoc habere locum in beneficiis, quae speciales Prioris, administratores, seu Rectores conserverunt, habere, id est Prioris, seu administratores huysmodi ibere possint ad clausura rum cum auctoritate vocari. Et infra statuit, ut huysmodi Prelati bona talium beneficiorum vacantiam occupare non possint. In quibus omnibus plano supponit Pontifex quesa sa ex fructibus beneficii non pertinere ad monasterrion, alias cuur non posset Prelatus pensionem imponere, imo et reserva sibi aut suo monasterio omnia que aliquo modo statum suum, etc.

ipsi beneficiario in suo munere necessaria non essent? Diect aliquis, ibi non prohiberi pensionem imponi pro monasteriis, sed pro mensis Prelatorem. Respondetur, pro eodem reputari Prelatum et monasterium, tanquam caput et corpus; utriusque enim jus unum et indivisum est, ex vi status religiosi, nam Prelatus monasterrion non habet veluti privus, jas ad fructus vel reditus monasterrion, sed solum ratione communis. Unde intelligitur quod supra, in quadam confirmatione, num. 7, sumebatur, in huysmodi beneficii fructus corum directe pertinere ad monasterrion, non esse in universam verum.

9. Excepto aliquid beneficiorum, de quibus non procedit dicta prior pars dubii.—De quibus procedat.—Satisfait argumento pro posteriori parte dubii in num. 7. — Possunt quidem aliquando benefici esse sic unius monasterrion ex speciali gratia Pontificum, et tunc non habet in eis locum decasia illius Clementis; nam in ea expressa declaratur illam intelligi de beneficiis quae non sunt de mensis Prelatorem ipsorum. Quod idem est de beneficiis quae non sunt ipsorum monasterrion. Unde illa nec consensur vacare potest mortem beneficiarii, juxta capitolium unicum, vers. Quodam etiam, de Excessibus Prelat., in 6; semper enim monasterrion vivit, cujus sunt tales fructus. Et ideo mirum non est, quod beneficiarius tunc acquirat monasterrion; non enim ipse proprii acquirit, sed dat monasterio quod suum est, ex speciali unione, vel applicatione alias et facta. Possunt autem esse alia benefici etiam manuela, seu, quod idem est, ad nutum auferribilia, et pleno jure ad monasterium seu Prelatum ejus pertinentia, quorum redivus non sint applicati monasterrion, nec mense Abbattiali, ut manifeste supponitur in dicta Clementina, et de his tractatur pro loco quaduestio, an ratione personae religiosae, et subdite tali monasterrion, acquiratur aliquid idem monasterrion, de fructibus seu bonis que intitula beneficii et talis Ecclesia acquirit beneficia. In his ergo beneficiis non procedit dicta ratio, et ideo dicimus non acquirere monasterrion, sed Ecclesiae. Nego quod hoc obstat quod talis persona subsit obedientia monasterrion, quia idem obedientia debetur securum regulam, et securum jura monasterrion; dite autem monasterrion ex bonis Ecclesiae, non pertinent ad obedientiam, securum regulam, neque ad jus monasterrion, et ideo non sequitur ex dicta substantione. Unde, sicut religiosi, pro tempore quo residet in tali Ecclesia, tenetur
eì inservire, nec potest obligari ad aliquid in-
compossibile illi ministerio, nisi a beneficio
revoceetur, ita pro eodem tempore non potest
obligari, ut ex bonis vel fructibus Ecclesiae ac-
quirit monasterio.

10. An possit dictus beneficiarius dare ali-
quid monasterio suo.—An testari.—Sed que-
res an saltatem possit licite ipse beneficiarius
de fructibus sui beneficii partem alicuam vo-
luntarie monasterio tribuere. Respondetur, ip-
sum non esse dominum sed dispensatorem, ha-
bere tamen liberam administrationem ipsorum
bonorum, id est, independentem a voluntate
sui Prelati regularis, quia quod banc partem
non est illi subjectus, ut declaratum est. Nihil-
ominus tamen ex natura rei, et ex vi sui mu-
eris, tenetur debitum ordinem servare in
dispensandi bonis suo usu non necessariis,
nam providere imprimis debet Ecclesiae suo,
deinde pauperibus sibi subjectis, seu ejusdem
Ecclesiae. Si quid vero postea superfluerit, juis-
ete et religioso potest, dum vivit, suo monas-
terio ea donare, quia est opus religionis et
miscericordiae, nulloque jure inventur prohibi-
titum. Testari autem in morte religioso non
permititur, ut supra dictum est, nisi ex spe-
ciali privilegio. Unde, si talis religiosus pecu-
nium habeat ex hujusmodi bonis usque ad
mortem (prout habere potest, nisi speciali regu-
la prohibitur), in eis successit Ecclesia, et
non monasterium.

11. Quid fiat de peculio, si vives revocetur ad
monasteriun. — Sed quid si talis religiosus re-
voceetur ad monasterium, et amoveatur a be-
neficio? poteritque secum deferre suum pecu-
nium, et omnia bona mobilia et se movientia,
quæ in illo habebat? Responds, posses qui-
dem illa, si velit, Ecclesia relinquere, vel suc-
cessori, vel in pauperes distribuere, quia, do-
 nec recedat, liberam administrationem illo-
rum habet. Ob eadem vero rationem censeo
etiam posses illa secum deferre, tum quia admi-
nistratio secundum se ad hoc extenditur; tum
etiam quia talia bona jam erant ejus usibus
applicata. Exstito tamen, se ipso quod per-
sone iterum reedit ad monasterium cum talii
bus bonis, incorporari bona illa bonis monas-
terii, quia imprimis, talis religiosus jam non
potest habere liberam administrationem talii
bonorum, quia hoc repugnat religiosa
vita, cum jam illa persona sit omnino actu
subjecta Prelato religionis; ad illum ergo jam
spectat talium bonorum administration. Unde,
se ipso quod religiosus secum defert talia bo-
na, ad monasterium, quantum est ex se, illa
applicat, et Prelatus illa permittingo conse-
quenter acceptat, et ideò ex tune incipit do-
minium talium bonorum esse apud monas-
terium.

12. Quid sentiat Bartolus circa cemem prior-
rem partem dubit, quoad fructus aliunde quam
ex Ecclesia quasita. — De bonis vero aliunde
acquisitis a taili beneficiario, quoquecum mo-
do, est major difficultas, quia Bartolus su-
pra dicit, quoad talia bona non acquirere Ec-
clesiae sue, sed monasterio, cujus opinionem
videntur multum suadere rationes prius factae
in num. 7 et in num. 8, praesertim cum nul-
num sit jus quod talia bona applicet monas-
terio. Nam capitol. Statutum, 48, quest. 1,
et locutur de Episcopo, et licet extendatur ad
inferiora beneficia, merito requiri potest ut
cum Episcopatu conveniant in perpetuitate,
et consequenter in vi eximendi religiosum a
jugo regulae, quia alia est non similiumu ris
tionis; et idem neque extensio locum habet.
Declaraturs assumptum, nam, quando religio-
sus liberatur a jugo regulae, totaliter (ut sic
dicam) disjungitur a corpore sua religiosis, et
unitur sue Ecclesiae, et idem merito illi tantum
acquirit. Quando autem non liberatur a jugo
obedientiae et regulae, adhue manet conjunc-
tus suæ religioni, et actù subjectus illi, in om-
nibus qui non repugnant ministerio Ecclesiae;
ergo etiam in his bonis, quæ non comparat
intuita Ecclesia, sed aliunde, non acquirit
Ecclesia, sed monasterio cujus est membro.
Est enim illa persona quasi divisa; nam par-
tim est monasterii, partim Ecclesiae, ita ta-
men ut quoad omnia que per se non perti-
nent ad jus Ecclesiae, sit monasterii; quoad
acquisitionem autem talium bonorum per se
non pertinent ad Ecclesiam, cujus signum op-
timum est supra tactum, cap. 16, num. 25;
quia si illa persona esset sui juris, nullus modo
talia bona pertinent ad Ecclesiam; ergo cum
sit juris monasterii, ut sic dicam, illi potius
acquirit talia bona, quam Ecclesiæ. Unde con-
firmatur tandem, quia antea monasterium
habebat hoc jus ratione talis personae, et non
amisit illud propter tale beneficium, quia per
illud non fuit persona translata simpliciter,
sed tantum secundum quid, ut declaratum est.
Neque etiam potest aliud colligi ex dicta Cle-
mentina, quidquid Navarrus dicit, quia illa
solum disponuit de beneficio, et de immunitate
ejus (ut ita dicam), non vero de persona, nec
de omnis bonorum quæquecumque via possunt
ad illam pervenire.

13. Nihilominus Navarrus supra, dicto Com-
LIB. III. DE RELIGIOSIS MUTANTIBUS

ment. 2, de Regularibus, num. 6, tenet hujusmodi religiosum beneficium acquirere sua Ecclesiae, quocumque titulio vel ratione aliquid acquirat, qui videtur maxime fundari in dicta Clementina; nam ad Bartholum postea respondet, vel non vidisse illum Clementinam, vel non satis eam ponderasse. Sed, ut dixi, nullum argumentum efficax ab illa sumi potest; quae enim consecutio est a fructibus beneficii, ad bona quae, vel jure hereditario, vel libera donatione, aut alto similsi modo acquiruntur? Citat deinde Panormitanum, in cap. Monachi, de Statu regular., et in cap. ultimo, de Capellis monachorum; sed in neutro loco aliquid dicit ad hanc questionem pertinens; sed potius ait religiosum, promotum ad beneficium perpetuum, non habere amplius communione cum primo monasterio; eum vero, qui tantum habet beneficium naturale, non esse separatum a monasterio, neque extra obedientiam Prelati; de acquisitione vero bonorum nihil dicit. Deinde argumentatur Navarrus ex quodam doctrina Federici Senens., cons. 35., num. 74, dicit, occiso beneficiario manuali, peneam homicide applicandam esse Ecclesiæ, et non priori monasterio, quia pro tune est verus beneficiarius talis Ecclesiæ, et secundum illum statutum judicandus est, ut ibi latius prosequitur, adactus varii coniecturis, ex quibus fit quidem probable illud assumptum, non tenens certum, nec sufficiens ad confirmandum rem multo magis dubium. Præsenter quia est longe diversa ratio; illa enim pone applicatur ratione injuriae et nocumenti; in eo autem casu proxime et principaliter nocumentum et injuria fit Ecclesiæ, que, ut sic dicam, actu possidet talem personam, et ideo ad illum maxime pertinet jus acquiriendi illum peneam, quamvis forte præstare arbitrio judicis etiam esset pars aliqua monasterio applicanda. At vero quando acquisitioni non sit ratione injuriae, neque titulo ipsius Ecclesiae, nullum aequip fundamentum sufficiens, ob quod Ecclesia habeat jus ad bona tales personæ alius acquisiri.

4d. Addit tamen Navarrus rationem aliæm, quam censet efficacem, quia bona acquisita ex fructibus beneficii manuallis, et ex opera ipsius monachi, non debentur monasterio; ergo nec bona alius acquisita; probat consequentiam, nam si religiosus acquireret monasterio, multo magis acquireret ex re ipsius monasterii quam ex re aliena; sed fructus et opera monachi sunt quodammodo ipsius monasterii cujus est monachus; ergo, si per illa

ALIQUOmodo STATUM SUUM, ETC.

non acquirit monasterio, multo minus alio. Verum tamen neque hoc ratio videtur efficax. In antecedente autem duo inventurunt: unum est de fructibus, et quod illam partem admissitur facile, et negatur consequentia; nam quodam eam partem falsum est quod in probazione ejus sumitur, in aliquem monachum, acquirendo ex illis fructibus, acquirere ex re monasterii; nam illi fructus nullo modo sunt monasterii, neque immediate, ut per se constat, nec mediate, ratione personae, quae est sumens eum non acquirere monasterio talia bona, sed Ecclesiæ. Unde tales fructus non possunt dici bona monachi; sed Ecclesiæ, quamvis administratio et usus illorum commissa sint beneficiario moanoce.

15. Altera vero pars antecedentis est de acquisitione per opera monachi, et quod hoc dubito de veritate illius antecedentis universaliter sumpti; nam, licet illud sit verum de operibus pertinentibus ad ministerium Ecclesiæ aut beneficii, quando ratione illius aliquid per modum stipendi vel eleemosynae datur; hoc enim omnino, lato quod modo possunt in fructibus beneficii computari; de alios vero operibus mere personalibus, in temporalibus, quae omnino sunt extra obligationem vel titulum beneficii, non videtur illud antecedens adeo certum, quia monachus non exercet illa opera, ut beneficiarius talis Ecclesiæ, sed ut homo, vel ut monachus; ergo non est cur per talia opera acquirat Ecclesiæ, et non potius monasterio, cum secluso respectu beneficiarii, semper illa persona, et consequenter actiones ejus sunt monasterii. Nihilominus Bartholus, in leg. Sed et si, 30, § Interdum, ss. de Usu fructus, sentit hujusmodi monachum per opera sua acquirere Ecclesiæ; nam si emot (inquit) rem aliquam, et solat illum pecunia acquirii per opera sua, res illa Ecclesiæ acquiriatur; et rationem reddidit, quia illa Ecclesiæ, cui est prepositus, debet habere usumfructum personae sue. Verum est illum non loqui in particulari, quando beneficium est manuale; loquitur tamen indifferenter de monacho aliqui Ecclesiae deputato. Et ratio, quam reddidit, generalis videtur. Unde qued hanc partem probabile est, quidquid talis monachus acquirit per opera sua, acquiri Ecclesiæ, quia pro tunc quodam semin ministerio deputatus est illi Ecclesiæ, et consequenter omnes actiones ejus illi sunt consecrata; ergo et fructus earum.

16. Sed, licet hoc admittamus, non sequi idem esse dicendum de quocumque ali
modo acquirendi, ratione sua personae, præcipe per hereditariam succesionem, vel per aliam donationem, ac denique recipiendo potius quam agendo, quia persona illa non est omnino translata, ut sic dicam, in dominium talis Ecclesiae, etiam pro illo tempore, sed solum quoad ministerium et quasi usum fructuum actionem, non vero quoad reliquiam omnia, quæ ad talem personam pertinere possunt, cum illa semper maneat actu subjecta et unita monasterio. Neque tunc verum est quod Navarrus supponit, monachum, acquirendo Ecclesiam pro sua opera, acquirere illi ex re aliena, seu ex re monasterii; non enim ita est; nam illa opera jam non sunt monasterii, sed Ecclesiae, quia licet persona quod proprietatem sit monasterii, quodam possessionem et usum seu usum fructuum pro tunc est Ecclesiae. Sic enim si servus alienus alteri ad usum et servitium suum ad aliquo tempore denuot, acquiret usus pro operis suas, quia pro illo tempore illæ operis non sunt proprietarii dominii, sed proximi possessors, seu usurarii. Et simili modo non censeo verum, monachum illum, acquirendo monasterium per hereditariam successionem, vel similem modum, acquirere ex alieno; nam, licet acquirat id quod erat alienum, non tamen ex alieno, sed ex re maxime propra, quæ est præsago persona, vel nativitas aut origo, ratione cujus habet jucunditatem a multitudine, vel alia personalis condition, ratione cujus, sine intuitu actionum, vel Ecclesiae, aliquid ei donatur. Unde non recte applicatur illud axioma: *Qui potest alteri acquirere ex re aliena, magis possit esse sua.* Possumus ergo retorquere rationem Navarrii, quia multo major ratio est acquirendi monasterium ex bona, quæ precise intuitu personæ acquiruntur, quam alia, quæ respiciunt operam, vel fructus Ecclesiae; nam persona secundum se manet semper sub potestate, et quasi sub dominio monasterii, licet quod opera sit pro tunc applicata Ecclesiae.

17. Ex his ergo videtur sententia Bartoli fieri satis probabili. Et sane cum ex vi professionis et actualis subjectio ad Praelectum monasterii, per se constat de jure religionis ad bona pertinentia ad religiosum, quamvis non constat, certa aliqua ratione aut legem, monasterium esse privatum illo jure, seu juss illud translatum esse in Ecclesiam, non est facile perferenda sententia contra monasterium, presentium cum in dubius melior sit conditio possidentis. Accedit etiam, quod beneficia manuall non simpliciter, sed secundum quid beneficia censentur, quia beneficium debet esse perpetuum, ut notat glossa, in cap. unico, de Capellis monachorum, in 6, verb. *Perpetui, ex text. ibi, et ex cap. Præcepta, d. 55, et in cap. Sanctorum, d. 70; et ideo, licet inter regulares proper eorum peculiarem statum haec manuallia beneficia admittantur, non oportet in eis habere locum omnia, quæ ex perpetuis beneficicis consequuntur, cum in eis non fiat absoluta et integra personæ translatio. Atque ex hac sententia consequenter dicendum videtur, non posses religiosis beneficiarii ad nutum amovibilem retinere haec bona, aliquando quam ex suis operibus vel fructibus acquisita, vel quoad naturalem possessionem, vel quoad usum, usum fructuum, vel administrationem, nisi quantum ei fuerit a suo Praelego permissum; nam illa bona statim acquiruntur monasterio; ergo ratione beneficiii non acquirunt monachus speciale juris administrandi illa, quia, cum non sint bona sua Ecclesiae, beneficium non conferit administrationem illorum; ergo pertinet ad Praelectum monasterii, cui etiam ipse monachus subditus est; ergo sine licentia illius non potest detinere aut contractare talia bona. Quod secus dicendum esset consequenter loquendo juxta opinionem Navarrii, ut ex superioribus constat.

An beneficiarius regularis, habens beneficium sua religiosis pleno iure subjectum, Praelectus suis obediere tenatur, ut alii simplices religiosi.

18. *Religious beneficiarius subditus regular in iis quæ componuntur cum cura beneficii. — Non vero in alia quæ sua cura repugnent. — Secunda difficultas est circa obedientiam illum religiosi, an se extendat ad omnium, in quibus alii simplices religiosi obedire tenentur. Sed hoc expeditum fere est ex dictis; cum proportione enim applicanda est regula supra posita in dubio precedente de paupertate. Nam in his quæ pertinent ad statum religiosum, et ad observationem propriam regulae, et cum munere, et occupatione beneficii non repugnet, tenetur hic religiosus favere Praelectum suo, quia non est disjuncta omnia a corpore monasterii, ut ostensum est, et ideo manet sub obedientia Praelecti; ergo maxime in his rebus quæ non repugnant beneficio, et in illis omnibus, quia non est major ratio de quibusdam, quam de aliis. Specialiter vero circa hoc disponitur in iure, ut talis religiosus habeat secum socium sui ordinis, ut constat ex cap. Monachi, et cap. Quod Dei timorem, de Statu*
LIB. III. DE RELIGIOSIS MUTANTIBUS

monarchorum; et Clement. 1.  § Ad hanc, de Statu monach., quibus in locis Doctores notant, hoc maxime intelligi de monachis beneficiariis, qui ad nutum Praetati moveri possunt, ut notat Ioannes Andreas, in glossa Clementinæ Ne in agro, § Ad hanc, de Statu regularium, verb. Ad clausrum; et Panormitanus, in d. c. Quod Dei timorem, de quo plura in sequentibus dicemus. In his vero quae fuerint contraria seu repugnante obligationi beneficii, aut utilitati Ecclesiae suae, non tenetur talis religiosus parere suo Praelato, quia nemo potest duobus dominis servire, maxime si repugnante jubeantur; item quia ille ex justitia tenetur implere munus suum; ergo non potest Praelatus contrariam obligationem imponere, esset enim de re iniqua.

19. Subditur quodque Praelato in his quo preceptarit ad bonum beneficii exempti. — Non tamen si beneficium sit subjectum Ordinariae. — Dubitari autem possit an habeat Praelatus jus praecipiendo in his quae spectant ad administrationem beneficii, et non sunt contra utilitatem vel finem ejus, sed potius illi consentanea, arbitrio Praelati. Respondet, si talis Ecclesia sit exempta omnino a jurisdictione Episcopi, et subjecta Praelato regulari, ea ratione tenentur beneficiarius monachus illi parere, sicut tenetur parere Episcopo, si ordinario jure illi esset Ecclesia subjecta, ut per se manifestum est. Si autem Ecclesia sit subjecta Episcopo, non tenetur monachus parere Praelato, in his rebus quae pertinent ad regimen vel administrationem Ecclesiae, cujus est beneficiarius. Probatur primo, quia in his rebus tenetur parere Episcopo; ergo non proprio Praelato regulari, quia in eadem materia non potest habere duos superiores inter se non subordinatos. Secundo, quia illa non est materia obdientiae, quia non pertinet ad regulam, neque ad observationem religiosam, et ob hanc posterioriam rationem, etiamsi Praelatus religionis simul sit quasi Episcopus illius Ecclesiae, non tenetur monachus beneficiarius illi parere in tali materia, ex vi voti obdientiae, sed solum ratione jurisdictionis, sic tenetur obedienti Episcopo.

20. Dubium bimembre de subjectione quod revocationem religiosi a beneficio. — Tandem dubitari potest an hic monachus tenetem semper obedire Praelato revocanti eum ad monasterium, in quo duo possunt inquiri: unum est, an beneficium regulare ex genere suo, et quasi ordinario jure tale sit, ut ad arbitrium Praelati anferri possit. Allud est, supposito beneficii quod constat esse ad nutum afferibile, quod manuale dicitur, an possit anferri sine ulla causa, solum ad voluntatem Praelati, ita ut subditus tenetur statim parere. De utroque dubio possent videri Ioannes Andreas, in cap. Cum singula, de Prelend., in 6; Panormitanus aliique Doctores, in c. Monachi, et in cap. Quod Dei, de Statu monachorum. Ex quibus breviter dicendum est ad priorem partem, quando Ecclesia est pleno jure subjecta monasterio, regulariter legendo, beneficium regulare illius esse manuale: ita sumitur ex Panormitano, dicto cap. Monachi, in fine, et ex Rebuff., tractat. de Pacifica possessa, num. 279, ubi referit alios. Et probatur, quia monachus per tale beneficium non eximitur ab obedientia sui Abbas; ergo tenetur illi parere; nam cum non habeat telle necolle, non potest revocationi ejus resister; ergo tale beneficium manuale est. Dices, in hae ratione peti principium, quia hoc est quod inquirimus, an tale beneficii sit manuale. Respondetur non peti, sed ex ipsa conditione status religiosi ostendi, quando Ecclesia est pleno jure subjecta monasterio, etiam monachum beneficiarium ejus debere esse plene subjectum Praelato monasteri. Et confirmatur, quia beneficia regularia ex suo generi, et ratione talis status, non sunt illa firma et perpetua, sicut beneficii secularia, argumento cap. Per suas, in fine, de Simonia; ergo si alioquin accedat subjectio Ecclesia pleno jure, merito censetur tale beneficii esse manuale. Intelligentiun autem hoc est, nisi contrarium aliiinde constet, vel ex institutione beneficii, vel ex recepta consuetudine, vel ex privilegio concessi ipsi Ecclesiae, vel beneficii; nam si sit tantum concessum alio, non mutat naturam beneficii, sed impedit effectum in tali persona, ut statim explicabimus. In illis autem casibus beneficii ipsum erit perpetuum, ut notaviit Navarr., Comment. 2, de Regular., numer. 6, quia non repugnat habere lice conditionem, etiamsi regulare sit, et in Ecclesia pleno jure subjecta; ergo potest illa conditio vel consuetudine acquiri, vel a principio poni, vel a Pontifice concedi; neque enim illa conditio iniqua est; oporet tamen ut de aliquo ex predictis titulis sufficienter constet. Quod ergo dicimus, solum est, quod in oppositum non constat, seu sufficienter probatur, tale beneficii presumi manuale. Quid autem dicendum sit quando Ecclesia non est pleno jure subjecta, paulo post videhimus.
21. Hinc ad alteram partem respondetur facile, teneri monachum obidere Praelato revocanti illum, quia Praelatus utitur jure suo, et alter est illi subjectus. Et quidem si Praelatus id faciat ex causa, non solum valide, sed etiam licite id fact, ex omnium sententia, quia tunc rationabiliter utitur sua potestate. Caussam autem rationabilem esse intelligo, non tantum culpam aliquam beneficiarii, sed quonquamque utilitatem vel commoditatem sufficientem religionis aut Ecclesiae, quia hec mutatio seu revocatio non est pena, neque actus justitiae vindicativae, sed prudentia gubernationis et jurisdictionis, quam Praelatus habet in subditum. Si autem Praelatus revocet hujusmodi subditum sine causa, quidam dicunt licite agere, et posse subditum coron majore Superiore conquerri. Ita significat Innocentius, in cap. Insinuantes, Qui clerici vel voventes, num. 2: Si Superior (inquit) vellet ex malitia removere illum a loco, posset supplicare Superiorem, et Superior cum audiri debearet ad similitudinem servi. Expressissimus Rebuffus, referens aliquis, tractat de Pacificis possess., numer. 275, ubi plura de his beneficiis tradit. Ex eisdem tamen auctoribus colligitur, non posse hujusmodi religiosum sua auctoritate resistere Superiore revocant illum; neque ex solo defectu causae posse veluti ex justitia postulare coram superiore Praelato ut non revocetur, sed solum proponere, aut supplicare, ut ait Innocentius. Praeterea existimo majorem Praelatum non teneri, etiam ex prudenti regimine, revocationem impedire, nisi ei constititer ex malitia fieri, quia, seclusa extrinseca deformatio, revocationi religioso ad clausuram est valide utilius, et vicissim illa est moraliter necessaria ad bonum religionis, ne per longam consuetudinem existendi extra clausuram amittat religiosus consuetudinem etiam abdiendi, et aliis religiosis moris; quapropter, nisi aliunde constet malitiam intervenire, vel scandalum genera- ri, aut infamiam, revocatio illa potius sustinenda est a superiori Praelato, quam cassanda. Denique consulendum etiam in hoc censeo consuetudinem, num si usus receptum sit, ut revocatio saltem infra aliquod tempus non fiat sine causa, et aliter facta cedat in infamiam religioso, tunc inique ageret Superior, revocando subditum cum ejus infamia, nec superior Praelatus id permettere debet. Vide Navarrum, Comment. 2, de Regularibus, num. 65, versicul. Ad octavum.

Quid dicendum de beneficiariis regularibus habensibus beneficia regularia, non tamen suae religionis pleno jure subjecta.

22. Ad collationem horum beneficiorum, dura- rum voluntas concurrerit. — Ex his facile intelligitur quid dicendum sit de beneficiis regularibus, quae non subsunt pleno jure potestati Praelati vel monasterii; nam, quatenus hec beneficia regularia sunt, possunt conferri religioso sine dispensationi speciali, quia jam sunt ex propria conditione pro religiosis deputata, ut dixi. Quatenus vero talia beneficia non subsunt pleno jure religioni, dari non possunt religiosis per solam voluntatem Praelari regularis, quia si voluntas ejus sufficere, haberet plenum jus in collatione talis beneficii; si ergo jus plenum non habet, ideo est quia pendet ab Episcopo, vel alio similii Praelato quoad institutionem, ut notavit Navarrus. Duplex ergo voluntas ibi concurrere debet, scilicet Praelati regularis, sine cujus consentio nullus religiosus potest ad aliquod beneficium transire, ut est frequentes in jure, 16, q. 1, et 18, q. 2, et tomo precedent, tractando de obedientia, late dictum est; et preterea voluntas Episcopi, cui talis Ecclesia subjecta est. In quo etiam observandum est, religiosum tantum posse transire ad beneficium regulare sui ordinis, juxta cap. Cum singula, de Præbend., in 6, quia neque proprius Praelatus potest dare subdito licentiam transeundi ad beneficium alterior ordini, cum non possit monachus locum habere in diversis monasterii, nec etiam Episcopus potest beneficia pro tali ordine seu monasterio deputata alii tradere. Denique, licet monachus possit ad hujusmodi beneficium transire, specialiter tamen et maxime illi prohibetur ne plura possit habere, ut in dicto cap. Cum singula.

23. Sola voluntate Praelati non potest religiosus amoveri a tali beneficio. — Igitur de monacho sic translato longe aliter judicandum est, quam de habente beneficium tantum manuale, quia quando Ecclesia non est pleno jure subjecta religioni, beneficium ejus, licet regulare sit, non est manuale, sed perpetuum, quia religiosus in illo semel constitutus non potest ad nutum sui Praelati amoveri; sicut enim non potuit per solam voluntatem Praelati provideri, ut dictum est, ita nec privari potest. Dices: semper religiosus pendet a voluntate Praelati; unde potest argumentum retracteri, quia in principio solus dispensus
Aliquod modo statum suum, etc.

Praelati impediret receptionem beneficii; ergo etiam postea sufficit ad impeditudam reten-
tionem; nam, hicet plurum causa simul requis-
rantur ad aliqum effectum, cujuscumque tam-
men defectus sufficit ad illius destructionem.

Respondetur, consensum Praesati postulati in
principio ad receptionem talis beneficii, non ut causam per se illius, sed ut conditionem
necessarym, et ideo non immutare naturam
talis beneficii, sed potius illis accommodari.

Est autem natura beneficii ut sit perpetuum,
que conditio ex speciali ratione mutatur, et
deficit in beneficia regularibus pleno jure
subjectis religioni, quia illa per se debet tantum
ex voluntate Praesati regularis, et alinunde
obedientia religiosa postulat illum modum
subordinationis. Quando ergo beneficium non
ita pendet a Praesato regulari, ex se perpetu-
tum manet, et Praesatus ipse, quando praebet
consensum, ut suos subditos de illo provideat,
consequenter consentit ut perpetuo tali
Ecclesia adscrivatur, quia concessio recta censetur juxta illius qualitatem, ut notatur in
Clement. unica, de Supplenda negligentia
Praetorium, cum Glossa ibi, vero Montas-
triorum. Cedit ergo Praesatus tunc juri suo, et
ideo non potest postea sua voluntate revocare
religionem, neque illae tenebitur parere, donec
jurisdictione beneficii privetur ex legitima causa
ab habente postestatem.

24. Nec subditur obedientiæ aut regulari
monasteri. — Atque hinc infertur cum Navarro,
dicto Comment. 2, de Regular., numer. 6, re-
ligionis, translatum ad tale beneficium, du-
rante eo statu manere liberum ab obedientia
Praesati, et consequenter etiam a juro regul-
æ, argumento cap. unici, 18, q. 2, et om-
nium, quæ supra dicta sunt de regulari trans-
lato ad Episcopatum, et quæ statim dicens de
translatio ad beneficium secularium; nam
quod hoc equiparantur, quia in hoc conve-
niunt, quod omnino separant religiosum a
corporae religionis, et perpetuo illum dedicant
et uniuin Ecclesia cujus est beneficium. Praes-
terea, ille incipit esse subjectus Episcopo seu
Ordinario talis Ecclesiae, et debet perpetuo
sustinere onera talis Ecclesiae, et illi insinure,
et ideo merito manet exemptus ab actuali sub-
jectione sua religionis, et consequenter etiam
ab accidentalibus observantiss ejus.

25. Quoad pauperiam consentit cum dictis
de Episcopo. — Unde etiam sit, ut in his etiam,
qua ad paupertatem pertinet, differat ab
habente beneficium manuale, et conveniat poti-
s cum Episcopo. Nam undeque acquir-
rat per successionem hereditarium, vel allo
modo, non monasterio, sed Ecclesiae suae ac-
quirit, ideoque administrationem eorum reti-
net et usum, cum subordinationem tamen ad
suum Episcopum, in quo solum dixit aepis-
copo regulari. Idemque Navarrus censet de
regulari, cui Papa concedit ad vitam suam
beneficii regulares, etiam si illud alias aetad
ad nutum asseribile, quia, hicet per talem con-
cessionem natura beneficii non mutetur, tam-
men in tali persona accipit perpetuitatem,
estque communis sententia Canonistarum, ut
intelligi possit ex Felino, in c. In nostra, de
Rescriptis, in fine; Joanne Andrea, Domini-
co, et aliis, in cap. Cum singula, de Prebendis,
in 6; Panormitano, in c. Porrecta, de
Confirmatione utile vel inutili, et in c. Nisi
sententia, de Prebendis, n. 12. Quia per con-
firmationem Papæ censetur religiosus fieri ob-
deitantius Papæ, et beneficium censetur plè-
ne illi concedi; de qua re plura videri possent
in Rebuffo, dixit tractatu de Pacificio possessor.

Quid denique dicendum de beneficiariis regula-
ribus habitentibus beneficia secularia.

26. Regularis absque dispensatione Papae
non transmittitur ad beneficium secularum. — De
secularibus beneficiis brevis potest res expe-
diri, suppositis his quæ diximus; nam imperi-
mis ordinario jure, non potest regularis tran-
sire ad beneficium secularum sine dispensazione
Pontificis, etiam de licentia sui Abbatis, quia,
juxta generalum regulam iuris, beneficia regu-
laria regularibus, secularia secularibus
danda sunt, argumento cap. Cum singula, et
cap. Cum de beneficio, de Prebend., in 6, et
cap. Nullius, de Eletione, in 6, quibvs locis
Doctores id notant, et ex natura, seu institu-
tione talium beneficiorum, est per se mani-
festum. Sumitur denique ex cap. Monachi, de
villas vel oppida in Ecclesiis constituentur,
tamen consequenter prohibentur habere be-
neficia secularia; quia, si illa habeant, con-
sequentur possunt soli et sine sociis habitare,
uit ibi omnes notant, et ideo illam prohibitio-
 nem intelligent de beneficiis manualibus;
unde in regularibus etiam perpetuis constituit
possunt sine dispensatione; in secularibus
autem minime, ut ex Cardinali et alii notat
Rebuffus, in Practica, tit. de Dispensatione
cum regularibus, n. 5, 6, et 7. Ratio etiam ex
CAP. XIX. AN RELIGIOSUS TRANSFERRI QUEAT AD BENEFICIUM, ETC.

parte ipsorum beneficiorum est, quia beneficii illis debent conferri, quibus vel jure vel consuetudinem sunt destinata. Ex parte vero personarum est optima congruentia, quia religiousus status per se non ordinatur ad hujusmodi ministeria clericorum secularium propria, et ideo nisi benefici specialis ratione ad religionem pertineat, non debet monachi se illis immiscere; unde in cap. Super eo, de Regul., dicitur : Neque amplius in Ecclesiae secularibus debet assumi, ne contra solum quod Domino facerunt, venire probentur. 27. Multi vero Doctores exci pieunt ab hac generali regula beneficiarum, vel quae curam animarum habent anna xam, et consequenter regulam solum procedere in beneficis simplicibus, prebendis, canonici tabis, dignitatis, et alia. Ita sentit Panormitanus, in cap. Quod Dei timorem, de Statu regular., numero 15 et sequentibus, cum glossa. ibi, et glossa in Clement. 4, de Electione, verbo Seculari; idem tenet Hostiensis, in dicto cap. Quod Dei timorem, n. 8 et sequenti, et in Summa, tit. de Statu regular., § Ulrum. Fundamentum est, quia religiousus potest sine dispensatione transire ad Episcopatum propter curam animarum. Contrariam vero sententiam tenet Calderin. et multi alii, ut supra referat Panormitanus, quibus non parum favor per argumentum ab speciali Clement. 4, de Electione, ibi : Per hoc autem, quin religious in Episcopum secularis vel eussilbet regularis Ecclesie licite possit eligi, non intendimus prohibere; ergo significat superiorem prohibitionem extendi ad omnem Ecclesiam secularum, sola Episcopali excepta. In quo etiam est specialis ratio, propter perfectionem status Episcopalis; unde Episcopus quasi abstrahit a beneficio seculari, et regulari, ideoque non comprehenditur sub regula data. At beneficium curatum communiter est secularum, et tale esse presumitur, nisi oppositum probetur, ideoque generalis regula in eo servanda est, ut regulari dari non possit sine dispensatione. Quare hae posterior opinio videtur magis usum recepta, ut intelligitur ex Rebuffo su pra, n. 7, et ex Quintiliano Mandosio, de Signatura gratiae, tit. Dispensatio pro obtinentis beneficiis, et in ea servanda sunt privilegia et leges singularum religionum.

28. Translatus ad talia beneficium aequiparatur translato ad Episcopatum quoad paupertatem, obedientiam, etc. — Supposita autem translatione legitima religiosi ad beneficium secularum, quoad paupertatem, idem judicium de illo est, quod de translato ad Episcopatum, servata proportione; nam acquirit suae Ecclesiae, quocumque tuliui acquirat; habet tamem, dum vivit, administrationem talium bonorum. Deinde quoad obedientiam liber est a Prelatia religionis, nec potest ad eam revocari; nec tenetur in suo regimine eis parere, sed Episcopo, nec etiam tenetur habere socium religionis, ut docent glossa, Panormitanus et aliis Doctores supra citati, in cap. Monachi, et in cap. Quod Dei timorem, de Statu regular. Denique, in rigore precepti et legis, non tenetur servare particularum observantiae suae religionis, licet ex consilio sillas servare debet, ut significatur in cap. Quod Dei timorem, de Statu monach., junclo cap. Recolentes, eodem titulo, et quae supra de Episcopo regulari digimns. Nam quod hoc procedit eadem ratio separationis perpetuae talis personae a corpore religionis, ex qua nascitur exemptio ab actuali obedientia, et legibus ejus. Hec autem, que digimns, locum habent in propriis beneficis, nam de pensione longe diversa ratio est, nam ex vi illius, etiam si per dispensationem Apostolicam habeatur, non liberatur quis ab obedientia religionis suae, nisi tantum quoad administrationem talis pensionis; quoad relicu ergo religiosi obligationibus subjectus manet, et suo monasterio acquirit, ut bene notavit Navar., Comment. 4, de Regular., n. 68 et seq., ube plures differentias respectu religiosi constituit inter pensionem et beneficium, quas extendit etiam ad pensiones perpetuas, quae praeestimativa appellantur, quae in eo videri possunt; conseq enim principia a nobis posita sufficeret, et juxta ea de illis omnibus esse Judicandum.

FINIS LIBRI TERTII.
TRACTATUS NONUS

DE

VARIETATE RELIGIONUM

TAM IN GENERE QUAM IN SPECIE,

COMPLECTENS LIBROS DUOS.

INDEX CAPITUM LIBRI PRIMI

DE VARIETATE RELIGIONUM IN GENERE.

CAP. I. An potuerit vel debuerit esse in Ecclesia religionum varietas.

CAP. II. De divisione vitæ religiosæ in solitariam et cenobiticam, et utra sit perfection.

CAP. III. An militaris religio sub genere status religiosi proprie comprehendi possit.

CAP. IV. An militares religiones, quæ de facto dantur, comprehenduntur proprie sub genere status religiosi.

CAP. V. De divisione religionis in activam et contemplativam.

CAP. VI. Quæ religio sit perfection, activane, an contemplativa, an mixta.

CAP. VII. De divisione religionis in clericalem et monachalem simpliciter.

CAP. VIII. An recte dividatur religio monachalis simpliciter, seu præt contra distinctionitur a clericali, in monachalem presse, et in mendican—tem.

CAP. IX. Quot sint ordines clericorum regularium.

CAP. X. An religiones monialium a virorum religionibus, atque etiam inter se distinguantur.

CAP. XI. De receptione ac novitati monialium, earumque professione cum ceremonia veli.

CAP. XII. De observantia monialium, tam quod substantialia vota, quam quod subjactionem erga Praelatos ac regulam.
LIBER PRIMUS

DE

VARIETATE RELIGIONUM IN GENERE.

Ordo et partitio hujus tractatus. — Postquam ea omnia explicimus, que de statu religioso absolute spectato consideranda occur-
rent, quoniam propositum nostrum est, ea omnia in religione Societatis specialiter contemplari, et pro viribus explicare, ut comple-
ta doctrina sit, necessis est ut distinctione et varietate religionum aliqua premittere. Pos-
sunt autem religiones distinguim vel per quaedam generalis capita, seu conditiones et fines earum, ut religio contemplativa, vel activa, etc., vel per species proprias earum, ut Prædi-
catorum, Minorum, etc.; hoc ergo libro pri-
orem divisionem, in sequenti vero posteiorem explicabimus.

CAPUT I.

CTURM POTUIT VEL DESERIT ESSE IN
ECCLESIA RELIGIONUM VARIETAS.

1. Impugnatio haeredicorum pro parte ne-
gativa. — Impugnatio altera ad incommodis.
— Haeretici, qui summum odium hunc statum
prosequuntur, multitudinem ac varietatem
religionum maxime damnant, ac perinde put-
tant esse dicere, hos religiosos esse sancti
Dominici, illos sancti Francisci, ac dicere: Ego
sum Paulus, ego autem Apollo, quod reprehendi Paulum, 1 Corint. 4 et 3; quia hoc est
schismata et divisiones in Ecclesiis introduci-
cere, unde videntur contendere, salva unitate
fidei et charitatis, non potesse hanc multiplicae-
tionem admitteri. Nam, siuit fides et charitas
una est, et ideo esse potest una religio Christi-
tiana, ita etiam perfecto charitatis una est;
ergo non possunt in ordine ad illam religionem
multiplicari, maxime quia nos docemus
viam consiliorum esse viam ad hanc perfec-
tionem, et consilia eadem sunt respectu om-
nium; ergo et religio debet esse eadem. Tan-
dem concluditur, saltem non expedire hanc
varietatem proper divisionem et incommoda
que ex ea nascantur. Quod videtur experi-
mento posse comprobari; nam occasione hujus
diversitatis multe contentiones inter varias
religiones ortae sunt, dum aliae aliae praecedente
contendunt, vel honoro et loco, vel fama, et
existimatione apud homines, vel litteris, et
aliis hujusmodi bonis. Ex quo etiam fit ut
sepe proximorum fructus proper religioso-
rum contentionem inter se impediantur; quæ
omnia cessarent, si omnes idem corpus reli-
gionis conficerent. His accedit Divi Basiliis aucto-
ritas; ille enim similem fere questionem
pertractat in Regulis fuis. disp., quest. 35, ubi
quærit an expediat in eodem pago plures
esse religiosisorum conventus; respondet non
expedire, tum quia difficile est unum invenire
condignum Praetum, némum plures; tum
quia inter eos qui sunt ejusdem artis, facile
orientur contentiones et simulaculorum, quod
(inquit) idem fere in hac vita solet accidere:
Initio enim contentiones a rebus honestis aus-
picantium, cum inter se certatim alii alios stu-
deant superare, dum progressus magiores fa-
ciant; postremo in simulatibus contentiosas de-
labuntur. Loquitur autem Basilius de monas-
teriis ejusdem rationis et religionis; multo au-
tem gravius sequuntur illa incommoda in di-
versitate religionum. Accedit tandem quod,
si semel hæc varietas admittatur, in infinitum
crescere et multiplicari potest, ut etiam expe-
rientia nos docet, quia homines semper amant
noua, et inventiones proprias; at hæc nimia
multitudine non potest non parere confusionem,
ut dicitur in c. ult., de Regular., et cap. unic.,
eodem tit., in 6; ergo, etc.

2. Puncta tria tractanda propounditur. —
Nihilominus veritas catholica est, varietatem
religionum, ad decorem et utilitatem Ecclesiæ
majusque Dei obsequium pertinere. Hæc veri-
tas de fide certa est, ad quam confirmandam sufficient nobis Sanctorum exempla, qui varias religiones instituerunt, et commuuis Ecclesias consensus, Pontificumque auctoritas, que illas approbarunt, et optima verba Gregorii XIII, in quoad Constitutione Ascendente Domino, in Societatis confirmationem, ubi sic inquit: Cum divina providentia, pro temporum necessitate, varia et salutaris ordinum instituta in Ecclesia sua producerit, visque in ea subsinde nascentibus morbis nova remedia, visque emergentibus hostilib impugnationibus, nova regularium ordinum auxilia excitari, et quique illorum, justa cujuslibet peculiaris gratia vocationem, peculiare quamdam notas, peculiariae insignia, et opportuna ad fines, quem intendunt, media suggestari, etc. Constat ergo varietatem religionum divina providentia introductam esse, esseque Ecclesiae opportunam et auxiliarem. Ut autem hanc veritatem magis explicemus et confirmemus, tria puncta declaranda sunt: primum, qualis distinctio et varietas inter religiones intelligi possit; secundum, quæ sit sufficientis ratio ejus; tertium, si quæ incommoda ex illa nasci possint, quomodo caventur; per quod allatis in num. 4 impugnationibus satisfiet.

Qualis distinctio et varietas inter religiones intelligi possit.

3. Hec varietas aut ex fine peculiari, aut ex mediis petenda. — Circa primum statutendum imprimit est, omnes religiones necessario convenire in substantiali ritu status religiosi, qui consistit in duobus, scilicet, in intendenda perfectione charitatis erga Deum, et consequenter etiam circa proximum, et in renunciatione seculi per tria vota substantialia, et traditionem illam talibus votis firmatam, per quam homo se totum consecrat divino obsequio. Hec duo satis constant ex omnibus haecenstibus dictis de statu religiosis; cum hæc enim sint substantialia illi statui, non possunt non convenire omni vere religioni, sive illa sit substantialia genera, sive specifica, de quo statim. Hinc D. Thomas 2. 2, quest. 188, articulo 1, concludit duobus tantum modis posse distinctionem inter religiones inve nirii, scilicet, vel in fine proprio, vel in exercitius et mediis quibus ad eundem finem tendit. Cum enim religio sit status tendens in finem perfectionis, necesse est ut per certa ac determinata media tendat: ergo non potest alia distinctio inter religiones cogitari, nisi ex fine proprio, vel mediis.

4. Objectio contra varietatem ex fine. — Quia quando dixit religiones habent eundem fines proprionum. — Dices: imo non videntur religiones distinguiri in finibus, sed solum in mediis; omnis enim, quæ intendunt vel operantur, sunt media in finem charitatis perfecte; ergo solum possunt distinguiri in mediis, quibus utuntur ad hunc finem charitatis perfecte. Respondes, verum quidem esse, omnes fines particulares religionum singularum esse media, si cum generali perfectione charitatis comparentur; sunt tamen nihilominus fines proprii, quia sunt bona per se honesta, quod propter se proxime expetuntur, et propter ipsa religia omnia exercitata talium religionum instituta sunt, vel assumuntur. Dici etiam possunt illi fines, quia sunt quas formas quaedam actiones ipsius charitatis, quæ, ut in se tales sunt, intenduntur ut fines; ut vero per cas comparatur perfectio charitatis absolute et secundum se spectat, media dicit possunt. Itaque si charitas secundum se consideret, plura habet officia, in quibus exercetur, et eisdem proxime augetur; sunt autem illae adeo diversa, ut non possint omnia et singula per se primo ab omni religione intendis, quia quaedam in contemplatione Dei, alia in operatione circa proximum versantur, et inter actiones erga proximum magna est varietas, quæ non potest sub eodem vitæ instituto principaliinter intendi, ut redemptio captivorum, inimicorum curatio, etc. Hinc ergo factum est, ut quaedam religio dicatur instituta ad hunc finem proprium, id est, ad hoc officium charitatis, alia ad alium, et hac ratione distinguuntur alicue religiones ex finibus, ut religio contemplativa ab activa, et sic de aliis. Ad hunc autem finem proprium consequendum, et religiose exercendum, nitur unaque religio propriis modis et observantius, ut orationibus, jejunii, operibus manuum, et similibus, et hic vocantur propria media, quas immediat referuntur ad illum proprium finem, et illo mediate ad generalam finem perfectionis charitatis. Contingit autem aliquando duas religiones ad eundem proximum scopum esse institutas, ut ad militiam, verbi gratia, uti tamen diversis observantiosis, ad illum finem religiosae exercendum, et tum dicuntur religiones distinguiri in mediis, et non in fine; sicut motus interdum distinguuntur, quia ad diversos terminos tendunt, aliquando vero quia a eodem tendunt diversa figura.
vel per diversa spatia; que posterior distinctio soleat a Philosophis revocari ad distinctiorem terminorum formalium, cum prior distinctio sit per terminos reales et formales; sicque in proprio dici possunt religiones omnes distinguendi ex fine, quia, licet aliquae in proximo fine realiter convenire videantur, tamen, quatenus illum intendunt per diversa media, et exercitia, etiam in ipsa formaliter distinguunt videntur, quia sub alia ratione, aut modo, aut perfectione illum intendunt. Modus autem loquendi D. Thomas sicut magis reals est, ita etiam est megis specius et clarus.

5. Distinctio religionum ex finibus majoribus. — Ex quo recte idem inquit, magis distinguere religiones, quae ex fine, quam quae ex solis medias, sive exercitiis in ordine ad eumdem finem distinguuntur. Quod est per se satis clarum; tum quia distinctio in rebus moralibus maxime est ex finibus; religio autem moralis res est; et etiam quia religiones, quae in finibus distinguuntur, regulariter etiam in medias et exercitis diversitatem habent, quia ad fines diversius regularier media diversa requirunt, etiamsi in aliqibus eorum possit esse conveniencia; tum demine quia, quo major est conveniencia inter aliquam duo, eo ilia minus distinguuntur; religiones autem, quae in fine conveniunt, magnum inter se habent convenientiam, quam aliae non habent; ergo. Quapropter adeo verum hoc est, ut religiones, quae in fine distinguuntur, possint quodammodo dici specie diverse, alia vero tantum accidentaliter. Patet proporcionali ratione, nam finis est, qui in moralibus dicem; ergo religiones, quae distinguuntur in fine, dici possunt specie diverse. Item artes, quae tendunt ad diversos fines, specie distinguuntur; sed religiones sunt veluti quae sunt spiritualiter discipline seu artes; ergo. Hac autem distinctio in finibus tanto erit maior, quanto inter ipsos fines secundum se spectatos maior fuerit. Aliquando enim fines ipsi erunt quasi substantialiter diversi, ut hospitales, et prædictatio verbi Dei; aliquando vero solum secundum magis et minus, ut contemplatio perpetua, seu divinura, vel solum definiti horis; item prædictatio Evangelii inter fideles, vel in universo orbe et inter infideles, et sic de aliis. Clarum est ergo majorum esse diversitatem religionum, quando fines sunt substantialiter diversi, tumque magis dicit possesse religiones ipsas substantialiter diversas; quamvis in hoc oportet magnam vim in verbis constituere, quia hic revera non potest esse diversitas in substantia physica, ut sic dicam, quia tradiit et tria substantialia vota, que in omnibus religiosiuis sunt, ejusdem speciei et essentiae sunt; igitur religionum diversitas non potest esse in substantia status. Moraliter autem dici possunt quodammodo substantialiter differre, que in primario fine differunt, comparisone earum, que in ordine ad eumdem in fine solum in mediis seu exercitis distinguuntur.

6. Ex mediis quoad ad tales fines variis gradu distinctionis inventur. — Rursusque inter has tanto erit major diversitas, quanto media et exercitia fuerint magis diversa; aliquando enim tam parva est differentia, ut solum in habitu, et insigniis, et paucis ceremoniis distinguuntur, ut religio S. Benedicti, et S. Bernardi inter monachales; et inter milites, Alcantarei, aut Calatrave, et similis, que videntur solum numero distinguui, quamvis in ea latitudine magis distinguuntur quam duo monasteria ejusdem habitus, sicut in naturalibus homo albus et niger solum numero differunt, quamvis magis in ea latitudine quam duo homines albi distinguere videantur. At vero mendicantes religiones, ut Minorum et Praedicatorum, non videntur distinguui in fine, sed in modo et medias, et est differentia longe major, ita ut ad specificam differentiam magis accedere videantur.

7. Distinctio ex finibus simul ac mediis diversitate, maxima. — Distinctio ex diversis Praelatis. — Maxime vero distinguuntur religiones, si in utroque, fine sicut et exercitiis, distinctionem habeant. Et præsertim si in votis ipsis et in observantia eorum diversitatem haberint, quia cum in votis consistat substantia religiosa, diversitas in illis maxime ad substantiales accedit. Sicut dicimus, Beatos distinguunt in essentiali beatitudine, quia in re illa, in qua est substantia beatitudinis, habent aliquam varietatem, licet in magiore diversitatis illa specifica aut essentiali non sit. Tandum aliquando intra eamdem religionem videtur esse tanta varietas, ut plures religiones esse apparent, ut inter Minores, quod maxime verum est quando sub diversis Prae et generalibus versantur, quia tunc sunt veluti diversi exercitus, habentes diversos duces, et insignia distincta, et interdum etiam arma diversa, quamvis in fine et aliis multum conveniant. His ergo modis potest distinctio et varietas in religiosibus reperiri.

8. Unitas religionis et contrario ad usitatum finis petenda. — Ex quibus intelligere licet, ad
unitatem religionis requiri convenientiam in fine et in medias, qua, quanto major fuerit, tanto etiam principiis; nam bonum, ut aiunt, ex integra causa; unitates autem habet rationem sui, pluralitas vero, qua talis, a perfectione declaravit; nam, ut dixit Augustinus, serm. 27, de Verbis Domini, præponitur unum multis, non enim a multis unum, sed multa ad unum. Item res morales maxime recipiunt unitatem vel distinctionem ex fine; unitates autem religionis, ut num. 5 dicebam, moralis est; maxime ergo requirit unitatem et convenientiam in fine proprio, qui est veluti scopus religionis.

9. Item ab unitate moderum. — Deinde necessaria est etiam convenientia in medias, tum quia, ut n. 4 attigi, nunquam finis est omnino et formaliter idem, si per diversa media et vias omnia distinctas quaritur; tum etiam quia religio est quasi via quaedam et tendetia in finem; via autem, ut sit eadem, non satis est quod ad eumdem terminum tendat, sed per eadem media; tum denique quia, si media sunt diversa, mores etiam et vitae consuetudinem diversa esse oportet, cum qua diversitates non stat vera unitas moralis. Hoc autem intelligentum est de praecipuis et substantiabilibus media; quia nonnulla diversitates in rebus ministeriibus et accidentalibus non obtinunt. Intelligi etiam etiam est de mediis non subordinatis aut connexis inter se, siquidem intra eamdem religionem possunt esse plura media, et consequenter plures gradus personarum, quæ ad diversas munera destinentur; quæ varietas non impediat unitatem, quia sunt velut membri eortogeneæ ejusdem corporis.

10. Unitas capitque consociat, sed non requiritur. — Præter illa autem duo, finis scilicet ac mediiorum convenientiam, requirit potest ad unitatem, convenientia in uno capite, vel supremo Prælato proprio ejusdem religionis; sed, si considerentur ea, quæ tractata precedente, lib. 2, cap. 2, de Prælatis religionum diximus, hæc condition non videtur ita necessaria, si alias sit convenientia in regula, et origine religionis; maxime secundum modum loquenti, non solum vulgi, sed etiam juris; sic enim moniales omnes regulam sancte Claræ, verbi gratia, profiteantur, ejusdem religionis esse perhibentur, quamvis aliqua earum monasteriæ Episcopo subjunctur, aliqua vero Prælati regulari, qui inter se minime subordinantur; et eadem Prælatorum diversitas in alii, tam feminarum, quam virorum conventibus facile comprehendi potest, quamquam ne-gari non debet majorem fuisset futurum unitatem, si non solum regulam, sed etiam Prælatum eumdem haberent, quia politicum corpus, qualis est religio, ex unitate capitis recipit etiam unitatem, sive id caput una sit persona, sive aggregatum ex pluribus.

11. Similiter et uniformitas omnino in habitu. — Quæ uniformitas in habitu servanda in Societate. — Addi praetera potest, requirit ad religionis unitatem convenientiam in exteriori habitu; quia, licet hic non sit de substantia religionis, est tamem signum talis vel talis professionis. Hæc etiam condicio non est adeo necessaria, quin intra eamdem religionem nonnulla diversitas in exteriori habitu permitatur, ut sentiunt Glossa et Doctores ex textu in Clement. 1, de Electione, et usu ipsi constat. Et ratio est, quia interdum ipsemet regula postulet positive (ut sic dicam) lance diversitatem, justas ob causas, ut videmus in religionis laici et clericis ejusdem religionis. Aliquando vero illum diversitatem permittit, quatenus directe non prohibet, et id quod de habitu statuit, servari potest cum aliqua diversitate in aliis conditionibus; ut si stabat de figura et materia, non vero de colore habitus, tunc, licet aliqua varietas in colore in diversis monasteriis aut provinciis permitatur, non erit contra unitatem religionis. Hæ autem varietas in habitu nunquam potest tanta esse, quin aliqua unitas seu convenientia conservetur, quæ unitatem talis religionis indicet, ut videre est in religione S. Francisci Observantiae et Conventualium ac Capuccinorum, et in religione SS. Trinitatis, ac multo magis in religione Canoniconorum regularium. Omino Societatem Jesu, quæ peculiarem habitum non auspiciat, et ita admissit illum varietatem, quam habitus clericorum in diversis regionibus habuerit; servando tamen illum unitatem, nimium ut ubique eo habitu honesto et ad statum religionis descending tulerit. In aliis vero religionibus semper servaveri aliqua unitas, vel in figura, vel in colore, vel in utroque signo, vel in aliqua alio signo speciali, quod juxta uniuscujusque religionis regularum observandum est, ut unitas religionis quoad habitum reterneri conservetur. Et hæc de primo puncto.

Approbatur ac defenditur dictæ religionum varietas.

12. Secundo dicendum est, varietatem religionum non sine magna divina providentia
CAP. I. AN POTUERIT VEL DEBUEIT ESSE IN ECCLESIA, ETC.

431
dispositione, et Spiritus Sancti directione in-
ventam esse, et in Ecclesia introductam, tan-
quam illi valde utilem. Ratio penetrabilis est,
quia status religionum proponitur hominibus
quam viao utissimam ad perfectionem ac-
quirandam; fieri autem non poterat, moralit-
ter loquentio, ut una religio unusque vivendi
modus omnibus accommodaretur, propter va-
rias hominum complexiones ac propensiones,
ut notavit Gregorius, 6 Moral., c. 26, alias 27:
Nonnulli namque hominum (ait) ita otiou-
mentis sunt, ut, si eos labor occupationis acci-
piat, in ipsa operis occupatione succumbant, et
nonnulli ita inquieti sunt ut, si vacationem la-
boris habuerint, gravius laborent, quia tanto
deteriores tumultus tolerant, quanto eis licen-
tius ad cogitationem vacat. unde necesse est ut
sec quieta mens ad exercitationem se immo-
date operis dileatae, nec inquieta ad studio
contemplationis angustat. Ob hanc ergo causam
utilissimum fuit quasdam esse religiones ad
quietaem et otiarum contemplationem ordinatas,
alias ad actiones, alias ex utroque mixtas, ut
omnes haberent unde, quod sibi magis expe-
diret, eligere possent. Et eadem est ratio de
alitis differentia; hi Quin his actionibus et
exercitii potius quam alios deflectant; qui-
dam ad solitariam, alii ad socialia vitam
propensae sunt; quidam corporisibus fortiores ad
labores et rigores corporis sunt apti, alii ad
studia, et spiritualia exercitia; sic ergo per
varietatem religionum omnibus subventum est.
Alia ratio etiam valde generalis est, quia
religiones ex intentione Spiritus Sancti non
solum instituta sunt ad bonum eorum qui in
eis congregantur, sed etiam ut per eos alii,
atque adeo universa Ecclesia juvetur; quia
ergo varie sunt actiones et ministeria in qui-
bus possunt religiones Ecclesiae inservire, et
non supellex uia pro omnibus actionibus, ideo
ex earum varietate consurgit plenitudini
ministeriorum, qui possint omnibus modis, et in
omni actionem genere Ecclesiam juvare. Et
hoc est etiam quod Gregorius XIII, citato loco,
dixit: Pro temporum etiam varietate provi-
disse Deum varias religiones, prout occasiones,
vel necessitates temporum postulabant. Addit
etiam Bernardus, in Apolog. Guillol. Abb.,
at pulchritudinem Ecclesiae pertinere hanc va-
rietatem, Juxta id Psal. 44 : Astitit regina a
deciris suos in vastitu deaurato, circumdata
varietate: Nec mirum (inquit) si in hoc exilio,
pregnante Ecclesia, sit hujusmodi pluralis
unitas, et una pluralitas, cum in illa quoque
patria, quando et ipsa regnabit, futuro sit ali-
quas dispar equitibus, cum scriptum sit: In
domo patris mei mansiones multae sunt.

14. Ex his ergo constat, quam longe sit hae
religionum distinctio ab omni Ecclesiae divi-
zione et schismate; sicut enim in eadem domo
diversitas mansionum et cubiculorum non
destruerat, sed pulcherrime construit unitatem
domus, et in republica vel civitate, pluralitas
artium et officiorum non est contra unitatem,
sed potius est maxime necessaria, ut civitas
sit consummata et perfecta, ita in Ecclesia
varietas religionum ejus unitatem non divi-
dit, sed illustrat. Neque obstat quod charitati-
tis perfectio una sit, quia vise ad illam possunt
esse plures, non quidem quoad substantiam
omnino diverse, sed quoad actionem, vel
quoad modum, et (ut ita dicam) quoad mi-
stonem et participationem actionum. Omnes
enim religiones in substantia eadem fere ac-
tiones exercerent, tamen quaedam in quibusdam
excedunt, aliae in alis, quaedam hoc modo,
aliae alio illas participant, omnes tamen sunt
sancte, et ad supra dictos fines necessarie.

Incommoda autem, quae ex hac varietate se-
que objiciuntur, minoris momenti sunt, neque
cum utilitatis numeratis possunt comparari.
Res enim humanae hujusmodi sunt, ut
nunquam omnibus incommodis careant; et
ideo quando haec sequuntur, non ex re ipsa
vel actione, sed ex infirmitate, vel malitia ho-
minum, non sunt propter illa omittenda bona
majora, sed adhibenda remedia, ne illa mala
sequantur; potissimum autem est charitas.
Unde eleganter Bernardus, in dicta Apologia:

Requiritur (inquit) a me, cur, cum omnes or-
dines laudem, omnes non tenessem, laudo enim
omnes, et diligo, ubicumque justit et pia vivitur
in Ecclesia; numm operi teneo, ceteras chari-
tate; faciet autem charitas (fidenter logor)
ut ne illorum quidem fructu fraudur, quorum
instituta non sequor.

14. Divus autem Basilius citato loco non lo-
quitur proprie de diversitate religionum, sed
de multiplicatione domorum seu monasteriori-
ejusdem religionis in eodem oppido, trac-
tatque prudentialem questionem, an expediat
talia monasteria multiplicari in eodem oppi-
dio: et ipse fert probable judicium, expedire
magis ut in uno domicilio, et sub uno Prelati
omnes aggregentur. Hec autem quostio lon-
ge diversa est ab ea, quam nunc tractamus,
estque in ea satis verisimile Basilii judicium,
et fortasse regulariter icta est; et maxime co-
temore, in quo, ut supponere videtur Basili-
lius, religiosae domus erant ita distincte, ut
LIB. I. DE VARIETATE RELIGIONUM IN GENERE.

In contrarium est, quia antiqui et perfectissimi monachi hanc vitam professi sunt; ine hoc ratione, Joannes Baptista eorum princeps et dux in lege gratiae appellari solebat; et illum, in lege veteri, Elias considerare luci statui principium dedisse; cuius exemplum etiam Christus dare voluit, quando in desertum per quadragesimae dies secessit, ut ejusius et contemplationem vacaret. Atque ita est apud Patres vulgaris distinctio monachorum in anchoras et coenobitas, ut videre licet apud Hieronymum, epist. 22 ad Eustochium, de Custod. virgin. Cassianum, collat. 18, c. 4; Isidorum, lib. 2 de Offic. Eccles., cap. 15, de Monachis, et lib. 7 Etymolog., c. 13, ubi anchoras et eremitas in duos ordines distinguuit; nam eremitas vocat, qui semper principio solitariam vitam profecturus; anchoras, qui post acquisitam perfectionem in vita coenobitica, in solitudinem separatur. Sufficiens tamen est bipennis divisione; nam quicumque solitarius vitam agat, utroque nomine anchora solent, et cum illa duo membri quasi per contradictorias differentias distinguuntur, adequare distinguant divisionem. Solent etiam Patres addere alia membra illi divisioni, ut patet ex proxime eis, et ex S. Benedicto, in principio sue Regule. Verumtamen illa alia membra non pertinent ad veros et religiosos monachos de quibus agimus, sed dantur de quibusdam fictis et probis monachis, qui illis temporibus videntur.

CAPUT II.

UTRUM RELIGIOSA VITA IN SOLITARIAM ET COENOBITICAM REDESTE DISTINGUATUR, ET UTRA PERFECTIONE SIT.

1. Supponendum est, sermonem esse de proprio statu religioso; late enim potest religiosa vita appellari omnis illa, quae ad divinum cultum instituatur, etiam si non habeat omnino requisitum ad religiosam statum, ut ex superius dictis satis notum est. Videtur autem hoc modo non posse habere locum distinctio propria, quae repugnat esse vere religiosam, et esse solitariam. Primo, quia vix religiosas esse debent sub speciali obedientia aliucujus Praedile; qui autem solitariorum vivat agit, nullius obedientiae specialis subjectum est, ut patet de Joan Baptistae, de Paulo, primo eremita, et similibus; ergo. Secundo, quia vita religiosa debet esse regularis, debet cujus statutum et firmari per professionem sub aliqua certa regula; unde et in jure religiosis regularis appellantur, et pro eodem reputantur; sed qui vitam solitariam agit, nullam regulam profutura, ut se constat; ergo. Tertium, quia status religiosus requirit Ecclesiae approbationem et acceptationem; in vita autem solitaria nihil horum reperitur.
quasi exemplar ait fuisset in cenaculo, ubi post
Christi Domini ascensionem erant Apostoli
cum fidibus congregati in unum, orationibus
instantes, et expectantes Spiritus Sancti adventum.
Et ideo in hos etiam conobitas inter-
pretatur, optime convenire monachi no-
men, quia, licet ab unitate sumptum sit (mo-
no ac enim est nonus), unde monachus, quasi unus
et solitarius dictus est), tamen etiam conobite
monachi recte dicuntur: Nam qui sic vivunt
in unum (aet Augustinus), ut unum hominem
faciant, ut sit illis verum, sic ut scripsit scriptum est,
cor nonum et asima una, multa corpora, sed
unum cor, et una anima, recte dicitur monos,
id est, unus solus. Igitur modis omnibus, et
res, et vox religiosi status in suis secolis con-
gregatones, eareaque religiosos convenit; de
alia ergo membro videndum superest.

3. Vita solitaria late et prseae dicitur.—Vita
eremistica late, est versus status religiosus.
—Sermone ad Fratres in eremo, non sinit Au-
gustini.—Vita eremistica qua, qua.—Est er-
geo ulterioris adventendum, generaliter ad pos-
se solitariam vitam, omnem illam quae co-
munis non est, neque in societate multorum
idem gennit vires profutulentum, sive agatur in
solitudine ab omnibus commercio hominum se-
parata, quae propriis dicitur vita eremistica;
sive agatur in pagis, villis, et civitatibus, in
propriis tamen ac privatis domibus; licet enim
hanc non posset dici vita solitaria, quantum ad
conversacionem et convictum cum aliis homi-
nibus, potest tamen dici solitaria, si aliqui
religiosus sit, quod societatem et unitatem in
codem genere vitae. Fuit autem uteque mo-
dus vivendi cultus in Ecclesia ab his homini-
bus, qui visam consiliorum et perfectionis am-
plexi sunt. Nam de vita eremistica extant clas-
risima antiquitatis exempla. Tamen, ne sit
ambigua in nomine, oportet advertere, in-
tendum dici eremitas, eos, qui in cenobiis de-
gunt, quando talia monasteria solum in deser-
tibus locis ac eremis constriebant, et ex sua vi-
endae ratione talem separationem a populis
hominum postulabant. Hoc modo fuerunt ere-
mes religiosi $ Basilifi, ut ex eo accipi potest
in regul. 6, ex fus. disputat.; in hac etiam
amplitudine videtur mihi de solitaria vita lo-
quorum Hieronymus, cum illam mire laudat
in epistola prima ad Heliodorum. Augustini mo-
naehi eremites dicuntur, ad quos sunt sermo-
nes ejus ad Fratres in eremo, de quorum au-
tore licet aliqui recentiores dubitaverint, la-
men plerique doctores, eos Augustinianos ve-
re esse recognoscunt, et ita inveniuntur passim
citati a gravibus auctorialibus, præsertim a Ni-
oclae V, in tractatu de laudibus Augustini, et
a S. Anthony de Paulo, Vincentio Ferr., et
Bernard. Senen., sepe in suis concionibus; et
Concilium Aquisgran. citat sermones de com-
muni vita clericorum, qui audeam ordinis et rati-
orum esse consequentur. Et fortasse non pauci
inter illos inserti erunt, qui non sint Augusti-
nini, de quo libro sequenti, capite octa-
vo, numero octavo; tamen quod aliquos in-
scripterit eo titulo, verisimiliorem est ob tan-
tam antiquitatem. Sic etiam Carthusiani er-
emites appellari solent, et in sua professione
promittunt conversionem et emendationem
morum in illa eremo; constat ante illorum
vitam cenobiticam esse, licet multum partici-
pet de vita solitaria. Alio vero modo dicitur
eremite, qui vitam solitariam profitentur ex-
tra omnem hominum congregacionem, et con-
versationem, qualem egi sepius Elias in
monte Carmelo, et Joannes Baptistista deser-
eto, et Paulus, primus eremita, ut in Kalenda-
rio Romano appellatur.

4. Hoc vita laudabilis est.—Fuit etiam sta-
 tus religiosus quando a cenobio ad illam tran-
isit erat. — Hanc ergo vitam eremiticam in
hoc rigore sumptam, sanctam, et Deo gratam
esse ostendit late Bellarminus, contra hujus
temporis haereticos, lib. 2 de Monachis, cap.
39, ubi plurima et optimae congerit Patrum
estimonia, que ibi videri possunt; nam res
satis clara est, tam ex se, quam ex usu, et ap-
probatione totius Ecclesie, propter quod in
Concilio Chalcedonensi, cap. 4, dictum est:
Qui vero purusque solitariam eligunt vitam,
digni sunt convenienti honore; habetur 16,
quest. 1, cap. Qui vero. Supposita vero illius
vitae sanctitate, ostendere oportet fuisset vero
statum religiosum. Circa quod scieunt est,
vitam illam solitariam dupliciter assumi posse:
primo, statim a principio conversionis ad illa
inchoando; secundo, ad illam a cenobitica
vita transeuendo. Hoc posteriori modo consu-
lent Patres vitam illam esse assumandum,
postquam, scilicet, aliquis in cenobio per mul-
tos annos se exercuerit, et magnos progressus
in perfectione fecerit, ut monet Hieronymus,
in epist. 22, de Custod. virgin., ad Eustochium,
in fin., et epist. 4 ad Rusticum: De indo ma-
nasteriorum hujuscemodi volumus regredi mi-
lates, quos eremi dura rudimenta non torres.
Idem sensit Augustinus, lib. 4 de Morib. Ec-
cles., cap. 3; Cassian., collat. 10, cap. 3; Be-
nedicus., cap. 1 suo regula; Bernardus,
serm. 3 de Circuncias.; et Isidor., lib. 2 de

XVI.
Offic., cap. 15, sub titulo De ierto genere monachorum, refert locum antiquum fuisse, ut per viginti annos, alias triginta, prins probarentur in conobis, et postea non nisi per elec-
tionem obedientia, ad solitaria vitam trans-
irent; in canone autem 41 Trullan, saltem quatuor annos requiruntur, et Episcopi appro-
batio. Hanc ergo vitam solitariam manifestum est, et supponere et includere religiosum sta-
tum, quia ex illo, quem in monasterio quip-
piam professus est, ad eremum transit; per
hunc autem transitum non auferunt religiosus
status, qui in tali persona supponitur, cum
talis status imputabilis ex se sit, sed usus ejus
accidentaliter mutatur. Unde, quod spectat ad
castitatem et paupertatem, manifestum est in
illa solitaria vita perfectissime posse servari,
et eamdem obligationem manere; quoque obe-
dientiam vero existimo, hujusmodi transitum
semper debuisse fieri servata obedientia lege,
et obligatione; imo etiam in ipso eremo sem-
per conservari debuisse subordinationem ali-
quam ad Prelatum, secundum aliquam regu-
lan; quia obedientiae votum in us se manebat
etiam integrum, et ideo aliquem usum ejus
fuisse necessari, est iusta regulam tamen et
consecutidinem voventum. Et cadem ratione,
ila separatio a coenobio non repugnauit tradi-
tioni quam de se fecerat quispia monasterio
perprofessionem suam, quia illa tradita etiam
intelligitur iusta mensuram regulam et obe-
dientiae, et tota ordinatur ad majus bonum et
perfectionem profiteantur, quæ omnia in illo
transitu servabantur.

5. Quando vero immediate a seculo ad illam
transitum erat, non videri statum religiosum.
— Quando vero status ille eremiticus imme-
diato inchoabatur, sine ullo transitiu per cenob-
ium, nec per professionem in illo factum, ut
fuit in S. Paulo per totam vitam, et Antonio
multis annis, et plerisque aliis, difficile est de-
finire an et quo modo in eiusmod fuerit vero
professio religiosi status. Quia licet, quod obser-
vantiam, summam paupertatem et perfectis-
simam castitatem coluuerint, non constat nobis
an talia vota emitterent. Deinde, licet debemus
ea emisisse, ex illo affectu, quem habebant
se totos consecrando cultui divino et perfectioni
quærerende, et quod vitam illam assumabant
firma proposito in illa perpetuo manendi, et
ideo credibile sit perpetuum illam perseveran-
tiam Deo promississe, maxime quia non igno-
rabant hoc esse melius et gratius Deo, hoc ta-
en totum ad verum religiosum statum non
sufficit. Et, quod caput est, illi nullam obe-
dientiam aliqui homini profitebantur, nec se-
cundum certam regulam, vel voluntatem alie-
nam vivere statutebant aut promitebant; qua-
modo ergo poterat in eius esse status religiosus
perfectus? De hac vero difficultate inferius di-
cam in numero duodecimo.

6. Modus quidam vitae solitariae memoratur,
et rectiur. — Venio ad alium modum vitae
religiosae privatam quidem, non tamen on-
mino solitarius. Ubi primum reiciendus est
quidam monachorum gradus, cujus manien-
num fecit Hieronymus, in epist. 22, de Custod.
virgin., in fin., esseque Remoboth appellat,
quo nomen kgyptium est, qui non omnia
solii, sed bini, vel terni habitabant, suo tamen
arbitratus, et sine obedientia vivebant; et, ideo
alia opera paupertatis, et penitentiae fac-
rent, perfectionem tamen vitae non profite-
bantur. Eorumdem videtur facere sermonem
Benedictus in sua Regula, cap. 1, ubi dixit ge-
nera horum hominum distinguat. Sed eos
missos faciamus, nihil enim ad presentem
causam pertinent, non enim erant veri reli-
giosi, sed ficti, et perditi homines, et ut tales,
dicit Patres eos reprehendunt.

7. Alter modus a feminis praevertur uita-
rum, et statum religiosum includas. — Illius
ergo status ac modi vivendi vestigia praecipue
in feminis et sacras virginitus inveniuntur;
quemvis enim olim etiam in monasteris vi-
vvere colonunt, ut ex Ambrosio, ad Virginem
lapsam, cap. 7, Hieronymo, epist. 8, ad Da-
metriam., et 48 ad Sabinius., et aliis constat,
saepe etiam in propriis domibus vivebant,
postquam coram Episcoopo virginitatem profes-
sse fuerant, et ab eo velum acceperant. Unde
Augustinus, serm. 1 de Commun. vit. cleric.: 
Virgo (ait) etsi nuncquam fuerit in monasterio,
sic virgo sacra est, illi nubere non licet,
quemvis esse in monasterio non compellatur.
Hinc Concilium Toletanum IV, cap. 8, et est
apud Burch., lib. 8 Decret., cap. 48., et Gra-
tian., 27, q. 1, cap. 7: De viduis (ait) et pul-
lis, quae habitatae religiosis in domibus pro-
prisi, tam a parentibus quam per se assur-
rent, ut posset contra institutum Patrum, tel
precepta canonum coniugia putaverint can-
landa, tandem a communione habetur sus-
penden, quamvis quod illicia perpetraverunt
e mandaverint. Quibus verbis significatur illas
fuisset versus religiosa, et incapaces matrimo-
ni, quamvis in domibus propre professae fau-
sent; ideo significatur professionem tacitam
per solum gestationem habitus fuisset sufficien-
tem. Idem sumi potest ex Concilio Carthagi-
CAP. II. DE DIVISIONE VITAE RELIGIOSÆ IN SOLITARIAM, ETC.

nensi IV, c. 54, et ex alitis, quae referuntur a Gratian., 27, q. 1. Clarus ex Concilio Carthaginiensi III, c. 33, colligimus virgines sacras, que parentes habebant, sub eorum custodia in propriis domibus vivere potuisse; ac mortuis parentibus, dicitur ibi, in monasteriis sub providentia Episcopi esse custodiendas. Quod etiam ex Concilio Afric., c. 41, refert Burch., libro 7, capite septuagesimo quinto, qui etiam, cap. 54, refert decretum Eugenii Papæ, dicentis: Multiores sub obtenta religio- nis velata, aut in monasterio regulariter vi- rant, aut domibus suis susceptum habitum caste observant. Hinc etiam in Concilio Eliber., cap. vigesimo septimo, permittitur Episcopo et presbytero apud se habere filiam virginem Deo dicitam. Denique in c. Ex parte, 2, de Conver. conjug., clare supponitur, in propria domo posse religiosam professionem fieri, et idem clarus habetur in c. Insinuante, Quicler. vel vovent.

8. Juxta hunc modum satis verificatur dis- visio in titulo postea. — Constat igitur etiam hoc modo recte distinguere posse statum religiosum in cœnobiticum, seu regularem, et solitari- num, seu vitae private, quia in hoc etiam interiit omnium, quae sunt de essentia talis status; non enim est de essentia ejus quod fiat sub certa regula, ut supra ostensum est; potestque habere Ecclesiae approbationem sufficientem, si talis professio, cum vera traditione et votis substantiâs religiosis, succurrit Ecclesiæ recipiatur et approbetur. Quamvis autem hoc ita sit, et olim fuerit in usu, nunc jam non est in Ecclesia talis con- sustentia, quia nulla professio ab Ecclesia ré- cipitur que non fiat secundum aliquem regu- lam ab cadem Ecclesiæ approbatam, juxta c. ult., de Religios. domibus, et c. unic., cod. tituli, in 6; ergo qui nunquam religiosis fuerunt, nec sub obedientia aliquis Prælati et approbâs regulæ vivunt, sine dubio non sunt veri religious, etiam si forte castitatem vovent.

9. Hodie dicta divisio simpliciter locum non habet. — Quapropter distinctio hæc jam non habet fere locum in Ecclesiæ; nam, licet sint aliqui, qui solitariam vitam agunt, et eremite dicuntur, illi aut professi sunt sub obedientia aliquis regulæ approbâs, sub qua etiam vivunt, licet a consortio communis congregatio- nis separati; aut tales professionem nunquam emisserunt. Piores, ut bene notavit Sylvester, verb. Bromita, non sunt precise eremite, sed sunt religiosi ducentes vitam eremiticam, qui in praeparatione aumani etiam ducunt vitam cenobiticam, si ad illum per obedientiam revocentur. Cujus vitæ antiqua vestigia et exempla in Hispania conservant Patres S. Be- nediti, in celeberrimo et religiosissimo conventu S. Maris de Monte Serrato. Quocecirca, licet in his distingui possit vita solitaria a coe- nobitica, quantum ad actualem vivendi mo- dum, ut sic dicam, non tamen quantum ad statum religiosum, quia est unus et idem, varias actiones sub eadem regulâ et obedientia exercens.

10. Bromita qui non proficat in regularum aliquam non sunt religiosi. — Postiores autem non sunt veri religiosi, ut communiter auctores sentent, adeo ut multî negent eos gaudere privilegio clericali. Nam primo illi non vovent, nec se traduant in manibus alicujus, nec proficat secundum aliquam regulam approbatam. Secundo, vel castitatem non vovent, vel, si vovent, id est mere privatim et simpliciter, unde nec inhabiles sunt ad matrimoniun; nec publice, et coram Ecclesia vovent per se loquendo. Tertio, non obligan- tur ad pauperatam, ut sit Glossa, in c. Qui- vere, 16, q. 1, quam omnes Doctores sequuntur. Unde etiam possunt condere testamentum, ut supponit Gratian, 19, q. 3, § B contra, ubi etiam ait Paulum, primum eremitam, testa- mentum condidisse; sed in facto deceptus est, ut constat ex Hieronymo, in Vita Pauli, quid- quid sit de jure an illud condere potuerit. Quarto, nec obedientiam vovent, ut ait S. Thomas, in 4, d. 27, in expositione litterœ, ad finem, circa illa verba: Bromi solitui- nem elegit. Sed solum tenentur obediens Episcopo sicut alii fideles, ut idem ait, 2, q. 486, art. 3, ad 3.

11. An saltam gaudent privilege clericali. — Hinc a multis Doctoribus hi eremite non reputantur personœ ecclesiasticœ, nec gaudere privilegio clericali. Quod sensit Joannes de Li- gnano, in Clement. Per litteras, de Prebend.; Abb., in c. Nullus, de Foro compet.; Angel., verb. Bromita, n. 3, qui tamen inconstanter ait hunc eremita esse personam ecclesiasticam, et de foro ecclesiastico, per c. Nulla ratio, d. 93, et c. Si autem, 11, q. 3, qui tex- tus nihil omnino de hâc loquitur, nec ad illam faciunt, et hoc repuguat cum eo, quod proxime dixerat hic auctor, hos eremitas esse laticos, et manere sub jurisdictione imperato- ris, quia nihil habent quod illos eximiat. Item sine causa negaretur eis privilegium clericali, si personœ essent ecclesiasticœ; unde Glossa,

12. *Discutitur dubium in num. 5 propositi.* — An vero idem sentiendum sit de antiquis sanctis eremitis, Paulo, et similibus, quod, scilicet veri religiosi non fuerint, judicium alius relinquent. Nam D. Thomas, 2. 2, q. 186, art. 5, ad 3, videtur eos inter religiosos computare, et ideo conatur declarare quomodo habente sufficientem obedientiam ad illum statum, quia, scilicet, subsunt Episcopi. Quod quidem esset verum, si constaret eos vosisse specialem obedientiam Episcopis, sed hoc nobis non constat. Idem vero D. Thomas, quest. 188, art. 8, ad 3, significavit hos sanctos habuisse obedientiam in preparatione animi, idque satis illis fuisset, quia actu obedere (aît) non est necessarium perfectis. Sed, licet hoc sit verum respectu perfectionis personalis, tamen respectu status necessarium videtur actuale vottum obedientiae, in quo illa aptitudinalis obedientiae funetur, et non tantum in generali obligatione præceptorum; de hoc autem voto nobis dubium est an illi sancti eremitae, qui soberiam omnium vitam a principio vixerunt, illud emiserint. Et probabilis, ac fere certum videtur, non emisses illud, nec alia vota in manu alijus, qui vice Dei ejusque auctoritate illa recipere et acceptaret, atque adeo nec veram professionem ad status religiosum necessarium fecisset. In hae ergo re nihil certi habeo quod respondam, et ideo mallem aliorum judicio hoc relinquare, quam quicquam definire. Aut enim dicendum est, hos sanctos Patres, priscum in eremum secederent, religiosam professionem in manibus Episcoporum fecisse, quod est divinare, nam in historiae seu vitis eorum hoc non legitur; aut dicendum est eos non fuisse proprie ac formali- ter religiosos quoque statum publicum, et probationem jure ordinario in Ecclesia, sed fuisse religiosos apud Deum altiori ratione, specialiter approbata peculiari Spiritus Sancti in- stinctu. Quod videtur significasse D. Thomas, q. 188, art. 8, cum ait, in illis sanctis viris Spiritum Sanctum sua gratia suppellice, quod in alius per executionem acquiritur; unde dicere possimus in eisuisse statum religiosum quasi eminentem, per abundantiam gratiae confirmantis illos quasi immobili- ter in tali vivendi modo, et supplenitio directionem obedientiae, quia in alius per homines fieri solet, et in illis Sanctis erat perfecta in animi preparatione respectu Prelatorum Ecclesiae. Quod paulo inferior amplius declarabitur.

13. *Neque etiam locum nunc habet divinum quoad religiosum statum in n. 7.* — Neque etiam habet locum predicta distinctione, etiam vita solitaria non sumatur in illo rigore, sed ut distinguatur a vita coenobitica, seu in community aliqua. Nunc enim jam non possunt fieri vota religionis, nec professio valida in statu omnino privato, sed debent fieri in religione approbata per Romanam Sedem, juxta cap. ult., de Religios. dom., et cap. unico, codit., in 6. Tali autem religioni non est nisi communitates aliqua sub obedientia alijus Pralati, et sub aliqua regula vivem; cujus membrum effici neceasse est, eique se tradere, qui secundum illam statum religiosum assumit ac profiteretur. Quocirca omnes, sive viri, sive feminas virgines privatam vitam agentes, quantumvis se Deo dedendi, et vovent castitatem, vel etiam paupertatem, et obedientiam, etiam in manibus Episcopi, religiosi non sunt, quia illa non est vera professione, nec traditio, cum non sit acceptata ab habente potestatem, nec modo ab Ecclesia praescripto, ut sitae ex superioribus patet.

_Ultra est vita perfectior, conobistique au solitaria._

14. *Resolutio D. Thomas solum procedit usque vaga intra eundem statum._ — Quid constat ex dictis, quid dicendum sit de comparisone inter hos duos status, solitarium et conobisticum. Nam D. Thomas, d. q. 188, art. 8, videtur simpliciter solitarium vitam preferere, quando debitum ordine ac modo assumitur: quia comparatur ad aliam, sicut terminus ad viam; terminus autem ex suo generi perfector est via. Et in presenti conobia ad hoc sunt, ut homines tendant ad perfectionem, vita autem solitaria supponit perfectionem acquisitam, unde solum est ad exercer dam perfectionem. Sed in primis D. Thomas
loquitar de vita solitaria, quando ad illam per vitam religiosam in obedientio seu conventu transiatur. Quomodo vita hae solitaria jam supponit verum statum religiosum, et ita non praefertur statu statui, sed in eodem statu praefertur gradu perfectiorum, gradu proficiantiam. Unde etiam supponitur diligens exercitatio in vita communis religiosi, ita ut perfectio jam comparata sit, et ad illam exercendum solutum eligatur, non proprio judicio, sed superioris arbitrio; nam talis solitaria vita non caret obedientiae subordinationem, cum non destruat religiosum statum, sed perfectiam.

15. Solitaria vita ex conobitica ut sit perfectior, supponit licentiam Pralati. — Quapropter in viro jam religioso solitaria vita altera assumpta, non solum perfecta non esset, verum nec laudabili, quia obedientiae et obligationi prioris professionis repugnaret. Neque quoad hoc credendum esset cuicumque spiruitui moventi ad vitam solitariam, contra superioris voluntatem assumendum; nam quae a Deo sunt, ordinate sunt. Ubique applicari possunt verba Innocenti III, in cap. nisi cum pridem, de Electione, ubi ad quemdam Episcopum, qui Eclesiae Episcopatus volebat sine alia legitimae causa vel auctoritate, solum ut contemptationi vacaret, sic inquit: Sed dices: Spiritus ubi vult spirat, et nescis unde veniet, aut quo vadat; et ideo non est qui possit vias illius Spiritus per se orti, qui vero Spiritum Dei aguntur, non sunt sub lege, quia ubi Spiritus Dei, ibi libertas; quare si cedendi (quod nos in praesentia dicere possumus, si recendi) potestas data ab homine non fuerit, nihilominus tamen cedet (sae servitutis) a Deo: certe (respondit Pontificis) desipis, si sic sapis, nam quomodo Spiritus Dei agit? si enim vera sunt quae promissimus (sicut, de obligatione Episcopis, et idem est in praesentia de obligatione professionis) (immo quia indubitauerunt vera) procul dubio contra Spiritum Dei agit, qui aliquid contra veritatem altatur, quamvis ipsi est Spiritus veritatis. Dices: nonne licet religioso ad aciortem religionem transfere sine obtenta licentia sui Pralati? Respondo primo, illum transitum esse ab Ecclesia illo modo approbatum. Deinde, ibi mutatur status in perfectoriem, quae exceptio fuit in priori professione virtute inclusa, et ita non agitur contra illam; hic vero non mutatur status, sed in eodem assumitur certus modus, quam non licet prorsa voluntate aemumere, quia, licet ille modus vitae videatur secundum se perfector, tamen si, qui in tali statu existit, melius est obediere, et contra obedientiam nullus vivendi modus potest esse in tali statu perfector.

16. At vero, quando hic status vitae solitariae non supponit statum religiosum, licet possit fortesse dici modus vivendi perfectior quam actionem, vel quoad usum, non potest dici status perfector, quia status non est; et ex ea parte imperfectus modus vite est, quia potest propriae voluntate mutari. Quomodo dixit Glossa, in dict. c. qui vere, eademitam, transeundo ad monachum, transire ad vitam acriornem, quia jam non potest habere proprium; adde, et quia jam est sub obedientiam, quia est omnium optimum, quantum ad statum spectat. Quin potius, licet supponatur religiosus status, si non supponitur exercitatio religiosa in congregazione fratrum, et magna virtus ac perfectio acquisita, illud vitae genus, regulariter loquendo, eligibile non est, quia non est via secura ad perfectionem, sed periculosi piensa, nisi divina gratia (sit D. Thomas) suppletae quod in aliis per exercitationem acquiritur, ut in S. Benedicto, et aliis. Quamobrem, absoluta ac humano modo loquendo, ille vivendi modus omnino solitarius, illo modo assumptus, non cadit sub humanum consilium, nec potest dici simplieri melior, sed solum cum hoc addito, Nisi specialis Spiritus Sancti institutionem interveniat, ita ut homo interior ab Spiritu Sancto certitudinem accipiat, quod sub protectione et directione sua illum suscipiat. Quin etiam addo, regulariter item loquendo, etiam religiosis viris, et in vitae sanctitate exercitatis, salubrium esse in fratum congregazione quam in solitudine versari, ut docuit Basilius, serm. 1 de Institutis monachorum, ubi ad minimum in conventu denarium numerum requisit ex professo vero id disputat regula 7, ex fusionibus, comparatione facta inter vitam solitariam et conobitica, et hanc multis rationibus prefert.

17. Quae a fortiori probant, statum religiosum in vita communis esse longe utiliorem et securiorem, quam in vita privata domestica, et non omnino solitaria, quia in tali modo vivendi et desunt utilitates vitae communis, quales sunt, major et quasi continuus obedientiae influxus, adjutorium aliorum fratum per exemplum, per corredicionem, et per alias charitatis opera, plures item occasiones exercendo omnes virtutes, humilitatis praecepit ac charitatis, major custodia, et vi-
gilantia ad proficiendum, et vitandos omnes defectus, atque aliae similis. Deest etiam in illo vivendo modo illa specialis commoditas, vacandi semper Deo, propter quam vita solitaria in veneratione et admiracione habetur. Unde factum est, ut uterque modus vitae religiosae private seu solitaria, fere ab usu Ecclesiae subitus fuerit. Domesticus quidem et urbanus (ut sic dicam), ut parum utilis, et occasionibus expositus; eremicitus vero, et omnino solitarius, ut periculous, et ordinare etiam mfus utilis, nisi sub actuali obediencia aliqujus religiosus retineatur.

18. Addo praterea, etiam illo modo, quod vita eremitica pretetur ad Thoma coenobitice, intelligendum id esse precise stando intra latitudinem vite contemplatiae; ideo enim solitaria vita pretetur, quia ad actuallem contemplationem aptior est. Nilominus tamen si vita illa omnino solitaria et otiosa illo sancto otio, quod diliget charitas veritatis, ut Augustinus ait, si illa (inquam) comparatur cum vita actuosa actione illa, quae ex contemplatione manet, et aliquam conversationem inter homines requirit, perfector simpliciter est hae vita, quae illam omnino solitaria, ut manifeste probat discursus eiusdem de Thome, d. q. 188, art. 6; et ideo in art. 8, ab illa comparatione vite socialis et solitariae, separat religiones, quae ad actiones aliquo modo ordinantium, de quibus jam dixerat, eas, quae ad docendum et praecondandum ordinantium, ex suo genere praefere his quae tantum contemplationem visat, quia altius est perfectio quam perfici, et ex abundantia perfectionis provenit, contemplata illa tradere. Unde Basilii, dict. regula 7, vitae socialis maxime pretetur, propter exercitium operum charitatis, inter que potissima sunt que proxime ex ipsa contemplatione nascentur. Hoc etiam videtur confirmari exemplo Joannis Baptistae, qui post vitam solitariam ad predicandum accessit. Item ad hoc propositum utitur Innocentius III, in d. c. Nisi cum pridem, de Reun., exemplo Jeremiae, dicens ad quemdam Episcopi, qui propter otium contemplationis Episcopi munus recusabat: *Scire debes non esse te sanctificato in utero sanctorem, et ideo non oportet te pr aviditionem jam suscep ta respure ministerium, etc. Et in fine illius capitatis, plura dicit in confirmationem hujus sententiae, quae inferius cap. 8, cum iterum hae comparatio occurrer, affererum.

19. *Utra vita sit antiquior.* — Ultimo possum hi duo status comparari in antiquitate, uter, scilicet, antiquior fuerit. Quidam enim consentem eremiticumuisse antiquiorum, nam autorem coenobiorum dicuntuisse Antonium, quem praecessit Paulus, qui eremitarium pater post Christum appellatur, quamvis ante ipsum Christum illius vitae exempla precesserint in Bella, Eliseo et Joanne Baptistae, teste Hieronymo, epist. 22. Sed nihil certum existimo possere in hoc statui; et si quid affirmandum est, verisimiliter videtur coenobium suisse antiquiora. Nam a tempore Apostolorum et D. Marci incepserunt, sive deierorum, sive monachorum, ut in superioribus tactum est, et infra, tract. 10, lib. 1, etiam diceretur. Et tempore etiam Elisei et Prophetarum suae societatem aliquam inter solitariam vitam agentes, ex antiquis auctoribus colligitur. Verismile autem est nonquam defuisse aliquis, qui desiderio contemplationis majoris solitariae vitam amaverint, ut ait Cassianus, collat. 18, c. 6; et ideo hi duo status quod hoc dicit possunt sequeles, quamvis ordine magis congruo coenobitico debeat procedere, ut dixi n. 10, licet interdum ex divina inspiratione ordo mutetur, sicut Paulus ad solitudinem statim vocatus est, occasione quidem vitandi persecutionem, ut supra ait Cassianus, et Nicetius, lib. 8 Histor., c. 39 et 40, ex speciali tamen Dei providentia, ad singulari illius vitae exemplum; Antonius et Benedictus solitariam vitam prius coluerunt, et postea ad molitorum perfectionem coenobiticam instituerunt.

CAPUT III.

*UTRAM RELIGIO RECTE DIVIDI POSSIT IN MILITAREM ET NON MILITAREM.*

Omissis statu religionis solitario, quia vel in usu jam non est, vel, si aliquo modo est, pars est coenobitici, et de illo jam satis diximus, agendum sequitur de varietate quae adhuc generica ordinum religiosorum, nempe militarium. Nam militares ordines multum ab aliis differre videtur, et in controversia est, an sicut religiones simpliciter, vel secundum quid; ideo hic imprimit dicentium est. De aliis enim non militarybus legis, et dari in Ecclesia, et in ea esse non solum statum religiosum simpliciter, sed etiam maxime perfectum, et pro nunc sati distingui a militaribus per negationem finis illarum, quia, videlicet, ad corporalem militiam ordinatus non est.
1. Militia potest opus esse honestum. — De militibus ergo ordinibus duplex quos tractari potest. Una est de possibili, an possit religio militaris institui, id est, per se primo ad militandum, quam presenti capite expe- diminuas. Alia de facto, an ordinis militares, qui nunc sunt instituti, sint vere, proprie, ac simpliceris religiones, quam in caput sequens reservamus. Presentem ergo questionem tractat D. Thomas 2. 2, q. 88, art. 3, et respon- dunt affirmando; et rationem reddit, quia militare debito modo potest esse opus insi- gnis charitatis et religionis; religiones autem active ad hujusmodi actus instituuntur. Ut autem certa ab incerti discernamus, suppo- nendum est, actum militandi, debitis circum- stantibus factum, esse operum et justum, quod latius ostenditur in materia de Bello, 2. 2, q. 40, contra aliquos hereticos, qui dice- runt bellum esse intrinsecum malum, vel sal- tem lege Evangelica prohibitum, quod est evidentet falsum, ut positum constat ex tota Scriptura veteri; ex nova autem, saltam nega- tive, quia nulla talis prohibito in ea contin- netur, nec ex traditione habetur, sed potius oppositum constat ex consuetudine Ecclesiae; nam Christianissimi principes sepe bella geste- runt justissima propter Ecclesiae defensionem, approbatibus, imo excitantibus Summis Pontificibus, imo et Deo ipsi miraculose ea con- firmauer. Denique ratio est evidens, quia ad pacem et defensionem Ecclesiae id sepe nece- ssarium est, et in principibus supremis est jus et potestas ad tuendam, om et ad vindica- candum suam Rempublicam.

2. Militia honesta uno modo. — Altero mo- do. — Est autem ulterius considerandum, du- plex posse esse bellum justum: unum, quod ad temporem finem tantum parte ordi- natur, ut suum, verbi gratia, bella, quae ordinari geruntur inter principes christianos; nam, licet ex altera saltem parte sint justa, non tamen pro eis intentum, nisi aliquod temporale dominium, quo privati sunt, aut justam viu dicat aliquis publice injure, vel aliquid simile. Aliud vero est bellum non solum justum, sed etiam pium ac religiosum, quia prasche a militibus ordinatur ad de- fendendam religionem, idem, vel Dei popu- lum ab injuriis infidelium, paganorum, vel hereticorum. Tale fuit bellum Machabaeor- rum, quorum exemplo D. Thomas maxime utitur; et in Ecclesia tale habitum semper fuit bellum contra Turcas, pro defensione vel restaurazione terrae sancte. Et ideo antiquis- sinum fuit voto se Deo consecrare ad hujusmodi bellum, vel ad prestantum favorem vel auxillium in eo militantibus, et insigne cru- cis assumere in signum talia voti et obligatio- nis, ut colligitur ex c. Ee multa, et c. Postula- lastis, cum multis allis de voto, et ex supra dictis de votis simplicibus reservatis, inter que tale votum computatur. Hujusmodi etiam fuit bellum Caroli V imperatoris, contra he- reticos Lutheranos, et similia.

3. Honestas primiti modo non sufficit ad stat- tum religionum. — Religio ergo ad militandum non pro quocumque bello justo institui potest, ut bene adnotavit Cajetanus, dicto a. 3, et si- gnificavit D. Thomas, cum dixit, militiam religiosam non ordinari ad bonum temporale, seu finem mundanum, hic enim finis non ex- cludit quin bellum sit justum; nam, servata aequitate, potest quis velle sua temporalia bo- na propter temporale commodum, vel propter ipsum principatum terrenum. At vero militia inter hos limites contenta, quantumvis justa, non potest esse finis religiosi status, quia est actio merum terrena et temporalis, non minus quam mercatur, vel alia similis negotiatio. Item, quia status religiosus debet primo respicere cultum Dei, et pietatem ac perfec- tionem anime; militia autem illo modo specta- tata, ictet habeat quamdam bonitatem mora- lem, quatenus justa est, non tamen continet divinum cultum, nec est opus pietatis, nec per se confert ad animi perfectionem; quin potius ex se multis est periculo exposita, quae nisi compensetur ex aliquo perfecto fine religiosum, et boni communis, non sunt eligibilia ei, qui velit perfectionem conse- qui.

4. Sufficit tamen honestas secundi modo. — At vero si sumatur militia religiosa (ut sic dicam), id est, que pro defensione Christianis religiosum, et Ecclesiae, ac Innocentum assumit, sic quidem potest esse finis aptus ut propter illum instituatur religio, et hoc modo dierendum est, possibil esse religionem militarem, id est, ad religioso militandum, tan- quam ad proprium scopum, et finem institu- tam. Hec est mens D. Thomae supra, cujus sententia sine controversia fere communiter recepta est, et usu Ecclesiae salis confirmata; nam militares ordinis sub nomine et appro- batione religionum, jam diu in Ecclesia fuem- runt, et initium sumpsunt ab Urbano II, ante 570 annos, ut ex historiis illorum temp- torum constat, et attigit Thomas Bosius, tom. 2, de Signis Ecclesiae, lib. 19, c. 1, num. 22,
ubi originem et progressum harum religi-
num breviter recenset. Probatur autem ratio-
ne, quia finis illae optimae est, et valde per-
fectus, et ad Dei gloriam et cultum multum
pertinens; sed ad illum finem possunt esse
optime media, illa eadem, quae substantia-
ter constitutae religiisum statum; ergo si ac-
cedat debita potestas, seu auctoritas Summi
Pontificis, ut facile potest, nihil decenter ad ve-
rum statum religiosum. Consequens evidens
esse ex hactenus dictis. Major etiam declarata
jam est. Minor explicatur et probatur. Nam
imprimis votum castitatis aptissimum est ad
illum finem, quia obligatio conjugis et onera
matrimonii multum impediant libertatem
necessarium ad militandum, et ad exponen-
dum vitam suam bellorum periculis, nulla
habitit cura uxoris aut filiorum. Supposito
autem coibitu, consecratio castitatis per
votum per se est gratissima Deo, eritque utilis
ad obtinendum ab ipso auxilium in eo mu-
nere maxime necessarium. Est autem valde
utilis ad conservandam animae puritatem,
adeo necessarium his, qui vitam suam tot pe-
criculis expositor gerunt; denique ad sanita-
tem, et robur corporis conservandum, ad il-
lud munus adeo necessarium, plurimum con-
ferre potest. Atque eodem vel simili utili-
tates in votu pauperatis inventi possunt,
quia, ut aliquis veret ex corde Dei militiae
se consecret, et lucrum temporalis in ea non
quarant, nulla potest esse melior dispositio,
quum rebus omnibus temporalibus omnino
renunciassit, tumque illius affectum deponi-
sisse; alias multum semper esset periculi
bellandi potius propter rem familiarem au-
gendam, quam propter Deum, ex qua inten-
tione sepissime oriuntur bella injusta, furta,
ae praedationes, et similia. Deinde status mi-
litiae requirit animum liberum omni cura et
sollicitudine vel augendi, vel conservandi tem-
poralia bona. Item requirit animum aedeo de-
spicientem res hujus mundi, ut etiam vitam
suam contentat, propter divinum obsequium,
eamque quotidianum periculis expouset, quod
omnia optima dispositio est abrenunciatio
temporalium honorum.

3. At vero obedientia, etiam seclusa reli-
gione, per se sese necessaria est in
bello, quia sine illa nec debitus ordo, nec ex-
ecution opportuna occurrence actionum,
et mediorum, nec debita sollictudine, ac pro-
vida rerum omnium distributio, servari po-
test, cum tamen ex his circumstantiis felix
belli successus maxime pendeat. Ergo si
militia sit religiosa, et solum propter Deum,
ad perfectionem ejus maxime pertinexc,
utilla obedientia vote sit consecrata Deo;
sic enim et superiores majori cum potestas
et fiducia praeципet, et inferioriis majori
cum reverentia et promptuudine obedient.
Accedit, quod in negotio tam arduo nihil
potest esse felicissim quem divino meo, per
Vicarium, cui Dei nomine se tradititur, guer-
nari; sic enim et ipsa opera erunt majoris
meriti, et majori ratione poterit in ea divi-
num auxilium sperari. Tandem, qui hoc Dei
bellum militat, debet esse expositus, ut tene
vel illuc, ubi fuerit necessarium, vel ad acio-
nem communi bono magis opportunam, mit-
tatur; hanc autem animi preparationem con-
fert obedientia; est ergo hoc votum tali status
maxime accommodatum.

6. Unde etiam conclusur, traditionem il-
lam, quae in professione religiosa sit, hunc status
maxime gravuerit, quia illa nihil aliud esse videtur quam praeraratio quae dicit
perfectum obedientiam, et simul ad aperea-
tatem, et rerum omnium nudationem. Nam,
qu,e se tradit, se abnegat, et se quodammodo
dereliquit; ideoque optime dispositio est ad
obediendum, etc. Quin potius qui militat
profitetur, non solum actionem, sed eam animam et vitam ponit in manibus Prealati;
perfecte ergo se tradit; nihil igiur in tali vivendi modo ad verum statum religiosum
deet, nisi ita institutus sit.

7. Contra hanc veritatem visum est tenere
Sarmiento, in suo Defensa, prima parte, non
monit. 57, ita object: officium, quod tendit
ad irregularatem, opponitur religione; se officium militandi tendit ad irregularitatem
homicidi, ut per se patet; ergo ne est vera religio, quae ad hune finem insti-
tuitur. Quo argumento, ipse quidem sulum
intendit probare, religiones militares, quae
nunc sunt, non esse veras religiones; ta-
men, si ratio est aliquid momentale, etsi
probat non esse possiblem talem religionem
veram; an vero ipse hoc senserit, vel calo
dispositionis excesserit, et consecutionem non
viderit, haud satis scio. Respondo tamen fa-
cile, distinguendo majorem: officium tendens
ad irregularitatem opponitur religione clerico-
rum, transeat; religiones laicorum, nego
assumptum. Quia cum talis status non ordinatur
ad sacerdotium, nihil si officit irregularis,
cum illa nec peccatum sit, nec ex peccato tra-
hatur, nec sit per se intueri, sed per accidentes
consequatur. Illa ergo consecution irregulati-
tatis valde accidentaria est ad statum perfectionis.

8. Gravius objici potest, quia status religiosi debet esse schola perfectio acquirenda; at vero status militaris non potest esse status perfectio acquirenda; ergo, Proba- tari minor, tum quia perfectio duo requirit, et carentiam vel diminutionem culpam, quod fieri possit; et profectum in omnibus virtutibus, praesertim in charitate, et cognitione Dei. Ad utrumque autem est ille status valde imperfectus. De primo patet, quia minus illud est infinitus periculis pecundi expositum, tum propter nimirum exteriorum communicationem cum alius hominibus, qui nec religionem profidentur, nec ordinari honeste vivunt; quae conversatio et familiaritas vic potest moraliter excusari, tum propter ordinarium utrumque quoque in loco vitae generis esse solet. Quamdiu actualem bellum non agitur; tum propter alias innumeram occasiones, quarum effectus satis ipsa experientia ostendit. De secundo patet, tum quia ob eaedem occasiones et causas non potest esse in his hominibus frequens virtutis exercitium; tum etiam quia nulla vel parva est, aut moraliter esse potest in tali statu instituto spiritualium magistrorum, minorque vigilantia et custodia Prelatorum; quomodo ergo potest esse talis status, status perfectionis?

9. Respondo, statum perfectionis esse omnem illum, in quo, preter preceptorum observantiam, consiliorum via custodienda est ex vi talis viveendi modi, et praestant urbi servanda sunt tria illa magni consilia, quae ostendimus in tali statu posse reperiri. Certum est autem in illo statu possese viriam precepta, et illa etiam, et ad hunc finem posse providi sufficientia media. Item status perfectionis est ille, qui destinatur ad aliquod agendum propter Deam, quod perfectionem charitatis et requirit, et ostendit, et affert; tale autem opus est animam suam ponere pro amici suis, ut Christus dixit, quod plane faciant, qui huic sacri militis se consecravit; ergo talis status ex ratione sua sine dubio perfectionis est.

10. Considerandum autem est, in rebus creatis nullam substantiam esse perfectam, nisi debitis sit accidentibus ornata, et similiter in rebus moralibus, et praesertim in statu vitae, non satis esse quod habet substantiam (ut sic dicam) talis status, sed necessarium esse ut debitis sit circumstantiis, et particularibus mediis communibus. Solum ergo conclu- dit ratio fœta, in hujusmodi statu moraliter necessarium esse ut, priusquam milites actualis militiae committiatur, in virtute aliquo tempore instrutur et exercitetur, quod libenter concedimus. Tum quia dignus et cum debita intentione religiosa militare, est potius opus perfectionis acquisitis, quam acquirenda; religio autem, licet possit esse ad exercendam perfectionem, per se requirit ut sit schola acquirenda perfectionis, et debibus ordo postulat ut prius quia perfectionem acquirat, quam illem exercet. Tum etiam quia, nisi hujusmodi milites prius sint in virtute radiati et fundati, non poterunt, moraliter loquendo, effugere pericula pecundi, quae in eo statu occurrunt, ut objectiones fœtae ostendeat. Ex quo etiam ulterior colligi potest, conveniensissimos esse, et moraliter necessarium, ut in talibus ordinibus militariibus sint conventus religiosi, in quibus fratres milites alicandius versentur, et in virtute ac perfectionis via instruantur, priusquam milites se dedant; et ad illos aliquoties recurrat tempore pacis, seu quando ab usu militiae commone vacare possunt, ut in virtute instaurentur, et, si pro humana fragilitate lapsi fuerint, vel de virtute aliquod remiserint, reparetur et reficiantur.

11. Denique ex eodem principio colligitur, valde etiam opportunum ac expediens esse, ut haec religiones non sint purae militares, sed conjunctionem aliquam, seu missionem habant cum religione spirituali, et societatem cum religiosis, qui non militiae, sed spiritualibus exercitii, et cultui divino incumbant, ut, nimium, possint milites a clericis religiosis in rebus spiritualibus instrui et juvari. Unde in historiae de origine ordinis militaribus S. Jacobi refertur, apud Didacum de la Mota, lib. 1 de Fundatione illius ordinis, c. 2, § 2, et c. 3, cum prius ille ordo in solis militibus per modum cujusdam fraternitatis incepisset, et in vitae honestate, ac virtutis profecto perpetuare non potuisset, milites ad se reversos intellekisse, se non posse Domino militare, nec institutum suum secundum debitum finem perficer, sine religiosis sacerdotibus, et spiritualibus, a quibus spiritualia recipierent, ideoque cum religiosis quibusdum canonicis regularibus in unum religionis corpus convenisse. Atque hunc morem aliae religiosis militares in universum servavit, ut constat. Atque ita sufficienter ostensum est, et religionem militarem esse possibilem, et obiter tactum est quomodo debeat exercerii munus illud, ut statui perfectionis accommodetur.
CAPUT IV.

AN RELIGIONES MILITARES; QUAE NUNC SUNT DE FACTO, COMPREHENDANTUR PROPRIE SUB GENERE STATUS RELIGIOSI.

1. Superest dicendum de altera questione, quae difficillior est, an religiones militares, prout nunc sunt in Ecclesia, quoad milites, sint verae religiones simpliciter et absolutae. Dico autem quoad militis, quia, quoad clericos vel monachos cum quibus habent supradictam in proximo cap., n. 44, unionem, non est dubium quin illi veri religiosi sint; veram enim professionem faciunt, et se Deo dedicant immutabiliter, et tria vota substantialia plene observant ex vis sua professionis. Difficultas ergo est de militia, et constitutum maxime solent in hoc, quod illi non emittunt votum castitatis simpliciter, sed conjugalis tantum; hoc autem castitas non videtur sufficienti ad constitutum statum simpliciter religiosum; ergo. Probatur minor, prima, quia de ratione status religiosi est votum castitatis, adeo ut hoc non possit Summus Pontifex immutare, ut dictur in c. Cum ad monasterium, de Statu monachorum; sed illud non est votum castitatis simpliciter, sed tantum secundum quid; ergo non potest constitutur statum religiosum simpliciter, sed tantum secundum quid. Secundo, quia status religiosus postulat professionem observandi consilia, prescriptum castitatis; illud autem votum non est de consilio castitatis servando, sed solum de servanda ea castitate, quae ex natura rei est necessaria, et in precepto; ergo non satis est ad statum religiosum constitutum, quia modus ille servandi eadem castitatem, alias necessaram, majori obligatione, non promovet homines ad opera consili et perfectionis facienda, sed solum ad servanda strictius precepta, vel ad summum ad majorem perfectionem ejusdem operis precepti, quod satis non est ad opus perfectionis. Tertio, si attende consideretur ratio ob quam est necessaria observatio continentia ad perfectionem, plane constabat castitatem conjugalum ad hunc finem satis non esse. Quia quod maxime impedit perfectionis, est ipse usus matrimonii, cum omnibus oneribus, et curis quas secum affert. Unde Paulus, I Cor. 7, quando consilium castitatis dat, precipue consilium abstineri a matrimonio, et virginitatem servare; et rationem subdit dicens: Volo autem vos sine sollicitu-
CAP. IV. AN MILITARES RELIGIONES, QUE DE FACTO DANTUR, ETC.

p. c. 48, et nonnulli alii, qui in suum favorem afferunt D. Thom. 2. 2. quest. 183, art. 4, ad 3, ubi sic ait: *Ilii modi vivendi, in quibus homines matrimonio utantur, non sunt, simpliciter et absolute linguendo, religiones, sed secundum quid, in quantum scilicet in aliquo participant quodam, quae ad statum religious pertinent.* Imo significat ulteriori Soto, milites hos, cum quibus dispensatum est ut possint uxorres ducere, non solum post hanc dispensationem, verum etiam ante illam, quando inhabiles erant ad matrimoniun, non fuisset vere religiose; argueris enim, quia si ante hoc privilegium matrimoniun contrahere tentaret, nihil facerent, quod non aliunde emansare videtur, nisi a ratione religiosiae, respondet non inde provenire, quod sit vera religio, sed ex Pontificis statuto. Unde etiam concludit, non solum modo, verum etiam antea, per professionem hujus militiae nisi disolvit matrimoniun precedens rationem, et non consommatur; quod etiam de militiae S. Joannis affirmat, in 4, ubi supra. Quamvis fataetur, quod certum est, eam nunc esse habiles ad matrimonium, sentiens etiam illos non esse inhabiles ex vi voti, seu veritatis religiones, sed ex statuto Papae; et idoe subjungit ibidem, possem Pontificem cum his dispersare, ut ducent uxorres, salva eorun religione, licet non esset (inquit) ita honestum et condecorans; quae omnia fere sequitur Sarmiento, supra.

4. In quo non loquitur Sotos consequenter; nam in priori loco, lib. 7 de Institut., concedeit hos milites Sancti Joannis esse proprius religiosos, quia pro suo instituto (aet) conventum habent, et obedientiam specimen, nego matrimoniun contrahunt. At in altero loco, 4, ait non contrahere matrimonium solum ex statuto Papae, non ex proprietate religiosae; et in aliis religiosis militibus censet id non fuisset ante suae sufficiens, ut essent vere religiosi, cum tamen in religios pares essent; nam etiam habent obedientiam specimen, et antea majus habebant; ex suae etiam institutione conventum habent, quamvis hoc ad veritatem religiosae status necessarium non sit. Aliam etiam repugnantiam in dictis ejus invenio; nam aperte sentit, hec vota omnium horum militum, etiam S. Joannis, per se esse simplicia, et solum habere vel habuisset illum effectum inhabilandi ad matrimonium ex statuto Pontificis, si cum votum ordinis sacri; aliis vero locis, ipse contendit ad veritatem religionis necessarium esse votum natura esse sua solemne, id est, vi sua, absque constitutione Ecclesie, impediens ac dirimens matrimonium; gnomo ergo cum his stat, ut milites Sancti Joannis sint veri religiosi? Denique, in eo etiam non sibi constat, quod ait, non esse ita honestum, et condecorans, cum his, sicut cum aliis militibus, dispensare, ut matrimonium possit contrahere; nam si votum eorum est ejusdem rationis, et in aliis fuit decens et expediens, ut in lib. de Justitia ipse docet, cur non erit in his? tam enim est observatur difficillim cistatas ab his, sicut ab aliis, et in eisdem periculos versantur, et eodem modo laete vivunt. Ergo est ergo de omnibus eadem ratio, si Papa velit sua potestate uti; de facto vero fortasse non est inventa tanta necessitas in militibus Sancti Joannis, et presentium quia impermissus sue professionis et militiae vacant, et majorem quamdom rationem ordinis et obedientiae retinet.

5. Prima assertio pro militibus. — De militibus ergo Sancti Joannis pro constanti suppomimus, esse veros religiosos ex vi institutionis suae. Ita sentiunt omnes Doctores citandi, et Soto non negat. Et probatur, quia possibilis est religio vera et militaris, ut supra ostensum est; sed in hoo instituto inventur quidquid ad veritatem talis religionis desiderari potest; ergo. Patet minor, quia imprimit habent integrum votum castitatis, ut supponitur; vota autem paupertatis et obedientiae non habent certam mensuram necessarium ad veritatem status religiosi, sed satis est quod sint secundum aliquam regulam approbatum, qualis est ista religio. Præsertim, quia quod paupertatem revera sunt incapazes dominii, et omnis usus seu dispositionis ejus, sine superiorem facultate; quod autem in hac majorum aliquam latitudinem habeat, spectare potest ad minorem rigorem, non ex tollendam substantiam religionis. Eademque ratio est de obedientia, præsertim cum ex vi institutionis teantur ad obedientiam in re satis ardua et difficili, qualis est aggregi sequecumque pericula belli propter fidei defense nomem.

6. Quod autem Soto ait, impedimentum contrahendi matrimonium in his religiosis esse tantum ex statuto Ecclesie, et non ex vi religionis, primum nihil obstat veritati status religiosi; nam hoc commune est omnibus religiosis professos, ut ex sententia Bonifacii et Gregorii Pontificum, et ratione tomo precedenti ostendi. Deinde, voluntarie videtur hoc dictum, in hoo genere professionis, seu religionis, magis quam in alii; nec ab ipso Soto differentia hec aliqua ratione probatur aut
declaratur. Cum enim in aliis religionibus inhabilitas haec intrinsecus oritur ex natura talis professionis, et in haec, non nisi ex statuto Ecclesiae! Aut enim ex sola ratione generali, quia militaris religio est, vel ex aliqua speciali: primum dici non potest, alias nulla militaris religio possit esse vera religio, quia ipsa Soto putat, ilam solam esse veram religionem, qua vi sunt hanc affectin inhabilitatem; consequens autem falsum esse ostensum est capite precedenti. Secundum etiam exegogitari non potest; quae enim specialis ratio fingi potest necessaria ad hunc effectum, quae in religione militiae inveniendi possit, in hac non inveniatur? Denique, ipsa ait hunc effectum sequi ex traditione, per quem efficitur religiosus, quasi servus religionis; sed hae traditione inveniunt in his religiosis, alioqui religiosi non sunt, quod ipsa Soto aliique dicere non auset. Igitur si in aliis religionibus illa inhabilitas sequitur ex natura votorum, et professionis, etiam in hac; vel, quod verius est, ipsis in aliis, ita etiam in hac solemnitas illa est ex constitutione Ecclesiae, quod ad veritatem et proprietatem religionis nihil referit. Quare falsum est etiam, quod Soto ait, quod professionem in hac religionem non dirimi in matrimonio ratum, non consummatum, oppositum enim in citato tomo ostendimus. Denique non video, qua consequentia aut ratione Soto admittat Pontificem posse in hac professione dispensare, cum de cateteris religionibus non militariis id neget, de quo etiam infra dicendum est. Quae fere omnia attingit et confirmat Navarrus, consili. 2., de Conversione conjugaret, quod incipit Quidam nobilis.

7. Consecratio ex assertione. — Hinc concluduntur, omnes religiones militares, quae a prima sua institutione cum integro voto castitatis ac reliquis institutis fuerunt, quanquam in illo statu et integritate permaneunt, verae ac propriae religiones suae; nam rationes factae de religione Sancti Joannis, prout nunc est, idem de ceteris probant, quod illum statum, et tempus pro quo duravit.

Au etiam ordines militares, qui castitatem tantum conjugalem vortent, sint propriae religiones.

8. Non videri versus religiosus. — Difficultas vero superest de his, quae vel a principio solutum castitatem conjugalem pro militibus professae sunt, prout de militibus Sancti Jacobi referitur: vel per relaxationem a Pontifici concessam ad eum statum defecerunt; nam jam perinde se habent, ac si a principio ita essent institutae; quia jam revera nihil amplus vovent aut profuturum, et ita remissio illa non est tantum in usu, sed in ipso statu, et ideo videtur transisse a statu religioso, a non religioso, seu solum secundum quid religiosum.

9. Opinio Navarrui affirmantur esse versus religiosos. — Nibilominus communis opinio est, hos milites etiam num esse versus religiosos, simpliciter et absolute; ita tenet Navar., cons. 11, de Regul., quod incipit Quidam eruditusissimus, ubi ad hoc confirmandum affert communem sententiam, assententem contra D. Thomam, Pontificem, posse dispensare cum religioso ut uxorem ducat: sed illa sententia, ut ego opinor, nihil ad rem presentem facit, nam illa non asservat posse fieri per dispensationem, ut religiosus manens religiosus ducat uxorem, licite et valide, sed ut desinat esse religiosus, et ita possit id facere. Nee recte dici mihi videtur, statum hanc esse religiosum, cum perpetua (ut sic dicam) dispensatione, sed cum tali institutione, que jam non requirat dispensationem, et ideo dixi, numero precedenti, perinde esse hanc rem considerandam, ac si a principio religio ita esset instituta. Affert etiam ibi Navarrus ad hoc declarandum, solemnitatem voti jure Ecclesiae, et non divino, esse adjunctam professioni religiosa. Sed hoc etiam non existimo ad rem facere; nam, licet inhabinitas ad matrimonium sit ab Ecclesia addita, tamen vatum integrum castitatis, et obligatio ad non nubendi in Christo tradita sunt, et sub consilio posita cum statu religioso; punctum ergo differentiae est, an tale votum, integre saltam obligans, sit de essentia statu religiosa absolute dicti. Nam quod Navarrus ibidem subjungit, sicut solemnitas voti fuit ex institutione Ecclesiae, ita etiam ex ejusdem voluntate et institutione pendere, quod ad religiosum statum requiratur vatum integrum castitatis, vel partialiter sufficiat, non est sequentur, nec ejusdem ratione. Nam solemnitas illa, que consistit in inhabinitate ad matrimonium, intrinsecus non est necessaria ad perfectionem, licet deserviat ad occasiones tentationem magis tollendas; et non est res consistent in voluntate hominis, sed in extrinsecus lege, quod vatum castitatis sit integrum, vel conjugale tantum, multum videtur ad perfectionem pertinere intrinsecus et natura sua; et ideo non videtur sibilite, quod possit Ecclesia statum perfectionis.
CAP. IV. AN MILITARES RELIGIONES, QUE DE FACTO DANTUR, ETC.

ris approbare sine solemnitate voti, vel etiam sine integritate.


11. Primum fundamentorum orum ex Bullis Pontificum.—Fundamentum hujus sententiae partim auctoritate nititur, partim ratione. Primo ergo ad hoc afferunt Bullae Pontificiae, a quibus haec milititia approbata sunt, ut ordines regulares ac religionis; et ita in eis sepessime nominantur. Has late et erudite adduxit Didacus Motta, in primo libro illius operis; et in libro 2, earum verba doce obedient. et idem ipso hac attingam. Solum adverto in eis nunquam expresse, directe, et quasi ex instituto tractari, an talis sit vera religio, necne; sed solum eam nomine religionem sepessignificare, et de illa tanquam de ecclesiastico quodam gradu tractari, ac denique eosdem formulis locuendi, religiosam professionem, habitum, fratrinatem, obedientiam, et e vetera similis, haec statu ac aliis religionibus attribui. Sic Alexander III, in principio sua Bullae: In haec sanctissimae in tempora sibi suaeorum, judicac statum illum ad gradum ecclesiasticum pertinent; et infra: In habitu et conservatione religiosis, sub unitate magistrorum statuerunt obedientiam commorare; et infra: A Sedie Apostolica requisitum, ut vos tandem pecuniae filii in defensionem vestram, et locum, in quo capit ordinis factum fuerit, in jus, et propriationem sanctae Romanae Ecclesiae suscipere deservius; et infra: Ordinem vestrum auctoritate Apostolica confirmantes, etc.; et infra: Inter ea, quae in professionis vestra ordinis statutum est observari, primus est, ut sub unitate magistrorum obedientia, in communem humiliata aede discorsiva, sine proprio vio cre debatia. Et statim adducit exemplum primitiae Ecclesiae, quo 1, ut Sancti docent, omnes religiones imitantes sunt, et statim adjungit vatum continentiae conjuga. Et infra prohibet, post factam professionem redire ad seculum, vel ad alium ordinem transire sine magistris licentia; et infra declarat, habet personas frui privilegio caunicis. Similia verba reperijuntur multa in aliis bullis, quorum fragmenta predictus auctor refert, quod omitto, quibis ejusdem rationes sunt.

12. Item ex regula ipsae. — Ex fragmento autem regula hae adnotanda censui. Primum, refertur ibid., n. 17 et 18, longam disceptationem Archiepiscoporum et Episcoporum circa illum ordinem factam suae, qui (dictum ibi) cum magna gaudio et celebratibus ordine sanctum, et confirmationes dignam acceperunt, atque ibi Summmum Pontificem illum confirmasse. Numero autem 21 ponuntur tria vota, quae ab his militibus emittuntur, et subsequitur statum. n. 22: Predicta autem tria, ut vera, et perfecta charitate componi possint, quibus verbis aperte significatur, hunc esse statum perfectiun; ne autem quis dicat sermonem esse de substantiis tantum perfectione charitatis, subditur statum: Cum enim perfecta charitas forae omnem abijcia timorem, et predicti fraternis, pro eis alii quibus est Deus, et fratrum de/nesione personas, et res universae diversae periculis, et martyriis indifferenter exponant, Deus tota mente et toti viribus, et proximum simul se ipsos diligere comprobatur. Constat enim hanc charitatis perfectionem, quae foras mittit timorem, et quae ita omnia contenitum propter Deus, non esse communem, sed excellentem ac religiosam. Denique in discursu illius regulae multa traduntur, quae, sae verturn, multum quidem perfectionem afferent, et sine profecta in perfectione servi non possunt; ergo signum est professionem illius regule esse statum perfectionis, quia et modus vivendi stabilis est, et a Pontifice probatur, ac vos firmatur, et ad perfectionem ducit; cum ergo non sit status Episcopalis, erit religiosus, quia non est alius status perfectiun.}

13. Concluditur ratio fundamentalis ipsius opinionis affirmatae. — Atque hinc tandem manifesta relinitur fundamentalis ratio pro hac sententia; nam hic ordo est verus status perfectionis; ergo est verus status religious; ergo ejus membra sunt veri religiosi. Prima consequentia probata jam est, et secunda est per se nota, quia verus status religious non est nisi in singulis personas. Antecedens autem probatum est ex verbis regul
LIB. I. DE VARIETATE RELIGIONUM IN GENERE.

le, et declaratur amplius, quia hic status non est vitae ordinariae et communis observando-
rum praeceptorum; sed etiam sublevatur ad
observanda consilia, non utcumque, sed cum
vera traditione totius hominum, totiusque vitae
ejus ad obsequium Dei, et in actu satia diffic-
cili, qualsis est vitam pro defensione honoris
et Ecclesiae ejus tot periculis ac laboribus ex-
pouere. Ac denique cum obligatione perpetua
ad illa tria magna consilia, paupertatis, casti-
tatis et obedientiae, quatenus ad illum finem
accommodata sunt, et sufficient; ergo est sta-
tus perfectionis.

14. Declaratur haec ratione discurrendo per sing.
gula via voto substantialia. — Quia vero in
his votis, et presentim castitatis, opposita
opinio n. 8 maxime haret, amplius in hoc
puncto explicanda est dicta ratio. Ponderanda
ergo sunt illa ultima verba in fine precedent-
tis numeri posita: Quatenus ad talem finem
accommodata sunt, et sufficient. Quia, ut
recte Navarrus, Covarr. et alii advertunt, non
est de racione status religiosi in communi
sumpti, ut summan pauperatem vel obedient-
tiam profiteatur, aliqui vix uela esset vera
religio; et saltem haec religiones, de quibus
agimus, etiam quoad illum partem, qua ex
clericis constant, non essent verae religiones,
quod nullus adhibit concedere; sequela au-
tem patet, quia etiam illi non profitentur
summan pauperatem vel obedientiam, sed
juxta suam regulam. Ergo unaqueque reli-
gio determinat sibi certum modum et mensu-
ram circa materiam homon votorum; haec
team non potest melius aliunde sumi, quam
ex fine religionis, quia omnes res morales ex
fine sortiuntur media et speciem, modum et
formam, haec autem vota sunt media ad per-
fectionem; unde sicet perfectio in tali reli-
gione quietur determinata in tali actione,
que est scopus propris illius religionis, ita
ctiam vota et eorum materie debent illi ac-
commodari. Cum ergo haec religiones, etiam
quaed milites, haec vota usurpent, cum debita
mensura ac modo, respectu sui fines, et fines
alias sit sufficiens ad perfectionem, ut in c. 3
probatum est, nihil illis deesse potest ad veri-
tatem religionis.

15. Predictam rationem non videre concludere
quaed votum castitatis. — At enim dicet
aliquis rationem hanc optimum satisfacere pro
voto pauperatis et obedientiis, de quibus pro-
fecto nulla potest esse ratio dubitandi, si de
institutione, non de usu loquamur, ut loqui-
mur. Pro voto autem castitatis non videi sa-
tisfacere; nam inter hoc votum et religia
est notanda differentia, quod materia castit-
tatis non videtur recipere moderationem, seu
divisionem, nem tota materia ejus, quae est
contra matrimonium, non est consili, sed
precepti; solum continentia a matrimonio et
usu ejus est in consilio tantum; et ideo, si
quis vovet castitatem, que est in consilio, ne-
cessario vovet totam castitatem, vel saltem
menet servare totam castitatem, quia ex tali
voto tenetur non consummare matrimonium,
et consequenter vel ex eodem voto, vel sal-
tem ex naturali jure tenetur omnino castus
cesse; si autem non vovet castitatem quod
abstinentiam a matrimonii copula, non am-
pliicitur consilium castissat, nam castitas
conjugialis non est in consilio, sed in precepto.
Cum ergo de statum perfectionis necessarium
sit vovere castitatem, quae est in consilio, non
potest dividii hoc votum ex parte materie, ita
ut ad perfectionem sufficiat. Quod non est
in aliis dnbos, quia potest quis vovere pauper-
tatem et obedientiam quatenus in consilio
sunt, et tamen non vovere omnia que in ca
materia sunt in consilio, quia non est neces-
sarium ad perfectionem sequi omnis consilia.

16. Tris explicanda pro objectione proxima. —
Explicanda ergo sunt tria: primum, quo-
modo castitas conjugalis accommodata sit
huic instituto; secundum, quomodo sufficiens
ad statum religiosum; tertium, quomodo tale
votum sit de materia consilii. Primum in re-
gula et bullis citatis insinuatur, et ex ipso fi-
ne, et actionibus ad illum necessarium ob-
scura intelligitur. Dum enim finis illius insti-
ti sit agere justum bellum pro fidei defen-
sione, non potest natura sua non esse multa
periculis humanis expositus, considerata ho-
minis fragilitate. Quia necessesse est ut inter frue-
quentes occasiones militis versentur; item
necessarium est ad conservandas corporis vi-
res pro laboribus bellis sustinendi, iludabun-
dantius reficiere, et robustius reddere, quod
vix potest fieri, quin simul aculei carnis et
sensualitatius angeantur. Deinde pro ratione
status et muneris, haec personae non posse
in clausulis vivere, nec ordinare et ex regula
asperioribus vestibus uti, nec denique applica-
care alia media ad castitatem servandam mo-
raliter necessaria. Quia ergostatus religiosus
ita debet ad opera perfectionis in ordine ad
aliquem finem obligare, ut non implicet ho-
minis periculos pecundii, ideo, considerata
ratione illius finis et status, castitas conjug-
galis videtur accommodatissima.
17. Deinde erit talis castitas sufficiens, si finis illius religionis seu instituti per eam satisfiat. Quod ergo satisfiat, sic patet, quia finis illius instituti non est contemplari, nec contemplata alis tradere, nec spiritualibus acternis exercitiis impensius vacare, ad quos fines necessaria est perfecta custodia castitatis, Et de his loquebatur Paulus, ut dicebat: *Qui sine uxore est, sollicitus est qua Domini sunt; qui autem cum uxore est, sollicitus est qua sunt mundi;* quia illa sollicitudo revera impedit predictos fines spirituales, et consequenter perfectionem status, qui ad illos ordinatur. At horum militium status ordinatur ad servientium Deo in actibus externis, et re militari, ad quem finem non est absolute necessaria castitas, quae exclaudit conjugium; nam, licet quis uxorium habeat, potest cum tota perfectione necessaria debitis temporibus militium vacare; ergo ad talis status sufficiens esse potest votum castitatis coniugalis. 

18. Primus modus explicandi parum sufficiens. — Secundus modus explicandi. — Quod denique hoc votum aliquo modo sufficiat, ut consilium castitatis in tali statu aliquo modo servari dicatur, explicari potest, primo, quia offerre Deo, et votum consecrare castitatem alioqni necessarium, consilium est; sed hoc non videtur satis, quia illud non est profiteri castitatem quae sit in consistio, sed solum est facere opus consili in vivendo. Secundo ergo explicatur, quia ex vi voti castitatis tenetur hic religiosus abstiner ab uxor, quae est materia consili castitatis, quia, secluso voto, abstiner a tali usu non esset praeceptum. Assumptum patet, quia hui milites tenetur multis temporibus separari ab uxoris, ut militie intersint; et uxores etiam hoc patienter ferre, de quo debent a principio admoneri ante matrimonium, si veri jam religiosi sunt, vel postea, quando consentiunt ut religiosi fiant. Quod explicatio non displiceret, si sufficienter probarentur hanc obligationem nasi in his militibus ex voto castitatis; at hoc facile negabitus, sed nasi dicetur ex voto obedientia, vel ex regula. Et potest hoc suaderi, quia, licet hi milites alicubi forte peccant, non cundo ad bellum, contra obedientiam, aut contra justitiam, si tenetur ratione stipendii, vel commendae adire, non tamen peccabant contra votum castitatis, etiamsi illo tempore suas uxoribus ubivs; ergo signum est non obligari ad eundum in bellum ex voto castitatis. Antecedens patet ex bullis, et instituto ipsorum qui solum vovent castitatem conjugalum; sed ille actus non est contra castitatem conjugalum, ut per se palet; ergo non est contra votum. Imo, licet militiam debito tempore omissant ob amorem uxoris vel ob miniam libidinem, aut affectum rei uxorii, licet peccent contra justitiam, vel obedientiam, ratione actus praecerti a quo impedietur, non tamen videntur peccare contra castitatem conjugalum, et consequenter nec contra votum.

19. Sed nihilominus probabile mihi est, cos peccare contra castitatis votum, saltem quando debitam militiam omitunt ex affecta ad rem uxoriari, quia jam tunc illae affectus in tali persona non solum est contra justitiam vel obedientiam, sed est contra castitatem, quia est intertempus affectus libidinis, quia licet de se mala non sit, ex indebito modo potest affectus ejus esse malus; et quamvis vi deatur illa malitia consistere in hoc, quod est causa alterius malii, seu omissionis, tamen non solum est malus illae affectus, quia causa est, sed etiam quia in se interdixit est; non enim ideo est inordinatus quia est causa, sed quia est interdixit, ideo est causa; effectus ergo non confert, sed indicat malitiam, quae in illo affectu non est alia nisi intertempem at contra castitatem; ergo actus libidinis ex illo affectu procedens, etiam si cum propria uxor, contra castitatem est, quia in illa delectatione ultimus finis constituitur; ergo eadem ratione est contra votum castitatis talis persona, quia votum castitatis coniugalis, licet non prohibeat usum castum proprium uxoris, impedit nihilominus omnem usum intertempem at illius; sic enim omnis usus uxorii proprii, vel contra debitum ordinem aut modum, aut propter solam volupatem, est contra votum castitatis coniugalis, licet sit magis vel minus grave peccatum pro ratione materie. Quocirca, licet votum castitatis coniugalis in alius personis non habentibus talium statum non inducat talium obligationem, quia in eis talis affectus non esset malus nec minimus, in persona nihilominus, quia illum statum per tale votum simul cum aliis profitetur, usus illae est castitatis contrarious; atque ita necesse est ut votum solius castitatis coniugalis in tali statu factum aliquam continentiam comprehendet, quae simpliciter sit in consistio, et non in praecepto.

20. Potest etiam hoc alio exemplo seu actu declarari; quia verismillimum est obligari hos milites ex vi sua professionis ad ita moderandum rem uxoriari, ut per illam non extenuenter viribus sibi ad militiam necessariis. Nam
cum ad eum finem primario profiteantur, et haec media ab eis assumantur, et promittantur, ut necessaria moraliter ad illum finem consequendum, videntur profecto, sicut ex votobecediantiae obligantur ad obedientiam illi fini necessariam, et cum proportione ad paupertatem, ita etiam obligari ad castitatem conjugalem, quae continentiam illi fini necessariam prescribant. Igitur ex hoc etiam capite nimius uxorius usus poterit in tali persona esse malus, et voto contrario, qui alias in persona omnino liberam non esse pecatum. Unde in eodem regula Sancti Jacobi, c. 9, alias 22, dicitur, milites non debere uti abstinentiis et afflictionibus corporis, quae vires ad militiam necessarias debilient, ideoque in his rebus obediendum esse Magistro; ergo multo magis in alia materia requirit moderationem. Et siccut ibi obedientiam, ita hic vult regulam esse castitatis observationem. Neque nunc contendo an tale pecatum mortale sit vel veniale; nam, licet sit contra votum, poterit interdum esse veniale, quia inordinatio illa in ordine ad castitatem videri potest materia levis; id quod parum refert; satis enim est ad statum perfectionis, quod ille obligetur ad servandam continentiam, quantum materia est capax in tali actu, vel opportunitate. Unde, licet his personae voleant simpliciter castitatem conjugalem, tamem prudenter intelligunt de castitate conjugalii proportionata tali personae, ac statui; qua castitas non solum includit abstinentiam ab omni vago concubitu, et ab omni turpi delectatione ad illum pertinentem, sed etiam debet moderationem in usu proprius uxorius, convenieter ad finem talis statui. Denique hoc etiam spectare videtur, quod in dicta regula, c. 13, alias 32, prohibentur hui milites ad uxores accedere cum jejunavere, et in solemnitatibus Sanctae Mariæ, Sancti Joannis Baptiste, Apostolorum, et in aliis majoribus festivitatibus, et vigilarum. Et in Bulla Alexandri III, de confirmatione illius ordinis, ante medium, significat non debere hos milites suspicere uxores sine licentia Magistri; maxime si ad secundas uaptias, mortuus prioribus uxoribus, transire voluereint. Hec autem omnia indicant in hoc statu servandam esse, saltem secundum regulam, aliquam castitatem, quae non est in precepto, sed in consilio; quam totam verisimile est sub voto comprehendi; quia vovent servare tria vota juxta tamem regulam.

21. Atque hoc quidem omnia probabiliter declarant materiam talis voti; tamen ne scru-
23. De sufficiencia dicta paupertatis ad statum religionem. — Quod autem hujusmodi paupertas sufficiere posset ad aliquam verum statum religionem, eodem dicitur etiam potest, quo de castitate factum est. Quod hic facilius est, ut Covarr. supra notavit, quia paupertas majorem habet latitudinem, et adhuc in perfectioribus religionibus non est aequalis. Ergo ex se non est definitus certus modus paupertatis ad verum statum religionem; ergo ex fine definitus est. Nam in omni religione dicitur homines Deo, ad ejus speciale obsequium, secundum aliquem finem, qui ad perfectionem sufficiat; unde paupertas illa, quae sufficiat ad talem finem exacte consequendum, erit etiam sufficiens ad verum statum religionem in tali specie et modo perfectionis. In hoc autem statu ad finem ejus hic modus paupertatis sufficiens est, quia, licet aliquam sollicitudinem temporalem honorem habeat adjunctam, non tamen tantam, quae impediat debitum modum tendendi in talem finem. In aliis autem religionibus, quorum finis est spiritualis exercitii vel divinae contemplationis impensae vacare, necessaria est major paupertas, quae omnem sollicitudinem temporalem honorem auferat, quantum humana infirmitas se necessitates patitur, et in superioribus declaratur est; at vero in hoc ordine religionem, quae ad externa opera vitae actae, et praesertim ad militiam ordinantur, non est cur requiratur tam stricta paupertas. Sufficit ergo illa quae juxta conditionem et modum tali status excludat superfius, et tollat curam et sollicitudinem tali fini repugnantes, quales est illa quae descripsit est.

24. Dissicitor denique de obedientia. — Tanquam hinc multo facilius concluditur, in hoc statu non deesse verum obedientiae votum ad statum perfectionis suicienti; imo, si attente bullae et regulae horum ordinum legantur, inueniatur non parum perfectionis in hac parte profiteri, quantum est ex vi instituti, quidquid sit de usu, vel dispensationibus quibus se ab actuali exercito obedientiae eximunt; hoc enim non minuit veritatem et proprietatem status religiosi, licet perfectionem personarum possit minuere. Et ad eundem modum de alias observantias et regulis discurrendum est. Ergo, consideratis omnibus, nihil deesse videtur huic statui, quominus proprius et vere religiosus consensus sit.

— Non desunt tamen qui, has sententias in concordiam redigere volentes, distinctione utantur, dicentes statum religionem posse et late et stricte sumi, ut est communis distinctio jurisprudentiarum, in Rubrica de Regularibus, et Summistarum, verb. Religio. Atque priori modo, hos milites esse religiousos, corumque statum vere religiosum; posteriori autem modo non esse religiousos, nisi secundum quid et hoc putant significasse D. Thomam in loco superius citato, in n. 3. Ne autem per hanc distinctionem tota quaestio revocetur ad usum terminorum, nesse est interro gere ab his Doctoribus, quid per religiosum late sumptum intelligent. Nam si sub ea voce omnes personam comprehendat, quae speciali modo divino obsequio obligata sunt, et non solum praecipitorum, sed etiam consiliorum viam profitten tur (sic enim sepe vox illa religiosa, etiam in jure accipi solet), parum profecto huius personis tribuunt, iudie nec Soto, nec Sarmentio, vel aliugi negarent; sed id satis non videtur ad ea omnia, quae Pontifices in suis bullis significat, cum proprietate intelligenda. Si vero aliquid amplius huius personas, quod ad proprietatem status religiosi pertineat, attribuunt, quid est cur eos latu modo religiosos, et non stricto, sicut alios appellent? Deinde interrogo an in illo latu modo includatur analogia, et tanta diminutio, ut non simpliciter, sed tantum cum aditio, et secundum quid, hic dicendi sint religiosi, nam contra videntur procedere omnia adducta; si vero univoce et simpliciter tales sunt, non oportet ambiguitatem media illa distinctione introducere.

26. Vera deciasio controversia. — Igitur absolute asserendum censemus, hos milites quo ad statum esse proprium religiousos, quamvis quoad usum et observantiam reversa non vivant simpliciter religiosae, sed valide secundum quid; hoc enim negare non possimus, nisi adulatoris videri velimus. Ut autem distinctius constet quid per verba illa esse, scilicet, religiosos proprie quoad statum, non ilia tamen quoad usum, significetur, addimus, imprimis ex illo principio (quod scilicet habeant statum simpliciter religiosum) haber, has personas esse ecclesiasticas, simpliciter loquendo, et gaudere privilegio canonis et fori; ita enim in predictis bullis expresso dicitur. Et patet, quia specialiter sunt assumpta sub Summi Pontificis protectione, tanquam personae specialiter divino cultui dicate. Deinde religiosorum appellatione in jure veniunt, simpliciter locundoe, praesertim quoad favores et gratias, tum quia in suis Pontificiis bullis ita simpliciter
LIB. I. DE VARIETATE RELIGIONUM IN GENERE.

appellatur; tum etiam quia sensentur habere in Ecclesia propria et specialem statum ecclesiasticum, et non secularum, nec clericalem, ergo religiosum.

27. Obiectur a tripli absurdo. — Primum absurum nullum esse. — Ordinum militaris institui nequit abscinde Sedem Apostolicam. — Dices: ergo talis status venit in jure sub nomine regulae, aut religionis approbata; consequens videtur falsum, alias ejsus personae comprehendenter sub cap. unico, de Voto, in 6, dictum, votum castitatis solemnizari per professionem factam in religione approbata. Item comprehendenterur sub decreto Concilii Tridentini, sess. 25, c. 15, de Regularibus, quod annum decimum sexum etatis completum, et integrum annum probationis requirit advalorem professio. Respondendum, concedendo primam et principalem illationem, hoc enim probant testimonia Pontificum, quae de approbatione horum ordinum adducta sunt. Confirmari etiam potest ex c. ult., de Relig. dom., et c. 4, codem tit., in 6, ubi prohibetur omnis professio facta in religionem non approbata per Sedem Apostolicam; sed professio in his ordinibus valida est, et consentanea illis decretis; ergo revera hi ordinis comprehenduntur ibi sub religionibus approbatis. Unde, a contrario, non dubito quin, si aliqui intendant novam religionem militarem introducere sub specie religiosis et professionis, sine approbatione Papae, graviter peccarent, et incidenter in penam excommunicationis latam in d. c. 4, de Religionis dom., in 6, etiamsi non perfecta vota emitterent, quam in his ordinibus modo emittantur; quia et verba, et ratio, et consequenter intentio Pontificum in illis textibus ad hae religiones proprias et merito extenduntur. Cum enim agitur de multitudine et varietate religionum, quae est in Ecclesia, militares plane comprehenduntur; cum ergo sit Pontificex se velle ponere modum et terminum huique multiplicationi religionum, has etiam comprehendit; nam simpliciter et generatim loquitur; item non minor confusio et perturbatio sequi potest in Ecclesia ex multiplicatione voluntaria religionum militarium, si absque Apostolice Sedis approbatione fiat, quam ex alii; imo eo possent sequi majora pericula, quo talis religionis modus, minus austeritas, et plus habet libertatis; ergo huius religiones comprehenduntur sub illo decreto, atque adeo in jure sunt simpliciter religiones approbatae.

28. Secundum absurum non sequitur. — Prima vero illatio, quae ex ipso principali consequentia subinferebatur, non sequitur; nam, licet votum castitatis horum militium sit emissionem in religione approbata, non tamen est votum integrum castitatis; dictum autem cap. unicum, de Voto, in 6, loquitur de huius integro castitatis, et ideo non sequitur votum horum militium esse solemne; itaque, ex parte status et approbationis nihil illi dessest ad solemnitatem, de qua est sermo in illo textu, si aliqui ex parte tionis materiae esset sufficiens. Regnatur autem directe, votum esse de sola castitate conjugalis, et esse solemne, quod inducendum impedimentum irritans subsequens matrimonium. Et eadem ratione certum est, tale votum non esse solennem quod irritandum matrimonium ante contractum non consummatur; impossibile enim est matrimonii vinculum dissolvi per votum, quod simul stare potest cum matrimonio postea subsecuto, ut infra, in discursu de votis Societatis iterum dicam, tract. 40, lib. 4, c. 1 et 2.

Et in presenti esset vale ad absurdum, vinculum matrimonii dissolvi per assumptionem status, quod perseverant et duravit in tota sua perfectione, possset contra matrimonium cum alia.

29. Votum hoc castitatis quid participi de solemnitate. — Advertere tamen, licet hoc votum non habeat solemnitatem quod predictos effectus, nihilominus participare aliquid de voti solemnitate quod perpetuitatem absolutam, propter conjunctionem quam habet cum vera traditione religiosa, propter quod solent a Navarro, et alius auctoribus supra, num. 10, citatis, vota hortum religiosorum solemnia appellari. Unde etiam habent, ut difficilium multitudo dispensari possint, quam vota mere simplicia; quia traditio ipsa ex suo genere natura difficiliori habet dispensationem, quam votum mere simplex, ut in superiori tono tactum est. Hece autem vota vel omnino, vel certe difficilium possunt separari a talis traditione et statu, argumento cap. Cum ad monasterium, in fin., de Regularibus, et ideo multo difficilior dispensari possunt quam vota pure simplicia, quae extra statum religiosam sunt. Imo addo, ex parte causa difficilii possit dispensari, quam votum perfecte solemnem, quia in hoc potest occurrere necessitas, et causa justae dispensationis, supposita potestate; in illo vero, etiamsi potestas ex parte Pontificis non desit, vix potest causa sufficienti cogitari, quia cum hoc votum non impedit matrimonium, tam licitum, quam vali-
CAP. V. DE DIVISIONE RELIGIONIS

IN ACTIVAM ET CONTEMPLATIVAM.

dum, nulla communis vel publica necessitas potest dare causam tali dispensationi, nam illi sufficierent per matrimonium succurririt; aliis vero causa privatæ et occultae, quæ exsecretari possent ex fragilitate hominis, vel quid simile, nihil referre possunt, cum lex ipsa naturalis obligat ad superandum illam difficultatem, et alia remedia inquirenda. Unde potius quando necessitas occurrit dispensandi in proprio solemniter voti integritatem, optimum consilium erit non omnino illum religionem in non religiosum statum transferrre, sed in aliquos militari religiosus statum cum casitate conjugali commutare, si aliud speciale non occurrat, quod talem personam ad humum statum inhabilem, aut minus idoneam reddat.

30. Ad tertium absurrum quid dicat Navorris probabiliter. — Ultima denique illatio, quæ fuscet ex Concilio Tridentino, a Navorro varius in locis admittitur, scilicet, ad professionem faciendum in his religiosis mililibris, esse necessarium integrum probationis annum, et statem sexdecim annorum; ita indicat in consil. 40, de Regularibus, quod incipit Cvm Vincentio, n. 10, ad 3; agens enim de militibus Sancti Stepheani, ait, in Rosa declaratum esse, eum posse sua vota emittere infra annum probationis; ex quo aliqui inferebant, eum non esse verae religiosos; ipse autem respondet illud esse in eis speciale, licet vari religiosi ant ex dispensatione Pontificum, qui post Concilium Tridentinum tale illius religionis statum confirmarunt. Unde sperite intelligit, in nulla religione militari, quam ipse veram religionem esse ubique defendit, posse professionem aliter fieri, quam servatis conditionibus Concilii Tridentini, nisi speciali dispensatione a Pontificio habeat. Et in consil. 12, quod incipit Per dilatationem, ait, hos religiosos milites, qui in monasterio habitum suscipiunt, et postea de licentia Magistri, vel altioris legitimi Praelati, extra claustrum illum deferunt per annum, in illo probationem sufficiere implore, quia dum versantur sub obedientia Praelati cum habitu, moraliter consentur in claustro versari, quod ad probationem satis est; supponit ergo annum probationis esse his religionis ad professionem necessarium. Preterea hoc exprimt videtur affirmare in consil. 9, De ipsis que vi, incipit N. nobili, ubi, licet expressus loquatur de defectu etatis, tamen et satis clare loquitur de utroque; et plane est eadem ratio quam ipse ibi expendit, quia nimirum Con-

cilium quæ de utroque conditione loquitur, et generalia valde habet verba, scilicet: In quacumque religionis virorum, aut mulierum; et ita generaliter intelligendum est, etiam non militet in omnibus eadem omnino ratio, et maxime addita distributione quacumque, que magnam habet vim, ut ibi late expendit, adductis Doctoribus.

31. Cartesian respondit ad absurrum. — Quamvis haec probabilem efficiant hanc partem, nihilominus inter responsa Congregatiois Cardinalium invenio circa illa eadem verba: In quacumque religionis, igitur declaratum esse: Hoc decreto, et decreto non infra: Quicumque regularis, non comprehenduntur ordines regulares militaires, sic etiam Rota decident; ubi non ex privilegio, et dispensatione Pape, sed ex ipsorum decretorum, significat Congregatio non comprehendi predictam religiorem. Quod autem supponit, respondendum est non ideo excepis ab illo decreto, quia religiones non sunt, nam oppositum in ipsa declarazione supponitur; sed quia decreta illa nec necessaria, nec accommodata sunt illis religionibus; et Concilium locutum esse de religionibus quibus, propter observantiam et rigorem, tali decreta sunt necessaria; locatum est autem generaliter, quia, ita frequentem modum loquendi, cum est sermo de religionibus, intelligitur esse sermo de his, maxime si subjecta materia id expostulat.

32. Et per haec satisfactum existitino difficultatibus etiam in principio positis; prohant enim religiones has, vel secundum presentem statum et usum, parum habere (regulariter loquimur quod milites) de exercitation perfectionis ac religionis vel etiam secundum se, minoremour quamadperactionem religios-nis participare; non tamen probant secundum suam institutionem et substantiam non esser veras religiones.

CAPUT V.

UTRUM CONVENIENTER ET SUFFICIENTER DIVIDATUR RELIGIO IN CONTEMPLATIVAM ET ACTIVAM.

Divisio haec aliam supponit, que eadem habet membra, diversum tamen diversum, scilicet, vitam, que in activam et contemplativam dividit solt: ex cujus divisionis intelligentia pendet illa, quam nunc tractamus, et ideo paucu de illa premittenda sunt; plura enim legi poterunt apud D. Thom. 2, 2, a quest. 179, usque ad 182 inclusive.
LIB. I. DE VARIETATE RELIGIONUM IN GENERE.

Explicatur divisio vite in actum et contemplativam.

1. Haec divisio quoad rem ipsam de fide est. — Primo ergo statuendum est, vitam hominum Christiani partim contemplativam esse, partim activam, et ita convenienter in illa duo membra dividi posse. Quam partitionem irri dent Lutherani, qui omnia confundunt, voluntque Christianos omnes ejusdem ordinis, status et occupationis esse, sed contra eos sufficient dicta de statibus in genere, tomo precedentibus. Veritas ergo haec, quantum ad rem ipsam spectat, de fide certa est, quam aliqui colligere volunt ex illis verbis Pauli, 2 ad Timoth. 2: Nemo militans Deo implicant se negotios secularibus, ut ei placet, cui se probavit. Et illud Matth. 6: Nemo potest duobus dominis servire; et infra: Nones potest Deo servire et mammona. Sed hae loca magis conferunt ad probandum distinctionem status religiosi a seculari, quam ad distinctionem duplicitatis vitae, activae et contemplativae, quae et in secularibus inventur, et maxime in ipsi seminum hominum Deo specialiter dictatis, quibus omnibus, sive contemplationi, sive actioni vacent, commune esse debet, ut non sorriant mammonae, neque implicit se negotios secularibus. Nam si hae verba intelligentur de servitio et implicatione illicita, per ea verba distinguishunt justi ab injustis hominibus, non contemplativi ab activis; si vero intelligentur de amore temporali, et negotiatio in eorum lucris procurandis, licitis quidem, secularibus tamen ac temporali, sic distinguishunt homines sequentes perfectionem, vel obsequius divinis specialiter dictati, a communi Christianorum vita; nam qui divitis immoderatas quercunt, et se ingens negotiationibus humanis propter divitias, vel honores, vel propter potentiam humanam acquirandam, non sunt apti ad perfectionem sectandam, non solum per vitam contemplativam, verum etiam nec per activam; inde ergo non recte probatur illa distinction.

2. Suppositio prima pro ideone probatione. — Neque erit facile in Scriptura inventire loca, in quibus ad litteram haec distinctione tradatur; inveniendum tamen multa, in quibus utraque pars seu membrum illius vitae com mendetur, tanquam ab ali o distinctionem; quod satis est ad illam divisionem confirmandum. Ut autem hoc ostendamus, oportet supponere primo, nomine vitae hic significari actum vitae, seu illam rationem vivendi, quae ad talem actum exerecendum destinetur ac tendat. Quod explicavit optime D. Thom., dict. q. 178, art. 1, ex generali viventium ratione, quae in hoc consistit, quod habebant principium esse monendi, seu operandi, in seipside, nam inde actualis vita in ipsa operatione consistere, et illa operatio, ad quam unumquque maxime tendit, dicitur vita ejus. Scemo, supputabenda est distinctione illa vulgaris non solum Theologi, sed etiam metaphysis, contemplationis, seu speculatationis, et praxis, seu actionis practicae; haec enim distinctio in presenti accommodatur ad modos vivendi hominum, morarum, studiosos et rectos. Contemplatio enim in presenti non sumitur pro cujuscumque speculatione veritatis, sed illae quae ad Deum ejusque cognitionem spectat; nec sumitur pro speculatione arida et steril, quae nullum habebat fructum circa voluntatem, et recituludinem ejus, sed pro illa quae in sublevat mentem in Dei cognitionem, et in totam animam uniat. Actio vero sumitur proprii pro exteriori opera et occupationem, non tamen pro quacumque secundi negotiatione, sed pro actione virtutis, precipue misericordiae, quae sublevandis proximorum miseriis, vel corporali, vel spirituali, intendit.

3. Probatur jam divisio in re ipsa de fide. — Sic ergo explicavit nominium, sed praecipue colligit hae divisio ex celebris locis Luc. 10, ubi Christus Magdalenam detellit discessus: Optimam partem dedit. Vacabat enim Maria contemplationi verborum Christi, ejusque dulcedine et amore fruendae, quod institutum Christus maxime commendavit. Dum vero eam approbat ut optimum partem, aliab insinuaret esse partem non malam, licet non seque bonam, illam, scilicet, qua Maria intellectabat, Christo ministrando, eique necessitaria preprapando. Ita intellexerant locum illum Patras Ecclesiae, qui proinde dixerunt, in illis duabus sororibus duas vitas esse significatas. Augustinus, lib. 4 de Consens. Evangel., c. 4, et lib. 22, contra Anast. cap. 52 et sequentibus, et serm. 27, de Verb. Dom., et tract. 127, in Joan.; Greg., lib. 5, in libros Regum, c. 4, et homil. 11 in Ezech., circa medium, et lib. 6 Morali., c. 20 et 38, alias 17 et 18; Hieronymus, in cap. 3 Theonor., circa verba illa: Beatum est vir, cui portare solus juvam ab adolescentia sua, sedebit solitarius, et tacet, etc. Per quo etiam verba dicit, laudari vitam contemplativam, et condiebatur ab activa, quamvis ad activam pertinuerat, ut aliam verum ratio-
CAP. V. DE DIVISIONE RELIGIONIS IN ACTIVAM ET CONTEMPLATIVAM.

nem, praeter monasticum et eremiticum; de quo postea videbimus. Idem Hieronymus, epist. 22 ad Eustoch., de Virginit., post medium, ubi vitam contemplativam virginius sacris praepice commendat, illamque optime descript. Idem Basilii in Constitut. monast., c. 2, late et optime, et aliqua addit c. 5. Est denique distincte haec apud alos Patres satis communis, quos in sequentibus referemus. Et ad confirmandum adduci possunt omnia loca Scriptur, in quibus vel divina contemplatio, vel proximorum beneficentia et misericordia commendantur, non priora contemplativam vitam, posteriora activam commendant. De priori dicitur Psal. 47: Vate, et videte quis ego sum Dominus; ad Coloss. 1: Sine intermissioni oratis; et Cor. 13: Videamus nume per spectum in Annigmate, et Christus dicit, Matth. 5: Beati mundo corde, quoniam ipsi Deum videbunt; quod etiam in hac vita suo modo implanteri Saneti interpretantur; scit etiam dicit Joan. 14: Haec est vita eterna ut cognoscamus te solum Deum verum, etc. De posteriori dicitur Matth. 25: Quod uni eo ministria statis fecisset; et cap. 5: Beati misericordiae, etc., cum similibus. Ex his ergo locis recte colligimus, esse in nobis duplex genus operationum gratiae et sanctitatis, qua vita supernaturalis est: unum ad internam considerationem, alium ad externam operationem pertinere; cum ergo utrque hec operatio sit quaedam vita, recte secundum illam duplex vita distinguishing, quam altera contemplativa, altera activa merito nominatur, ut communem unam illarum vocem, etiam apud Philosophos, ut supposimus.

4. Objecto contra nunc resoluta.— Sed dicit aliquis, haec duo genera actuum humanorum et supernaturalium, non esse separabilia ab aliquo modo vivendi hujus vitae mortalis recte instituto, et ideo non recte distinguui vitam activam et contemplativam tanquam duas vivendi rationes, sed ad summum quanquam duas operationes, quae in omni statu recte instituto copulandae sunt. Antecedens expressum est Augustini, 19 de Civitate, c. 19, et ostendi potest ex eisdem locis supra adductis, nam omnibus hominibus recte viventibus dicitur: Vate, et videte, et, estote misericordes; et quod Basilii etiam tanquam mirabile adverbit. Paulus eisdem hominibus ait: Sine intermissionis orate, et, noxie ac die laborantes. Et idem Basilii, in Regulis fusius disputatus, regula trigesima octava, ex professo ostendit, neminem esse excusandum ab operatione et labore, pretextu contemplationis, sod statis horis utrunque esse exercendum. Et Christus ipse, quando Magdalenum defendit, non negavit actionem esse necessariam, sed excessum et nimietatem ejus reprehenderit; conclutit autem unum esse necessarium, scilicet, quod ad sustentationem vitae, vel proprie, vel proximi fuerit necessarium, ut idem Basilii notavit in Breuioribus regulis, in 20. Et ratio est, tum quia in vita mortali non potest homo semper esse continue intentus contemplatione, et ideo oportet ut in aliarum virtutum actibus exerceretur; tum etiam quia unusquisque indiget propria mortificatione, et societas hominum sine mundi obsoesi conservari non potest, et ideo aliqua actio omnibus est necessaria. Martha etiam, licet ministerio incumberet, non omnino privabatur contemplatione, ut ponerebat Gregorius, libro quinto in Regum c. 4, circa finem, circa illa verba Lucae 10: Quo steti, et ait: Quo exempllo (inquit) instructurum est, qui fratres ministeria exerceret, si per moram sedere ad Redempitores pedes non possuerit, per aliquantulum morum Redemptorii assistere debeamus. Considerant autem Gregorii Martham, dum sedulo ministrabat, aliquando per transitum vidisse et audisse Christum, aliquid vero stetisse, unde concludit: Sed bene assistimus, si transseundo et serviendo videamus. Quid est autem transseundo Dominum cerneere, nisi in omni nostro bono opere ad ipsum dirigere cordis intentionem? transiremus enim cum, hoc, illuc discurrendo, in membris suis Domino ministeramus; sed transseundo Dominum cerneamus, si per omnes, quod agimus, praesentiam nobis ipsum, cui placere cupimus, contemplamus. Vult ergo actionem non debere esse sine contemplatione, et merito, tum quia sine oratione nihil possimus rectum et pium ex nobis facere; tum etiam quia sine interna consideratione homo innumeris periculos exponitur, etiamsi in bonis operibus versari videatur, juxta illud Jeremiae 12: Desolationes desertae est omnis terra, quia nullus est qui recogitetur corde.

5. Vera responsio.— Hae obiectio postulat ut sensum et sufficientiam divisionis explicemus. Et imprimit respondieri potest, ad vitam activam proprae non pertinere quacumque externam actionem, sed illam tantum quae ad alium dirigatur, ut sunt misericordiae opera. Hoc autem modo recte posse vitam contemplativam ab activa separari, quia potest esse vita, quae nullis misericordiae operibus incumbat. Et e contrario contemplationem so-
lum dici considerationem veritatis ratione sui, et ita etiam posse inveniri actionem sine contemplacione; sed hoc simpliciter verum non est, nam, licet contemplationis precipuum objectum sit Deus, non tamen adequatum, sed est omnis veritas, quae ad Deum ordinatur. Item, licet speculatio philosophica sislat in cognitione, haec vero contemplatio affectiva eminenter est practica, et non excludit ordinem ad effectum. Ac denique, licet vita activa precipue versetur in actionibus ad alterum, ut in optimo agibili, adeoque veroprehendit omne agibile, et virtutes omnes morales, ut tradit D. Thomas, 2, 2, q. 180, art. 1, et q. 181, art. 1; et 3, d. 35, q. 1, art. 2 et 3, questiones ha, et sepe alias, et ex dicendis amplius constatibit. Concedendum ergo est, nullum esse possit studio recte institutum ad perfectionem obtinendum, quod non aliquod de actione et de contemplatione participe, ut dicursum factus probet. Unde distinctio illa non sit in eo sensu intelligenda, ut vita activa omnem exclusid contemplationem, aut vita contemplativa omnem actionem. Sed ilia denominatur ex eo, quod principaliter intenditur in unaquaque; sicut enim medium, quod ex contrariori compositum est, ab eo denominatur simpliciter, quod predominant et excedit, ita hominis vita, quae ex actione et contemplatione, non tanquam ex contrariori, sed diversis muneribus coalescit, ab ea denominatur, quae in vita instituto preeminet. Dicitur autem preeminere in presenti (quod notandum est), non illa, que majori tempore vitae vel dei exercetur, sed illa que habit rationem finis propter quem omilia illa intenduunt; nam finis in moralibus est, qui dat speciem et praecipuam denominacionem. Sicut Aristoteles dixit, qui furatur propter mochiam, magis est mochiam quam fur, quod verum est, etiamsi plus temporalis durando, quam mochando consumat. Sic ergo quodam est vitae institutum, quod per se primum ac principaliter respicit, tanquam proprium in nem et scopum, opera misericordiae, hospitalitatem, redemptionem captivorum, etc., tamen adjungit aliquam orationem et considerationem, ut opus illud sanete exercere valeat, et propter generalis rationem cultus divini, et haec vita dicitur activa a sua fine. Et contrario vero, quando principaliter quasit contemplationis perfectio, et actio ac mortificatio corporis in eum finem ordinatur, ut contemplationi inserviant, illa est proprie vita contemplativa, et ita cessat objectio facta.

Estque differentia haec consentanea D. Thomae, d. quest. 179, art. 4, dicens: In hominis vita uniuscuiusque videtur esse id, in quo maximem delectatur, et cui maxime intentit. Quia ergo quidam homines proprae intentio contemplationis veritatis, quidam vero intentio principaliter exterioribus actionibus, id est, quod vita hominis conveniencit dividatur per contemplationem et activam.

Bonam esse divisionem religionis in actionem et contemplationem, non tamen adequadam.

6. Declaratur et probatur. — Atque hinc etiam conclucitur cum eadem proportione, recte statum religiosurn dividi in contemplationem et activum, nam religio super commune in vita rationem solum addit conditionem status tendendi ad perfectionem; certum est autem illud secundum genus vitae, aptum esse perfectioni querendae, nam utrumque perfecte charitatem, et quantum est ex se excludit omnia pecocata, in quibus duabus rebus substantia perfectionis consistit. Unde optime Nazianzenus, orat. 10, in Laudem Casari. § Aegnams: Philosophari (inquit, eo verbo indicans contemplativam vitam) ut maximum, ita et finitimum est, nec id agredi mulorum est, nec aliorum, quam quae absit mentis magnitudine, quae bona hominis voluntatis maxime procurare solet. Non furem autem hoc quoque existimandum est, et qui se secundum vitas genus complexus probatam studet. Ergo utrumque aptum est, ut per modum status tendendi ad perfectionem assumatur, et votis religiosis consecretur.

7. Quod etiam ita factum esse nunc ipse Ecclesiae catholicae satia ostendit; nam quaedam sunt religiones monastice que ad contemplationem somas principaliter ordinatur, causmodi sunt omnes illae que per se, et in institutione sua, circa proximos non versantur, et in laude Dei precipue occupantur; et, si quid habent actionis, ad propriam tantam perfectionem referunt, vel accadentium est tali statui. Allie vero sunt religiones, que ad actiones misericordiae exercendas erga proximum precipe institue sunt, et in ordine ad illas expedite et perfecte exercendae, et celibatus eligiur, et curae omnes divitiorum tolluntur, et obedientia promittitur, ut patet in religionibus mendicantibus, et alius, que vel infirmis curandis, vel redeminiis captivis, aut alius similium operibus incumbunt. Recte
ergo dividitur religio in contemplativam et activam, quia religio una distinguitur ab alia ex proprio fine, seu scopo, et propriis mediis, ut supra dictum est cum D. Thoma, quest. 188, art. 4, et 6. At haec religiones habent diversos fines propios; quamvis enim conveniant in generali fine quarendi propriae perfectionem, et divinum obsequium, tamen proximos fines habent diversos, scilicet, perfectionem contemplationis, vel actionis, ut declaratum est.

8. Unde consequenter necessarium est ut in propriis mediis principalioribus differant; nam, licet aliqua generalia habeant communia, ut sunt tria vota substantialia, aliqua corporis castigatio, oratio aliqua et similia; necessearum nihilominus est ut in aliqibus omnino propriis differant, quia nesse est ut ad proprium et singularum finem propria etiam media accommodetur, qualia sunt, verbi gratia, confusabatium cum proximo, vel ab illo separatio; peregrinari extra domum, aut in claustro semper manare; exercitum chori aut studii, et similia. Ergo merito religionis status in haec membra dividitur, ut diversa; nam in his rebus non metaphysica aut physica distinctio quarena est, sed moralis, quae cum illa physica quamdam proportionem operatur.


10. Pro parte affermativa arguitur primo ex Patribus. — Item ratione. — Contrariam vero partem suadere videtur imprimit auctoritates D. Thome, dicta quest. 170, art. 2, ubi divisionem illam bimembrum sufficientem esse docet, et videtur esse communis sententia Patrum, quos supra, n. 3, retulimus; duas enim tantum vitas ubique distinguunt, et ideo per duas sorores Martham et Mariam significari dicunt, et similiter per Rachel et Lium, ut late Augustinus, 22 contra Faustum, cap. 52, et seq.; Gregorius, lib. 6 Moral., cap. ult. Ratio est, quam D. Thom. ibi, ad 2, insinuat, quia nullum est vitae sanctæ genus, quod contemplationem et actionem non ampletatur, ut supra explicatum est, ac denominatur contemplationem vel activum, ab eo quod excellit; semper autem aliquid horum prædominatur; ergo nesse est ut vel contemplativum vel activum dicatur, et ita divisio erit sufficiens.

11. Dicti forte aliiquis, posse dari genus vitæ cum tanta equalitate utramque partem complectens, ut nulla prædominetur, et consequenter a neutra denominari, et ita esse addendum tertium membro. At profecto id morale non est, nec ostendetur tale genus vitæ in Ecclesia; quod autem non est, nec fortasse usum fuit, non est in moralibus recensentium. Accedet quod, illo etiam posito, denominaretur saltem a nobilior, et ita esset vita illa contemplativa.

12. Ratio altera pro eadem parte. — Tertio tamen argumentor aliter, quia non potest unus et idem status habere duas fines proximos, quos propter se intendat; quaecumque ergo religio contemplationem et actionem completetur, vel intendit actionem propria contemplationem, vel e contrario contemplationem propter actionem, non autem utramque propter ipsam; status autem denominatur ex fine; ergo semper est vel contemplativus, si actionem solum propter contemplationem querat; vel activus, si querat contemplationem propter actionem. Et ita D. Thom. 2. 2, q. 188, art. 6, religiones illas, quae ad spiritualia ministeria circa proximos ordinantur, vitam activam profiteri dicit, licet magna ex parte divinae laudibus et contemplatione vacent, quia contemplationem ad actionem ordinantium, scili-
cet, ut contemplata aliiis tradant. Et ita Societas, quae ex his religionibus est, contemplationem sumit ut unum ex preceptibus mediis auxilla spirituallia converteret proximis prestanta, ut constat ex ejus constitutionibus, p. 10, § 2. Sic ergo erit sufficiens divisio, nee oportebit tertium membrum adjuvare.


4. Hec autem partitio magis est enumera quum quodam singularum statutum, qui sub activo et contemplativo invento posse, quam methodica et immediata divisionis status religiosi. Si enim omnia verba attonite considerentur, supponunt divisionem supra datas de contemplativa et activa vita, et utraque subdividunt. Nam in duabus primis clausulis videtur dividam vita contemplativa in solitariam et coenobiticam; de qua divisione nos supra, cap. 2, sub generaliori ratione diximus; significat autem in verba predictis solitariam vitam tenere apicem purae vitae contemplativa; coenobiticae autem aliquid de activa participare, praecipi in illis, qui alienam institutionem et pervigilem curam ac sollicitudinem suscipiunt; et ita quod hanc par- tem indicat ibi triumbrum divisio. In aliis vero duabus ultimis clausulis dividitur vita activa in varias species, juxta varietatem finium et actionum. Potuisset autem apius distinguia in vitam activam, quae corporales misericordicés operibus occupatur, qualia sunt plura eorum quae ibi numeratur; et quae incumbit spiritualibus actionibus, quae in solo illo verbo ibi insinuantur, aut doctrina instia- tes, sub quo verbo (ut adequata sit paritio) comprehendi debent omnia ministeria, quibus animae proximorum juvantur, sive sit concio, sive confessio, sive privatum colloquium, et similia. Et hoc posterior genus vita activa non solum non excludit contemplativam, verum potius illam requirit ut Germanam se- rem, vel potius eam quodammodo intrinsecus includit, quia magnum internam considerationem in operante exigit; ergo ex illo etiam tertium membrum vitae miste recte col- ligatur.

15. Idem institutio conficiitur consideratia actionis consecutandae, etc. — Nam concio, verbis gratia, tota est contemplatio quodam externis actionibus expressa, quae non solum ipsos conscionantes, sed etiam alios, quantum in se est, in Deum elevat; superponit autem, ut recte fiat, diuturnam orationem, et meditationem eorum, quae dicenda sunt; et hæc precedere debet lac- tium, quæ pars etiam est vitae contemplativa, ut D. Thomas docet, 2. 2, q. 188, a. 6, et per se constat, quia est veluti primum initium elationis mentis in Deum: lectione enim discipul ac accipimus quæ per meditationem conservamus et digerimus, et in paulatim inflammamur anima in Deum. Hinc sunt illi quatuor gradus, quos posuisset et exposuit Bernardus, lib. de Scala coenobial, lectio, meditatio, ora- tio et contemplatio. Quamvis enim ultimus, tanquam perfectissimus, contemplationis no-
men per antonomasiam sibi usurperat, tamen, generaliter loquendo, vita contemplativa omnes completur: Quia lecto inquit, meditatio inuenit, oratio postulat, contemplatio de gustat, ut ibidem ait Bernardus, qui postea recte subjungit: Ex his possumus colligere quod lectio sine mediatione arida est, meditatio sine lectione errorea, oratio sine meditatione est tepida, meditatio sine oratione infructuosa, oratio cum desolatione contemplationem acquisitiva, contemplationem adaequatio sine oratione aut rara, aut miraculosa. Sic igitur inter se conexa sunt, ita contemplativus status, ut talis est, illa omnia completur, tanquam inimicum, medium et finem. Sic enim dixit Isidorus, et confirmari potest ex illo Bonaventura, in Pharetra, lib. 4, cap. 20: Omnis perfectus ex lectione et meditatione procedit; quae inimicissimae ex lectione discissimae, meditatioque consursumus. Et Sanctus Vincentius, tract. de Vita spirit., 6, de Somno et vigilia: Lectio (inquit) et oratio suae viscerum exspectant, mutuoque iuvant. Docet precariae Augustinus et Patres omnes, Magdalenum, cum ad Christi pedes sedebat, audiens verbum ejus, actum contemplativae vitae exercuere, et occasione illius idem dicit Augustinus, serm. 27 de Verb. Domini, de his qui enjuscumque predecitores Evangelii concionem audierunt, quia per illum loquutur Deus; et atiam loquitur per librum, dum similiter intentiones legis, num, ut ait Richardus de Sancto Victore, lib. 4 de Contemplatione, cap. 14: Sic igitur per orationem nos ad Deum loquimur, ita per lectionem ipse loquitur nobis.

16. Item consideratis actibus docendi. — Addo etiam sub verbo illo instantes doctrina, non solum doctrinae illum comprehendi debere, quae per conciones datur, et ad inflammandos affectus praecepit ordinatur, sed etiam illam doctrinam que ad eruditionem et illustrationem proximorum ordinatur. Nam, ut infra agentes specialiter de Societate, tractatu 10, lib. 5, cap. 4, ostendimus, institui potest religio, quae ad hoc etiam actionis genus ordnetur, saltem sequendam aliquem gradum ministeriorum, seu mediocrum quibus ad bonum proximorum uitur. Quod etiam D. Thomas dicit, opusc. 19, c. 2 et sequentibus, et 2, quest. 188, artic. 5 et 6. Ex quo etiam liet intelligere, tale docendi institutum, licet ex parte activum sit, quatenus actus docendi exterior est, et ad alios ordinatur, nihilominus intrinsicus ac necessario includere contemplationem, quando doctrina est de veritate per se intenta, ut expresso docet etiam D. Thomas 2, quest. 181, articulo tertio, et quæstione undecima, de Verit., artic. 4, citans Augustinum, dicto serm. 27 de Verb. Domini, ubi absolute de doctrina loquitur, cum ait: Vacent verbo, inhiens doctrina dulcedini, tum quia haec doctrina potissimum est sacra, includens meditacionem, et considerationem veritatis divinae ac supernaturalis, quæ ex se multum juvat ad contemplationem divinis sapientia, et ad inflammandum affectum. Tum etiam quia, licet interius hic studia versentur circa creaturas, tamen ordinatur ad Dei cognitionem et amorem, ut principalem scopum, et jam dictum est, quidquid ad contemplationem ordinatur, ad vim contemplativam pertinere; pretiosissima quia creaturarum cognitio, debita intentione assumpta, dicit in cognitionem Dei, et ut sic contemplationem participat.

Unde D. Thomas, 2, 2, q. 180, art. 4, ait, omnem considerationem veritatis creaturarum, quae ad divinam conducit, pertinere ad vim contemplativam; et quest. 179, articulo secundo, ad 4, ait, omnium humana studia, quae conducunt ad cognitionem talis veritatis, pertinere ad vim contemplativam. Igitur talis etiam vita simul contemplativa et activa esse videtur.

17. Satis fact prolationibus adductis n. 14. — Videtur ergo satis fundata illa trimembris divisione, adjungendo presertim ea, quæ in principio dubitationis, num. 10, posuimus. Nee in re ipsa, ut dicebam, potest in hoc esse disseminatio, num per hanc trimembrum divisionem solum declarare intendimus esse quoddam genus vitae, quod utrumque munus exacte colit et exequitur, quidquid sit de denominazione illi tribuenda. Et hoc solum D. Thomas, relationes in num. 11, voluit in predicta divisione, ut satis in solutione ad 3 declaravit; nec alius intendunt Patres ibi citati. Et prima ratio solum insitit in denominazione, de qua plura statim.

18. An religio, composte contemplationem et actionem, necessario unam ad alteram ordinet. — In ultimo vero argumento, num. 12 posito, quippeam tantiur, quod ad quæstionem de re pertinere potest, scilicet an illa religio, quæ utrumque munus amplectitur, unum ad alterum necessario ordinat, vel utrumque per se intendat tanquam finem. Quidam enim putant primam necessario esse dicendum, et ideo religionem semper denominari ab eo munere quod pro fine habet, sioque non esse necessarium tertium mem-
brum. Mihl autem verius videtar, utrumque munus intendi ut finem, in his precipue religionibus quae ad eam partem vites activae ordinantur, quae in spiritualibus actionibus circa proximum consistit. Nec tamen essero utrumque munus intendi tantium per modum finius; negari enim non potest quin actus vitae contemplativa in tali religione ad actionem ordinetur, nam studium, lectio, meditatio, frequentius ad servendum proximis referatur; imo etiam ipsa oratio, et uniu cum Deo, properillum finem potest rectissime desiderari, et procurari, quia, eo quinest est aptius instrumentum Dei in auxilio animarum, quo ipse fuerit Deo junctor, ut recte dicitur in loco supra citato, n. 13, ex constitutionibus Societatis. Nihilominus tamen etiam debet per se ac precipue intendi contemplatio, etiam in tali religione, primo, quia contemplatio non est pure medium, sed propere maxime appetibilis. Secundo, quia in tali religione magis per se intenditur propria perfectum quo proximum; et perfectum propria in contemplatione maxime sitist, et in ea comparatur; ergo. Terto, quia talis religiosa non solus ea contemplatione utitur, quae ad auxilium proximorum sibi necessaria est, sed etiam illa fruitor, quae sibi proficica, et in Deo delectabilis est. Unde, ut recte suo munere fungatur, quoties circa proximum occupari necesse non est, contemplationi, vel aliqui actui vitae contemplativa se statim applicat; non propter actionem, sed quia atium sanctum dilectit charitas veritatis, et statim ad illud redit, qui vere amat, quoties negotium justum non impotit necessitas charitatis: unde subdit Augustinus, 19 de Civitate, capite decimo nono: Quam sarcinam si nullus imponit, percipientia atque intuenda vacandum est veritatis. Igitur talis religio per se contemplativa est, et non tantum propter actionem, sed propter se contemplationem amplectitur, quot satis significavit idem Augustinus supra, dicens: Si autem imponitur, suscipienda est propter charitatis necessitatem. Sed nec sio omnimoda veritatis delectatio desiderare est, ne subrakatur illa veritas, et opprimat ista necessitas.

19. Religio cur activa vel contemplativa vocetur. — Solet autem talis religio magis activa quam contemplativa nominari (quamvis proprio nomine possit dici mista), vel quia nomem contemplativa vitae est quasi exclusivum, ita ut significet vitam illam, quae per se tendit ad contemplationem, ut actionem nullo modo per se, quae ad proximos ordinatur, intendent, sed solum illam exercet, quam vel charitas ipsa exigat, vel que conducere potest ad contemplationem. Omnis vero alia religio, que ad actionem circa proximos versatur, dici potest activa, que si in actione corporalis misericordiae occupatur, proprii, et quasi omnino vel precipue tales est; si autem in actione, et auxilio spirituali proximorum versatur, dicitur activa, quia non in sola contemplatione sitist, non quia illam non per se principaliter amplectatur, vel saltum amplius possit, si ratio in instituti hoc patiatur. Potest etiam ita denominari, quia contemplationem potest aliquo modo ordinare ad actionem, actionem vero non ita propriamente ad contemplationem.

20. Objectio contra nume dicta. — Diligit. — Dices: potius solet inferius ad superius ordinari, quam e contrario; contemplatio autem actione superior est; ergo magis potest actio ad contemplationem quam contemplatio ad actionem ordinari. Unde et Gregorius, 6 Moral., sepe repetit, presertim capite decimo septimo, actionem debere precedere, tanquam paras viam ad contemplationem. Respondeo, quia quando ordo est causalitatis et auxilli, optime ordinari superius ad inferius; ita vero ordinatur contemplatio ad actionem, ut det illi efficaciam, et ut illam moderetur, ne spiritum exinguat. Actio vero non potest hoc modo ordinari ad contemplationem; alio vero modo potest aliqua action referri ad contemplationem, tanquam dispositio preparam subjunctum, des maxime loquitor Gregorius supra, et D. Thomas 2. 3. q. 180, art. 2; tamen illa non solus esse actio circa proximum, per se et ex intrinsecis locando, sed est illa actio que versatur circa propriam mortificationem, presentiament, etc. Aliquem tamen modo magis extraneo potest actio erga proximum ad contemplationem ordinari, per modum meriti, vel impetationis apud Deum, nam qui erga proximum recta intentione, et vita puritate, ministerium suum implet, a Deo obtinebit facilius donum contemplationis, quod ex ipsis gratia, magis quam ex utilla humana industria pendet.

CAPUT VI.

QUAE RELIGIO SIT PERFECTIONE, ACTIVANEA, EX CONTEMPLATVNA, AN EX UTRAQUE MISTA.

1. De pure activa certum sedere aliqu. quidquid nonnullius sentient. — Superest dicendum circa divisionem haecus tractatam, que re-
ligio perfectior sit, activa, vel contemplativa, aut mista. Et de pure activa nulla est difficul-
tas. Quamvis quidam juris et, ut suos labores exageraret, suum vitam activam contempla-
tivam praeferrent, et illi etiam actionis, quae in spiritualibus ministeriis circa proximos versat-
tur; quod videtur sentire Hostiens., in principi Summe, nam comparans hujusmodi vi-
tam reliquis, sit, quae vis recte doceretur, magis esset fructuosa. Addit Albert. l. Per diversas, C. Mandati, fore etiam magis meritoriam; se-
quitur Jun. l. 1. ff. de Justitiae et iure; Lucas de Penna, l. 2. C. de Pignoribus, lib. 12; lictet hi (in quaum) auotores ita loquuntur, tamen vel per exaggerationem locuti sunt, vel non comparando status seu statusa rationes vivendo, sed per-
sonales labores et merita. Comparando ergo vitam ipsam secundum se, certissimum est, 
hanc pure activam in infinito gradu esse cons-
titutendam, ut comparatione aliarum minus perfecta sit; nam id satis colligitur ex verbis 
Christi, Luca 20: Optimum tamen iegit iibi Maria, quem locum ita expomnuit Sancti com-
muniter, ut cap. superiore, ex Augustino, et 
Gregorio, et alius relatum est, et videri etiam 
potest Gregorius, hom. 13 et 14 in Ezech., et 
lib. 6 Moral., c. 26; Bernard., sermone quinto 
Assumptionis, et quadragescimo primo in Cant.; 
Ruper., lib. 7 in Genes., c. 84; Richardus de 
Sancto Victore, lib. 4 de Vita contemplativa, 
c. 4; Cassian., collat. 1. cap. 8; Innocent. III, 
l. 4 de Myster. Misse, c. 63, et in sermon. de 
Assumpt.; Bonavent., de Septem itiner. exter-
nit., d. 5; Auton., 4 p., tit. 10, c. 4, § 4. Et 
it ut ceterum supponunt omnes Doctoris eti-
tandi, et probabiliter clari ob omnibus rationi-
bus statim affectendis pro sequentibus opinion-
ibus.

2. Quod etiam mista cadet pura contemplati-
vars arguitor autoritate quorundam. — 
Igitur quod ex duabus alius pure contemplati-
va praeferenda sit, tenet Henric., Quodlib. 12, 
q. 14 et 48. Et primo favent huic opinioni 
auctores qui, comparando absolute vitam con-
templativam cum activa, tanquam duo mem-
bra adequate dividentia vitam hominis, ob-
solute praeferunt contemplativam; nam juxta illum dividendi modum, vita mista sub activa 
comprehenditur, ut paulo antea, c. preced., 
n. 19, dicesebamus, et sentiunt omnes, qui vi-
tam activam dividunt in eam, que circa ac-
tiones corporales, vel in actionibus spirituali-
ibus doctrinam et similibus versusat, ut divus 
Thomas 2. 3, q. 188, art. 6; Bonaventura, in 
Mediat. vita Christi, c. 45; Carthius., opusc. 
de Contemplat., lib. 1, art. 14; et Gregorius, 
hom. 14 in Ezech., circa medium: Activa 
vita est panem suavius tribuere, vero insi-
plimentum docere. Constat ergo in ea divisione 
bimembris mistam vitam sub activa compre-
bens; si ergo in eadem divisione vita con-
templativa simpliciter praeferatur activa, etiam 
miste antefurtur. Ita vero sentit D. Thomas 
2. 2, questione centesima octogesima secunda, 
art. 1; et Cajetanus ibi; Bonaventura, loco 
proxime citato, c. 57, et omnibus alos supra 
allatis. Multum etiam favit huic sententia D. 
Thomas, 2. 2, questione centesima octogesi-
ae octava, articulo octavo, quatemus sit, vi-
tam solitarism ex se, et ex suo genere esse 
perfectissimum, et, ita religionem solitarium 
comparari ad omnes reliquas, sient perfectum 
imperfectum; quod non est nisi proper proier-
rem usum contemplationis, ad quam status 
ille omnino ordinatur; ergo contemplativa 
religio, ut sic, est perfectior, nam supre-
mum in aliquo genere est mensura ce-
torum.

3. Arguitor etiam ratione. — Ratione item 
usaderi potest hec opinio, quia vita pure con-
templativa est aptior ad meritum, et ad divini 
amorim augmentum; ergo est de se perfectior 
vei status; consequentia per se patet, nam 
hec comparatio ex vi status factienda est, ut 
a principio diximus. Ut autem anteecedens 
probemus, advertendum est non debere fieri 
comparisonem inter vitam pure contempla-
tivam, et mistam, in eo sensu, ut simul pro 
ecedem tempore actus solius contemplationis 
cum actu utriusque vitae simul sumpio confere-
ramus; sic enim non erit eaque comparatio, 
seh totius ad partem. Ut si quis nunc exercera-
tur in solo amore Dei, alter vero simul aequa-
lem Dei amorex exercendo acta praeiect, 
sine dubio hic posterior pro hoc tempore magis 
merebitur, ceteris paribus, quia habet toto-
tum meritum amoris, et ultra praedications. 
Quo sensu etiam vita mista ex actione exte-
riori erit perfectior, ut si in dicto exemplo 
simul amet aequaliter Deum, et peregrini pe-
des lavet. Debet ergo mistio intelligi pro di-
versi temporibus, prout humano modo fieri 
potest, nunc orando, postea legendo, praedi-
cando, et comparari cum vita simplici, que 
pro omnibus temporibus in actibus vita con-
templativa liecit variis versetur. Sic ergo in-
tellectum anteecedens probatur, quia formalis 
actus charitatis, et amoris Dei, ex se sunt mag-
is meritori, magisque perfectiori charitatem; 
ergo status, qui e se aptior est ad hos actus
LIB. I. DE VARISTATE RELIGIONUM IN GENERE.

frequentius et arduus exercendos, aptior est ad perfectionem charitatis, et consequenter perfectior; hujusmodi autem est status vitae purae contemplative, tum quia frequentius in ea vacatur hujusmodi actibus, tum quia in meditatione magis ardet divinus amor.

4. Secundo, perfectio hujus vitae in duobus principiis consistit, in majori peccatorum diminutione, et in frequentiori Dei memoria ac dilectione, ut in superioribus, cum D. Thoma, traddidimus; at illa duo facilius, securius et uberioris comparantur per vitam puram contemplativam, quam per mimam; ergo. Probatur minor, nam vita contemplativa minor, nam habit occasionem pecunia, sive gravi- ter, sive leviter; deinde nihil fieri lubet quod avertat animum ab actuali Dei memoria et consideratione. In actionibus vero circa proximum multa similia impedimenta et occa- siones occurunt, ut per se notum est. Lude in hoc statu vitae mixte servari minime possunt multas circumstantiae exteriore, quas sancti Patres ut necessarias ad perfectionem acquirendam commendarunt, ut habere habitationem sejunctam ab his qui communem vitam agunt, ut ait Basilius, in regula 6 et 7, ex fusiis disputatis; item estodis clausuri, tum ne religiosi illud egrediantur, tum ne ad confessandum securum admittant, ut late Basilius, in Procm. regul. fusius disput., et duobus sermonibus asceticis proxime precedentibus; item, ut omni careant sollicitudine, et externa cura, quas illorum mentem pos- sit distrabere, ex eodem Basilio, regula 5, ex fus. disput., circa principium; haec autem omnia et similia in vita mixta nec servantur, nec servari possunt. Unde Bernardus, epist. ad Sugurium Abbatem, ad hos religiosos, qui cum proximis multum conversantur, aludens, ait: Ciastrum frequenter stipari militibus, urgeri negotii, jurgiiis personae, patre interdum et feminis, quid inter hac celeste, quid divinum, quid spiritualis poterit cogitari? juge quippe silentium, et ab omni strepitu secularium perturbis quies cogit celestia meditari; et epist. 42, in fine: Labor, et latebrae, et voluntaria paup- pertas, hac sunt monachorum insignia, hac vitam solent nobilis- te monasticam.

5. Tertio argumentorum, quia quo homin in hac vita magis absalitur a corpore in actionibus suis, et Deo, Angelis, ac Beatiss similior efficitor, eo sine dubio perfectionem vitae profutetur; at vita contemplativa quod purior, eo similior vitae Dei et Angelorum, quia spiritualior, et vita Beatorum, quia intention est Dei cognitioni et amori; et quia in vita besta cessant hae ministeria.

6. Quarto denique, quia omnes rationes, quae probare possint vitam activam, quae in actionibus corporalis misericordiae versatur, esse minus perfectam contemplativa, probant cum proportione de alia vita mista. Probatur antecedens, nam inimicis illa vita activa non est sumenda sine ulla contemplatione, sic enim etiam hae vita actionum spiritualium esset valde imperfecta et periculosa; sumenda er- go est cum proportione ex parte contemplationis; sic enim dixit D. Thomas 2, quest. 188, art. 2, agens de hae vita: Dum religioni operibus vitae activae insistent intuits Dei, con- sequens est ut in evi actio ex contemplatione derivetur. Quero ergo cur hae vita, in hoc gradu sumpta, sit minus perfecta quam pura contemplativa. Certe non alia ratione, nisi quia illae actiones erga proximum minoris me- riti et perfectionis sunt, quam actus contemplationis, qui circa Deum versatur; vel (quod in ideam redit) quia tales actiones ad sumnum procedunt ex charitate proximi, contemplatio autem habet adjunctionem dilectionem Dei, qui excellenter est.

7. He autem rationes eodem modo proce- dunt de illo gradu vitae activae, quae in spiri- tualibus actionibus circa proximum versatur; nam, licet ha actiones perfectiores sint corpo- ralisibus, et majoris meriti, non excudunt gra- dnum charitatis proximi, unde non attingunt gradum charitatis Dei. Quod si dicis, es- posse fieri ex imperio charitatis Dei, idem di- cetur de actionibus corporalisibus; ergo, si hoc non obstat quomus hae vita absolute ma- neat minus perfecta, quia totum hoc mistum (ut sic dicam) non adequat simplicem dilectionem Dei, in sua puritate, et summa perfectione existentem, ad quem gradum de se temit, vel etiam accedet vita contemplativa, ut plane de alio statu misto dicendum erit.

8. Contraria sententia, profers rationes mis- tatem. — Contrariam sententiam, nimium religionem, quae simul contemplatam vitam ex sua institutione profutetur, et ad spiritualia opera circa proximos descendit, preferen- dam esse quoad perfectionem et dignitatem, tenet aperte D. Thom. 2, quest. 188, art. 6, et opus. 19, cap. 1, et 3, d. 35, quest. 1, art. 4, questione cilia, et questiune 2, et questiune 2, art. 3; ubi etiam Durand., quest. 2; Cajet. 2, dics questione 188, art. 6, et quest. 182, art. 4; Palud., 4, d. 38, quest. 3, art. 1, in fin., et q. 5, art. 2; Anton., 3 p., tit. 46, c. 4, § 2; Sylv,
CAP. VI. QUE RELIGIO SIT PERFECTIOR, AUTIVANE. AN CONTEMPLATIVA, ETC.


9. Quod adversarii respondant ad citata jura.—Dices, Pontificem ibi loci de statu Episcoporum, quem esse perfectiori certum est, et a nobis supra, tracstatu precedenti, est probatum; non vero licet inde argumentari ad statum religiosum, quia in Praesato non ideo est illa actio perfectior, quia secundum se magis conferat ad perfectionem propria, sed quia superit majorem perfectionem, a qua profisciscitur, ut argumentatum Durandus, 3, d. 33, quest. 2, art. 8; et ideo est accommodata statui Episcoporum, qui est statum jam perfectorum; at religio est status acquiringe perfectionis, et ideo respectus illius non videtur esse hæc major perfectionis; quia ad propria perfectionem acquirendum magis conferit quies contemplationis. Et ob hanc etiam causam non sunt argumenta efficacia, quas ex vita Christi Domini et Apostolorum muneris exemplis desumuntur, quia illi etiam fuerunt in statu perfecto, et consummatum perfectionis.

10. Refutatur. — Sed hæc differentia nihil obstat. Primo, quia, abstrahendo ab hoc vel illo statu, inquiri an vita, habens actionem spiritualern erga proximum admistam contemplationis, sit perfectior coram Deo, magisque illi grata, quam simplex contemplatio, vel minus; si primum asservatus, proiecto in quocumque statu illa vita assumatur, si pro dignitate exercitatur, erit etiam secundum semelior, et gratior Deo; si autem dicatur secundum, etiam in statu jam perfecto non erit vita illa preferenda, tum quia in haec vitanullus est status ita perfectus, quin in illo proficiendium semper sit; et ideo illud vitae genus est in illo statu preferendum, quando secundum se melius est, magisque confert ad crescendum amplius in perfectione; tum etiam quia id regnum exemplum Apostolorum, qui sono dubio magis merebantur et proeliebant predicando, et laborando pro salute animarum, quam solum contemplando, ideoque non solum per accidens ex favore affectus, sed etiam per se ex vi actionum; impossibile enim videtur quod aliissimum minus et perfectissimum obliget per opera minoris meriti, vel quod secundum se majus merium impediant.

11. Secundo, quia, licet illa differentia ostendat, in omni statu bene instituto ad salutem proximarum, necessarium esse ut propria perfectio supponatur, et ideo in omni religione et eum in eum institutum, ante usum talium actionum praecedere debet sufficientis contemplatio et actio ad propria perfectionem acquirendum, non tamen licet inde colligere, esse inproportionationem illud genus vitae statmi religiosi, quia in illo non solum potest perfectio acquiri, sed etiam exerceri; ergo religio, quae utrumque amplectitur, ex se perfectior erit. Si enim monachus jam bene institutus convenienter ascendit ad praesulatum, et consentat ad perfectionem, ut Innocentius supra sentit, cur etiam religiosus jam bene in perfectione institutus non assumatur ad opera perfectionis ex charitate circa proximos exercenda? Hinc Bernardus ad Fratres de Monte Dei, col. 3, monaches suos, soli contemplationes vacantes, ad humilitatem hac consideratione exhortatur: Longe (inquit) supra vos virtutes eorum sustinentes, et admirantes gloriens, qui ambientes forstissimis (Sicut Acoh, ille forstissimus Judæa Israel, qui utraque manu utrebatur pro dextera), et quandam licet, doctissim in tas vocare amans charitatem contemplansioni veritate, et cum necessitas vocat, vel officium trahit, promptissime se foras mitunt pro veritate adimplendæ charitatis. Et sermon. 57 in Cant., segregie ad hanc rem exponit idem Bernardus verba illa Cantio. 2: Surje, prospera, amica mea, ubi primum ait, anima con-
templanti dari interdum latitudinem mentis insolitam, et infusionem luminis illuminantis, vel ad scientiam Scripturarum, vel ad ministrorum notitiam, quorum alterum (aüt) proper nos obiectandos, alterum proper edificandos prorimos voor dari; et infra: Post hanc tanta dignationis ac miserationis respectum, sequitur vox blandet levis divinae divisini voluntatem, quae non est aliud quam ipsa amor, qui otiosus esse non potest, de his quaes Dei sunt, solicitudes, et suadens. Hoc sequimur vera et casta contemplatio haberi, ut mentem, quam divino igne vehementer succenderit, tanto interdum repleat solo et desiderio acquirendae Dei, quem similiter diligat, ut sit ipsis contemplationis pro studio praeceditatis libentissima interietai, et cursus potest totius aliquantulum in hac parte, tanto ardentius redeat in id ipsum, quanto fructuosius interietae meminerit, et ilium sumplo contemplationis gustu, voluntatis ad conquindia lucra solita aliorum receivat. Ex quibus verbis multa poterit unusquisque argumenta sumere ad hanc partem confirmandam.

platione, quam que in actione versatur. Et infra de eodem refert, cum de genere vitae deliberasset, earum elegisse, qua ad multorum utilitatem se distribu, atque ad divinam dispensationem prope accedit. Quod (dixerat superius) perfectionis animi ac sanctissimi esse judicare, private utilitas cum publicis commodiis conjunctam habere rationem; neque enim quemquam nostrum sibi soli naturam esse, sed omnibus, qui ejusdem naturae participes sunt, quod fuit Platonis sententia, cujus meminit etiam Cicero, 4 de Officiis. Multaque ad eundem rem sumi possunt ex eodem Nazianzeno, 30.4, ubi, ex hujus munieris et ministrii excellentia, exaggerat quam arduum Episcopale munus.


15. Egregia vero est sententia Isidori, lib. Differeniarum, in 29: Quibusdam (aet) sola contemplationis profitetur, alis sola et sola activa est consolatio; his media utrique composita utior est; nam quod Salvator per dierum signis et miraculis in illis coruscatur, activam nobis commandat vitam; quod vero in loco pro orationes taliem poscendam, activam contemplationem significat; idcirco Dei servos, justa imitationem Christi, nec actualem vitam omittit, et contemplationem agit. Alter enim incidens offendit; sicut enim per contemplationem amandus est Deus, per actualem vitam amandum est proximus, ac pro hoc sic non possunt sine utrique esse vitam, sicut sine utrique dilectione. Hec vero posteriores verba intelligenda sunt pro articulo necessitatis proximi; sicut autem ex necessitate Isidorus colligit obligationem, ita ex magna utilitate, quae respectu toutius communitatis est quendam necessitas, infert majorem perfectionem.


17. Suffragiis exempla variis saeculis litteris — Possumus praeferre veritatem hanc exemplis persuadere. Nam imprimis etiam in veteri Testamento, Elias et Eiseus, qui videnturuisse vel primi, vel ex praecipuis professoribus vitae contemplativa, ita illam professi sunt, ut zelum Dei et salutis animarum maximum haberent, et ab instruyendis populis, et corrigendis vitis non desisterent, ut patet ex lib. 3 Regum, c. 17 et sequentibus. Postea Joannes Baptista, qui etiam contemplationis arcem ascendit, tempore opportuno ad docendum et praedicandum desiderat. Potissimum vero hujus vitae mistae exemplar in Christo Domino conspicimus, ut Sancti allegati serpe attigunt, et in Evangelis compertum est, et in 2 tomo tertio partis, disputat vitigea septima, late declarabimus. De Apostolis etiam res est manifesta, in illis occupato erga proximos potissimum videtur habuisse locum, nam ad hoc vocati sunt, ut fluent piaiores hominum, et Christi nomen portarent coram gentibus et regibus, ac filios Israe; et in haec vocatione, et munere expiando vitam suam consumperunt. Nihilominus tamen dubitari non potest, quin simul vitam contemplativam
summa cum perfectione iudicierunt; nam in omni perfectione primitias Spiritus habuerunt, et quamdiu cum Christo conversati sunt, in eo genere vitae ab ipsō sine dubio fuerant instructi; nam cum ipsō in horto ad orandum seque conveniēbat, cum eo in montes secedebat, cum eo pernoctabant in oratione Dei, vel saltem exemplo et doctrina ad hoc paulatim inducēbant; postea vero ascendente Christo in caelestia, jussi sunt sedere et orare, donec induerentur Spiritu Sancto; rursus post adventum Spiritus Sancti ipsi dixerunt: Nos oratione et verbo instantes erimus, et utrumque suis temporibus exercerimus, seque in Actibus Apostolorum legimus. Et Petrus orationi ante prandium vacabat, quando circa vocationem gentium illuminatus est. Paulus etiam de sua excellentissima contemplatione multa narrat in epist. 2 ad Corinth. 12, et sepe alias.

18. Item ex Sanctis Patribus. — De alis item viris Apostolicis, et sectatoribus Apostolorum res etiam est clara, ut de Basilio et Nazianzo tētigimus; idemque est de Athanasio, Augustino, et similibus. Quia vero hi omnes Episcopi fuerunt, libet hic commemore rariora historiam, quam de Eulogio et Protogene referunt Theodor., lib. 4 Histor., cap. decimo sexto; et Nicephorus, lib. 11, cap. vigesimo tertio. Illi enim, cum Valerius Arriani jussu relegati essent in Thebaïdem, et plurès gentiles, paucos vero fideles iibi esse comperissent, ita proximis subvenire procurarent, ut Eulogius, in cella conclusus, dies nocesque totas Deum oraret; Protogene vero, cum esset admirabilis vir, et in litteris educatus, cepit docere et signis ac doctrina homines ad Christi gratiam perducere. Additque Theodor., eum tanta humilitatis fuisse, ut si quem ad reciipientem Spiritus Sancti gratiam induxisset, cum ad Eulogium deducerent, pulsaretque osium, et oraret: Tum (inquit) ut aperiat, tum ut sigillum dominicum et, quem verbo Dei ad fidem traxisset, imponat. At cum Eulogius agro forret, velut percussis interruptis, tum Protogene: Est, inquit, errantium salus magis necessaria. Additque ceppes omnes mirari Protogenem: Cun enim miracula edere, et tantae lucem divinam cognitionis imparit tiri credaret, primas Eulogii consecrasse, et eos, quos verbo Dei operar, ad illum deduxisse. Merito igitur multo majoremus, præstantiorumque virutatem in eo esse supsecti sunt. Denique Antonius et Benedictus, duo praclarissima vitae contemplativa exempla, quando in illa fuerant perfectiores, tunc circa saltem proximorum intentionis laborarent. Nam de Antonio refert Athenasius, descendisse aliquando in Alexandriam ad resistendum hereticis, et nunquam se denegasse multitudini hominum ad se concurrerunt, ut omnes docerent, omnibusque benefaceret: Unde effectus est (a�) ut post ejus doctrinam omnes diaboli patres insidiae. Quid plura? totius orbis hominum et illius confusa est; nullus se fruere illuc venire conquestus est, omnibus delectabile, quia juvandum laboris commercium fuit. De sanctorum autem Benedicto refert Gregorius, lib. 2 Dial. c. 8, § Sanctus vir, non solum plurà monasteria edificasse, et instituisse, ac docuisse (quod sine magna actione non fit), sed etiam postea in monte Cassiano idolorum templum evertisse, et oppidanos ac incolas christianis praecipitibus imbuisse. Est ergo hoc genus vis ex se perfectus, quod a pluribus ac majoribus Sanctis cultum est.

19. Suaedetur tandem ratione. — Superest ut ratione etiam veritatem hanc declarerem. Potest autem ita formari ratio: quia hie vis mista includit totam perfectionem vitae contemplativae, et in nullo eam diminuit, sed potius addit aliud; ergo est absolute perfectior. Consequentia clara est. Major item est certa, si intelligatur de substantiali perfectione vitae contemplativae, quia supponimus illam per se intendi, exerceri, doceri, ac procurari in tali statu, aliqui non erit vita suae religio mista, de qua disputamus; si vero major illa intelligatur de perfectione quodam gradu, sic pendet ex probatione majoris, in qua est tota difficilis. Probatur ergo minor primo, quia si in aliquo diminuist, maxime quia illa tempore quo actioni proximum vacat, distrahit et occuperat animum, ne actu posit Deum in se diligere; sed hoc imprimit non ita est, ex vi talis actionis, regularior ac per se loquendo; quia illa actio per se includit cogitationem de Deo et rebus divinis; et saltem secum admissit frequentem ascensionem eis in Deum; imo, ut recte fiat, illa postulat. Tum ratione debite intentionis, per quam omnis hie actio de Dei gloriam ordinatur, et propter ejus purum amorem fieri debet; ita ut, licet proxiime sit propter charitatem proximis, hec cadem charitas proximis sit virtualis quaedam dilectio Dei, qui est tota ratio sic dignendi proximum. Tum etiam propter excellentiam ministeriorum, quae ex divino auxilio maxime pendet; et ideo ad hoc impotentium necessarius est frequens ascensus cordis in Deum.
20. Causa una cur actio non impediat perfectiem contemplationis. — Secundo probatur cadem minor, quia, est concedamus humi- modi actionem pro aliqua temporalibus ilia occupare mentem, ut vel actu non feratur in Deum, vel non ita intus, nihilominus inde non fit ut aliquis detrimentum aliquod patiatur in tuta illa perfectione, quam in vita pure contemplativa obtinere posset, ob duas praeclue causas. Una est, quia, moraliter loquendo, imo humano modo, et seclusus specialibus privilegiis, fieri non potest, ut animus omnimod temporibus omnibus, sine intermissione actu diligat Deum in se ipso, vel quod sit in actualis consideratione euis, et ideo in omni statu necessarium est aliquod genum actionis, ut omnes Sancti et Doc- tores mystici, et in vita contemplativa exercitatissimi, docent, ut ex allegatis constare potest. Si autem actualis contemplatio Dei aliquando interruptum est, nullo meliori ac frustruo modo interpolari potest, quam actionibus charitatis erga proximum, et maxime in spiritualibus ministeriis, quas sunt longe majoris meriti, quam omnes aliis actus extra formalem dilectionem Dei, ut ex dicendis a fortiori constat. Unde, licet fortasse contingat occasione horum ministeriorum interruptionem hanc, et temporis occupationem esse aliquantulum majorem, quam esset in alio genere privatae actionis, per excellentiam actionum et ministeriorum erga proximum compensatur, ut ex verbis D. Thomae statim citandis colligi etiam potest.

21. Alia causa est, quia ipse met privatio dulcedinis contemplationis propter Deum sus- cepta, seu permissione est magni meriti corum Dei, adeo ut ipse contemplationis illam praebat D. Thomas, 3, d. 35, quest. 1, art. 4, quaest. 2, dicens: Quantum ad intentionem meriti, videtur utra contemplativa majoris meriti illa parte actus, qua circa sui moderationem studet: minoris autem quantum ad illam partem, quae profecti aliquor insigilat, quia hoc ipsum videtur esse fortioris charitatis tendendum genus, quod homin, praeterrima consonatione quae in Dei contemplatione resolutur, gloriam Dei in aliquor conversione quaerat; quia etiam in humana amicitia verus amicus quern magis bonus amici, quam de ejus praesentia detectari. Hinc plurimum commendatur charitas Pauli, qui, ad Hom. 9, cupiebat amathema esse a Christo pro fratibus suis; id est (justa probablem expositionem) ad tem- puls privari ejus consortio et visione, ut fratric-
nere; ergo. Probatur minor, primo ex Dionysio, cap. 3, de Celest. hierarch., dicente, perfectionem esse ad Dei imitationem toto conatus bas est, quia est praestantius, atque omnibus divinis, Dei cooperatores fieri, et ostendere divinam in se ipsa actionem, secundum quod possibile est: intelligit autem de cooperatione Dei circa salutem animarum, ut ibi omnes expositores intelligent, juxta illud, 4 Corinth. 3: Dei adjutores sumus; nam haec proprissimme dicitur divina actio. Unde paulo superius dixerat de viris perfectis, fieri a Deo per lucida specula, et omni labo pura, dignaque, quibus principalis illius ac divina lucis suavisissimus radius imputatur; et subdit: Quae ubi induci sunt sacralissimam jubat afferat haurerint, hoc ipsos postmodum absque invisi consequitibus fundant, atque in hoc ipso diviniss obteneunt legibus; et capite quinto de Ecclesiastic. Hierar. late ostendit, actiones hierarchicas, quem in illuminandis ac perficiendis allis consistunt, esse omnium perfectissimas. Et haec ratione diximus supra cum D. Thoma, ac reliquis Theologis, Episcopalem statum esse omnium perfectissimum; ergo ex suo genere sunt haec actiones gratiosi Dei, ac magis meritoriae; ergo ex participatione illarum non potest religiosus status in perfectione minui, sed potius augeri. Hoc etiam confirmat Gregorius, homil. 12 in Ezech., circa finem, dicens, Nihilum sacrificium esse Deo magis acceptum, quam sit zelus animarum. Unde, lib. 16, epist. 5, alias cap. 169: Si Unigenitus (inquit) Patris pro expienda utilitatem omnium de se protis egregius est ad publicum nostrum, nos quid dictur sumus, si secretum nostrum pro- ponimus utilitati proximn? Atque hoc ipsu ad perfectionem charitati Dei pertinere ostendit ex interrogationibus Christi ad Petrum: Amas me? Fasce iones meas. Nam qui renuict pascere cum possit, indicat se non perfecte amare. Similia habet 1 p. Pastor., c. 5. Et Chrysostomus, lib. 2 de Sacerdoti, eadem Christi interrogationem ita expendit: Atqui illi quidem ibebat verbi hujusmodi Petrum affirmat: Si me amas, Petre, jejunia exerce, super nudam humum dormi, vigilia continente, injuriam pateris patrocinare, orphanis patrem te exhibe, viduem item te maritum loco habeas. Quod postea late declarans ait, in hoc demonstrari excellentiam et perfectionem actionum, quibus salus animarum procuratur, quod illae maxime sunt conjunctae charitatibus Dei: quod licet ab ipso dictum sit de pastoralibus munere et actione ejus, cum proportione habet locum in statu religioso participante, quia illius muneris ex vi institutionis sua.
quam ipsam et charitas Dei elicit. Quod si dicas, etiam pure contemplativum posse habere ilium voluntatem per desiderium internum, et complacentiam in illum actum tanquam in objectum quoddam pertinens ad Dei amorem, respondeo longe diversum esse velle illud objectum ut per se exercendum et efficendum, quod est longe difficillimum, et magius officium amicitiae. Unde non est dubium quin talis voluntas longe sit magis meritoria. Quod si contemplativus extendat suum desiderium ad illud objectum, etiam sub tali ratione, aut desiderium est inefficax, et sic non est comminabile cum alia voluntate efficac; vel est efficax, et sic desinet esse pure contemplativus, et transiit ad actionem, quantum sibi possibile est; ergo per se vita includens illam actionem melior est, magisque perfecl et exercitam amorem amicitiae erga Deum. Nec potest ponere inaequahtas in intensione et ardo affectus, nam hic est per accidens, et de se potest esse maior in amore operativo, sicut erat in Paulo, cum dicebat: Quae nos separabit a charitate Christi? Imo quoad hoc, moraliter loquendo, multum solet addere actus exterior interiori, quia et requirit majorem et efficaciorem affectum, et solet esse occasio, ut magis ac magis ascendatur, utque in eo diutius perseveretur.

25. Proprietas edam ratio.—Vitam missam perfecl charitatem, sitam in ratione amicitiae. — Aliunde vero amor etiam in proximum est major, adjuncta actione inquisimodit, quam in pura contemplatione, ut facile potest edam discursus ostendi; quia talis actionis aspectus externus amoris proximi, qui, adjunctus intimo amore, auget perfectionem, et meruitum, quod in amore proximi ut sic esse potest. Unde etiam concluditur, hoc genus vitae absolute et simpliciter magis perficere charitatem secundum integrum rationem amicitiae, quam includit in ordine ad Deum et proximum, quia unilate (ut sic dicam) et internum amorem et externum beneficium seu obsequium amplectetur, simulque eisdem actionibus utriusque bonum, vel honorem, aut gloriam, vel commodum ac salutem procurat; et qui eam profitetur, ob hanc causam labi:ribus et periculis se exponit, propriaque consolatioe ac suavitate quietioris contemplationis se privat. Cum ergo perfectio vite christianae in perfectione charitatis consistat, erit sine dubio hoc genus vitae perfectius ex genero suo. Accedit praeterea, quod ipsemet amor Dei, ex hac extensione ad proximum perficietur, sicut dixit D. Thomas 2. 2, quattuor vigesima septima, art. 8, dilectionem proximi propter Deum, perfectiorem esse dilectione solius Dei, quia illa includit ipsius Dei dilectionem, et addit dilectionem Dei in obsequium ipsius Dei, et implementum voluntatis ejus. Et in 2. 2, quattuor vigesima octogesima quarta, art. 7, addit egregie idem D. Thomas, hoc esse majoris dilectionis signum, ut homo proprie amicum etiam alius serviat, quam si soli amico velit servire. Eamdem sententiam habet opusc. 18. c. 18, per quam ipse declarat statum Prelatorum esse perfectiorum; idem autem est, ut sepe diximus, de religione participante illum statum quod ministeria et actiones quae circa proximi salutem versatur.

26. Officius contra predicta, ex Richardo et Carthusiano.—Item ex defectu hominum frigilitatis. — Dictet fortasse aliquis, eum, qui contemplativum vitam pure profitetur, non carere boni voluntate et beneficii proximorum, sed efficaciore et securiori modo illius prodesse. Hoc intelligere licet ex Richardo de S. Victore, super Cant., part. 2, cap. 8. ubi agentes de excellenter vitae contemplativa, ait excellentius extendi ad proximos, quam per actionem: Ad hos (id est, ad beatos Santos), inquit, contemplatione transitil sponse, et apud hos proximorum curam secum transitul, cum his ante Deum eorum causas intus agit; et infra: Bona quidem sollicitudo et turbatio carnis (scilicet per actionem), sed melior et sublimior circa plures occupato et cura spiritu:alis (scilicet per orationem uspote tam Deo, quam celestibus civibus, familiaris et permanens, ac secura magis; et infra: Huic messis partem occupat actus exterioris ministerio, sed contemplationis totam meseem occupat orationis auxilio. Hinc etiam Dionysius Carthus., de Vita solitaria, art. 22, monet ut vitae contemplativa dediti quotidie pro proximis orent, ne a tanta perfectione sint alieni. Hoc ergo modo excellentiori compensatur illae excessus, et aliqui eminet in multis contemplativa vita. Accedit praeterea, quod, regulariter loquendo, non solent homines ex plenitudine contemplationis descendere ad actionem, sed potius ex tadio internae quiets, vel saltem ne tadio affliciuntur; et ulla non assumitur actio ex illa contemplatione perfectissime charitatis, sed potius in romedium humanae fragilitatis.

27. Ad priorum partem respondetur imprimis, non parum commendant perficionem
vitae miste, cum illius participatio aliquis contemplativus necessaria sit, ne tanta perfectione omnino careat. Ubì etiam intelligere licet, cum neus contemplantis descendit ad compositionem proximorum, et ad orandum pro illo, non cadere ab optima via exercendi vel perfectionis charitatem, quia in eo non repecta a perfecta charitate Dei, sed illam quodammodo amplificat et extendit; ita ergo quod ad actionem ex codem motto descendit, nihil per se impeditur a perfectione charitatis, seipsum in ea promovetur. Unde secundo dicitur, optimum esse auxilium orationis, se non sufficiens; necessarium est enim orationi opus adjuvans, quia Deus decrevit non per se solum tautum, sed per homines salutem hominum operari, et ideo necesse est non solum oratores, sed etiam cooperaeores Dei fieri in salute animalium, et hoc (cæteris paribus) perfectius est, quia Deus similius, et quia priorum modum auxiliandi per actionem non exclusit. Unde Carthus. supra monet solitarios, non solum ut orent pro alius, sed etiam ut ad se venientes prudenter et servide ad Dei obsequium exhortentur. Et Richardus ibidem subdit, modum illum evandef proximos per solas orationes esse imperfectorum, quo exterior occupatio cito immutat et deficiet; significans, a perfectionibus viris majus auxilium postulare.

28. Ad defunctum humanæ fragilitatis responsum. — Ad alteram partem primum dicitur cum D. Thoma, opusc. 19, cap. 27, hic non considerari personarum imperfectionem, sed naturam et perfectionem status, cui particularium personarum imperfectio nocere non potest. Deinde dicitur, si hæc non speculative, sed practice ac moraliter considerentur, necessarium esse homini internum otium externa aliqua actione interrupere, et ideo optimum esse vitae genus, in quo utrique parti optimum otii, et negotii, seu actionis consignat; primo quidem ac per se proper majorem charitatis perfectionem procurans; secundario vero etiam in illa varietate infirmitati hominum propicians. Si ergo particulares personæ hac moderatione utrumque intendant, nihil a perfectione deflectent; si autem plus nuncio actione se tribuant ob tedium contemplationem, imperfectioni eorum, non ipsius status tribuendum id est.

29. Hæc sunt quæ in comparatione hæc presentis capitis in favorem utriusque partis afferrí possè videntur; in quibus sine subio graviora, et majoris ponderis sunt, quæ hanc postiorem partem a n. 8 huncisque persue- dent. Ut autem quod suum est unicumque partium, assenso imprimit, ex suo genere secundum esse contemplativum religionem, ab externis actionibus erga proximos, et ab omnibus consortio et conversazione separatum. Hoc probant rationes in favorem priorum sententiae a num. 2 adducunt. Faveat etiam nos Pontificium, permittentium transitum ab aliis religionibus etiam mistis, et in eo grade quan tumcumque perfectius, ad ordinem caritatus, ut, quæ pure contemplativa est, fundari enim videntur saltem in majori securitate illius status, quamvis multis existat etiam esse fundatos in majori perfectione vel artitudine, quos infra lib. 2, c. 4, referimus, tractando de illo ordine in particulari; neque enim necessarium non est. Tandem explicatur, quia in eo statu, ex vis ipsius minorum sunt occasiones peccedant, quæ magna ex parte ostentant ex communicazione cum hominibus. Unde ex hoc capite etiam est aptius ad crescendum in charitate et perfectione, quæ magis separata est ab exterioribus curis, majusque habetur otinum ad vacandum Deo, unde minoris labet etiam occasiones distractionis per sermonem, per sensum, et alia phantasmata.

30. Nihilominus assensu secundo, religionem mistam, quæ cum contemplatione intendit actionem circa spirituallem salutem proximarum, ex suo genere meliori et perfectiori esse. Hoc probant efficaciter fundamenta secundae sententiae, a num. 8 postea, et declaratur in hunc modum: quia in hoc statu sunt plures occasiones exercendi simul cum charitate plures et excellenter virtutes; et etiam commoditatis consequendae majorum in cognitionem, et exercendi altioris modo charitate ejus; sunt etiam plures occasiones sustinendi labores, vel patiendi male poterat ipsum. Unde excessus, qui consideratur in priorem statum, est solum (ut ita dixam) in causali per accidentes, removendo, scilicet, magis impedimenta; excessus autem hujus status est in causali per se, praebendo, scilicet, materialiam, et opera majoris meritum, et media sufficientia ad illa perfecte præstanda. Nec vero deest in hoc statu providentia sufficientias ad cavenda pericula; nam imprimit, licet non tollat omnes remotas et humanas occasiones, fugit tamen morales, et quæ prudenter providentia præveniri posset, et media etiam providet, quibus ordinantur etiam occasiones levium culpam, vel distractionem, quæ ex conversatione cum hominibus etiam religiosa frequentem orientur, vel supererunt, et vin-
CAP. VI. QUÆ RELIGIO SIT PERFECTIONE, ACTIVANE, AN CONTEMPLATIVA, ETC. 409

cantur, vel serio aliquo majori fructu compensentur.

31. Último asserto hanc comparationem solvum fieri ex genere, quantum est ex parte finis utiusque status; nam in particulari fieri potest ut religio pura contemplativa superet mixtam, si nec vel in fine ipso minus participet de contemplazione, quam ad exactam perfectionem necessarium est, vel media non habeat perfecto fini accommodata. Hoc facile intelligi potest, primo, ex vulgari comparatione virgutum, seu actum humorum, in qua constat aliquid, ex generis suo perfectius, posse in individuo vel in specie esse minus perfectum proprie materiae vel differentiam contrahentis conditionem. Secundo, ex rationibus factis a numero 2, pro priori sententia; nam contemplatio per se finis est perfectior quam actio; et hac ratione religio pura contemplativa prefertur pura activa; ergo, quamvis actioni miscetur contemplatio, potest mixtam tam imperfecta esse, ut etiam ex parte finis status ille mixtus minus perfectus sit; potest autem id contingere dupliciter, scilicet, vel quia actio ad opera tantum corporalis meretriciae pertinet, quae minus perfecta sunt, et magis animum ab interna contemplatione avocant; vel quia de usu et institutione vitae contemplativa medicum quid participat, de actione autem multum, unde facile fieri potest ut interior devotio et fervor spiritus impediat. Tertio, licet finis religionis perfectus sit, potest totus status deficie et excellcia perfectionis in proportione mediorum; nam, ut recte dixit D. Thom., 2, 2, questione centesima octogesima octava, articulo sexto, et opuscul. 49, contra impugnatres religionem, capite primo, excellcia religionis non consistit tantum in fine, sed etiam in mediis, quod etiam est per se manifestum, ex generali ratione moralis prudentiae, quia inordinatam est finem intendere per mediam non proportionata. Quod si media sint proportionata ad assequendum aliquo modo finem, non tamen ad consequendum perfecte et exacte, tum, licet finis in se valide perfectus sit, nihilominus in tali statu, et per talia media non intendatur totaliter (ut sic dicam), et ideo non significat illum statum adequate quantum ipse finis est, seu potest, sed quantum attingitur per talia media, et ideo ex proportione mediorum potest esse minus perfecti religio, que finem habet in se perfectior. Quod tamen est verum, comparando potius religionem mixtam ad contemplativam, quam comparando mixtas inter se, vel contemplativas etiam inter se; et ideo, licet in genere possint hae comparationes fieri sine periculo et offensione, in particulari cavendae sunt, tum propter vitandum offensionem; tum etiam quia difficile est singula media uniusculusque religiosis expendere, et cum aliis conferre.

32. Observatio pro metienda perfectionis religioae ex majori proportione mediorum ad eundem finem.—Unum tamem possumus hic generalem advertere, scilicet, in mediis duplicem bonitatem posses spectari: unam, quam habent ex propriis objectis, et quatenus sunt actus talium virtutum, temperantiae, poni tentiae, etc.; aliam, quam habent in ordine ad finem consequendum, que solet utilitas appellar. Supposita ergo majori perfectione finis, major etiam perfectio medio rum magis spectanda est sub hac posteriori consideratione, quam sub priori, quia perfectio rei consistit in consecutione finis; si ergo finis est perfectior, illa media, que juvand ad perfectius illum consequendum, magis ad perfectionem simpliciter juvant, etiam si ex propriis objectis tantam perfectionem non habeant, nam per illa perfectius attingitur talis finis. Unde si fuerint illi aequata, et quasi totaliter illum attingentia, erunt perfectissima, quidquid sit de alia bonitate, quam ex objecto habere possunt. Hinc paupertas est aptissimum medium ad perfectionem, etiam si ex objecto speciale honestatem forte non habeat; et intra latitudinem paupertatis major paupertas potest esse melior ad unum finem, et minor ad aliun; quod si finis fuerit perfectior, et minor paupertas ad illum fuerit utilior, illa magis conferet simpliciter ad majorem perfectionem. Idem prorsus est de austeritate vitae; est enim optimum medium ad perfectionem, tam propter honestatem intrinsicam, quam propter utilitatem ad extrinscecos fines, et interdum potest major austeritas esse utilior ad unum finem, et minor ad aliun; si tamen finis sit perfectior, illa austeritas erit simpliciter melior, que ad illum finem perfectius consequendum aptior fuerit, etiam si in se et circa suam materiam minor sit, propter rationem factam. In universum tamen loquendo, si ceteras sint paria in fine, et in proportione ut utilitate mediorum ad finem, illa religio perfectior erit, que majorem etiam vitæ austeritate observaverit, vel que habuerit media ad finem sese utilia, et ex objecto meiora,
LIB. I. DE VARIETATE RELIGIONUM IN GENERE.

quia nunc in aliquo superat, et in nullo superatur.

CAPUT VII.

UTRUM CONVENIENTER DIVIDATUR RELIGIO IN MONARCHORUM ET CLERICORUM.

1. *Partis negantis argumentum.—Ratio dubitandi est, quia vel illa duo membra distinguishuntur in solo habitu, vel in vitæ instituto. Primum non satis est, quia habitus non facit religionem; secundum non videtur habere locum, quia vel nomen clericis generaliter sumitur prout commune est personis eclesiasticis, etiam substantia vota religionis non habeat, et hoc modo, licet status clericorum possit dici religiosus, lata quadam significatone, non tamen propria, vel nunc loquimur. Vel nomen clericis sumitur pro illo, qui simul cum statu religioso clericae ordinem habet, et sic omnis religio monachorum est religio clericorum, quia in ea sunt plures religiosi clerici: imo illa est precausa pars cujuscumque religionis, et ad illum statum fere omnes religiosi tendunt; ergo non recte distinguuntur religio monachorum a religione clericorum.

2. *Assertio affirmativa.—* A quo tempore coeperint monachi communiter fieri cleri.— Nihilominus dicendum est primo, recte distincti religiosum statum in clericae et monasticæ; nam imprimit constat ex iure, et Patribus, plerisque religiosis propriissime monachos esse et appellari; hoc constat tum ex etymologia vocis monachus, qua solitudinem, atque adeo statum perfectionis indicat, c. De presentium, 46, q. 1, ubi per totam illam questionem varia jure et Patrum testimonium afferuntur, ex quibus constat monachorum statum, et vere religiosum esse, et distinctum non solum a communi cœtus fidelium, sed etiam a statu clericorum, adeo ut omni monachi ad clericorum munera et ordinationes regulariter non admittentur, sed solum ex speciali causa aut necessitate, c. *Si quis,* et c. *Si quern,* c. *Cum pro utilitate,* et c. *Ne pro,* 46, q. 1. Et idem constat ex Sircio Papa, epistol. 1, c. 9 et 13; et ex Hieronymo, epistol. 4 ad Rusticum, et in epistol. ad Joannem Hierosolymitanum, quae est Epiphani; et ex Palladio, in historia Lausiaca, c. 20, et 59; imo etiam ex Dionysio, c. ultimo, de Ecclesiastica hierarchia. Est etiam de hac re optimus Ambrosii locus, libro tertio, epistola vigesima quinta, ad Vercellam. Ecclesiam, post med., qui pro comparatione horum monachorum valde notandas est, et infra verba referam, in fine capitis. Quia status duravit longe usque ad tempora Gregorii, qui, lib. 4, epistol. 44, monachos promoveri ad ordinem post prefissa a sacrís canonicibus tempora statuti; et postea in Clementina 1, de Statu moaeh., § Ad ampliationem, specialiter statuim est, ut ad ampliationem divini cultus monachi et ad missionem Abbatis se faciant ad omnes ordinem sacros promoveri. Hoc vero quasi superadditum vel immutatum fuit in statu monachali; unde in Vita Pachomii, c. 25, apud Suriurn, 14 die Maii, reverter, non fuisset solutum sustinere inter eous aliquem, qui ordinationem suas consecutus, ad tollendam ambitionem, et consequenter lites ac dissensiones: Quomodo enim (inquit) minima ipsa scintilla, si in aere inciderit, nisi citio extinguatur, carpe perdit fructus totius anni, ut etiam principatus ambitio, vel clericatus opus, si inciderit in monachos, nec citio extinguatur, facile corrumpit universum laboris exercitationis.

3. *De Apostolis capit clericorum religio.— Consat deinde fuisset semper in Ecclesia statu aliquem religionem per se ac ex proprio instituto clericorum, id est, sub tribus consiliis ac votis perfectionis, destinatum ad propria clericorum ministeria, vel in divino cultu, et utiam in salute animarum procurans. Hunc enim fuisset Apostolorum statum, ex discursu hujus materie constat; ostendimus enim, tomo superiore, illis tris substantialia vota religionis emisses, non quidem ad monasticam vel eremitiaram vitam agendum, sed Apostolicam et clericae, ad quam profidens a Christo vocabantur, quod latius infra explicati sumus, tractando de religionis Societatis, lib. 4, c. 5. Unde merito dicere possumus primam religionem clericorum ab ipso Christo fuisset et institutam, et congregatam ac probatam. Satisque verissime est, religionem illum non permisse cum Apostolis, sed continua successione fuisset in eorum successoribus ac discipulis conservatam. Quod significavit Urbanus Papa, in cap. Scimus, 12, q. 1, ubi ait, vitam communem inter Christianos usque ad sua temporalis viguisse, presentem inter eos qui in sortem Domini sunt electi, id est, clericos; et idem colligitur ex c. De usu, c. Quia, c. Dictis dictis, cum aliis, eadem causa et questione; ubi inter alia Clemens 1, epistola 8, sic inquit: Communes vita omnibus necessaria est, et maxime his, qui Deo irrepre-
hensibilitatem militare cupiunt, et vitam Apostolorum orunque discipulorum imitari volunt. Unde in vita Augustini refert Possidonis, c. 3, factum presbyterum intra Ecclesiam mox instituisse monasterium, et cum Dei servis vere carpiisse secundum modum, et regulam sub sancti Apostoli constitutam. Atque ita multi sentiunt, clericorum, seu Canoniciorum regulorum ordinem non fuisse primum ab Augustino institutum, sed vel reformatum, vel in Africam deductum, et peculiari regula instructum, ut in sequenti libro, c. 8, iterum attingemus, et latius prosequitur Joannes Truillus, lib. 4 de ordine Canoniciorum regularii, c. 2 et 3; et attingit Navarrus, in Commentario 4, de Regular., n. 3 et sequentibus, ubi ex Pio IV probat religionem clericarum ab Apostolis fuisse institutam; quod etiam confirmat Benedictus XII, in praefatione ad Constitutiones Canoniciorum regulorum. De hac igitur re dubitari non potest, neque etiam est dubium de conservatione hujus status a temporibus Augustini usque nunc, quamvis sub magna varietate, ut postea, ciato c. 8 et 9, attingemus.

4. An usque ad tempora Augustini continue duraverit. — De tempore vero, et successione continua hujus status religiosi a temporibus Apostolorum usque ad Augustinum, non invento seriem historiam omnino certam, ut id affirmare possim; quamvis ex decresis Pontificis, quae retulit, verisimillimum sit, nonnquam hoc vitæ genus in Ecclesia et ejus clero desuisse. Ut enim bene in Ecclesia et ejus clero desuisse. Usque nonn pulchri soit notum, lib. 10 de Justitia, q. 4, art. 3, quamvis in initio Ecclesiae omnes clericis profiterentur vitam communem et religiosam, postea, crescente clericorum numero, non omnes illum statum aequant, ad quem non ex necessitate tenebantur, sed consilio invitari debebant, ut tandem sensit Augustinus, sermon. 2 de Communi vita clericorum, et habetur in c. Certe, 12, q. 1. Semper tamen observationem videtur, non ulla usque ad Augustinum, sed etiam usque ad Gregorium, ut a singulis Episcopis collegia aliquam clericorum instituerunt, qui communem et religiosam vitam observarent, ut patet ex responsionibus ad Augustinum, c. 4 et 2.

5. Prima conveniencia inter monachalem et clericalem religionem. — Secunda conveniencia. — Ex his ergo sati constat esse ac fuisse semper in Ecclesia dictos duos ordinis religiosorum,

eram non nisi consilium, sed etiam usque ad Augustinum, c. 4 et 2.

1 Vide Augustinum Ticinensem, Propugnaculo Canonici ordinis, p. 4, c. 4.

clericalem, scilicet et monachalem. Necessarium autem est ut prorom inter eos differentiam explicemus, ad quod necesse est ea, quibus conveniunt, supponere. Sunt enim inimici ea omnia, que ad substantiam religiosi status pertinent, aliqui qui veri religiosi non essent, quod est manifeste falsum, ut constat non solum ex eorum institutis, sed etiam ex communi jure, ut patet ex c. Quod Dei timorem, de Statu monachorum; ubi Innocentius III inquit, regulares Canonicos a monachorum sanctorum consortio non reputari sejunctos; quod easdem rationem et veritatem habet in omnibus clericis regularibus; et idem habet Nicolaus Papa, c. Praeceptum, 20, q. 3, et res ipsa seu conveniencia in votis constat ex cap. Omnis in Ecclesiis, de Majoritate et obediencia, et ex c. Super, et c. Omnis ad monasterium, de Statu monachorum. Conveniunt deinde in multis accidentalibus conditionibus religiosis, ut, verbi gratia, in vita communi; et in ordinaria institutione et observantia vitae religiosae, justam modum unicuique statui accommodatum; et sic dixit D. Thomas, opuscul. 19, cap. 2, Canonicos regularum et monachorum ad paria censeri in his, que sunt communia omni religioni, ut sunt vivere sine propria, abstinere a negotiationibus et officiis secularibus. Praeterea, si in communi loquamur, possunt tam monachi, quam clerici religiosi, convenire in aliquo fine et scopo talis status; nam utrique possunt intendere vitam pure contemplativam, ut notavit D. Thom. 2, 2, questioned centesima octogesima nona, art. 7, ad secundum, et consequenter possunt etiam in multis mediis convenire, ut in exercitio orationis ac psalmode; et hoc modo sunt nunc in Ecclesia religiones contemplative, non tantum monachorum, sed etiam clericorum.

6. Prima differentia inter easdem religiones ex finibus. — Prima ergo differentia inter hos duos status esse videtur, quod religio clericorum per se ordinatur ad ea, que aguntur in divinis ministeriis, non autem religio monachorum, quam insinuavit D. Thom. in dicta solutione, ad 2; et rationem reddid, quia prior est per se religio clericorum, ad quos spectant ea, que pertinent ad divina ministeria; ad religionem autem monachorum per se non competit, ut sint clerici, ut habetur in decretis, 16, q. 4. Qua differentia assignatur a D. Thom. inter has religiones, etiam ut profestetur vitam pure contemplativam: extendit tamen potest ad easdem, si participant vitam acti- vam; nam religio per se ordinari potest ad
ministeria spiritualia, quae circa proximos exercerant, et sunt etiam clericorum propria; et ideo talis religio dicit potest per se et ex vi sui fines esse clericorum, non autem monachorum, cum per se clericis non sint, quod significavit idem D. Thomas, opusc. 19, part. 2, cap. 2, dicens, dato, quod monachus docere non liceat (sliciebit per se et doctrina praedicationis), non sequitur, quod Canonici regularibus non liceat docere, cum Canonicici regulares inter clericos computantur, juxta Augustinum in sermone de communi vita clericorum. Non repugnat autem quod religio monachorum ad hos fines extendatur, ut eisdem locis docet D. Thomas, et ex dicendis sectione sequent. constabit, sed differentia quasi formaliter constituitur, tam ex parte finis primario intenti, quam ex parte conditionis per se requisita in ipsius personis, sliciebat, status religiosi.

7. Secunda differentia ex medie. — Et ex hac differentia in fine sequitur secunda differentia in medie, quae semper esse debent fini accommodata; nam monachorum status, siuit per se non requirit clericatum, et proprias actiones ejus, ita neque illa studio, quae ad tales actiones clericales probe exercendas necessaria sunt, quibus tamen maxime indigent clericis regulares, non minus quam seculares, proportione servata ad suum finem. Nam religioni clericorum, quae per se solum vacet contemplationi, et divino cultui in sacris mysteriis, minus sunt necessaria studia, per se loquendo, quam religioni clericorum, quae ad spirituales actionem circa proximos per se ordinatur.

8. Tertia differentia, ex habitu. — Hinc etiam differunt tertiio in habitu; nam religiosi, qui clericale munus per se profitterent, clericalem etiam habitum aliquo modo retinere debent, ut habitus eum statu et vita concordet; monachi vero peculiarem habitum, seu cuculam (hac eum omnibus communis est) sortiuntur. Et ita in Canonici regularibus servatum semperuisse colligitur, ex cap. Mandanus, 19, quest. 3, ubi cucula distinguishat ab habitu Canonicici regularis, et ita observari videmus in Hispania presertim; nam in Italia, aliqui eorum dicuntur clericalem habitum in monachalem transmamse, ut videri potest in Trullo, lib. primo, cap. vigesimo nono, numero decimo. Idem vero observant aliae religiones clericorum, ut Societas Jesu, et ordo clericorum, qui Theatini vocantur, et alii, de quibus infra fiet mentio.

9. Quarta differentia ab austeritatis corpore. — Et hinc oritur quartum discernin, nihilum, ut vita monachorum regulariter, in ex suo genere austerior sit, quam regularum clericorum, in his quae pertinent ad corporis trac tionem, ut sunt victus, vestitus, lems, et simil. Hoe etiam constat ex praxi, et comparando Canonicos regulares (cum profetibus regulam S. Benedicti, id affirmat Bernardus, epist. 3. Et generalitas ratio esse potest, quia hoc genus vitae debet esse proportionem, et exteriori habitui, et alii personis clericalem statum, qui per se etiam sanctus et religiosus est, profetibus. Unde D. Thomas, in dicto opusc. 14, tanquam differentiam certam inter Canonicos regulares et monacho supponit, quod Canonici non tenentur abstiner a lineis indumentis, a quibus monachi abstinerem tenentur. Similiter nascitur eum prohibetur monachi, in cap. Ad monasterium, qui non prohibet clerici regularis aliqua jure, nec per Augustini regulam, nec per eorum constitutiones, communiter loqua de ordinibus clericorum, quantum nobis constare potuit. Et ob hanc rem putat aliqui dictum esse ab Innocentio III, in d. cap. Quod Dei timorem, regulares Canonicos sub laxi regula militare, sliciebat quantum ad jejunium, indumenta, et alia corporis austeritates, non vero quod spiritualia actiones, et opera perfectionis, Ado vero non operntur dictum illo. Innocentii extendere ad omnes religiones clericorum; nam Innocentius tanum locutus est de regula, et modo vivendi Canonicos regularium, quae suum tempore vigebat; status autem clericorum regularium, ut sic, non postulat necessario laxam, vel laxi regula regular, etiam in austeritatis corporis, quantum ad finem suum expediens fuerit.

10. Quinta differentia, ex nominibus. — Tandum ex his differentiis, quae ad rem aliquo modo spectant, orata est in nominibus diversitas. Nam nomen monachorum, juxta frequentiorem usum, non tribuitur clericis regularibus, et consequenter nec nomen fratum, quod vulgo monachs accommodatum est, quia, secundum primaeum jus, et institutionem, monachi a clericis confindicabantur, 16, q. 1, per multa capita, et ideo ubi jur. presertim odiosa, comprehendere volunt omnes religiosos, vel non loquantur de monachis, aut clericis, vel Canonicis regularibus, sed simpliciter de regularibus, ut Conoilo Tridinium, sess. 23, cap. 1, de Regular, et sequentibus, quae vox universalis est; vel utra-
que in specie nominant, ut in Clement. 1, de Statu Monach. ibi: Monachos vel Canonicos regulares; et cap. Cun. singula, de Præbend., in 6, ibi: Ne aliqui monachi, vel religiosi alii, etc. Dixit autem praesertim in iudicia, quia in favorabilibus, vel in his qua se solutum respiciant substantiam, vel decentiam status resipiunt substantiam, ampliari solet nomen monachorum, ut comprehenderat etiam clericos regulares, ut constat ex cap. 8a parte, de Postulando, et indicatur in cap. Post translaticum, de Renunciat., et notarunt Glossa, Panormitanus et alii, super hæc iura; et Navarrus, Comment. 3, de Regular., num. 4 et 41; Augustinus Ticinensis, in Propugnaculo Canonici ordinis, 4 part., cap. 42, et Joan. Trull., in ordine Canoniciorum regularium, lib. 1, cap. 29.

11. Conclusivum institutus de distinctione, et suæficientiae membrorum data divisionis. — Atque ex his satis constat quæ sit differentia inter illa duo membra, tam in re quam in nomine. Constat etiam divisionis suæficientia; necesse est enim omneum religionem per se ordinari aut ad ministeria clericorum, aut contentam esse operibis, et modo vivendi laicis accommodato, neque inter hæc duo potest inveniri medium; ergo cum illa membra per hos fines distinguantur, suæficienter exhauriunt divisionum. Posset autem aliquem tertium membrum excogitare religionis mixtæ, et participantes utrumque fines, seu utraque opera; sed non oportet nobis uti nominibus præter communem usum; nam omnes religiones, quæ cogitari possunt mixtæ illo modo, appellacione monachorum veniunt, ut ex sequentibus capite constat.

12. Comparatio utriusque membris quaod antiquitatem. — Superest ut de comparatione honorum membrorum paucà dicamus; possunt autem in antiquitate vel in perfectione comparari. De priori comparatione jam dictum est, verisimile videri esse æqualum quaod originem; nam initio Ecclesiae utriusque suæficiens indicia et vestigia inveniuntur. Quod si in hoc aliqua eamtum preferenda, plane illa est religion clericorum, quia certius est collegium Apostolicum fuisses religiosam quamdam communitatem, quam quod viventibus Apostolis monachats incepit; nam primum ex Evangelio et ex Patrum traditione constat; secundum autem, licet ex Dionysio, Philone, Eusebio, et aliis antiquis historicis fuisse suæficienter üile dignum, non tamen eoque certum. Est autem eodem modo certissimum, collegium illud Apostolicum constituisse religionem clericorum, non monachorum, quia fuit ille status per se primo ordinatus ad clericorum ministeria, ut supra tactum est, et tractando de Societate magis explicabitur.

13. Objectio pro antiquitate monachatus. — Diligitur, si primitiva Ecclesiae suæficiens pro populo conditissima a clero. — Deinde si suæficiens pro aggregato ex utroque. — Denique si suæficiens pro Apostolis ante et post sacerdotiwm. — Ad locum Bernardi. — Quod si quis dicit totam Ecclesiam in suo initio fuisse velut quodam monachalom religionem, quando, scilicet, omnem fidem habebant omnia communia; ita enim de illo status Saneti loquuntur, ut patet ex Chrysostomo, lib. 3 contra vituperares vitae monasticæ; et Isidoro, lib. 2 de Officis ecclesiasticis, cap. 15, et aliis supra citatis, propter quod dixisse videtur Bernardus, Apologia ad Guillelum Abbatem, versus finem, suum ordinem, id est, monasticum, primum in Ecclesia fuisse, imb, a quo copit Ecclesia. Respondendum est, Ecclesiam primitivam, ut conditissimam ab Apostolis; seu a clero, et ut constantem ex fidelibus laicis, licet habuerit quamdam formam monachalem, vel secundum se totam, vel pro magna parte, nihilominus illam ortam fuisse a religione clericorum, scilicet Apostolorum. Si vero consideremus illam Ecclesiam ut unum corpus constans ex Apostolis, et aliis fidelibus, sic fuit veluti una perfecta religion, eminenter ac formaliter complectens clericos et laicos; semper tamen prima ac precipua pars ejus fuit religio clericorum. Quod si in ipsium Apostolis considerrare quis velit, prius fuisse religiosos professos quam clericos, nam verissimillius est tria vota emisisse vivente Christo, et in manibus ejus ante passionem, ut ex Augustino, Thoma, et aliis Patribus in principio hujus materie, tomo precedenti, tractavimus, et moderni auctores graviores frequentissim sequuntur; clerici autem facti non sunt usque ad noctem Coœae, quantum ex Evangelio colligitur, et ex Concilio Tridentino, sess. 22, canon. 2. Nihilominus respondemus, a principio religiosum illum statum fuisse clericalem; nam fuit institutus et ordinatus ad finem praedicti Evangelium, et exercendi alias actiones hierarchicas et sacerdotales; sicut modo professio Canoniciorum regularium, etiamsi a multis fiat ante susceptum aliquem ordinem, semper est clericalis professio potius quam monachalis. Unde eum Bernardus dicit suum ordinem fuisse proprium, vel in quo copit Ecclesia, intelligi debet de suo ordine, non ut monachali, et conditissimo a
LIB. I. DE VARIETATE RELIGIONUM IN GENERE.

clericali, sed secundum communem rationem status perfectionis; nam de monastico ordine in specie, proprietate sumpto potius dictur in Concilio Meldensi, c. 9, fuisset ab Apostolis fundatum, seu a nominatis ac sanctissimis Patribus excultum; et in Concilio Coloniensi, sub Hermano, tit. de Vita monastica, c. 4, dicitur, vitam monasticam, non multo post Apostolica tempora copiisse, quod pie interpretandum est, id est, non multo post initium predicationis Apostolorum.

14. Probabile est monachatum, ex quo incepit, nunquam fuisset interruptum. — An vero uterque status, ex quo incepit in Apostolis, vel per Apostolos, continua successionis sine interruptione duraverit, non ita certum est, quamvis de utroque id sit longe probabilius; nam de monachatu clarum est, a temporibus Antonii usque ad Basilium, et a Basilio usque ad Augustinum, et ab Augustino usque ad Benedictum, et a Benedicto usque ad nostra tempora in Ecclesia non defuisse. Paulo autem superius ostendi, in c. 2, etiam ante Antonium fuisset monachos, et Dionysium Areopagita monachorum quoque mentionem fecisse; inter Dionysium autem et Antonium vix fluxerunt anni ducenti quinquaginta, et fere in medio temporum illorum invenimus Dionysium, unicum hujus nominis Pontificem, fuisset monachus; ergo verissimum est in illis paucis annis non fuisset interruptum monachatum.

15. Religio clericorum ab Augustino hunc quem interruptum non est. — De religione autem clericorum imprimis est constans, ab etate D. Augustini nunquam in Ecclesia defuisse, saltem in religione Canoniciornum regularium, ut ex perpetuo traditione et antiquis historis constat. Nam quod Augustinus clericorum religionem vel instituerit, vel restauraverit, receptissimum est ex Possidio, in Vita Augustini, et ex codem Augustino, in sermon. de communi vita clericorum, et ex aliis, quae infra, lib. 2, c. 8, referemus, et ab eo tempore nunquam religionem illam fuisset omnino extinctam, constat, quia sicut nunc durat, ita in toto superiore tempore inventur ejus memoria, neque aliqui legantur alii ejus initium post Augustinum.

16. Quia a tempore Apostolorum usque ad Augustinum. — De tempore vero intermedium ab Apostolis usque ad Augustinum, omnes etiam pro comperto habent, clericorum ordinem Apostolorum tempore fuisse in clero dilatatum, et a Clemente Romae, a Jacobo Hie-
nempe divinum cultum in supremitis mysteriis, et ad salutem animarum, quantum est ex vi talis generis. Unus explicatur secundo, quia in moralibus illud dicitur esse perfectius ex genere, quod sumptum in supremo gradu illius generis excedit supremum alterius. Ita vero est in presenti, nam suprema religio clericorum perfectior fuit omni religione monachorum; talis enim fuit status religiousus, quem professi sunt Apostoli, ut ostendimus; constat autem Apostolos non solum in personale gratia et perfectione, nec solum in statu Episcopali, sed etiam in religioso statu perfectionis habuisse primitias Spiritus et perfectionis. Denique ostendimus quidam mixtam ex contemplativa et activa esse perfectiorem quamcumque simplici ex genere suo; ostendimus etiam mixtionem illam tanto esse perfectiorem, quanta ex utroque illo genere vitae id quod perfectius est participat; hoc autem totum inventur in hoc statu ex vi sui generis; ergo. Dices etiam posse inveniri in religione monachorum, que sit mixta; sicut etiam e contrario potest esse religio clericorum, quam non sit mixta, sed simplex. Respondet, ex superioris dictis, monachatus ut sic non convenirem perfectionem illam in eo gradu; quod si aliquando participat aliquid de illo, est tantum secundum quid et secundario, ut explicabimus capite sequenti; et hoc satis est ut status clericorum regularem ex suo genero perfectior dicatur. Confirmatum egregio regulationem hanc verba Ambrosii, libro tertio, epis- tola vigesima quinta, ad Verecellenses, § Hos secutus Eusebii: Hac duo, inquit, in attentiones Christianorum devotiones praeitarentur esse quos ambigit, clericorum officia, et monachorum institutum. Ista ad comitatem et moralitatem disciplinae, illa ad abstinentiam assidue, atque patientiam. Hoc velut in quodam theatro, illa in secreto; spectatur ista, illa absconditur; ideo bonus athleta ait: Spectaculum facti est mundus et Angeli, dignus sanae spectatur ab Angeli, dum luctatur, ut ad Christi brachium penvertit, cum certaret, ut in terris vitam Angelorum instituerit, in colo nequitiam Angelorum refugerint, collectabatur enim nequitia spiritualibus. Merito mundus eum spectabat, ut mundus inimitaretur. Hac ergo olla in studio, illa in spelunca; hac adversus confessionem seculi, illa adversus carnis appetitiam; hac subjiciens, illa refugiendo corporis voluptates; hac gratior, illa tutior; hac seipsum regens, illa semetipsum coecens: utraque tamen se abregans, ut fat Christi, quia

perfectius dictum est: Qui vult venire post me, abnegat semetipsum. Et infra: Hac ergo dicitur, illa vero se removit. Hac illocobras vincit, illa refugit. Huic mundus triumphatur, illi exultat; huic mundus crucifixitur, vel ipsa mundo, illi ignoratur; huic pluris sensimens, et ideo major victoria, illi infrequentes lopeus, facilius custodia.

CAPUT VIII.

UTRUM MONACHORUM RELIGIO RECTA ET SUFFICIENTE DIVINDATUR IN MENDICANTEM ET PURE MONACHALEM.

1. Expositur quastio. — Constat ex usu Ecclesiae, monachi nomen dupliciter accipi, pro genere, scilicet, et pro specie, seu membrum contento sub latiori significatu. Priori modo comprehendit omnes religiosos fratres, quae- nus eos a clericis regularibus distinctum episcoporum praecepienti, quos non possimus generati melius describere, quam per professionem religiosam sub habitu monachali. Stricte vero dicuntur monachi, quos vulgo monges appellamus, et sic distinguo solent monachi simpliciter dici, a monachis mendicantibus. Sic ergo recte dividitur monachorum status in pure monachalem et mendicantem, quorum statu- tum differentia explicanda a nobis est. Ut autem in hoc certum aliqua dicerem possimus, magis est usus et status Ecclesiae consideran- dus, quam sola rei natura, vel possibilis institutum. Nam, loquendo hoc modo de possibili, nulla fere proprietas considerari potest in uno istorum statuum, que non sit possibilis in alio, quamvis de facto in eis distinguantur, et presentim in modo paupertatis, a quo mendici- cantum nomen sumptum est.

2. Differentia inter mendicantes et monachos presse, ex fine. — Primo ergo ac praecludente videntur distinguendi huic quo statu ex fine; nam status monachalis stricte sumptus (sic enim de illo nunc semper loquemur) contemplativus est, et simplex de se in illo ordine, quod patet inductione in praeceptis ordinibus monachor- rum, Carthusiensibus, Benedictinis, Cisterciensi- sibus, Camaldulensibus, etc. Hoc enim fuit primum monachorum institutum, ut supra dic- tum est, et sumitur ex 16, q. 1, per totam, et ex c. Nonquam, de Consecrat., d. 5; idque monachi, qui hoc institutum simplex et purum conservavint, monachorum nomen, quasi per antiquos, retinuuerunt. At vero monachi mendicantes non se praeferunt sta-
4. Expositio diploma differenter. — Dixi autem mendicantes ex vi sui instituti ampliasti paupertatem in communi, quia de facto non omnem mendicantem hoc observant, sed non nulla habent bona stabilia, ut constat ex usu, et ex constitutione Pii V. Dum ad ubera, quod est 14 et aperte ex Concilio Tridentino, sess. 25, cap. 3, de Regular. Tamen ad priam rationem religionis mendicantis videtur necessarium, ut saltatem in sua prima institutione hoc paupertatis genus amplia fuerit, ut colligat ex c. 1, § Conformatos, de Religionis dominibus, in 6, ibi: Quibus ad congruam sustentationem redditis aut possessiones habere professio sive regula quamlibet interdicitum, sed per quasdam publicum tribuere victum sub incerta mendicatis; ubi etiam signifit, mendicantium nomen inde accepimus esse.

Unde Pius V. in Bulla, qua declarat Societatem esse religionem mendicantium, rationem reddimit, quippe quae ex eis instituto, et constitutionibus Apostolica succurrerit confirmatus, bona stabilia possidere neguit, sed incerta eiusmosynia, fideliqume largitionibus et subventionibus vicit. Indicat ergo hanc esse proprietatem et necessarium conditionem ad religiones mendicantes dicuntur esse incapablem stabilium honorem ex testamento, vel alio similis modo, ut in superiores visum est. Quedam etiam religiones dicuntur esse mendicantes ex vi sui regulae, ut religio Minorum; alii non ex vi regulae, sed ex constitutione, ut de Praedicatoribus loquentur Panormitanus, Decius, et alii, in c. Ad nostram, de Appellationibus, et ad comprehendendum utrumque membro non sumus locuti de regulae, sed de instituto, quod omnia comprehendit. Quod etiam addimus est, ut exclamamus factum, seu actualem observationem; nam, licet aliqua religio, ex privilegio Apostolico, de facto non mendiciet, nec servet hoc paupertatis genos, nihilominus, si ex fundamenta sua illum profitebatur, sub eo gradum, et ordine religionum comprehenditur. Unde, in c. 1 de Statu regularium, in 6, § Sanet, supponitur posse etiam monasteria ordinum mendicantium habere proprium bonum et convenient, quod notavit Lupus, allegatione 4; Felinus, in c. In praeventia, de Probatione, n. 53; Caldeinus, consilio dico septimo; tit. de Regularibus; Baldus, in dicto cap. Ad nostram, de Appellationibus; Francus, et Germania, in dicto § Confirmatus; Quintilianus Mandosius, in regulis Cancellariae, reuml.
CAP. VIII. AN RECTE DIVIDATUR RELIGIO MONACHALIS SIMPLICITER, ETC. 477

vigesima tertia, quest. tertia et quarta; Julius Clarus, lib. 3, § Testamentum, uum. vigesimo nono.

3. Observatione bipartita circa duas traditas differentias. — Ex his vero intelligi potest neutram ex his differentiis esse omnino proprium monachorum, neque inter se esse necessario conjunctas. Primum patet, quia in religione clericorum potest etiam mendicacias reperiri, ut de Societate Jesu diximus, ex declaratione et approbatione Sedis Apostolicae, et in eadem invenitur altera proprietate vitae mixtae, quam non omisit Pius V, subjungens: Tum quia non minus quam cateri mendicantes in ecellendu vinae Domini assidus laborant, fructuque ingentes, et sanctiervos producunt, ac propereae eadem privilegia, Indulgia et gratias, fraternitates mendicantis haciusm aconcessis, misit, frui, poti et gaudere merito possunt. Qua quid autem etiam posit religio clericorum non profitteri mendicatam, neque actionem ex ui sui instituti, in canoniciis regularibus manifestum est. Ut ergo ille due proprietates constituant religionem monachorum, supponendum est genus ipsum cum differentiis, quae ex ui illius provenient. Et ita praebens divisione etiam de religione clericorum datur esse; non enim inconvenientibus est, presentium in his rebus moribus, ut genera inter se subalternata inter se per eadem differentias dividi possint, quamvis semper, prout diverso generi accommodatur, habent etiam inter se aliquam diversitatem, ut de hismet differentiis seu proprietatibus constat inferius, l. 2, de singulis religionibus in specie tractando.

4. Atque eadem ratione constat, paupertatem in communi, et mendicitatem non esse de se nec necessario conjunctam cum actione sui vita mixta; nihil enim repugnat religionem pure contemplatvum profiteri paupertatem in communi, imo et mendicitatem; nam ex sola naturae rei non est repugnantis, neque jure aliquo est prohibitus; imo, aliqui ex Carmelitarum ordine, ut infra, lib. 2, n. 10, dicam, contendunt institutum sumum esse pure contemplativum, licet illa sit una ex antiquioribus religionibus mendicantibus. Quaquam verius sit religionem illam, quo tempore contemplationem tantum professa est, non fuisse mendicantem, et ex quo mendicantis anumerata est, mutasse etiam aliquo modo sumum institutum, et finem, et contemplationem actionem adjunxisse. Unde, licet de posibili verum sit, illa duo non repugnare simul conjungi, tamen ex consuetudine Ecclesiae, ut supra dixi,

477

barn, n. 2, religiones mendicantes mixtas sunt, et in vinae Domini laborant, ut dixit Pius V, in Bulla Societatis supra citata, et congruentia, supra, n. 3, data est, quia religioni solitariae et separate non ita est proportionata mendicatam. Facilius autem posset e converso dari religio mixta, et inserviens proximis, et non mendicans, ut inter fratres videntur esse ordo S. Maries a Mercede, et ordo Sanctissimae Trinitatis, et similis, de quibus infra, libro sequentem; nam, licet hujusmodi religiones interdum mendicent ob necessitatem vel humilitatem, mendicantes non sunt, quia ex vi proprii instituti non coguntur mendicare, aut stabilia bona non habere.

7. Objectio, non sideri adeoquonquam divisionem presentem capit. — Hinc vero nascitur dubium de sufficientia dicte divisionis; nam ex dictis sequitur dari in Ecclesiae aliquas religiones fratrum seu monachorum generalis appellatione, quae nec mendicantes sunt, nec monachales specialis appellatione. Respondendum verum esse, divisionem in rigore non esse adequate, non solum spectando varietatem possibilem religionum, sed etiam praxim et usum; data est ergo illa divisione de praecipuis generibus religionum, et quae in universali Ecclesia magis vigent. Sunt ergo alii ordines fratrum, qui ex proprio instituto non profiterur paupertatem in communi, et ex hoc capite mendicantes non sunt, neque etiam ad finem contemplationis sunt instituti, sed ad aliquam actionem, et ex hac parte deficiunt a propria et specifica ratione monachorum. Et ordinari et frequentius videntur instituti ad actions misericordiae corporales, ut sunt captivorum redeemptionem, peregrinorum susceptor, etc.; quamvis etiam possint ad actions spirituales instituti, et non esse mendicantes, ut dixi.

8. Aliu difficultas ex dicta divisione oritur, nam sequitur unam et easdem religionem non posse successu temporis prius esse monasticam, et postea mendicantem, vel e converso, quod videtur falsum. Sequela patet, quia si de ratione religionis mendicantis est, ut ex vi sui instituti non possit habere redditos, ergo non potest eadem religio nunc esse mendicans, et postea non esse, vel e converso, quia si mutat institutum, non est eadem religio. Si autem idem institutum retinet, non potest ex vi illius illas veluti contradicitorias proprietates diversis temporibus admittere. Minor autem patet in religionibus S. Augustini et Carmeliti, de quibus infra, lib. 2, ostendemus prius fuisse purp monachales, posita transisse in
mendicantes. Imo etiam religio Predicatorem, ut in eorum gestis referatur, in sui initio bona immobilia possedit, ac proinde mendicans non fuit; non multo vero post, vivente S. Dominico, in primo capitulo generali Bononis coaco, constitutionem fecerunt de servanda in communibus paupertate, et immobilibus bonis, quae tunc habebant, reunitiarent.

0. Unde alia interrogatio insurget, cur, facta tali constitutione, cepit esse religio mendicantis, quae non erat, et tamen, revocata illa constitutione, prout in alio capitolo generali, de facto revocata fuit, et privilegei Sixtii IV confirmata, ut prædicti auctores referunt, cur, inquam, per præriorum professionem ex non mendicante facta sit mendicans, et per posteriorum non desirer esse mendicans, quod est rationem petere illius communis sententiae, quam supra, n. 4, posuimus, ad religionem mendicantem sufficer, habuisse ex constitutione illam paupertatem, quamvis jam non habeat.

10. Ad præriorum partem respondeo, in his rebus moralibus, ut continue durare censeantur, non esse queredendum tantam unitatem et immutabilitatem, quanta in naturalibus rebus inventur. Una enim et eadem Ecclesia (ut Patres loquuntur) censetur fuisset a principio mundi usque nunc, quamvis in modo unionis et gubernationis magna diversis temporibus admisserit varietatem; ergo similiter esse poterit una et eadem religio, quamvis illas mutationes successu temporum accipiat. Ratio vero est, quia in his rebus ad unitatem potissime consideratur continued successus personarum vel vinculo substanciali, pro ratione talis status inter se unitarum in ordine ad hunc finem, ut in Ecclesia est unio vera fideli in ordine ad eamdem besitutinem acquirendum, et in unaqueque religiones est unio per talia vota, tal modo, seu modo, seu secundum talen regulam, vel constitutiones, emissa in ordine ad talen finem. Quod ergo in una vel altera constitutione fiat aliqua mutatio etiam in materia paupertatis non tollit identitatem religionis, sed mutatione illa accidentalis censetur. Reete autem inde colligitur, divisionem illam religionis in mendicantem et non mendicantem, non esse per differentias quasi substantiales in talia genere, num possunt eidem religioni pro diversis temporibus et statibus convenire; adjunctis autem alii circumstantiis, faciunt diversitatem in religionibus, maxime secundum præsentem Ecclesiam usum.

11. Ad alteram partem respondetur, religionem Predicatorem, verbi gratia, præsum propitieretur paupertatem in communi, nihil aliud defuisse ad rationem religionis mendicantis; et ideo addita per constitutiones illa proprietate, proprie ac perfecte cepit esse una ex mendicantibus. Cur autem postquam illam constitutionem mutavit, non desit esse mendicans, ratio reddi solet, quia privilegium aferens unum non auffert alium necessarie, juxta leg. Si domus, st. de Servitutibus urbanorum prædiorum, et c. Haec quare, st. de Auctoritate et usus paller, et c. Pastorale, de Privilegiis; ita respondet Lupus, allegat. 4. Est tamen difficilis responsio, quia religionem aliquam esse vel non esse mendicantem, non consistit in privilegiis, sed in substantia, ut sic dicam, vel professione ac legibus talis religiosis; privilegia enim, quia dantur mendicantibus, non facient illas mendicantes, sed supplenent; ergo si auffert intrinsecus condiario necessaria ad religionem mendicantem, etiamsi alia privilegia non afferantur, non est mendicans, vel certe solo nomine et privilegiis consortio talis poterit appellari; vel dicemus fieri quamdam ampliationem (ut ita dico) illius vocis, scilicet ut religio, quae mel fuit mendicans, talis semper appellaret in ordine ad usum privilegiorum, etiamsi non talis sit; ita ut mendicanis nominetur, quæ est vel fuit mendicans; quod tamen non videtur satisfacere, nam hoc nihil aliud videtur esse, quam concedere de facto talium religiosis non esse mendicantem secundum præsentem statum.

12. Et ideo addendum videtur, semper tale religionem existimari secundum num primevam institutionem, nam aliud solum est pourrius per modum cujusdam dispensationis, non propter relaxationem religionis, nec mutationem in statum minus perfectum, sed quia propter iniquitatem, vel incommoditatem temporum id judicatum est expedire hoc tempore ad majorem perfectionem in tali instituto conservandum. Unde, quamvis ex dispensatione hoc liceat, nunquam est alium sed potius magis consentaneum tali instituto paupertatem in communi servare, ubi commodum fieri possit; et similiter est consensum tali statui mendicitatem exercere quoties opportuerit, et hoc satis est ut secundum præsentem statum talis religionis vere ac proprie mendicans sit.

13. Suddicicio religionis mendicantis. — Atque ex his expeditur aliud dubium, qua-
CAP. VIII. AN RECTE DIVIDATUR RELIGIO MONACHALIS SIMPLICITER, ETC.


Que ingentes et salutiferos producant, ac pro piaerea iudexum privilegii, Indultus, e o.

14. Societas Jesu propria est mendicans. — Unde, quod dubitari solet, an minores ordinis mendicantes tam vere ac proprie mendicantes sint, sicut antiquiores, in Societate nullam questionem habet; nam, ut infra, tractatu sequenti, videbimus, non solum ex constitutionibus, sed etiam ex primume regula, Pontifici Paulo III, in principio, presentata, et ab eodem approbata, hoc genus paupertatis profiteetur et solemni voto promittit, et, quod in ea singularis est, alio speciali voto confirmat, quod sui professores faciunt, nunquam consentiendae, quantum in ipsis est, ut haec paupertas minuat. Quocirca Societas non tunc cepit esse mendicans, quando a Pio V favorem illum accepit, sed cum primum in suo instituto approbata fuit. Ut enim religio aliqua sit mendicans in sua substantia (ut sic dicam), solum requirit ut in ejus instituto approbato paupertas et mendicatas includatur, ut in Societate inventur; subsequens vero approbatio, quae in specie fit, magis est quodam solennem et expressa declaratio illius proprietatis, et quasi specifica differentiae talis religionis, Unde quod usum esse non ideo Societas est una ex mendicantibus religionibus, quia Pius V ita declaravit, sed quia ipsa talis erat, ideo Pius V ita esset esse declaravit, simulque dignum esse ut omnia mendicantium privilegia ei concederentur, quod magna ex parte factum jam erat, et ipse complevit.

15. Quid de alius ordinibus dictis etiam mendicantibus. — De alii vero novis ordinibus fratrum mendicantium plenum judicium forre non possium, quia de earum institutis, de modo profiteati paupertatem mihi non satis constat. Et ad veram religionem mendicantium, non satis est actu mendicoare, nisi ex vi instituti a Sede Apostolica approbati talis paupertas observetur, vel saltam observanda sit, scelus aliquo dispensationis genere, ut diximus a n. 11. De illis autem religionibus solum dictur in predictis bullis, quod mendicant; an vero hoc sit ex vi instituti, vel saltam ita sit consuetudine approbata et confirmata praescriptum, quae pro regula habebatur, ibi non dictur. Neque etiam ad veram religionem mendicantem in rigore sufficit gaudere omnibus privilegiis mendicantium, sicut non sufficit ad veritatem religionis gaudere privilegiis religiosorum, nisi res ipsa et substantia supponatur. Quia vero Pius V, in dictis bullis, non tantum dat privilegia et nomen, sed etiam
addit, Ipsos (vide liect ordines) vero mendican-
tes esse, et sub mendicantium ordinibus esse, et
comprehendi debeo, ideo credendum est eos, vel
ex vi suarum institutionum habuisse hanc
paupertatem, vel certe ex tunc approbatos et
confirmatosuisse ad iliam mendicatatem profi-
tendam.
16. Varietas ordinum non mendicantium.—
Religi eroti ete dominii, extra predictos, mendica-
tantes non sunt; inter eos vero, ut dixi, qui-
dam sunt proprii monachi, secundum specia-
lem appellationem. Alii vero nec mendicantes
sunt, nec proprii monachi, sed activi, vel Cru-
cigeri possunt appellari. Monachorum subin-
de variis sunt ordinis, seu religiones, ex quibus
antiquior est D. Basilii, sub qua omnes mon-
chos comprehendimus; in Occidente vero pri-
num locum tenet religio S. Benedicti. Nam,
licit fortasse prius D. Augustinum religionem
monachorum instituerit, illa tamen nunc sal-
tem in monachi statu non subsistit, et ideo il-
lam pret-remittimus, et sub mendicantium Au-
gustiniana familia eam collocamus. Nonnul-
le vero religiones monachales, quae sub regula Au-
gustinii militant, ut Praemontrosenatis, et S. Hier-
onymii in Hispania, recentiores sunt, ut infra
videbimus, quam religio S. Benedicti, imo et
quam aliae plures religiones monachorum, quae
ex ejusdem Benedicti instituto exortes sunt,
preseertim Camaldulensium, Cisterciensium et
Cluniacensium, de quibus in sequenti libro
dicemus. Praeter hos vero existat in Ecclesia
in-siguis ordo monachorum Carthusiansium, qui
antiquorum anachoretarum vitam et rigorem
imitatur, non tamen sub aliqua ex antiquis
regulis, sed sub proprio vivendi modo ab ejus
fundatore invento, de quo paucac etiam in se-
quenti libro, cap. 4, attingam. Similiter etiam
aliorum ordinum fratrum, qui nec mendican-
tes, nec tantum monachi sunt, varia sunt re-
ligiones, quam minus universales, minusque
propagatae in Ecclesia inveniuntur. Inter eos
vero duae sunt in nostra Hispania celebriores,
scilicet religio Sanctissimae Trinitatis, et reli-
gio S. Mariae a Mercede, de quibus etiam in
particulari dicemus.

CAPIT. IX.

QUOT SINT ORDINES CLERICORUM REGULARIUM.

1. Divisio in regulares simpliciter, et secundum quid. — Clericos etiam tempore Augustini
videri religiosos secundum quid. — Primum di-
videre possimus statum clericorum regula-
rum, in eum qui simpliciter religiosus est, vel
tantum secundum quid. Non desunt eum,
qui existimant clericos illos, qui in principio
Ecclesiae, etiam usque ad tempora Augustini,
itam communem aegerant cum Episcopis in
Ecclesiis cathedralibus, solam paupertatem
observasse; alia tamen vota non emisses, et
ideo non simpliciter, sed secundum quid reli-
giososuisse; nam D. Augustinus, in dubius
sermonibus de vita communi clericorum, et
Concilium Aquiagranense, sub Ludovico, c.
112 et 113, ubi ibidem sermones referuntur,
tantum hanc conditionem viste communis,
quoad paupertatem clericis cum Augustino
in monasterio viventibus servandam proponit.
Deinde nihil aliud a suis clericis Augustius
exigit, nisi quod imittereat vitam quam fide-
es, Apostolorum tempore, observabant, ut
Act. 4 et 5 reperat. Constat autem nos om-
nes, qui in communi tunc vivebant, suisse re-
ligiosos, nam etiam conjugati, vel omnes, vel
plures, vitam illam communem profitebantur,
utex generalis narratione, et cx speciali fac-
anie et Saphire colligimus.

2. Verumtamen, licet non repugnet hoc ge-
nus vitae in congregatioe tam laicorum quam
clericorum servari, tamen quod aliquando
fuerit, et presertim sub Augustini institutione,
nec constat, nec verisimile est. Quod petet ex
doctrina D. Thomae, et juribus, c. 7 adiectis,
et cx c. Praeter, 32 dist., ubi cleri commi-
niter viventes religiosi clericis appellatione, et
c. Praestans, 20, q. 3, in fine, ibi : Non pa-
tur Canonicus religiosus (id est regulares, ut
Gloss. exponit) a sanctorum monachorum eis et
consortio sejunctos; id est, alienos a vero
religionis statu. Praeterea, quia licet in dicis
sermonibus Augustinus solam paupertatem
commendet, et proprietatem reprehendat, non
tamen aia vota exclusit. Quin potius eorum
integrum observantium suum videtur, et quia
in paupertate gravis lapsus configurat, pro ea
pugnavit; ibi enim non tradit regulam aut
institutionem integrum, sed concionat, et
solam materiam paupertatis commendam,
et proprietatem propulsandam, valuit in
argumentum illorum sermonum assumptum.
In eisdem tamen dominum suam Monasteri
clericorum vocat, quod suo regulam obser-
bande obligatesuisse supposit. Quare verismi-
ante non est, eos clericos non multo magis con-
tinentiam eam votum observasse, quam ipse Au-
gustinus tanta circumspicutione servavit, ut nec
sororem secum habere permissionem, dicit eum:
Quae enim cum sorore mea sunt, sorores
CAP. IX. QUOT SINT ORDINES CLERICORUM REGULARUM.

mec non sunt, ut Possidonium, c. 26, in ejus vita refert; unde in e. 11, ait in monasterio Augustini servos Dei servasse propositionem continentem cum pauperitate profunda. Ex quibus Beatos Augustinum, ab aliis Ecclesiae rogatum, decem venerabile video continentis et doctissimos dedit. Unde etiam constat, illius obedientiae specialiter subjectae suae, quod etiam, supposito communi et continentia vita in eadem congregatione, per se evidens est, quia sine obedientia subsistere non possit. Et ob hac rationem existimo hoc genus vitae semiregulare (ut sic dicam) non posse habere locum in congregatione clericorum, si paupertatem observet, nam multo magis in eis postulatur castitas, vel eo ipso quod clerici sunt; obedientia vero saltem ex eo quod in congregatione, seu in communitate vive vitam supponuntur; unde facilius posset cogitari hic imperfectus status ex defectu paupertatis, si congregatione aliqua clericorum castitatem et obedientiam servaret, proprium vero non omnino abjeceret; nullam tamen nobis constant hujusmodi esse, vel aliquando fuisse.

3. Duplex alter modus clericorum secundum quid religiosorum. — Primum modus. — Ex alio vero capite contingere potest, ut congregatione aliqua clericorum regulariter viventium propria religio non sit, scilicet ex defectu vitam, quia, nimimur, vel non emittantur, sed solum ex quadam societate vel convenzione humana, antenatur ab ea provenienibus servantur ea, quae a religiosis ex veto servari volent; vel, si sint vota, non includunt obligationem ad permanendum in tali statu, sed supponunt potius libertatem relinquendi illum, solumque obligant sub conditione, quamduo ibi perseverare libuerit. Prioris modi dicitur esse nonnullae congregationes in Italia, presertim Romae, quae religiosis habent vivendi modus, et perfecto atque illustres viros ex se producunt, ad presentem autem tractatum non spectant, quia proprie religiones non sunt.

4. Secundus modus. — Posterioris modi censetur esse congregatio sancti Georgii in Alga, quae inuitum Venetiae habitat, et ab Eugenio IV instituta dicitur, sed ab eo potius illustrata fuit, jam enim a Gregorio XII fuerat confirmata ille vivendi modus, quem Laurentius Justinianus eo jam tempore vita et doctrina multum commendaverat. Pius autem V, suo Motu proprio 75, Lubricum vita genus, hujusmodi congregationibus, et nominatim hunc Sancti Georgii precepit, aut solemnia vota sub aliqua regula approbata emittere, aut talem vivendi modum dimittere. Adhuc tamen extat in Lusitania congregatio religiosa, sub appellatione S. Ioannis Evangelista, quae eundem vitae modum absque votis solemni bus retinet. Hujusmodi autem clerici in rigore regulares non sunt, et ita in ipsis bullis Pontificatis in quibus varia privilegia eis conceduntur, Canonici sacrales appellantur. Magis autem ad religionem accidunt, quam qui nulla vota emittunt; nam, quamdiu in tali congregatione perseverant, suntu membra ejus, obedientiam, paupertatem, etc., ex voto servare tenentur. Unde pro tunc, quod eorum obligations de illis judicandum est, eadem proportione qua de castis religiosis. An vero hic modus libertatis in hujusmodi communitionibus seu congregationibus expedit, ad nos judicare non pertinet; certum tamen est, id ex se malum non esse, esto non sit maxime perfectum ex parte personarum, se offerentium Deo (negare enim non possimus quin vigneum perpetuum saltam ex parte ventus perfectus sit, tum ad definitum statum, tum ad consecranda personam Deo). Nihilominus ille etiam modus vivendi et ventum non solum honestus est, sed etiam ad perfectionem assequendum potest esse valde utilis, et sua peculiaria commoda liberius servendi Deo, et majori voluntate sustineundi et superandis difficultates, quas in perseverantia vitae religiosis occurrit, habere potest. Denique ad Ecclesiae spendorem, et pulchritudinem ac perfectionem pertinet tota hae varietas, non solum in religionibus, sed etiam in modis vivendi religionis, qui ad perfectionem juvant; non est enim minor, sed molto major varietas in hominum ingenii seu propensionibus, et ad suavitatem divinis providentia dictis pertinet omnes congruentes vocare, quos vult ad perfectionem aliqua modo perdere.

5. Secunda divisio in Canonicos regulares, et presbyteros simpliciter. — Prateria clericorum regio vera ac propriamente tribusque substantialibus votis de se perpetuis firma, dividitur in religionem Canonicorum, et presbyterorum simplicium, ut sic dicam. Hec divisio constat ex usu Ecclesiae. Est enim celebris et antiquissima religio Canonicorum regularium, de qua an sit una vel multiplex, postea videbimus; certum est autem esse religionem clericorum et presbyterorum; tamen dum specialiter Canonicorum appellantur, aliqua modo dignitatis vel excellentiae nomen participare videntur, et in eo distinguunt a clericis regularibus.
ribus, qui Canonici regulares nec sunt, nec appellantur. Nam, quod sunt plures hujusmodi, constat sufficienter exemplo Societatis Jesu, que est religio clericorum et presbyterorum, ut logunitur Pontifices, et Concilium Tridentinum, infraque ostendemus in tractatu sequenti; et tamen Canonici regulares dici non possunt, talis enim appellatio neque in jure, neque in usu habet fundamentum, et ideo credendum est, neque in re ipsa, vel in conditionibus talis religionis illud habere. Idemque est de aliis (quas infra commemorabimus) religionibus clericorum, quos unde simplex appellamus, ut a Canoniciis regularibus eos distinguamus.

6. Quid nomine Canonici veniat. — Non est autem facile diversitatem hanc declarare; nam, si primam originem et usum hujus vocis Canonicius, spectemus, nihil aliud in principio significasse videtur, quam clericum sub regula viventem, et communem vitam, Apostolorum more, cum aliis in ecclesiastico collegio observantem, ut notavit Covarr., in Clement. Sifuriosus, p. 4, in principio; et Navar., Comment. 3, de Regul., n. 2 et 3. Nam canon grece regulam significat, unde Canonicius dictus est clericus regularem vitam sequens. Cum enim in principio Ecclesiae, vel omnes fideles, vel saltem omnes clericum communem vitam profiterentur, successu temporis multi etiam clericorum, relicta vita communi, cepерunt privatim vivere, et proprium habere; qui autem priorem statum retinuerunt, ut a communem clericorum turba distinguentur, Canonici dicti sunt. Ac verisimile est illosuisse ab Episcopis proxime apud se retentos, et ad principialia ministeria et consilia ecclesiasticauisse assumptos, ac subinde in communibus clericorum consessibus digniora loca habuisse. Postea vero ipsi etiam Canonici vitam illam communem relinquere cuperunt, et proprias canonias et prabendas inter se dividere, Canoniciorum nihilominus retentos nomine; et ideo illi Canonici, qui in religiosa et communis vita permanerunt, Canonici regulares dicti sunt, non propter ambitionem vel ignorantiam, ut calumniatus est Ludovicus Vives, sed propter necessitatem determinandi ambiguitatem vocis Canonicius, in qua non unde imposita sit, sed ad quid tandem significandum sit translatae, operetur expendere; nam enim absolute sumpta non significat regularem aut religiosum, sed quemcumque habentem canonica­ tum, seu canoniam. Est autem canonica, spiritu­ale jus, ratione cujus aliquis habet stellam in choro aliquus Ecclesiae, et locum in Capitulio, ut colligitur ex cap. Dilecto, de Prebendis, et notand Innoentins, et Doctores, in cap. Cum Mt., de Constitutionibus. Ut ergo deter­minetur significatio ad Canonicos vitam religiosam retinentes, merito cum additione app­pellatur regulares.

7. Canonicis regulares sunt proprii Canonici. — Opponitur non vidisti distinguere alios mem­bro clericorum regularium. — Hinc autem intelligitur Canonicum, etiamis regularis sit, officium et spirituale jus Canonicorum retinere, hoc enim cum substantiali statu religionis non repugnat. Distinguatur ergo a clero regulari, quia qui simplex clericus regularis est, canon­ nium non habet, etiamsi religionem habet. Sicut enim inter seculares dantur clerici qui non sunt Canonicis, ita inter regulares possunt Canonicis distinguiri a simplicibus clericis religiosis. Diesc: est hoc locum habet in Canonicis collatis cum clericis secularibus, non tamen cum regularibus, nam hi ex i professione suas habent statum in choro, et votum in Capitulu, si alie condiciones statas, anti­quitas, et similes concurrent: et eodem titulo habent jus ad congruam portionem, seu sustentationem ex bonis monasterii, seu Ecclesiae; ergo et ipso habent canoniam, quatenus in tali statu esse potest: quid enim aliud esse potest canonia in statu regulari?

8. Diluitur imprimis facta comparationes cum clericis Societatis. — Diluitur etiam ex alio prin­cipio. — Respondeo imprimis objectionem hanc nullum habere locum respectu clericorum regula­rium Societatis Jesu; nam illi nec statum in choro habent, quia illud minus chori ex i sui instituti non profittere, neque etiam habent proprie locum in Capitulo, quia ordinarie non per Capitula, sed per Praebatos suos gub­ernantur, nec electiones Prelatorum habeat praeter unius Generalis, nec conventualia Capitula celebranr, nec in communibus sessionibus certa habent antiquitatem vel honoris loca, unde nec vestigium, nec usum canoni­catus seu canoniee participari. Quod etiam alio modo ex fine utrinque instituti declarari potest: nam Canonicis regulares ad divinum cultum in divinis mysteriis et officiis praeposita destinantur, et hunc credituruisse prima eorum instituto, ut supra diximus; idque eorum instituto optime congruit, ut et statum habent in choro, et vocem in Capitulo, per quod solet eorum Ecclesia vel monasterium gubernari. Religiosi autem Societatis ad ecclesiastica ministeria in ordine ad salutem uni-
marum destinatur, et ideo, licet per se et ex vi instituti clericis sint, non tamen ad munus Canonicorum per se ordinandum, ideoque nec stantum in choro habent, nec Canonicis regulares dicuntur, sed tantum clerici.

9. Quid idem objecitioni possit concedi. — Alii vero religiosi clericis, qui vate tantum contemplative vacant, et ad sacra ministeria divinii cultus primario institutum, fortasse possunt nomine Canonicorum regularium comprehendi, propter objectionem factam; nam regulariter omnes habent et certas sedes in choro juxta sumum gradum et dignitatem, et vocem in suo Capitulio. Unde in jure, clericis regulares dici solet Canonicorum regulares, et quodverso, ut colligitur ex c. unicuo, 18, q. 2, addita expositione Gratiani ibidem, in § Hoc autem; nam ubi in textu dicitur: Ne quis sacerdotum vel clericorum, more secularium judicium pro inpessu patriciis ministrium autem accipere, ipso exponit intelligendum esse de clericis, qui canonicum vitam professi, regulariter se vicarios propugnare. Idem colligitur ex c. Deicem, 16, q. 1, ibi: A monachis suis clericis communiter viventibus nulla ratio sit, ut, militates, aut Episcopi, aut persona qualibet decimas de laboribus, sua nutrimenta quis propriis ex tarqyure debant. Ubi clerici communiter viventes dicitur Canonicis regulares; non enim constat tempore Paschalis II, cuius fuit illud decretum, id est anno 1140, aulum cleriicorum ordinem fruatur, unde in c. in omnibus, de Consecrat., distinct. 5, Canonicis clericis dicuntur, id est, regulares clericis (ita enim legendum et exponendum existimo), quibus inquinigitur ut canonicus, id est regulariter vivant, in quibus locis sermo est de clericis communiter et religiosae viventibus, et ad servitium allicius Ecclesiae deputatis; omnes ergo illi sine convenientia possunt nomine Canonicorum regularium comprehendi.

40. Alii etiam clerici regulares, praeterquam Sociatistis, a Canonicis regularibus distinguuntur. — Quia vero, ut infra videbimus, praeter Sociatistam sunt nunc in Ecclesia aliques religiones clericorum, quae hoc nomen Canonicorum regularium non usurpant, possuntus differentiam aliquam inter has religiones assignare; Canonicum enim regulares dicuntur illi tantum, qui alieci Ecclesiae cathedrales, vel collegiales deputari sunt. Alii vero, quorum Ecclesia non habet hanc dignitatem, sed est aut parochialis, aut omnino simplex, non sunt proprio Canonicum regulares, sed simpliciter clericis religiosis. Sic enim in Ecclesiis secularibus est illa distinctio juxta varios gradus dignitatis, ita in regularibus inventur. Ecclesia enim cathedrales dicitur, quae sedem habet Episcopalem; constat autem plures hujusmodi Ecclesias Canonicos regulares habere, etiam nostris temporibus. Collegialis autem Ecclesia dicitur, quae dignitatem Ecclesiae cathedrales aliquo modo partecipat, cujus Superior vere Praefatus est participans jurisdictionem Episcopalem, cujusmodi sunt etiam multis Ecclesiae regularums. Canonicus autem proprius solium inventur in Ecclesiis cathedralibus vel collegiis, ut constat ex usu, et modo loquendi tam juris, quam vulgari; ergo convenienter dicimus omnes illos et solos regulares clericos, qui hujusmodi Ecclesiis deputantur, dicit Canonicos regulares.

41. Id impugnat. — Occurritur distinguendo duos modos Ecclesiae collegiatae. — Primus modus. — Secundus modus. — Obiectis, omnes Ecclesiis regulares esse collegiatae, saepe proinde potius hinc sequi, omnes clericos regulares, ministerio Ecclesiae deputatos, esse etiam Canonicos regulares. Antecedens patet ex Panormitano, in c. Nobis, de Jure patronato, n. 8, et insinuatur in c. Ne pro, de Electione, et in c. 1, de Statu monach., quae ipse refert; et idem sumitur ex his, quae transstant Innocentius, in c. Postulasti, de Jure patronato; et Felin., in cap. Accedentes, de Proscriptionibus. Respondet, alter sumi nomen Ecclesiae collegiatae ab his auctoribus, quam in presenti sumatur. Ibi eum Ecclesiae collegiatae vocant omnem illam, quae instituta est, ut in ea sit clericorum, vel etiam monachorum collegium seu conventus, a quo gubernetur vel servatur, et vocatur etiam consecuali (quamvis hae vox ex usu monachi accommodata sit); atque hoc modo omnibus Ecclesiae cathedrales est collegialis, licet non convertatur; et sic etiam dantur Ecclesiae collegiales secularium clericorum, in quibus nec canonicanus, nec dignitatus, sed inferiora beneficia esse censeatur. Alio vero modo vocatur collegialis Ecclesia, quasi per autonomiam, illa que, licet cathedrales non sit, habet speciali dignitatem et honorum, in quo superat inferiores Ecclesias etiam conventuales, et de his videtur loqui Glossa, in c. Statutum, de Rescriptis, verb. Cathedralem, ubi has vocat Ecclesiae collegiatae honorables. Videtur autem carum dignitatis per hoc recte explicari, quod aliquam jurisdictionem habent superioris rationis, et Abbas, vel Prior, aut quocumque alio nomine vocetur, earum caput, digui-
tatem habet, et jurisdictionem quasi Episcopalem. Hoc igitur modo non omnis Ecclesia regularis est proprium collegialis, et ideo necesse non est ut omnes regulares clerici sint Canonici regulares. Potuit etiam hoc nomen sumi ex origine, et ideo non accommodari illis clericis regularibus, qui eadem originem non habent, ut in sequenti puncto explicabimus.

12. Subdivisio Canoniciorum regularium. — Possunt ergo ulteriori Canonici regulares distinguiri in Canonicos Ecclesiarum cathedralium, et non cathedralium; hos enim duo ordinis illorum reperiri, et usum ipso, et jure, ac historiae constat; nam in Hispania habemus Ecclesias Cesarangustanam, Tarraconensem, et Pampilonensem, et Oesomsenam, quorum Canonici sunt regulares; et extra Hispaniam per totum orbem sunt plures huysmodi Ecclesiae, ut late refer Trullus, lib. 4 Ordinis canonicorum, c. 30, ubi late ostendit huysmodi Canonici cathedralium Ecclesiarum esse vere religiosos, et ejusdem ordinem cum aliis Canonici regularibus, qui in monasteriis, seu Ecclesiae collegiis degunt, quia eadem professionem sub eadem Augustini regula faciunt, et eadem substantialia habitum religionis portant, solumque in accidentalibus rebus, majorique aut minori observantia differunt. Imo, si originem et antiquitatem spectamus, precipitae videtur incepisse ille ordo in Ecclesiam cathedralium, et ibi Canoniciorum nomen accepisse, quod ad omnes postea derivatum est, eitamsi extra Ecclesiam cathedraliam in privata Ecclesiae vel monasterio profiteantur.

13. Reliqui clerici regulares a Canonici coadstitutantur. — Reliqui ergo clerici regulares, qui illud institutionum non profiteantur, sed proprium et peculiarem habent institutionem, quae per se non postulat vel cathedralem Ecclesiam, vel aliquam aliavm, speciales dignitatem habentam, in rigore non comprehendantur sub ilio nomine, neque habent unde illud participent, ut satis declaratum est. Potestque hoc deservire ad intelligenda jura quae de Canoniciis regularibus loquuntur; nam ex vi verborum, et in rigore, non pertinent ad alios clericos regulares, nisi disponant de re quae solum fundatur in religioso statu clericali, quatenus talis est, vel continuant favorem religionis ut sic. Si autem continent licentiam vitae laxioris, non sunt extendenda nec applicanda ad omnes clericos regulares, nisi quatenus uniuscujusque instituto accommodata fuerint.

14. Quomodo etiam hi subdidentur. — Tandem potest clericorum religio divini in mendicantem, et non mendicantem, item in pure contemplativam, et mixtam ex contemplativam et activa. Societas enim, que sub hoc generis continuetur, mendicans est et mixta; aliae vero religiones clericorum non proficentur mendicatam, aut proximorum ministeriorum ex instituto vacant, ut ex his, que in particulari tractatu sequenti, lib. 1, cap. 5, dicemus, constabat.

CAPUT X.

UTRUM RELIGIONES MONIALIA A RELIGIONIBUS VORORUM, VEL ETIAM INTER SE DISTINGUE SINT?

1. Proposito tractandorum in religio libere. — Ultima generalis divisionem religionem esse potest in religionem vororum et feminam; utratque enim possessionem in Ecclesia esse constat, et habere inter se distinctionem alienam. Quoniam ergo de religionibus vororum in communi satis distinguimus, de Monialibus nonnulla dicere necessae est. Et quoniam fere omnia, que ad statum religiosis pertinent, in eis cum proportione locum habent, et in particulari religiones feminarum tamquam accessorium quid ad religiones vororum redundantur, ita usque ad finem libri percurrentem breviter omnia, que ad statum religiosum pertinent, illa monialibus accommodating et proportionem, quam servent ad vororum religiones, explicando, simulque totam illarum varietatem et distinctionem insinuamus, ita ut nihil amplius de illis dicere necessae sit.

2. Feminas Deo consecratas, et quaedam habitantes olim fuisse ostenditur. — Primo igitur certum est a principio nascentis Ecclesiae fuisse consuetudinem consecrati Deo feminas, tam virginas, quam viduas, per communicantes, ut late in superiori tomo ostendimus, tractando de voto castitatis. Deinde certum est, antiquissimum esse morem congregandi in separatia domibus seu monasteriorum feminas Deo consecratarum, et viam perfectionis secantem. De temporibus enim Apostolorum furent Iphigeniam, ab Apostolo Mathaeo ad Deum conversam, et sacro velamine consecratarum, monasteriis virginum habuisse; sed est res incertas auctoritates, sicut liber Albis de Apostolica institutis, unde sumpta est. Probabilior est historia, quam de B. virginis Marta referri Ecclesia, quod Massiliae, in loco a viris...
CAP. X. AN RELIGIONES MONIALIUM A VIRORUM RELIGIONIBUS, ECC.

per proprium religionis statum cum omnibus volit, quae sunt de substantia ejus, an vero fuerit per solum votum castitatis, sicut nunc a multis fit. Item, an semper sumperint hune statum in propriis monasteriis et conventibus, an in privatis dominibus. Eademque incertitudo est de habitu ac vivendi modo; verisimilis tamen est variosuisse modos illius status, non solum in diversis temporibus aut locis, sed etiam in eisdem, sicut nunc sunt in Ecclesia. Nam quod alique essent simplex tantum votum castitatis emittentes, ex 1 ad Timoth. 5 intelligimus, et multi putant hujusmodi fuisset quattuor illas virgines filias Philippis, de quibus Actorum 21 mentio fit; nam eas semper virgines perseverasse indicat Eusebius, lib. 3 Historiae, cap. 23, ubi de una specialiter refert ex Polycrate, Spiritus Sancti afferente pie sancteque vitam instituente, et Ephesi mortem obiisse; ex quibus verbi colligi potest instituisse vitam integre ac perfecisse religiosam. Quod etiam consecratio illa solennis aliquando fuerit, ut inhaibilem redderet personam ad matrimonium, in superioribus, cap. 2, dictum est, aut ignorari hujus consuetudinis itinere, aut certe est valde antiquum.

4. De ipsorum habitandi modo.—Praterea, quod modum habitacionis, ostendimus etiam in eodem cap. 2, num. 7, interdumuisse in privata domo, interdictum in monasterio et conventu communem, et ita utriusque modi vivendi fecit mentionem Hieronymus, nam epistola vigesima secunda de virginitate loqui videtur, quae in propriis dominibus habitabant; in epistola autem vigesima septima, refert monasteria sororum seu monialium a S. Paula edita. Indicat vero nonuisse monasteria omnia clausa: Nam in die (inquit) dominico ad Ecclesiam procedebant, ex quibus habitabant lateres, et nunquid agmen matrem propriam sequeretur. Augustinli vero, lib. 1 de Moribus Ecclesiae, cap. trigesimo primo, etiam exactam clausuram servatam esse indicat, dicens: Ad quas juxtae multis accessus est, nunc in eis quosdam lignos ad vestimenta, necessaria praebendi quibus indigent gratia. Necessarium est habendi sapientiam, in monasterio inclutur, integre ac rigoroso statum religiosum babuisse, non solum castitatem, sed etiam paupertatem et obedientiam vovendo, ex eisdem Patribus manifestum est; et Innocentius II in Concilio Romano tandem statuit, ut Sanctimoniales, non nisi in communibus monasteriis vivant, ut habitetur.

5. Notatio subordinationis monialium, pro divisione religionum ipsarum. — Ex his ergo satis constat in generali origo et necessitas hujus status quo ad feminas; ut autem de illius varietate et de peculiaribus conditionibus monialium dicamus, advertendum est monasterium monialium ordinarie, et fere ab initio, fusse annexa et subordinata monasteriis monachorum, ut indicat exemplum supra allatum de monasterio virginum sancti Pachomii, et significat Angustinus supra, dicens de monialibus: *Lanatio corpus evertens, atque sustentant, vestesque ipsas fratribus tradunt, ab istis invicem, quod victus opus est, resumerentes; et in Concilio Hispalensi II, cap. 11, statuatur est, ut monasteria virginum monachorum administratione ac praezido gubernatur; habeatur in cap. *In decima*, 18, quest. 2, et notavit Panormitanus, part. 1 Consiliorum, cons. 8. Ex illo tamen capite constat illum gubernationem ita fusse monachis commissum, ut praecepit, et maxime ab Episcopo penderet; nam est monachus, qui ab Abbate monasterio monialium praeponatur, judicis uii Episcopi comprobandis erat, ut ibidem dicitur, et ita etiam in monasteriis monialium locum habebat, quod ex Concilio Arelatensi referat Gratianus, in cap. *Monasteria*, 18, q. 2, silicet, ut monasterta et monachorum disciplina ad eum pertinente Episcopum, in cujus territorio sunt constituta; nam hoc etiam de monasteriis monialium verum erat; regulariter autem videtur fusse cum subordinatione, quatenus monialium monasteria erant proxime subjecta monasteriis monachorum, omnia vero tandem erant sub cura et potestate Episcoporum; tum quia ex generali regula, omnes Ecclesiae et loca sacra, in unaquaque dieceesi constituta, sunt Episcopi tali dieceesi subjectas, nisi proibentur exempta, cap. *Contra morem*, d. 100, cap. *Omnes Basilice*, 16, q. 7, cap. *Cunum vel-nerabilis*, et cap. *de Xenodochiis*, de Religionis domibus; tum etiam quia per multa decreta ita in specie cantum est, 18, quest. secunda, fere per totam.

6. Hinc ergo colligimus primo, quod, sicut accessorium sequitur naturam principis, ita religiones monialium sequuntur religiones virorum, et juxta illarum distinctionem su modo different, seu variantur, ideoque non oportet de illis specialem tractationem instituere, nisi quod ea tantum que, vel ratione sexus eis propria sunt, vel specialiter sunt in jure de illis statuta. Ceccera vero, quod de religionis in communi, vel de aliqua religioni particulari dicuntur, ad religiosas in communi, vel in particulari applicanda sunt. Sollem ergo sunt nonnullos observanda. Primum est, quod finem religionis, majorem diversitatem inveniri in religionibus virorum, quam feminarum.

7. Quae divisiones a c. 5 negent ad 9 adducta locum non habebant, vel habebant in feminis. — Nam imprimis in feminis non habet locum distinctio religionis in religionem laicorum et clericorum, quia hoc posterius memnon non habet locum in feminis, et idee omnes religiones feminarum imitatur potius religiones laicorum. Unde etiam est, ut religio mixta, ex contemplatione, et actione spirituali, que sacer in ministerii erga proximos, non habet locum in religionibus feminarum, quia feminae non solum incapaces sunt ordinam, sed etiam docendi minus ad eas per se non pertinent, juxta doctrinam Apostoli, 1 Corinth. 14. Regulariter ergo monialium religiones vitam profitemur contemplativam et monasticam, et ina proprio gradu monachorum mere omnes monache continentur; nam si quis actionis participans, ordinariie solum est quod labore manuum, que operatio etiam proprius monachis viris, et maxime contemplativis, communis fuit, estque morali necessariae hominibus aliqua exercitatione corporis indigentibus. Allud vero actio genus, quod consistit in usu operum corporalis miserericordie, non est ita accommodatum religionis feminarum, ut silicet tanquam propriis finis et scopus ejus assumatur, quia, licet hujusmodi opera commodissimae possint per feminas exerceri, juxta illud Pauli, 1 ad Corinth. 5 : *Vidua eligatur in operibus bonis, testimonium habens*; et infra : *Si hospitio recepit, si Sacramentos posset locavit, si tribulationem patientibus subministravit*, etc.; licet hoc, inquam, ita sit, tamen quia hae opera non po-
CAP. X. AN RELIGIONES MONIALIUM A VIRONUM RELIGIONIBUS, ETC.

sunt circa proximos exercere sine exitu extra claustrum, qui regulariter non expedit feminis religiosis, ideo non est ille finis accommodatus ta[ri religioni] ac propertia, licet religiosa feminae inter se debeant hoc opera perfectissime exercere, non tamen proprie illum habent pro fine religiosae sua, sed est veluti conditio necessario concomitans omnem religiosam communem.

8. Divisio sex varietates monialium pro varietate viro[rum regularium].—Objectio contra moniales mendicanter removetur.—Qua[dam] revocatur ad Canonicos regulares, imo et ad religiones militares.—Hoc tamen non obstat quomuis in monialium institutis sit varietas cum aliqua proportione ad religiones virorum. Nam imprimis inter pr[is] monachales, qu[adam] profiteantur regulam S. Benedicti, sub proprio ejus nomine et accommodato habitu; alia Cisterciensis ordinis obedientiam prestant sub nomine et insignis D. Bernardi. Sunt etiam, preservatis in Hispania, nonnulla monasteria Sanctimonialium monachis D. Hieronymi subjecta, et consequenter eorum institutum imitantia. Ordo autem Carthusiumnon habet sorores sibi subjectas, vel quia modus vivendi, et clausura, ac solitudo illius religionis non patitur curam feminarum, vel quia modus ille vivendi non potest convenientem feminis accommodari. Non solum autem monachorum ordinum, sed etiam quatordecimi ordinis mendicantes, sua habent propria monasteria monialium, quae nomine mendicantium comprehenduntur, ut in terminis tractat et definit Lupus, allegat. 4; et colligunt ex cap. unico, § Sane, de Statu regular., in 6, ubi quaedam monasterium monialium dicuntur esse ordinum non mendicantium; supponitur ergo alia esse mendicantium ordinum. Et idem sentit Glossa, in Clement. unica de Regulär, verb. Quoslibet, et ibi Bonifacius, num. 56; Cardinalis, q. 7. Qui consequenter alpert dispositiones juris circa mendicantes comprehenderit, hujusmodi moniales, servata proportione. Nec reperit quod in professione vitae mixtae ex ministerii spiritualis non possint feminae viris assimilari, quia satis est quod in aliis conditionibus unaqueque religionis monialium illam mendicantem imitetur cui a[limin]gitur, et primo quidem ac preceptum profite[n]gejus et obedientiam; deinde habitum ejus, et mores, seu constitutiones imitantur, et preceptum paupertatem, a qua mendicantium nomen sumptum est. Preterea dicuntur esse aliquas monasteria monialium subjecta Canonicis regularibus, quas necesse est regulam S. Augustini profiteri, et fortasse peculiari modo imitantur assistantiam in choro, et curam circa obsequium et ministeria divina. Sicut etiam nonnulla monasteria monialium inventuntur sub ordinibus militariibus, et cum insignibus et habitu earum, quamvis finis ordinis militaris sexui feminoce omnino repugnare videatur; quia vero omnes religiones militares partim ex clericis vel monachi constant, quod eam partem possunt moniales illud viare genos suo modo participare, idque satis est ut sub absoluta appellacione talis religionis comprehendatur.

9. Moniales etiam Episcopis subjectas debere aliquam regulam approbatam profiteri. — Denuique in hoc puncto adventandum est, plura monasteria monialium esse nunc immediate subjecta Episcopis; postquam enim monachi exempti fuerunt a jurisdictione Episcoporum, monasteria monialium, qua permanerunt subjecta monachi, consequenter etiam fuerunt a jurisdictione Episcoporum exempta; multa vero manserunt immediate subjecta Episcopis, vel quia a principio ita fundata fuerunt, vel quia privilegio aut alio justo titulo id consecutum sunt; hoc tamen non obstat quominus talia monasteria regulam aliquam approbatam profiteri debeant. Quod enim statutum est in c. ultimo, de Religionis dominus, et c. unico, codem titulum, in 6, ut nulla religio instituatur, nisi sub regula a Sede Apostolica approbata, etiam in monasteriis monialium omnino servandum est, et prius statutum fuerat ab Innocentio II, in cap. Perniciosem, 18, q. 2; ubi decernitur abolendum esse detestabilem consumendum quorumdam mulierum, quae, licet approbatam regulam non profiteantur, Sanctimonialia appellari volunt. Unde in cap. Indemnitatibus, § Supradicta, de Electione, in 6, in hoc sensu supponi videtur, moniales, quae vere tales sunt, id est, vere religiosae, debere vivere sub aliqua de religionibus approbatis. Non est enim necessae ut sub obedientia Praelatorum regularium vivant; nam, ut dixi, multae sunt ordinariis et securioribus Praesidis immediate susceptible. Necessarum vero est ut aliquum monachorum regulam profiteantur, quia nulla est regula a Sede Apostolica pro sois monialibus, vel pro illis principaliter approbata; et ideo necessae est ut secundum aliam ex approbatis regulis religiosorum profiteantur, sive sint subjectae ipsis monachi, sive Episcopis. Sicut enim olim monachi erant subjecti Episcopis, non obstante professione
sua regulis, ita etiam nunc esse possunt monasteria monialium.  

10. Feminam collegialiter viventes absque dicta regula, religiosas non sunt. — Quapropter, si quisplam valuit erigere monasterium monialium, et non sub aliqua regula appropiata, necessarium erit ut ratio et modus vivendi in tali congregazione per Summum Pontificem specialiter approbetur, aliquo esse poterit honesta quaedam mulierum congressatio, non tamen vera religio, seu religiosa profesio, juxta dictum cap. unicum, de Religiosis domestibus, in 6, cum notatis ibi per Joannem Andream, et per Panormitanum, 1 part. Consiliorum, cons. 55. Non ergo sufficiet tunc approbatio Episcopi; haec enim necessaria quidem est ut monasterium de novo in dieceesi erigatur, juxta cap. de Monachis, cum sequentibus, 18, q. 1. Et eodem sufficiebat ad novum etiam vivendi modum institutedum; nunc autem necesse est ut modus ipse vivendi vel sit juxta aliquam regulam approbatam a Sede Apostolica, vel specialiter ab eadem Sede approbatus sit.  

11. Illatum nunm de origine et antiquitate monialium. — Illatum alterum. — Atque ex his inferuntur duo. Unum, idem esse judicium de origine et antiquitate religionum monialium, tam in generali, quam in particulari, quod de religionibus virorum, proportione servata. Nam, ut ex dictis in num. 2 constat, monialium religion simul cum religione virorum exporta est, et cum singulis fere monachorum auctoribus, virginiwm etiam conventus incepuerunt, sicut de Pachomio et alii diximus, et S. Basilius inter suas regulas habet animadversiones ad Canonicos, et ad Canonicos, id est, regulares; et S. Augustinus fertur fundasse primum feminarum monasterium in Africa, in civitate Thagaste. De S. Dominico adhuc vivente legimus monasterium feminarum Rome instituisse. D. etiam Franciscus simul cum regula frairum suorum, regulam sororum S. Clarei instituit, quam Gregorius IX approbavit, posteaque Urbanus V moderatus est, et ad meliorem ordinem, et feminis magis accommodatum redexit. De alii vero religionibus, tam monachorum quam mendicantium, non ut certo constat quando coperint habere monasteria feminarum sibi subjecta, vel suam regulam profinetia. Verisimile tamem est idem esse in ceteris observationum, simulque incepisse, quamvis sub eadem religione virorem, varia etiam instituta monialium esse contingat; ut religio Minorum praefer

religionem S. Clarei, habet etiam sibi subjectam religionem Conceptionis, quae diversam regulam profitetur, et sic de aliiis, de quibus sigillatum dicere operosum esset, et nobis non necessarium. Allerum ita longiorum petit explicationem sequenti capite tradendum.  

CAPUT XI.  

DE RECEPTEON AC NOVITATU MONIALIUM, ET AQUE PROFESSIONE CUM CEREMONIA VEL.  

1. De numero et dote monialium recipiendorum. — De postestate recipiendi. — Praeter consecratio praecedenti capitum, num. 11, positum, sequitur etiam ex dictis in eodem capite, omnia quae in discurseus hujus operis de statu religioso dicta sunt, sum proportione esse ad moniales applicanda. Nam imprimit consideranda est eorum receptio, in qua observandum imprimit est, quod iura statuunt, ut sit fiat nisi intra numerum prescriptum monialium, qui ex redditibus vel ex consuetudinary electosynis commodo sustentari possunt, juxta cap. unicum, § Same, de Statu regulari, in 6, et decretum Concilii Tridentini, sess. 25, cap. 3, de Regulari, et tandem constituit. Pii V Caeca pastoralis, etc., quod intelligendum est, nisi monialis secum afferat dote, ex qua possit commode sustentari; nam illa dius test inter electosynas, vel postmodum etiam inter redditus monasterii computari. Hinc vero nascitur dubium, quod hic precise controverti solet, et spectat ad simiunam viatem, an, scilicet, committatur in tali receptione, ex quo non fiat sine dote in pacto deducta, nec sine alia certa expensis; sed hoc punctum latet et in particulari tomo praecedenti tractatum est.  

Tractari etiam hic potest de auctoritate recipienda aliquam in monialium, apud quem sit, de quo etiam videnda sunt eodem modo dicta de receptione novitiorum, et cum proportione in presenti applicanda. Communis vero usus juris et ratione consentaneus ut est, hic potestas sit in ipso conventu monialium, simulamen requiritur Praetati licentia seu consensus. Nam quatenus illa receptio est ad communem vitam et societatem cum monialibus, ratio postulat ut ipse voluntarii illum admittant; quatenus vero illa receptio est aliquo modo actus jurisdictionis, oportet ut Praetatis, apud quem est propria jurisdiction, cururat, de quo videri possunt Abbas, in cap. Nosciur, de His quae fiunt a majori parte Ca.
CAP. XI. DE RECEPTIONE AC NOVITIATU MONIALIUM, ETC.

bus maxime pendet ex prudenti arbitrio. Idemque dicendum est de aliis conditionibus ex parte talis persone requisitis, ut quod et corpor et animo sit apta ad religiosam et communem vitam, juxta monasterii et ordinis regulam, ut dicitur in Concilio Tridentino, secss. 25 de Regular., c. 17.

3. De secunda parte tituli, seu novitiatu.— Post receptionem, necessaria est integri anni probatio, ita in monialibus sicut in monachiis, et cum iisdem circumstantiis, nec in hoc ocurrur aliquid speciale. Pari etiam modo post expletam probationem aut danda est profe- sio, aut dimittenda novitia, juxta legem positam a Tridentino supra, cap. 16, quae uthrique sexu communis est, ut constat ex discurso totius tituli de Regularibus, et specialiter ex principio cap. 45. Neque obstat particula novitiei, masculini generis; nam regulare est ut sub masculinum femininum comprehendantur, quando materia communis est.

4. De tertia parte, ac primum ut professio fiat spontaneae.—Item dos novitiae tempore professionis ordinario tradenda. — Item professio in manibus Prelati facienda.— Circa professionem autem ca omnia servanda sunt, quae tractata 7 sunt explicata, et substantialia ac generalia sunt. Ubi etiam diximus specialiter attendendum esse in professione monialium, ut plena voluntate et omino spontanea fiat, quod antiquis canonibus cautum est, cap. Pellicer, 20, q. 1. Maxime vero hoc innovavit Concilium Tridentinum supra, cap. 16, 17, et 18, nam ob eam causam in 16 statuit, ut ante professionem ex bonis novitiae monasterio nihil tribuatur preter victum et vestitum pro anno probationis: Ne hae occasione discidere negueat. Unde a Congregatione Cardinalium declaratum est, etiam dotem non esse monasterio tribuendam ante professionem, sed in deposito reponendum. Quod per se intelligendum existimo; nam si necessitas vel aliqua major commoditas ipsiusmet novitiae intercederet, et judicium ac licentia Episcopi interveniret, posset, ut opinor, dos recipi a monasterio, data certa cautione et securitate illam integre et sine difficultate restitutendi, si novitiae velit abire; ita enim satisficere Concilii. Quod ulterius, in cap. illo 17, circa hoc disponit, ut Episcopus ante professionem, virginis voluntatem exploret, ut pia et omnino spontanea sit. Ac tandem in 18 cap. censuram addidit contra eos, qui feminas ad statum religiosum assumendum cogunt, vel assumere volentes impediant, juxta cap. ult. 39, q. 2, quae tomo.
LIB. I. DE VARIETATE RELIGIONUM IN GENERE.

de Censuris, et tract. 7, lib. 6, supra, est a
nobis explicate. Sic autem ex parte novitiae
voluntas requiritur, ita etiam ex parte monas-
terii, simul cum Abbatissa, sicut de receptio-
ne dictum est; nam est eadem vel major ratio,
nt ex dictis satis constat. Ex parte autem Pre-
lati non solum consensus necessarius est, sed
etiam in manibus ejus debet professo fieri, et
ab eo acceptari, quia solum apud ipsum est
propria jurisdiction, ex cap. Stalimnus, 20,
quest. 2.

5. De ceremonia veli. — Velum receptionis,
seu novitiationum. — Velum professionis. — Est au-
tem hoc solemne et observatum in feminis, ut
cum profittentur, velum recipiant, et olim
etiam solemnam virgines consecrari. Unde mul-
tiplex distingui solet velum monialium; quod-
dam dici potest velum receptionis, quod novi-
titis a principio datur, et solet esse album. Aliud
dicitur velum professionis, quod nigrum est
(quamvis olim aliqua varietas in hoc fuisset vi-
deatur), et hoc datur solemnem professionem
eminentibus, cujuscumque statis vel conditionis
sint. Meminit illius Hieronymus, epist. 8 ad
Demetriadem, de servanda virginitate, dicens:
Scio quod ad impressionem Pontificis
flammeos virginalis sanctum operuisti caput.
Ubi Marius Victorinus dicit flammea appall-
lat velum rubrum, quod nuper nupta uti sole-
bant ; et in Epitaphio Paula, alius epist. 27,
de Paula dicit Hieronymus: Christi flammeo
repositor ; scholico vero addit, flammeum
vocari indicentum flammei coloris, quo multe-
res praetertim virgines caput tegebant. Sed quid-
quid sit de antiqua aut prima vocis expositio-
ne, constat et ex subjecta materia, et ex ad-
juncto adjectivo virginali Hieronymum loqui
do velo monialium, propter quod etiam dicit
solitum esse imponi ad Episcopi impressione-
nem. Unde videtur Hieronymus ad spiritualia
nuptias et novas Christi sponsas vocabulum il-
lud transitisse ; nec propterea dicere oportet
monialium vel temporae Hieronymi rub-
num fuisset, quia non est attendendum ad
originem vel cytologiae vocis, sed ad rem,
ad quam significandum transit est. Unde idem
Hieronymus, epist. 12 ad Gaudentium : Solent (inquit) cum futurum virginem soppon-
derint, pulla tunica eam induere, et /uovo ope-
rere pallio, id est, fisco, suo nigro. Epistola
vero 48, ad Sabinum, faciens mentionem
idem Hieronymus ejusdem consuetudinis: Mo-
vias est in AEgypti et Syriae monasteriis, ut
tam virgo, quam vidua, quae se Deo vocerint, et
seculo venustantes, omnes delicias seculi con-
culcarent, etiam monasteriorum matribus of-
ferant desecandum, non iacto postea contra
Apostoli voluntatem inessurae capitale, sed ligo-
to pariter ac velato; et intric de monialior locum,
ait: Christi flammeo consecrata est, et ut in
monasterio victum sorpenderat, etc. Unde
constat aperisse locum de velo professionis, et
docere viduis et virginitibus fuisse commune.

6. Prima prerogativa huys veli consecrationis,
quod virginitus solum complit. — Est au-
tem ait Aliud velum, quod dicitur consecrare.
Solent enim Sanctimoniales solemniter conse-
crari nonnullis benedictioibus et ceremonia-
ulis, quae habentur in Pontificali Romanae, et
explicatur a D. Thom., in 4, d. 38, quest. 1,
art. 5; Paludano ibi, quest. 5, art. 2, et late
Antonino, 3 part., tit. 2, cap. 2. Velum
ergo, quod speciali benedictione tunc impo-
nitur, dicitur velum consecrationis, quod plu-
res habet prerogativas: una est, quod solis
virginitus dari potest, ut dicti auctores doc-
cent, et habet expressa in cap. Dustinis, 20,
quest. 1, ubi Galasius Papa inquit: Vides te-
lace Pontificum nullus attentet, quod etiam ha-
bet Concilium Triburicense, cap. 25, et Con-
cilium Rothomagensi, canon. 9, apud Ionenovem,
part. 7 Decreti, cap. 52. Hec enim decreta
non sunt ita intelligenda, ut nullum velo
viduis imponi possit, ac si illae essent incapaces
professionis religiosae; hoc enim aliis decreet
repugnat, ut patet ex dictis, et ex cap. ult.,
20, quest. 1, et ex multis aliis, 27, q. 1. Sunt
ergo illa decreta intelligenda de velo conse-
crationis.

7. Corruptis etiam per vim hoc non datur.
— Unde D. Thomas supra: Vides (inquit) da-
tur aliquod velum, non tamen cum illa solen-
tate, cum qua datur virginitus. Idem fere ibi
Soto, art. 1, et Sylvester, verb. Concursatio-
iginum. In a fortiori constat feminas extra
matrimonium corruptas nulla ratione posse
hoc velum recipere. Quod adeo verum est, ut
etiamsi per violentiam, et sine propria culpa
corrupta sit virgo, consecrationis vel oratori
non possit, juxta decretum Leonis Papa, ep.
87 ad Episcopos Mauritianis, cap. 3, statu-
tetis cum his feminis eam esse servandam mo-
derationem, ut neque in viduariis deiciantur
gradum, neque in sacrarum et perso:narum
virginum numero cessentur. Quod non icta
est intelligendum, ut pro illis speciale velum in-
stituendum sit, sed quod in aliis prerogativis
et honoribus preferri possint viduis, et virgi-
nibus equiparari, non tamen in consecratio-
ne. Cujus rationem insinuatu infra, cap. 5, et
habetur 32, q. 5, cap. IIiae, dicens: IIiae autem famula Dei, quae integritatem pudoris oppressione barbarica perderetur, laudabiliares erant humilitate et verecundia, si se incontaminatis non audent comparare virginibus; quamvis enim omne peccatum ex voluntate nascatur, et potuerit corruptionis carrisi mens invita non prolati, minus tamen hoc illis obieta, si quod potuerint animo non amittere delectant se voluptate. Quod exponens D. Thomas, citato loco, ad 4, dicit, quamvis illae, que per violentiam corrumpuntur, si nullo modo consentiant, virginitas gloriam non perdant, quia tamen valde difficile est quod in tali delectatione aliquis complacentiae motus non insurgat, iddeo Ecclesie, que de interioribus non judicat, hujusmodi sic corruptas inter virgines non velat. Est etiam illa quasi quaedam irregularitas, que, licet sic peccato contrahatur, impedit talem consecrationem. Unde D. Augustinus, lib. de Bono conjugali, cap. 10: Etiam violenta corruptione virginitatis baptismum autem consecrationem (sit) non esse post baptismum inter Dei virgines consecrari. Venit est Augustinum simpliciter loqui de femina, que catechumenae fuit vitiiata, et non addere expressa, etiam violenter vitiata sit; loquitur tamen generaliter de catechumenae vitiata, etiam sine culpa. Ratio verec est, que in consecratione virginitatis non spectatur an culpa precesserit, sed an virginitas etiam corporalis substantia, quia per consecrationem ipsam significatur, et speciali honore afflicitur, et per illam representatur integritas Ecclesie triumphantis, ut dixit Glosaa, in cap. Auctus; 16 distinct.

8. An corruptione reputata virgo possit velum hoc accipere. — Sed quidem hic solet, si femina sit in publica fama et possessione virginitatis, occulte autem sit corrupsa, possit consecrationis velum accipere: nam D. Thomas supra, ad 5, absolvit negat, quia propter vitandum (inquit) scandalum non debent Ecclesie sacramenta vel sacramentali variari. Dicit tamen quarehundem esse remedium ad vitandum scandalum et infamiam, quae est ut, accidentibus et publicis solemnitatis retentis, que sunt de substantia consecrationis mutentur, quam mutationem censet sufficienter fieri mutato nomine virginitatis in nomen castitatis. Cujus ratio esse videtur, quia alias forma tallis consecrationis continenter mendaciam. Idem sequitur Angelus, cap. Consecratione virginum, num. 3, et Sylvester ibi, num. 2. Hoc vero non placet Palaudio, in 4, d. 38, q. 5, art. 3, concluis. 7, quem sequitur Anton., 3 part., tit. 2, cap. 2, in principio, quia illa fictio continet mendacium in ipso facto, quod non minus claram est quam in verbo; sed hoc non admodum urget, quia illud non est mendacium formale, sed materialis dissimulatio vel occultatio; nam id, quod fit, habet suum proprium usum licitum et bonum, et potest habere significacionem veram, scilicet sanctificationis et oblationis illius personae, que ad divinum cultum, et ad perpetuum continentiam ex tunc Deo dicatur; alia vero falsa significatio, que ab aliis concipi potest, non est intenta, et ideo non intervenit mendacium.

9. Quare non dubito quin ille modus, a D. Thoma relatus, sit licitum; et potius dubito, an sit sufficiente remedium, vel necessarium; sufficientes, inquam, nam, eo ipso quod virginitatis nomen in nomen castitatis mutetur, generabit suspicionem et scandalum apud audientes, pressitum mediocriter intelligentes, qui licet regulariter panicores sint, infamia tamen apud ipsos est majoris momenti. Necessarium autem non videtur esse mendacium, quia verba possunt legi- mendum sensum habere. Unusquisque enim cense tur loqui in eo foro in quo operatur; sic enim res sine mendacio negat delictum occultum, quod vere commisit, et judex per sententiam vere declarat innocentem eum, quem occulte scit, non sit, in judicio non probatur. Imo Scriptura divina, Luc. 2, et alibi, ita loquitur, ut pariter vocet eum, qui communiter talis reputatur, licet non sit; ergo similiter sine mendacio potest appellari virgo, que talis est in communi existimatione, non obstante contraria scientia occulta, que omnes intelligent humanum sermonem esse ex humana scientia et existimatione, et non semp per e re ipsa.

10. Probabilior responsio declaratur per duas partes. — Prima pars, quod possit Praetulatam illum admittere ad velum. — Non tenetur tamen admittere seculo scandalo seu infamia. —Quae circula prohibita existimatur, in casu omnino occulto posse hujusmodi feminam accipere velum consecrationis. Quod ita declaro; nam duplex obligation est hoc defectu occulto oriire potest, vel in Episcopo ad non consecrandam feminam, vel in ipsa femina, ut non se ingeat consecrationi. Quod si dum, si Episcopus solum habeat notitiam lapsus, pers confessio sacramentalem, certum est nec debe re, nec posse negare consecrationem feminam
LID. I. DE VARIETATE RELIGIONIS IN GENERE.

petenti, quia violaret sigillum. Si autem sciat extra sacramentum, per secretam revelationem ipsius femine, non censo teneri ad expellendum illam, seu negandam consecratiorem, quod tenet Summa Confessorum, et Sylvester. Ipsa tamen dicunt posse Episcopum dispensare, unde recte sequitur non teneri ad actum oppositum. Verumtamen, si ipsi supponunt juris prohibitio men, cum illud jus commune sit, oportet ut ostendat ubi data sit Episcopo facultas dispensandi in hac veluti irregulariitate; fortasse dicerent potestatem ejus ordinariam satis esse, ob necessitatem vitandi scandalum. Mibi tamen videtur tunc non esse necessarium dispensationem, sed jus ipsum commune non obligare Episcopum ad judicandum de re occultu, vel ad operandum ex scientia adeo privata et occulta, presenti cum periculo scandalis. Item, quia in illo actu nullo est mendacium, ut declaratum est, et alioquin non fit aliqua irreverentia tali consecrationi seu benedictioni, quia talis persona, non obstante precedentii lapsu, potest esse capax illius in ordinem ad perpetuum continentiam futuram; nec etiam obstant sanctitati illius status, aut conversationi aliarum virginiurn, quia bona fama et communis existimatio impedit omne incommodum; ergo non est cur cœcumus habeat probationem positam esse cum tanto rigore. Nilohilominus tamen non videtur teneri Episcopum ad consecrandum humusmodi feminam, quia potest se excusare ab illo munere, vel alio colore illum non admittere ad professionem. Quod quidem est verum, per se loquendo, et ex lege justitiae; nihilominus in individuo cavere debet, ne infames proximum sine causa, vel ne avertat humusmodi feminam ab statu perfectionis, maxime quando ipsa confidenter ei apertum consentiam suam in remedium, non in obstaculum. Quando autem Episcopus alia via habet, similne notitiam moraliter certam, jam non esse res adeo occult, et ideo meritum posset non admittere talem personam ad statum virginitatis; semper tamen debet id facere consolando famae illius, quantum poterit.

11. Secunda pars quod ipsa corrupta occulta possit velum petere. — At vero loquendo ex parte ipsius femine, centum multiteneri ad non petendum talem statum, etiam si ipsa sola norit delictum, sicut tenetur irregularis non petere ordinis, etiam solus sciat irregulartatem; imo addunt Sylvester et Raymundus, quod, licet virgo consecrata sit, si postea occultissime labatur, tenetur abstinere ab his actibus, quod sequatur consecratiorem monasterii solert per solas virgines consecratas exerceret. Sed est omnes intolerabile, ac proinde inerodibile, præsertim cum nec possit statu ostendi expressum preceptum, nec sit res tam necessaria, aut tantum momenti, ut propter eam vivandam obliganda fuerit femina ad se infamandum. Imo etiam quamvis occultus lapsus hane professionem precedat, non censo obligandam feminam ad se privandum illo statu, non solum quando sine infamia id vitare non potest, quod censo certum, sed etiamsi absque infamia possit alium statum aut modum vivendi secipere. Probatur prior pars, quia etiam cenonatum occultum non tenetur homin servare, quando non potest id facere sine gravi infamia. Secunda autem pars fit imprinis verisimilis, quia non tenetur quis se privare tanto bono spirituali, quantum est statu perfectionis, propter crimem occultum. Ratio vero a priori omnium est, quia jura non imponant hoc impedimentum tanquam penam vel irregulatatem ipso jure incurrendum, sed praepinunt Praelectionem ne consequent feminam corruptam; igitur, quando res occultus est, non tenetur ipsa femina se abstiner, sed potest in exteriori foro ita se gerere, sient in communi opinione habetetur. Et hoc plane supponunt 11. Thomas et alii auctores, qui dicunt posse consecrari mutuo nomine virginitatis in casuitis.

12. Secunda praegregatio hujus veli, quod a solis Episcopis consecratis, aut a proboresis ex commissione Papeandi potest. — Hec ergo est prima et præcipua praegregatio hujus veli consecrationis, quod ex vis eius institutionis est (ut sic dicas) velum virginem, modo a nobis explicant, cui consequentur est alia adjuncta, quod tale velum a solis Epscopis dari potest, juxta cap. Deostis, 20, q. 1, quod communiter ad hoc allegatur, ut patef ex Patudano, Sylvester et alii; ibi vero non dicitur expresso, sed indefinito sens passive dicitur, ut virgines non veletur nisi certa quaedam tempora, de quibus infra. Adsumtur vero postea haec verba: Vidamus autem velare Pontificium nullam tacentem, quae intelliguntur de velo consecrationis; ergo supponit illa prohibito adequatem ministrum hujus relationis esse Episcopum. In aliis etiam decreto, ubiecumque fit mentio ministri consecrationis, solus nominatur Episcopus. Et in Pontificali Romano in ritu illius consecrationis idem supponitur. Ac denique est
communis sententia, cujus rationem assignat D. Thomas, loco supra citato, quia hec consecratio est spiritualis quodam desponsatio cum Christo, per quam representatur desponsatio ipsius Christi cum Ecclesia, quoad illius incorruptionem, et ideo solus Episcopus (inquit) cuierna Ecclesia committitur, virgines desponsas velando, non sib, sed Christo, quasi sponsi paramymphus. Potest autem hec consecratio committiri presbytero per Summum Pontificem, non tamen censetur commissa per solam jurisdictionem Episcopalem, quia est actus ordinis, et non tantum jurisdictionis, unde neque Episcopus electus et confirmatur, et nondum consecrat us, potest illum exercere, et a fortiori non possunt Provinciales reli- gionum, vel ali similes inferiores Prelati, habentes jurisdictionem Episcopalem, nisi speciali privilegio Pontificio hoc eis concessum sit, sicut nonnullis Abbatis datum est. Episcopus autem non habet potestatem com- mittendi hoc munus Presbytero, quia non potest ei committere actus ordinis Pontificialis, juxta cap. Aqua, de Consecratione Ecclesiae.


14. An conferat gratiam vel remissionem venialium hac consecratio. — Addunt denique nonnulli Doctores, quamvis consecratio virginum sacramentum non sit, conferre tamen gratiam, et remittere venialia peccata ad modum sacramentum. Sed quod de gratia dicitur, non est intelligendum ex opere operato, ut per se notum est, alienius esse sacramentum, neque etiam ex speciali privilegio, quia nullum habet fundamentum; et merito autem operantis poterit per illud opus augeri gratia, sicut per alia bona opera, nihil tamen in hoc habet speciale; et ita est intelligendus D. Thomas, loco citato, ad 2. Quod vero specia- tat ad remissionem venialium peccatorum, vi- deri possunt dicta in 4 tom. tertiae partis, disputat. duodecima, sectione secunda, ubi etiam negativum fieri hune effectum ex opere ope- rato. Quod majori ratione de hac consecratione negari potest, quia communiter non solit hec consecratio numerari inter ea sacramentalia, quibus effectus ille tribuitur. Est
autem advertendum, velum hoc consecrationis dari posse vel in ipsa professione religionis, vel post illam; nam sine illa clarum est dari non posse, cum non intercedat, nec supponatur spiritualis desponsuum cum Christo. Quando ergo simul concurrerit hae solemnitatis cum profissione, ratione professionis, quae est nobilissimus actus, participabit aliquam majorem vim obtinendique gratiam, vel remissiorem pœnarum justa dicta in superiori tom. Quando vero sola consecratio separatim datur virgini jam professesse, non est tanta ratio, vel fundamentum alicujus extraordinarii effectus, quia in illo actu non est tanta excellentia perfectionis, et sola significatio non sufficit, cum non sit sacramentum.

15. Velum consecrationis duplex. — Ultimo est circa hoc observandum, hoc velum consecrationis posse distingui in velum commune, de quo hactenus diximus, et velum prelationis, quod Abbatissam cum speciali benedictione dabatur, quamvis jam hoc non sit in usu; nam, licet Abbatiasse benedicantur, non datur eis speciale velum, ut notant Antonii, dict. c. 2, et Turrec. supra, num. 11; ac denique velum, quod vocant ordinationis. Aliquando enim Concilia ita loquitur de ordinatione feminarum, ut patet ex cap. Sanctonimiales, 20, q. 4, addita Glossa, quae textum illum explicat de velo ordinandi, juxta cap. Diaconissas, 27, q. 4, quod sic habet Diaconissam non debere ante annos quadragesima ordinaris; ubi tamen Glossa exponit Diaconissam, id est Abbatissam, et ita tacite exponit de velo Praelationis. Probabile autem est nonnullas ex virginibus sacris solitas suisse depastari ad legendum Evangelium in choro, et alia similia ministeria, et illas suesse vocatas Diaconissas, et eorum benedictionem lato modo suisse vocatam ordinationem; jam vero hoc non est in usu, sed in ipsa consecratione virginum datur hæc facultas, nec aliud velum expectatur.

CAPUT XII.

DE OBSERVANTIA MONIALIUM; TAM QUOD SUBSTANTIALIA VOTA, QUAM QUOD SUBJECTIONEM ERGA PRELATOS ET REGULAM.

4. Circa paupertatem monialium una observantia. — Post professionem et relationem, sequitur religiosa observantia, et obligatio in qua moniales suo modo equiparantur monachis in substantialibus votis religionis; ha-bent tamen hanc obligationem suo statui et sexui accommodatum. Unde vel in materia talium votorum, vel in his quae conduci ad eorum observantiam, nonnulla habent sibi propriam, qua partim ad aliquam relationem, partim ad majorem rigorem et observantiam pertinent. Et primo circa paupertatem duo observari possunt: primum est, licet alicibus religionibus virorum consultius si paupertas, non tantum privans dominio bonorum in particulari, sed etiam in communi, monialibus autem id non expendere, quia non potest earum honestas et clausura tam integra et perfecte servari, nisi ab ipso monasterio habeant vitae necessaria. Unde, cum religio S. Clare in principio instituta fuerit sub observantia illius paupertatis, paulo post Innocentius III in ea dispensavit, permettendo, potius quam precipiendo, ut non servaretur, postea vero Urbanus V omnino servari voluit regulam absque tali paupertate, et Pius V, suo Motu proprio 8, Circum pastoralis, et Gregorius XIII, Motu 13, Doc. sacris, omnibus modis providere studuerunt, ut monastiria monialium habeant undique sustententur, ut et si eleemosynis indigent, potius Prelatum providentia, quam earum sollicitudine et postulatione habeantur; et quoniam experientia ostendit hoe esse difficultissimum, et quemcumque alium mendicitatis modum esse periculosum, ideo simpliciter consultius est monastiria monialium habeare communes reditus, quam paupertatem in communi profitteri. Alii qui expiciunt moniales Capuccinas, quas aiunt non posse habere bona stabili, ut diversiter poetae in Isidoro Mosconio, in liber. 1 de Ecclesia militante, part. 4, cap. 4. Verum autem non habet fundamentum in Concilio Tridentino, sess. 25, de Regul., cap. 2; nam solum exspect domos fratrum Capuccinorum et Observantium, unde quantum est vi Concilii, sine dubio possit habere bona stabili; et si fortasse illi privilegio renunciare volunt, indigent, ut existimo, Summi Pontificis approbatione, quia post moderationem Urbani non inventitur illud genus paupertatis approbatum pro feminis a Sede Apostolica.

2. Altera observatio. — Unde etiam sequitur aliud, quod observandum esse dicimus, pertinentque ad usum paupertatis in particulari. Obtinuuit enim consuetudo etiam inter moniales satis reformatas, ut licet singulis recipere singularis annis aliquos moderatos redditis, quibus ad res sibi necessarias uti possint. Hoc enim inde introductum videtur, quod monasteria regul-
CAP. XII. DE OBSERVANTIA MONIALIUM, TAM QUOD SUBSTANTIAIA, ETC. 495

lariter non habent redditus sufficientes, quibus omnia necessaria ad victum et vestitum, tempore salutis et agravitibus, omnibus provident, neque etiam monialibus datur tempus, ut suo labore manuum possint hujusmodi defectum supplere, et ideo ad vitae majora incommoda vel pericula, hujusmodi facultas cis permitteretur. Tenetur nihilominus ea uti servando necessariis regulis panpertatis, ut it ille usus proprietariorum non sit, sed dependens a Superiore et ejus arbitrrio, observando etiam quia circa hoc disponuntur a Concilio Tridientino, sess. 25, cap. 2, de Regular., quae in superiouribus fusius explicata sunt.

3. Circa castitatem notatio de clausura et vestitu. — Secundo, circa castitatem solum occurrit notandum, ratione illius praeceptum esse strictiorum clausuram monialibus quam monachiis, de qua copiose supra, tract. preceded., lib. 2, cap. 8, disputatum est. Deinde cum decentia ornatns omnibus religiosis com­ mendetur, maxima necessaria est, et presentem Deo consecratus, ut late prossequatur Hieronymus ad Demetriadem, et ad Eustochium, epistol. 8 et 23; et sape alias Basilii, et Ambrosii, in libris virginibus. Non invenio autem specialia praecepta circa hanc materiam eis imposita jure communi, praeter ea, quae vel ex natura rei consequuntur ex tali statu; vel ea, que de religiosis aut personis ecclesiasticis loquuntur, quae majori ratione cas obligant, quia inter personas ecclesiasticas computantur, et sub nomine regularium vel religiosis comprehenduntur, maxime in his que ad substantiam vel decentiam religiosis pertinent. Priori modo, hoc est, spectata natura rei, dictum est a Concilio Carthaginiensi IV, cap. 11, cap. 41, et habetur d. 34, cap. 24 : Sanctimonialis virgo, cum ad conscriptionem suo Episcopo offeratur, in tabulis vestibus applicatur, qualibet semper usa est professionis et sanctimoniae aptis. Posterior autem, hoc est, spectata juribus circa personas religiosis, in Clement. Adolescentes, de Statu monach., prohibentur uti vestibus ser­ ricis et variegatis, etc.; ubi Glossa adversit, prohiberii monialibus cum sua proportione, que clerici prohibita sunt Clement. Quoniam, de Vita et honest. clericrorum, et cap. 4, et ult., 21, q. 4.

4. Comam nutrire posses monialibus aliqui consens. — Dubitat autem specialiter, illa Glossa, an liceat monialibus nutrire comam, quia in illo textu solum dicitur, ut non utantur comatis et cornutis, id est, totius crinibus, ut loqui-
Prelato non subit, quia feminas non sunt capaces jurisdictionis ecclesiasticae, et hac obligatio non fundatur tantum in voto obedientium, sed etiam in propria jurisdictione spirituali, et ita in ea cum proportione locum habent omnia, quae de obedientia religiosorum in communi diximus. Non repugnat autem aliud quod monasterium monialium esse exemptum, et immediate subjectum Summo Pontifici, quia hoc ex ipsius voluntate et privilegiis pendet. Barum tamen hoc est, quia raro expediet, et tunc necessarium est ut Pontifex alicui vicem suas committat, qui in rebus necessarioriis jurisdictionem exercet circa moniales, pretendent in foro interiori, quia magis necessarium est. Pertur etiam moniales, quae dicuntur S. Brigidæ, quamvis habeant religiosos, qui in earum Ecclesiæ divina officia et sacramenta administrant, nihilominus non habere Prealum sibi superiorem, sed potius Abbatissem habere in omnibus Prelationem; verumtamen de illo instituto mihi non satis constat; necessarium tamen existimo, vel ut Summus Pontifex illi specialiter prodeat, saltem per privilégia; vel certe, quod verisimilis est, talia monasteria subjecta Ordinario esse debent, ut ab illo gubernetur in ilia, quæ a jurisdictione pendent, quamvis in ordinaria administratione exstructum rerum Abbatisse habeat Superioretatem, etiam in religiosos, qui solum esse videntur tanquam Capellani monialium, et incertum mihi est an religiosi ipsi, qui sacerdotes sunt, Abbatissem obedientiam promittant.

7. Notatius secunda, de subjectione ad Abbatissem, qualis convenit monialibus.—Altera obligatio monialium est ad obedientiam Abbatisse; hæc enim obligatio necessaria est in regimen et bonum ordinem monasterii. Dubiari autem solet, quanta sit hæc obligatio, et e converso quanta sit potestas Abbatisse, ad præcipientium monialium; quidam enim existimant non posse eas in conscientia obligare, pretendent sub mortali, quod indicat Soto, in 4. d. 20. q. 4. art. 4, quia feminæ non est capax potestatis spiritualis, sine quâ non videtur possidere præceptum imponi. Alii vero tribuunt illi hanc potestatem, etiam cum proprietate et rigore jurisdictionis, quia Abbatisse est capax ejus, saltem per delegationem, juncta cap. Dilecta, de Majoritate et obedientia. Prelati autem religionum, vel Episcopos, aut Pontifex, videntur hanc jurisdictionem commississe Abbatisse, tanquam necessariam ad regimen monasterii.

8. Primum pronuntiatum, moniales non subdi jurisdictionaliter Abbatisse.—Vera tamen resolutio est, distinguisham esse potestatem dominativam, et jurisdictionem, de quibus supra non semel dictum est. Abbatisse ergo non habet propriam jurisdictionem spiritalem, ut est communis sententia Theologorum, D. Thom., in 4. d. 19. quæestionem prima, articulo primo, quæestionis 3 et 4, et distinct. 28. q. 2. art. 4. q. 4. ad 3. Palud. d. 19. q. 2. art. 4. Sot. supra; Sylvest. et alii Summiætiter, verb. Abbatisse, a quibus non dissentient Canonistæ, in dieo cap. Dilecta, et consentiunt alii, quos reliqui in 5 tom. tertias partis, disp. 3. sect. 2. ubi variæ etiam jura reliqui, et explici dictum cap. Dilecta. Unde fit non posse Abbatissem, nec totum monialium conventuum, propriam legem condere, vel præceptum ferre, quod constantur actus in propræ specie virtutis specialis, nam hoc est proprium potestas jurisdictionis. Fit etiam ut moniales transgrediæ præceptum Abbatisse in materia temperantie, verbi gratia, non peccet specialiter contra virtutem temperantie, si opus de se aequum non sit illi virtuti contrarium. Et idem est in reliquis actibus et virtutibus, quia tali est transgressio, quæ est obligatio; obligatio autem, quæ non provenit ex potestate jurisdictionis, non constituitur in particulari specie virtutis, ut ex materia de legibus suppono, et in superioribus tactum est.

9. Secundum pronuntiatum, subdi tem domatam et dominativam.—Secundo vero dieendum est, haberere Abbatissem potestatem dominativam, hoc est, potestatem administrandi ac regendi monasterium, ac personas et bona ejus, ut idem actuores docent. Ratione ergo hujus potestatis potest praecipere monialium, et illas tenetur in conscientia obedire ex vi obediencia, quod Soto non negat, neque alii actuores. Moniales enim promittunt obedientiam Abbatissem, seu Priorissæ, ut constat ex formula profitendi; ergo si Abbatisse ita praecipiat ut fidem datam exigat, obligabit in conscientia; vel, si modus loquendi magis placet, voto ipsum obedientiam obligabit, posita tali jussione, quæ est quasi applicatio materie voti, in quo eadem est ratio potestatis et obligationis in femina, quæ in vicro, et quod hoc procedunt omnia supra dicta de subjectione religiosorum.

10. Quod requiratur ut per hanc potestatem Abbatisse obliget in conscientia.—Ad hanc autem actualium obligationem necessarium imprimitus est ex parte rei praecipue materia

11. Notatio ultima circa observationem regularum seu statutorum. — Ultima obligatio monialium est ad servandam suam regulam et constitutiones; nam haec omnia ad obedientiam revocantur. Qualis autem et quanta sit haec obligation, juxta unius sejusque monasterii seu religiousius morem; et constitutiones, et juxta principia superius posita judicandum est. Omnes autem observare debent ut saltem mensibus singulis confiteantur, et sacrosanctam Eucharistiam suscipiant, juxta Concilium Tridentinum, sess. 23, cap. 10, de Regul. Non tamen ponit praecptum, nec jubet imponi, sed solum Episcopos et Superiores admonet, ut in constitutionibus monialium eae admonerant de hac sacramentorum frequentia; et idem intelligendum est de observantia audendi quotidie Missam, nam per se maxime decet religiosum statum, ut in particellari notavit Anton., 3 part., titolo 16, cap. 7, § 2. Idemque de alius religiosis observantibus judicium est. Et quamvis fortasse statuta non obligent ad culpam, per Praelatos compelli possunt moniales ad eorum observantiam, cuius ipsi peculiarem curam habere debent in visitationibus suis, quæ ab Episcopis facienda sunt in monasteriis ibi subjectis; in exemptis vero, a propriis seu regularibus Praelatis; exceptis his quæ ad clausuram pertinent, nam, juxta Concilium Tridentinum, sess. 25, cap. 5, de Regular., hic in universum est Episcopis commissum.

FINIS LIBRI PRIMI.
Prælati non subsit, quia feminæ non sunt capaces jurisdictionis ecclesiasticae, et hec obligatio non fundatur tantum in voto obedientiæ, sed etiam in propria jurisdictione spirituali, et ita in ea cum proportione locum habent omnia, quæ de obedientia religiosorum in communi diximus. Non repugnat autem aliquod monasterium monialium esse exemptum, et immediata subjectum Summo Pontifici, quia hoc ex ipsius voluntate et privilegiis pendent. Rurum tamem hoc est, quia raro expedit, et tunc necessarium est ut Pontifex alicui vis suas committat, qui in rebus necessitatem exercat circa moniales, selectum in foro interiori, quia magis non est. Fertur etiam moniales, quæ d'Brigida, quamvis habeam religionis earum Ecclesis divina officia administrant, nihilominus non, et an sint sibi superiorem, sed habere in omnibus Praed in illo instituto mihi sit perfuncto ille specialitatis religio. S. Hieronymi, aut monasteria s ab illo gub pendunt. Externi videtur religiosorum in monachismi sit pertinere mendicantibus, quamque originem et institutionem habuerit.

CAP. VIII. De origine ordinis eremitarum S. Augustini, et an unus sit ex mendicantibus.

CAP. IX. An religio eremitarum S. Augustini, quæ hodie extat in Ecclesia, sit eadem resipsa, an solo nomine cum primis illis Augustinianis.

CAP. X. An sacer ordo Carmelitarum unus ex mendicantibus sit, quamque originem et institutionem habuerit.

LIBER SECUNDUS

DE VARIETATE RELIGIONUM

IN SPECIE.

Tria principalia genera religiosorum ex precedenti libro summiss, monachorum, clericorum, et fratrum mendicantium; quamvis enim hi vulgari modo loquendi sub nomine monachorum venire soleant, propriamen diversum gradum constituant, quasi medium inter dos predictos, ut satis explicitum est, et communi etiam usum monachales ordinis, stricte sumpli, soleant a mendicantibus distinguere. Sub unoquoque ergo horum generum sunt varie species, de quibus omnibus exacte dicere infinitum esset opus, et a meo insitulo alienum; non possimus autem omnino eas praetermittere, ut distincta hujus status cognitio habeatur. Dicam ergo de precipuis speciibus singularum generum, et in singulis quatuor puncta praecipua attingam. Primo, institutionem et originem seu autorem et approbationem religiosis. Secundo, finem ejus proprium, et ab aliis religiosis di-
CAPUT I. QUÆ FUERIT PROFESSIO MONACHORUM ORIENTIS, ETC.

1. S. Basilii religio hodie parum constat, nec Carmelitana cum ea coincidit.—Inter religiones monachorum prima omnium esse censetur religio S. Basilii, de qua paucis dicemus, qui jam fere non extant illius religiosis professoribus in occidentali Ecclesia; et licet in orientali esse esse dicentur, qui regulam illam adhuc observant, nobis non constat an illa religio, prout nunc est, sit approbata. Nam, licet regula S. Basilii approbata in jure sit, juxta cap. Perniciosum, 17, q. 2, nobis tamen incertum est quae mutatio in illo vitæ generis facta sit in Oriente; nam in Ecclesia occidentali, Carmelitarum religio censetur ilam regulam profitteri, licet non omnes illius religionis professorum id fataentur; et tamen ita sit, tanta est facta mutatio in religione Carmelitarum, prout nunc est, ab illa quam Basilii instituit, ut alia merito censerì debeat, ut cap. 10 dicemus, de illa specialiter disputando; nunc enim nolumus sub religione S. Basilii illam comprehendere. Et ob eamdem rationem nihil hoc loco dicemus de monachis antiquioribus Basilii, qui dicunturuisse imitatores Elie, ejusque in professione religiosa successoribus, nam de illis et res est valde incerta, et commodius de illa dicemus eodem cap. 10.

2. Anse Basilium est in Oriente profesio monastica.—Certum nihilominus est, ante Basiliumuisse in Oriente institutum monasticam professionem; nam de monachis Alexandrinis mentionem facit Eusebius, lib. 2, cap. 16, et, ut supra retribuimus, multi censent Eusenios, de quibus Philo scripsit in libro de Vita contemplativa,uisse Christianos monachos. Quod sensi etiam Hieronymus, lib. de Scriptoribus eclesiasticis, in Marco, et in Philone, dicens, habitacula eorum appellasse monasteria; quod etiam sensis Epiphanius, heresi 39, et eadem ratione dixit Cassian, lib. 2 de Institut., cap. 5, Aegyptios monachos a S. Marco esse institutos. Quam sententiam late et erudite confirmit Cardinalis Baronius, 4 tom., anno 64, fere per totum.

3. De professio partim solitaria, partim coenobita.—Id est extensum eum Pablo et Antoni, et antiquorum etiam. —Quae autem fuerit vivendi ratio in illis antiquis monachis ante Basilii temporae, nobis in particulari non constat, sed id solum quod generale est vitae monasticae, tum quoad substantiaila vincula religiosi status, tum etiam quod finem vitae contemplativae, et consequenter quoad habitacionem illi accommodatam, et a communi hominum consortio sejunctam, sub monachi habitu et professione, quae omnia in superioribus visa sunt. An vero illi monachi vitae omnino solitariam, vel communem seu coenobiticam agerent, non potest universaliiter definiri. Certum autem est, utrumque vitae genus ante Basilium, et fortesse a principio nascentis Ecclesiae observatumuisse; nam de solitaria vita habemus exemplum Pauli, qui per centum annos ante Basilium illam coluit. De coenobitica autem constat etiam ex Athanasio, Antonium pluris conditione monasteria, in quibus plures discipulos congregavit, et monasticum vitae exercere docuit. Et ante illa tempora Dionysius ex monacho factus est Pontifex, ut Damasus et Platina referunt, et Baronius, tom. 2, ann. 361, dicit vocare monachum, quia solitarius vitae aliquando egit. Cassianus etiam, collat. 18, cap. 5 et 6, existimant monasticam professionem, paulo post tempora Apostolorum inchoatam, usque ad Paulum et Antonium continuasse, et ex coenobitica anchoretas ortosuisse; unde inferi, hoc vitae genus non casu, vel necessitate vitandi persecutionem, ortumuisse, ut jam eo tempore quidam diciabant, et nunc etiam heretici calumniabant 1, sed studio perfectionis. Quamvis enim Paulus (ut ipse ibidem fatetur, et Hieronymus in ejus Vita) ea occasione in eremum secesserit, tamen quod ob eam totannis in ea permanescit, et tam severe observaverit, fingi et cogiteri non potest; et de Antonio referit Athenasi, solum studio perfectionis vitae illum

1 Bellarm., lib. de Monach., c. 5.
aggressum fuisse. Refert tamen modum conversionis ejus, dicens: Nec dum tam modra monasteria in Aegypto, necus omnis qui episcopiam aviam solitudinem noverat (Pauli enim secessum tunc ignoraasse videtur); sed qui unumque in Christi servitate sibi simpi ipsi prodesse cupiebat, non longe a sua villula separata instituerebat. Erat ipse in agello vicino senex quidam, vi
tam solitarium a prima sectam etate. Hunc Antonius cum vidisset, amissus est ad bonum. Et primo quidem incipientis ipsi in loco paul
tulum a villa remotioribus manebat; exinde autem, si quem in hoc studio vigilantem compe
erat, procedens quarebat, ut avis prudentissima, nec ad habitacionem suam ante remeabat, nisi eum, quem cupiebat, fruereet aspectibus.

4. Quo sensu solitaria vita processerit aut non processerit Paulum. — Quo
modo cenobitica processerit Antonium. — Ex qua narratione intelligimus, vitam solitariorum cenobiticam aliquo modo ante Paulum et An
tonium fuisse, et aliquo modo ab eis ine
cipisse. Processerit enim solitaria vita in locis parum ab oppidis remotis, ut constat de illo sene, quem imitatus est Antonius; incept autem in Paulo quoque internam et longe se
paratum eremi solitudinem: et in hoc sensu dixit Hieronymus, epist. 22 ad Eustochoium, Paulum fuisse primum eremitan. Sic etiam non est inconveniens admitting, ilam tam singularem separationem incipisse occasione fugienda, nempe institutum ipsum per se electum et intentione fuerit, et non sine speciali providencia Dei evenisse credendum sit, ut illud esse quasi singulare exemplum illius vitae, quod postea aliis sine necessitate persecutionis imitati sunt. Nec ta
men affirmare possimus nullus similis eremita antea fuisse, sed solum nulam esse de illis antiquiorum historiam vel narrationem. Quod autem vita etiam cenobitica precesse
rit Antonium, indicatur ab Athanasio, dum ait non tam crebra fruere monasteria; non enim dicit omnino fuisse nulla, sicut loquitur de incolentibus aviam solitudinem; sentit ergo fuisse aliqua cenobia religionis. Nisi per monasteria intelligamus singulas religion
sorum celulares, etiam si unaqueque esset quasi domus ab aliis separata, unum tantum habens habitatorem; solet enim verbum monas
terii in hoc sensu sumi, ut patet ex Philone, lib. de Vita contemp.; et Nicephoro, lib. 8 Histor., cap. 39, nam in rigore nihil aliud significat quam habitationem monachi; unde sicut monachus ita appellatus est ex so
litaria vita, ita monasterium solitarii habita
culum seu solitudinem significare potest, ut etiam Ambrosius Calepinus interpretatur. Unde etiam olim grece diecebat auterica, id est, ascetarum habitacu
a; diecebat autem aetate, qui in solitudinibus ad perfection
em exerceretur, et eorum mentio fit in actis sanctorum martyrum, ut videre licet in Barocio, tom. 2, anno 361, § Redemus. Ver
rumtamen, etiamsi admirabantur plura monas
teria in hoc sensu appellari plura habitacula singularum monachorum inter se loco se
juncta, nihilominus verisimilium est ordin
arium et magis usitatum modum vivendi tali
um monachorum fuisse, ut omnem, qui pro
pe aliquod oppidum habitabant, aliquam in
ter se unionem habebant, et unum Pyratum recognoscerent, et Archimandrita olim diece
batur. Unde in leg. Nos reddentes, Cod. de
Summ. Trinitat., vocantur Archimandrites sanctorum monasteriorum; nom singuli Pra
lati ece se habebant sub se babere plura monas
teria in declarata significatione; mandra enim grece spesuncam significat, et monachi lice, licet in desertis separati tanquam in speluncis habitarent, junum habebant quasi Principem et Pyratum, et ita simul solitariam et cenobiticam vitam agebant, cujus vestigum nunc in ordine Carthusiano conspicimus, et expres
sis in celebri conventu B. Virginis Monnis Serrati, ordinis S. Benedicti, et aliis simi
libus.

5. Post Antonium vita monastica mirae cep
sit propagari. — Non tamen de regula aut so
rietate talium monachorum existat constat.
Hunc ergo statum videtur habuisse in Ori
to institutio monastica usque ad tempora An
tii. Post Antonium vero mirabile incrementum accepit, ut ex Athanasio intelligimus in vita Antonii, qui etiam monachos secum habuisse commemoret, libr. de Fuga sua, circa finem. Item de Hieronymo, epist. 7 ad La
tam; dicens: De India, Persia, Ethiopia, monachorum turbam quotidie suscipimus; et ex Nicephoro, lib. 11 Historie, cap. 34, oubi, incipientis tractare de monarchis illius etatis et religionis, quos ecclesiasticos philosophos appella
vit, inquit: Magnus enim tunc, et haud scio,
an alto titum tempore magnaorum eorum processus fuit. Et significavit ab Antonio originem duxi
se, ut idem latius prosequitur, lib. 8, cap. 40, oubi de Antonio inquit: Habiti discipulos multos probatos admodum, et qui magistrum vitae institutio,
sapientem studio, et virtute reliqua salis feliciter retulerunt, qui parum in
CAP. I. QUIE FUERIT PROFESSIO MONACHORUM ORIENTIS, ETC.


7. De fine hejus religionis. — Igitur, quan- tum ex illis regulis colligi potest, institutum illud Basili, ex parte finis, monachatus pro- prie fuit; nam finis illius fuit diaene contemplationi vacare, et ideo separatam habitatio- nem habere ab omnibus hominibus, qui com-
munem viam mandatorem sequuntur, ut patet ex reg. 6, ex fusiuis disputatia. Et quamvis in regul. 7 comparet solitariam vitam cum cenobitica, et hanc posteriorem praefaret, utramque tamen supponit debere ad contemplationem principali et ordini. Et quamvis actionem aliquam in monacho requirat, semper tamen orationem et contemplationem tanquam finem principalem ponit, ut patet in c. 2 Constit. monast.; laborem autem munum ad corporis exercitacionem et congruentem hominis occupationem requirit, ut patet ex c. 5 earumdem constitutionum.

8. De medias, ac primum de pauperitate, castitate et obedientia.—Media autem, qua ad illum finem proponit, imprimit ea sunt, quae ad substantiam status religiosi pertinent, ut sunt paupertas, obedientia, castitas, sub uno Praetato, de quibus in predictis regulis late disputat, exhortationes poetas et generalia documenta, quam peculiare alicui et proprio illius instituti tradens, unde quod paupertatem non invenit esse illius prohibi- tum alicui in commune habere, sed solum in particulari; hanc vero exactissimam requirit, adeo ut nec minimam eleemosynam religiosa sine licentia facere permettat de communibus bonis, et cum licentia, non sine magna circumspexitio, ut patet regul. 87, 94, 100 et 104, et 302, ex brevioribus. In castitate etiam et obedientia maxime observantiam postulat; et hæc vota pactum et promissionem appellat, que violari aut rescindiri non potest, in Constit. monast., cap. vigesimo secundo, et trigesimo quinto.

9. De medias alius accidentarium. — Quod alia vero specialia media requirit imprimit peculiarum, pauperem et simplicem habitum, ut patet in regul. 23, ex fusiuis; non tamen declarat cujus coloris aut figuræ ab ipso fuerit Institutus. Quod habitacionem, praeter separationem conventus, ordinariam clausuram requirit, et ferenullamcum secularibus hominibus conversationem permittit, ut patet ex cap. 6, 7 et 8 Constitutionum. Non invenio tamen de modo servandi silentium alicui speciale ab eo statutum, praeter ea que sepe docet de moderatione circa locutionem servanda, ut cap. 42 et 43 Constit. Similiter de ratione victus, non invenio in regulis Basilii usum carniumuisse prohibitum, sed tantum commendari ut simplex, commune et moderatum alimento sit, et unicujque necessitati accommodatum, ut patet ex regul.

CAPUT II.

QUE FUERIT RELIGIONIS S. BENEDICTI INSTITUTIO ET PROGRESSUS.

1. De inititis monachatus in Occidente quid indicet Ambrosius. — De vita monastica, quando primum opeperit in Occidente, non omnino certum est; significat autem Ambrosius, ab Eusebio, Vercell. Episcopo, primum fuisset monachatum in Oriente in Occidentem adductum. Indicat tamen non fuisset ab illo institutum aliquam religionem monasticam, de qua nunc loquimur, sed statum religiosum clericati adiunxisse. Sic enim ita sermo. 15, qui est de laudibus ejus: Ut aliter taceat, illud quam admirabile est, quod in hac sancta Ecclesia oeadam monachos instituit esse, quos clericos, atque talem penetra- libus sacerdotalia officia continuiter, quibus et in-
CAP. II. QUÆ FERUIT RELIGIONIS S. BENEDICTI INSTITUTIO ET PROGRESSIO.

salaris castitatis conservatur, ut esset in ipsius viris contemptus rerum, et accuratio Lessorum, ut si videre monasterii lectulos, instar orientalis proposito judicaret; si devotiones cleri perspiciens, angelici ordinis observatione gauderes; et libr. 8, epist. 23: Quod si in aliis Ecclesiis (iniqu) tanta suppedit ani mandi sancti consideratio, quanta cura cepisulior in Vercellensi Ecclesie, ubi duo pariter videntur emigi ad Episcopum, monasterii continuum, et disciplina Ecclesie. Hac enim primus in Occidenti partibus diversa inter se Eusebius unus et memoriam conjunxit, ut et in civitate positis instituta monachorum teneret, et Ecclesiis regeref; ejusem unitate.

3. Hic locus Ambrosii non convincit, ut varia exempla ostendunt. — Quia verba, ut dixi, intelligi possunt, quia et ipse met Eusebius in persona sua austeritatem monachorum observaret, et clericos suis juxta eam instineretur. Et fortasse non deno adjuxit religiosum statum clericatui; ostendimus enim ab initio Ecclesie ab Apostolis et eis disciplis fuisse observatum; et verisimile est etiam in partibus Occidentis, et maxime in Ecclesia Romana eum morem fuisse antem introductum, ut eis epist. 5 Clementis, et ex aliis collegit. Austerioratem ergo monachalem illi statui adjungere potuit; vel certe propria monachorum monasterii institutum, ex quibus postea clericos crearet; et ideo dicitur monachatum clericati conjunxisse. Nam de D. Martino, si erit equale referat Sulpius, dialog. 2, cap. 7, factum Episcopum, extra civitatem duobus fere millibus monasteriorum sibi statuississe. Quod sic describer: Ipsi ex lignis contextum cellulam habebat, multique ex fratribus in eundem modum plerique suo superstite monte caelo, receptaculac sibi fecerant. Disciplupi vero octoqinta erant, qui ad exemplum beati magistri instituerant; nemo ipse quicquam pro proprium habebat, omnia in medium confecetabant; non emer, aut vendebat (ut plerisque monachis moris est) cuiquam licebat. Ars ibi acceptis scriptoribus nulla habebatur; eum tamen operi minor atae deputabantur, majores octionis vacabant, et subdit inferius: Plures ex his postea Episcopos viderim: quae enim esset civitas, aut Ecclesia, qua non sibi de monasterio Martini supererat successorem? Videtur ergo illud fuisse proprium monachorum institutum in fine, quidem contemplatione, et in modo habitatio, et vitae austere, orientalibus simile, in genere autem actionem, et labore manum aliquantulum diversum. Cojus ratio fortasse futit, quia ad creandos inde clericos et Episcopos a Martino ordinarantur. Sed et ante Episcopatum legitimus Martinum Mediolani monasterium monachorum erexitisse, apud Sulphitum supra, cap. 4, et cap. 8 referit condidisse alium juxta oppidum; quod non explicit quale fuerit, videtur autem logi de civitate Pictaviensi, ubi Hilarius Episcopus erat, quem ipse prosecutus fuerat. Augustinus etiam, libr. 8 Confessionum, cap. 6, referit suo tempore fuisse monasterium Mediolani plenum bonis fratribus extra urbem maxima sub Ambrosio nutritore. Et libr. 1 de Moribus Ecclesiae, cap. 31, locuens de multitudine monachorum, tam in vita solitaria, quam in cenobitica degentium, dicit, per totum orbesm in dies magis magisque diffundere, et in Oriente maxime, atque Egypto, signifiacis jam tunc fuisse in Occidente diffusum, quamvis fortasse non equaliter. Et cap. 33: Fidi (iniqu) diversorum sanctorum Mediolani, non paucorum hominum, quibus unus Presbyter prevenerit, vir optimus et doctissimus, et addit: Plura eis hunc Romam cognoveri, etc. Quod autem illa Romana monasteria non multo ante inceptissent, sed tempore Athanasii, et occasione adventus ejus in Urbem, ex Hieronymo colligerit, epist. 16 ad Principiam, dicente: Nulla eo tempore nobilium feminarum notiora Romae propositum monachorum, neque audebat, propter rei nobilitatem, ignorinius, ut tunc putabatur, et vide in populis nomen assumere. Hac ad Alexandrinis pruis sacerdosibus, Papage Athanasio, et postea Petro, qui persecutionem Arianum hareosos declinantes, quasi ad tuitissimum communinis suum portum Romam converterant, eis B. Antonii advos tunc viventis, monasteriorumque in Thaide, Pachomii, et virginum, ac viduarum didicit disciplam.

3. Quo tempore vertismilliter superavit monachatum in Occidente. — Unde constat, eodem tempore, quia in Oriente per Antonium monachorum vita in ordinem redigi cepit, in Occidente per Athanasium inductam esse, et ab Urbe tanquam a capitae facile ad aliam Occidentis regiones dimanasse; quamvis non defuerint heretici, qui monachorum nosmin statum aspectari coeperint, ut Augustinus commemorat in Psalmum 132. Postea vero ipsemet Augustinus monachatum in Africam invexit, de quo dicemos cap. 8 commodos, tractando de eremitis mendicantibus. De illa ergo estate usque ad D. Benedictum nihil certius, vel specialius de monachalibus religioso-
LIB. II. DE VARIETATE

nibus, seu institutis in Occidente dicere possit.

4. Quod tempore feuit religio S. Benedicti.
— Post hae vero tempora D. Benedictus, anno Domino 500, vel circiter, suam religionem sub propria regulis instituit; prius enim ipsa sanctae conversationis habitum, ut Gregorius ait, id est, monachalem, a Romano monacho accepsit, qui Romanus sub Theodati Patris regulis degebat, referente eodem Gregorio, lib. 2 Dialogus, cap. 4. Benedictus autem non videtur in eo monasterio, vel sub ea regula aliquando vixisse, quia neque a Theodato receptus est, neque illi fuit cognitum, sed statim in Sublacum secessit, ubi in spelunca diu delectuit, solo Romano sciencia, et cibum occulte ministriante. Post paucos vero annos congregare discipulos crepit, et in monte Cassinate principale sui ordinis conobium fundavit, et plura monasteria in Italia construxit; propriamque regulam edidit, quae inter approbatas ab Ecclesia refertur in cap. Perniciosum, 17, quast. 2. Et eam laudat Gregorius Papa, lib. 2 Dialogorum, in fine, et a monumantis ejusdem ordinis refertur specialis approbatio ejusdem Gregorii Papae, et Zacharias; et quando illa deessent, generali traditione, et acceptatione tot Pontificum et totius Ecclesiae satis approbata esset.

5. Quod institutum seu professio hujus religiosi.
— Constat igitur imprimit religionem a Benedicto institutam, propri et perfecte monachalem esse, nam finis illius solum est propria perfectio ad divinam contemplationem et laudem ordinatae, et comparanda per mediae vitae monasticae propriam, ut ex discursu ejusdem regulae constat. In qua illa, quae pertinent ad divinum et canonicum officium et psalmomad, expressius et distinctius tradita inueniuntur, quam in aliis regulis religionum ab Ecclesia approbatis; simul tamen in eadem regula, artificialia, sua opera, et laores monachorum commendantur, nam in ea supponitur statum illum non fuisset per se institutum ad clericorum ministeria, sed ad vitam puram monasticam, prout ante Benedictum in usu erat. Quocirca, quantum ad finem et substantiam religionis speciat, non videtur fuisset diversum Benedicti institutum ab antiquis institutis monachorum, quamvis tassisse in habitu fuerit diversum, et ad certam regulam redactum. Antea enim non videntur monasteria omnia, præsertim in Occidente, aliquam unam regulam observassse, sed unumquodque vel juxta receptas consuetudines, vel junta Abbatis et Episcopi arbitrium gubernabatur. Post Benedictum vero monasteria omnia, vel ab ipso vivente edicta (quae multa fuerunt, ut ex Gregorio colligitur, lib. 2 Dialogus, nam prius quam Sublacum relinquuerat, duodecim monasteria instituit, et postea Cassinese monasterium fundavit), vel ab ipsius discipulis Mauro, Placido, et aliis, in Sicilia, Gallia, et alis provinciis effectum, aemendum regulam et religionis unitatem servavit.

6. Circa temporae S. Benedicti aliis monasteriis a eis fundatoribus sunt instituta. — Hic vero interrogare potest aliquid, an post Benedicti institutionem non solum monasteria omnia, quae ab ipso duxerunt originem, sed etiam religia omnia monachorum domicilia, quae ab aliis monachorum parentibus vel ante Benedictum, vel eodem tempore in Occidente, et præsertim in Italia sedicata erant, Benedicti institutionem susceperint, et ad ejus regulam sese accommodaverint. Quod enim et alia monasteria et aliis fundatores eorum tunc fuerint, præter ea quæ in principio capit diximus, constat ex Gregorio, lib. 1 Dialogorum; nam in cap. 4 refert, Honorato, virum sanctissimum, in Samnii partibus, in loco qui Fundis dicitur, monasterium construxisse, et ferme ducentorum monachorum patrem exitisse; de quo etiam Honorato refertnullius fuisset discipulum, sed a Spiritu Sancto ducatum. Et c. 2 commenrat Libertinum ejusdem Honorati discipulum, tempore Totilae, regis Gothorum, ejusdem Fundensis monasterii prepositum; unde colleigitur Honorerat vel sexualem Benedicto, vel paulo ante temporae Benedicti fuisset; nam ex lib. 2, cap. 14, Dialogorum, constat Benedictum tempore Totilae vivisse, eique mortem prædixisse. Simile est quod de S. Equitio refert idem Gregorius, lib. 1, cap. 4, Sallustum monasteriorum patrem in provincia Valeria exitisse; quem tamen vel sexualem, vel seniorem Benedicti fuisset, ex fine ejusdem capitatis constat, ubi de ejus vita inquit: Hac Albinae Resitine antistes Ecclesiae cognosce, et adduc supersunt multi qui scire poterunt. Et inferius ait, quod tempore Longobardi provinciis Valeriae vexare coeperunt, Equitium jam defunctum fuisset.

7. Hoc igitur positum, inquirimus an post Benedicti institutionem manseer inter monachos veluti religionum distincti, vel omnes coeperint sub Benedicti regulae militare. In quo in antiquis historiis nihil certum invenio;

termum rescit. Dicit autem Gregorius in priori loco de eodem Equitio: \textit{In Valentinum provinciam partibus magnum admirationis habebatur} et infra: \textit{Qui, nimium Equitis, pro sua magnitudine sanctitatis mulitorum in eadem provincia monasteriorum passa estiis;} et infra, circa finem cap. \textit{Silere, inquit: Non debeo, quot de hoc viseo (id est, de Equitio), Abbas quandoam meo renereditissimo Valentino warrante, apnosi, etc. Unde satis constat eundem esse Valentinum, vel Valentinum Abstem suum, de quo utroque loquitur, eumque suisse ex illis monachis, qui in Valentinis instituuntur, et suisse discipulum Equiti, cujus jam de facti miracula Gregorius narrat et, sucesseorum ejus in aliquo ex illis monasteriis Valenlire, quorum pater Equitus fuerat. Potestque hae dubitatio conjecturis confirmari, quia D. Gregorius, quamvis eum notus libro 2 Dialogorum et eae alias, de Benedicto sermone habeat, nunquam indicat se suisse suus religionis alumnus, neque patrem suum illum vocat, siet de Valenlire loquitur. Similiter aegde de doctrina ejus, lib. 2 Dialogorum, cap. trigesimo sexto, solum dicit: \textit{Doctrina quaque verbo non mediocris fuerit; nan scriptis monachorum regulam, discreiones practicae, sermones inclementi; quot vero illam ipse professus fuerit, non indicat. Imo etiam in approbatione suiperius citata, solum dicit, se legisse regulam illam, laudasse et confirmasse, non vero servasse, aut professum esse.}

9. Nihilo minus tamen juxta superiorem resolutionem, numero septimo positam, facile explicare possumus communem seu receptam opinionem. Fater enim ex historis ecclesiasticis non satis colloci Gregorium suisse S. Benedicti monachum; nec Ioannem Diaconum in vita ejus; nec Gregorium Turonensem, lib. 10 de Historia Francorum, cap. 1; nec Platinam aliam affirmare, quam Gregorium edificasse monasterium, et in eo monachum suisse. 

Verisimile etiam est Abstem quem primum praeceperit suo monasterio, fuisse ex provincia Valeria; quia ex discursa facto valde probabiliter colligitur illum primum Abstem suisse Valentinum. Unde etiam verisimile est illum Valentinum ab Equito, et non a Benedicto institutionem habuisse. Multa vero alia, ex quibus haec conjectura pendet, incerta remanent. Primum, quam regulam servaret Valentinus in suo monasterio Valeria. Fieri enim potuit ut, licet Equiti discipulis fuisse, et ei in monasterio successisset, crescente fama Benedicti (quae sine dubio fuit vel aequalis, vel fere ejusdem temporis cum Equito), illiusque regula divulgata, eam in suo monasterio receperit, juxta conjecturam superius factam. Deinde incertum est an Gregorius advocaverit prinos monachos ex provincia Valeria, vel ex domicilii S. Benedicti, hoc enim posterius fit verissime, tum ex propinquitate locorum, tum ex majori notitia et conversatione, quae esse poterat cum monachis illius religiosi. Nec haec obstat, quod Prelatus ex remota provincia Valeria adductus fuerit, quia fieri potuit ut sanctitate et munere regendi fuisse celebris illustris, et per notitiam et famam cognitum; nam alibi legimus apud eundem Gregorium jam Pontificem, aliquando praecipisse homini secundi Probo, ut sui monasterii Abbas fieret, lib. 9, epist. 22. Tertio, est incertum sub qua regula voluerit Gregorius a principio fundationis sui monasterii ejus monachos vivere; estque verissime ipsum Benedicti regulam elegisse, quia semper maxime approbavit et laudavit illam, ut constat ex citata bulla, et citato loco Dialogorum. Quod si quis dicit, Gregorium non approbasse illam regulam, nec praecipisse ut ab omnibus monachis Ecclesiae Latinae reciperceret, nisi postquam fuit Summus Pontifex, respondemus hoc esse verum de approbatione authentica: tamen, cum Gregorius ante monachum suum vir esset et doctus, et prudentissimus, ignorare non potuit regulam S. Benedicti, quae illo jam tempore erat celeberrima, presenti in Italia partibus. Itemque cum magno consilio et desiderio perfectione, tam de suo monasterio erigendo, quam de sua conversione deliberaret, ut ex ipsa met Gregorio constat, in prefatione Morali, per se fit statum creditibile regulam Benedicti pro se et pro suo monasterio elegisse.

Hoc ergo modo nihil repugnatur Valentinum, Abatem S. Gregorii, fuisse discipulum et successorem S. Equiti, et nihilominus Gregorium suisse in professione et regulae disciplina S. Benedicti. Cujus etiam magnum argumentum est, quod multa decretum sunt ap ipso edita in favorem monachorum, quae habentur 16, q. 1 et sequentibus, presentiin 18, q. 2, quamquam in eis nulla fiat specialis mentionis religiosis S. Benedicti.

10. Quumodo verificaret tot viros insignes suisse monachos Benedictinos. — Secundo, juxta eandem conjecturam n. 7 intelligendi existimo, quae Thlehmensis, lib. 1, cap. 2, de
numero virorum illustrum ordinis Benedicti

tini narrat, nimium fuisset in illo ordine octodecim Summorum Pontificum, quorum primum

pouit Gregorium Magnum; Cardinales plus quam ducentos, etc., quae breviter etiam repetit libro de Script. Eccles., in Benedicto. 

Hec enim omnia in hoc fundari existimo, quod omnia, quae in hisistoriis referuntur de sanctitate, dignitate aut qualibet alia singulari excellentia alicujus monachi, qui post Benedictum vixit in Occidenti usque ad ea tempora, in quibus constat religiones monachorum fuisset multiplicatas; omnia (inquam) attribuuntur religione S. Benedicti, etiam historiographi non semper in speciali referant illam religionem, sed monachatum. 

Quod merito fit juxta concurret a nobis factum, et fortasse sine illa difficile erit illa omnia fundare, aut vera invenire. Ima quia, ut statim dicemus, Cisterciensium religio et aliae Benedictum habent parentem, ideo ideo personae illarum religionum solet etiam Benedictinae attribui. Et hic oritur varietas, nam interdum legimus fuisset octodecim Pontificum Benedicti ordinis, interdum viginti quattuor, et aliae similis, quae in concordiam rediguntur dicta animadversione. Nam interdum est sermo de religioni S. Benedicti, precise ut a suis filiibus distinguatur, interdum utillas compositur. In hoc vero fortasse per inconsiderationem excessit Thrimius, quod suae religioni attribuit Episcopos, Abbates, vel Sanctos aliquos, aut Benedicto antiquiores, aut non ad Occidentales monachos pertinentes, ut notavit Baron., 6 tom., anno Domini 494, sub finem.

11. Jura, quae continent aliam observantiam monachorum S. Benedicti, non semper novam aut majorem obligationem inducunt. — Tertia, ex dicto principio in numero illo 7, ortum est ut decreta antiqua, quae de monachis aliquas legitates statuunt, præcipue ad Benedictinos monachos diriguntur, ut patet ex cap. Cum ad monasterium, et cap. In singulis, et cap. Ex qua, de Statu monach., et Clem. Nor in agro, eod. tituli, quae de monachis nigris speciali mentionem faciunt, quae appellat solis Benedicti convenit, Circa jura duae morales questiones oruntur. Prima est an illa omnia, quae in illis juribus specialiter statuuntur, obligent in conscientia, et ad peccatum mortale pro materie qualitate. Quod dubium in particulari in praecepto confitendi et communicandi singulis mensibus tractavi in 4 tom. tertio partis, 

put. 36, sect. 5, et in summa dixit non addere majorem obligationem, quam regula ipsa religiosa juxta suam institutionem afferat, quia verba canonom non plus indicant. Quod idem consequenter censeo esse dicendum de praecepto abstinendi a carnisbus, servandi silentium, et alii simulibus, quae de se erant a monachis observanda ratione regulae, et in quibus nec gravior pena, nec aliquid specialius in jure additur, quod major obligatione signifietur. Quod in particulari de prohibitiione abstinendi a carnisbus docui Sylvester, verb. Religio, 7, quest. decima quarta, et sumitur ex doctrina D. Thomae, 2, 2, q. 185, articulo 8 et 186, art. 9, et Quodlib. 1, art. vigesimo, cum tamen transgressori hujus praecepti gravissi imponatur pena in cap. Carnem, de Consecr., d. 5: Secum mensum spatii (dicitur) retrusioni, et penitentiam subiecit. Explicat autem D. Thomas, illud intelligentem esse, quando contra expressum praeceptum Superioris cum inobediencia vel contemptu monachus carnes comedint. Itaque, quando statuta regulae in decreto aliquo juri quasi revocata inveniuntur, si non addatur nova censura grave peccatum supponens, vel aliquod adiuit signum seu verbum novum obligationem indicans, non videtur de novo addi, sed solum instaurari, et ad suum pristinum statum restituiri, quia fortasse per non usum vel per absum pretermissae erat. 

Alicuius vero imponuntur monachis in jure specialia praecepta sub gravi obligatione, quae juxta generales regulas de legibus dignoscenda est; et de illis nonnulla attingimus tractatu precedentem, agendo de habitu, et de clausura, et de regula religiosorum, preter alia, quae diximus alibi tractante de censuris.

et in particulari ad monachos illius religionis limitantur, ut in dicta Clement. Et tunc censeo legem ex vi dispositionis suae non obligare alios monachos, quia non extenditur ultra verba sua. Dio a autem, ex vi dispositionis suae; non alio de parte materie potest extendi, ut si ex lege ipsa constet non considerasse veluti specificam differentiam illius religionis, sed generalem rationem, et necessitatem monachalis status; tunc enim materie esse videtur, quod tales monachos proprio nomine appellent. Alio vero modo potest dici lex lata pro solis monachis S. Benedicti, quia eo tempore lata est, quo non erat alia religio monachorum, vel in quo omnis illorum monasteria sub regula S. Benedicti militabant, quamvis verba canonis indifferenter sint, solumque de monachis mentionem faciant. Et tunc, ex vi dispositionis legis obligatio extenditur ad omnes monachos, etiamsi postea aliqui exorti sint; quia huc est natura perpetua legis, ut ad omnes extendatur, qui postea nascentur, si sub verbis et tenore legis comprehenduntur, ut supra etiam diximus de legibus, quae de religionis sub hac voce, vel sub nomine regularem aliquid statunt. Nhilo minus vero tunc et converso considerandum est, an ex materia vel ex aliis circumstantiis intelligatur dispositio legis magis esse restricta, ut si fundatur in speciali regula, vel professione S. Benedicti, aut quid simile; tunc enim indifferenter vocis monachi, ex circumstantiis determinanda est. Et hec sufficit atigisse in particulari de hac religione, pro ratione instituti a nobis propositi.

CAPUT III.

QUE RELIGIONES MONACHORUM EX BENEDICTINA ORTE SINT, ET AN SINT AB ILLA DISTINCTAE?

Post institutionem religiosae S. Benedicti multo tempore sine nova instituente monasticorum ordinis, et consequenter, ut credimus, totus occidentales monachismus Benedictini ordinis erat. Postea vero, post annum Domini 900, quia fortasse observantia illius religionis relaxata fuerat, occasio reformandii illam cepit illa religio multiplicari, vel alias ex se producere.

1. Tractatur prior pars tituli quo ad ordine Cluniacensem. — Quorum prima esse constitutum ordino Cluniacensem, quae circa annum Domini 943 cepisse dicitur, institutore Odone Cluniacensi Abbate, quamvis aliis hoc tri-
gatio nunc eadem religio esse videtur cum ordine S. Benedicti, et nonnulla monasteria Hispanicæ, quæ Cluniacensis ordinis fuisse dicentur, præsertim S. Facundii, et S. Vincentii Salmanticeæ, ejusdem ordinis nunc sunt cum alis S. Benedicti. Non videntur ergo a principio habuisse distinctionem in colore habitus; in figura vero fortasse fuit aliqua, et nonnulla etiam in constitutionibus et observantibus, propter quod ut religio distincta, vel saltatem ut familia diversa a religione S. Benedicti habita est; ad eum modum quo sunt in religionem Minorum varias familias, cum non modica distinctione in figura et asperitate habitus, et aliarum observantiarum, et tamen non consentu plures religiones, sed una, in diversi membri sui magis vel minus reformata.

3. Tractatur etiam prior priora tibiæ quod ordinem Cisterciensem.— Secunda religio, non quidem tempore, sed amplitudine et dignitate, quae ex D. Benedicto ordinem habuit, fuit Cisterciensis. Cujus institutor vulgo censetur S. Bernardus, qui inter religiosos omnes illius familiae fuit illustris, et eam maxime propagavit et auxit; nam dum viveret, centum sexaginta monasteria sue reformationis in varios Europæ regionibus fundasse dicitur. Re tamen vera quæ rerum annis antequam Bernardus esset monachus, Cisterciensium reformatio incepere, ut constat ex historiis apud Vincentium, lib. 25, cap. 64; Antonii, 2 part., tit. 15, cap. 8; Siggabertum, in Chronicorum, anno 1098, quo anno religio illa incinta est sub Roberto, primo Abbate Cisterciensi, ut in vita ejus refert Surius, tom. 2, die 20 Aprilis. Duxit autem originem a conobio Molimensi, quod in provincia Burgundiae in Episcopatu Lonyingensi situm erat. Conobium autem illud Molimense Benedictini ordinis erat; an vero in eo servaretur professio communi et antiquo more, vel juxta novam Cluniaecensem institutionem, in historiis explicationem non reperio, illud tamen prius videtur probabilius. Nam Bernardus licet Cluniaecensium mentionem faciat, nuncum ab eis originem vel aliud habere recognoscit, ut pateat ex Apologia ad Guilelrum Abbatem, et epist. 1 ad Robertum nepotem, ubi S. Benedictum, suum et Cluniaecensium legislatorem appellat, quamque institutum longe arcus esse ostendit. Cenobium itaque Molimense professoris erat S. Benedicti, observantia tamen religiosa in eo fuerat relaxata. Quatuor autem monachi illius, Stephanus, Albericus, et ali duæ, majores perfectionem et rigorem desiderantes, solitudinem petierunt, ac tandem in sylva Cisterium dicta quasi eremiticam vitam inchoaverunt; postea vero eos secutus est Robertus, Molimensis Abbas, cum alii viginti duobus, qui primum cenobium Cisterciense sub eodem Roberto, primo Abbate, incolaverunt. Post paulum vero temporis redunente Roberto, jussu Pontificis, ad Abbatiam Molimensis cenobii, ei successit Albericus, qui intra biennium defuncto, successit Stephanus, qui constitutiones illius ordinis in formam redigiti et consummavit; ideoque fundator illius ordinis appellari etiam solet. Ille vero receptit Bernardum, qui maxime ordinem nobilitavit, et ideo nomen ejus tandem retinuit.

4. Tractatur pars posterior.—Habet ergo hic ordo, quod institutum, regulam eamdem et eamdem finem cum ordine S. Benedicti; majorem tamen ab illo distinctionem, quam ordo Cluniaecensis, a principio habuisse, et nunc etiam habere videtur. Nam quod habitum, magnam distinctionem habet in colore albo, ut constat, et in figura nonnihil differt, quamvis modicum. Et præterea differt in multis constitutionibus, et specialiter ab Ecclesia approbatus est, et multos privilegios ornatus; et ita ut religio distincta inter monachales numeratur, et in jure interdum fit specialis mentio illius et satis honorifica, ut patet in cap. Non est, de Regularib., ubi prohibitur transitus a Cisterciensi ordine ad alios, ubi Glossa rationem reddid, quia nullus ordo arciorem tunque inveniatur. De qua re in superioribus dictum est, tractatu precedentibus, lib. 3; et in cap. Lieet, eod ltit., approbatur transitus ad Cistertiiem ordinem tanquam ad arciorem. Et in cap. In singulis, de Statu monach., supponitur morem celebrandi Capitula antiquiorum esse in ordine Cisterciensi, quam in ordine S. Benedicti. Et ideo statuitur ut similia Capitula in ordine S. Benedicti flant, et ut pro illis primordii duo Abbates Cistercienses in Capitolio cum aliis Abbatibus Benedictinis praesidenter. Quod satis demonstrat quantum auctoritatis et estimationis hic ordo fuerit tempore Innocentii III. Quanquam ante Innocentium Alexander III, in cap. Recolentes, de Statu monach., conqueratur quod a prima perfectione nominibus defecissent: Dolentes (inquit) dicimus, quod etsi non ab omnibus, nique in omnibus, a plerique tamen, et in pluribus ab illa sancta institutione dicitur declinatum, in tantum ut aliqui ex eisitis primi insti-
tutionis obiti, contra ordinis vestri regulam, villas, Ecclesias, et alia possessio, fideitas et hominum bona exspectant, justitiae, et tributaria tenem, etc.

5. Quale fuerit aut nunc sit Cisterciensium professio. — Ex quibus verbis et ex historiis supra citatis intelligi potest, religionem hanc a principio sussecere fundata in speciali professione pauperitas; nam etiam mendicasse referuntur tempore Stephani Abbatis. Re tamen vera nuncquam sunt professi mendicitatem aut paupertatem in communi, sed solum ex regula statuenda abstiner ab aliquibus modis seu generibus immobilium honorum, vel ecclesiasticorum reddituum, quibus possent vel temporalibus curis distrahi, vel ministeriis a sua professione alienis occupari. Unde Vincencius et Antoninus referunt fisciis declarationem seu constitutionem auctoritate Apostolica confirmandam, abdicandi sociatas, aliarum, oblationes, et decimas, et sepulturis aliorem hominum, et funera, et moleculina, et villas, et rusticos. Tantum ergo hujusmodi honorum genera abdicarunt; impo inferius, reddendo rationem ob quam a decimarum perceptione abstinente, dicitur, decimas a sanctis Patribus in quatuor partes esse distributas; unam Episcopo, aliam oloro, tertiam pauperibus, quartam fabricae, et ideo usurpave decimas detectabant, quia in nullo illorum membrorum comprehendi monachum existimabant; quia monachus (dicitur ibi) terras suas possidet, unde et per se, et per Cora sua laborando vivat. Nomine autem monachi ibi monasterium intelligo; singuli enim monachi per se nihil possidere poterant, monasterium autem habere poterat possessiones et pecora, atque adeo bona immobilia et se moventia, ex quibus monachi alerentur. Igitur majorem quidem pauperatem professus est ordo Cisterciensis in principio, quam reliqui sectores S. Benedicti atque etiam Cluniacenses servarent, non tamen omnino et incapa possessionum seu immobilium bonorum. Et ideo Alexander III, in d. cap. Deutenis, cum limitatione dixit: Relictis possessioribus, vel etiam communias, quas instituto vostra non recipit. In illo vero genero possessionum eam moderationem observasse videntur, ut monachi ipsi suis manibus laborarent, et terram coherent; quod dictis verbis satis significatur, et expressis a Bernardo in dict. epist. 4, ibi: In cunctis, vigiliis, silentium, numquam laborum vocat insaniam; et infra: Qualis vero religio est sedere terram, sylcam

6. Quae et quantus D. Bernardus in orbe Cisterciensi. — Hinc vero obiter conjetor, D. Bernardum non solum non fuisse institutorum illius ordinis, verum etiam neque unquam fuisse supremum Praesulatum illius; nunquam enim fuit Cisterciensis Abbas, sed tantum Claravallensis, cujus monasterium et fudator, et primus ac perpetuus Abbas, quamdiu vixit, fuit; monasterium autem Claravallense a Cisterciensi ortum habuit. Nam illius Abbas, Stephanus, triennio postquam Bernardum in monachum receperat, illum cum alis monachis ad fundandum monasterium misit, quod postea Clara vallis vocatum est, eigne in Abbatem Bernardum prefecti, qui semper ibi perseveravit; constat autem Abbatem Claravallensem ex vi sua dignitatis nunquam fuisse alii superiores; nunquam

EXCERDARE, STER VORA COMPORTARE? IN HIS ERO LA
BORIBUS EXERCIBANTUR TUNO MONACHI CISTER
TENAE, ETIAMIS CONTEMPLAVAM VITAM MAXIME PROFITERENTUR, ET ILO MOPO PAUPEREAM SIMIL
HUMILITATEM ET AUSTERITATEM CONJUNGEBANT,
ETIAMIS BONA ET POSSESSIONES SUO STATU
ACCOMODATA NON RECUSABANT. ATQUE IN HUJ
SOMI MODI OBSERVANTIS ET CONSTITUTIONIBUS SIMIL
CUM EXTERIORI HABITU DISTINCTA FUIT HEC RELI
GIO AB ALIIS FAMILIIS S. BENEDICTI. ET ITA ETIA
PROPRIMUM HABUIT REGIMENTO, PROPRIO PRI
LATIBO, ET CONGREGATIONES SEU CAPITULA, ET TOTIS RELI
GIONIUM SUPRIMUM REGULAREM PRAELEGIT. PRO
DISTINCTIO NEM HARUM RELIGIONUM SEU FA
MILIAMUM MAXIME OPORTET ADVERTERE, CUM D.
BENEDICTUS QUASI SEDEM SUAM IN MONTA CAS
CINO COLLOCARET, QUAMDIA CES REGIO OR
MINIO UNA ET UNITA PERMANENT, SINGULA MONAS
TERIA ITA FUISSE SUIS ABBATIBUS SUBJECTA, UT ALI
QUO MODO RELIGIQU ABATES VIDEREANT FUISE
SUBORDINATIB ABBATTI CASSINENSIS; QUANQUAM SI
HOCH INTELLIGITOR DE SUBORDINATIONE QUOD ALI
QUAM JURISDICTIUM, NEQUE IN JURE, NEQUE IN HISTORIIS SATIS EXPRESSUM INVENIAT. INTER
DUM TAMES SCRIPTUM REPERIOR, ODONEM FONDA
TOREM CHLUNICENSIAE, SE SUAMQUE FAMILIAM
AB OBEDIENTIA CASSINENSIS ABATIS EXMISSE,
IDEOQUE QUASI NOVUM ORDINEM EREXIT. SIC
ERGO CISTERCIENSIS MONASTERICUM AB ALIIS SEPI
RATUM FUIT, ET QUASI NOVA SUPREMA ABBATIA IN
EO INCOHATA EST, SUB QUAS RELIGIA MONASTERICA
ILLIUS ORDINIS ERIEGEBANTUR, ET JUTA SAUS CONSTITU
TIONES ET PRIVILEGIA GUBERNANTUR, ET UT
QUE HODIE GUBERNANTUR, QUANVIS IN HOC MAG
NA MUTATIO IN DIVERSIS REGNIS ET PROVINCI
FACTA FUERIT, QUAM NUNC EXPLICARE AD NON NO
PERNITIET.
ergo Bernardus univeralem prelationem in suo ordine habuit, neque enim aliqui legimus per speciale electionem aut concessionem ei fuisse aliquando datam. Neque hoc minuit Bernardi auctoritatem, sed auget potius, tanta enim fuit inter suas saturationis, ut cum ratione jurisdictionis universalis Prelatus non esset, nihilominus ut communis parens ab omnibus habitus sit, propter eximiain ejus sanctitatem, et religiosam ac spirituali doctrinam; et quia re vera fuit funder plorumium, ac fere omnium monasteriorum illius ordinis. De quo haec dixisse sufficiat; nam reliqua, quae scholastica sunt, et proprias nostri instituti, non requirunt specialis lorum doctrinam, sed applicationem ejus, quae generatim data est.

7. De Camaldulensi ordine, qui etiam a Benedictio derivatur nomini distinguitur. — Et ob eundem causam nihil fere dicam de multis alis religionibus monachalibus regulam S. Benedicti profittenetibus, et quae ab illa per nonnullas accidentales mutationes dimanant; in omnibus enim est idem vitae institutum, et eorum diversitas in pauci ritibus seu constitutionibus consistit, quae ab uniusquisque professoribus scire debent, si talis professione durat, nonnullae enim jam extincte sunt, et alias rara habent monasteria. Itaque in loco ordines ponimus congregationem Camaldulensem, quae in Italia pauciss quidem habet conventus, magne tamen religiosis et satiationibus, cæpitque anno 967, auctore S. Romualdo, quanvis ipso vivente a reliqua familia S. Benedicti quoad obedientiam et unionem separata non fuerit, sed solum quodad habitacionis modum, et quodad silentium, jejuna, et alias asperitates, ob quas tandem auctoritate Alexandri II, familia Camaldulensi approbata est, et separata a reliqua ordine S. Benedicti; quia tanta diversitas non poterat commode in eodem corpore, et sub eodem regime conservari. Nam Camaldulenses non utinam communi habitatio ad dormiendum, vel ordinaria comedendum, sed singuli habent quasi domos separatas, et solum dominici ac festis diebus ad divina officia conventunt, et duodecies tantum in anno simul cibum sumunt; reliquo autem tempore solitariam vitam et silentium servant, et oratione ac lectioni, vel labori munum dant operam. Itaque Carthusianis similimi sunt, et colore etiam albo utuntur, et a cœnibus absintent, quamvis non tempore morbi, ut Carthusiani.

8. De alio ordine Vallis umbroso, etiam derivato ex Benedictino. — Alius ordo post Camaldulensen ortus fuit, qui Vallis umbrosum dicitur. Ejusque auctor fuit S. Joannes Gualbertus, qui prius fuit monachus Cluniacensis ordinis in conventu S. Miniatus; postea vero ad Camaldulenses pervenit, non tamen eorum institutum professus est, quia consnobiliac vitam potius quam eremitica affectabant, ut historiæ referunt; ideoque postquam per aliquot dies Camaldulensium mores et vitam est contemplatus, inde discessit 1, et cum aliquid sociis in loco commodo, Vallis umbrosa nominato, monasterium S. Benedicti erexit, proprie quibusdam austerioribus vitæ observantibus et constitutionibus ad perfectorem regulae custodiam adjunctis. Precipue vero in clausure observatione religioni haec in principio excelluit; habitus vero illius idem fere est, qui S. Benedicti, in colore tamen aliqua turança diversus, quamvis non sit albus, sed medii coloris. Atque hunc etiam ordinem approbat Alexander II. anno 1070, quamvis in loco annorum numero nonnulla sit in auctoribus diversitas.


1 Anton., 3 p., tit. 15, c. 15; Surius, tom. 4.

Digitized by Google
LIB. II. DE VARIETATE RELIGIONUM IN SPECIE.

CAPUT IV.

AN ORDO CARTHUSIENSIS SIT PERFECTA MONACHORUM RELIGIO? DEoque ejus origine et observantia.


2. Quod ejus institutum. — Unde constat institutum illud ab initio fuisse maxime contemplativum, et proxime accedens ad solidarium, seu eremiticam vitam, quamvis de cotidiana multum semper participaverit. Sub jungit autem Surius hec verba: Atque in ipsis singulis cellulis suis fratres degebant, et quantum admodum prisci illi Aegypti monachi silentio, orationi, lectioni, cordis puritati, et verum divinarum contemplationum vacuantem; certis etiam horis operi manuum, praestitit conscribendis liberis incumbentibus, tum ut suas inspiria consuerent, tum etiam ut ne quam daret occasionem illis, qui guerruit occasionem sanctumorum institutionem coluissent, quod nullum Ecclesiae Dei navaret operam, sed suas ducentias rebus studerent. Et inferius subdit, quod, licet precibus, et vitae puritate ac innocentia multum possent Ecclesiam Dei juvare, tamen sanctissimi patres nostri (inquit), qui Carthusiani vita pristina fecere fundamenta, nihil tale sibi tribuissent, litteris scribendi etiam operam dare studuerunt, et ut sui successores id facerent horruit sunt, ut saltem manibus verba Dei praedicarent; quando ore non posuerint, sic enim (ait) loguntur statua Patrum antiquorum. Unde constat illud institutum quod substantiam et finem ejus, idem esse cum instituto antiquorum monachorum, principali quidem contemplationem, cum ex misione alicujus externi laboris, vel operis manuum, quod ad levandum fastidium et vitandum olim sufficerat. Nam quod hec opera externa cedant in spiritualem utilitatem proximorum, accidentarium est ad finem illius instituti, in quo etiam per se non est studium litterarum; quando vero congeri aliquem doctum et eruditionem profiteri illam religionem, tum maxime locum habet, quod Surius ait, non repugnature, immo esse consentaneum perfectioni illius instituti, actionem aliquam seu scriptionem proximo uilem effecer, eo tempore quo alii operi manuum vacandum esset; nam quod actio illa fuerit perfectior, et ex majori charitate, eo post magis consentanea tali instituto, non tam ex speciali ratione sui, quam ex generali, faciebatur quod melius est.

3. Distinctio ejus ab aliis monachalibus, presertim abastinentia a carnibus. — Differit autem hec religio ab ecehis institutis monachorum in propriis constitutionibus et observantibus, quie ut verisimile est, ab ipso S. Bruno inclusa fuerint, et postea, discursu temporis, per Praetatos et generalia Capitula perfectae et consummatae sunt. Inter quos nonnullae sunt graviores, et specialiter adnotanda, quia vel nonnullam difficultatem habent, vel singularum rigorem et observantium ostendunt. Prima est de abstinentia carnibus, que tanta integritate observatur, ut propter nullam causam vel necessitatem, etiam extremam mortis vitandae, hanc legem transgrediantur; quod an licite facere possint, a Theologis dubitatum est. Quia est contra obligationem naturalen, quam homo habet conservandum vitam, contra quam nulla lex positiva, praestat hominum, obligare potest; imo nec votojejumandi, vel abstinenti cum tali circumstantia videtur possit obligare, imo nec servari, quia est in discreto, et in detrimentum vitae, sed non est hominis, sed Dei.

4. Primus casus in quo non licet Carthusiano monacho abstinere a carnibus. — Circa hoc er-
CAP. IV. AN ORDO CARthusiensis SIT perfecta MONachorum relgio.

... go duo causas distinguendi sunt. Unus est, quando extrema necessitas oritur ex defectu alterius cibi, ita ut sit certum periculum moriendi fame, nisi carnes comedantur; alius est, quando tantum est ordinarium periculum agriodinii, et medicus judicat esse moraliter necessarium esse carnis ad resistendum agriodini. In priori casu, censeo non esse licitum servare tale statutum, propter rationes factas; et quia in eo casu talis abstinentia nullam habet rationem virtutis; quia neque ad proprium personale bonum talis abstinentia ad aliquod utilis est, neque ad aliquod bonum commune. Quod enim emolumentum provenient religioni, ex eo quod religious moratur, ne carnes comedat? Dices: ipsamet iniviolabilis observatio legis est magnum bonum commune; sic et Machabei dederunt vitam, ne comedendo carna suillam, legem violarent. Respondetur: si lex humana praecepter exproesse non comedere carnes etiam in eo casu, iniqua esset et irrationabilis, quia esset legem nature, et charitati contraria, et sine necessitate praecepter prodigere vitam. Unde, quando constitutio simpliciter furtur, non comprehendit casum illum, ideoque tunc absinhere a carnis non esset servare legem, sed agere contra animam ejus, quia est charitas. Exempulum autem Machabaeorum non est ad rem; quia in illo non erat necessitas naturalis (ut sic dicam) et intrinseca, sed erat violentia in contemptum religionis illius temporis; in quo casu prodigenda est vita, non per se properat abstinentiam, sed properat confessionem fidei, et honorem religionis. Sic cut nunc etiam in extrema necessitate ob defectum aliorum ciborum potest et debet Christianus comedere carnes feria sexta; si tamen a tyranno cogeretur in contemptum religionis et ecclesiasticis praeceptis, nec debet, nec possit, quia consentiret errori ejus. 

5. Secundus casus, in quo licet etiam cum periculo vite. — In posteriori autem casu, licitum esse existimo observare inviolabilitatem illam abstinentiam, non obstante agriodinii periculo, aut necessitate. Ratio est, quia talis abstinentia potest pertinere ad magnum bonum illius religionis, ne illa occasione apertur via relaxandi sanctam illum observantiam in tali religione. Nam, ordinarie ac regulariter loquendo, esus carnum non est adeo necessarius agrotantibus, etiam cum periculo mortis, ut, si omissatur, physicum, aut moraliter fiat inevitabilis moris; quia ordinamentum sunt ali i cibi, et alia medica quibus possint vita, etiam in illo statuto, conservari sine lautiione, quantum est ex parte cibi. Quamvis ergo in aliquo casu possit necessitas esse major, et vitam perpetuam abstinentia a carnis, nihilominus si ea occasione permissatur, necessarium erit arbitrio medicorum talem dispensationem relinquere, atque ita facile ret expansio ad plures alios casus non adeo necessarios; hoc ergo ne irrepat, potest esse sufficiens et rationabilemotum, absoluta et indifferentia abstinenti a carnis, etiam in similii periculo, non obstante medico judicio, nisi contingat cum hoc secundo casu conjungi priorum. Ut si negrotus nullo modo valet alii cibis uti, sive ob penurium, sive ob conditionem agritudinis; nam tunc fame potius quam agritudinis mori sineretur. Atque ita huic questioni respondet Gerson, proprium tractatu de hac re, alphab. 30, lit. E; Major, in 4, d. 38, q. 24; Marinus de Magistria, q. de Abstinentia, et melius Victoria, in Relectione de Temperantia, num. 8. et sequentiibus, qui, licet in principio sibi dubius, et in utramque partem proponnt argumenta, tandem in hanc resolutionem inclinat.

6. De observantia clausura eorumdem Carthusianorum. — Privilegium transversum de Carthusiam ob clausurae datum. — Alius ex precipuis observantis Carthusianorum est perpetua clausura, de qua inquit Navarrus, Coment. 4, de Regul., num. 30, in hunc modum: Hanc legem clausurae fuerunt communi statutum, aut confirmalam Carthusianorum partium statutis, partim consentiuntur inviolabiliter observata adeo unanemunt, ut eorum clausurae videtur quidam carcer perpetuum. Et ibidem reffer particulares constitutiones ejusdem ordinis circa hujusmodi clausuram, quae in summa continent primo, quod Prior Carthusii, seclicit Generalis, nunquam terminos sui eremi egredituri; aliu vero exire possunt cum licentia Prioris Generalis, et non aliter; quandis ex quo incipiant esse Priorres, usque ad Capitulum generale, possint septies exire pro utilitate domus, et in curias etiam Praetoriorum aut principium, ad necessaria negotia tractanda. Alii vero privati monachi nunquam egredientur, nisi de licentia Prioris Generalis, et necessitate urgenti, vel nisi mittantur ad susciendos Ordines, vel ad habitandum in alio monasterio sui ordinis, vel nisi eligantur in Superiores, Visitatores, vel ut eant ad Capitulum generale; vel nisi necessitas bellii aut alia simillimae causa: ac deinde institutum eiem

XVI.
re religionum in specie.

7. Qui potest ex vi juris communis licere etiam transitum a Carthusia ad aliam religionem. — Alqui vero contendunt licitum esse, quantum est ad vi juris communis, transitum a Carthusiensi ad alium aliun ordinem, ut jam in precedentii tractatu, lib 3, c. 9, a numero decimo quarto, attigui. Ita consenti religiosi Predicatores in suis constitutionibus, dist. 1, c. 13, § 4, cum declaratione; et Sylvestre, verb. Religio, q. 6, refertuisse Parissiis declaratum, et Navar., cons. 68, de Regularib., juxta primam impressionem, questionem movens de transitu Carthusiiani ad Minores, dicit, in foro conscientiæ posse fieri, si bona intentione, sine scandalo, cum debitis circumstantiis fiat. Quia, licet quis concedat transitum a mendicantis ad Carthusianos, non tamen prohibit e verso transitum Carthusiiani ad mendicantes; et alioquin dictæ religiones mendicantes reputantur a suis professoribus, et strictiores, et perfectiores alii, etiam Carthusia, ut de sua expresse dicit Predicatores in citato loco suarum Constitutionum, et de sua sensit S. Bonaventura, in Questionibus circa suam regulam, q. 43, et late Corduba, super regulam S. Francisci, c. 2, q. 17; et senserunt alii canonistae, ut intelligi potest ex Joanne Andrea, et Panormitano, in cap. Non est, de Regular.

8. Auctoritas judicium. — Sed ego in hoc opere docevi religiones inter se non comparare, sed omnes venerari, et singulis tribuere quod jure illis concessum est. Ordini ergo Carthusia hoc concessum invenio, ut ad ipsam liceat transire a mendicantis. Quod autem ab ipsa ad mendicantes liceat transitus, scriptum non invenio in jure, neque in alio privilegio specialiter concessu. Dare autem hanc licentiam per illam generali regulam juris, quod transitus ad arciorem religionem ad licitam, non videtur mihi tumutum, quia jus concedens transitum ad Carthusiam videtur supponere illam esse arciorem, vel saltum aequalum in arcitudine, et securiorum; tunc etiam quia si transire ad Carthusiam non est retro recipere, ut etiam supponit illud jus, ergo transire a Carthusia ad alios, vel est retrocedere, vel certe non est ulteriori proregi; ergo non licet sine speciali concessione. Tum etiam quia videtur nimirum autem habere liceat dare propter solum privatum judicium de excellentia alterius religionis, prescripsit in causa propria. Unde Navarræ, dict. Comment. 3, de Regular., num. 32, conclusit a Carthusia ad nullam aliam religionem transiri; et Major, in 4, d. 38, q. 43, dixit, nullam inter religiones omnes Carthusiam in bonitate et securitate excedere; quam assertionem proscriptur et declarat latere, et cum non positum, sed negative comparisonem faciat, tolerari potest. Navarræ vero, cons. 10, de Regular., in prima impressione, absolute ait Carthusiâ nos notabiliter esse austeriores mendicantis, etiam Minimis, quos ceteris in austeritate preterfert. Quae comparisones verum habent quoad aliquid austeritatis exteriore, simpliciter autem privatum judicium dare difficile est.

9. De approbatione hujus religionis. — Quod de viris in hac religioni insignibus. — Ultimo ex dictis constat, satis multumque esse religionem hanc ab Ecclesia approbatam; quando vero haec approbatio coeperit, interrogari potest. Refert enim Gerson, part. 2, alhab. 39, lit. D, quosdam objectiones ordinii Carthusiensium, quod confirmatus non esset; et quam ipse respondet, primum quae approbatam more antiquarium religionem, quia per centum triginta annos antecessit religionem mendicantium, et consequenter etiam processit illi juris canonicum, quod specialem approbationem scriptam requirit; quare ipso
CAP. V. AN RELIGIO S. HIERONYMI, AUT ALIA MONACHALIS, ETC.

usu, et sanctitatis exempla, et generali Ecclesiae acceptationis approbata est. Advertit autem Surius, in vita S. Brunonis, Apostolicae Sedem statim ab initio eam complexum fuisse, Brunonemque cum primum monasterio Carthusiae fundasset, vocatum fuisse ab Urbano II., Pontifice Maximo; et cum illum ejus se retinere voluisset Pontifex, scripsisse eumdem Pontificem in favorem monachorum Carthusiae, ut eis eremus illa concederetur, ut in ea secom vete instituto prosequerentur. Et ha (inquit) fuerunt primi littera Romani Pontificis de Carthusiano instituto, quae magno sunt documento, ab ipsis Carthusianis religionis initiatam eam a Sede Apostolica approbatam esse. Deinde vero multis aliis privilegiis, ac denique in citato decreto sepsius confirmata est. Referunt denique Germon et Major, non defuisse qui perfectionem hujus ordinis diminuere voluerint, eo quod nec pluribus habeat Sanctos canonizatos, nec multos miraculis fulgeant: quibus ipsi late respondent, hae signa non esse necessaria ad perfectionem, et optimum ac sufficientes esse exemplum perfecte sanctitatis, praeerintum cum perseverantia tot annorum, in quibus rigor primus illius religionis fere in nullo diminutus est.

CAPUT V.

AN REGULA S. HIERONYMI, AUT ALIA MONACHALIS, SUB REGULA AUGUSTINI MILITET?

1. De eremitis una in religionibus monasticis hic non agitur. — Preterea religiones monachales, de quibus hactenus diximus, sunt aliquae non nec Ecclesiae, quae, licet profiteantur regulam Augustini, quae antiquior est quam regulam Benedicti, nihilominus recensiores sunt; nec enim non agimus de religione eremitarum S. Augustini, quam non inter monachales, sed inter mendicantes ponimus. Antiqui autem monachi seu eremite S. Augustini non retinere nunc eumdam statum, et vivendi modum, quam primum hauerunt, sed vel ad mendicantum statum, qui longe post Augustinum institutum est in Ecclesia, translati fuerunt, de quo postea in c. 9 videbimus, vel adjunctione propriis observantias et constitutionibus, in novos monachales ordinis transierunt.

2. Grandimontensis ordinis fundator. — In his ergo imprimiti numerari potest ordo ap-
et ita in locum illum, et monasterium totum, et corpus fundatoris transfulerant.

4. Non videtur institutus sub regula S. Augustini. — Ex qua historia, quæ communis est, duo colliguntur: unus est, unde sit hic ordo Grandimontensis vocatus; alius est, non esse admodum verisimile, Stephanumuisse monachum S. Augustini in aliquo conventu, qui anteab fundatus esset in loco illo Mureti, quia nulla mentio talis conventus est in historiis, sed solum de lite mota a fratribus Augustiniaris, qui fortasse in aliquo vicino monasterio vivebant, et jus aliquod in solum illud, quamvis sylvestre et desertum praen- debant, praeterquam quod id repugnat modo professionis superius relate. Unde etiam non est verisimile sub regula S. Augustini hunc ordinemuisse fundatum, aliqui in illo principio potuissent habitusuisse ut reformatio egrabdes ordinem, quam ut ordo diversus, neque esset tanta occasio contentionis, praesentim si reformatio ex eisdem fratribus factauisse, ut Fr. Hieronymus Romanus vult.

5. Nec sub regula S. Benedicti, sed demus instar Carthusia. — Neque etiam invenio fundamentum ad assesandum, institutum esse sub regula S. Benedicti, vel sub aliqua alia antiquiori; sed verisimile est, scit religio Carthusianorum cum propriis statutis augebat aliam regula fere tempore fundata est, ita et hinc ordinem innuvente proprium vivendi modum. Qualis autem hic fuerit, in particulas nobis non constat, sed sulum esse ordinem monasticum, contemplationem et psalmisae deditum, cum magna solitudine et austeritate corporali, cum magnis jejunijus, etiam in pane et aqua. Et de fundatore specialiter refertur, quod incedebat induitus lorica ferrea contra carnis tentamenta: quem morem in totum ordinem introductumuisse quidam aiunt. Refert item Platina, in Ioanne XXIII, alias XXII. Pontificem illum, ordinem hunc alicantum mum labefactatum instaurasse, et additis quibusdam institutionibus in meliorem formam redigisse. Hujus vero ordinis nulla habemus in Hispania monasteria; an vero in Gallia duret, vel in aliis provinciis propagatus fuerit, incertum habeo.

6. De ordine Premonstratensium, vs regula

1 Vide Volaterr., lib. 21; et Polydor. Virgil., lib. 7, c. 2.
2 Vide Cassaneum in catalog. gloriarum mundi.
Eremitarum S. Hieronymi, sub quo patrono, tam in Hispania, quam in Italia, ordo monachalis inventitur, non tamen constituit unum corpus religionis, neque secundum eandem regulam profitaentur, quamvis ex eadem radice prodisse videantur. Cæpit ergo hæc religio in Hispania, in eo loco in quo nunc situm est monasterium S. Bartholomæi, quod ab oppido vicino de Lupiana dicitur. Circa annum annum Domini 4370, nonnulli viri eremiticam et austeram vitam agentes ibi congregari cooperunt, cumque et numero et vita sanctitate augenterunt, tandem religionem fundare decreverunt, ad quod obtinendum, precatum quemdam ex sua Societate virum, fratrem Petrum Fernandez appellatum, Romam miserunt, qui a Gregorio XI confirmationem obtinuit, et simul cum socio in manibus Pontificis professionem emisit, et in Hispaniam rediens aliorum fraternum professionem recepit, et propiterea nonnulla hunc Petrum Ferдинandum hujus ordinis fundatorem vocant. Nam, licet D. Hieronymi appellatur, certum est non fuisse ab illo fundamentum, quia fere per mille annos Hieronymus procreavit, quibus omnibus non legimus fuisse in Ecclesia aliquam ordinem S. Hieronymi nuncupatum.


in Lusitania habere monasteria, opera cu-
judam religiosi, quem virum sanctum fuis-
se, et Franciscum Vascum fuisse appella-
tum, historiæ referunt. An vero ille fuerit 
socius aut discipulus Petri Fernandez, et alio-
rum eremitarum S. Bartholomæi, necne; 
item an in principio monasteria Lusitanie et 
Castellæ habuerint inter se unionem et subor-
dinationem, mihi non consat. Solum est cer-
tum eadem regulam Augustini, eundem-
que finem ac vitæ modum, et sub eodem in-
ter se habitu professam semper fuisse. Et ita,
licet ante diversas congregationes sub dis-
inctis Generalibus constituerent, facile po-
tuisset postea in eadem coalescere, et unum 
communem Generalem eligere, ut nunc fa-
ciunt.

11. De ejusdem instituto et observantia. — 
De toto ergo hoc ordine, certum est unum 
esse ex principis monachaliis, qui contemplat-
ivam vitam principaliter profestur, ma-
ximeque excelsit in cura divini cultus et cae-
renoniarum ecclesiasticarum, et in choro et 
psalmodia, cum magna quies, ac devotione, 
ac temporis diuturnitate. Est etiam valde ob-
servans in clausura, et silentio, et in victu et 
vestitu sufficientem observat non solum re-
ligiosam modestiam ac mediocratem, sed 
etiam austeritatem. De quibus rebus omnibus 
praeter Augustini regulam, habet] proprias 
constitutiones suo instituto optimas, et ac-
 commodatissimas, in quorum observatione 
peculiarem curam et rigorem profestur. Et 
binc fit, ut haec religio in sua prima institutio-
te et observantia fere semper duraverit, 
habuerique multos viros religionis insignes. 
Gaudet etiam multis privilegiis Pontificis vel 
propriis, vel per aliorum communicationem. 
Circa quae omnia nihil occurrence peculiarem 
habens dubitationem, aut declarationem po-
stulans.

12. Qui sunt alii ordines ejusdem nominis 
S. Hieronymi, sed tamen diversi. — Solum 
superest annotationum, præter bunc ordinem 
S. Hieronymi, quem suo modo per Italiam 
diffusum esse diximus, esse alios in eadem 
Italia, qui ejusdem nominis S. Hieronymi 
mcnucpantur. Unus dicitur Jesuctorum S. 
Hieronymi, a Joanne Columbus Senensi 
fundatus, et ab Urbano V, Pontifice Maxime, 
anno 1467 approbatus fuit. In multis autem 
differunt hi religiosi a nostris Hieronymianis, 
Primo, in regula, nam, licet in principio rece-
perint regulam Augustini, postea dicuntur 
acepisse propriam a quodam suo religioso,

Eпископо electo, cum approbatione Pontificis.
Secundo, in habitu, nam utuntur capito 
quadrato a servicio ad humeros dejecto, et 
pallio canusino; terio, maxime distant in 
vita instituto, quia sacris non initiantur; unde 
nee chorum, nec alia sacra ministeria profestant, sed alia precibus more laicorum, 
Orationem Dominicam, et Angelicam recita-
do occupantur, et more antiquorum mon-
chorum manibus laborant, et inde sustentan-
tur. Unde constat huysmoldi religionem pro-
prie monachalem esse, et in ea vestigia quæ-
dam antiquitatis conservari, quod Ecclesiæ 
Christi valide utile est. Pius autem V, ut su-
pra, lib. 1, c. 8, dixi, inter mendicantes etiam 
numerari voluit, quia non repugnat monacha-
lem ordinem esse mendicantem, quod par-
pertatæ et privilegia. Aliae vero due congre-
gationes, quæ sub nomine Hieronymi in Ita-
lia militant, ad hunc locum non spectant. 
Nam una earum que dicitur Petri Pisani, ex 
institutione sua non est vera religio; quia 
nee voct substantiâia in ea féabant, nec 
regula aliqua approbata servabatur. Alii 
tamen referunt Pium V fecisse, ut sub re-
gula Augustini omnes hujus instituti profes-
sores tria vota emittarent. Alii dicit Pium V 
hoc intentasse, sed, morte præventum, non 
potuisse perficere. Alters vero familia, que 
vocat S. Hieronymi in Fesulam, licet dica-
tur esse religio approbata a Gregorio XII, 
magis tamen accedit ad religiones mendic-
antes, quam monachales, ut intelligi potest 
ex Paulo Morigia, in sua historia religio-

CAPUT VI.

UTRUM RELIGIO PREDICATORUM UNA SIT ET MEN-
DICANTIBUS, QUAMQUE ORIGINEM ET INSTITUTIO-
NEM HABUERIT?

1. Ordo servandus circa religiones mendi-
cantes. — Post religiones monachales dece-
dum sequitur de mendicantibus, que post il-
las inceperunt; et licet in multis cum illis 
conveniant, ab eis differunt, ut diximus, lac 
in fine, quam (quod consequens est) in multis 
observantius, et conversatio vident multum-
que participant de clericorum statu ac ministe-
ris; et ideo veluti miser et media inter mo-
nachales et clericales religiones censeri pos-

1 Azor., lib. 3, cap. 14; Hier. Rom., lib. 6 
de Repub. Christiana, c. 22.
CAP. VI. AN RELIGIO PRÆDICATORUM UNA SIT EX MENDICANTIBUS, ETC. 519

unt. Incipimus autem a religione Prædictato-
rum, non quia instituimus dignitatem vel anti-
quitate eam aliis praeferre (has enim compa-
rations omnino in hoc opere vitamus, quia non sumus inter eas judices constituti), sed qua in jure hoc ordine ponuntur: Præda-
torium, Minorum, Augustini, et Carmelitarum, c. unico, § Sanc, de Relig. dom., in 6; et in Mota proprio Pli V, edito anno 1667, qui incipit Romanus Pontifex, tam universalis, etc.; et rursus altero incipiente Apostolica Sede benignitas. Hunc ergo juris ordinem sequemur, qua hoc etiam juri magis consenta-
neum est, ut notavit Glossa, in c. Cum diletca, verb. Transponentes, de Rescriptis; Felin., in rubric. de Majorit. et obed., n. 5 et 6. Cur aut-
em iura hoc ordinem servarenti in his reli-
gionibus numerandis, statim in 3 attinge-
mus.

2. De fundatore religionis Prædictatorum.—
Haec igitur sacra religio autorem habuit ma-
gnum Ecclesie propugnatorum, S. Dominici,
cujus vita et sanctitas potissima est, et a gravissimis viris late conscripta. Inter alia
vero videmus eos proclares huicos vitri san-
tissimi praeclarissimi in ejus ordinis constitu-
tionibus, d. 4, c. 15, lit. E, in Declarationi-
bus. Initium autem ejus fuit tempore Inno-
centii III, et Concilii Lateranensis sub illo ce-
lebrati, anno Domini 1245, ad quod B. Dominici cum Episcopo Tolosano accessit, ut cum
Summo Pontifici sui instituti rationem com-
municaret, ejusque approbationem et confirma-
tionem ab eo obtineret. Pontifex autem,
quamvis de Dominico summam opinionem habetur, ejusque cogitationes, ac desideria
valde probaret, quia tamen res nova videba-
tur et difficilis, maturius de illa deliberan-
dum censuit; remissitque S. Dominicum, ut
cum sociis suis aliquam ex regulis approbatis
eligerent, ad quam suum institutum, et vitae
rationem accommodaret; atque ita beneficij
ionem suam et approbationem postea obti-
net. Quod vir sanctus infra breve tempus
perfect, et regulam B. Augustini elegit cum
Consensu sociorum: quibus etiam (ut histo-
ria 1) tunc placuit adjuvare constitutiones
aliqus ex Præmonstratensi ordine desum-
ptas, quæ maxime ad rigorem vitae, et observ-
antiam religiösem pertinhebat. Qua delibe-
ratione ac institutione facta, Dominicus Ro-
mam redit, de promissione Pontificis certus,
ut confirmationem ejus obtineret. Invenit au-
tem Innocentium jam defunctum, et Hono-
rium III in Sede constitutum, apud quem non
minorem gratiam invenit, statimque sui desii-
derii complementum accepit.

3. Eius approbatio inter primas solemnes.—
Atque ita ejus ordo approbatus fuit ab Ho-norrio, in initio Pontificatus sui, anno Domini
1216, sollemni ritu, et litteris expeditis in haec
verba: Honorius Episcopus, etc. Nos atten-
dentes fratres ordinis tui futuros pugiles fidei,
et vera mundi lumina, confirmamus ordinem
tuum cum omnibus castris et possessionibus
habitis, et habendis, et ipsum ordinem, ejusque
possestiones, et iura sub nostra gubernatione
et protectione suscipimur. Unde hoc videtur
esse unum ex propriis privilegiis hujus reli-
gionis, quod prima fuerit inter religiones om-
nes, quæ similem approbationem solemnem,
et authentice scriptam statim in ortu suo ob-
tinuuerit, ut affirmat Pius V, suo Motu proprio
69, Divina dispositione, dicens, sacrum ordi-
nem Prædictororum inter mendicantes ordinem
primouisse ab Ecclesia approbatum et con-
firmatum. Ante Concilium enim Lateranense
non erat adeo usitatum in Ecclesia similem
approbationem expectare, ut in superiores
vidimus; sed necessitas ejus ab eodem tem-
pore Innocentii III, et in eodem Concil. Late-
ranensi indicata est, et preceptum latum, ne
quis deinceps novam religionem inveniret,
cap. ult., de Religios. dom., silicet absque
speciali et expressa Summi Pontificis appro-
batione. Et quamvis ante illud Concilium B.
Dominicus et Franciscus de suis religionibus
instituendis tractaret, tamen, eodem spiritu
moti, et quia fortasse jam tunc religiones non
ita approbate minus bene audierant, uter-
que ad Innocentium III pro hujusmodi con-
firmatione obtinenda accessit; sed anteces-
sit Franciscus, quia, licet esset religione et
estate junior, patria erat propriuariori, ut An-
toninus notavit, 3 p., lit. 23, c. 1. Prius ergo
approbationem obtinuit, sed solo vive vocis
oraculo; nam approbationem solemnem ha-
buit multo post ab Honorio III, anno 8 sui
Pontificatus, et 1223 Incarnationis Dominiciæ.
Ob hunc ergo causam dicitur ordo Prædictato-
rum primo approbatis et confirmatis; tali
silicet modo, et ritu solemni. Atque ratione
hujus solemnis approbationis verificantur,
que de prioritate temporis ordinis Prædictato-
rum afferuntur in ejus Constitutionibus, d. 4,
cap. 15, lit. 1, in declarationibus.

4. Dica Prædictatorum religio est perfecta,
etiam quodam formam vitæ, ex activa, et con-
LIB. II. DE VARIETATE

RELIGIONUM IN SPECIE.

templativa mixtae.—Unde constat primo hunc ordinem esse veram et perfectam religionem; nihil enim ex omnibus, quae diximus necessaria esse ad hunc statum, in eo desiderari potest. Dico autem esse perfectam, non solum quoad ea que sunt de substantia talis status, quod est per se notum, sed etiam quoad gradum seu excellentialam instituit; quod, ut sepe diximus, ex finis nobilitate, et mediorem ad illum assequendam aptitudine dignoscitur. Et quidem finis is est, quo excellentior religiosi statui praefigi non potuit (propria, scilicet, cunjusque religiosi spiritualis perfectione, et proximorum extrema salus), ut facile intelligi ut ex iis, quae superiori libro, c. 6, a n. 8, cum D. Thoma et aliis plerisque ostendimus; et tractatu sequenti, lib. 1, c. 7, a n. 3, ex eodem fundamento, suo excellentia finis, iterum circa Societatem docebimus.


6. Vera resoluto. — Sed revera magna esse perserveritas, propria neglecta, alienae salutis finem intendere, utpote contra debitarum charitatis ordinem, ut ex propria materia constare potest. Item, quia amor proximi ex Dei amore, in quo propria consistit perfectione, quodammodo resultat. Qua ergo ratione salus proximi promoveretur, absque amoris Dei intentione? Ad hae, omnis vera, approbataque religio, quals est hae, de qua loquimur, primario ordinatur ad perficiendos subditos, sive ad alios etiam perficiendos extendatur, sive non. Praeterea multa in hae religioni exercitia, media sunt ad perficiendos ipsos religiosos ordinata; ut oratio, jejunia, austeritatesque aliae, de quibus statim; non ergo aliorum salutem, pretermissa pro pria perfectione, tanquam finem unicum sibi proponit. Denique hoc ipsius aperite sae dicitur in ipsarum constitutionum declarationibus, dist. 4, c. 15, lit. C, ad illa verba: Primitio, etc., ubi exproprium fines religionis (utique quoad suos) esse charitatis perfectionem.

7. Dilutioorum, quae n. 5, sunt allata. — Quae autem in contrarium allata sunt, id tantum probant, salutem proximorum esse finem principaliter intentum in hae religione, ab ea queamse procurari, non tamen qui excludit finem etiam principalem perfectionis propriis, ita ut ambo unus totalem conferrent: quod etiam de nostra Societate in sequenti tractatu, lib. 1, c. 2, disseremus; ubi simul declarabimus quid in hae fine peculiari vident, ad sui distinctionem ab alii religionibus, quae illum quoque totaliter sibi praefixerant. Similiter, quod ad Predicatorium nomen attinet, novum non est, appellacionem accipi aliquando ab una tantum parte, ac magis particularis finis, quam sit propria perfectione, cillum (ut diximus) communis est omni religioso statui. Eti in materia propria exemplum suppetit. Nostra enim religio ideo ab Apostolica Sede Societatis Jesu nominis fuerat donata, quoniam ipsi Christo in salute animarum multis modis cooperaverunt. Unde nuncupatio hae voce quidem diversa est, re autem ipsa, predicandi munus, quod pro beneficis reducendis a S. Dominico opportunum ac sufficiens judicaturn est, complectitur, et ad minora alia, sed non minus fructuose, mediore institutio ministeria extenditur. Qua tamen S. Ignatius partem alteram finis, propriam, nimium, perfectionem cujusque nostrum explicite proposuerit in constitutionibus. Non ergo nomen Predicatorium, aut Societatis Jesu, aut simile alium, proximorum salutem respiciens, proprius salutis ac perfectionis finem excludit.

8. De castitatis custodienda cura. — Jam, quod ad media predicato fini idonea spectat. si consideretur pars illa finis, quae est propria perfectione, constat in hac sacra Predicatorem religionis non desiderari. Imprimis enim de tribus substantialibus votis ordinat...
CAP. VI. AN RELIGIO PRÆDICTORUM UNA SIT EX MENDICANTIBUS, ETC.

621

ris, manifestum est perfecta satis in ea nun-

ius pari. Non enim partiale castitatem, ut

militares aliquot religiones, sed omnem om-

nino materiam complectentes Prædictorum

profidentur. Sed quia id etiam vulgare est

alci religione militari, nedum reliquis non

militariibus, in cura certe predicte voti observ-

vandi non vulgaris media adhíbit. Hic enim

ordo est imprímis de B. Virgine, quae plane

omnígenae castitati studiosíssime patrocinat-

tur, singularí beritius méritus; quíppue cujus

foundor S. Dominicus receptíssimam in Ecc.

lesia devotionem, Rosarium Virginis intro-

地狱eret; atque diem ut n. 12 referam, vesti-

is formam ab eadem B. Virgine acceperit,

qua canore suæ puritatem, nigræ autem

penitentiam, quá puritatem foveit, significa-

biat. Abstinéntiam quoque perpetuam a carni-

bus, atque diem a scene non minus parte

anni, statuto prescripti. Curam denique ho-

nestatis et decentie in cubando, ac diligens

common dormitorii clausurae de nocte, in

eisdem statutis praetermissa non est, ut patet

d in d. 1, c. 9 et 10. Satis igitur perfecte pro

hujus voti observatione, media providit Do-

minicanum institutum. Addo religionem haec

sacrae doctrine, tam scholasticæ quam posi-

tive, studiis esse dedíssimam, que quantó-

pere a lapsibus contra castitatem avocent, ex

D. Hieronymo, et ex ipsó experimento didici-

mus, quæmodimum scite considerandum est in

dictis declarationibus, d. 2, c. 14, n. 1, lit. A.

9. De paupertatis rigore. — Quod atimum ad paupertatem, si eam stílosus attenda-

mus, quos ad illius rigorem sensit ejusdem

ordinis fundator Dominicus, nihil moiores

apparebunt, quam rigoris illius, quem S.

Franciscus unice coluit. Nam licet ex principio

S. Dominicus ac tota familia, more Canoni-

corum regularium, quod habitum ac hono-

rìum dominium in communi viverent, ut lib.

1, c. 8, n. 8, atigimus, non multo post S.

Francisci exemplo (ut ejus annales tradunt)
in primo generali Capitolii, cui praefuit, omni

prorsus dominio, etiam in communi reuni-
tialium est, ac bona eo usque possessa, qua

donatoribus, qua suis ordinis, qua Cistercien-
sibus quoque monialibus relícta fuere. Quin

etiam in eodem generali capitule institutum

sinque recta ad sacrificandum admitterent

ex argento; ut non nisi ex vili, sed

mundo panno, sacre vestis conferentur.

Lecti præterea ac vestibus ratio satis parca

describitur in citato c. 9 et 10. Denique circa

habitationem paupertatem, in d. 2, c. 1, n.

3, ita decernitur: Medioviores domus, et humiles

fratres nostri habitant, nec permittuntur cur-

risitas, superfluities, etc., quæ pauperit-

tem nostram deformant.

10. Is rigor dispensatur ad communes redi-

tus. — At enim quod ad communes redíitus

attinet, quoniam experimenta monstravit va-

ria ordinis detrimento, præsertim in studiis

litterarum, ad finem illum praedicationis, ac

salutaris doctrine adeo necessarius, judica-
tum est conducare omnino, ut rigor ille ex

ea parte remitteretur. Quare etsi neque ad

miorem regularium Canoniconorum habitum

(in eum, quem B. Virgo designarat, jam an-
tea commutatum), neque ad amplas admo-

dum possessiones sit factus regressus, atta-

men anno 1475, a Sixto IV est obtenta dis-

pensatio, quam postea Concilium Tridenti-

num omnibus, præter Minores, religionibus

indulsit, ut reditus in perpetuum haberé li-

erét in communi. Nimium intelleaxerunt illi-

lius Capituli Patres, ut videre est in declara-
tione citata, n. 3, lit. H, paupertatem non es-

se ipsam religiosam perfectionem, sed ejus

instrumentum, sive medium; ideoque pro

exigentia finis a religione intenti esse attem-

perandum; quemadmodum etiam S. Tho-

mas 2. 2, q. 188, art. 7, copiose disseruit;

de quo iterum in sequentì tractatu, lib. 1, c.

9, et lib. 4, c. 4, circa Societatis nostre pa-

pertatem, rigoresque alios, sermo redhibit.

Hic vero declarandum esset pro mendicitate

hujus religionis, cum ex non mendicante a

principio facta sit mendicans ob renuntiatione

nem reditum in communi, post regressum

tamen ad reditus non amiserit rationem reli-

gionis mendicantis. Sed hoc dubitatio trac-

tando divisionem religionis in monachalem

et mendicantem expedita manet lib. supe-

riorie, in c. 8, an n. 8.

11. De obediélia amplitudine. — Denique

obedientiae votum satis arduum est in hoc

sacro Prædictorum ordine; de quo declarat

tio c. 15, lit. K, in dist. 4, ita habet: Decla-

rantes, quod religioius non tenetur obedere

Prelato in tuis sunt contra precepta Dei

et Ecclesiae, etc. In dubia autem tenetur on-

nuses obedere. Unde a contrario palam intelli-

gitur extendi ejus voti materiam (salem post

dictam declarationem) ad id omne quod cul-

pam non devolvit, quod tamen juxta proprium

regulam et institutum limitandum est, ut in-

fra, in sequenti tractatu, agendo de obeidi-

tia Societatis, latius explicabimus. Ut autem

omittamus, satis arduum est institui hunc ordi-
nem peculiariter ad reducendos haereticos; quia ea de causa ad conversandum inter illos, non sine vitæ discrimine, utpote fidei Catholicæ hostes, est expositus. Sed et subjectio non minimæ indicium illud est, non posse quemlibet religiosum a correctione, quantumvis rigida, si regularis sit, appellare ad Superiorum, etiam intra religionesm, prout in Constitutionibus, d. 2, c. 8, n. 5, disponitur; et in declarationibus ejus loci latius habetur. Atque hac, de mediis quæ ad substantiæm perficiendum ordinantur, sint satis.

12. De accidentariis medii ad finem assumptis. — Quot et quales inde producunt religiosi. — De mediis accidentariis, regulæ scilicet et observantiis alii, sunt, qui ex Carthusianorum ordine sempitern fuisse praebant, fortasse quod in externo habitu aliquam preferent convenientiam; et a carnibus tota vita, ut diximus, ex statuto abstineant. Id tamen minus probabilis apparat, ex declaratione ad c. 15, n. 1, lit. E, in dist. 2 Constitutionum, ex historia Fr. Ferdinandi de Castillo, lib. 1, cap. 33, ubi a B. Virgine designatum fuisse Precordiatorum habitum refert. Itaque delegat sibi B. Dominicus imprimit probatissimam sancti Augustini regulam, ut patet in forma ipsa professionis posita in d. 1, c. 15, initio, additis ad finem quasi specificum novi ordinis constitutionibus accommodatis, de oratione, de abstinentia, alisque corporis austeritatiibus, quas jam diximus, et amplificat etiam Castilii, lib. 1, c. 60. De studiis denique sacris doctoris ac profanæ quoque ad illam capessendam requisitæ, quorum quiem studiorum curam et providentiam quantum habuerit S. Dominicus, satis describuntur in distinct. 2, c. 14, per totum, juncta declaratione. Satis etiam probavit eventus, cum ex eo ordine, tanquam ex Troiano equo, vel potius arce instructissima ad destructionem munitionum, ut Paulus loquitur, ab Ecclesiæ hostibus oppositarum, prodierent strenuique magno futurum, quæm vel editis libris illustrem fecerunt. Inter quos S. Thomas, tanquam inter reliqua minora lumina fulgentissimum astrum, longe lateque coruscat. Vel ab ea deerrantes revocaverint, vel certe in pertinaces, a Sede Apostolica Inquisitores delegati adnimadverterunt, quam denique nullum martyrio fuerunt testati. Sed piget omnium catalogum texere, cum facile constare possint ex ipsius ordinis monumentis; immo et constare quot et quales prodierunt Ecclesiæ Praedati, Sacri, ut vocant, Palatii magistri, monarcharum Hispaniae confessari, quod in celeberrimis Academiæ professoribus primarii, ut facile credas, omnia haec jure pene haecdilario huic illustri ordini obvenisse; adeo ut per annos non paucos rari fuerint in publica litteraria aliaque nominis viri in doctrina sacra conspicuï, qui Dominicae familiae non essent alumnii.

13. Ex hoc ordinis duo alii sucrum. — Praeter hanc regulam, sub qua ipse B. Dominicus sanctissime vixit et obiit, instituit duos alios religiosæ vitae ordinis: unum pro sororibus, quem sanctimonia aequo ac generis claritate non pauce feminæ decorant, ut videre licet in ejusdem religionis annalibus; alterum pro fratribus et sororibus, primo quidem de militia Christi nuncupatis; eo quod ad bona Ecclesiam, ab injustis per id tempus invasoribus tenua indeutserunt; postea vero, tanta contra Ecclesiam cessante injuria, nuncupatis de Penitentia, seu de Tertia Regula. Quod vitæ genus, licet ad essentiam religiosi status non pertingat, ut ex ipsa regula intelligatur, atque etiam ad simulibus S. Francisci et S. Augustini Tertiarii constat, attamen a Sede Apostolica varia privilegiis futurum; et tandem, ipsis ejus professoribus supplantatibus ad Innocentii VII et Eugenii IV tanquam pium et laudabile confirmatum. Vide, si placet, tractatum de initio, seu fundatione hujusce confarreatiatis, qui cum ipsis Precordiatorum constitutionibus circumfuerint, et citatum Ferdinandum de Castilii, lib. 1, c. 49.

14. Conclusio instituti Precordiatorum perfectio. — Non potest igitur predicaturn ordinis Precordiatorum institutionem non esse perfectissimum, ac in supræm gradu statuam religiosorum numerarum, cum talem ipsis tali mediae ampliatur, utque ac tam ingentes fructus in Ecclesia Dei produserit. Et (quod in minimis landibus ponendum non est) cum acerbis odis ut impugnatum ab externis, a domesticiis disquisi religiosis turbatum, et nonnullum ab ipsa Sede Apostolica privilegiis exautheratrum, inconcussum nihilominus husque perseveravit.

15. Observatio prima circa idem institutum. — Secunda. — In ipsius porro constitutionibus

1 Castillo, fol. 203, col. 1.
2 Castillo, fol. 298, et 301, p. 2.
observandum primo, eas ex vi sua ad nullam culpam obligare, ut passim in hisdem expressum et declaratur. Excepto vero de contemptu, quae in eis fit, late discutitur superior tractatu, lib. 1, c. 4. Secundo, declarationis illius, quae in dist. 1, c. 15, n. 1, lit. I, § Praeterea, habetur, ordinem Praedicatorum praestare inter alios rationes majoris arctitudinis, et asperitatis, quod sit arciorem omnibus religionibus mendicantibus ob parciatem cibi, et longiora jejunia; bujus, inquam, declarationis sensum esse, hanc unam esse ex arctioribus religionibus secundum quid, non universalis; cum probatio illa de percitate cibi, et longis jejunis non amplius conficiat. Aliis enim sunt austeritates apud mendicantes etiam religiones, quibus (ut pure monachalem Carthusiam de qua citata declaratio id non inficiatur, et alis fortasse concedet) astringuntur et commendandur, pedum scilicet nuditas, vestitum simplicitas et asperitas, numerum preceptorum graviam non exiguis, et similae, quae in ordine Minorum vigent. Praeterquam quod religionis arctitudo ex alia observationis usus difficillioribus, quia interioribus, maxime est medienda, ut tractatu sequenti, lib. 1, c. 9, uberosieritemdemus.

16. Tertia. — Tertio observandum declarationem alteram indefiniteme promulgam, cod., c. 15, lit. A, nimium professionem solemnem sacere religionum, esseque obligationem absolutam factam, ut vera sit, necessario intelligendum esse de obligatione absoluta ex parte voventis, ut sumi potest ex ilia quae sequenti tractatu, lib. 3, per tria priora capita late prosequemur. Quod autem sensus hic sit, sufficient colligitur ex simulitudine homagr atibem allata; hoc enim acceptam non obligat, sed dantem. Similiter, quod in littera K subjungitur, professionem religiosam ab omni voto simplici liberare, non procedit usum simplicibus, quam Societatis scholares post bienium novitium emittunt. Constat siquidem, ut sequenti tractatu dicemus, donec talia vota ab ipsa Societate, aut a Pontifici relaxentur, validam ubivis, praeter Carthusiam, professionem ab eis emitti non posse. In hoc enim, ict in pleisque alii praeogativis, ea vota fuerunt a Pontifici solemnis professioni appigarata. Non procedit rursum ea declaratio de simplici voto, etiam in seculo nuncupato, si tertie personae iuri quoque praejudicaret; velut si quis divini honoris intulit voeveret, largitumur se alicui pio loco bona sua; tunc enim, licet alibi proliferetur, voti tamen simplicis reus esset. Atque huc de hoc toto capite dicta sufficient. Reliqua ad hunc ordinem spectantia, scilicet, de creatione Praetorurn, de qua eorum officis et obligationibus, sive regulis, de forma Capitulorum, ac judiciale correctione, minutiis persequi nostrum non est; ac sepsius citato libro Constitutionum traduntur accurate.

CAPUT VII.

UTRUM RELIGIO MINORUM UNA SIT EX MENDICANTIBUS; ET QUAM ORIGINEM ET INSTITUTIONEM HABERIT?

4. De ordinis Minorum fundatore et origine.

—Sagra Minorum religio Dominicae germana soror est, eodemque fere tempore nata, et vinculo charitatis jam olim, tam in suis parentibus, quam in filiiis conjunctissima. Auctorem habuit Seralicium Patrem Franciscum Assisianem, qui post conversionem suam singularem sanctitatis prodigium fuit, et novum humilitatis ac mundi contemptus exemplar. Hic ergo gloriosissimus Patriarcha (omissis ilis, quae ad initia conversionis et vocationis ejus pertinent) de nova religionis instituenda deliberavit ac decrevit anno Domini 1209, qui annus (quod mirabile est) vigesimus septimus erat statis illius, et quinta a sua conversione, quia natus dicitur anno 1182, et anno 29 atalis sue fuit conversus ad Dominum, hoc est anno 1204. Post quinque igitur annos socios habuit, et de religionis instituenda tractavit, ac regulum scriptum, tandemque ad Innocentium III cum duodecim sociis discessit, sui ordinis confirmationem supplicatur. Et licet in principio repulsa paseus fuerit, tandem divina revelatione Pontifex commotus, illam concessit anno Domini 1212, non qui dem solemmem, nec litteris consignatam, sed viva vox oraculo. Et D. Anton., 3 p., tit. 23, c. 4, dicit solum suisse veluti permissionem illius status pro tunc; tamen re vera ex tunc fuit constitutus versus status religiosus; et Franciscum cum sociis in manibus Pontificis solemnem professionem fecit, fuitque a Pontifici Generalis constitutus.

2. Eius confirmatio solemnis recentior quam Praeciputorum. — De fine, seu instituto hujus ordinis. — Hinc vero factum est ut, licet ordo Praedicatorum approbatis non fuerit usque ab primum annum Honorii, nihilominus antiquitate praeclare censeatur, semperque in jure prius nominetur, ubicunque simul nominan-
LIB. II. DE VARIETATE

tur, c. In tis, de Privilegiis, c. Nimis, de Excessibus Praedlat., c. Cum ex eo, eodem, in 6, c. Quorundam, de Elect., in 6, c. Constitutionum, de Regul., in 6, Clement. Deudum, de Septuaginta. Nam ordo Minorum absolutam approbationem et litteris consignatam non habuit usque ad octavum annum Pontificis Honorii, hoc est, anno Domini 1223, octo item annis post simulam Praedicatorum confirmationem, atque ita hic ordo fuit secundus qui hoc confirmationis genus in Ecclesia obtinuit. De fine autem hujus sacri instituti invenio in ejus regula scriptum: Regula et vita Minorum fratrurn hoc est, scilicet, Domini nostri Jesu Christi sanctum Evangelium observare, vivendo in obedientia, sive proprio. Quae verba valde generalia videri possunt, quia omnes religiones perfecte profilentur vivere secundum Evangelicam perfectionem cum illis tribus votis. Existimo tamen sanctum Franciscum fuisse locutum de perfectione illa Evangelica, quae complitur etiam ejusdem Evangelii predicacionem, justa illud Luc. 9: Seguere me, prout infra ab ipso Christo Domino exponitur: Tu autem vade, et annua regnum Dei. Est ergo hujus religionis finis precipuus perfectionem Evangelicam servare, simulque illam predicare. Et hoc supposui Franciscus in regula, dum c. 9 in societatem non solum verbo, quomodo predicare debeant (nam et hoc unum est ex opusculis quae scripta reliquit, ut in tomo 13 Bibliothecae magae, p. 318, videre licet), sed etiam exemplo sape ostendit; nam cumprimum de religione instituenda cognovit, predicare copiose exhortando homines ad penitentiam, verbis quidem simplicibus, tamen ignitissimi et efficacissimi, quibus homines plurimum commovebant; statim etiam ac sectores sui instituti haber coepit, illos ad predicandum misit, prius etiam quorum confirmationem primam ab Innocentio obtinuit, ut in Chronicon ejus legitur. Visio etiam illa, qua divinitus fuit admonitus, ut labantem Ecclesiam sustineret, plane indicat non solum vitae perfectione, sed etiam predicacione verbi Dei, et doctrina futuram religionem illam utilissimam Ecclesiae, ac prionde ob eumdem finem fuisse instiuen
dum.

3. De possitissimo ejus medio, quod est maxima paupertas. — Preseruit vero ac singulari modo profiletur hac religio perfectionem Evangelicam quod paupertatem et nuditatem Evangelicam, quia nihil proprium non solum in particulari, verum etiam neque in

COMMUNI ADMITTIT EX VI REGULAE. Sive enim intelligunt c. 6 sum regulae, quod sic habet: Fratres nihil sibi appropriant, nec domum, nec locum, nec aliquam rem. Constat enim hoc non tantum de singulis dici; quid enim necesse fuisse monere fratres, ne domus aut loca singuli sibi appropriarent? Intelligenti ergo de universis, et de tota communitate, et ideo subditur: Sed tangam peregrinii, et adeo, in hoc secundo in paupertate et humilitate Domino servientes, vadant pro eleemosynis confidenter. Et in c. 4, hanc paupertatem restitendo, prohibentur fratres eleemosynas petentes, ne pecuniam recipiant, sed res aliae victui aut vestitui necessarias. Atque in hac excellenti paupertatis multum eminet hac sacra religio inter alias. Fuit enim prima omnium quod hoc genus paupertatis in communi professa est; nam religiones que praeecesserunt ante mendicantes, illam non servabant, sicut nec nunc servant. Religio autem S. Dominici ex vi praemia institutionis et approbationis illam non coluit, uti supra, lib. i, c. 8, n. 8, ostendit; neque ulla ex religionibus qui sub regula S. Augustini militat, ex vi regula ilam servat. Religio autem Carmelitaria licet ex aliorum sententia id haberet ex primitiva regula, tamen neque id certum est, neque quoad res omnes, ut infra, cap. 10, ostendemus. Est ergo hae singularis praegativa S. Francisci, etideo fortese Concl. Tridentinum, sess. 25, c. 3, de Regularibus, cum omnibus religiosis faciat facultatem habendi bona in communi, Minores ex cipiti, ut praecipuam illam regulam, et institutionem illibatam servaret.

4. Hic ordo est maxime proprius unus ex mendicantibus. — Declarat et ex collatione cun ordine Pradicatorum. — Atque ex his constat religionem hanc esse unam ex praecipuis mendicantibus, et quodam ratione cum maxima proprietate et singularitate hoc nomen sibi usurpare. Probatur, quia ex duabus conditionibus, quas diximus de facto postulatis in religionibus mendicantibus, scilicet, ut visum est, etiam sintam profiteantur, et paupertatem in communi, utraque in hac sacra religionis satis perfecte reperitur, ut ex dictis patet. Et declarari potest per comparationem ad religionem Pradicatorum; habent enim se sicut excedens et excessuum in aliis duabus conditionibus. Religio enim Pradicatorum ex parte finis excedit, quia principalius et magis ex se videtur predicacione intendere. Item in hinc, quod praecipue videtur contra hereticos et ad
fidei defensionem instituta; religio vero S. Francisci magis ad commovendum Christianum populum ad ponentiam agendam, et ad mundi contempsum; quae differentia in ipsis etiam fundatoribus cernitur: nam predicatio S. Dominici maxime fuit contra haereticos, et inde sumpsit occasionem fundandi religionem suam; predicatio vero sancti Francisci simpliciter fuit ad curandos et purgandos Catholicos; et licet ex fervore spiritus voluerit etiam et procuraverit inter infideles pradicare, tamen ex divina revelatione statim ad suos redit; quia revera illa erat propria ejus vocatio, et a Deo intenta; unde etiam circa litterarum studium diversos ha- buerunt spiritus illi sancti Patriarchae. Nam Dominicus litterarum studium praecepse suis alumnis commendavit. Franciscus vero, in c. 10 sua regulae, premunuit, ut qui litteras usucerint, illas non discant; uteque prudenter agebat eligens medium suo fini accommodatum. At vero in mendicitate et paupertate excidit Minorum religio, tum quia, ut dixi, ex regula profiteatur paupertatem in communi, quod alia sic non habet; tum etiam quia in ipsam paupertatem in communi, singularum magisque rigorosum modum in multis observat; tum etiam quia in exteriori habitu majorem quamdam pauperatatem pre se fert.

5. De aliis mediis seu observantissimis hisuis ordinis. — Prater hae, quae sunt veluti substantiales proprietates hisuis religionis, habet etiam plures observantias, ad vitae rigorosae perfectionem pertinentes, quas etiam magna ex parte ex vi regulae servare tenetur. Nam, quod ad corpus attinet, prater habitus asperitatem et tenuitatem, calcedoniam solum ob necessitatem utuntur, juxta c. 1 sua regulae, et pedestres incedunt, juxta cap. 3, nisi necessitas vel infirmitas cogat. A festo omnium Sanctorum usque ad nativitatem Christi Domini jejunant, et ad jejunandum aliud quadragesimam a die Epiphanie numerandum cum benedictione invitatur, licet non praeceptum; ut quibus in jejuniorum observantia aliae Prædicatorum de abstinentia a carnibus in communi refectorio satis compensant. Et juxta hae servand eamdem austeritatem in lecto, et in aliis corporis afflictionibus. Et ad nonnullas alias, per constitutiones et consuetudines obligantur. Unde concluditur religionem hanc, non solum ex fine et mediis esse valde perfectam, sed etiam esse satis arcam et austeram. Nec desunt multi ex professori-
RELIGIONUM IN SPECIE.

7. Hae varietas arduitatem in instituto Franciscano arguit. — Sed hae diversitas non tollit religionis unitatem saltem specificam, ut sic dicam; nam numericae et morales aliquo modo auferre videtur, quia saltem unitas capitis seu Generalis non retinetur. Non tam hoc indicat imperfectionem instituti, sed potius arduitatem et difficulatem, quam mirum non est, in tanta hominum multitudine non ab omnibus eaque servari et adamari; sed illud potius magna laude dignum est, quod tot sint, nunquamque desint illius perfectionis zelatores; quanquam fieri potest ut, qui dispensatione illa circa paupertatem in communi ut voluerunt, non remissione animi, sed bona intentione et probabilitate opinione moventerunt, ad majorem spiritus quiemque securitatem id conferre existimantes, sicut alio multa religiones mendicantes sibi expedire judicarent, nec ob id creduntur a perfectione defecisse, quia paupertas per se non est regula perfectionis, sed quanta et qualis ad perfectionem magis deservire potest. Verum est tamen peculiaris ratione in hoc instituto Iovi Francisci zelum et custodiam paupertatis in communi valde esse conformem spiritui et vocationi talis religionis, ac proinde pretendendum esse ceteris paribus, ideoque non sine speciali providentia Spiritus Sancti Concilium Tridentinem, sess. 25, c. 3, de Regular., cum omnibus religionibus concedat facultatem habendi bona immobilia in communi, non obstante quacumque regula, exceptis Minore, Capucinum, et de Observantia, tandem specialiter ad hanc paupertatem vocatos.


9. Regula non acceptandi pecuniam exponitur. — Prima conditioni ut possit acceptare...
Secunda. — Tertia. — Quarta. — Unum autem ex praecipuis dubiis est circa cap. 4, ubi sanctus Franciscus firmiter praecipit, ne sui monachi pecuniam recipiant per se, vel per interpositam personam, an hoc sit preceptum, et haec sit materia voti pauperatis specialis huys religionis; nam verba regula hoc videntur sonare, et ita etiam sunt Pontificibus explicata: usus autem videtur aliud indicare; et pro humanis necessitatis videtur moraliter necessarium. Sed hic articulus latissime declaratus est a Nicolao IV, in cap. Ewitt, § Ceterum, et a Clemente V, in Clement. Ewitt, § Porro. Summa est illud quidem esse preceptum, et materiam voti pauperatis, ita tamen esse intelligendum, ut liceat per tertias personas eleemosynam in pecunia recipere, et habere, cum nonnullis limitationibus, et preceptuas sunt. Prima, ut pecunia intelligatur manere semper sub dominio dantis eleemosynam, quamdiu est in manu tertis personae, ita ut possit ab alio libere repeti, quamdiu in aliis usus consumptus non est. Secunda, ut non possit a fratribus peti, nec administrari tang quam propriam. Item non possint rationem ejus exigere, sed fidei ac conscientiae depositaria rem totam committere; non peccabant tamen (ut opinor) si fecerint, ut dominus pecunias rationem a commissario petat pecuniae sibi creditae, quando viderint expedire, quamvis regulariter cavendum hoc etiam sit, prasserit sim si dans eleemosynam talis jus sibi a principio non reservavit respectu commissarii. Tertia est, ut solum pro necessariis usibus reponatur et expendatur, non ipsorum fratrum nomine, quorum pecuniæ non sunt, sed ejus qui eleemosynam contulit, ita ut si necesse sit contractum facere, non fratres dicantur emere, et dare pecuniam, sed alius emat pro fratrum usibus. Quarta, prohibetur ibi mutuo accipere pecuniam etiam per procuratorem, quia per mutuum transfertur dominium in accipientem, et manet obligatio solvendi apud eumdem; utrumque autem repugnare constat hic regulæ; si tamen necessitas urget, et desint eleemosynæ, conceditur eis ut possint pecuniam per procuratorem recipere, offerendo curam, et diligentiam procurandi eleemosynas, quibus illi satisfiat, sine obligatione propria; hoc enim in rigore non est mutuum, sed quodam eleemosynæ, quamvis cum aliqo onere, pauperati minime contra-ria.

10. An possit Minorum contractum mutui celebrare. — Usus modus quo possint obligari ad reddendum mutumum. — Alter modus. — Queri vero obiter potest an res alias, quæ pecunia non sunt, possint mutuo recipere cum obligatione ex justitia ad solvendum; quamvis enim ex parte materie non ita sit eis prohibitus alias res accipere sicut pecuniam, tamen ex parte obligationis videtur eque repugnare pauperati in utroque genero rerum. Et simile dubium est, an possint credita pecunia emera huysmodi res, sive mobiles usu consumptibiles, aut permanentes vel se moventes, sive etiam immobiles, ut terram sive pavimentum ad fundandum domum, vel ecclesiæ, aut hortum, etc. Respandet nuncam possit ita emere aliquid credita pecunia, ut ipsi etiam in communi obligentur ad solvendum illud ex justitia in pecunia, quia hoc plane repugnat eorum instituto, quia non possunt iliam obligationem impire, nisi accipiendo pecuniam, et suo nomine solvendo. Quod si alius pro illis soluturus est, non possunt illi obligari de justitia ad factum alterius; solum ergo possint promittere diligenteris procurandi eleemosynas, quibus talis res solvatur. Quando vero res mutuo accipitur solvenda in eadem specie, vel etiam si in alia specie, quæ non sit pecunia, solvenda sit, alia commutatio interveniente, tunc directe non fit contra hanc regulam de non accipienda pecunia, in qua nunc versamur; tamen aliiude videtur repugnare illa obligatio statui pauperatis in communi; sicut enim privatus religiosus obligari non potest, quia nihil habet proprium privatum, ita communitas, quæ nihil habet proprium in communi, obligari non potest ad quæcumque bona temporalia reddenda; et revera ita est, si obligatio sit pure personalis, quia nemo potest obligari ad dandum quod non habet, nec quod sperat habere solum ex eleemosynis. Possunt tamen obligari altero e duobus modis. Primo, si is, qui obligatur, intelligat involvi conditionem, Si per eleemosynas obtinere possint ea bona, quae redituri sunt. Tunc enim non obligatur ad impossible, et alter non decipitur. Secundo, si obligation non sit pure personalis, sed realis, saltem implicite, id est, si jam habeant res alias ejusdem valoris et pretii, per quas possint in omni eventu satisfacere; nam, licet non sint earum domini, habent tamen absolutam administrationem earum; unde possunt illas obligare, sicut possunt etiam in casu necessitatis calicem vel rem aliam pretiosam in pignus dare, et similia.

11. Pontificiarum pauperatis declarationes,
quomodo aliis atque alii Minorita acceptant. —

Nota. — Cetera quae hic dubitari poterant, in citatis decretis satis attinguntur et declaramentur, et in superiori tomo agendo de paupertate a nobis allata sunt. Solum hic adverto illas declarationes Pontificum circa hanc Minorum paupertatem, solum fratris de Observantia esse usui, nam Conventuales majoribus dispensationibus utuntur, cum propria bona in communi habeant; Capucini vero profitten tur se nudam observare regulam, et illis declarationibus renuntiant. Nam in hoc maxime dicuntur ab Observantibus distinguiri. Videant ergo ipsi quid voveant, et quae sensu, illudque observent, mihi enim eorum mora aut usus non satis constat. Non possunt tamen declarationem aliquam non admittere, quia votum et lex debet esse de re certa et clara. Solum ergo possunt non admittere declarationes illas, quatenus aliquid de jure humano et arbitrio involvunt, quod minorum sorte rigorem indicare videtur; in quo potuerunt ipsi majorem rigorem eligere; necessarium vero est ut in hoc aliquid certum et stabile declaratum habeant, ne conscientiae facile ligentur; quod in tanta communitate, et in rebus, quae quotidie prae manibus habentur, et necessaria sunt, facile potest contingere.

CAPUT VIII.

DE ORIGINE ORDINIS HERMITARUM SANCTI AUGUSTINI.

1. De quo Sancti Augustini ordinis disputatio institutur. — Hactenus de proprio ordine monachorum a D. Augustino instituto nihil diximus, sed reservavimus, quia non est adeo manifestum D. Augustinum instituisse hujusmodi ordinem, quin aliqua inquisitione et disputazione indiget. Et licet fuerit institutus, nunc tamen vel idem non manet, vel non sub pura seu speciali ratione monachialis, id est, sub instituto veste solum contemptivae et eremitas, sed mixtae, et sub nomine ac ratione mendicantis religiousis, quales nunc est sacra religio, qua Eremitarum sancti Augustini appellatur. De antiquitate ergo et origine hujus ordinis, multa sunt ab scriptoribus, praeecessum ejusdem ordinis, scripta et disputata in defensionem sue antiquitatis, quibus nos nihil addere possimus, nec iltem cum aliis intendere volumus, sed in tantum, quae probabiliora videntur, proponere, ac institutionem, auctoritatem et perfectionem hujus ordinis, quae sine dubio magna est, breviter declarare.

2. Prima assertione. B. Augustinus post baptismum religiosum vivendi modum iniecit. — Primo ergo probabilibus existimo Bestiam Augustinum, statim a principio conversionis sue, religiosam vitam professum fuisset. Id enim non obscure colligitur ex verbis ejusdem, in lib. 8 et 9 Confessionum; nam in lib. 8, cap. 6 et sequentibus, commenmorat internum bellum quod adhuc catechumenus palabatur, deliberans de statu quem post baptismum accepturus erat, matrimonii, soliciet, vel coelibatus; nam ad rem uxorum et secularia negotia propensus erat, alioquadem exemplis et verbis Sanctorum ad perfectionem sectandum excitabatur. Tandum vero, in c. 12, divinam inspirationem et mirabilem vocationem refert, quae tractas et adjutas, jam non solum christianam, sed etiam perfectam vitam sequi firmaret elegit. Quam cum matri narrasset, loquens cum Deo: Exsultet (inquit) et benedictit tibi, qui puellam, ultra quam potissimum, autor intelligens iecerit, quia tanto amplius sibi a te concipias de me vidaret, quam patere solebat miserabilis ejus flebilis agmus gemetibus. Convertisti enim me ad te, ut neque uxorem quiererem, ne aliquid opem sequi hujus, stamen in ea regia fidei, in qua me anto tot annos et revelaverat. Hoc ergo est quod Deus Monicas concessit, ultra id quod petebat; illa enim conversionem Augustini ad fidem solum postulavit, Deus autem etiam conversionem ejus ad sequendum perfectionem concessit. Et hoc est, quod subdit: Convertistis inquam ejus in gaudium, multum uerbius quam voluerat, et multo clarius atque castius, quam de nepotibus carnis meas requirerat. Et lib. 9, c. 4, magis explicans hoc propositionem adeo perfectum, et firmum, ut jam veluti opere consummatum, ut: Jam liber erat animus meas a curis morabatur aemendi, et acquirendi, et volubilis, atque scalpendi scabere libidinem; quibus verbis perfectissimam renuntiationem seculi expressit quoad illa tria, quae per tria religiosis vota abnegamus, soliciet, propriam voluntatem, seu dominandi libidinem, divitis, et corporis volupatias. In c. 3 et 4 hujus libri, magis declarat contemplativam et monasticam, seu solitariam vitam elegisse, et ideo inquit decrevisse munus docendi rhetoricam relinquere: Sagittaevas (inquit) in cor nostrum charitate ina, et gestabamus verba.
3. Nec multum id distiluisse conjecturis etiam saeclor. — Ex his ergo intelligi potest D. Augustinum, vel in ipso baptismo, vel non multo post, religiosam vitam professum esse. Probatur, quia firma proposito, et magna Dei vocatione, jam illam conceperat, ut declaratur est; ergo non est verisimile, post baptismum executionem multum distiluisse. Probatur consequentia. Primo, quia talis dictio vel non fusisset sine aliqua culpa, vel non sine magna remissione animi et imperfectione, quam certe si Augustinus commississet, in Confessionibus suis recognovisset et indicasset. Nam lib. 9, c. 2, cum haberet a Deo inspirationem omittendi publicum legem munus, ut Deo vacaret, et per aliquot dies distiluisse executionem, ob causam satis apparentem et rationabilem, illam dilatationem tanquam aliquo modo culpabili recognoscit, et a Deo veniam petit; quid ergo facturus fusisset, si post baptismum viam perfectionis ingredi distiluisse? Secundo, ad hisusmodi statum jam ante baptismum se praeparavit, tum relinquendo munus officii publici, quod per se cum baptismo non repugnabat; tum colligendo se cum sociis in villa, ubi Deo et consideratione rerum divinarum vacaret, ut ipse refert, lib. 9 Confessionum, c. 4, nullumque impedimentum habuit, vel a sociis, vel a matre; nam omnes mirum in modum illa genere viete contentabatur, et ipse divino amore flagravit, quod omnia ipsam peteret; quod igitur causa dilatationis ex cogitari potest? Terziu expendo, quod codem librum, c. 3, de Nebridio refert cum Deo loquens et dicens: Quem non multo post conversionem nostram, et regenerationem per baptismum tumum, ipsum etiam fidelem Catholicum castitatem perfectam aliquo continentia tibi servientem in Africam appas suis, cum sola domus ejus per eum Christiana facta esset, carme solvisti; ubi expendo verba illa, castitatem perfecta tibi servientem; nam clare significavit statum firmum vitae continentem, et consecrata ad perfecte serviendum Deo. Pondero etiam illam conjunctionem ipsum etiam, supputit enim, se et socios suos, quos Nebridinae imitabatur, eadem castitate perfecta et continentia servissese Deo post suam regenerationem.

4. Au in vivendi modus fuerit proprie religiosa professo. — Quoad castitatem verisimile. — De paupertate incertum. — Multoque magis de obedientia. — Hæ igitur conjecturas satis, ut opinor, suadent, Augustinum simul cum baptismo viam perfectionis et statum continentiae amplexum esse. Nec vero continuo et sine majore probatione affirmaverim, illum statum suisse propris religiosis, per tria vota presentem solemni, prout nunc fit. Credibile quidem mihi est, statum continentiae firmo ac deliberato animo deliberasse, et fortasse etiam Deo promissesse; nam hoc mihi indicant illa verba, quae supra ponderaveri, castitate, et continentiae perfecta. Imo verisimile censeo votum hoc continentiae etiam ante susceptum baptismum adhuc cunctatum emisisset; nam hoc satis ipse indicat in ultimis fere verbis lib. 8 Confessionum. De voto autem paupertatis, vel obedientiae nihil affirmare possimus, saltem de eo tempore quo Augustinus fuit in Italia, priscus in Africam rediret, quia nec Possidius in vita Augustini, neque Augustinus ipse in Confessionibus, neque in aliis libris quicquam de hoc significat; imo Anton. ait, Augustinum reversum in patriam, ex patrimonio suo domum in eremo edificasse, pro se et sociis suis, et reliqua in pauperes distribuisse; ipse vero Augustinus, sermon. 4 de communi vita clericorum, scribit, teneum suam substantiam vendidisse, et pauperibus erogasse; unde constat superiori tempore nondum se expoliassen omnibus bonis, vel dominio illorum, quamvis habere potuerit propositum et votum dimittendi omnia, quamprimum commode possit, et in usus pios et paupertati consentaneos; an vero ita fecerit, scriptum ab aliqua antiquo, vel satis die digno auctore non invenio. Magis autem incertum mihi est obedientiae votum, quia neque in monasterio aliquo ex his, quae ante ipsum erant, neque in manibus alienius illud emisisset, vel Mediolani, vel Romae, vel in alio Italiae loco legimus, nec in congregatione, seu familia sua videtur eo tempore talem vivendi modum habuisse; oportuit enim approbante aliquo Episcopo talem viete modum inchoari, et in manibus ejus votum obedientiae emittere, quod sine dubio non fecit. Quod etiam ex modo, quo idem Augustinus in citatia libris Confessionum, de se et de suis amicis, et de suo redivit in Africam loquitur, non obscure intelligentur, unde Possidius, in Vita Augustini, c. 3, sic inquit: Ac placuit ei, percepta baptismi gratia, cum aliis ciribus,
et amicis suis Deo pariter servientibus, ad Africanum et proprium domum agrosque remane- re. Quae verba indicant totam illam familiamuisse laicam, et liberam ab obedientiisugo, Deo tamen servientem, et inter se amicitia et charitate coniunctam.

5. Tertia objectioni in contratrum ooccupi-
tur.—Neque aliud significasse existimo, quod Monica sanctissima, jam morti vicina, filio dixit, ut ipse referat, lib. 9 Confessionum, cap. 10: Unum erat propter quod in hac vita aitquantum immorari cupierdam, ut te Christia-
num Catholicum viderem, prius quam more-
rer; cumulaius hoc mihi Deus mens praestat, ut te etiam, contempita felicitate terrae, ser-
vum ejus vidam. Quo ultimo verbo indicare videtur illum jam fuisse religiosum; sed, li-
cel hoc sit verum late loquendo, quia jam profitebatur viam perfectionis et continentiae, et decreverat seculares curas relinquere, ut explicuissmus, tamen quod monasticam vitam proprie sumptam jam tunc profiteretur, non satis inde colligitur. Quamvis credibile sit Au-
gustiniunum jam concepsisse propositum illius vitae, tamen, cum esset quasi in vin, et in re-
ditu ad patriam, non videbatur tempus aptum et commodum exequiendi omnino, et quasi consummandi illud propositum, presertim vi-
vente matre; et ideo verissimilis etiam est illum executionem distulisse usque ad redi-
tum in Africam.

6. Objectio altera, ex quodam sermone Am-
brosio attributo. — Sermo ille spurius est du-
bus rationibus. — Non desunt vero qui pu-
tent D. Augustinum simul cum baptismo ac-
cepsse de manu Ambrosii monachi habitum; nam in quodam sermonem 93, inter sermones Ambrosii, sic Ambrosius loquitur Augusti-
ni: Noverunt Christianum novis vestimentis cu-
cella nigra induimus, cingulo ex corio nos ipsi 
pracinctamus, quod Simplicianus noster ingenti 
latitudine donavit. In quam sententiam ob aucto-
ritatem Ambrosii descendit Antoninus, 3 p. 
Historiarii, titul. 24, cap. 14, § 2; unde facile 
potest quispiam addere, tunc etiam Augusti-
num religiosorum vola in manu Ambrosii 
emissae. Verumtamen sermo ille expunctus 
est ab operibus Ambrosii Romae impressus, et 
maagia diligentia emendatis, omibus suppos-
istitiis operibus rejectis. Et Caesar Baroniis, to-
mo 4, anno 388, graviter reprehendit imperi-
tum (ut ipse loguitur) illius sermonis factorem; 
primum, quia inepte finxit, cum ejus stylem 
omino sit alienus ab eloquentia, gravitate et 
sententiarum poudere Ambrosii. Secundo,

quia facile potest mendaciæ redargui; dao 
enim aperte falsa dixit: unum, quod Augus-
tinium Carthaginensem vocat; cum constet 
uisse Tagastensem; aliud est, quod illam 
dicit fuisse conversum a Gentilium culta, 
cum tamen certum sit nunnquam coluisse 
idola, licet in aliis erroribus versatus fuerit. 
Verumtamen hoc duo aliquo modo colorari 
possunt, dicendo, Africanos annes interdum 
fuisse vocatos Carthagineses, a metropolii 
cvitate; vel Augustinum ita fuisse vocatum, 
quia Carthaginii multo tempore vixerat et do-
cuerat, et unde immediate venerat, cum e-
dessit ex Africa. De cultu autem Gentilium con-
versus dicit potuit, non proper idololatriam,
se quia sine fide et baptismo tanquam gen-
tilis quidam philosophus et Academicians de 
Deo opinabatur. Iluud vero difficilis potest 
ad verum sensum trahi, quod ibi dicitur, se-
pius Ambrosium tentasse Augustinum, et cum 
eo disputasse, et e converso Augustinum, dis-
putationem sua alicubi et vehementia Am-
brosii vicesse, cum tamen Augustinum ipse, 
lib. 6 Confessionum, cap. 8 et 11, dicit ibi 
non fuisse datam copiam sciscitandi ab Am-
brosio, quae cupiebat, nisi cum magna brevi-
tate, quia non vocabat Ambrosio.

7. Satisfit objectioni directe. — Ex quibus 
plane incertum redditur, quod de cucullâ ni-
gra dicitur, saltem quod id fuerit ab Ambr-
asio scriptum, nam utrum in re ita fuerit, 
ignoratur. Et conjectura est non ita fuisse, 
quia erat universalis consuetudo baptizatos 
indui albis vestibus, ut idem Augustinum sape 
commemorat, lib. de Fide et symbolo, et lib. 
de Catechizandis rudibus, nullamque muta-
tionem consuetudinis in suo baptismo factam 
alicubi indicat, quamvis baptisi lavacrum 
ministerio Ambrosii recepisse commeneor, 
lib. 1 contra Julianum, cap. 3. Ad hoc tamen 
responderi potest, super cucullam nigrum, 
Imposimenta fuisse Augustino candidam vestem 
baptizatorum. Sed, licet hoc contingere po-
tuerit, etiam est prater morem, quia ipsamet 
usualis vestis solet esse candida, ut nunc Ro-
mae in neophytes conspicitur. Denique adver-
to Antoninium ex sermone Ambrosii longe 
alter verba illa referre dicentem: Hunc in 
Christo genui, et postquam baptizavi eum, 
tidui cucullam nigrum, et ipse ad differentiation 
monachorum se cinita zona peragens ad Sim-
plicianum, etc. Ex hoc ergo sermone nihil 
afirmare possimus eorum, quae in illo refe-
runtur.

8. Num sermones ad fratres in orere, unde

9. Rejicimus alia incerta conjectura de religioso statu Augustini ante ejus reditum in Africam. Unde etiam incertum esse reperti, quod Antoninus supra refert, Augustinum, postquam Mediolanum discerditurum in Africam, prorsum Italiam relinqueret, visitasse eremitas, qui erant in monte Pisano, et per aliquod tempus ibi moratum esse, et postea visitasse alios eremitas, qui erant in Centumcellis propie Romam. Adsumtique aliis Augustinum, et tempore quo eremitas Pissani montis visitavit, dedisse illis quando regulam monachorum, ex tribus quas compositit, et ex tunc propriam monachorum statum accepisse; postea vero visitando alios eremitas in Centumcellis secundum regulam eis tradidisse. Sed hie a Possidio in vita Augustini non referuntur, neque ab Augustino in libro Confissionum aut alibi insinuantur; nec videntur posse cum Chronographia de eata Augustini convenire; nam constat Augustinum, expleto trigesimo tertio etatis anno, et trigesimo quarto inchoato, baptizatum esse; ipsi enim, libro primo Soliloquiorn, c. 10, hanc etatem se habuisse dicit, cum illud opus scriberet; scripsit autem illud ante baptismum, ut ipsum refert 1 Retractionum, cap. 4. Post baptismum autem statim Romam se contulit, ut saltem per annum commoratus est, tempus aptum navigationi expectans, nam ibi multa conscrispit, quae ipsae commemorat lib. 4 Retractionum, cap. 7, 8 et 9. Et inter alia scripsit libros de moribus Ecclesiae Catholicae, in quorum primo, cap. trigesimo tertio, commemorat monasterium, quod prius Mediolani, et plura alia, quae Rome postea cognovit, de monte autem Pissano aut Centumcellis nihil memorat. Ait preterea idem Augustinus, 9 Confess., cap. 41, sanctam Monicam, matrem suam, mortua esse anno 33 etatis ejusdem Augustini, ubi potius legendum videtur anno 35, ut constat ex alio loco Soliloquiorn; ergo non potuit Augustinus, postquam Mediolanum discerstit, per duos annos commorari cum eremitis Pissani montis et Centumcellorum ante mortem sancte Monicæ. Neque etiam verisimile est post mortem matris retro rediisse, et tam longas moras fecisse; tum quia ipsam Augustinum, lib. 9 Confessionum, cap. 10, de se et matre inquit: Apud ostia Tyberina post longi itineris laborem instaurabamus nos navigationem; ergo cum hac intentione illuc pervenissent, licet mors matris post paucos dies acciderit, non est per se credibile, neque ullas ratio probabilis apparat, ob quam Augustinus mutaverit consilium, et tam diuturnas moras fecerit; tum etiam quia in sermone primo de Communi vita clericorum, dicit juvenes usque, cum in Africam rediit; ergo verisimile est non excessisse trigesimum quintum annum etatis, cum illuc pervenit. Ignorat hæc omnia tanquam incerta, et ad hujus religionis veram originem seu antiquitatem explicandam tanquam inefficacia reliquio, nec definito assero Augustinum ante reditum in Africam non fuisse monachum, aut regulam monachorum non scripsisse, sed assero loco non constare satis fide digna historia, vel auctoritate.  

10. Secunda assertio: Augustinus ante Presbyteratum monachus fuit, et religionem instituit.—Nihilominus dico secundo, Augustinum reversum in Africam, prius quam
Presbyter fieret, monachum fuisse, et in propri monasterio monachos congregasse et instituisse. Hec assertio non satis colligitur ex Possidio, in Vita Augustini; nam in c. 3 solum ait: \textit{Placuit ei, percepit baptismi gratia, cum aliis civibus, et amicis suis Deo pariter servientibus, ad Africam removere, ubi constituisse ferma triunva, et a se jam alienatis curis secularibus, cum iis, qui sibi adherebant, Deo vobiec, jejunia, orationibus, bonisque operibus in lege Domini meditaris die ac nocte. Quae verba indicant quidem vitam satem religiosam et perfectam, nondum tamen satis explicat proprium statum religiosum et monachalem; nam illa omnia dici possent de illo generi viri quod Augustinus Mediolani etiam ante baptismum in separata villa inchoaverat. Unde Baronius, in 4 to., ann. 389, de haec locutus, solum dicit: \textit{Rediens (sic) Augustinus cum sociis Alypio et Scrodo in patria, quem congregaverunt, vitam statum, cum adhibere in Italia essent, exercerent operam. Deinde vero refer verba Possidii, et in predicula verbis suis alludit ad relationem Augustini, 9 Confess., c. 7 et 8. Ex quibus solum licet colligere copiosa in Italia amare cum sociis solitariam et contemplativam vitam, in castitate perfecta, et quassisse locum ad hunc finem aptum, et haec intentione in patriam remesse, et statim ac illuc pervenit, prout potuit, opere complevisse; an vero id fuerit cum monachali professione, non satis a dictis auctoribus explicatur.

11. Prima probatio. — Nihilominus ipsomet Augustinus, serm. 1 de Communi vita clericiorum, qui non dubitatur esse ipsius, nam citatur a Beda, 2 ad Corinth. 8, et a Concilio Aquitanensi, sub Ludovico imperatore, anno 1016, c. 112, ipse, inquam, Augustinus satis ibi declarat, statim ac pervenit in Africam, monasterium construisset, in quo cum suis fratribus vitam communem et Apostolicam ageret: \textit{Sueoisi (inquit) veni ad istam civitatem, ut multii vestri noverant, quare locum uti constituerem monasterium, et videam cum fratribus meis, quem quippe omnem secull religiern, etc.}. Dicit aliquis Augustinum non dicere construxisse se illo tempore monasterium, sed quiesisse locum ubi illud construeret. Sed, licet expresso non asserat, nec etiam negat; et per se verisimile est non caruisse illo tanto tempore. Verutamentum in sequentibus verbis id plane supponit; ait enim: \textit{Veni ad istam civitatem propter videndum amicum, quem ut tabam me lucrari poss Deo, ut nobiscum esset in monasterio; habebatur ergo jam monasterium, in quo cum fratribus religiosam vitam agebat, ad quam amicum aducere cupiebat, et hoc vocet lucrari illum Deo. Deinde referre ea occasione assumptum esse ad statum presbyteri, in quo jam consitutus subjungit: Non aituis aliquid, ut venis ad hanc Ecclesiam nisi cum indumentis, quibus illo tempore vestiadar. Etsi quia dicis ponebamus esse in monasterio cum fratribus, cogito instituto, et voluntate mea, beate memoria senex Valerius dedisti mihi horum illium, in quo unum est monasterium. Ex quibus omnibus salis constat Augustinum abdicaciun, monasterium unum construxisse, et alterum posse jam factum presbyteri; sed prius in eremo, seu loco ab oppidis separato, posterius in loco civitati vicino; nam illud prius colligitur ex illis verbis: \textit{Veni ad istam civitatem propter videndum amicum, quia, siccit, in loco separato habitabat.} Posterior autem indicat, cum subjiciit: \textit{Hic (id est, in hac civitate Hippoponesi, ad quam locuitur) dispositionem esse in monasterio cum fratribus. Quod posse sit, dicens nemo est antiquius. Et} (quamvis hoc novi explicit) verisimile est non destruxisse pie rem domum, aut vacuam reliquisse transfe rendo fratres omnes ad novum monasterium; sed cum paucis fratribus primi monasterii secondum inchoassens, aliis fratribus in allo relicr, prout in aliarum religionum iniis factum esse conspicuum, quod etiam ipse non obscure indicat; nam de secundo monasterio subdit: \textit{Capit qui proposiit fratres colliger comparare nes mihi habeantes, eis mihi habebam, sed imitantes mei, ut quoniam ego escapes paupertatibus meam venis, et paupertibus ergo, sic facerem et illi, qui mea esse voluisset, ut de communis viverem.} Ait autem Possidius, in vita Augustini, capi. 5, Augustinum factum Presbyterum, monasterium intra Ecclesiam mex instituisse, et cum Dei servire copiosse secundum regulam sub Apostolis constituam. At vero Augustinus ipse in dicto sermone non dicit edificasse monasterium intra Ecclesiam, sed in horto sibi a Valerio donato, in quo monasterium durabat, etiam postquam ipse erat Episcopus: et infra subjungit: \textit{Perennis ad Epsicopatum, vidi necessitas habere Episcopum ehi bere humanitatem assiduum quibuscumque teuentiun, eis transmiseritis, quod si non fecisset, Episcopus inhannus sit dicere. Si enim constetudo etsi in monasterio permissa est}.
CAP. VIII. DE ORIGINE ORDINIS EREMITARUM S. AUGUSTINI, ETC.

set, indecens esset, et ideo volui habere in ista domo Episcopi monasterium clericorum. Non ergo edificavit Augustinus intra Ecclesiam monasterium, nisi jam factus Episcopus, et tunc non sine causa explicat secessisse monasterium clericorum, indicans priusuisse monasterium monachorum, seu laicorum. Significat etiam diversa fuisse illorum institutae; nam de primo ait non decusisse administrare in eo consuetudinem habendi frequentes hostes. De secundo vero supponit non habuisse talem indecentiam, nam de hunc finem illud construxit; erat ergo primum rigidioris vitæ solituarie et contemplativa, ejusdem nimium institutum cum alio prius contracto in loco a civitate remoto. Aliud vero licet religiosam esset, erat tamen vitae (ut sic dicam) humanioris ad hospitalem accommodatæ, et ad ministeria Episcoporum et proximorum.

12. Secunda probatio.—Preterea colligo ex superioribus verbis habuisse Augustinum adhue laicum in eo statu peculiarem habi- tum, qui nec presbyterorum proprius erat, nec vulgaris laicorum, sed tam honestus, ut a presbytero etiam retinere possit, nam huc omnia mihi significant illa verba: Non veni nisi cum illis indumenta, quibus eo tempore vestiæbar; quando enim illa verba dixit Augustinus, jam erat Episcopus; in quo statu indumenta mutaverat (ut indicat); antea vero eadem retinebat etiam in monasterio civitatis; quæ si non fuissent specialia, et ab indumentis aliorum secularem distincta, non de illis tanquam de singularibus et propriis loqueretur. Qualia autem illa fuerint, aut curus figurae vel coloris, ipse nobis non explicavit, et ideo nihil certum in speciali dicere possimus, quamvis in genere, non dubii tem quin fuerint monachalia, propter ea quæ jam subjicam.


14. Tertia assertio, regulam unam scriptisse Augustinum pro sua religiosis.—Dico ergo tertio, Augustinum pro suis monachis regulam ilam, quam Ecclesia sub nomine illius receptit et probavit, edidisse. Solent quidem divo Augustino tres regulæ attribui; due bre- viores, et tertia integra, et magis comple- ta; prima incipit: Communi definitione decre-
vinus, etc. Secunda, post illa verba praem.: Ante omnia, fratres charissimi, digerat Deus, deinde proximus, incipit: Quator autem nos oporteat orare, etc. Sed haec duas regulae incerti auctoris sunt, et probabilium creduntur non esse Augustini, et ita in tomo operum ejus separatim et quasi in angulum jecisse sunt, simul cum alia regula fminarum; itaque de his nullam rationem habemus, praeterquam quod nihil speciale continet, quod in certa Augustini regula non continentur, proterea quae in regulis sequentibus habentur de ordine psallendi, et recitandi divinum officium, quam statui fortasse potuerunt ad Augustinum, sed propter illa non oportet regulas multiplicare; satis est enim id quod in sua regula Augustinus posuit: Orationi instate horis et temporibus constitutis; et infra: Psalmis et hymnais cum oratis Deum, hoc versatur in ore, quod proferitur in ore, et solito cantari nisi quod legislate esse cantandum; quod autem non 1a scriptum est, ut cantetur, non cantetur. Ex quibus verbis intelligitur habuisse monachos instructionem aliquam scriptam circa temporum et modum psallendi et cantandi, illam vero non fuisse positam in regula, quia fortasse juxta locorum aut consuetudinem diversitatem variari poterat. Itaque una futur ab Augustino religiosis regula composita.

15. Hanc regulam scripsisse pro feminis inspiciit Erasmus. — De hac vero regula dubium est, an Augustinus pro regularibus Canonicis, vel pro eremitis illam scripsit? Obito enim censuram Erasmi, ab omnibus piis et doctis viris merito damnamat, qui negavit Augustinum scripsisse illam regulam pro viris religiosis, sed tantum illam quae virtute habetur in epistola 109 Augustini, quae est ad monachas, quae revera eadem est, sed sine dubio fuit pro viris scripta, et facile potuit ab eodem auctore ad feminas accommodari, et in hoc sensu communiter recepta est, et citatur a D. Bernardo, in lib. de Præcepto et dispensatione, et exposita ab Hugone de Sancto Victore, ut notarunt Doctores Lovanienses, in fine prūmi tomi Augustini, tacite contempta censura Erasmi, quam Parisiensis Academia jam damnaverat.

16. Quatenus scripsisse primo pro Canoniciis regularibus. — Suppossit ergo Augustinus pro religiosis viris illam scripsisse, dicunt aliqui primo ac praecipue regularibus Canonicis et clericis eam tradidisse, quod sensisse videtur Gratianus, in titulo capitolii Non dictis, 12, quæst. 1, quod constat sumptum esse ex hac regula. Gratianus vero dicit sermonem. 3 de Communi vita clericorum; et in decreti Gregoriano, in quodam scholico, eodem modo dicitur caput illud sumptum ex sermonem. 3 de Communi vita clericorum, in quo regula D. Augustini continetur. Verum tamen, inter operam quae Augustini esse creduntur, non inventio tertium sermonem de communi vita clericorum, sed primum tantum et secundum; fieri tamen potuit ut illa regula per modum concionis aliquando imprimeretur, et ita adnotatur in quodam libro antiquo de quatuor regulis ad Ecclesiæ approbatibus, ubi in principio sic dicitur: Regulæ Beatæ Augustini in quæ latius tradidit ea, quæ ad communem vitam clericorum pertinent, quæ a nonnullis inter sermones de communis vita clericorum enumeratur; quæ omnia supponunt hanc regulam pro clericis fuisse scriptam; et idem affirmat Vincentius, in Speculó historial, lib. 29, c. 44, ubi ait, Augustinum scripsisse regulam et institutionem pro clericis regularibus, qui etiam dicuntur Canonici regulares. Idem habet Antoninus, 2 p. Historiæ, tit. 9, c. 8, § 2 et 3; et Volterranus, lib. 21 Anthropologiæ; hoc autem non aliter probatur, nisi quia ab hac regula maxime videntur vocati Canonici regulares, qui veri religiosi sub Augustini disciplinae fuerunt, ut supra dictum est, et optime confirmat Traidus, lib. 1 de Antiquitate sui ordinis, c. 2 et 3, qui etiam adducit testimonium Possidii, de quo statim.

17. Variae scripsisse pro monachis eremitis laiciis. — Prima conjectura. — Nihilominus persueassum mihi est Augustinum, illam regulam primo scripsisse pro suis eremitis et monachis, qui eo tempore ex vii professionis sub leici erant, et ab Augustino adhuc laicis institutis sunt, et normam vivendi acceperunt. Hoc pro certo habent omnes defensores antiquitatis eremitarum S. Augustini. Quorum probationibus ossibus, sollemniter acceperunt, quæ maxime movent. Prima est quæ in secunda assertione insinuavi; ostendimus enim Augustinum, antequam esset presbyter, monachorum monasterium instituisset; ergo per se credibile est virum, jam valde doctum et perfectum, statim eis dedisse regulam, et normam vivendi; non legimus autem aliam ab ipso conscriptam.

18. Secunda conjectura. — Secundo, Possidius, c. 5, sic de Augustino inquit: Factus presbyter monasterium intra Ecclesiam mos
CAP. VIII. DE ORIGINE ORDINIS EREMITARUM S. AUGUSTINI, ETC.

institutis, et cum Dei servis vivere copius secusummodum et regulam sub sanctis Apostolis constitutam, maestus ut nemo quiquam primum in illa societate habert. Ex quibus verbis colligunt aliqui, Augustinum dedisse regulam suis clericis, quos in monasterio congregavit; ad quod tamen verba non conger, quia ibi non est sermo de nova regula ab Augustino facta, sed sub Apostolis constituta, que solam illa est quae continet substantialia vota religionis. Tamen, ut dicebam, hinc saitis verisimiliter colligitur Augustinum providentissimum Praelatum adjuxisse suam regulam. Verum tamen consideranda sunt verba, quae quidam adjungit Possidius, scilicet, quod jam ipsa prior fecerat, dum de transmansione ad suam remesset. Quae verba sunt notanda; confirmant enim quod supra, num. 9, diximus, Augustinum nonuisse fuisse quodammodo regulam religiosam, donec ad suam reditit. Definde probant optime, ante presbyterium, cum Dei servis vivere copiae secundum regulam ab Apostolis approbatam, et consequenter, quam regulam postea suis clericis dedit, pruis suis monachis tradidisse.

19. Hertia conjectura. — Quid pro conjectura ex his verbis erat? — Tertio, idem probo ex ipsamet regula, in qua sic dicit: Prepositum tangamus patri obediatur, multo magis presbytero, qui omnium eorum curam gerit; et iterum infra: Si quid servatum minus fuerit, non negligenter precetur, sed ut emendum corrigendumque curetur, ad Prepositum precipue pertinebit, ut ad presbyterum, cujus est opus majoris auroritis, referat, quod modum est viri ejus cecidit. Ex quibus verbis colligo, religiosos illos, ad quos primo Augustinus illam regulam direxit, fuisse monachos, similis illis quodam statum, et professionem, ac modum regimen, qui tunc erant in Oriente, et per Italia, qui ordinario, et per se, ac ratione statum non erant clerici, sed laici monachi, et similiter eorum Praefectus, seu Abbas non erat presbyter, regulariter loquent, ut in superioribus ostensum est, et sumitur ex c. A. subsidio, d. 23, et ex aliis multis, 16, q. 4, et ex Hieronymo, in epist. ad Nepotianum. Semper vero ialia monasteria fuerunt subjecta Episcopis, et verisimiliter est ab eis semper habuisse singularium monasteriorum presbyterum aliquaem, ad quem precipua cura monasterii, saltem quodam correctionem morum, et in rebus gravioribus pertineret, pro qua re vide, si placet, Cassianum, collat. 18, c. 15; et Epiphanium, epist. ad Ioannem Hierosolymitanum. Et quidquid sit de aliis monasteriis, de monasterio Augustini id clare colligitur ex citatis verbis. Nam singulare nomen Presbyteri aperte indicat, unum tantumuisse in illa congregazione, et consequenter illam nonuisse congregationem clerorum. Item colligitur Prepositum nonuisse presbyterum, quamvis haberet ordinarium regimen, et administrationem monasterii, ut ex aliis locis ejusdem regulae satissatis constat. Denique colligitur reliquis omnes, regulariter ac per se loquendo, fuisse monachos laicos. Unde, in epist. 109, codem modo loquitur Augustinus ad monachas, ut, scilicet, Preposito obediant, multo autem magis presbytero, etc. Ad Canonicos autem regulares difficile possunt illa verba applicari, quia illis Prepositus semper, ac per se, presbyter est, neque est verisimilis fuisse unquam aliam consuetudinem. Nihilominus tamen verum existimo, postquam Augustinus, presbyter vel Episcopus, clericos, seu Canonicos religiosos sibi adjunxit, eadem regulam illis servandam tradidisse, ut notavit Anton., 3 p., lit. 24, c. 14, § 2,quia, ut recte ait, regula ipsa de se indifferentis est, et communis ad utrumque statum religiosorum. Unde factum est ut plures religiones, tum monachorum, tum etiam clericorum, sub illa militent; sic ergo potuit Augustinus prius illam dare fratribus, et postea sub eadem religiosos clericos congregare; necque necessarium fuit illa paucis vera praefecti et presbyteri mutare, quia facile poterant cum proportione intelligi et servari, licet praefectus etiam presbyter sit, et sive contingat unum tantum esse presbyterum et praefectum, sive duas personas subordinatas, ut sunt nunc inter Canonicos regulares, Prior et Vicarius, qui ambo presbyteri sunt.

20. Quarta assertio, dictam religionem laicorum viventem Augustino diffusam per Africam. — Dico quarto, religionem illam monachorum ita fundatum, et optima regula instructam, et Episcopali auctoritate probatam, vi vente Augustino in Africa propagatumuisse. Hanc assertionem colligo imprimitis ex Possidio, in Vita Augustini, c. ultimo, ubi de Augustino jam defuncto sic inquit: Clerum sufficientissimum, et monastria virorum ac feminarum continentium cum suis Prepositis plena Ecclesia religiat. Nam sine dubio credibile est illa monasteria virorumuisse magna ex parte horum eremitarum D. Augustini, quia non erant tunc in Africa alia monasteria re-
ligiosorum virorum, de quibus videtur loqui Possidius. Nam prius ponit clericum sufficien-
tissimum, qui vel totus, vel praecipuus erat religiosus, et illa verba, virorum ac feminarum continens valde proprie indicant personas laicas. Quod etiam colligitur ex eodem Augustino, epist. 76 ad Aurelium, ubi dicit ad militiam clericatus, non desertores monasteriorum eligendos esse, sed ex iis qui in monasterio permanent, non nisi probatiiores atque meliores in clericum assumendos esse: 
Cum aliquando (inquit) bonus etiam monachus viae bonum clericum faciat, si adsit et sufficiens continens, et tamen desit instructio necessaria, aut personae regularis integritas. Et ex eadem episola constat quantum carat et providentiam suorum monachorum haberet Augustinus, etiam post aedepum Episcopatum. Denique per se est valde credibile Augustinum, sicut religionis propagationem, non minus in fratibus, quam in Canonicis procurasse, nam utramque videbat esse necessarium populum suo ad utriusque status perfectionem. Et generalis charitatem ac zelum animarum habebat; quod ex omnibus ejus operibus satis constat; specialiter vero colligitur ex epist. 64 ad Aurelium, Carthaginensem Episcopum, in qua eum exhortatur, ut diligentiam aedibeat extendi quaedam vita per universam Africam, et in fine gratias agat de agro, provisione et liberalitateipsius fratris donato. In quo indicat jam tuuc fuisset monasterium suorum fratrum Carthaginensis. Clarus vero, lib. 2 Retractionum, cap. 31, ait, cum apud Carthaginem monasterii esse cepissent, ea occasionem scripisse librum de Operae monachorum. Quae duo conjungenda, illa monast. monachorum fuisset intelligimus; cumque, ut supra vidimus, ipse Augustinus primus in Africam monachorum institutum inveniret, plane concluditur monasteria Carthaginensia ab Augustiniani fluxisse, et licet forteesse aliqua ab Augustini discipline descervent, plura illius institutionem retinuisset. Quod satis etiam ipse Augustinus indicat, libro de Operae monach., c. 30, ubi ait scripisse illum librum, id maxime curans (inquit), ne boni fratres Apostolici praecepta obiecantur, a pignere et inobediensibus pravariaroles dicerentur; et infra: Ne monasteria doctrina sanciore fundata corrupiantur; et infra: Siciant careri frates et filii nostri, qui non per ignorantiam defendere consequerunt, etc. Per quod omnia judicantur illa monasteria, quae a sae erant, ex filiis Augustini fluxisse, et in doctrina ejus fundamenta.


CAPUT IX.

AN AUGUSTINIANI EREMITE, QUI NUNC EXISTI, SINT IDEM QUI OLM TIMEARE AUGUSTININ AFRICA: AN DIVERSI ET MENDICANTES.

1. Una suppositio pro decisione.—Puncta tria decisione.—Nunc vero explicantur superest, an religio, quae sub eodem modo nomine Eremitarum S. Augustini nunc est in Ecclesia, eadem cum illa, superiori capite tractata, sit reipsa, vel tantum nominato. Ad hoc autem defendiendum unum alium tanquam certum supponendum est, scilicet, hanc religionem, prout nunc est, tempore Innocentii IV et Alexandri IV fuisset in eam formam reduc- tam, quam nunc habet, et solemnni riu approbatam et confirmatum; quod quoniam factum fuerit, paulo post videhimus. Hoc ergo posito, tria puncta inquirenda sunt. Primum, an illi ordo, qui ab Augustine fuit institutus usque ad tempora Innocentii IV duraverit in Europa. Secundum, an omnes eremite, quibus et opera Innocentii in hac familia congregati sunt, fuerint illius professionis vel religionis Sancti Augustini. Tertio, esto omnes
vel plures illorum Augustiniani fuerint, nihilominus nova fuerit religio ex omnibus facta, vel eadem instaurata, et aliquantulum immutata.


3. Argumentum negativum. — Pars affirmativa cum quibusdam moderationibus adhibendis aridit. — Verutumam hoc omnia alii non satisfacient, ideoque nihil certi de diversione monachatus, seu vitae eremiticae ab Augustino instituta pro toto illo tempore affirmari posse. Nam imprimis, quæ de Pontificibus Innocentii I, Zosimo et Leone I, sancti, incerti sunt, quia in communibus historiis non referuntur, neque in actibus illorum Pontificum. Illa vero jura decretorum non satiscens probant; tum quia potuerunt esse multae Ecclesiae vel conobnia monachorum S. Augustini nuncupata, quia ad illius imitationem informabantur, quamvis ab eo institutionem non habentem, sicut de monachis Hieronymi supra dictum, vel etiam potuerunt sic appellari, quia sub regula S. Augustini militabant. Imo, etiam si admittamus nunquam defossae hujus regulae, ex quo ab Augustino facta est, aliquos professores et observatores, non tantum clericos, sed etiam monachos et eremitas, hoc tamen non satur est ut dicamus omnem illos esse successores eremitarum S. Augustini, alias etiam eremitæ S. Hieronymi, et plures alii posse dici successores illorum; oparet ergo ostendere et idem genus vitæ, et eundem aut similem habitum, ac denique continuam succensionem et unionem, sub continua etiam Prelatorum successionem tenuisse, quod difficultilem ostendi potest. Et sane res est obscura et incerta. Nihilominus tamen prior sententia cum moderatione explicata suam habet probabilatem, quam in sequenti puncto meius declarabimus.
LIB. II. DE VARIETATE RELIGIONUM IN SPECIE.

4. Circa secundum ergo punctum proposi-
tum n. 4, quidam contendunt omnes eremitas
quos Innoc. IV in hunc ordinem rediget, fu-
isse ex his, qui a primo Augustini monasterio
descenderunt. At profecto hoc nec probari
potest, nec facile credi; nam ante Augusti-
um multi eremitas fuerunt, prius quidem in
Oriente, et postea in Occidente, praesertim
in Italia, ut ipsam Augustinianum commemo-
rat. In presenti enim non sumuntur eremites
strictae, prout distinguishitur a conobitia, qua
vitam omnino solitaria agunt, sed pro qui-
buscumque, qui religiosam vitam contempla-
tivam in locis ab oppidis et consortio homi-
num separatis observant, etiamsi in communi
monasterio vivant, sicut revera vivit Augusti-
inus cum suis fratribus, et vivebant monas-
chi, quos ipse Mediolani sub disciplina vidit,
et aliis quos fuisset diximus in Gallia in monas-
terio S. Martini. Et Antonius et alii referunt
ante Augustinum fuisset similis eremitas in
monte Pissano, in solis Centumcellis, et fortasse
erant in aliis locis; ergo non est cur creda-
imus omnes eremitas, quas in Italia, Gallia,
Hispania et aliis locis durarent usque ad In-
ocentium IV, ut nos fuisset ex dispersione
eremitarum Africanaorum; cur enim illi ma-
gis durarent quam alii, vel cur post illos non
potuerunt alii insurgere sub diverso habitu,
nomine, et regula, seu vivendi modo? Accor-
dit, quod ante Augustinum dicitur fuisset in
Italia similis eremite, in monte Pissano et
Centumcellis, et fortasse in aliis locis; ergo
vel ea, vel pluralia, potuerunt esse postea
monasteria eremitarum, quae non duxerunt
ex Augustino originem, sed aliunde; ergo
per successionem potuerunt etiam durare,
etiam multiplicari usque ad tempora In-
ocentii et Alexandri IV.

5. Auctoritas resoluta. — Eremitas S. Au-
gustini a Guillemio fuisset reformatos quidam
putant. — Dicendum ergo est, unionem illam
factam esse non solum ex eremitis Augusti-
nianis, sed etiam ex aliis, cujuscumque regu-
la vel nominis essenti; hoc constat ex bulla
Alexandri IV, de predicata unione. Præcipue
vero dicitur eo tempore fuisset eremite, qui
appellabantur Guillemites, alias Villemites,
a Guillelmo, duce Aquitaniae, qui eremita
factus non solum sanctam vitam agit, sed
etiam auctore multorum eremitarum fuit, præ-
sertim per Galliam, Germaniam et Flandram,
qui ex nomine auctoris, Guillemite nominati sunt. Ita referunt historiographi nonnulli
moderni, qui addunt hunc Guillelimum
professum fuisset regulam S. Augustini, alge-
ita ex eremitis S. Augustini fuisset, et conse-
quenter ejus congregationem ejusdem ordi-
nis fuisset, Guillaumeumque tantum fuisset re-
formatorem et instauratum eremitarum S. Aug-
ustinum, quamvis in illius Provincis Gal-
liae et Germaniae ab illo Guillelimite nomi-
nentur 1.

6. Oustericht tamen non fuisset eorum reforma-
atarum. — Sed ut verum facta, in ejus vita,
aux Theobaldo Episcope refert Surius,
die decimo Februarii, nihil inventur quod
Augustini regulam, vel aliquam peculiarem
professionem redoleat, sed solum vivendi
modum eremiticum, solitarium, et nimis
austerum. Nec ibi legitur ipsum suscipisse
habitem S. Augustini, sed solum postquam
ad meliorem mentem a S. Bernardo conver-
sus est, consulsuisse virum eremitas, sancti-
tam et solitariam vitam agentem (de quo
etiam non legitur cujus professionis esset vel
regulis), et ab eo fuisset indutum loricam ferre,
quem semper portavit, et missum fuisset ut
renuntiaret omnibus suis bonis, et pedes pe-
regrinantes conspectui Pontificis se presenta-
ret, quod ipse perfectis, et postea Hierusalem
transitus, et tum ibi, tum postea in locis alii
per multos annos solitariam et rigidissimam
vitam dicitur agisse. Nec etiam ibi legitur fe-
cisse conobitum aliquod, aut reformationem
in eremitis S. Augustini. Solum in cap. 18 re-
fertur, eum post reditum ibi Hierusalem
Tusciam in speluncam horribilem se recepis-
se brevi tempore, aliquem numerum socior-
um religiosorum ei fuisset copulatum, cum
quibus aliquandiu vivit, et hospitale in eo loco
construxit. Sed qua socii ab instituto brevi
defecerunt, ab eis discernit, et hospitale cui-
dam eorum, Petro vocato, commendavit, tran-
sivisse ad alium montem, ut eamdem vitam
rigidam et solitariam ageret, uti etiam aliis
socii ei adjuncti sunt, qui tamem eum non sunt
imitati, et idea cum eis non perseveravit, ut
ex cap. 21 constat. Unde (ut c. 22 subjungi-
solus recessit in terram desertam, voca-
tam stabulum Rhodis, quae est in territorio
Senensi, ut recte probat Caesar Baronius, in
Annotationibus in Martyrologium, decima
die Februarii; ibi ergo usque ad finem vitae
solitariam vitam egit, unum tantum socium
et ministrum habens. Neque quidipiam alii
alii de conobis ab eo constructis, nec de
reformatione ab eo facta, in ordine eremita-

1 Vide Onuphrium in chronico anno 1160.
rum Sancti Augustini, nec de habitu particulari ejus, aut regula a Theobaldo referetur.

7. Imo nec fuisset professor statum religiosum. — Imo, quod magis notandum est, ex tota narratione ejus non colligitur hunc sanctum virum aliquando fecisse professionem, seu vota substantialia religionis, et presertim non constat aliqui obedientiam promissae; saepe enim et mutavit eremo, et aliqua ex parte vivendi modum sine dependentia ab alterius voluntate; quo propter status vitae ejus proprius videtur fuisse eremiticus, qualis olim fuit in Paulo, Hilarione, et alius Anachoretis, quos supra diximus non esse integre religiosos ex defectu subjectiosis et obedientiis. (Vide Alvarum Pelagium, lib. 2 de Planctu Ecclesiae, c. 31 et 13).

8. Quomodo potuerit dicit reformator, atque inde Guilielmitas vocari ipsos reformatos. — Fieri tamen potuit ut, exemplo hujus sancti viri, eremite, quae tunc erant, fuerint reformati; itaque licet per se ipsum coenobia non satisfacere neque habuerit, nisi unum vel duos veros discipulos, per illos postea potuit plures procreare. Quod indicatur in vita ejus, cap. 22, ubi de Alberto, ejus discipulo, dicitur: Nec fraudat est a suo desiderio vir desideriorum (id est, Guilielmus), proficiscens in hoc ejus discipulo (id est, Alberto), ut postmodum multorum patet fieri illorum; ubi significatur Albertum illum eremitas illos propugnasse. Ibidem etiam fit mentio alterius discipuli Venerabilis Petri, Prioris Montis de Pruno, qui videtur esse ille, cui hospite commendavit, ut supra diximus; per hunc ergo potuit etiam congregatio seu vita eremitarum reformari, et a primo auctore Guilielmite vocari. Quomodo autem hi omnes pertinent ad progeniem Augustini, aut ad ordinem ejus, non video, nisi aliiu denone, ante discipulos Guilielmi regulam Augustini, et habitum ejus recepisse, et rigorem aliquem juxta exemplar et consilia sui magistri addisse.

9. Negae item eremita S. Augustini videtur fuisse, quos instituit Joannes Bonus. — Idem censeo de alio genere eremitarum, qui ad hanc congregationem reunit sunt ab Alexandro IV, quorum auctor fuisset dicitur Joannes Bonus, qui floruit tempore Innocentii III, et fuit vir eremita egregie sanctitatis, et magnae austeritatis, ut refert Anton., 3 p., t. 24, c. 13. Ex quo loco constat, ad eum, in suo eremitario permanentem, plures accessisse, qui imitatores vitae illius facti sunt; illi ergo usque ad Alexandrum IV propagati frатres Joannis Bonus vocati sunt, et idem esse censentur, qui eo tempore Fratres panisitam In Christi vocabantur. In gestis autem ab hoc Joanne Bono nihil referri referro, de habitu, aut regulae, aut ordine S. Augustini, sed tantum de vita eremitica et austera in generali. Unde sectatores ejus sicut ab Augustino nomen non acciperrunt, ita nec in speciali modo vivendi, seu in specifica ratione status, ut sic dicam, sed solum in genere eremitarum cum successoribus Augustini, si qui forasse tunc erant, convenisse videntur. Atque ad eumdem modum fuerunt forte eo tempore per Italiam et alias provincias alii eremites, vel anachoreticos, vel coenobiticos vitam agentes, variis tum habitibus, tum etiam consistentibus, vel constitutionibus utentes, de quibus nobis nihil certo constat in particulari, sed solum in hac generalitate et confusione, hanc enim varietatem historiae indicant, et Bulla Alexandri IV supponit. In hoc autem multitudine eremitarum versimillius est multis fuisset sub hoc nomine eremitarum S. Augustini; nam conjectura supra facta id ostendunt, et in multis provinciis et regionibus reperiantur antiqua monasteria illius appelationis et nominis, et scripturae etiam antiquae, quae talium monasteriorum mentionem faciunt. An vero plura vel pauciora horum monasteriorum vel eremitarum fuerint ejus vel alterius religionis, mihi non constat.

10. An post Augustinum usque ad Benedictum omnes monachi fuerint eremita Augustiniani. — Non omitam autem hic advertere, satis esse obscurum et incertum in historiis, an monachi, et eremites, sive solitarii, sive coenobitici, qui in Occidente fuerunt a morte Augustini usque ad D. Benedictum, fuerint ejusdem professionis, ita ut illa nomina tanguam synonyma accipiendi sint, vel in re ipsa aliqua sit inter eos constitutum discrimina; nam hinc pendet alia questio, an, scilicet, tempore Alexandri IV, soli illi, qui eremite nuncupabantur, et a monachis in aliquo sibi proprium distinguerebantur, ad hanc religionem ordinis eremitarum reducti fuerint, vel utrum aliqui etiam ex monachis in hac reductione fuerint comprehensi. Nam in hoc etiam inventur diversitas in chronicis hujus

4 Vide Sabelli., Eneaed. 9, Fascicul. temporum, Ponticenum in chroni.; factunt enim hunc Joannem fundatorem eremitarum.
religionis, et ex illis terminis pendent multa, 
que de hac antiquitate dicuntur. Interdum 
emim dicunt eremitarum Augustini institu-
tumuisse distinctum a monachali, interdum 
vero hujus professionis faciunt fere omnes 
antiquos Sanctos, qui post Augustinum mo-
nachi fuerunt ante Benedictum, vel extra re-
gulum ejus, ut Fulgentium, Columbanum, et 
similes; sed quod ad primum attinet, difficile 
est differentiam illam explicare, quia, licet 
nomen eremita pro solitario seu anchoroeta, 
sumit soleat, ut praeecedentibus notavimus, 
cum Isidoro, lib. 7 Originum, cap. 13, et lib. 
de Officioris Ecclesiasticis, c. 15, tamen hie 
ad coenobitas extenditur, qui in eremis de-
gunt; constat enim eremitas S. Augustini co-
 nobitasuisse; monachi autem, proprie et 
specifique sumpsi in hoc sensu, etiam agent 
solitariam vitam ex vi sue professionis, ut 
constat de S. Benedicto, Bernardo, Bruno, et 
allis, et ante hos de Antonio, Basilio, et allis 
Orientalibus; quae igitur differentia assignari 
potest inter eremitas et monachos eorum 
temporum?

11. Uneum signum distinctionis inter mona-
chum et eremitam Augustiniannum rejiciunt. — 
Rejiciunt aliorum signum. — Neque apud Au-
gustinum legitur aliqua inter suum 
eremitam, et monachum. — Dictum aliqii, non 
tam in instituto vitae, quam in aliquo si-
gno externo distinctosuisse. Duo autem si-
igna ponuntur: unum est, quia eremita ince-
debat precincti cingulo ex corio; nam An-
toninus supra referit Augustinum precinxiisse 
se hujusmodi cingulo ad differentiam mona-
chorum. Sed, ut supra dixi, illud non habet 
auctoritatem, et praterea differentia illa pa-
rum momenti esse videtur. Nam Cassianus, 
lib. 1 suarum institutionum, cap. 2, cingu-
lonomonachiponitintervestimentaejus, 
quod cingulum dicit suisse pelliceum, ad imi-
tationem Eliae, qui incedebat zona pellicea 
accinctus renibus, 4 Regum 2, quod etiam 
dicitur de Joanne Baptista, Matthei 3; idem 
habet Basilium, in Reg. susius disp., c. 23, 
et Joann. Hierosolymitanus, lib. de instit. 
prim. monach., cap. 37, qui omnes tanaquam 
signum monachi ponunt zonam pelletceam. 
Alii pro differentia assignant, quod eremita 
incedebatbaculos in manibus portantes, ex 
quodam Breviarii IV, ubi indicat hanc 
suisse differentiam inter habitam eremitarum 
S. Augustini, et habitum monachorum, quod 
eremitae baculos in manibus ferebant; sed 
hae etiam differentia et parvi momenti est, 
et incerta, quia non constat vel eremitas hoc 
habuisse ex institutione, aut ex generali con-
suetudine, neque etiam cesso constat 
monachos nunquam inessisse portantes ba-
culos in manibus. Quin potius, Joann. Hiero-
solymitanus, de Institut. antiqu. monach., 
c. 44, hoc ponit tanquam ex more antiquo-
rum monachorum, quod ab Eliseo dedit, 
quam baculum habuisse constat ex 4 Reg. 4. 
Apud Augustinum quoque inter eremitas 
conobiticam vitam agentem, et monachum, 
nulum discrimen inventur, ut constat ex 
locis adductis, perseretim ex Psalmis; et ex 
sermonibus ad fratres in eremo, cujuscum-
que tandem auctoris sint, idem constat, ut 
videre licet sermone 14, 22 et sequentibus. 
Imo nomen eremitas rar vero nunquam apud 
Augustinum inventur, sed tantum nomen 
monachi aut solitarii.

12. Auctoris sententia, quod non eremita 
pro Augustiniannis non sit admodum antiquum. — 
Neque intra Africam omnes post Augusti-
num religioni, ejus eremitas fuisse constat. — 
Existimo ergo discrimen hoc inter monachum et 
eremitam non esse antiquum, nisi haec 
voce in illa significacione summatur, ut eremita 
significet anchoroetam, et monachi consu-
bitam contemplationem deditum, et a communi 
hominum habitazione separatum, quorum vi-
tam distinctam descripsit Augustinum, lib. de 
Moribus Ecclesiis, cap. 31, licet propria nomi-
naeis non impusserit. Unde, sicut non om-
nes monachi, qui fuerunt post Augustinum, 
professores sui instituti fuerunt, ita neque 
omnes eremites, quod est manifestum, pre-
serrit extra Africam; nam in Africa aliqui 
volut religiosos omnes, qui post Augustinum 
fuerunt, sive clericos, sive laicos, quomque 
nomine monachorum, vel eremitarum appel-
 lentur, suisse progenitos ex aliquo monaste-
riorum Augustini, quod non repugnabat 
contingisse, ut per se patet; tamen non sati 
ostenditur suisse. Quia in illo tempore non 
erant monasteria religiosorum exempla, 
neque ita inter se unita sub uno Praetato 
cum, seu generali, sicut nunc sunt, sed in 
uanaqua dieceesi monachi erant subditi 
Episcopo illius loci, et ab illo approbatur 
ritus vivendi illorum. Unde sicut Augustinum 
in sua dieceesi monasteria condictit, vel ante-
quam esse Episcopus, approbante Valerio, 
vel jam Episcopus, sua auctoritate, in potu-
runt postea alii Episcopi in Africa condere 
propriss monasteria, vel secundum regulam 
Augustini, vel secundum aliem prorim; et
ita in vita Fulgentii, cap. 4, legitimus Faustum Episcopum sibi monasterium construxisse, in quo Fulgentius factus fuit monachus; et in cap. 8 fit mentio alterius monasterii Fелиcis, Abbatis, ubi postea Fulgentius Abbas fuit; et cap. 12 fit mentio B. Euallii, Episcopi Syracusani; et cap. 14 commemoratur aliud monasterium Vivencense, ad qua tentavit Fulgentius divertere, quia in eo rigidi propo-
siti antiqua disciplina servabatur. Et ipsum Fulgentius jam factus Episcopus in suo Episco-
capui proprium monasterium adificavit, cap. 19, et postea aliud, cum esset a tyranno relegatus, in quibus omnibus nullis fit mentio regule S. Augustini. Ino Abbatem nominat, quod nomen in religione S. Augustini vide-
tur insitutum. Item commemorat perpetuum abstinentiam a carnibus, de qua non est usus inter eremitas S. Augustini. Quae conjectura non convincit illos monachos non fuisse eremitas S. Augustini; potuerunt enim in his accidentibus esse virii nores, licet religio esset eadem, et camdem haberet originem, faciunt tamen rem dubiam. Unde etiam in-
certum est an omnes monachi, qui Africa proderunt, fugientes aut Vandalarum persecu-
tionem, aut postea Maurorum, Augustini-
nian forent, quia si in Africa discersu temp-
poris multiplicata fuerunt instituta, ex omnibus illius exire potuerunt.

13. De religiosis extra Africam res est certa. — Multum autem certius est non omnes eremitas, qui extra Africam fuerunt, post temporae Augustini, fuisse illius successores; nam, ut diximus, etiam ante Augustum erant eremites in Italia. Item, quia diximus eremitas, et monachos cum proportione sumptos, cosedem fuisse illo tempore, id est, vel caenoibicos inter se comparatos, vel ana-
choratas inter se. At constat non omnes mon-
achos illae Augustinianos fuisse ullo temp-
pore. Denique D. Gregorius in Dialogis plu-
res commemorat monachos ante temporae S. Benedicti, ut in lib. 1, de Equito, Anastas-
sio, Martino; et lib. 2, de Romano monacho, qui Benedicto iubuitium religious tradidit ac ministravit, quem nullus laecaneus dixit esso eremitam Augustinianam, nec de religius cum fundamentum affiliari potest. Illi autem monachi erant revera eremite, vel ex solitaria-
ris, vel socialibus.

14. Post Benedictum monachi ab eremitis quisnamcumque videntur fuisse distincti. — Quales eremitas sint ab Alexander IV in Augustinian-
am familiam redacti. — Probabile autem est post tempora D. Benedicti aliquam fuisse ob-
servatam distinctionem inter monachos et eremitas, presentem in Europa seu in Italia: nam religiosi S. Benedicti nunquam vocati fuerunt eremitas, ut constat ex modo loquendi, tam jurium quam historiarum; imo videtur nomen monachorum, quasi per antonomasiam fuisse accommodatum ad professores illius instituti, et aliorum qui ab eo manarunt, vel qui Benedicti regulam susceperunt, ut supra conjectivimus. Bremiarum autem nomen retentum est ab alius, qui in eremis religiosa-
sam vitam agebant, vel sine speciali regula, vel sub regula Augustini; imo, multè erant qui veram religionem non profitebantur, ut notat Archidiaconus, in cap. Cum eo eo, § ul-
timo, de Excessibus Praesidium, in 6; et erem-
mite illi, qui ab Alexandro IX in banc religio-
num redacti sunt, religiosi omnes erant, ut videtur verisimilium; distincti vero a mon-
achis in sensu explicato, id est ab his, qui monastica instituta, quae nunc sunt in Ecclesi-
a, profitebantur. Inter se vero non uniunia ria erant, sicut nec unius nominis, habi-
tus, aut regula; verisimilium autem est quan-
mplus eorum, seu aliquam familiam ex eis
precipuum ex successoribus Augustini fuisse, nonnullus etiam, quamvis propios lauerunt fundatores, regulam Augustini suscepiaser.
parandum illam unionem substantiali mixtioni, quae fit ex conversione plurium in unum tertium a singulis miscibilibus distinctum; sed mixtioni, vel unioni, quae fit ex pluribus, quorum unum caetera in se substantialiter convertit, quamvis inde fortasse maneat affectum aliquidus qualitatus aliarum rerum quas in se convertit, sicut ex aquis, et vino fit unum lymphatum, quod totum substantialiter vinum est, quia vinum aquirum in suum substantialiter convertit, licet qualitabus aquirum affectum maneat. Sic enim in presenti non ita fuerunt ex multis familiaris una effecta, ut omnes reliquerint institutum suum, et unum novum acceperint, quasi novum omnino formam, sed retento Augustini instituto in ea familia, quae sub illo militabat, relique omnes illi se subduerint, et reticita sua originis, ad Augustini familiaris transierunt; idque ad eadem religio Augustiniana in tota illa congregazione permanet, et aucta est, non substantialiter-mutata, quamvis quod ad aliquam accidentaliam novam formam acceperit. Quod autem res ita acciderit, conjectura fit: primo, quia in Bul- laelexi IV non dictur, ut omnes eremitae ad novam religiorem transseant, sed ut ad eremitas S. Augustini reliqui omnes aggregatorunt, sub eisdem constitutionibus et regimen. Et Antoninus, loco infra citando, his verbis refert hanc unionem: Egrant temporis in diversis mundi regionibus diversi eremitis, sive diversis titulis diversimodo cicerutes, quis omnes Innocentius eremitas S. Augustini con- junxit, reducens eos ad unum orile sub uno pastor: et infra: Municuem eos pluribus privilegiatis et gratiis, quorum omnium exemplaria, et nonnulla originalia sub Bulla ego visi. Secundo, ex nomine, regula et habitu, que maxime indicat originem et institutum; æcum enim unio facta est sub regula S. Augustini, et sub appellatione eremitarum S. Augustini, et sub habitu quem Augustinensis induisse creditur, vel in baptismo, si sermo ille Ambrosii recipitur; vel certe post baptismum, ante quam flet presbyter. Nam ex Vita Fulgentii, c. 18, colligitur, similis habitum portasse in monachismo, et ita illum amasse, ut in Ecclesiopatu illum non reliquerit, quod est magnum signum Augustinum illum monachalem habitum in African invexisse. Tertio, quia alias dicendum esset, Innocentium IV, vel Alexandrum IV, suisse hujus religionis fundamentorum, et ab illo primam duxisse originem, quod est plane falsum, et contra mentem istorum Pontificum, et aliorum, quos statim referemus.

47. Instaurat ilem contra responsum, et est secundum argumentum partis affermantis.—Sed, licet haec responsum videatur magna ex parte satisfacere, adhuc superest difficulitas, quia in ea unione, ipsamet Augustiniana professio ita videatur mutata, ut nihil ex ea reten- tum fuerit praeter regulam et titulum S. Augustini, quae duo non sufficiunt ut haec consen- tur aedem religio, quae fuit ab Augustino instituta, et consequenter neque ut ab illo sumat antiquitatem et originem. Major declaratur, quia imprimit quod ad habitum spectat, jam diximus incertum esse an Augustinum tempore baptisimi monachalem habitum receperit. Deinde, esto vel tunc, vel saltum in Africa ante prebyterium illum habitum susceperit, ut probabilius creditur, nihil tamen singular vel speciale de illo habitu affirmari potest, praeter id quod tunc religios monachis com- mune erat. Duo enim signa ejusdem habitus precipua esse creduntur, scilicet corrigia ex coro et cuculla nigrâ; haec enim duo in eo sermone Ambrosii commemorantur, et in Vita Fulgentii insinuatur; neutrum autem ex his fuit peculiaris ornamentum eremitarum S. Augustini. Nam corrigia ex coro et zona pellicia idem sunt; ostendimus autem supra, num. 41, zonam pelliciam communemuisse omnibus monachis, tam Orientis, ex Basile, Joanne Hierosolimitano, et Cassiano, quam Occidentis et Africae, ex Vita Fulgenti, de quo dictur: Pellico cingulo lanquam monachos cingebatur. Ex quo verbo constat, quam sit difficilis intellectu, quod apud Antoninum legitur, ex sermone Ambrosii Augustinum as- sumpisse cingulum ex coro, ad differentiam monachorum, cum monachis commune sit, nec fingi potest differentia inter cingulum Augusti et zonam monachorum. In quo enim posita fuit aut unde constare potest? Nam de figura aut latitudine illius zone, vel de colori ejus albo aut nigrum, vel fortasse naturali, et nulla arte elaborato, nihil certum affirmari potest. Quod vero spectat ad nigrum colorem habitus, vel cucullum, refert etiam Joannes Hierosolimitanus, lib. de Institutione monachorum, capite trigesimo octavo, tunicam lanae, quam gestabant monachi subscir- pularem, austramentario seu nigro praeisse intes- tam. Et in Vita Fulgentii solum dictur, Sub- tus casulum nigellum, vel lascinio pellico cir- cumdatus inessit; ubi obscurum est quid nomi- ne casulo, et quid nomine pellici significat- tur; manifestum autem est ex contexto, nomi- ne casule externam, seu superiore vestem
et togam, vel, ut clarus dicam, capam significari; pallium autem, licet alias propriis significationem externum vestimentum, ibi significare interum; nam subitus casulamuisse dicitur, et de hoc solum asserituruisse nissigeli aut laciniis coloris, id est, album aut nigrum, probabile est nonuisse artificialis coloris, sed illius qui erat lanae connaturalis. Ergo ex habitu, quem nunc gestat hec religio, nihil peculiare colligii potest de institutione Augustini.

18. Hoc instantia ex habitu cumplita per se sola non multum cogit. — Sed hec non multum ostendant, nam habitus non facit monachum, ut jura dicunt, et sepe religio mutationem aliquam in habitu admitterat, et non propterea variatur religio. Unde multo minus obstat, quod habitus niger et zona pellicia fuerint alis monachis commune, sicunt etiam sunt; nam verisimile estuisse ab Augustino usurpata cum aliquo peculiari modo, quo aui monachi discernementur a religiis, quod etiam nunc eremita Augustinianis observant cum proportione quodam, non cum identitate, aut integra similitudine; quis enim hoc possit cum fundamento affirmare, aut quaesse est necessitas, cum potuerit optime esse successio in religione cum nulla mutatione in habitu quoad figuram, vel quoad qualitatem materiæ, et similes conditiones, juxta temporum varietatem et opportunatatem? Videatur Antoninus, 3 p., tit. ultimo, cap. ultimo, § 5, ubi ait Alexandrum Pontificem determinasse hunc habitum exteriorem, quem li religiosi nunc portant, vel respiciendo ad primam institutionem, vel declarando in sua prima institutione nullum determinatum habitum habuisse a D. Augusto, et idem hunc ipsum Pontificem definivisse tanquam praebentissimum temporibus et regionibus conveniuntem, satisque religiosum; interiorem vero habitum ipsi religioni determinandum relinquuit, prout in secunda parte constitutionum habitus ordinis, c. 5, factum est.


20. Item in diversis mediis, et est quantum argumentum. — Inde vero facile concluditur mutatio etiam quodam media; nam prius per se, et ex vi institutio, in locis a communi hominum habitacione remotis habitabant; postea in civilitibus et oppidis vivere necesse fuit. Puis per se et ex vi institutio, etrat religio laicorum, quia non postulabat ministeria clericorum; postea vero præcipuam religionem partem, ad Ordines assumi necessarium fuit, quia ad concionandum et sacramenta ministrandum destinabant. Item priorius eremitis necessarium non erat litteris vacare, quod tamen facta prædicta mutatione omnino fuit necessarium. Unde tandem factum est ut illa religio ex monachali, in mendicantem transieit; antea enim, quamvis fortasse redditus non haberet, ex manuilibus operibus sustentari poterat; postea vero, cum propter studia et actiones erga proximum manibus laborare non possent, mendicitatem profiteri necessarium fuit; et ita tam ex fine, quam ex modo vivendi, capitis esse religio mendicanc; ergo ab eo tempore debet censeri instituta, in quo mendicans esse copit.

21. Nomen et regula Augustini non obstant, ubi finis et media sunt distincta. — Quod autem non sufficient regulam aut nomen Augustini retinuisse, ut ab illo instituta censeatur, patet, quia etiam religio Predicatorum reti-
nuit regulam S. Augustini, quam Beatus Domi-
minicus in religione Canonico-rum regularium prius profitebatur, et nihilominus novam ipsum religionem instituit, quia sub illa regula novum fines et nova media illi attribuit, adeque eadem fuisset, licet sub Augustini patrocinio et nomine religionem suam specialiter dicasset; nam hoc ad substantiam religionis valide extrinsicum et accidentarium esse videtur. Sicut, et converso, ordo sancti Hiero-
nymi, licet patrocinium, imitationem et nom-
men Hieronymi acceperit, non propter ab eo institutous censtor, quamvis fortasse in instituto quoad fines, et modum vivendi similius sit illi monasterio quod Hieronymus cum suis monachi construxit et coluit, quam haec religio cum Augustiniano eremitico.

22. Quinto, argutio ex mutata materia in potiss obedientiae et paupertatis. — Confirmatur tandem ac declaratur; nam eo tempore quo Alexander IV eremitas omnes in hanc religione conjunxit, necessarium fuit omnes illos denuo profiteri in tali religione, quia propter novum obedientiae genus ad multa obligabantur, vel obligari poterant, ex vir novae obedientiae, ad quae non extendebatur prior obedientiae eremitica, ut per se constat; et e converso multa cesserunt in hoc vivendi modo, quae in priori ex obedientia injungi poterant. Paupertas etiam multum immutata est, ut ex dictis constat; ergo necessaria fuit nova professa; ergo signum est fuisset conditionem novam religionem, ad quam professo-
res ejus ex priori vivendi modo translati sunt. Et ideo, licet multi ex illis fortes fuerint ex veris successoribus Augustini, non potest dici in illa conservata prior religio, quia ad aliam religionem translati fuerunt, ut discussus factus convincere videtur.

23. Prima assertio hujus puncti bipartita. — Nihilominus dicendum est, eadem religione Augustini, quae ante erat, permanesit post reformationem Alexander IV, quamvis in multis rebus immutata fuerit. Hanc posteriori partem salis probat omnia lacteum adducia. Priorem autem probat primo Concilio Lugdunense, sub Gregorio X, in cap. unico, § Sanae, de Religionis dominibus, in 6, ubi de hoc ordine Sancti Augustini dicatur, institutum fuisset ante Concilium Generale, scilicet Lateranense sub Innocentio III, quod habetur in cap. Ne nimia, extra, de Religionis dominibus, quo tempore nondum hic ordo erat redactus in eam religionis formam quam nunca habet. Nam eam formam receptit ab Innocentio IV, et Alexandro IV, anno Do-
mini 1246, trignata annis post Concilium La-
teranense, et totidem fere annis ante Grego-
rion X; ergo ex sententia Concilii Luga-
nensis, Alexander vel Innocentius IV non fe-
cit institutionem hujus ordinis, alias non est uterum, quod institutio ejus præcessit In-
ocentium IV, ne dum III, et Concilium sub illo celebratum. Ergo post reformationem Alex-
andrini, mansit nihilominus cado religio quae antea erat, nam retinuit eodem institutione-
num que præcesserant ante Concilium genera-
rale; sed ante illa religio erat descendens hereditario jure ex institutione Augustini, ut ostensum est, quia nulla alia institutio potest illi attribui; ergo eadem postea mansit.

24. Secundo, idem probatur ex bulla et intentione Alexandri IV, nam, ut diximus, non eremitas aequacommutavit, sed religiones variis nominibus nuncupatos ordinis eremitici S. Augustini, cum personis et locis (sitting Antolinus supra) effectus aut incorporatus, aevi novi; ergo necessarium fuit ordinem eremitarum eundem conservatum esse, aliqui non magis illi essent illi uniti, quia ipsa cetera; imo nulla fuisset unio, sed confusion omnium in unam.

25. Tertio, alii Summi Pontifices privilegia et gratias huic ordini concedentes declarat professores ejus esse veros filios, et Augustinii successores. Sic Ioannes XXII concessit eremitis Sancti Augustini precapsum curam corporis S. Augustini, sedificato Pavis monas-
terio juxta Ecclesiam, in qua erat sepulchrum ejus. Quamvis enim etiam ibi esset monaste-
rium Canonico-rum regularium, voluit addii-
cari alind eremitarum, et Ecclesiam esse communem, dicens (ut Antoninus supra, § 4, referit) decens esse, et ratione consonom, ut tanquam membra capiti, discipuli magistri, illi patri suoi uniri debeant. Martinus etiam V Romae transfill fecit corpus S. Monice in Eccle-
siam eremitarum, et in Bulla rationem redit, quia sunt filii et successores Beati Augusti-
ni. Eisdemque verbis et ratione utitur Cle-
mens VIII, in quadam Bulla, in qua indulgen-
tias quasdam concessit Lusitanie Provinciae pro Capitis generalibus; sensorunt ergo dic-
ti Pontifices institutionem Augustini de ere-
mitis in hoc ordine conservari, aliqui nos magis essent hi religiosi Augustini successo-
res et heredes, quam alii, qui eis regulam profiteretur.

26. Denique in hac religion inventur quid-
quid ad moralem unilateret cum ea, quam Au-
gusinius instituit, sufficit. Nam (quod caput est) conservata est continuat successionem. Et enim usque ad Alexandrum IV, familia ere mitarum S. Augustini pura, ut sic dicam, per severabat, sicut ostendimus fuisse usque ad Iancocentum IV; per mixtionem autem (ut ita loquemur) factam ab Alexandro non est interrupla successionem, sed numeros firmorum cre vi per translationem aliorum ad ipsos; unde Antonius supras, § 3, cum dixisset Pontificem incorporasse alios eremitas ordinis S. Augustini, subdit: Dispensans cum eis super diversarum professionum, et observantiarum iagami ne, quisque antea in predictis, vel aliis ordinibus astriciis quomodo profitent.


28. Ad tertium argumentum in num. 19. — Nec denique obstat obiectio de mutatione fuis ant mediatorum (quae enim num. 13 et 17 objecta sunt, responsione jam non egent), primo, quia, ut supra dixi, in rebus morali bus, quae solum per successionem habent unitatem, quando hec mutatio sensim fit, non censeetur tollere unitatem corporis politici, maxime si quod substantiale vinculum conservatur; nam etiam corpus physicum in vita hominis idem censeetur, licet paulatim multi pliciter mutetur, adeo ut completionem etiam mutare solet. Deinde hec mutatio etiam est solum per quandam additionem, nam retent to fine proprie perfectionis, et contempl ative vitae, extensa est hec religio ad procreandum etiam commune bonum, ut ex su prae dictis, et constitutionibus hujus religionis constat.

29. Ad quartum, n. 20. — Addo insuper hoc non fuisse omnino novum in hac religione; nam D. Antonius, dicto c. ult., § 6, sic inquit: Ut fraterni hujus religionis sic congregati, et uniti in Ecclesia Dei ad instar Patrum Praticorum et Minorum, fructum facere possent, sic et ipse olim ante eum dispositionem tempore Beati Augustini fecerunt in Africa, ordinavit Pontificem Alexan der IV quatenus ipsi fraterni ad civitates debe rent se transferre, etc. Cesar Baronius, tom. 5, anno Domini 398, post medium, advertit in Ecclesia Africana, ab Augustini praesertim statu, monachismum et clerum fuisse valde conjunctum, ita ut clerici religionem profiterentur, et monachi ad clerum et ministeria clericorum assumperentur; et in sermone decimo quarto, ad fratern in eremo, inquit Augustinus (si fortasse auctor est ejus) se trah monasteria edificasse: unum in desertó, alium in horto prope civitatem, et alium clericorum in Ecclesia, subditque statim: Ad fraternos nostrorum et clericos qui in urbe habi tant, quibus expediat etiam pradicare verbum Dei, pertinet non solum diligere justitiam quo ad se ipsos, sed etiam iudicare, reprehendere, obscurare, increpare, in omni patientia et doctrina, populum electum Dei, etc. Quod sane per se verissimile est, seclusa auctoritate illius sermonis (que contemnenda non est), nam supra ostendimus Augustinum revera illa trah monasteria edificasse; constat etiam ex alius locis ejusdem Augustini, multis ex fra tribus suis eremitis divinorum Scripturarum lecti et studii vacasse, et in vita Augustini refert Possidius ex illo monasterio multos fuisse ad Episcopalum assumptos, vita et doctrina illustres; cum ergo in loco habitatione commodo ad proiciendam aliam, verissimile est luie etiam officio perfectionis ope-
ram dedisse, nam cum vita monastica non repugnat, licet vita illa per se ad hoc non ordinetur. Ex his ergo satis constat origo et emanatio hujus religionis ab Augustini institutione.

30. Objectio contra protabam assertionem, disquirens confirmationem instituti Eremitatum. — Dicere vero quisipiam tandem poterit, ordinem ab Augustino institutum non fuisse ab Ecclesia Romana approbatum ante Concilium Lateranense sub Innocentio III, et consequenter tunc non meruisse nomen religionis, quia nunquam potuit esse religio simpliciter sine Ecclesia approbatione. Antecedens patet, tum ex motu proprio Pii V supra citato, sub initium capitis 6, ubi declarat primum ordinem ab Ecclesia approbatum, fuisse ordinem Praedicatorum; tum etiam quia non constat de tali approbatione. Unde in dicto § Sane, de Religiosia domibus, in 6, non dicitur hic ordo approbatus vel confirmatus, sed solum institutus ante Concilium Lateranense. Occurret forte alius, legit- immam institutionem semper includere approbationem sufficientem; nam sermo est de institutione, quo licite potest observari et exerceri; hoc autem nunquam sine approbatione licuit, ut supra ostensum est. Olim autem Episcoporum approbatio sufficiebat, et hanc potuit habere ordo Augustini, vel a Valerio, antecessore Augustini, si consideretur hic ordo, prout inchoatus ab Augustino ante presbyterium, et vel ipso etiam Augustino jam Episcopo. Et quamvis hac approbatio in principio fuerit tantum pro una Diecesi, postea paulatim accepta est a ceteris Episcopis, usque ad Romanam Sedem; et ita tandem pervenisse ad absolutam et universalem approbationem totius Ecclesiae, saltum tali- quem, quae aequa velut expressa.

31. Sed adhuc contra hoc instar potest, nam, licet hoc sit verum de approbatione quasi permissiva, quae sufficit ad honestum et pium vivendi modum, non tamen de approbatione canonizante (ut sic dicam) talem statum, et habentem eam auctoritatem infallibilem, quam habet confirmatio religions auctoritatis Pontificii solemniter facta. Antecedens patet, quia omnes aliis eremitarum ordines, qui erant ante Alexandrum IV, et praecipue ad hanc religione reduxi, permittebantur a Pontificibus Romanis, ipsis videntibus ac tacentibus, vel etsi privilegia cias concedebantibus, et tamen non properebant religiones approbate illo singulari ac perfecto modo; ergo idem dici potest de eremitis S. Augustini.

32. Respondet imprimis, interdum tacitum approbationem posse esse tantum, ut expressae aequivalence, et aequalem cum illa habent auctoritatem, sicut de canonizationes Sanctorum dicit solet, et constat de antiquis Sanctis, sola universali traditione totius Ecclesiae canonizatis; par enim est ratio de authentica approbatione religionis, ut videre etiam licet in antiquis religionibus S. Benedicti et Basili, et in eodem gradu ponenda est religio eremitarum S. Augustini; nam in c. Per- cios isam, 18, q. 2, regula Augustini, et consequenter ordo ejus, aequo consensus faciendo ad religionem approbatam, ac regulae Basili vel Benedicti; est autem illud decretum Concilii Romani sub Innocentio II, quod constat esse multa antiquius; potest igitur dubius approbatio tacita distinguiri. Una, qua solum permitteri alicitus modus vivendi, non custo et firme judicio de illius perfectione vel congruitate ad perfectionem assequendenam, sed quasi negative se habendo, et non improbando talem vivendi modum, quia de illius malitia non constat. Alia vero est approbatio qua, licet consecutudine introducatur, et ideo tacita vocetur, ad eum tamen gradum pervenit, ut recepta et firme opinio ne totius Ecclesiae, et judicio Summorum Pontificum, factis ipsius privilegii sufficiens declatario, sit sufficientia, ut per eam proponatur alicitus statuam vera perfectionis via, et hanc approbationem dicimus aequivalere expressa. Hoc igitur secundo modo dicitur ordinem divi Augustiniuisse ab Ecclesia approbatum longe ante Concilium Lateranense; nam hoc indicatur in c. Per- ciosisam, juncto cap. Ne nimiam, de Religiosis domibus, ibi: Sed quicumque ad religionem converteri voluerit, non de approbatis assumant, et qui voluerit religionem domum de novo fundare, regulam et institutionem accepiant de approbatione. Nam certum est ibi esse sermonem de approbationi perfecta; certum item est sub illius religionibus approbatis comprehensam tunc fuisse religionem eremitarum Sancti Augustini, quidquid fuerit de aliis eremitiis; nam hoc probat dictum cap. Persciosisam, et c. Insinuante, qui clerici vel voventes, quod est ejusdem Innocentii III, et de simili institutione existimo loqui § Saec.

33. Denique explicatur in hunc modum; nam D. Augustinus circa statum monachorum, quem in Ecclesia invenit, et Medioli
ac Romæ vidit, duo tantum fecisse videtur: unum est, quod illum in Aethiopiam, ubi nondum erat in usu; aliud est, quod peculiarem regulam illi addidit; in ceteris nihil immutasse aut statuisset videtur, nec de habitu, ut ex his quæ supra expersmus, satis constare videtur, et plane sensit Anton. supra, et Baronius, 6 tom., circa annum Domini 54; nec de aliis ritibus aut ceremoniis, præter ea quæ in dicta regula continentur, quia neque ex scriptis ejus, neque ex uilla historia vel traditione aliud quippe habemus. Status autem monasteriorum seu eremiticum, qui, ut a numero decimo diximus, idem erat, sum tuis fuit approbatus et confirmatus etiam ante Augustinum per traditionem Apostolicam, ut supra, libro precedentem, late probatum est; regula item Augustini multo ante Innocentium III Ecclesiae universalis approbationem meruit et obtinuit, et aliqui affirmant Innocentium I, eam expresse approbatum et præcepisse eremitas omnibus per Italianum, ut secundum eum viverent, de qua approbatione aut præcepto nihil in Concilii invenio, nec quia inter opus Innocentii III. Tamen inter privilegia et chronicæ ordinis eremitarum contineri dicitur a Hieronymo Romano, lib. 6 Reipub., c. 5 et 6. Quidam etiam referunt approbationem Eugenii II in Concilio Remensi; sed nec Remense Concilium, neque aliquod alium invenio sub hoc Pontifice celebratum. In Remensi autem Concilio celebrato sub Leone III, solum fit mention regulae S. Benedicti in canone 9. Eadem vero approbatio satis supponitur aut Innocentii II, in d. c. Pernicisam. Igitur ex eo saltem tempore, ex quo cepit regula Augustini habere hanc approbationem, cepit ordo ab ipso Institutu esse approbatum, eo modo quo ordo S. Benedicti suum tempore approbatum fuit.

34. Secunda assumptio, quodammodo restrin- gens primam. — Nihilominus addendum est, hunc ordinem eremitarum habuisse novam et solemnem approbationem ab Alexandro IV, quia recta illa indignit; quamvis enim non fuerit religio de novo instituta, talem formam et mutationem accipit, ut sine speciali approba- tione Pontificis firmitatem habere non potuerit. Primum enim omnia monasteria, que ante erant divisa, in unum corpus redacta sunt sub uno generali Praelato, quem ante etiam non habebant. Secundo, quod multa novum vivendi modum accipit hæc religio, quæ in superioribus tacit sunt, suntque ex rebus præcipuis ad religiosum statum pertinentalibus præter substantiaiam vota et regulam. Tertio, hinc factum est ut hæc religio ab eo tempore inter mendicantes numerari cuperit, nam ante et imperfectam unitatem religionis habebat, et monachalis potius, seu eremita reputabatur, quia sibi soli, et non proximis incumbebat, et quia ex propriis redditibus, et, his deficientibus, ex labore manuum, non e mendicato vivebat, et, quod caput est, a nullo Pontifice inter mendicantes recepta fuerat. Quarto, ex tunc cepit esse exempta, et sub speciali Sedis Apostolicae protectione recepta. *** Hæc sunt, quæ de hæc sacra eremitarum S. Augustini religione in autographo manuscripto invenire potuit.

CAPUT X.

UTRUM SAGER ORDO CARMELETARUM UNUS EX MENDICANTIBUS SIT, QUAMQUE ORIGINEM ET INSTI- TUTIONEM HABEBIT?

1. Vero traditio successionis ex Elia. — Carmelitana religio, quo antiquiorum creditur habere institutionem, eo minus certam et exploratam habet originem, ac perpetuam successionem; est autem valida recepta et sanitat antiqua traditio, religionem hanc a temporibus prophetarum, et signatum ab Elise Instituti- tionem suam duocere originem, et quasi hereditarium successionem in monte Carmelo, a quo nomen etiam accipit; quam traditionem ut veram suscipimus, praecipue quia septem Summi Pontifices Sixtus IV, Ioannes XXII, Julius III, Pius V, Gregorius XIII, Sixtus V et Clemens VIII, in Bullis huic ordini concessis, de professoribus hujus sacri instituti ita loquantur: Tantum religiosus speculum et exemplari charitatis fulgentem, sanctorumque Prophetarum Elia et Elisei, atque aliorum Patrum, qui montem sanctum Carmeli, juxta Elia pontem habitaverunt, successionem heredi- tariam tenentes, etc. Unde Sixtus V huc religioni concessit, ut Eliam et Eliseum tantum suas institutionis patronos coleret, dies festos in eorum honorem celebrando, propriaque officia in eorum memoria recitant; quod ipsa religio studiose servet, et in ipso officio nomen et solemnitate Patroni Elise tribuunt. Quale autem sit, et in quo fundetur hoc (ut ita dicam) jus patronatus, que sit etiam hac origo et successio, licet a multis multa dicatur, non facile explicatur; breviter autem dicam quid mihi cerlet, quid probabilis, quid
LIB. II. DE VARIETATE RELIGIONUM IN SPECIE.

... vero similis, quid obscurum et ambiguum, vel etiam minus verum videatur.


3. Objectio contra pronuntiatum. — Confirmatur. — Dictet vero non immerito aliquis, ex hoc loco minime colligi vocationem aliquam Eliae ad vitam eremiticam, vel religiosam. Omissis enim allegorico sensu, quim ille auctor late prosequitur, a quo non sumitur efficiens argumentum, si littare inseminatum, Deus non praecipit Elia ut absconderetur in torrente Carith, ut ibi solitariam vitam aut eremiticam ageret, sed solum ne ab Achab inveniret in principio illius sterilitatis et sicicitatis, quam Deus in noem peccatorum ejus mittet. Predixerat enim Elia Achab, fore ut non plumeret, donec ipse Elia id diceret, et idoe absconditus est, ne cogeteretur aliquid dicere, vel ea occasione aliquid mal patrietur; unde c. 18 dixit Abdias Eliae, Achab quasivisse illum per omnem locum, nec innvire potuisse. Item, quod non alia ratione, nec propter vitam eremiticam jussus fuerit Elias in torrente Carith abscondi, signum est, quia postea siccato torrente jussit Deus Eliam abire in Sarepta Sidoniae, et ibi nutriti vel morari in domo viduae, ubi per plures dies mansit. Et postea non legitur Elias habuisse unquam firmam habitacionem in deserto, sed interdum in civitatibus, interdum in desertis fuisset; prout iniqua temporum condicio permittebat; interdum enim quarebatur ad ne-

cem, et in speluncis moutium latitabat; interdum vero jussu Dei revertebatur ad civitates et alia loca. Non ergo constare potest ex sacra Scriptura illum vitam eremiticam insanuisisse, sicut S. Athanasius, fugiendo persecutionem, interdum latitabat in sepulchro, interdum in aliis locis, val forte in desertio, etc.


5. Verissimile est Eliam solitariam vitam egisse, etiam autemam mitteret ad Achab. — An vero coeperit Elias sequi hoc vitae instabatur, autem primo mitteretur ad Achab, vel jubetur abscondi in torrente Carith, certo affirmare non possimus. Non est autem improbabili autem incepisse. Nam Jacobus, in sua Canonica, cap. ultimo, indicatus ante illud tempus fuisset singulariter justum dici: Eliae homo erat similis nobis possibilitas, et oratione oravit, ut non plureretur terram, et non pluteum tres et mensae erant. Unde constat (quamvis in libros Regum non refertur) siccitatem illam, quam Elia pridixit, oratione ipsius fuisset ante a Deo impetratar. Erat ergo antea vir justus et potens apud Deum, et zelo divino jam vehementer urgebatur; non enim ex inordinata aliqua
affectione affectiones illas suo populo postulabat, sed ut percessus a Deo suum errorem agnosceret; ergo verisimile est jam fuisse a Deo vocatum ad altius genus vitae, in quo tantam sanctitatem consecutus erat; ita ut sicut Joannes Baptistae in eremo fuit a Deo evertedus ad eum sanctitatem gradum, in quo posset libere veritatem predicare, et regibus resistere, eoque reprehendere, ita etiam Elias, quamvis non tam cito, sicut Joannes, convenienti tamen tempore, fuerit ad novum ac mirabile vivendi genus evectus, ut coram rege, et populo magna cum auctoritate et libertate posset pro divino honore pugnare. Simili argumento Hieronymus, lib. 11 contra Julianum, illum, quia Elias in catalogo jugulatorum posuerat, impugnat: Quia si Joannes Baptistae (inquit) venit in spiritu, et virtute Elia, et Joannes virgo est, utique non solum in spiritu ejus venit, sed etiam in corporis caestitiae. Ambrosius etiam, in epistola 25 ad Vercellenses, in hoc comparat Elias et Joannem, quod uteque in deserto constantiam prier exercuit, ut fortior prodiret ad incendium regem et mundum. Et lib. i de Virginitibus, in principio, Elias dicit, nullis corpori coitus permittam cupiditatis insinuari. Et ideo inter virgines communiter numeratur, quia cum justus semper fuerit, extra matrimonium pollutus non est; et licet Scriptura positiva non declarat cum uxorem non duxisse, tamen, quia nec uxoris, nec filiorum ejus mentionem facit, colligunt Sancti non quam matrimonium contraxisse; quod etiam ejus muneri et prelectioni magis accommodatum fuit;inde etiam fit conjectura, vitam a consortio hominum separatam a principio elegisse, saltem tempore mature aetatis, in quo posset statum vivendi eligere, quia illo tempore valde invictum erat homines, praesertim laicos, ut erat Elias, si communem et cum ceteris vitam aegeret, a matrimonio abstinere.

6. Id tamen certius est post diciam vocationem. — Ad objectionem in num. 3. — Ad confirmationem ibid. — Verum, quidquid sit de illo anteriore tempore, certe, ex quo ad prophetandum vocatus est et missus, plane videtur a Deo separatus ab urbium habitazione, et at vita solitaria agendum traductus, nam ex discursu vitae ejus a predicta Dei vocatione, usque ad translationem ejus, constat semper in desertis habitasse, solumque transitorie ad negotium aliquod jussu Dei peragendum, ad communes hominum habitations redisse, quod ex discursu sequenti claruis patebit; neque huic obstat, quod jussus fuerit ire ad torrentem Carith, se occultandi gratia; utrumque enim similis consistere potest; novit enim Deus similibus uti occasioneibus, ut suos electos vocet ad perfectionem vitam: imo hoc exemplo monstratum et prafiguratum fortasse est, quod Deus in lege gratiae fecit cum Paulo eremita, et alius Sanctis, ut occasione persecutionum eos duceret ad vitam solitariam et perfectionem agendam; unde hæretici calumniaverunt hoc vitæ genus casu et necessitate quamad inchoatum esse, non advertentes divinæ providentiae sapientiam, cui nihil casu accidit, eadem in multitudine hominum exordia sumere pericienti opera sua; hoc indicare voluit Deus etiam Elize, et ideo, licet proxima intentione, et ad litteram, ut sic dicam, missus fuerit ad se occultandum hominibus, ex altiori quoque providentia missus est, ut separatim ab hominibus jugiter et perfecte Deo vacaret, et mirabilem vivendi rationem inter homines inchoaret; quod autem satis fuerit illa vocatio, dicti Patres sentiunt, et indicat Ambrosius, dicta epistola ad Vercellenses, prope initium, dicens: Eliae, quæ Dominus ad virtutis erudition perictionem; atque etiam effectus monstravit, nec enim postea unquam legimus Eliam in civitatis omnemnotum. Quod namque ad tempus missus fuerit ad Sareplam Sidoniam, ut ibi in secreto pascetur et vidua, non impediri quominus ibi vitam solitariam in suo œcanculo, et pure contemplativam duceret. Cur autem ibi, potius quam in alio deserto, ubi esset aqua, servatus a Deo fuerit, vel sicut cibum per corvos accipiebat, non etiam aquam acceperit, in divinæ sapientiae thesauro abscinditum est; forte voluit Deus ea occasione illi viduae magna beneficia conferre, ut effectus ostendit, et significavit Christus Dominus, Lucæ 4; forte etiam illud factum mysticam habuit significacionem, quam egregie prosequitur Ambrosius, in comment. ad cap. 6 Apocalyp., versus finem. Postea vero quam se manifestavit Achab, in montem Carmelum ascendit, ubi propheta Baal interficit, indeque in desertum abiit, et inde ad montem Dei Oreb, ex quo jussu Dei descendit ad ungendos reges et Eliseum. Atque ita fere semper in deserto inventur, nisi cum divino jussu seu inspiratione alio mititur.

7. Concluditur pro tota prima assertione. — Ex his ergo, pro materiæ capacitate, satis patet tota assertione: quæ vero addidimus de austeritate vitae, et judi contemplatione, su-
muntur ex 3 et 4 Regum libris, et ex comparatione inter Eliam et Joannem Baptismam, apud Sanctos Patres frequentissima, et fundata in illo Marci 4: Joannes ipse est Elia; et Lucæ 1: Procedit in spiritu et virtute Eliae.

8. Secunda assertio, de commoratione Eliae in monte Carmelo. — Abulensis dictum partim negativum, partim affirmativum de habitacione Eliae in Carmelo. — Pars negativa certa. — Dico secundo: probabile est Elia permanentem suum habitacionem esse eremitica praecipe habuisse in monte Carmelo. Notavit hoc Abulensis, 3 Reg. 21, quando Elia jussus est descendere ut occurreret Achab, eunuche de gravisissimo peccato reprehenderet, eldemque et uxori debita mortis poenam predicaret; expendit ergo Abulensis verba descendit, dicens: Ecce tempore, quo Deus facit miraculum mittendi ignem super sacrificium suum in monte illo, habuit devotionem Elia manendi in illo, et semper manuit, usque ad tempus, quo rapit est in currum ignem. Unde lib. 4 Regum, cap. 1, circa illa verba: Surge, et ascende in occurrentibus regis Samariae, notat idem Abulensis dici, ascende, non quia Elia manuerit in aliquo loco instante, manebat enim in monte Carmelo, sed quia ipse descensus erat de monte, et postea ascensus erat per viam, per quam veniebant nuntii Ochoceri. In his autem verbis Abulensis unum videtur tacite supponi, et alibi aperte assurrit; indicatur enim Elia ante illid insigne factum non habitasse in monte Carmelo, sed tunc concepisse devotionem et propositum manendi ibi; quia pars negativa ex Scriptura probari non potest, nec mihi de illa constat; nam si verum est Elia, priscus sanctus inciperet, vitam egisse solitariam, fuisse illuc ascendit ad convincendos et puniendos prophetas Baal, quod etiam ejus verba indicat ad Achab: Mittes, et congrega ad me universum Israel in monte Carmelo, 3 Reg. 18; quasi diceret: Ibi enim ero, sicunt soli; prius enim, quia se occultabant, alii in locis versabatur, juxta divinam revelationem. Sed, ut dixi, hoc totum incertum est, quantum ad illud tempus spectat.


10. An manus erit Elia semper in Carmelo usque ad suam translationem. — Et quidem hoc postierius de mansione Eliae usque ad suam translationem insinuatur in martyrologio Romano, dum 20 die Julii dicitur: In monte Carmelo sancti Eliae Prophetæ. Quod si objiciat, quia Elia non ex monte illo, sed ex ripa Jordani rapitus est, responderi potest non quidem permansisse in illo monte usque ad articulum translationis suae, sed hæ habuisse domicilium usque ad illum diem, quod Dei monitu inde dixisset levandus est in celam. Sed adhuc obstat, quod 4 Reg. 2 dicitur: Con levare vellet Dominus Elia per turbam in celam, ibant Elia et Elisaeus de Galgalis, et non dicitur de monte Carmelo. Occurritur vero dicendo, non ita habuisse Eliae hæ habitationem in illo monte, quia interdum ad alia loca diverteretur, cum divinum obsequium vel ratio sui muneri id postularet. Et erta tunc per occasionem aliquam descenderat in Galgal, sive jam præmonitio a Deo de suo sititu, sive (quod magis Scriptura significat) quia occasione alias illuc ieraret, de qua non nihil infra dicemus, et ibi postea accipit oraculum in sua translatione; et ideo ab illo termino discessus ejus incipit narrari citato loco. Convincit autem hæc objectio, non satis probari ex divina Scriptura domicilium hoc et habitationem Eliae in monte Carmelo usque ad transitum suum, quamvis verum sit. Scripturarum non repugnare huc historie, quæ magis videtur in traditione fundata; licet ex uno quodam Scripturarum loco probabiliter colligatur, ut statim dicam numero sequenti.

11. An ibi edificaretur oratorium. — Auctoris theatrum terræ Sanctæ. — Alteram vero, quod
CAP. X. AN SACER ORDO CARMELITARUM UNUS EX MENDICANTIBUS SIT, ETC.

deo oratorio sedificato ab Elia dicitur a Joanne Hierosolymitano, conjectura fortasse vel traditione assumtum est; nam apud alios auctores nihil de ea re invenio satis expressum. Referunt autem communitatem historiographi et cosmographi, fuisset in illo monte spelunca, et forsunt Eliae, ut ex Brochado et aliis referit auctor theatrum terrae sanctae, in tribu Isachar, unde etiam est verisimile, fuisset ibi aliquem locum cultui Dei dicatum. Praetera Cedrenus, in Compendio histori, in Basilio, referent, tempulum Eliae per Basilium imperatorum fuisset restitutum, ut meminit Baron. in schollis ad martyrologium Romanum, 20 die Julii, ubi etiam ait extare epigramma D. Gregorii Nazianzeni, de tede Eliae Dominicum nuncupata; quae possint intelligi de templo Eliae, id est, sedificant ab Elia, et sic confirmant dictam sententiam; vel de templo Eliae, id est, dicat Deo in honorum Eliae; et in hoc sensu non ista directe faciant ad rem presentem, sed adludunt ad eadem sacram, quam dicitur Helena mater Constantiani edificasse in monte Eliae Thiesbites, ut significaret Nicephorus, lib. 8, c. 3, ubi, licet non expresse ponat montem Carmelum, videtur tamen de illo loco, cum ait, in accipientia montis edificasse Helenam pulcherrimam edem Eliae Prophece. Non autem etiam est magnum indicium, montem illum fuisset specialte habitaculum Eliae, et habuisse in eo locum aliquem divino cultui singulariter dicatum.


14. Obietur quod successionem ex Carmeli habitacione. — Respondere. — Obiecti autem potest, quia Eliseus vix semel aut iterum legitur in monte Carmelc, aut in alio deserto loco resedisse; saepius vero in civitatibus, et inter reges versatus fuisset, et praecepit in Samaria, que curia regni erat. Unde 4 Reg. 5 dixit paula Hebraea, que erat captiva in Syria: Utinam fuisset Dominus mens ad Prophetam, qui est in Samaria; et posse Naaman vieniens in Samariam ibi convenit Eliseum; et ea consulerunt, que illo loco Regum narrat Scripturae, et ex c. 6 et 7 constat illic permanecer habita. Eliseum, ac tandem in cap. 13, ibidem occubuisse. Respondere rationem vivendi Eliae et Elisei non ita fuisset solitarium et contemplationibus abstractum, ut non etiam ad conversandum cum populo, in ejus beneficium, per quaedam, ut ita dicam, intervalla descendenter; namque et donum prophetie, quod habebant, in eum maxime finem illis a Deo communicabatur ****.
LIB. II. DE VARIETATE RELIGIONUM IN SPECIE:

Haec tantum de sacro Carmelitarum ordine in manuscriptis auctoris S. I. invenire potuit, quem nisi mortibus omnibus invi-
dens praecupasset, tam de hoc ipso ordine, quam de reliquis plura scripturumuisse non dubitamus.

FINIS LIBRI SECUNDI.
TRACTATUS DECIMUS

DE

RELIGIONE SOCIETATIS JESU

IN PARTICULARI.

INDEX CAPITUM LIBRI PRIMI

DE RELIGIONE SOCIETATIS JESU, QUODA INSTITUTIONEM ET INSTITUTUM IN GENERALI.

CAP. I. Sitne Societas Jesu vera religio, et cur ita appelletur.
CAP. II. De fine hujus religionis.
CAP. III. De mediis quibus haec religio utitur ad finem sibi præstitutum.
CAP. IV. An Societas Jesu religio convenienter instituta sit et approbata.
CAP. V. An Societas Jesu sit per se religio clericorum, non solum habitu, sed etiam re ipsa, et quasnam proprietates inde consequatur.
CAP. VI. An Societas Jesu contemplativam, an potius activam vitam complectatur.
CAP. VII. In quo gradu perfectionis Societas Jesu instituta sit.
CAP. VIII. Satisfit primæ objectioni capitis precedentis.
CAP. IX. Satisfit secundae objectioni.
Hæc est postrema pars totius operis de statu religionis, quæ, sicut pluribus titulis ac nominibus a me debita est, ita præcipue ac primario est intenta. Cum enim ante quadranginta annos, ex quo hæc scribo, scribo autem anno 1695, magnæ divinæ gratiae beneficio ad hanc religionem vocatus sim, et toto hoc tempore in ea educatus, nutritus et conversatus, ejus vivendi rationem ac institutum admiratus semper fuerim, et in ea singularem morum probitatem, et erga divinam majestatem religionem ac reverentiam, erga proximos vero eximiam charitatem et animarum zelum, in variis ac distantissimis provinciis Italiae, Galliae, totius fere Hispaniae, ac tandem Lusitaniae fuerim expertus; videamque nihilominus religionem hanc non solum ab hereticis hominibus (quæ illius magnæ laus est) odio haberi, verum etiam, specie religionis, ab hominibus sanam doctrinam, et religionem Catholicae profetitiumbus oppugnari, variisque modis, tum in privatis colloquii, tum etiam in publicis lectiobus et concionibus, vel iniquis detractiobus, vel sophisticiis argumentationibus exagitari; dixi, multumque desideravi, ejus, quæ in nobis est, religionis rationem utriusque reddere, et objectionibus universis, quæ hactenus contra Societatem excogitata sunt, satisfacere. Non quia veritas ipsa, quæ luce clarior est, aut religio, quam Apostolica Sedes toties probavit, et divina gratia suis operibus illustriorem reddidit, nostra defensione aut illustratione indigeat, sed ut signum aliqaud grati animi, et Deo, qui me vocavit in Societatem Filii sui, et ipsi Societati, cui totum, quod sum, vel habeo, debitum recognosco, exhiberem. Quamobrem, Sanctissimorum Patrum Thomæ et Bonaventure exempla secutos, opus hoc divina gratia confissus agressus sum. Quia vero Societas hæc quædam habet cum caeteris religionibus communia, quædam autem propria; propter priora, nomiullis minus necessaria in Ecclesia, vel potius supravacanea visa est; eo quod novissimis temporebus, quando Ecclesia multis et gravissimis religionibus abundabant, inventa videatur; propter posteriora vero, res nova, ac propter ea vel hoc solo nomine suspecta multis existimata est; ab aliis antem minoris habita, quod parum rigorosum et austerum vivesi modum amplexam esse calumnientur. Ad satisfaciendum igitur omnibus, necessarium existinamvisus ea prius, quæ religioso statui communia sunt, diligenter, et exacte tractare; quod hactenus prestitimus; deinde vero (quod nunc aggregabimus) Societatis institutum distincte ac dilucide explicare. Ia enim speramus fore, ut ad majorem Dei gloriam, et animarum fructum, religionis hujus dignatas et utilitas omnibus innolescet, et obstantium ora aut obiciscant, aut confundantur. In hoc ergo primo libro, generatam Societatis institutum, ordinem, harmoniam, seu hierarchiam proponemus ac declarabimus. In sequentibus vero de singulis ejus partibus, voles, ac praecipius constitutionibus (hæc enim omnia instituti nomine comprehendantur) disseremus.

CAPUT I.

SITNE SOCIETAS JESU VERA RELIGIO, ET CUI HOC NOMINE INSIGNITA SIT?

1. Supponimus esse in Ecclesia Catholica congregationem quaedam clericorum, specialiter regulam sub obedientia propriorum Praelatorum professantium, quam hoc nomine Societatis Jesu appellantus. Hoc ex facto ipso per se evidens est, et idea non indiget alia

1 In superiori tomo, et tractatu I hujus.
probatione, præterquam quod hujus congregationis, sub eo nomine, honorificam mentionem fecit Concilium Tridentinum, sess. 23, c. 16, de Reformat. regul., et ante ac post illud multi Pontifices in bullis suis, quorum sententias postea referemus.

2. Assertio prima. Societatem esse veram religionem. — Probatur de fide. — Dissentia religiosis quae. — Dicimus ergo primus, congregationem hanc esse veram et propriam religionem; quod de toto hoc corpore Societatis nullus Catholicus negavit unquam, quem ego sciam, nec negare potest; est enim (ut exstimo) certum de fide; nam hoc non est verus religio, nulla profecto est in Ecclesiae religio vera, quod dicere hæreticum esset. Sequela autem patet, quia esse religionis non antiquitatem, et quasi prescriptio acquiritur, sed professione status ad perfectionem tendit, et ab Ecclesia approbat.t Hac autem omn. in religione hac manifeste inuentiur. Nam finis ejus est non solum ad perfectionem tendere, sed etiam alios, quoad fieri possit, ad eam ducere. Ad hunc autem finem assequendum fiat in ea seculi abrenuntiatio, et ad divinum cultum specialis consecratim per tria vota substantialia religionis, omn vera etiam professione solemni, quæ in aliisque membri. hujus corporis fit; ergo de toto hoc corpore dubitari non potest, quin sit vera et propria religionis. Quumodo autem in singulis ejus membrib hic status inuentatur, in discurr. operis dicetur.

3. Secunda assertio. Societatem esse religionem a reiugis specíce distinctam. — Os. tenditur. — Societas cum pra. alius religionibus membri varia. — Secundo dicimus, hanc religionem esse distinctam a religionis specifica distinctione moralis, eo modo quo in religionibus hae distinctius inveniri potest, ut vidimus in tractato precedenti, cap. 1. Hoc etiam per se notum est ex modo procedendi ejus. Nam post Summum Pontificem sub diverso capite, seu Generali, constuitum suam propriam monarchiam, et sub propriis, ac distinctis constitutionibus ac regulis vivit; et quamvis cum aliis religionibus conveniat in generali fine inquirendi perfectionem, hoc tamen speciale habet, quod in suo fine non tantum acquirere perfectionem, sed etiam illam in aliis exercere, seu ad aliis derivare intendit, et ideo in modo illam secquindii esse accommodat aliorum etiam utilitati et saluti; atque ita innumit siuorum membrorum perfectioni, ut ad aliorum utilitatem ea informet, unde etiam

fit, ut ad hunc finem proprii, vel (ut sic dicam) appropriatis medii usatur. Ac denique ex eodem capite etiam nascitur, ut corpus hoc pluribus magisque variis membri constet, quam cetera aliarum religionum, sive (ut ita dicam) magis heterogenea; quia illa fines, ad quem ordinatur, plura requirit munera, atque etiam plura organa necessaria sunt. Est ergo hoc particularis religio distincta a religiis, quæ post alias nata est, propriumque fundatorem habuit, propriaque approbatione indiguit; quæ omnia sigillatim probanda et tractanda sunt. Nunc tanquam certa supponuntur, magis quam probantur, quia sub hac generalitate nullam habent dubitationem.

Societatem proprium nomen sibi vendicare opportunitas.

4. Tertia assertio, et ejus probatio. — Societas religiosa varia nominibus appellatis per errorem. — Cur Societas religiosa Theatini vocati. — Quare Inignitiæ appellati? — Tertio secunda parte tituli, ex dictis conclusitur, moraliter necessarium fuisset religionem hanc proprium aliquod et speciale nom. nomen habere, eique imponi. Quia omnes res particulares indigent propriis nominibus impositis, aliqui impossibile esset humanum modo, de eis sermonem habere; cum ergo hae religio particularis sit, et post alias instituta, particulari etiam nomine indiguit, ac novo, et a nominibus aliarum religionum diverso. Hoc autem nomen licet ab aliis, per errorem, aut vulgarem usum, varium ac multiplex fuerit, veram certa, ac proprium unicum tantum est Societas Jesu. Religiosi enim Societatis in varis regionibus a multis sunt vocati Theatini, ab aliis Inignitiæ, a nonnullis Jesuitæ, seu Jesuæ, aliubi etiam preseruist in Lusitania, et India Orientali, Apostoli dicti sunt; omnia autem hae nomina, aut sine veritati fundamento, aut sine auctoritate, nostri hominibus sunt attributa. Ordo enim Theatinorum, qui in aliisbus Italia partibus floret, peculiari quaedam religio est, sed a Societati longe diversa; distinctum enim fundatorem habuit (in quo Chenmitius malitious erravit, ut Jacobus Pavyra, n. 5 citandus, notavit), nempem Cardinalem Petrum Carrpha, Episcopum Theatinum, qui postea fuit Paulus IV Pontifex, et institutum habet, ac rationem vivendi longe diversam: habet tamen nonnullam similitudinem cum religione Societatis in exteriori specie habitus clerica-
lib. 1. De institutione et instituto societatis.

lis; utraque enim religio clericorum est; et propter hanc similitudinem, et quia prope eadem tempora utraque religionis exorta est,ideo vulgus nesciens discernere inter homines utriusque religionis, Theatinarum nomen, quod paulo erat antiquius, ad religiosos Societatis accommodavit. Nomen autem Immigiarum, quatenus a nomine Ignatii (hispane Innigo) derivatum est, non carebat fundamentum veritatis, quantum ad etymologiam; recte enim potest et solet religio a nomine sui fundatoris nominari; caret tamen fundamentum auctoritatis, sine qua nullum est verum nomen aliquus rei; oportet enim ut sufficienti auctoritate sit impositum; hoc autem nomen non solum a nomine habente auctoritatem Societati impositum est, verum repugnat potius intentioni fundatoris ejus, qui humilitatis causa noluit suam religionem a suo nomine appellationem accipere.


29, longe a principio) fideles in principio Ecclesie, ut a Christo cuperunt Antiochiae appellari Christiani, Act. 11, ita aliis locis a Jesu sunt vocati Jesui, quod fere periode est, et eadem habuit derivationem; nam totam etiam Ecclesiam aliquando vocavit Paulus Societatem filii Dei, 1 ad Corinth. 1. Polest etiam haec religio Societatis Jesu appellari, quia nomen Jesu a salute dictum est, et salvatore ac medicum animarum ex propria etymologia significat; quia ergo haec Societas in hunc finem peculiariter congregata est, ut saluti animarum Christo cooperetur, ideo sub eadem etymologia ejus religiosi Jesuitae dicit possunt, quasi animarum curatores ac mediici; simile enim nomen in principio nascens Ecclesie religionis esse impositum, autore Eusebis, lib. 2 Historiae, cap. 16, ubi ex Philone, lib. de Sapientia, seu de Vita contemplativa, ait, illum vocasse monachos curatores, eo quod tanguam medici curatione adhibita, eorum mentes, quia ipsos adirent, a vitii et turpitudinis morbo crepatis ad integram et tutitudinem restituerent. Et sub jungit Eusebii: Sive igitur Philo ipsa, dum propriam et appositionem hominum moribus appellationem attribuere voleat suo ipsius arbitratum et judicio, illis igitur nomen imposuerit, sive revera ad initio auctores ejus religiosis, cùm adhuc Christianorum appellatio nequaquam pene locorum divulgata esset, etsi ita nominaretur, longa ratione disquire inesse non est opus. Verum tamen eadem appellatio esse videtur quod apud Dionysium, cap. de Eccles. Hierarch., p. 1, uti religiosos vocat apellans; ipsis vero interpretat cullores, quam interpretationem Eusebii non omitit, quia voce illa derivatur a verbo graeco ἐπισκοπεῖν, quod et fœmini et curare significat, unde Luc. 4, uti de Jesu dicitur, Curabat eos, graece dicitur, ἑπισκοπεῖν. (Vide Bellarm., lib. de Monachis, cap. 1.)


7. Cur in Lusitania Societas religiosi Apostoli vulgo dicatur. — Quantum Aposto- lorum nomen certum est a Societate non usurpae, nec valde commune esse; nam ex- tra Lusitaniam, Indiasque communis, non est in usu. Ibi autem non sine pia et probabilis ana- logia nostris impositum est. Nam quia in ini- tio, ante approbatam etiam Societatem, socii duo B. Ignatii, B. Franciscus Xavier, et Si- mon Rodericus, Joanne peremptio, et Summo Pontifice imperante, in Lusitaniam pertinui, inde in Orientalem Indian navigati ad prædictandum Evangelium, feliciter missi sunt, tantique fructu ac vitæ exemplo, uterque Olyspone, Franciscus vero in Oriente etiam per se, ac per suos sacros, ministerium suum perferere, ut Apostolos ad vivum ini- tari videretur, ideoque tam ex nominis etymologia, quam ex vita perfectione Aposto- toli vocati sunt. Atque ita hoc nomen, secundum quandam analogiam et participationem intellectum, nec falsitatem, nec magnum in- vidiam habere videtur. Tamen etiam caret sufficienti autocratia, et imposizione, et non-

 nihil arrogantiae habere videretur, si propria voluntate esset acceptum; verum, ut dixi, nostris religiosi illud non usurpant, sed potius quantum in ipsis est, cohiber et emendare student.

et instituto societatis.

Aligorum calumnia circa nomen Societatis Jesu refellitur.

9. Nihilominus non defuerunt viri catholici et docti, qui cum in nostris primis patribus corumque religionis aliquid quererent, quod reprehenderent, in hoc etiam nomen impegerunt, arrogantiae illis tribuentes, quod nonum universae catholicae religionis proprium sibi usurparent. Cum enim Paulus, ad Cor. 1, dixit: Fidelis Deus, per quem vocati estis in societatem filii ejus Jesu Christi, per illam societatem univmram plane Ecclesiam intellect. Et hic dicitur quinque primus articulus censurae, quam contra Societatem Universitas Parisiensis edidit. Hoc etiam videtur significare voluisse Cassio, loc. 4 de Locis, c. 2, in principio, ubi tractans predicta verba Pauli, inquit: Quae sine dubio societas, cum Christi Ecclesia sit, qui titulum illum sibi arroganti, ei videt omnes ecclesiastici solliciturum esse. Quibus nos uno verbo respondere possemus, nos illud nomen non usurparunt, sed consensu Summorum Pontificum habuisse, magisque timendum esse ne invidiae vel arrogantiae genus sit, ibi reprehensionem dignum aliquid querere, ubi tot Pontifices, tantumque Concilium nihil inve nir, vel potius dnum nos cumaliuntur, ipso quoque tacite reprehenderent. Sed et novissime Gregorius XIV, in sua confirmatione institutii Societatis, qua incipit Ecclesiae Catholicae, dat 4 Kal. Jul., ann. 1591, omnem hac de re questionem extinxit in hunc modum: Quo vero ad religia quae in controversiam vocata erant, sic statuimus, nomen Societatis Jesu, quod laudabilis hic ordo nascens, a Sede Apostolica nominalis est, et hactenus insignitus, perpetuis futuris temporibus in ea retinendum esse, etc.


11. De nomine Jesu. — Cur B. Ignatius de suo nomine Societatem nominari voluit. — Non potuit autem nomen hoc Societate absolvute et sine ulla determinatione huius religioni imponi, tum quia talis impositionis modus etiam in propriis nominibus absque aliqua cognominis determinatione usitatus non est, neminem in communitate generalibus incommunes, etiam quia vel nomen esset nimis vagum et incertum, vel si per antonomasiam pro hac religione accipienda putaretur, majoris fortau
arrogantiae argueremur. Quae igitur determinatio, aut magis pia et religiosa, aut instituto talis religionis magis accommodata, aut membris ejus dulcior, aut fructuosior, vel ad fidei

ishmenten aprior addi poterat, quam adjuncto nomine Jesu? Preter hanc enim, due tantum alia accommodate determinatione potenter cogitari, Ignatii nimium, vel primorum sociorum ejus, S. Xaverii, nimirum, Salmeronii, et quidem non immerge nunc sine sufficienti ratione potuisse hec societas Societas B. Ignatii appellari; illum enim ut ducem, et proximum exemplar a Deo datum agnoscit, et secundum Christum veneratur. At hunc ipsum honorem fugere, et nomen suum occultare voluit beatus Ignatius: tantum ergo ab arrogantia absit, quantum humilitas a superbia distat. Quamquam ergo nostri muneris esse debebat, nomen Ignatii perpetua memoria et affectu retinere, eujusque virtutes imitari, ipse tamen Jesu nomen voluit esse infinix in cordibus nostris, et ideo non suum, sed illo voluit Societatem insigniri. Altera vero sociorum omnium Ignatii determinatio seu appellatio, quamvis ab eorum meritis aliena non esset, multum tamen rationibus suis in congrua non solum quod moralem rationem, quia non omnes pares fuerunt, sed etiam quod ipsius nominis usum; opportuisset enim aut omnium propriis

um Societatis vocis distincte adjungere, quod proximum esse et insitutum; aut sub confusa sociorum voce esse comprehendere, quod ambiguitatem et communitatem vocis non tolleret, nisi saltem Ignatii nomen preponeretur, dicendo, Societas B. Ignatii, et sociorum; et ita neque Ignatius ipse, quod humili et exoptat, obtineret, neque alii in codem modestiae ac humiliatio officio eum perfecte imitari viderentur. Prudenter ergo, et sancte additum est nomen Jesu, in quo principaliter ipsi sociati erant, et ceteros imitatores eorum conjungi cupiebant.

12. Ab arrogantia nominis Societas liberatur. — Sed instant, arrogantiae esse, universalis Ecclesiae nomen sibi usurpare. Respondo imprimis arrogantiam tunc proprie esse, cum quis aliquid boni vel virtutis sibi attribuit quod Vere non habet, aut a se habere, quod a Deo habet, juxta Docthmr. 2. 2. quast. centesima duodecima, art. primo, ad 2. Neutrum autem horum fecit S. Ignatius, aut facit Societas per hujus nominis appropriationem. Nam imprimis hoc nomine profitetur, quod Vere est Societas Jesu, tum quia in illo unitur perfecta unione, qua membri capiti copulatur, et inter se ratione illius; tum etiam quia sub illo, tanquam sub primario duce, militat; tum denique quia pro illo legatione ad homines fungitur, ut Deo reconciliament, illique ad salutem animarum, quantum potest, cooperatur. Nam et Paulus Apostolus, ad Philip. 2., Epaphroditum fratrem, cooperantem et contributum suum appellat, eo quod in predicazione Evangelii illi esset socius. Sic autem hujus religionis ministri, si non tempore et loco, certe spiritum et munere illi sociantur. Tum denique quia, quidquid luceri in negotiatione sua haec Societas intendit, totum ad Jesum pertinet, non enim quae sua sunt, sed quae Jesu Christi querere debet ac conatur. Deinde hoc ipsum, quod vere Societas est, non a se, sed a Christo habere illo codem nomine profitetur. Propetra enim non alterius hominis, sed Jesu appellata est, ut ab illo intelligat se habere originem et profectum.

13. Repulsa. — Diligitur primo. — Diligitur secundo. — Rationes cur nomen Ioam Ecclesiae proprietur haec religionis. — Nomen Societatis varie in Constitutionibus usuratur. — At urgere tandem possunt, ad arrogantiam etiam et superbiae pertinere, ea, quae communia sunt, et excellentiam praee se ferunt, tanquam propria usurpare. Respondes primo, vulgatum esse doctrinam etiam inter Dialecticos, genericam vocem aliquando attribui abjectori speciei, ut denotetur potius nihil habere excellens, praserit id quod communem est; nomen autem Societas Jesu, licet excellentiam magnum praee se ferat, tamen ex se non aliam significat preter illam, quae toti Ecclesiae, et omnibus membris ejus communis est, et ideo attribui potuit aliqui partis ejus, non tanquam excellenteri, sed tanquam minimae, et quasi nihil proprium habenti unde glorietur. Deinde addo, etiam esse vulgarem Theologicorum doctrinam, nomina communia, quantumvis excellentia, recte appropriari aliqui, quando et penuria nominum cogit, et sufficientes rationis ad talem appropriationem inventur. Sic nomen Spiritus Sancti, quod alius communem est, tertias personae tanquam proprium imponitur, ut omittam multa essentiae et communie nomina personis appropriae, ut potentiam Patri, sapientiam Filio, et simililia; sic etiam haec vox religiosa communis est omnibus verum Deum sana fide co-

1 Vide D. Thom. in 4, d. 17, q. 4, art. 1, quaestiones 2, ad 3.
lentibus 1, et nihilominus speciali ratione iis, qui peculiari modo se divino cultui dedicant, appropriata est; et ideo quamvis nonnulli haeretici etiam hoc in monachis reprehendere voluerint, quod religiosorum nomen sibi veniderint, nihilominus tamen esse veram ca\nnumm omnes Catholici intelligerent. Ita igitur commune hoc nomen sine arrogantia potuit huic religione appropriari, quia multa habet propria, in quibus merito haec impositio seu accommodatio fundari potuit. Primam, quia, ut dictum est. Christo specialiter conjugatur, ut et circa efficaciam redemptionis, et salutem hominum, quam nomen Jesus præ se fert, specialiter cooperetur. Secundo, quia Christi vitam proprio et particulari modo imitatur, ut in sequentibus latins ostendemus. Et nunc breviter declaratur, quia in hoc praecipue suas instituit, ut summa unione charitatis inter se vivant, more discipulorum Christi, et ut Christo conformentur, praecipue in obedientia ad Patrem, et in affectu ad animarum salutem; quos omnes effectus nomen illud præ se fert, justa illud 1 Joan. 4: Quod vidimus et audivimus, annuntiamus vobis, ut et vos societatem habeamus nobiscum, et societas nostræ sit cum Patre, et cum Filio ejus Jesus Christo. Tertio est huic religioni proprium, peculiarem obedientiam Vicario Christi promittere; quod, inter alias causes, speciali Dei providentia credimus factum, in detestationem haereticorum, qui eodem tempore exorit sunt, et speciali odio Apostolicam Sedem, atque adeo Catholicam Ecclesiam prosequuntur. Non ergo nomen Societatis haec religio assumpsit, ut universalem Ecclesiam sibi arrogaret, sed potius ut se illius filiam, et peculiari modo illi obedientem profiteretur. Quis autem filiam reprehendat, quod ex peculiari affectu ad matrem nomine ejus insigniri gaudeat? Denique nullus reprehendit religiones aliquas, congregationes, aut particulares personas, quae vel a Trinitate, vel ab Spiritu Sancto, vel a conceptione, vel ab ipso nomine Jesus, cognomina accepient, vel ob peculiarem institutionem, vel ob singularem devotionem, vel propter aliquem aliun respectum ad talia mysteria; cum ergo haec omnes cause, et plures aliae, quae insinuata sunt, vel cogitari etiam possunt, in Societate inventantur, merito a nomine Jesu cognomine acceptit. Ultimo vero circa nomen hoc præ oculis habenda est multiplex ejus significationis, quae in Constitutionibus ejusdem Societatis declaratur, p. 5, cap. 1, lit. A. Quia enim Societas congregatio quaedam est, quae pluribus membribus constat, et novitiiis etiam, quia propria membra non sunt, ideo interdum illo nomine significatur tota Societas, ut novitios etiam complectitur; nonnuncum excluduntur soli novitii, et Societas appellatur totum reliquum corpus ex membris suis constans. Inter hec autem membra quaedam sunt, quae nundam ad terminum pervenirent, sed adhuc probantur aliquo modo, et sunt in via, ut scholastici, et ideo vocari solet aliquando illo nomine haec congregatio, ut constans ex professis et coadjutoribus formatis, qui jam sunt in termino sui status. Quia vero inter eos professi sunt præcipui, et apud eos est principaliter regimem Societatis, et ministerium ejus, ideo specialiter solet eis hoc nomen attribui. Quae distinctione ad intelligenda ea, quæ dictemus, præ oculis habenda est.

CAPUT II.

QUIS SIT FINIS HUJUS RELIGIONIS.

1 A fine non igitur, quod unius sit actio, sed totius vitæ status regulatur. — Est igitur principium etiam moralibus. — Est igitur quaeque associatae distinguens status. — Sicut in actionibus humanis earum bonitas et perfectio ex fine pendet, ut est commune Philosophorum dogma; propter quod dixit Seneca, epist. 46, si amrum summi boni, ad quem factum nostrum dicturnque respiciunt, proponentum nobis esse, ne vita in incertum vagaretur. Ima etiam Christus Dominus, Matth. 6, et Luc. 11, dixit, ex oculo cordis et simplicitate intentionis, totius corporis lucem pendere; sicut (iniquum) hoc in singulis actionibus verum est, ita etiam in quolibet vitae statu; nam finis ejus est quasi basis et fundamentum illius, ut recte dixit Gregorius, lib. 28 Moral., cap. decimo tertio, explicans verba illa Job. 38: Super bassi illius soliditatem est: Vitis (iniquum) nostra est in tempus finis intentione subsidiis. Est etiam quasi generale principium, ex quo conditiones, seu proprietates, et obligations uniuscujusque status collingentes sunt, justa illud Aristoteles, 2 Phys., c. 8: Sicut principium in speculatibus, ita finis in moralibus. Inter moralia autem status hominum primarium sine dubio locum obiurient. Est denique finis uniuscujusque status, seu religionis, si proprius et,
CAP. II. DE FINE HUIJS RELIGIONIS.

veluti propria forma, a qua veluti propria differentia constituens talem religionem, eamque ab aliis distinguens, sumitur, ut ex D. Thomae doctrina, 2, 2, quest. centesima octogesima quarta, intelligere licet. Ob has ergo causas, ad intelligendum Societatis institutum, ejusque rationes ac proprietates explicandas, finis illius primum omnium contemplans est. Atque ita pri etiam nostri Patres, quoties a Summiss Pontificibus approbationem hujus religionis petierunt, a fine illius sue supplicationis initium sumperunt. Ab illis ergo, atque adeo a Pontificibus et responsis eorum finem hujus religionis addiscamus.

Fine hujus religionis esse non solum propriam, sed alienam perfectionem quarrere.

2. Probatur testimonio Pontificum. — Ex constitutionibus Societatis idem ostenditur. — In prima ergo Bulla Pauli III., in formula institutae et proposita, Societas ad hoc potissimum institutam dicitur, ut ad profectionem animarum in vita et doctrina Christiana, ad fidei propagationem, etc., praeclaram intendant. Et inferius, ad unumquodque Societatis membro dicitur: Curvet primo Deus, deinde hujus socii institutum rationem, quae viaque exim est ad illum, semper ante oculos habere, et finem hunc sibi a Deo propositum totis viribus assuevi. Eadem verba fere inveniuntur in simili formula oblata Jo lio III. ut habetur in prima ejus bulla. Idem repetunt ali Pontifices, praesertim Gregorius XIII., in constitutione Quanto fructuosius, ubi sic ait: Sicut fimes dixit Societatis, fidei propagatio et defensio, animarumque in vita et doctrina Christiana progressum, ita etiam praeterea ejus vocationis proprium est, diversa loca Romani Pontificis, ac Propositis Generalis ejusdem Societatis directione peragrande, etc. Et in altera constitutione, Ascendente Domino: Cujus (scilicet Societatis), inquit, praeclaram fimes est, Catholica religionis defensio et propagatio, animarumque in Christiana vita et doctrina prospectus. Deinde in suis Constitutionibus seque hunc finem nobis propositus B. Ignatius, magisque explicavit. Nam in examine (quod omnibus Societatis in gentibus volentibus statim in principio propositum), c. 1, n. 2, sic inquit: Fines hujus Societatis est, non solum salutis et perfectionis propriarum animarum cum divina gratia vacare, sed cum aedem impense in salutem et perfectionem proximarum incumbere. Et in parte prima Constitutionum, capite secundo, numero octavo, ut institutum Societatis esse recto tendere ad juvandas et disponendas animas ad sui finis consequi. Et p. 3, cap. primo, § 9, dic de Societate loquitur: Quae tota ad majorem Dei gloriam et universalis bonum, et utilitatem animarum instituta est; et parte quarta, statim in initio: Cum scopus, ad quem Societas recta tendit, sit suas ac proximarum animas ad finem ultimum consequendum, ad quem creatus fuerunt, iuvare, etc.; ubi in declaratione id distinctius explicatur. Ac denique ex hoc fine fere omnina colligit, que in omnibus partibus Constitutionum disponit, ut in discurso operis videbimus. Hic vero specialiter notandae sunt illa verba, que in septima parte, c. 1, § 4, scripta reliquit de eodem fine, scilicet: Qui finis nostri instituti valde proprius est.

3. Idem ratione suadetur a posteriori. — Saturnus, et ex testimonio auctoribus instituentis, et ex assensu Pontificum approbationem, constat hunc esse finem Societatis. Nescio hic alia ratio postulanda est, quia finis intentio seu designatio libera est operantur vel artificil; ille ergo est finis rei institutae, quem ipse institutor sibi proponeret, quemque intendere tenetur omnes, qui talem vivendi rationem proficirentur. Deinde (a posteriori argumentando), ille est finis aliius status, ad quem praecipue operationes ejusdem status, et media, qua ad illas ordinantur, diriguntur; nam operatio est finis proximus seu formalis, seu finis quo (ut Theologii loquuntur) id autem, quod per talem operationem comparatur, est finis qui intenditur, seu cujus gratia res instituta est; sed omne fere opus ac negotium Societatis ad hoc tendit, ut animarum salutem et perfectionem, quantum divisione gratiae cooperando posita, promoveat; et tota ratio instituendi, distribuendi ac perficiendi membra sua in hunc finem respicit, ut ea faciat apta instrumenta ad animarum salutem procurandam, vel ad hoc opus aliquo modo juvandum, unumquodque pro ratione sui gradus; ergo signum est huncius finem Societatis. Major ut nota supponitur ex I. 2. q. 4 et 3, et ex Metaphysica. Minor, et ex bullis ac constitutionibus citatis, et ex praxi et usu manifesta etiam est, et in sequentibus erit sepius repetenda; nam magis a priore procedendo, ex predicto fine colligemus, quam recte sint haec omnia in Societate instituta.

4. Puncta duo discutienda, ac ratio difficul- tatis ulterius. — Eiusque occluditur. — Ut au-
tem finem hunc et ejus perfectionem amplius declamemus, duo circa illum inquirere possimus. Primum, quomodo possit hic esse finis aliquus religiosi status; secundum, si est, quo sensu dici possit Societate propria. Ratio dubitandi in utroque puncto est, quia finis illae duas partes includit: una est præsenta perfectionis ipsorum religiosorum; altera est sanctification aut perfectionis aliorum proximorum. Ex quibus prior est quidem accommodatus et propria finis religiosi status. Posterior vero non videatur pertinere posse ad finem illius; non quidem quia infra illum statum sit, sed potius quia multum illum excedere videatur. Ait enim Dionysius, de Celestia hierarchia, cap. 9, omnium divinissimum esse, Dei cooperatore sibi circa animaram salutem, juxta illud 1 ad Corinth. 3: Dei adjutores sumus. Est ergo ille finis supremus omnium, qui esse potest in aliquo statu Ecclesia. Pertinet ergo ad supremum statum, qui est Epicoporum, non ad religiosum, qui inferior est. Docuit huc elegantiter Nazianzenus, oratione prima, non solum attribuendo Episcopis tamquam propria debitam perfectionem primam, illis verbis: "Antistitis vitium est non quum optimum esse, ac novas subinde virtutum accessiones facere, sicutem virtutis sua præstantia multitudinem ad medietatem tractarem sit; sed etiam de fine perfe ciendi aliis ita disseruit: Hoc scopus est anima penitus dare, ac mundo nam cruci pere, Deoque dare, divinamque imaginem aut manuem conservare, aut periclitantium salutem, aut dilectum in pristinum statum revocare. Quum finem dicit deceper esse scopus totius divinae providentiae Dei erga homines, et Incarnationis Christi; ac tandem conclusit: Ac nos huic medicos scientiae ministeri et adjutores sumus, quia unum aliis presidium. Quibus cum magnum atque amplium sit propriit vitia morbosque percipere, tisque mediendi, multo tamen majus ac præclarior est, aliorum mortuo curare, ac eis repugnare posse, atque ut uti quisque utile sit, nemo et his qui curatione indigent, et his qui medendi scientiam profissionem. Videtur ergo arrogante cujusdam esse in inferiori statu, hunc finem sibi attribuere, sive usurpare. Et confirmatur, ac declaratur ex dictis superiori tomo circa differentiam status religiosi ab Epicopali; nam Epicopalis est status perfe ctionis exerciendo seu communicando; religious vero est status perfectionis acquiriendo, ut docuit etiam D. Thom. 2. 2, quest. 186, art. 5. Propter quod etiam in cap. Hoc nunc quam, 7, q. 1, ex Concilio Constantino politanismo, dicitur: Monachorum via perfectionis habet verbum, et disciplinam. Et ob eamdem causam Dionysius, cap. 6, de Ecclesiastica hierarchia, religiosum statum posit in ordine inquirantum, seu perfe ctionem et non in ordine ministrantum, seu perfe ctionem. Et vero incumbe aliorum salutem pertinet ad statum perfe ctionem; ergo non potest esse finis accommodatus religiosi status; ergo status, qui habet hunc finem, hoc ipso deficit a ratione perfectae religionis; tum quia non minus monstruosum est, et perfectionis contrarium, altiora se quare quae a debita perfectione deficeret, cum quodam arrogante genus indul esset videantur; tum etiam quia, eo ipso quod in aliquo statu excenditur limites operantur ultra mensuram accomodatam tali statui, non solum perfecto non acquiritur, verum potine illi, qui tales statum profiteantur, exponuntur etiam innumeris personis armantendi etiam spirituellement vitam. Quod praecipue contingere potest in hoc fine querendi salutem anum, qui multa pericia habet annexa, perseritam superstitionibus, ambitio, et vanitas gloriae, et inferiorum lapsam fragilitatis humanae. Quod si forte dicatur hunc solum prohibi, hunc non possit esse finem directum et primarium aliorum religiosis status, non tamen inde concludi, per quamdam redundantium et quasi extensionem non posse religiosum statum ad hunc finem ordinari, si hoc (inquam) dicatur, primo repugnatur omnibus testimonii auxiliis, et destruuntur omnia, quae de fine hujus religionis constare dicta sunt. Deinde nulla euris differentia in hoc inter illam et alias religions, perserit mendicantes, quae hoc saltatem modo ad salutem proximorum ordinantium, veluti religio Pradicatorum, ut nomen ipsum pra se fert. 5. Quære animarum salutem posse esse finem principalem aliorum religionis. — Circa questionem hinc primum omnium statuum est, finem hunc querendi proximorum salutem et perfectionem, esse finem non accidentarium, nec secundarium huic religiosis, sed principalem, et maxime proprium, ut verba instituti, et Pontificia scripta manifeste testantur; ita vero sumendus est hic finis, ut ab alio, scilicet, perfectionis propriis acquirendae non separatur, sed sit quasi determinatio ejus, vel potius mutuo esse determinat, et ita ex eis confeletur unus esse adequatius et perfectissimus finis talis religionis. Ut autem hoc explicemus et confirmemus, primum probandum est posse hunc finem salutis animarum.
esse primarium scopum alicujus religiosi statut, quod sumi potest ex D. Thom. 2. 2. q. 188, art. 4, et Cajet. ibi. Idque sic ostendo; nam, licet religiones omnes pro scopo habeant perfectionem charitatis, singula tamen illam inquirunt peculiari modo, seu in proprio aliquo opere, seu ministerio, quod est veluti proprius uniuscujusque scopus, ut indicavit Noyes Abbas, apud Cassianum, collat. 4, fere tota; et D. Bonav., in Speculo disciplinae, cap. 6, tom. 2 opusculi; et in superiori tomo id declaratum est, circa statum religiosum in communi, et iterum hic ipso tomo, in tract. 9, circa varietatem religionum dicitur. Sic enim quaedam religiones ordinantur ad solam contemplationem, vel laudem Dei, quaedam ad hanc vel illam actionem in defensione Ecclesiae, redemptionem captivorum, curationem infirmorum, etc. Hinc igitur sic colligio, nam religio institut potest, quae pro suo peculiare fine principaliter habeat aliquod ex predictis misericordiis operibus, ut ex usu Ecclesiae constat; ergo multo magis institutum potest, quae pro fine habeat maximum charitatis opus erga proximos, quale est eorum externum salutem procurare, nullumque laborem propter hunc finem assequendum recusare.

6. Swactetur Scripturae testimonia. — Ratione idem ostenditur. — Quin potius, si recte verba Christi in Evangelio expendamus, hic videtur esse praeceptum finis status religiosi a Christo Domino instituti, vel significati. Nam, Luc. 9, cum quaedam ad perfectionem vocasset, dicens: Sequere me, et ille respondisset: Dominus, permette mihi primum ire, et sepeplio patrem meum, respondit Dominus: Bine ut mortui sepeliantur mortuos suis, tu autem vade, et annuntia regnum Dei; indicans, propter hoc munus principaliter illum vocasse ad statum perfectioris, ut, salicet, annuntiaret regnum Dei. Et, Marci 10 dixit: Nemo est qui relinquetur domum, aut fratres, etc., propter me, et propter Evangelium, qui non accipiat centes tantum, etc., quam ultima particularum solus Marcus addidit. Et Euthym., cap. suo 41, in Matth.; Barrad., tom. 3 Concord., libro quarto, cap. decimo, et alii post Hieronymum, Matt. 19, illam ita interpretantur, propter Evangelium annuntiandum. Sic etiam Apostolos, quos in religioso statu prius institut, ad hoc principaliter vocavit, ut essent piscatores hominem. Est ergo hic non solum aptus, sed etiam maxime perfectus finis status religiosi. Ratione denique declaratur; nam finis, qui magnam perfectionem requirit, et cujus operatio, seu inquisitioni, et per se spectata, opus perfectionis est, et multum ad perfectionem juvat, finis est status religiosi, cum ipse essentialiter sit status comparande perfectionis; sed hujusmodi est ille finis, ut per se manifestum est, et in predictis bullis Societatis sepius declaratur. Nam in prima formula instituti Paulo III posita dicitur, rationem hujus instituti iam quamdam esse ad Deum. Et Pontifex testatur, omnia et singula (solicit sibi propoita) ad spiritualerum profectum eorumdem sociorum, et reloqui Christiani gregis esse opportuna. Quae iterum in bulla I Iulii III repetuntur. Et multa adduntur, quae perfectionem et excellentiam hujus finis satis declarant. Præcipue vero notanda videntur verba illa, quae ex parte Societatis proponuntur: Quis ad nos esset, ante quem haec oneri humeros supponat, dixit multumque meditentur, an tantum pecuniis spiritualis in bonis habentes, ut turris hinc justa consilium Dominicum posset consummare; hoc est, an Spiritus Sanctus, qui illos impellit, tantum illis gratiae polliceatur, ut hujus vocationsis pondus se laturus sperent; et postquam, Domino inspirante, haec Jesu Christi militiae nomen dederint, de nos subtrahit tumbos, et ad tam grandis debit solutionem prompti esse debeat. Et infeitis sunt alia verba multum notanda, et praebet oculus semper habenda: Revera hoc institutum omnium humiles, et prudentes in Christo, et in Christiana vita puritate, ac litteris conspicuis existit. Non est ergo hic finis, tamen se in se perfectissimus, statui religioso proportionatus, si ordinato modo et per consensus media intendantur.

7. Non repugnare religioso status simul acquirere, et communicare perfectionem tamquam duos fines principales partiales. — Quocirca, quamvis de essentiis status religiosi sit viam esse, et solam proprio perfectionis acquirendae, ita ut a tali statu hoc separari non possit, non tamen illi repugnat, quod sit simul status perfectionis exercendae et communicandae, ut etiam in tomo superiori circa statum religiosum in communis annotatum est. Et patet facile, tum quia, licet religiosis diacant esse in via perfectionis, non tamen propertia excluditur quin in religione esse possint, ac frequenti sint multe jam perfecti. Nam, licet in presenti vita, non ita pervenias, sed etiam maximino perfectus finis status religiosi. Ratione denique declaratur; nam finis, qui magnam perfectionem requirit, et cujus operatio, seu inquisitioni, et per se spectata, opus perfectionis est, et multum ad perfectionem juvat, finis est status religiosi, cum ipse essentialiter sit status comparande perfectionis; sed hujusmodi est ille finis, ut per se manifestum est, et in predictis bullis Societatis sepius declaratur. Nam in prima formula instituti Paulo III posita dicitur, rationem hujus instituti iam quamdam esse ad Deum. Et Pontifex testatur, omnia et singula (solicit sibi proposita) ad spiritualerum profectum eorumdem sociorum, et reloqui Christiani gregis esse opportuna. Quae iterum in bulla I Iulii III repetuntur. Et multa adduntur, quae perfectionem et excellentiam hujus finis satis declarant. Præcipue vero notanda videntur verba illa, quae ex parte Societatis proponuntur: Quis ad nos esset, ante quem haec oneri humeros supponat, dixit multumque meditentur, an tantum pecuniis spiritualis in bonis habentes, ut turris hinc justa consilium Dominicum posset consummare; hoc est, an Spiritus Sanctus, qui illos impellit, tantum illis gratiae polliceatur, ut hujus vocationsis pondus se laturus sperent; et postquam, Domino inspirante, haec Jesu Christi militiae nomen dederint, de nos subtrahit tumbos, et ad tam grandis debit solutionem prompti esse debeat. Et infeitis sunt alia verba multum notanda, et praebet oculus semper habenda: Revera hoc institutum omnium humiles, et prudentes in Christo, et in Christiana vita puritate, ac litteris conspicuis existit. Non est ergo hic finis, tamen se in se perfectissimus, statui religioso proportionatus, si ordinato modo et per consensus media intendantur.
sextio, ostendi, perveniri nihilominus potest ad eum gradum, et perfectionem virtutis, in qua positum aliquis dici simpliciter perfectus, pro capto hujus vitae. Ergo hic gradus perfectionis non excluditur, sed potius intenditur in statu perfectionis religiosae. Ergo eadem ratione possunt principaliter et quasi ultimae intendi ea opera, qua virum perfectum requirunt, cum omnis perfectio hujus vitae vel in operatione sit, vel propter operationem; hujusmodi autem opera post sinceram Dei dilectionem sunt illa quae circa salutem animarum exercentur; ergo exercere et communicare hoc modo perfectionem non est repugnans huic statui. Et vel maxime quod ipsam operatio perfecti et alios, potest illa perfecti, ut multum perfectier ipsum perfectorem, seu cooperatorem alienae perfectionis; ergo recte potest comprehendii in primario fae status religiosi, etiam si sit status perfectionis acquirernde, quod insinuatam est in illis verbis B. Ignatii: Curti primo Deum, deinde hujus sui instituti rationem quia quaedam est ad illum quod vixerit ante oculos habere.

8. Primum discrimen inter Episcopos et religiosos, quatenus utrique pro sectam animarum procurant. — Secondum discrimen. — Religionem non idem intenderis alios perfecere, quam personae ad hoc munus idoneos creare. — Tertium discrimen. — Ex quibus potest multiplex differentia assignari inter statum Episcopi, quatenus est status perfecti et alios, et statum religiosum, quatenus hujusmodi actionem participatur. Nam imprimis Episcopis convenit hoc munus per se, et ex officio, ideoque quasi principaliter; religiositas autem publica convenire potest quasi ministriliter, et in subsidio Episcoporum, ut sentit D. Thomas, d. q. 188, art. 4; et ibidem magis Cajetanum explicavit. Unde omnis potestas ad hos actus necessaria est jure ordinario in iipsis Episcopis; in religiosis vero, quatenus tales sunt, solus esse potest per delegationem vel ab ipsis Episcopis, vel ab universalis Ecclesiae Episco. Unde etiam fit ut potestas perfecti et alios plenarie (ut sic dicas) sit in Episcopis, quoad potestatem quidem ordinis, absolue, et simpliciter; quoad potestatem autem jurisdictionis, quantum satis est ad ordinariam gubernationem, licet cum dependentia a capite, a quo potest illa jurisdictioni limitari, quia ad ipsammet gubernationalen ita expedit. In religiosis vero solum est participatio aliqua hujus potestatis, que regulariter non extenditur ad omnes actus perfecti et alios; neque enim possunt vel per sacramentum confirmationis fideles perficiere, nec per organizationem sacerdotes consecrare. Unde potest alia differentia tandem considerari; nam in eo, qui perfectum est alios, duo requiruntur: potestas et pravitas seu sanctitas aut perfectio personae; status ergo Episcopalis constituit hominem in statu perfecti et alios, dando potestatem, non vero dando probationem, sed hanc alienam et supponendo. Status vero religiosus, quatenus tendit ad perfectionis alios, ex praescipe tendit, ut conferat personae probationem, et perfectionem necessarium ad tam perfectam operationem, expectando postestatem ab eo qui illum conferre potest, voluntat ejus tam concessione postestatis, quam umum eum committiendo. Et ad hoc significandum, tam in dictis bullis, quam in constitutionibus Societatis, ubicumque de eis justis agitur, conjungitur haec dependentia et subordinatio ad Summum Pontificem, ac si nos docere voluerit B. Ignatius, finem hujus instituti, non tam esse praeclara vel docere, etiam, quam facere homines idoneos, expeditos, et expositos, ex vi sui instituti, ad sanctorum predicandum, docendum, et si a Summo Pontifici, vel ab Praelecto Societatis ejus vicem habente, ad hoc fuerint destinati. Sic in prima bulla Pauli III incipit formula instituti: Qui cumque in Societate nostra, quam Jesu nomine signantur capite, nulli sub Crucis velico Dei militare, salvi Domine et Summo Pontifici ejus in terra Vicario servare. Et tam in illa, quam in prima bulla Julii III, momentum omnes socii, ut sciant, et quodam animo volvant, Societatem hanc unam et singularem sub S. D. N. Papa, et aliorum Romanae Summorum Pontificum successorum ejus fidei obedientia militare. Et hinc uteur dicat speciale votum obediendi Summo Pontifici circa missiones, quod profess Societatis faciat; et circa hoc ipsum momentur socii, nihil debebant per se vel alios circa has missiones procurare, sed totum hanc curam Summo Pontifici, et Preposito generali vicem ejus tenenti, esse dimittendum. Ex quibus omnibus recte intelligitur finem intrinsecum (ut sic dicas) hujus Societatis esse creare et instituere ministros ita perfectos, ut ad ministro salutis animarum ad notum voluntatis Praelectorum digne assumpsit, qui finis
non est extra litudinem illius status religiosis, qui est ad perfectionem acquirendum, licet illum elevet, et extendat etiam ad finem perfectionis communicandae et exercendae, modo proportionato religioso statui. Unde adjungi etiam potest tertia differentia; nam status Episcopi se prae primo ad aliorem utilitatem ordinatur, et in ea statu, quantum est ex vi status, et non ad propria utilitatem etiam spiritualia: quamvis enim persona Episcopi in exercendo suo munere illum possit et debeat intendere, tamen minus ipsum per se et natura sua solum est ad utilitatem aliorum. At vero status religiosus ita ordinatur ad animarum salutem, ut illammet negotiacionem respiciat, ut magnam perfectionem ipsius operantis, a cujus intentione nonquam separat utilitatem aliorum, et ideo hanc ipsum utilitatem eo pondere et mensura procurare, quae propria perfectionem non impediat, sed potius ad eam juven. Hoc ergo modo finem hunc sibi Societas proposuit.

Quo pacto perfectio propria et proximorum possit esse finis Societatis proprius.

9. Diversae modi tendendi in finem perfectionis, diversae rationes finis formaliter effecerunt. — Secundo principaliiter coligitur ex dictis responso ad secundum punctum in num. 4 propositum; quomodo, scilicet, finis supra declaratus sit proprius Societatis, quantum ad eam partem, in qua dicitur ordinari ad propria perfectionem sociorum. Quae difficultates fere omnibus religionibus proponi potest, et maxime illis quae ad proximos non ordinantur, quia omnes hunc solum finem intendere videntur. Estigit ad vertendum (quod etiam tractatu precedenti, libro primo, cap. primo, n. 4, notavimus), licet hic finem secundum se, et quantum ad rem illam, in qua talis finis consistit, idem sit nihilominus, propter diversum modum quo a diversis religionibus intenditur, diversae rationes finis formaliter (ut aiunt) induere, licet materialiter idem sit. Sicut enim philosophi dicunt, eundem locum diversis viis circulatori, aut recta intentium, induere diversas rationes termini, aut finis, ita in presenti eadem chartatis perfectio, intenta per talem regulam, aut vivendi modum, aut per peculiarem usum talis virtutis, induit diversae rationes finis, atque hoc modo intenditur in diversa statibus religionis. Nam a quibusdam quernitur per peculiarem usum contemplationis, ab aliis per pium usum in aliquo operae charitatis aut misericordiae; ab aliis per singularem observantiam paupertatis, etc. Et quamvis verum sit, fere haec omnia in omnibus, vel in pluribus religionibus observari, tamen ab eo, in quo unauptique excedit, et cui caetera omnia quaedammodo accommodantur, accipit propriam rationem et denominationem suam. Sic ergo habet Societas proprium quemdam modum in propria suorum membrorum perfectione procuranda, ratione cujus finem illum, ut proprium et peculiarem sibi usurpat.

10. Primum in quo consistit modus quarendi perfectionem in Societate. — Videtur autem mihi modus hic in duobus praecipe consistere. Primo, quia partem hanc sui finis alteri parti accommodat, qua ad perficiendos proximos pertinet; ita enim querit suorum sociorum perfectionem, ut totam illam, mediate, quibus comparatur, etc., velit deservire perfectioni proximorum; ut, verbi gratia, cum meditatio et contemplatio sit unum ex potissimis mediis ad perfectionem acquirendam, Societas ita in ratione meditandi, et orandi sus instituit, ut per illum ipsam optiores reddantur ad actionem circa animarum salutem intentam. Similiter moderatio in vicum et vestitum, usus penitentiae, rigor, et aspersiones corporis, media sunt valde utilia, et necessaria ad propriam perfectionem. Ex omnibus antem illis illud accipit Societas, quod ad propriam perfectionem sufficiat, et labores circa animarum salutem procurandam non impediat, sed potius, quod fieri possit, ad illos juven. Pro certo enim habet ab suppose, ex hujusmodi respectu et accommodatione, non esse propriam perfectionem suorum vel minimum minendum; quia vera charitas non est charitatis contraria, neque ex fine salutis animarum, qui perfectissimus est, potest fructus perfectio aliorum operum religiosis minui. Quin potius, licet de substantia, seu materiali usu (ut sic dicam) aliorum operum aliquid interdum remitti videatur, ex conjunctione tamen ad illum finem, et ex mirabilis concordia, et proportione, quae ex omnibus illis operibus tali finis commodaturis consurgit, non solum suppletur, verum etiam mirum in modum angetur.

singulare epistola, quam de haec virtue nobis scriptam reliquit, ita, numero tertio, loquitur: Ab alis religiosis ordinibus facibus patiamur superari nos jejunium et vigiliius, etc., victus, cultuaeque asperitate, quam eto quisque ritu ac disciplina sancte sucepti sunt; vera quidem ad perfecta obedientia addictionem voluntatis, atque judicii maxime elenm, fratres charissimi, esse consipios, quia neque in haec Societati Domino Deo nostro discerniunt, ejusdemque Societatis veram, germanamque nobis, quasi nota distinguat, etc. Et in Constitutionibus sepe id commendat et exagerat, praesertim p. 6 c. 1: Tum (inquit) omnes plurimum observare, et in ea excellebant studiante, nec solum in rebus obligatorius, sed etiam in alis, licet nihil aliquid quam signum voluntatis superioris, sine ullo expresso praecptio videtur. Et infra: Haecissime omnes neros virtutum nostrarum ad haec virtutem obedientia, imprimit Summo Pontifici, deinde Superioribus Societatis exsibiendam intendamus, uta ut omnis in rebus, ad quas potest cum charitate obediencea se extendere, ad ejus omen perinde ac e in Christo Domino egredieratur (quandoque ipsum loco, ac pro ipsius amere et reverentiam obedientiam prestantam) quam promittam simus. Et infra requirit a suis obedientiam, tum in exercitio, tum in volupitate, tum in intellectu: de qua virtute, prout in Societate docetur et exercetur, specialiter a nobis, infra, in libro quarto, a cap. duodecimo, disserendum est; nunc obiter solum hoc tactum est, ut intelligatur, sicut aliae religiones eminent vel in panpertate, vel in rigore peccatentiae, vel in choro, etc., ita speciale studium Societatis esse in excellentia obedientiae, et per cam specialiter promoveret suos subditos ad perfectionem propriam. Hae autem excellenciae attendi imprimis potest ex parte materie; aliae eum religiones profinetur obedientiam secundum certam regule mensuram, ut etiam D. Thomas 9. 2. quaest. 186, notavit. Hie autem nulla adhibetur mensura, praeter supra indicatam, scilicet, ut opus injunctum cum charitate conjunctionem esse possit, ut declaratio addidit: Hujusmodi sunt illa omnia, in quibus nullum maniester est peccatum. Deinde etiam quod modum summum perfectionis postulatur, scilicet, quod sit ex tota anima, ex tota mente, et ex totius viribus, his enim eere equivalent verba ex B. Ignatio relata. Consonat autem optime hic peculiariis modus inquirendi propria perfectionem cum alio membro contento sub fine hujus religionis, de quaerenda perfectione proximorum, et cum priori etiam modo quaerendi propriam perfectionem, accommodate ad procurandum etiam perfectionem proximorum. Quia ad hanc spiritualum militiam contra mundum et contra demonem strenue peragendum, nulla virtus magis necessaria est quam obedientia, tum quia per illam specialiter movetur bonum a Deo, tanquam instrumenta ejus, quod in hoc negotio maxime necessarium est, juxta illud: Quomodo predicabunt, nisi mittantur? et illud: Nesci quis plantat est aliquid, neque quis rigat, sed qui incrementum dat, Deus; tum etiam quia in hoc opere necessarium est multa et difficilia ministeria exerceret, et variis gentibus et regnis vel predicaret, vel aliis modis spiritualiter juvare; et ideo nisi ministri Societatis esset in haec virtute promptissimi, et valde exercitati, revera non possent tantum opus pro dignitate sustinere.

12. Non solum hunc finem esse proprium Societati, quia illi per se conveniunt, sed etiam quia nulli aliis contenti.— Nulli religiones clericorum hunc finem conveniunt. —Ultimo ex dictis difficile non est alteram ejusdem secundi puncti partem expedire et explicare, quomodo propositus finis, quantum spectat ad salutem proximorum procurandum, sit proprius hujus religionis. Potest autem proprius vocari, vel quia ipsi per se ac principaliter convenit, et hoc sensu nullam habet dubitationem; quia et verbis satis expressis id assurrit noster Pater B. Ignatius, et ex omnibus dictis satis evidens est. Vef aliter dici potest proprius, quia ita illi convenit, ut nulli alteri religioni conveniat; et in hoc etiam sensu, si recte explicetur, verum quidem est; ostendet autem breviter collationem facta cum aliis religionibus. Ex quibus, ut supra distinximus, quaedam clericorum sunt, aliae monachorum. Et quidem religiones clericorum, quantum et statu sequente conditione personarum, apta sunt ad hunc finem, quia ad clericos se spectant actiones, quibus animalum salus procuratur; tamen nulla alia religio clericorum est, quae per se tendat vel obligetur ad hujusmodi actiones; ergo nulla per se intendit hunc finem. Consequentia evidentis est, quia religio maxime tendit et obligat ad eas actiones, quibus finis ab ea principaliter intentius comparandus est, aliqui non essent media fini proportionata. Minor autem constat facile discurrendo per hujusmodi religiones, ex quibus antiquissima est religio Canoniciarum regularium; novissima autem
prester Societatem esse videtur religio Theatiorum, aut alia, quae S. Pauli, vel etiam S. Barnabae nominatur in Italia. Prester quas sunt aliae minus note, quarum brevis memoria videre potest in Hieronymo Romano, lib. 6. Nullem autem ex his ex speciali instituto et obligatione ordinaturn ad actiones clericatus, quae specialiter circa proximos versantur, sed peculiariter ad eas quas ad cultum divinum pertinent, ut ex usu ipsi constat, et legentibus earum institutiones et regulas, seu vivendi modos, certius constat.

13. A monachatu hunc finem per se esse alienum. — Ordinis mendicantium non esse per se omnino alienum ab hoc instituto. — Monachatus autem iusta suam primum et puram institutionem, ad solam contemplationem instituit, et ad hunc finem cetera omnia, etiam exercitationes et laboraes corporis, assuebat, quod manifestum est erit legitimi antiquis monachorum Patres, preserint Basilium, in varis libris, seu sermonibus et institutionibus monachorum, et in Constitutionibus monasticis se regulis monachorum: et ex Cassiani libris de institutionibus monachorum, et collat. 9, a principio. Unde initio monachi regulariter clerici non erant, neque hoc per se pertinebat ad eorum institutum, ut sumitur ex c. Nemo, et ex c. Alia causa, 19, q. 1; et ex Dionysio, c. 6 de Ecclesiat. hierarch.; et D. Thoma 2. 2, q. 189, art. 8, ad 2. Vide etiam quest. 186, art. 7, ad 2, et quest. 188, art. 1, ad 2. Quo circa religiones monachales secundum suam primum institutionem, ad salutem proximorum procurandum per se non ordinantur, sed tantum ad perfectionem eorum, qui illas profitentur. Quod magna ex parte num etiam observari videmus in his religionibus, quae velitur per antonomasiam nomen monachialium retinuerunt, ut sunt religio S. Benedicti, S. Bernardi, S. Hieronymi, Carthusium, Premonstratensium, etc. Prester has vero instituti postea sunt ordines mendicantium, preserint D. Dominici, et D. Francisci; ordines quidem Carmelitarum, et eremitarum S. Augustini, quod primam institutionem antiquiores sunt, licet postea ad formam et numerum religionum mendicantium sint accommodati. Hi igitur mendicantium ordines monachorum etiam sunt, et ex hac parte non habent pro fine actions aliquas circa proximum, tamen ex peculiari institutione addisse videntur statuti monachatus respectum aliquem ad salutem proximorum procurandum; quod specialiter de religione S. Domini affirmin tantum dic. D. Thomas 2. 2, quest. 182, art. 4, et opusc. decimo nono, cap. quinto, ubi occasione defendendi religionem suam, ostendit posse religionem aliquam institutum ad predicandum, ad audientes confessiones, etc. Et Cajetanus, dict. articulo quarto, declarat esse proprium actum illius religionis predicare non ex officio, sed ministerialiter subveniendo Episcopis in eo munere. Et hoc ipsum nomen illius religionis declarat, propertea enim Pradicatorium appellata est; nam nomen illud (D. Thomas indicat) vacuit non est; indicat ergo proprium illius religionismunus, ad quod necesse est ordinari tanquam ad finem suum. De religione etiam Minorum, dixit Gregorius IX, ut refertur in compendio Minorum, verbo Pradicatorum, § 2, ministerium predicandi ex professione sua illi convenire. Idemque de ceteris mendicantibus sentiendum est, quia quod hoc fere sseque consentur, licet nonnulla inter eis sit diversitas. Nam ordine Carmelitarum et eremitarum ex prima institutione sine dubio non fuerunt propter hunc finem, sed postea ipsa usu, ac tandem approbatione Pontificium ab hujusmodi opus assumpte vel extente sunt; alie vero due religiones mendicantium monachorum ex prima intentione suorum fundatorum hunc finem participarunt, praeipue vero ordo Pradicatorum, qui propertea in sacrarum litterarum studis semper floruit, quia pro predictum finem hunc medium est imprimit necessarium.

14. Aliquid habere proprium Societatem, propter quod finis hic per autonomasiam illi convenit. — Nihilominus tamen in hujus finis intentione aliquid proprium habet Societas Jesu, ratione cujus merito potest finem illum sibi accommodare, et ab illo proprium rationem et modum sui instituti recipere. Quod imprimit in forma servata in prima institutione hujus religionis, et ex verbis Pontificum quibus illam approbarunt, quae jam supra retulimus, satis conjactari potest; in nulla enim aliarum religionum institutione, vel approbatione invenitur sua propitius, et toties repetitus hic finis, tanquam primarius illius religionis; quod credibile non est sine speciali ac vera causa factum esse, et a Pontificibus receptum. Deinde res ipsa in declaratur. Nam imprimit nulla alia religio speciali voto se huic muneri consecrat; Societas autem hoc facit per illud speciale votum, quo ejus professio se obligant ad obediendum Pontifici in missionibus ad salutem proximorum, et fidei defensionem aut dilatationem ordinatis; quod
instrumenti in his fere mediis posita sit, et ideo in discessu totius tractatus sigillatam et ex professo sint expounded, nihilominus operes pretium visum est illa hic summatione colligere, quia neque utilitas, neque perfectio haud religiosis, neque aliis proprietates, quas de illa ostendere intendimus, intelligi poterunt, non habita prins aliqua saltem generali notitia talium mediiorum. Ut enim religio aliqua perfecta sit, non satis est quod perfectissimum finem habeat, nisi etiam mediis utatur ad perfectam illius finis consequentio accommodatis; sicet neque et converse ad perfectionis religiosis satis est in optimis se exercere operibus, nisi illa sint proprio fine tali religiosis accommodata. Denique finis et medias adeo sunt inter se connexa, ut, licet in generali constet ex dictis in precedentia capite, quem finem intendat Societas, non tamen sitis explicari valeat, quam perfecte et exacte finem illum intendat, nisi media, quibus ad illum consequentiam utitur, considerentur.

2. Duplex genus mediiorum Societatis. — Quoniam ergo finis Societatis duas principales partes includit, quae sunt perfectio propria et proximorum, duplici etiam genere mediiorum utitur. Unum est eorum quae ad perfectionem propriae suorum subditorum ordinatur; alia est continet, quae proximorum commodi inserviunt. Quia vero precedentii capite, a n. 5, diximus ita Societatem intendere suorum sociorum perfectionem, ut totum illum quod fieri possit perfectio proximorum velit inservire; nam, ut dixit Bonifacius Papa, in a. Sunt nonnulli, 46, q. 1: Quanto quisque est celior, scilicet in virtute et perfectione, tanto est in his potestas, in his videlicet actionibus, quibus salus proximorum procurator: id est possunt non immortali omnium media, quibus Societas utitur, dici esse ordinata ad proximorum salutem. Tamen in hoc est diversitas, quae in idem fere redit; nam quaedam ordinantur immediata ad propriam sociorum perfectionem, licet mediate etiam referantur ad alios; alia vero proxime et immediate versatur circa proximos ipsos, quamquam illa etiam in bonum ipsorum ministrorum redundat, ut superiori capite etiam tacitum est, num septimo, octavo et decimo.

Quibus mediis Societas immediate propria sociorum perfectionem procured.

3. Media pro conservanda gratia.—Item pro augenda et perfecta.—In priori ordine numerari imprimis possunt ea, quae sunt sim-
CAP. III. DE MEDIS QUIBUS HAC

Sunt, ut videri potest apud Casmian. collat. 42, cap. 7 Quos omnes, sine dubio, perfectione nostri instituti amplitudine, ut ex verbis Beati Ignatii patet manifeste. Possunt etiam (quod ad perfectionem magis necessarium est) distinguere varia media, quibus et castitas custodiatur, et perfectione ejus aquiratur. Et in his mirum in modum abundat et excellit hoc institutionum. Nam huc spectat summa superiorum vigilantia, et inferiorum charitas, ita ut ipsae etiam cogitationes statim manifestare et communicare moncantur, ut lib. 40, c. 6, magis exponetur. Item huc maxime refertur custodia sensuum, vitare otium, cavere colloquia feminarum, nisi cum magna circumspicione, necessitate, vel utilitate, sacramentorum Povnitatis et Enchiridistis frequentus usus, ac denique moderatio victus ac vestitus, cum alias quae ad asperitatem corporis pertinent, juxta uniuscumque proportionata mensuram, ut inferius, cap. 9, fusius exponemus; ibique satisfactionem nonnullius objectionibus, quae in hac parte nobis fieri solet. Solum adverto inter hae media, quodam esse multum interiora et spiritualia, alia magis externa et corporea. Unde argui solet a sua detractoribus Societatis, quod in prioribus rigorosior quam par sit, in posterioribus lenior esse videatur. Deuisse autem advertere, finem Societatis utrumque postulare, et non esse minimum, quod et fini perfecte consequendo moraliiter necessarium est, et in se aliunde non habet excessum aliqui virtuti repugnantes. Hac autem in praestans ita esse, et per se, credendum est, non, solum propter auctoritatem Pontificii, sed etiam propter diuturnam experimentum et usum plurium virorum, qui et in vita et in doctrina inreprehensibilem fuerunt, et in particularis melius ratione ostendimus.

4. De perfectione castitatis in Societate observata. — Notatio contra accusantes Societatem nemini rigoris in quisquidam, et minimis in alius. — Aliunde vero ex parte materie exactam perfectionem in hujusmodi votis Societas profitterat. Licet enim verum sit, votum castitatis ex parte materie non admittere diversos gradus, ut S. Bonaventura, in Expositione regulae, cap. 1, circa finem, dixit; propter quod etiam Pater noster B. Ignatius, 6 p. Constit., c. 1, § 4, alit: Quo ad votum castitatis pertinent, interpretatione non indigest, cum constet quam sit perfecte observanda, nempe nullo Angelicam puritatem similiari, et corporis et mensis nostrae munditia. In quibus verbis imitatus est Sanctus Patres, qui virginitatem profluentes cum Angelis conferre solent, quos superiori tomo retinuimus, tractando de vote simplici castitatis; licet (inquam) hoc verum sit, nihilominus in modo et perfectione observandi castitatem, gradus aliqui distinguin pos-
rentia proprietatis et dominii etiam in commune, de qua religio Minorum mirum in medium, ae merito, gloriatur; illam enim arctissimam pauperatatem vocavit Gregorius IX, in c. Nimirum prave, de Excessibus Praecl., ubi non solum Minoribvs, sed etiam Predicatoribus illam attribuit, quia juxta primam institutionem utrique etiam observare tenebatur, ut tomo precedenti, disputando de religionibus mendicantium, dictum est; de facto tamen ex religionibus monachorum mendicantium sola religio S. Francisci in universum hanc pauperatatem profisset, ut colligitur ex Concilio Tridentino, sess. 25, c. 3, de Regular. Hoc autem pauperatis genium etiam Societas amplieetur in sua parte praecepta, ad quam reliquias ordinantur, scilicet, in Societate professa, ut constat ex bullis confirmationis Pauli III, et Greg. XIII, et ex 6 p. Constitutionum, c. 2.

6. Quedam notanda que maxime arctam Societatis pauperatatem commendante. — Primum. — In quo notari possunt aliqua singularia et propria hujus religionis, qua perfectionem hujus pauperatis augent. Primum, quod ad majorem ejus firmatatem et stabilitatem, non contentus B. Ignatius directo (ut si dicas) voti servandi hanc pauperatatem, voluit a professo etiam fieri aliud votum non permittendum, quantum in ipso esset, mutationem fieri in Societate, in his quae spectant ad pauperatis materiam, nisi per talem mutationem ipsa pauperatis magis esset restringenda, eujus voti obligationem postea, lib. sexto, cap. sexto, expendemus. Secundo non satis fuit eodem P. N. prohibere, ne domus professa redditus habeant, sed etiam vetuit ne Ecclesias, sacrificia aut fabrice applicari possent, aut ut alia ratione haberetur, ita ut punes Societatem sit oorum dispensatio. Unde nec anniversaria, nec capellanias habere possent, quod Minoribvs prohibita non est; quod etiam uberius infra, lib. quarto, cap. quarto, declarabitur. Nen minuit hanc perfectionem, qua hanc pauperatam habuit in commune in collegiis et domibus probationum non servatur, tum quia spiritus et perfectio totius religionis ex primaria ejus parte, et ex fine quo tendit, consideranda esset; tum etiam quia domus professae nullo modo juvari possunt, proventibus Collegiorum aut domorum probationis; et non tantum professi, sed omnes etiam coadjutores eorum, tam spirituales quam temporales, cum ipsii degen- tes, eamdem pauperatem servare debent, ut citato capite nono dicetur, in numero tertio; reliqui vero omnes, cum ad hunc perfectionis statum tendant, eodem pauperatis spiritu nutriti debent. Tum denique quia, si in collegiis aliquid de hoc rigore remittitur, est propter alioquem finem, et rationem moraliter necessariorum; idque simpliciter non diminuit perfectionem pauperatatis, qua non propter se, sed propter alium appetenda est. Tertio, potest in pauperate considerari actualis usus ejus: et in hoc multa ponderari possunt in hoc instituto, qua materiam hujus voti magnum amplificant, quale est non posse admittere stipendium, vel eleemosynam ullam, per quam actio aliqua, vel officium, quod circa proximum exercetur, compensari videatur; item non posse aliquid in particulari recipere ad proprium usum, sed in omnibus, quae ad vicum et vestitum pertinenter, ab his, que in commune distribuuntur, pendere: ac propter ea, nihil hujusmodi in particulari posse recipere, aut in propria cellis servare, non solum quia sine licentia Superioris hoc fieri non posse, quod fere alius religionibus commune est, sed etiam quia talis licentia, juxta communem et constantem usum, et observantiam hujus religionis, vel nunquam, vel rarissime petenda est aut offerenda. Quocirca, si omnis sincere consideretur, exacte observatur illud Pauli: Habentes alimenta, et quibus tegamur, his contenti sinus. Nam, hic in horum rerum quae non servetur maxima asperita (que pars est non mediocri pauperatatis), tamen juxta finem intentum servatur maxima moderatio, et, quod caput est, hujus usus mensura vel communis est, vel tota pandet ex alii, scilicet, moderatoris, voluntate; et in his duobus consistit formalis perfectio hujus usus pauperatis, ut ex Basilio, sermon. 1, de la- institut. monach., et regul. 44, ex fusius disputatis, et ex alius facile intelligere licet. Atque hunc nuncius sufficire de hoc medio pauperatis attigisse.

7. De perfecta obedientia in Societate observata. — De obedientia aliqua in precedenti capitata tanta sunt, que pro sumaria narratio- tione, quam nunc facimus, possent sufficiere, cum libro quarto, a cap. duodecimo, ex professo disputanda res sit. Non tamen omittam advertere S. Bonaventuram, in Expositione regulis, c. 2, judicasse religionem suam castas in obedientia superare, ex quo aliis limitate obedientiam promittant secundum regulam. Minores autem iudicantes in omnibus, que mala non sunt. Sic enim B. Franciscus, in c. 40 sive Regulis, inquit: Firmiter profi-
CAP. III. DE MEDIIS QUIBUS HÆC RELIGIO UTITUR AD FINEM, ETC. 574


8. De mediis ad internam sociorum devotionem assequendam pertinentibus.—Præter hæc, quæ sunt veluti fundamenta religionis, sunt quamplura alia media ad propriam perfectionem sociorum ordinata, quæ nunc summam ad duæ capita revocamus, quæ postea, lib. 8, fusius expendemus. Unum est eorum, quæ pertinent ad internam animi devotionem et puritatem assequendam, quæ sunt præcipue, quæ ordinantur ad familiaritatem et unionem cum Deo consequendum, et ita ex eis pendet fons et origo totius spiritualis incrementi, in quo ipso perfectio substantialiter consistit. Ad hunc ergo ordinem spectat quotidianæ lectioni, et meditatio, oratio et contemplatio. Item quotidiana, vel potius bis in die repetita conscientiae examinatio, cum frequenti et valde circumspecto confessionis usu, juxta ea quæ traduntur in Examine, c. 4, § 23, et tertia parte Constitutionum, c. 1, § undecimo. Atque ad hunc finem ordinatur accurata institutio de rebus spiritualibus, et frequens de his rebus consultatio, et propria conscientiae communicatio, tam cum superioribus, quam cum alis Prefectis, quibus hæc cura demandata est. Præterea, ad eumdem finem juxta præc. ac peculiaris exercitiorum spiritualium usu, quod non solum in ipso ingressu, sed perpetuo per singulos annos, ut libro illo octavo, cap. 4, in fine, adducemus, excceuntur. Denique frequentes exhortationes spirituales, et familiaria de rebus divinis colloquia, quæ juxta sui instituti rationem inter socios esse debent, ad eumdem finem ordinantur.

9. De mediis ad propriam abnegationem, affectuumque mortificationem obtinendum.—Alinda caput continet omnia, quæ ad veram sui abnegationem et effectus mortificationem adhibentur. Nam statim in principio, in ipso examine admonitor, mundo ac propri amor mortuos, soli Christo Domino vere debere, et hanc abnegationem, et continuam in rebus omnibus mortificationem, quod fieri possit, esse ab eis quærendam. Et tertia parte Constitutionum, c. 4, magnopere conferre dicitur, ut ea munera obeant, in quibus maxima humilitas et charitas exercetur. Item ut diligentissimè current portas suorum sensuum custodire. Maxime vero curat Societas, et honorum ac dignitatum ambitioni viam precludere; et ideo professi Societatis peculiari voto obligantium extra Societatem eas non acceptare, nisi in conscientia ab eo, qui postest, obligentur; intra Societatem vero nec directe, nec indirecte eas procurare, ut lib. 6, a c. 7, tractabitur. Et ob eamdem causam, ad tollendum omnem occasionem, Superiorem electiones, præterquem solius Generalis (hæc
enim vitari non potuit) sublatae sunt, sed eorum distributio ipsi Generali est commissa, de quo in lib. 10 agendum. Denique ex hac renunciatione et propria abnegatione, mira sequitur pax, et animorum unio, ac fratrum charitas, quam totis viribus inter suos procurat Societas, et in ea magna partem sua perfectionis ponit; unde P. N. Ignatius, in Prooemio Constitutionum, in hac constitut totam vim et efficaciam suarum legum seu constitutionum, et ideo, 3 p., c. 1, § 21, illa duo simul conjuncti, dicens: De ipsis crebro tractantes, quae ad sui abnegationem, in virtutibus profectum, et omnimodam perfectionem attinent, ad ea se invicem exhortando, et praevipe unitatem et charitatem fratrum. Et statim, § 22, humilitatem et dispositionem eternum conjungit; et ibidem, et aliis locis, varia media ad hanc animorum pacem et unionem tradit, quae Societas diligenter observavit, quae ex discursu hujus operis latius constabant; nunc enim ad compendiosam institutum propositionem, quam hic intendimus, hece quod hanc partem sufficienc.

Quibus mediis Societas salutem proximus procole procevet.

10. De mediis positicis, ac formaliter spirituallibus. — Superest diecendum de alio ordine mediorum, quae circa proximum directe versantur, vel ad illum proxime referuntur, quae varia sunt et multiplica. Partim enim in actione consistunt, partim in privatione, partim vero in ipsomet modo, seu dispositione totius Societatis, et ratione vivendi illius. Nam primis ex illo fine juvandi proximos ortum est, ut hæc religio, et habitu et munere clericorum instituta sit, ut in c. 5 declarabimus. Unde hoc potest constitui tanquam primum medium, scilicet, assumptio status clericalis, quo possint proximis insinuare, et consequenter omnis dispositio, quae ad talem statum digna assumilum necessaria est, maxime in his hominibus qui perfectionis viam proficientur. Secundo, inter hec media numeranda sunt omnia ministeria sacra, quae ad purgandos, illuminandos, et perficiendos alios utilia sunt, inter quae primarium locum tenet sacramentorum administratio, praesertim confessionis et Eucharistiae, quæ hujus instituti maxime propria est, ut ex bullis Pauli III et Iuli III, et Gregorii XIII, et ex forma institutti, quae in eis referatur, et ex omnibus constitutionibus statis notum est. Et huc etiam spectat sacrificii suis Ecclesiam juvare, pro conversione infidelium, et correctione hereticorum, et fructu ac profecto ipsorum fidelium ex frequenter offerendo. Tertio, principaliter etiam ad hoc genus mediorum spectat quodque ministerium verbi Dei, quod varia modis, et magna ex parte propriis, in hac religione exercetur: primo, per publicas condendae, vel lectiones sacras ad populum; secundo, rudimenta fidei perius et rudioribus hominibus tradendo, quae occasione, ad communis volgi utilitatem divinum verium, non tantum in Ecclesiis, sed etiam in vicis et plateis publice disseminando; tertia privatis colloquis et sacris conversationibus proximos juvando, nec eorum vitia fraterne corrigendo, nunc ad virtutum opera, et sacramentorum frequentiam eos exhortando, nunc vero etiam in operibus perfectionis eos instruendo, vel excitando. Quarto, his adjungatur spiritualium exercitiorum communicatio, et usus, quo homines et vitam in melius mutate, et se ipsos cognoscente incipient, et de rebus aeternae serio cogitare, ac negotium proprium salutis cum Deo tractare, et ab ipso postulare addiscunt. Quinto, anumerari possunt congregationes cuiuscunque modis visorum sub regimine Societatis create, ac Pontificis Indulitis munite, ubi plerisque modis familiaris ad aeternam salutem promoverunt. Sexto, huc etiam spectat tempore mortis juvare proximos ad pie sancteque morientur. Atque hæc fere media sunt, quæ circa fideles ipsos exercentur, quæque lib. 9 signillat tradentur. Septimo, hic adjungi possunt omnia illa, quæ ad conversionem infidelium quorumcumque in Societate assumuntur, sive inter Gentiles, sive inter haereticos. Quo praecipue spectat quarto solemne voto obediendo Summo Pontificio in missionibus, etiam difficilissimis, et ad quasquebus orbitis partibus, etiam remotissimis, et inter barbaras nationes, etiam sine vitio peregrinando ex eleemosynis, si necesse sit. Nullo aliud emolumentum, nisi salutem animarum, inde expectando.

11. De mediis per relationem extrinsecus spiritualibus, quorum unus est litterarum studium. — Post hæc media, quae propinquissima sunt, et maxime spiritualia, adjugantur illa, quæ preparant socios ad hujusmodi actiones erga proximos. Et quoniam hæc preparatio in duobus consistit, in vita, scilicet, et doctrina, juxta illud Pauli, 4 ad Timot. 4: Attende sibi et doctrinam; et illa, quæ ad vitam pertinent, eadem sunt cum his quæ ad propriam perfectionem ordinantur, solum hic su-
CAP. III. DE MEDIS QUIBUS HYEC

persuert ca, quae ad studia litterarum, et doctrinam comparandam vel tradendam assumuntur. Nam, cum studia litterarum per se non videantur quicquam referre ad spiritualem animae et charitatis perfectionem, nam potius scientia infat, charitas autem ordinatur, ut ait Paulus, 1 ad Corinth. 8, ideo aliquibus visum est statu religiosi non convenire, cum hi statu ad perfectionem charitatis ordinetur. Contra quos scripsit D. Thomas, articulo quinto, q. 188, 2, 2, ubi inquit an sit instituenda aliqua religio ad studendum. Et respondet studium litterarum omnibus religionibus, etiam puram contemplationem profitemus, esse utile; religiones vero, que ad salutem proximorum procurandum ordinatur, esse necessarium, juxta illud, ad Titum 1: Apostolatem eum, qui secundum doctrinam est, fidelem servemus, ut potens sit exhortari in doctrina sana, et eos, qui contradicunt, arguer. Cum ergo ostensum sit, Societatam principaliter ordinari ad proximos juvandos, recte concluditur studia litterarum esse illi maxime necessaria. Quod etiam docet P. N. B. Ignatius, in 4 p. Constit., a principio, et per totam illam mirabilis providentiae et prudentiae omnia dispositum, quae ad hae media litterarum pertinent. Ex quibus quaedam pertinent ad disciplinam litterariam, ut sic dicam, alia vero ad doctrinam. Nam prius necessarium est eos, qui futuri sunt Societatis operarii, litteris addiscendis vacare; et quia rari, vel nulli sunt, qui sufficienter instructi et docti a principio recipiantur, necesse est ergo ut in ipsa religione iis vacant; per quod non impediret perfectionis proprie progressus, cum actio illa ex se valde honesta sit, et ex obedientia sumpta, et desiderio juvandi proximo, opus sit insignis charitatis; scientia autem, que hoc modo acquiritur, non infat, sed cum charitate edificat, et concordiam parit, ut recte D. Thomas dixit, dicto art. 5, ad 2; et latini declaravit, opusc. 19, c. 11. Quae vero studia religiosos decent, non est hoc loco ex professo declarandum, sed sufficit dicere, per se quidem ac directe studia sacrarum litterarum ad eos pertinere, ut docuit D. Hieronymus, epist. 4, ad Rusticum; sub illis tamen comprehendit universum theologicam doctrinam, et Sanctorum Patrum, Pontificum ac Conciliorum decreta ac sententias; nam in his tota sacra doctrina vel explicatur, vel continetur. Secundario ve-

ro, seu ministerialis etiam philosophica doctrina, et humaniores litterae religiosae necessaries sunt, his praeervit, qui cum haeretici sunt dimicaturi, et parati ac dispositi esse debent ad doctrinam hanc disseminationem per universum orbeh. Quam vero exacte, sapienter, et moderate hae omnia in Societate ordinata sint, postea, tota lib. 5, in particulari videbimus. Post disciplinam recte subsequitur doctrina, cum hic sit finis ejus; unde in hoc etiam genere actionis nihil Societas omittit, quod quoque modo juvare proximum possit. Nam (ut OMITTAMUS praedicationem verbi Dei, que magis ad affectum, quam ad intellectum ordinatur, et ideo superius, numero precedenti, de illa dictum est) occupatur Societas in docendis proximis, primo in scholis legendo publice Scripturam sacram, et theologiam Scholasticam; quod munus merito a religiosis usurpari, late defendit D. Thomas, opusc. 29, c. 2. Deinde casus etiam conscientiae docendo, et ubi necesse est, controversias etiam fidei agitando. Hinc ulterius ad liberales quoque artes docendas descendit, neque in his tantum sisteit, sed linguarum etiam peritiam, imo etipius Latine lingus prima rudimenta tradit; nam per hae initia ad majora pervenientium existimat, nec parva reputat, sine quibus magna non constant. Denique, tam per privata consilia, quam per generalem doctrinam, qua verbo, qua libris editis traditam, omnes omnibus modis juvare studet; nihil aliud (in hoc enim harum actionum perfectio posita est) quam eorum qui docentur bonum intendeo, et majorem Dei gloriam inde sperando, ut in suis Constitutionibus B. P. N. Ignatius frequenter repetivit.

12. Alterum est diversitas gradum et personarum quae in Societate reperturum.—Primus gradus scholasticum approbabatur. — Professo- rum gradus. — Gradus coadjutorum spiritualium. — Coadjutorum temporalium gradus. — Ex his vero sequitur diversitas graduum et personarum, quae in toto corpore Societatis cernitur, et inter media ordinata ad salutem merito numerari potest, nam ex hoc fine, et ex actionibus et ministerii proxime numeratis orta est. Ut enim novitios omitamus, qui omnibus religionibus cummodo sunt, quamvis in Societate aliquid speciale habeant, infra, lib. 2, c. 5, explicandum, post sufficientem probationem, et moralem et spirituali instructionem admittantur noviti ad primum Societatis gradum, qui scholasticum approbatio- num appellatur, in quo membra Societatis

1 Vide in tom. de Censur., dis. 33, sect. 3, a.n. 19.
vere efficientur, quie per tria substantialia vota religionis incorporantur. Quia vero tunc regulariter, ac per se loquenti, nec ad statum clericalem, nec ad sacra ministeria erga proximos exercenda sufficientiam habent, aut preparati sunt, proxime in hono finem admittuntur, ut ad eum statum, et ad alias actiones per studia litterarum, et virtutum progressum disponantur, et ideo nec per vota propria clericorum, neque etiam per solemnia, et omnino absint ex parte Societatis, admittuntur. Nam quo finis et actiones propriis Societatis perfectores sunt, eo magis probati et perfecti esse debent, qui ad eas simpliciter ac solemniter admittuntur. Ita ergo primis gradibus membrorum Societatis, in quo scholastici approbati existant, constituuntur. Postquam vero hujusmodi scholasticis, et sufficienter probati, et in litteris instructi sunt, et per sufficientem experimentum apti et idonei inveniuntur ad exercenda ministeria circa proximos supra declarata, et preservant ad eas missiones, ad quas pro salute animarum a Pontifici motti possunt, jam tunc presbyteri ordinati in ultimum gradum per veram professionem ad quatuor vota solemnia, quibus alia simplicia adjuncta sunt, ut lib. 6, c. 6, videbimus, a Societate admittuntur. Quoniam vero predicta Societatis ministeria multa dona et natura et gratiae requirunt, que non in omnibus, sed fortasse in paucis inveniuntur, ideo necesse fuit aliquos etiam sacerdotes post studia litterarum, et sufficiens de illis experimentum, in Societate intimis quam scholares ipsos admittit, ut juxta sumum captum in spiritualibus ministerios professos juvare possint, qui proporex coadjutores spiritualiter appellantur, qui quietum votum obsederint Pontifici in missionibus non emitunt, quia non supponuntur habere sufficientiam ad omnia ministeria, quae ex illius voti comprehenduntur. Neque etiam regulariter faciant solemnum professionem, ut debitus ordo et subordinatio melius conservetur, et proper alias graves causas in lib. 7, c. 4, tractandas. Dixi autem regulariter, quia interdum admittuntur aliqui ad professionem cum tribus tantum votis solemnibus, et substantialibus religioso statui; quod tamen non fit, ut dicemus ibidem, nisi per modum dispensationis, proper speciales rationes, et graves causas occurrentes. Tamen, quia, ut in simili dicitur, Actor, 6, quum non est derelinguere verbum Dei, et ministri mensae, ita etiam spiritualae operarii Societatis, vel qui studiis vacaturi erant, non poterant simul sine magno impedimento corporali ministeria sustinere, ideo necessarium fuit gradum alium in ea instituire, ad quern illi, quia coadjutores temporales vocantur, admittenetur, quos oportuit esse veros religiosos, et per substantialia vota Societatis conjunctos, ut cum majori deoentia, religione et charitable tali ministeria fiant. Horum autem religiosorum statui ac muneri non erat proportionatum quartum illud votum obsederint Pontifici; quia ministeria, ad quas ordinatur ille missio, ad tales personas non pertinebat; admittenetur ergo ad tria vota non solemnia, sed simplicia, sicut coadjutores spiritualibus, et scholasticis approbatis dictum est. De quibus omnibus gradibus inferius sit, sicut est dicendum a lib. 3 usque ad 8. Nunc enim solum propositi sunt, ut generalis quaedam notitia totius Societatis habeatur; et quia tota haec structura et fabrica ad predictum finem ordinata est, illique valide proporcionata existit, ac proporex a Summis Pontificibus, preservant a Gregorio XIII in constitutione Ascendente Domino, probata et laudata est.

13. De medii privatis ad candum solutum prominentium.—Ultimo, quoniam in n. 10 diximus, hoc media non tantum positiva, sed etiam privativa esse, et priora insinuata sunt, oporet posteriori breviter recensere. In hoc igitur ordine imprimit pono, non habere usum chori; quanquam enim haec actio valde religiosa sit, et ideo ab aliis religionibus observata, tamen, quia minimum religiosos Societatis impedit vel ab studiis, dum eis vacat, vel ab actionibus, et ministerios circa proximum, ad quod post studia destinandi sunt, et preservant quia parati esse debent ad varias missiones, et ad discurrendum per universum orbem, ideo Pater noster Ignatius Societatem voluit esse hac occupatione liberam. Et quamvis id multi in Societate notaverint ac reprehenderint, in c. 8 ostendimus illas nullae ratione sufficienti motos esse, sed hoc potius nuisse et Patrum sententiis, et rationi etiam valde consentaneum. Et ab hoc medium revocarentur omnes similis actiones, a quibus Societas etiam ex Pontificem auctoritate eximitur, ut sunt processiones publicae, et similis, quae cum cantu et choro conjuncta sunt. Abunditium medium privativum numerarum potest, abstinere a suspicienda cura monialium, ut libro nono, cap. octavo, numero decimo quinto, iterum dicemus; quamvis enim luquis rei pluris aliae rationes reddi possint, haec tamen...
CAP. IV. AN SOCIETATIS JESU RELIGIO

existimo esse praecipuum, quia judicatum est a B. Ignatii, in p. 6 Constitutionum, c. tertio, § quinto, ita expedire, ut socii expeditiores essent ad finem illum, quem praecipuus intendunt. Potest etiam inter hae mediai ponit, non acceptisse singularem habitum, sed communem clericorum honeste viventium, juxta morum regionis in qua socius versatur; nam hoc etiam ad hunc finem ordinatum est, ut facilius patet aditus ad omnes proximos, sive haereticos, sive fideles, etc. Et eadem ratione possit hic numerari communis et vulgaris victus, et moderatio a nimia vitae austeritate, in his qua ad corpus pertinent, quorum ratio in progressu hujus libri copiosius expeditenda est; et ideo de his mediis hae delibasse sufficiat.

CAPUT IV.

UTRUM SOCIETATIS RELIGIO CONVENIENTER INSTITUTA ET APPROBATA FUERIT.

1. Post causam finalem Societatis, agendam de triplici officiente.—Hactenus fere nomen solum Societatis, et quid eo nomine significet, a nobis explicatum est, ostendimus Societatis Jesu nominem significari quandam religiosorum hominum congregacionem, ad finem salutis animarum, cum talibus mediis, talique vivendi ratione institutam; nunc ex eodem fine et mediis distinctius declarandum est, quid et qualis sit hae religio. Quoniam vero quodquid quid est, supponit questionem an est, prius de haec questione aliud dicere operenter, nisi religionem hanc dari in Ecclesia satis jam per se esset notum; solum ergo superest ut de origine et institutione ejus, atque adeo de illius approbatione dicamur, atque ita fiat ut post causam finalem efficientes causas hujus religionis declaremus. Tres autem causa in ea fundanda considerandi possunt, scilicet, prima et principalis, quod est Deus; proxima et ministerialis, quae fuit privatus homo, quem Deus ad huc miracile opus excogitandum illumominavit, et exequendum impulsu et animavit. Tertia est Apostolica Sedes, que Dei nomine, ut vicem Christi gereens in terris, religionem hanc sua auctoritate suscepit et confirmavit, et de singulis paucae dicenda sunt.

De institutori Societatis, ejusque institutionis convenientia.

2. Pontificum testimonia de Ignatii et sociorum ejus sanctitate et doctrina. — Ut ergo a notoribus nobis incipiamus, prospectum est omnibus, religionem hanc institutam esse ab Ignatio Loyola, de cujus sanctitate, doctrina et nobilitate hic non dicam, quia ea magis ad historiam, quam ad disputationem scholasticam pertinent, satisque erudite ac copiose descripta sunt a familiaris ejus filio, gravique Patre nostro Petro de Ribadeneira, et postea a Petro Mapheo, ac novissime a Patre Nicolaio Orlandino, prima parte Historiae Societatis, ut in ore duorum vel trium sit omne verbum. Nobis ergo sufficient nunc testimonia, quae Pontifices Summi, nou solum de Ignatii, sed etiam de sociorum ejus pietate et doctrina, et de irreprehensi vel vita, nobis relinquunt. Nam Paulus III, in prima bulla confirmationis Institut, de Ignatio et sociis iuxta Igitur: In theologicos studias per plusu annos exercitati, Spiritu Sancto (ut creditur) pie affati, jam modum et diversi mundi regionum discendentem, in unum converserunt, et socii effecti, abdicavit hujus seculi illcecebris, eorum vitam perpetuo D. N. Jesu Christi, atque nostrero et aliorum successorum nostrorum Romaeorum Pontificum servitio dedicarunt, et jam quampluribus annis laudabilem in via Domini se exercerunt, etc. Quae iterum repetit in initio bulle secundae, ampliationis praedictae confirmationis; et inferior subiit: Nos igitur, ad eorumdem Ignatii Propositi et sociorum eum vitam et bonorum operum exemplum attendentes, eorumque desiderios annuentes, etc. Et in bulle tertia, in qua varias facultates concedit: Attendentes (inquit) ad fructus uberae, quos in domo Domini hactenus producitur, et producere non desinitis, vestra religione, integritate, scientia, doctrina, moribus, et experientia, plurimum in Domino confidentes, nobis, etc. Similia leguntur in bullo Iulii III, de confirmatione ejusdem instituti, et in fine ejus specialiter addit Pontificex: Considerantes, nihil quod pium, sanctumque non sit, in sancta Societate, ejusque laudabilibus institutis, ac exemplari Ignatii et aliorum sociorum vita et moribus repertis, etc. Ubi expendo idem testimoniun ferre Pontificem de sanctitate vitae Ignatii et sociorum, ac de ipso instituto, quod sua auctoritate approbavit. Quae testimonia sequentes Pontifices etiam post felicem B. Ignatii mortem sepius comprobabant, ut ex ceteris bullis constaret, et specialiter Gregorio XIII in bullo Quanto suffusius, domino memoria Ignatium Loyologam, Societatis institutorem, appellavit. Ac novissime Paulus V universae Societati, publico Confessoris non
Pontificis cultu rituque venerandum propo-
suit. Itaque de sanctitate fundatoris hujus
religionis impiie nunc dubitaretur, et spera-
mus fore ut per expressam Pontificis canoniza-
tionem universae Ecclesiae proponatur 1.

3. Religionem hanc convenientissimo tem-
pore fuisse institutam. — Ut vero rationem
hujus institutionis divinam potius quam hu-
manam aperiamus, opere pretium erit anno-
tare tempus in quo huc religio orta est. Natus
est enim Ignatius anno Domini 1491, et post
aliquos annos aetatis, a corporalis militiae
exercitatione ad spiritualem mirabiliter vo-
catus est, in qua diu ac diligentere se exercuit,
et alias exemplo suo, et familiari sermone ad
idem vita genus sibi adjunxit, et post multos
lares pro animarum salute suceptos, tan-
dem anno 1538, Romae cum sociis suis de
fundanda Societate deliberavit, et sequenti
anno 1539, confirmationem religionis suae a
Paulo III, Pontifice Summo, postulavit, et post
nullius anni accusatam examinationem, nimi-
rum 1540, approbationem obtinuit; ac proin-
de dicere possimus religionem hanc illo anno
incepsisse; quonquam tunc non simpliciter, et
tanquam perpetuo duratura approbata videa-
tur, quia solum est Cæta Societati faculas re-
cipienda usque ad sexaginta socios; post tres
vero annos idem Pontifex Paulus III absolut
et sine ullo restrictione illam confirmavit.
Est autem merito a multis sapientibus ac pru-
dentibus viris observatum, hoc eodem tem-
pore natum fuisse in Germania Martinum Lu-
thernam, anno scilicet 1483, octo nimirum
annis ante Ignatium; et anno 1521, publicum
bellum contra Romanam Ecclesiam excitasse,
innumerarum hæreses disseminando, et preser-
tim eas, quæ libertatem carnii concedere, et
subjectionem ac obedientiam Summi Pontifi-
cis destruere posse videarentur, quibus medis
innumeris habuit se blasphemie et iniqui-
tatis sectatores et ministros. Hoc autem ipso
tempore, quo videbatur fides in tot provinciis
Catholicis, et Ecclesiæ subjectis, labefactari ac
deficare, non sine magna Dei providentia co-
pit aperiæ ostium ac via, qua possit eadem
vera fides et Christi nomen ad innumeræ gen-
tium nationes deferi, in quibus antea audi-
tum non fuerat; in India, scilicet, Orientali et
Occidentali, et in multis regnis, et insulis, quæ
paene ante predicta tempora pietate, di-
ligentia, e industria Catholicorum regum
Hispaniae ac Lusitaniae explorata sunt. Hoc
ergo eodem tempore excitavit Deus Ignatium, qui
Societatem ad pæcentum animarum in
vita et doctrina Christiana, et ad fidei propa-
gationem ac definitionem (ut dicitur in Bullis
Pontificis, preseriti Gregorii XIII, Quanto
fructuosius) erigeret. Defensio enim fidei con-
tra haereticos fit, propagatio inter gentiles et
paganos, pæcentum vitae inter ipsos fide-
les et Catholicos. Convenientissime ergo ins-
tuta est ad hunc finem huc religio, eo tempore
quo et defensio fidei erat Ecclesiae maxime
necessaria, et propagatio valde opportuna, et
instauratio ac perfectio morum utilissima.

Spiritum Sanctum fuisse principalem auto-
rem hujus religionis.

4. Sopportatione testimonio Ignatii. — Probatur
auctoritatem Pontificum. — Atque hinc (ut ad
primam et principalem causam hujus religionis
ascendamus) colligere licet, non fuisse hoc
umanum inventum, nec B. Ignatium solo suo
humano ingenio aut virtute, tantum negotium
inchoasse, sed Spiritum Sanctum fuisse princi-
palem hujus religionis auctorem. Ita profetetur
idem Ignatius, in principio suarum Constitution
um, dicens: Summam sapientiam, ac bo
nitatem Dei nostror diversi esse, quæ consta-
tur est, gubernatur, aliquis promulga in suo
sancto servitio hanc minimum Societatem Jes.
us evaignata est inchoasse. Quod sane non
aliter fit divina sapientia, quam Ignatium
speciali instituto suo implicando, et ad tantum
opus excitant et movendo. Quod plane sen-
serunt Pontifices Summi; Paulus namque III, in
bullis suis, de Ignatio et sociis semper dicit:
Spiritum Sancto (ut creditur) affati. Julius
autem III simpliciter dixit: Spiritum Sancto af
fati, omissa particula ut creditur, quam non
existimam existisse, sed quod dubitationem
vel formidine in indicaret, consulto abla-
tam fuisse; nam diuturna experientia et uce-
res fructus simul cum approbatione predecess
orium sui, omnem formidando ratione, si qua
erat, auferre poterat. Atque eadem fortasse
ratione, Gregorius XIII, in bulla Quanto fruc
tuosius, absolute dixit: Ad quem faneSpiritus
Sanctus, qui bona memoria Ignatium
Loyolam ipse Societatis institutorem, ejus
que socios excitavit, medit etiam praelor, un
limeque opportunam hujus Sedis ministerio
tribuit atque confirmavit. Et paulo inferior:
Quapropter Societatis corpus idem Ignatius
divino instituto ita duavit disponendam, etc.

5. Rationibus et conjecturis idem substant.
CAP. IV. AN SOCIETATIS JESU RELIGIO CONVENIENTEM INSTITUTA, ETC. 577

— Prima, ex tempore opportunitate. — S. Ignatius Lutherum oppositor. — Sunt præterea conjectura et rationes multas, quæ veritatem hanc moraliter certam possunt efficere. Prima est illa, quæ proxime insinuata est ex fine Societatis, et medii quæ ad illum consequendum profutetur, adjunta opportunitate temporis, in quæ orta est. Pertinet enim ad specialem Dei providiamentum, quæ suam Ecclesiam regit et protegit, et insurgebit contra illum novis hostibus, novos etiam militae preparare, qui eam defendant, et ministros etiam Evangelii providere, quorum opera illud tandem vaticinium implurat: Fiet unus ovile et unus pastor, Joan. 10. Sicque experientia compertum est; insurgebit enim contra Ecclesiam Ariso, Deus contra illum Athanasium excitat; contra Nestorium, Cyrillum; contra Pelagium, Augustinum. Et qui historia ordinis Predicatorum scribunt, adverterunt, eo tempore Deum sacram illum religionem per S. Dominicum instituisse, quando Albigenenses, et alii haeretici Ecclesiam pacem perturbare incipiebant. Videmus autem religionem hanc eo tempore fuisse exortum, quo Lutherum bellum contra Ecclesiam excitavit, et directe, ac singulari quodam modo esse illi contrariam: Lutherum enim non solum apostata fuit, sed etiam religiosos omnes, ut apostataret, et fidèles omnes, viam perfectionis ut contemnent, persuadere conatus est; Ignatius autem non solum ipse religiosissimus fuit, sed socii etiam ad proprium et valde religiosum institutum sibi adjunxit, et per eos, ac successores eorum, non fidei Catholicam modo, sed sacras etiam religiones pro viribus defendere, casque quantum in se esset propagare, et agere, omnes fidèles ad viam perfectionis excitatu, conatus est. Lutheri lapsus inde primum incepit, quod contra Romanam Sedem immortale odium concepit; unde et ab illius obedientia discessit, et quos potuit, avertit. Ignatii vero cogitationes omnes in hoc praecipe posite fuerunt, ut se totum omnesque suos Sedis Apostolicæ servitiis consecraret, et novo viuulo voti solemnis obedientia conjungeret ac submitteret. Denique effectus ipse comprobavit, nullus Ecclesiæ ministro haestius restituisse magis Lutharianum et omnium novatorum consititam, quam Ignati filios, quos propter ea ipse haeretici summo odio prosequuntur. Idemque discursus potest facile ad temporis opportunitatem circa promulgationem Evangelii inter Gentiles cum proportione accommodari. Cum ergo haea ita sint, quis dubitare audet, ipsum Spiritum Saucium religionem hanc contra tot Ecclesiam hostes, ad tot preclerici fines et effectus excitasse?

6. Secunda ratio, seu conjectura ex effectibus desumpta. — Concluditur ratio ex reconsitibus effectibus. — Secunda ratio, illaque efficacia, ex effectibus et fructibus hujus religionis formari potest, juxta Christi testimonium: Ex fructibus eorum cognosce eos. Unde etiam D. Thom., d. opusc. 19, Contra impungantes religionem, ex fructibus religionis dicit, colligi posse et debebere, an convenienter instituta et approbata fuerit. Atque eadem ratione usus est Gregorius X., cum Concilio Luxemburgense, in cap. unico, § Sanes, de Religionis domibus, in 6, cum, loquens de Predicatorum et Minorum ordinibus, dicit: Quos evidens ex his utilitates Ecclesiae universali proveniunt perhibet approbatos. Quanti autem et quales universali Ecclesiae proveniunt fructus ex hujus religionis institutio et operibus, a nobis nec narrari necesse est, cum res per se sit evidentissima; nec decens appareat, quatenus ad laudem nostram portiner videantur, quamquam revera nostra non est, sed ipsius Spiritus Sancti, quem volumus ex his-effectibus hujus operis agnoscil autorem. Quia vero Spiritus Sanctus per Christi Vicarios Ecclesiam suam docet, quid ipsi de his fructibus senserint tacere non possimus, nullus enim in hane rem testes majori fide dignos affrere possimus. Paulus ergo III, etiam ante nata Societatem, postquam de vita Ignatii et Societate testimonium super rationem dedit, subdit: Et jam quam pluribus annis laudabilia in vina Domini se exercerunt. Quæ postquam in speciali numeravit, concludit: Et demum omnia charitatis officia, et quæ ad animarum consolationem faciunt, ubique terrarum, ubi peregrinae sunt, unita cum laude obvino. In bulla autem III, in qua varias facultates Societati jam instituta et confirmata concessit, inquit: Attendentis igitur ad fructus uberes, quos in domo Domini hactenus produciti, et producere non desinitis. Et in bulla IV: Liceat debitum (inquit) pastoralis officii omnibus regularem situm desecutitis, ut in suis disciplinis et laudabilibus institutis conservetur et augeatur, non reddat favoribiles et benignos; ad Societatem vero Jesu per nos institutam et approbatam, ejus specimen veluti ager fertilit in Domino, multiplices atque uberes fructus animarum ad summum regis laudem, et fedesi incrementum attulit, et affer quodlibet verbo et exemplo in populo Christiano.
dirigentes praecipus velut plus patcr occlusus
mentis nostrae, dignum censemus ut ipsam Socia-
team, ejusque in odores evanitatis Altissi-
simo deserentis personas, specialissimis favori-
bus prosequamur. Hec fere testimonia Pauli III
referit Julius III, in sua bulla confirmationis,
his brevibus, sed notandis verbis: Cumque
postmodum progressum temporis Spiritus Sancti
cooperante, ex Societate predicta spiritualem
animarum fructum crescere intelligiissem idem
precossor, etc. Si enim Spiritu Sancto coo-
perante fructus proveniunt, multo magis So-
cietaem ipsam, tangquam proprium instru-
mentum suum, idem Spiritus Sanctus prepara-
ruit. Quod verbi gravissimis repetit idem
Pontifex in secunda bulla, in qua Societati
privilegia concessit. Quibus similia et valde
notanda sunt, quae habet Pius IV in principio
sue prima bulla: Kti ex debito pastoralis
officii singulos religiosos, etc., paterna dislo-
tione prosequamur, ad illos tamen, qui eicat
nomen Societatem Jesu assumpturum, ita opera,
doctrina et exempli Dominum nostrum Jesum
Christum imitari, et ejus vestigia sequi ni-
tantur, majoribus favoribus et gratia pro-
sequendum invitantur. Ubrius acue quam
priores Pontifices hoc testatus est Pius V, in
secunda bulla, qua confirmat quasdam Soci-
etatis constitutiones, quae sic incipit: Innume-
rabiles fructus, quos, benedicto Domino
Christianus obi Societatis Jesu, viros litterarum
praecipe sacrarum scientia, religionis, vita
eemplari, morumque sanctification perspicuos,
multorum religiosissimae praecipue, ac verbi
divini etiam apud longinquas ac barbaras il-
las nationes, quam Deum penitus non noceant,
optimis praedicat et interpretarum producend,
felicissime hactenus attulit, et ad hoc sollicitis
studis affere non desinit, animo seipsum re-
volventes nostro, libenter, non solem, quae
alias in ipsius Societatis favorem a Romanis
Pontificibus praecessoribus nostris, nobisque,
et alius emanata sunt, ut firmius subsistat,
cum a nobis petitur; eorum etiam Societatem
ipsam, quantum a nobis ea alto conceditur, spe-
clissimis favoribus et gratia munimus. Simile,
vel certe copiosius encomium habet idem Pon-
tifex in altera bulla, in qua Societatem inter
religiones mendicantes numerari voluit. Greg-
gorius etiam XIII saeppe in suis Bullis similne
testimonial praebebat, specialiter vero in priori
de confirmatione institutis sic inipit: Quanto
fructuosius in colenda Domini vinca se exercet
reverenda Jesu Societas, dignissique externa mer-
code operaris abundare consatur, tantis prope-
sius contendimus eam, religiosamque subinde,
quam instituit, prolem, unde tota respublica
Christianab ubiquem subequalur, prosequi et con-
verser. Et in altera constitutione, Ascendente
Domino, cum proposuisset operam, et laborem
quem in gubernanda Potri navi sustinebat, de
operariis Evangelicis subjungit: Cumque tanti
laboris socios et validos remiges divina nobis
providentia preponderaverit, optima in su-
perandis saeculiis pelagi temporabilis nos
maxime subequat, qui pro communi fractua-
tum animarum salute, propriarum commoda nihil
pendunt, sequa omnia discrimina exponat.
In quo cum maiorum religionum studio, sum
Societatis Jesu assidue pro Christo labor, nec
non usque ad finem perseverantia promissam se
ostendit, cumque prolem Catholicae religioni
valde profectam, et ad omnium pericula pro
universalis Ecclesiae subeundo paratam pro-
cessui, aliam alique aliam a prima non degenera
prastante gratia Dei quiuele substituit, ut
nobis corum alumnii per multiplices probatios
gradus aliqui proceasti semper prato sint, qua
in rebus arduis suscipiensis fructuosus opera-
rios asiciemamus. Ex his ergo testimoniiis satis
constat efficacia rationis factae; nam adduci
Pontifices non solum agnoscent et confiteant
predicis effectus, sed eiam illos pronuntiant
esse Spiritus Sancti opera, et a fortiori coli-
gunt talia institutum ab Spiritu Sancto speciali-
liter manasse.

7. Hujusmodi effectus in particulari indi-
cantur. — Ute vero hoc evidentius constet, in-
dicemus in particulari hujusmodi effectus.
Primus est sanctitas et vitae innocentia, quam
Deus contulit primis hujus vitae inventoribus,
medio usu, et observatione ipsius institut.
Quamvis enim videri possit hoc magis ad cau-
sam quam ad effectum hujus religionis perti-
nere (quod non minuit rationis efficaciam;
nam idcirco Deus tales sanctitatis gradum et
modum B. Ignatius contulit, qua ad tantum
opus illud, ut ministro, uti vollet), ro tamen
vera inter effectus merito numeratur; nam
per opera et exercitia, que in Societate re-
tenta et approbata sunt, voluit prius Dei
Ignitum ac socios ejus sanctificare ac peric-
cere, et ita ut ipsi et effectu approbavit in-
itutum postea ab Ecclesia suscipiendum et
approbandum. Qualis antem et quantus fuerit
lige effectus, satas supra, num. 9, verbi ipsi-
rum Pontificium indicavimus, et de illa re
plenius sunt libri, qui in manibus omnium ver-
santur. Secundus effectus est hae cædem virtus
et vitae puritas, que in successoribus eorum,
mediante codem instituto, conservatur; hoc enim sine arrogantia dicere possimus, cum non de aliqua particulari persona, sed de tota religione tractemus. Praeclerque hoc religi
gem semper entitut, omnibusque in admiratione fuit, in unionie et charitate fraterna, ut merito dicere possimus, satis in ea ostendi si
gnun illud a Christo datum, Joam. 13: In hoc cognoscens omnes, quia discipuli mei estis et dilectionem habuerint ad invicem.

8. Tertius effectus numerari potest firmatas et stabilitas hujus religionis, non obstantibus innumeris persecutionibus, quas et ante sanum institutionem in personis Ignatii et sociorum, et post tum institutionem et approbationem sustinuit. Cum enim illa sit omnium minima et novissima, et tam grande opus ac bellum contra hereticos, et alios Christi hostes as-
sumpserit, variis modis ac rationibus, non ab eis solum, sed etiam a Catholicis nonnullis impugnata, nullum inde detrimentum passa est, sed semper fortior ac puncto per tribulatio
nes redditata, ut experimento omnibus est compertum. Unde merito illi accommodari potest dictum Gamalielis, Acto. 5: Si est ex
hominiis consimilibus hoc opus, dissoleturus; si vero ex Deo est, non poteritis dissolvere illud.

Quarto, adjungit potest propagatio et incredibilis extensio hujus religionis, que per totum orbem brevi tempore facta est; nam statim fere sine mora per totam Europam diffusa est, et, ut Pius V de illius alumnis dixit: Non
religiosis domum, aut fratres, etc., centuplum accipierit. Quinto, addere possimus, religionem hanc non solum successione et approbatione tempore, sed etiam sanguine multorum martyrum fuisset stabilitam et firmatam. Nam hoc etiam Pius V, loco proxime citato, in approbatione hujus religionis numerandum putavit, dicens: Ac eorum aliquos ita Domin
am amor penetrasset, ut etiam proprii sanguinis prodesti, ut verbum Dei inibi effectuum planta
tet, martyrio voluntario esse supposuerint. Et tamen, post tantum Pontificis testimonium, illustres alii in Augilia, in medio ipso Occano, alisque pro Romana, id est, catholica Ecclesia expeditionibus martyres occubuerunt. Sexto, hinc secuti sunt exterioris fructus circa proximi
mos et universam Ecclesiam, de quibus Pontifie
es supra citati potissimum locuti sunt; max
imero vero Pius V, dum in hoc postremo loco adjungit: Per quos eorum spirituallia exercitata, etiam regna ipsa fidem Christi agnoverint, ac tam inibi, quam ubique terrarum characteris, et misericordiae opera exerceret studiant. Vide de
hoc plura in Payva, de Origine Societatis.

9. Quam efficaciam habet ratio ab his effectibus desumpta.—Tandem ad hujus discursus confirmationem addere possimus, his fere motivis et rationibus solere Patres et Theol
ogos uti ad persuasendum, esse evidenter credi
dible, ut sint, autorem fidei et religionis Christianae esse ipsum Deum, quemadmodum nos etiam prosecuti sumus, disp. 4 de fide, sect. 3. Nam argumento sumpto ab insigni sanctitate eorum, quibus ad fides profitentur, utitur Euchin, lib. 2 de Preparatione Evangeliaca, c. 5; et August., lib. 2 contra Julian. Argumento vero sumpto ex sanguine martyrum utitur Justinus, in Apologia pro Christianis. Ratione autem sumpta ex constantia et incre
mento in persecutionibus, utitur Leo Papa, in serm. 1 de SS. Petro et Paulo, his verbis: Non minuitur persecutionibus Ecclesia, sed augetur, et semper Dominicus aeger segete di
tore vestitur, dum grana, quae singula cadunt, multiplicata nascentur. Et idem sumi potest ex eodem Augustino, in id Psalmi 57: Ad ni
kism devinctiam tanquam aqua decurries. Denique illud argumentum visum est efficacia
simum omnibus Petribus, presentim Augustino, quod ex amplitudine Ecclesiae sumitur, et quod duodecim homines potuerunt universum mundum subjugare, non vi armorum, sed viis et doctrinae; ergo, proportione ser
vata, cadae signa manifeste ostendunt religionem hanc peculiari providentia a Deo ipso fuisse institutam; quibus addere possimus, unam ex precipuis notis ad cognoscendam veram Ecclesiam, quam Patres tradunt, esse unionem membrorum inter se, et cum capite, Romano, salicet, Pontifices, ut ex Leone Papa, Irenaeo, Cypriano, et alius late tradit Bellar
minus, lib. 4 de Eccles., cap. 10. Sic ergo ex perfecta unione charitatis membrorum hujus religionis inter se, et unionis perfecte, et sing
ularis obedientiae totius religionis ad Sum
mum Pontificem, evidens conjectura fit, cum
dem Spiritum fuisse hujus religionis principa
lum anetorem, qui fuit ipsius Ecclesiae.
10. Sed quæret aliquis quomodo intelligendum sit hanc institutionem esse specialiter Spiritui Sancto tribuendum. Aut enim est sensus, non potuisse Ignatium et socios sine speciali Spiritus Sancti gratia et inspiratione, tantum opus inchoare et perficere; aut sensus est ex singulari aliqua revelatione, aut extraordinaria motione, aut directione infallibili, qualia dari solet Prophetis, aut saecris Scriptoribus, hanc institutionem originem duxisse. Si prior tantum sensus intentus est, res est certissima, et fere evidens ex principiis fidei, quibus docemur, nullum pietatis opus inchoari, aut fieri posse a nobis, sine Spiritus Sancti precise inspiratione, et subsequenti adjectorio. Quis autem dubitare audeat conatus Ignatii et sociorum in hac religioni fundanda fuisse pietate plenos, cum sine magna fide ac religione, et ferventi charitate ac obediencia tantum opus aggerdi non potuerint. Itaque in huc sensu dubitari non potest quin ab Spiritu Sancto fuerint moti et adiecti. Hic autem parva communis valide laus est, cum ille modus originis ab Spiritu Sancto omnibus pietatis operibus communis sit. Ex quo solum concluditur, bonum et meritorium fuisse huic operi incumbere; inde tamen inferri non potest, aut opus ipsum habere aliquam singularem excellentiam, aut fuisse utiliter aut convenienter inventum; potuit enim esse ex zelo, et non secundum scientiam; potuit etiam voluntas ejus esse ab Spiritu Sancto, in ipsa vero fabraca vel institutione nihil esse nisi iure humano, atque adeo expositionem mille erroribus ac defectibus. Si vero alter sensus est intentus, ille quidem magnum laudem contentet, verendum tamen ne sit nimia, et non sufficienter probata; nam adeo sequeretur omnia quae in hoc instituto continentur, omnino esse certa et infallibilia, quod dicendum non est.

Religionem hanc conveniencentissimam ab Apostolica Sede approbatam et confirmatum.

aliquid inuenire aut prohibere, quin religio clericorum Societatis Jesu juxta pium eorum institutum a sancta Sedis apostolica approba
tur, Domine, et ejus Ecclesiae inserire posset.

12. Quodam pro Societatis approbatione notanda. — Quorumdam impudentia notatur, et Pontificem auctoritatem exploditur. — In hac autem approbatione nonnulla consideranda sunt. Primum est, in ejusmodi instituto prius approbatis et sanctitatem, vel (ut clarimus Julius III dixit) nihil quod pium, sanctum

que non sit, in dicta Societate eisque laudabilibus institutis reperiri. Et quod hoc approbatio habet vim cujusdam authentice definitionis vel declarationis, cui falsum subesse non potest, ut supra tractando de religione in genere ostensum est, et ideo non est necesse ut denuo probemus approbationem quoniam hanc partem fuisset convenientem; nam, eo ipso quod facta est, certissimum est conuenientem esse, et veritati approbanti conformem. Deinde considerandum est approbationem, quoniam hoc rationem, cecidisse proprie in ea quae distincte fuere Pontifici proposita, quia non poterat prudenti modo alter fieri approbatio, quae dictam inallabilitatem contenret; et ideo non sine causa specialiter dictum est a Paulo III: Premissa omnia, et singula approbata fuerunt. Reliqua vero, quae virtute ibi continuerunt, vel per generalia vera

ba proponuntur, solum intelliguntur approbata, vel si omnino necessaria fuerint ad veritatem corum quae distincte approbantur, vel solum secundum quandam moralem fidem ac credulitatem, si solum morali etiam probabilitatem omnibus fuerint conjuncta. Hinc tertio expendo, cum Paulus III, in hulla secunda, explicit se ita concedere Societati facultatem condendae constitutiones, ut, eo ipso quod fiat, velit esse sua auctoritate munias, non uti verbo approbandi, sed tantum confirmandi; inter quae duo verba hanc differentiam considero, quod approbare referatur magis ad intellectum, pertinetque ad clavem scientiae; confirmare autem magis spectat ad clavem jurisdictiones, refferaturque ad vim obligandi. Voluit ergo Pontifex dare robur et valorem constitutionibus, eo ipso quod fiat, non tamen propter eam ista approbet, ut declaret esse convenientem aut opportunatas, supposit autem cas esse debere honestas, et utiles ad Societatis finem, Christi gloriam, et proximorum utilitatem, ut ibidem praeedit. Quarto vero, Pontifices non fuissent contentos approbando hoc institutum ut sanctum et pium, sed etiam ut Ecclesiae valde opportunum, et moraliter necessarium ad fines intentum, quod non sine providentia divina factum est, propere eos qui calumniari possent, hoc institutum, licet bonum sit, non tamen fuisset Ecclesiae necessarium, vel eo tempore conveniens. Neque enim defuerunt, qui cum in alius censerent quod hoc Pontificem posse errare, senserint etiam in hoc facto errasse, quod profecto impudentissimum est, maxime cum expresse tot Pontifices etiam quod hanc circumstantiam distincte institutum probaverint. Quod patet expresse ex illis verbis Pauli III: Præmissa omnia, et singula, tandem ad spiritualem profectum eorumdem sociorum, et religii Christiani gregis opportuna, Apostolica auctoritate, etc. Et in altera bulla inquit: Ipsorum, et cunctorum Christi fidæulum animarum salutem salutem, etc. Et Julius III: Considerantes, etc., eaque omnia, ad eorum et omnium Christi fidæulum, et fidei exaltationem tendere. Et clarus Gregorius XIII, in constitutione Quanto fructuosius: Ad quem finem (in

quit) Spiritus Sanctus, qui honos memoris Ignatium Loyolam ipsius Societatis institutorum, ejusque socios ecclesiavit, media etiam proclara, maximeque opportuna huic Sedis ministerio ejus tribuit, atque confirmandi. Et in altera bulla, Ascendente Domino: Ipsius (in

quit) instituta, tamquam fundamenta ejus presidii, quod catholicae religionis impendunt, immota, atque inconscussa aliorum etiam Romanorum Pontificum exemplo debemus Apostolica auctoritate tueri; et infra: Cum divina providentia pro temporum necessitate varia et salutaris ordinum instituunt in Ecclesia sua producuntur, novisque subinde in ea nascentibus morbis, nova remedia, novisque emergentibus hostibus impugnationibus, nova regularium ordinum auxilia cæcitantur, et cuique illorum justa cujuslibet peculiaris gratia vocationem, peculiares quasdam notas, propria insignia, ac opportunam ad finem, quem intendunt, media suscendent, et nunc maxime, etc.; et infra: Nos universitatem Ecclesiam utilitatem, quam ea inviolata et inconscussa Societatis instituto, et religiosæ sobolis educatione contulimus, et majorum in dies operænus, prosperiores de Apostolicae polistatis pie

nitudine, etc. Dupliciter ergo quod hanc partem approbarit Societatis institutum. Primo, ut utile, ac necessarium (ad melius esse loquimur) ad finem quem intendit; secundo, quia religio intendens talem finem, per talia mediam, valde opportuna fuit Ecclesiae, et in eodem sensu necessaria. Quomodo idem Grego-
rini XIII, in bulla concessa anno 1576, quae incipit: Salvatoris: Propter ipsum Societatis (inquit) tam utiles, tamque necessaria fun- tiones; et infra: Tam salubribus dicta Societi- tatis ministerii, quae pro eorum dignitate, et majores fideiium fructu in locis apitis, ubi major seges, et frequentior populi consuetudo viget, exercerii et ministerii debenti. Quam vero tota haec approbatio veritatis ipsius rei conformis sit, satia ex dictis de fine et mediis Societatis, et de effectibus ac fructibus ejus constare existimo.

13. Ex his ergo ad interroagationem num. 40 factam respondeo, institutum hoc specialiter tribui Spiritui Sancto, non solum eo modo quo universa pietatis opera ab ipso manant, sed etiam quia ab illa speciali providentia, qua Spiritus Sanctus universalem Ecclesiam regit et protegit, duxit originem. Unde fit ut, quantum attinet ad substantiam instituti, quae consistit in intentione talis finis per talia media primaria ac principali, non solum credendum sit habuisse B. Ignatium quomodo-cumque Spiritus Sancti excitationem et inspira- tionem, sed etiam specialissimam directionem, ut ab eo, quod Ecclesiae opportunum erat, non aberraret, in quo etiam ut tam prudens et immensus opus posset concipere et architectare. Quod si quis pie credat directionem hanc per expressam revelationem sepe factam esse, nihil fortasse a veritate deviaret, ut ex historia vitae ejus intelligi potest. Quidquid vero sit de expressa revelacione, saltam spe- cialis instinctus Spiritus Sancti per specialia dona superiora ordinatis virtutibus et auxiliis eorum negari non potest. Atque hoc modo verum censeo, in his quae pertinent ad substantiam instituti (sub quibus ea omnium comprehendo, quae a Sede Apostolica expressae in specie recognita et approbata sunt), ita tuisse Ignatiun motum et directum ab Spiritu Sancto, ut neque erraret, neque ab eo, quod Ecclesia utile et opportunum futurum est, de viaret, non quod putemus singula verba ejus ab Spiritu Sancto fuissa dictata, sicut in tom. de Fide, disput. 5, sectione tercia, a numero quarto, diximus de scriptore Canonico; sed quod res ipsa, in quibus substantia instituti consistit, fuerint predicto modo suggestae ex speciali providentia Spiritus Sancti; et hoc videtur mihi sufficere probatum, tam ex dicta approbatione, tam ex fructibus et effectibus hujus operis, ut etiam ex re ipsa, considerato fine et mediis hujus instituti, et circumstantiis omnibus erectionis ejus.
facultatem Societatis per se ad hoc fuisset, ut ex clericis seu presbyteris constaret. Unde in altera bulla confirmationis Julii III, expressius in ipsamet forma instituti dictur: Societatem omnes cum presbyteris esse debeat, etc. Et ita postea confirmatur. Hinc etiam Pius V, in bulla anni 1574, quae incipit, Dum indefessa, socios vocat presbyteros Societatis Jesu. Et Gregorius XIII, in bulla anni 1570, Quoscumque sacrarum: Licet (inquit), siuct acceptimus, delecti fili propositibus generalibus, et ali presbyteri Societatis Jesu. Et codem modo loquitur in bulla alia ejusdem anni, quae incipit, Salvatoris Domini: Licet delecti fili presbyteri venerabile Societatis Jesu. Iadem in bulla anni 1578, Quanta in visca, etc.; claruis in bulla anni 1573, Ex Sedis Apostolicae, etc.: Cum instituto clericorum regularium Societatis Jesu, etc. Sufficienter ergo ex tam multiplici appellatione constat, non casu, et sine causa ita appellarit; sed quia in superioribus diximus, tractata precedentia, lib. I, cap. 7, religionem recte destinguis in religionem monachorum et clericorum, significatam est Societatem sub hoc posteriori genere contineri. Ratio autem hujus explicant a superest.

3. Seconda assertio declarando suadeitur. — Dico ergo secundo: non solum ratione habitus, sed etiam ratione proprii instituti et functionum ejus, Societas est et vocatur religio clericorum ac presbyterorum. Hoc dixerim impries, ut distinguat hae religio ab aliquibus, quae clericorum dicuntur, solum quia habitum clericorum retinuerunt, quamvis ex speciali intentione sua non intendant aliquem finem, vel functionem, propter quam sit per se necessarius clericalis ordine; unde toto earum institutum aequo bene servari possit, etiamsi, personae earum clericorum non essent, ac propter ea tales religiones, si quae sunt, valde materiae et accidentaliter dicuntur esse clericorum, solum quia in habitu cum clericis conveniunt. Proprie autem (ut supra diximus ex D. Thom. 2. 2, q. 189, art. 8, ad 2) illa est religio clericorum, quae per se instituitur ad eas functiones, ad quas clericalis ordine per se necessarius est; alie vero, quae ex vi sui finis non requirunt tales functiones, cum per se non requirant clericae ordinem, non sunt propriae religiones clericorum, etiamsi per accidens ob alias occasiones plures sacerdotes habeant. Constat autem ex superius dictis, religionem hanc ex primario fine suo postulare actiones maxime propriae clericorum, quales sunt illae, quae ad perficiendos et illuminandos specialiter homines ordinantur; ergo non solu ratione habitus, sed multo magis ob rem ipsam, et ob finem et munera talis religionis, clericorum, seu presbyterorum appellatur.

Deducuntur aliquot corollaria praeceptis doctrine.

4. Quam Societas peculiarem habitum religiones non assumperit. — Ino hinc sequitur primo, non ideo Societatem esse religionem clericorum, quia habitum clericorum post est, sed potius e contrario, ideo religionem hanc retinuisset clericorum insignia, quia ipsa per se maxime est clericorum religio, ac per se primo tendit ad perficiendos homines suos in statu clericali, et ut propriae clericorum functiones honestius ac fructuosius perficiant. Ex quo obiter responsum est ad multorum interroga tiones, cur Societas, si vera religio est, proprium aliquem religionis habitum non assumperit, quae solet etiam esse una ex ob jectionibus quae contra Societatem sunt, quoniam videtur, aut novitatem affectare, aut tacite usum peculiari habitus reprehendere, aut illius dedignari. Item, quia secondum personarum varietatem et graduum habitus distinguendi sunt, teste Augustino, epist. 199, et refertur 33, q. 5, cap. Quod. Deo. Et ideo Concilium Tridentinum, sess. 14, cap. 6, de Reform., dicit, licet habitus non faciat monachum, oportere clericos suos statui decentem habitum deferre, ut etiam habitu professionem suam proboent, ut dicit Concilium Carthaginiense IV, c. quadragesimo quinto, c. Clericus, d. 41. Et in Concilio Aquiagan., dictur habitus singulorum ordinum ad hoc esse institutos, ut liquido constet in qua professione unusquisque Domino militet. Ex dictis, in quam, optima ratio et responsio datur ad predictam interroga tiones; ideo enim sacer dotum habitum hee religio retinuist, quia ipsa religio sacerdotum est et habitus debet esse accommodatus munci, et officio quod persona exercet. Item, igitur hoc institutum per se ordinatum est ad perficiendos homines in statu clericali, ita decuit eorum habitum nihil alius significare, quam clericos religiosae et sancte viventes ex vi suae professionis. Ubi merito accommodari potest, quod in Concilio Aquiagan., sub Ludovico, cap. 129, repre headuntur Canonici regulares habitum monachorum utentes, cum eorum habitum usurpare non debeat, a quorum proposito quodammodo distant. Maxime vero contra quoscumque detractores accommodari potest, servata
LIB. I. DE INSTITUTIONE ET INSTITUTO SOCIETATIS.

proporzione, can. 12 Concilii Gangren., qui referetur 30 d.: Si quis praeceptur sancto posito (id est, continentia) consentire, ut pallio utatur, tamen non est justitiam habi tur, et reprehendat vel judicet alios, qui cum reverentia birris utuntur, et alia eest communi, quae in unum est, anathema sit. Erat autem birrus vestimenti genus, quo clerici et Canonici regulare utebantur, ut colligitur ex serm. 2 ad Clericos communem vitam agentes, alias 53, ad Fratres in Eremon, inter opera Augustini, quoque monachi uti non poterant, sed pallio, quo colla et humeri tegebantur, ut est apud Cassian., lib. 4 de Institut. renum, c. 7. Sicut ergo monachi utentes pallio, aut habitu suo, clericorum habitum etiam in religiosis reprehendere non debent, ita etiam Societas ritenens sacerdotum usum, non propriae contentum ant improbat usum religionem monachalium, seu monachorum; nam, sicut uella earum censetur reprehendere aut contemnere alias, eo quod distinctum habitum a ceteris assumat, quia unaquaeque habet sanctum et pias rationes, et Spiritus Sanctus est multiplex et unus, ita nec Societas alia sancta instituta reprehendit, ex eo quod communem habitum clericorum contenta fuerit. Quid autem referre hoc esse novum, etiam si concederemus non enim omne novum reprehensibile est, si nova occasione et convenieni ratione fiat, sine ullo antiquitatis prajudicio. Sic enim etiam fuit novus unusquisque religionis habitus, quando primum illa instituta. Nego tamen id fuisse novum; statim enim ostendam religiones clericorum fuisse antiquissimas, et in principio non est verisimile, vel saltum non constat usus fuisse habitu distincto a communi clericorum habitu, sed solum in illo magnam decentiam et honestatem servasse.

5. Societatis habitum qualem delegavit S. Ignatius.—Tria observanda in habitu clericali Societatis.—Addo denique, quamvis inter religiones clericorum aliquae sint, quae aliquo proprio et peculiari insigni in exteriori habitu utantur, ut patet in canonici regularibus, hoc ipsum (non sine magna et prudenti ratione, considerata temporum opportunitate, et principali Societati intentione) prætermissum esse, et pro signo quod habitum accipisse Societati solam decentiam et honestatem ejus, cum omni modestia, ac verborum, actionum sensuqueque omnium moderatione conjuncta. Cum enim talia essent tempora, ut hereticorum monachi maximo odio prosequeruntur, et idea illorum habitum, et quorumque habentem cum illo similitudinem vel affinitatem, inviso et odio sum habere, et Societas superet etiam ipsos hereticos lucrari Christo, noluit nova alienus habitus specie eos offendere, sed hoc, quod de se indifferenter erat, vitara, ut ita facieliorem habere ad eos aditum; nam hoc ipse de causa monachi etiam nonnisi mutato externo habitu, ad hereticos penetrat. Quae ratio non solum ad hereticos, sed etiam ad omnes alios, servata proportione, applicari potest; nam etiam hec religio fideles et Catholicos, imo illos maxime (juxta Apostolici consilium, 1 Corinth. 9, ad Galat. 6) lucrative cupit, et ideo etiam in exteriori habitu voluit, quantum honeste potuit, communem modum servare, ut apud omnes minus alienis et extranei esse viderentur. Ad predicandum etiam inter Gentiles, hic habitus visus est magis accommodatus, quia illi magis accommodatur ad eos, quos etiam in exteriori habitu similiores parentibus recognoscunt. Ut ergo hi, qui deno convertuntur ad filum, pastoribus et presbyteris, per quos communitur gubernari debent, magis afficiantur, conveniens fuit ut ministri, pro quos erant convertendi et regenerandi, communem clericorum habitu utens. Atque hae est potissima ratio, ob quam haec religio in his, qua ad exteriori speciem pertinet, communem quamdam vivendi rationem tennit, ut sub illa (quia alias per se perfectioni proprie non derogat) facilis posset omnes lucifascere; imitata in hoc Christum Dominum, qui, ut peccatores luciferiae, cum peccatoribus manuducavit et bibit; de qua re in sequentibus redibit sermo. Ut autem in hoc communi habitu debita perfectio servaretur, tria monuit B. Ignatium, 6 part. Const., cap. 2, § 15: Primum, ut honestus illo sit; alterum, ut ad usum loci in quo viviur, sit accommodatus; tertium, ut professionem pauerteria non repugnet. Ex quibus primum et tertium omnes religionibus communia sunt, ut supra dixi, quia id in generali ratione perfectae virtutis fundatur. Secundum magis est Societati prorsum, sequiturque justa rectam prudens tam ex ipsa ratione communis habitus, et fine ejus. Cum consequatur illud Augustini, lib. 3 Doctrina Christiana, cap. 12: Quaesiquis rei praetereunteribus restrictius utitur, quam eas habent mores eorum cum quibus vivitur, cui temperatur, aut superstitionis est; quiesquis vero sic eis utitur, ut metas consuetudinis be- no- rum, inter quos reseratur, excusat, aut aliquid significat, aut flagitation est. In omnibus enim talibus non ousus eorum, sed libidine veteris

6. Secundum corollarium. — Declaratur hoc corollarium. — Secundo sequitur ex dictis, quamvis religio haec quod saem peculiarem regulam et institutionem nova esse videatur, quod substantiam vero, etiam specificam, esse antiquissimam, et esse veluti quamdam iustationes ejus, quae omnia prima fuit. Hoc possumus breviter declarare ex aliquibus principiis in tractatu precedenti, lib. 1, c. 7, demonstratis; ostendimus enim clericorum religionem, in genere loquendo, antiquiorem esse religionem monachorum; nam illa prior et in Apostolis incepit, et per eos derivata et quasi continua traditione conservata est. Religiones autem monachorum postea insceperunt. Nam, licet vulgare sit monachos ab Helice tempore incepisse, et Joannes Baptistam monachatum professum fuisse, tamen, ut supra dixit, id magis intelligendum est de usu operum pertinentium ad illum statum, ut sunt solitudo, vitae asperitas, contemplatio, quam de proprio statu quod integram formam substantiales ejus, secundum quas proprius est evangelice legis, et Christum habuit institutorem. Quae omnia citato loco ostensa sunt, simulque probatum Christum, non solum fuisse institutorem status religiosi, ut sic, sed etiam factorem cujusdam particularis religionis, quae in Apostolorum collegio primum creata fuit, et postea in alios discipulas fut propagata. Illam ergo dicimus fuisse primam religionem clericorum, quia non solum ex sacerdotibus a suis inuiti congregata est, sed etiam per se primo fuit a Christo institutae ad actiones hierarchicas purgandi, illuminandi, et perficiendi homines, quae sunt propria actiones clericalis status. Quod intelligi potest ex vocatione Christi, Matth. 4: Venite post me, et faciam vos freres piscatores hominum. Quod et ipsi Apostoli cognoscebant cum dicebant, Actor. 6: Non est eumum nos relinquere verbum Dei, et ministerare mensis. Huc etiam spectat ille modus vocationis Christi, Matth. 8, et Luc. 9: Segue me; et statim: Sine ut mortui sepeliant mortuos suos; in eum velde, et annuntia regnum Dei. Fuit ergo illa religio ex proprio ac peculiare fine religio clericorum.

7. De antiquitate Canonisorum regularium varietas. — Reditum ad institutionem corollarium. — Verumtamen, quamvis status religiosus continua postea in clericis conservatus sit etiam per se quod religionem clericorum, non tamen mihi constat fuisses conservatum in ordine ad illum particularis finem, seu quod actiones que versantur circa corpus Christi mysticum; sed quod illas que versantur circa corpus Christi verum, quomodo dixit D. Thom. 2. q. 169, art. 8, et 2, religionem Canonisorum regularium per se esse religionem clericorum, quia directe ordinatur ad eae actiones, que in divinis mysteriis perficiuntur: de qua religione licet communiter censeatur a D. Augustino incepisse, multi tamem existimant Augustinum potius fuisses restauratorum et reformatorum illius, que jam ante erat ab Apostolis derivata. Quod sensit Vincentius in Speculo historiali, lib. vigesimo sexto, cap. 51; Nautilus, in Chronographia, volum. 2, generat. 42, qui dicunt Canonicos regulares ex Apostolorum institutis originem trahere; et sumitur ex Benedicto XI, in promio ad Constitutiones Canonisorum regularium. Quinimum illum ordinem jam inde ab Apostolis incepisse dixit Navarrus, tract. 4 de Regularibus, cap. Statuimus, 29, q. 3, numero octavo, qui id colligit ex sententia Pii IV, quam ibi refert, lata in favorem Canonisorum regularium contra monachos S. Benedicti, in lite de jure predicandi; et quamvis in priori sententia solum dicatur: Declaramus, et declaramus Canonicos regulares uti clericos, etc., ubi non titulo antiquitatis, sed titulo clericatus eos praestaret; tamen habet illa sententia fundamentum in eo, quod supra diximus, religionem clericorum in Apostolis fuisses institutam. Vide Rosetum de Religione ecclesiastica, tract. 34, cap. 3; Joannem de Nigra Vallette, in Epilogo Chronicorum, lib. 13, cap. 8; Robertum, tract. de Tuendo oblatatu, tom. 2, tit. de Ordinum primordii; Volater., in Topologia, lib. 21, in princi.; Antonin., 3 part. Histor., tit. 13, cap. 16, § 7. Non tamen satis certo constat religionem clericorum perpetua traditione, et absque interruptione illa, fuisses continuatam usque ad Augustini temporae. Et aliqui revocari in dubium, an a tempore Augustini usque nec hie ordio regularium Canonisorum continuare duraverit. Alii distin-
gueandum putant inter Canonicos cathedrales et regulares, ut de varietate religionum ductum est tractatu precedentii. Quidquid vero circa hoc sentiatur, hic ordo dicitur copiae in Apostolis, quatenus ordi clerorum per se in illis incept, et ex parte retinuit finem illius Apostolicae religionis, sese, quoad actiones que pertinent ad divina mysteria divinaeque contemplationem. Ad eundem ergo modum non inepte dicere possimus S. Ignatius non tam novam religionem instituisse, quam eam, quae in Apostolis fuit, etiam quoad proprium finem eis, sese, Evangelii pradicationem, ac fidei propagationem et defensionem, insinuasse. Nam, licet verum sit, illum religionis modum, cum illo particuli fine, et meditis illi proportionatis, non fuisse continua successione conservatur in Ecclesia (quia certum est tempore, quo vixit B. Ignatius, nullam tam religionem clerorum fuisse in Ecclesia; quanto autem tempore post Apostolorum tempora duraverit, incertum etiam est), nihilominus videtur plane B. Ignatius excitasse religionem illi similiam in his quae substantiali sunt, sese in fine et medius, atque adeo in modo vivendi, et imitandi Christum in ordine ad salutem animarum. Nam, sicut Apostoli profesi sunt se reliquere omnia propter Evangelium pradicantrum, ita etiam hujus religiosis alumni; et sicut illi ad hunc finem peculiariter se Christo consecratarunt, ut quocumque vellet, eos mitteret ad salutem animarum procurandas, et post Christi mortem in eadem obedientia sub Petro permanerunt, ita etiam hi ad eundem finem se Vicario Christi devoverunt. Ac demique sic sit illi ob hanc causam Christum in exteriori vitae genere communi, et in pergeronizationibus continuus pro salute animarum imitati sunt, ita de his dixit Pius IV, in prima bulla sua: Sicut nomen Jesu assumpearunt, ita opere, doctrina, et exemplis Dominum nostrum Jesum Christum imitari, et ejus vestigia seque ritnuntur. Ex quo principio ratio multitum rerum reddi potest, quae in Societate aliquibus novam videntur, re tamen vera nova non sunt, sed renovata, aut ex illa prima antiquitate repetita, ut tali fini et tali modo religionis accommodata.

8. Tertium corollarium. — Ratio dubitandi in numero secundo solutur. — Quantum corollarium. — Tertio, ex his facile solvitur ratio dubitandi in principio tacts, et quomodo non obstet dicte resolutioni, pluris esse in Societate non clericos. Nam in hujusmodi statu considerandum est id quo est per se, non vero quod per accident, ut D. Thomas dixit. Addo etiam considerandum esse id, quod est ratione sui, et quod est ratione aliorum; nam, ab eo quod est per se, seu gratia sui, sumitur denominatio, et quasi species religiosis, quae clerorum esse dicitur. In Societate ergo status clericorum per se est, et gratia sui, ut explicatum est, et ideo ad sollemnem professionem non nisi sacerdotes in ea admittuntur, ut dicitur etiam in Examin. cap. 1, § 8, ut lib. 6, cap. 1, numero quarto, afferemus. Illi vero, qui clerici non sunt, duobus modis in Societate recipiuntur; primo, ut in ea dispensantur ad sacerdotium, et ad illum gradum Societatis, qui sacerdotium requirit, juxta illud Hieronymi, epist. 4 ad Rusticum: Itha age in monasterio, ut clericus esse meraris, ut adolescentiam tuam nulla sordis communes, etc. Et ideo manifestum est non esse praetereuntitum religionis clericorum, hac intentione recipere plures qui clerici non sint, alias conservari non potest, nec sacerdotes habere, qui pro dignitate sacerdotale munus exercerent, prorsus religiosos deceo. Secundo modo recipiuntur laici in corporale seu temporalis sacerdotium adiumentum, quia vel non expediret aut decet omnia huc munera per sacerdotes exerceri, vel non expediret sacerdotes impediri a vero Dei, et ministrare mensis, ut dicitur Actor. 6, tractabaturque infirius, in lib. 7, cap. 3, numero secundo. Unde opposita ratione contingit in religionibus clericorum, et monachorum; nam in illis, juxta antiquam et primum institutionem, per se erant laici, clerici vero vel assumebantur, vel fictant, quantum necesse erat ad spirituale regimen, vel adiutorium aliorum, ut in tractatu superius visum est. In hae autem religione clerici sunt per se, ac ex primave institutione; laici vero assumuntur, quantum necesse est ad temporale adiutorium vel sacerdotium, vel religionis etiam qui ad sacerdotium tendunt; nam hi etiam propter studiosorum laborum temporibus ministeriiis ex proffeso vocare non possunt. Quarto, et ultimo, possimus ex dictis conjecturam facere perfectionis hujus institutionis, sed de hoc paulo inferius, in cap. 7, dictum commodius.
CAPUT VI.

UTRUM SOCIETAS CONTEMPLATIVAM VEL ACTIVAM VITAM AMPLIETUR.

1. Quid sit activa, contemplativa, ac mista religio. — Distinxiimus in superiori tractatu cum D. Thom. 2. 2, q. 188, tres ordines, seu species religionis; cum enim omnes tendant ad perfectionem charitatis, quasdam illam quærunt per viam tantum contemplationis, quam per se perfecti amorem erga Deum. Aliis illam inquirunt per actiones amoris, et misericordiae erga proximos; nam cum illis etiam si propter Deum, etiam charitas erga Deum illo modo perfectur. Aliis denique utramque viam complectuntur, quorum vita mista dicitur ex contemplatione et actione. Est autem adversendum, ut supra tetigi, nullam esse posse in mortalibus hominibus congregationem adeo contemplativam, quin actioni etiam aliqua ex parte vacet, et corporalibus exercitacionibus, ut constat ex Basilio, in Regulis fusius disputatis, regul. 35, cum tamen ejus religionis maximae contemplativa fuerit. Et e converso nulla etiam esse potest religio activa deo, quin aliquid de contemplatione participet, quia sine oratione et laude Dei nulla potest esse perfecta religion. Quapropter videri potest omnis religio esse mista; non tamen ita est. Nam aliquando religio per se solum intendit contemplationem; de actione vero solum id accipit, quod necessarium est vel ad disponendum hominem ad contemplationem, vel de ierundam iudicium, vel ad sustentandum vel sublevandum ipsum mortalem corpus, et hec dicitur tantum contemplativa. Aliis vero religio et contrario per se solum intendit actionem; de contemplatione vero tantum suscipit, quod vel ad actionem ipsum perfecte agendum necessarium est, vel certe ad rededdum Deo debitum ac religiosum cultum, et hec dicitur pure activa, quia unaqueae denominatur ab eo quod est sibi proprium et peculiare per se intuentem. Mista ergo dicetur, quando utramque per se intendit proprio et speciali modo. Cum enim utraque vita per se honesta sit et amabilis, et alioquin inter se non pugnet, possunt simul propter se intendi; imo intendi debent, quantum et charitas veritatis et necessitas charitatis postulaverint, ut verbis utar Augustini, lib. 10 de Civitate, cap. 19. Et hoc genus vitae dixit pertinere ad Praetatos Gregorius, in Pastor., part. 2, cap. 1, dicens: Sit Rector in acti-
tione praecipus, pro cunctis in contemplatione suspensus. Quia verba refere nos D. Thom. 2. 2, q. 182, art. 1, ad 1, sit: Ad Praetatos non solum perint vita activa, sed etiam debent esse excellentes in vita contemplativa.

Societatem ex ui sui instituti mistam religione.

2. Probatur assertio quod eam partem quae ad actionem perinet. — Dico ergo, Societatem ex ui sui instituti utrumque vitam genus per se ac principaliter intendere, cum omni perfectione, quantum moraliter fieri potest. Quae quidem assertio, quod eam partem quae pertinet ad vitam activam, multa probacione non indiget. Nam cum ad vitam activam pertinente omnem actiones que versantur circa proximum, et ex supra dictis satis in cap. 2 constet, principale munus hujus religionis esse spiritualis salutem et perfectionem proximorum procurare, et ad illum omnibus congruentibus mediis uti, manifestum est per se ampliati activam vitam, et cum magna perfectione illam profiteri. Et quoniam de spiritualibus actionibus, seu mediis, satis supra, in cap. 3, dictum est, hic solum addimus, religionem hanc non solum opera/miscerisicordia spiritualia, sed etiam corporaliam ex ui sui instituti exercere, qualia sunt incertiorum in xenodochiis visitare, consolari, et eis inservire, si necesse sit, adjuvare eis qui in carceribus delinuerunt, et similia, quae distincte enumerantur in 7 part. Constit., cap. 4, § 9, ubi dicitur: His corporilibus pietatis operibus, quantum spiritualia, quae majoris sunt momenti, permittent, quantumque vires patientur, incumbunt. In quibus verbis magna perfectio hujus instituti quod hanc partem considerari potest. Cum enim ea pars vitæ activæ, que ad spiritualia providentia ordinatur, multo excellenter sit, illa est primaria ac pro se in hae religioni intenta. Quia vero alia pars, que pertinet ad subveniendam corpori, et per se honesta est ac necessaria, et multum etiam juvat ad spiritualae lucrum animalium, ideo secundario, et quasi proper aliud hanc etiam partem amplieta Societas, cum hae tamen moderatione, ut talia opera spiritualibus inserviant, vel satem illa non impediant, et præter hanc nulla adhibetur limitatio, sed potius adjungitur filia extensio, quantum vires patientur.

3. Alterius partis difficultas proponitur. — Ex his autem non solum videtur probari haec pars, sed etiam difficilis redditur altera. Quic enim fieri potest ut cum tali genere vitae acti-
ve simul esse possit perfectio vitae contemplativa per se intenta? Quamvis enim habeas vitae, quae ea parte qua honesta sunt et sancta, non sit contraria, sed sororea, ex ea tam men parte, qua unum requirit ostium, alia negotium, non videntur simul esse posse in grandu intenso, ut sic dicam, id est, in magna ac per se intenta perfectione. Quia, ut argumentatur D. Thom. 2, 2, q. 182, art. 3, cum humana capacitas sit valde limitata, non potest simul intendere contemplationes summae veritatis, et amori ac dulcedini ejus, quod est ostium vitae contemplativa, et operibus misericordiae erga proximos, quod est negotium vitae activae. Qui ergo fieri potest ut Societas cum tanto negotio, et occupatione circa proximos, vitam contemplativam, non utcunque, sed per se ac perfecte coniungere valeat?

4. Ostenditur tamen predicta pars, Societa tem per se etiam vitam contemplativam ampliasti, primo ex ipius instituti verbis. — Nilohilinos partem illam verissimam esse ex verbis ipsum institutu, et ex usu, ac rebus ipsius, et ratione etiam convincere possimus. Primum enim hoc mihi videntur significare verba illa B. Ignatii, in exame, c. 1, § 2: Finis hujus Societatis est non solum salutis ac perfectioni propriarum animarum cum divina gratia vacare, sed cum eadem, et. Nam huc perfectione potissimum vacatur per ostium vitae contemplativa, quod verbum ipsum vacandi indicat. Hoc etiam supponis in 3 parte Cons tit., cap. 1, § 10, cum inquit: Duceantur quomodo ab illusionibus daemonis in suis spiritualibus exercitiationibus caseante; et infra: Ad veras solidasque virtutes inistant, sita plures adiutis visitatione spirituales, sive pauciores. Ubi presentim agit de modo spirituali ter educandi eos, qui in probatione manent, quem constat majori ex parte per exercitia vitae contemplativa fieri in Societate. Nam statim in principio, in rebus spiritualibus institutuuntur, et diu exercentur, in his presentim quae ad viam purgativam pertinent, et ideo primum experimentum novitiorium est, in spiritualibus exercitiosis mensem unum, plus minusae versari, id est, in examinanda conscientia et autacta vita recogitanda, et confessione generali facienda, ac peccatorum suorum meditazione, tum in contemplatione reorum ac mysteriorum vitae, mortis, resurrectiionis et ascensionis Christi redempioris nostri, tum etiam in oratione mentali et vocali jusque in uniuque captuum, prout in Domino adocti fuetiat, se exercere, ut dictur in Exame, c. 4, § 10. Postea vero in discursu probatio, in his maxime spiritualibus exercitia insinuatur, ad quae pertinient frequentes et debitis usus sacramentorum confessionis et communionis, devote etiam quotidiani audire Missam, vel in ea ministrare; modus etiam legendi, meditandi, et orandi cum fructu; et ideo in tertia parte Constitutionum, c. 1, § 20, providitur ut de his omnibus frequentis sit sermo, et eunditio e cura, ut non solum addiscantur et memoria teneantur, sed ut etiam exercerantur; et adjunguntur illa notanda verba: Ommes sumus tempus rebus spiritualibus impendant, et devotiones querrende pro monsura divina gratia sibi communicanda insinuant. Deinde haec spiritualia excelsa, etiam studiorum tempore continuanda sunt, juxta easdem constitutiones. Quamvis enim propter studiorum laborem et occupationem aliquid de temporis diuturnitate, et de actionum spiritualium frequentia detrahatur, tamen illud onus, quod sufficiens ad majorem Dei gloriam videtur, imponitur; quod si perfecte servetur, ut in easdem constitutionibus ordinatur, revera continent magnum perfectionem vitae contemplativa; et utea quotidiana lectio spiritualis, quae merito ad D. Thomam inter opera vitae contemplativa numeratur, 2, 2, q. 188, articulo sexto; quotidiana etiam oratio, et meditatio mentalis, saltum per integram horam; bis in die per quadratemen conscientiam examinare; sacrificio Missae interesse; Rosarium Virginis, et alia propria et peculiaris devotiones, juxta confessories vel superioris judicium, expitore; quae omnia in predictis locis Constitutionum continentur, et in congregationibus generalibus postea aucta et confirmata sunt 1, et si necesse fuerit, ageri posse dicantur a Praesepo Generali, et in alia etiam regulis sepe commendantur. Post studia vero, cum haec omnia a professis et formatis coadjutoribus servanda sint, nulla tamen limitatio eis abhideretur, quia, ut de illis in 8 p. Const., cap. 3: Tanguam certam ducitam os viros spirituales futuros, et qui sic in eis Christi Domini nostri proferrentur, ut per eam currerre possint, quantum corporis valefacto, et externae occupationes charitatis, et obedientiae permettant; et ideo subditur ibidem: Non retinatur in his, quae ad orationem, meditationem et studium pertinent, et alia regulae eis pro-
scribenda. Additur vero ibidem in declaratione, nihilominus superioris curae semper esse cavere, ne huysmodi etiam personae in spiritualibus exercitii deficit vel excessat. Taquo, ex modo et providencia institutis satis constat ea, quae pertinent ad hanc contemplationem, primum ac praecipuum locum in ea tenero.

3. Secundo, ex non et effectibus suadetur.—Secundo, possimus hoc ex ipso usu et effectibus ostendere. Constat enim experientia generali, eos (generaliter loquitur), qui hunc institutum proficentur et observant, esse spiritualium viros, multum in spiritualibus rebus instructos, et oratione alque contemplationi deditos; multisque cognovimus in hanc genere eximios, quia perfecte illud observare studuerant; ergo signum est ipsum institutum ex primaria intentione sua in hunc finem tendere; nam in huius rebus, quae solum per occasionem, vel ratione alterius assumuntur, non solet vel tanta diligentia adhiberi, vel tam copiosis fructus universaliter vel ut plurimum colligere. Nunc solum hinc elicitur intenderi Societate principali hunc finem, sed etiam habere media efficacissima et accommodatissima ad illum assequendum; nam (ut Christus Dominus dixit, Matt. 7) ex fructibus arbor cognoscitur. Possimus etiam addere aliarm con psychaturam, ex effectibus quoque sumptam, quia experientia etiam compertum est, fideles Societatis operarios ac predicatores, aliis etiam seculares inducere ad exercitum orandi et contemplandi, eosque egregie ad ilud recte agendum instruire, et per Dei gratiam habere hoc peculiare donum illuminaendi et dirigendi homines in hac vita spirituali, quae principaliar contemplativa est. Ergo signum manifestum est, alumnos hujus religionis ex vestis instituti contemplativos esse debe- rebere, et non quomodocumque, sed ita etiis universis contemplativos possint efficere. Etenim, si in aliqua disciplina illud, 1 Metaph., cap. 1, verum est, signum sapiens esse possit donec, et si de aliqua etiam causa recte dictur, perfectiorem esse, ceteris paribus, quae potest aliis se communicare, utrumque maxime verum habet in hoc genere cause et doctrine. Nam hæc via contemplativa adeo est spiritualis et interna, ut nemo possit de ea sapienter loqui, vel utiliter, ac sine magno periculo aliis in ea instruere, nisi prius ipse illam didicerit, multumque expertus sit. Nam, licet theologica scientia necessaria sit, multumque juvare possit ad hoc spirituale et mysticum magistrium, tamen sine proprio usu et experientia non sufficit; quia actiones et motiones vitae contemplativae specialiter pendent ex inspiratione et instinctu Spiritus Sancti, cujus peculieares modos et effectus nemo scit, nisi qui accepit, Apocal. 2. Neque etiam refert, quod in hoc genere doctrine homo non est principaliter doctor, sed minister Spiritus Sancti, qui principaliter docere debet; non est enim instrumentum mortuum, sed vivum, quod plantare et rigare debet consulendo, judicando et monendo; et idee ut sit aptum instrumentum, oportet ut ad huysmodi actiones, et scientiam, et experientiam habeat accommodatam. Spiritus Sanctus autem, licet pro sua potestate quomunque valeat inostrum uti, regulariter tamen, et secundum legem ordinariam, utitur ministris accommodatis, et optime dispositus ad tale ministerium. Et ita experientia compertum est, tum praedicatorum habere vim ad sanctificandam animas suo ministerio, quando ipse sanctus est, et sic de aliis; cum erno eadem experientia nos doceat per hanc religionem Deum promovere in Ecclesia spiritum orandi et contemplandi, signum profecto est in ea parare sibi ministros aptos et accommodatos, rectoque dispositos ad hoc ministerium.

6. Tertio, idem ratione ostenditur.—Tria in fine Societatis consideranda. — Tertio, ex hoc ipso effectu, illum ut finem considerando, colligere possimus rationem a priori huys veritatis. Nam Societas, ut sepe diximus, principaliter ordinatur ad propriam et proximorum perfectionem, in quo fine tris considerat. Primum est, perfectio propria, que principaliter consistit in unione ad Deum, et ex hac parte maxime requirit contemplationem. Secundum est perfectio proximorum. Est enim attente considerandum, in bullis et constitutionibus Societatis, non sine mysterio sapienti ac republici, finem ejus non solum esse incumbere correctioni aut saluti, sed etiam perfectioni proximorum; unde ad finem huys institutii pertinet proximum juvare, et instruere in his omnibus quae ad hunc finem necessaria sunt; inter que potissimum locum tenet contemplationes, unde etiam ex huc capit, necesse est ut hoc institutum ex prius tendat, ut suos professores faciat contemplativos. Tertium, quod huc maxime declarat, est debitus ordo inter illa duo, sive quo ordine neutra perfectio, propria vel aliana, comparari potest. Est autem hic ordo, ut prius perficiatur minister per quem ali perficiendi sunt, propter ca que in
proxima ratione diu sunt. Unde Dionysius, cap. 3 Eccles. hierarch.: Decretissimus (inquit) divinum rerum ordo est, ut prius communicet, atque impleatur sanctus Praevi his, qua per illum distribuenda sunt caeteris, divinis donis, et sic aliis tradat. Verum est ibi loqui Dionysiam de participatione Eucharisticia, quam prius debet sacerdos sumere, quam aliis tribuat; tamen in illo ordine hunc, de quo agimus, esse significatum Dionysius intellectit. Unde subdit: Quocircum et hi, qui divinis magisteriis (praequam digna illis conscratione capaces efferunt), alumnatur audacter, impuri, atque sacra lege extranei omnino censetur. Ut enim in solis radiis seniores limpidioresque substantiae, prima influenza lux repulentur, sique exuderantem lucem in subsequentes solis viciss transversum, via non sine periculo divinis et robus quibusque aliis se ducem praebeat praestum, qui non per omnia esset similis Deo. Jam vero Bernardus multum est in subiendo ii, qui alios lucrari consueverat, se prius exhibitum coquas, quam canales, ita Videri potest serm. I in Cant., et lib. 2 de Consider., cap. 3. Atque hic ordo videtur a Christo etiam significari, Luc. ult., cum suis disciplis dixit: Maneo in civitate, donec induamini virtute ex alto. Ergo ratione talis ordinis necesse est, ut primarius finiu luju religiosis sit contemplatio; tune enim uterque ille finius comparari poterit, quando (ut Gregorius dixit, homil. 5 super Eschiel.) praedicatores fuerint viri perfecti, qui bona coelestia, quo contemplari possint, frustris desununt, cernentes animas in amorem intimas charitas ascenderit; logentes autem verbi suis corda audientium ferunt et incendunt. Cum ergo finius individui siti, et perfectos viros, et perfectos ministros, aliosque plenitatem, fieri non posse quin finius ejus etiam sit eos contemplativos efficere; ergo necesse est ut ad hunc finem etiam habeat accommodatione; alias non esset recte praestitutam, nec tanta approbatione institutum ipsum fuisse dignum.

7. Inductione edam ratio confirmatur. — Hec autem ratio optime confirmatur ex illius actionibus, per quas Societas principaliter exercet vitam activam, quatenus ad suum institutum pertinet, quae sunt spiritualia actiones, et ad animarum profectum proxime ac per se ordinamur; alia enim opera misericordiae corporalis, sicut secundaria sunt, ita etiam rarioa, et ideo et parum extrahere possum ab operationibus vitae contemplativa, et aliud potius juvant humanae infirmae

tem, quae non valet semper surgere ad contemplanda coelestia; et ideo necesse est ut aliquando ad activam redeat, et quae postea bona agere, non recuset, ut dixit Gregorius, de homin. 5 in Ecclesiolum. Alio ergo spiritualia actiones tales sunt, ut, licet, quatenus a proximus referuntur, formaliter pertinente ad vitam activam, nihilominus ratione materie in qua versantur, intime ac eminenter includat ac supponant vitam contemplativam, prae- tim si modo perfecto exercendae sint. Ergo institutum Societatis, quod ad has actiones perfecte exercendas ordinatur, necessario prior et principialis ordinari debet ad vitam contemplativam, tanquam ad primum fontem, et principium talium actionum. Assumptum declaro in doctrina actione, qua ferre in omnibus his actionibus spiritualibus intime inculatur. De doctrina igitur agens D. Thom. 2. 2 q. 181, art. 3, querit utrum docetur sit actus vitae contemplativa vel activa; et responset, licet respectu discipulorum sit actus vitae active, ex parte objecti et materie, ut doctrina sit perfecta, et de rebus divinis, exitios esse actum vitae contemplativa, quia est conceptus aliquis veritatis intellectibilis, in ius consideratione et amoro homo delectatur. Affertque Augustinum, serm. 27 de Verbi Domini, dicentem: E jigant igitur partem sanitatem, quae non aeretur quod est, vacet verbo, inhiciet doctrinae dulcedinem, occuparet circa scientiam salutem; in quibus verbis, et doctrinam, et verbum Dei inter actus vitae contemplativa numerat. Dict at fortasse aliqua, Augustinum non loqui de doctrina ex parte docentis, sed ex parte discentis; et cum dicit, vacare verbo, non intelligere proferendo, sed audiendo, sicut vocat Maria, quando, edens secum pedes Domini, audiebat verbum illius; et sicut inferius dicit idem Augustinus: Nam et modo inde aliquis agimus remoti a negotio, et etiam familiaribus curis, conveniunt, etiam, et auditis. At enim si audire verbum Dei est actus vitae contemplativa, cur non magis docere? Etenim, si disciplinam consideremus per ordinem tantum at discentem, non est proprius actus vitae contemplativa, imo neque est tam actio quam receptio. Pertinet ergo ad vitam contemplativam ratione termini seu effectus, et in ordine ad objectum ipsius disciplinae, quatenus est aliqua veritas, ad quam cum delectione considerandum auditeores per disciplinam elevantur; multo ergo magis doctrina, ratione suo causae et principii, est actus vitae contemplativa. Cum ergo
spirituales actiones intime habeant adjunctam doctrinam de rebus divinis (hæc enim non solum per publicas lectiones et conciones, sed etiam in secreta confessione et in secreto colloquio ac instructione traditur), non potest talis activa vita a contemplativa separari, ino esse debet legitimus partus ejus; nam tune doctrina recte et efficaciter traditur, quando ex divina et interna contemplatione procedit, juxta illud Psalm. 44: 44: Memoriae abundantiae suavitatis tuae eructabant, et in justitia tua asculabunt. Atque hoc præcipue explicare possimus in quodam speciali medio, quo Societas utitur ad spirituale bonum proximorum, quod est tradere illis spiritualia exercitia (de quibus infra, a cap. 1, lib. 9, ex professo erit sermo). Nam hae actio, si in ordine ad proximum consideretur, sine dubio est opus vitæ activa, et nihilominus, secundum s se inimice spectat, est vitæ contemplativa respectu materie, seu objecti in quo versatur; ergo usus talis medi medius actio intrinsecus includit contemplationem. Quocirca, sicut D. Thomas alias objecit solet, divinam se theologiam scientiam esse eminenter practicam et speculativam, principalis vero speculative esse, ita nos dicere possimus, actiones habet esse eminenter activae et contemplativae vitae, principalis autem contemplativae, illa enim est quasi vita et anima talium actionum. Nec refert quod actiones illae aliquando fieri possint a viris nihil aut parum in contemplatione exercitatis; quia hic nou consideramus habes actionas pro ab illis vel illis fiunt, sed prout fieri debent ex vi instituti; sic enim fieri debent ut fructus contemplationis, et ut formas interioris spiritus, quia tunc erunt perfecles, et efficaces ad finem instituti; aliter vero facte erunt ineffaces, et quasi mortuæ, magisque in sola specie exterioris materialiter apparentes, quam vero, quantum est ex parte ministerum, ut exclamamus et efficaciam sacramentorum ex opere operato, et quam Spiritus Sanctus ex suum liberalitate adjungere potest.

8. Confirmauer ultimo idem discursus. — Ultimo confirmari potest hic discursus ex resolutione superiores capitis, in quo diximus Societatem per se esse religionem sacerdotum; religio enim sacerdotum ad opera vitae contemplativa ordinatur, ut ex D. Thoma colloquentibus. 2. 2, q. 149, art. 8, ad 2, ubi id affirmat de religione Canoniconorum regulorum. Est autem eadem ratio in quacumque religiones, quæ per se sit presbyterorum religio. Du-
riorum; nam in his potissima pars vitae contemplativa consistit.

Quomodo Societas tam multa actioni simul cum contemplatione possit satisfacere?

9. Ad alteram partem difficilitatis in numero tertiis. — Deum unicumque religiones gratiam suum instituto accommodat communicare. Atque ex his difficile non est tollere admirationem, quae in numero tertiio objiciebatur, scilicet, qui fieri possit ut tam multa actio, quam Societas profiteretur, cum perfecta contemplatione conjungatur. Respondemus enim imprimiti hoc non esse impossibile cum divina gratia; et quamvis id difficile videatur, perfectam tamen virtutem circa difficile versari, atque ita difficultatem illam, per religious providentiam et perfectam institutionem, cum vocationis gratia possessi superare.

Dico autem cum vocationis gratia, tum quia nemo pro ratione sui status potest pie vivere, nendum perfecte, sine speciali gratia Dei; tum etiam quia pie credendum est, vel potius est moraliter certum, Deum unicumque religioni dare specialam gratiam, quam communicat omnibus qui ab Spiritu Sancto ad illum vocantur, si per illos non steterit, ut finem illius instituti consequi valeat. Sic eum dixit D. Thom., in 4. d. 2. quest. 1. articulo secundo, ad 9. ad quamlibet eminenter status dari aliquam sanctitatem, cum sit ibi necessarum specialis auxilium gratiae. Et d. 38. quest. 1. articulo quinto, ad 2. dixit, in consecratione virginum, et aliis hujusmodi beneficiis, dari gratiam, nisi sit impedimentum ex parte suscipiens. Cujo locutionis sensus non est, per hos actus dari aliquam gratiam ex operc operato, cum non sint sacramenta, nec de hoc possit assignari certa aliqua lex; imo necne specialis privilegium eis esse concessum, cum sufficienti fundamento dici potest. Sensus ergo est, de speciali gratia auxiliante, excitante et adjuvante, quam Deus, quantum in ipsi est, majorem et specialiorem tribuit his, quos in speciali status ac munere constituit, ad cujus convenientem usum illa indigent. Quo principio usus est etiam idem D. Thomas, tertia parte, quest. 27. articulo quinto, ad 1. et a nobis confirmatum est in 2 tom. tertiae partis, disp. 1. sect. 2. ad finem, et disp. tertiae sect. quinta, ration. 3. ubi ex Scriptura et Patribus illud confirmavimus. Quibus addi potest illum Pauli, ad Ephes. 3: Ejus factus sum tuo ministro secundum donum gratiae Dei, qua data est mihi secundum virtutem operationis ejus; et instituto societatis.

mibi enim SacTORUm minimo data est gratia evangelizare investigabile dictis Christi, etc. Atque hoc voluit Deus significare Moyis, quando se excusanti a divino ministerio, eo quod ad illud imparem se agnosceret, respondit: Ego eram locum; hoc enim verbo non tantum speciale privilegium, sed suavis etiam dispositio providentiae divinae significata est, dantis uniuicunque gratiam muneri vel statui ab ipso Deo instituto accommodatum. Cum ergo omnes religiones approbati merito sensantur speciali Dei providentia instituto, dubitandum non est quin singulac habeant paras speciale Dei auxilium seu vocationis proportionatum, ac prorsus eto majus, quo institutum fuerit alius ac difficilior, et ad majus Dei obsequium, majoremque Ecclesiae utilitatem ordinatum. Ostendimus autem in Societatis instituto huc omnia excellenti quodam modo inveniri, scilicet, approbationem, institutionem ex Spiritu Sancti instituto, intentionem divini cultus et gloriae, cum gravisimo munere et onere procurandi salutem animarum; ergo dubitari non potest quin habeat a Deo paratam speciale vocationis gratiam, quia praeeditum finem comparare valeat. Atque hujus gratiae vocationis videtur nobis praebuisse testimonium Gregorius XIII, constitutione Quanto fructuosius, et in alia illa Ascendente Domino, cum dixit: Societatis finis est propagatio et defensio fidei, axemque in vita et doctrina Christiana progressus, ita estiam gratiae ejus vocationis proprium est, diversa loca ex Romani Pontificis vel Propositi generalis directione peragrat. Nam, quia ille actus et difficilior et periculosior aliis esse potest, ideo gratiae vocationis specialiter illum attribuit; sic ergo nos dici mus, quia est difficilis in conjuncta perfectione vitae activae cum perfectione vitae contemplativa, per gratiam vocationis non difficile superari posse.

10. Alio modo eidem dubitationi satisfiat. — Prima circumstantia ad Societatis actionis requirita. — Secunda. — Addo vero ulterior, si attente consideremus ea quae diximus, non esse in eo negotio nichil magnum difficultatem, quia principales actiones, in quibus via activa Societatis versatur, ita sunt coniunctae cum vita contemplativa, ut veluti ex corpore et animo unum quid ex illis efficat; quamvis autem plura, ut plura, intendere difficile sit, quia de causa, Ecclesiastici 11. dicitur: Fili, ne in multis sint actus tui; et Luc. 10. Martiae declaratur unum esse necessarium,
CAPUT VII. IN QUO GRADU PERFECTIONIS SOCIETAS JESU INSTITUTA SIT.

quod Augustinuss et alii Patres unico vitae contemplativae negotio seu otio exponunt. Plura tamen per modum unius intendere non est difficile. Exemplo ab speculatione et doctrina aliarum scientiarum sumpto, rem declaro. Longe enim diversum videtur docere et spectari, scribere aut meditari; tamen hac duo munia non se impeditum, neque unum ratione alterius difficillimius redditor, quia uenum ex alio ortur, et tunc recte doctrina traditur, quando inter interioris speculative perfecta est. Hic vero se habet contemplatio ad predictas Societatis actiones, et ideo illam per se non impeditum, eo vel maxime quod tales actiones, ut perfecte fiat, duae circumstancias ad contemplativam partem maxime pertinentes per se requirunt. Una est, ut fiat intuitu maioris gloriae, et obsequii divini, et quod semper aut frequentur quod fieri possit, illuc referantur, de quo frequentior filii Societatis in suis constitutibis admonentur, ut videre licet in 3 p. Constit., cap. 1, § vigesimo sexto, et p. 7, c. 1, § 1, et c. 2, per toolum, et p. 8, cap. 1, et ideo in parte decima, § 2, dictur: Ad conservationem et incrementum spiritus Societatis, atque ad associationem, finis quem sibi praefigit, auxiliis animarum ad ultimum et supernaturalem suum finem consequendum, media illa, qua cum Deo instrumentum coniungunt ac disponunt, ut a divina manu recte gubernetur, officiorum sunt quam quod illud disponunt erga homines. Hujusmodi est probitas et virtus, ac precipue charitas, et pura intentio divini servitii, et familiaritas cum Deo in spiritualibus devotionis exercitii. Qui modus operandi perfectissimus est, et qui assiduum Dei memoriam maxime conservat, ut late explicat Basilius, reg. 5, ex fusius disputat, et attingit in brevioribus, regul. 195 et 196. Aliam circumstantiam, quae ex dictis facile colligitur, est, ut talia opera fiat cum actuali oratione ac petitione divini auxili. Quia cum in illis omnibus homo semper operari debeat ut Dei instrumentum, a quo debet efficaciam illorum expectare, tunc perfecte fiat, quando predicta oratio cum eis adjungitur. Igitur si debito modo tales actiones fiat, ex se non impeditum perfectionem vitae contemplativa, sed potius ex se juvant. Et quamvis contingat aliquando impedire actualum quodam interiore suavitate et dulcedinem, illud non est substantiale detrimentum, multoque magis perfectionem auget opus charitatis erga proximos propter Deum factum. Propert quod dixit Gregorius, prima p. Pastoralis, c. 5, ad finem: Sunt nonnulli qui, magnis munusibus dicitam, dum solius contemplationis studiis inardescunt, parere utilitati proximarum praedicationem refugiantur, secretum quietis diligunt, secessum speculations posunt; de quo it districte judicentur, ex tantis procedulbio rei sunt, quantis venientes ad publicum prodeoss potuerunt; quae enim mente i, qui proculmis profuturos et dispelleceret, utilitati oalterorum secretum proponiit suum, quando ipsos suumm Patris Unigenitus, ut multis prodest, de sinu Patris agrestus est ad publicum nostrum?

CAPUT VII.

IN QUO GRADU PERFECTIONIS SOCIETAS RELIGIO CONSTITUTA SIT.

1. Prima objectio quorumdam in Societatem, quod chorun non habeat. — Quamvis omnis religio sit actus perfectionis, tamen non omnes omnia consiliorum opera exercet, et ideo quodam in altioribus versatur, quam alia, juxta varios fines proximos, in quos tendunt, ut in superioribus visum est. Et ideo ad perfectam notiam Societatis tradendum, necesse est, quantum sine invidia et arrogantia fieri possit, quod gradum in hoc ordine perfectionis attingat, explicare. Quod quidem in his, quae laetentur, tam clare continuetur, ut nova expositione non indiget. Tamem, ut aliquidus objectionibus satisficeretur, hoc omittere non potius. Aliqui enim Societatem magne imperfectios agnunt, tam in munere vitae active, quam contemplativa; unde concludere contur, illius institutione valde imperfectum esse. Priorem partem ad vitam contemplativam pertinenter ex eo colligunt, quod Societas precipuum hujus vitae munus, quod in psalmodia et divinei laudibus decadantis consistat, non fungatur. Et ideo omnes antiquiores religionum institutores hanc precipue in suis regulis, commendarentur, ut constat ex Basilio frequenter in suis regulis, tam fusius, quam breuis disputatis; et Benedicto, in sua regula, a cap. 9, per plura sequentia; et ex Augustino etiam in sua regula, quos omnes posteriores religiones imitata sunt, preseruuin mendicantes, quae ex suis institutis eleemosynis fidelium aluntur, et hac ratione videntur speciali titulo obligari ad divina officia publice decantanda. Propeter quod Sot., de Just., libro decimo, quast. decima, articulo tertio, circa finem, cum diiss: set religiones approbatas teneri officiun
divinum in communi celebrare, quia illud est preceptum contemplationis munus, subit: *Loquor de regularibus antiquis; nam si aliis religionis modis circa hujusmodi obligacionem admittatur, certe non nobis religio-
nis mereatur, quippe quae maximo splendore religi-
nis careat. Quem imitatus est Trull., lib. 2 Ordin. Canonici, c. 12.*

2. Secunda objectio in eamdem Societatem, quod austeram vitam non agat. — *Auctor sermonum ad fratres.* — Altera pars, pertinens ad vitam activam, ex alio capite sumitur, sic licet, quia magna portio hujus vitae consistit in actibus pertinentibus ad penitentiam, afflicционem, et austeritatem corporis; et in universum loquendo, hujusmodi penitentiae et austeritatem exercitia maxime necessaria sunt ad perfectionem assequendam. Propter quod omnes etiam antiquae religiones in hac vitae austeritatem magna ex parte fundatur, sicut de antiquis monachis per Egyptum late refert Eusebius, lib. 2 Historiae, cap. decimo septimo, et ex Athanasio, in vitæ Antonii, et ex aliis historiis antiquorum Patrum constat. Et D. Basilii de carnibus suis monachis prohibuit. Et auctor sermonum de Communi vita clericorum, alias sermon, 5, ad Fratres in eodem, de illis eremitis ait: *Postquam eram introverunt, nuncarnes sumpserunt, ovi-
no colore, nigrimero, asperrimoque indusi sunt.* Et libro 1 de Moribus Ecclesiae, cap. trigesimo primo, minum in modum Augustinus exagge-
rat, et laudat severissimam antiquorum co-
nobitarum et eremitarum vitam. De qua multa etiam apud Hieronymum, in epist. 32 ad Eustochium, de Custodia virginitis, pre-
ter alia, quae epistola quarta, decima tertia, et alia, de hoc genere vitæ commendat. Sanctus etiam Martinus (ut in ejus Vita refert Sulpiitus) usum vini in su monasterio suis monachis interdici ebat. Benedictus etiam, in sua regula, cap. 39, a carnibus voluit abstinere monachos, prater de biles et infirmos. Quod servari præcipitur in cap. CVM AD MOnAS-
TRIUM, de Statu monachorum, ubi, etiam lineae camisiae prohibitur monachis. Unde in cap. CARNUM (inquit Fructuosus Episcopus) cui-
quam monachos, nec sumanet, nec sustinendi est concessa licentia, non quod iuramentum Dei ju-
dicium indignam, sed quod carnis abstinentia utilis et opta monachis estitemur. Divus Grego-
rius, in epistola ad Augustinum, Augliorum Episcopum, ut refertur in cap. DE INQUA, d. 4: *Sacredotes (inquit) et diaconi, et religii om-
nes, quos dignitas ecclesiastica gradus ezornat, a Quinquagesima propitium jejunandi ucri-
sit.* Et subit rationem, ad rem presentem multum pertinentem: *Quo et aliquid ad pr-
sum sancib institutionis adhucian, et eorum, qui in laica ordine consimilus, observantium, sicus loco, iux religione praebent. At vero So-
cietae non solum antiquam religionem aste-
ritatem non imitatur, verum etiam in hoc genere fere nihil peculiaris profitetur, prater ea, quae ex communi usu, vel precepto Ecclesie omnes observare tenetur. Est erno in hac parte valde imperfecte, Christique et Apostolorum vestigia non sequitur, ut moder-
nus quidam 1 in illam tacite object, prater alia, quae in lib. nono, cap. septimo, agendo de usu exercitiorum, aferemus.*

Societatem ex vi sui instituti perfectissimam religionem esse.

3. Notatio ad probationem. — *Suddatur pri-
ma pars, primo.* — Nihilominus dicendum est religionem hanc ex vi sui instituti perfectissi-
num esse, iia ut in supreme ordine status religionis constituta sit, et in eo non infi-
num gradum teneat. Ut senenum conclusio explicat, suppono, quod in tractatu 9, libro primo, cap. sexto, cum D. Thoma ostensi est, religiones, quae puram vitam contempla-
tivam profitetur, ex suo genere perfectiores 
esse illis quae profitetur vitam pure activam, 
religiones vero, quae ex vi sui instituti utram-
que vitam apprehendunt, utrisque perfectiores 
esse. Ex quo D. Thomas, q. centesima octogesi-
sima octava, articulo sexto, concludit: Svm-
num gradum in religionibus tenet, qui ordi-
namur ad docendum et probandum. In hoc ego sensu dicimus religionem Societatis in su-
premo ordine perfectionis religiosae constit-
tam esse. Quod, supposito dicto principio, evid-
enter concluditur ex his quae de fine hujus re-
ligionis diximus in cap. 4; ostensum est enim 
religionem hanc esse institutam per se, et di-
recte, tam ad opera vitae contemplativa quam 
active, et ad docendum et probandum, et ad alia spiritualia opera circa proximos exercendae 
cum maxima perfectione et propensione.

4. *Suddatur secundo.* — Secundo, potest hoc 
explicari ex alio principio positum, quod Societ-
tas per se est religio presbyterorum. Nam, 
loquendo ex genere, religio clericorum per-
fectior est quam religio monachorum, quod 
sumii potest ex cap. 1 et 2, 49, q. 3, ubi pro-

1 Avendano, tractat. 11 in Psal. Beati im-
maculiti, v. 3.
CAP. VII. IN QUO GRADU PERFECTIONIS SOCIETAS JESU INSTITUTA SIT.

hibentur Canonici regulares ad monacatun transire, quamvis illud possid exponi factum esse propter dignitatem sacerdotalem, ut indicat D. Thomas, 2. 2. q. 189, art. 8, ad 2, et supra, in tractatu octavo, libro tertio, cap. decimo, expensum est. Inde tamen possimus ulterius argumentari; nam ordo sacerdotalis per se est diglossius, et statum perfectionis aliquo modo attingens, ut in superioribus signicaturn est, et sumitur ex Dionysio, toto lib. de Eccles. hierar.; et Chrysostomo, hom. 38 in Matth., ubi ait sacerdotes esse quasi cor et stematic Ecclesiæ, quomiam ab eis recipit Christianus populus vitæ influxum, et spirituale alimentum. Ergo religio, quæ per se primo ordinatur ad perficiendos sacerdotes, ut sic, id est, in ipsis munibus sacerdotaliibus, perfector sine dubio est ex suo genere, quam professio quæ per se est laicorum, qualis est monachalis, et ideo haec religio initian- dorum vocatur a Dionysio, c. 6 de Ecclesiast. hierarch.; et propterque ex monachis ad sacer- dotum assumebantur de licentia Abbatum, quando digni inveniebantur, ut sumitur ex Gregorio, lib. 8 Epist. cap. 127, alias epist. vigesima septima, unde est etiam illud Hieronymi; epist. 4 ad Rusticum: Sic vive in monasterio, ut clericus esse merearis. Quia vero haec comparisones semper intelligitur ceteris paribus, vel quantum est ex tali capite, ideo fieri potest ut duæ religiones mutuo se ex- dant, quatenus una magis attendit ad munus proprium sacerdotum, quam ad concionato- rum. Altera vero e contra magis ad hoc quam ad illud munus incumbit. Postea vero ad fa- ciendam illam comparisonem simpliciter oporteteturque capite sua munera inter se comparare, quod ad nos non spectat. Societas enim in utroque illo genere existit, et simul utrumque caput ampliamenti, ut capite precedentii ostensum est; unde ex hoc capite perfectior etiam est ex genere suo, quam quedam alia, maxime cum in singulis generibus illorum magnum quam perfectionem intensivam (ut sic dixam) et extensivam habeat; nam est religio sacerdotum, tam quod munera divini- norum mysteriorum, quam quod catharum mini- steria, quam ad perfectionem corpus Christi mysticam diriguntur, et ordinatur ad prædi- candum et docendum, quacumque per Christi Vicarium mittuntur, et cum omni perfectione in superioribus satis explicata.

5. Suadetur tertio. — Hinc denique addi potest tertia ratio, sumpta ex D. Thoma, d. articulo sexto; nam supremum in unoquaque generis est mensura cælorum; in statu autem perfectionis supremum locum tenent Episcopi; ergo religio, quæ ad illum statum propinquius accesserit, erit ex suo genere in altiori statu perfectionis, quam reliqua; sed Societas propinquissime videtur accedere statum Episcopalem, quantum ad id unde habet, quod sit status perfectionis; ergo. Probatur minor, quia Episcopi dicuntur præcipue esse in statu perfectionis, quia sunt in statu perfectionis communicande, et quia ad hoc obligantur ex officio, etiamsi oporteat pro ovisbus dare animam suam, et quia in illo munere firmitatem habent ex obligatione sui status; sed haec omn. nia participat excellenti modo Societas; nam ex vi sui finis ordinatur non modo ad perfectionem acquirendum, sed etiam exercendam et communicandam, et ex vi suorum votorum (quod illi proprium est) ad hoc obligatur, non obstante quacumque difficultate, peregrinando per universum orbem, etiam mendicando, si opus sit, et pericula quæque subeundo, usque ad sanguinis effusionem; in quo munere habet etiam firmitatem ratione obligationis vesti- ti; ergo etiam ex hoc capite proxime accedit ad statum perfectionis Episcopalis. Differt autem (ut cap. 2, n. 8, dixi), quia non principaliter, sed ministerialiter hoc munus sustinet. Item quia non se extendit ad conferenda illa sa- cramenta, per que aut fideles in perfecto quodam statu Christianitatis constituntur, ut est Sacramentum Confirmationis, aut cre- antur ministri perfectionis aliorum, ut est Sacramentum Ordinis. Sed in his omnes religio- giones inferiores sunt Episcopis, quorum sunt adjutrices. In hoc vero potest speciale aliquid in Societate notari; nam videtur specialiter instituta in ministerium Apostolice Sedis, ut ex bullis Pontificis sape adductus manifeste constat. Unde etiam Clemens VIII, bouigne alloquens Patres, qui ex universa Societate Rome congregati fuerant anno 1600, Societatem brachium ductum Sedis Apostolicae appellare dignatus est. Ex quo etiam factum est, ut ab eadem Sede Apostolica plurimæ gratiae et facultates in Societatem manaverint, in ordine ad ministeria exercenda circa salu- tem animarum, et communicando potestatatem suam ad perficiendos alios, ut ex eisest Ponti- ficiis bullis manifestum est, et in libro nono exponemus.

6. Quod in secunda parte conclusionis intendatur. — Ex his non est difficile alteram partem conclusionis probare, scilicet, non habere
Societatem in illo ordine inimum gradum, quam per hanc negationem, potius quam per positivam comparationem proposui, ut omnem inviam vitarem. Duo enim solum ostendere intendo: unum est, habere in illo ordine satis magnum perfectionem; aliud est, ex illis duobus capitis, quos nobis obiunctione, non posse colligi huic religioni deesse aliquid perfectionis debite et convenientis sibi juxta finem suum, et consequenter nec sibi simpliciter melioris; neque etiam ob hab causas posse juste postponi alius, qui pie ac religioso sanctas illas actiones exercerit. Quae vero in particulari, pensativa omnibus, perfectior sit, non est meum judicium, ut sepe in hac materia dixi.

7. Probatur jam primo hae secunda pars ex fine Societatis. — Illud ergo prius (posterius enim c. 8 et 9 præstabilimus) multos profecto et manifestis modo ostendit potest, ex his quae haec tenent de hoc instituto diximus. Primo, ex fine, qui sine dubio est altissimam, omnium confessione; nam est idem cum fine Apostolici instituti, maximeque accedit ad finem adventus Christi in mundum; et quamvis multe religiones eundem finem possint intendere aliquo modo, tamen Societas perfecta quodam modo se ostendit in illum propensa; nam per actiones in suo ordine perfectissimas, et per omnes, quas moraliter desiderari possunt, illum inquirit. Docet autem D. Thom. 2. 2. q. 188. art. 6. inter religiones respicientes eundem fuem illum esse perfectiorum, quae per actionem perfectiorum illum attingit, et easteris paribus, illum quae per plures actiones. Quod etiam ex communi sententia Doctorum, c. 3. ostendimus.

8. Secundo, ex perfectione votorum ad tales finem faciant. — Tertio, ex alitis meditis. — Secundo, idem suaderi potest ex perfectione trium votorum, in quibus substantia religiosis consistit; jam enim in citato loco, a n. 4. indicavimus quanta sit, tam intensiva, quam extensiva perfectio Societatis in materia et observantia horum votorum, et præsertim quantum emineat in obedientia, quae alius est excellenter. Tertio, probari potest ex alis meditis, quibus ad finem suum haec religio utitur; nam et in se sunt plura et valde perfecta, et ad finem intentum maxime proportionata, ut ex illo eodem capite satis constat; supputa autem perfectionis finis, nulla major perfectio in aliqua religione desiderari potest. Nam, ut recte dixit S. Antonius Abbas, et reflect Moyzes Abbas, apud Cassianum, col. 2, c. 2. optima ratio inquirenda perfectionis in his vel illis actionibus, aut multitudine earum, sed in discretione posita est; nulla autem est major discretio majorve prudentiae perfectio, quam ut proposito optimo fine, convenientissima etiam media, et ad illum maxime proportionata eligatur.

9. Quarto, ex perfectione charitatis erga proximum. — Quinto, ex perfectione charitatis erga Deum. — Quarto, id ostendi potest ex perfectione charitatis erga proximum, quam haec religio proficet, ut toto lib. 9 constat latius. Illa ergo cerni potest primo in unione religionis et membrorum ejus inter se, de qua supra dictum est, et dicetur latius libro octavo, c. 8. Deinde in benevolentia erga proximos, que, ut D. Thomas docuit, opusc. 18. c. 4. tunc perfecta ostenditur, quando ad omnes amicos et inimicos, fideles et infideles extenditur, et quando pro eorum commodis præsertim spiritualibus propria incommoda temporalia et corporalia etiam usque ad mortem, si opus sit, contemnuntur. Quae omnia manifeste cernuntur in modo diligendi proximos, quem haec religio proficet. Testimonialium enim hujus benevolentiae est beneficentia; nam testificatio amoris exhibito est opera, ut dixit Gregorius, hom. 17 in Ezechiel., et in illud 1 Reg. 3: Non erat visio manifesta; et iterum hom. 30 in Evangelium. At Societas hoc beneficentiae genus plane proficit, ut evidentissimum est ex ejus instituto, et peculiari ac propria obligatione qua teneuntur, non solum pro communibus Ecclesiae hos tibus, nunc Catholic universis, sed pro suis etiam privatis inimicis, emulisque gratiosi ore, quod ad beneficientiam spectat docuit D. Thom. 2. 2. q. 31. a. 2. ad 1. Off. ferre item (quod specialius est) sacrificia pro iisdem, ac denique ex paupertatibus votum habebatur ab eis acceptare stipendium aut compensationem, quos tam sedulo, tamque laboriosi litteris imbuat, aut consilio in rebus dubius instituit, salutarque doctrina pro conquisitionibus imperit. Atque hinc constat quinta ratio, quae sumi potest ex perfectione charitatis ad Deum. Unum enim ex maximis signis dilectiois ad Deum est dilectio proximi, propter quod scriptum est, Rom. 13: Qui diligit proximum, legem implevit; ergo etiam perfectio charitatis erga proximum magnum indicium esse debeat perfectionis charitatis erga Deum, præsertim cum ex vi sui instituti, ut dixi, te natur Societas in animarum salute procuranda nullum temporale commodum quere.
CAP. VIII. SATISFIT PRIME OBJECTIONI CAPITIS PRECEDEMNTIS.

neque honoribus, ant humanas dignitates; quid ergo ei superest, nisi divinam gloriam pro-
pter se ipsam quaerere, prout in suis constitu-
tionibus sepe admonetur? Hoc autem pro-
prum est amoris Dei propter se ipsum; 
ergo.

10. Sexto, ex sua vocationis gratia. — De-
nique ex peculiari ratione in subditos vigilan-
di. — Hinc sexto ad hanc perfectionem spec-
tare potest singularius illa gratia vocationis,
quam capite precedenti, numero nono, ost-
tendi ab Spiritu Sancto dare. Quamvis enim 
hec distributione accommoda unicique reli-
giones tributatur, verisimile tamen est ei dari 
copiosiorum et majorem, quae ad altiora ef-
fectus divinae gratiae assumitur; nam, ut ibi-
dem quoque ostendit, confert Deus gratiam 
juxta mensuram obligations et munerationis, 
quae gratia etiam cresce solent ex dispositione ho-
minis, ad quam pertinet affectus illi, quo per-
sone vel majorem difficultatem propter Deum 
amplectitur, vel magis se ipsum abnegat. In 
uroque autem videtur hae religio habere 
singularum excellentiem; nam ex parte Spi-
ritus Sancti instituta est ad excellenteres ef-
fectus divinae gratiae, quales sunt Ecclesiae 
propagatio, fidei defensio, animarum conver-
sio et perfectio. Ex parte vero eorum qui ad 
hanc religionem vocantur, quia eximia qua-
dam abnegatio ab ipsis postulatur, ita ut nec 
locum, nec officium, nec quidquam aliud cer-
tum aut securum habere possint, sed ad omnem 
mutationem, omneque difficultatem 
superandum expositi semper esse debent; et 
sine dubio credendum est propriam gratiam 
hujus vocationis singulari modo esse perfec-
tam et paratam, quod est ex parte Dei. 

Denique posset hic etiam considerari singulari-
Ars providentia hujus religionis ex vi sui in-
stitutti, tam in promovendo ad bonum subdi-
tos suos, medio suo sacramentorum et alia-
rum spiritualium rerum, quam in praeventu-
dis malis, seu obstaculis et impedimentis spi-
ritualis profectus. Sed hae et in superioribus 
lacta sunt, et toto libro 8 recurrent, et expend-
entur etiam statim, punctum alterum num-
bero 6 propositum prossequendo.

CAPUT VIII.

CONVENIENTER IN SOCIETATE CANTUS ET CHORI 
ORDINARIUM USUM NON ESSE.

4. Non pertinere ad perfectionem religionis 
oncia consilia collective profiteri. — Superest 

ut objectio bus factis respondeamus: inde 
etiam facile colligetur, quod in capite prece-
denti, numero sexto, secundo loco propositu-
tum est, sicutque, non posse religionem hunc 
aut imperfectius argui, aut alius religioni-
bus posteo, eo quod vel cantu et choro non 
utatur ordinaria (in casu enim aliquo usum 
admissi patet ex congregazione generali 4, 
can. 25, et congreg. 2, can. 24, et congreg. 
3, can. 9, et ex illis quae lib. 8, c. 2, numero 
quarto, in fine attingemus), vel quia in ex-
teriori victu et vestitu specialem austeritatem 
non profitetur. Ad quod imprimes suppone, 
non pertinere ad perfectionem alieutus reli-
gionis, ut omnia consilia collective (ut sic di-
cam) et in particulari amplexatur et profitae-
tur. Quod significavit D. Thom. 2. 2, q. 186, 
a. 2, et late a nobis explicitum est, tractando 
in genero de statu religionis, tractatu 8. Et 
ratio evidens est, quia impossibile est multi-
tudinem omnium consiliorum simul exequi et 
observare; imo, quedam eorum possunt esse 
incopiissimia ut simul fiant, ut insenire in-
firmis, et conscienti, aut eodem tempore, aut 
continuo officio; sepe enim ipsa rerum multi-
tudine obturata humana natura, et aut vires 
corporis deficiunt, aut fervor spiritus extin-
guitur, et ita propter indiscretum omnes sepe 
in virtute non perseveratur, ut dixit S. Anto-
nius, apud Cassian., dicta collat. 2, cap. 2. Et 
colligatur optime ex verbis illis Apostolorum, 
Actor. 6: Non est aevum nos derelinguere ver-
bum Dei, et ministrare mensis. Opus enim il-
lud ministrandi optimum erat, et sub consilio, 
non tamen statui Apostolorum accommoda-
tum, quia non poterat simul cum munere 
preclusiones conjungi.

2. Duo consideranda ut comparatio inter 
duum religiones fiat. — Unum. — Allerus. — 
Quapropter, quando fit comparatio inter reli-
giosos status, et uni videtur deesse aliqua ob-
servantia religiosa, et exercitium alieutus 
operis sub consilium cadentis, quod in alius 
religionibus inventur, non statim potest talis 
religio aut imperfecta, aut inferior alius simp-
pliciter judicari. Sed ut de utraque illa re jü-
dicium feratur, duo cum partitione accommo-
danda pensanda sunt. Unum est, an tale opus 
abit accommodatione fini talis religionis, vel po-
tius an, considerato illo fine, expedienti fu-
erit tale exercitium in tali religione non ad-
mittere: nam, si prudenter hoc ita jüdicatum 
feriet, carentia illius observantiae non poterit 
juste existimari imperfectio privata (ut phi-
losophico more loquar) talis religionis, eum
non sit carentia perfectionis illi debitae, vel convenientia juxta finem sumum; imo nec imperfectio negativa simpliciter reputanda est, si finis ille, propter quem talis observantia omissitur, perfectionis est illa, sicut ex Divo Anselmo Theologo et philosopho dicunt, non pertinere ad perfectionem simpliciter habere formaliter perfectionem illam, qua majorem excluderet. Unde statim sequitur alius considerandum, an, siciliet, carentia illius boni exercitii alio meliori compensatur, quod simul cum cum alio morali esse non potest, atque ita recte fiet judicium illud comparativum. Si enim aliqua religio tali bono careat, idque non propter alius majus vel sequeale, quo carentia illius boni compensatur, sine dubio ea religio, quae esteris paribus in tali bono exesseret, perfectior erit. Si autem illae defectas aliusque compensat, non potest alius religio simpliciter judicari excellenter, sed ad summum secundum quid. Quam totam doctrinam tradit D. Thomas, et bene explicuit Cajetanus 2, 2, q. 198, art. 7, ad 1.

CAP. VIII. SATISFIT PRIMÆ OBJECTIONI CAPITIS PRÆCEDENTIS.

599
tum quia si officia hæc per antiquiores et gra-
viros non exercentur, non possunt pro di-
ğitate, et cum debito splendore fieri; tum etiam quia in unaquaque religione, in illis ac-
tibus et ministeriis oportet novitatis et exer-
ceri, quæ postea perpetuo debent in ea-
dem religione retinere, ac propertea tota pro-
batio novitiorum Societatis, ut postea lib. 2,
cap. 5, videbimur, adeo est intenta corum in-
structioni spirituali, et usui quotidiano media-
ditionis ac contemplationis, nec non etiam alii actionibus et operibus exercendo, in qui-
bus humilitas, et abjectio propria, et charitas
egra proximam, exercetur, ut ad hæc publica
officia conveniencier distrahi non possint. Adde
bonam novitiatia partem in peregrinando, in
ministrando in xenodochii, ac similibus ex-
perientiis extra domos, longeque proinde a
choro expleri. Jam vero de collegii studiorum res est per se evidenter; nam etiam religio-
nes, quæ hæc maxime ministerium chori profi-
lientur, in collegiis specialiter ad studia de-
putatis ab ea occupatone suo tam magistros
quam Scholasticos simplieiter abstinere ju-
bent. Nam revera studia pressent tam gravi-
ato et multiplicia, qualia sunt illa, quæ So-
ciatas profiitetur, si serio, et cum insigni fru-
tu, prout in Societate etiam postulatur, trac-
tanda sunt, totum tempus totumque hominem re-
quirunt; et aliqoi chori etiam occupatio, si
convenienti modo fieri debet, non parum la-
boriosa est, magnamque temporis partem re-
quirit. Denique discursus hic ad domos etiam
professorum facile potest applicari. Sunt enim
actiones circa proximos, quæ ab illis exercen-
dunt, gravissime, et aliqoi considerare
oporet esse hujusmodi esse; ut ab studiis et
lectione Patrum, vel aliorum Doctorum, qui
rebus divinis, et ad conscientiam pertinien-
tibus disserunt, nonquant omnino cessare
permittant. Addo insuper, quod lib. 8, cap. 4,
um. 4, afferemus, hujusmodi operarii nece-
scessarium esse aliquibus temporibus, et diu-
turnis, et frequentibus, quantum occupationes
permissin, private consideratione, medita-
tiones et contemplationes vacare, quæ ab propria
munera cum fructu animarum peragenda, et
augmentum propriis perfectione, et ab peri-
cula et incommoda vitanda, quæ in his me-
rubis intermiseri possint, multo utilior est
quam chori et cantus ecclesiastic occupatio.
Cum ergo non possent hæc omnia simul con-
jungi, quia hominem frangerent et obvraerent,
et singula imperfecte fierent, juxta commune
proverbium: Pluribus inventus, minor est ad
singula sensus, merito Ignatius Societatem
hoc onere liberandum putavit.

6. Nonuisse primum Ignatium qui a can-
tu et choro abstinent.—Prima observationem in ci-
tatis testimoniis. — Secunda.— Tertia.—Nec
vero primus fuit Beatus Ignatius, cui Spiritus
Sanctus eam mentem induxit: multo enim an-
tes eamdem doctrinam per antiquos Patres
Ecclesiæ docuerat; Gregorius enim Papa,
coram sanctissimo B. Petri corpore cum Epi-
scopis omnibus, ac Romanæ Ecclesiae presby-
teris residens, astantibus diaconis, et cuncto
clero dixit: In sancta Romana Ecclesia, cui
divina dispensatio præse te me voluit, duum
constituto est valde reprehensibilibs exorta, ut
quidam ad sacri altaris ministerium cantores
elignante, et in diaconatus ordine constitute,
modulationes vocis insensitae, quos ad predic-
tionis officium, eleemosynarumque studium va-
care congruebat. Et postea statuit ut talia of-
ficia per subdiaconos vel minores clericos per-
solvantur, aut cantentur. Ita habetur lib. 4
Registr, cap. 88, alias epist. 44, et in quodam
Concilium, quod post 12 lib. registri refertur, et
in cap. In sancta, d. 92. Quod decretum trac-
tans D. Thomas 2. 2, quest. nonagesima pri-
ma, articulo secundo, ad 3, verba habet ad
nostrum institutum valde notanda: Ad 3 (in-
quit) dicendum quod nobilior modus est pro-
candis hominis ad devotionem per doctrinam et
predicationem, quam per cantum, et ideo dia-
coni et Prelati, quibus competit per predictione-
num et doctrina animos hominum provocare
in Deum, non debant cantibus constare, ut per
hoc a majoribus retractantur. In quibus verbis
ratio potius attentienda est, quam particulares
personæ, que in eis nominantur. Quod enim
sint Prelati aut dieconi, materiale quid est
(ut sic dicam); formale autem, quod eis ex pro-
prio munere competat officium predictionis
exercendae, sub quo omnia ministeria com-
prehenduntur, quibus proximorum salus di-
recte procuratur. Illud etiam ex his testimoniiis
constat, preferendum esse munus doctrine et
predicationis, psalmodie, seu cantus eccle-
siasticco, quando utrumque non potest simul
perfecte et stabiliter exerceri. Denique hinc
etiam observari potest differentia inter can-
tum et predictionem, quod predictioni est
propria actio sacerdotum vel diaconorum; 
cantus vero per quoslibet inferiores clericos
exerceri potest, adde etiam per laicos, si ne-
cesse sit, et maxime si sint divino servitio
mancipati. Et hinc factum est, ut religions
monachorum, quia per se non sunt religions
sacerdotum, sed laicorum, chori ministerium proffetantur, quia optime per illos exerceri potest, et est finis eorum accommodatum, seilicet, ad contemplationem; non tamen idem est de omnibus religionibus sacerdotum; quia sacerdotis officium non est solum divinis officiis, sed maxime saluti hominum procurandi insinere, ut Gregorius dixit in 3 p. Pastoralis, cap. 4; et Concilium Aquasgran., cap. 8, et sumitur ex multis decretis apud Gratianum, 16, quast. 1, cap. Placuit, cum similibus. Et ideo, licet religio clericorum, que solum quod priorem partem eorum ministerium usurpat, merito etiam in divinis officiis publice et cum canu versetur, religio tamen sacerdotum, quia to- tum eorum ministerium, et praecipe illud, quod ad salutem et profectum animarum pertinent, proffetetur, non poterat convenienc per in choro et cantibus occupari.

7. Corollarium primum, in quo Soti dictum reprehenditur. — Ex his ergo salutis consistat pessima dixisse Sotum, precedentie capit, num. 1, citatum, religionem, sine obligatione dicendi officium in communi institutam, vix nomen religionis mereri. Nam prater quam quod illud es prater Pontificum approbationem, nullo fundamento nititur; quia chorus vel recitatio officii canonicus in communi non est de substantia religionis, ut est per se notum; neque etiam est medium necessarium ad illam sustinendum, vel ad perfectionem assesse-
dam, quia chasitas multis aliiis modis perfec
t potest. Et potest aliqua religio habere finem accommodatum perfectioni charitatis, ad quem medium illud non sit proportionatum. Quo modo D. Thomas, quest. centesima octogesi
da octava, dixit, posse institutum religionem ad opera vitae activa in operibus misericordiae corporalis, vel ad temporem militiam, ad quos fines medium illud accommodatum non est. Nec Soto affect aliis rationem, nisi quia talis religion maximo splendore religionis caret, quasi vero substantia et perfectio religio
is ex hoc splendore metienda sit; vel non possit etiam salvis operibus virtutum, et pra
cipue ex spiritualibus effectibus et beneficiis circa proximos sufficientem, ne dicam majorem splendorem habere.

8. Corollarium secundum, non posse imperfectionis argui ex quod choro careat. — Instantia bipartita. — Soloitum prior pars. — Soloitum posterior. — Secundo sequitur ex dictia, non posse Societatem argui quod imperfecto aut indebito modo instituta sit, quod hoc splendore seu munere careat, quia (ut recte dixit D. Thomas, dict. quest. 148, a. 7, ad 1), quando aliqua opus est instrumentum ad perfectionem, non consistit perfectio religionis in tali instrumento, aut in quanta rel modo ejus absoluta spectat, sed cum delita proportione ad finem talis religionis. Choris antem non est ipsa perfectio, sed instrumentum ad perfectionem, et ideo absolute non fuit Societati necessarius, et aliqui qui non crationum instrumentum ad finem Societatis, et ideo ad perfectam institutionem ejus non fuit necessarius, neque conveniens tal medium. Dices, esto non sit medium proportionatum speciali fini Societatis, esse fere necessarium ad generalem finem religionis contemplativa, quam non debet excludere finis particularis Societatis, si ipsa perfecta religio est. Unde, eo ipso quod Societas talia habeat finem proprium, qui medium illud convenienter non admissit, convincer imperfecta religio, etiam si intra suas limites cum perfectione instituta sit. Respondeo ad prionem partem negando assumption; quia sunt multa alia media, quibus finis vitae contemplativa comparari et exerceri potest, aliqui mensch et eremitae, quia solitarii vitam profitebantur, non fuissent proflendi perfectam vitam contemplativam, quod plane falsum est; quamvis enim desit publicum et corporalis cantus, potest landari Deus, ut instruimur Ephes. 5, in hymnis et cantibus spiritualibus, et privatis. Accedi, quod cantus publicus magis usurpatur, quia est utilis Ecclesiae ad excitandos homines ad devotionem, et laudem Dei, quam quia sit necessarius vel simpliciter, vel moraliter ad propriam et internam perfectionem vitae contemplativa eorum personalum, quae inhusmodi exercicio occupantur. Unde ad alteram partem negatur etiam assumption, quia, licet finis proprius Societatis hoc medium non requirat, neque cum illo habeat convenientem proportionem, nihilominus in se perfectissimum est, et secum admissit, imo requirit magnum perfactionem vitae contemplativa, ut in capite superiori demonstratum est. Denique ostensum est, finem hunc esse omnium perfectissimum, et ideo, quidquid cum illo non habuerit convenientem proportionem, perfecto necessarium non est ad religionem simpliciter perfectam, ut ex sequenti illatione magis patet et.

9. Corollarium tertium, Societatem, etiam si choro careat, non esse imperfectiorum religionibus illius habentibus. — Interrogationi quorumdam satisflet, ex D. Thoma et Gregorio. — Tertio.
CAP. IX. SATISFIT SECUNDÆ OBJECTIONIS.

ex dictis inferro, ex hoc capite, quod Societas chorum non habeat, inferri non posse esse minus perfectam alii illum habentibus. Sicut D. Thomas paulo ante citatus dixit, religio- nem, quæ magorem paupertatem profiteatur, non debere statim gloriari, quod alii simpliciter perfectior sit, sed ad summum secundum quid, quia potest ab alia excedi in his quæ pertinent ad obedientiam vel continentiam, quæ majora sunt, et quod in melioribus excedit, est simpliciter melius. Sed quid habet Societas proprium, quæ possit bonum illud aquari, ne dum superari? Respondeo ex doc- trina ejusdem D. Thome, et Gregorii, n. 6, citati, functiones illas, quibus directe salus animarum procuratur, non solum square, sed longe excedere bonum illud; estendimus autem in his functionibus, et in perfectione et obligatione earum non paucæ habere Societati- tem sibi propria, et nulli alteri religioni ex vi sui institutii convenientia; ergo ex hoc capite potius excedit in eo quod simpliciter melius est. In quo etiam considero hunc excessum non solum esse in his, quæ ad vitam activam pertinent, etiamsi functiones illæ hujus vitae actus esse videantur. Nam zelus animarum, a quo illæ functiones debent procedere, ad actus vitae contemplativa perinent, et est maxima pars perfectionis ejus, cum ad perfectionem charitatis proximi formaliter perinent, et in perfecta charitate Dei radicatus esse debeat. Est autem hic zelus suo molus proprius et peculiaris hujus instituti, quatenus cum speciali perfectione illum postulat et intendit. Nam, in 4 p. Constitutionum, cap. 3, dicitur, hanc Societatem ezerwendung esse in charitate, et zel animarum, quo omnis hominum genera completur, ut eorum serviat spirituali utili- tati. Et decima parte, § 2, potissima media Societas ad suum finem esse dicuntur, probita et virtus, ac præciue charitas, et pura intenti divini servitii, et familiaritas cum Deo in spiritualibus devotionis exercitii, et zelus sincerus animarum ad gloriam ejus, qui creat et redemit, quos ali emolumento post- habiio. Hec ergo sunt, quæ Societas vitam etiam quod partem contemplativam maxime perficere possunt, et chori jacturam non solum suppleere, sed etiam superare.

CAPUT IX.

UTRUM SOCIETAS ARCTAM SIMPLICITER AN LAXAM REGULAM PROFITEATUR.

1. Ratio dimitandi. — Ut secundae objec- tionis relictæ in c. 7. n. 2, radicis et plene respondeam, presentem questionem tractare visum est. Quia enim Societas vitam minus austeram in his, quæ ad externam corporis tractationem pertinent, scilicet, in victu et vestitu, assumpsisse videtur, ideo calumniatores aliqui in eam obiectunt, quod laxiorem regulam observet; quibus ex haecenum dictis non satia responsam videtur, quia fieri optime possit ut religio aliqua ex fine suo, et aliquisibus ministeriis majorem quamdam dignitatem habeant, et nihilominus sub laxiori regula vivat. Sic ergo religio Canonicorum regularium, eo quod sit religio secerdotum, et ad officia, que in divinis mysteris peraguntur, ordinare, speciale ac propria habet dignitatem. Et nihilominus in cap. Quod Dei thomore, de Statu monachor., de illis dicit Innocentius III, quod regula inserviat laxisori. Hoc autem non videtur alia ratione dictum, nisi quia licet in ceteris religiosae vivant, in his, quæ ad corpus pertinent, nullam speciale observant asperatatem, sed commodum, licet temperatura, vivendi modum habent. Ergo eadem ra- tione dicenda est laxiori regula Societas inserire. Atque hoc aliqui ita exagerant, ut inde velint persuadere hominibus religionem hane imperfectissimam esse, eo quod ejus professores delicate (ut ipsi auunt) vivant, nihilque a secularibus discerni videantur. (Dominicus Bannes, Relectione de charitate).

in jejuviorum frequentia fuerit durior. In vestitu ordinaria austeritas est, non uti lineis internis; erit autem major, quo indumentum fuerit asperius, vel etiam simplicius; atque hue etiam spectat non uti calceis, sed nudis pedibus ambulare. Denique etiam in lecto cervitur luce asperitas, in quo utendo non lineo, sed lanceo, vel in alio duriori usu lecti, usque ad huminicationem. Poenitentia vero latius patet, nam preter luce, que numeravisimus, que certe ad penitentiam pertinent, potest aliis modis fieri non tantum animo, sed etiam corpore (ita enim nunc loquimus), per actiones aut res que secrete et occulte sunt, lice in exteriori habitu non apparenent. Hujusmodi sunt secreta et private flagellationes, cilia, extraordinaria vigilia, graviores labores ex pia causa assumpti, et similia. Rigor autem se arcuato regulo, non solum in his rebus, imo nec principaliter in eis consistit, sed subtilius ac spiritualius (ut existimo) pensus est. Nam, licet arca regula sufficiens ten austeritatem vel penitentiam non omitat, principaliter autem consistit in rigorosa trium votorum observatione, et in omnibus observantibus que ad illa per se redonuntur, tanquam maxima ex se necessaria ad perfectionem illorum custodiam, vel tanquam digni fructus illius. Ut, verbi gratia, in observatione castitatis regula arca est, que non solum omnem actum aut motum turpem comprimit, sed etiam omnius sensuum mortificatione invigilat, et omnia verba, non solum lasciva, verum etiam quomodocumque vana, et que vel remote possunt puritatem offendere, omnino vetat, prohibet ac coercet; et sic de aliis. In paupertate multa numerari possent, que c. 3, num. 5 et 6, tacta sunt, quorum summa est, ut unica ratio utendi temporalibus bonis sit necessitas, et haec sit omnibus communis; usus vero sit in omnibus dependens a Superioris arbitrio. Maximus vero rigor, et regulae arcuato esse potest in obedientiis observantia; nam, sicut illa est caeteris excellentior, ita etiam est difficilior, et majorem abnegationem propriam, majoremque omniis affectuum abjurationem postulat. Et hic meritum dici potest maximus rigor religiosse regulae; nam, ut Gregorius dixit: Minus uniusque est abnegare quod habet, vale autem multum est abnegare quod est.

Societatem non profieri definitam austeritiatem, aut pennisias modum pro omnibus sociis communem.

3. Fatamur igitur ingenue non profieri, quoad regularem et omnibus dispositam observandum, definitum aliquem austeritatis aut penitentiae modum; ita enim in ejs constitutionibus expresse cautum est. Nam in Examine, capitae I, § 6, sic dicitur: Ratio vivendi in exterioribus justas ob causas, majus Dei obsequentia semper iatuendo, communes est, quae illas ordinarias penitentias vel corporis afflictiones ex obligatione subendam habeat. Idemque in aliis constitutionibus declaratur, quas postea referemus; et in bulla, in qua Julius III cum majori declaratione institutum confirmavit, haec sunt ultima verba in narratione seu declaratione instinti Pontifici proposita: In his, que ad victum, et vestitum, et caetera exteriora pertinet, honestorum auctoritatum communem et approbatum usum sequuntur; ut quod inde pro enajusque necessitate, vel spiritualis profectus desiderari substructum fuerit, ex devotione, et non ex obligatione, rationable omnium corporis Deo, prout expediat, offeratur. Et nilibominus statim subdit Pontifex, nihil, quod pium sanctumque non sit, in dicta Societate, ejusque laudabilibus institutionibus repertior, eoque omnia ad eorum, et eorum a Christo indicium amicarum sit, et habi exsiationem tenendor; ergo, ex sententia Pontificis, etiam quod hanc partem hoc institutum pium et sanctum, et ad pridicturn finem egressi accommodatum, quod nobis superest explicandum.

Secunda Conclusio.

Societate uti debere penitentiis, et afflictionibus corporis, modo in Constitutionibus prascripto.

4. Probatam conclusio ex eariis locis Constitutionum. — Dico ergo secundo, Societatem ex hi sum regulis uti debere penitentiis, et afflictionibus corporis, modum tamen utendi illis prudenti et sapientissima ratione in ejus regula esse prascriptum. Utraque pars ex eidem constitutionibus probatur. Nam in dict. cap. 1 Examin., § 6, post verba superius citata subditur: Sed illas (sic licet penitentiis, et corporis afflictionibus) assumere quisque potest, quae sibi videbuntur (cum approbatum superiorioris) ad maiorem sui spiritus profectum content, et quas propter eundem fine, su-
CAP. IX. SATISFIT SECUNDÆ OBJECTIONI. 

periores eis poterunt imponere. Circa quae vera
ba solum expendo verbum illud poterit, aut
poterat. Potisset enim Beatus Ignatius uti verbo
debet; ne tamenvideretur obligatione
nem aliquam in scientia inducere, ab illo
vero abstinui; in universum enim noluit regu-
genum hanc speciem obligationem in cons-
cientia importare. Si tamen verbum debendi
non dictat obligationem sub culpa aliqua , sed
solum directionem regule ad id quod per-
fecisti est, et per ipsam regulam consulitum,
sic vere possimus dicere, debere Societatis
alumnos, ex vi hujus regulae, uti afflictionibus
corporis, dubus illis modis in ipsa prescrip-
tpis. Debet enim quantum est se has po-
nitientias desiderare et petere, et juxta arbi-
trium sui Superioris illas fideliter exequi.
Quod si quispiam in hoc negotiis fuerit, de-
bit Superior pro ratione sui manerii, quo te-
etur subditos ad majorem profectum spiri-
tualem juvare, et non defectus punire so-
lummodo, tales penitentias injungere; tunc
vero manifestum est debere subditos illas as-
sumere, cum ad perfectionem tendere ex vi
sui status teneantur; atque in hoc sensu in-
tellecta est huc regula ab universa Societate,
prout ratio ipsa majoris perfectionis postula-
batur, et perpetua etiam consuetudine, quae est
optimum legum interprete, eamdem inven-
tiam consummavit. Unde, in sexta parte Con-
istitutum, cap. tertio, paragraphe primo,
de professis Societatis agens Beatus Ignatius,
dum dixisset in corporali exercitacione jeju-
riorum, vigilarum, aliarum rerum ad austeritatem, vel corporis castigationem spec-
tantium, nullam regulam eis prescribendam
esse, nisi quam discreta charitas unicumque
dictaverit, dummodo consulari confessor vel
superior, subdit: Hoc tamen dicitur in uni-
versum esse quosdam animadverterunt, ne ni-
mius hujusmodi rerum usus tantopere vires
corporis debilitet, ut deinde spirituali proxi-
morum auxilio justa nostri insituti ratione n
non sufficiant; nec contra, tanta in illis sit re-
relaxatio, ut fervore spiritus refregentevse, hu-
mane ad inferiores affectus inciscat. Et 3
p., cap. 4, § 12, admonetum oneros, ut po-
nitientias omnes, vel mortificationes, et devo-
tiones confessores vel Superiores aperiant, no-
lentes suo proprio sensu duci; voluntate pura
optantes ab illis dirigiti, siubi a rectitudine
defectorent; a rectitudine (inquam) religiosa,
d est (ita enim interpretor), ab eo quod me-
lis, et gratias Deo est. Hec enim debet esse
regula etiam in penitentiais agendis. Unde, in
capite secundo ejusdem tertias partis Constitu-
tionum, § 8, dicitur: Corporis castigatio im-
moderata esse non debet, nec inducet in vi-
gilis, et abstinens, et alia poenitentiis ex-
tornis ac laboribus, quae si non semitum affer-
re, et majora bona impediure solent. Ideo suo
confessori delegi ab unoqueque convenit quid-
quid in hac parte faciât, qui se judicat excédi
mensuram, aut certo dubitât de excessu, illum
ad superiorem remittat. In quibus et similibus
regulis, considero fuisse majorem curam Beat-
to Ignatius adhibendi remedia ne in hac parte
excedatur, quam ne deficiatur; supponit enim
hanc postierum curam, et in subditis, ut-
pote viris spiritualibus, et orationi deditis,
non defuturam, et in superioribus debere esse
maximam, et ideo cum excessum vetat, sem-
per significat religiosam curam se exercendi
in operibus poenitentiae, et afflictionibus cor-
poris, quantum cum alis laboribus Societatis
conjungi possint, ex vi hujus instituti debitam
esse in sensu paulo superius declarato. Et
preterea, in 6 p., cap. 2, paragraphe decimo
quinto, de vestiti in particulari admonet, ut
honestus sit, et ad usum loci accommodatus,
et professionis puerperatis non repugnas, et hu-
militatis ac summissionis indicia previ
pro
in paragraphe autem decimo sexto: In 5s (ait)
qua ad rationem vitus, sommi, ac usus reli-
quam rerum aliam necessariarum vel conse-
nientiam spectant, quamvis communis illa sit,
minimeque diversa ab eo, quod medios illius
toci, in quo vivitur, judicabit, ut quod quies-
qua sibi inde subtraxerit, ea devotione, non ex
obligationes subtrahat, habenda tamen semper
erit ratio humilitatis, puerperatis, ac spirituali
vis edificationis, qua semper nobis in Domino
ob oculos versus debet.

5. Quo consilio B. Ignatius certas peniten-
tias non prescripsit toti Societati. — Pre-
dictum consilium testimonia Patrum suadetur.
— Ex his ergo omnibus satis constat, Societa-
tem ex vi sua regulis debere operibus pene-
tentiae, et austeritati corporis insistere, ma-
gnamque illarum rationem habere, aliqui
magnum profecto religiosum, ac perfectionis
instrumentum Societatis deesset; quamvis enim
in his afflictionibus corporis sanctitas non
consistat, tamen tegnigende nullo modo sunt,
quia et ad cordis puritatem purgando priora
delica, praecedendo sequentia, et ad hu-
militatem, ad Christi imitationem, ac plures
alia spiritualia fructus necessariae sunt. Con-
silium autem Beati Ignatii fuit, non eamdem
regulam aut modum pro omnibus prescrib-
regula determinata jejunia, sed prudenti ar- bitrio, juxta uniuscujusque vires, definienda reliquise. Unde idem Augustinus, multa que ad similem prudentiam pertinent circa chro-
num usum, in eadem regula sequitur usque ad regulam 18, in qua de vestitu sic inquit: Non zi notabilis habitus vester, nec affectus vestire placere, sed moribus. Benedictus etiam in capite 40 regulae: Unusquisque (inquit) proprium donum habet ex Deo, unus sic, alter vero sic; et id eum cum aliqua scriptothesi et nobis mensura vires et vestitum aliorum su-
stitur. Quae verba accommodate ad nostrum propositum exposit Turrecremat., tract. 165, in expositione regulae. Eodem modo Cassia-
num, lib. 5 de Institutis renumerantibus, ca-
pite 5: Super jejuniorum (inquit) modo habet potest facie uniformis regula custodi, qui se robur usum cunctis corporibus inest, usiusculi dexter virtutes, animi solius rigore parentur; quod late prossequitur. Pallad. etiam, capite 38 sue Historiae, refert regulam ab Angelo Beato Pachonio revelatam, cuius unum caput erat: Concede unicumque ut comedet et bibat prono
tione virum, et pro viribus comendendum: ei quoque manda opera, qua proportione conve-
niant ac respondant, et nec jejunare prohine, nec comedere, sigillum fortius orta opera, imbicilla autem et levia his, qui imbicilliores sunt, conveniunt. Denique Eusebii, lib. 9 de Preparat. Evangel., cap. 1, de Eoseniis loqua-
quo tractatu octavo diximus, cum Hieronymo, Epiphanio et alis, in Ecclesia fuisse ex primis religiosis qui sub Marco Alexandri florentur), inter alias regulas institutam coram in presenti materi, hanc ait servasse: Cibus et potus vitae necessitate necessitam. Non omittem etiam hoc loco verba quibus sancti cujusdam juvenis vivendi rationem Sanctus Chrysostomo refert, libro 3 contra vitupera-
tores monasterii vitae, post medium; nam Beati Ignatii consilium ad unguem exprimere videntur: Et quod est (aet) mirabilis, ceteris ri quidem culta, nihil a ceteris differe vidi-
batur, non enim agrestibus vel inoportis erat moribus, non comae neglectia, non amicitias vilitatis nobilis, sed erat communi habitus, voc.
aspectu, et ceteris omnibus. Quibus ex quibus factum est ut faciliti plurimos conferuntur ini
to resis sua includeret, cum habere intra
seuos incredibilium talentum sapientiam. Deni-
gue, si quis illum domi vidisset, nullo ex eis esse putasse, qui montes et desertia incolunt; domus enim ita illi disposita et parata erat, ut in nullo monasterii diligentiam desiderat.
CAP. IX. SATISFIT SECUND. E OBIETIONI.

605

nihilique necessarii amplius habebat. Tales Beatus Ignatius totam Societatem formari op-

tabat.

6. Ratio* idem ostenditur. — Ratio autem
generalis est, quae ex medio temperantia
e similitum virtutam moralium sumitur. Non est
enim (ut aiunt) medium rei, sed rationis, et
ideo non um unum respectu omnium, sed in
unoquaque consideratur per propositionem ad
intentionem finem. Considerata persona, seu
subjecti quality, et alii circumstantes. Unde
recte dicit Gregorius, libro 2 Registri, capite
31: Cum non plus quam necessum esse servire
corpori, sed sola ejus infirmitas refulsit, ut
ad usum exercendae virtutis habeatur, tunc
recitari ex charitate conscientiae profert. Hae si
vos in virtutis convivitis agitis, abstinene</p>
et potum pertinet, vitam cum aliis egisse
communem, ut finem, propter quem principa-
liter mortalem carnem assumpsisset, conse-
queretur, id est, ut omnes se ad attriberet, ac
lucriferaret; et in hoc sensu conclusum idem
D. Thomas ibi, a. 2, non fusisse conveniens, ut
Christus in hoc mundo vitam duceret austeram,
scilicet, quoad modum cibi et potus: Nam
coveniantissimum est (inquit) ut qui communi-
zierit cum aliquibus conversaret, s se in
conversatione consereret, ista illud, 1 Corin-
th. 9: Omnis omnium factus sum, ut omnes
lucracfaciam. Quam doctrinam ibi nos, dispu-
tat. 28, sect. 1 et 3, testimoniis divine Scri-
pture et Sanctorum Patrum, ac ratione con-
firmavimus. Quamquam postea non defuerint,
qui eam impugnare studuerint, quia videbant
fortasse magnum esse fundamentum ejus rei,
de qua nunc agimus; sed profecto minime
prevalere potuerunt contra veritatem, quae in
Evangelio manifesta est, et quidquid dicent,
professer non possunt Patres qui aliter de Chri-
sti vita sentiant.

8. Qua ratione intelligendum sit Christum
Dominum communem vitam egisse. — Sed in
hac re cavenda est magna quaedam equivoca-
tio, in qua forte aliqui versantur. Nam dum
agimus de communitate vitae, quantum ad
coversandum cum hominibus, ad utendum
communi cibo et potu, transitum faciunt ad
vitam laboriosam, serenosam, pauperrimam,
injuriosam, dominiosum, maximissime passionibus,
usque ad mortem, subjectam; et ita conclu-
dunt Christum austeram vitam professam esse,
et putant se nobis contradicere. Quis autem
Catholicus, etiam rudis, ignorat Christum Do-
minum, a principio nativitatis usque ad mor-
tem, vitam paupertimanam amplissam esse,
aeque ut ne cum primum nasceretur, locum ha-
beret ubi in diversorio poneretur, praeter vle
præsepium; et postea, dum regnum celorum
pradicanet, non habuerit ubi inclinar et caput
sum, ac tandem nudus in eruce finiret vi-
tam? Quis etiam nesciat Christum recenter
natum coactum fusisse peregrinari, quod sine
magnis laboribus et incommodis fieri non pos-
tuit; et postea, praesertim ex quo tempore
pradicanet oecipit, multum pr se salute hominum
laborasse, peditem quoque per varias partes
discurrere, famem, sitim et statum sepsis
sustinisse, cujus indicium nobis praebuit,
 quando, Joan. 4, fatigatus ex itinere, sedebat
 et supra fontem, jejunus unius animae et per
illam aliarum multarum conversionem ex-
pectando? Denique omnès norunt Christum
Dominum magnas dolores et affectiones cor-
poris propter hunc finem exantelasse; ali-
quoando ab inclementia aeris et coeli, sepsis
autem per hominum injuriarum, que omnia,
tam in citata disput. 28, quam in multis se-
quentibus abunde loquebatur. Non ergo de
hoc agimus, cum de vita communis vel auster
disserimus, sed solum ut vita communis op-
oponitur solitarie, et non austeria dietur, qua
ad exteriorum usum cibi, ac potus, ac vesti-
tus. Potest enim vita esse pauperrima inter
homines degendo, et communibus ciborum
bilib eleemosynae acceptis utendo. Et similiter pote-
test esse talis vita laboriosa nimis, et injurios
et laboriosi exposita, ut per se notum est.
Dico autem passionibus expostitam, quia alid
est agere, aliud pati; illud prius est in pote-
state hominis, hoc autem postierius minime,
sed ad Dei providentiam vel permissionem
spectat, praesertim quando tales passions vel
injuriae ab aliis hominibus sustinendae sunt.
Unde non est in potestate hominis imitari
Christum, in actuali (ut sic dicam) exercitio
talium passionum vel injuriarum, sed in hoc
solum ut, cum oportuerit, se illis; Deus auxi-
liante, exponat, et propter illa non formidet
in alius operibus ministrire Christo, et conse-
quenter quando Deus illa permissit, patient
susteret. Sic ergo manifestum est, abista
verborum ambiguitate, quam vitis ratione
Christus servaverit.

9. In quibusdam Societas communis vitae
modum, a Christo servatum, imitatur. — Cum
ergo Societas finis proximus sit et similli-
mus fini incarnationis Christi, scilicet, ani-
marum salus, et (ut ita dicam) efficacia re-
demptionis circa illas, merito etiam Christum
imitata est in hoc modo exteriori vite commu-
nis. Primo quidem quod hoc, ut inter ho-
mnes vivat et conversetur, quia non possit
alio modo eos lucrari. Unde etiam religiones
monachorum, quas praeerit a temporibus
Sanctorum Dominici et Francisci, aliqua ex
parte officium assumpebant adjuvandi Episco-
pos in ministerio animarum (ut Cajetanus
alias dixit), rigorem etiam antiquorum mona-
chorum, qui omniodam separationem quod
habitationem observabant, ut est apud Basili-
um, regul. 6, ex fuscioribus, temperantur, in
cvitatibus monasteria construentes, et cum
hominibus conversantes. Qno ergo Societas
propensius huic munere incumbit, eo amplius
cum hominibus conversatur, quia non solam
in civilitatibus habitat, et ad se venientes be-
uevole excipit, sed etiam per vicos et plateas
CAP. IX. SATISFIT SECUNDÆ OBJECTIONI.

vos quadrit, et per universum mundum per-reginatur, ut omnes Christo lucetur, in quo et Christum et Apostulos imitatur. Studet etiam eorum spiritu rectam intentionem et prudentiam imitari, ut cum aliorum fructu, et sine proprio detrimento tanti opus per-ficiat. Sed, ad hoc consequens est, ut etiam Christum imitetur in exteriori ratione vitae communis, quo ad eam quod et cibum, potum et vestitum pertinet, ex eodem fundamento a D. Thoma constituto, quoniam convenientissimum est ut is, qui cum alis conversantur, ut eos lucifierat, se cum eis in conversazione conformet; quia sine dubio hoc multum confort ad conciliandos ibi eorum animos, quae magna est dispositio ut conversatio cum illis fructuosa sit, et effectum bebeat, si in illomet genere vitae omnis decentia, ut supponitur, temperantia, et honestas observetur. Accedit etiam, quod ad predictum finem necessarium erat per varias mundi partes discurrens, saperisque peregrinanti, imo hae est gratia hujus vocatio, ut Gregorii XIII., sape citatos, dixit, et ideo oportunit homines Societatis, ex vi sua regular, non esse huic vel illi ciborum additos, sed illam Evangelii regulam, Luc. 10, servare: Manuant qua appenduntur obis. Neque enim expediebat aut frequenti dispensanciæ ut, aut alium domi, alium foris vivendi ritum tenere, aut onerosos esse aliiis, inter quos frequenter versari, et ab eis ali debere.  

10. Non solum in communis vita modo, sed etiam in vita austeritate Societatis Christum imitatur. — Atque hinc etiam fit ut, sicut Societas in hoc genere vitae comunis Christum imitatur, ita etiam in ea vita austeritate, quam ipse amplexus est (ut adversarium verborum utar), ab ejusdem vestigio non recedat. Atque imprimis cum hoc genere vitae perfectam paupertatem conjungit; nam, ut supra, cap. 3, num. 5, tetigit, et infra, libro 4, cap. 7, latus dicam, in domibus professorum paupertatem in particulari et in communi observavit: in collegiis autem studiorum eam retinet, quam illi temporæ et operationes maxime est accommodata; et, quod caput est, in usu paupertatis quo id singulas personas maximum rigorem observavit. In missionibus autem et peregrinationibus pro animarum salute, quoad fieri possit, emendacite vivere debet. Deinde in laboribus pro animarum salute suscipienda plurimum Christum imitatur; nulli enim labori parcerce debet, ut illum finem assequatur. Unde in § p. Constitutionum, in declaratione proemii, ea ratio redditur, propter quam expedit juvenes in Societate admittere, qui et vita et moribus ab ea bene instituuntur, et convenienter educentur: Tum (dictitur ibi) propter magnos labores, quos ejus institutum exigit, tum propter magnam sui ipsorum abnegationem. Atque hinc tandem fit, ut etiam in sustinendis injuriis, doloribus, aut passionibus Christum etiam imitari debeat, ut loculentur in Examine, cap. 4, § 44, et in illi regula Summarii proponitur. Nam (ut in fine num. 8 dixi) actualis occasio hac patienti non est posita in patientis voluntate; tamen preparatio, et animas ea sustinendi necessarius omnino est eis, qui vitam suam huic ministerio et labori consecrarent, quia moraliter fieri non potest, quin quamplures occasiones sese offerant tali patienti eis, qui pro dignitate Evangelium predicant, non solum inter fidèles, sed etiam inter paganos, Gentiles, et hæreticos, ut non solum in Christo, et Apostolis, et in alios predicatorium Evangelici, sed etiam in ipsa Societate experientia, tum præterita, tum presenti, compertum est. Ac propter ea in ejus Constitutionibus sepe commendatur sui ipsorum abnegatio, et omnium rerum temporalium contemptus, et desiderium patienti cum Christo, quoniam nihil magis necessarium est ad liberam et effeciam Evangelii predictionem, qua de causa dictum existimo in hulla prima Julii III., non esse aliqua in hac Societate admitterenda, nisi post disumbras et diligentissimas probationes, quia revera hoc institutum omnino humiles, et prudentes in Christo, et in Christiana vita puritate, ac illicitos conspicuo exigit.  

11. Objectio. — At vero, ducet aliquis, est expediens fuisse, Societatem in externo habitu et in frequenti usu eorum mediocritate et communitatem quamdam tenere, hoc tam non impide quin in interiori habitu, aut lectis, majorem aliquam aspiratatem, et in ejusmodi aliquam pecuniarem observantiam ex vi regulae habuerit prescriptam. Nam et Christus Dominus loquitur ordinarium dictum vitae modum observaverit, aliquando quadraginta diebus jejunavit, ut ejus rei nobis exemplum preberet; et similiter in suo habitu aspiratatem aliquam servasse credendus est, cum de Joanne laquens dicerit, Matth. 41: Quem existis videre, hominem multos vestitum? Ecce qui multos vestitur, in domibus regum sunt. Unde multum credunt tunicam inconscilem, super quam milites sortiti sunt, non lineam, sed lancam fuisse; et alii opinantur
Christum Dominum nudis pedibus ambulasse.

12. Pro objectionis solutione additur secunda ratio praeclare constitutionis. — Possemus ex ratione facta, eam cum proportione applicando, huic objectioni satisfacere. Ut tamen res evidenter fiat, addamus secundum, quam existimamus multum movisse Beatam Ignatium, ut predictam vivendi regulam suis reliquerit, et Susmi Pontifices illam approbarint. Iliam autem est, quia, considerato fine hujus religionis, necessario erat socios omnes in maximis laboribus, tam mentis quam corporis, perpetuo versari, ideoque ad eumdem finem consequendum, necessarium futurum esse affectiones corporis ita moderari, ut laboribus illis sustinentis possisset sufficeret, ne Societas suo fine frustraretur, et curandis egris, potius quam proximis juvandis, instituta videretur. Quod presentiens ac timens Beatam Ignatium, non solum in afficianibus corporis, sed etiam in iipsamet laboribus moderationem sapientissimam commendat; inter alia, si jejuniurn aut aliarum austeritatem generali alium regulum statuere vellet, necessario futurum fuisse moderassistiam, quia generalis rigor in rebus corporalibus, cum tanta varietate actionum et laborum, primum in studiis, et postea in ministerii etiam erga proximos, non poterat ab omnibus sustineri sine magno periculo, ac dispended salutis, et consequenter cum impedito majorum honorum, quae ad Dei gloriam et animarum profectum magis confluunt. Melius autem judicavit pro regulis requere, et uniueosque affectum et facultatum, et Superioris providentiam se prudenter, quam generalis regulam multum moderata proponere. Nam haec semel constituta omnibus contenti esset illam implendo, etiam fortasse et viribus corporis potentiorem essent, et majori potentiess exercitio ad suum profectum indigenter. E converso vero aliis, qui forte etiam ad illam moderationem sufficientes vires non haberen, vel eamdem servare regulam, vel ex dispensatione vivere cogerentur. Quorum prisc, detrimentum, posteriores vero tristis et anxietatem animi afferrre solet.

13. Utilitates quae in hujusmodi constitutione sequuntur. — Plures ergo utilitates speravit Beatam Ignatius futuras in Societate ex hujusmodi regula, quas successores ejus per Dei gratiam experti sunt. Prima est, quod potentiess Societatis non tantum potentiess est, sed etiam obbedientia et humilitas, nam haec duas virtutes maxime exerceretur, dum aliquis Superiors suo aperit quidquid in hoc genere et facit et desiderat, et ejus arbitrio se conformat, vel moderando, vel augendo penitentiae opera, juxta Superiors voluntatem. Quod fuit consilium omnium antiquorum Patrum spirituallim, ut videre licet in Basilio, in Consist. monast., capite 20, et regul. 45, et fuisi disputatis; Cassian., collat. 4, cap. 20; Benedict., in capite 49 sibi regule, ubi habet illa vera notanda: Quod unusquisque offerro voluntatem (selicit voluntarie abstinenti, etc.) Abbati manifestet, et cum ejus hodiernae et voluntatem faciat, nam quod sine illectiona Patris spiritualis sit, praevenienti et tace gloria tribuitur, non mercedi. Et eadem re videri potest Bernard., sermon. 7 in Cant. Secunda utilitas est, quia hoc modo uniusequaque utilitati corporali et spirituali melius provideri potest. Nam constitutio scripta complecti non potest quae unumquamque sibi attingant, ut dixit Basilii supra, et in Consist. monast., cap. 5, ubi materiam hanc late et eleganter prosequitur; et ideo, licet ex alia circumstantiis præset legibus scripta quam judiciae hominum gubernatori homines, ut communiter traditur cum D. Thom., 1. 1. 93. 2. 5., atamen ex suo genere melior est animata regula, quam inanamata, ut dicitur in Authentic. de Consilia 1. § Omnibus, ad finem, et indicat Aristoteles, 3 Polit., cap. 14, et melius 6 Ethic., cap. 4. præsertim ubi animata regula facile conveni potest, et ubi magnam periculum immittet, si pro omnibus una regulam signetur, et majus, si uniusequaque arbitrio negatiom relinquitur. Unde Abbas Plato (ut apud Paldadium, in Historia Sacrorum, refert Sac. Theodorus, in ejus vita) sic aiebat: Corporis affectiones, humi cubationes, vigilia, et hujusmodi, per ea laudabilia esse concedi aliquis, sed nihili tamen expedire, imo vero et rursus causam illam esse affirmamus, qui sus arbitrari in his sociendi usitatur, nisi ejus, quem auctor, duci et regula dirigatur.

14. Tertia utilitates, de exercitio penitentiali majori quam si pro omnibus moderata aliqua præscribatur. — Quarta utilitates. — Tertia, hinc factum credimus, ut cum effecta majes sit in Societate penitentiali exercitium, quam si certa aliqua regula fuisse praecipua, qua fini ejus et tanta personarum varietati esset proportionata. Nam tunc, ut num. 12 dice—

1 Vide Ripam, dicta Const., quast, ultima.
CAP. IX. SATISFIT SECUNDAE OBJECIONIS.

bam, omnes essent illa regula contenti, quam necessario haberet esse moderata, ut ostendit; nunc autem omnes appetunt (regulariter loquir) facere quantum possunt, et plures etiam plusquam possunt; Superior autem vel confessior singularum desideria moderatur. Unde etiam fit, ut apud Deum longe major sit pensentia, quam exterioris appareat, quod non parum etiam ad nostram humilitatem juvat, ut infra iterum attingam. Possem autem utilitatem hanc ex effectu ipso ostendere, recescendo varie pensentias opera, quae predico modo generali quidem consuetudine, justa vero, accommodave distributione in societate fit, quaelia sunt cilia, non crebrarum etiam flagellationes secretae, sed publica etiam multorum simul, in refectorio, praesidisque festis Christi Domini, B. Virginis, Apostolorum, ac eorum quos alii atque alii precipua veneracione colunt, patronosque deligunt; item vigilie, jejunia et similia. Verumtamen hae omitto, quia hominibus bene affectis vel notae sunt, vel per se credibilia, male autem affectis difficile creditur, maxime cum sint secretae. Duo solum adverto: unum est, quia inter praevidita opera, jejunia sunt magis publica, et quae non possunt nisi in conspectu communitatis fieri, ideo specialiter cautum esse in prima congregazione generalis, ut Praepositus et Rectores curam habcant admonendi alios ad singularitatem non pertinere, sic jejunet alii non jejunantibus. In quo supponitur jejunia particularia et privata debere esse in usu pro uniuscujusque devotione, habita ratione virium et laboris, judicio Superioris, ut reipso sunt, iis maxime diebus, quibus per horrendam ex praecocep to Ecclesiae a carnibus abstinentia citra jejunium. Aliud est in partem non modicum pensentiae computari, ideoque quod cibum et potum, non solum contentos esse communi quantitate et qualitate ciborum pro omnibus designata, quae justa consuetudinem religionis vix credi ab aliis potest, quam sit moderata; verum etiam illa uti cum magna temperantia et sobrietate, et presentium nihil privatim possidere aut in propriis cellis habere, quae possint aliquando, vel necessitati occasionali subvenire, vel insurgent desiderio consentire, quam tamquam regulam perfecte abstinentiam posuerunt antiqui Patres; et specialiter vidari potest Cassianus, lib. 5 de Institutis jejunantium, cap. 8 et 9; et Basil., in Constitut. monast., cap. 5, et optime in 26. Et eadem proportione de vestitu, et usu aliarum rerum iudicium verum est. Taudem pro maxima utilitate reputatur, quod religiosi ordinariae vivere possint, et suis laboriosis munieribus inservire, sine frequenti dispensatione, quae sine dubio occasio esse solet et omnemururientius et relaxationis. Propter quod etiam in Concilio Tridentino cantum est, ut frequentes legum dispensationes vestitum, quod fieri possit; maxime vero id vitandum venit, si pro tota vita, a totius communitatis rigore sint aliqui eximendi ob rationem (ut aiunt) status magistrii, jubilations, concionatoris ordinis, etc. Propter hæ ergo, et alias causas, non una pensentia regulæ pro omnibus posita est, sed illa solum, quam ad temperantiam, honestatem, decontiam et paupertatem sufficient; has enim conditions sepe in Constitutionibus suas observat D. Ignatius, ut patet tertia parte, cap. secundo, et sexta parte, cap. 2, § decimo quinto, et sequenti.

45. Exemplo in objectione adducto de Christi jejunio satistit. — Ad exemplum autem illud, quod in eadem observatione n. 11, de jejunio Christi Domini, afferebatur, respondet Basilius, dict. cap. 5 Constitut. monast., in fine, ubi cum fere totam doctrinam a nobis positam late tradidisset, eodem modo sibi objectit, dicens: At, et diuturnam Dominus inediae persistenti, dixeris; idem fecit Mosseus, idem Elias prophetæ; respondet: At enim illud in quoque animadversit, Dominum, itemque Mosseum, et Elias, hoc semel tantum fecisse; religio autem toto voto tempore, quod in regendo corpore eam, quam per eam, perpetuo disciplinae moderationem adhibuerint, idque otio languere nanciam siverint, sed usque in laboribus asiduisque exercitationibus consubserint, sicque auxiliari opera corporis, animi virtutis illustriores reddiderint, dum omnibus suis partibus absolvendo spirituali sua conversationis operatoriam ejusmodi, et activam vitam, cum vigiliam ac clausulam adiuvaret. Ubi Scholasticis in margini adnotavit, Basilium loqui de activa vita, que ex plenitudine contemplationis derivatur, ut est spiritualis doctrina, quam dicit esse consummationem perfectionis, et ad hanc pertinere ita moderari corpus, ut illi possit inservire. Atque hujus rei exemplum dedisse Christum in ordinario cursu sive suae, licet semel extraordinarium etiam jejunium servavit. Unde D. Thomas, 3 part., quest. quadragesima, art. secundo, ad 1: Et quaeraque (inquit) vita est licita et laudabilis, ut, scilicet, aliquis a communi hominum consortio segregatus abstinentiam sereret, et ut in societate aliorum positis communi vita viveret, et ideo ...
Dominus voluit utrisque vita exempulum dare hominibus. Fortasse etiam voluit illo exemplo docere, praedicatorum, et ministros Evangelii oportere aliquoties a communi vita segregari, et per aliqua temporis spatia seriis et frequentiis contemplationi vacare, et corpus majoribus jejuniis, vigiliiis et aliis modis affligeri. In quo etiam Societas ipsam maxime imitat tur per usum spiritualium exercitiorum, quae vel semel, vel sepius in anno fere ab omnibus per hebdomadam vel plures dies fieri solent, cum frequentiori usu jejuniorum, et aliarum corporalsium afflictionum, quae ad majorem devotionem, ac longiorem solito divinarnarum rerum meditacionem et contemplationem possint deservire. Quam tandem consuetudinem, sexta generalis congregatio suo decreto stabilivit, ut lib. 8, c. 1, in fine afferens.

16. Respondetur ad verba Christi, Qui molibus, etc. — Ad aliam vero partem in eadem n. 11, respondetur, verba illa Christi Domini, Qui molibus vestiuntur, etc., in eos dicta esse, qui delicias in vestibus querunt; non vero ad eos transferri possunt, quia (juxta consilium Apostoli, 1 Tim. 6) habentem alimenta, et quibus tantum, hic contenti sint. Neque enim amplius habere censendi sunt, qui licet habitum nimmerum anstero non utantur, nihil tamen aliud in eo, quam decentiam, honestatem et commoditatem, suo statu, hoc est, religiosae clericatui necessariam, querunt. Hanc autem regulam servari voluit B. Ignatius in vestitu Societatis, ut supra, in cap. 3, notatam est. Unde, licet ex priori ratione, quae sumpta est ex communi vita, et conversatione cum proximis, prout supra disseruntur, solum videatur conclusio utilemuisse communem habitem clericorum, quantum ad ea quae externis apparent, tamen ex ratione secunda, numero duodecimo addita, quae respicit necessitatem virium, et salutis corporis ad sustinendos labores Societatis, idem a fortiori conclutivus de usu internarum vestitum. Eo vel maxime quod nullas fere adeo interiores iateant, quin externis apparat; et inter eas etiam est servanda proportio et decentia, ad quam multum pertinet menditiae, maxime in his personis que cum aliiis familiariter conversatione sunt.


TERTIA CONCLAVO.

Societas regulam valde strictam esse.

17. Suadetur ex dictis. — Tertio dicendum est, religionem Societatis sub regula valde stricta et rigorosa Deo inservire. Hoc facile demonstrabatur ex dictis, si declaratio terminorum, supra, num. 2, posita, pra oculis habebatur, nam regula non dicitur aequa, vel laxa, propter corporales afflictiones maiores aut minores (quamvis hoc etiam adjudicet), sed praeipsius propter majorem rigorem et observationem in omnibus operibus virtutum et consiliorum, et tanto erit major arctitudine, quanta fuerit major observantia in his quae majoris momenti et perfectionis sunt. Constat autem evincente, regulam Societatis circa consilium

1 Vide Baldum, in Rubric. extra, de Vita et honest. cleric.
CAP. IX. SATISFIT SECUNDÆ OBJECTIONI.

obdientiæ, quod est omnium maximum, esse arctissimum, quia descendet usque ad minima, cum máxima dependentia et subordinatione ad Superiorem; et se extendit usque ad maxima cum suma promptitudine, et totius hominis abnegatione; quæ de re late in lib. 4, c. 12 et 13; et qui hujusmodi obedientiam non observat, revera huic regulæ plene non satisfacit; ergo. In usi etiam paupertatis maximum quandam perfectionem requirit, ut in superioribus satis tectum est, et citato lib. 4, c. 8 et 9 tractabitur. In castitato vero rigor consistit in summa vigilantia vitandi omnis, quæ vel minimum possunt eam lædere. Quam vero sit exacta hæc cura, tam in regulis quin in usu Societatis, notissimum est; nam alii quibus potius videtur niumia; considerato autem fine et ministeris Societatis, niumia quidem non est, non tamen potest non esse maxima et valde rigorosæ, si Societas debet in sua puritate conservari, ut per divinam gratiam hactenus conservatur; qui effectus satis probat regulam ejus in hac parte esse arctissimum. His accedet, quod ex vi regulæ Societatis, tam in Constitutionibus quam in regulis communibus et particularibus contentae, necessæ est, ut, qui perfecte ad illam se conformare voluerit, strenue vigilet in custodia omnium sensuum, et circumspectione verborum, et in abnegatione propria voluntatis, et mortificatione omnium affectuum, presertim ambitionis et elationis; quæ omnia non solum corpus, sed etiam spiritum valde constringunt, et non parum interdum affligunt, presertim quia hæc cura, licet singulis voluntaria esse debitæ, eisque præcipue demandata sit, non tamen illis solis, sed etiam Superiioribus ex vi suarum regularum, ut si qui in hoc negotio propriæ mortificationis negligenter, ac remissi sint, eos excipiat et exerceret. Si igitur hoc omnia attente considerentur, et multa alia, que ex ordinario laboribus et exercitiis Societatis, tam internis quam externis, adjunguntur, nemo, qui ea satis percipiat, dubitabit quin hujus religiosis institutum satis arctum et rigorosum sit.

18. Atque hinc, servata proportione, infere possumus illa duo, quæ in capite superiori, num. 8 et 9, intulimus. Unum est, institutum hoc non posse in se judicari imperfectum, aut minus prædenter ordinationem, eo quod ex regulæ certam corporis austeritatem aut afflicimen non profiteatur, sed vitam quamdam in exterioribus communem, severam tamen, moderatam ac honestam. Probatur eodem discursu quem supra fecimus; nam haec corporis afflictiones non sunt ita per se bona, ut in eis consistat perfectio, sed ut sint instrumenta perfectionis acquirendæ, ut D. Thomas docuit, quest. 188, art. 6, ad 3; et est doctrina omnium Patrum: Augustini, quem D. Thom. ciat, 2 quest. Evang., quest. 14; et Gratiani, in c. Quod dict., 41 d.; Basili, citatis locis, presertim in Consist. monast., c. 5, et serm. de Servanda virginitate; Cassiani, et Patrum quos refert, collat. 1, c. 7, collat. 2, c. 2, et collat. 21, c. 13, 14 et 15. Et idem sumitur ex lib. 4 de Institutis, c. 41, et toto lib. 5. Igitur si, considerato fine (coque perfectissimo) religiosis, major asperitas ex vi regulæ non est non solum necessaria, verum nec conveniens, non potest religio in se imperfecta aut minus bene instituta judicari, eo quod illo medio non utatur nisi cum moderatione et discretione, suo illi fini accommodato. Demonstratum autem est, considerato fine Societatis et laboribus ejus, illud medium nonuisse illi conveniensi in alio gradu aut modo; ergo ex eo capite non habet imperfectionem privatam, ut superioris capite, numero secundo, loquemur. Quod si ulterior addamus, finem et labores hujus religionis adeo perfectos esse ex suo genere, ut austeritati corporis preferendum sint, quatenus bi cum illa conjungi non possunt, iuxta illud Pauli ad Timoth. 4: Exercitatio corporalis ad modicum utilis est, pietas autem ad omnia; quam locum ad hoc propositionem, adjuncta multis Patrum testimonii, tractavi in tom. 2 tertii partis, disput. 28, sect. 3; si hoc (inquam) addamus, ulterior etiam conclusus, nec negativam imperfectionem illam dici possit in tali religione, quia illa non est perfectio simpliciter simplex in hoc genere, ita ut formaliter sit necessaria ad perfectionem religionis ut sic; potest siquidem eminenter contineri in alii laboribus, stotalitionibus majoris momenti, et supplere per desiderium exterioris penitentiae gravioris, ex magno affectu interioris penitentiae, presertimque per voluntatem abnegationem, in qua religiosi perfectio consistit, ut dixit Joannes Climacus, in Gradu primo perfectionis, et Bonaventura in Speculo disciplinae, p. 1, cap. 4. Adverquant autem religiosi Societatis, nos hic loci de instituto ipso, non de singulis personis, nam singuli imperfecti erunt, si, quatum in ipsis est, afflictionibus corporis
sibi proportionatis non utantur; neque erit eiusmodi sufficientia, quod in aliis laboribus studiorum ant aitium operum pietatis versentur, vel quod aitias abnegationes et internae mortificationes ab ipsis exercantur, et custodie seuisum cura vigilique occupentur; nam haec omnia non excusant ab usu potentissimae exterioris, cum omni austeritate quot arbitrio Superioris possit prudenter cum illo ilio graviori onere conjungi; hoc enim non solum ipsa ratione se majoris perfectionis, majorisque cum Christo et Sanctis conformitatis, verum etiam propria regulae Societatis ipsis nobis sigillatim requirit, ut explicatum est, declararique amplius potest exemplo paupertatis, quam collegia Societatis in communi non habent, cum tamen singulis scholare habeant; sic ergo in communitate Societatis regula definitae potentissimae non datur; quippe autem ex regula tenetur sibi conveniencem cum Superioris nutu aut jussum assumere, contra quam etiam regulam faciet Superior, qui subito ea in re non prospererit.

19. Alid corollarium huic simile est, propter hoc genus vitae, non posse religionem lice judicari minus perfectam quaequiumque alia, a qua in exteriori vita imposter ex vi regulae excusat; sicut D. Thomas dixit de excessu in paupertate, et nos ostendimus de excessu in usu chori, in citato num. 5 Superioris capitatis. Eadem enim ratio hic omnino applicari potest, quia ille excessus non est in re simplificiter necessaria ad perfectiorion, neque in re omnium optima. Oportet ergo sensisse an religio illa, qua in austeritate excedit, in aliquo alio bono excessut, ut in perfectione obedientia, contempuit honorum et dignitatum, laboribus circa salutem proximi, et exercitatione ac professione perfecturar solidarumque virtutum, vel alia similia; et deinde opertebit expendere quod illorum honorum magis ponderet, et tunc legitime siet comparatio, quam tamen facere, ut sepe dixi, men non est.

20. Ultime ex dictis facilis est responsio ad secundam objectionem, cap. 7, num. 2, relticam, et ad rationem dubitandi in principio hujus capitatis positam. Nam imprimis distinctumus austeritatem corporalem a rigore vol
INDEX CAPITUM LIBRI SECUNDI

DE INGRESSU IN SOCIETATEM, ET PROBATIONE, TUM QUE ILLUM ANTECEDIT, TUM ETIAM QUE SEQUITUR.

CAP. I. Rectene instituta sint aliquam impeditamenta substantialiter impeditentia ingressum in religionem Societatis, et quanam illa sint.

CAP. II. De quodam alio impeditimento ex defectu originis.

CAP. III. De impeditimenti accidentali-bus, seu quae conditiones servanda sint, quaeve probatio antecedere debet, ut aliquis convenienter in Societatem Jesu recipiatur.

CAP. IV. An biennium ingressis jam Societatem pro secunda probatione seu novitiatu convenienter sit assignatum.

CAP. V. De experientiis hujus secundæ probationis in Societate Jesu.

LIBER SECUNDUS

DE INGRESSU IN SOCIETATEM

ET PROBATIONE TUM QUE ILLUM ANTECEDIT, ET QUE SEQUITUR.

Explicito Societatis instituto, ut rationem omnium, quae in ipso sunt, distinctius tradamus, necesse est ex illa generalitate ad particularia descendere, quod faciemus servato illo ordine, quem in superioribus disputando de statu religioso in genere tenuimus; quamvis, quia in Societate plures sunt personarum differentiae et gradus, quan in aliiis religionibus, ut notatum est lib. 1, cap. 4, num. 3, et la- tius cap. 3, num. 12, ideo per illos omnes discurrere necessarium erit. Incipimus ergo a primo ingressu, de quo ante omnia supponenda sunt, quae in communi de ingressu religioso in tomo superiori sunt dicta; nam in illis fere convenit Societas cum aliiis religionibus, praeter quaedam specialia, qua ex proprio instituto illi conveniunt, ex quibus quaedam dici possunt substantialia, id est, necessaria ad valorem ingressus, quaedam vero accidentaria, quia nimirum servari debent ut receptio recte fiat, quamvis si omittatur valida sit, et utraque sunt a nobis explicanda.

CAPUT I.

UTRUM RECTE INSTITUTA SINT ALIQUA IMPEDIMENTA QUE SUBSTANTIALITER IMPEDIENT SOCIETATIS INGRESSUM, ET QUE ILLA SINT.

1. In instituto Societatis haberib impediementa ad ingressum. — Inter Societatis ordinationes seu regulas, primum locum tenent illæ, quæ ad dirigendum modum recipiendi eos, qui ad Societatem congregandi sunt, traduntur,
et continetur praecipue in opusculo, seu tractatu quod Generalis examen vocatur, quia jacta illud eximiantr, qui in Societatem sunt reciepidi et illis etiam est ante omnia propo- nendum, ut ipsi quoque de suo ingressu majori cum luce deliberent. Aliqua etiam adduntur in 4 p. Consist., c. 2 et 3, et p. 10, § 7, in quibus locis quedam traduntur documenta generalia, quia quia non ita videntur de substantia actus, nisi forte, prout in aliquibus conditionibus particularibus includuntur, ideo in c. 3 melius attinguntur, nunc enim solum de impedimentis necessariis dicendum est. Hec igitur quique proponuntur in c. 2 Examinis. Primum est, recessisse a gremio Ecclesiae, s[ed] abnegando, vel sic in errores contra ipsam incurrendo, ut damnatus ob aliquam propositionem haereticam quispiam fuerit, vel ut suspectus de haeresi, per sententiam publicam declaratus, vel si in amicis ob eacommunionem tangtam schismaticam spreto auctoritate sancktae Matris Ecclesiae exilaterit. Secundum impedimentum est, homicidium perpalasse, vel publice infamem propter enormia peccata fuisse. Tertium est, habitum susceptisse aliquis religionis fratrum vel clericorum, vitam aliamundi in obediencia cum eis agendo, sine emissa, vel emissa professione; vel eremitam cum vestibus monachalibus fuisset. Quintum est, vinculum nuptiorum consummatum, vel servitutis legitemae lae- gatione esse. Quintum est, inimicitiam pati, unde obscurari, vel parum sanum judicium ei reddi solet, vel dispositionem notabilem ad haudmo- modi inimicitatem habere. Circa quinque non sunt objections et difficulitates, quas melius expediemus discurrendo per singula, eorum sensum et rationem reddendo; postea vero quantum et quomodo impediant explicationem, ac tandem quid in hac parte a Societate adjectum sit, indicabimus sequenti capitato.

De primo impedimento.

2. Delicta primi impedimenti, si sint publica notitia juris, omnino inalbidentis. — Circa primum ergo, quantum ad sensum ejus attinet, unum est certum, scilicet, quando delicta ebi numera demonstrata publica sunt, modo in eadem constitutione declarato, tune omnino impeditre, ac merito, propter gravissimam infamiam que et in Societatem redunaret, et talem personam ineptam et inefficacem redderet ad Societatis ministeria. Cum vero dupliciter contingat esse publicum delictum, scilicet, vel notitia facti vel juris, in praeda constitutione requiri videtur notitia publica juridica, quals

per sententiam condemnatoriam, seu declaratoria criminis conferitur. Et ideo dubitari potest an hujusmodi delictum, si ad eum statum non pervenit, non impedit, etiam si alpha factum ipsum publicum sit, et multo minus sic sit occultum.

3. Quae notitia requiratur ut error eirapropositionem haereticam ingressum impedi. — Quae haeresis suspicio ad hunc ingressum insanibilitet. — Ad hoc autem explicantum, quatuor delicta seu gradus delictorum in ea clausula attinguntur, scilicet apostasia a fide, error circa aliquam propositionem haereticam, suspicio haeresis, et schisma, spreta auctoritate ac providentia Ecclesiae. In secundo gradu manifeste postulatur ut sententia intercedat, qua damnetur persona propter talem errorem. Unde, quantumvis aliquis in similem casum inciderit, et idem multis notus sit, videri posset, ex vi illius non reddi inalbibilium personam ad Societatem, quia in hae lege hae non expressur, et non est amplianda, cum in hac parte odiassa sit. Sed hoc dubium sublatum est in 1 p. Consist., c. 3, lit. A, ubi dicitur sufficiere errorem esse publicum, et quod tempore in judicio posse conveniri, quibus rei judicii Preposito Generali reliquitur. Ibi vero non dicitur in eo casu recipiri non posse, sed non debere, et ideo sola notitia publica sine sententia non videtur facere impedimentum iritians, sed tantum impedienda. Advertisendum est enim ulterior in hoc secundo genere delicti, non requiri ut quis sit haereticus et vere consubmax, sed satis est quod errores contra catholicam doctrinam protulerit, et ideo merito postulari ut per sententiam quispiam dama- natus sit de errore ob aliquam propositionem haereticam, quia, donec ita damnetur, cum de haeresi illius non constet, nee infamiam aed gravem regulariter contraxisse videtur, ut propertia ommini exclusendam videatur. Prudenter ergo judicium supremi Praedati id commissum est. Idemque judicium est de terio casu, in quo nec certa haeresis nec prolatio erroris claras supportatur, sed sola suspicio haeresis, et ideo expresse requiritur ut sit per sententiam publicam suspicis de haeresi declaratus. Quod codem modo intelligendum dicitur in declaratione citata, ex 1 part. Consist.; additur vero in declaratione Examinis, eum, qui suspende in et opinione aliqua errore in re ad fidem pertinente, quamid suspicio manet, non esse admittendum; ubi hunc differentiam insinuatur inter eum qui per sententiam suspicis declaratus est, et eum qui alio modo
CAP. I. RECTENE INSTITUTA SINT ALIQUA IMPEDIMENTA, ETC.

est suspectus, quod in priori impedimentum illud est perpetuum, et incurabile (ut sic dicam), quantumvis talis persona emendata sit, et suspicio in presenti ablatas; at vero in posteriori casu, licet suspicio impediat quamdiu opinio illius durat, ut ibi dicitur, tamen si auferatur, impedimentum etiam auferetur; non enim sine causa illa limitatio addita fuit.

4. Primus modus abolendi pridem declaram suspicionem. — Secundus. — Dubius autem modus potest intelligi, suspicione auferri: primo, quia jam constitut publice ac sufficienter talis suspicione falsam fuisse, quia revera talis persona nunquam habuit opinionem erorneam in doctrina fidei; et hic est optimus modus auferendi suspicione, et sine dubio in illo casu suficiens. Alius vero esse potest, si in presenti jam nulla sit suspicio, quod talis persona habeat nunc talem opinionem erorneam, semper tamamen suspicio maneat, an praterito tempore habuerit. Et hic modus videtur minus suspendentis, quia non omnino purgat personam ab infamia, quia manet ex precedente defectu, etiamsi emendatus sit. Nihilominus tamen etiam in eo casu censo auferri impedimentum, quamvis multa prudentia expendere oporteat an in eo casu expediat recipere personam, ut per se constat. Ratio vero prioris partis est, quia declaratio dicit: Quamdiu suspicio manet. Quo verba non signifi cante in rigore, quod solum duret suspicio de praeterto activi, sed etiam quod duret secundum presentem statum. Imo, ex vi illorum verborum, sola haec suspicio, quando sententia non intervenit, non videtur esse impedimentum inhabitans personam, et annulans receptionem, si flat; sed solum impedieni ne recte et convenienter fiat. Verba enim declarationis sunt: Qui suspectus esset, etc., constat, quamdiu suspicio manet, non esse admittendum. Quo verba videtur magis directiva et declarativa circumvispectio, et obligationis Superioris, ad quem spectat receptio, quam constituint novum impedimentum irritans, quamvis definitiva esse, non appareat improbabile. Unde, in rigore locando, de tali impedimento necessaria est sententia declarativa, ut per solam suspicione nemores inducatur.

5. Quae infamia excommunicati tanquam schismatici regulatur. — In quarto gradu, seu modo hujus impedimenti, infamia necessaria est, ut in eo expresse dicitur. Non declaratur autem ibi, oportere hanc infamiam esse juris, id est, in publica et juridica sententia fundatam, sed solum postulatur ut quis exiterit infamis ob excommunicationem tanquam schismatici, spretis auctoritatis, et providentia sanctae Matris Ecclesiae. Potest autem aliquis incurrere hanc excommunicationem ipso facto, et esse infamis ob talem excommunicationem, etiamsi per sententiam declaratus non sit; nam potest delictum esse publicum, et consequenter etiam censura, quod sufficient ad predictam infamiam. Atque ex his facile redditur ratio hujus impedimenti quod haec tria membra; propria enim ac precise ratio fundatur in infamia. Quamvis enim illa delicta, vel suspicione eorum, merito possent reddere cautorem Societatem in receptione talium personarum, nihilominus non sunt posita ut absoluta impedimenta, nisi quando predicta infamia intercedat, quia alia incommunicata possent esse ablatas, et per prudentiam id possit judicari. Infamia vero talium delictorum est maximum impedimentum in hoc instituto, et vitæ genere, tam propter ea quae generalia sunt, et statim attingentur in secundo impedimento; tum etiam quia cum haec religio (inter alia) per se institutæ sit ad defense nis fidei, et specialem obedientiam ad Sedem Apostolicam profiteatur, merito censeatur ineptus ad illam profitemur, qui de erroribus contra fidem, vel de suspicione here satis damnum est, vel qui de publico schismate est infamis. Sicut Inquisitores, quia de erroribus contra fidem judicant, ab obiis errorum suspicione immunes esse debent, juxta illud Ambrosii, serm. 20 in Psalm. 118: Judicet iles de alterius errore, qui non habet quod in se ipso condemnet; et habetur in c. Judicet, 3, quest. 7. Atque hinc etiam constat idem incidendum esse in primo gradu hujus impedimenti, sed hic apostasia a fide, si in eo similis infamia interveniat; an vero necessaria sit, dicam melius in puncto sequenti, n. 14 et 14.

De secundo impedimento.

6. De primo membro, id est, homicidio, duobium primum, an quodlibet impediet. — Homicidium in proprium defense non impedire. — Secundum impedimentum duas habet partes. Prima est de homicidio, circa quod prorsum ejus rationem reddamus, quern dum est de quo homicidio intelligendum sit. Et imprimis an universaliter intelligatur de omni homicidio, sive illicito, sive licito, quae

1 Vide Bonavent., in c. 2 Expositionis sua regulae, de Apostasia a fide.
est quod sit a milita in justo bello, a iudice per iustam sententiam, et ab ejus executori. Quod enim sub hac generalitate verbum illud accepimendum sit, suadet primum absoluta voce significatio. Secundo, quia illud homicidium videtur hic intelligendum, quod sufficit ad irregolaritatem contrahendam; sed ad hoc etiam sufficit homicidium etiam licitum, ut supponimus; ergo. Major patet, quia cum religio Societatis sit religio clericorum, merito delictum, quod factit hominem irregulararem, et ineptum ad clericales functiones, reddit etiam illum inhabilem ad ingressum talis religionis, argumento cap. ult., de Cleric. ex commun. ministr., ubi irritanda dicitur electio excommunicati minori excommunicatione, quia ad suspensionem eorum eligitur, a quorum perceptione a Sanctis Patribus est privatus. Quem textum in disp. 24, de Censuris, sect. 2, versavimus. Sic ergo dicere in presenti possimus, receptionem talis personae in Societate invalidam esse, ne quis recipiatur ad ea ministeria a quisque est per Ecclesiam remota. Juxta quem discursum solum erit excipienda occasio hominis in propriam defensionem; per illum enim irregularitas non incurritur. De quae exceptiones res videtur indubitata; cur enim naturalis defenso existimanda est religiosum statum impedire, cum sit per se honesta, et nulla speciem mai habet, aut defectum lenitatis, propter quam causam nulam sacer ministerium impedit. Accedit, quod illud non meritur nomen homicidii, moraliter loquendo, sed defensionis propria; tunc enim ille, qui alterum aggerditur, magis seipsum interficit, quam ab altero occiditur.

7. Solum pecaminosum homicidium hunc ingressum impedit. — Addo vero ulterius probabilis mihi videri, impedimentum hoc esse restringendum ad homicidiam pecaminosum. Primo quidem, quia vox homicidii moraliter significat actum intra secreta malum, quais prohibitus est per quinque preceptum Decalogi, ut tradit D. Thom. 1. 2, questione centesima, articulo octavo, ad 3; et sumitur ex Augustino, 1 de Liber. arbit., c. 4. Et hic est communis usus hujus vocis in legibus et preceptis, et maxime in materia odiosa ita intelligenda est juxta vulgatam regulam. Secundo, quia statim in 2 c. ejusdem Examinis, § 6, pro ratione hujus impedimenti redditur, quia, qui hanc notam habuerit, minus aptum instrumentum erit ad Societatis munera, proper consuetum multo et communem infor- mitatem. Quae verba plane supponunt, in hoc impedimento aliquam culpam, vel notam, seu infamiam, ex illauisse contractam. Tertio, quia discursus in contrarium factus effec horum non est, aliqo prohibet omnem irregularitatem debere esse in Societate impedimentum inhabitans ad ingressum in illam, quod est plane falsum; quia defectus natalium facti hominem irregulararem, et in presente non est homini impedimentum. Sic ergo defectus legitatis, licet inducatur irregularitatem, non propterea comprehendendus est sub homicidio, quod multo magis odiosum est, et ejus irregularitas longe diversa. Unde potest optima differentiation assignari; nam in irregularitate contracta ex defectu legitatis potest ipsa Societas dispensare, ut nunc suppono ex privilegiis ejus, verbo Dispensatio, et infra, lib. 9, c. 2, a numero quadragesimo primo, dicitur, in irregularitate autem ex homicidio, praetern voluntario, et commisso ante ingressum Societatis, non potest ipsa dispensare; et ideo minus non est quod prior defectus non impediat ingressum, licet posterior impediat.

8. Dubium secundum, an voluntarium homicidium hunc ingressum impedit. — Hunc vero nascitur secundum dubium, an, sillacic, hoc impedimentum intelligendum sit de omni homicidio pecaminoso, vel solum de illo quod in jure dicitur voluntarium, et a casuali distinguiri. Suppono autem non esse sese nomen de casuali omum, quod omne voluntarium, etiam indirectum, excludit, quia illud non est pecaminosum, ut per multa capita traditur, 23, q. 5. Et ideo certum est hic non comprehendi, tum ex dictis, tum etiam quia non est actus humanus, qualem signifit homicidium absoluta dictum. Neque oportet hic distinguere, vel questionem movere, de dante operam ei licite vel illicitae; nam totum hoc materiale est, solosque in inspiciendum, quod ad praesens attinet, in an in ratione homicidii actus sufficienter voluntarius sit et culpabilis. Sumitur ergo hic casuale homicidium, ut distinguatur a voluntario directo, etiam indirecto voluntario. Sed invidet ergo impedimentum hoc restringendum ad homicidium voluntarium: primum, ex responsione proxima data, nam sola irregularitas homicidi voluntarii ita reservata est, ut potestas in ea dispensandi non sit Societati concessa; in alia vero, quae est ex homicidio casuali, dispensare potest; ergo, siue defectus legitatis non impedit ob hanc causam, ita nec homicidium casual. Secundo, ex generali regula, quod ad legitimum sunt, et ex quodam principio reci-
CAP. I. RECTENE INSTITUTA SINT ALIQUA IMPEDIMENTA, ETC.

pto, quod in hujuusmodi legibus ponentibus censuras, aut inhabilitates propter delicta, verba, quibus talia delicta significantur, stringenda sunt ad delicta omnino perfecta, et consummata in sua specie; hujuusmodi autem in presenti est homicidium voluntarium; nam casuale imperfectum est, et ideo eujus irregularitas multo facilius tollitur.

9. Non solum voluntarium, sed etiam casuale homicidium peccaminosum impedire. — Nihilominus verum censeo sub hoc homicidio comprehendit etiam casuale peccaminosum; probatur primo ex usu, qui est optimus legum interpres. In hoc autem sensu videtur usus receptum et observatum hoc impedimentum in Societate. Secundo, ex absoluta appellione homicidi; quandocumque enim iura specialiter volunt reservare, aut aliquid statueri de homicidio directo, ita ut casuale non comprehendatur, addere solent illam particalem voluntarium, ut specialiter videre licet in Concilio Tridentino, sess. 24, c. 6, de Reformat. Et merito, quia homicidium absolute prolatum significat omnen occasionem hominis intrinsecum malam, sub qua comprehenditur etiam illa, quae ex negligentia fit, quibus est in homicidio casuali. Et in universum leges probistentes delicta absolute, vel propter illa feren sensum, non solum illa comprehenduntur directa voluntate facta, sed etiam indirectae; et ideo, quando lex, ferens censuram, solum vult comprehendere culsum directae voluntariam, semper addit particular seuenter, vel verbum qui prósumpserit, aut alius simile, ut proprio loco diximus, disp. 4 de Censur., sect. 9; et alios late citat Sancthe, lib. 2 de Matrimon., disp. 40, n. 4. Hec autem constituto nullo addit verbum limitans homicidium ad solum voluntarium; ergo non potest a nobis cum alquo fundamento limitari. Et quamvis verum sit requiri actum consummatum usque ad effectum mortis, non tamen est de ratione pecati consummatis in sua specie, quod sit directe voluntarium, sed solum quod sit actus simpliciter humanus ac moralis, ita ut ex parte voluntarii ad peccatum mortale sufficiat. Denique non refert, quod Societas possit disprensare in irregularitate contractae ex homicidio casuali, quia in superiori puncto solum diximus, hanc potestatem juvare, ut aliquis defectus minus impediat. Inde tamen non fit consequens, ut omnis defectus, in quo alias potest Societas dispensare, eo ipso non impediat ingressum, quia fieri potest ut ad hunc effectum non expedit uti tali dispensatione, licet propter alios potestas habeatur. Neque etiam valet argumentum ab homicidio licto ad casuale, tum quia in his rebus positivum argumenta a similis debilia sunt, et statum est rigori verborum legit; tum etiam quia homicidium licitum non inducit notam in personam; unde quoad ordinis non impedidit, nisi propter significationem; homicidium autem peccaminosum, licet casuale sit, sepe inducit notam, et graviter turbat pacem, et scandalum generat.

10. Dubium tertium, an omne homicidium peccaminosum vel solum publicum impediat. — Hinc vero succedet tertia dubitatio, an hoc impedimentum intelligendum sit de quo cumque homicidio externo, etiamsi occultum sit, an solum de publico. Nam quod de publico tantum intelligendum sit, videtur suadere ratio, quae in eodem c. 2, § 6, datur de hoc impedimento, scilicet, quia minus apto instrumento orunt, qui hanc notam habuerint: nam per hanc notam infamia significari videtur, ut verba sequentia declarant, propter conuenientia multis, et communem infirmitatem; hae enim infirmitas communis non videtur esse alia, nisi illa, de qua dicit Bernardus, serm. 2 de Resurrect.: Legimus, et quotidians experimentis didicimus, ut eujus vita despiciatur, etiam pradicto contemnatur. Propter quod Hormisdas Papa, epistol. 3 ad Episcopos Hispanicam, c. 1, cum statuisset irregularitatem in eos qui publicam peocitam egissent, rationem subdit: Nam qua conscientia absolvit reum, qui se peccata sua populo scilicet testis confessum? Quis, quem patro ante testimonii faciem, veneretur aut sit iuris? habetur in c. Non negamus, 61 dist. Hec autem ratio sic intelligenda supponit delictum esse publicum, alias nec notam nec infamiam inducit. Accedit, quod ex aliquid Doctorum sententia homicidium omnino occultum non inducit irregularitatem; ergo multo minus in iucet in Societate hoc impedimentum.

11. Nunc sola publica apostasia a fide inhabilitat.—Atque haec rationes dubitandi locum habent etiam in primo impedimento, quod peccatum apostasias a fide; et ideo supra, in fine numeri quinti, simul hue tractandum remissions. Illa enim ratio, de nota et communem infirmitatem, simul traditur in dicto loco, de primo, et de secundo impedimento; ergo, igitur ex illa colligimus hic non comprehendit homicidium occultum, ita idem colligendum est de apostasia a fide. Loquor autem non solum de apostasia, quae dictur per se occulta,
LIB. II DE INGRESSU IN SOCIETATEM, quals est mere interna, de qua nullo vide- tur esse dubium, quia illa non subjectur humano judicio, neque humanae legi; sed etiam de externa apostasia, quae per accidentes oculta dicitur, quando contingit ab alii non sciri, cum de se sciri possit. Nam si hae requirat statum infamiae, ut ratio facta probare videtur, non tantum requirit quod cognoscit possit, sed etiam quod nota sit. Et confirmatur etiam, quia sola heresis publica videtur inducere in jure irregularitatem, in c. A dl abolendam, de Hareticis, et in c. Salut. derrimum, 1, q. 7. Confirmatur tandem, quia videtur res valde ardua, ut omnes juvenes, qui nunc in provinciis hereticis educantur, et consequenter ad Ecclesiam recedunt, sint inhabiles ad ingressum in Societatem post perfectam conversionem, et redditum ad Ecclesiam. 12. Etiam homicidium occultum hunc ingressum impedit. — Nihilominus quod ad homicidium attinet, verius censeo hoc impedimentum etiam contraheri per homicidium occultum. Ratio prima est illa generalis, quod ubi lex non limitat, neque evidentis ratio cogit, nos non possimus prudenter limitationem adhibere. Unde etiam in jure canonicum mihi certum est, propter homicidium, quantumvis occultum, irregularitatem incurrit, et satis significatur in Tridentino, sess. 24, c. Licit, de Reform. Cum ergo hae lex absoluta et indistincte loquitur, non potest a nobis ad homicidium publicum restringi; eo vero maxime quod ex contextu verborum potest hoc etiam convinci. Sic enim habent: Secundus est, homicidium aliquo tempore perpetrasse, vel publice in famam propter enormia peccata suisse. In quo contextu duo ducuntur: unum est, eo ipso quod absurbum publice additur in posteriori membro, et non in priore, tacite a priori exclusi. Aliud est, in alius criminibus impedimentum ponit ratione infamiae; in homicidio vero non, sed ratione solius delicii; ergo absque infamia impedit; ergo etiamsi occultum sit; nam si oporteret esse publicum, maxime propter infamiam. Atque ita opinor in praxi et consuetudine obtinui; nam si is, qui examinatur, fatetur se homicidium perpetrasse, nihil amplius de fama vel infamia, publico vel occulto interrogatur, sed inhabitus judicatur. 13. Etiam homicidium aliena manu factum impedit. — Quocirca si ratio hujus impedimenti in sensu supra, n. 7 et 10, explicato accipienda sit, dicendum est, in ea consideratione esse id, quod frequentius et ut plurimum accidit, sollicit, quod tale delicii magnam et probatione illum anteced., etc.
infamia; in primo vero nihil horum ponitur, sed tantum delictum; ergo signum est nullum ex illis conditionibus requiri; alias, qua ratione quis dicere esse necessarium infamiam vel notitiam publicam, possit etiam dicere esse necessarium condemnationem per sententiam publicam. Hoc autem manifeste falsum est et improbabile; ergo, et prius; nam sequela tenet a paritatem rationis, quantum spectat ad verba legis. Quia vero in Constitutionibus, 4 p., c. 3, aliquid additur, quo potest hoc impedimentum restringi, id prætermittendum non est, et aliqva differentia constitueri inter hoc delictum et homicidium, quia homicidium nec publicum esse oportet, nec probabile; hoc vero licet non oportet esse publicum, videtur saltem esse necessarium ut sit probable, propter id, quod statim adiuclum. Nam imprinus necessarium est abnegationem esse exterioriorem; sola enim mentalis haeresis non sufficit, ut supra, num. 41, dicebam. Quod etiam ipsum verbum abnegandum sitis indicat, et explicatur clarius in 1 p. Constitutionum, c. 3, dum additur: Abnegando inter misdiles. Quo verbo non solum significatur erimen debere esse exteriorum, sed etiam aliquo modo publicum, et inter infeodis commissium. Potest tamen esse hoc modo publicum, id est, probable, quamvis non sit publicum, id est, notorium, qualis nunc esse solet in Luzitanias, verbi gratia, apostasia a fide neophytorum, quos novos Christianos vocant, etiamsi occulti, et inter se ipsos, illam exerceant; talis enim apostasia est sufficiens impedimentum, etiamsi continget cadere in eam personam, quae alias inhabilis non esset ratio; origines. Ulterius vero necessarium est ut interior simul cum exteriori concurrat; nam, licet quis exierit abnegaverit propter timorem, vel amorem humanum, sola exterioris fictione, interius autem retinendo fidem, non incurrat hoc impedimentum, sicut nec penas juris contra haereticos latas, ut disp. 14, de Fide, sect. 6, dixit, et disp. 43, sect. 1, de Censur.; quia ille simpliciter non abnegavit fidem, sed finxit abnegare; verba autem harum legum stricte et in rigore acceptione sunt. Deinde existimo oportere ut talis persona post adultam etatam fuerit aliquando fidelis, et in Catholica Ecclesia suisseicerant instructa; nam si quis ab infancia fuit educatus inter haereticos, etiamsi baptizatus fuerit, et perveniens ad adultum statatem eorum errores imberberit, non videtur propriet et in rigore dici posse a gremio Sanctae Ecclesiae recessisse abnegando fidem. Quod erit certum, quando probabiler creditur ipsum habuisse ignorantiam invincibilem. Idem tamen mihi est probable, etiam si postquam erit dubiaret, negligenter aut pertinaciter in prioribus erroribus permanserit, quia ille nundum incidit in formalem ac perfectam apostasiam, qualem predicta verba in proprietate significat. Et justa hanc expositionem facile expidetur difficultas supra tecta, in fine num. 41 (eterna enim ibidem opposita ex dictis sunt expedita) de juvenibus haereticorum filiis, et inter haereticos educatis; nam si illi, postquam ad Ecclesiam gravius conversi sunt, numero iterum ab illa recesserunt, nec fidem abnegarunt, non videtur esse inhabiles ad societatem ex vi hujus impedimenti, quia (ut dixi) non possunt judicari perfecte apostate. Imo in his, etiam si prior ille status fuerit publicus, non videtur obstare, nisi perveniatur ad sententiam in talem personam publice latam; nam tunc ex alio capite, seu gradu secundo loco posito in illo primo casu, impedit; et vero notitiae vel sententiae publica solum est generaliter de tali provincia, vel natione, sicut nec Greci habentur schismatici, tunc infamia magis est nationis quam personae, idque illa non impedit; et hanc declaratio habet ura expresse prima parte Constitutionum, capit copito, litter. B.

45. De secundo membro ejusdem secundum impedimenti, id est, infamia ob enormia peccata. — Ex quo facile declaratur secundum membrum causam se impedimenti secundi, scilicet, infamia publica propter enormia peccata, circa quod statim occurrerat explicandum, quenanam sint hujusmodi enormia peccata. Sed hoc labore nos liberavit declaratio in d. cap. 3 Constitutionum, ubi Generali committit, an peccata sint judicanda enormia, necene, ad quod judicium ferendum primum expendendum est jus commune, in quo illa peccata merito censentur enormia, quae per se inducunt juris infamiam, c. In alicuius, 54 d., cum alius, que de infamia inducentes irregularitates, disp. quadragesima octava, de Censur., ad- ductum. Deinde dubitari poterat, si hae infamiae non sit in eodem loco in quo homo est recipiendus, sed in alio multum distante, et sine morali periculo quod illud diffundis post, an tunc impedit. Verum hoc etiam ducnum sublatum est in declarationibus, tam Examinis, quam Constitutionum, ubi dieitur infamiam solum impendire ubi est, non vero in remotissimis regionibus, si persona est suffi-
LIB. II. DE INGRESSU IN SOCIETATEM, ET PROBATIONE ILLUM ANTECED., ETC.

citioner emendata. Alque ita facile constat hoc impedimentum esse valide consentaneum rationi, et necessarium ad finem Societatis, et valide conforme iuri, quo cavetur infamibus non debere concedi alius ad dignitatis, c. Inter dielectos, de Excessib. Praetat., et regul. 86, de Regulis juris, in 6. Quamvis enim recipi in Societate non sit admissi ad dignitatem, tamen ex ea parte, qua hic status ordinatur ad sacerdotalia munia, et conversionem animarum, potest quo ad hoc dignitatis comparari.

De tertiio impedimento.

46. De primo membro assumpti habitus religionis.—Tertium impedimentum duas etiam habet partes. Prima est, assumptio religionis habitum, ut diecitur in citato c. 3 Constitutionum. Declaratur autem ibidem, intelligentium hoc esse, non solum de assumptione habitus per professionem, sed de gestatione habitus religionis, etiam per unum diem, dummodo id factum sit animo assumendi religiones, saltem quoad probationem, seu novitiationem. In Examine autem magis limitatur ac declaratur particula illa religionis, his verbis, assumpta esse habitum aliquius religionis fratrum, vel clericorum, que videntur addita, ut non comprehendantur assuetum habitum religionum militarium, quod milites, nam quoad clerics expressus excluduntur per illam particullam clericorum; per fratres autem monachi omnes intelligentur; proprie ergo isti milites dici non possunt habere habitum fratrum, vel clericorum; non ergo hic comprehenduntur. Et ita declaratur est in Congregatione prima generali Societatis, can. 5, et in praxi etiam receptum est; praeterquom quod multi existimant hos non esse proprie et simpliciter religiosos. Qua de re late in precedent tractatu, lib. 4, c. 3 et 4, agendo de varietate religionum in genere. Justa quum sentiamur possunt etiam excludi ex absoluta appellatione religiosis, sub qua illi non videntur comprehendi, saltem secundum ordinarium et communem modum loquendi; et denique, quidquid sit de statu, tamen quoad usum, et vivendi modum, constat de facto hos milites parum differe a secularibus.

47. Redditur ratio Constitutionis quod professores altiarum religionum. — Sic igitur explicata hac parte, quod attinet ad religiosos professos, non est difficile rationem illius redere. Primo, quia ut D. Thom. docuit, 2. 2, quest. 189, art. 9, transitus ab una religione ad alienam non est per se laudabilis, nisi ab magnum necessitatem, vel specialum utilitatem, ut supra, in tract. 8, lib. 3, a c. 8, disputatum fuit; quod quia rarum est et extraordinarium, non oportuit in hae lege consederari, et ideo absolute lex posita est; quia si in aliquo particulari casu, et Societati, et desideranti ejus ingressum, judicaretur expidendum eum admittere, non obstante tali impedimento, per dispensationem a Summo Pontifice impetratum poterat tali casu subveniri, et alio quando subventum accipi. Et confirmari hoc potest ex Cassiano, collat. 14, c. 5, ubi Abbas Nestor. sic inquit: Unicumque utili et consequens est, ut secundum propositionem, quod elegantissime, sive gratiam, quom accipit, summo studio ac diligentia ad operis arrepti perfectionem pervenire festinet, et aliorum quidam laudans aevum sancti,ique virtutis, nequaquam a sua, quam elegantissime, professione discesset. Unde idem Cassianus, lib. 4 de Institut. renunc., cap. 6, significat olim observationem esse ab antiquis monachis, ut neminem recipirent, qui a prima sua vocatione defecisset: Nec quoque (inquit) patiantur illis aude adiuvare (id est, vestibus religionis) quem semel ab institutione sua regulae lepissse peraverint. Sic etiam Athanasius Constantiopolitanus, epist. 5, ad finem, decernit, qui monasterium semel deseruerit, non esse in alio recipendi. Ac deneque imperator Justinianus, in Antenth. de Monachiis, collat. 5, inquit: Si quis relinquens monasterium, in quo conversationem habebit, ad aliud transiet monasterium, concedit et reverendissimos Abbates eum non suscipi; etsi consentaneum est antiquitatem, et rationes, quae in Constitutione ipsa assignantur, quasi statum explicabimus, facile illi accommodantur.

18. Qua consequiit habitus novitiorum aliarum religionum impressum Societatis impedit? — Ratio dubitandi. — De secundo membro ejusdem tertii impedimenti. — At vero, quod solus habitus novitiorum per quodlibet breve tempus assumptus impedit, novum videri potest et difficile, tum quia in nulla religione observatur, quod ego sciam; tum etiam quia tempus novitiatii ad professionem concessum est, et ideo non perseverasse usque ad professionem non indicat inconstitament, aut ani-
mi levitatem. Cur ergo ob eam causam debet aliquis in habilibis censeri ad Societatem? Fieri enim potest, ut per probationem alterius religionis, aliquis prudenter judicet se non esse aptum ad illam, et quod a Deo vocetur ad Societatem; cur ergo debet excludi? Et angetur difficultas quoad alteram partem illius impedimenti, quae est de eremitis sub certo habitu monachi; nam ille non est status, sed privatus quidam vivendi modus: cur ergo impedire debet magis quam ali vivendi modi?

19. Prima Constitutionis ratio. — Nihil minus duplex ratio illius impedimenti redditur in eodem c. 2 Examinis, et uteaque sufficientes sine dubio est, ut haec Constitutio honesta et rationabilis censeatur, maxime cum liberum sit Societati eos tantum admitteri, qui abeuntulla suspicione contraria ad finem sui instituti apti judicatur. Prior ergo ratio est: Quod nobis in Domino videatur (aict B. Igitur) cum, qui bonus Christianus sit, debere esse firmum in sua prima vocatione, praesertim cum illa tam sit sancta, in qua, siclent, quis, universo seculo relictis, se totum dedicans majori servitio et gloria sui Creatoris et Domini. Itaque, licet mutare religionem ante professionem minor inconstantia videatur, tamen, quia ut plurimum signum est animi inconstantis et mutabilis, in Societate non recipitur. Cui consonat consilium Basilii in regula 40, ex fuisibuss, ubi ait, ab ilis, qui volunt religionem ingredi, diligenter exquirendum esse, qui ipsorum mores sit, ut intelligatur an sint consilio instabilita, et ad constitutendum quidvis in urbane partem praeriput. Cujus rei signum esse solet hujusmodi facilis mutatio religionum, etiam quod probationem. Et subbit Basilii: Si quidem in itis, qui ieiunam modi sunt, magnopere specta inconstantia esse debet, qui, preter id, quod nullam ipsi utilitatem inventum, ceterum etiam sunt detrimento, quod institutum vivendi nostrum, falsis probatis, et nequisquis maledictis magnopere in/amanl. Verum quidem est statum adjungere Basilium, hos non esse statin a principio desperandos, sed prins extra religionem ipsam exercitandos, et probandos, ut si sufficientis indicium emendationis et constantiae dederint, admittantur. At illud fortasse tunc conveniens fuit, quia exigius erat religionum numeros; annce autem plures sunt religiones in quibus hi recipi possunt, et ideo non est judicatum necessarium in his probandi immorari; maxime cum Societas ratione sui instituti multa alia haebeat, in quibus suos religiosos probare et experiri ex instituto tenatur.

20. Secunda constitutionis ratio. — Secunda ergo ratio est: Postremo sic nobis persuademur (preterquam quod major sit futura adficatio proximorum), eo melius in Domino, ipsis gratia aspirante, conservari posses omnes profos, coniunctores alique scholasticos, quo magis liberii fuerint ab hujusmodi impedimentis, ac veluti unius coloris et similitudinis omnes. In quibus verbis una ratio principaliter dari videtur, et altera obiter attingi. Ratio ergo principalis est, ut, cum omnes, qui in Societate fuerint, experti non sint, imo nec liberaverint alii institutum, omnino contenti sint eo quod profiterentur, et in illo summam uniformitatem et similitudinem habeant, quod ad unionem eorum et amorem inter se, et ad majorem quietem et pacem multum conferat; est enim similitudo causa amoris, ut dicit D. Thomas 1. 2, quest. 27, art. 3; et Aristoteles, 6 Ethic., c. 6, dicit aequalitatem esse amicitiae fundamentum; et in e. Nova, 16, quest. 7, dicitur: In uno eodemque officio non debet disper esse professio, nam coheerit et conjunxit non possunt, quibus et studia et vola diversa sunt. Et quamvis is, qui alteram religionem probavit et deseruit, jam illam non profiteretur, tamen, quia possunt in eo manere aliqua vestigia illius professionis, vel aliqui conceptus seu apprehensiones diverse, et discrepantia a instituto Societatis, et ideo semper tmitur aliqua differentia, que posset pacem turbare; maxime cum Societas pro priam vivendi rationem ab aliis in multis diversam profiteri videatur. Et hanc existimo esse potissimum rationem hujus impedimenti; et ob eam rem si quis semel in Societate ingressus ab ea deficiat, iterumque ingredi velit, non est in habilibus quominus recipi possit; quia licet prior ratio inconstantiae in eo locum habeat, haec posterior cessat. Quod autem hoc sit, patet ex verbis ipsis Constitutionibus; nam cum dictum habitum aliquus religionis, plane loquitur de aliis religionibus a Societate distinctis.

21. Tertia ratio. — Beato proculitut. — Altera vero ratio ibi obiter, ut dixi, tacta est, quia, siclent, creditur hoc futurum in majore animarum edificationem, quod duplici ex causa seu respectu dices potest. Primo, respectu aliarum religionum, quibus gratum esse debet, quod ab eis deficientes in Societate non recipiantur. Deinde respectu aliorum fideliim, apud quos nonnulla nota semper est, defecisse
a religione semel accepta, etiam quoad novitiatum tantum; et quia Societas tota est ad lucrandos fidèles, et salutem animarum procurandam, ideo omni ratione evitare studet quidquid potest operariorum existimationem aut benevolentiam apud alios minuere. Unde fortasse etiam in hoc consideratum est, quod is, qui non se ostendit constantem, et idoneum ad perseverandum in religione ad solam perfectionem propriam principaliter instituta, non videtur aptus illi religioni, quae non solum proprie, sed etiam alienæ perfectionis incumbit. Dices: interdum monachus, qui ex vi sui instituti tantum sue saluti attendit, assumitur ad Episcopatum, qui ad pericientios alios precipue ordinatur. Respondo: aliius est assumi, aliius relinquere proprium statum per inconstantiam; ideo enim prins nullam notam inducit, neque est indicium aliquae defectus, sicut hoc posterius. Præsertim quia monachus, si jam erat professor, licet ad Episcopatum assumatur, monachus manet, atque non ita mutat statum, ut spolietur prior (ut ita dicam) specie monachatus, imo nec in individuo, sicut facit, qui ex una religione transit in aliam, maxime Societatem, quam veluti specie diversam intelligimus, ut ex dictis lib. 1, cap. 2, et ex graduum varietate constare potest. Si autem contingat (ut fieri potest) ex novitati assumi ad Episcopatum, tunc non manet quidem in priori statu inchoato, sed immediate transit ad perfectorem, non tamen ex animi inconstancia, sed ex obedientia Superioris: et ideo in iure id prohibito non est; in Societate vero speciali jure id est prohibition, ratione jam dicta.

De quarto impedimento.

22. De prima parte, id est, conjugio.—Quartum impedimentum duas partes habet. Una est de conjugatione, alia de servis. Et prior quidem fundata est in ipsa ratione naturali, quia maritus post consummatum matrimonium non est dominus sui corporis, et ideo non potest illud alteri, etiam religiioni, libere donare. Et ideo impedimentum hoc, quod hanc partem, in jure communi fundatum est, ut statim dicam, et in alii religionibus servatur, ut pactet ex regula Minorum, c. 2., et ex Constitutionibus Predicatorum, 1 p., d. 1, c. 13. Imo D. Basilium, in regulis fuisius disputatis, c. 12, ejusdem impedimenti meminit. Intelligitur autem hoc impedimentum, quod hanc partem, eo modo quo in jure communi explicatur, scilicet, sine facultate conjugis: Nam si facultas a conjuge concederetur (dicitur in declaratione, 1 p., c. 3, lit. F.), servatis alii circumanstis, qua justa sanam doctrinam et usum sanctæ Ecclesiae solent observari, impedimentum esse desinat. Ille autem sunt, ut conjux vel monasterium ingreditur, si juvenis sit, vel votum continentiae emittat, ut max cap. Cum sis, et cap. Ad Apostolicam, de Convers. conjugat., quod in tomo superiori declaratum est. Addenda vero sunt duo. Unam est, ex jure communi, si maritus ingreditur de consenso uxoris, non servatis autem alii circumanstis, ingressum, seu professionem esse validam quoad substantiam et proprietatem, ut sic dicam, quamvis quoad usum impediri possit, ut uxor repetat maritum, justa cap. Ex parte, de Convers. conjug. At vero in Societate ex vi lunjus impedimenti receptio erit nulla, etiam si fiat de consenso uxoris, ut alii juris circumstanciæ non serventur; quia in Constitutionibus absolutæ potitur matrimonium consummatum tanquam essentiale impedimentum. Et in declaratione (qua eadem vim legis habet) non potitur alia exceptio, nec dicitur cessare hoc impedimentum nisi vel per mortem naturalem, vel conjuge facultatem concedente, observari juris circumstannis; ergo illis non servatis, integrum manet impedimentum, etiamsi nudus consensus praestatur. Alid notandum est, quamvis, consensus præstito cum debitis circumstannis, cesset impedimentum essentiale, nihilominus semper esse impedimentum, ut talis persona recipi non debet sine Generalis facultate; ita ut nec Provincialis possit in hoc dispensare, ut in illius regula trigesima sexta cautum est.

23. Nam matrimonium ratum non consummatur hoc impedimentum inducit.—An per vota simplicia emissa in Societate matrimonium ratum dissolvatur. —Ultimo circa hanc partem dubitari potest de matrimonio rato, et non consummato, un impediat Societatis ingressum, sive consentient, sive repugnante conjuge. Sed in hoc certum est, ex vi hujus legis id non esse impedimentum, quia, licet in d. cap. 3 Constitutionum, simpliciter nominetur matrimonium, tamen in cap. 2 Examini expressè additur consummaturum, et in declaracione id etiam supponitur, et juxta communes jus ita esset intelligenti um, quando alii non exprimeretur. Quapropter absolute censeo non esse inhabilem ad Societatem taliam personam, et receptionem ejus non esse ex so irri tam, quia uque ex vi juris commu-
CAP. I. RECTENE INSTITUTA SINT ALIQUA IMPEDIMENTA, ETC.

nalis irrita est, neque invenio jus speciale quod illam irriet. Quod ergo quærì potest, solum est, si hujusmodi novitius, expleto anno, vel saltem biennio probationis, non admittatur ad professionem solemnem, an possit ab uxore repeti, et ipse ac Societas tenetur illum ei restituere. Item an possit justa tria vota simplicia et substantialia in Societate emittere sine expresso consensus uxoris, cum aliis circumstantiis de jure requisit in matrimonio consummatum. Quæ dubitaciones supponunt aliquam, siclicit, an per vota simplicia approbata et recepta in Societate dissolvatur matrimonium ratum, non consummatur, quod ipsam vinculum matrimonii precedentis talia vota; nam si dissolveretur, omnis quodque cessaret; nullum enim esset impedimentum vel irritans, vel prohibens, nullusque consensus conjugis esset requisitus, cum ipsa omni vinculo et obligatione liberanda esset. Solum videtur gravari in dilatione biennii; at illud parvi momenti est, et interdum accidere potest in alius religionibus; nam si quis post matrimonium ratum probavit in aliqua religion per decem menses, potest illam relinquere, et ingredi aliam, et integrum novitiatum in ea facere, ut per congregacionem etiam Cardinaleium declaratum est, circa cap. 15, de Regular., sess. 23, Concil. Trident. Illa ergo dilatio temporis probationis non infert difficultatem quam non possit conjux facile tolerare. Ego vero suppono nulla vota simplicia facta in Societate dissolvatur matrimonium ratum precedentis; quod infra, lib. 4, cap. 2, ostendam, ubi, in numero decimo tertio, de predicta dilatione reditum sermo.

24. Hoc autem supposito, videtur mihi consequenter dicendum primo, neminem debere recipi in Societate post matrimonium ratum sine consensus et debita conversione uxoris, nisi forte ex dispensatione Præpositi Generalis, cum intentione admittendi illum post biennium ad professionem solemnem, si recte probaverit, vel statim dimittendi illum, si non fuerit probatus. Deinde consequenter asserro, si aliter recipiatur ad novitiatum, non posse ulteriorius admitti ad simplicia vota, quæ post biennium ab scholaribus, vel postea a coadjutoribus formatis fluit, sine codem consensus et conversione uxoris. Ratio utrinque est, quia nullus ligatus vinculo matrimonii potest licite assumere statum repugnantium usui matrimonii, et non dissolvantem vinculum ejus; status autem Societatis per sola vota simplicia non dissolvit vinculum matrimonii, ut dixi, et repugnat usui ejus, cum sit status religiosus; ergo non potest licite talis status assumi, invita uxore; ergo nec potest quis licite recipi in Societate in ordine ad illum statum; vel, licet sit admisurus ad novitiatum, non potest postea admissi ad talia vota, sine predicta conditione ex parte uxoris. Major patet primo ex ratione naturali, quia talis receptio est in magnam injuriam uxoris; nam cogitetur vel innotpa perpetuo manere, si socius nunquam esset professionem solemnem in Societate emissurus, sed in statu coadjutorum perseveraret, vel saltem per plures annos, etiam ultra decessum, quæ duratio perpetua seu vitalis in jure reputatur. Secundo, probatur ex jure, nam ob similem causam statutum est, ne post matrimonium ratum ordinetur quis in sacris, invita uxore; nam per sacram ordinationem interdicatur usus, et non dissolvitur matrimonium ratum, ut defuit ac statuit Joannes XXII, in Extravag. unica, de Voto; ergo cum eadem ratio urget in nostro casu, idem dicendum est. Addo vero ultimo nihilominus, si talia vota de facto admittantur in Societate, valida esse, quia nullum est jus per quod irritentur, et tamen, hoc non obstante, si sponsa suum jus petat, negari non debere nec posse, ne fiat ili injustitia; debet ergo illi maritus reddi ad cohabitationem, et usum matrimonii; et Societas etiam suo jure ordinario utens posset (et certe in eo casu deberet) illa vota remittere, et personam omnino liberal em relinquere; si tamen id non faceret, possit illa persona reddere debitum, non tamen exiger, propter votum castitatis, et mortua uxore non possit valide aliam ducere, quia votum illud in Societate factum hanc vim habet. Et ob eadem causam compellingens esset ad Societatem re dire, quia se semel tradidit, et traditio rescissa non est, ut supponitur.

25. De secunda parte ejusdem quarti impedimenti, id est, servitute. — Altera pars luju impediunti est servitius, quæ est sumpta ex jure communi, et illius etiam meminit Basi lius, regul. 10, ex fusoribus. Unde preter supra traceta precedentis tomo, in genere, de professione religionis, nihil hic addendum occurrit, nisi quod, licet jure communi servitus non irritet professionem, seclusa vi et ignorantia, sed indicat obligationem satisfaciendi dominum modo jure prescripto, vel restitundii servum, qui nihilominus religiosus manet, at tamen in Societate ex vi luju impedimenti censeo receptionem, et consequenter omnen admissionem in illa fundatum, esse nullam,
juxta generalen doctrinan, quam statim tradam. Ratio autem est, quia servitus absolute et sine ullo restrictione hic ponitur ut impedimentum substantiale. Ulterius autem intelligentem hoc existimo durante servitute, quia non fuisset servum, sed esse, sicut non fuisset uxoratum, sed esse, ponitur impedimentum, quod aperte verba ipsa significant, eel servitutis legitima vinculo ligatum esse. Unde si quis servus munimentatur a domino, vel ipsa quacumque alia ratione se vere redimat a servitute, eo ipso tale impedimentum auferitur; pertinebit autem ad prudenteriam Praelectiones perspicere, an expediat talem personam reciperere, propter infamiam aliquam, vel vilen reputationem, quod de tali persona semper manet, et considerato fine Societatis, possit illam minus idoneam reddere ad ejus munera; quamquam si solum admitteretur ad ministrieria temporalia, minus haberet incommodi. Pretqueram quod, licet hoc sit verum ex hoc capite, ex alio, syllicet, ex origine, talis persona semper erit inhaebilis, juxta ea que inferior addemus.

26. De ultimo impedimento infrmitatis. — De ultimo impedimento in fine numeri primi nihil specialiter occurrit notandum; nam et sensus ejus clarus est, et ratio manifesta, quae in ipsamet Constitutione attingitur: nam recipere talem personam essent non mediore damnum ipsius Societatis, cum ad illius ministrieria inepta sit. Quod etiam est valde consentaneum juri communi, nam ob eandem causam simile impedimentum irregularitatem inducit.

Num supraposita impedimenta talia sint, ut ingressus, et quacumque incorporatum cum aliquo illorum, in Societate facta, nulla sit? 

27. Discutitur propositionum dubium. — Non additur autem in predictis locis verbum, quo expresse declaretur hece impedimenta talia esse, ut persauerit reddant omnino inhabilem ad hunc ingressum, ita ut tam professio, quam omnis incorporatum in Societate inde subsecta, nulla sit; et ideo dubitari potest an haec impedimenta talia judicanda sint. Possit enim quipsiam aliquod ex eis tacere, et ita recipi in Societate. Et quamvis concedamus in eo graviter peccare, ut insinuat in declaratione cap. 2 Examinis, lit. A, cum dicitur, confessarium debe re moneri, ut si quis vere non respondesset, ea de ejus conscientiam estimulsi. Et merito, quia tale mendacium perniciosum est Societati, et in re valde gravi, de qua ipsa jus habet interrogando, et obiligandi ad dicendum veritatem, quia potest in grave suum detrimentum redundare. Nihi minus, si haec impedimenta non inhabilem personam, recepitu facta, et quidquid ex vi illius subsectum fuerit, tenebit. Nec obligabit talis persona ad manifestandum postea suum defectum et delictum; tum quia nemo tentetur se proderre, neque hoc est delictum quod videatur ad restitutionem obligare; suppono enim in particulari cessare novumentum Societatis, quia impedimentum est occultum, et in reliquis persona est idonea, et sufficienter inservit Societati; tum etiam quia non videtur obligandus quis cum tanto damno se ad resareandum illud quarecumque damnum Societatis, quod in sola transgressionis illius Constitutionis positum est. Quaproprier in tali caso non erit sufficientius remedium, quo confessor estimulsi conscientiam penitentiae; nam, licet ille consecutur suum delictum, ut tenetur, erit absolvendus, si de pecatol dolatur, etiamsi nullit factum emendare, aut religione deserere, quia ei factum tenuit, ad hoc non tenetur, vel saltem potest prohiber huic sententiae conformari; non ergo poterit confessor juste negare illi absolutionem, neque aliquod ei nocere ex vi illius scientiae per confessionem comparare. Multum ergo referre seire in quo gradu hic deficiat impedimentum hunc ingressum. Et videri quidem potest non esse asserendum, haec impedimenta reddere personam omnino incepacem, cum in ipsa legi id non sit expressum, nam in his rebus odiosis mitior pars sequenda est, ubi rigor non est expressus, imo, ubi favor non repugnatur formibus verbis legis; hic autem non solum non repugnatur, verum etiam est conscientia generali principio, quod lex prohibens actum non irritat illum, nisi hoc sufficierent exprimat, ut lib. 3 de Leg., cap. 25., ostendi.

28. Dubit resoluto tripartita. — Nihilominus dicendum censeo primum, quodlibet ex his impedimentis reddere personam inhabilem; deinde tam primam receptionem, quam omnem aliam intimorem admissionem, nullos esse, nullamque obligationem inducere. Probo singula, atque prima pars ex verbis institutionum sufficienter colligi potest. Nam in cap. 2 Examinis, § 6, post numeratos illos casus subjungitur: Predictici causae impedimenta sunt, cum quorum aliquo nemo in Societatem admittit potest; non enim dixit deit, sed potest, ut intelligatur tam recipienti adimit potestatem, quam recipiendo capacitatem; et ideo ibidem in declaratio, littera A, dictum-
CAP. I. RECTENE INSTITUTA SINT ALIQUA IMPEDIMENTA, ETC.

etur haec impedimenta talia esse, quae a Societate exclusundam. Et in f. p. Constitutionum, cap. 3, additur, ominino exclusundam; quae verba plane significant excluding quantum Societas potuit; potuit autem personas in inhabilire, ut per se constat, et ibidem in declaratione adjungitur, nec Praepositum Generalem, nec totam Societatem, sed solum Sumum Pontificem, posse in aliquo ex his impedimentis dispensare. Ac denique in qua parte, c. 3, § 2, dicitur, cum aliquo ex his quinque impedimentis nullum in Collegiis Societatis inter Scholasticos collocari possit. Fuit ergo sine dubio mens B. Ignatii, omne in hoc negotio auferre potestatem Societati, et consequenter alterum inhabitum reddere; nam haec duo correlative sunt. Quocircum, quando in declaratione cap. secundae partis Constitutionum, lit. B. dicitur, Quoties aliquis deprehensus fuerit aliquod ex quinque impedimentis in examinis dissimulasse, non esse aequum ut in Societate maneat, idee cum hac moderatione dictum videtur, quia, regulariter loquendo, etiam non est aequum procurare Pontificis dispensationem ut maneat; nam sine illa non solum aequum non est, verum nec possibile, si ita manere debet ut membro Societatis.

29. Aque ex his clare sequitur secunda pars, scilicet, actum esse nullum ex impoten
tia agentis, et incapacitate passi. Eadem vero pars certior fieri potest ex alio principio, quod sine acceptatione voluntaria religiosis, omnis receptio redditor nulla, ut in superiori tomo generatim tractatum est; quia contractus est mutuus, et idee debet esse ex utrque parte voluntarius. Saei in eo casu, quo aliquis occul
tuat hujusmodi impedimentum, acceptatio, seu receptio ex parte Societatis non est voluntaria, utpote dolo et fraude per ignorantiam facta, in re magni momenti juxta suam regulam; ergo contractus ille validus non est. Declaratur, quia receptio ex parte Societatis in eo casu habet implicitum conditionem: Si ita est, quod nullum subest substantiale impedimentum; ergo, non subsistente conditione, consensus perinde se habet ac si non esset positus. Differt autem inter hanc rationem et precedentem, quia si haec nullitas receptionis solum provenierit ex occultatione impedimenti co quod ignorantia causaret involuntarium in recipiente, scelsa illa ignorantia, si Generalis, verbi gratia, aliquem recipere cum illo impedimento, eto ille male faceret, receptio valida esset, quia jam consensus non esset involuntarius; at vero juxta priorem rationem, etiam ipse Praelatus velit, receptio nunquam erit valida: quia abhasta est illi potestas dispensandi, et aliquin impedimentum ipsum irritans est. Et ideo prior ratio est magis per se et propria; posterior vero moraliter est sufficiens et efficax, quia receptio cum tali impedimento moraliter nunquam coactus, nisi per putationem et ignorantiam. Quae doc
trina in similis sumitur ex Navarro, consil. 26, de Regularibus.

30. Tandum ultima pars manifesta est ex dictis, tum quia si fundamentum, id est, prima receptio, est nullum, quidquid in eo fundatur, nullum est; imo receptio ad novitiatum non potest alia ratione esse nulla, nisi per ordinem ad professionem, quia reliqua omnia, quae in ea receptione considerari possunt, sunt facti potius, quam juris, ut in tomo superiori dixi; tum etiam quia haec impedimentum maxime poniur proper professionem, vel quamcumque incorporacionem per vota; ergo ad illam maxime fit inlibilis persona, et in illa maxime est involuntaria Societas, quando per ignorantiam illam concedit cum hujusmodi impedimento. Dicere vero post aliquis, esto professio, vel incorporatio in Societate nulla sit ex parte Societatis, nihilominus ex parte voventis vota esse validae, ideoque obligare illum ad ea servanda, vel ad permanendum in Societate, si Societas illum retinere velit, quamvis Societas illum retinere non cogat. Respondo (etiamsi forasse ali
ter sentiant) ex tali professione vel votorum emissione non oriri obligationem etiam ex parte voventis, vel ad servanda vota, si a Societate expellatur, vel ad permanendum in Societate, et admissendum dispensationem in impedimento, etiamsi Societas velit eum reti
nere, et dispensationem impetrare. Hac latius probenda sunt ex supra dictis in praecedenti tomo de professione invalida. Nunc breviter ratio prioris partis est, quia ille non emisset illa tria voluit simpliciter et absolute, sed ut annexe statui religioso Societatis, et traditioni quam de seipsa fectit; ergo si status ipsum fuit nullus, vota non possint obligare, quia accessorium sequitur principale, et quia voti obligation non excedit intentionem voventis; ille autem non intendit se obligare ad servandam castitatem, vel paupertatem, nisi in tali statu, in quo ab ipsa religione custodiretur et aleretur; neque intendit se obligare ad obo
diendum, nisi Prælatis Societatis, qui etiam essent Prælati sui; si autem ipse a Societate ejicitur, jam non habet Praelatum aliquem So-
cietatis qui suus Praetatus sit; ergo obligatio talium votorum nulla fuit, quia conditio ta-
citae inclusa ex parte materia non subsistit. Ratio vero alterius partis est, quia in contractu
mutuo aequa debet esse utriusque partis con-
ditio; ergo si una non manet obligata ad per-
severandum in contractu, neque alia.

* 31. Dices, non esse in presenti parem con-
donationem utriusque partis, quia religio bona
fide et per ignorantiam acceptat; alter vero
defrangent religionem. At hoc per accidentem est;
quid enim si sequatur etiam actus est invalidus;
ergo tunc saltem eit aequa conditio et libertas
ex utraque parte. Quod etiam si secepto
fuit ex parte Praelati religiosis, qui novit im-
pedimentum, et dissimulavit, cum aliquis vel
juris, vel facti invinciblem ignorantiam ha-
beret? quumquid tenebitur religio eum postea
retinere, si ipse velit, et dispensationem im-
petraret? minime, quia unius Praelati delictum
non potest religionem obligare, et presentem
quia nulla ibi intervenit actio, que tales po-
tuerit obligationem inducere. Ergo idem de-
cendens est ex parte religiosi, quia ipse nut-
lam aliam fecit obligatoriam actionem praeter
traditionem; illa autem non fuit acceptata;
ergo non est unde maneat obligatio ad per-
severandum in ea voluntate ex parte sua, que
revera potius esset ad iterum se donandum,
facta sua ipsius persona habili per dispensa-
tionem; nunquam autem ex donatione non
acceptata similis permanet obligatio per se lo-
quendo; neque ex matrimonio nullum manet
per se obligatio ad iterum faciendum illud,
ablato impedimento. Idem ergo est in pre-
 senti. Ex fronde autem, vel dolo, si interces-
sit, poterit oriri obligatio ad restitutendum
religionis sumptus, vel nocentum, si fortasse ob
c stom aliquid simile passa est, non tamen
ad religionem profitterad. Et luce sufficiens
de predictis quinque impedimentis, de qui-
bus, postquam hae omnia scripseramus, ita
Congregatio septima generalis, can. 26, san-
xit: Impedimenta quinque, quae essentia quinta Congregatio vocat, instantia sunt nol
simplicia, et quamumque sequentem aliam
professionem; quia fit ut, qui illis tentetur,
inhabiles et incapaces ipsa facto ad Societatis
ingressum et admissionem sint, etc. Videri
etiam hae de re potest decrements 41 et 43 ejus-
dem septima Congregationis.

CAPUT II.

DE IMPEDIMENTO EX DEFECTU ORIGINIS, QUODQUE
VIGET IN SOCIETATE.

1. Nam licuerit tale impedimentum posse.
Superest vero adnotandum quod in quinta
Congregatione generali, can. 3, additum est,
nimirum defectum originis, qui est decepsus
per linea aliquam ex genere Judaeorum, aut
Saracenorum, quod impedimentum, tatem
principium, seu (ut vocant) essentiae non sit
instar precedentium, unde ad caput sequens
absolute regiri possit, quia tamen dicta Congre-
gratio ejus rationem summopere habendum
voluit in admittendo, praeertem ad professionem,
opere pretium existimavi tria circa ipsum
explicare. Primum est, an licitum fuerit
tale impedimentum possit; sed hee quostio
generalior est, nam plura sunt hujusmodi statuta,
tum in Ecclesiis cathedralibus, tum in collegiis,
tum etiam in aliis religionibus, de quibus omnibus idem quosque potest, quod pro-
prie spectat ad materiam de acceptione personarum, et de beneficiis eclesiasticis; nam pro certo suppomnium, tale statutum ex ge-
nero suo licitum esse, quia non in odium na-
tionis, neque in solo respectu nobilitatis aut
ignobilitatis humanae, sed in ratione aliqua
ad commune bonum Ecclesiae, et fidei conser-
vationem pertinente fundatur. Sufficiensque
fundamentum est talia statuta per totius
docrina et sanctitate illustres esse facta; et,
quo caput est, esse per plurum Summos Pas-
tifices approbata. In speciali vero hoc confir-
mat Cajetanum, tom. 4 Opusc., in ultim., re-
pons. 6, quia receptio ad religionem, prout
terminatur ad has vel illas personas, non est
debita, sed voluntaria religioni, et ideo libere
potest statuere ut cum tali conditio non ad-
mittatur.

2. An expediens fuerit addi novum impe-
dimentum in religione, quod non fuerat a funda-
tore positum. — Secundum dubium esse po-
test, an fuerit expediens in tali religione et tali
tempore addere hoc impedimentum, quod ab
ipsis fundatoribus positum non fuerat. Sed
heu quosto prudentialis est; unde nee ad
nos pertinet eam tractare, nec commodo fieri
possit, nisi in medium afferendo omnes par-
ticulares circumstantias, que ad hoc impedimen-
tum addendum Societatem movere perte-
terunt, quod nimis esset prolizum, et a nos-
tro instituto multis rationibus alienum. Cer-
CAP. II. DE QUODAM ALIO IMPEDIMENTO EX DEFECTU ORIGINES.

627
tum ergo est, decursu temporum potuisse experimento cognoscì, aliqua pericula vel incommoda religioni imminere ex consorciò et convictu talium personarum; vel etiam ad bonum nomen totius religionis, ut posset apud seculares omnes habere existimacionem convenientem ac necessarium ad sua ministeria, ut dicta Congregatio attigì, cum fructu exsercènda, necessarium esse non admìttere eos, qui hanc notam habent, ac proinde potuisse esse expediens hoc impedimentum addere, liceat in principio positum non fuerit; quia res humana non statim perfectas orientur, neque omnìs incommoda statim cognoscentur.

Num Congregatio generalis Societatis potuerit tale statutum condere?

3. Sententia negans. — Tertium dubium est, an potuerit Congregatio generalis Societatis tale impedimentum ponere. Quod in questionem non verìssim, nisi questionem similèm a Doctore Navarro tractatum invenissèm in cons. 26. de Regular., quod incipit: Orta sunt gravis dubia; ubi refert Capitolium generale Minorum simile institutum fecisse, et inquirit an potuerit id facere, ac respondet non potuisse; nec dubitât dicere errasse circa illud statutum, quamvis sine peccato, vel omnes, vel majorem partem eorum Patrum, qui illì Capitulò affuerunt, etiam si fuerint sanctissimi et eruditissimi, ut ipse dicit. Navarrum sequitur Sanchez, referens alios, libr. 7 de Matrim., disput. 37, num. 30. Fundamentum est, quia tale statutum est contra jus canonicum; et nullus inferior Papa potest condere statutum contra canonicum jus, juxta ea quae notantur in cap. Quod super his, de Major. et obedient. Major probatur, quia jure communi omnes Christiani, non habentes impedimentum canonicalum, sunt apti ut recipi possint in religione approbata; sed hic defectus originis non est impedimentum canonicalum, quia nec jure divino, nec ecclesiastico positum est, ut late ibi prossequitur; ergo, etc. Secundo argumentatur idem Navarrus, quia circa ea, quae pertinent ad tria vota solemnia religionis, dispositio pertinent ad solum Papam, argumento cap. Cum ad monasterium, de Statu monachorum; ergo nullus inferior Papa potest disponere ut professio hoc vel illo modo facta valeat, vel etiam non liceat. Hanc vero opinionem Emmanuel Rodericus, tom i Regularium Questionum, quest. 10, art. 3, ita temperat et sequitur, ut religio non possit quidem facere hoc statutum irritans professionem, vel receptionem talem, possit tamen prohibere illam bona intentione, et justis de causis, quia impedimentum inhabitans alios quos ad id, ad quod secundum jus canonicum habiles erant, summa auctoritate Pontificis offici debet.

4. Sententia affirmans.—Nihilominus contrariam sententiam certam existimo, et in nostro particolari casu habitudanter affirmò, potuisse Societatem tale constitutum efficere, et impedimentum illud, ut substantiae et iritans, apponere. Et primo sumo argumentum ab auctoritate eorum Patrum qui in illa Congregazione interfuerunt, qui sine dubio erant et multi, et doctissimi, et religiosissimi, quos neque contra propriam conscientiam egisse verisimile est, neque etiam contra debitam scientiam errasse; nam, licet ut homines ignorantiam et errorem habere potuerint, ut Navarrus dicit, per se tamen credibile est, tot ac tales homines illam non habuisse, pretendent in re pertinente ad proprium jus, propriamque actionem et potestatem, de quo saltatem dubitare et interrogare debuissent. Accedit quod in conspectu Urbis et Orbis, vidente et tacenti ipsi Pontificis Summo, tale statutum conditum est, et executioni mandatum, et deinde inviolabilitatem observatum. Secundo, id probo ex generali potestate concessa a Summis Pontificibus Societati, ad condendas particulares constitutiones liberae ac licitae, quas ad ejusdem Societatis finem, et Christi Domini gloriam, et proximi utilitatem, conormes esse judicaverit: Et tam hacienus factas, quin in posterum faciendas, justa locorum, et temporum, ac rerum qualitatem mutarel, alterare, seu in totum cassare possit et valere, quae postquam mutaret, alteraret, aut de novo conditum fuerint, eo ipso Apostolica auctoritate confirmata censeantur. Hoc enim sunt verba Pauli III in prima bulla confirmationis; et latius in secunda, quae successores ejus, pretentim Julianum III et Gregorium XIII, amplissime confirmarunt. Fortasse vero aliquid ex Navarro supra in quadam solutione ad quartum respondeat, Constitutiones intelligi confirmatas a Papa, quatuos sunt licites et honeste, et non sunt contra jus commune, nec contra sacros canones; hoc autem statutum esse hujusmodi, quia, licet per se, et ex objecto non sit illictum, illud condere sine debita potestate est illicitum. Sed hoc est petere principium, nam hoc est quod inquirimus, an, scilicet, hoc factum sit sine sufficienti potestate; ex dictis autem bullis colligimus non defuisse potestatem. Quia vero Navarrus in hoc vice fuit, quod
illa potestas non se extendit ad faciendam regulam sacrir canonicus contraria, qualem putat esse hanc constitutionem, ideo accurate hoc distinguendum est.

3. Lex inferioris duplicitur potest esse contraria juri superioris. — Unde argumentor tertio, quia hoc statutum non ita est juri communis adversum, ut propertea censendum sit reservatum Pontificis potestati; ergo nulla ratio est cur non potuerit a generali Congregazione fieri. Consequentia evidens est, ex argumento proxime facto, et ex fundamento Navarri, et quia non potest alias coloratus titulus hujus impotentiae excogitari. Antecedens vero declaratur ex quadam doctrina communis in materia de jure naturali, quam attignimus in lib. 2 de Legib. c. 14. Dictum enim doctores duplicitur posse legem inferioris esse contra jure superioris: uno modo positive, alio modo negative tantum; seu uno modo contra jus prohibens, alio modo contra jus concedens, seu non auferens aliquid, ut, verbi gratia, standing in jure nature, dicitur omnia bona externa esse communia, quia auctor nature ita illa concessit, nec divisiones fecit, non tamen fieri prohibuit per hominum voluntates, et ideo propietas rerum se dominiorum, licet dixit possit negative contra jure nature. Quia per illud introducta non est, non tamen dixit positive contraria, quia per illud non est prohibita. At vero propria auctoritate hominum in capiti redigere est contra jus positivum, quia libertas uniusque data est ut proprium bonum, quod violenter auferre ipsum jus nature prohibet. In presenti ergo statutum hoc dixi potest contra jure commune negative, non tamen contrarius; quia jure commune et canonicum non facti inlabiles ad religionem hujusmodi habentes defectum originis. Nullum est tamen jure canonicum quod precipiat eos esse habiles ad omnem religionem, seu quod prohibeat eos excluere ab aliqua religione; nullum enim tale jure Navarri auctor, neque opinor afferre posse. Statutum ergo positive contrarium juri communii non potest fieri per inferiorum Summo Pontifici, ut bene probat Navarres. Probabile etiam est generalem clausulam, per quam datur potestas a Summo Pontifice ad condenda statuta, non extendi ad statuta positive contraria juri communii, quia juri communii non derogatur per generalia verba, nisi id simpliciter necessarium sit ut habeant convenientem effectum; est enim illa potestas quoad hoc odiosa, et ideo restringenda. At vero statutum, quod solum negative est contrarium juri communii, fieri potest per potestatem inferiori Summo Pontifici; magis enim repugnat statutum valere contra jus naturale, quam contra humanum superioris Praelection; ergo, si statutum, solum negative contrarium, juri naturali potest esse contrarium, multo magis negative contrarium jure canonico. Ratio vero a priori est, quia tale statutum non est contrarium voluntati Pontificis, nec legi ejus; ergo ex illa contrariete non est invalidum. Unde in rigore illa non est contradistio, suo oppositio, sed addictio vel effectio alienius moralis effectus, quem Pontifex lege sua facere noluit, non prohibuit autem fieri ab habentibus potestatem. Ex quo a fortiori sequitur, sub generali potestate data a Papa ad condenda statuta, includi illa, quae, cum alias honesta sit, non sunt positive contraria juri communii, etiam negative dicitur contraria, quatenus aliquid anferunt vel irritat, quod jus commune non auferat, vel irritat, quia per hoc nihil derogatur juri communii, nec talis potestas odiosa est, et ideo non est restringenda, sed potius ampliandam, tamquam principis beneficium. 6. Discrimen inter admissionem ad religio nem, et ad ecclesiasticum beneficium. — Primum ergo fundamentum Navarri in num. 3 ex dictis manifesto solutum est. Secundum autem parvi est momenti; nam, licet solenates voti quod illos effectus legales, quod illas ipsas consistit, sit de jure Pontificis, et non de particularibus alicuius religiosi, nihilominus particularium conditiones necessarium ad tale voluntem emittendum possunt ab unaquaequae religione, juxta modum sibi convenientem, sauciendo, et in his aliquid addere, quod jure commune requisitum non sit, et nihilominus in tali religione sit necessarium ad professionem vel receptionis valorem. Quod probo ad hominem, evidentiu exemplo; nam jure communii solum est necessarium atass sexdecim annorum ad faciendam validam professionem, et nihilominus potest aliqua religio statuae, ut in ea non fiat, usque ad decimum octavum, vel vigesimum secundum annum, et auta facta valida non sit, ut est communis sententia, quam precedentem tomo, tractando de professione in genere, probati, quamque ipse Navarrum manifeste ut veram supponit, consil. 24, de Regul, quod igitur, Quaestiones, in quest. 2. Ratio vero redditi potest, quia, licet status religiosus in genere non posset de habeat vel illam conditionem in his qui ad illum recipiendi sunt; ut convenientem ad con-
munem finem illius status, fieri taenem potest ut ad finem illius status determinatur ad tale institutum conditi illa moraliter expeditat; ergo oportet ut talis conditio per aliquod jus statui possit; non potest autem hoc pertinere ad jus commune, quia illud; ut ipsum nomen præ se ferit) commune est omnibus religionibus; ergo necesse est ut in religione sit potestas ad tale jus proprium et speciale conden- num. Nec oportuit semper hanc potestatem in particulari a Pontifici postulari; nam si alia, qua ad religionis regimen spectant, per generalem consensus commissa sunt, cur non etiam huc potestas? Accedit etiam alia ratio, quod uimurum potestas recipiendi in tali religione, et acceptandi professiones et vota, per se primo est in tota hac religione; et ipsa potest ampliare vel limitare potestatem suorum Praesidiorum circa hujusmodi actum; ergo potest limitare hanc facultatem ad personas habentes tales vel tales conditiones, quas rationaliter judicat sibi convenientes, ita ut illa potestas ad alias personas non extendatur, sicut declaravimus posita esse in Societate quinque prima impedimenta jam explicata.

Unde etiam intelligi potest quaedam notanda differentia inter admissionem ad tale religionem, et ad beneficium ecclesiasticum, ut canonicum, etc., a quibus etiam videtur Navarrum sumere argumentum, quia Episcopi, vel Ecclesiae particularis non possunt circa hoc simile impedimentum sine approbatione vel confirmacione Pontificis ponere. Est autem ratio diversa, tum quia religio habet quasi antecedentem concessionem et confirmationem Apostolicam per generalem clausulum supra, n. 3, allatam, quam ali quottas nolabunt, et qua citatus Sancius contentus esse videtur; tum maxime quia beneficia ecclesiastica sunt veluti communia bona Ecclesiae, quae ex ui sue institutionis communi quodam jure distribuenda sunt, et ita nemo potest excludi ab eorum participatione, nisi auctoritate universalis dispensatoris talium bonorum; in admissione autem ad religionem ipsa distribuit, seu communicat (ut sic dicam) quodam bonum, sibi quodammodo proprium, sici- licet, societatem suam, seu unionem secum, et ideo tali boni communicatio ad ipsam specialiter pertinet; potest ergo illud communicare quibus sibi expediens judicaverit, et non alii. Denique, si hes receptio consideretur ut contractus quidam inter religionem et conversum, etiam ex hoc capite liberum est religione contrahere cum his conditionibus, et sine illis nolle, ut contractus validus sit. Unde nihil etiam obstat quod de impedimento can- nonico inhabilitante dicebatur, tum quia haec personae non sunt positive habiles jure canonicum, sed tantum negative, id est, per illud non factae invalidae, et hoc modo ad adden- dum impedimentum praeter jus canonicum non semper est specialis potestas Pontificia necessaria, sed generalis concessio sufficit; tum maxime quia hoc impedimentum non necesse est intelligi ex parte personae recipro- piendae, irritando illius consensus, ad qualis forte necessaria est major potestas; sed his sufficienter intelligitur ex parte religiosis, quia ipsa non vult prabere consensus suum, sine quo talis contractus validus esse non po- test.

CAPIT. III.

QUE PROBATIO ANTECEDERE DEBEAT, QUEVE CON- DITIONES SERVANDAE SINT UT ALIQUIUS CONVEN- NIENTER IN SOCIETATE RECIPIAT?

1. Generalis resolutio hujus capitii ex instituto Societatis. — Potest hoc inquiri tam ex parte ingressuri, quam ex parte habentis po- testatem admittendi illum; et quod utramque partem sufficienter provisum est in Constitutionibus Societatis, in predicto Examine, c. 3 et 4, et in 1 p. Constitutionum, c. 3 et 4; unde unico verbo respondere possemus, si ca omnia servarent, quae ibi prescripturum, satisfac- tum iri interrogationi propositae quoad utramque personam. Ut tamen breviter ostendamus quam sint illa, et antiquitati Ecclesiae, et rationi consentanea, ea breviter perstrin- gamus; et primo declarabimus obligationem ex parte Societatis, et inde facile constabit quid de ipsi potente admittit dicendum sit.

PRIMA CONCLUSIONE.

2. Confirmatur Patrum testimoniius. — Primum ergo, ut hæc receptio debite fiat, diligenter curandum est ut intelligatur an persona habeat dotes nature et gratie convenientes huic instituto, juxta aliquem gradum ejus, tali personae accommodatum, et conse- quenter an habeat plures, aut aliquos defec- tus, ex his que in predictis Constitutionibus numerantur, et predictas dotes excludunt, vel notabileri minuant. Tota hæc assertio per se est consentanea rationi, quia nihil magis est debetur religione, nec magis necessarium ad conservationem ejus, quam ut hi. qui reci-
piuntur, apti et idonei sint ad finem talis religiosis, ut omnes antiqui Patres religionem docent; et presertim Basilius, regul. 10, ex fusius disputatis, et regul. 94 et sequentibus, et regul. 107 et 112, ex brevioribus, et optime Bonaventura in quarta parte Opusculorum, in expositione suae reguli, q. 10, per totam, ubi ostendit, neque ipsi regulae, neque Ecclesiae Dei expedire omnes admittantur: Omnes (inquit) passim recipere non expedit nobis, neque Ecclesiae Christi; nobis non, quia varia sunt conditions hominum, qualitates et mores. Hinc etiam Nicolaus Ill, in c. Exit qui seminat, § Verum quia, vers. Sed quoniam, de Verborum significacione, in 6, graviter commendat Prelatis Minorum, ne indifferenter omnes admittat ad ordinem, sed eos tandem, qui suffragantibus eae litteraturae, idoneitate, vel altis circumstantiis, possint utiles esse ordinem, sibique per vita meriti, aliaque proficere ex exemplo. Similia habet Martinus V, in suis Constitutionibus, cap. secundo. Sic igitur B. Ignatius, prima parte Constitutionum, cap. primo, § tertio, plurimum referre (aict) ad divinum servitium convenientem haberii dedicati, qui admittitur, et diligentiam adhiberi ut intelligatur quae corum sint doles et vocatio. Ubi in declaratione, lit. C, optime dicit: Ut par est sollicitetur operarii vocationi et motioni divinae, curando ut auspiciis in Societate numeris, operarius vincae Christi Domini nostri, ita diligentius considerare oportet ne quis admittatur, nisi qui donis illis Dei praeditus sit, quae hoc institutum ad ipsius gloriam exigit. Et in c. 2 et 3, magis in particulari doles, conditiones necessarias, et utiles descript, de quibus statim paucia dicemus. Et c. 4 iterum sub jungit: Nobis in Domino vaides persuademus, ad hoc, ut divina et summa majestas ministerio hujus minime Societatis usi dignetur, multum referre ut, qui ad eam admittuntur, non solvi debentur, antequam in ejus corpus cooptentur, eorum etiam ut valde noti sint, antequam ad eam probationem admittantur. Ac tandem p. 10, § 7: Ut perpetuo (inquit) totius hujus corporis bonus status conservetur, confert plurimum, quod in prima, secunda et quinta parte dictum est de turba, et hominis ad nostrum institutionem inceptis, ut ne ad probationem quidem admittantur. In quibus verbis docere voluit B. Ignatius, non esse hominum in Societate recipiendos, solum propter illam augendam seu propagandam, quia bonum ejus, non in personarum multitudo, sed probitate et aptitudine ad ministeria consistent. Quod de religionibus omnibus mendicantibus prudenter adnuxit Cajetanum 2, 2, quattuor centesima octogesima octava, artifacto septimo, ad 1. Imo in similis id docent Innocentius III, c. Cum sit. de Statu et qualit, dicens: Sancti est pascens bonos, quam multis malos habere ministros, quia si cecum cavo ducatum præsent, ambo in foream dilabentur. Loquitur autem de sacerdotibus, ad quos pertinet regimen animarum, quae est (inquit) ars artem. Unde cum omnibus religionibus hae animadversio conventual, maxime est in Societate necessaria, eo quod religio clerocrum sit, et ad animarum ministerium instituta. Quare optime etiam illi accommodatur, quod dixit Clemens Papa, in epist. 2: Melius est Dominis sacerdotibus pascere habitores, quam multis inutilibus, qui omnes graves ordinatori adducunt. Habetur in cap. Tales, d. 93, ut ommittam eo hujusmodi ministros in majori estimatione ab hominibus haberi, quae rariores sunt, juxta illud Hieronymi: Quod rarum est plus appetitus, diacos pascitis honorabiles, presbyteros turbas contemplabitis sicut, c. Legimus, d. 43, ex epist. 85, d. Evagrium. Sic etiam referuntur solitum esse B. Franciscum dicere: Utiam fratres mi esset adeo parvi, ut quando homines videant illos, mirarentur. Denique hoc etiam illud confirmat, quod multitudine sine delecto congregat, quod B. Ignatius turbam vocavit, non potest conveniuntur et cum fructu totius corporis gubernari. Nam etiam Aristoteles dixit, 3 Polit., cap. undeceimo, plurimum politiam difficilem bonam esse, quia plures ad virtutem dicere arduum est; quanto ergo erit difficiis ad perfectionem virtutis eam perdurare, maxime si absque delecta personarum congregata est! Propter quod tandem dixit Bonaventura, q. 19, inter causas, propter quas aliqua religio a suo primo fervore discidet, precipue esse multitudinem intrantium, si non cum magna prudencia recipiantur.

3. Atque hinc tandem nota est assertionis ratio; quando enim persona, qua Societatem ingredi cupit (in quo eadem proprietate est de qualitabala religione), sufficiens cognosci tur quod omnes conditions et qualitates suas, tunc cessat necessitas alterius diligentiae, solvunque oportet rectitudinem observare, ut non privato affectu, sed intuitu majoris boni, primum religionis, deinde religiosi, receptio

Corduba circa regulam in introductione, q. 3, refert.
vel flat vel denegetur; in quo gravis culpa committi poterit vel contra justitiam fortasse respectu religionis, vel contra claritatem respectu conversi, si ex pravo affectu, vel notabiliter negligencia, aut idoneus repellatur, aut admiratur indignus. Si autem conditio et capacitas personae cognita non est, imprudentissimum profecto erit, talem personam statim admirare sine sufficienti inquisitione et examinatione. Nam vel admiratur ut, qualscumque sit, retineatur; et hoc est in magnum religionis prejudicium, ut ex omnibus dictis constat; quod maxime verum est in Societate, propter finem, et gravissimissimae actiones, quibus incumbit, quia sic facile fieret ut ad suum finem consequendum inutilis reddere tur, quod etiam in maximum Ecclesiae detrimentum redundaret. Vel recipitur ut, si postea minus idoneus repeteratur, statim repellatur; et hoc etiam et ipsi personae injuriosis est, quia turpius postea ejicietur, quam antea non admoneretur. Religioni etiam hoc esset onerosum, tum propter inutiles labores, et quamvis in hujusmodi personis positos; tum etiam quia non sine nota, et scandalis aliorum fieret tam temeraria receptio et frequens di missio.

SECONDUM CONCLUSIONE.

4. De prima diligentia ex parte Societatis facienda, quam est recipiendi examinatio. — Secundo ergo principaliter colligo et assero, conveniensissime in Societate scriptas estilla duas diligentias ante hanc receptionem prettinentaradas. Una est inquisitione ingredi voluntatis. Altera est probatio euis, qua vocatur prima in hac religioni, quia easter antecedere debet, et post illam alie sequuntur ante professionem; vel etiam dicitur prima, quia est ad primum ingressum. Circa examinationem recolendum est quod supra, initio hujus secundii libri, dixi, hic non esse sermonem de his quae necessaria sunt jure communi, sed specialis Societatis. Hic ergo non agimus de examinatione, aut inquisitione ex vi Constitutionis Sixtii V agenda, quam novior est quant Societatis Constitutiones, et servanda in Societate, sicut in alis religionibus, nisi speciali derogationem, seu concessionem circa illam habebat a Sede Apostolica cujusmodi est illa Gregorii XIV, quae incipit: Exponentes nobis. Vel nisi uti velit quacunque moderatione in hac parte alteri religioni concessa; nam id etiam facere poterit per viam communicationis, ratione suorum privilegiorum, nisi in ipsa concessione talis communicatio specialiter prohibita sit. Denique inquisitio illa Sixti V, ab alius personis de ipso converso precipue petenda est. Hec autem examinationi, quae in Societate prescribitur, cum ipso immediate peragitur; ipse enim est qui interrogari debet, et qui se ipsum manifestedere, per varias interrogationes cogitum, quae in dicto c. 3 Examinis fusa proponuntur, et omnes eo tendunt, ut personae capacitas, naturalis et habitus dispositio, et actualis vocatio seu conversio probe cognoscatur: ex his enim tribus capitis maxime pendet dignitas sua idoneitas personae ad tale institutum. Neque oportet de his interrogationibus pluris in particulari dicere, quia res est clara et tantum prudentialis; aliquid vero statim attingemus, declarando impediementa quae huiu ingressi aliquo modo obstare possunt, quamvis non irritent.

5. Objectio. — Solvitur primo. — Gravis deceptive invalidat receptionem ad novitatum. — Dictum vero aliquid, hujusmodi examinationem parvi esse frustus, si nulla exigitur probatio, praeter proprium testimonium conversi de se ipso, qui facile poterit (quod humanum est) exaggerare bona, et defectus vel occultare, vel minuere. Respondore, imo rem esse magni momenti. Primo, quia ipse conversus in conscientia tenetur sincere ac pere veritatem aperi. Nam, eo ipso quod vult quasi pactum cum Societate inire, et ideo examini voluntarie se subjicit, juste interrogatione, et consequenter veritatem aperi tenetur; neque etiam quasi bellum justum ex utraque parte esse potest. Declaratur: nam, si quis cum alio convenire velit in emptione equi, vel alterius rei similia, et ejus conditiones inquireat, quia ad rem faciunt, et ad suam utilitatem vel commoditatem spectant, tenetur sine dubio veritatem respondere; multo ergo magis in presenti, quia negotium gravius est, et recepion magis liberalis et voluntaria. Quin potius tantum esse censeo hanc obligationem, ut si quis uimum in hac falsitate excideret, et decipieret religionem in rebus gravioris momenti, et quae reddere personam prorsus inutilem ad talem religionem, fieret receptio nulla; non quia in tali persona sint impedimenta inhabilitantia personam, sed quia religio decept in re substantia non videtur consentire receptioni, quia talis ignorantia in voluntarium causat justa superiori tomo dicta de professione ex ignorantia facta; quando autem deest consensus legitimus recipiendis,
receptione invalida est, argumento cap. ultim. cum Glossa; de Regular., in 6. Hoc tamen certum non est. Navarrus enim, in consil. 48, de Regular., quod incipit Primo quartur, tractans an professio facta, tacto morbo gali- co, vel contagioso, nulla sit. Respondet, si re- ligio habet statutum confirmatum a Papa an- nullans talem professionem, illam esse nul- lam; si autem non habet tale statutum, at- tento jure communi, non esse nullam. Non reedit autem aitam rationem, nisi quis agritudo etiam mortifera non annullat professionem. Supposito autem quod impedimentum non inhabilitet personam, nullum videtur posse esse majus, nec reddie rei professionem magis involuntariam, quam similis agritudo, vel decepit circa illam; sed hoc in particulari pendet ex judicio prudentiali; nam in gene- rali, dubium non est quin dolus possit esse tantus, ut omnino tollat consensum ad indu- cendam obligationem, ut in simili dixit idem Navarrus, cons. 46, de Regular., quod incipit, Iherus, numero quarto, cum Pascomitano, in cap. Cum dilectus, De his quae vi. Et ideo dixi debebe esse deductionem in substantiabuis, quia illa plane tollit consensum, ut in quolibet alio contracta constat. Bene autem addidit Navarrus, in priori loco, si talis decepit sit in re gravi, etiamsi non annulet actum, pec- catum esse mortale, propter quod potest Pre- latus expellere tale personam a religione, et privare habito.


Tertiium probationis genus. — Tertio, solet etiam, qui recipitur, si ad gradum scholasticum est dirigendus, probari in his quae ad doctrine et ingeniis speciem pertinent, ut constat ex prima part. Constitutionum, c. 4, § 5. Si vero ad ministeria temporalia recipitur, in his actionibus, quae ad vires corporis pertinent, ditius probari solet judicium superius, juxta varietatem personarum, decenti modo, et uniuicue accommodato. Quae omnia per se sunt adeo ratione consentanea, ut nulla altera ratione vel declaratione indigent.

TERTIA CONCLUSIONE.

11. Ratio generalis pro conclusione. — Conditiones in coaditioribus temporalibus requisisit. — Conditiones ad spiritualias ministeria receptorum. — Dicendum tertio est, convenienter postulare et designare in Constitutionibus Societatis dotes, seu conditiones requisitae in his qui ad illum admittendi sunt, et impedimenta quae aut prohibere, aut difficilem redere possunt impressum. Ratio generalis suymenda est ex fine Societatis; nam, cum sit
status religionis valde perfectus, requirit imprimis ea omnia, quae ad hunc statum ex sua generali ratione necessaria sunt. Quia vero amplitudinem magnae ex parte, et cum magna perfectione, vitam contemplativam, postulat, quod fieri possit, naturam et mentem huic exercitio accommodatam; non enim omnes opti sunt ad otiun et quietem contemplationis, ut supra, tract. superiori, cap. 4, n. 12, ex Gregorio referebamus. Quia vero principaliter haec religio ordinatur ad perfectissimam actionem, quae ultra divinam gratiam multa naturae dona, magnanime prudentiam et eruditionem requirunt, ideò in his omnibus, quod ad fieri potest, magna perfectio vel dispositio ad illam, in iis qui admittuntur, desideratur. Denique, quia difficile est hæc omnia in unum conjungere, et nonnihil potest esse periculis in externis actionibus, et preservarum in peregrenationibus et missionibus, ad quas maxime Societas, ex vi sui instituti, dicata est, ideò quodam nature et passionum moderatio in admissu postulatur, quæ sine nimia difficultate per virtutis exercitium perfectionis possit. Si ergo juxta hujus rationis vim expondantur omnia, quæ circa huc ordinatur in e. 2 primis partibus Constitutionum, manifesta constabit veritas assumptionis propositae. Nam in coaeiditoribus temporalibus, inter alia, quæ omnibus communem esse debent, specialiter postulatur ut sint sorte Marthis in Societate contenti, etate et viribus ad labores corporis, qui in Societate se offerunt, suuferens praedicit, et ut homines difficili admodum ingenio non sint. In ceteris vero, qui ad spiritualia ministeria admittuntur, capacitas ingenii, indoles boni iudicii, et sufficientes memorie tenantur postulatur; quod voluntatem vero, ut universæ virtutis et perfectionis spiritualis studiosi sint, quieti, constantes, et strenui in his quæ ad divinum servitum aggregiuntur; et (quod Societatis proprium est) ut zelam habant salutis animarum, et de causa ad hoc institutum sint affecti. Deinde, in his, quæ ad corpus spectant, imprimis convenientes seitas, quæ ad hunc primum ingremium, de quo agimus, designatur, saltem decimum quartum annum excusat. Deinde petitur bona valutate, vires sufficientes ad sustinendos instituti labores, et species exterior honesta, et apta ad edificationem proximorum, et exoptanda dictor sermone gratis, ad agendum cum proximis pernecessaria. De aliis vero externis fortunæ honis, ut sunt nobilitas et similis, optime adjungitur, nec per se sufficere, nec necessaria esse, non tamen esse parvipendenda, si alii adjungantur.

De impedimentis personam minus idoneam ad Societatem redendis.

12. De impedimentis intellectus.—De impedimentis voluntatis.—De impedimentis corporis.—De impedimentis estrorum bonorum.—De impedimento originis.—Et juxta hæc (quæ secundæ partis tituli hujus capitis satisfaciamus) statim in cap. 3 ejusdem prime partis Constitutionum impedimenta ponuntur, quæ secundaria appellantur, quia non omnino excludunt, sed personam minus idoneam redundunt, et tot possunt multiplicari, ut nullo modo expediat talem personam admittere. Quodam ergo ex illis ad intellectum pertinent, ut tarditiae ingeni, aut defectus memoriae ut judicii, quæ intelligenda existimo, quando notabilia sunt, ita ut mediocrìetate etiam non attingant. Circa judicium autem prudenter et merito adnotatur, multum possit impedi obdationem in proprio sensu, quia in omnibus congregationum magni solet facessere negotium. Quod voluntatem vero imprimis ponitur natura difficilis ad virtutem propter vehementes affectus, qui domari vix posset videantur; deinde peculatorum habitus tanta consulda obharmati, ut de illis non magna emendatio speretur. Et hæc etiam pertinere existimo, quod ibi subjungitur de indicatibus desitionibus, quæ solent esse causa illusionem et errorum; tunc enim hoc habet locum, quando hæc abierunt in consuetudinem inverterat, a quibus difficiles quis dimovetur. Tandem additur defectus actualis dispositionis debitius, quis est intentioni non satis recta, vel non satis firma et constans circa statum mutationem, et circa affectum ad alem religionem; non enim satis est habere firmum propositum, vel ferventem affectum circa religionem in genere, si circa Societatem in particulari animus sit remissus, vel parum firmus, quia illa non est dispositio satis accommodata ad alem format; neque ex illa magna utilitates talis personarum in Societate sperari potest. Quod corpus vero ponuntur defectus contrarii perfectionis supra numeratis, ut sunt, debilis, morbus, notabilis deformitas, et defectus integritatis corporis, et legitimam aetatem, sive per defectum, si sit valde tenera, sive per excessum, si sit nimium provecti, qualsi censetur in regulis Provincialis, cap. 4, n. 36, quod defectum annus infra 15, et quod excessum supra 50. In quo, cum sit certum, excessum
CAP. III. DE IMPEDIMENTIS ACCIDENTALIBUS, SEU QUAE CONDITIONES, ETC.

statius nunquam esse impedimentum irritans, si judicium integrum sit, de alio extremo per defectum dubitari potest. In qua re certum est ex hac constitutione, non habere Societatem in hoc speciale impedimentum ex suo proprio jure. An vero jus commune Concilii Tridentini in ea locum habeat, dicemus melius infra, lib. 3, cap. 6, n. 2. Nam quod attinet ad primum ingressum, certum est nullam definii
tatem esse substantialiam (ut sic dicam), nisi quamueus ad secundum ingressum, id est, ad incorporationem per tria vota substantialia proportionata eis postesse esse necessaria. Tandum quod externa bona pro impedimento ponitur **ex alienum et civiles obligationes**, in quo nihil speciala adjungitur; et ideo, quae tomo superiori in communi circa hoc dixi
dus, de ingressu religiosam ad Societatem prudens applicandae sunt. De defectu autem originis nihil illo locito dicitur. In cap. vero 3 Examinis, inter alia interrogaundum unum est, an aliquis ea ejus proponentibus notatus fuerit, vel declaratus ob aliquem errorem contra nostrum Christianissimum religionem, et gnomosc id sit. Quemvis ergo ex hoc capite non esset tunc positum absolutum impedimentum, sem
per tamen in consideratione habendum fuit, ut juxta temporem et locorum opportunati
tatem id fieret, quod cum religionis securitate ad majorem edificationem judicaretur expedire; quid autem in hoc additum sit, jam explicuo
m in cap. 2.

13. **Quid ex parte recipiendis requiratur?** — Ex his ergo conclusitur, ut receptione in Socie
tate, ex parte recipiens, legitime fiat, suppos
ta poststate, que primario in Generali, et per illum in Provincialis existit, non posses aliam regulam assignari nisi prudentiam. Quia non omnis, que explicauit sunt, in singulis 
admittendis simul semper postulanda, neque singulis etiam ex dictis defectibus imped
diunt semper quominus recepito licite fiat; aliquo difficiliorem esse aliquem legitime admittere, quia rara est invenire homines qui simul omnibus predictis donis nature et gratie predicti sint, et nullum ex dictis defectibus habeant. Et hoc significavit B. Ignatius, in fine cap. 3 Constitut., dicens: **Quae tamen mensura omnibus in rebus teneri debuit, unctio sancta divinae sapientiae eam docuit, qui id cura ad ejus obsequium aus tamen uteriores susceperunt.** Et in fine cap. 3 solum dicitur, quod plures ex dictis defectibus, seu impedi
dentis secundaris, quis habuerit, eo minus idoneum esse ut in Societatem recipiat. In

quo clare significatur, non obstante uno vel alio impedimento ex supradictis, posse esse alio
dem idoneum, ut non solum valide, sed etiam merito recipiatur. Apropterea admor
netur ibi, qui admittendi facultatem habet, *in privato affectu duci se sinat*, quia nimirum
perturbare solet prudentiae judicium; ergo supponit dari locum in hoc negoeti prudenti
arbitrio. In utroque autem loco optimacum sedem regula in declaratione significatur, scili
cet, quando aliquod ex predictis impedimentis intervenit, vel defectus aliquis in aliquo ex
predictis donis animae et corporis, attenden
dum esse an in aliis donis tantus sit excessus, ut secundum rectum rationem talis defectus
compensari videatur; sic enim, pensatis om
nibus, poterit esse persona idonea et digna,
non obstante aliquo simili defectu. Quo com
pensatio maxime locum habebit, quando de
fectus non est in vocatione, quod intentione
nem et firmitatem ejus; neque in aptitudine,
et docilitate ad virtutem, nam hi defectus de
se impensables plane videntur, nisi prius per
divinam gratiam, et liberis arbitrii cooperatione
nem, per nonnullam consuetudinem, seu per
severantiam, corrigantur. Occurrebat autem
hic quæstio, an in hac potestas admi
nendi ad Societatem merito committatur solis Prælatis, cum solo consilio suorum consultantur, vel assistentiam, vel potius committit. debuerit communici
ti ad plura suffragia, vel aliqui congregations, seu electioni plurium personae
rum. Ab aliquibus enim in dubium hoc revoca
tum est, propter consuetudinem aliarum
religionum, et propter quendam Motum Six
ti V, de illegitimis. Sed hæc quæstio attingit
aliam universaliorum de regimine monachi
co Societatis, quod in hoc actu camdem racione
nem habet, quam in alis non minus gravibus, et ideo infra in sua generalitate tractabitur. Nunc solum dicimus, ipsummet Sextum V
sanum constitucionem quod Societatem moderatum fuisse, et post illum Gregor
rium XIV, in propria Bulla de Confirmatione
instituti Societatis, hoc punctum inter alia
expresse probase et confirmasse, dicens, no
vitios etiamsiam in prima eorum admissione ad
Societatem, quam ad scholasticorum vota post
bienium novo titus, juvata Societatis morum,
per superiores admi nendos esse.

14. **Quid ex parte recipiendi?** — Ultimo
colligitur ex dictis, quid ex parte admissendi
necessarium sit, ut debito modo ingreditur.
Nam, preter ea que ex communi ratione as
sumendi statum religiosum necessaria sunt,
et in superiori tomo sunt notata, nihil fere hic addendum est, nisi ut illa omnia cum proportione ad talem religionem applicentur; maxime vero ut sincere in examine procedatur veritatem in omnibus aperiendo; solum enim in fictione aliquo huic veritati contraria potest gravis culpa in hoc negotio committit ex parte impressuri; nem cetera omnia magis spectant ad consilium, ut res adae gravis meliori modo fiat.

CAPUT IV.

AN RECTR, ET SUB QUA NECESSITATE INTEGRUM B I E N N I U M ASSIGNATUM SIT PRO NOVITIATU IN S O C I E T A T I E.

1. Ratio difficultatis. — Præsentis capitis partitio. — Pro hac secunda probatione supponenda sunt ea, quae superiori tomo de novitiatu religionis generatim diximus; solumque explicatione sunt hic ea, quae in hac parte Societatis sunt propria; nam cetera illa, qui h orus per speciale institutum Societatis non derogat, servanda in ea sunt, cum ad statum religiosum ut sic pertinere videantur. Supponenda vero est in hac secunda probatione, seu novitiatu, Societatis Constitutio, quae sic habet in Examini., cap. 1, § 12: Antequam quis admittatur ad professionem, vel simplicia vota, biennium integrum ad probationem habet. Quod in cap. 4, § 16, repetitur. Quod tempus in eisdem capitulis, in 1, § 12, in 4, § 43, prorogati posse dictur, si nondum plene Societatis satisfecerit, ita ut integrum judicium de illius dimissione vel admissione facere possit. Hoc ergo est unum ex capitibus quod Societae obici solet, ec quo et novum hoc sit, cum antiquissime religiones uno anno novitiatos contentos fuerint, ut ex regula Benedicti et aliis constat. Et sit etiam singulari re: nam unus annus novitiatii communi omnium religionum consensus receptus est, et jure antiquo, c. 1, 17, q. 2, et novissimo Concilii Tridentini approbatus. Non ergo debuit Societas in hoc esse singularis. Quae objectio multum magis augerit solet, ec quod hoc tam diuturna probatio non censeatur in Societate sufficient ad professiones, sed nova alia postulatur. Verum de hac posteriori parte melius infra, in lib. 6, c. 1 et 2, diceamus, disputando de professione; nunc vero de prius solum dicendum est. Duo autem in hoc capite explicationis: primum, quod fuerit ratio hujus peculiaris institutionis; secundum, quam sit necessarium totum hoc tempus, ut secundus ingressus, seu incorporatio in Societate, valida sit, et simul quomodo hoc tempus sit computandum.

Prima pars capitis expeditur.

2. Primo ergo dicendum est, hoc temporis augmentum non esse novum, sed renovatum, et ex antiquitate sumptum. Nam imprimis olim a D. Basilio nullum certum probations a tempus præscriptum fuit, sed indefinita, tanto tempore dixit probandum novitium, quanto ad illius experimentum, et dispositionem sufficere video etur, ut videre liceat in regularis fuisus disputatis, regula 10 et 15. Et similis sumuntur ex Cassiano, lib. 4 de Institutis, cap. 6, 7 et sequentibus; de quo plura infra in citato lib. 6, tractantes de dilatione professionis; nam ad illud punctum magis h e a c o n t i n s e c t u m spectat. Deinde Euseb. Caesar., inter alia, quæ in Porphyrio refert, de Euseb. Evang., cap. 1, sic ait: Qui in curn sectam venitum, non solum, sed posteaquam foris anno integro, eadem novitii viscerent, tunc suscipiuntur, non tamen omnia, sed propinquis quidem accedunt. Una vero cum illius vivere non liceat, nisi duxit alii annus patiencia sita dederint. Et similis refert Josephus, lib. 18 Antiquitatum, c. 2, et lib. 2 de Bello Judaico, cap. 7. Hinc ab antiquis etiam monachis Aegypti servatum legimus ut per tres annos novitii probaretur, in durioribus operibus exercerendi ex regul. Pachomii refert Nicephorus, lib. 19 Historiae, c. 14. Et sumitur ex Palladio, c. 38 Historiae; unde etiam Justinianus imperator, in authentica de Monachis, in Novellia, tit. 10, biennii tempus ad professionem postulavit. Quod docuit etiam Ivo Carnotena, 1 p. sui decreti, c. 153. Et quod moniales, idem sumitur ex Concilii Aurelian. V., c. 13.

3. Objectio. — Dicit fortasse alii quae dam ex his, quae antiquiora videtur, fuisse forte tunc necessaria propere minimum rigorem religionum vel monachorum illius temporis. Postquam vero rigor ille temperatus est, etiam probationis tempus fuisse ad breviorem mensuram redactum vel certe illam temporis mensuram non fuisse generali, sed pro aliquid casibus vel personis in quibus specialis ratio occurret; ut de personis incognitis legitime speciale ducrimum in c. Si quis incognitus, ibi, q. 2, postulandas trium alienos probationem, etiam ad receptionem ad habitum, quod tribuit Bonifacio Papae Gratianus, Idem tamen
CAP. IV. AN BIENNIO MIGRESSIS JAM SOCIETATEM, ETC.

tribunum Concilio Toletano Ivo, p. 7 sui decreti, c. 44; et Burcard., lib. 4, cap. 20. Et revera est idem cum authentica Justiniani paulo anteae citata, sed ubi in novellis legitur: *Sive servus, sive liber, legendum est, sive servus, sive libertus.* Et emendatum est in decreto Gregoriano; et ita constat constitutionem illam non esse univisalem, sicut etiam Gregorius, ut superiori tomo vidimus, pro militaribus trienniabrum probationem requisitum, etiam ante receptionem ad habitum monasticum, ut habetur in c. ult., d. 53, ex lib. 7 Registri, c. 11, quod amplius restringit, lib. 8, epist. 23, ubi prohibet sine suo consensu milites recipi; ibi autem biennium probationis prescrirbit pro omnibus monasteriis, ut habetur in c. Monasteriis, 49, q. 3.


Quae ratio amplificari possit, in particulari considerando actiones omnes et ministeria, quibus Societas probat novitios suos; nam inde facile possit intelligi, minus quam biennii tempus, ad hanc probationem non sufficiere; sed de haec re dicturi sumus capitae sequenti. Secundo probatur, quia Societas ratione suae fluis necesse habet, statim post probationem, studiis intente vacare, vel juxta personae conditionem et capacitatem externis actionibus occupari, et ideo necesse est ut novitiis ejus majores radices in exercitio virtutem mittant, et in exercitio etiam orationis plenis instructi, et, quod fieri possit, assueti et experti sint, alioqui, quia in eo tempore leviter inchoantur, facile pera remittentur vel amittentur; illud autem sine dubio fieri non potest usius anni tempore, in quo vix incipient spirituall exercitia degustari; merito ergo alter annus additus est, in quo jacta principia robustiora fiant. Quod adeo necessarium esse experientia comperitur, ut ob hanc causam postea in Congregatione 6, can. 5, fuerit prudenter ordi- natum, ut post exactum biennium probationem, et post vota scholarii emissa, per alios duos saltem annos sub majori custodia et disciplina junioris continenteantur, prout planius fuit subinde praeceptum in ordinacionibus contractis c. 13. Tertiae rationem numere possimus ex alia objectione, quae contra Societatem fiebat, lib. 1, c. 7 et 9, nimirum, quod non austeram, sed moderatam vitam in exterioribus profiteatur; quoniam enim hoc non minuat perfectionem ejus, supposito ipsius fine, ut ibi ostensum est, tanto vero erit major ejus perfectio, ceteris paribus, quanto carentia hujus exterioris austeritatis alio austeritatis genere magis compensata fuerit. Hoc autem fit per multiplicem probationem Societatis, quia inter alias est (ut sic dicam) propria austeritas ejus, et magna ex parte excurret in hac diurnitate temporis novitiae desinatur. Putque maxime proportionata tam respectu proprie religionis, quam respectu sanctificationis proximorum; quia, cum austeritas corporis ordinetur inter alia ad continentium hominem in officio virtutis, et ad frena sensibles affectus ad propriam perfectionem et conservationem in virtute, necessarium fuit diutius probari et fundari in solidis virtutibus (ut B. Ignatius frequentor logitum), et in interna et externa morificatio- tione affectum, et sensum omnium, ut postea sine tanto periculo possent in Societate vivere, non obstante illa mediocritate in ex-
Lib. II. De ingressu in Societatem, et probacione illum anteced., etc.

terioribus. Et similiter respectu proximorum, quibus in admiratione esse solet exterior austeritas habitus, etc., oportet ut quod in hac parte dearet Societati, supplicetur ex alio habitu, qui, quatenus ad corpus spectat, et visibilis est, exterior dicit potest; est autem magis interior, tum quia magis ex interna virtute pendet, tum quia intiusmus (ut sic dicam) ipsum corpus afficit, scilicet, debita modestia, et compositio in omnibus sensibus, verbis ac motibus; hic autem habitus non poterat brevi tempore comparari.

5. Authoritate Ecclesiae confirmatur hoc bisniit novitiatu constitutio. — Tendant ad beneficium novitius consecrationem, Ecclesiae auctoritate, quae specialiter hunc ritum quosque tempus hujus probationis in Societate stabilivit, tum per bullas Pauli IV et Iuli III, tum maxime per Concilium Tridentinum. Nam specialiter tractans de anno probationis, et generaliter ordinans ut, illo anno expleto, novitii vel admittantur ad professionem, vel expellantur, specialiter excipit Societatem, sess. 25, c. 16, de Regular. Quam exceptionem, non reprehensibilem singularitate, sed piam et sanctam specialitatem esse judicavit. Hoc enim significavit, cum dixit: Per hae aeterni novitii sancta Synodus aliquid innovare, aut prohibere quia religio clericorum Societatis Jesu, sua piaorum institutum a sancta Sedis Apostolica approbatum, Domino et ejus Ecclesiae inserire possit; insinuans, qui ipsum institutum pium est, licet sit proprium, et speciale, ac distinctum ab alius, ita etiam posse habere hanc proprietatem speciale. Quam etiam significavit ex eo necessarium fuisse, quod hoc institutum, non tantum ad servendum Deo, sed etiam ad servendum Ecclesiae speciali modo, ordinatum est. Hinc denique Gregorius XIII, in constitutione Quanta frructuosius, de B. Ignatio ait: Divino instigato utis duxit disponentum, ut biennis novitiatius absolvatur, unus, qui in Societate perseverare coactur, tria volat substantialia emittant, ac novitii esse desinant. Et in constitutione Ascendente Domino, rationes fere omnes a nobis positas insinuat. Nam, proposito fine, et medium Societatis, subdit: Ad qua sufficienter, et pro dignitate praestanda, difficillimae superandae, periculique adeunda, quibus dicit Societatis religiosi in ejusmodi discussionibus et ministeriis cooperantur, necesse est ut ipsi talia chiluri, sigillo devotionis ac virtutis presidio muniantur, quod ilis gratia imprimis omni-
quamvis id concederemus, non propulerem reprehensible esset. Nam sicut in toto corpore Societatis reprehensible non est, quod communi habitu utatur, ut lib. 4, cap. 9, ostendimus, neque ad id refert quod hoc videri possit novum aut singulare, si ad finem talis religionis sit expediens, ita prorsus de habitu novitiorum dicendum est. Ec vel maxime quod, cum Societas non habet peculiarem in habitu austeritatem, in nullo diminutur probatio ejus, ex eo quod sub habitu speciali non fiat. Quae ratio eos maxime Doctores movit, qui dixerunt regularum habitum esse de essentia probationis. Et alinude ad majorem humilitatem et propriam mortificationem interdum conferre potest, in proprio habitu violi ministeria religionis facere, ut ab alius possit potius famulas quam religiosus putari, et ut ornatus seculi in religione concilari vi deatur. Et forte propter has rationes hoc fuit olem ab antiquis observatum, ut in superiori tomo tactum est, atque etiam ut noviti liberos possent, si vellent, religionem dimittere, cujus habitum nondum induisse. (Vide Lindanum, in fine suorum operum.)

7. Integrum probationis annum esse de essentia in Societate ad validam professionem emit tendam. — Circa alias interrogationes, impri mis sensum, tam necessarium esse in Societate annum integrum probationis ad professionem validam faciendum, sicut in aliis religionibus. Loquor autem de professione in omni proprietate et rigore, per vota solemnia. Probo autem ex Concilio Tridentino, sess. 25, cap. 45, ubi ille annus assignatur tanquam omnino necessarios ad valorum professionis. Incipit autem illud c., In quacunque religione, et postea nullam facit exceptionem. Ergo comprehendit etiam Societatem. Nec satis est quod c. 16 illam excitat illius verbi: Per hanc autem sancta Synodus; nam illa verba non sunt referenda ad omnia capita precedentia, sed solum ad id, quod proxime in oedem capite precessit; quod est manifestum, et ex communi interpretatione iurium, imo ex ipso rigore latini sermonis, et ex proprietate illius pronominis hanc; designat enim ea quae proxime, et quasi presentia sunt. Unde potius inde sumo argumentum in contrarium. Nam, cum in c. 46, statim ac Concilium dicit, ut professione ultra annum non differatur, Societatem excepiterit, in capitae autem decimo quinto statuens us et intra annum non fiat, illam non excepit, satis indicavit illum secundo illum comprehendere voluisse. Et sane merito, quia nulla est ratio cur illam exciperet, cum majorem probationem requirat, ut n. 4 et 5 ostensum est. Ex quo infero, quoad annum saltatem necessarium esse ut talis probatio continuata sit; nam supra, in precedenti tomo, ostendimus hunc annum debere esse continuum quoad alias religiones; ergo quoad Societatem, cum in eadem regula comprehendatur. Inferro etiam hunc annum non solum debere esse continuum, sed etiam cum professione sine morali interruptione; nam hoc etiam diximus supra esse necessarium in genere, sub quo jam dixi Societatem quoad hoc comprehendi.

8. In Societate non interrupsti probationem plurium annorum inter novitiationem et professionem. — Solum est advertendum, quod, licet in Societate inter primum annum probationis et professionem multi anni interponuntur, non interrupitur probatio, quia totum illud tempus ad majorem confirmationem et certitudinem ipsius probationis ordinatum est; imo neque in aliis religionibus interrupteretur probatio per dilationem professionis post annum, quia novitius in eadem religionem permanet; quamvis in alis (per se loquendo) hoc non licet, in Societate autem licet, et in alius non interponuntur alia vota inter novitiationem et professionem, sicut in Societate; quod non impediat illum continuatem, maxime cum totum hoc sit exceptum et approbatum a Concilio in predictis verbis. Interruptio autem esset, si quis per annum vel plures annos in Societate prius exitisset, et postea extra illam ejeceretur, ac deinceps iterum ad illam admitteretur; tunc enim non existimo totam priorrem probationem esse sufficientem ad professionem statum emittendam, sed necessarium esse ut saltatem per annum in Societate existat, et sit novitius; suppono enim omninouisse dimissum votis solutis, si illa habebat; tunc enim tota probatio precedens quasi extingua fuit per dimissionem, et ideo nova necessaria est, sciat de probatione in genere, citato tomo prohibevismus; nam quod hoc omnia est hic eadem ratio eademque generalis regula, ut dixi. An vero tota hæc doctrina locum habeat in alius incorporationibus Societatis, quæ fit quantum simplicia vota, peudet ex alia questione, au nomine professionis in similibus juribus et decretis veniat hæc traditio, vel receptio in Societate, per vota simplicia; quam questionem commodius tractabimus libro sequenti, ubi tam hoc punctum, quam alia quæ ex illo pendunt, resolvemus.

9. Biennium probationis absolve necessa-
rium ad calorem professionis non videri. — De integro autem biennio probationis non in
vitio in juro sufficientes fundamentum, ut asse-
ram illud totum esse absolute necessarium ad
valorem professionis, vel cujuscumque incorpora-
tionis postea subsecutae. Constat enim ex
vi juris communis, hoc non esse necessarium, 
Cum ex vi illius nec biennium requiratur. No-
que etiam in speciali Societatis jure invenio
verbis aliqua, quae tantum necessitatem indi-
cen. Nam in c. 1 Examinis, § 2, simpliciter dicetur: Biennium integrum ad probationem
habiliti. Quae lex solum disponit ut ita fiat,
quam loque ndi, tenorem servavit etiam postea
Gregorius XIII, in bulla Ascendente Domino,
pag. 228 editionis anni 1606; c. vero 4, n. 16,
habebatur verba quae majorem indicant neces-
sitatem, sciell: Illud tamem omnino observa-
bilur, ut anqueam, etc., duo anni experimenta-
orum et probationem explicantur. Sed neque
haec verba aliiu indicant, quam quod haec re-
gula omnino servetur, nec dispensationes ea
admittantur. Et eodem modo loquantur mul-
tae alicui constitutiones, quibus concinit
caus. 10 Congregationis quinta generalis; dum
etiam prohibit omnino exercitation facultatis
contraeprimi biennium pro votis scholasticoi-
rum approbatorum emittendis, pro emittenda
vero professione in raro aliquo casu permittit,
non obscure agnosci ipsam facultatem, atque
adeo valorum, si forte (quamvis illicite) exer-
ceatur, de quo canone iterum, lib. 6, c. 1,
n. 11. Nec vero eo quod Societas alterum an-
num probationis addiderit anno jure commu-
ni requisitum, statim censenda est sub eadem
lege et necessitate illud addidisse, sub qua
unus annus jure communi statutus erat, quia
nulla est ratio hujus consecutionis, quando
in novo jure id non explicatur. Præsertim quia
hoc jus Societatis antiquus est jure Concilii
Tridentini, ante quod neque unus annus pro-
bationis crat adeo necessarius, ex ordi-
ninibus mendicantium, inter quas Societas
tune non numeratur. Igitur non dubito
quin, si Praelatus habens potestatem in Socie-
tate admitteret novitium post integrum pro-
bationis annum, et ante eplexum biennium,
ad aliquem gradum ejus, admissio et vota es-
sent valida, etiam si forras Praelatus in eo
cada aget, quia nulla est lex irritans factum,
ut dixi. Certum est etiam Præpositum Gener-
alem ex justa causa posse in loco dispensorie,
quia nullihi loci crat est prohibitus, et res non
est deo essentialis, vel de se immutabilis,
quia occurrerem posit justa causa et occasio
dispensandi.

10. Dierentia inter Generalum et alios in-
siores Praelatos. — Provincialis potest dis-
psensare cum novitiis Societatis, ut litteris va-
cent. — Quod de tribus votis religiosis, quae
inter nos decretio a novitiis emittitur. — Inno
ita videtur hoc expresse declaratum, part. 5
Const., c. 1, lit. C, ubi cum in constitutione
indefinite dicatur, tempus ad admittendum
ultra biennium esse oportere, in declaratione
additur hoc temporis spatium, sicut prorogari,
ita et contrae posse quibusdam in casibus, ex
causis non levis momenti, judicio Præpositi
Generalis, cujus erit dispensandi jus, licet raro
id fieri debeat, prout in citato canon. 10 fuit
postea declaratum. Inferiores autem Praelati,
etiam Provincialis, non possunt, quia nullihi
legitur illis concessa talis potestas. Hac enim
est differentia inter Generalium et alios, quod
in Generali, tanquam in supremae capitae in-
terno (ut sic dicam) est tota potestas quae in
Societate esse potest, exceptum solum his quae
express prohibentur; ali i vero habent potes-
tatem participatam a Generali, et ideo non
possunt quidquid non prohibetur, sed soluta
quod positum conceditur, vel in generali, vel
in speciali, juxta rerum qualitatem; haec au-
tem, de qua agimus, ejusmodi est ut specialie
concessionem postulare videatur. Rara enim
est in Societate talis dispensatio, nec meuni
vidisse me, aut audire quae alicui esse concessam
etiam ab ipso Generali. Dispensatur quidem ali-
quando, ut ante eplexum biennium, novitiis
litteris vacare incipiat, maxime post eplexum
primum annum; id eum fieri posse ex quarta
parte Constitutionum colligitur, c. 3, § 4, et ha-
betur in can. 1 secondeg Congregationis gen-
ralis, ubi haec potestas dicetur committit Provi-
cialibus ex concessione Generalis. Et habetur
etiam in regul. trigesima octava ejusdem Pro-
vincialis. Nihilominus tamen non dispensatur
cum huius novitii in tempore probationis, quia
eorum vota non admissorum. Imo nec omnino
ab exercitiis novitiorum eximuntur, nam se-
paratam habent habitatem, et sub proprio
magistro peculiariter instruuntur et exercen-
tur; et, quod caput est, semper intelligunt se
esse liberos, ut possint discedere, si velit. Di-
ces: nonne interdum ipsi tria vota sua devot-
tione emittunt ante biennium eplexum? Re-
spondetur, quidquid ipsi privatim faciant, illa
non esse vota Societatis, quae verum religio-
sum constituunt, quia nec per se publice siant,
neque ab ipso Societate admitteretur, et ideo
nihil ilam obligant, sed tam libere potest
dimittere novitium, ac si nihil vovisset, quo
casu talia vota cessabant, nisi alia fuisse ex-
pressa intentio voventis, ut esso posset, pres-
sertim quoad castitatem. Ino, quia juvenes
cave possunt ex fervore indiscreto talia vota
cmittere, non solum a Societate non admit-
tuuntur aut consultu, verum etiam nec fie-
ri permittuntur, nis cum magna considera-
tione et consultatione, ac servata debita forma
et subordinationem ad Superiorem, ut constat
ex declaratione capitatis primi Examini, lit. C,
et tertia parte Constitutionum, c. 4, lit. T, et
quarta parte Constitutionum, § 6, et in dicto
canone 1 secundae Congregationis.

11. Quam sit necessaria biennii continuatio
in novitiatu ad valorem professionis. — Atque
ex his facile colligi potest quid dicendum sit
de alia interrogatio, necessaria servicet con-
tinuatio hujus temporis biennii; constat enim simpliciter non esse necessaria ad va-
lorem subsequentis incorporationis, dummodo
in uno saltem anno debita continuata observ-
etur. Nam si alter annus simpliciter non est
necessarius, ut dixi, multo minus necessarium
erit ut in se sit continuum, vel cum altero
anno. Quocirca, si contingat aliquem prius
esse per aliquot menses vel annos in Societate,
et poeae ab ea deficiere, et omoine exire, et
iterum ad illam redire, poterit, si Superiori
labenti potestatem visum fuerit, aliquid ex
priori tempore in partem hujus biennii com-
putare, ita ut hoc saltem non sit contra sub-
stantiam seu valorem admissionis seu profes-
sionis, dummodo annus integer nominatio in-
tra Societatem proxime ante professionem
praecepat, juxta superius dicta, n. 7 et 8. An
vero hoc facere licet, judicandum est ex po-
testate admissitatis, et ex causa propter quum
lit; si enim attendamus juridicas rationes, ob
quas in tomo superiori diximus, annum pro-
bationis religiosae debere esse continuum, pro-
bant in presenti bienni jure proprio So-
cietaatis ad probationem postulatum, eo modo,
et in eo gradu in quo postulatur, debere esse
continuum; ideoque, quoties ex interdligii
temporibus computabiliter fuerit, non sine dis-
pensatione aliqua fieri posse; erit ergo, et po-
testas, et causa necessaria ut liceat fiat. Per
quae etiam penultimae interrogationi, qui re-
estabat, responsum est.

11. De observatione, experimentis ac loco quibus
novitii societatis tempore novitiantus exer-
ceri debent.

1. Expositorius sensus questionis. — In pre-
cedenti capite de tempore et habitu sufficiente-
ter dictum est, nunc de ceteris circumstanci-
tis et actionibus, seu experimentis breviter
explicandum, an sint aliqua de substantia
hujus probationis, vel solum de perfectione
ac debito, saltem ex regula. Vocamus autem
de substantia id, quod est simpliciter neces-
sarium ad valorem professionis seu incorpo-
rationis subsuecit, et ut impleantur illa ver-
ba Concilii Tridentini, ses. 25, c. 13, per
annum in probatione et erit; reliqua vero
omnia, quae hujusmodi non sunt, dicimus
pertinere ad perfectionem, vel observationem
regulae; melius autem respondebimus ad
hanc questionem discurrendo per singula,
que in hac parte instituta sunt et serventur,
eorumque rationem vel necessitatem ex-
pliando. Est autem generatim adverendum
hoc temporis probationis ad duas fines ordi-
narii: unus est ad experimentum, vel cogi-
itionem summandam; alter est ad tradenda ru-
dimenta, seu jacienda fundamenta virtutis in
hoc instituto necessaria. Et prior finis duas
habet partes, servicet, ut Societas naturam et
ingenium personae sufficienter cognoscat, et
novitius majoris notitiam habet institutum,
ut majori cum deliberatione perseverationum
eligat.

De observationi quibus novitii juvuntur, ut cum
majori notitia et libertate de perseverantia
in Societate deliberent.

2. Diligentia haec, licet non sit de essentia,
observanda tamen, ut ratio et Patribus con-
sentiant. — Regula Benedicti. — Primum er-
go, ut ab hoc ultimo probationis scopo in-
cipiamus, una ex precipuis observationi hujus
novitiationis, ut novitius, sexto quoque
mense biennii, legat eam partem instituti,
quae necessariam et sufficientem notitiam ei
præbere possit, nempe diplomata Pontificia,
regulars, servicet, generales et communes, et
constitutiones, vel saltem compendium eo-
rum. Ita statuitur in c. 4 Exam., § 13, et sub-
ditur ratio dicendo: Quod ido est, ut utrinque
majori cum claritate, et cognitio in Domino
nostro procedatur; et ut quod fieri magis
LIB. II. DE INGRESSU IN SOCIETATEM, probata singularum constantia, tanto stabilitores ac firmiores sint in divino servitio, ac vocatione prima, ad gloriem, et homonem divinam majestatem. In quibus verbis significatur, licet haec recognito instituti per se primo sit ob majorem cognitionem et lucem ipsius novitii, etiam redundare in cognitionem et experientiam ipsius Societatis; nam, quo novitius majori cum cognitione perseveret, eo magis specimen suas constantiam Societati praebet. Non est autem tota haec diligentia, et cum omnibus his circumstantiis de substantia novitiatii, quia nullum est in constitutionibus verum quod hoc indicet; neque erat expendi ut valor future probationis vel admissionis ex tot circumstantiis penderet. Nihilominus tamamen diligentia haec omnino observanda est, tamquam valde conveniens, et consequentiae antiquorum Patrum consentanias. Similia enim tradidit Benedictus in sua regula, c. 58, non prius dixit proponenda esse novitio, priusquam admissatur, ea quae, in religion, aspera et difficilia sunt; deinde addit, ut post duos mensis religionis regula illi legatur, et iterum post sex menses, iterumque post quátor, id est, in fine anni novitiatii, illum admonendo ut consideret illum esse legem, quam tunc potest libere dimittere, posse vero quam per professionem illi se subjecere, talis se postestate privare. Et antea Basilius, in regulis munificis, in 15, similiter molestum institutum, quamvis verbis generalibus, scilicet, ut novitiis tempus sufficienti concedatur, in quo majori animadversione et consideratione intelligant quid sibi expedit; neque aliquid (aet) asitute, aut per raptum a nobis fieri videtur.

3. Objectio. — Soluto. — Fortasse vero quis obiectat, nihilam esse deliberationem hanc, nimisque iteratam instituti refectionem seu recognicionem, cum D. Thomas, 2, 2, q. ult., art. 10, de religionis ingressu censeat, non multum esse deliberandum, quia de re certa non est necessaria deliberatio; religionis autem professio ex se habet sufficientem certitudinem, quod homini expediat, quando non intervenit speciale impedimentum, de quo facile constare potest sine tanta mora. Respondetur imprimit hanc considerationem et recognicionem institutum non ordinari tantum ad deliberandum de perseverantia, sed etiam ad se disponendum et preparandum ad illum, et ad praevidendas prius distincte et clare, quoad fieri possit, difficultates et onera quae posse offerri contigent;
C. V. DE EXPERIENTIIS HUIUS SECUNDÆ PROBATIONIS IN SOCIETATE JESU.

sideratione digna in eo accederit, et quo fructu usque ad illud tempus novitiorum exercitii et experimenta sustinuerit, et quo propositione paratus sit ad progresiendum, et perpetuo in Societate perseverandum. Finito autem hoc examine, singulis etiam semestribus confessionem generalis ab ultima precedente, cum ascendet a Superiore designato, facere debebit, integrumque rationem suoe conscientiae reddere, ut in omnibus melius instrui ac dirigi possit. Quae omnia ex cap. 1 Examinis, § 13, c. 3, § 13, c. 4, § 38 et 41, et 4 p. Constitutionum, c. 4, lit. D, colligantur. Et ita accipianda sunt, sicut in precedenti puncto, numero secundo, de alius diximus. Non enim omnia et singula sunt de substantia probatioinis; fuisse enim id nimis molestum et grave. Quod si non omnia simul sunt de substantia, neque aliquid eorum in particulari, quia non est major ratio de uno quam de aliis, neque aliis verbis, aut sub majori necessitate unum quam alium disponitur; ut ergo omnia illa requisita, ut debitis ordo et modus in hac probatione servetur. Sique manifestum est totam illam diligentiam esse convenientissimam ad finem intentum; nihilque in eis esse quod non sit ratione et doctrinae Patrum consentaneum.

De experimentis pro novitiorum probatione deputatis.

5. Primum, in spiritualibus exercitio veritatis. — Tertio, præter hoc, alia exercitia pro novitiis deputata sunt, quibus et paulatim ad virtutem et ad ministeria spiritualia Societatis necessaria, pro capitu suo instruuntur ac disponuntur, et simul majus de illis in dies experimentum sumitur. Reducuntur autem hæc experimenta ad sex capita, quæ numerantur in Examine, capite quarto, § 9 et sequenti, et breviter percurritur in regula Magistri novit., c. 3. Primum est, in spiritualibus exercitio mensem unum, plus minusve, verisci, id est, in proprium percessorum recognitione ac dolore, et in meditatio et contemplatione mysteriorum vitæ Christi D. N., et in universum in oratione mentali vel vocali, de quo experimento aliquid in libro superiorem capite sexto, dictum est, cum de vita contemplativa Societatis tractaremus; estque per sese maxime necessarium, tum ad expurgandum præteriti temporis vitam, tum etiam ad bene inchoandam alteram spiritualiæ, quod est primum ac precipuum in religione, ut dixit Basilius, in Consist. monast., c. 2, ubi ait spiritualiæm doctrinam et oratiorum exercitium debere precipuum locum in religione tenerere. Unde etiam Cassianus, lib. 3 et 3 de Institut. renuntiant, postquam in primo libro tractavit de habitu monachorum, statim in duobus illis libris de modo orandi antiquorum monachorum tractat, quem ipse habebant suae fini et institutioni accommodatum. Et Abbas Isaac, apud eumdem Cassianum, collat. 9, c. 2: Omnis monachi finis (inquit) cordisque perfectio ad iugem atque induratum orationis perseverantiam tendit. Merito ergo in oratione incepit exerceri novitius, nam ut ibidem subjungitur: Sicut ad orationis perfectionem omnium tendit Structura virtutum, ita nisi hujus ordinem hac omnia suorum colligata, nullus modo poterit firma perdurare. Quanquam autem orationis exercitium quotidiam num sit, multum tamen juvat integros aliquot dies ab omni alia actione vacuo, et a consortio bominum separatos, huic exercitio deputari, ut et mens tota melius colligis, et ut majori facilitas et aliquis habitus in hoc difficili exercitio possit comparari. Quod etiam multum juvat ad novitii constantiam et patientiam probandam, et ad naturam ejus et aptitudinem ad spiritualia munia cognoscendam.

6. Secundum, in xenodochii servire per mensem. — Alterum experimentum est, servire in uno vel pluribus xenodochis, per mensum alium, prout unicumque fuerit in junctum. Et ratio additum, ut magis se demittant et humilient, ac eo, veluti argumento, demonstrent se prorups ad hoc acceulo, ejusque pompa ac vanitate recedere. Ubi considerari potest, quamvis opus hoc per se ad misericordiam, seu charitatem erga proximum pertineat, hic tamen precipue accipit, quatenus est humilitatis ac propriæ abjectionis indicium. Sic enim refert Cassianus, lib. 4, c. 7, observatum esse ab illis antiquis monachis, ut novitius haberet curam peregrinorum et hospitum, isque omnem diligentiam susceptionis ac humanitatis imponderet: Cumque ibidem (inquit) integro anno deditiensem abesse uilla quaelibet suum eis habebaturum famulatum erga peregrinos, imbutus per eum prima institutione humanitatis et patientiae, atque in utraque exercitiationem precognitus tradiri seniori, etc.

7. Tertium, peregrinari per mensem. — Objectio adversus hoc experimenti genus. — Soleitium. — Atque ad eumdem finem tendit tertium experimentum, quod est peregrinarum mensem alium sine pecunia, ostilim mendi-
cando pro Christi amore, ut possint (aet. B. Ignatius) ad inconvenientia comendendi et dormiendi aequi et, atque adeo ut, omni sive ilia abjecta, quae in praevisua et rebus alis creatis possent constitui, integra vera cum fide et ordenti amore eam in suo creatore constituant.

Hoc vero tertium experimentum videri potest alieci minus accommodation pro novitatis religionum, qui, quo minus habent radicatam virtutem, ea maiorem custodiam et clausuram videntur require; cujus etiam signum esse potest, quia in nulla alia religione videntur usitatis hic probandi modus, quia in his peregrinationibus multa occurrunt spiritualia pericula. Unde Hieronymus, in epist. 13, ad Paulinum, de Institutione monachi, hac ratione, et exemplis antiquorum monachorum, probat non esse necessarium monacho loca sancta invisere peregrinando. Respondetur tamen ex eodem Hieronymo, ibidem, aliud esse institutum clericorum, alie monachorum, quod loguo (inquit) non de Episcopis, non de presbyteris, non de clericis loguo, quorum alius officium est, sed de monacho. Quia ergo religio Societatis est religio clericorum, quia ibi bunc finem desinitur, ut pro salute animarum quamque peregrinationem ex obediencia suscipiant, idem novitiorum experimenta huic fini prudenter accommodata sunt. Nec Hieronymus supra dicti peregrinationem esse indecentem viri religiosi, sed non esse necessarium ad sanctitatem, nec multum esse expetendum ab his quibus viam monasticae et solitarium profitteretur. Certum est autem per se esse opus valde religiosum, ut Concilium Tridentinum definit, sese. 25, ideoque a Sanctis Patribusuisse usitatum, ut late Bellarminus ostendit, lib. 4 de Cultu Sanctorum, c. 8. Nec censeri debet improportionalem statui novitiorum, quia ad prudiam Superioris spectat uniuscujusque conditionem, virtutem et statum considerare, talesque socios ad peregrinandum conjunge, ut sine periculo, et cum fructu spirituali. Societate intente talis peregrinatione fiat.

8. Quadratum, in officiis humilibus et objectis exerceri. — Quadratum experimentum est, in variis officiis abjectis et humilibus exercer, ut culinae et refectoorti, negotiorum cura, ac domesticis alius ejus generis, cui certe nullum definitum tempus prefigitur, quia per totum biennium hoc humiliatis et charitatis exemplum prestantum est cum omni dilegentia et sollicitudine. Illud tamen peculiari ter observatur, ut vacando ab aliis exercitis (quod in regul. 33 Magistri novitiorum dici tur) integrum mensem novitii in aliquo humili officio impendant. Quod genus experimenti, sicut maxime necessarium est, ita antiquissimum in religionibus fuit, et fere in omnibus observatur. Unde Basil., in regul. 10, ex fusiobibus: Commonis (inquit) illa est ratio unumquemque pertinendi, ut illud animadverteratur, namque, de cujus sensientis porticulum fiat, paratus sit libenter ad omne genus humiliatis descendere, misera omni vorticandia, ita, videlicet, ut sordidaeque auta quaeque artificia suscipere non recusat, quandoque illorum exercitionem utilem esse ratio consnadeat. Et infra subdit: Maxime autem ei, qui ab splendidio aliquo vita generes ad invitandum modestissima humiliatis D. N. Jesu Christi exemplum festinat, mensa quaedam prescribi debent de numero eorum, quae tili sordide existimant, qui in civili vita versantur; observandumque quod in itis cum omni animi alacritate non erubescant et inconfusilem se Deo operarum exhibit. Et multa similia legi possint in Cassiano supra, et in Joanne Climaco, gradu 6, de Obedientia; et in Bonaventura, tract. de Informatione novitiorum, c. 40; et in Smaragdo, in Expositione regulae S. Benedicti, c. quiquagesimo octavo, ubi ex B. Fructuose Abbate, post aliqua humiliatis opera, in quibus novitium probandum censebat, referit haec verba: Ista in omni penuria subactus, expelte anno, probatus moribus, et laboribus suos, fratrum societati donaret. Addere etiam possimus, hoc probationis genus speciali ratione esse in Societate necessarium propter finem ejus, vel quia ad ministeria spiritualia, et ad studia litterarum, quia post novitiatum magna diligentia suscipienda sunt, necessarium est magnum humiliatis fundamentum; propter quod in bolla Julii III dictur institutum hoc viros omnino humiles exiger; vel certa quia non solum spiritualia ministeria, sed etiam corporalia misericordiae opera, cum proximus exercant. Imo, ut illis spiritualiter prodesse possimus, necessarium esse etiam corporaliter illis inservire, et in hoc exemplum claritatis et humiliatis præbere; oportet ergo ut statim a principio in his humiliobus ministeriis noviti Societatis multum exercantur.

9. Quintum, exerceri in doctrina Christiana radiobus docenda. — Sextum, in ministerio prædicandi, et confessionis audiendo, quod tamen non tam pro novitii, quam per tertiam probationem agentibus intelligitur. — Sextum in novitii aliquando habere locum potest. —
Quintum et secundum experimentum Societatis propria. — Videntur autem haec duo experimenta, sicut de terio diximus, valde propria Societatis; nam in aliis experimentis non permittuntur noviti soli inter se egredi septa monasterii, sed in actionibus circa proximum occupari, quod non solum monachales ordines, sed etiam mendicantes, quae magis de actione circa proximum participant, observant, ut videre licet in Constitutionibus Prædictorum, d. 1, c. 13, lect. 6, et in Constitutionibus Minorum, c. 3. Nihilominus experimenta haec in Societate approbata sunt, sicut alie constitutio, et cum fructa servantur, suntque consentanea fini ejus, tam ut talentum noviti ad juvandos et edificandos proximos innotescere incipiat, quantum illa est et status patitur; tum etiam ut usu et experientia discere incipiat novitius, in quibus operibus per totam vitam occupandus est, et eo magis ad illa affiliatam, quod a tenera religiosis etate in his fuerit educatus; sic enim consueverunt parentes, quando filios ad usum militiae destinant, eos a pueritia in actionibus bellicos exercere; et duces non statim tyriones militis pugnæ committant, sed prius illos paulatim exercet ac pertenant 1. Utrumque ergo observat Societas cum libie, quos ad spiritualem militiam enitr. Cujus rei etiam exemplum a Christo Domino hæmens y quamdui enim in hac vita vixit cum discipluis suis, eos tanquam novitos sub sua cura et magisterio habuit, ut ex Joanne Dominico Cardinali dixit Antonius, p. 3, p. 10, c. 7, § 4; et tamen quia illos educavit ut per totum orbe Evangelium suum predicarent, non semper in illo quasi novitiat, eos apud se veluti intra clausa retinuit, sed interdum ad predicandum misit intra Judæam solum, ut inde paulatim ad magora proficerent. Quod significavit Chrysostomus, homil. 33 in Matth., dicens: Ideo primo ad Judæos mittit, ut quasi in quamdam palaestra in Judæa exercitati, ad agones orbis terrarum introrent, et reliqui quodam pulvis debiles ad voluntatem eos induceret.


De loco probationis novitiorum.

12. Cur novitiis in domo separata educentur. — Quarta et ultima circumstantia hujus probationis esse potest locus ubi facienda est. In quo aliquid etiam proprium ac peculiare ob-

1 Vide Vegetium, de Re militari, libro primo, per totum.
LIB. II. DE INGRESSU IN SOCIETATEM, ET PROBATIONE ILLUM ANTECED., ETC.

servat Societas, videlicet, ut propriis et separatatas haebeat domos, ad hoc solum officium probandi et instrueri novitios destinatas, ut constat ex c. 4 Examinis, et ex c. 4 Constitutionum, cap. quarto. Quod etiam a Summis Pontificibus approbatur est, ut videre licet in bullis sespe citatis de confirmatione Societatis, et ex bulla Pii IV anno 1561, quae incipit, Exponi nobis, ubi has domos probationis exsistit ab obligatione decinmai decime. Ratio autem hujus institutionis primo reddi potest ex generali principi a Patronis observato, multum expedire ad bonam novitiorum educationem, ut separatam ab aliis religiosis habitacionem habeant, ut optime probat Basilius, regul. 18, ex fusiobibus, et statuit D. Benedict. c. 58 sua regulae, et suisse observatum ab antiquis Patribus, summitur ex Cassiano, lib. 4, c. 7 et sequentibus; et nunc etiam in omnibus religionibus observatur, in unaqueque juxta modum aliquem sibi accommodata. Ergo quod hic separatio sit non solum in aliqua parte ejusdem domus, sed etiam in domo distincta, ex se valde consentaneum est rationi; nam, si considerentur omnes rationes quem fundatores religionum moverunt ad aliquam separationem faciendam, omnes ostendunt, quo major fuerit hic separatio intra latitudinem religiosae unitatis, tanto fore meliorem, si cetera paria sint.

13. Septem rationes quibus Basilis suadet novitios separationem a professis esse educandos.

— Rationes, quas Basilius insinuat, haec sunt. Prima, ut raritate congressus novitii majorem reverentiam erga antiquos retineant. Secunda, ne occasionem aliquis elationis accipiat, si statim cum alii ad communem vitam admissitantur. Tertia, ne forte si aliqui ex antiquioribus, in officiis suis aut religiosis observationum minus diligentes, vel revera sint, vel apparere possint, proclivitas ad eos imitandum in animis illorum nascat; hoc enim scandalis genus facilius in his, tangam in firmioribus et puillioribus, nascitur, et sepe propter novitatem et inexperience ibi defectum aut negligientiam judicant, ubi revera non est. Unde addit quarto Basilis cavendum etiam esse ne de se elatus sentire incipiat, cum in quibus ipsi recte se gerunt, in his grandiore labi animadveriant. Quinto, per hoc etiam providetur ne novitii ante tempus indecore appetant ea, quae cum aliis propter eadem vel alias rationes, religiosa et cum decorum servatur. Sexto, addit Basilius alius commodum, scilicet, ut in praecipitatorum commentatione adolescentis necessaria, strepitu illo, qui illam solet comitari, religiis religiosi non offendantur. Denisque concludit, ad servandum rectum ordinem in disciplina religiosa, hanc separationem esse necessariam; quae omnia commodus profecto servabuntur, si separatio in distinctis domiciliis fiat, si commode id fieri possit, quamvis etiam in cohabitatione ejusdem domus possint alia utilisates inventiri: Nam et pari (aet Basilius) ea grandiorum amulationes ad compunctionem assuefiant, et qui pietate antecedunt, in oratione a pueris non medieorriter adiuvantur. Ha vero utilisates et similes non amittentur propter domorum separationem, quia haec nunc quum potest esse tanta, quin cum novitii aliqua antiquiores habitent, a quibus vise exemplum accipere possint, quod eo melius fit, quo ipsi magis fuerint selecti et probati; et esse converso, inter antiquiores semper juniores aliqua habitant, qui licet novitii non sint, novitiorum fervorem et institutionem retinint, quorum vel officio, vel exemplo alii sufficienter juvari possunt.

14. Octava ratio, ex Societatis instituto sumpta. — Probatur imprimis novitio in dominus professi educari non possit. — Item in collegiis minus convenienti educari. — Praetor has vero genera rationes, considerata est in Societate specialis utilitas, vel etiam necessitas ex peculiaris fine, et actionibus Societatis proveniunt. Nam, ommissis novitii, duo sunt in Societate conventuum seu domiciliorum genero, pro aliis, qui jam sunt Societatis membra; quaedam pro studia et scholiorum principaliter deputata, que collegia appellatur; alia ad actiones et ministeria erga proximos omnino dicta, quae sunt domus professorum; in neutro autem locorum istorum poterat satis convenienter domus novitiorum Societatis fundari; merito ergo tertius ac separatus locus ad hunc finem inventus est. Minor quoad domos professas facile ostendi potest. Primo, quia ille domus redivus habere non possunt, sed ex eleemosynis vive debent; domos autem, in quibus novitii probantur, habere convenientes redivus operaret, ut in eisdem Constitutionibus Societatis institutum est, tum propter majorem tranquilitatem et quietem novitiorum, et Superiorem, a quibus gubernantur, ut, deposita sollicitudine rerum temporaliy, solis spirituibus intendant; tum etiam ut omnis occasio distractionis auferatur. Secundo, quia longis-
Cap. V. De Experiencia Huius Secundae Probationis in Societate Jesu.

Sine inter se distant ministeria domus professorum, ut occupationes ac instituta novitiorum, propter quod necessae est in professis dominus esse multam frequentiam secularium personarum, multumque cum illis communicacionem, a qua novitii separati esse debent. Nique domus probationum non sunt (ut ita dicam) proxima et immediata seminaria domorum professorum, sed hae sunt collegia, quae a domibus novitiorum continuo refici et conservari debent; et ideo cuncta et collegia debant esse separata a domibus professis, ut infra dicemus, multae magis novitiorum domus; quod si hae cum aliquo illorum membrii conjungi deberent, potius id futurum esset cum collegiis, quam cum professorum domibus. Unde in declaratione cap. 4 Examinis, lit. B, domus probationis velut membri collegii esse dicuntur, ubi et admissi et probari ad tempus solent, qui postmodum in collegiis sunt constitutae. Atque ita uti commode probationis domus omnino separari non potest, cum alioque collegio internum conjuncta est, ita ut illa habeat omnem separationem quam habere possit. Nihilominus tamen regulariter, ubi id fieri potest, multa commodius existimatur ut domus probationis a collegiis etiam distincta sit, quia etiam studentium exercitia valde diversa sunt ab exercitiis novitiorum, nec possunt intra eadem domum adeo separari, quin aliquo inquietudine et perturbatio in aliquis saltem inde oriatur. Item, quia cum domus probationis ad educationem spiritualem novitiorum solummodo atque omnino instituita sit, res omnes illius, totoque regimen, ordo, actiones, atque ipsa etiam habitatio ad illum finem diriguntur et accommodantur, et Superioura cura magis unita est, totaque circa educationem novitiorum versatur, et a hunc finem omnium alia disponit; unde non est dubium quin ad meliorem novitiorum educationem hae ratio vivendi utilior sit.

15. Hanc separationem non esse de substantia novitii. — Quid sit de huius novitatis substantia. — Quis cum fico animo Societatem ingredietur, vere novitius dici negitat. — Quamvis autem hoc ita sit, nihilominus hae etiam circumstantia non est de absoluta necessitate probationis, ut in eisdem constitutionibus satis declarat est. Nam parte tercia, c. 1, § 27, et parte quarta, c. 2, lit. D, significatur etiam in domibus professis posse aliquando novitios probari, quod etiam consuetudine receptum est, maxime quando ad servitum vel auxilium domus eorum opera necessaria est, et eadem ratione possunt aliquando ad collegia admissi, ut in quarta parte, cap. 6, lit. C, dicitur, et tunc non interrumpitur eorum probatio, quia illa loci circumstantia essentialis non est. Unde tandem concluditur, de substantia huius probationis tantum esse id, quod est de substantia novitii, in quacumque alia religione, illud cum proportione ad hanc accommodando. Hic etiam non est necessarius specialis habitus regularis, sed totum ad hoc reduci, quod est vivere sub obedientia Societatis, tanquam membrum nondum illi unitum per aliqua vota, cum propositioni illi intrandi, et in illa vivendi ac moriendi, ut dicitur in quinta parte Constitutionum, c. 4, lit. A; subintelligendum autem censeo, si post probationem ita sibi expedire judicaverit; non enim tenet novitus habere absolutum propositionem proficiendi, seu moriendi in religione (quamvis optimum consilium sit), quia cum eo tempore revera ibi sit ad probandum, satis est in rigore quod habeat illud propositionum cum ordine ad probationem, seu (quod idem est) sub illa conditione; quamvis (ut dicebamus) melius sit illam supponere, et propositionem firmum habere; sic enim magis excitatur homo ad constantiam et ad perferendos labores quos in religione experiri. Videatur autem necessarium habere dictum propositionem. Unde, si quis ficio animo, cum deliberatione non vivendi perpetuo in Societate, sed solum proficiendi, vel studendi peri aliquot annos in ea existat, et exterius probare se sint, preterquam quod gravissime peccaret decipiendo religionem in re gravii, et postea egredienti tenetur ad restituendae omnes expensas, vel si quae alia doma ob eam causam religio passa esset, ille non posset vere dici novitius Societatis; nam, ut in predicta declaracione dicitur, ut aliiuis vere dicatur de Societate, etiam novitius, necesse est ut cum predicto propositione vivendi et moriendi in Societate, sub obedientia ejus in probatione versetur, ut in alium ejus gradum admittatur. Unde satis probable est, etiamsi postea fichtum propostitionum mutet, et velit in Societate permanere, non posse in conscientia in tempus probationis computare tempus illud, in quo animum fichtum habuit, quia revera tunc non erat in probatione, licet exterius apparet. Quod cum proportione ad alias religiones applicari potest.

16. Probabile tamen oppositionum. — Pictus
animus non fruetur gratiiis spiritualibus Societatis. — Tolam potestatem admittendi et dimittendi novitius est apud Generalem, et per illum in Provincialibus. — Quia vero hoc viseri potest duriusculum, et in praxi potest habere aliqua incommoda et graves difficoltates, praeertim quoad tempus probationis simpliciter necessarium ad valorem professio- nis, et quia etiam nullo jure communi satis fundari potest, ideo probabiliter dici potest, quod, licet illa probatio, eo tempore quo sit fit, sita sit potius quam vera, quia deficit intentio, a qua omnis humana actio pendet, nihilominus, mutata postea intentione, retro- trahit (ut sic dicam) et ratificari precedentem probationem; quia experimentum esse assumptum, non omnino transit, sed permanet, et illud est principaliter intentum per talem probationem. Aliud etiam incommodum candum est ex illo animo facto, quia veri novitii Societatis frustratur spiritualibus gratiis Societatis concessis, ut dicitur in eodem c. I quintae partis Constitutionum, lit. A; illis autem non fruetur qui talem ficitum animal habuerit, quia pro tune versus novitius non est; et in predicto loco, ad fruendum his gratiiis hoc propositum requiri videtur; et quoniam inter has gratias continentur absolutiones a censuris reservatis, commutationes aut supensiones votorum, et similis, cavan- dus est talis status, ne haec omnia invalide flant. Atque haec videntur sufficere de hac prima parte Societatis. Nam de potestate admittendi ad hanc probationem, jam supra. in c. I, sufficientes tactum est, et in eodem c. I quintae partis Constitutionum dicitur, to- tam illam esse apud Praesidium Generalem, et merito, quia, pretia alia rationes, in Societate non recipiunt alii qui pro uno aut alio loco, sed pro tota Societate. Quia vero non potest per se semper illam exercere, quas ordinario jure Provincialibus illam communica. Idemque dicendum est de potestate dimittendi novitium, quando religionis non satisfactit, ut constat ex 2 p. Constitutionum, c. primo, ubi in declaratione fusius explicatur modus legitime utendi hac facultate; neque hic aliquid addendum occurrit, prater ea quae de religione in genere dicta sunt tomo supe- riori.